



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

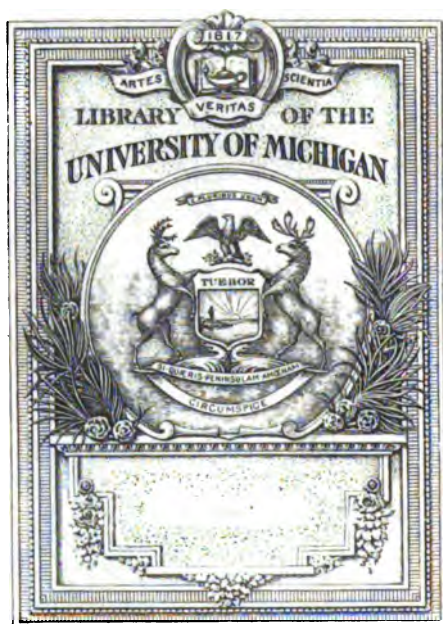
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





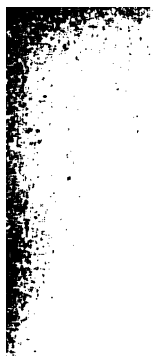
I  
L  
G  
A



# **PROCÈS-VERBAUX**

**DES ÉTATS DU GÉVAUDAN**





DOCUMENTS RELATIFS A L'HISTOIRE DU GÉVAUDAN

---

DEUXIÈME PARTIE

---

# PROCÈS-VERBAUX

DES DÉLIBÉRATIONS  
DES ÉTATS DU GÉVAUDAN

PUBLIÉS PAR LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS  
DE LA LOZÈRE, SOUS LES AUSPICES DU CONSEIL GÉNÉRAL  
ET SOUS LA DIRECTION DE M. FERDINAND ANDRÉ,  
ARCHIVISTE DU DÉPARTEMENT.

---

TOME VII.

---

M E N D E  
IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE DE G. PRIVAT  
5, Rue Basse, 5  
1881



44

Compt. Rels.  
N<sup>o</sup> 16  
3-3-33  
28027

— 8 —

1754

**MM. les commissaires de l'assiette.** — *Lecture des commissions contenant les sommes à imposer. — Lecture des commissions. — Refus d'admission de M. Maurin, curé de Marvejols, procureur pour le commandeur de Palhers. — Contestation entre des consuls de Saint-Germain-du-Teil et de Saint-Pierre-de-Nogaret, pour l'entrée aux Etats. — Prestation du serment. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Nomination de M. Gros, à la charge de syndic, et de M. de Lhermet à celle de greffier. — Gratification demandée par les héritiers de M. de Saint-Sauveur, ancien syndic. — Capitation des Cévennes. — Refonte de la capitation. — Appurement des comptes des receveurs. — Dixième des biens nobles. — Retenue du dixième sur les intérêts payés par le diocèse et par les communautés. — Commission pour prendre connaissance des dettes des communautés, de leurs dépenses, de l'emploi des biens patrimoniaux, etc. — Les collecteurs ne peuvent être continués qu'après avoir rendu leur compte. — Les subventions ne peuvent être établies sans le consentement des Etats généraux. — Finances des offices de l'ancienne maréchaussée. — Les quittances des tailles doivent être sur papier timbré. — Règlement au sujet de la fourniture des voitures pour le transport des équipages des troupes. — Maison du collège des Médecins à Montpellier. — Indemnité accordée au diocèse. — Changement du commis établi à Chirac pour la vérification des étoffes. — Pont de Quézac. — Revendeurs du sel. — Pont de Meyrueis. — Réparation du pont et de la côte de Bayard.*

— *Pont de Malegazane, entre Saint-Chély et Termes.*  
— *Pont de Fournels. — Entretien des chemins du diocèse. — Réquisitions au sujet du droit de visite et marque établi sur toutes les étoffes. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens trente-quatre, et le lundy vingt-neufvième jour du mois de mars. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Maruejols, sont venus à la salle de l'hôtel de M. le baron de Peyre, où loge Mgr l'illustrissime et révérendissime seigneur, Mgr Gabriel-Florent de Choiseul, évêque, seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte de Gévaudan, conseiller du Roy en tous ses Conseils, Président-né desdits Etats et assiette, qui les attendoit, étant accompagné de M<sup>re</sup> Antoine-Cleriadus de Choiseul-Beaupré, prêtre, licencié en théologie de la faculté de Paris, chanoine, archidiacre de l'église de Mende et vicaire général de mondit seigneur évêque de Mende, et de M<sup>re</sup> Vital Dangles, prêtre, chanoine et prévôt de ladite église de Mende, aussy vicaire général et official de mondit Sgr évêque, et de MM. les commissaires ordinaires ; et, tous ensemble, sont allés à l'église collégiale Notre-Dame-de-La-Carce de ladite ville, pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du baillage de Gévaudan et royale ordinaire dudit Maruejols, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : mondit Sgr le Président, sur un fauteuil, placé sur une estrade élevée, au-dessous d'un dé ; et sur la gauche de cette estrade et à la tête du banc, M<sup>re</sup> Eymar Henry de Moret, chevalier, comte de Peyre, baron de Montbreton, Marchastel et Burzet, Sgr de La Baume, Le Vivier, Bal-

dassé, Larcis, Les Bessons, Saint-Latger, Beauregard, Montrodât, Sgr et gouverneur de la ville de Maruejols, mestre de camp d'un régiment de cavalerie, baillif du pays de Gévaudan, en tour, pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Jean-Amédé de Rochefort d'Aly, comte de St-Point et de Montferrant, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pougnaidore et Saint-Chély-de-Tarn, lieutenant de nosseigneurs les maréchaux de France, au diocèse de Mende et commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M. M<sup>e</sup> Jean-Joseph Cailar de Bardou, juge en chef et général de la ville de Mende et de toute la temporalité de mondit Sgr évêque ; et M<sup>e</sup> Jean Vincens, notaire royal, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, l'année dernière, commissaires ordinaires des Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre ; sieur Antoine Bonnicel, 3<sup>e</sup> consul, étant décédé ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang ; et sur le banc dudit sieur ballif, MM. les barons et gentilhommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang ; et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit diocèse, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc, en l'absence de M<sup>re</sup> de Rochefort d'Aly, chevalier de Saint-Point, capitaine dans le régiment du Chaylar cavalerie, commissaire principal desdits Etats et assiette.

Le sieur comte de Peyre, baillif en tour, pour le Roy, ayant entre ses mains les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 6<sup>e</sup> février dernier, a dit que nosdits seigneurs

luy ordonnent, par leursdites commissions, et à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsy qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats. Lesquels deniers Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat, et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le royaume, aussy bien que pour les appointements de son altesse sérénissime, Mgr le duc du Maine, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et au département des deniers des gratifications ordinaires et extraordinaires contenus au billet, sur ce envoyé, signé : Touzard, en attendant l'arrest de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année ; et a remis les susdites commissions au greffier du diocèse pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entre autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende et de Maruejols et du syndic du diocèse, députés aux derniers Etats de la province.

La lecture ayant été finie, lesdits sieurs ballif et commis des nobles sont sortis de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats dudit pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier les procurations des députés auxdits Etats, il leur en a fait la lecture. Et ayant fait appeler M. de Pa-

lhers, s'est présenté M<sup>e</sup> Maurin, prêtre et curé de la ville de Maruejols, qui a demandé d'être admis dans l'assemblée, en conséquence de la procuration à luy faite par M<sup>e</sup> de Forbin d'Oppède, bailli, grand'croix de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, commandeur de Cognac, receveur et procureur général du commun trésor, lieutenant et vicaire général au grand prieuré de St-Gilles. Sur quoy, le syndic du diocèse a représenté que M. le commandeur de Palhers est seul en droit de prendre le rang et séance dans l'assemblée, à raison de sa commanderie de Palhers, et que, par conséquent, il est seul personne capable et légitime pour fournir une procuration et envoyer un procureur, lorsqu'il ne peut point venir luy-même ; que d'ailleurs suivant les règlements et uzages constamment observés, les MM. de l'église et de la noblesse qui ne peuvent pas assister aux Etats, doivent envoyer une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir, et qu'il importe que cet usage soit conservé pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de l'assemblée. Sur quoy, a été unanimement délibéré de rejeter ladite procuration ; et, à l'instant, Mgr le Président a nommé ledit M<sup>e</sup> Maurin, curé de Maruejols, pour remplir la place vacante de M. le commandeur de Palhers ; et, ayant été introduit dans l'assemblée, il y a pris rang et séance.

Et ayant fait appeler le consul du mandement de Nogaret, s'est présenté sieur Germain Vignes, consul de la paroisse de Saint-Germain-du-Teil, porteur de la procuration de ladite communauté, qui a demandé d'être admis dans l'assemblée, pour y prendre le rang et séance du consul du mandement de Nogaret. Et en



même temps, s'est aussy présenté sieur Pierre Reversat, du Besset, porteur de la procuration de la communauté de Saint-Pierre-de-Nogaret, qui a aussy demandé d'être admis dans l'assemblée en qualité de consul du mandement de Nogaret. Sur quoy, ledit sieur Vignes a représenté que la paroisse de Saint-Germain-du-Teil est la plus considérable du mandement de Nogaret, et que, pour cette raison, il doit avoir la préférence pour l'entrée aux Etats du pays. Ledit sieur Pierre Reversat a représenté que Saint-Pierre-de-Nogaret donne le nom au mandement, et en est le chef-lieu ; que d'ailleurs, il est député, non-seulement de la communauté de St-Pierre-de-Nogaret, mais encore celle de Trélans : qu'ainsy il doit être admis dans l'assemblée. Ledit sieur syndic a représenté qu'il ne sçauroit dire rien de précis sur la contestation de ces deux consuls jusques à ce qu'ils ayent remis les actes qui établissent leurs droits et l'usage qui a été observé entre les communautés du mandement de Nogaret, avant l'établissement des mairies, et a requis l'assemblée d'ordonner la remise desdits actes, offrant de faire des recherches de son côté aux archives du diocèse, dans le cours de cette année, afin que cette contestation puisse être décidée l'année prochaine ; qu'il croit néanmoins que le consul de Saint-Pierre-de-Nogaret doit être admis par provision, attendu qu'il est député par les habitants de deux communautés, dont l'une est le chef-lieu. Sur quoy, a été unanimement délibéré que les consuls des paroisses qui forment le mandement de Nogaret, remettront incessamment, audit sieur syndic, les actes sur lesquels ils se fondent pour prétendre la préférence les uns sur les autres pour l'entrée aux Etats du pays ; et néanmoins que le consul de

Saint Pierre-de-Nogaret sera admis par provision dans l'assemblée, où il a été introduit, et a pris rang et séance.

L'assemblée ayant été réglée et chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé, a été prêté, sçavoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et, par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu. Et, tous ensemble, ont promis à Mgr le président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, président pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 6<sup>e</sup> février dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats généraux envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir, que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes, seront refusées à l'avenir, conformément aux anciennes délibérations, sy elles ne sont pas accompagnées d'une lettre pour Mgr le

Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que la place de syndic de ce diocèse ayant vacqué par la mort de M. de St-Sauveur, MM. les commis et députés ordinaires creurent qu'il étoit nécessaire de la remplir, parce que le diocèse étoit chargé de plusieurs affaires importantes, et qu'il falloit d'ailleurs disposer toutes choses pour la tenue des présents Etats et assiette ; et que s'étant assemblés en la ville de Mende, le 26<sup>e</sup> janvier dernier, ils nommèrent pour syndic dudit diocèse M<sup>e</sup> Mathieu Gros, avocat en la Cour des Aydes de Montpellier, dont la droiture, la capacité et l'attention aux affaires sont connues à l'assemblée, qui l'a veu remplir, avec l'approbation publique, la charge de greffier, et même celle de syndic, pendant quelques années ; M. de St-Sauveur n'ayant pas été toujours en état de travailler, à cause de ses indispositions, et qu'il croit que l'assemblée doit approuver et confirmer le choix qui a été fait dudit M. Gros, en le nommant pour syndic.

Mgr le Président a dit encore que la place de greffier du diocèse se trouvant vacante par cette élection, ils y nommèrent M<sup>e</sup> Jean Bonnissel de Lhermet, fils, avocat en Parlement, dont ils connoissoient la capacité et le mérite, et comme il s'est acquité de ses fonctions avec beaucoup d'exactitude et de diligence, il croit que l'assemblée doit approuver et confirmer le choix qui a été fait dudit M<sup>e</sup> de Lhermet, et le nommer greffier du diocèse. Sur quoy les dits sieurs Gros et de Lhermet étant sortis de l'assemblée, le choix fait dudit M<sup>e</sup> Gros

pour syndic dudit diocèse, dudit M<sup>e</sup> de Lhermet pour greffier dudit diocèse a été approuvé et ils ont été confirmés dans leurs charges. Après quoy les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Gros et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération ; et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Ledit sieur syndic a dit encore que les héritiers de feu M. de St-Sauveur, souhaitent de se régler avec le diocèse, sur les sommes qu'ils luy doivent et qu'ils supplient l'assemblée de leur accorder une gratification pour les services rendus par M. de St-Sauveur, en qualité de syndic de ce pays, pendant quatorze années. Sur quoy, a été renvoyé à MM. les commissaires ordinaire, pour arrêter compte avec les héritiers de M. de St-Sauveur, pour convenir des termes des paiements et pour examiner qu'elle somme il convient d'accorder auxdits sieurs héritiers, pour la gratification par eux demandée ; sur laquelle il sera délibéré, sur leur rapport, aux Etats de l'année prochaine.

Ledit sieur syndic a dit encore que M. le contrôleur général en envoyant les instructions à MM. les commissaires du Roy, leur a manqué expressement, par une lettre, que le pays des Cévennes doit payer la capitation cette année, en exécution de l'arrêt du Conseil du 22<sup>e</sup> may 1751, qui porte en termes formels que les communautés des Cévennes doivent payer la totalité de leurs impositions, comme elles faisoient avant l'arrêt du 19<sup>e</sup> août 1704, et que le diocèse ne pourra point demander à l'avenir aucune remise à ce sujet, qu'on l'a ainsy déclaré aux députés du pays qui ont assisté aux

derniers Etats généraux de la province. Sur quoy, a été unanimement délibéré que les paroisses des Cévennes seront comprises dans les Etats de la capitation de la présente année 1734.

Ledit sieur syndic a dit encore que la capitation est considérablement augmentée cette année et a requis l'assemblée de pourvoir à la répartition de l'augmentation. Sur quoy, a été renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette, pour procéder à cette répartition, avec leur attention et leur exactitude ordinaire.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il a été délibéré, aux derniers Etats généraux, de faire une nouvelle répartition de la capitation dans toute la province, et MM. les syndics généraux ont été chargés de prendre des mesures, dans le cours de cette année, afin qu'on puisse procéder à cette répartition aux prochains Etats ; et, en conséquence, M. Joubert, syndic général prie l'assemblée, par sa lettre d'avis, de donner une attention toute particulière à la répartition qui doit être faite, cette année, sur les communautés de ce pays ; il marque que, suivant les instructions qui furent faites pour la capitation, de l'année 1705, et qui ont toujours servi de règle, il doit être procédé à la capitation, non point en fixant le contingent de chaque communauté, avant de faire les taxes des rôles, mais en réglant les taxes des particuliers, par rapport à ce que le général du pays doit porter, et que le contingent d'une communauté, par rapport à la capitation, doit être proportionné, chaque année, au nombre et aux facultés des particuliers sujets aux taxes ; qu'il est d'autant plus important de faire la répartition cette année, sur ce principe, qu'elle pourra fournir pour parvenir à la répartition générale de la

province. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette pour faire la répartition de l'entière capitation, eu égard aux nombres et aux facultés des habitants de chaque communauté.

Ledit sieur syndic, a dit encore que MM. les receveurs des tailles de ce pays, négligent d'apurer leurs comptes de la capitation, sous prétexte que quelques MM. des mains fortes, diffèrent de payer leurs cotités, ou de rapporter les quittances de la capitation qu'ils sont obligés de payer hors de la province; mais que ce prétexte n'est point légitime pour dispenser MM. les receveurs d'apurer leurs comptes de la capitation, puisqu'ils doivent faire livre net. Sur quoy, a été unanimement délibéré que les receveurs des tailles du présent diocèse apureront leurs comptes de la capitation, et ledit sieur syndic a été chargé de faire des diligences pour les y obliger.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été délibéré, aux derniers Etats généraux, que les biens nobles et droits seigneuriaux comme fourds, moulins, forges, rentes foncières et autres droits compris dans les états arrêtés en 1712, seront taxés au tiers en sus de ce qu'ils le feurent alors; et que MM. les syndic généraux enverront des états de ces biens nobles et droits seigneuriaux dans les diocèses et les communautés, conformément aux instructions que furent suivies dans le recouvrement du dixième de l'année 1712. Lesquelles serviront de règle à cet égard, sauf à y faire, dans la suite, les changements qui seront trouvés nécessaires, et que M. de Joubert marque, par sa lettre d'avis, qu'il enverra le plutôt qu'il pourra ces états et instructions. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires or-



dinaires pour faire les arrangements qu'ils jugeront nécessaires pour le recouvrement du dixième sur les biens nobles Etats seigneuriaux, lorsqu'ils auront reçu les états et instructions de la province.

Ledit sieur syndic, a dit encore qu'il a été délibéré aux derniers Etats généraux que les diocèses et les communautés de la province remettront un état de leurs dettes, dont l'intérêt est payé à cinq pour cent; que les receveurs des tailles en exercice retiendront le dixième des intérêts payés, à cinq pour cent par les diocèses, et que les collecteurs fairont pareillement la retenue du dixième sur les rentes des communautés, à cinq pour cent, et qu'ils remettront ce dixième au receveur en exercice, lequel portera à la caisse de la province, tant le dixième qu'il aura reçu des collecteurs, que celui dont il aura fait lui même le retenue, et que M. de Joubert, syndic général, a envoyé plusieurs exemplaires d'une lettre qu'il a écrit à ce sujet aux communautés de ce pays. Sur quoy, a été délibéré d'en donner avis par un article de la mande, et que les exemplaires de la lettre de M. de Joubert seront envoyés dans toutes les paroisses.

Ledit sieur syndic, a dit encore, qu'en conséquence des délibérations de la province, le Roy a éably une commission semblable à celle de 1662. En conformité de laquelle des commissaires se transporteront dans toutes les paroisses, pour prendre une connaissance particulière de chaque communauté, par rapport aux dettes, aux dépenses ordinaires et à l'employ des biens patrimoniaux, et que ces mêmes commissaires prendront dans chaque communauté un état des habitants capables et de leur facultés. Sur quoy, a été unanimement

délibéré d'en donner avis aux communautés par un article de la mande et de charger les consuls et greffiers des communautés de faire connoître avec sincérité et exactitude, la situation actuelle desdites communautés sur ces différents chefs.

Ledit sieur syndic a dit encore, que suivant les règlements de la province, les collecteurs ne peuvent point être continués pendant deux années, à moins qu'ils n'ayent rendu compte et payés les reliquas avant de prendre la seconde collecte. Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il a été délibéré aux derniers Etats généraux de la province que les subventions, qui sont établies dans les communautés, ne pourront être continuées que jusques en l'année 1736, inclusivement, mais qu'on ne pourra point en établir des nouvelles à l'avenir, sans le consentement des Etats généraux, attendu que, suivant le principal privilège de la province, aucune imposition ne peut être faite sans son consentement sur les communautés qui le composent. Sur quoy a été unanimement délibéré d'en donner avis par un article de la mande, qu'oy que l'assemblée n'aye point connaissance qu'on lève des droits de subvention dans aucune communauté de ce pays.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il est connu à MM. les commissaires ordinaires qu'il y a un homme devenu fou dans une paroisse du diocèse, qui attaque et insulte tous ceux qu'il rencontre; il menace même de mettre le feu aux granges et aux maisons; que les parents de cet homme sont pauvres et hors d'état de le tenir enfermé, et que l'assemblée pourrait prendre des

mesures, pour prévenir les désordres que ces sortes de gens causent, lorsqu'on ne les met point en lieu de sûreté, étant question de la sûreté et de l'utilité publique. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires pour faire enfermer ces sortes de gens dans un hôpital, pourvoir à leur subsistance, et prendre les précautions qu'ils jugeront convenables pour la sûreté publique, lorsque des cas pareils arriveront.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit encore que la province payoit tous les ans, au diocèse de Mende, une somme de 1,078 livres 11 sols 2 deniers, qui étoit employée au payement de partie des intérêts dus aux propriétaires des offices de l'ancienne maréchaussée ; et que le surplus de ces intérêts étoit payé par imposition, et compris dans le département des deniers ordinaires ; et comme la province ne payoit qu'avec le fonds qu'elle recevoit des diocèses, il a été déterminé que chaque diocèse payera les intérêts dont il sera débiteur ; ce qui ne porte aucun préjudice au pays, puisqu'il n'y a du changement que dans la manière du payement qui doit être fait par le diocèse sans recourir à la province ; et a requis l'assemblée de lui procurer le fonds que la province cesse de faire. Sur quoy, a été unanimement délibéré, que l'imposition pour les intérêts de l'ancienne maréchaussée sera augmentée de la somme de 1,078 livres 11 sols 2 deniers, pour remplacer le fonds que la province cesse de faire.

Ledit sieur syndic a dit encore que quelques collecteurs du diocèse ont été assignés devant les visiteurs

généraux des gabelles, juges des formules au département de Montpellier, en condamnation d'amende pour avoir fait les quittances de la taille sur du papier timbré, et que le fermier du domaine prétend qu'il est ordonné, par les édits et déclarations du Roy, de faire les quittances de la taille sur du papier timbré ; mais que ces édits et déclarations n'ayant jamais été envoyés ny publiés dans le Gévaudan, on n'a pas peu s'y conformer, et qu'il paroît juste que le pays prenne le fait et cause des collecteurs, qui ont été assignés, et de ceux qui pourroient l'être à l'advenir sur le même fondement. Sur quoy a été unanimement délibéré d'avertir les communautés de ce pays, par un article de la mande, de faire mettre, à l'avenir, les quittances de la taille sur du papier timbré ; et, pour le surplus, a été renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence des délibérations de la province, on a passé un nouveau bail pour la fourniture des vivres pour les équipages des troupes qui passent dans la province, et qu'il est porté, par un des articles du traité, que sy lesdits entrepreneurs n'ont pas assemblé le nombre des voitures et chevaux nécessaires dans les lieux où les troupes doivent passer ou de ceux d'où elles partent, et que les consuls des communautés soient obligés d'y suppléer, en commandant les voitures des habitants, lesdits entrepreneurs seront tenus de payer aux particuliers qui auront été forcés de marcher avec leurs charrettes, bêtes à dos, ou chevaux, pour le voyage ou retour d'un lieu d'étape à l'autre, sçavoir : pour chaque charrette attelée à deux bœufs, 6 livres ; pour celles qui seront attelées de quatre bœufs, 10 livres ; pour chaque bête à bat, 5

livres 10 sols ; et, pour chaque cheval, 3 livres, outre et par dessus la rétribution qui auroit été payée au particulier par les officiers pour ladite fourniture. Et au cas que les bêtes desdits particuliers vinsent à périr ou qu'elles fussent blessées ou qu'il fut causé quelque dommage à leurs charrettes, harnais et effets pendant ces voitures, lesdits entrepreneurs seront obligés de les indemniser plainement, sauf leur recours contre les troupes, ainsy qu'ils l'aviseront, sans pouvoir alléguer pour s'excuser, de n'avoir pas fourny lesdites voitures et chevaux, qu'ils n'ont pas été avertis du passage des troupes ny aucune raison ny prétexte que ce soit. Sur quoy, a été unanimement délibéré d'en donner avis aux communautés, par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit encore que les héritiers d'un créancier du diocèse représentèrent à Mgr le Président et à MM. les commissaires ordinaires qu'ils étoient dans l'incertitude sy leurs auteurs n'avoient pas reçu du diocèse l'intérêt de l'intérêt. Sur ces représentations on fit des recherches, en remontant jusques en l'année 1630, et on a reconnu clairement que quelques intérêts avoient été accumulés et avoient formé un capital dont l'intérêt a été payé ; que par conséquent le diocèse a payé l'intérêt de l'intérêt. Mais on a trouvé aussy qu'il y a eu une suppression des intérêts légitimes pendant plusieurs années ; qu'on ne peut rien dire de clair ny de précis, attendu qu'il est question d'une affaire très ancienne, sur laquelle il y a eu divers procès et plusieurs jugements ; on croit néanmoins pouvoir assurer que la suppression des intérêts légitimes monte à une somme plus considérable que les intérêts illégitimes sur le véritable capital, et diminuer par là la rente légitime de

chaque année ; et qu'ils prient l'assemblée de vouloir bien compenser les intérêts illégitimes qui ont été payés avec la suppression des intérêts légitimes, et leur accorder, en tant que de besoin, décharge ; ayant communiqué toutes les connaissances qu'ils avoient sur cette affaire. Sur quoy, a été renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette.

Ledit sieur syndic a dit encore que l'arrentement du collège des étudiants en médecine de ce diocèse finira le 31<sup>e</sup> décembre prochain, et qu'il est nécessaire de passer un nouveau bail. Sur quoy, ledit sieur syndic a été chargé de faire procéder aux affiches et publications accoutumées et de passer le contrat d'arrentement au plus offrant et dernier enchérisseur, suivant les ordres qui lui seront donnés par MM. les commissaires ordinaires.

Ledit sieur syndic a dit encore que M<sup>me</sup> la comtesse de Montpeyroux demande une quittance finale de son bail de cette maison, qui prit fin au mois de décembre 1729, aussy bien que du bail qui doit finir au mois de décembre prochain, offrant de remettre toutes les quittances des tailles et censives et des pensions des étudiants pendant la durée des deux baux. Sur quoy, ledit sieur syndic a été chargé de faire ces deux quittances finales et de rapporter au diocèse les quittances des charges et des pensions des étudiants.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence des ordres de MM. les commissaires, il a fait vérifier cette maison par le sieur Girard, architecte de Montpellier, lequel l'a trouvée en fort mauvais état ; le tout ayant besoin d'être refait à neuf, aussy bien qu'une maitresse muraille de toute la longueur du collège,



et un mur de refente ; et que les portes, vitres, fenêtres et contrevents ont aussy besoin d'être refait, afin que les locataires puissent y être à couvert des rigueurs des saisons, et enfin que cette maison est entièrement délabrée, et qu'on ne pourra point y habiter dans peu de temps sy on n'y fait les réparations nécessaires. Sur quoy a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires pour faire renouveler les diligences qui avoient été commencées pour parvenir à la vente de cette maison.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été accordé, à ce diocèse, une somme de 12,000 livres pour l'indemniser en partie des dommages causés aux récoltes de l'année 1732, par les grêles, les orages et autres accidents du ciel, et pour la mortalité des bestiaux de cette même année. Sur quoy, a été renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette pour procéder à la répartition de cette somme en faveur des communautés qui ont souffert les dommages.

Ledit sieur syndic a dit encore que le commis proposé dans la ville de Chirac pour la vérification des laines et étoffes qu'on y fabrique pourroit être changé au Malzieu ou à Saugues et y rendre des grands services au diocèse, attendu qu'il n'y a point de commis dans ce quartier là, quoyqu'il soit d'une grande étendue et qu'il y ait un grand nombre de fabricants, et que les commis de Maruejols et de La Canourgue pourroient veiller aux manufactures de Chirac. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires pour examiner l'utilité et inutilité de ce changement et faire les arrangements et changements qu'ils connoitront être avantageux au pays.

Ledit sieur syndic a dit encore que le procès sur la chute du pont de Quézac est instruit aussy bien que la demande en liquidation de la finance des offices des regratiers et revendeurs de sel ; mais que M. l'Intendant n'a pas peu les juger , parce qu'il fut absent de la province ou malade, presque toute l'année dernière. Sur quoy, ledit sieur syndic a été chargé de solliciter le jugement de ces deux affaires.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a formé opposition envers une ordonnance rendue en l'absence de M. l'Intendant, qui condamne les paroisses d'Ure, La Parade, Saint-Pierre des Tripiers et quelques autres paroisses du pays, à contribuer aux frais de la réparation du pont de communication de la ville de Meyrueis avec les fauxbourgs, et a requis l'assemblée d'approuver cette opposition et de lui donner pouvoir de continuer les poursuites. Sur quoy, ayant été délibéré, cette opposition a été approuvée, et ledit sieur syndic a été chargé de continuer les poursuites.

Ledit sieur syndic a dit encore que, sur les contestations qu'il y avoit entre les diocèses de Mende et d'Uzès, touchant les réparations du pont et côtes de Bayard, il fut rendu une ordonnance par M. l'Intendant, le 14<sup>e</sup> octobre 1733, portant que les sieurs Brémond et Laval, entrepreneurs de cette cote et de ce pont, les mettront en état, conformément à l'adjudication qui leur en fut faite dans le délai de quinzaine, et après ce délai passé, il sera permis aux syndics des diocèses d'Uzès et de Mende, de faire publier ces réparations à la folle enchère des entrepreneurs, et que le bail sera adjugé au dernier moins-disant par les commissaires du diocèse d'Uzès, en présence du syndic du diocèse de

Mende; et qu'à l'égard des ouvrages et augmentations qui doivent être faites à la côte de Bayard, la vérification en sera faite par le sieur de Larnac, inspecteur des chemins du diocèse d'Uzès, en présence des syndics des diocèses intéressés auxdites réparations, pour être, sur ladite vérification, délibéré par MM. les commissaires ordinaires desdits diocèses, ainsy qu'il appartiendra. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il seroit nécessaire de faire construire un pont à Malegazane, entre Saint-Chély et Termes et un autre pont au lieu de Fournels. Sur quoy, a été unanimement délibéré de renvoyer à une autre année l'entreprise des nouveaux ponts et chemins, et cependant MM. les commissaires ordinaires ont été priés de faire faire les réparations qu'ils jugeront nécessaires pour la conservation des ponts et chemins qui ont été déjà construits, et pour les rendre praticables; le pays n'étant pas en état de faire aucune nouvelle entreprise à cause de l'augmentation des tailles et de la capitation.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence des ordres de MM. les commissaires ordinaires, il adjugea, l'année dernière, l'entretien d'une partie des chemins du diocèse, pour empêcher le dépérissement, et qu'il est nécessaire, dans la même vue, d'adjuger l'entretien de plusieurs autres parties du chemin. Sur quoy, ledit sieur syndic a été chargé de continuer les adjudications de l'entretien des chemins, sous les ordres de MM. les commissaires ordinaires,

Ledit sieur syndic a dit encore que, par deux arrêts du Conseil, des 7 octobre 1732 et 30<sup>e</sup> juin 1733, toutes

sortes d'étoffes qui se fabriquent dans le Royaume, ont été assujetties au droit de visite et de marque, avec injonction aux ouvriers de mettre, à la tête desdites étoffes, leurs noms et le lieu de la manufacture.

Mgr le Président a représenté aux Etats généraux de l'année 1752, que les étoffes du Gévaudan ont toujours été exceptées des règlements généraux, et notamment par des arrêts du Conseil, des 14 décembre 1673 et 7 octobre 1692, et par les ordonnances rendues en conséquence par M. de Basville, à cause du peu de valeur de ces étoffes, qui ne sont ny de prix ny de qualité à recevoir l'apré et les teintures, en la manière prescrite pour les autres étoffes ; que d'ailleurs il n'y a aucune manufacture publique dans le Gévaudan ; les ouvriers étant dispersés dans plus de mille villages ou hameaux dont il est composé. Les Etats généraux de la province insérèrent cette affaire dans le cahier qui fut envoyé à la Cour, et Sa Majesté fit répondre qu'elle se feroit rendre un compte plus particulier de cette affaire, et que cependant on donneroit des ordres pour faire rendre les étoffes du Gévaudan, qui pourroient avoir été saizies et arrêtées, par le deffaut de la marque. Il a été délibéré aux derniers Etats généraux, que les syndics des pays de Gévaudan, du Velay et du Vivarais, conféreroient avec le sieur de La Cour, inspecteur extraordinaire, lequel devoit se transporter dans ce pays, au mois de may prochain, pour examiner l'utilité ou l'inutilité de la marque, mais on a eu avis que cet inspecteur est mort à Montpellier. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires pour soutenir et conserver ce pays dans les exceptions dont il a jouy jusques à présent et dont la privation ruineroit les fabriquess et tout le peuple.

Après quoy le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Maruejols, le vingt-neufvième mars mil sept cens trente-quatre.

Signé : † G. FLON., évêque de Mende.

---

1735

*Les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions contenant les sommes à imposer. — Nomination de commissaires pour vérifier les titres de noblesse de M. le comte de Saint-Point, pour la baronnie de Cénaret. — Prestation du serment. — Les procurations doivent être accompagnées d'une lettre à M. le président. — Confirmation des officiers du diocèse. — Rapport de MM. les commissaires sur les titres de M. le marquis de Saint-Point. — Nomination de M. de Saint-Point à la charge de commis des nobles. — Capitation. — Reliquat du compte de M. de Saint-Sauveur, syndic du pays, réglé à 19,000 livres. — Gratification à M. de Saint-Sauveur. — Remboursement fait à M. de Celets. — Les quittances sur papier timbré. — Convoi ou fourniture des mulets pour l'armée d'Italie. — Délibération pour la vente de la maison du collège de médecine à Montpellier. — Marque des étoffes. — Pont et côte de Bayard. — Chemin de Cultures. — Droit de leude. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens trente-cinq, et le vingt huitième jour du présent mois de mars. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en

ladite ville de Mende, sont allés en procession à l'église cathédrale de ladite ville, pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, s'étant rendus au palais épiscopal, dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, et y ont chacun pris leur place, sçavoir : M<sup>re</sup> Vital Dangles, prêtre, chanoine et prévôt de l'église cathédrale de Mende, vicaire général de Mgr l'illustrissime évêque de Mende, comte du Gévaudan, commissaire principal desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Emmanuel de Bessuéjols, chevalier, Sgr de Roquelaure, Bessuéjols, baron de Montchanson et Tolet, Sgr de Ceyrac, Gabriac, La Souq, du Bacon-l'Eglise, en Gévaudan, comte et baron d'Apcher, Sgr et baron de la ville de Saint-Chély et autres places, guidon des gendarmes de la Reyne, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, baillif dudit pays de Gévaudan, en tour, pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année ; M. M<sup>re</sup> Hiérome Harlet, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, nommé par M. le Président, pour remplir la place de M. de Baillarguet, pourveu de la commission de la mairie de Mende, qui est absent ; sieurs Antoine Borrier et Jean Favier, 2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> consuls de Mende, l'année dernière, commissaires ordinaires desdits Etats, sur un banc placé au milieu du parquet ; M<sup>re</sup> Giraud Pierre de Michel du Roc, Sgr du Roc, Aldy, le Mas et autres places, maire de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc, à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant sur rang ; et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et

voix délibérative auxdits Etats. assis sur le bas-banc, la place de M. le commis des nobles étant vacante par la mort de M. le baron de Cénaret.

M. le Président, commissaire principal, ayant en main les commissions de nos seigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 7<sup>e</sup> février dernier, a dit que nosdits seigneurs luy ordonnoient, par leursdites commissions, et à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Marvejols, commissaires ordinaires, comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats. Lesquels deniers Sa Majesté veut être impozéz, la présente année, pour le soutien de l'état et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussy bien que pour les appointements de son altesse sérénissime, Mgr le duc du Maine, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de ladite province et de ce diocèse, et au département des deniers des gratifications ordinaires et extraordinaires contenus au billet, sur ce envoyé, signé ; Pujol, en attendant l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année, et a remis les susdites commissions au greffier du diocèse, pour en faire la lecture. Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachéz, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vaccations et journées des consuls de Mende et de Marvejols et du syndic du diocèse, députés aux derniers Etats de la province.

La lecture ayant été finie, ledit sieur baillif est sorti de l'assemblée. M. le Président a fait appeler les gens des trois Etats dudit pays du Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier les procurations des députés aux Etats, il en a fait la lecture. Et ayant fait appeler M. le baron de Cénaret, à son tour, s'est présenté M<sup>re</sup> Claude-Gabriel de Rochefort d'Ally, comte de Saint-Point et de Montferrant, Sgr de Laval, Pognadoire, de Saint-Chély-du-Tarn, fils aîné de feu M<sup>re</sup> Jean-Amédée de Rochefort d'Ally, comte de Saint-Point, qui a demandé d'être admis dans l'assemblée, pour y prendre le rang et séance du baron de Cénaret, en vertu de la donation qui luy fut faite de cette baronnie, lors de son mariage avec M<sup>lle</sup> Anne-Félicité Allemând de Montmartin, le 30 septembre 1724. Sur quoy, le syndic a dit que, suivant les règlements du diocèse, conformes à ceux de la province, il est préalable que M. le comte de Saint-Point remette son contract de mariage qu'il luy donne la propriété de la baronnie de Cénaret, et requiert la nomination des commissaires pour examiner cet acte, et en faire le rapport ; et que jusques alors M. le comte de St-Point ne peut point être admis dans l'assemblée. Sur quoy, M. le Président a nommé pour commissaires : M. le prieur de Sainte-Enimie, pour l'église, et M. le baron d'Apcher, pour la noblesse, et M. du Roc. maire de Maruejols et M. Brun de Rostang, consul de La Canourgue, et le sieur Gros, syndic du diocèse, pour le Tiers-Etat, pour examiner le contract de mariage dudit Sgr de Saint-Point, et en faire leur rapport à l'assemblée.

Les consuls de Langogne, de Florac et de Serverette ayant voulu prendre rang et séance à leur tour, le sieur



Clavel de Blazère, ancien maire de Langogne, s'est présenté et a dit qu'il devait être admis dans l'assemblée, à l'exclusion du consul de Langogne, attendu qu'il a fait une soumission, pour payer dans un mois la nouvelle finance de son office, et a représenté un certificat de cette soumission.

M. Fabre, garde des sceaux au présidial de Nîmes, s'est aussy présenté et a dit, qu'ayant payé le prix de la finance de la mairie de Florac, il doit être admis au lieu et place du consul de Florac.

Le sieur Blanquet de Serverette s'est aussy présenté et a dit qu'il avoit les mêmes raisons que M. Fabre, pour exclure le consul de Serverette. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré que les consuls de Florac et de Serverette prendront leur rang et séance ordinaire dans l'assemblée jusques à ce que lesdits MM. Fabre et Blanquet rapportent des provisions de leurs mairies ou une commission ou une ordonnance de Mgr l'Intendant, et que le consul de Langogne occupera aussy sa place ordinaire, et jusques à ce que ledit sieur de Blazère justifie le payement de la nouvelle finance de son office, et à l'instant, lesdits sieurs consuls ayant pris leur rang et séance ordinaire, lesdits sieurs Fabre, Blazère et Blanquet se sont retirés, en faisant leurs protestations telles que de droit.

L'assemblée ayant été réglée et chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé a été prêté, sçavoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, et, tous ensemble, ont promis à M. le président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; l'assemblée donnant pouvoir à MM. de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats généraux envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de M. le Président et de l'assemblée, et que néanmoins quelques uns ont omis d'écrire lesdites lettres. A été délibéré que les procurations de MM. les barons et gentils hommes seront refusées à l'avenir, conformément aux anciennes délibérations, si elles ne sont pas accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que, conformément à l'usage et aux instructions de nos seigneurs les commissaires, président pour le Roy aux Etats de la province, et l'assemblée est en droit de procéder à la confirmation et nouvelle élection des officiers du diocèse. Sur quoy, les sieurs Gros et de Lhermet, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer ledit sieur Gros dans la charge de syndic du pays, et ledit sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Gros et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et M. le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Diou, de remplir le devoir de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

M. le Président a prié MM. les commissaires nommés pour examiner le contract de mariage de M. de Saint-Point, de faire leur rapport à l'assemblée. Sur quoy, M. le prieur de Sainte-Enimie a dit, qu'ayant examiné, pour l'église, conjointement avec M. le baron d'Apcher, pour la noblesse, et MM. le maire de Maruejols, les consuls de La Canourgue, le syndic du diocèse, pour le Tiers-Etat, le contract de mariage passé entre M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Ally, marquis de St-Point, et M<sup>lle</sup> Anne-Félicité Allemand de Montmartin, le 30 septembre 1724, ils ont trouvé que feu M. le comte de St-Point, baron de Cénaret, donne audit M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Ally, marquis de Saint-Point, la baronnie de Cénaret, qui luy donne droit de prendre rang et séance dans cette assemblée ; que cette donation fut ratifiée par feu M. de Saint-Point, le 28 may 1725, par un acte public, qui a été aussy examiné, et que ledit Sgr comte de Saint-Point, estant donataire de la baronnie de Cénaret, il doit être admis dans l'assemblée, en cette qualité, sans être tenu de remettre ses titres de noblesse, attendu qu'il est fils de maître et qu'il a rapporté l'extrait de son baptême. Sur quoy, M. le Président ayant fait appeler les voix en la manière accoutumée, a été unanimement délibéré que ledit Sgr de St-Point, en ladite qualité de donataire de feu M. le comte de Saint-Point, son père, sera admis dans l'assemblée, et qu'il y prendra le rang et séance de M. le baron de

Cénaret, après avoir prêté le serment, en tel cas requis et accoutumé. Et à l'instant ayant été introduit dans l'assemblée par le sieur de Lhermet, secrétaire, il a été reçu et a prêté le serment, en tel cas requis, entre les mains de M. le Président, en la forme ordinaire ; et ensuite ledit Sgr de Saint-Point, baron de Cénaret, a pris place et séance suivant son rang.

M. le Président a dit que la place de commis de nobles, de ce pays, étant vacante par la mort de M. le comte de Saint-Point, il importe de la remplir incessamment d'un seigneur qui succède à son mérite et à sa qualité ; et, à l'instant, ayant fait appeler les voix suivant l'usage, ledit sieur comte de Saint-Point, baron de Cénaret, a été nommé d'un consentement unanime pour commis de nobles, comme étant un des seigneurs les plus propres pour remplir les fonctions de cet employ, par rapport à sa naissance et à son mérite distingué, avec attribution des honneurs, fruits et profits y attachés.

Et à l'instant, ledit Sgr de Saint-Point, baron de Cénaret, ayant été introduit dans l'assemblée par le sieur de Lhermet, il y a été reçu en ladite qualité de commis des nobles, et a prêté le serment accoutumé, à genoux, entre les mains de M. le Président, auquel ledit sieur baron de Cénaret, commis des nobles, a fait son remerciement et à l'assemblée.

Ledit sieur syndic a dit que nos seigneurs des Etats généraux de la province ont fait dresser, cette année, un nouveau tarif pour la répartition de la capitation sur tous les diocèses ; qu'on a pris pour règle de proportion le nombre des habitants capitaux de chaque diocèse,

eu égard à leurs facultés, suivant les procès-verbaux qui ont été faits par MM. les commissaires subdélégués, pour vérifier et examiner l'état des communautés dont la province est composée ; qu'on a tiré de ces procès-verbaux le nombre de gentils hommes, des gradués, des bourgeois, des marchands, artisans, ouvriers, domestiques, et généralement de toutes les conditions, dont on a fait des classes différentes ; qu'on a ensuite déterminé la taxe de chaque classe pour toute la province, et que le contingent de chaque diocèse a été fixé sur le nombre des gens de chaque classe ; en sorte que la capitation des diocèses est plus ou moins forte, s'il renferme plus ou moins des particuliers de chaque classe ; que par cette opération, la capitation du diocèse de Mende devoit monter 127,000 livres, sur la somme de 1,600,000 livres ; mais qu'elle a été réduite à 109,000 livres, et que le nouveau tarif n'est que provisoire pour cette année, et qu'on y fera des changements l'année prochaine, sy on trouve qu'il doive en être fait, sur les mémoires qui seront envoyés par MM. les commissaires des diocèses ; que par cette nouvelle fixation, ce pays est extrêmement chargé, les particuliers de chaque condition et classe étant capitez sur très haut pied, mais que la classe la plus surchargée est celle des artisans et ouvriers, que M. le commissaire subdélégué fait monter, par ces procès-verbaux, au nombre de 15,705 livres, lesquels doivent être capitez, suivant la fixation de la province, six livres l'un dans l'autre, lorsque la capitation du général diocèse montera 125,000 livres. Et comme elle montera, cette année, tout au moins 134,000 livres, en y comprenant les leveures et les fraix ordinaires, il faudroit, suivant les taux de la province, taxer

chaque artisan et ouvrier, l'un dans l'autre, au delà de 6 livres ; que l'assemblée est instruite que les artisans, ouvriers de ce pays, ne sont pas en état de supporter plus d'un tiers de cette taxe, l'un dans l'autre, et que sy on leur en impose au delà, les deux tiers de la capitation se trouveront en non valeurs, n'étant pas possible que les collecteurs fassent le recouvrement sur le pied de cette taxe, ny ayant pas des effets exploitables pour la valeur de 6 livres chez les deux tiers des artisans et ouvriers de ce pays ; que M. de Joubert, syndic général de la province a envoyé un dépouillement des procès-verbaux du commissaire subdélégué, contenant le nombre des particuliers de toutes les conditions de chaque communauté de ce pays et l'état de fixation de la taxe de chaque condition, qu'on pourroit travailler à un projet de répartition sur cet état de dépouillement ; qu'on pourroit faire encore un second projet sur les rôles de la capitation de l'année dernière, et les comparer l'un avec l'autre ; que ce travail seroit déjà commencé dès que les commissions, instructions de la province sont arrivés fort tard, qu'on n'a peu renvoyer plus loin la tenue de cette assemblée sans retarder en même temps le payement du premier terme ; ce qui auroit été très onéreux au pays ; mais que l'assemblée pourroit charger MM. les commissaires de s'assembler extraordinairement pour examiner les deux projets de répartition de la capitation et la régler, pour cette année, de la manière qu'ils jugeront la plus convenable. Sur quoy, l'assemblée ayant vu et examiné la fixation des taxes de capitation de différentes classes, a été unanimement délibéré que MM. les commissaires s'assembleront extraordinairement pour examiner les deux projets de réparti-

tion, et qu'ils régleront pour cette année le contingent de chaque communauté avec leur attention et leur prudence ordinaire ; ils ont été aussy priés de faire dresser des mémoires, pour représenter à nosdits seigneurs des Etats généraux de la province, que ce pays a été trop chargé, et d'en écrire de la part de l'assemblée à Mgr l'évêque de Mende, qui est actuellement à Paris, et de le supplier d'appuyer de son crédit la justice des représentations qui sont faites.

Ledit sieur sindic a dit encore que M. de Montferrier, sindic général, luy marque par sa lettre du 14 de ce mois, que les instructions touchant le dixième de l'industrie imposé sur les marchands, artisans et maitres-ouvriers, ne sont pas encore prêtes et qu'il les enverra le plutôt qu'il lui sera possible, et a requis l'assemblée d'en délibérer. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires, qui s'assembleront extraordinairement le second jour du mois de may.

Ledit sieur sindic a dit encore que les Etats du pays renvoyèrent, l'année dernière, à MM. les commissaires ordinaires, pour arrêter un compte avec les héritiers de M. de Saint-Sauveur, précédent sindic, et pour convenir des termes auxquels ils doivent payer les sommes par eux dues ; qu'en conséquence de cette délibération, MM. les commissaires ordinaires procéderont, pendant la signature des rôles de la capitation, à l'audition du compte qui leur fut présenté par dame Françoise Lucresse de Chapelain d'Issenges, veuve de M. de St-Sauveur, en la qualité de mère et légitime administreresse des personnes et biens de ses enfants, et non autrement ; que par la clôture dudit compte, ladite dame se trouva reliquataire, en la susdite qualité, de la somme de

22,121 livres 13 sols ; que ladite dame d'Issenges fit proposer à MM. les commissaires de luy remettre et transporter ce reliquat, en augmentation de ses créances et hypothèques sur les biens délaissés par M. de St-Sauveur, moyennant le prix et somme de 19,000 livres, payable en trois paiements égaux, de deux en deux années, à commencer au 1<sup>er</sup> juin 1756, et ainsy consécutivement, de deux en deux années, jusques à l'entier paiement de ladite somme de 19,000 livres, dont l'intérêt commenceroit de courir le 1<sup>er</sup> juin 1754, et qu'il diminueroit à proportion des paiements qui seraient faits ; que le pays se réserveroit la priorité et privilège de son hypothèque et jusques à l'entier paiement du capital et des intérêts, et que la remise de 3,121 livres deviendrait nulle et comme non avenue, à défaut de paiement aux susdits termes.

MM. les commissaires ordinaires acceptèrent la proposition de ladite dame, aux susdites conditions, sous le bon plaisir de nos seigneurs des Etats généraux de la province et de l'assemblée, pour le bien et l'avantage du pays ; qu'il est notoire que M. de Saint-Sauveur laissa beaucoup de dettes à sa mort, et que ses biens auroient été mis en distribution sy ses créanciers eussent exigé à la rigueur les paiements de leurs dettes ; ils furent touchés tous de la générosité de M<sup>me</sup> sa veuve et de MM. ses enfants qui voulurent, pour l'honneur de leur famille et de la mémoire de leur père, acquitter les dettes qu'il avoit laissé en mourant. MM. les commissaires du diocèse se crurent plus obligés que les autres créanciers à seconder de si beaux desseins, à cause des services que M. de Saint-Sauveur a rendu à ce pays en qualité de syndic pendant 14 années et en qualité d'offi-



cier de guerre dans le temps des troubles, d'autant mieux qu'on n'auroit trouvé personne qui voulut prendre la cession et la subrogation du diocèse, aux prix et conditions qu'elle a été faite à M<sup>re</sup> de Saint-Sauveur. Par ces considérations, MM. les commissaires ordinaires se déterminèrent à l'avis d'accorder la remise de 5,121 livres, et, en conséquence, le syndic du pays fut chargé de passer l'acte de cession et subrogation en faveur de ladite dame ; ce qui fut exécuté le 25<sup>e</sup> jour du mois de may dernier, et M<sup>re</sup> Jean-Aimé de Grégoire de St-Sauveur, écuyer du Roy dans sa petite écurie, intervint dans l'acte et s'obligea solidairement avec ladite dame d'Issenges, sa mère, au payement du capital et des intérêts, aux termes convenus ; ayant renoncé par exprès à toute division de dette et bénéfice d'ordre et de discussion ; et ledit syndic a requis de délibérer sur cette cession et subrogation.

Sur quoy, l'assemblée ayant veu l'acte passé ledit jour 25<sup>e</sup> may 1734, a approuvé unanimement la cession qui a été faite, à ladite dame d'Issenges, du reliquat du compte de feu M. de Saint-Sauveur, au prix de 19,000 livres, aux clauses et conditions dudit acte ; et ledit sieur syndic a été chargé d'en poursuivre l'autorisation aux prochains Etats généraux.

Ledit sieur syndic a dit encore que l'assemblée des Etats du pays, de l'année dernière, chargea MM. les commis et députés ordinaires d'examiner qu'elle somme il convenoit d'accorder aux héritiers de M. de Saint-Sauveur, précédent syndic, pour la gratification par eux demandée, afin qu'on peut la déterminer dans cette assemblée ; qu'en conséquence de cette délibération, MM. les commissaires, après avoir meurement discuté cette

affaire, trouvèrent qu'il étoit convenable d'accorder 3,000 livres de gratification aux héritiers de M. de Saint-Sauveur, à condition que cette somme seroit tenue en compte sur les 19,000 livres, que M<sup>me</sup> de Saint-Sauveur doit payer au diocèse, suivant le contract dudit jour 25<sup>e</sup> may 1734, et non autrement, et MM. les commis et députés ordinaires feurent chargés de rapporter cet avis à l'assemblée pour y être délibéré. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré, sous le bon plaisir de nos seigneurs des Etats de la province, d'accorder 3,000 livres de gratification aux héritiers de M. de Saint-Sauveur, à condition que ladite somme de 3,000 livres sera tenue en compte sur les 19,000 livres que M<sup>me</sup> de Saint-Sauveur doit payer au diocèse, conformément au susdit contract du 25<sup>e</sup> may 1734, et non autrement ; et ledit sieur syndic a été chargé de poursuivre l'autorisation de la présente délibération aux prochains Etats généraux de la province.

Ledit sieur syndic a dit encore que les Etats du pays, de l'année dernière, renvoyèrent à MM. les commissaires de l'assiette et ordinaire, pour délibérer sur la proposition qu'il leur fut faite de donner une décharge aux héritiers d'un créancier, qui avoit reçu du diocèse l'intérêt de l'intérêt, et de compenser les intérêts illégitimes avec les intérêts légitimes, qui n'ont pas été payés à ce créancier ; qu'en conséquence de cette délibération, MM. les commissaires de l'assiette, ayant traité avec ce créancier, ils déterminèrent de compenser les intérêts illégitimes avec les intérêts légitimes, qui n'ont pas été payés, et de rembourser le capital qui a été formé par l'accumulation des intérêts sur l'offre faite, par les créanciers, de le recevoir à la perte de deux cinquièmes,

attendu que la rente qu'il produisoit, n'étoit qu'à trois pour cent. Et il fut donné pouvoir au syndic du pays de passer l'acte de compensation desdits intérêts et de faire le remboursement des capitaux, à la perte des deux cinquièmes pour le créancier, suivant son offre. MM. les commissaires sont instruits que cette affaire regarde M. de Célets, conseiller au Parlement de Toulouse, qui envoya sa procuration à M. François Laurens, avocat en Parlement, habitant de cette ville, lequel ladite compensation a été faite, et il luy a été payé une somme de 2,158 livres ; moyennant laquelle, il a tenu quitte le diocèse des capitaux, provenant d'intérêt, à concurrence de la somme de 4,596 livres 10 sols, et M. de Célets a envoyé au syndic du pays une lettre dans laquelle il fait le détail de tout ce qui s'est passé et du traité fait avec ledit M<sup>e</sup> Laurans, son procureur, et il déclare qu'il approuve et ratifie le règlement de MM. les commissaires, et tout ce qui a été fait par son procureur, et afin que cette dette avec la procuration et la quittance puissent être employés dans le compte que le syndic du pays rendra à l'assiette prochaine ; il a requis l'assemblée de délibérer sur ce traité fait avec M. de Célets, et sur le paiement de la somme de 2,158 livres. Sur quoy, ayant été délibéré, l'assemblée a approuvé et ratifié, d'une voix unanime, la transaction passée avec M. Laurens, en conséquence de la procuration de M. de Célets et du paiement de la somme de 2,158 livres.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence des délibérations des Etats et assiette de l'année dernière, il impétra des lettres royaux en la Cour des Aides de Montpellier, pour évoquer, en cette Cour, toutes les instances particulières qui avoient été formées contre di-

vers particuliers du diocèse, à l'occasion des quittances de la taille, que les collecteurs du pays avoient écrit sur du papier commun ; que cette affaire avoit été toujours regardée comme très considérable, puisqu'on pouvoit attaquer toutes les familles où il y a eu des collecteurs, depuis plus de trente années, mais que M. l'abbé de Choiseul a obtenu, le 7 septembre 1734, une décharge générale en faveur de tous les particuliers qui pourroient se trouver dans la contrevention, jusques et incluse l'année 1733, à la charge par le syndic du pays de payer les frais des procès qui seront portés suivant le compte qui en a été arrêté à la somme de 45 livres 19 sols 9 deniers, dont la quittance sera employée dans le compte qui sera rendu, par le syndic, à la prochaine assiette. Sur quoy, M. l'abbé Dangles, président, a été prié unanimement de faire des remerciements, de la part de l'assemblée, à M. l'abbé de Choiseul, et de le supplier de continuer ses bons offices au pays.

Ledit sieur syndic a dit aussy que, par ordonnance du Roy, du 31 décembre 1734, il a été accordé aux communautés de la province du Languedoc, qui ont fourni des mulets pour servir à l'armée d'Italie, 20 sols par jour, pour le louage desdits mulets, depuis le mois d'octobre 1733 jusques au mois de juin 1734 ; 50 sols pour la couverture de chaque mulet, et 120 livres pour le prix de chaque mulet mort, en faisant le service ; mais que les communautés ou particuliers, qui ont fait la fourniture, ne pourront retirer le payement de ce qui leur sera dû à cet égard, qu'en rapportant un jugement de vérification de cette fourniture ; et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés par un article de la mande.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit aussy que l'assemblée est instruite du mauvais état du collège des étudiants de ce pays, scitué près le couvent de Saint-Mathieu, à Montpellier, qu'il est nécessaire de refaire le toit, à neuf, aussy bien qu'une maîtresse muraille de toute la longueur du collège, et un mur de refente ; que les portes, vitres, fenêtres et contrevents ont aussy besoin d'être refaits, affin que les locataires puissent y être à couvert des rigueurs des saisons ; et enfin que cette maison est entièrement délabrée, et qu'on ne pourra point y habiter dans peu de temps, sy on n'y employe en réparation une somme de 12,000 livres, suivant l'avis du sieur Girard, architecte de Montpellier, qui offre de dresser un devis desdites réparations ; que cet ouvrage ne peut point être différé, parce que MM. les trésoriers de France sont requis de rendre une ordonnance, pour faire abattre cette maison, sur le fondement que sa ruine est très prochaine ; que MM. les députés du pays aux Etats généraux se sont donnés tous les mouvements possibles, depuis plusieurs années, pour parvenir à la vendre ; qu'il y a eu des offres jusques à la somme de 12,000 livres, mais qu'on n'a pas voulu les effectuer, un des offrans ayant prétendu que son offre n'avoit pas été acceptée dans le temps prescrit, et l'autre, qu'il n'avoit entendu payer le prix de son offre, qu'avec des contracts à trois pour cent. En sorte que la somme de 12,000 livres n'auroit produit que la rente de 360 livres ; que néantmoins, il y a aujourd'hui une offre à la somme de 10,000 livres, payable en argent comptant, et qu'il est question de savoir si l'assemblée voudra l'accepter ; qu'il croit devoir

rappeler à l'assemblée, qu'il fut délibéré aux Etats de l'année 1725, de vendre cette maison ; que cette délibération fut confirmée et autorisée par un arrêt du Conseil d'Etat, du 3<sup>e</sup> décembre de la même année ; qu'en conséquence de cet arrêt, il fut fait des affiches et publications pour parvenir à la vente, et que par une délibération du 20<sup>e</sup> janvier 1726, il fut donné pouvoir spécial de procéder à cette vente, d'en rendre le pays garant, et de stipuler que le prix en seroit employé au remboursement des rentiers du pays, dont les rentes sont à cinq pour cent ; que les affiches et publications furent faites les 10<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> février de la même année ; qu'il y eut quelques offres, et une principalement à la somme de 42,000 livres, faite par M<sup>re</sup> Belaud, conseiller du Roy, correcteur en la Chambre des Comptes de Montpellier ; que cette offre fut acceptée par une délibération du 25<sup>e</sup> décembre 1727, qui renouvela les pouvoirs de vendre, aux conditions que le pays seroit garant de la vente et jouissance, et de l'exemption de tous obits, pensions et fondations. Mais cette offre n'eut point d'effet, parce que ledit sieur Belaud forma plusieurs difficultés qui engagèrent le syndic du pays à poursuivre un second arrêt au Conseil, le 23<sup>e</sup> août 1729, qui ordonna qu'il seroit fait de nouvelles publications et affiches, pour parvenir à la vente de cette maison, au prix le plus avantageux, en observant les formalités en tel cas requises et accoutumées, conformément à l'arrêt du Conseil dudit jour 15<sup>e</sup> décembre 1725. Il fut aussy ordonné, par le même arrêt, que celui ou ceux qui acquérèrent cette maison, ou seront et demeureront propriétaires incommutables, sans qu'ils puissent être recherchés à l'avenir, n'y obligés, pour la possession et jouissance d'icelle, de payer

aucuns droits de huitième ou sixième denier, dont Sa Majesté les décharge par exprès.

En exécution de cet arrêt, MM. les commissaires du pays s'assemblèrent le 28 septembre 1729, et chargèrent le syndic du pays de faire procéder aux nouvelles publications et affiches ; ce qui fut exécuté le 16<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup> et 30<sup>e</sup> octobre suivant.

En conséquence de ces publications, il a été fait diverses offres, dont la dernière, faite par M<sup>e</sup> Louis Fontanes, avocat, habitant de Montpellier, à 10,000 livres, payables en argent comptant, et la plus avantageuse ; elle a été faite à condition que ladite maison ou collège lui sera vendu, avec toutes ses appartenances et dépendances et son entière contenance, sans en rien réserver ny retenir, avec ce qui s'y trouve bâti et cloué et affiché, ses entrées, issues, libertés et facultés, quitte des arrérages, jusques et incluse l'année 1734, et pour toujours de toute servitude, obits, pensions et fondations quelconques, que le syndic du pays luy rapportera une délibération de l'assemblée, qui détermine la vente et donne pouvoir de la faire sur cette offre, un arrêt du Conseil, qui autorise cette délibération et qui ordonne que la vente sera faite et qu'elle sera valable, nonobstant tous deffauts de forme qui pourroit être intervenus, tant à ladite aliénation qu'aux diligences faites pour y parvenir, attendu que les formalitez qui ont dû et doivent être observées, regardent le pays et non l'acquéreur, et encore que la délibération et arrêt, qui interviendront, permettent au syndic du pays de recevoir lesdites 10,000 livres et de les employer au remboursement des créanciers dudit pays, dont les rentes sont au denier vingt, et de créer et établir, à perpétuité sur ledit pays, une rente

annuelle de 500 livres, en faveur des écoliers dudit pays, étudiant en médecine, en représentation des revenus dudit collège, et que moyennant le paiement de ladite somme de 10,000 livres ledit de Fontanes sera déchargé du prix de son acquisition, sans qu'il puisse être recherché par les écoliers, présents et avenir, et sans que le pays, sous quelque prétexte que ce soit, réduise cette rente de 500 livres, ny que les écoliers puissent, quand le cas arriveroit, avoir aucun droit ny recours sur la maison vendue ; que l'offre dudit sieur Fontanes est très avantageuse aux quatre étudiants, puisqu'elle leur procure à chacun une rente de 125 livres par année, tandis qu'ils n'ont jouy jusques à présent que de la rente annuelle de 79 livres, et encore, qu'ils ont passé plusieurs années sans rien percevoir, et qu'ils sont à la veille de perdre tout par la ruine imminente de la maison ; que l'offre dudit sieur Fontanes ne renferme rien d'onéreux pour le pays, puisque les conditions qui y sont apposées ne tendent qu'à la garantie à laquelle le pays doit se soumettre, et s'est volontairement soumis par ces précédentes délibérations, et pour rendre ledit sieur de Fontanes, propriétaire incommutable, comme il est juste qu'il le soit, après qu'il aura rempli son offre ; ainsi ledit syndic a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, l'assemblée s'étant fait représenter les actes cy-dessus mentionnés, et les ayant examinés, a été délibéré, d'une voix unanime, d'accepter l'offre dudit M<sup>e</sup> Fontanes, avocat, habitant de Montpellier, en date du 18 décembre dernier ; et en conséquence, de luy vendre la maison ou collège des étudiants, située près le couvent de Saint-Mathieu, à Montpellier, avec toutes ses appartenances et dépendances et son entière conte-



nance, sans en rien réserver ny excepter, avec tout ce qui s'y trouve bâti et cloué et affiché ; ses entrées, issues, libertés et facultés ; avec ses droits de directe, supposé qu'elle relevât et ne fut pas franche et alle-diale, la taille et autres charges ordinaires, quitte néant-moings de tous arrérages, jusques et incluse l'année 1734, et pour toujours de toutes servitudes, obits, pen-sions et fondations quelconques, moyennant le prix et somme de 10,000 livres, payable en argent, lors de la passation du contract, au sindic du pays, et que ledit sieur sindic est chargé d'employer au remboursement des créanciers dudit pays, dont les rentes sont au denier vingt, et d'établir à perpétuité, sur ledit pays, en faveur des écoliers, étudiant, une rente annuelle de cinq cents livres, qui ne pourra être réduite ny modérée, sous quel-que prétexte que ce soit ; et qu'au moyen du paye-ment de ladite somme de 10,000 livres, qui sera faite par ledit sieur Fontanes, il sera et demeurera valable-ment déchargé du prix de son acquisition, sans qu'il puisse être recherché par lesdits écoliers, présents et avenir, ny qu'il puisse recourir sur la maison vendue, sous aucun prétexte. De quoy, le pays luy est garant. Et ledit sieur sindic a été chargé de poursuivre un arrêt au Conseil du Roy, qui confirme et autorise la présente délibération et ordonne l'exécution, non obstant les dé-fauts de forme qui pourroient être intervenues, tant dans ladite aliénation que dans les diligences qui ont été faites, attendu qu'elles regardent le pays, qui doit être garant de la régularité de ses poursuites.

Ledit sieur sindic a dit encore, qu'en conséquence des délibérations de l'année dernière, il a arrêté un compte avec M<sup>me</sup> la comtesse de Montpeyroux, sur l'arrentement

de ladite maison ou collège des étudiants, depuis dix années de sa jouissance, et qu'après la déduction des pensions payées aux étudiants et de la taille de chaque année, dont ladite dame luy a remis les acquits, elle luy a encore payé une somme de 513 livres 5 sols, dont elle étoit débitrice ; moyennant quoy, le syndic luy a fait une quittance finale, qu'il requiert l'assemblée d'approuver. Sur quoy, ayant été délibéré, ladite quittance finale a été unanimement approuvée, et ledit sieur syndic a été chargé d'employer cette somme de 513 livres 5 sols dans la recette du compte qu'il doit rendre à l'assiette prochaine.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il a été délibéré, aux derniers Etats généraux, que les syndics des pays de Gévaudan, du Velay et de Vivarais, conféreront avec le sieur Mazurier, inspecteur extraordinaire, nommé à la place de feu sieur de La Cour, pour se transporter dans ce pays et y examiner l'utilité ou inutilité de la marque des étoffes, ordonnée par les arrêts du Conseil, du 7<sup>e</sup> octobre 1732, et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires, pour soutenir et conserver ce pays dans les exemptions dont il a jouy jusques à présent et dont la privation ruineroit les fabriques et tout le peuple.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence des délibérations des Etats, de l'année dernière, et des ordres de MM. les commis et députés ordinaires, il a assisté à la vérification des ouvrages et augmentation qui doivent être faites au pont et à la côte de Bayard, conjointement avec MM. les syndics des diocèses d'Alais et d'Uzès, dont le devis a été dressé par le sieur de Larnac, commissaire, à ce député, par ordonnance de M. l'Intendant, du 14 . . . . 1733.

Que le deffaut général de cette côte provient de ce que les entrepreneurs ne sont pas assez élevés, et de ce qu'ils n'ont pas prolongé les rampes dans la longueur nécessaire, pour ne donner au chemin que la pente de 6 pouces par toise ; qu'ils n'ont pas fait des tournans aux bouts des rampes, et que c'est la raison pour laquelle on trouve une pente extraordinaire et précipitée au bout de chaque rampe, et que les entrepreneurs ont négligé de mettre en état plusieurs endroits de cette côte, que le sieur Brémond, fils, adjudicataire de quelques augmentations qui doivent être faites au pont de Bayart, n'y ayant pas fait travailler, elles ont été mises à la folle enchère, en conséquence d'une ordonnance de M. l'Intendant, et adjudgées au même prix, à Jean Robert, du lieu de Villefort, sous le cautionnement du sieur Meffre ; et que, sur le rapport qui en fut fait à MM. les commis et députés ordinaires du diocèse, ils délibérèrent de poursuivre une ordonnance pardevant M. l'Intendant, pour obtenir la permission de faire procéder à une partie des réparations, et pour faire renvoyer le surplus en un temps où les impositions feussent moins fortes qu'elles le sont à présent. Mais ayant fait attention qu'il faudroit procéder, dans la suite, à un nouveau devis, faire une seconde vérification avec les syndics des trois diocèses, procéder à de nouvelles publications et à une seconde adjudication, dont les frais seroient considérables ; ledit sieur syndic a été chargé de proposer à l'assemblée de donner son consentement, que les réparations et augmentations, portées par le devis du sieur de Larnac, et par son procès-verbal, signé par les syndics des trois diocèses, soient faites incessamment, et décharger le syndic du pays de poursuivre une ordonnance à ce sujet.

Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires.

Ledit sieur syndic a dit encore, que le diocèse de Mende a contribué par erreur à la réparation du chemin qui a été construit depuis Villefort jusques au pont de Bayart ; cette contribution ayant été faite par inadvertance, parce que cette partie de chemin fut comprise dans l'adjudication qui fut faite pour la réparation du pont et de la côte de Bayart, et que, sur le rapport quy en feut fait à MM. les commis et députés ordinaires, ils délibérèrent, le 22<sup>e</sup> novembre dernier, de poursuivre la restitution des sommes qui ont été induement payées par ce diocèse, pour la construction de ladite partie de chemin, depuis Villefort jusques au pont de Bayart, mais que le syndic du diocèse d'Uzès se plaint beaucoup de la rigueur de cette délibération, prétendant qu'il est question de très peu de chose, et que les frais de la vérification et estimation surpasseront le montant de la restitution. Sur quoy, ayant été délibéré, le syndic du pays a été chargé d'écrire au syndic du diocèse d'Uzès, et de le prier de requérir à la première assemblée de MM. les commissaires du diocèse d'Uzès, qu'il soit déclaré par lesdits sieurs commissaires que la partie du chemin, depuis Villefort jusques au pont de Bayart, n'intéressa point le pays de Gévaudan, et qu'il ne doit point contribuer à la réparer et à l'entretien, et que ce n'est que par erreur qu'elle feut comprise dans l'adjudication du pont et de la côte de Bayart.

Ledit sieur syndic a dit encore, que les grands chemins des Cevènes et quelques autres chemins du diocèse sont en mauvais état, par la négligence des entre-

preneurs. Sur quoy, ledit sieur syndic a été chargé, d'une voix unanime, de poursuivre partout où besoin sera, les entrepreneurs des ouvrages de ce diocèse, pour les obliger à remplir leurs engagements.

Ledit sieur syndic a dit aussy que le pas, appelé de Cultures, sur le chemin de Mende à Chanac, est fort dégradé et en mauvais état, par l'éboulement des terres, et qu'il croît qu'il faudra changer l'emplacement de ce chemin, et a requis ladite assemblée de délibérer. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires.

Ledit sieur syndic a dit encore, que M. de Montferrier, syndic général de la province, luy demande, par une lettre du 4 février dernier, un état détaillé de tous les droits de leude, péage et passages, bats, pontonnages et autres, non compris dans les droits seigneuriaux qui sont possédés par des seigneurs ou des particuliers non ecclésiastiques, sans toucher à ceux qui sont possédés par les communautés ou par le clergé. Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés, par un article de la mande, et MM. les commissaires ont été priez de prendre connoissance de ses droits, en procédant à la répartition de la capitation, chacun dans l'étendue de leur département.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité en la manière ordinaire.

Fait, clos et arrêté à Mende, le vingt-huitième mars mil sept cent trente-cinq.

Signé : DANGLES, vicaire général, Président.

1756

**MM. les commissaires de l'assiette.** — *Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Deux députés pour le baron du Roure se présentent, et nomination d'une commission pour examiner lequel des deux doit assister aux Etats. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations de MM. les députés. — Confirmation des officiers du diocèse. — Prestation du serment. — Rejet des deux procurations du baron du Roure. — Remboursement à faire au diocèse de Mende par la province. — Instruction pour les receveurs des tailles. — Réquisition pour la diminution du prix du sel. — Remboursement de la somme de 27,000 livres payée pour la suppression des offices de regratiers, de nouveau rétablis. — Collège de Montpellier, poursuites à faire pour obtenir l'autorisation de vendre la maison. — Réquisitions pour la liquidation de la finance des offices de l'ancienne maréchaussée. — Contre les usurpations faites sur les grands chemins par les propriétaires des fonds qui les avoisinent. — Interruption de la messagerie de Mende à Toulouse. — Refonte de la capitation. — Habillement des miliciens. — Droit de marque et visite des étoffes du Gévaudan. — Réparation aux ponts et chemins. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cents trente-six, et le mercredy quatrième jour du présent mois d'avril. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roi, la ville de Maruejols, sont allés en procession à l'église collégiale de Notre-Dame-de-La-Carce, de ladite

ville, pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du bailliage de Gévaudan et royale ordinaire de Maruejols, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : M<sup>re</sup> Vital Dangles, prêtre, chanoine et prévôt de l'église cathédrale de Mende, vicaire général de Mgr l'illustrissime évêque de Mende, comte de Gévaudan ; M. M<sup>re</sup> Guillaume Brugière, juge, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif, en tour pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Ally, comte de Saint-Point et de Montferrant, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pougnaire et Saint-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M. M<sup>re</sup> Jean Masse, pourveu de la commission de la mairie de Mende ; sieurs Antoine Borrier et Jean Favier, second et tiers consuls dudit Mende, l'année dernière, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre ; M<sup>re</sup> Géraud-Pierre de Michel du Roc, Aldy, le Mas et autres places, maire de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilhommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang ; et, les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc ; M. Deleuze, commissaire principal, étant absent.

Ledit M<sup>re</sup> Brugière, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif en tour, ayant en main les

commissions de nos seigneurs les commissaires qui ont présidé, pour la Roy, à l'assemblée des Etats généraux de la province tenus à Narbonne le 3<sup>e</sup> février dernier, a dit que nosdits seigneurs luy ordonnent par leurs dites commissions et à M. le baillif de Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Marvejols, commissaires ordinaires, comme luy, de procéder au département des deniers y contenus et ainsy qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats, lesquels deniers Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat, et pour fournir aux autres dépenses quy se fairont dans le Royaume, aussy bien que pour les appointements de Son Altesse serenissime Mgr le duc du Maine, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province ; dettes et affaires de la province et de ce diocèse et département des deniers des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenus au billet, sur ce envoyé, signé Touzart, en attendant l'arrest de validation du conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année, et a remis les susdites commissions au greffier du diocèse pour en faire la lecture.

Et à l'instant lecture a été faite des commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachéz, contenant entre autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende et de Marvejols et de syndic du diocèse députés aux Etats de la province.

La lecture ayant été finie, lesdits sieurs Bruguière, lieutenant général pour M. le baillif, en tour, et commis des nobles sont sortis de l'assemblée.



M. le président a fait appeler les gens des Trois Etats dudit pays de Gévaudan, et ayant fait remettre, au greffier, les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture. Et ayant fait appeler, M. le baron Du Roure s'est présenté M. Aldebert Duprat, avocat en Parlement, porteur de la procuration de M<sup>re</sup> Ange-Urbain de Grimoard de Beauvoir, chevalier, comte du Roure, brigadier des armées du Roy, gouverneur des villes et citadelle du Pont Saint-Esprit baron du Roure, qu'y a demandé d'être admis dans l'assemblée.

S'est aussy présenté M. Jean-Louis Bastide, ancien garde du Roy, porteur de la procuration de M<sup>re</sup> Louiss Claude-Scipion de Grimoard de Beauvoir, comte du Roure, premier enseigne de la première compagnie des mousquetaires et brigadier des armées du Roy, baron du Roure, qui a demandé pareillement d'être admis l'assemblée. Surquoy, M. le président a dit auxdits sieurs procureurs que les droits de leurs constituants seront examinés après que l'assemblée aura été formée, et a nommé à cet effet M. le baille du Chapitre cathédral de Mende et M. le prieur de Ste-Enimie, pour l'Eglise ; M. le baron de Cénaret et M. de Servièrès, pour la noblesse, le sieur maire de Florac et le sieur consul de la Canourgue pour le Tiers-Etat.

L'assemblée ayant été réglée et chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé a été prêté, scavoir : par MM. de l'Eglise, la main mise sur la poitrine ; et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble, ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu, ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nos seigneurs les commissaires, presidant pour le Roy aux Etats de la province, tenus à Narbonne, le 3<sup>e</sup> février dernier, seront imposées, la présente année sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan, et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'Eglise et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats généraux, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles il ne peuvent pas venir; que cet usage a toujours été observé dans ce pays pour soutenir la dignité de M. le Président et de l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'Eglise que de MM. les barons et gentilshommes seront refusées à l'avenir, conformément aux anciennes délibérations, sy elles ne sont accompagnées d'une lettre pour MM. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

M. le président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, président pour le Roy, aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Sur quoy, les sieurs Gros, syndic, et de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de

confirmer ledit sieur Gros dans la charge de syndic du pays, et ledit sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Gros et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibérations, et M. le président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu de remplir le devoir de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Ledit sieur syndic a dit que, MM. les commissaires nommés pour examiner les droits de M. le baron de Barjac et de M. le baron de Florac, pour l'entrée aux présents Etats, et y remplir la place de baron du Roure, sont d'avis que les deux procurations doivent être rejetées ; que la procuration de M. le baron de Barjac, ne peut point être accueillie, parce qu'il a été dépouillé de l'entrée aux présents Etats, par la réception, qu'y a été faite, aux derniers Etats généraux, de M. le baron de Florac en sa qualité de baron du Roure ; que M. le baron de Florac, quoyque receu, aux Etats généraux de la province, en qualité de baron du Roure, ne peut point envoyer un procureur pour remplir sa place dans cette assemblée, jusques a ce qu'il ait fait les démarches nécessaires pour y être admis en personne ou par procureur, et qu'il ayt envoyé les titres pour établir que la baronnie du Roure luy appartient, et qu'il est de la qualité requise, pour prendre dans cette assemblée le rang et séance qui est deu à cette baronnie. Surquoy, ayant été unanimement délibéré que les deux procurations seront rejetées, et M. le président a nommé M. de Gabriac pour remplir la place de M. le baron du Roure ; lequel ayant été introduit dans l'assemblée par le greffier du diocèse, a prêté le serment accoutumé.

Ledit sieur syndic a dit encore que la province de Languedoc ayant été remboursée, par le Roy, du prix des mulets fournis pour le service de l'armée d'Italie, en l'année 1755, M. l'Intendant a fait la répartition de la somme remboursée, en faveur de tous les diocèses qui avoient fait des fournitures et que, par son ordonnance du 12 mars dernier, le contingent du diocèse, pour la fourniture de 40 mules ou mulets a été réglée 12,147 livres; mais que cette ordonnance renferme diverses dispositions dont la première, porte que le trésorier de la bourse de Languedoc, tiendra en compte au receveur des tailles de ce diocèse en exercice, la présente année, 1756, cette somme de 12,147 livres.

La seconde, que ledit sieur receveur des tailles la tiendra en compte aux collecteurs des communautés du présent diocèse, compris dans l'état arrêté par M. l'Intendant, chacun pour ce qui les concerne, sur les impositions de la présente année.

La troisième, que les consuls et répartiteurs des impositions des communautés, seront tenus de faire, chacun en droit soy, un moins imposé dans les rôles des impositions de la présente année du montant entier de la somme pour laquelle ces communautés sont employées dans ledit état, sous peyne d'en répondre en leur propre et privé nom, sauf à pourvoir par impositions au payement des sommes dues aux particuliers qui ont prêté auxdites communautés ou avancé pour elles le prix, tant de l'achat desdits mulets que des harnais, et autres dépenses faites à l'occasion desdites fournitures.

La quatrième, que les consuls des communautés, dans lesquelles on aura fait vérifier, par MM. les commissaires

du Roy aux Etats: les sommes prêtées ou avancées à l'occasion desdites fournitures, comprendront, dans l'imposition de la présente année 1756, toutes les sommes dont la vérification se trouvera avoir été faite, le tout conformément au jugement de vérification dont il sera fait mention dans le préambule desdites impositions.

La cinquième, mais qu'à l'égard des communautés dont les dettes contractées par raison desdites fournitures n'ont point été vérifiées par MM. les commissaires du Roy, les consuls desdites communautés seront tenus de remettre dans trois mois, pour tout délai, au greffier de MM. les commissaires du Roy, les ordonnances, délibérations, contracts d'emprunt et les autres pièces justificatives de ces dépenses, pour être procédé, pendant la tenue des prochains Etats généraux, à la vérification des sommes qui se trouveront légitimement dues, et être pourveu à leur remboursement par imposition, en l'année prochaine 1757.

La sixième, que les consuls et départiteurs qui négligeront d'imposer les sommes vérifiées, ou de faire vérifier celles qui ne sont pas encore vérifiées et de remettre, à cet effet, les pièces justificatives devers le greffe de MM. les commissaires du Roy, demeureront responsables de tous les dépens, dommages et intérêts, envers les communautés; au paiement desquels ils seront condamnés en leur propre et privé nom, à la décharge desdites communautés, jusques à l'actuel paiement des créanciers.

La septième, qu'à l'égard des communautés, dans lesquelles l'achat des mules et mulets, la fourniture des harnais et autres dépenses, qui auront été faites par des particuliers, qui auront entrepris de s'en charger à leurs

risques, périls et fortune, et à la décharge desdites communautés, il est ordonné que les sommes pour lesquelles lesdites communautés se trouveront comprises dans le susdit état, seront remises par les consuls auxdits particuliers sur les ordonnances quy leur seront accordées par M. l'Intendant, en justifiant des fournitures par eux faites et des conventions par eux passées avec lesdites communautés ; au moyen desquelles ordonnances particulières et des quittances quy seront faites en conséquence, les consuls demeureront bien et valablement déchargés ; ledit sieur syndic ayant requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, a été unanimement délibéré que ladite ordonnance sera imprimée, et qu'il en sera envoyé des exemplaires aux communautés intéressées, avec une copie de l'article tiré de l'état arrêté par M. l'Intendant, contenant la somme quy doit être moins imposée dans chaque communauté, afin qu'on se conforme à ladite ordonnance.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'aux Etats généraux de l'année 1754, MM. les receveurs des tailles passèrent un traité avec la province, par lequel il fut convenu que MM. les receveurs des tailles ne prendraient point des leveures du recouvrement des biens nobles, biens ruraux et industrie des marchands et artisans, à condition qu'ils ne seroient point compris aux rolles de l'industrie ; mais que ce traité a été révoqué aux derniers Etats généraux, tant pour le passé que pour l'avenir ; ayant été déterminé qu'il sera fait compte, à MM. les receveurs, des leveures du recouvrement des dixièmes, des années 1754 et 1755, et qu'ils payeront pareillement leurs cotés de l'industrie, pour ces deux années, de la même manière que s'ils avoient été compris dans les rolles ; le

tout suivant la taxe et règlement qui sera fait par la province, qui doit envoyer une instruction à ce sujet. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette extraordinaire, pour comprendre les leveures de MM. les receveurs dans les rolles de l'industrie pour l'avenir, et exécuter ce qui sera contenu dans les instructions qui seront envoyées à ce sujet par la province.

Ledit sieur syndic a dit aussi que quoyque le dixième de l'industrie des marchands et artisans dut diminuer de la moitié, attendu qu'il feut imposé l'année dernière par doublement, il ne diminuera pas cependant cette année de l'entière moitié, parce qu'on a obmis d'imposer, l'année dernière, le montant de la dresse des rôles, l'assistance des consuls et autres fraix de la répartition, qu'il est indispensable de remplacer, cette année, par doublement ; qu'il faudra ajouter encore à l'imposition les leveures de MM. les receveurs et les non-valeurs ; et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, a été unanimement délibéré que les frais de la répartition de l'industrie des marchands et artisans, de l'année dernière, sera imposée par doublement, dans les communautés où elle fut obmise.

Ledit sieur syndic a dit aussi, que l'assemblée est instruite des soins extraordinaires que Mgr l'évêque de Mende et MM. les commis et députés ordinaires du pays se donnent depuis longtemps, pour obtenir la diminution du prix du sel ; qu'on a présenté à ce sujet divers mémoires ; que la demande du pays feut trouvée juste, il y a trois ans, mais qu'elle ne feut point accueillie à cause de l'indemnité du dédommagement qui feut demandé par MM. les fermiers généraux des gabelles ; ils

prétendirent qu'il [devoit] leur être accordé au moins 50,000 livres par année. Cette somme exorbitante, que le Roy ne crut pas donner et que le pays n'étoit pas en état de payer, fit échouer cette affaire. Depuis ce temps là, Mgr l'évêque de Mende et MM. les commis et députés ordinaires ont pris le party de poursuivre un arrêt au Conseil, qui ordonne que le prix du sel sera diminué dans le Gévaudan, au renouvellement des fermes ; que les mémoires du syndic du pays ayant été renvoyez à M. de Saint-Maurice, il a donné un avis favorable pour le pays, et que Mgr l'évêque de Mende employe, actuellement à Paris, son crédit, pour faire réussir cette affaire.

Sur quoy, M. le Président a été prié, par l'assemblée, de faire de très humbles remerciements à Mgr l'évêque de Mende et à M. de Saint-Maurice, et de les supplier de continuer leur protection au pays.

Ledit sieur syndic a dit encore que les habitants du pays ayant été inquiétés autrefois par les regratiers et revendeurs de sel, qui avoient été établis en exécution des édits et déclarations du Roy, il feut délibéré d'acheter ces charges de regratiers et revendeurs ; que l'acquisition en feut faite en l'année 1657, au prix de 27,000 livres ; qu'en conséquence de cette acquisition, les habitants du pays ont eu la liberté de faire voiturer le sel et de le vendre à petites mesures, sans aucune interruption, jusques en l'année 1752, que MM. les fermiers généraux des gabelles établirent des nouveaux regratiers, sur le fondement de la déclaration du Roy de 1720, qui fait deffences, à toutes personnes, de vendre du sel à petites mesures, sans une permission ou commission de MM. les intéressés aux gabelles ; que le pays



se trouvant par là privé de l'effet de son acquisition, MM. les commissaires du pays jugèrent à propos de demander au Roy le remboursement de la finance de 27,000 livres ; que par un arrêt du Conseil, du 18<sup>e</sup> octobre 1752, il fut ordonné que le syndic du pays représenteroit ses titres pardevant M. de Saint-Maurice, que la chose a été exécutée, et que M. de Saint-Maurice a envoyé les actes à la Cour avec son avis favorable, et que Mgr l'évêque de Mende, qui est à Paris, se donne de grands mouvements pour le succès de cette affaire. Sur quoy, M. le Président a été aussy unanimement prié, par l'assemblée, de faire de pareils remerciements.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence de la délibération des Etats de l'année dernière, il poursuit un arrêt au Conseil quy permette de vendre le collège des étudiants du pays, conformément aux délibérations, et que Mgr l'évêque de Mende se donne aussy de grands mouvements pour faire rendre cet arrêt. Sur quoy, M. le président a été aussy prié unanimement de supplier Mgr l'évêque de Mende de continuer ses bontés au pays.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été délibéré aux Etats généraux de la province, tenus à Narbonne, au mois de décembre dernier, qu'il sera procédé, dans le cours de cette année, à la diligence des syndics des diocèses, à la liquidation des sommes dues aux acquéreurs de l'office de l'ancienne maréchaussée ; auquel effet, lesdits acquéreurs seront tenus de rapporter, non-seulement les contracts d'acquisitions, mais encore les quittances du paiement du prix énoncé auxdits contracts, sans toutesfois que les diocèses puissent imputer sur le

capital, qu'y se trouvera légitimement deu, l'excedant des intérêts qui ont été payés auxdits acquéreurs, sur le pied de leurs contracts, au delà de cinq pour cent, sauf depuis la délibération prise par les Etats, le 14<sup>e</sup> janvier 1734, pour charger les diocèses du remboursement desdits offices ; depuis lequel temps lesdits intérêts n'ont deu être payés qu'à raison de cinq pour cent, suivant la lettre écrite à ce sujet par MM. les syndics généraux, aux syndics des diocèses ; mais que le pays de Gévaudan n'est point dans le cas énoncé dans cette délibération, attendu que depuis l'année 1720 le diocèse n'a payé les intérêts de la finance des offices de l'ancienne maréchaussée que sur le pied de cinq pour cent ; qu'à la vérité, depuis l'année 1720, jusques en l'année 1729, inclusivement, on ne fit que des paiements à compte, mais qu'à l'assemblée des Etats du pays, tenus à Mende, au mois de mars 1729, il fut délibéré qu'on imposeroit ce qu'y manquoit, pour parfaire les intérêts à raison de cinq pour cent, depuis l'année 1720 ; ce qui fut exécuté, ladite année 1729 ; que le 8<sup>e</sup> janvier 1730, il fut passé un acte de transaction, receue par M<sup>e</sup> Vincens, notaire de Mende, entre MM. les propriétaires de la finance desdits offices et le syndic du diocèse, par lequel, ladite finance, feut réglée à la somme de 27,500 livres, que le diocèse avoit retiré du prix des ventes, et que cette somme resteroit à perpétuité sur le diocèse, moyennant la rente annuelle et perpétuelle de la somme de 1,375 livres. Sur quoy, a été unanimement délibéré que le syndic du diocèse remettra, devers le greffe de la province, les actes nécessaires pour faire autorizer le traité fait avec MM. les propriétaires de la finance des offices de l'ancienne maréchaussée.

Ledit sieur syndic a dit aussy qu'il feut rendu une ordonnance par M. l'Intendant, le 20<sup>e</sup> mars 1732, portant que les propriétaires des terres, quy ont fait des usurpations sur les grands chemins, soient tenus, chacun en droit soy, sur leurs possessions, réparer toutes les dégradations par eux faites d'entretenir les fossés et murailles de soutènement de leurs champs, dans ces endroits, où ils doivent le faire ; qu'il feut envoyé des exemplaires de cette ordonnance dans toutes les communautés ; et comme cette ordonnance n'a pas produit de grands effets, il en a été rendu une seconde, le 25 février dernier, qui ordonne de plus fort l'exécution de la province ; et, en cas de contestation sur les usurpations et dégradations, que les particuliers seront assignés pardevant M. Barrandon, subdélégué, pour convenu d'experts, pour être procédé à la vérification et estimation desdites usurpations et dégradations, dont il sera dressé procès-verbal, aussy bien que des dires et contestations des parties, et que le tout sera envoyé à M. l'Intendant, pour y prononcer, et a requis l'assemblée de luy donner pouvoir d'agir, en exécution de ladite ordonnance, contre les particuliers quy ont fait des usurpations et des dégradations. Sur quoy, a été donné pouvoir audit sieur syndic de poursuivre les particuliers quy ont fait des usurpations et des dégradations sur le grand chemin, suivant les ordres quy luy seront donnés, par MM. les commissaires et députés ordinaires.

Ledit sieur syndic a dit encore, que M. Carré, directeur des postes à Toulouse, ayant demandé une augmentation de 200 livres par année, sur la ferme de la messagerie de Mende à Toulouse, et que le prix en feut fixé par

contract à 600 livres par année, à commencer le 1<sup>er</sup> janvier 1736, MM. les commis et députés ordinaires jugèrent à propos d'interrompre cette messagerie, et a requis l'assemblée d'approuver cette interruption. Sur quoy, a été unanimement délibéré que la messagerie de Mende à Toulouse sera supprimée, à moins que MM. les directeurs des postes ne veulent la laisser subsister au prix ordinaire de 400 livres par année.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il a été délibéré, aux derniers Etats généraux de la province, qu'il sera procédé, au commencement de cette année, à une refonte de la capitation dans tous les diocèses, et qu'à cet effet il sera dressé, dans chaque communauté, un dénombrement contenant les noms, surnoms, qualités et profession de tous les chefs de famille, soit nobles, bourgeois, laboureurs, artisans, journaliers et manœuvriers, et généralement de toutes les personnes sujettes à la capitation, qui habitent dans lesdites communautés ; que MM. les commissaires procéderont à une nouvelle répartition ou refonte de la capitation sur ledit dénombrement, et que le tout sera envoyé à la province pour y être vérifié, et qu'après ces opérations finies on examinera les représentations quy ont été faites, au nom du pays, pour obtenir une diminution ; qu'en exécution de cette délibération, MM. les commis et députés ordinaires ont fait envoyer une lettre circulaire dans toutes les communautés, contenant plusieurs articles sur la manière de dresser les dénombremens ; que pour parvenir à cette refonte, il y aura plusieurs opérations à faire, qui demanderont beaucoup de travail et de discussion, et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, a été unani-

mement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires, en les priant de faire cette refonte ou nouvelle répartition de la capitation avec leur attention et leur exactitude ordinaire.

Ledit sieur syndic a dit aussy, qu'il feut rendu une ordonnance par M. l'Intendant, le 31 mars 1735, portant qu'il seroit imposé la somme de 3,494 livres 8 sous pour le contingent de ce diocèse, du menu habillement des miliciens ; mais que cette ordonnance étant arrivée après la tenue de l'assiette et l'envoi des mandes, MM. les commissaires crurent devoir renvoyer l'imposition de cette somme jusques à cette année, pour éviter aux communautés les embarras et les frais qu'auroit causé cette imposition, faite extraordinairement ; et a requis l'assemblée de comprendre cette somme dans l'imposition de cette année. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette pour faire l'imposition de cette somme, supposé qu'ils ne trouvent pas, dans les reliquats des comptes de MM. les receveurs, un fonds suffisant pour la payer.

Ledit sieur syndic a dit aussy, que MM. les députés aux Etats généraux de la province ont fait tous leurs efforts pour empêcher que les serges, les cadis et autres étoffes fussent assujetties à la visite et à la marque ; mais que nonobstant leurs représentations et les mémoires quy ont été fournis, il a été déterminé que toutes les étoffes, fabriquées dans le Gévaudan, seront marquées, et qu'il doit être dressé des règlements pour appliquer la marque. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette, pour faire l'imposition de cette somme, supposé qu'ils ne trouvent pas, dans les reliquats des comptes de MM. les receveurs, un fonds suffisant pour la payer.

Ledit sieur syndic a dit aussy, que MM. les députés aux Etats généraux de la province ont fait tous leurs efforts pour empêcher que les serges, les cadis et autres étoffes fussent assujetties à la visite et à la marque ; mais que nonobstant leurs représentations et les mémoires quy ont été fournies, il a été déterminé que toutes les étoffes fabriquées dans le Gévaudan seront marquées, et qu'il doit être dressé des réglemens pour appliquer la marque. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires pour faire des représentations à M. l'Intendant, à la Chambre générale du commerce, aux Etats généraux de la province, et partout où besoin sera, pour le bien et l'avantage du diocèse.

Ledit sieur syndic a dit que l'assemblée délibéra, en l'année 1734, d'interrompre les nouvelles constructions des ponts et chemins, et de se réduire à entretenir les ouvrages déjà faits ; le pays n'étant pas en état de faire aucune entreprise, cause de l'augmentation des charges dont les contribuables sont accablés ; que MM. les commis et députés ont sy bien secondé les intentions de l'assemblée, qu'ils n'ont fait faire que de petites réparations et absolument nécessaires ; mais qu'on ne sauroit se dispenser, cette année, de faire de plus grandes dépenses, sy on veut empêcher le dépérissement des chemins ; et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, a été unanimement délibéré de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette, en les priant de ménager les réparations avec leur économie ordinaire, jusques à ce que le pays reçoive quelque soulagement pour la diminution des impositions.

Fait, clos et arrêté à Maruejols, le quatrième jour du mois d'avril mil sept cent trente-six.

Signé : DANGLES, vicaire général, Président.

---

1737

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation du serment. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du diocèse. — Vente de la maison du collège de Montpellier, au prix de 10,000 livres. — Diminution du prix du sel sur le pied qu'il se vendait avant 1724. — Indemnité pour perte de bestiaux. — Ordonnance contre les entrepreneurs de la reconstruction du pont de Quézac. — Suppression du dixième. — La retenue du dixième sur les gages des maîtres et maîtresses d'école ne doit avoir lieu que lorsque les gages se portent à 100 livres. — Décharge de la somme de 2,000 livres pour l'office de marqueur de cadis, etc. — Délibération portant d'emprunter 40,000 livres pour la subsistance des pauvres du diocèse. — Réparation des ponts et chemins. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens trente-sept, et le lundy quatrième jour du mois de mars. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du palais épiscopal, où Mgr l'illustrissime et révérendissime Sgr Mgr Gabriel-Florent de Choiseul-Beaupré, évêque, seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan, conseiller du Roy en tous ses Conseils, président-né desdits Etats et assiette les attendoit, étant accompagné de M<sup>re</sup> Antoine-Cléraldus de Choiseul-Beaupré, prêtre, docteur en théologie de la faculté de Paris, chanoine et archidiacre de l'église cathédrale de Mende, abbé de St-

**Memmie**, conseiller et aumônier du Roy, vicaire général de mondit Sgr évêque, et de **M<sup>re</sup> Vital Dangles**, prêtre, chanoine et prévost de l'église cathédrale de Mende, aussy vicaire général et official de Mgr l'évêque, et de **MM.** les commissaires ordinaires, et, tous ensemble, sont allés en procession à l'église cathédrale dudit Mende, pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle étant revenus audit palais épiscopal, ils ont pris chacun leur place et séance dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, sçavoir : Mgr le Président, sur un fauteuil, placé sur une estrade élevée au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette estrade, et à la tête du banc : noble **Mathieu Gros**, syndic du pays de Gévaudan, commissaire principal desdits Etats et assiette ; **M. M<sup>re</sup> Hiérome Harlet**, juge, lieutenant général au bailliage du Gévaudan, pour **M. le baillif** ; en tour, pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; sieurs **Antoine Borrier** et **Jean Favier**, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls dudit Mende, l'année dernière, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre ; **M<sup>re</sup> Géraud-Pierre de Michel du Roc**, Sgr du Roc, **Aldy**, le **Mas** et autres places, maire de la ville de **Maruejols**, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; **MM.** les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif : **MM.** les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang : et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

**M. Gros**, commissaire principal, ayant en main les



commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé, pour le Roy, à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 4 février dernier, a dit que nosdits seigneurs luy ordonnent, par leurs dites commissions, et à M. le bailli du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Marvejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsy qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats ; lesquels deniers Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le Gévaudan, aussy bien que pour les appointements de son altesse sérénissime Mgr le duc du Maine, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans la province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des deniers des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenus au billet, sur ce envoyé, signé : Pujol, en attendant l'arrest de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année, et a remis les susdites commissions au greffier du diocèse, pour en faire la levée.

Et à l'instant lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende et de Marvejols et du syndic du diocèse, depputéz auxdits Etats de la province.

La lecture ayant été finie, lesdits sieurs commissaire principal et ledit sieur lieutenant de bailif du Gévaudan, en tour, sont sortis de l'assemblée ; ledit sieur commis des nobles étant absent.

Mgr le Président a fait appeler les gens des trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffe les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture. L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier le 4<sup>e</sup> février dernier, seront imposés, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan, et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats généraux, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de l'assemblée, et que néantmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes, seront refusées à l'avenir, conformément aux anciennes délibérations, sy elles ne sont pas accompagnées d'une lettre pour Mgr le Pré-

dent, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis, pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Sur quoy, les sieurs Gros, syndic, et de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer ledit sieur Gros dans la charge de syndic, et ledit sieur de Lhermet dans la charge de greffier. Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Gros et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir le devoir de leurs charges; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Ledit sieur syndic a dit, qu'en conséquence de la délibération prise aux Etats de l'année dernière et des arrêts du Conseil du 15 décembre 1725, 23<sup>e</sup> août 1729 et 24<sup>e</sup> avril 1736, il a fait la vente du collège des étudiants du Gévaudan, par contract du 1<sup>er</sup> février de cette année, au prix de 10,000 livres, qui luy ont été payés et qu'il a déposé entre les mains de M. Lequepeys, receveur, qui va entrer en exercice, ainsi qu'il le justifiera par le compte qu'il rendra à l'assiette, et a requis l'assemblée d'approuver et autorizer ladite vente. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, ladite vente a été unanimement approuvée et autorisée.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence de la même délibération, prise aux Etats de l'année der-

nière, et des ordres de MM. les commissaires ordinaires, il a fait des diligences pour employer cette somme des 10,000 livres au remboursement d'un créancier du diocèse et établir la rente de 500 livres, en faveur des étudiants du Gévaudan ; mais que ce créancier a un délai de trois mois, aux termes de son contract, avant de pouvoir être obligé de recevoir son remboursement, et que l'avertissement n'ayant été donné que le 19<sup>e</sup> février dernier, le remboursement ne pourra être fait que le 19<sup>e</sup> jour du mois de may prochain. Sur quoy, a été unanimement délibéré que ladite somme de 10,000 livres sera employée au payement du salaire des pauvres, qu'on fait travailler aux chemins, en attendant que le remboursement puisse être fait.

Ledit sieur sindic a dit que, par arrest du Conseil, du 1<sup>er</sup> janvier de cette année, le prix du sel a été diminué dans le Gévaudan, pour trois années, et rétably sur le même pied qu'il était avant l'année 1724 ; que cet arrêt a été publié, affiché dans la ville de Montpellier, et signifié à M. de Callas, directeur des fermes générales dans le Languedoc ; qu'on a fait de semblables publications et affiches dans les villes de Mende, Maruejols et Langogne, et que le tout a été signifié aux receveurs des Chambres à sel de ces trois villes ; lesquelles en conséquence délivrent le sel sur le pied de la diminution ordonnée. Sur quoy, l'assemblée a remercié Mgr le Président, des grands mouvements qu'il s'est donné et des soins qu'il a bien voulu prendre, pour l'obtention de cet arrest, et a supplié de faire de nouvelles démarches, quand il en sera temps, pour obtenir une diminution définitive.

Ledit sieur sindic a dit aussy, qu'il est important

d'apprendre aux communautés que le prix du sel a été rétabli sur le même pied qu'il étoit avant l'année 1724, et de charger les consuls de dénoncer au syndic du diocèse les regratiers ou revendeurs de sel, qui ne se seront pas conformés à l'arrêt du Conseil du jour de la publication qui en a été faite dans les villes de Mende, Marvejols et Langogne, afin qu'on puisse agir entr'eux, par les voyes de droit, et faire les procédures convenables, pour l'intérêt du pays.

Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés, par un article de la mande, et que les exemplaires dudit arrêt leur seront envoyés.

Ledit sieur syndic a dit que Mgr le Président a obtenu un don, du Roy, de la somme de 15,000 livres pour la mortalité des bestiaux de l'année 1735, indépendamment de l'indemnité qui sera accordée pour les pertes des récoltes de l'année 1736 ; mais que la répartition de ces deux sommes ne pourra être faite que lorsqu'on aura reçu une ordonnance de M. l'Intendant à ce sujet, et les instructions de la province. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires pour faire la répartition de ces deux sommes, et l'assemblée a remercié, Mgr le Président, de ses bontés envers le diocèse.

Ledit sieur syndic a dit encore que, par une ordonnance de M. l'Intendant, du 22<sup>e</sup> janvier dernier, sieurs Louis et Jean Pélissier, entrepreneurs du pont de Quézac, ont été condamnés solidairement et par corps, à mettre en état le pont de Quézac, à leurs fraix et dépens, et encore qu'ils ont été condamnés avec la même solidarité en tous les dépens exposés par le diocèse ; que cette

ordonnance a été signifiée auxdits sieurs Pélissier, dans leur domicile, à Béziers, avec commandement d'y satisfaire, et qu'il ne reste qu'à faire emprisonner lesdits Pélissier et à saisir leurs biens. Sur quoy, ledit sieur syndic a été unanimement chargé de faire toutes les diligences et poursuites nécessaires, jusques à ce que lesdits Pélissier aient satisfait à l'ordonnance de M. l'Intendant, suivant les ordres qui luy seront donnés par MM. les commissaires ordinaires.

Ledit sieur syndic a dit que le dixième de l'industrie des marchands et artizans, le dixième des revenus des biens nobles et des biens roturiers, le dixième des rentes et généralement que tous les dixièmes qui ont été levés pendant les années 1754, 1755 et 1756, sont supprimés, à commencer du 1<sup>er</sup> janvier de cette année ; qu'ainsy on ne les exigera pas cette année, non plus que les années suivantes, et que nosseigneurs des Etats généraux de la province demandent avec instance la reddition des comptes du dixième à MM. les receveurs des tailles ; qu'ainsy, ceux qui doivent des arrérages de ces dixièmes doivent les payer incessamment, pour éviter les fraix des diligences qui seront faites contr'eux.

Sur quoy, a été unanimement délibéré, qu'il en sera donné avis aux communautés, par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il y a des discussions entre quelques communautés de ce diocèse, et MM. les receveurs des tailles, par rapport à la retenue et au payement du dixième des gages des maîtres et maîtresses d'école, qui ne vont pas à 100 livres, doivent être exempts de la retenue du dixième ; mais lorsque les gages vont à 100 livres et au delà, ils sont sujets au di-

xième, et qu'il doit être retenu pour les années 1734, 1735 et 1736 ; que le montant de ce dixième a deu être retenu sur les maîtres et maîtresses d'école, qui en sont débiteurs personnellement, et non sur les autres, comme on l'a pratiqué mal à propos dans quelques communautés ; mais comme les collecteurs n'ont été avertis de retenir ce dixième que vers le milieu de l'année 1735, il a été décidé que les communautés doivent supporter le dixième des gages payés aux maîtres et maîtresses d'école, antérieurement à l'avis donné pour la retenue, à moins que ces maîtres et maîtresses d'école résident encore dans la communauté et qu'on puisse prendre le paiement de ce dixième sur les biens ou sur leurs gages. Mais qu'à l'égard des gages des maîtres et maîtresses d'école, depuis la réception de l'avis pour la retenue, les collecteurs en sont responsables en leur propre, attendu qu'il n'a tenu qu'à eux de retenir le dixième, en payant lesdits gages. Sur quoy, a été unanimement délibéré, qu'il en sera donné avis aux communautés, par un article de la mande.

#### De relevée.

Ledit sieur sindic a dit qu'en l'année 1727, le diocèse ayant été recherché pour le droit du joyeux avènement à la Couronne, à l'occasion des offices des marqueurs des étoffes qui avoient été autrefois établis dans le pays, le sindic du pays fournit des deffenses, par ordre de MM. les commissaires ordinaires, devant M. l'Intendant, pour obtenir la décharge de la somme de 2,000 livres qui était demandée ; que ces deffences ont demeuré sans aucune réplique de la part du traitant ; mais que la demande de la somme de 2,000 livres feut renouvelée

L'année dernière, et qu'il a fallu se pourvoir devant le Roy, pour obtenir une décharge, qui a été accordée le 30 novembre dernier ; et qu'il croit que la décision du Conseil, à ce sujet, doit être transcrite dans le procès-verbal des Etats pour y avoir recours dans les suites, en cas de besoin. Sur quoy, a été unanimement délibéré que ladite décision du Conseil sera transcrite dans le présent verbal, étant de teneur :

*Décision du Conseil, du 30<sup>e</sup> novembre 1736. — Rôle du 10<sup>e</sup> décembre 1726, art. 2060.*

Le sindic du diocèse de Mende, taxé à 2,000 livres pour l'office de marqueur des cadis qui se fabriquent en la ville de Mende, demande décharge, cet office étant supprimé, par ampliation : Maheu, secrétaire de M. de Gaumont, conseiller d'Etat ordinaire, ainsi signé.

Le sindic du pays a dit que MM. les commissaires ordinaires déterminèrent, au mois de décembre dernier, d'emprunter une somme de 40,000 livres pour en employer une partie à l'achat des grains nécessaires pour la subsistance des pauvres du pays, qui ne sont pas en état de gagner leur vie, et une autre partie pour la subsistance des pauvres valides, en les occupant à la réparation des chemins, pour éviter les maladies contagieuses, suite ordinaire de la dizette des grains ; que cet arrangement ayant été proposé aux Etats généraux du Languedoc, ils ont donné leur consentement à l'emprunt de ladite somme de 40,000 livres, suivant la destination ci-dessus mentionnée, à la charge néanmoins que le remboursement en sera fait par imposition, dans cinq années, après que l'emprunt aura été vérifié par MM. les commissaires du Roy ; mais que cet emprunt



ne pouvant être fait qu'en vertu d'un arrêt du Conseil, il a besoin d'une délibération par écrit pour l'obtenir, et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré d'emprunter la somme de 40,000 livres, pour employer une partie à la subsistance des pauvres, qui ne sont pas en état de gagner leur vie, et une autre partie à la subsistance des pauvres valides, en les occupant à la réparation des chemins, pour éviter les maladies contagieuses ; et, ledit sieur syndic, a été chargé de poursuivre un arrêt du Conseil, qui autorise cet emprunt ; et, l'employ, qui en sera fait, suivant les délibérations qui seront prises à ce sujet par MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires, conformément à la délibération ci-dessus mentionnée.

Ledit sieur syndic a dit encore que MM. les commissaires ordinaires ont fait travailler aux chemins les pauvres valides, pour les aider à subsister, depuis plus de trois mois, dans le quartier de Châteauneuf et Langogne, et, depuis plus de deux mois, au chemin de Mende à Marvejols, qu'on ménage l'argent du diocèse, autant qu'il est possible, la plus haute taxe des ouvriers n'étant qu'à 6 sols par jour, depuis le mois de décembre dernier, et que le plus grand nombre ne sont payés qu'à raison de 4 à 5 sols, et même quelques-uns à 3 sols par jour ; que cependant la dépense est déjà considérable, et a requis l'assemblée de l'approuver et autoriser, et de donner pouvoir à MM. les commissaires ordinaires de la continuer, et de faire les achats des grains qu'ils jugeront nécessaires pour l'avantage du pays et la subsistance des pauvres. Sur quoy, l'assemblée a unanimement approuvé les travaux et la dépense qui a été faite

pour la subsistance des pauvres, en les occupant à travailler aux chemins, et a été donné pouvoir à MM. les commissaires ordinaires de l'assiette de continuer cette dépense et de faire les achats des grains qu'ils jugeront nécessaires pour l'avantage du pays et la subsistance des pauvres.

Ledit sieur syndic a dit que MM. les commis et députés ordinaires ont fait réparer les ponts et chemins en quelques endroits du diocèse, avec beaucoup d'économie ; mais qu'il seroit nécessaire de plus grandes dépenses en divers endroits pour les conserver et en empêcher le dépérissement ; que les habitants de Sainte-Enimie demandent la construction d'un chemin pour ouvrir un passage aux voitures, depuis Meyrueis jusqu'à Sainte-Enimie, et ensuite vers Chanac, pour aller en Rouergue ; que les habitants de Saint-Alban et du Malzieu demandent pareillement la construction d'un chemin depuis Saint-Alban jusques au Malzieu. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré de renvoyer, à MM. les commissaires ordinaires, tout ce qui concerne les ponts et chemins, et de faire vérifier en quels endroits doit passer le chemin demandé par les habitants de Ste-Enimie, et l'utilité ou l'inutilité de ce chemin ; et, ledit sieur syndic, a été chargé de se transporter à Saint-Alban et au Malzieu, pour examiner l'état des ponts et des chemins desdits lieux et les réparations qu'il convient de faire.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité, et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le quatrième mars mil sept cent trente-sept.

Signé : † G. FLOR., évêque de Mende.

1738

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions contenant les sommes à imposer. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du diocèse. — Sommes empruntées pour achat de grains. — Remboursement à M. Bastide, créancier du diocèse. — Mention d'un arrêt qui permet de procéder à l'élection des officiers municipaux. — Placement de la somme de 10,000 livres provenant de la maison du collège de Montpellier. — Les gages des maires ne doivent être imposés que sur les communautés dont les revenus excèdent les dépenses ordinaires. — Capitation. — Pont de Quézac. — Indemnité de 10,000 livres. — Réparation des ponts et chemins. — Chemin de Saugues à Langogne. — Arrêt de règlement pour le contrôle des délibérations. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens trente-huit, et le lundy troisième jour du mois de mars. Les gens des Trois Etats du pays du Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Maruejols, sont venus à la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, où loge Mgr l'illustrissime et révérendissime Sgr, Mgr Gabriel-Florent de Choiseul-Beaupré, évêque, seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte de Gévaudan, conseiller du Roy en ses Conseils, président-né desdits Etats et assiette, qui les attendoit, étant accompagné de M<sup>re</sup> Vital Dangles, prêtre, chanoine et prévôt de l'église cathédrale de Mende, vicaire général et official de mondit Sgr évêque, et de MM. les commissaires ordinaires. Et, tous ensemble, sont allés à

L'église collégiale de N.-D.-de-La-Carce, de ladite ville, pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du bailliage de Gévaudan et royale ordinaire dudit Maruejols, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : mondit Sgr le Président, sur un fauteuil, placé sur une estrade élevée, au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette estrade, à la tête du banc, M. M<sup>e</sup> Guillaume Bruguière, juge, lieutenant général au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif, en tour pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M. le chevalier de Saint-Point, commissaire principal, étant absent ; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de Saint-Point et de Montferrant, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pournadoire et Saint-Chély-du-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M. M<sup>e</sup> Hiérome Harlet ; sieurs Antoine Borrier et Jean Favier, anciens premier, second et tiers consuls de la ville de Mende, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre ; M<sup>re</sup> Géraud-Pierre de Michel du Roc, Sgr du Roc, Aldy, le Mas et autres places, maire de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc, à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang ; et, les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

Ledit M<sup>e</sup> Guillaume Bruguière, juge, lieutenant géné-

ral au Bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif, en tour pour le Roy, la présente année, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 5<sup>e</sup> décembre dernier, a dit que nosdits seigneurs lui ordonnent, par leursdites commissions, et à M. le bailif du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires, comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsy qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats. Lesquels deniers Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le Royaume, aussy bien que pour les appointements de son altesse sérénissime, Mgr le duc du Maine, gouverneur de la province, et entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des deniers des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce envoyé, signé : Touzart, en attendant l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année, et a remis les susdites commissions au greffier du diocèse pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende et de Maruejols et du syndic du diocèse, députés auxdits Etats de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieurs lieutenants de M. le bailif du Gévaudan, en tour, et ledit

sieur commis des nobles, sont sortis de l'assemblée ; ledit sieur commissaire principal étant absent.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan et, ayant fait remettre au greffier les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée et chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et, par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy. Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 5<sup>e</sup> décembre dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et, les Etats, ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats généraux, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de

**MM.** les barons et gentilshommes, seront refusées à l'avenir, conformément aux anciennes délibérations, sy elles ne sont pas accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instruction de nosseigneurs les commissaires, présidens pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Sur quoy, les sieurs Gros, syndic, et de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer ledit sieur Gros dans la charge de syndic, et ledit sieur de Lhermet dans la charge de greffier. Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Gros et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir le devoir de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Ledit sieur syndic a dit que, par les délibérations prises l'année dernière aux Etats du pays, et par l'arrêt du Conseil, du 21 may 1737, il luy a été donné pouvoir d'emprunter la somme de 40,000 livres, pour en employer une partie à la subsistance des pauvres qui n'étoient pas en état de gagner leur vie ; et, une autre partie, à la subsistance des pauvres valides, en les occupant à la réparation des chemins, pour éviter les maladies contagieuses, sur les ordres de Mgr le Président et de **MM.** les commissaires ordinaires ; qu'en conséquence desdites délibérations et arrest du Conseil, il a fait des

emprunts à concurrence de 39,200 livres, dont la plus grande partie fut employée à acheter des seigles dans l'Albigeois, qui furent transportés dans le Gévaudan, pour y former trois greniers, l'un à Mende, l'autre à Serverette, et le troisième à Châteauneuf ; que l'établissement de ces trois greniers fit diminuer la dizette, en obligeant ceux qui avoient resseré leurs grains, à les exposer en vente, et à les donner même à crédit, à un prix raisonnable ; que le surplus de l'emprunt fut employé à faire subsister les pauvres, en les occupant à réparer les chemins ; qu'il est question à présent : 1° d'approuver l'emprunt de 39,200 livres ; 2° l'employ qui en a été fait en achat de seigles et à la réparation des chemins pour faire subsister les pauvres ; 3° de la clôture du compte qui doit être rendu, tant pour l'achat des grains et des dépenses faites à ce sujet, que de la réparation des chemins ; 4° d'imposer une somme de 10,000 livres, conformément audit arrest du Conseil, pour commencer de payer les sommes empruntées ; qu'on pourra néanmoins réduire l'imposition à une somme moindre de 10,000 livres, attendu que le diocèse ne sera pas en perte de l'entier emprunt, ny peut être même de la moitié ; que la chose ne peut être bien éclaircie que par le compte qui sera rendu ; qu'on pourra néanmoins fixer l'imposition à la somme de 7,627 livres, dont les charges, de cette année, se trouvent moindres que celles de l'année dernière ; et que par cet arrangement, les contribuables payeront la présente année 1738, la même cotité de taille qu'ils ont payé l'année dernière 1737.

Sur quoy, l'assemblée a remercié Mgr le Président, des grands services qu'il a rendus au pays, dans cette fâcheuse conjoncture, en lui procurant l'abondance au



milieu de la dizette ; et ensuite l'assemblée a unanimement approuvé et autorisé l'emprunt de 59,200 livres, aussy bien que l'employ qui en a été fait ; et a renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette pour clôturer le compte qui doit être rendu à ce sujet, et faire l'imposition de 7,627 livres, et l'employer, au 1<sup>er</sup> janvier 1758, au remboursement des sommes empruntées, en exécution dudit arrest du Conseil.

Ledit sieur sindic a dit aussy, qu'en conséquence des ordres de MM. les commissaires ordinaires, il a fait délivrer à crédit plusieurs quantités de seigle, dont il a néanmoins des assurances, par écrit, que les débiteurs sont solvables ; que quelques-uns ont payé en tout ou en partie ; mais que certains autres sont fort en arrière et demandent des délais pour payer le montant de leurs billets ; que cette affaire est très importante pour le pays, puisque cet argent doit servir pour rembourser ceux qui ont prêté l'argent pour l'achat de ce même blé, auxquels on payera l'intérêt à cinq pour cent, jusques au jour du remboursement ; et a requis l'assemblée de délibérer sur le délai qui doit être accordé à ces débiteurs. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires.

Ledit sieur sindic a dit encore, que l'assemblée est instruite que, par les délibérations prises aux Etats et assiette du pays, et par une transaction, passée en conséquence, le 25 mai 1754, par le sindic du pays avec M<sup>me</sup> de Saint-Sauveur et M. son fils aîné, les reliquats des comptes de feu M. de Saint-Sauveur, furent modérés à la somme de 46,000 livres, payables dans six années, avec l'intérêt à cinq pour cent, sçavoir : 5,533 livres 6 sols 8 deniers, payables au 1<sup>er</sup> juin 1756 ; 5,533 livres 6 sols

8 deniers, au 1<sup>er</sup> juin 1738 ; pareille somme au 1<sup>er</sup> juin 1740 ; que M<sup>me</sup> de Saint-Sauveur a payé les intérêts des termes échus jusques à présent, aussy bien que le premier tiers du capital ; que M. Blanquet, médecin de la faculté de Montpellier, est chargé de payer le second tiers, qui doit échoir au mois de juin prochain ; que le premier tiers a été employé à rembourser une somme de 6,000 livres, due à M. Bastide, du Rachas, provenant des derniers emprunts faits par M. de Saint-Sauveur ; et a requis l'assemblée d'approuver le remboursement fait à M. Bastide, du Rachas, et de délibérer que les sommes, qui seront payées par M<sup>me</sup> de Saint-Sauveur, seront pareillement employées à rembourser les derniers emprunts faits par M. de Saint-Sauveur. Sur quoy, le remboursement fait audit sieur Bastide, a été unanimement approuvé et autorisé, et a été délibéré que les autres sommes seront employées à rembourser les derniers emprunts faits par M. de Saint-Sauveur.

Ledit sieur syndic a dit encore que, par un autre arrest du Conseil, du 4 décembre 1737, le Roy a révoqué toutes les commissions qui avoient été expédiées par l'exercice des charges municipales des communautés du Royaume, et a permis à toutes les communautés de procéder, suivant les anciens réglemens, à l'élection des officiers municipaux, dont les charges n'auront pas été acquises : que cet arrest a été envoyé dans les communautés du diocèse de Mende, à la diligence du subdélégué de M. l'Intendant ; mais qu'il y a apparence que quelques exemplaires ce sont égaréz, parce que plusieurs communautés ont écrit à MM. les commissaires pour s'informer s'il est permis de nommer des nouveaux consuls. Sur quoy, a été unanimement délibéré, qu'il

sera donné avis aux communautés, par un article de la mande, qu'il leur est permis de procéder, suivant leurs anciens usages, à l'élection des officiers municipaux, dont les charges n'ont pas été acquises, et que les commissions du grand sceau, qui avoient été expédiées pour l'exercice de quelques charges municipales, ont été révoqués, et que par conséquent, les commissionnaires ne peuvent plus exercer.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence des délibérations prises l'année dernière aux Etats du pays, il a remboursé à M. Lequepeys, par contract du 19<sup>e</sup> may 1737, une somme de 10,000 livres, qui étoit à la rente constituée de cinq pour cent, sur le diocèse ; que ce remboursement a été fait avec une pareille somme de 10,000 livres que ledit sieur syndic a receu du prix de la vente du collège des étudiants du Gévaudan, en médecine à Montpellier, ainsy qu'il est énoncé fort au long dans le procès-verbal des Etats de l'année dernière et des années précédentes ; et que, conformément aux dites délibérations et à l'arrest du Conseil, du 24<sup>e</sup> avril 1736, il a été étably une rente de 500 livres, non réductible, sur le pays, en faveur desdits étudiants, en représentation dudit capital de 10,000 livres, et a requis l'assemblée d'approuver et autoriser le remboursement fait à M. Lequepeys, et l'établissement de la rente constituée de 500 livres, non réductible, en faveur desdits étudiants du Gévaudan. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, le remboursement fait à M. Lequepeys, de la somme de 10,000 livres capitale, et l'établissement de la rente constituée de 500 livres non réductibles, en faveur des étudiants, du Gévaudan, en médecine à Montpellier, ont été unanimement approuvés et autorisés.

Ledit sieur scindic a dit encore qu'il a été rendu un jugement, par nosseigneurs les commissaires du Roy, sur les impositions de la communauté de Langogne, de l'année dernière 1737, contenant un règlement provisoire sur les sommes que ladite communauté doit imposer pour ses dépenses ordinaires, et ordonne en outre que, conformément à la déclaration du Roy, du 30 avril 1697, et aux ordonnances de règlement de nosdits seigneurs les commissaires du Roy, les loyers de l'hôtel de ville de Langogne, ensemble le prix de l'affirme du corréage et portefaissage, et généralement tous les autres revenus de ladite communauté, quels qu'ils puissent être, seront moins imposés annuellement, sans qu'ils puissent être divertis à autre usage, pour quelque cause que ce soit, même sous prétexte du paiement des gages du maire de ladite communauté; qu'il est fait défenses, par le même jugement, d'imposer les gages dudit maire, jusques à ce que il ayt été vérifié par devant M. l'Intendant si le produit des revenus de la communauté de Langogne excède le montant des dépenses ordinaires, conformément à la déclaration du Roy, du 21 décembre 1735, à peine, contre les départeurs des impositions, d'être responsables, en leur propre, de la restitution desdits gages et des sommes surimposées ou obmises de moins imposés, ensemble de tous les dépens, dommages et intérêts envers la communauté, de 1,000 livres d'amende et autres peines de droit; que ledit jugement sera notifié aux maire et consuls de Langogne, à la diligence du sindic du diocèse de Mende, lequel tiendra la main à l'exécution dudit jugement et en informera le sindic général de la province; que ledit jugement a été signifié à M. de Blazère, maire de Langogne, et à

M. Tourrette, 1<sup>er</sup> consul dudit Mende, et a requis l'assemblée de donner pouvoir audit sieur syndic de se transporter à Langogne pour l'entière exécution dudit jugement, et de donner avis que les gages des maires ne peuvent être imposés que dans les communautés où les revenus excèdent le montant des dépenses ordinaires, et encore que l'imposition ne peut en être faite qu'après qu'il aura été vérifié, par devant M. l'Intendant, que les dépenses ordinaires de la communauté sont moindres que ces revenus. Sur quoy, a été unanimement donné pouvoir audit sieur syndic de se transporter à Langogne, pour l'entière exécution dudit jugement rendu, par nosseigneurs les commissaires du Roy, sur les impositions de ladite communauté de l'année dernière 1757, et a été délibéré qu'il sera donné avis aux communautés qu'elles ne peuvent point être assujetties à payer les gages des maires que lorsque les revenus excèdent le montant de leurs dépenses ordinaires, et encore que l'imposition desdits gages ne peut être faite qu'après une ordonnance de vérification rendue par M. l'Intendant, sur les dépenses ordinaires des communautés.

Le syndic du diocèse a dit qu'aux derniers Etats généraux il a été procédé à la répartition définitive de la capitation de la province de Languedoc ; que Mgr le Président s'est donné des grands soins pour faire connoître la surcharge considérable qui avoit été imposée sur ce pays, par la répartition provisoire qui fut faite, en l'année 1755 ; mais que nonobstant toutes les représentations et les raisons qui ont été employées, on n'a pu obtenir qu'une diminution de 8 à 9,000 livres, dont le diocèse se trouvera soulagé à l'avenir ; et qu'il est question à présent de faire part de cette diminution aux

communautés qui se trouvent les plus surchargées. Sur quoy, l'assemblée a remercié Mgr le Président, des soins qu'il a bien voulu prendre pour le soulagement du pays, et a été renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain pour faire la répartition de cette diminution en faveur des communautés du diocèse, eu égard à leurs besoins.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit aussy, qu'en conséquence des délibérations prises, l'année dernière, aux Etats du pays, il a fait emprisonner le sieur Pélissier, ayné, entrepreneur de l'arche du pont de Quézac, à cause de sa négligence à satisfaire à l'ordonnance de M. l'Intendant, du 22<sup>e</sup> janvier 1756, par laquelle il est condamné, solidairement avec son frère cadet, à mettre en état le pont de Quézac ; que ledit sieur Pélissier, étant sorti des prisons, sous le cautionnement des personnes solvables, il s'est rendu dans le pays ; que M. de Clapiez, ingénieur de la province, s'y est aussy transporté ; qu'il a vérifié le pont de Quézac, et le devis qui avoit été fait par M. de Cruviers, pour la réparation de ce pont ; que M. de Clapiez a trouvé que le devis de M. de Clapiez a été insuffisant par rapport au battardeau, qu'il est nécessaire de construire pour creuser au tour de la pile et pour pouvoir bâtir sur la ferme ; qu'au lieu du battardeau simple, il faut un battardeau double ; et encore que ce battardeau doit être fort profond ; que les pieux doivent être armés de pointes de fer, et qu'on doit laisser subsister le tout pour la conservation de la pile, après qu'elle aura été rétablie ; que M. de Clapiez trouve encore que les autres arches du pont de Quézac ont

besoin de réparation ; que l'arche qui est du côté de **Moulines** menace ruine, et que la première réparation se trouvera bientôt inutile si on ne répare le tout à la fois. Surquoy, a été unanimement renvoyée à **MM.** les commissaires de l'assiette et ordinaire.

Ledit sieur scindic a dit encore que **Mgr** le Président a obtenu un don du Roy, de la somme de 10,000 livres pour les dommages extraordinaires que le Gévaudan a souffert pendant quelques années, indépendamment de l'indemnité qui sera accordée pour la perte des récoltes de l'année dernière mil sept cens trente-sept. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à **MM.** les commissaires ordinaires pour procéder à la répartition de ces deux sommes, et l'assemblée a remercié **Mgr** le Président de ses bontés envers le diocèse.

Ledit sieur sindic a dit encore qu'on a interrompu depuis quelque temps, dans ce pays, les nouvelles constructions des ponts et chemins, et qu'on s'est réduit à entretenir les ouvrages déjà faits ; le pays n'étant pas en état d'entreprendre aucun ouvrage, à cause de l'augmentation des charges, mais qu'on ne sçauroit se dispenser, cette année, de faire des dépenses à ce sujet, pour empêcher le dépérissement des ponts et chemins ; que le sindic du pays fut chargé, l'année dernière, de se transporter à Saint-Alban et au Malzieu, pour examiner l'état des ponts et chemins de ce quartier là, et les réparations qu'il convenoit d'y faire, mais qu'il ne peut point y vacquer, à cause de l'embarras de l'achat des bleds, et de la distribution qu'il en fallût faire dans plusieurs quartiers du diocèse. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à **MM.** les commissaires de l'assiette et ordinaires.

Ledit sieur sindic a dit encore, que les Etats du pays

délibérèrent, il y a quelques années, de construire un chemin de Langogne à Saugues, pour l'utilité et l'avantage du commerce ; que l'ouvrage fut commencé et qu'il est à craindre que la dépense qu'on a faite ne devienne inutile sy l'on ne continue point la construction de ce chemin, et sy on n'entretient point ce qui a été déjà fait. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires.

Ledit sieur syndic a dit qu'il a été rendu un arrest au Conseil du Roy, le 15<sup>e</sup> octobre 1737, portant règlement pour le contrôle des délibérations et autres actes que reçoivent les greffiers et secrétaires des hôtels de ville et communautés du Languedoc, et que M. de Joubert, syndic général de la province, luy a envoyé plusieurs exemplaires de cet arrest et d'une lettre circulaire qu'il a écrit à ce sujet.

Sur quoy, a été unanimement délibéré que les exemplaires dudit arrest et de ladite lettre circulaire seront envoyés en diligence dans toutes les communautés du diocèse.

Ledit sieur syndic a dit aussy, qu'il a receu de M. Touzart, greffier de MM. les commissaires du Roy aux Etats généraux de la province, la liste des communautés de ce pays qui n'ont point remis l'état de leurs comptables et reliquataires depuis vingt-neuf années, avec des exemplaires impriméz, contenant le modèle de l'état et du certificat qui doit être fait à ce sujet.

Sur quoy, a été unanimement délibéré que les exemplaires dudit état et certificat seront envoyés en diligence aux communautés intéressées.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.



Fait, clos et arrêté à Maruejols, le troisième mars mil sept cens trente-huit.

Signé : † G. FLOR., évêque de Mende.

---

1739

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Les procurations des députés doivent être accompagnées d'une lettre. — Confirmation des officiers du diocèse. — Réparation du pont de Quézac au prix de 7,000 livres. — Reconstruction d'une tourelle, du grand clocher de Mende, démolie par la foudre. — Fonds de 12,000 livres pour la réparation des ponts et chemins, augmentée de 5,000 livres. — Permission d'emprunter 50,000 livres pour être employées à construire des chemins. — Remboursements faits par le diocèse. — Blé délivré à crédit par le diocèse. — Capitation. — Indemnité pour des cas fortuits. — Carte du Gévaudan. — Etablissement d'une gratification en faveur de ceux qui tuent des loups. — Sollicitation à faire pour le changement du sel de Périzac et redemander celui de Pécais. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens trente-neuf, et le lundy seizième jour du mois de mars. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du palais épiscopal, où Mgr l'illustrissime et révérendissime seigneur, Mgr Gabriel-Florent de Choiseul-Beaupré, évêque, Sgr et gou-

verneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan, conseiller du Roy en tous ses Conseils, président-né desdits Etats et assiette, les attendoit, étant accompagné de M<sup>re</sup> Vital Dangles, prêtre, chanoine et prévôt de l'église cathédrale de Mende, vicaire général et official de Mgr l'évêque de Mende, et de MM. les commissaires ordinaires ; et, tous ensemble, sont allés à l'église cathédrale dudit Mende, pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, étant revenus audit palais épiscopal, ils ont pris chacun leur place et séance dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, sçavoir : Mgr le Président, sur un fauteuil, placé sur une estrade élevée, au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette estrade et à la tête du banc, noble Mathieu Gros, syndic du pays de Gévaudan, commissaire principal desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Emmanuel de Bessuéjols, chevalier, Sgr de Roquelaure, Bessuéjols, Montchançon et Taulet, Sgr de Ceirac, Gabriac, La Souq, du Bacon-l'Eglise, en Gévaudan, comte et baron d'Apcher, Sgr et baron de la ville de Saint-Chély et autres places, cy-devant guidon des gens d'armes de la Reine, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, baillif dudit pays de Gévaudan, en tour, pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de Saint-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pugnadoire et Saint-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M. M<sup>e</sup> Hiérome Harlet, lieutenant général au baillage de Gévaudan ; sieurs Aymar Brouilhet et Guillaume Roubeyrolles, anciens 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, commissaires ordinaires

desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre ; M<sup>re</sup> Géraud-Pierre de Michel du Roc, Sgr du Roc, Aldy, le Mas et autres places, maire de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur bailif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant leur rang ; et, les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Gros, syndic et commissaire principal, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 3<sup>e</sup> février dernier, a dit que nosdits seigneurs luy ordonnoient, par leursdites commissions, et à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux Conseils de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires, comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsy qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats ; lesquels deniers Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairoient dans le royaume, aussy bien que pour les appointements de son altesse sérénissime, Mgr le duc du Maine, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des deniers des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenues au billet, sur ce envoyé, signé : Pujol, en attendant l'arrest de validation du Conseil d'Etat de Sa

Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année, et a remis les susdites commissions au greffier du diocèse, pour en faire la lecture. Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende et de Maruejols et du syndic du diocèse, députés auxdits Etats de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieurs commissaires principal, bailif du pays de Gévaudan, en tour, et ledit sieur commis des nobles sont sortis de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture. L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et, par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 3<sup>e</sup> février dernier, seront imposés, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan, et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats généraux, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes, seront refusées à l'avenir, conformément aux anciennes délibérations, sy elles ne sont pas accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne ; et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Sur quoy, les sieurs Gros, syndic, et de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer ledit sieur Gros dans la charge de syndic, et ledit sieur de Lhermet, dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Gros et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir le devoir de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence d

délibérations prises, l'année dernière, aux Etats et assiette du pays, MM. les commissaires étant assemblés pour la confection et signature des rôles de la capitation, traitèrent avec le sieur Pélissier, pour la réparation de l'arche et de l'entier pont de Quézac, conformément aux deux devis de M. de Clapiés, ingénieur de la province, dont les articles principaux sont rapportés, fort au long, dans le procès-verbal de l'assiette de l'année dernière; que le traité fut fait à la somme de 7,000 livres, payables : 2,000 livres par la communauté de Quézac, et 5,000 livres par le pays; que M. Harlet, juge, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, ancien premier conseil de la ville de Mende, un des commissaires ordinaires du pays, étant assisté du syndic et du greffier du diocèse, procéda, le 7<sup>e</sup> octobre 1738, à la réception de ladite arche et entier pont de Quézac, sur la demande qui en fut faite par ledit sieur Pélissier; que cette réception fut faite sur les deux devis et plans de M. de Clapiés; que dans le procès-verbal on a fait des observations et des réserves touchant quelques articles que ledit sieur Pélissier n'avoit pas remply, conformément aux devis de M. de Clapiés; que l'article principal regarde l'arche, attendant la nouvelle arche du côté de Moulines, où ledit sieur Pélissier a deu placer quatre barres de fer, d'environ trois pouces de diamètre en carré, pour traverser cette arche dans toute sa largeur; que ces quatre barres de fer doivent être arrêtées par quatre grosses clés de fer, rosettes et clavettes bien goderonées et peintes à trois couches de rouge brun et huile grasse; que sur l'observation qui fut faite à ce sujet, le sieur Pélissier représenta qu'il s'était donné tous les mouvements possibles, pour avoir lesdites quatre barres de fer; que

M. Tioch, marchand de fer de Montpellier, luy avoit marqué que lesdites barres de fer, suivant la dimension, devant peser environ cinq quintaux chacune, il falloit nécessairement faire chaque barre en deux pièces, à cause de la difficulté du charroy, qui ne peut être fait qu'à dos de mulets, depuis les forges jusques au canal royal ; qu'il y avoit d'ailleurs une autre difficulté, en ce que lesdites barres doivent avoir 15 pieds de longueur ; ce qui ne peut être voituré à dos de mulets ; que dans les circonstances il falloit consulter M. de Clapiès ; qu'ainsi l'ouvrage devoit être renvoyé à l'année 1739, et qu'il laissoit dans la caisse du diocèse une somme de 4,000 livres pour la sûreté de l'exécution de cet article. Ledit sieur Pélissier s'étant transporté à Montpellier, se rendit avec le syndic du diocèse chez M. de Clapiès, ingénieur ; lequel, après avoir examiné toutes choses, a décidé que chaque barre de fer doit être divisée en trois pièces ; que la pièce du milieu doit avoir un anneau à chaque bout pour accrocher les deux pièces extrêmes, et que le tour des anneaux sera de la même grosseur que le corps de la barre. Sur quoy, le sieur syndic a requis l'assemblée d'approuver et autorizer le traité fait avec le sieur Pélissier, à la somme de 7,000 livres, pour la construction de l'arche et réparation de l'entier pont de Quézac ; la réception qui a été faite de l'ouvrage par M. Harlet, ancien premier consul de Mende, un des commissaires ordinaires, et de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires, pour faire parachever ce qui reste à finir. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré d'approuver et autoriser le traité fait avec le sieur Pélissier, à la somme de 7,000 livres, pour la construction de l'arche et répara-

tion de l'entier pont de Quézac, ensemble la réception qui en a été faite par M. Harlet, ancien premier consul de Mende, et a été renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires pour faire parachever ce qui reste à finir.

Ledit sieur syndic a dit encore que M. de Clapiés, ingénieur de la province, propose au pays de Gévaudan, de faire rétablir la tourrelle du clocher de Mende, qui fut détruite, il y a quelques années, par le tonnerre ; que ledit sieur de Clapiés offre de se transporter en cette ville et d'y faire le séjour nécessaire pour voir finir cet ouvrage, dont il veut être l'ingénieur, l'architecte et le directeur ; ne demandant rien pour ses vacations ny pour sa dépense, tant du voyage que du séjour ; voulant que ce que Mgr l'évêque et MM. les commissaires jugeront à propos de luy accorder, cède au profit des dames religieuses de Langogne pour leur ayder à continuer leur bâtiment.

Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il y a dans le pays un très grand nombre de ponts, soit dans les valons, pour passer d'une montagne à l'autre, soit sur les penchans des montagnes pour traverser les ravins ; que les orages et pluies dégradent tous les ans plusieurs de ces ponts en les comblant des grosses pierres ou les entraînent quelquefois en tout ou en partie ; que les chemins sont aussy endommagés par ces grands orages et torrents, étant comblés de marin et des rochers ; que le pays se trouve exposé à des grandes dépenses pour l'entretien de ces ponts et chemins ; que ces dépenses épuisent tous les ans le fonds ordinaire, qui n'est que de 1,200



livres, et causent souvent du dérangement dans les affaires, parce qu'on est obligé de préférer la réparation de ces ponts et chemins, pour les empêcher de périr et de laisser en arrière beaucoup d'autres dépenses nécessaires ; que cette affaire ayant été discutée à l'assiette de l'année dernière, il fut délibéré d'augmenter le préciput des ponts et chemins d'une somme de 4,000 livres par année, et le syndic fut chargé de faire les diligences nécessaires pour obtenir la permission d'imposer cette somme ; que les Etats généraux de la province ont approuvé que l'imposition en soit faite tous les ans, et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, a été unanimement délibéré que ladite somme de 4,000 livres sera imposée, tous les ans, à l'avenir, et qu'elle sera ajoutée, par augmentation, au préciput des ponts et chemins.

Ledit sieur syndic a dit, qu'en conséquence des délibérations prises aux Etats et assiette de l'année dernière, il a fait procéder au devis de la construction de deux avenues de Châteauneuf, l'une du côté de Mende, et l'autre du côté de la montagne ; au devis du chemin de Langogne à Saugues, et encore au devis du chemin du Malzieu à Serverette, passant par Saint-Alban ; et enfin au devis de la côte du Malzieu, allant vers Saint-Chély ; qu'en conséquence des mêmes délibérations, ledit sieur syndic a poursuivi, aux Etats de Languedoc, la permission d'imposer, en quatre années, une somme de 50,000 livres, pour être employée à la construction de ces différents chemins ; ce qui a été accordé, et a requis l'assemblée de délibérer d'imposer une somme de 10,000 livres à ce sujet.

Sur quoy, a été unanimement délibéré d'imposer la

somme de 10,000 livres, pour être employée à la construction desdits chemins, suivant les arrangements qui seront faits par MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il fut délibéré aux Etats du pays, tenus à Marvejols, l'année dernière, que le second tiers du capital de 16,000 livres des reliats des comptes de feu M. de Saint-Sauveur, qui devoit être payé alors, seroit employé à rembourser les derniers emprunts faits par M. de Saint-Sauveur, de la même manière qu'il en avoit été usé lors du paiement du premier tiers qui avoit été employé à rembourser M. Bastide, du Rachas ; qu'en conséquence de cette délibération, le second tiers, payé par M<sup>re</sup> de Saint-Sauveur, a été employé à rembourser, sçavoir : au sieur Magne, orfèvre, de la ville de Mende, 1,000 livres ; à M. Brun de Valier, 1,400 livres ; à M. le syndic du clergé de la ville de Mende, 2,000 livres ; au sieur Salleyx, maître-chirurgien de la ville de Mende, 1,000 livres, et a requis l'assemblée d'approuver lesdits remboursements.

Sur quoy, a été unanimement délibéré d'imposer la somme de 10,000 livres, pour être employée à la construction desdits chemins, suivant les arrangements qui seront faits par MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires.

Ledit sieur syndic a dit aussy, qu'en conséquence des ordres de MM. les commissaires ordinaires, il a fait délivrer à crédit, l'année 1737, plusieurs quantités de seigle au diocèse, dont il a néanmoins des assurances par écrit que les débiteurs sont solvables ; que quelques-uns ont payé en tout ou en partie, mais que certains autres sont fort en arrière, et demandent des délais

pour payer le montant de leurs billets ; que cette affaire est très importante pour le pays, puisque cet argent doit servir pour rembourser ceux qui ont prêté l'argent pour l'achat de ce même bled, auxquels on payera l'intérêt à cinq pour cent, jusqu'au jour du remboursement, et a requis l'assemblée de délibérer sur le délai qui doit être accordé à ces débiteurs.

Sur quoy, a été unanimement délibéré d'accorder un delay auxdits débiteurs, jusques à la fin du mois de septembre prochain ; que les poursuites seront commencées contr'eux, au 1<sup>er</sup> octobre et continuées jusques à l'entier payement des sommes dues. Et ledit syndic a été chargé de leur en donner avis par une lettre particulière.

Ledit sieur syndic, a dit encore que le Roy a accordé une diminution de 80,000 livres sur la capitation de la province de Languedoc, que le contingent du diocèse revient à la somme de ..... qui doit être distraite des rôles des communautés de ce diocèse, et a requis l'assemblée de délibérer. Surquoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette, pour faire cette distraction avec leur équité ordinaire, en faveur de toutes les paroisses.

Ledit sieur syndic, a dit que MM. les commissaires du pays esperent de recevoir incessamment une ordonnance de M. l'Intendant, qui détermine le montant de l'indemnité accordée à ce diocèse pour les cas fortuits arrivés aux récoltes de l'année dernière 1738, et a requis l'assemblée de délibérer. Surquoy, a été unanimement délibéré que la répartition de cette indemnité sera faite par MM. les commissaires du diocèse dans l'assemblée qui sera tenue pour la signature et confection des rôles de la capitation.

Ledit sieur syndic a dit aussi que l'assemblée est instruite que, depuis quelques années, on travaille à l'histoire de la carte de la province de Languedoc, que pour parvenir à la confection de ces deux ouvrages on a choisi des personnes qui se transportent dans tous les diocèses pour y prendre les noms de tous les lieux, des montagnes, des causses, des plaines et de leur étendue, élévation et le reste ; examiner le cours des rivières et des ruisseaux, la distance d'un lieu à l'autre, et en un mot toutes les particularités remarquables qui sont dans chaque pays ; que l'année dernière, 1738, on commença de faire ces différentes opérations dans le Gévaudan ; que ceux qui en sont chargés demandèrent des éclaircissements en différents endroits, mais qu'on leur donna quelques indications fausses ; que ces mêmes personnes doivent revenir cette année, pour finir leur ouvrage et corriger les fausses indications de l'année dernière ; qu'il seroit nécessaire d'en donner avis aux paroisses, afin qu'elles donnent des connaissances exactes pour la carte du Gévaudan, et a requis l'assemblée de délibérer. Surquoy, ledit sieur syndic a été chargé unanimement d'écrire une lettre circulaire aux communautés, pour les informer des différentes opérations qui doivent être faites pour la confection de la carte du Gévaudan, et de prier MM. les Curés, consuls et autres personnes entendues, de donner des connaissances et des éclaircissements conformes à la vérité afin que la carte du Gévaudan se trouve régulière et exacte.

Ledit sieur syndic a dit que MM. les commissaires ordinaires ayant été informés que les loups faisaient des ravages considérables dans le pays proposèrent à l'assemblée, tenue à Mende, en l'année 1737, d'accorder une

petite récompense à ceux qui en tueront; et en conséquence, il fut délibéré d'accorder une somme de 6 livres, pour chaque gros loup, dont on porteroit la tête à Mende; 3 livres, pour chaque petit loup, et 40 sols pour chaque loup de nichée; que le nombre de loups et louveteaux tués depuis l'assiette de l'année 1737 jusques à l'assiette de l'année 1738 est de 83, et que le nombre de louveteaux tués depuis l'assiette de l'année 1738 jusques à présent est de 113, et, a requis l'assemblée de délibérer, s'il convient de continuer de payer la même récompense à ceux qui tueront des loups. Surquoy, a été unanimement délibéré que le syndic du diocèse continuera de payer 6 livres pour chaque gros loup, 3 livres pour chaque petit loup, et 40 sols, pour chaque loup de nichée, sur les certificats de MM. les curés et consuls, que les loups et louveteaux ont été tués dans leurs paroisses.

Ledit sieur syndic a dit que, sur les plaintes réitérées qui ont été portées verbalement et par écrit à Mgr l'évêque de Mende et à MM. les commissaires ordinaires par plusieurs particuliers de toutes les communautés du diocèse sur le préjudice que le sel de Périac cause à ce pays, depuis le mois d'août 1737, qu'il y fut introduit; le remontrant fut chargé par Mgr l'évêque, le 6<sup>e</sup> décembre dernier, d'écrire une lettre circulaire, dont les exemplaires furent distribués en diligence dans toutes les paroisses du diocèse; que plusieurs communautés, ayant envoyé un extrait en forme de leur délibération, contenant les éclaircissements demandés par la lettre-circulaire; le remontrant fut aussy chargé par Mgr l'évêque de Mende et par MM. les commissaires du diocèse, de présenter une requête aux Etats généraux de la pro-

vince, pour leur faire connaître la triste situation où le pays se trouvoit réduit par la privation du sel de Peccais, et par l'introduction du sel de Periac ; que les États de Languedoc ont employé cette affaire dans le cayer qui doit être présenté au Roy, l'été prochain, et que MM. les députés à la Cour ont été chargées de supplier Sa Majesté d'ordonner qu'on fournira, au Gévaudan, du sel de Peccais, de la même manière qu'il en avoit été usé jusques au mois d'août 1737. Et comme le sel de Périac, avoit été introduit dans le Gévaudan, sur le fondement d'une analyse, faite par MM. de l'académie royale des sciences de Paris, et qu'on ne sçoit point encore de quelle manière cette analyse a été faite, Mgr le Président a écrit à M. le contrôleur général pour le prier de faire procéder, dans Montpellier, à une analyse juridique du sel de Periac et de Sijean, avec le sel de Peccais, les parties présentes ou duement appelées, afin qu'avant l'arrivé de MM. les députés du Languedoc, à Paris, on puisse fixer et déterminer la différence qu'il y a d'un sel à l'autre, et que, par ce moyen, l'affaire se trouve en état d'être décidée au mois d'août prochain ;

Surquoy, l'assemblée a remercié Mgr le Président de toutes ses bontés pour le bien et l'avantage du diocèse, et la supplié de vouloir bien les luy continuer.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le seizième mars mil sept cens trente neuf.

Signé : † G. Flor., év. de Mende.

---

1740

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du pays. — Le sel de Pecais préféré à celui de Sijean et de Périac de qualité inférieure. — Prix du sel. — Autorisation d'un emprunt de 50,000 livres pour secourir les particuliers dont la récolte a été emportée par l'orage. — Remboursement des sommes dues à divers créanciers. — Fixation du droit de quittance des receveurs. — Blé délivré à crédit par le diocèse. — Dette des héritiers de M. de Saint-Sauveur. — Gratification à ceux qui ont tué des loups. — Construction de l'avenue de Châteauneuf, et du chemin depuis la métairie de Vacherie, près Mende, jusques à la Croix de Chabanes. — L'achèvement des chemins du Malzieu à Serverette est retardé, ainsi que celui de Saugues à Langogne. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens quarante et le le lundy quatorzième jours du mois de mars. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoquez par ordre du Roy en la ville de Marvejols, sont venus à la salle de de l'hôtel de M. le comte de Peyre, où loge Mgr l'illustrissime et reverrendissime Sgr Mgr Gabriel-Florent de Choiseul-Beaupré, évêque, seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte de Gévaudan, conseiller du Roy en ses conseils, président-né des Etats et assiette dudit pays de Gévaudan, qui les attendoit; étant accompagné de M<sup>re</sup> Etienne Jaufroy, prêtre et chanoine de l'Eglise col-

légiale de N.-D. de la Carce, de la ville de Marvejols, vicaire général de Mgr l'évêque, et de MM. les commissaires ordinaires; et, tous ensemble sont allés à l'église collégiale de N.-D. de la Carce de ladite ville, pour y entendre la messe du St-Esprit. Après laquelle s'estant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du Bailliage de Gévaudan et royale ordinaire dudit Marvejols, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : mondit Sgr le Président sur un fauteuil placé sur une estrade élevée au desous d'un dais; et sur la gauche de cette estrade, à la tête du banc, M<sup>re</sup> Pierre de Michel du Roc, chevalier, Sgr du Roc, Brion, Pejas et autres lieux, ancien capitaine du régiment du Piedmont, commissaire principal desdits Etats et assiette; M<sup>r</sup> M<sup>e</sup> Guillaume Bruguière, conseiller du Roy, juge lieutenant-général au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif, en tour, pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel Amédée de Rochefort d'Aly, comte du St-Point et de Montferrant, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pournadoire et St-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>re</sup> Jean Chevalier, Sgr de Courbières, ancien capitaine d'infanterie, chevalier de l'ordre militaire de St-Louis; sieurs Aymard Brouhet et Guillaume Rebeyrolles, anciens 1<sup>er</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre; M<sup>re</sup> Géraud-Pierre de Michel du Roc, Sgr du Roc, Aldy, le Mas et autres places, maire de la ville de Marvejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang; et, sur le banc



dudit sieur baillif; MM. les barons et gentilhommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang, et les sieurs consuls et députés des autres villes et commandements dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

Ledit sieur de Brion du Roc, commissaire principal, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier le 1<sup>er</sup> février dernier, a dit que, nosseigneurs luy ordonnent, par leurs dites commissions, et à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Marvejols, commissaires ordinaires, comme lui, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenty et résolu résolu aux-dits Etats; lesquels deniers Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le Royaume, aussi bien que pour les appointements de Son Altesse serenissime, Mgr le duc du Maine, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires dans la province et de ce diocèse, et départements des deniers et gratifications extraordinaires contenues au billet, sur ce envoyé, signé Touzart, en attendant l'arrest de validation du conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payez aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année, et a remis les susdites commissions au greffier du diocèse pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions ensemble des instructions et autres actes y attachés

contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende et de Marvejols et du syndic du diocèse, députés auxdits Etats de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieurs commissaires principal, juge, lieutenant général au Bailliage, en tour pour le Roy, la présente année; et ledit sieur commis des nobles sont sortis de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre, au greffier, les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine; et, par MM. de la noblesse et députés du Tiers Etat, la main levée à Dieu; et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, président pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 1<sup>er</sup> février, seront imposées la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan; et les Etats, ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats généraux, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne

peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations , tant de MM. les barons et gentilshommes, seront refusées à l'avenir, conformément aux anciennes délibérations, si elles ne sont pas accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, président pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Surquoy, les sieurs Gros, syndic, et de Lhermet, greffier étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Gros, dans la charge de syndic, et le sieur de Lhermet, dans la charge de greffier. Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Gros et de Lhermet ; lecture leur a été faite de la présente délibération et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir le devoir de leurs charges; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic a dit que l'assemblée est instruite que, par arrest du Conseil du 6<sup>e</sup> may 1724, le prix du sel fut augmenté de 3 livres 10 sols dans le grenier de Mende, et de 3 livres 15 sols dans les greniers de Marvejols et de Langogne ; que le pais demanda la suppression de cette augmentation par des mémoires réitérés ; que Mgr le

Président se donna de grands mouvements, pendant plusieurs années, pour l'obtenir et qu'elle fut enfin accordée par un arrêt du Conseil du premier janvier 1757; que MM. les fermiers des gabelles, pour priver les habitants du Gévaudan de la grâce que le Roy leur avoit fait, imaginèrent d'ôter au Gévaudan le sel de Peccais, dont ils étoient toujours servis et de substituer à sa place un autre sel, appelé de Sijean et de Périac; qu'ils obtinrent une ordonnance de M. l'Intendant du Languedoc à ce sujet le 22<sup>e</sup> août 1757; qu'en conséquence, le sel de Périac, mêlé avec celui de Sijean, fut introduit dans le Gévaudan; que cette introduction fut confirmée par un arrêt du Conseil, du 1<sup>er</sup> octobre de la même année; mais que, par les différents usages qu'on fait du sel dans ce pays, on a reconnu bientôt que le sel de Périac et de Sijean, est inférieur, au moins d'un quart, à celui de Peccais; ce qui déterminâ cette assemblée à charger le syndic du pays, de présenter une requête aux Etats du Languedoc, tenus à Montpellier, au mois de décembre 1758, pour les supplier d'employer cette affaire dans le cahier qui devoit être présenté au Roy et de charger MM. les députés, à la Cour, de demander que l'usage du sel de Peccais fût rétabli dans le Gévaudan. MM. les députés des Etats du Languedoc ayant fait leurs remontrances, l'année dernière 1759, le Roy, ordonna qu'il seroit fait, à Paris, une analyse du sel de Peccais et de celui de Sijean et de Périac; et qu'à cet effet, on prendroit un minot de sel aux salins de Peccais, de la Saunaison de 1758; un demi minot de sel de Sijean et un demi minot de sel de Périac, de la saunaison de la même année; lesquels deux demy minots seroient mêlés ensemble, pour former un minot.

M. l'Intendant de Languedoc ayant été chargé de cette commission, le syndic du pays lui présenta deux requêtes, au mois de janvier dernier ; sur lesquelles M. Novy de Caveyrac, subdélégué à Nîmes, fut nommé commissaire pour la délivrance du minot qui devoit être pris aux Salins de Peccais, et M. Rome, subdélégué à Narbonne, fut nommé commissaire pour la délivrance du sel qui devoit être pris aux salins de Periac et de Sijean, le syndic du pays se transporta aux Salins de Peccais, il assista au mesurage du minot de sel qui fut mis dans un sac cacheté par le commissaire, par le procureur général des gabelles et par le syndic du diocèse ; lequel sac fut mis ensuite dans une caisse qui fut portée au greffe de l'intendance à Montpellier. On observa les mêmes formalités pour la délivrance des sels de Sijean et de Periac, qui furent melez, pour former un minot ordinaire de sel de Sijean et de Périac, qui fut déposé au bureau des fermes, à Narbonne, pour être envoyé au greffe de l'intendance à Montpellier, lorsque les inondations auroient cessé et que les passages seroient libres. Le syndic du pays, étant de retour à Montpellier, rendit compte de ses voyages à M. l'Intendant et lui remit les procès-verbaux faits à Peccais et à Narbonne, pour être envoyez à M. le contrôleur général à Paris, avec les deux minots de sel. Sur quoy, l'assemblée à remercié Mgr le Président de ses bontés pour le diocèse, et la supplié de vouloir bien les lui continuer pour le succès de cette affaire.

Ledit sieur syndic a dit aussi que Mgr le Président a demandé un nouvel arrest du Conseil qui fixe à l'avenir le prix du sel dans le Gévaudan à 24 livres, et qu'on espère d'obtenir, tout au moins, une prorogation pour

quelques annés. Sur quoy, ledit sieur syndic a été chargé de faire les diligences nécessaires pour obtenir cet arrêt.

Ledit sieur syndic a dit encore que Mgr l'évêque de Mende et MM. les commissaires du diocèse ayant été informez que l'orage de vent et de grêle, arrivé dans ce pays la nuit du 18 au 19 du mois de juin dernier, avait fait des ravages considérables et emporté toute la récolte dans l'étendue de 93 paroisses; et, craignant avec un juste fondement que les terres ne demeuraissent incultes, il s'assemblerent le 26 août dernier, et, après beaucoup de réflexions, ils délibérèrent d'emprunter une somme de 50,000 livres, pour être distribuée, par prêt, à ceux qui n'avoient aucun moyen ny aucunes ressources pour acheter des semences; l'emprunt feut fait en conséquence, et l'argent ayant été déposé, conformément aux réglemens, entre les mains de M. le Receveur en exercice, il fut distribué sur les Etats de répartition; qui furent dressés, dans les communautéz grelées, en vertu de l'autorization de MM. les commissaires du diocèse.

Les Etats généraux de la province ayant eu connoissance de cet emprunt et de la distribution qui en avoit été faite, les ont approuvés et autorizés. Ledit sieur syndic requiert pareillement l'assemblée d'y donner son approbation et autorization et de le renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette pour qu'il et clôturer le compte qui doit en être rendu. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement approuvé et autorisé la délibération prise par MM. les commissaires ordinaires, le 26<sup>e</sup> août dernier; l'emprunt des 50,000 livres fait en conséquence, et la distribution de cette

même somme pour prêt, à ceux qui n'avoient aucuns moyens ny aucunes ressources pour ensemençer leurs terres; et a été renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette, pour ouïr et clôturer le compte qui doit être rendu.

Ledit sieur syndic a dit aussy que Mgr le Président a si bien fait connoître le triste état où ce pays se trouve réduit et l'impossibilité de pouvoir faire le recouvrement de la somme de 50,000 livres, empruntée et distribuée, par prêt pour les semences; qu'on a tout lieu d'espérer qu'on obtiendra un arrest du Conseil pour le don et remise de cette somme, en capital et intérêts, dans cinq années, et qu'on fournira bientôt le fonds de cette année, qui doit être de 12,500 livres en capital et intérêts; et a requis l'assemblée de délibérer sur l'employ de cette somme. Sur quoy, l'assemblée a remercié Mgr le Président des grands soins qu'il prend pour procurer des soulagemens au pays, et a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires pour rembourser 10,000 livres de capital, et d'employer 2,500 livres restantes, au payement des intérêts de l'entière somme de 50,000 livres.

Ledit sieur syndic a dit que, par arrest du Conseil, du 17<sup>e</sup> octobre 1739, le Roy a eu la bonté d'accorder une somme de 50,000 livres aux paroisses du diocèse de Mende, qui ont été grélées, la nuit du 18 au 19 du mois de juin dernier; mais qu'on n'a point reçu encore les instructions nécessaires pour procéder à la répartition de cette somme. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires pour faire cette répartition.

Ledit sieur syndic a dit encore que la grêle a fait des

ravages dans le diocèse, postérieurement au mois de juin dernier, jusques dans le mois d'octobre ; qu'on espère d'obtenir une indemnité en faveur des paroisses qui ont souffert le dommage ; mais qu'on ne sait point encore quel sera le contingent du diocèse à ce sujet. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires, lorsqu'ils auront receu l'avis et les instructions nécessaires pour faire la répartition.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'au mois d'aoust dernier, il fut accordé un surcis aux communautés grélées la nuit du 18 au 19 du mois de juin, pour le montant de la taille des terres endommagées, relativement aux procès-verbaux des dommages ; mais que plusieurs personnes, abusant de ce surcis, en ont pris prétexte pour répandre dans le public que la taille et la capitation de l'année 1739, sont données en entier, même de la taille et capitation de l'année 1740 ; que Mgr le Président et MM. les commissaires du diocèse, ayant été informés de ce faux bruit, ont fait écrire une lettre circulaire le 1<sup>er</sup> de ce mois, contenant : 1<sup>o</sup> que le Roy n'a fait aucun don, remise, ny modération sur la capitation ; qu'il n'a fait don que de 50,000 livres sur les taillés, de l'année 1739, aux paroisses grélées la nuit du 18 au 19 du mois de juin ; que ce don sur la taille, ne peut pas suffire pour payer le montant du surcis, qui va à 81,000 livres, suivant les calculs qu'on a fait de la taille, employée dans les procès verbaux des dommages ; que par conséquent il faudra payer trois huitiemes de la taille surcise ou employée dans les procès-verbaux, et même quelque chose de plus ; que cependant on doit laisser subsister le surcis pour l'entière somme de 81,000 livres, jusques à ce qu'on soit plâinement informé des dons qui seront



faits au diocèse. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires.

Ledit sieur syndic a dit, qu'en conséquence du jugement rendu sur les impositions de l'année 1738, et de la délibération prise à l'assiette de l'année dernière, cette assemblée doit être informée de l'employ de la somme de 7,627 livres, imposée dans le département des frais d'assiette de ladite année 1738, pour le remboursement d'une partie des emprunts qui furent faits en l'année 1737, pour l'achat des blés, et encore de l'employ de la somme de 2,361 livres, procédant du reliquat du compte dudit blé, qui feut rendu par M. Lequepeys, en ladite année 1738; revenant les deux sommes à celle de 9,988 livres. Sur quoy, ledit sieur syndic a représenté à l'assemblée que cette somme a été employée à rembourser, savoir : 700 livres à M. de Malgoires, et 3,000 livres aux dames religieuses de Langogne; que la quittance des 7,000 livres, remboursées à M. de Malgoires, sera employée dans le compte que M. Lequepeys, receveur en exercice, doit rendre demain à l'assiette; et que la quittance des 3,000 livres, remboursées aux dames religieuses de Langogne, sera rapportée dans l'appurement des comptes de M. Lequepeys; et a requis l'assemblée d'approuver et autoriser lesdits remboursements. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement approuvé et autorisé le remboursement de 7,000 livres, fait à M. de Malgoires, et le remboursement de 3,000 livres fait aux dames religieuses de Langogne.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été rendu un jugement par MM. les commissaires, nommés pour régler tout ce qui concerne l'administration des affaires

des villes et communautés de la province de Languedoc, portant, entre autres choses, que les droits de quittance, attribués à MM. les receveurs et contrôleurs des tailles de ce diocèse, seront réduits à 11 livres 11 sols, l'année de l'exercice du receveur et contrôleur triennal ; et que le port de la mande cédera au profit de ceux qui sont chargés de l'envoyer, et qui font les frais de l'envoy ; que les années de l'exercice des receveurs anciens et alternatifs, l'imposition des droits de quittance sera de la somme de 13 livres 16 sols. Sur quoy, le syndic du diocèse a représenté à l'assemblée que les droits de quittance, imposés en faveur de MM. les receveurs de ce diocèse, montent, tous les ans, à la somme de 14 livres 4 sols ; ce qui forme un excédent de 8 sols par communauté, l'année de l'exercice du receveur et contrôleur triennal ; que M. de Joubert, syndic général de la province de Languedoc, marque, par sa lettre d'avis, du 1<sup>er</sup> de ce mois, que MM. les commissaires nommés pour ce qui concerne l'administration des affaires de cette communauté, pourvoient incessamment à la restitution de ce qui peut avoir été exigé induement par le passé, et qu'ils se disposent à en prendre connoissance. Ledit syndic a requis l'assemblée de lui donner pouvoir de régler, dans trois mois, avec MM. les receveurs et contrôleurs de ce diocèse, ce qui peut avoir été induement exigé par le passé, et de ce qui se trouve entre les mains de MM. les receveurs, concernant les droits du contrôleur triennal, qu'ils n'ont payé à personne, et qu'en refus, par MM. les receveurs, de vouloir venir à compte à ce sujet, le requérant se pourvoira par devant MM. les commissaires nommez pour l'administration des affaires des communautaz. Ledit sieur syndic a aussy re-

quis l'assemblée de nommer une personne pour recevoir ce qui se trouvera deu par MM. les receveurs et pour en donner compte à l'assiette de l'année prochaine. Sur quoy, a été unanimement délibéré et donné pouvoir au syndic du diocèse, de venir à compte et de régler, dans trois mois, avec MM. les receveurs et contrôleurs des tailles de ce diocèse, depuis 29 années, l'excédant de 8 sols, qu'ils ont reçu, par année de chaque communauté, qui sont entre les mains desdits sieurs receveurs, pour les années de l'exercice triennal; et, en refus, par MM. les receveurs et contrôleurs de venir à compte à ce sujet, ledit sieur syndic a été chargé de se pourvoir, après les trois mois, par devant MM. les commissaires nommez pour ce qui concerne l'administration des affaires des communautés; et M. de Lequepeys, qui doit entrer en exercice cette année, ou celluy qui fera la recette pour luy, ont été chargés de recevoir les sommes qui seront dues, suivant le compte qui sera arrêté entre MM. les receveurs et contrôleurs et le syndic du diocèse, et il sera rendu raison de tout aux Etats du pays de l'année prochaine, afin qu'on puisse fixer dans les mandes de la taille ce qui doit être imposé à l'avenir par chaque communauté, pour les droits des receveurs et contrôleurs des tailles.

#### De relevée.

Ledit sieur syndic a dit aussy, qu'en conséquence des ordres de MM. les commissaires ordinaires, il a fait délivrer, à crédit, l'année 1757, plusieurs quantité de seigle du diocèse, dont il a néanmoins des assurances par écrit, que les débiteurs sont solvables; que quelques-uns ont payé, en tout ou en partie; mais que certains autres

sont fort en arrière et demandent des délais pour payer le montant de leurs billets; que cette affaire est très importante pour le pays, puisque cet argent doit servir pour rembourser ceux qui ont prêté l'argent pour l'achat de ce même blé, auxquels on payera l'intérêt à cinq pour cent, jusqu'au jour du remboursement; qu'il fust délibéré, l'année dernière, d'écrire une lettre circulaire à tous les débiteurs, pour les avertir de payer et de faire des diligences contre eux, jusques à l'entier recouvrement des sommes dues; mais que MM. les commissaires ordinaires crurent devoir suspendre les poursuites jusques à cette année, à cause de l'Etat pitoyable auquel furent réduites la plupart des communautés par la grêle; et a requis l'assemblée de délibérer sur le délai qui doit être accordé à ces débiteurs. Sur quoy, a été unanimement délibéré d'accorder un délai auxdits débiteurs jusques à la fin du mois de septembre prochain; que les poursuites seront commencées contre eux, au 1<sup>er</sup> octobre, et continuées jusques à l'entier payement des sommes dues: et, ledit sieur syndic a été chargé de leur en donner avis, par une lettre particulière.

Ledit sieur syndic a dit que les héritiers de M. de St-Sauveur doivent payer, aux premiers juin prochain, le dernier tiers du capital de 16,000 livres, ensemble les intérêts de ce dernier tiers, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1758 jusques au 1<sup>er</sup> juin prochain; et, a requis l'assemblée de nommer une personne pour recevoir cet argent et l'employer à rembourser les sommes empruntées par M. de St-Sauveur. Sur quoy, l'assemblée a chargé M. le receveur en exercice, cette année, de recevoir lesdites sommes en capital et intérêts, et d'en donner compte à l'assemblée prochaine.

Ledit sieur syndic a dit, qu'en conséquence de la délibération des Etats de l'année dernière, il a continué de payer six livres pour chaque gros loup, dont on a porté la tête à Mende, 3 livres pour chaque petit loup, et 40 sols pour chaque loup de nichée; qu'on en a porté 55, depuis l'assiette de l'année dernière; que l'année précédente, il y en eût 115, et l'année d'aparavant 83, et, a requis l'assemblée d'approuver les paiements faits aux porteurs de têtes de loups, et a été donné pouvoir audit sieur syndic, de continuer de payer six livres pour chaque gros loup; 3 livres pour chaque petit loup, et 40 sols pour chaque loup de nichée, sur les certificats de MM. les curés et consuls, contenant que les loups et louveteaux ont été tués dans leurs paroisses.

Ledit sieur syndic a dit qu'en conséquence des délibération des Etats et assiette de l'année dernière, MM. les commissaires du pays firent publier la construction de l'avenue de Châteauneuf, du côté de la montagne; que les moins dites furent reçues et l'adjudication faite, le dimandhe 30 août dernier, aux sieurs Dominique Ramvier, de Pradelles, et Antoine Bastide, derniers moins disans, à la somme de 3,000 livres; qu'en conséquence, le contract de prix fait fut passé par le député de la communauté de Chateauneuf, conjointement avec le syndic du diocèse, et que le député de la communauté de Chateauneuf paya, lors du contract, le premier tiers dudit ouvrage qui devoit êtreourny par ladite communauté, et a requis l'assemblée d'approuver et autorizer l'adjudication faite par MM. les commissaires auxdits sieurs Bastide et Ramvier, et le contrat du bail qui leur a été passé en conséquence.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement approuvé l'ad-

judication qui a été faite, par MM. les commissaires du pays, aux sieurs Bastide et Ramvier, de la construction de l'avenue de Chateauneuf, du côté de la montagne, au prix de 3,000 livres, et le contract de bail qui a été passé en conséquence par le député de la communauté de Chateauneuf et par le syndic du diocèse.

Le syndic du diocèse a dit encore, qu'en conséquence des délibérations des Etats et assiette de l'année dernière, MM. les commissaires du diocèse firent publier paraillement la construction de l'avenue de Mende, depuis la croix de Chabannes jusques à la métairie de Vachery ; que l'adjudication en fut faite, le dimanche 6<sup>e</sup> septembre dernier, au sieur Bremond, sous le cautionnement de feu sieur Michel Balmes et sieur Jean Lapize, au prix de 3,000 livres, et que ledit Michel Balmes étant décédé avant la passation du contract, on feut obligé de le passer audit sieur Bremond, le 28 septembre dernier, sous le cautionnement dudit sieur Jean Lapize, seulement, à condition néantmoins qu'on ne délivrera de l'argent au dit sieur Brémond, qu'à fur et à mesure que l'ouvrage s'avanceroit ; que ledit sieur Brémond commença l'ouvrage et le continua jusqu'au commencement du mois de décembre, que le sieur Brémond demanda qu'il lui fut permis de l'interrompre jusqu'au printemps de cette année. MM. les commissaires du diocèse, lui représentèrent qu'ayant fait empierrer une partie du chemin depuis la croix de Rozan, vers la ville de Mende, sans le faire engraver, on ne pouvoit plus aller sur ce chemin ; que les voitures et les cavaliers étaient obligés de faire un grand détour et de passer dans les possessions des particuliers ; qu'il devoit perfectionner cette partie, et que le public ne devoit pas souffrir de sa négligence.

Ledit sieur Brémond n'ayant point déferé aux représentations de MM. les commissaires, le requérant feut chargé de lui faire un acte, le 9<sup>e</sup> dudit mois de décembre, pour lui protester que MM. les commissaires fairoient finir l'empierrement de ladite partie du chemin et la fairoient engraver, et généralement mettre en état dans l'étendue dudit chemin, tout ce qui pourroit empêcher les voitures et les voyageurs de passer ; et que la dépense qui seroit faite à ce sujet seroit imputée sur le prix de l'ouvrage ; et a requis l'assemblée d'approuver et autorizer l'adjudication faite au sieur Bremond par MM. les commissaires ordinaires ; le contract de bail passé en conséquence, les diligences qui ont été commencées et de renvoyer à MM. les commissaires ordinaires pour les continuer et faire parachever ledit chemin. Sur quoy, l'assemblée a unanimement approuvé et autorisé l'adjudication faite audit sieur Brémond par MM. les commissaires ordinaires ; le contract de bail qui a été passé en conséquence ; les diligences qui ont été commencées contre ledit sieur Brémond, et a été renvoyé à MM. les commissaires ordinaires pour les continuer et faire parachever ledit chemin.

Ledit sieur sindic a dit encore, qu'il fut délibéré, à l'assemblée de l'année dernière, de parachever le chemin du Malzieu à Serverette ; et, en conséquence le requérant fut chargé de faire faire des copies du devis de ce qui reste à faire, de les envoyer dans les lieux principaux, de les y faire publier et afficher, suivant l'usage, et que l'adjudication feut indiquée au 27 juillet ; mais que Mgr le Président et MM. les commissaires, résidant à Mend jugèrent à propos de renvoyer l'exécution de cette délibération à cause de la situation déplorable ou le pai

se trouva réduit par la grêle, arrivée la nuit du 18. au 19 du mois du juin ; et a requis l'assemblée de délibérer. Surquoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en l'année 1738, on commença de construire un chemin de Saugues vers Langogne, et que l'ouvrage feut suspendu l'année dernière, non seulement par rapport aux malheurs du pays, mais encore parce qu'on feut informé que l'Auvergne devoit faire travailler à un chemin aboutissant auprès de Saugues, et on a cru qu'il serait plus avantageux au public de travailler depuis la ville de Saugues jusques à la jonction du chemin de l'Auvergne ; et a requis l'assemblée de délibérer sur le party qu'il convient de prendre. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il y a tous les ans des dégradations extraordinaires aux ponts et chemins et a requis l'assemblée d'y pourvoir. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité, et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Marvejols, le quatorzième mars mil sept cents quarante.

Signé : † G. Flor., évêque de Mende.

---

1741

*MM. les commissaires de l'assiette. — Places assignées à MM. des Etats. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — M. de Courbier, ex-consul de*



*Mende, veut prendre le rang et séance de 1<sup>er</sup> consul, et proteste au sujet du refus qui lui est fait. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du diocèse. — Prestation du serment. — Le reliquat du compte de M. de Saint-Sauveur employé au remboursement des créanciers. — Prétentions des fabricants de bas de la ville de Nîmes, contre ceux qui en fabriquent dans le Gévaudan. — Résultat de l'analyse du sel de Pecais, de Sijean et de Peiriac, faite par MM. de l'académie des sciences. — Indemnité pour dommages causés aux récoltes. — Les doubles emplois et non-valeurs de la capitation à supporter par les communautés. — Règlement pour la reddition des comptes des administrateurs communaux. — Autorisation des dépenses faites pour réparer les chemins. — La construction de celui de Sauques à Langogne est jugée inutile. — Changement proposé d'une partie du chemin de l'Empéry à Marvejols, et offres de M. de Pineton. — Clôture des Etats. — Mémoire du Syndic de Gévaudan sur le chemin de Sauques à Langogne et de Sauques en Auvergne.*

L'an mil sept cens quarante-un, et le mercredi cinquième jour du mois d'avril. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du palais épiscopal, où Mgr l'illustrissime et révérendissime Sgr Mgr Gabriel-Florent de Choiseul-Beaupré, évêque, seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan, conseiller du Roy en tous ses Conseils, président-né des Etats et assiette les attendoit, étant accompagné de M<sup>re</sup> Estienne Jaufroy, prêtre, chanoine, archidiacre de l'église cathédrale de Mende et vicaire général de Mgr

L'évêque de Mende, et de MM. les commissaires ordinaires, et, tous ensemble, sont allés à l'église cathédrale dudit Mende, pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, étant revenus audit palais épiscopal, ils ont pris chacun leur place et séance dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, sçavoir : Mgr le Président, sur un fauteuil, placé sur une estrade élevée, au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette estrade, à la tête du banc, noble Mathieu Gros, syndic du pays de Gévaudan, commissaire principal desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Emmanuel de Bessuéjols, chevalier, Sgr marquis de Roquelaure, Bessuéjols, Montchaanson et Taulet, Ceirac, Gabriac, Lassouq, de Bacon-l'Eglise, en Gévaudan, comte et baron d'Apcher, Sgr et baron de la ville de Saint-Chély et autres places, ci-devant guidon des gens d'armes de la Reyne, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, baillif dudit pays de Gévaudan, en tour pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de St-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pognadoire et Saint-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; sieurs Charles Mullot et Jacques Pigeire, second et tiers consuls de la ville de Mende, l'année dernière ; M. de Saint-Laurens, lieutenant, maire de ladite ville, étant absent, commissaires desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre ; M<sup>re</sup> Géraud-Pierre de Michel du Roc, Sgr du Roc, Aldy, le Mas et autres places, maire de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc, à la droite de Mgr le Président, chacun sui-

vant son rang ; et, sur le banc dudit sieur bailif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant leur rang ; et, les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auidits Etats, assis sur le bas-banc.

M. Gros, syndic et commissaire principal, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 6<sup>e</sup> février dernier, a dit que nosdits seigneurs lui ordonnent, par par leursdites commissions, et à M. le bailif du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Marvejols, commissaires ordinaires, comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats ; lesquels deniers Sa Majesté veut être imposés la présente année, pour le soutien de l'Etat, et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime, Mgr le duc du Maine, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des deniers des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce envoyé, signé : Pujol, en attendant l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année, et a remis les susdites commissions au greffier du diocèse, pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions,

ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entre autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende et de Marvejols et du syndic du diocèse, députés auxdits Etats de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieurs commissaires principal, baillif du pays de Gévaudan, en tour, et ledit sieur commis des nobles sont sortis de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture. Et ayant fait appeler les consuls de Mende, s'est présenté M. de Courbière, ancien capitaine, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, 1<sup>er</sup> consul, l'année dernière, qui a remis la procuration de la communauté de Mende, et a requis d'être admis dans l'assemblée, pour y prendre le rang et séance du premier consul de Mende.

Mgr le Président lui a dit que cette place doit être remplie par M. de Laurens, pourvu de la charge de lieutenant de mairie de Mende, et qu'il le tient pour présent, étant informé des raisons légitimes qui l'ont empêché de se rendre à l'assemblée. Sur quoy, M. de Courbières, 1<sup>er</sup> consul, a représenté que l'entrée qu'il demande, luy appartient de droit, et par dévolu, le lieutenant se trouvant absent, et a fait ses protestations à ce et a prié Mgr le Président et l'assemblée d'agréer qu'il les notifie par acte, et qu'il se pourvoye où et pardevant qu'il appartiendra, et s'est retiré.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé, ayant

été prêté, sçavoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et, par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 5<sup>e</sup> février dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats généraux, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes, seront refusées à l'avenir, conformément aux anciennes délibérations, si elles ne sont pas accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instruc-

tions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Sur quoy, les sieurs Gros, syndic, et de Lhermet greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime de confirmer ledit sieur Gros, dans sa charge de syndic, et le sieur de Lhermet, dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Gros et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Ledit sieur syndic a dit qu'en conséquence des délibérations prises aux Etats et assiette de ce pays, en l'année 1734, il passa un acte de tranzaction le 25<sup>e</sup> may de la même année, avec madame de St-Sauveur et avec M<sup>re</sup> Jean-Aimé de Grégoire de St-Sauveur, écuyer du Roy, dans sa petite écurie, pour le payement des reliquats des comptes de feu M. de St-Sauveur, syndic, qui feurent réglés à la somme de 16,000 livres payables dans six années, un tiers de deux en deux ans, à commencer au 1<sup>er</sup> juin 1736, avec les intérêts à 5 pour cent, lesquels dimueroient à proportion des payements qui seroient faits sur le capital ; que M<sup>re</sup> de St-Sauveur et M<sup>r</sup> de St-Sauveur, écuyer, son fils, ont payé tout le capital et tous les intérêts à raison de 5 pour cent, conformément à ladite tranzaction ; que cette somme a été employée à rembourser, savoir : 6,000 livres à M. Bastide, de Prévénchères ; 1,000 livres. au sieur Magne, orphèvre de la la ville de Mende ; 1,400 livres à M. Brun de Maliers, advocat de la ville de Mende ; 2,000

livres à M. le syndic du clergé de la ville de Mende ; 1,000 livres au sieur Salleyx, maître chirurgien de la ville de Mende ; 2,000 livres à M. Rodier de Langogne, et 4,443 livres à M<sup>re</sup> de Prades, de Marvejols ; revenant en tout, lesdits remboursements à la somme de 17,843 livres ; et a requis l'assemblée d'approuver les remboursements cy-dessus mentionnés et les quittances faites en capital et intérêts à feu M<sup>re</sup> de St-Sauveur et aux héritiers de feu St-Sauveur. Sur quoy, l'assemblée unanimement approuvé et autorisé les quittances du capital de 16,000 livres et des intérêts, faites à M<sup>re</sup> de St-Sauveur et aux héritiers de feu M. de St-Sauveur, et le remboursement des créanciers cy dessus mentionnez.

Le syndic du pais a représenté à l'assemblée que les marchands fabricants en bas de la ville de Nismes ont une jurande dans la ville de Nismes, qui s'étend dans les communautés des diocèses de Nismes et Alais, dont les privilèges consistent à empêcher que les bas ne soient fabriquez dans ces deux diocèses que par des ouvriers receus dans le corps des marchands fabricants en bas de la ville de Nismes ; que cette jurande a été établie par des arrest du Conseil, par des ordonnances de M. l'Intendant du Languedoc et par des conventions passées le 11 février 1713 entre les fabricants de Saint-Hypolite, Anduze, Ganges, et autres lieux des Cévennes du diocèse d'Alais, d'une part, et les marchands fabricants en bas de la ville de Nismes, d'autre part. Que les marchands fabricants en bas de la ville de Nismes abusant du terme générique des Cévennes qui se trouve dans leurs conventions, ont formé le dessein d'englober dans leur jurande les fabricants en bas des Cévennes du diocèse de Mende, et de les assujettir à leur maîtrise

Pour y parvenir, ils ont entrepris de faire une visite à St-Etienne de Valfrancisque, une des communautés du Gévaudan, où ils ont saisi un métier à bas à Etienne Dupuy, et ont rençonné 24 livres de Paul Turc, tous deux fabricants en bas, et les ont fait assigner, par devant M. l'Intendant à Montpellier, en condamnation d'amende et de confiscation de leurs métiers, avec inhibition et défenses de continuer de fabriquer des bas dans le Gévaudan.

Sur la requête d'intervention il fut rendu une ordonnance pour la communication des titres des marchands fabricants en bas de la ville de Nismes. Les titres communiqués ne faisant point mention du Gévaudan en aucune façon il a été présenté une seconde requête pour demander la cassation de la saisie du métier, la restitution des 24 livres et les défenses de faire aucune visite dans le Gévaudan. Cette seconde requête a été suivie de quelques instructions respectives, en sorte que cette affaire est aujourd'hui sur le point d'être jugée, et a requis l'assemblée d'approuver l'intervention, aussi bien que les poursuites déjà faites, et de lui donner pouvoir de les continuer. Sur quoy, l'assemblée a unanimement approuvé l'intervention en question et toutes les poursuites faites jusques à présent, et a été donné pouvoir audit sieur syndic de les continuer.

Ledit sieur syndic a dit que l'assemblée est instruite 1° des mouvements que Mgr se donne, depuis l'année 1738, pour obtenir que l'usage du sel de Peccais soit rétabli dans le Gévaudan, et qu'en conséquence les greniers à sel du Gévaudan soient fournis du sel de Peccais; de la même manière qu'ils l'ont été jusques en l'année 1737, qu'on substitua le sel de Periac et de Sigean, à la



place de celluy de Peccais; 2° que sur les mémoires et remontrances du païs, que le sel de Périac et de Sijean était inférieur, au moins d'un quart, à celui de Peccais; le Roy ordonna, en l'année 1739, qu'il seroit fait, à Paris, une analyse du sel de Peccais et de celui de Sijean et de Périac, de la même année, et qu'à cet effet, on prendroit un minot de sel au salins de Peccais, de la saunaison de 1758; un demi minot de sel de Sijean, et un demi minot de sel de Périac, de la saunaison de la même année; lesquels deux demy minot seroient mêlez ensemble pour former un minot; 5° que la procédure d'enlèvement des deux minots de sel fut faite d'autorité de M. l'Intendant du Languedoc, au mois de janvier 1740, et que lesdits deux minots de sel, duement cachetez, furent envoyés à M. le contrôleur général; il en fut rendu compte aux derniers Etats du pays.

M. de Joubert, sindic général du Languedoc, assista à l'ouverture des sacs du sel; il en vérifia les cachets qu'il trouva en bon état. Il sollicita ensuite M. le contrôleur général pour l'expédition de cette affaire, et MM. de l'académie royale des sciences, pour les engager à faire leur analyse et à dresser le rapport qui luy feut délivré le 25<sup>e</sup> novembre 1740.

Il résulte de ce rapport que le sel de Peccais est préférable à celui de Périac, et que dix mesures du sel de Peccais tiennent lieu de onze mesures et un cinquantième de mesure de sel de Périac et de Sijean; et, en multipliant les mesures du sel de Peccais et le bénéfice qu'elles produisent sur le sel de Périac et de Sijean, on trouvera que cinquante mesures du sel de Peccais en produisent cinquante-six du sel de Périac et de Sijean, et que cent mesures du sel de Peccais en produisent cent douze du sel de Périac et de Sijean; ce

qui prouve que le sel de Peccais, de l'année 1738, est supérieur d'un huitième ou de demi quart à celui de Périac et de Sijean, de la même année. On trouvera un autre huitième ou de demy quart de bénéfice et même audelà dans l'ancienneté du sel de Peccais sur celui de Sijean et de Périac conformément à ce qui a été avancé dans les mémoires fournis par le Gévaudan. Il est notoire, et tout le monde convient que les sels acquièrent des degrés de force ou de salure par l'ancienneté ; par exemple, qu'un sel de Périac, facturé en l'année 1756, s'altera beaucoup plus que le même sel de Périac, facturé en l'année 1738. Or, le sel de Peccais, qui est plus ancien de cinq ou six années que celui de Périac et de Sijean, doit par conséquent saler davantage, à cause de son ancienneté, indépendamment de la supériorité qu'il a de sa nature, suivant l'analyse de MM. de l'académie royale des sciences de Paris ; et, a requis l'assemblée de délibérer que ladite analyse sera transcrite à la suite du présent procès-verbal.

Sur quoy, l'assemblée a remercié Mgr le Président, des soins qu'il a bien voulu se donner dans cette affaire, et l'a supplié de continuer ses bontés au païs, pour la faire réussir ; et, a été délibéré que l'analyse de MM. de l'académie royale des sciences de Paris, sera transcrite à la suite du présent procès-verbal.

Ledit sieur syndic, a dit encore que la grêle et autres accidents du ciel, firent des ravages considérables dans plusieurs paroisses et communautéz de ce païs, dont il fut dressé des procès-verbaux, qui furent envoyés à Montpellier ; qu'on espère d'obtenir une indemnité ; mais qu'on ne sçait point encore ny le montant de l'indemnité, ny en quel temps seront envoyées les instruc-

tions nécessaires pour en faire la répartition ; et, a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires pour procéder à la répartition de ladite indemnité, lorsqu'ils en auront receu l'avis et les instructions nécessaires.

Ledit sieur syndic a dit encore que MM. les commissaires ordinaires du diocèse s'étant aperçus, depuis quelques années, que les non-valeurs, et les doubles emplois augmentoient considérablement dans les rolles de la capitation de quelques communautés, et que le général du diocèse qui les supportoit, en étoit surchargé ; il feut déterminé que chaque communauté supporteroit, à l'avenir, les non-valeurs et les double emplois qui se trouveroient dans ses rolles, et que le collecteur du rolle en dresseroit un état qu'il fairoit approuver et autorizer par les consuls, et principaux habitants, pour les remettre en cette forme à MM. le commissaire de la capitation, à son arrivée dans la communauté, afin qu'il fit comprendre le montant de cet état par augmentation dans le nouveau rolle en faveur de l'ancien collecteur ; que depuis cet arrangement les non-valeurs et les doubles emplois ont beaucoup diminué, parce que MM. les consuls ont l'attention de n'employer dans les rolles que les articles valables, pour prévenir, dans l'année suivante, une augmentation de capitation, qui pourroit retomber sur eux comme sur les autres ; que d'ailleurs, chaque communauté, devant supporter, ses non-valeurs et doubles emplois, on les discute avec beaucoup d'exactitude, et on n'alloue au collecteur que celles qui ne peuvent point lui être refusées ; ce qui ne se pratiquoit point, lorsque les non-valeurs et les doubles emplois étoient supportés par le général du diocèse ;

que les consuls et autres personnes envoient au contraire des mémoires pour porter MM. les commissaires à accueillir les non-valeurs et les doubles emplois ;

Que quelques collecteurs se plaignent qu'on refuse, dans certaines communautés, d'examiner les états par eux remis à ce sujet et de les arrêter, et que, par ce refus ils se trouvent en souffrance du montant desdites non-valeurs et doubles emplois, et a requis l'assemblée de délibérer sur la plainte portée par lesdits collecteurs. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré que les non-valeurs et doubles emplois, qui se trouveront dans les rôles de la capitation, seront supportés par les communautés, chacune comme les concerne et que l'état desdits non valeurs et doubles emplois, sera dressé, par chaque collecteur, avant la fin de l'année de sa collecte, et présenté aux communautés pour être examiné et arrêté, et le montant être ensuite ajouté par augmentation au rôle de l'année suivante par MM. les commissaires de la capitation, et ledit sieur syndic a été chargé de donner avis de la présente délibération par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit qu'il a reçu, de M. le syndic général de la province de Languedoc, un projet de nouveau règlement sur la reddition des comptes des communautés, à commencer par les comptes de l'année 1741, et un mémoire qui accompagne ledit projet, et a requis l'assemblée d'ordonner la lecture de l'un et de l'autre. Sur quoy, l'assemblée ayant fait lire le projet des articles du nouveau règlement sur la reddition des comptes, et le mémoire de M. le syndic général de la province, et les voix ayant été recueillies, l'assemblée a trouvé que ce projet est très clair et très simple ; que

l'exécution en sera utile et avantageuse aux communautés et aux comptables ; et a été délibéré qu'il sera donné avis aux communautés que le nouveau règlement, devant avoir lieu pour l'année 1740, annulera les nominations des auditeurs qui pourront avoir été faites dans les communautés pour clôturer les comptes de ladite année, aussi bien que les clôtures desdits comptes qui pourroient avoir été faites dans les communautés.

Quant au dépôt qui doit être fait d'un original des comptes et des pièces justificatives d'iceux, a été dit qu'il étoit plus sûr et avantageux, pour les communautés qui n'ont point d'archives, de les laisser au greffe du diocèse. Et à l'égard des communautés, telles que Mende, Marvejols et autres qui ont des archives pour déposer leurs papiers, a été dit aussi qu'il étoit convenable de leur laisser la liberté d'opter par délibération, de laisser le second original du compte, avec les pièces justificatives aux archives du diocèse, ou de charger quelqu'un, tous les ans, de les retirer, pour les remettre aux archives de la communauté, attendu qu'il y a quelquefois dans les comptes, non-seulement des quittances mais encore des ordonnances, des jugements, des obligations et autres actes dont les communautés peuvent avoir besoin, surtout pendant un certain temps.

Quant à l'honoraire de l'auditeur, dont l'imposition doit être faite tous les dans le département des deniers ordinaires, nos seigneurs les commissaires du Roy et des Etats sont suppliez de le taxer modérément.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence des délibérations prises par MM. les commissaires ordi-

naires, il a été fait des réparations extraordinaires en divers endroits du diocèse, sçavoir : à Saint Etienne de Valfrancisque, pour 840 livres ; au pas de Saunier, près le Collet, pour 400 livres ; au valat de Lescare-Vieille, pour 200 livres ; au valat de la Borie, près Fabrègues, pour 50 livres ; auprès de la rivière de Merlet, montée de Pereiret, pour 120 livres ; au pont de Ste-Croix, pour 30 livres ; à la Talia, près Mialet, pour 50 livres ; au pont du Revel, pour 80 livres ; à l'entrée de Gabriac, pour 53 livres ; au ponteau de St-Martin-de-Lansuscle, pour 30 livres ; au valat du Cremat, pour 60 livres ; au pont des Crozes, pour 40 livres ; au pont du Mazel, pour 55 livres ; à l'avenue dugrand pont de St-Martin, 25 livres ; à l'avenue d'Ispagnac vers Florac, pour 900 livres ; au pastoral de Cultures, pour 105 livres ; à St-Léger-de-Peire, pour 215 livres ; que lesdites réparations reviennent à la somme de 5,503 livres, qui ont été payées aux entrepreneurs, en conséquence de contrats de prix fait, après la réception desdits ouvrages, qu'il a requis l'assemblée d'approuver et autorizer aussi bien que les payements. Sur quoy, l'assemblée a unanimement approuvé et autorisé lesdits ouvrages extraordinaires et les payements qui en ont été faits, conformément aux contrats de prix fait.

Ledit sieur syndic a dit qu'il feut délibéré, en l'année 1738, de construire le chemin de Saugues à Langogne, et qu'on commença d'y travailler, la même année, pour deux raisons : la première, parce qu'on creut ce chemin nécessaire pour le commerce ; la seconde, que la dépense n'yroit pas à plus de 8 à 10,000 livres ; mais que depuis ce temps-là, on a reconnu qu'on ne fait aucun commerce à Saugues qui attire l'étranger ; que d'ail-

leurs l'entreprise coûteroit plus de 80,000 livres; ce qui est au-dessus des fonds du pays, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, le sieur Masson, 1<sup>er</sup> consul de Saugues, a représenté à l'assemblée : 1<sup>o</sup> que ce chemin ayant été commencé, on doit le continuer et le finir; 2<sup>o</sup> qu'il sera utile aux voituriers du bas Languedoc qui voiturent en Auvergne, puisqu'il abrégera leur marche d'une journée, du bas Languedoc à Brioude; 3<sup>o</sup> que la communauté de Saugues a éclairci que la dépense de ce chemin n'yra pas à plus de 50,000 livres.

Le syndic du pays repliquant, a dit : 1<sup>o</sup> que les voituriers du bas Languedoc passeront toujours par la ville du Puy, pour aller en Auvergne, comme ils ont fait jusques à présent, attendu que cette ville, étant considérable par son commerce, les voituriers du bas Languedoc y portent des chargements et en prennent pour leur retour; ce qu'ils ne peuvent point faire à Saugues, ny sur la route de Saugues; 2<sup>o</sup> que le pays de Gévaudan, ne pouvant retirer aucun profit des voituriers qui vont du Languedoc en Auvergne, on ne peut point en prendre un prétexte pour faire construire le chemin de Saugues à Langogne; 3<sup>o</sup> qu'en supposant même que la construction du chemin pourroit être faite pour 50,000 livres, comme l'a avancé M. le consul de Saugues, que cependant la totalité de la dépense yroit à plus de 80,000 livres, parce qu'il faut y joindre l'indemnité des particuliers dont on seroit obligé de prendre les terres pour l'allignement et la solidité du chemin, les augmentations d'ouvrage que les entrepreneurs demandent, sous prétexte que les devis ne sont pas assez détaillés, les journées de l'ingénieur, les leveurs du receveur des tailles

et des collecteurs, mentionnez dans un mémoire qui a été envoyé, au mois de mars 1741, à M. de Montulle, chef du conseil de S. A. S. Mgr le prince de Conty, et a demandé la lecture dudit mémoire, afin que l'assemblée puisse délibérer en connoissance de cause sur l'utilité ou l'inutilité du chemin de Saugues à Langogne, voir à quelle somme iroit la dépense, et si le pays est en état de la supporter. Sur quoy, le greffier du pays ayant fait la lecture du mémoire cy dessus mentionné, et les voix ayant été recueillies en la forme ordinaire, a été délibéré qu'on ne fera pas ce chemin attendu qu'il est totalement inutile au païs.

Ledit sieur syndic a dit que l'avenue de Marvéjols, du côté de Lempéry est impraticable pour les gens à pied, presque pendant six mois de l'année ; cette avenue étant inondée par les eaux des prairies de M. de Pineton, et quelques fois par le débordement de la rivière de Cou-lagnets; qu'on pourroit changer ce chemin au dessus du château de Lempéry, et que ce changement seroit avantageux aux gens à pied et à cheval, du moins pendant l'hyver ; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté, à Mende, le cinquième avril mil sept cens quarante-un.

Signé : † G. Flor., évêque de Mende.

---



*Mémoire du syndic du pays de Gévaudan sur le chemin de Saugues à Langogne, et sur un autre chemin de Saugues en Auvergne.*

Les habitant de Saugues ayant représenté depuis quelques années à Son Altesse Serenissime, Mgr le prince de Conti, qu'il étoit avantageux, pour le commerce, de construire un chemin de Saugues à Langogne; Son Altesse en écrivit à Mgr l'évêque de Mende qui communiqua la lettre à MM. les commissaires du pays, lesquels par respect pour son Altesse Serenissime, et pour luy donner des marques de leur déférence, commencèrent, en l'année 1758, de faire travailler au chemin de Saugues à Langogne; on y dépensa même cette année là, près de 4,000 livres, y compris les journées de l'ingénieur et le dédommagement qu'on a payé aux particuliers, dont on a pris les champs pour l'allignement du chemin.

MM. les commissaires du pays de Gévaudan ayant examiné cette dépense et voyant qu'on n'avait pas fait une lieue de chemin dans un pays plain et uny. et qu'il restoit six lieues à faire dans des endroits très difficiles et beaucoup plus dispendieux, indépendamment des ponts, crurent devoir éclaircir à quoy pouvoit aller la totalité de la dépense.

Pour y parvenir on dressa un devis qui fut remis à des entrepreneurs des ouvrages public. Lesquels, s'étant transportés sur les lieux, rapportèrent que la dépense de ce chemin yroit à 50,000 livres, en y comprenant les ponts qu'on seroit obligé de construire dans les vallons, sur les rivières, pour aller d'une montagne à l'autre.

Les habitants de Saugues eurent aussy la curiosité de

faire estimer la dépense de ce chemin, par une personne entendue du païs d'Auvergne, qui en fit aussy l'évaluation à 50,000 livres. M. Delescure, 1<sup>er</sup> consul de Saugues, en l'année 1738, fut chargé de cette commission, sur laquelle on a gardé un grand secret.

Mais cette somme de 50,000 livres ne pourroit guère fournir qu'à la moitié de la dépense, il faudroit encore environ 40,000 livres pour remplir le plan des habitants de Saugues, scavoir : 12,000 livres pour le dédommagement des particuliers dont on seroit obligé de prendre les terres pour l'alignement du chemin ; 6,000 livres pour une autre partie de chemin à construire, depuis Saugues jusques aux frontières de l'Auvergne ; 2,000 livres, pour les journées de l'ingénieur et de l'inspecteur, qu'on seroit obligé de tenir pendant la durée du travail, pour avoir attention que les fondations des ponts et des murailles fussent faites et les matériaux employez conformément au devis.

On peut mettre encore en ligne la dépense une somme de 10,000 livres pour les ouvrages imprévus ou pour les augmentations que les entrepreneurs trouvent toujours occasion de demander sous prétexte que les devis ne sont pas assez détaillés.

Et enfin la dépense pour les leveurs qui est de 7 deniers et demi, par livre pour M. le receveur des tailles du païs de Gévaudan et de 14 deniers par livre pour les collecteurs des paroisses ou communautés ; cet article va a plus de 7,000 livres. Ainsy on peut assurer, sans se tromper, que la dépense proposée par les habitants de Saugues va à près de 90,000 livres.

MM. les commissaires du pays de Gévaudan, ayant rendu le rapport de cette affaire, furent effrayez d'une sy

grande dépense qui est au dessus des forces d'un pays pauvre et aussy peu étendu que le Gévaudan.

Le syndic représenta encore à MM. les commissaires que, quand même le pays seroit en état de faire cette dépense elle seroit pourtant inutile pour le commerce qui sert de prétexte aux habitants de Saugues, pour demander ce chemin. L'inutilité est fondée sur quatre raisons. La première, qu'on ne fait aucun commerce dans la contrée de Saugues, qui attire l'étranger.

La seconde, que Saugues n'est pas un pays de passage ; le syndic n'ayant rencontré que deux voituriers dans trois voyages qu'il fit de Saugues à Langogne, ou de Langogne à Saugues, pendant l'été de 1757 ; et encore ces voituriers n'alloient qu'aux environs de Saugues.

La troisième raison, est que la route de Saugues à Langogne est impraticable pendant près de six mois de l'année, a cause des glaces et des neiges qui couvrent le pays ; ce qui détruiroit le commerce et le passage, quand même il pourroit y en avoir.

La quatrième, qu'il n'y a point de chemin ny de route praticable au delà de Saugues vers l'Auvergne.

De toutes ces raisons, le syndic conclut que le chemin demandé ne pourroit servir que pour l'agrément et la satisfaction de quelques particuliers de Saugues, pour aller à Langogne.

Les habitants de Saugues ayant été informés de cette dernière raison, écrivirent que l'Auvergne devoit faire construire un chemin qui aboutirait à la frontière du Gévaudan du côté de Saugues ; que le Gévaudan pourroit construire un chemin aboutissant de Saugues à celui de l'Auvergne, et qu'alors les voituriers pourroient prendre cette route ; il a remarqué cy devant que ce partie de chemin coûteroit plus de 6,000 livres.

Le Gévaudan n'a que deux voyes pour fournir à la dépense des chemins, savoir : l'emprunt et l'imposition.

On ne peut recourir à l'emprunt, parce qu'en l'année 1727, MM. les commissaires ayant vérifié que le pais de Gévaudan étoit endetté de 600,000 livres, par des emprunts faits pour la constructon des ponts et chemins ; il fut délibéré de ne plus faire de pareils emprunts et qu'en pourvoirait à l'avenir, par imposition, à la dépense de la construction et conservation des ponts et chemins. Cette délibération a été suivie et exécutée littéralement depuis ce temps là.

Il ne reste donc que la voye de l'imposition, qui consisterait à augmenter les contributions des habitans du pais de Gévaudan ; mais cette seconde voye est impraticable, parceque, d'un côté les impositions ordinaires se trouvent tres fortes ; et que de l'autre, les habitants du Gévaudan sont ruinés et épuisés par les mauvaises récoltes des cinq dernières années consécutives ; on a été même forcé, depuis près de dix années, d'abandonner toutes sortes de constructions nouvelles et de se réduire au simple entretien et conservation d'environ 150 ponts et de 80 lieues de grand chemin, qui se trouvent dans le Gévaudan.

Si le Gévaudan pouvait augmenter à présent sès impositions et les contributions des particuliers, on devroit le faire avec empressement pour rembourser les dettes à jour qui ont été contractées depuis l'année 1736, pour les semences et la nourriture de plusieurs paroisses et communautés ; on devrait aussy rembourser les restes d'un semblable emprunt qui fut fait pour le même sujet n l'année 1750. Mais la chose n'est pas possible ; les

les contribuables peuvent à peine payer les impositions ordinaires, il faut attendre nécessairement quelques bonnes années et leur donner le temps de se tirer de la misère et de l'épuisement ou ils sont depuis six années, que les récoltes manquent en Gévaudan, et que les denrées y sont hors de prix.

Les habitants de Saugues regardent comme une injustice, qu'on ait interrompu le chemin après l'avoir commencé ; ils allèguent qu'ils ont contribué à tous les chemins du païs, sans qu'on ait rien fait pour eux. Il y a apparence que les habitants de Saugues comptent pour rien la dépense de trois ponts, qui furent contruits à Saugues, il y a environ seize années, et encore une somme de 500 livres que le païs leur fournit, tous les ans, pour le logement et l'ustancille d'une compagnie de cavalerie, qui est ordinairement en quartier à Saugues, dont ils retirent tous les profits par la consommation de leurs foins et de leurs denrées ; ainsi, la communauté de Saugues ne peut pas dire qu'on ne fait rien pour elle.

Mais quand on ne feroit aucune dépense pour la communauté de Saugues, elle se trouverait dans le cas de cent autres paroisses du Gévaudan, qui contribuent à toutes les dépenses du païs, sans qu'on en fasse aucunes pour elles ; cependant ces paroisses ne se plaignent pas. Le païs de Gévaudan est dans le même cas par rapport à la province de Languedoc, touchant la construction et entretien des ponts et chemins, qu'on appelle ponts et chemins de province, entretien du port de Cette et construction des grands ouvrages qu'on fait dans les étangs et dont le Gévaudan ne profite point.

On donne pour raison, que les différents païs dont le Languedoc est composé, doivent être regardez comme

une seule famille, qui fait des dépenses suivant les circonstances et l'exigence des cas, dans les endroits où il est nécessaire ; on peut donner cette réponse à la communauté de Saugues, par rapport au pais de Gévaudan.

Quant à l'interruption de la construction du chemin de Saugues, le syndic repond, que ce chemin avoit été proposé comme utile et nécessaire au commerce, et sur le pied de 40,000 livres de dépense. Cependant on reconnoit aujourd'hui que ce chemin ne peut servir que pour l'agrément de quelques particuliers de Saugues ; et que la dépense passeroit 80,000 livres. Voilà les raisons de l'interruption et de la cessation du travail. Il faut avoir 80,000 livres pour faire ce chemin ; mais où les prendre ; on a déjà démontré qu'il n'est pas possible de les avoir par imposition.

MM. les commissaires du pais de Gévaudan, ne peuvent pas non plus faire des emprunts, sans un ordre ou permission du Roy, qui n'est accordée que par un arrest du Conseil. Les arrest du Conseil, en cette matière ne sont rendus que sur le consentement et approbation des des Etats de Languedoc.

Les Etats de Languedoc ne donnent leur consentement qu'après avoir reconnu l'utilité et la nécessité de la dépense, et que le pais qui doit la faire est en état de la supporter.

Le syndic du pais de Gévaudan, n'ayant aucune preuve de l'utilité et nécessité de ce chemin, ne sçauroit la fournir aux Etats de Languedoc, ny faire connoître [que le Gévaudan peut supporter cette dépense, tandis qu'on n'ose pas hazarder l'imposition pour le remboursement des dettes a jour, constructées pour fournir aux semences et à la subsistance de plusieurs communautés.

D'ailleurs l'entreprise du chemin de Saugues, se portant à une somme aussi considérable, l'on seroit obligé d'y employer, pendant plusieurs années, tous les fonds qu'il seroit permis d'imposer pour les chemins, et de perdre de vue tous les autres ouvrages publics du diocèse, qui ont besoin d'un soin continuel, sans lequel il ne manqueroient pas d'être dans peu dégradés, au point qu'il faudroit ensuite faire des impositions extraordinaires et excessives pour les rétablir.

---

1742

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Confirmation des officiers du pays. — Rétablissement du dixième sur les revenus et produits des sujets et habitants du royaume. — Sel de Pécais, de Sijean et de Périac. — Indemnité pour perte de récoltes. — Gratifications à ceux qui tuent des loups. — Chemin de la ville d'Alais au Pont-de-Montvert et à Florac. — Changement du chemin de l'Emperi à Marvejols. — Construction de la route depuis le pont de la Gardelle près le Malzieu jusques à Serverette passant par St-Alban. — Vérification des sommes dues aux collecteurs et reliquats de leurs comptes. — Sommes à imposer chaque année, en faveur des receveurs des tailles. — Habillement des miliciens. — Clôture des comptes des collecteurs. — Réparation des avenues de Marvejols. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens quarante-deux, et le le lundy dozième jour du mois de mars. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoquez par ordre du Roy en

ville de Marvejols, sont venus à la salle de de l'hôtel de M. le comte de Peyre, où loge Mgr l'illustrissime et reverendissime Sgr Mgr Gabriel-Florent de Choiseul-Beaupré, évêque, seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte de Gévaudan, conseiller du Roy en ses conseils, président-né des Etats et assiette dudit pays de Gévaudan, qui les attendoit; étant accompagné de M<sup>re</sup> Etienne Jaufroy, prêtre chanoine, archidiacre de de l'église cathédrale de Mende et vicaire général de Mgr l'évêque, et de MM. les commissaires ordinaires; et, tous ensemble sont allés à l'église collégiale de N.-D. de la Carce, de ladite ville de Marvejols pour y entendre la messe du St-Esprit. Après laquelle, s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du Bailliage du Gévaudan et royale ordinaire dudit Marvejols, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : mondit Sgr le Président sur un fauteuil placé sur une estrade élevée au dessous d'un dais; et sur la gauche de cette estrade, à la tête du banc, M<sup>re</sup> Pierre de Michel du Roc, chevalier, Sgr du Roc, Brion, Pejas et autres lieux, ancien capitaine du régiment du Piedmont, commissaire principal desdits Etats et assiette; M<sup>re</sup> M<sup>e</sup> Guillaume Bruguière, conseiller du Roy, juge, lieutenant-général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif, en tour, pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel Amédée de Rochefort d'Aly, comte de St-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pougadoire et St-Chély du Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>re</sup> Urbain de Retz de Bressolles, Sgr de Serrières et autres places; sieurs Antoine Brun et Antoine Jori, 1<sup>er</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende,



l'année dernière, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre; M<sup>re</sup> Géraud-Pierre de Michel du Roc, Sgr du Roc, Aldy, le Mas et autres places, maire de la ville de Marvejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang; et, sur le banc dudit sieur bailif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant leur rang; et, les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit païs, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas-banc.

Ledit sieur Brion du Roc, commissaire principal, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 8<sup>e</sup> février dernier, a dit que nosdits seigneurs lui ordonnent, par leursdites commissions, et à M. le bailif du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Marvejols, commissaires ordinaires, comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats; lesquels deniers Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat, et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime, Mgr le duc du Maine, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce envoyé, signé : Touzard,

en attendant l'arrest de validation du Conseil d'Etat de Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année, et a remis les susdites commissions au greffier du diocèse, pour en faire la lecture. Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende et de Maruejols et du sindic du diocèse, députés auxdits Etats de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieurs commissaires principal, bailif du pays de Gévaudan, en tour, et ledit sieur commis des nobles sont sortis de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture. L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et, par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 8<sup>e</sup> février dernier, seront imposés, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan, et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats généraux, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes, seront refusées à l'avenir, conformément aux anciennes délibérations, sy elles ne sont pas accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne ; et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Sur quoy, les sieurs Gros, sindic, et de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer ledit sieur Gros dans la charge de sindic, et ledit sieur de Lhermet, dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Gros et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir le devoir de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le sindic du pais a dit, que le Roy ordonna par un

déclaration du 29 août 1741, qu'à commencer du 1<sup>er</sup> octobre de la même année, le dixième seroit annuellement levé à son profit, sur tous les revenus et produits des sujets et habitants du royaume, dans la même forme et de la même manière qu'il a été levé pendant les années 1734, 1735 et 1736. Que ce dixième ne sera point levé en espèces, attendu qu'il a été levé en espèces, attendu qu'il a été abonné ; mais que le prix de l'abonnement est plus considérable qu'il ne le fut les années 1734, 1735 et 1736. Le Roy ayant demandé une augmentation à toutes les provinces du Royaume et l'augmentation faite sur la province de Languedoc, nonobstant les sollicitations et les remontrances de MM. les députés à la Cour se trouve monter à un cinquième en sus du dernier dixième, pour ce qui concerne les biens nobles, les biens roturiers et l'industrie des marchands et artisans que la présente année 1742, il faudra payer le dixième sur ce pied là, non seulement pour l'entière année 1742, mais encore pour les trois derniers mois de l'année dernière 1741 ;

Que le dixième imposé sur les biens nobles se trouve fixé par des Etats arrêtés par la province qui seront envoyés à MM. les commissaires du diocèse pour être distribués dans toutes les communautés et délivrés aux collecteurs qui feront le recouvrement dudit dixième, conformément auxdits Etats arrêtés ;

Que le dixième imposé sur le bien rural se trouvant compris et englobé avec la taille, les communautés en supporteraient leur contingent proportionné à leur allivrement ;

Qu'il ne reste par conséquent à répartir que le dixième imposé sur l'industrie des marchands et artisans, et à

requis l'assemblée de renvoyer à MM. les commissaires et ordinaires pour procéder à cette répartition sur les communautés et particuliers, marchands, artisans et généralement sur tous les fabricants ou commerçants, dans la même forme et de la même manière qu'il en fut usé les années 1734, 1735 et 1736.

Surquoy les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré que le dixième sera levé sur les biens nobles, sur les biens roturiers et sur l'industrie des marchands, artisans et généralement sur tous les trafiquants ou commerçants du pays. Et attendu que le dixième du bien noble et du bien rural se trouvent fixés par des arrêtés et qu'il ne reste qu'à distribuer et répartir que le dixième imposé sur l'industrie des marchands artisans et commerçants ou trafiquants, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires pour procéder à cette répartition sur les communautés et particuliers, marchands, et généralement sur tous les trafiquants ou commerçants, dans la même forme et de la même manière qu'il en fut usé les années 1734, 1735 et 1736.

Ledit sieur syndic a dit encore que les rentes constituées, ou intérêts deus par les communautés, sont pareillement sujets au dixième, mais que ce dixième n'est point à charge aux communautés, attendu que la retenue en sera faite par les collecteurs, en payant lesdits intérêts ou rentes aux parties prenantes suivant les états arrêtés, qui seront remis auxdits collecteurs.

Ledit sieur syndic a dit aussi que les revenus patrimoniaux des communautés sont pareillement sujets au dixième, et que le paiement en sera fait conformément aux états qui seront délivrés aux collecteurs des com-

munautés, où il y aura des revenus patrimoniaux et qu'il n'y a rien, a délibérer sur cet article non plus que sur le précédent.

Ledit sieur syndic, a dit enfin que la même déclaration du Roy aux articles 5, 6 et 7, assujettit au dixième toutes les rentes à constitution sur les particuliers, rentes viagères, pensions créées et établies par contracts, jugements, obligations ou autres actes portant intérêt, comme aussi tous les droits, revenus et émoluments de quelque nature qu'ils soient; et ordonne en même temps que ce dixième sera retenu par les débiteurs, à leur profit, lorsqu'ils payeront les rentes ou pensions, de toute nature, à leurs créanciers et que les corps et communautés des villes et lieux pourront faire la même retenue, de la même manière que les particuliers; et, qu'il croit qu'il est nécessaire d'en donner avis aux paroisses de ce pays, afin que tous ceux qui pourront être dans le cas en soient informés.

Surquoy a été unanimement délibéré que cette disposition de la déclaration du Roy sera insérée dans les mandes de la taille et dans l'instruction qui sera envoyée aux communautés du pays touchant le dixième.

Ledit sieur syndic a dit que l'assemblée est instruite des mouvements que Mgr le Président se donne depuis l'année 1738, pour obtenir que l'usage du sel de Peccais soit rétabli dans le Gévaudan, et qu'en conséquence les greniers à sel du Gévaudan soient fournis du sel de Peccais, de la même manière qu'ils l'ont été de tout le temps jusques en l'année 1737, qu'on substitua le sel de Périac et de Sijean à la place de celui de Peccais. L'assemblée est encore instruite que, sur les mémoires et remontrances du pays que le sel de Périac et de Sijean,

est inférieur au moins d'un quart à celui de Peccais ; le Roy ordonna une analyse de ces sels qui fut faite en l'année 1740, et dont il fut donné connaissance à cette assemblée.

Le syndic du pais remet à MM. les députés du Languedoc, à la Cour, l'année dernière 1741, une copie de cette analyse et un mémoire qui prouve clairement que le sel de Périac et de Sijean est inférieur, au moins d'un quart, à celui de Peccais. MM. les députés du Languedoc, à la Cour, ont fait usage de l'analyse et du mémoire, et ils ont sollicité la décision de cette affaire, qui est néanmoins indécise. Surquoy, l'assemblée a remercié Mgr le Président, des soins qu'il a bien voulu se donner dans cette affaire et la supplié de continuer ses bontés au pais pour la faire réussir.

Ledit sieur syndic a dit encore, que la grêle et autres accidents du ciel, firent des ravages considérables dans plusieurs paroisses et communautés de ce pays, dont il fut dressé des procès-verbaux, qui furent envoyés à Montpellier ; qu'on espère d'obtenir une indemnité ; mais qu'on ne sçait point encore ny le montant de l'indemnité ny en quel temps seront envoyées les instructions nécessaires pour en faire la répartition ; et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires, pour procéder à la répartition de ladite indemnité, lorsqu'ils en auront reçu l'avis et les instructions nécessaires,

Ledit sieur syndic a dit encore que le diocèse accorde depuis quelques années, une gratification de 6 livres pour chaque gros loup tué et une gratification de 10 sols pour chaque petit loup, ou loups de nichée ;

cette récompense a produit des bons effets, puisque depuis cinq ans on a tué, dans ce pays, environ 400 loups de différente grosseur ; et, comme le nombre n'en est plus si grand, et qu'il est plus difficile à présent d'en trouver, quelques personnes ont représenté qu'il seroit nécessaire d'augmenter du moins la gratification pour les loups de nichée, et de la fixer à trois livres ; que cette dépense est de peu de conséquence, qu'elle n'ira peut être pas à 50 livres ; et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré d'augmenter et de fixer à 3 livres la gratification pour chaque loup de nichée.

Ledit sieur syndic a dit aussi que le syndic du diocèse d'Alais demande que le pays de Gévaudan fasse construire un grand chemin, depuis la ville d'Alais jusques au Pont-de-Montvert et à Florac ; qu'il a formé une instance à ce sujet à l'Intendance, et qu'il a été fourni des défenses et des répliques sur cette affaire. Il a été opposé, de la part du pays de Gévaudan : 1° que le chemin proposé, appelé de la Gibouine, est inutile au Gévaudan ; 2° qu'il est inutile aux principaux lieux du diocèse d'Alais, tels que le Vigan, Meyrueis et autres lieux voisins, qui sont dans une distance du chemin proposé ; que Saint-Hypolite, la Salle et autres lieux voisins ont un beau chemin qui conduit à Florac ; que les villes d'Anduze, Saint-Jean-de-Gardonenne et autres lieux voisins sont sur la grande route qui conduit du bas Languedoc en Gévaudan ; que la ville d'Alais peut se servir de la grande route d'Anduze et de tous les chemins différents que le Roy a fait construire dans les Cévennes, pour le passage et le mouvement de ses troupes ; 3° que la ville d'Alais ne peut retirer aucune



utilité du chemin proposé ; 4° que quand même le chemin proposé pourroit être utile à la ville d'Alais, il faudroit donner des raisons pour en faire supporter la dépense au diocèse de Mende, qui en est dispensé par le droit naturel ; 5° que la dépense du chemin proposé ira à 50,000 livres, suivant les calculs qui en ont été faits dans les défenses fournies sur cette affaire, que suivant les ordonnances de M. l'Intendant, les arrêts du Conseil, réglemens et usages des Etats généraux de la province, MM. les commissaires sont préposés, dans chaque diocèse, pour examiner les dépenses qui doivent y être faites, les comparer avec les avantages qu'elles peuvent produire, et délibérer ensuite s'il convient de faire les dépenses ou de ne pas les faire ; que dans le cas dont il s'agit, le syndic du diocèse d'Alais a fait dresser le plan et le devis du chemin dans l'étendue du diocèse de Mende, sans que MM. les commissaires du pais aient jamais été consultés, ny qu'ils aient pris aucune délibération à ce sujet ; ce qui est contraire au bon ordre étably par les réglemens et usages de la province ; que jusques à présent on n'a point repliqué à ces raisons ; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement approuvé les défenses fournies sur cette affaire, et ledit sieur syndic a été chargé d'en fournir d'autres, suivant l'exigence des cas, partout où besoin sera, jusques à un jugement definitif.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il fut délibéré, aux Etats et assiette de l'année dernière, de réparer l'avenue de Marvejols, du côté de Lempéry, dont il avait été fait deux devis : l'un pour réparer ce chemin à l'endroit où il est encore aujourd'hui, et l'autre pour le changer au-

dessus du château de Lempéry. On étoit indéterminé sur le choix, on sçavoit qu'on ne pouvoit pas faire un ouvrage durable en réparant le chemin à l'endroit où il est encore, parce qu'il auroit été toujours inondé par les eaux qui découlent des prairies de M. de Pineton ; au lieu qu'en faisant le changement au-dessus du château de Lempéry, on voyoit que le chemin se trouveroit supérieur aux prairies de M. de Pineton et aux sources qui les arrosent ; et, que par là, on seroit délivré des réparations continuelles qu'on a été obligé de faire jusques à présent ; mais on ne connoissoit point au juste la dépense de ce changement. MM. les commissaires du diocèse appréhendoient qu'elle n'allât trop loin ; mais M. de Pineton fit cesser leur crainte en offrant de construire le chemin au-dessus du château de Lempéry, conformément au devis, et encore de l'entretenir à ses frais et dépens, pendant six années, au prix de 2,500 livres, et de prendre le chemin actuel, en dédommagement ou compensation du local qui seroit nécessaire, pour l'entier emplacement du nouveau chemin ; comme aussy de donner au nouveau chemin une plus grande largeur, qu'il n'est porté par le devis, si on la jugeoit nécessaire, et enfin de payer à ses frais et dépens, à raison de 35 sous par jour, un homme qui luy seroit fourni par le diocèse, pour conduire les ouvriers et faire faire les ouvrages, conformément au devis.

MM. les commissaires du diocèse ayant trouvé que cette offre étoit très avantageuse au diocèse, l'acceptèrent par une délibération du 4<sup>e</sup> septembre dernier ; en sorte qu'on travaille actuellement à ce chemin, qui sera fini dans quelques mois, et a requis l'assemblée d'en approuver la construction et la dépense. Sur quoy, les

voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement approuvé le changement du chemin en question et le traité qui a été fait, à ce sujet, avec M. de Pineton.

Le syndic du pais de Gévaudan a dit qu'en conséquence des délibérations des Etats et assiette dudit pais de l'année dernière, il fit faire des publications et affiches pour le bail de la construction du chemin, depuis le pont de la Gardelle, près le Malzieu, jusques à Serverette passant par St-Alban, et que l'adjudication en fut faite le 16 août dernier par MM. les commissaires ordinaires aux sieurs Jean Rousset, *la Faveur*, et Pierre Rousset, son frère, derniers moins disans, au prix de 14,580 livres; que le contract de bail leur en fut passé; et que l'ouvrage en fut commencé l'année dernière, et a requis l'assemblée d'approuver et autoriser la dite adjudication et le contract de bail qui en a été passé. Surquoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement approuvé et autorisé l'adjudication de la construction du chemin, depuis le pont de la Gardelle jusques à Serverette, passant par St-Alban, qui a été faite par MM. les commissaires ordinaires aux sieurs Rousset, frères, au prix de 14,570 livres, et le contract de bail qui leur a été passé en conséquence.

Ledit sieur syndic a dit encore que M. de Joubert syndic général de la province lay a envoyé plusieurs exemplaires d'un arrest du Conseil du 22<sup>e</sup> novembre 1741 qui accorde aux consuls collecteurs et autres administrateurs des deniers et affaires des villes et communautés de la province de Languedoc qui ont rendu leurs comptes depuis 1705 jusques à présent, un délai jusques au premier juillet 1742, pour faire vérifier les sommes qu'ils prétendront leur être dues par la clôt

desdits comptes, et a requis l'assemblée de délibérer:

Surquoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré que les exemplaires dudit arrest seront envoyés dans les communautés afin que les comptables qui seront dans le cas, puissent profiter du délai qui leur est accordé.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a reçu un jugement de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, du 3 février 1742, concernant les débets des comptes des comptables des communautés de ce pays, de l'année 1740, montant en total à la somme de 244 livres 8 sols 3 deniers, dont l'imposition est ordonnée en faveur des dits comptables à chacun pour ce qui les concerne et a requis de délibérer qu'il en sera fait mention dans les mandes de la taille de cette année et qu'on y marquera, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer en faveur des comptables créanciers.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement délibéré conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il a receu un autre jugement de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, du 3 février dernier, concernant les relicats des comptes des communautés de ce país, de l'année 1740, montant en total à la somme de 1811 livres 2 sols 9 deniers dont il est ordonné qu'il sera fait un moins imposé en faveur des communautés créancières, chacune comme il la concerne et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré qu'il en sera fait mention dans les

mandes de la taille de cette année et qu'on y marquera, par un article particulier, la somme dont il doit être fait au moins imposé en faveur de chaque communauté intéressée.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit qu'il a été rendu une ordonnance par nosseigneurs les commissaires du Roy et des États, le 7 février dernier, qui ordonne que le montant des 2 sols pour livre attribués aux receveurs des tailles des diocèses de la province par les édits des mois de décembre 1689 et août 1709 sur les sommes imposées par les villes et communautés d'ycelle pour leurs dépenses ordinaires, sera compris à l'avenir en un seul article dans le département des frais d'assiette de chacun desdits diocèses relativement à la somme payée par lesdits receveurs des tailles et à l'état arrêté par M. de Lamoignon de Baille le 5 octobre 1690, que le diocèse de Mende imposera tous les ans, à ce sujet, la somme de 788 livres 7 sols, à commencer la présente année 1742, avec inhibitions et défenses aux consuls, greffiers et départeurs de rien imposer à ce sujet à l'avenir, à peine de concussion ; il est pareillement fait inhibitions et défenses aux collecteurs, sur les mêmes peines, de retenir les deux sols pour livre sur quelque article que ce puisse être des sommes imposées pour les dépenses ordinaires. Il est enjoint aux consuls, greffiers et collecteurs de se conformer à la dite ordonnance à peine de 20 livres d'amande et a requis l'assemblée de délibérer.

Sarquoy, a été unanimement délibéré, conformément à ladite ordonnance, de comprendre à l'avenir dans le département des frais d'assiette, à commencer la présente

année 1742, la somme de 788 livres 7 sols pour le montant des deux sols pour livre, attribués aux receveurs des tailles sur les octrois et deniers municipaux par les édits de 1689 et 1709 ; qu'il en sera donné avis, par un article de la mande, aux communautés de ce pays, afin qu'elles ne fassent plus d'impositions à raison desdits 2 sols par livre et que les collecteurs ne fassent aucune retenue et que les exemplaires des ordonnances de nos seigneurs les commissaires du Roy seront joints aux mandes de cette année, afin qu'elle soit exécutée selon sa forme et teneur.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il a reçu deux états arrêtés par M. l'intendant, le 3 de ce mois, à raison des sommes qui sont dues par les communautés de ce pays pour le menu habillement des miliciens fourni à la décharge desdites communautés l'année dernière 1741 et la présente année 1742 ; que la fourniture à faire, la présente année, monte à la somme de 6,605 livres 11 sols et qu'il a été rendu une ordonnance par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etais le 3 janvier dernier portant que les fournitures faites pour le menu habillement des miliciens, l'année dernière 1741, et les fournitures à faire pour la présente année 1742, seront comprises dans les rolles des impositions de cette année et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré de comprendre dans le département des frais d'assiette, de cette présente année, la somme de 2,608 livres 13 sols, pour les fournitures du menu habillement des miliciens de l'année dernière 1741 et la somme de 6,605 livres 11 sols pour les fournitures à faire la présente année 1742.

Ledit sieur syndic a dit qu'il a reçu une ordonnance

de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, du 3 février dernier, portant que les comptes des communautés de ce pays, de l'année dernière 1741, seront ouïs et clôturés de la même manière que ceux de l'année 1740 et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette.

Ledit sieur syndic a dit encore que l'avenue de Marvejols du côté du Pont-Pessil et celle du côté de la metterie de M. du Lignon ont besoin d'être réparées et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Marvejols, le douzième mars mil sept cens quarante-deux.

Signé : † G. Flor., év. de Mende.

---

1745

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation du serment. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du diocèse. — Menu habillement des miliciens. — Reliquats et débets des comptes des receveurs. — Règlement au sujet des non-valeurs, doubles emplois et surcharges dans les rôles de la capitation. — Recouvrement du dixième. — Déclaration du Roy portant défense de saisir les bestiaux. — Blé livré à crédit en 1737. — Construction et répar*

*tion des ponts et chemins. — Entretien des chemins royaux des Cévennes. — Constructions de Montjoies sur les montagnes du diocèse. — Pont de Gournier près de Recoules-d'Aubrac. — Réparations à faire au grand clocher de Mende. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cents quarante-trois, et le lundy premier jour du mois d'avril, les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du palais épiscopal, où M<sup>e</sup> Estienne Jaufroy, prêtre licencié en théologie, chanoine et archidiacre de l'église cathédrale de Mende, vicaire général de Mgr l'évêque de Mende, président des Etats et assiette les attendoit, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires, et, tous ensemble, sont allés à l'église cathédrale de Mende, pour y entendre la messe du Saint-Esprit, après laquelle, étant revenus audit palais épiscopal, dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, ils y ont pris chacun leur place, sçavoir : Mgr le Président sur un fauteuil placé sur une estrade élevée au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette estrade, à la tête du banc, M<sup>e</sup> Pierre de Michel Du Roc, seigneur de Brion, Péjas et autres lieux, commissaire principal desdits Etats et assiette ; MM. Jean Barrandon seigneur du Moy, Prévençères et autres lieux, juge, lieutenant général au bailliage du Gévaudan pour M<sup>e</sup> le baillif en tour pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année, commissaire ordinaire des Etats et assiette, M<sup>e</sup> Géraud Pierre de Michel Du Roc, seigneur du Roc, Aldy, le Mas et autres places, maire de la ville de Marvejols, substitut de M. le marquis de St-Point, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, M<sup>e</sup>



Urbain de Rets de Bressoles, seigneur de Servières et autres places ; sieurs Charles Farin et Louis Bondan, premier, second et tiers consuls de la ville de Mende, l'année dernière, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre, MM. les ecclésiastiques, sur un banc, à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang, et sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant leur rang, et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

Ledit sieur de Brion, commissaire ordinaire, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le second février dernier, a dit que nosdits seigneurs lui ordonnent par leurdites commissions, et à M. le bailif du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et un de Maruejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsy qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats ; lesquels deniers Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le Royaume, aussy bien que pour les appointements de son altesse sérénissime, Mgr le prince de Dombes, gouverneur de la province, et entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, d'ottes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce envoyé, signé : Pujol, en a<sup>t</sup>

tendant l'arrest de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année, et a remis les commissions au greffier du diocèse pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende et de Marvejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province; la lecture ayant été finie, lesdits sieurs commissaires principal et baillif du pays de Gévaudan en tour, et ledit sieur commis des nobles sont sortis de l'assemblée.

M. le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan et, ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée et chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine; et, par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, et, tous ensemble, ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy. Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier le second février dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan; et, les Etats, ont donné pouvoir à MM. les

commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats généraux, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de M. le Président et de l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres ;

a été délibéré que les procurations tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse seront refusées à l'avenir, conformément aux anciennes délibérations, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Sur quoy, les sieurs Gros, syndic, et de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Gros dans la charge de syndic, et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits Gros et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente

délibération, et M. le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir le devoir de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du pays a dit que MM. les commissaires du Roy ont rendu une ordonnance le vingt-sixième janvier dernier, qui ordonne l'imposition de la dépense pour le menu habillement des soldats de la dernière milice, et que par une ordonnance de M. l'Intendant, du vingt-cinquième février aussi dernier, le contingent de cette dépense concernant les communautés du diocèse de Mende est fixée à 4,375 livres, et a requis l'assemblée de délibérer sur l'imposition de cette somme.

Sur quoy, a été unanimement délibéré que ladite somme de 4,375 livres sera comprise dans le département des deniers ordinaires de cette année.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été rendu un jugement par MM. les commissaires du Roy, le 6<sup>e</sup> janvier dernier, portant qu'il sera fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des relicats des comptes de l'année 1741 ; lesquels relicats montent en total à la somme de 1,488 livres, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés intéressées, par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été rendu un autre jugement par MM. les commissaires du Roy, le 26 janvier dernier, portant qu'on imposera, dans quelques communautés, les débets des comptes de ladite année 1741, montant à la somme de 62 livres 19 sols 7 deniers, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés intéressées, par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit, qu'en conséquence des ordres de MM. les commissaires du pays il envoya, l'année dernière, dans toutes les communautés dudit pays, les exemplaires d'un arrêt du Conseil, du 31 décembre 1741, par lequel il est ordonné, à l'article premier, que les collecteurs seront tenus de remettre, chaque année, aux syndics des diocèses et dans le mois qui suit immédiatement l'échéance du second terme de la capitation, c'est-à-dire au mois de février, un état de toutes les non-valeurs qu'ils prétendront devoir leur être allouées, soit pour doubles emplois ou autres erreurs faites dans les rôles, soit pour la retraite, le décès ou l'insolvabilité de quelques capitables, et faute par les collecteurs de remettre ledit état dans le mois de février, ils supporteront toutes les non-valeurs en pure perte ;

Que l'article quatrième dudit arrêt porte que les capitables, qui prétendront des modérations ou des décharges de leurs taxes, seront tenus de se pourvoir à l'effet de les obtenir devant M. l'Intendant de la province, et d'en former la demande avant l'échéance du second terme, c'est-à-dire dans le mois de décembre, faute de quoy lesdites taxes seront censées consenties de leur part, et ils ne seront plus reçus à en réclamer après ledit délai ;

Que les capitables, qui seront compris pour la première fois dans les rôles de la capitation d'une communauté, seront aussi tenus de former leurs demandes en décharge ou en modération de leurs taxes, par devant M. l'Intendant, dans le même délai que les autres, c'est-à-dire dans le mois de décembre, faute de quoy leurs taxes seront censées consenties de leur part, et ils ne seront plus reçus à en réclamer après ledit délai.

Mais comme les nouveaux capitables, compris pour la

première fois dans les nobles d'une communauté, pourraient opposer que, n'ayant pas eu connaissance de leur article de capitation, ils n'ont pas pu s'en plaindre ; l'article second dudit arrêt du Conseil enjoint aux collecteurs de les avertir dans le mois de juillet ou d'août, et que faute par les collecteurs de donner cet avis, ils seront responsables et supporteront en pure perte les décharges ou modérations que lesdits nouveaux capitables pourront obtenir après le mois de décembre ; que cette ordonnance étant d'une grande conséquence pour les collecteurs et pour les capitables et même pour l'administration du diocèse, il importe de prendre des justes mesures pour en donner connaissance à tout le monde, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés pendant quelques années, par un article de la mande.

Ledit sieur sindic a dit, qu'en conséquence des ordres de MM. les commissaires du pays, il envoya dans toutes les communautés dudit pays des exemplaires d'une ordonnance rendue, par MM. les commissaires du Roi, le 28 aoust 1742, concernant le recouvrement du dixième ; que suivant l'article premier de cette ordonnance les requettes en décharge ou modération des sommes comprises dans les rolles du dixième ne pourront être reçues que jusques au premier décembre, passé lequel délai les cotités seront censées reconnues et acquittées et acquiescées ;

Que l'article second de ladite ordonnance porte que les requettes sur lesquelles il aura été rendu des ordonnances interlocutoires seront rapportées et remises au seff de MM. les commissaires du Roy, pendant le mois

de décembre ; passé lequel délai elles ne seront plus reçues et les cotités dont il sera question seront également censées reconnues et acquiessées ;

Que l'article troisième et dernier de ladite ordonnance porte qu'il sera procédé au jugement desdites requettes dans tout le mois de janvier suivant ; et les particuliers, dont les cotités auront été modérées, ou qui auront obtenu une entière décharge, seront tenus, dans tout le mois de février, de se régler avec les collecteurs et receveurs, à l'effet de la reprise des décharges ou modérations, demeureront comme non avenus ; et comme cette ordonnance intéresse tous les particuliers et qu'il importe que personne ne l'ignore, il a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit que, par une déclaration du Roy, du 17<sup>e</sup> septembre 1742, il est fait défenses aux créanciers des communautés et aux créanciers des particuliers qui contribuent aux impositions, même aux collecteurs, de saisir et faire saisir les bestiaux de toute qualité pendant six années, à peine de la perte des dettes contre les créanciers et d'interdiction de 1,000 livres d'amende contre les huissiers ou sergent, sans préjudice néanmoins du privilège des créanciers qui auront vendu les bestiaux, ou qui en auront payé le prix, ensemble du privilège des propriétaires des fermes et des terres pour leurs loyers et fermages, auxquels il sera loisible de faire procéder par voye de saisie sur les bestiaux qui seront sur leurs terres appartenant à leurs fermiers, et a requis l'assemblée d'en faire donner connoissance aux communautés, afin qu'on s'y conforme.

Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés, par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence des ordres de MM. les commissaires ordinaires, il fit délivrer à crédit, à plusieurs particuliers, en l'année 1737, des quantités de seigle, que le diocèse avoit fait acheter, pour la subsistance de ceux qui n'étoient pas alors en argent; qu'il a des promesses par écrit de toutes les quantités délivrées; que les débiteurs ou leurs cautions sont solvables; qu'il reste au diocèse environ 3,000 livres, dont le recouvrement a été différé pendant quelques années, à cause des mauvaises récoltes; et a requis l'assemblée de délibérer sur les diligences qui doivent être faites contre les débiteurs et leurs cautions.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré d'accorder un délai auxdits débiteurs, jusques au commencement d'octobre; que les poursuites seront commencées contr'eux au premier octobre, et continuées jusques à l'entier payement des sommes deues; et ledit sieur syndic a été chargé de leur en donner avis par une lettre circulaire.

Ledit sieur syndic a dit que l'assemblée est instruite des mouvements que Mgr l'évêque de Mende se donne depuis l'année 1737, pour obtenir que l'usage du sel de Peccais soit rétably dans le Gévaudan, et qu'en conséquence les greniers à sel du Gévaudan soient fournis de Peccais, de la même manière qu'ils l'ont été de tous les temps, jusques en l'année 1737, qu'on substitua le sel de Périac et de Sijean, à la place de celui de Peccais. Mgr l'évêque de Mende renouvelle ses soins, cette année, pour parvenir à faire décider cette affaire, et met tout en œuvre pour obtenir une décision favorable.



Sur quoy, M. l'abbé Jaufroy, grand vicaire, Président, a été prié, d'une voix unanime, de remercier Mgr l'évêque de Mende, de la part de l'assemblée, des bontés qu'il a pour le pays, et de le prier de vouloir bien les luy continuer dans une affaire aussy importante.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit, qu'en conséquence des délibérations des Etats et assiette du pays, MM. les commissaires ordinaires ont adjugé la construction d'un pont à Serverette, la réparation du pont du Martinet et à Saint-Etienne-de-Valfrancisque, la construction de l'avenue de Maruejols, du côté de Lempéry, et l'avenue de Florac vers Mende; que les ouvrages ont été faits et receus; que les entrepreneurs sont payés suivant leurs quittances, couchées à suite des procès-verbaux de réception, et a requis l'assemblée d'approuver lesdites adjudications, les réceptions et les payements faits aux entrepreneurs, par les ordres de MM. les commissaires ordinaires.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement approuvé et autorisé lesdites adjudications, les réceptions des ouvrages et les payements faits aux entrepreneurs.

Ledit sieur syndic a dit que le bail de l'entretien des chemins royaux des Cévennes a été adjugé jusques à présent à Montpellier, par devant M. l'Intendant, pendant la tenue des Etats de Languedoc; mais comme l'hiver n'est pas une saison propre pour cette adjudication, attendu qu'on ne peut pas vérifier l'état des chemins; que d'ailleurs l'entreprise n'est pas assez considérable pour engager les gens du pays à faire la dépense du voyage de Montpellier; le syndic du pays s'est chargé

par MM. les commissaires ordinaires, de présenter une requête, sur laquelle il a obtenu une ordonnance, le 17 octobre 1742, qui ordonne que l'adjudication de l'entretien desdits chemins royaux des Cévennes sera faite; pour dix années, dans Florac, au 1<sup>er</sup> juillet prochain, par devant M. Barrandon, subdélégué, et que les affiches et publications, en tel cas requises et accoutumées, seront faites à la diligence du syndic du pays; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, a été unanimement délibéré que le syndic du pays fera procéder auxdites publications et affiches et qu'il se rendra à Florac, pour voir recevoir les offres et moins dites et assister à ladite adjudication, conformément à l'ordonnance de M. l'Intendant.

Ledit sieur syndic a dit que plusieurs marchands, des fabricants et autres voyageurs ayant représenté, l'année dernière, qu'il étoit nécessaire, pour la conservation de leur vie et pour le bien du commerce, de construire des montjoyes sur quelques montagnes du pays, pour indiquer la route qu'on doit y tenir dans le temps des neiges; MM. les commissaires ordinaires feurent d'avis d'employer 500 livres par an à cette dépense, et de commencer de construire les montjoyes sur la montagne de la Montredorte, chemin de Marvejols à Saint-Urcise, en Auvergne, où les marchands se rendent aux marchés pour y acheter des étoffes; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré, conformément à l'avis de MM. les commissaires.

Ledit sieur syndic a dit que le pont de Gournier, près Recoules-d'Aubrac, qui est très nécessaire pour la com-

munication du Gévaudan avec l'Auvergne, menace ruine depuis quelques années ; que MM. les commissaires ordinaires ont envoyé pour le faire vérifier et dresser le devis des réparations nécessaires ; mais on a rapporté que ce pont est en si mauvais état, qu'il n'est point susceptible d'aucune réparation, et qu'il faut le détruire totalement et le refaire à neuf ; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires pour prendre une connoissance plus exacte de l'état de ce pont et de son utilité, et pour faire ce qu'ils jugeront plus convenable.

Ledit sieur syndic a dit qu'on représente depuis quelques années que le grand clocher de l'église cathédrale de Mende dépérit faute d'entretien ; l'assemblée est instruite que ce clocher doit être entretenu par le général du pays, conjointement avec MM. du clergé du diocèse, qui doivent supporter un tiers de la dépense ; les autres deux tiers devant être fournis par le général du pays. La principale dépense consistera à crépir les murailles, réparer les pavés des voûtes et à fermer les gouttières ; ces réparations sont absolument nécessaires pour prévenir la ruine de ce clocher, qui occasionnerait au pays une dépense considérable ; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires ordinaires pour faire vérifier ce clocher, dresser le devis des réparations nécessaires, et les faire faire, de concert avec MM. du clergé du diocèse, supposé qu'ils trouvent que la réparation soit pressante.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par M. le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le premier avril mil sept cents quarante-trois.

Signé : JAURROT, vicaire général et Président.

---

1744

**MM.** les commissaires de l'assiette. — Places occupées par les membres de l'assemblée des Etats. — Lecture des commissions. — Refus d'admission du procureur du baron de Mercœur. — Contestation entre les députés de Chirac et du mandement de Nogaret. — Prestation du serment. — Confirmation des officiers du diocèse. — **MM.** les pourvus de commissions de maire doivent être reçus aux Etats, à l'exclusion des consuls. — Indemnité de 13,000 livres accordée au diocèse, pour pertes de récoltes. — Mode de distribution. — Menu habillement des militaires. — Sel. — Adjudication des chemins royaux des Cévennes. — Pont de Gournier. — Réparations de la route du Bas-Languedoc en Auvergne. — Impositions à faire. — Dépenses pour le convoi de l'armée d'Italie. — Clôture des Etats.

L'an mil-sept-cents quarante-quatre, et le lundy seizième jour du mois de mars, les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Marvejols, sont venus à la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, où loge Mgr l'illustrissime et révérendissime Sgr, Mgr Gabriel-Florent de Choiseul-Beaupré, évêque, seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte de Gévaudan, conseiller du Roy en ses Conseils, président-né des Etats et assiette du pays

de Gévaudan, qui les attendoit; étant accompagné de M<sup>re</sup> Etienne Jaufroy, prêtre chanoine, archidiacre de de l'église cathédrale de Mende et vicaire général de Mgr l'évêque, et de MM. les commissaires ordinaires; et, tous ensemble, sont allés à l'église collégiale de N.-D. de la Carce, de ladite ville de Maruejols, pour y entendre la messe du St-Esprit. Après laquelle, s'estant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du Bailliage de Gévaudan et royale ordinaire dudit Maruejols, ils y ont pris chacun leur place, sçavoir : mondit Sgr le Président, sur un fauteuil, placé sur une estrade élevée au dessous d'un dais; et, sur la gauche de cette estrade, à la tête du banc, M<sup>re</sup> Pierre de Michel Du Roc, Sgr de Brion, Péjas et autres lieux, ancien capitaine du régiment de Piedmont, commissaire principal desdits Etats et assiette; M. M<sup>re</sup> Guillaume Bruguière, conseiller du Roy, juge, lieutenant-général au Bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif, en tour, pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>re</sup> Claude Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de St-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pognadoire et St-Chély-du Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>re</sup> Urbain de Retz de Bressolles, Sgr de Servièrès et autres places; sieur Louis Bondan, 1<sup>er</sup> et 5<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, l'année dernière, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette; sieur Charles Farain, second consul, étant absent, sur un banc, placé au milieu du parterre; M<sup>re</sup> Géraud-Pierre de Michel du Roc, Sgr du Roc, Aldy, le Mas et autres places, maire de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; MM. les ecclésiastiques, sur un

banc, à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant leur rang; et, les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

Ledit sieur de Brion, commissaire ordinaire, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le sixième février dernier, a dit que nosdits seigneurs lui ordonnent, par leursdites commissions, et à M. le bailif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et un de Maruejols, commissaires ordinaires, comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsy qu'il a été consenty et résolu aux dits Etats; lesquels deniers Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le Royaume, aussy bien que pour les 'appointements de son altesse sérénissime, Mgr le prince de Dombes, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes, et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce envoyé, signé : Touzart, en attendant l'arrest de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année, et a remis les commissions au greffier, pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés,



contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province; la lecture ayant été finie, lesdits sieurs commissaires principal, baillif du pays de Gévaudan, en tour, et ledit sieur commis des nobles sont sortis de l'assemblée.

M. le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan et, ayant fait remettre au greffier les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture. Et ayant fait appeler M. le baron de Mercœur, s'est présenté M<sup>r</sup> Jean Bonhomme, de Saugues, lequel a demandé d'être admis dans l'assemblée, pour y prendre le rang et séance de M. le baron de Mercœur, en vertu de la procuration de M<sup>r</sup> Jean-Baptiste de Montullé, chevalier, conseiller du Roy en sa Cour de Parlement et grande Chambre d'icelle, au nom et comme fondé de procuration de très haut, très puissant et très excellent prince, Mgr Louis-François de Bourbon, prince de Conty, prince du sang, baron de Mercœur. Mais attendu que, suivant les réglemens de la province de Languedoc, nul ne peut fournir des procurations pour remplir la place de MM. les barons, et que MM. les barons doivent donner eux-mêmes les procurations, l'assemblée a délibéré, d'une voix unanime, de ne point recevoir la procuration de M. de Montullé; et, la place de M. le baron de Mercœur, se trouvant vacante, elle a été remplie par Mgr le Président, en conformité desdits réglemens de la province de Languedoc. Et ayant fait appeler le consul de Chirac, se sont présentés le sieur Malet, pourveu de la mairie de Chirac, et un député, porteur de la procuration de la communauté; lesquels ont demandé chacun

d'être admis dans l'assemblée, pour y remplir la place de consul de Chirac.

Sur quoy, Mgr le Président a prié les deux concurrents de sortir, jusques à ce que l'assemblée auroit examiné et décidé à qui des deux appartient le droit de remplir la place de consul de Chirac.

Et ayant fait appeler le consul du mandement de Nogaret, se sont présentés le sieur Favier, pourveu de la main du mandement de Nogaret, et un député porteur de la procuration de la communauté; lesquels ont demandé chacun d'être admis dans l'assemblée, pour y remplir la place du consul du mandement de Nogaret. Sur quoy, Mgr le Président a prié les deux concurrents de sortir, jusques à ce que l'assemblée auroit examiné et décidé à quel des deux appartient le droit de remplir la place de consul du mandement de Nogaret.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêt, sçavoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine; et, par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu; et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats généraux, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de toute l'assemblée, et que, néanmoins, quel-



ques-uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Sur quoy, les sieurs Gros, sindic, et de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Gros dans la charge de sindic, et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoi, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Gros et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le sindic du païs a dit que, suivant les édits et déclarations du Roy, les pourvus des charges de maire doivent remplir les places des communautés dans la présente assemblée, à l'exclusion des consuls et autres qui peuvent être députés ; que le sieur Malet étant porteur des provisions de la mairie de Chirac, et le sieur Favier étant porteur des provisions de la mairie du mandement de Nogaret, l'assemblée doit les recevoir, conformément à la volonté du Roy, et a requis de délibérer.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré que lesdits sieurs Malet et Favier seront admis dans l'assemblée pour y remplir les places de la communauté de Chirac et du mandement de Nogaret ; et, à l'instant, Mgr le Président les ayant fait appeler par le greffier, ils ont pris leur rang et séance ordinaire.

Ledit sieur syndic a dit qu'il a reçu une ordonnance de M. l'Intendant, qui accorde une somme de 13,000 livres aux communautés de ce pays, dont les récoltes furent endommagées, l'année dernière 1743, par les grêles et autres accidents du Ciel ; qu'il est nécessaire de procéder à la répartition de cette somme, eu égard aux dommages soufferts par chaque communauté, et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette, pour procéder à ladite répartition et distribution.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'on a changé dans la province de Languedoc la manière d'établir et de constater les dommages causés aux récoltes par la grêle et autres accidents du Ciel ; qu'il en donna avis aux communautés par une lettre circulaire du 1<sup>er</sup> may 1743, en conséquence des ordres de MM. les commissaires ordinaires ; qu'on exige seulement que les communautés dressent un certificat contenant : 1<sup>o</sup> la nature de l'accident du Ciel et la date du jour qu'il sera arrivé ; 2<sup>o</sup> l'espèce et la quantité des grains perdus ; 3<sup>o</sup> l'évaluation, en argent, des grains perdus ; 4<sup>o</sup> le montant de la taille endommagée ; 5<sup>o</sup> que le certificat soit signé par MM. les consuls et principaux habitans ; 6<sup>o</sup> que le certificat soit remis en diligence au syndic du pays pour être envoyé à M. l'Intendant.

L'edit sieur syndic a dit encore que les communautés sont instruites qu'il doit être fait un moins imposé des indemnités qui leur sont accordées ; mais qu'il pourroit y avoir des contestations touchant le moins imposé, attendu que dans quelques paroisses il n'y a qu'un ou deux quartiers qui ayent souffert du dommage ; qu'il importe de décider si l'indemnité appartient à un seul quartier faisant un livre particulier pour sa taille, doit rejaillir sur toute la paroisse, ou si le quartier endommagé doit en profiter privativement au reste de la paroisse ; qu'il luy paroît que le quartier qui a souffert le dommage doit profiter en seul de l'indemnité, qu'autrement il ne recevrait aucun soulagement sensible, y ayant des communautés composées de trois, quatre et jusques à huit quartiers, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré que le quartier d'une paroisse qui aura été endommagé par la grêle ou autres accidents du Ciel profitera, en un seul, du contingent de l'indemnité qui luy reviendra suivant la répartition qui en sera faite par MM. les commissaires de l'assiette ; et le syndic du pays a été chargé d'en informer les communautés qui se trouveront dans le cas.

Le sieur syndic a dit que sur les 13,000 livres de l'indemnité, il en doit être prélevé 1,500 livres, pour les intérêts de la somme de 50,000 livres qui restent deus sur celle de 50,000 livres, qui feut empruntée en l'année 1739, et distribuée aux quatre-vingt-dix paroisses grêlées, qui n'étoient pas en état d'ensemencer leurs terres, et 2,500 livres pour continuer le remboursement du capital, conformément à une lettre que M. l'Intendant a écrite à Mgr le Président, le 20<sup>e</sup> janvier dernier, et que

M<sup>gr</sup> le Président agira pour obtenir une somme plus considérable l'année prochaine.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement remercié M<sup>gr</sup> le Président de son attention et des soins qu'il se donne pour le bien et l'avantage du diocèse.

Ledit sieur syndic a dit qu'il n'a point encore reçu l'ordonnance du Roy, concernant la dépense pour le menu habillement des soldats de la dernière milice, non plus que l'ordonnance de M. l'Intendant, qui fixe le contingent de cette dépense pour le Gévaudan ; qu'il est pourtant nécessaire de procurer un fonds à M. le receveur pour payer à la caisse de la province, aux termes ordinaires ; qu'on peut le faire par estimation de la même somme que l'année dernière, qui est de 4,375 livres, et qu'au cas il y ait d'excédent, on pourra en faire un moins imposé, l'année prochaine ; et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré que ladite somme de 4,375 livres sera comprise dans le département des deniers ordinaires, sans à faire un moins imposé, l'année prochaine, de l'excédent, s'il y en a.

Ledit sieur syndic a dit que l'assemblée est instruite des mouvements que M<sup>gr</sup> le Président s'est donné, pendant son séjour à Paris, pour obtenir que l'usage du sel de Peccais soit rétably dans le Gévaudan et qu'en conséquence les greniers à sel du Gévaudan soient fournis du sel de Peccais, de la même manière qu'ils l'ont été, de tous les temps, jusques en l'année 1737, qu'on substitua le sel de Périac et de Sijean, à la place de celui de Peccais ; que les mémoires du pays du Gévaudan et de MM. les fermiers généraux sont entre les mains de

M. Fagon, qui les a examinées depuis longtemps; mais que dans la situation présente du Royaume, il est difficile de trouver des moments favorables pour faire décider les affaires particuliers.

Surquoy, l'assemblée a uniment remercié Mgr le Président de ses bontés pour le diocèse, et la prié de vouloir renouveler ses sollicitations et ses instances, pour obtenir une décision définitive.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence de la délibération prise aux Etats de l'année dernière et de l'ordonnance de M. l'Intendant, il fit faire des publications et affiches, concernant le bail de l'entretien des chemins royaux des Cévennes et qu'il se transporta à Florac où l'adjudication fut faite le 1<sup>er</sup> juillet dernier, au dernier moins disant pour dix années, suivant l'usage, à 1,075 livres par année, et, a requis l'assemblée de délibérer sur l'imposition de cette somme.

Surquoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré que ladite somme de 1,075 livres sera comprise pendant dix années dans le département des deniers ordinaires.

Ledit sieur syndic a dit, qu'en conséquence de la délibération prise aux Etats de l'année dernière, M. l'abbé Jaufroy, grand vicaire, et le syndic du pays, se transportèrent au pont du Gournier, pour prendre une connaissance exacte de l'état de ce pont, qui est très nécessaire pour la conservation du commerce du Gévaudan avec l'Auvergne, du côté de St-Urcize; qu'ils trouvèrent une partie de ce pont éboulée; que tout le reste menace une ruine prochaine; y ayant plusieurs fentes aux deux arches de ce pont, qu'on ne peut point se dispenser de refaire à neuf, paroissant que la batisse de ce pont a été mal faite.

Ledit sieur syndic a dit encore que, sur les représentations qui feurent faites par des marchands, on vérifia, en même temps, qu'il étoit nécessaire de construire un autre pont, au delà de celui de Gournier sur le ruisseau de Recoules; que ce dernier est presque aussy nécessaire que le premier, les marchands étant quelquefois obligés de passer ce ruisseau sur une poutre et de faire traverser leur cheval à la nage.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il y a plusieurs mauvais endroits au chemin qui conduit au pont de Gournier; qu'il seroit nécessaire d'y faire construire des chaussées, pour la seureté des voyageurs; que la situation actuelle des affaires ne permettent pas d'entreprendre à présent un pareil ouvrage; qu'on pourra y penser dans les suites; mais qu'on ne sçauroit se dispenser de faire construire un petit pont sur le ruisseau qui est près de Rieutort, paroisse de Marchastel, puisque ce ruisseau déborde souvent, et qu'il est aussy dangereux que celui de Recoules; et, a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette ordinaire.

#### De relevée.

Ledit sieur syndic a dit que le chemin du Gévaudan, qui aboutit en Languedoc et en Auvergne du côté de St-Flour et de Clermont est dégradé en plusieurs endroits; qu'il convient d'y faire des réparations; que si on les néglige, la dépense deviendra très considérable; la conservation de ce chemin étant nécessaire; et a requis l'assemblée de délibérer. Surquoy, les voix ayant



été recueillies, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires, pour faire mettre ce chemin en bon état.

Ledit sieur syndic a requis l'assemblée de procurer un fonds pour fournir à la dépense de la construction des ponts de Gournier, de Recoules et de Rieutort, et à la dépense de la réparation du chemin de Gévaudan en Languedoc et en Auvergne. Surquoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré, sous le bon plaisir de nos seigneurs des Etats de la province, de comprendre une somme de 10,000 livres dans le département des deniers ordinaires, attendu que la chose presse, et principalement la construction des trois ponts; et, ledit sieur syndic a été chargé de poursuivre l'autorisation de la présente délibération aux prochains Etats du Languedoc.

Ledit sieur syndic a dit, qu'il y a un chemin qui va de Serverette vers ladite cote de St-Léger-de-Peyre; mais que le diocèse n'a jamais fait travailler à la partie qui est entre deux, dans une distance de trois quart de lieue; que les marchands prient l'assemblée de faire faire cette partie de chemin.

Ledit sieur syndic a dit encore que, les deux grandes routes de Mende en Languedoc par Lacam de l'Hospitalet et par la camp de Barre, étant fermées presque tous les hyvers par une grande quantité de neiges, on est obligé de prendre une troisième route qui passe par Molezon; qu'il seroit nécessaire d'y faire faire quelques réparations, du moins pour la rendre praticable dans le temps des neiges;

Que l'avenue de Saugues vers Langogne est pareillement impraticable, à cause des neiges, pendant la plu

grande partie de l'hyver ; qu'il seroit aussy nécessaire d'y faire faire quelques réparations ; qu'il a été délibéré plusieurs fois de faire réparer le clocher de Mende, qui déperit faute de crépissage et de plusieurs autres réparations d'entretien nécessaires pour la conservation de ce grand édifice ; que l'assemblée doit pourvoir aux fonds nécessaires pour fournir à la dépense de tous ces ouvrages, et a requis de délibérer.

Surquoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette.

Ledit sieur syndic a dit encore que l'assemblée est instruite que le Gévaudan a fourni par ordre du Roy, au mois de février dernier, un certain nombre de mulets pour le convoy de l'armée d'Italie ; que lesdits mulets ont été receus, par M. Barrandon, subdélégué, en conséquence des ordres qui avoient été adressés et qu'il en fit la délivrance au sieur Masse, qui avoit été envoyé ici en qualité de brigadier pour conduire lesdits mulets à l'armée ; que quelques communautés se plaignent que ledit sieur Masse a exigé de leurs consuls, des uns : un louis d'or, de certains autres : deux louis d'or, même jusques à quatre louis d'or, à l'occasion de la vérification et recette desdits mulets ; que les consuls craignant que les mulets ne fussent rejettés et que les communautés ne fussent exposées à de plus grands fraix, crurent devoir se tirer d'affaire en donnant certaine somme audit sieur Masse ; qu'il est de conséquence de faire des démarches pour parvenir à la restitution des sommes exigées par ledit sieur Masse ; et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, les voix ayant été recueillies, ledit sieur syndic a été chargé de faire des diligences nécessaires pour avoir une connoissance exactes des sommes exigées



par ledit Masse et d'en rendre compte à MM. les commissaires ordinaires et poursuivre ensuite la restitution par leurs ordres.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Marvejols, le seizième mars mil sept cents quarante quatre.

Signé : † G. FLOR., év. de Mende.

---

1745

*MM. les commissaires de l'assiette. — Places occupées par MM. des États. — Lecture des commissions. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Les procurations doivent être accompagnées d'une lettre. — Confirmation des officiers. — Nomination de M. de Servières à la charge de substitut des nobles. — Menu habillement des soldats. — Indemnité de 20,000 livres pour pertes de récoltes. — Blé délivré à crédit en 1737, et délai accordé aux débiteurs. — Sommes dues aux collecteurs. — Les garnisons ne peuvent être envoyées que par les receveurs et non par les collecteurs. — Instruction sur la capitation et industrie. — Convoi de l'armée d'Italie ; fourniture de mulets. — Ponts et chemins. — Requisitions contre la multiplicité des commissions pour la quête de la rédemption des captifs et pour la vente du sel et de la poudre. — Clôture des États.*

L'an mil sept cents quarante-cinq et le lundy quinzième jour du mois de mars. Les gens des Trois États du pays d Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville d

Mende, sont venus à la salle du palais épiscopal, où Mgr Gabriel Florent de Choiseul-Beaupré, évêque, seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte de Gévaudan, conseiller du Roy, en ses conseils, Président-né des Etats et assiette dudit pais les attendoit, étant accompagné de M<sup>re</sup> Etienne Jaufroy, prêtre, chanoine, archidiacre de l'église cathédrale de Mende, et vicaire général de Mgr l'évêque, et de MM. les commissaires ordinaires, et, tous ensemble, sont allez à l'église cathédrale dudit Mende, pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, étant revenus audit palais épiscopal, dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, ils y ont pris chacun leur place, sçavoir : Mgr le Président sur un fauteuil placé sur une estrade élevée au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette estrade, à la tête du banc, M<sup>r</sup> M<sup>e</sup> Jean Barrandon, juge, lieutenant général au bailliage du Gévaudan pour M. le marquis de Roquelaure, baillif du pays de Gévaudan, en tour pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, M. Guillaume Guilleminet Gaillargues, commissaire principal étant absent ; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de St-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pougnaire et St-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Urbain de Retz de Bressolles, Sgr de Servièrès et autres places ; sieurs Charles Farain et Louis Bondan, 1<sup>er</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, l'année dernière, et M<sup>re</sup> Pierre de Michel du Roc, Sgr de Brion, et autres places, maire de la ville de Marvejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre, MM. les ecclésiasti-

ques, sur un banc à la droite de Mgr le président, chacun suivant son rang; et, sur le banc dudit sieur baillif MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, ou leurs députés, aussy suivant leur rang; les sieurs consuls et députés des autres villes, et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

Ledit sieur Barrandon, lieutenant-général pour ledit sieur baillif, en tour, ayant en main les commissions de nos seigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 2<sup>e</sup> janvier dernier, a dit que nos seigneurs luy ordonnent, par leurs dites commissions, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires, comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, ainsy qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats, lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le Royaume, aussy bien que pour les appointements de Son Altesse serenissime Mgr le prince de Dombes, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce envoyé, signé Pujol, en attendant l'arret de validation du conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre, de la présente année, et a remis les commissions au greffier, pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions ensemble des instructions et autres acles y attachez, C

tenant, entre autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende et de Marvejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieurs lieutenant général au bailliage pour M. le baillif, en tour, et commis des nobles sont sortis de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé, ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et, par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 2<sup>e</sup> janvier dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribua-  
bles aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats généraux de Languedoc envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour les-

quelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse seront refusées à l'avenir, sy elles ne sont pas accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne ; et que le greffier du diocèse, couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, président pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Sur quoy, les sieurs Gros, syndic, et de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer ledit sieur Gros dans la charge de syndic, et ledit sieur de Lhermet, dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Gros et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir le devoir de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Mgr le président a dit que la place de substitut de M. le commis des nobles de ce diocèse, est vacante par la mort de M<sup>re</sup> Géraud-Pierre de Michel Du Roc, Sgr du Roc, Aldy, le Mas et autres lieux, qu'il est nécessaire de la remplir et d'y nommer une personne de la qualité requise ; que M. Urbain de Retz de Bressoles, Sgr de

Servièrès et autres lieux, étant d'une naissance distinguée et que son mérite et sa capacité étant connus à l'assemblée, il croit qu'on ne peut pas faire un meilleur choix pour remplir la place de subsritut de M. le commis des nobles.

Surquoy, les voix ayant été appelées, l'assemblée étant bien informée du mérite, de la capacité et de la naissance dudit M<sup>re</sup> de Rets de Bressolles, Sgr de Servièrès, l'a unanimement nommé pour substitut de M. le commis des nobles du présent diocèse pour remplir la place vacante par la mort de M. Du Roc; et à l'instant ledit M<sup>re</sup> Urbain de Retz de Bressolles, Sgr de Servièrès, ayant été introduit dans l'assemblée par le greffier du diocèse, a prêté le serment en tel cas requis, à genoux, entre les mains de Mgr le Président; et ledit M<sup>re</sup> Urbain de Retz de Bressolles, Sgr de Servièrès a pris la place ordinaire à la dite assemblée.

Ledit sieur syndic a dit qu'il n'a point encore reçu l'ordonnance de MM. les commissaires du Roy, concernant la dépense pour le menu habillement des soldats de la dernière milice, non plus que l'ordonnance de MM. l'Intendant qui fixe le contingeant de cette dépense pour le Gévaudan; qu'il est pourtant nécessaire de procurer un fonds à M. le receveur, pour payer à la caisse de la province, aux termes ordinaires, que le contingeant du païs, de l'année dernière, monta à la somme de 6,150 livres, qu'on pourroit imposer la même somme cette année et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, les voies ayant été recueillies, a été unanimement délibéré d'imposer par estimation la somme de 6,150 livres, pour fournir à la dépense du menu habillement des miliciens.



Ledit sieur syndic a dit qu'il a receu l'ordonnance de M. l'Intendant, qui accorde une somme de 20,000 livres à ce pays, tant pour les dommages causés aux récoltes de l'année dernière 1744, que pour la continuation du remboursement des 50,000 livres qui furent empruntées en l'année 1759, et distribuée en quatre vingt dix paroisses grelées, pour leur ayder à ensemençer leurs terres; que MM. les commissaires ordinaires s'étant assembles le 5<sup>e</sup> de ce mois, ils ont prelevé sur cette somme 1,575 livres pour les intérêts de 27,500 livres, qui restent dus, et 7,500 livres, pour être employées au remboursement du capital; revenant ces deux articles à la somme de 8,875 livres. Laquelle somme étant distraite des 20,000 livres, reste 11,125 livres, dont la repartition a été faite en faveur des communautés, à proportion des dommages qu'elles ont souffert, et que chaque communauté doit faire un moins imposé du contingent que luy revient, suivant le nouveau règlement qui a été fait depuis deux ans; et a requis l'assemblée de délibérer. Surquoy, a été unanimement délibéré qu'il sera donné avis aux communautés intéressées, par une lettre circulaire, tant du contingent qui luy revient, que du moins imposé qui doit être fait.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'un conséquence des ordres de MM. les commissaires ordinaires, il fit délivrer à crédit à plusieurs particuliers, en l'année 1757, des quantités de seigle que le diocèse avoit fait acheter pour la substance de ceux qui n'étoient pas alors en argent; qu'il a des promesses par écrit de toutes les quantités délivrées; que leurs débiteurs ou leurs cautions sont solvables; qu'il reste deu, au diocèse, environ 5,000 livres, dont le recouvrement a été d f-

féré pendant quelques années, à cause des mauvaises récoltes; que MM. les commissaires du Roy ont rendu des jugemens les années 1742 et 1743, portant qu'on feroit les diligences nécessaires pour fixer le recouvrement de cet argent, et qu'il en seroit rendu compte; qu'il a rendu un troisième jugement aux derniers Etats du Languedoc portant de plus fort qu'on agira pour le recouvrement de ce même argent, et qu'on en rendra compte; et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré d'accorder un délai auxdits débiteurs jusques à la Saint Michel prochain, que les poursuites seront commencées et continuées jusques à l'entier payement des sommes deues; et, ledit sieur syndic a été chargé de leur en donner avis par une lettre circulaire.

Ledit sieur syndic a dit que MM. les commissaires du Roy, en jugeant les auditions et clôtures des comptes des collecteurs des communautés du Gévaudan, des années 1741 et 1742, rayèrent les sommes deues aux collecteurs de ces deux années, sur le fondement qu'ils n'avoient pas remis, au greffe du Roy, leurs livres de taille et une délibération de la communauté pour consentir à la vérification de ces sommes; que les collecteurs représentèrent à Mgr l'évêque de Mende, qu'ils ne pouvoient pas finir leur recouvrement dans l'année de la collecte, ny même l'année suivante; qu'ainsy leurs livres leurs étoient nécessaires pour continuer leur recouvrement. Et à l'égard de la délibération pour consentir à la vérification des sommes dues auxdits collecteurs, il feut représenté que la chose étoit dispendieuse, la plupart des communautés étant obligées d'appeler des notaires du voisinage, ny ayant des greffiers consu-



lares que dans un très petit nombre d'endroits, et que les frais de la délibération seroient souvent plus considérables que la dette; que les représentation déterminèrent Mgr l'évêque de Mende et MM. les commissaires du diocèse à prendre une délibération pour demander, à MM. les commissaires du Roy, la vérification des sommes dues, non seulement aux collecteurs des années 1741 et 1742, mais encore aux collecteurs de l'année 1743, nonobstant le défaut de remise de leurs livres de taille et des délibérations des communautés, pour consentir à la vérification de ces sommes; — qu'il feut délibéré encore de demander que les collecteurs des communautés du pays de Gévaudan soient dispensés d'envoyer, à l'avenir à Montpellier, leurs livres de taille et les délibérations des communautés pour consentir à la vérification des sommes qui se trouveront dues aux collecteurs, lorsque la dette n'excèdera pas dix livres. En conséquence de cette délibération, le syndic du pays présenta une requête à MM. les commissaires du Roy, sur laquelle ont fit espérer qu'il seroit rendu un jugement qui ordonneroit que les sommes 1741, 1742 et 1743, seroient imposées, en leur faveur, par les communautés qui les doivent et qu'on seroit dispensé, à l'avenir, d'envoyer à Montpellier les livres de taille et la délibération des communautés, pour consentir à la vérification, lorsque les sommes dues aux collecteurs n'excèderoient pas dix livres; mais que M. de Joubert marque, par une lettre du commencement de ce mois, que ce jugement ne pourra être rendu qu'aux prochains Etats du Languedoc.

Surquoy, a été unanimement délibéré que le syndic du pays fera des démarches nécessaires pour obtenir

ledit jugemnt à la prochaine assemblée des Etats du Languedoc.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il a été rendu un jugement par MM. les commissaires du Roy, le 15<sup>e</sup> décembre dernier, portant qu'il sera fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de l'année 1743 ; lesquels reliquats montent en total à la somme 1,116 livres 3 sols, et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés intéressées par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit aussy que, quelques communautés ont négligé, l'année dernière, de faire le moins imposé des reliquats des comptes, conformément aux mandes de la taille, relatives aux jugements de MM. les commissaires du Roy ; que M. de Joubert, syndic général de province marqua par une lettre que MM. les commissaires du Roy rendront des jugements contre les consuls et greffier, qui négligeront de faire lesdits moins imposés et les condamneront à des amendes, et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, les voies ayant été recueillies a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit encore que, suivant les règlements, MM. le receveurs des tailles sont seuls en droit de décerner des garnizons que les collecteurs peuvent seulement se servir des garnizons à eux envoyées par M. le receveur et les placer chez les contribuables, dont les cottitez excèdent six livres ; n'étant pas permis de placer des garnizons chez ceux dont les cottes ne sont

que de six livres et au dessous, en ce cas, il est permis seulement de faire supporter la garnizon par tous les contribuables à proportion de ce qu'ils doivent sur la somme demandée par M. le receveur; que cependant quelques collecteurs envoient de temps en temps, de leur autorité privée, des garnizons, par animosité, à quelques contribuables, même à ceux dont les cotitez n'excedent pas six livres; ce qui est prohibé par les réglemens; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés par un article de la mande, afin que les collecteurs et les contribuables soient instruits des réglemens et qu'on s'y conforme.

Ledit sieur sindic a dit que MM. les commissaires du pays ont fait dresser et imprimer une instruction sur la capitation et l'industrie, concernant la decision sur plusieurs difficultés et sur tous les différens cas qui ont été portés devant eux depuis quelques années.

Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera envoyé des exemplaires dans toutes les communautés du pays.

Ledit sieur sindic a dit encore qu'il a été rendu un jugement par MM. les commissaires du Roy, concernant les dépenses faites par les communautés de ce pays, l'année dernière 1749, à l'occasion de la fourniture des mulets pour le convoi de l'armée d'Italie, montant à la somme de 28,574 livres 8 sous 8 deniers, pour les communautés qui ont remis leurs comptes à ce sujet avant la tenue des Etats de Languedoc; que le sindic a demandé à la province le jugement de vérification, contenant le détail et le contingent que chaque commu-

neuté doit imposer la présente année 1745; mais que M. de Joubert, syndic général, luy a repondu par une lettre du 5<sup>e</sup> de ce mois, qu'il espère que ledit jugement arrivera ici avant l'envoi des mandes. Sur quoy, ledit sieur syndic a représenté à l'assemblée que l'envoy des mandes pourroit être différé jusques au mercredi 24<sup>e</sup> du present mois de mars; ce qui a été délibéré, conformément à l'envoi dudit sieur syndic.

De relevée.

Ledit sienr syndic a dit encore qu'il a été délibéré depuis quelques années, de faire construire des *mont-joyes* sur les montages du pays, pour indiquer la route qu'on doit y tenir dans le temps des neiges et des brouillards; de refaire le pont de Gournier; de construire un pont sur le ruisseau de Recoules-d'Aubrac, et au autre pont sur le ruisseau de Rientort, près Marchastel; de réparer et de mettre en bon état le chemin du Gevaudan qui aboutit en Languedoc, par Saint-Jean-de-Gardonnenque; et en Auvergne par Saint-Chely et la Garde; de faire certaines réparations au chemin, depuis Barre jusques au pont de Ravatgers, pour le rendre praticable aux voyageurs et aux voitures, lorsque les routes de Lacam de l'Hospitalet et celle de Barre se trouvent interrompues par les glaces; de construire la partie du chemin depuis le haut de la cote de Saint-Léger-de-Peyre jusques à Servorette; de construire pareillement l'avenue de Saugues, et de faire les réparations nécessaires au clocher de Mende, pour en empêcher le déperissement; qu'il a été renvoyé à MM. les commissaires des assiettes et ordinaires, pour faire tra-

vailler à ces ouvrages et pourvoir aux fonds nécessaires pour le payement des entrepreneurs ; qu'en conséquence on adjugea, le 17 août dernier, en trois parties le chemin depuis Saint-Etienne-du-Valdonnez, jusques à l'extrémité du diocèse, vers Saint-Jean-de-Gardonnenque ; qu'on adjugea aussy, le même jour, la partie du chemin depuis Barre jusques au pont de Ravalgers ; l'avenue de Saugues et la partie du chemin qui est entre Serverette et le haut de la cote de Saint-Leger de Peyre ; que les adjudications déjà faites et celles qui restent à faire ont été appréciées à la somme de 55,000 livres, qu'il feut délibéré de demander, aux Etats du Languedoc, la permission d'imposer cette somme dans quatre années : un quart chaque année, à commencer la présente année 1745 ; que les Etats du Languedoc ont donné leur consentement à cette imposition à leur dernière assemblée et que MM. les commissaires du Roy l'ont approuvée et autorisée, et a requis l'assemblée de délibérer,

Sur quoy, les voies ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement approuvé les adjudications déjà faites ; l'a renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette et ordinaires pour continuer celles qui restent à faire ; et, il a été délibéré d'imposer ladite somme de 55,000 livres en quatre années, un quart chaque année.

Ledit sieur sindic a dit encore que le chemin de Peyrelevade est en fort mauvais état, ny ayant été fait aucune réparation depuis plusieurs années et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy a été unanimement renvoyé MM. les commissaires ordinaires.

Ledit sieur sindic a dit encore qu'on a porté des plaintes d'un abus qui s'est introduit dans quelques

communautés de ce pays, à l'occasion des commissions pour la quête de la redemption des captifs et du Saint-Sépulchre et des commissions pour la vente du sel et de la poudre à fuzil, parce que à la faveur de ces commissions on s'exempte du logement des gens de guerre, des collectes, tutelle, curatelle, sequestrages et autres charges publiques; par exemple que dans Langogne il y a jusques à vingt particuliers qui ont des commissions pour la quête de la redemption des captifs, indépendamment de ceux qui ont des commissions pour la vente du sel et de la poudre; qu'il importe de s'informer quel nombre des commissionnaires peut être nécessaire pour la vente du sel et de la poudre dans les communautés aussi bien que pour la quête de la Redemption des captifs, et de faire réduire le nombre de ces différentes espèces de commissions, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy les voix ayant été recueillies a été unanimement délibéré que ledit sieur syndic écrira une lettre circulaire aux communautés pour s'informer du nombre et des noms et surnoms de ceux qui sont pourvus de ces sortes de commissions, afin que, sur le compte qu'il en rendra à MM. les commissaires ordinaires, ils puissent faire des demarches qu'ils jugeront convenables pour le bien du public.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité, et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le quinziesme mars mil sept cents quarante cinq.

Signé : † G. FLOR., évêque de Mende.

---



1746

*MM. les commissaires de l'assiette. — Places assignées aux membres de l'assemblée des Etats. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation du serment. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du pays. — Imposition pour la fourniture des mulets destinés au convoi de l'armée. — Débets des comptes. — Règlement pour leur clôture. — Indemnité pour pertes de récoltes. Inondation des mois d'octobre et de novembre 1745. — Dégradations des ponts et chemins. — Imposition de 30,000 livres pour fournir aux réparations. — Foires de Mende. — Blé délivré à crédit. — Règlement qui fixe et réduit les privilèges des quêteurs du St-Sépulcre, pour la rédemption des captifs et des débitants du sel et du tabac. — Défense d'imposer pour la dépense des croix de Missions, sauf à y être pourvu par des quêtes. — Défense de tenir des chèvres. — Dépenses à l'occasion de la prise des villes, gain des batailles, naissance des princes, etc. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cents quarante-six et le lundy, viugt-huitième jour du mois de mars. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoquez par ordre du Roy en la ville de Maruejols, sont venus à la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, ou loge M<sup>re</sup> Etienne Jaufroy, prêtre, licencié en théologie, chanoine, archidiacre de l'église cathédrale de Mende et vicaire général de Mgr l'évêque de Mende, Président des Etats et assiette dudit pays, qui les attendoit, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires; et, tous ensemble sont allés à

Eglise collégiale de N. D. de la Carce, de ladite ville de Maruejols, pour y entendre la messe du St-Esprit. Après laquelle s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du bailliage du Gévaudan et royale ordinaire dudit Maruejols; ils ont pris chacun leur place, sçavoir : M. le Président, sur un fauteuil placé sur une estrade élevée, au-dessous d'un dais; et, sur la gauche de cette estrade à la tête du banc M. le commissaire principal étant absent; M<sup>r</sup> M<sup>e</sup> Guillaume Bruguière, juge, lieutenant général au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif, en tour pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>re</sup> Claude Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de St-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pougna-doire et St-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent; M<sup>re</sup> Urbain de Rets de Bressolles, Sgr de Servières et autres places; sieurs Charles Farain et Louis Bondan, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, l'année dernière, et M<sup>re</sup> Pierre de Michel Duroc, Sgr de Brion et autres places, maire de la ville de Maruejols, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang; et sur le banc dudit sieur baillif; MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Bruguière, pour M. le baillif, ayant en main les commissions de nos seigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux



de la province, tenus à Montpellier, le second du présent mois de mars, a dit que nos dits seigneurs luy ordonnent par leurs dites commissions, et à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Marvejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus et ainsy qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats ; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le Royaume, aussy bien que pour les appointements de Son Altesse sérénissime Mgr le prince de Dombes, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenues au billet, sur ce envoyé, signé : Touzart, en attendant l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant entr'autres choses permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Marvejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieurs lieutenant général au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif, en tour, et commis des nobles sont sortis de l'assemblée. M. le président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'Eglise, la main mise sur la poitrine, et par MM. du Tiers Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 2<sup>e</sup> du présent mois de mars, seront imposés, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ; a esté délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains ;

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Surquoy, les sieurs Gros, sindic, et de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délégué, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Gros dans la charge de sindic, et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler les sieurs Gros et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération; et M. le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leurs charges; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le sindic du pais a dit qu'il n'a point encore reçu l'ordonnance de MM. les commissaires du Roy concernant la dépense pour le menu habillement des soldats de la milice, non plus que l'ordonnance de M. l'intendant, qui fixe le contingent de cette dépense pour le Gevaudan; qu'il est pourtant nécessaire de procurer un fonds à M. le receveur, pour payer à la caisse de la province, aux termes ordinaires; qu'on pourroit imposer, par estimation, la somme de 3,000 livres; et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré d'imposer, par estimation, la somme de 5,000 livres pour fournir à la dépense du menu habillement des miliciens.

Ledit sieur sindic a dit encore, qu'en 1744, le pays de Gevaudan feut chargé de la fourniture d'un certain nombre des mulets pour le convoy de l'armée d'Italie, dont la répartition fut faite sur toutes les communau-

tés ; que 97 communautés remirent les comptes de leur dépense à la fin de la même année et que la cloture en ayant été faite par l'auditeur ordinaire, MM. les commissaires du Roy les vérifièrent et rendirent un jugement qui fixa la dépense des dites communautés à la somme de 23,574 livres 8 sous 8 deniers, dont elles firent l'imposition l'année 1745, chacun pour ce qui la concernoit, conformément audit jugement ; — que 74 communautés ayant aussy remis leurs comptes de ladite dépense, l'année dernière 1745, ils ont été pareillement cloturés ; et que MM. les commissaires du Roy l'ont vérifiée et rendu un jugement qui fixe la dépense desdites 74 communautés, à la somme de 16,297 livres 10 sols 4 deniers, dont elles doivent faire l'imposition, la présente année 1746 ; chacune comme les concerne, conformément audit jugement ; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis auxdites 74 communautés, par un article de la mando, afin qu'elles fassent l'imposition, chacune comme les concerne, conformément audit jugement de MM. les commissaires du Roy, pour le montant de ladite somme de 16,297 livres 10 sols 4 deniers.

Ledit sieur syndic a dit aussy, qu'il a été rendu un jugement par MM. les commissaires du Roy, le 25 février dernier, concernant les débets des comptes des comptables des communautés de ce pays, de l'année 1744, montant en total à la somme de 500 livres, dont l'imposition est ordonnée en faveur desdits comptables à chacun pour ce qui le concerne, et a requis de délibérer qu'il en sera fait mention dans les mandes de la

taille de cette année, et qu'on y marquera, par un article particulier la somme que chaque communauté doit imposer en faveur des comptables créanciers. Sur quoy les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement délibéré conformément à la requisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore que MM. les commissaires du Roy ont fait un règlement, par lequel ils ont déterminé que les collecteurs des communautés de l'année dernière 1745, et des années suivantes, auxquels il se trouvera être deu 5 livres et au dessus, doivent rapporter, au greffe de MM. les commissaires du Roy, leur livre de taille et une délibération contenant le consentement de la communauté, à ce que la somme due aux collecteurs soit vérifiée et l'imposition ordonnée en leur faveur, en sorte que si la créance du collecteur se trouve au dessous de 5 livres, il sera dispensé de remettre le livre de taille et la délibération de la communauté pour consentir à l'imposition, et les communautés sont autorisées à en faire l'imposition sans attendre aucun jugement ny ordonnance de nos seigneurs les commissaires du Roy; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit aussy qu'il a été rendu une ordonnance par MM. les commissaires du Roy, le 23<sup>e</sup> février 1746, portant que les debets des comptes des collecteurs du Gévaudan, des années 1741, 1742, 1743 et 1744 seront additionnés à l'état des dettes de communautés dudit pays et que pendant la tenue de

prochains Etats du Languedoc il sera procédé à la vérification des debets, se portant jusques à la somme de 10 livres, en remettant seulement les comptes qui établissent lesdits debets; et à l'égard des debets qui excèdent 10 livres, que les collecteurs doivent remettre leur livre de taille et une délibération de la communauté pour consentir à la vérification et imposition des dits debets; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il a été rendu un jugement par MM. les commissaires du Roy, portant qu'il sera fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de l'année 1744. Lesquels reliquats montent, en total, à la somme de 740 livres, et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il a reçu l'ordonnance de M. l'Intendant, qui accorde à ce pays une somme de 20,000 livres, tant pour les dommages causés aux recoltes de l'année dernière 1745, que pour la continuation du remboursement des 50,000 livres qui seurent empruntées l'année 1739 et distribuées aux quatre vingt dix paroisses grelées, pour leur ayder à ensemenser leurs terres. MM. les commissaires ordinaires s'étant assemblez, le 15 mars 1746, ils ont prélevé sur cette somme 1,000 livres pour les intérêts d'une année du capital de 20,000 livres qui restent deus et 3,000 livres pour être employées au remboursement d'une pareille somme sur le capital; revenant ces deux articles à la somme de 6,000 livres. Laquelle



étant distraite des 20,000 livres de l'indemnité, il reste 44,000 livres, dont la répartition a été faite en faveur des communautés, à proportion des dommages qu'elles ont souffert, et que chaque communauté doit faire un moins imposé du contingent qui luy revient suivant les réglemens, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy a été unanimement délibéré qu'il sera donné avis aux communautés intéressées, par une lettre circulaire, tant du contingent qui luy revient, que du moins imposé qui doit être fait.

Ledit sieur syndic a dit encore que, suivant les réglemens, les certificats des dommages causés aux récoltes doivent être remis au greffe du diocèse dans la huitaine du dommage causé, que cependant plusieurs consuls ne les ont envoyez, l'année dernière 1745, que deux ou trois mois après le cas arrivé; en sorte que le plus grand nombre n'ont été remis que dans le mois d'octobre et de novembre, et même quelques uns dans le mois de décembre; que ce retardement est préjudiciable au pays, parce que M. l'Intendant ayant procédé à la répartition avant que ces certificats soient arrivez à Montpellier, le contingent du pays se trouve moindre, et le contingent des communautés, se trouve aussy diminué par la portion qu'on a accordé jusques a présent aux communautés tardives; que d'ailleurs on soupçonna que des certificats envoyez si tard ne sont pas sincères, ayant été faits après-coup, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés par un article de la mande.

Ledit sieur syndic, a dit aussy que l'assemblée es

instruite des dommages considérables causés aux particuliers et aux communautés du Gevaudan, par les inondations des mois d'octobre et de novembre derniers; Mgr l'évêque de Mende et MM. les commissaires ordinaires chargèrent le syndic d'écrire une lettre circulaire aux communautés pour constater le montant des dommages et encore pour établir la perte des bestiaux; que suivant les certificats qui ont été remis de la part des communautés, les dommages causés par les inondations passent un million et que la perte des bestiaux de l'année dernière 1745 va à 230,000 livres; que le syndic du pays ayant dressé des mémoires à ce sujet, bien justifiés par les certificats des communautés; le tout a été envoyé à la Cour, avec les mémoires de quelques autres diocèses et qu'il y a lieu d'espérer que le Roy accordera un don aux diocèses affligés, dont M. l'Intendant fera la répartition à l'ordinaire.

Sur quoy, l'assemblée a délibéré de supplier Mgr l'évêque de Mende de vouloir bien agir auprès de M. l'Intendant, afin qu'il ait égard aux malheurs de ce pays, lorsqu'il procédera à la répartition du don du Roy.

Ledit sieur syndic a dit encore que l'assemblée est instruite des dégradations considérables arrivées aux ponts et aux chemins par les inondations des rivières et des torrents, du mois de novembre dernier; que MM. les commissaires ordinaires se donnèrent d'abord des grands mouvements pour faire placer des poutres aux arceaux des ponts qui feurent emportez et pour rendre praticables certains mauvais endroits; si bien que les voyageurs à pied et à cheval ont passé pendant l'hiver avec quelque difficulté, et qu'il s'agit à présent



de prendre des mesures pour mettre en état les ponts et chemins dégradés, afin que les charrettes et autres voitures puissent y passer; qu'il seroit très difficile et trop dispendieux, pour le diocèse, de faire toutes ces réparations dans une année, mais qu'on pourroit commencer par les routes les plus fréquentées et par les endroits les plus dégradés; que dans cette vue, Mgr l'évêque de Mende et MM. les commissaires ordinaires s'étant assembles, au mois de décembre dernier, prirent une délibération d'imposer 30,000 livres en trois années; 10,000 livres chaque année; que les Etats de Languedoc ont donné leur consentement à cette proposition; et, a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré d'imposer, cette année, la somme de 10,000 livres et une pareille somme les deux années suivantes.

Ledit sieur syndic a dit aussy que MM. les officiers ordinaires de la ville de Mende ont rendu une ordonnance de police le 7 janvier 1746, concernant la tenue des foires et marchés de ladite ville, pour détruire l'abus qui s'étoit introduit depuis quelque temps de les commencer les jours de dimanche et de fête, lorsque les foires se trouvent placées au lendemain des dimanches ou des fêtes; et comme les marchands, fabriquants et beaucoup d'autres personnes pourroient se rendre à Mende pour commencer, le dimanche de *Quasimodo*, la foire dont la tenue est fixée au lendemain lundy, ledit sieur syndic a requis l'assemblée d'ordonner l'impression de ladite ordonnance et qu'il en sera envoyé des exemplaires dans toutes les communautés. Sur quoy, a été unanimement délibéré que lesdits exemplaires seront envoyez avec beaucoup de diligence.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit que , par une délibération prise aux derniers Etats du pays, il feut chargé de faire des diligences pour le recouvrement d'une somme d'environ 5,000 livres, deue au diocèse, pour restes du prix du blé qui leur feut vendu à crédit, en l'année 1737, pour la subsistance de plusieurs personnes qui n'étoient pas en état d'en acheter argent comptant; que le recouvrement est fort avancé, n'étant deu que la somme de onze cents quelques livres; et qu'il offre d'en rendre compte.

Surquoy, a été renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette pour procéder à l'audition et clôture dudit compte et pour faire finir ce recouvrement qui dure depuis longtemps.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'en conséquence de la délibération prise aux Etats de l'année dernière, il écrivit une lettre circulaire aux communautés de ce pays le 22<sup>e</sup> may 1745, pour leur demander un état contenant : 1<sup>o</sup> les noms et surnoms des différents commissaires qui, sont dans chaque paroisse ou communauté pour la quête de la rédemption des captifs, de l'entretien du St-Sépulcre, pour la vente du sel, du tabac et de la poudre à fuzil; 2<sup>o</sup> l'espèce de commission dont chaque particulier est pourvu; 3<sup>o</sup> pour quel endroit est la commission;

Que quelques consuls ont envoyé ces états et qu'il suffira d'en examiner un seul, par exemple celui de Langogne, pour faire connoitre les abus, et que les expédiens qu'on fournira pour les détruire dans cette communauté, serviront pour les détruire dans toutes les autres;

Qu'il résulte de l'état envoyé par MM. les consuls de Langogne, qu'il y a dans Langogne trois particuliers pourvus de la commission de quêteur pour l'église paroissiale de Langogne; neuf particuliers pourvus de commission de quêteur des paroisses du diocèse de Mende, telles que sont Luc, Chaudeyrac et autres; sept particuliers pourvus de commissions de quêteur pour des personnes du diocèse de Viviers. Et dans les différents États qui ont été envoyés on trouve plusieurs commissions pour la même paroisse et beaucoup de commissions pour de simples chapelles; ce qui est contraire à l'établissement, car suivant les éclaircissements qui ont été pris à ce sujet : 1° il ne peut y avoir de quêteurs avec le privilège d'exemption de la collecte et des autres charges publiques que pour les églises paroissiales et nullement pour les églises des religieux ou religieuses, non plus que pour les chapelles des pénitents et ny des confréries ou autres chapelles de dévotion; 2° il ne peut y avoir qu'un seul quêteur dans chaque paroisse; 3° ce quêteur doit présenter sa commission à la communauté et la faire enregistrer au greffe consulaire, sans quoy, elle est comme non avenue; 4° le particulier pourvu de la commission doit faire la quête les fêtes et dimanches, à la porte de l'église de paroisse et prendre des certificats de service, sans quoy il ne peut pas jouir non plus de l'exemption de la collecte et des autres charges publiques; 5° les quêteurs ne peuvent jouir de l'effet de l'exemption que dans l'étendue de la paroisse pour laquelle la commission leur a été donnée, en sorte que les particuliers habitants de Langogne, qui ont des commissions pour les paroisses du diocèse de Viviers, ne peuvent point prétendre de jouir d'aucune exemption dans

Langogne; 6<sup>e</sup> que l'arrêt du Conseil du 20<sup>e</sup> septembre 1689, portant règlement pour les collecteurs des tailles, le Roy révoque, par une disposition expresse tous les privilèges qui pourroient avoir été accordés pour raison de l'exemption de la collecte;

7<sup>e</sup> que la déclaration du Roy, du 31 décembre 1709, en restraignant les privilèges, veut que ceux qui seront nommés collecteurs forcés en fassent les fonctions jusqu'à ce qu'ils auront obtenu leur décharge; laquelle doit être poursuivie à leurs frais et dépens.

8<sup>e</sup> Que nonobstant tous privilèges, un particulier nommé collecteur, doit faire la levée des impositions, et qu'il suffit de luy faire un acte de sommation de lever, pour le rendre responsable envers le diocèse et envers la communauté; que les observations qu'on vient de faire contre les quêteurs pour la rédemption des captifs, servent pareillement contre les quêteurs, pour l'entretien du St-Sépulcre, dont les exemptions sont bornées et limitées à la tutelle, curatelle, sequestrages; mais ils sont sujets à la collecte, au logement des gens de guerre et généralement à toutes les charges qui intéressent le Roy et le public.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il a été rendu une ordonnance par M. l'intendant, le 30 mars 1745, concernant l'exécution de l'arrêt du Conseil du 29<sup>e</sup> may 1725, portant défenses à toutes personnes de tenir des chèvres dans l'étendue de la province de Languedoc, sous les peines y contenues; que néanmoins M. l'intendant se réserve d'accorder des permissions particulières pour les endroits où il peut être tenu des chèvres sans causer aucun dommage aux bois ny aux fonds des particuliers; mais que, pour parvenir à obtenir ces permis-

sions, il faut observer certaines formalités prescrites par cette ordonnance du 22<sup>e</sup> may 1745 ; que MM. les commissaires ordinaires ont fait joindre aux exemplaires de cette ordonnance qui ont été distribuez dans toutes communautés ;

Que M. l'intendant souhaite de sçavoir s'il y a dans ce pays quelques communautés qui soient dans le cas d'être exceptées de la défense générale de tenir des chèvres, portée par l'arrêt du conseil de 1725.

Surquoy, ledit sieur syndic a observé à l'assemblée qu'il n'a été fait aucune demande à cet égard, par les consuls, qu'ainsy il luy paroît que la défense générale doit avoir son effet dans le pays, et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement délibéré d'envoyer, dans toutes les communautés, un second exemplaire de ladite ordonnance de M. l'intendant et de la lettre circulaire ; et ledit sieur syndic a été chargé d'avertir les consuls, les particuliers et les communautés, qui peuvent être dans le cas d'être exceptées de la défense générale de tenir des chèvres, doivent remplir, dans tout le mois d'août prochain, les formalités prescrites à ce sujet, et que la défense générale de tenir des chèvres aura lieu à l'égard des communautés et des particuliers qui n'auront pas fait leurs diligences dans ledit delay ;

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été rendu une ordonnance par MM. les commissaires du Roy, le 12 août 1743, au sujet de la dépense qui doit être faite par les villes et communautés de la province de Languedoc à l'occasion de la prise des villes, gain des batailles, naissance de princes et autres semblables, et qu'il a été en



même temps arrêté un état qui fixe la dépense que chaque communauté peut faire dans ces sortes d'occasions, et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés par une lettre circulaire.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité.

Fait, clos et arrêté à Marvejols le vingt-huitième mars mil sept cents quarante-six.

Signé : JAUFROY, vicaire-général.

---

1747

*Les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation du serment. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du diocèse. — M. de Morangiés sollicité le consentement de l'assemblée pour transférer, sur la terre du Bois du Mont, le titre de gentilhomme de la terre de Saint-Alban. — Debets et reliquats des comptes. — Menu habillement des militaires. — Sommes dues par diverses communautés. — Indemnité pour pertes de récoltes. — Reglement pour les dépenses ordinaires des communautés. — Dixieme. — Blé délivré à credit par le diocèse en 1737. — Le diocèse n'accordera aucune somme pour fourniture faite aux troupes par les communautés, si ce n'est pendant le séjour effectif qu'elles y auront fait. — Expert à nommer pour vérifier si certaines localités sont dans le cas de pouvoir obtenir la permission de tenir des chevres. — Ponts et chemins à reparer. — Réparation de la flèche du clocher de Mende abattue par le tonnerre. — Cloture des Etats.*

L'an mil sept cent quarante sept, et le lundy, sixième jour du mois de mars. Les gens des Trois Etats du pays du Gevaudan, convoquez par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du Palais épiscopal, où M<sup>re</sup> Etienne Jaufroy, prêtre, licencié en théologie, chanoine, archidiacre de l'église cathedrale de Mende : vicaire général de Mgr l'évêque de Mende, Président des Etats et assiette dudit pays, qui les attendoit, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires; et, tous ensemble sont allés à l'église cathedrale dudit Mende, pour y entendre la messe du Saint Esprit. Après laquelle étant revenus audit palais épiscopal, dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, ils y ont pris chacun leur place, scavoir : M. le Président, sur un fauteuil, placé sur une estrade élevée au dessous d'un dais, et, sur la gauche de cette estrade, à la tête du banc, M<sup>re</sup> Fulcran de Belliol, maire de Lodève, commissaire principal desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Jean Barrandon, juge, lieutenant général au bailliage du Gevaudan pour M. le marquis de Roquelaure, baillif du pays de Gevaudan, en tour, pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de St-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pugnadoire et St-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent; M<sup>re</sup> Urbin de Bets de Bressollés, Sgr de Servièrès et autres places; sieurs Charles, Farain et Louis Bondan, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, et M<sup>re</sup> Pierre de Michel du Roc, Sgr de Brion et autres places, maire de la ville de Marvejols, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette,

sur un ban, placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de M. le Président, chacun, suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang, et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautéz dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

Le sieur de Belliot, commissaire principal ayant en mains les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la Province, tenus à Montpellier le 2<sup>e</sup> janvier dernier, a dit que nos dits seigneurs luy ordonnent, par leurs dites commissions, aux consuls de Mende et à un de Marvejols, commissaires ordinaires comme lui, de procéder au département des deniers y contenus ainsy qu'il a été consenty et resolu auxdits Etats ; lesquels sa majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutient de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le royaume, aussy bien que pour les appointements de son altesse serenissime Mgr le prince de Dombes, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux de ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce envoyé, signé Pujol, en attendant l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de sa majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année ; et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture a été faite desdites commis-



sions, ensemble des instructions et autres actes y attachez, contenant, entre autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Marvejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieurs commissaire principal et juge, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, sont sortis de l'assemblée.

M. le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre, au greffier du diocèse, les procurations des députés auxdits Etats, en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, savoir par MM. de l'église : la main mise sur la poitrine ; et par MM. de la noblesse et députés du Tiers Etat, la main levée à Dieu, et tous ensemble ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier le 2<sup>e</sup> janvier dernier, seront imposées la présente année sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'Eglise et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président pour

toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentils hommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis, pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Surquoy, les sieurs Gros, syndic, et de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Gros dans la charge de syndic, et le sieur de Lhermet, dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Gros et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et M. le président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du pays a dit que M. le marquis de Morangiès souhaite de faire transporter, sur la seigneurie du Bois-du-Mont, le titre de gentihommerie de la terre de St-Alban, qui luy donne un droit d'entrée aux Etats de ce pays ; qu'il veut se pourvoir devant le Roy, pour ob-

tenir cette translation, et qu'il prie l'assemblée de vouloir bien y donner son consentement.

Surquoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement déclaré qu'elle consent que M. le marquis de Morangiès fasse transférer, sur la seigneurie du Bois-du-Mont, le titre de gentilhommerie de la terre de St-Alban, et qu'il se pourvoie devant le Roy pour obtenir cette permission.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il a été rendu un jugement par MM. les commissaires du Roy, le 21 décembre 1746, portant que les sommes dues aux collecteurs des années 1741, 1742 et 1743, par la clôture de leurs comptes de ces trois années, non excédant 10 livres, seront imposées en leur faveur, la présente année 1747; et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, a été unanimement délibéré, qu'il en sera donné avis aux communautés, par une lettre circulaire, qui marquera ce que chaque communauté doit imposer à ce sujet.

Ledit sieur syndic a dit aussi, qu'il a été rendu un autre jugement par MM. les commissaires du Roy, ledit jour 21 décembre 1746, portant que les sommes dues aux collecteurs de l'année 1745, par la clôture de leurs comptes de la même année, non excédant la somme de cinq livres, seront imposées en leur faveur; que ces débets montent à la somme de 303 livres 4 sols 4 denier; et a requis de délibérer qu'il en sera fait mention dans les mandes de la taille de cette année, et qu'on y marquera, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer en faveur des créanciers.

Surquoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur siudic a dit encore qu'il a été rendu un troisième jugement par MM. les commissaires du Roy, le même jour, 21 décembre 1746, portant qu'il sera fait un moins impozé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de l'année 1745; lesquels reliquats montent en total à la somme de 2,742 livres 19 sols 8 deniers; et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés par un article de la mande.

Ledit sieur sindic a dit aussi que quelques collecteurs, de l'année 1745, ont employé, dans la dépense de leurs comptes de la même année, les sommes impozées en faveur des particuliers qui avoient fait l'avance pour la fourniture des mulets du convoy, de l'année 1744, et qui n'ont rapporté que de simples certificats pour justifier les payements faits à ceux qui ne savent pas écrire; ces certificats n'étant pas suffisans pour établir un payement non plus que pour la décharge des collecteurs et des communautéz, l'auditeur des comptes a été obligé de rayer ces sortes d'articles; ce qui a donné lieu a des reliquats qui causeront de l'embarras dans les communautéz si on ne leur envoie une instruction qui leur marque les arrangements qu'elles doivent faire à ce sujet dans les impositions de l'année 1747, et que la même instruction servira à plusieurs collecteurs de l'année 1746, qui se trouvent dans le même cas que ceux de l'année 1745; et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, a été unanimement délibéré d'envoyer, aux communautés, une lettre circulaire concernant les quittances qui doivent être exigées de la part de ceux qui ne savent pas écrire et de leur marquer les arrangements



qu'on peut faire dans les impositions de l'année 1747, par rapport aux collecteurs de 1745, qui ont payé sur des simples certificats sans quittance.

Ledit sieur sindic a dit qu'il n'a point encore reçu l'ordonnance de MM. les commissaires du Roy, concernant la dépense pour le menu habillement des soldats de la milice, non plus que de l'ordonnance de M. l'Intendant, qui fixe le contingent de cette dépense, pour le Gevaudan ; qu'il est pourtant nécessaire de procurer un fonds à M. le receveur, pour payer à la caisse de la province, aux termes ordinaires ; qu'on pourroit imposer par estimation la somme de 5,000 livres, et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré d'imposer, par estimation, la somme de 5,000 livres, pour fournir à la dépense du menu habillement des miliciens.

Ledit sieur sindic a dit encore que MM. les commissaires du Roy ont rendu, le 21 décembre dernier, un jugement contenant la vérification de quelques sommes dues par les communautés de St-Chely de-Tarn, Frutgeires, Ure et St-Jean du Bleymard ; que ce jugement enjoit aux consuls et autres administrateurs d'en faire l'imposition, à peine de demeurer personnellement responsables à l'avenir, envers les créanciers, du payement des interests des sommes qui ne seront point imposées dans les années portées par les jugements de vérification ; sans que ladite peine puisse être remise ny modérée ; que MM. les commissaires du Roy ont observé que les dettes se trouvant aujourd'hui surchargées seroient acquittées depuis longtemps, et que les communautés se trouveroient soulagées, si les administrateurs avoient eu l'attention, par le passé, d'imposer les dettes

vérifiées, aux termes portés par les jugements de vérification; en sorte que pour prévenir de pareils inconvénients ont a pris le party de condamner les greffiers, consuls et autres administrateurs, au payement des intérêts des capitaux, dont l'imposition ne sera point faite, en conformité des jugements de vérification; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés par les mandes de la taille.

Ledit sieur syndic a dit aussy qu'il a receu l'ordonnance de M. l'Intendant qui accorde à ce pays une somme de 20,000 livres, tant pour les dommages cauzés aux récoltes de l'année dernière 1746, que pour la continuation du remboursement des 50,000 livres qui furent empruntées en l'année 1739, et distribuées aux 90 paroisses grelées, pour leur ayder a ensemencer leurs terres. MM. les commissaires ordinaires s'étant assemblés le 20 février 1747, ils ont prélevé, sur cette somme, 750 livres, pour les intérêts d'une année de capital de 15,000 livres, qu'il reste deu, et 5,000 livres pour être employées au remboursement d'une partie du capital; revenant ces deux articles à la somme de 5,750 livres; laquelle étant distraite des 20,000 livres de l'indemnité, il reste 14,250 livres, dont la répartition a été faite en faveur des communautés à proportion des dommages quelles ont souffert, et que chaque communauté doit faire un moins impozé du contingeant qui luy revient, suivant le règlement; et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, a été unanimement délibéré qu'il sera donné avis aux communautés intéressées, par une lettre circu-

laire, tant du contingent qui luy revient, que du moins imposé qui doit en être fait.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'en conséquence de la délibération prise par MM. les commissaires du pays le 23 may 1746, il a envoyé aux communautéz les nouveaux États arrêtés par MM. les commissaires du Roy, portant règlement pour tout ce qui a rapport aux dépenses ordinaires et revenus patrimoniaux desdites communautéz, et qu'on doit se conformer audit règlement a commencer la présente année 1747. En sorte que les communautéz qui auront des representations à faire, doivent exécuter, par provision, ce qui a été déterminé, jusques à ce qu'il en ait été autrement ordonné; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy a été unanimement délibéré d'en donner avis aux communautés par un article de la mande, et de leur marquer quelles pourront s'adresser à MM. les commissaires ordinaires, qui leur donneront leur avis, supposé qu'elles trouvent quelques difficultés dans l'exécution du nouveau règlement.

Ledit sieur syndic a dit aussy, que par un édit du mois de décembre 1746, le Roy a ordonné que le dixième sera augmenté de 2 sols par livre à commencer du 1<sup>er</sup> janvier 1747 ; que les rentes et interets en argent, les pensions en denrées, les revenus des biens nobles et des biens ruraux, le produit de l'industrie des marchands et artizans et généralement tous les revenus sujets au dixième, sont pareillement sujets à cette augmentation et doivent la supporter ; que cette augmentation se trouve naturellement faite sur tous les dixièmes fixes, tels sont le dixième des biens nobles, le dixième des rentes et intérêts et des pensions de toute nature ; mais que le dixième de l'industrie des marchands et

artisans et généralement de tous les particuliers qui ont une industrie, sera très difficile à régler, parce que le produit de cette industrie n'est pas fixe et constant; qu'on a été très embarrassé, les années précédentes, pour la repartition de cette espèce de dixième, ny ayant que très peu des communautéz où il y ait des particuliers sujets à l'industrie; lesquels sont d'ailleurs pauvres pour la plus grande partie; qu'on pourroit charger MM. les commissaires de la capitation d'examiner, dans leur tournée, s'il ny auroit point dans les communautéz d'autres objets que ceux qui ont été compris jusqu'à présent dans les rôles de l'industrie, et si parmy les communautéz qui ont été exemptes de cette imposition, jusqu'à présent, on ne pourroit point en découvrir quelqu'une qui feut en état de supporter un petit contingent de ce dixième, et que sur le rapport qui sera fait par MM. les commissaires, après leur tournée de capitation, on dressera le département de ce dixième, de la manière qu'on trouvera la plus convenable pour le soulagement de ceux qui sont surchargés.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré que MM. les commissaires de la capitation vérifieront, dans leur tournée, si quelques unes des communautéz qui ont été exemptées jusques à présent, de l'imposition du dixième de l'industrie, ne pourront point supporter un contingent de ce dixième; et encore, si dans les communautéz qui ont supporté cette imposition, il ny auroit point un plus grand nombre de particuliers sujets à l'industrie, que ceux qui ont été compris jusques à présent dans les rôles.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il a été chargé par plusieurs délibérations de faire des diligences pour le recouvrement d'une somme d'environ 3,000 livres, deue



au diocèse pour restes du prix du blé vendu à crédit en l'année 1737, pour la subsistance de plusieurs personnes qui n'étoient pas en état d'en acheter argent comptant; que suivant le compte qui fut rendu à l'assiette de l'année dernière, il ne restoit à recouvrer que la somme de 1,100 quelques livres; que les diligences de l'année dernière 1746, ont produit environ 800 livres, dont ledit sieur syndic offre de rendre compte, et qu'il ne reste à recouvrer que trois cents quelques livres; et a requis l'assemblée de délibérer. Surquoy, a été unanimement renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette pour procéder à l'audition et clôture du compte du recouvrement fait en l'année 1746, et pour faire finir ce recouvrement qui dure depuis longtemps.

Ledit sieur syndic a dit aussi que les communautés de la province du Languedoc ont supporté, en leur propre, la dépense du cazernement des troupes jusques en l'année 1720, que les diocèses ont commencé d'y contribuer uniquement pour le loyer des lits et pour le bois et chandelles du corps de garde; et encore ils n'ont contribué à ces deux articles de dépense que pendant le séjour réel et effectif des troupes dans les communautés et non pendant leur absence. Le loyer des cazernes, le loyer du corps de garde, des écuries, du grenier à foin et la fourniture de l'ustensille, ayant été toujours supportée par les communautés; tel est le règlement et l'usage qui s'observe encore dans les diocèses de la province de Languedoc, à l'exception du diocèse de Mende, où MM. les commissaires ordinaires jugerent à propos d'accorder aux communautés un plus grand soulagement et de l'étendre jusques au loyer des cazernes, du corps de garde, des écuries et du grenier à foin, pendant le séjour réel et effectif des troupes.

La communauté de Florac ayant regardé le loyer des cazernes et du corps de garde, non comme une grâce, mais comme une contribution qu'elle étoit en droit d'exiger du général du diocèse se pourvut devant M. l'Intendant pour l'obtenir.

La requête ayant été signifiée au syndic du pays, il en donna connoissance à MM. les commissaires ordinaires qui s'assemblèrent le 19 septembre dernier et délibérèrent de se conformer aux réglemens, et en conséquence de ne donner aucun secours, non pas même pour le loyer des cazernes, ny pour le corps de garde, pendant l'absence des troupes et chargèrent le syndic du pays de défendre aux procès ; sur lequel il a été rendu une ordonnance définitive le 2<sup>e</sup> janvier 1747, qui décharge le pays de la demande à luy faite par les administrateurs de la communauté de Florac.

Cette requête fut signifiée à la communauté de Florac, le 23 janvier dernier par les ordres de MM. les commissaires ordinaires, qui chargèrent, en même temps, le syndic d'écrire une lettre circulaire aux communautés qui sont dans le cas du cazernement des troupes, pour les informer qu'on leur accordera le secours accoutumé pendant le séjour réel et effectif des troupes, mais qu'on ne leur accordera rien pour le temps de l'absence, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1747 ; afin que les administrateurs prissent les mesures qu'ils jugeroient convenables pour l'intérêt des communautés, et a requis l'assemblée d'approuver ce qui a été fait par MM. les commissaires.

Surquoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement approuvé ce qui a été déterminé par MM. les commissaires ordinaires, concernant le secours qui doit être accordé par le pays aux communautés particulières pour la dépense du cazernement des troupes en confor-

mité des règlements et de l'usage observé dans le Gévaudan.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit que, suivant les règlements, les certificats des dommages cauzés aux récoltes doivent être remis au greffe du diocèse dans la huitaine du dommage causé ; que MM. les consuls des communautés ont été avertis plusieurs fois de se conformer à ce règlement, et encore nommèrent par une lettre circulaire du mois d'aoust dernier ; que nonobstant tous ces avis plusieurs consuls n'ont envoyé des certificats pour l'année 1746, qu'au mois d'octobre et de novembre, même pendant le mois de décembre ; que ce retardement est préjudiciable au pays, parce que M. l'Intendant fait la répartition de l'indemnité avant la remise de ces certificats ; le contingent du général du pays se trouve aussy diminué par la portion qu'on a accordé jusques à présent aux communautés tardives ; que d'ailleurs on soupçonne que des certificats, envoyés si tard, ne sont pas sincères, et qu'ils ont été faits après coup ; et a requis l'assemblée de délibérer que les certificats qui ne seront pas remis au greffe du diocèse dans la huitaine seront rejetés et que MM. les commissaires ni auront aucun égard dans la répartition de l'indemnité.

Surquoy, a été unanimement délibéré que les certificats des dommages cauzés aux récoltes qui ne seront point remis dans la huitaine ou au plustard dans la quinzaine les commissaires ordinaires ont été priés de ny avoir aucun égard dans la répartition des indemnités, et ledit sieur syndic a été chargé d'en donner avis aux communautés par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été rendu une ordonnance par M. l'Intendant le 30 mars 1743,

concernant l'exécution de l'arrest du conseil du 29 may 1725, portant défenses à toutes personnes de tenir des chèvres dans l'étendue de la province du Languedoc, sous les peines y contenues; que néanmoins MM. l'intendant se réserve d'accorder des permissions particulières pour les endroits où il peut être tenu des chèvres, sans causer aucun dommage aux bois ny aux fonds des particuliers; mais que, pour parvenir à obtenir ces permissions, il faut observer certaines formalités prescrites par cette ordonnance, dont les exemplaires feurent envoyez dans toutes les communautés du pays, avec une lettre circulaire à la fin du mois de may 1745; que les consuls n'ayant fait aucune démarche ny diligence sur ce premier envoy, il fut délibéré, aux Etats du pays de l'année 1746, d'envoyer d'autres exemplaires de la même ordonnance avec une nouvelle lettre; ce qui fut exécuté le 6 avril 1746;

Que depuis ce second envoy les habitants des paroisses de Planchamp et St-Jean-Chazornes, la Malène, St-Pierre-des-Tripiers, Castelbouc, Cocurez, St-Martin-de-Lansuscle, St-André-de Lancize, St-Hilaire-de-Lavit, St-Germain-de-Calberte, St-Privat-de-Vallongue, St-Julien-des-Points, Cassagnas et St-Michel-de-Dèze, s'étant assemblés, ont reconnu que la plupart des particuliers ne sauroient subsister sy on ne leur permettoit point de tenir des chèvres; que le lait et le fromage de ces animaux est leur unique ressources, que d'ailleurs leur pays étant couvert de rochers escarpés et inaccessibles, il ny a que les chèvres qui puissent y grimper pour y brouter l'herbe et les buissons; qu'ils n'ont point de facultés suffisantes pour acheter des bœufs ny des vaches, et qu'ils n'ont point des prairies pour les nourrir;

Que les habitants des paroisses de Serverette, Sainte-Enimie et le Bousquet-la-Barthe demandent que pour les mêmes raisons, qu'il leur soit permis de tenir un certain nombre de chèvres ; qu'il paraît nécessaire de nommer un expert pour procéder à la vérification des paroisses cy dessus dénommées et dresser un procès-verbal en conformité de l'ordonnance de M. l'Intendant.

Surquoy, l'assemblée a unanimement renvoyé à M. le Président de l'assemblée pour nommer l'expert qui doit se transporter dans les communautés de Planchamp et St-Jean-Chazorne , la Malène , St-Pierre-des-Trepriers , Castelbouc, Cocurez, St-Martin-de-Lansuscle, St-André-de-Lancize, St-Hilaire-de-Lavit, St-Germain-de-Calberte, St-Privat-de-Vallongue, St-Julien-des-Points, Cassagnas, St-Michel-de-Dèze, Serverette, Ste-Enimie et le Bousquet-la-Barthe, y procéder à la vérification des différents lieux et terroirs et remplir le fait de sa commission, portée par l'ordonnance de M. l'Intendant, dont il lui sera remis un exemplaire avec les délibérations prises par lesdites communautés, après qu'il aura prêté le serment entre les mains de M. Barrandon, subdélégué.

Ledit sieur syndic a dit aussy qu'en conséquence des délibérations prises aux Etats et assiette du pays l'année dernière 1746, MM. les commissaires ordinaires ont fait construire le pont de Travettes (Tarbettes), près Marvejols, et le pont du Pré-Vival près Mende, qui avoient été emportés par les inondations de l'automne de l'année 1745, qu'ils ont fait reparer une partie des ponts qui avoient été fort dégradés par les mêmes inondations, scavoir : le pont de St-Laurent-de-Trèves, le pont de Chaudeyrac, le pont de la Pontière, le pont de Soulis, le pont de Luc ; qu'ils font pareillement réparer.

le chemin de Florac vers le bas Languedoc, le chemin de Marvejols à St-Chély et à la Garde, le chemin de Rientort jusques à Serverette, St-Alban et le Malzieu, le chemin de Montferrand en Rouergue, et plusieurs autres ponts et chemins dont le rétablissement a couté considérablement; que la dépense excède l'imposition de 10,000 livres qui fut faite à ce sujet l'année dernière et a requis l'assemblée d'approuver et autoriser ce qui a été fait.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement approuvé les constructions et réparations des ponts et chemins qui ont été faites par MM. les commissaires ordinaires dans l'année 1746.

Ledit sieur syndic a dit encore que cette assemblée a été embarrassée pendant quelques années sur le rétablissement de la tourelle du clocher de Mende qui fut détruite par le tonnerre en l'année 1732, y ayant fort peu d'ouvriers, dans ce pays, entendus pour les échafaudages et les machines qui étoient nécessaires pour conduire le travail et rendre l'ouvrage parfait; que certaines personnes avoient demandé jusques à 12,000 francs pour cet ouvrage; que d'autres personnes avoient demandé jusques à 8 et 6,000 francs; mais qu'enfin cette tourelle a été réparée pour 2,600 livres, dont un tiers a été supporté par le clergé du diocèse.

Ledit s<sup>r</sup> syndic adit aussy qu'on étoit pareillement embarrassé pour prévenir la ruine du corps du clocher qui dépérit faute d'entretien; que les réparations consistent a en crepir les murailles, reparer le pavé des voutes et a fermer les goutieres pour empecher que les eaux pluviales ne se filtrent à travers des murailles; que d'ailleurs plusieurs pierres s'étant détachées de divers en-

droits, il est absolument nécessaire de les remplacer; que ces ouvrages étant d'une nature à ne pouvoir pas être adjugés par prix fait; l'assemblée des Etats du pays, de l'année 1743, renvoya à MM. les commissaires ordinaires pour y faire travailler de concert avec MM. du clergé, et qu'en conséquence le travail a été commencé par économie au mois de septembre dernier, du consentement de MM. les commissaires de la Chambre ecclésiastiques, qui ont délibéré de fournir le tiers de la dépense, suivant l'usage. Ledit sieur syndic ayant requis l'assemblée d'approuver le rétablissement de la tourrelle, les ouvrages commencés par économie et de renvoyer à MM. les commissaires résidant à Mende, pour faire continuer le travail.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement approuvé le rétablissement de la tourrelle du clocher de Mende, aussy bien que les réparations commencées par économie, pour prevenir le déperissement du clocher, ayant été renvoyé à MM. les commissaires résidant à Mende, pour faire continuer les travaux de concert avec MM. du clergé.

Ledit sieur syndic a dit encore que la réparation du pont et de la chaussée des Estrets a été adjugée à 5,000 livres; la réparation du pont de la Prade à 10,000 livres; que la réparation du pont de Ste-Enimie, du pont neuf de Balsièges, qu'on ne peut point renvoyer à une autre année, couteroit plus de 6,000 livres; que ces deux articles vont à 12,000 livres, sans à ce comprendre les chaussées et les montjoyes qu'on fait construire sur la montagne de la Montredorte; que le fonds de 10,000 livres, qui a été imposé l'année dernière, se trouvant absorbé, et même 8,000 livres au delà, il n'est pas possible

de fournir à la dépense des ouvrages de l'année 1747, si on ne pourvoit à de nouveaux fonds; que cette considération engagea MM. les commissaires ordinaires, dans leur assemblée, tenue au mois de may dernier, de demander aux Etats de Languedoc leur consentement pour imposer une somme de 10,000 livres, la présente année 1747; ce qui leur a été accordé de même par une ordonnance de MM. les commissaires du Roy; et a requis l'assemblée de délibérer sur cette nouvelle imposition.

Surquoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré d'imposer ladite somme de 10,000 livres conformément à l'ordonnance de MM. les commissaires du Roy, et à la délibération du 21 may dernier.

Après quoy le *Te Deum* a été récité.

Fait, clos et arrêté à Mende, le 6<sup>e</sup> mars mil sept cens quarante-sept.

Signé : JAUFROY, vicaire général et Président.

---

1748

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions. — Prestation de serment. — Vote des sommes demandées. — Confirmation des officiers du diocèse. — Menu habillement des milieiens. — Debets et reliquats des comptes. — Règlement pour leur clôture. — Indemnité accordée au diocèse pour dommages causés aux récoltes et pour solder un emprunt fait en 1739. — Règlement concernant les formalités qui doivent être observées par les communautés pour les réparations qui sont à leur charge. — Blé délivré à crédit par le diocèse en 1737. — Capitation. — Clôture des Etats.*



L'an mil sept cens quarante-huit, et le lundy dix-huitième jour du mois de mars. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Maruejols, sont venus à la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, où loge M<sup>re</sup> Etienne Jaufroy, prêtre licencié en théologie, chanoine, archidiaque de l'église cathédrale de Mende et vicaire général de Mgr l'évêque de Mende, Président des Etats et assiette dudit pays, qui les attendait, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires; et, tous ensemble sont allés à l'église collégiale de N. D. de la Carce, de ladite ville de Maruejols, pour y entendre la messe du St-Esprit. Après laquelle s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du bailliage du Gévaudan et royale ordinaire dudit Maruejols, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : M. le Président, sur un fauteuil placé sur une estrade élevée, au-dessous d'un dais; et, sur la gauche de cette estrade à la tête du banc, M. de Guilleminet, commissaire principal étant absent; M<sup>re</sup> M<sup>re</sup> Guillaume Bruguière, juge, lieutenant général au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif, en tour pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de St-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pougnaire et St-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent; M<sup>re</sup> Urbain de Rets de Bressolles, Sgr de Servièrès et autres places; sieurs Charles Farain et Louis Bondan, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, l'année dernière, et M<sup>re</sup> Pierre de Michel Duroc, Sgr de Brion et autres places, maire de la ville de Maruejols, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre; MM. les ecclésiastiques, sur un banc

à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang ; et sur le banc dudit sieur baillif ; MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang, et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Bruguière, juge, lieutenant général au bailliage de Gévaudan pour M. le baillif, ayant en main les commissions de nos seigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 13<sup>e</sup> janvier dernier, a dit que nos dits seigneurs luy ordonnent, par leurs dites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le Royaume, aussy bien que pour les appointements de Son Altesse sérénissime Mgr le prince de Dombes, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenues au billet, sur ce envoyé, signé : de Beaulieu, en attendant l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés,

contenant entr'autres choses permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Marvejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, le dit sieur lieutenant général au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif, en tour, est sorti de l'assemblée.

M. le président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'Eglise, la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 13<sup>e</sup> janvier dernier, seront imposés, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé

dans ce pays pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont obmis d'écrire lesdites lettres; a esté délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains;

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Surquoy, les sieurs Gros, syndic, étant absent et le sieur de Lhermet, greffier, étant sorty de l'assemblée, a été délégué, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Gros dans la charge de syndic, et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier. Après quoy, les Etats ayant fait appeler ledit sieur de Lhermet, lecture luy a été faite de la présente délibération; et M. le Président luy a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de sa charges; ce qu'il a promis et juré de faire.

Le syndic du diocèse étant absent, ledit sieur de Lhermet, greffier, a dit qu'il a reçu une ordonnance de MM. les commissaires du Roy, concernant l'imposition de la dépense du menu habillement des miliciens, mais qu'il n'a point encore receu l'ordonnance qui doit fixer le contingent du Gévaudan sur cette dépense; qu'il est

pourtant nécessaire de procurer un fonds à M. le receveur, pour payer à la caisse de la province, aux termes ordinaires ; qu'on pourroit imposer par estimation, la somme de 6,000 livres ; et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré d'imposer, par estimation, la somme de 6,000 livres, pour fournir à la dépense du menu habillement des miliciens.

Ledit sieur de Lhermet a dit encore qu'il a été rendu un jugement par MM. les commissaires du Roy, le 30 décembre 1747, portant que les sommes dues aux collecteurs de l'année 1746 par la clôture de leurs comptes de la même année, non excédant la somme de dix livres seront imposées en leur faveur ; que ces debets montent à la somme de 189 livres 12 sols 6 deniers ; et a requis de délibérer qu'il en sera fait mention, dans les mandes de la taille, de cette année et qu'on y marquera, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer à ce sujet.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement délibéré, conformément à la requisition dudit sieur greffier.

Ledit sieur de Lhermet a dit aussy, qu'aux derniers Etats du Languedoc, MM. les commissaires du Roy ont rendu un jugement contenant la vérification des sommes dues par quelques communautés ; que ce jugement enjoint aux consuls et autres administrateurs, d'en faire l'imposition, à peine de demeurer personnellement responsables à l'avenir, envers les créanciers, du payement des intérêts des sommes qui ne seront point imposées dans les années portées par les jugemens de

vérification, sans que ladite peine puisse être remise ny modérée; que MM. les commissaires du Roy ont observé que les dettes extraordinaires, dont plusieurs communautés se trouvent aujourd'hui surchargées seroient acquittées depuis longtemps, et que les communautés se trouveroient soulagées si les administrateurs avoient eu l'attention, par le passé, d'imposer les dettes vérifiées, aux termes portés par les jugemens de vérification; en sorte que pour prevenir de pareils inconveniens, on a pris le party de condamner les greffiers, consuls et autres administrateurs, au payement des intérêts des capitaux dont l'imposition ne sera point faite en conformité des jugemens de vérification; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés intéressées, par les mandes de la taille, et qu'on y marquera précisément les sommes que chaque communauté doit imposer en exécution dudit jugement de vérification.

Ledit sieur de Lhermet a dit encore, qu'il a été rendu un jugement par MM. les commissaires du Roy, le 30 décembre 1747, portant qu'il sera fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des relicats des comptes des collecteurs de l'année 1746. Lesquels relicats montent en total à la somme de 4,280 livres 17 sols 8 deniers; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, a été unanimement délibéré, qu'il en sera donné avis aux communautés, par un article de la mande.

Ledit sieur de Lhermet a dit encore que, par les réglemens faits pour l'audition et cloture des comptes

des collecteurs des communautés, il est défendu à l'auditeur d'allouer, dans la dépense, les articles dont on ne rapporte point les quittances et autres pièces justificatives nécessaires ; qu'il est même ordonné à l'auditeur de rayer purement ces sortes d'articles ; ce qui cause des contestations entre les créanciers auxquels les sommes rayées sont légitimement dues, et les collecteurs qui ne veulent pas payer les sommes rayées, étant informés que MM. les commissaires du Roy ordonnent qu'il en sera fait un moins imposé, au moyen duquel les collecteurs payeront deux fois la même somme ; que par les mêmes réglemens il est ordonné que l'auditeur des comptes enverra, chaque année, au commencement du mois d'octobre, au greffe de MM. les commissaires du Roy, à Montpellier, un extrait sommaire de la recette, dépense et clôture de chaque compte ; au moyen duquel envoy sa commission est consommée et il ne luy est plus permis de toucher à aucun compte ; que quelques collecteurs n'étant pas instruits que par la clôture de leurs comptes ils sont libérés envers la communauté et envers ses créanciers, et encore que la commission de l'auditeur finit au commencement du mois d'octobre, payent les sommes rayées et portent les quittances à l'auditeur après le mois d'octobre, afin qu'il rétablisse les articles rayés faute de la remise des quittances, l'auditeur ne pouvant pas faire le rétablissement de ces articles, sa commission ayant pris fin. comme il a été déjà observé, le collecteur qui a payé se trouve dans l'embarras ; que si le collecteur refuse de payer le créancier légitime, il se pourvoit en justice ; que la communauté même ne sait quel party prendre voyant qu'il luy est ordonné de faire un moins imposé de la somme,

dont le payement est demandé par le créancier légitime.

Sur quoy, le dit sieur de Lhermet a représenté à l'assemblée, qu'il y a une voye très simple pour faire raison au créancier légitime et pour tirer d'embarras le collecteur et les communautés ; que cette voye consiste 1° à faire le moins imposé, conformément au jugement de MM. les commissaires du Roy ; 2° qu'en même temps on doit imposer par doublement, et par un article particulier, la somme légitimement due, en énonçant qu'elle a été rayée dans le compte du collecteur d'une telle année, faute de rapporter la quittance et les autres pièces justificatives qui peuvent être nécessaires ; 3° l'imposition étant faite par doublement, le nouveau collecteur peut recevoir de l'ancien collecteur, lui faire quittance du moins imposé et payer le créancier légitime, en exigeant de luy une quittance, pour ne pas tomber dans le même embarras que l'ancien collecteur.

Ledit sieur de Lhermet a observé encore qu'on opposera peut être qu'il est bien dur, pour un créancier légitime d'une rente par exemple de l'année 1747, d'attendre son payement jusques à l'imposition de l'année 1749 ; à quoy on peut répondre que le créancier légitime est dans le tort de n'avoir pas fourny sa quittance au collecteur de 1747, pendant les six à sept premiers mois de l'année 1748, et que la reddition des comptes des collecteurs étant très avantageuse au public, ne doit pas être suspendue ny retardée pour favoriser un créancier négligent ; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement délibéré qu'il sera dressé incessamment une lettre circulaire pour donner connaissance de ce



dessus aux consuls, collecteurs et autres officiers des communautés.

Ledit sieur de Lhermet a dit aussy, qu'il a receu l'ordonnance de M. l'Intendant, qui accorde à ce pays une somme de 25,000 livres pour les dommages causés aux récoltes de l'année dernière 1747, et pour la mortalité des bestiaux de la même année et encore pour achever le remboursement des 50,000 livres qui furent empruntées en l'année 1729 et distribuées aux 90 paroisses grelées, pour leur ayder a ensemençer leurs terres. MM. les commissaires ordinaires s'étant assemblés le 1<sup>er</sup> de ce mois, ils ont prélevé, sur cette somme, 10,500 livres, pour achever de rembourser en capital et intérêts les 50,000 livres. Laquelle somme de 10,500 livres étant distraite de 25,000 livres, il reste 14,500 livres dont la repartition a été faite en faveur des communautés, à proportion des dommages qu'elles ont souffert dans leurs récoltes et par la mortalité des bestiaux, et que chaque communauté doit faire un moins imposé du contingent qui luy revient suivant les règlements ; et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy a été unanimement délibéré qu'il sera donné avis aux communautés intéressées, par une lettre circulaire, tant du contingent qui leur revient, que du moins imposé qui doit être fait.

De relevée.

Ledit sieur de Lhermet a dit qu'en conséquence des ordres de MM. les commissaires ordinaires, le syndic du pays a dressé un mémoire ou instruction contenant en substance les délibérations et autres actes qui doivent être faits, à la diligence des consuls, pour parvenir à l'ad-

judication de la réparation des églises paroissiales, des maisons rurales, fonte des cloches, réparation des fontaines et généralement de tous les ouvrages publics qui sont à la charge des communautés.

Ce mémoire porte que lorsqu'il y aura des ouvrages ou des réparations à faire dans une communauté, par exemple à la nef de l'église ou à la maison curiale, les habitants doivent délibérer sur ces réparations et nommer un expert pour en dresser le devis, lequel doit être représenté à l'assemblée, et, ayant été examiné et trouvé bon, on doit le déclarer par une seconde délibération et donner pouvoir aux consuls de présenter une requête à M. l'intendant pour obtenir la permission de faire publier et afficher le devis pendant trois dimanches et de recevoir les offres et moins dites.

L'ordonnance étant envoyée à la communauté, les consuls feront faire les publications et affiches et assembleront la communauté au jour et heure indiquée pour l'adjudication à celui qui fera la condition la plus avantageuse pour la communauté.

Dans cette assemblée en fera mention des différentes offres, des noms des offrants et le reste sans pourtant faire l'adjudication, mais par la délibération, les consuls seront chargés de se pourvoir devant M. l'intendant pour obtenir la permission de passer le bail à . . . . . dernier, moins disant, à la somme de . . . . . et l'entrepreneur étant entièrement payé, les consuls pourront représenter tous les actes à la première assemblée de la communauté, qui leur donnera le pouvoir de recourir à nos seigneurs les commissaires du Roy pour demander la vérification de la somme empruntée, et que l'imposition en soit ordonnée sur la communauté avec l'intérêt à cinq pour

oent depuis le jour de l'emprunt jusques au premier janvier de l'année qui suivra l'imposition.

A l'égard des églises de paroisses : que les réparations du chœur et du sanctuaire doivent être faites aux dépens du prieur décimateur et non aux dépens de la communauté. A l'égard des maisons curiales : que les prieurs ou curés qui les occupent, doivent les entretenir à leurs frais et dépens, c'est-à-dire que les réparations à l'entretien le regardent, les communautés n'étant tenus qu'aux réparations majeures.

Enfin que les réparations majeures des maisons presbytérales qui sont occasionnées ou qui proviennent du défaut d'entretien, doivent être supportées par les curés et nullement par les communautés; et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, a été unanimement délibéré que ledit mémoire sera inséré dans les mandes de la taille de cette année, et qu'on en fera imprimer des exemplaires particuliers pour être envoyés aux consuls.

Ledit sieur de Lhermet a dit encore, que les administrateurs de la communauté de Saint-Privat-de-Vallongue se sont pourvus pardevant MM. les commissaires du Roy pour être déchargés de contribuer au dixième de l'industrie des marchands et artisans; que leur requête ayant été signifiée au syndic il en donna connaissance à MM. les commissaires ordinaires; et, par leur ordre ayant fourni des défenses, les habitants de St-Privat-de-Vallongue ont été déboutés de leur prétention, et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy les voix ayant été recueillies a été unanimement délibéré que la communauté de Saint-Privat-de-Vallongue sera comprise dans le département de l'indus-

trie en égard aux facultés de ses habitans, de la même manière que les autres communautés du Gévaudan.

Ledit sieur de Lhermet a dit aussi, que le syndic du pays a été chargé, par plusieurs délibérations, de faire des diligences pour le recouvrement d'une somme d'environ trois mille livres due au diocèse pour restes du prix du blé vendu à crédit, en l'année 1737 pour la subsistance de plusieurs personnes qui n'étaient pas en état d'en acheter argent comptant; que suivant le compte qui fut rendu à l'assiette de l'année 1744, il ne restait à recouvrer que la somme de onze cents quelques livres, que les diligences de l'année 1746 ont produit environ huit cents livres; qu'il ne reste dû que trois cents quelques livres, dont le syndic du pays n'a pas pu faire le recouvrement l'année dernière, à cause de ses indispositions; mais qu'il offre d'agir cette année, pour finir ce recouvrement si l'assemblée le juge à propos.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, ledit sieur syndic a été unanimement chargé de continuer ses diligences pour finir ce recouvrement.

Ledit sieur Delhermet a dit encore que suivant les décisions de M. le controlleur général et les réglemens faits en conséquence par la province du Languedoc, tous les seigneurs et autres messieurs de ladite province qui a raison de leurs charges sont capités à la Cour, à l'armée ou ailleurs, hors la province de Languedoc, doivent néanmoins payer dans le Languedoc, en argent comptant, les taxes de la capitation pour lesquelles ils sont employés dans les rôles de la capitation du Languedoc, sans à eux à porter à la Cour, à l'armée ou ailleurs les quittances des taxes par eux supportées en Languedoc.

Que MM. les commissaires du pays ont déterminé en conséquence de la décision et du règlement ci-dessus mentionnés de ne plus reprendre les quittances de la capitation payée à la Cour, à l'armée ou ailleurs hors la province de Languedoc à commencer l'année dernière 1747, qu'il a été donné avis de cet arrangement à MM. les receveurs des tailles du Gévaudan et à MM. les consuls de quelques communautés principales et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré, conformément à la décision de M. le contrôleur général et au règlement fait par la province de Languedoc, de ne plus reprendre, à l'avenir, dans le Gévaudan la quittance de la capitation payée à la cour, à l'armée ou ailleurs hors la province de Languedoc à commencer l'année dernière 1747.

Ledit sieur Delhermet a dit aussi qu'en conséquence des délibérations du pays, MM. les commissaires ordinaires ont fait construire des montjoyes sur la montagne de la Montredorte ; un pont à la Prade sur le grand chemin de Villefort, et une chaussée au lieu des Estrets ; qu'ils ont même fait augmenter d'une arche le pont du dit lieu des Estrets ; que ces ouvrages ayant été vérifiés et trouvés en bon état, les entrepreneurs ont été entièrement payés, et a requis l'assemblée d'approuver et autoriser lesdits ouvrages et les paiements faits aux entrepreneurs.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement approuvé et autorisé la construction du pont de la Prade, la construction des Montjoyes sur la montagne de Montpredorte, la construction de la chaussée qui aboutit au pont des Estrets, la réparation dudit

pont et les paiements faits aux entrepreneurs desdits ouvrages.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité.

Fait, clos et arrêté à Marvejols, le dix huitième mars mil sept cents quarante huit.

Signé : JAUFROY, vicaire général, Président.

---

1749

*MM. les commissaires de l'assiette. — Places occupées par les membres de l'assemblée des Etats. — Lecture des commissions. — Prestation du serment. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Nomination de M. Lafont à la charge de syndic. — Gratification de 6,000 livres à M. Gros, ancien syndic. — Debets et reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité accordée au diocèse pour pertes de récoltes. — Collège des étudiants en médecine à Montpellier. — Gentilhomière de St-Alban érigée en baronnie et ledit titre de gentilhomière transféré sur la terre du Bois-du-Mont. — Pont du Collet-de-Dèze, réparé. — Entretien des chemins à adjuger. — Copie des lettres de translation du titre de baronnie sur la terre de St-Alban, en faveur du maquis de Morangiés.*

L'an mil sept cents quarante neuf et le lundy dix septieme mois de mars. Les gens des Trois Etats du pays de Gévandau, convoquez par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du palais épiscopal, où Mgr l'illustrissime et reverendissime Sgr Mgr Gabriel-Florent de Choiseul-Beaupré, évêque, Sgr et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan, conseil-

ler du Roy en ses Conseils, Président-né des Etats et assiette dudit pays, les attendoit, étant accompagné de M<sup>re</sup> Estienne Jauffroy, prêtre, chanoine archidiacre de l'église cathédrale de Mende et vicaire général de Mgr l'évêque et de MM. les commissaires ordinaires. Et tous ensemble sont allés à l'église cathédrale dudit Mende pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle étant revenu audit palais épiscopal dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats; ils y ont pris chacun leur place, scavoir : Mgr le Président, sur un fauteuil placé sur une estrade élevée au dessous d'un dais; et, sur la gauche de cette estrade, à la tête du banc, M<sup>re</sup> Emmanuel de Bessuéjols, chevalier, Sgr marquis de Roquelaure, Bessuejolz, Montchanson et Taulet, Sgr de Ceirac, Gabriac, La Souq, du Bacon-l'Eglise, en Gévaudan, comte et baron d'Apcher, Sgr et baron de la ville de Saint-Chély et autres places, cy devant guidon des gens d'armes de la Reyne, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis, baillif dudit pays de Gévaudan, en tour pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M. de Saint-Rome, maire de Mende, commissaire principal desdits Etats et assiette, absent; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de Saint-Point et de Montferant, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pougnaire et Saint-Chély-du-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent; M<sup>re</sup> Urbain de Rets de Bressolles, Sgr de Servièrès et autres places; sieurs Charles Farain et Louis Bondan, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, l'année dernière, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre; M<sup>re</sup> Pierre de

Michel du Roc, Sgr de Brion et autres places, maire de de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de Mgr le Président, chacun suivant leur rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentils hommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang, et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

Ledit sieur baillif, en tour, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 4<sup>e</sup> janvier dernier, a dit que nos seigneurs luy ordonnent par leurs dites commissions, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, ainsi qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats ; lesquels sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime Mgr le prince de Dombes, gouverneur de la province et entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenues au billet sur ce envoyé, signé : Pujol, en attendant l'arrêt de validation du conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année, et a remis les commissions au greffier du diocèse pour en faire la lecture.



Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant entr'autres choses permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députez aux Etats généraux de la province; la lecture ayant été finie, M. le baillif du pays de Gévaudan, en tour, est sorti de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers Etat, la main levée à Dieu, et tous ensemble ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires présidant, pour le Roy, aux Etats de la province tenus à Montpellier, le 4<sup>e</sup> janvier dernier, seront imposés, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan, et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le departement.

Comme il est d'usage dans la province, que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent assister aux Etats de Languedoc, envoient outre leurs procurations une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'as-

semblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de toute l'assemblée, et que neantmoins quelques uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, sy elles ne sont accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains. Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instrument de nos seigneur les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Mgr le Président a dit encore, qu'il a reçu une lettre de M. Cros, syndic, dans laquelle il luy represente que ses infirmités, qui depuis quelques années deviennent tous les jours plus considérables, ne luy permettent pas de rendre plus longtemps ses services au pays ; qu'il le supplie d'agréer qu'il se retire et de le faire agréer à l'assemblée. Mgr le Président a ensuite fait faire la lecture de cette lettre ; et, après avoir témoigné à l'assemblée ses regrets sur les indispositions de M. Gros, sur la nécessité ou elles le mettent de quitter sa charge, et sur la perte que le pays fait ; il a proposé à l'assemblée d'élire, pour syndic, le sieur Etienne Lafon, avocat au Parlement de Toulouse. Il a dit que ce sujet lui étoit parfaitement connu ; qu'il espéroit qu'il marcheroit sur les traces de M. Gros, et que le pays en seroit content.

Sur quoy, Mgr le Président ayant fait appeler les voix, M<sup>re</sup> Blanquet d'Altez, baillie du Chapitre de l'église cathédrale, premier opinant, a remercié Mgr le Président de son attention pour le bien du diocèse ; il a dit qu'on ne pouvoit trouver une personne plus capable de remplacer M. Gros, que le sieur Lafont, et luy a donné sa voix. MM. les autres députés luy ont pareillement donné la leur, chacun en particulier et séparément.

Le sieur de Lhermet étant ensuite sorti de l'assemblée, il a été délibéré, d'une voix unanime, de le confirmer dans la charge de greffier du diocèse.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler les sieurs Lafont et de Lhermet, Mgr le Président a dit au sieur Lafont que les Etats venaient de le nommer syndic du pays ; qu'il comptoit qu'il ne négligeroit rien pour se rendre digne de leur choix et de la confiance dont ils l'honoraient. Lecture a été ensuite faite de la présente délibération et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Mgr le Président a dit aussy, que M. Gros a servi pendant vingt-quatre ans le diocèse, d'abord en qualité de greffier et ensuite comme syndic ; que même, pendant le temps qu'il était greffier, il faisoit les fonctions de syndic ; M. de Saint-Sauveur, qui l'étoit alors, ne pouvant s'en acquitter, à cause de ses infirmités ; que l'application, la droiture, le désintéressement avec lesquels M. Gros a remply successivement ces deux emplois, sont connus de tout le monde ; qu'il ne s'est déterminé à quitter celui de syndic, qu'après de grandes indispositions qui ne luy permettent pas d'y vaquer ; qu'il est toujours animé du même zèle pour ce diocèse, et qu'il

se propose, si Dieu lui donne la santé, de luy continuer ses services par ses lumières et ses conseils ; qu'il paroîtroit juste, en considération de ceux qu'ils a rendus, pendant vingt quatre ans et de ceux que le pays peut en recevoir encore, de luy donner une gratification qu'on pourroit fixer à 6,000 livres. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement délibéré, sous le bon plaisir de nos seigneurs des Etats généraux de la province, d'accorder à M. Gros 6,000 livres de gratification , pour récompenser les longs services qu'ils a rendus au pays, et l'engager à les continuer, sy sa santé le luy permet. Et le dit sieur sindic a été chargé de poursuivre l'autorisation de la présente délibération aux prochains Etats de la province.

Le sindic du pays a dit qu'il n'a point encore receu l'ordonnance de MM. les commissaires du Roy, concernant la dépense pour le menu habillement des soldats de la milice, non plus que l'ordonnance de M. l'Intendant qui fixe le contingent de cette dépense pour le Gévaudan ; qu'il est pourtant nécessaire de procurer un fonds à M. le recèveur pour payer à la caisse de la province, aux termes ordinaires ; qu'on pourroit imposer par estimation la somme de 6,000 livres ; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré d'imposer, par estimation, la somme de 6,000 livres, pour fournir à la dépense du menu habillement des miliciens.

Ledit sieur sindic a dit encore qu'il a été rendu un jugement par MM. les commissaires du Roy, le vingt unième décembre 1748, portant que les sommes deues

aux collecteurs de l'année 1747 par la clôture de leurs comptes, non excédant la somme de dix livres, seront imposées en leur faveur, que des debets montent à la somme de cent trente trois livres huit sols cinq deniers; et a requis de délibérer qu'il en sera fait mention dans les mandes de la taille de cette année et qu'on y marquera, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer à ce sujet.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement délibéré conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi, qu'aux derniers Etats du Languedoc, MM. les commissaires du Roy ont rendu un jugement contenant la vérification des sommes dues par quelques communautés, que ce jugement enjoit aux consuls et aux autres administrateurs d'en faire l'imposition à peine de demeurer personnellement responsables, à l'avenir, envers les créanciers, du paiement des intérêts des sommes qui ne seront point imposées dans les années portées par les jugements de vérification, sans que ladite peine puisse être remise ni modérée. MM. les commissaires du Roy ont observé que les dettes extraordinaires dont plusieurs communautés se trouvent aujourd'hui chargées seroient acquittées depuis longtemps et que les communautés se trouveroient soulagées si les administrateurs avoient eu l'attention, par le passé, d'imposer les dettes vérifiées aux termes portés par les jugements de vérification; en suite que, pour prévenir de pareils inconveniens, on a pris le party de condamner les greffiers, consuls et autres administrateurs au paiement des intérêts des capitaux dont l'imposition ne sera point faite, en conformité des juge-

ments de vérification et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés intéressés par les mandes de la taille, et qu'on y marquera précisément les sommes que chaque communauté doit imposer en exécution dudit jugement de vérification.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été rendu un jugement par MM. les commissaires du Roy, le 28 décembre 1748, portant qu'il sera fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des relicats des comptes des collecteurs de l'année 1747, lesquels relicats montent au total à la somme de 3,094 livres 4 sols 7 deniers, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il a reçu une ordonnance de M. l'Intendant, qui accorde à ce pays une somme de 20,000 livres pour dommages causés aux récoltes de l'année dernière 1748; que MM. les commissaires du pays s'étant assemblés, le 7 du présent mois de mars 1749, il est procédé à la répartition de cette somme en faveur des communautés à proportion des dommages qu'elles ont souffert, que chaque communauté doit faire un moins imposé du contingent qui lui revient suivant les règlements, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés intéressées par une lettre circulaire, tant du contingent qui lui revient, que du moins imposé qui doit en être fait.

Ledit sieur syndic a dit encore que les collégiats du Gévaudan, étudiants en droit à Montpellier, formèrent une instance devant le sénéchal de Montpellier contre MM. les chanoines du Chapitre cathédral de la même ville, pour demander une augmentation de revenu de leurs places et une maison pour leur logement; que le Chapitre de Montpellier évoqua cette affaire devant nosseigneurs de la Chambre des requêtes du Parlement de Toulouse; que le syndic du pays ayant été assigné pour intervenir dans cette instance, MM. les commissaires ordinaires ont pris deux délibérations sur cette affaire; que nosseigneurs des requêtes ont rendu un jugement qui décharge le Chapitre de Montpellier de l'augmentation de la pension demandée par lesdits collégiats, le condamne à leur faire bâtir une maison et aux épices, les dépens compensés; et ledit syndic a requis l'assemblée d'approuver les diligences qui ont été faites jusqu'à présent et de renvoyer à MM. les commissaires ordinaires pour les continuer, partout où besoin sera, jusques à la consommation de cette affaire, par arrest définitif ou par un accommodement.

Sur quoy l'assemblée a unanimement approuvé et autorisé toutes les démarches faites par MM. les commissaires ordinaires et les a priés de les continuer, partout où besoin sera, jusques à un arrêt définitif ou de toute autre manière qu'ils jugent la plus avantageuse au pays.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit que les Etats du pays, dans leur séance de l'année 1747, consentirent que M. le marquis de Morangiès fit transférer sur la seigneurie du

Bois-du-Mont, la gentilhommière de la terre de St-Alban, et qu'il eut recours au Roy pour en obtenir la permission ; que M. le marquis de Morangiès s'étant adressé à la Chambre des Comptes à Paris, on lui a fait observer qu'il feroit une dépense inutile, les Etats du pays de Gévaudan ayant le droit et le pouvoir de faire ce transport, que M. le marquis de Morangiès prie l'assemblée de vouloir bien le faire.

Surquoy, les voix ayant été appelées, l'assemblée d'une voix unanime a transféré, sur la seigneurie du Bois-du-mont la gentilhommière de la terre de St-Alban, et il a été aussi unanimement délibéré que M. le marquis de Morangiès aura, dans les assemblée des Etats du pays, le même rang et séance de la seigneurie du Bois-du-mont qu'il a occupée jusques à présent à raison de la terre de St-Alban.

Ledit sieur sindic a dit encore, qu'en conséquence des délibérations dudit pays MM. les commissaires ordinaires ont fait réparer le pont du Collet-de-Dèzes et que cet ouvrage ayant été vérifié et trouvé en bon état, les entrepreneurs ont été entièrement payés, et a requis l'assemblée d'approuver et autorizer ledit ouvrage et les dits paiements faits aux entrepreneurs.

Surquoy, les voix ayant été recueillies l'assemblée a unanimement approuvé et autorisé la réparation du pont du Collet-de-Dèzes et le payement fait aux entrepreneurs dudit ouvrage.

Ledit sieur sindic a dit aussi que le 17 aoust 1744, MM. les commissaires ordinaires adjudèrent, au sieur Pierre Vincent, maçon de Mende, la réparation du chemin depuis le mas du Rey jusques au Pompidou, pour faire l'ouvrage dans tout le mois d'août ou le mois d'avril 1745. Le



contract en fut passé sous le cautionnement de M. Gleize, avocat de Mende, qui obligèrent solidairement leurs personnes et biens.

Que ledit sieur Vincens et ledit M<sup>e</sup> Gleize ayant négligé leur entreprise, il feut présenté une requête à l'intendance, à la fin du mois de septembre 1745, sur laquelle il feut rendu une ordonnance le 12<sup>e</sup> octobre de la même année, portant 1<sup>o</sup> que ledit sieur Vincens feroit travailler en diligence et qu'il emploiroit un nombre suffisant d'ouvriers pour mettre son ouvrage en état de réception, dans le délai d'un mois, et qu'à faute de ce faire, lui et ses cautions y seroient contraints par les voies de droit même par corps; 2<sup>o</sup> que ledit sieur Vincens et ses cautions demeureraient responsables de tous les dépens, dommages et intérêts du pays; 3<sup>o</sup> que le syndic du pays pourroit poursuivre l'adjudication des ouvrages à la folle enchère dudit Vincens et dudit M<sup>e</sup> Gleize; cette ordonnance feut signifiée audit sieur Vincens et audit M<sup>e</sup> Gleize, par exploit du 20 novembre 1745.

Ledit sieur Vincens et ledit M<sup>e</sup> Gleize étant resté dans l'inaction, MM. les commissaires du pays délibérèrent, au mois d'aoust 1745, de faire l'adjudication des ouvrages à la folle enchère et en conséquence il feut procédé à des publications et affiches.

M. Gleize, pour arrêter cette adjudication, fit deux actes d'opposition au mois de septembre suivant avec assignation par devant M. l'Intendant, mais il a été débouté de cette opposition par une ordonnance du 25 novembre 1748, portant qu'il sera passé outre à l'adjudication du bail à la folle enchère, et ledit Vincens et ledit Gleize sont encore condamnés à la somme de 1,200 livres avec contrainte par corps, pour tenir lieu des dommages et

intérêts du pays de Gévaudan; que cette ordonnance feut signifiée par exploit du 13 décembre dernier, que néanmoins ledit M<sup>e</sup> Gleize et ledit Vincens n'ont point fait des démarches envers MM. les commissaires, et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement délibéré qu'il sera procédé à de nouvelles publications et affiches pour l'adjudication en question à la folle enchère, et a été renvoyé à MM. les commissaires ordinaires pour cette adjudication; et, le sindic du pays a été chargé de faire les diligences convenables pour contraindre lesdits Gleize et Vincens au payement de la somme de 1,200 livres.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donné par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le dix-septième mars mil sept cents quarante-neuf.

Signé : † G. FLOR., év. de Mende.

---

*Translation du titre de baronnie sur la terre de St-Alban, en Gévaudan, pour le sieur marquis de Morangiers.*

Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre.

A tous présens et avenir salut. Notre cher et bien-aimé le sieur Pierre de Molette, marquis de Morangiers, baron du Tournel, Sgr de St-Alban et du Bois-du-Mont, la Garde-Guérin, Puylaurens, Villefort et Sénéchas, chevalier de notre ordre de St-Louis, maréchal de nos camps et armées, premier capitaine, sous-lieutenant des gendarmes de notre garde, nous a fait remontrer que le sieur Maximilien de Bosredon, marquis du Puy-St-Gal-

mier, propriétaire de la terre et baronnie de Canillac, se seroit volontairement démis en sa faveur, par acte de 27 août 1741, tant de titre de baronnie attaché à ladite terre de Canillac, laquelle fait partie et est une des baronnies du pays de Gévaudan, ressortissant de la sénéchaussée de Beaucaire et de Nîmes, que du tour de baron ou du droit attaché à ladite baronnie de Canillac, d'entrer par tour aux Etats généraux de notre province de Languedoc, et tous les ans aux Etats particuliers du pays de Gévaudan. Et comme il désireroit faire transférer ledit titre de baronnie et droit d'entrée auxdits Etats sur la terre de St-Alban, appartenante à l'exposant, et qui est pareillement située en Gévaudan et est du même ressort que celle de Canillac, mouvante de l'église de Mende ; que ladite terre de St-Alban est une des plus belles et des plus grande du pays ; qu'elle est composée de plusieurs lieux et paroisses, qui sont celles du Bois-du-Mont, de la Beaume, et Serverette, avec des cens, rentes et redevances et autres droits seigneuriaux, qui font un revenu considérable ; l'exposant nous a fait très humblement supplier de lui accorder nos lettres à ce nécessaires. A ces causes, et autres considérations, à ce nous mouvant, désirant favorablement traiter l'exposant et laisser à la postérité de marques honorables de la satisfaction des services qu'il nous rend depuis plus de 25 ans, tant dans nos armées qu'auprès de notre personne ; et voulant le gratifier de quelques nouveau titre d'honneur qui puisse passer à ses successeurs ; après avoir fait voir en notre Conseil l'acte de démission du sieur marquis du Puy-St-Galmier, dudit jour 27 août 1741, et la délibération des Etats de notre province du Languedoc, du 5 février 1746 ; contenant leur consentement à ladite translation

sur la terre de St-Alban, y attaché, sous le contre-scel de notre chancellerie. Nous avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, osté, désunit, séparé, et par ces présentes, signées de notre main, ostons, désunissons et séparons, de la terre de Canillac, le titre, don et dignité de baronnie et le tour de baron et droit d'entrée aux Etats généraux de notre province de Languedoc, et yceux transférer, unir, affecter et annexer, transférions, unissons, affectons et annexons à la terre de St-Alban, laquelle en tant que de besoin est ou seroit, nous avons créé et décoré, créons, érigeons et décorons en titre et dignité de baronnie, sous la dénomination de la baronnie de St-Alban, pour en jouir par le sieur exposant, ses hoirs, successeurs et ayant cause audit titre, nom et dignité de baronnie et tour de baron, avec la faculté d'entrer, prendre séance et opiner dans l'assemblée desdits Etats, tant généraux de notre province de Languedoc que particuliers dudit pays de Gévaudan, et tous les autres droits, pouvoirs honneurs, prérogatives, prééminences, distinctions et avantages dont a jouy ou dû jouir ledit feu marquis de Canillac, comme baron de Canillac; voulons qu'il se puisse dire et qualifier baron de St-Alban, en tous actes, soit en jugement ou dehors, et en tout autre occasion; et qu'en cette qualité il jouisse des honneurs, armes et blazon, prérogatives, rang et prééminences, en fait de guerre, assemblée de noblesse et autrement, ainsy que les autres barons de notre royaume et de notre dite province de Languedoc et pays de Gévaudan, encore qu'ils ne soient cy particulièrement exprimés, et que les vassaux, arrière vassaux et autres tenant noblement ou en roture ladite terre de St-Alban, le reconnaissent pour tel, fai-

sant leur foy et hommage et baillent leur aveu, dénombrement et déclarations, le cas y échéant, sous ledit nom de baron, sans toutefois que, pour ladite création de baronnie et mutation de titre, il ayt aucun changement de mouvance et que ledit baron soit tenu envers les seigneurs dont il relève, ny les vassaux et tenanciers envers luy a d'autre, ny plus grands droits que ceux qu'ils doivent à présent. Voulons pareillement que les officiers exercent la justice dans ladite terre de St-Alban, intendent leurs sentences et jugements de ladite qualité de baron, sans aucune multiplicité de degrés, changement de ressort ny contrevention aux cas royaux dont la connaissance appartient à nos baillifs et sénéchaux, et sans qu'au deffaut d'enfants mâles, nés en légitime mariage, nous puissions, ny nos successeurs roys, prétendre la réunions de ladite baronnie à notre domaine, en conséquence de l'ordonnance du mois de juillet 1566 ; à quoy nous avons dérogé et dérogeons par les mêmes présentes, pour ce regard seulement.

Si donnons en mandement à nos très chers amés, les gens des Trois Etats de notre province de Languedoc, que ces présentes ils ayent à faire enregistrer; et du contenu en icelles, jouir et user plainement, paisiblement et perpétuellement l'exposant, ses hoirs, successeurs et ayant cause, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchements contraires; car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné à Versailles, au mois de mars, de l'an de grâce 1746, et de notre règne le trente unième. Signé : LOUIS; par le Roy : PHELYPEAUX. — Visa : DAGUESSEAU. Pour translation du titre de baronnie de la terre de Canillao sur celle de St-Alban. Signées : PHELYPEAUX.

Enregistré au greffe des Etats généraux de la province de Languedoc, en vertu de la délibération du 25 novembre 1746, pour le sieur marquis de Morangiers jouir de l'effet contenu auxdites lettres. *Signé : GUILLERMY.*

Les présentes ont esté par nous, greffier soussigné, registrées ez registres du Parlement de Toulouze, en conséquence de son arrêt; ce jourdhuy 27 février 1748. *LAVEDON, signé.*

Les présentes ont été registrées ez registres de la Cour des Comptes, aydes et finances de Montpellier, par nous, greffier soussigné, en conséquence de son arrêt de ce jourdhuy, 26 juillet 1748, *POUGET, signé.*

---

*Extrait du registre des délibérations prises par les gens des Trois Etats de la province du Languedoc, assemblés par mandement du Roy, en la ville de Montpellier, au mois de février 1746.*

Du jeudy, troisième dudit mois de février, Président Mgr l'archevêque et primat de Narbonne.

Le sieur Joubert, syndic général, a dit que M. le marquis de Morangiers demande le consentement des Etats pour faire transférer, sur la terre de St-Alban, le titre de baronnie de tour de Gévaudan, avec les droits dépendant de ce titre, quy étoit attaché à la terre de Canillac; auquel effet il rapporte l'acte d'acquisition du 27 août 1741. Et attendu que la terre de St-Alban est de la qualité requise pour être décorée du titre de baronnie, les Etats ne feront pas, sans doute, difficulté de consentir à ce changement; auquel effet, M. le marquis

de Morangiers doit obtenir des lettres patentes de sa majesté.

Sur quoy les Etats ont déclaré et déclarent n'entendre empêcher que le titre de baronnie, qui estoit attaché à la terre de Canillac, en Gévaudan, avec le droit d'entrer par tour aux Etats généraux de cette province, et tous les ans aux Etats particuliers de Gévaudan, soit transférée sur la terre de St-Alban, appartenant à M. le marquis de Morangiers ; laquelle est de la qualité requise pour estre décorée du titre de baronnie. Auquel effet il se pourvoira devers sa Majesté, pour obtenir les lettres patentes sur ce nécessaires ; sera le contrat d'acquisition rapporté par M. le Marquis de Morangiers.

Enregistré au greffe des Etats. Collationné, *signé* :  
**MARIOTE.**

Aujourd'hui est comparu par devant les conseillers du Roy, notaires au Chatelet de Paris, soussignés : M<sup>r</sup> Maximilien de Bosredon, chevalier, seigneur marquis de Puy-St-Galmier, demeurant ordinairement à Sugères, en Auvergne, estant présentement à Paris, logé à l'hôtel de Toulouze, rue des Grands-Augustins, paroisse de St-André-des-Arts ; lequel s'est demis et demet, par ses présentes, du nom, titre et qualité de Canillac, avec le droit honorifique de l'entrée aux Etats généraux de la province de Languedoc et celui de l'entrée aux Etats particuliers du Gévaudan et assiette de Mende, à luy appartenant, pour et en faveur toutefois de M<sup>re</sup> Pierre de Morangiers, brigadier des armées du Roy, premier sous-lieutenant des gendarmes de la garde ordinaire de sa Majesté, et non d'autre, pour jouir par le dit sieur Morangiers desdits noms, titre et qualité de Canillac, aux honneurs, droits et prérogatives y attachés,

consentant que toutes lettres et actes nécessaires luy en soient expédiées et délivrées, ainsi qu'il appartiendra ; promettant, obligeant, renonçant. Fait et passé à Paris, en étude, l'an 1741, le 27 août, avant midy, et signé la minutes des présentes demeurée à Bronod, l'un des notaires soussignés. PIONET et BRONOD, signés.

---

*Surannation sur lettres patentes de translation du titre de baronnie de Canillac sur celle de St-Alban.*

Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à nos amis et féaux conseillers, les gens tenant notre cour de Parlement à Toulouse, Cour des Comptes et aydes et finances, à Montpellier, et à notre sénéchal de Nîmes ou son lieutenant général, salut. Nostre cher et bien aimé, le sieur Pierre de Molette, marquis de Morangiers, baron du Tournel, Sgr de St-Alban et autres lieux, nous a fait remontrer que nous luy avons accordé, au mois de mars 1746, nos lettres patentes de translation du titre de baronnie de la terre de Canillac sur celle de St-Alban ; lesquelles il n'a pû depuis ce temps là vous présenter, pour procéder à l'enregistrement ; et désirant le faire à présent, il vous a très humblement fait supplier de le relever de la surannation et de luy accorder nos lettres à ce nécessaires. A ces causes, voulant faire jouir l'exposant de la grâce que nous luy avons accordée ; nous vous mandons et enjoignons, par ces présentes, signées de notre main, que vous ayez à procéder, avec les formalités ordinaires, à l'enregistrement desdites lettres patentes de translation du titre de baronnie de la terre de Canillac sur celle de St-Alban,



que nous luy avons accordées au mois de mars 1746, cy attachées, sous le contre-scel de notre chancellerie; nonobstant qu'elles soient suranées; ce que nous ne voulons luy nuire ny préjudicier et dont nous l'avons, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, relevé et relevons par ces présentes, et vous mandons de faire jouir l'exposant de l'effet et contenu en icelles, ainsy et de la même manière que si elles vous avoient esté présentées dans l'an de leur date; car tel est nostre plaisir.

Donné au camp de Hamal, le 5<sup>e</sup> jour du mois de septembre, l'an de grâce 1747, et de nostre regne le trente troisième, *signé* LOUIS. — Par le Roy, *signé* PHELIPEAUX.

Les présentes ont été registrées ez registres de la Cour de M. le sénéchal de Nismes, par nous, greffier soussigné, en conséquence de son appointment du 19 juillet 1748. AURELLIER, *signé*.

---

1753 <sup>(1)</sup>

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Lecture des procurations des députés. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du pays. — Debets des comptes des collecteurs. — Reliquats. — Menu habillement des miliciens. — Indemnité accordée au diocèse. — La dépense du loyer des écuries pour la maréchaussée doit être supportée par le diocèse. — Accord entre le Chapitre de Montpellier et le Gévaudan à raison de l'augmentation de la dotation, en*

---

(1) Les années 1750, 1751 et 1752 manquent.

*faueur des étudiants en droit. — Chemins et ponts. —  
Refus de faire construire un chemin projeté entre Sa-  
gues et Langogne. — Pont d'Ancelepont et de Babends.  
— Clôture des Etats.*

L'an mil sept cent cinquante trois et le mardy, vingt-septième jour du mois de mars, les gens des Trois Etats du pays du Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du Palais épiscopal, où Mgr l'illustrissime et reverendissime Sgr Mgr Gabriel-Florent de Choiseul Beaupré, évêque, seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte de Gévaudan conseiller du Roy en ses conseils, Président-né des Etats et assiette dudit pays, les attendoit, étant accompagné de M<sup>r</sup> Pierre Jaufroy, prêtre, chanoine, archidiacre de l'église cathedrale de Mende et vicaire général de Mgr l'évêque, et de MM. les commissaires ordinaires; et, tous ensemble sont allés à l'église cathédrale de Mende, pour y entendre la messe du Saint Esprit. Après laquelle étant revenus audit palais épiscopal, dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, ils y ont pris chacun leur place, scavoir : Mgr le Président sur un fauteuil, placé sur une estrade élevée au dessous d'un dais, et, sur la gauche de cette estrade, à la tête du banc, M<sup>r</sup> Pierre de Michel du Roc, seigneur de Brion et autres places, maire de la ville de Marvejols commissaire principal desdits Etats et assiette ; M<sup>r</sup> Emmanuel de Bessuéjols, chevalier, seigneur, marquis de Roquelaure, Bessuéjols, Montchanson et Taulet, Sgr d'Aleyrac, Gabriac, Lassouq, du Bacon-l'Eglise, en Gévaudan, comte et baron d'Apcher, seigneur et baron de la ville de St-Chély et autres places, ci-devant guidon des gens d'armes de la

Reine, chevalier de l'ordre militaire de St Louis, baillif dudit pays de Gévaudan, en tour, pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de St-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pougnaire et St-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absents; M<sup>re</sup> Urbain de Rets de Bressolles, Sgr de Servièrès et autres places; sieurs Charles Farain et Louis Bondan, premier, second et tiers consuls de la ville de Mende, l'année dernière, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un ban, placé au milieu du parterre; MM. les ecclésiastiques sur un banc à la droite de M. le Président, chacun, suivant leur rang; et, sur le banc du sieur baillif MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang; et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

Monsieur Duroc, commissaire principal ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la Province, tenus à Montpellier le . . . . .  
. . . . . a dit que nos dits seigneurs luy ordonnent, par leurs dites commissions, aux consuls de Mende et à un de Marvejols, commissaires ordinaires comme lui, de procéder au departement des deniers y contenus, ainsy qu'il a été consenty et resolu auxdits Etats, lesquels sa majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairoient dans le royaume, aussy

bien que pour les appointements de son altesse serenissime Mgr le prince de Dombes, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux de ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce envoyé, signé . . . en attendant l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de sa majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année ; et a remis les commissions au greffier du diocèse pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés contenant, entre autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Marvejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieurs commissaire principal et baillif du pays de Gévaudan, en tour, sont sortis de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre, au greffier du diocèse, les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, savoir par MM. de l'église : la main mise sur la poitrine ; et par MM. de la noblesse et députés du Tiers Etat, la main levée à Dieu, et tous ensemble ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier le 5<sup>e</sup> décembre dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il a été d'usage dans la province que MM. de l'Eglise et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques uns ont omis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'Eglise que de MM. les barons et gentils hommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contiennent les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis, pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Surquoy, les sieurs Lafont, sindic, et de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de

confirmer le sieur Lafont dans la charge de sindic, et le sieur de Lhermet, dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et Mgr le président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le sindic du pays a dit qu'il a été rendu un jugement par MM. les commissaires du Roy et des Etats, le 2<sup>e</sup> décembre 1752, portant que les sommes dues aux collecteurs de Barre, du Fau-de-Peyre et de Palhers, de l'année 1750, par la cloture de leurs comptes, dont ils avoient différé de poursuivre la vérification, seront imposées la présente année, en leur faveur ; que ces debets montent à la somme de 157 livres 14 sols 16 deniers, et a requis de délibérer qu'il en sera fait mention dans les mandes de la taille de cette année et qu'on y marquera, par un article particulier, la somme que chaque particulier doit imposer à ce sujet. Sur quoy, les voix ayant été recueillies, il a été unanimement délibéré conformément à la réquisition dudit sieur sindic.

Ledit sieur sindic a dit encore qu'il a été rendu un jugement par MM. les commissaires du Roy et des Etats, le 2 décembre 1752, qu'y ordonnent que les sommes dues aux collecteurs de l'année 1751, par la clôture de leurs comptes non excédant la somme de 10 livres, seront imposés en leur faveur ; que ce jugement ordonne encore l'imposition des sommes dues à certains collecteurs au-dessus de dix livres, dont la vérification a été poursuivie sur la remise que les collecteurs ont faite des pièces justificatives ; que tous ces debets montent à la somme de 113 livres 9 sols 10 deniers ; et a requis de

délibérer qu'il en sera fait mention dans les mandes de la taille de cette année et qu'on y marquera, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer à ce sujet.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussy qu'il a été rendu un autre jugement par MM. les commissaires du Roy et des Etats, le 2<sup>e</sup> décembre 1752, portant qu'il sera fait un moins imposé dans plusieurs communantés des reliquats des comptes des collecteurs de l'année 1751. Lesquels reliquats montent en total à la somme de 4,183 livres 9 sol ; et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il a reçu une ordonnance de MM. les commissaires du Roy et des Etats concernant l'imposition de la dépense du menu habillement des miliciens ; mais qu'il n'a point reçu l'ordonnance de M. l'Intendant, qui doit fixer le contingent du Gévaudan sur cette dépense ; qu'il est pourtant nécessaire de procurer un fonds à M. le receveur pour payer à la caisse de la province, aux termes ordinaires ; que l'assemblée pourroit en user, comme elle a fait en pareil cas, les années précédentes et imposer, par estimation, la somme de 6,000 livres ; et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy les voix ayant été recueillies, il a été unanimement délibéré d'imposer, par estimation la somme de 6,000 livres, pour fournir à la dépense du menu habillement.

Ledit sieur syndic a dit aussy, qu'il a reçu une or-

donnance de M. l'Intendant, du 9<sup>e</sup> du présent mois de mars, quy accorde à ce pays une somme de 20,514 livres 10 sols 4 deniers, pour les dommages causés aux récoltes de l'année dernière 1752 ; que cette somme doit être répartie sur les communautés, dont les récoltes ont été endommagées proportionnellement aux pertes qu'elles ont souffertes et aux charges imposées sur les biens endommagés, et que chaque communauté doit faire, suivant l'usage, un moins imposé de la somme quy luy sera attribué ; et a requis l'assemblée de délibérer. Sur quoy, l'assemblée a unanimement délibéré que ladite somme de 20,514 livres 10 sols 4 deniers sera répartie par MM. les commissaires de l'assiette, quy s'assembleront demain, sur les communautés dont les récoltes ont été endommagées.

Ledit sieur syndic a dit encore, que les Etats du Languedoc ont délibéré, à leur dernière assemblée, de faire supporter à chaque diocèse, en corps, la dépense du loyer des écuries et grenier à foin des brigades de maréchaussée ; que par cette délibération on rend commun à tous les diocèses de la province l'usage ou étoient certains d'entreux d'imposer cette dépense, tandis que dans d'autres elle étoit faite par les communautés où ces brigades faisoient leur résidence ; que c'étoit ce qui se pratiquoit en particulier dans ce diocèse quy, jusqu'à présent, n'avoit été chargé que du logement des officiers et cavaliers de la maréchaussée et n'avoit point contribué au loyer des écuries et grenier à foin ; que ce loyer avoit été sur le compte de la communauté de Mende, quy imposait, tous les ans, une somme de 30 livres. Ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer que cette même somme sera imposée à l'avenir



sur le général du diocèse ; qu'en conséquence elle sera employée par un article particulier dans le département des deniers ordinaires ; que la communauté de Mende sera déchargée de cette imposition et qu'il lui en sera donné avis par un article de la mande. Sur quoy, a été unanimement délibéré conformément à la requisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi, qu'il fut rendu compte à l'assemblée aux États particuliers de 1749, d'un procès entre les collégiats du Gévaudan, étudiant en droit à Montpellier, et le Chapitre de la même ville, intenté d'abord devant le Sénéchal et évoqué ensuite à la Chambre des requêtes où le syndic du pays feut assigné en assistance de cause ; que l'assemblée feut encore informée du jugement rendu sur ce procès qui rouloit sur deux chefs de demande, dont l'un consistoit à faire condamner le Chapitre à augmenter la pension qu'il paye annuellement aux collégiats, et l'autre à leur faire bâtir une maison, comme il s'y étoit engagé par une transaction, passée en 1553 ; que N. S. des requêtes déchargèrent le Chapitre de la première de ces demandes, le condamnèrent à remplir ses obligations pour ce qui concernoit la construction de la maison, aux épices du jugement et compensèrent les dépens ; que l'assemblée approuva les diligences qui avoient été faites et renvoya à MM. les commissaires ordinaires pour continuer les poursuites jusques à ce que cette affaire auroit été terminée par un arrêt définitif ou de toute autre manière qu'ils jugeroient la plus avantageuse au pays ; quo peu de temps après, le Chapitre de Montpellier, voulant éviter les frais de l'expédition de ce jugement, offrit à MM. les commissaires d'y acquiescer ; l'on crût

avant d'entrer avec eux dans des propositions d'accommodement, devoit prendre l'avis des plus fameux avocats de Toulouse qui, après avoir examiné les demandes formées par les collégiats contre le Chapitre, les trouvèrent susceptibles de difficulté et pensèrent qu'il falloit s'en tenir à ce que N. S. des requêtes avoient décidé ; MM. les commissaires étoient d'ailleurs informés que la question qui avoit été jugée en faveur des collégiats, avoit été extrêmement controversée et sur le point de donner lieu à un partage. Toutes ces considérations engagèrent MM. les commissaires à se prêter à des moyens de conciliation. Le Chapitre de Montpellier fit en conséquence dresser un avis estimatif de la maison qu'il avoit été condamné à faire bâtir. Ce devis ayant été communiqué à MM. les commissaires, ils le trouvèrent défectueux, soit par rapport à l'emplacement, que l'on fixoit dans un cimetière, soit à cause de la disposition intérieure de cette maison qui, aux termes de la transaction de 1553, devoit être beaucoup plus spacieuse et former un objet de dix à douze mille livres ; ce qui engagea MM. les commissaires de le rejeter. Sur ces entrefaites, Mgr le Président s'étant rendu aux Etats généraux de 1750, les syndics du Chapitre firent auprès de lui de nouvelles démarches pour un accommodement. Comme l'on ne pouvoit tomber d'accord avec eux sur le lieu et la forme de la maison, et que d'ailleurs il n'y avoit aucun fonds pour fournir à son entretien ; qu'il étoit par conséquent à craindre que le défaut des réparations nécessaires chaque année, elle ne fût dans peu de temps dégradée, et que pour en prévenir la ruine, l'on ne se trouvoit obligé d'en user comme l'on avoit fait pour celle des collégiats qui fût vendue en 1735,

Mgr le Président crut, par ces motifs, devoir proposer, au lieu de la construction de cette maison, une augmentation sur la pension de chaque collégiate. Le Chapitre accepta cette proposition. Il ne fut plus question que de fixer la somme dont les pensions seroient augmentées. Après plusieurs conférences l'on convint quelles le seroient de 150 livres chacune, c'est à dire qu'au lieu de 50 livres que le Chapitre payoit chaque année à chaque collégiate, il luy en payeroit 200 livres, et que l'entière dotation du collège, qui n'étoit cy devant que de 250 livres, seroit à l'avenir de 4,000 livres. Relativement à cela, le syndic du pays, sous les ordres de Mgr le Président, passa, le 17 février 1750, des conventions préliminaires avec celui du Chapitre. Les circonstances où cette province s'est trouvée pendant quelques années, n'ont pas permis de mettre la dernière main à cet accommodement qui a néanmoins été exécuté tous les ans de la part du Chapitre. Il luy a été communiqué, en dernier lieu, un projet de tranzaction qu'il a approuvé, et il a été convenu qu'on tranzigeroit incessamment et que l'on poursuivroit, de concert, un arrest d'homologation et de la tranzaction ; et le syndic a requis l'assemblée d'approuver les conventions passées avec le Chapitre cathédral de Montpellier et de renvoyer à MM. les commissaires ordinaires pour tranziger relativement à ces conventions et faire homologuer l'accord qui sera passé. Sur quoy, l'assemblée a remercié Mgr le Président de ses bontés et de ses attentions pour le bien de ce diocèse et des soins qu'il a bien voulu se donner pour terminer aussy heureusement l'affaire des collégiats contre le Chapitre de Montpellier et a unanimement délibéré de renvoyer à MM. les

commissaires ordinaires, pendant l'année, pour transiger relativement aux conventions qui ont été passées et faire homologuer la transaction au Parlement.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit qu'il doit rendre compte à l'assemblée de l'état ou se trouvent les grands chemins du pays ; que tous les ouvrages adjugés par MM. les commissaires du diocèse, avant l'interruption des Etats, ont été perfectionnés et reçus ; que M. l'intendant en a ordonné et fait adjuger plusieurs par son subdélégué pendant les années de son administration ; qu'ils consistent aux reconstructions des ponts du Mazel et de Donozau, aux réparations du chemin de Mende à Laubert ; de celui de Maruejols au pont de la Planchette, route de Mende ; de Mende à St-Etienne-du-Valdonnez ; de Mende à Rientort ; de Mende à Chanac ; de Maruejols au pont de Montferrand et de ce pont à St-Laurent-de-Rive d'Olt, route du Rouergue ; de la croix d'Ateyrac à Rohegrosse, route de Langogne par le Palais ; de Maruejols au pont de la descente de la Maison-Neuve, route de Saint-Chély et d'Auvergne ; de Mende à Balsièges et au haut de la montée du Chauzal ; de Mende à Banassac ; de Chanac au pont de Tarn, près Florac et de certaines réparations sur le chemin de Mende passant par Laubert, et de Mende à Rientort, outre celles dont il vient d'être parlé ; que ces ouvrages ont été faits et reçus à l'exception 1<sup>o</sup> du chemin de St-Laurent au pont de Montferrand, dont l'adjudication n'a pu être jusqu'à présent exécutée à cause de l'insuffisance des fonds imposés pour les chemins et qui doit être encore, par les mêmes motifs, suspendu cette année ; 2<sup>o</sup> les réparations de celui de Maruejols au

pont de la descente de la Maison Neuve, qui sont en état de réception; 3<sup>e</sup> celles d'une partie du chemin de Marvejols au pont de Montferrand et des chemins de Mende à Rieutort et à l'Habitarelle, passant par Laubert qui n'ont été adjugé que le 19 octobre dernier et auxquels la rude saison n'a pas permis d'y travailler jusques à présent, les entrepreneurs se disposant à mettre la main à l'œuvre; 4<sup>e</sup> les réparations du chemin de Chanac à Banassac, adjugés le 27 août 1750, à Jean-Antoine Manificier, de Plavaisset, paroisse d'Aujac, diocèse d'Uzès, sous le cautionnement de Louis Bastide du même lieu; celles de Mende à Balsièges et au haut de la côte du Chauzal et celle de Chanac au pont de Tarn, adjugées les unes et les autres, le 25 septembre 1751, savoir : les premiers : aux nommés Toquebeuf du Bruel, sous le cautionnement d'Antoine Dolsan, du même lieu, et les secondes à Jean Vincens, de la ville de Mende, sous le cautionnement de Jean Rodier, de Florac. Les entrepreneurs de ces trois ouvrages ne se sont point conformés aux devis dans les parties auxquelles ils ont travaillé et ont négligé les autres; il est nécessaire de faire contr'eux des diligences pour les obliger à remplir leurs engagements.

Ledit sieur syndic a dit encore que M. l'intendant a fait adjuger par son subdélégué, le 19 du mois d'octobre dernier, l'entretien pour six années, des chemins de Mende à Laubert; de Mende à St-Etienne-du-Valdonnez et de Marvejols au pont de la Planchette, près Barjac; qu'à l'égard des autres entretiens, ey devant adjugés par MM. les commissaires du diocèse, ils ont été exécutés, chaque année, par les entrepreneurs, à l'exception de ceux du Mas, du Rey à Florac, et de Mende à la

pierre Bescaï, route de Villefort, qui sont presque perfectionnés ; de celui du Pompidou à la cote de St-Pierre, dont Jean Pantel, Jean Balmes, les héritiers de François Beaufet et Louis Firmin, sont chargés ; et celui de la metherie du Lignon, au pont du Baille, route de Marvejols à Serverette, dont Jean Tichit, de St-Léger-de-Peyre, est entrepreneur ; que ces deux derniers entretiens ont été négligés et qu'il n'y a été fait qu'une partie du travail pendant deux ans ; ce qui a obligé M. l'Intendant à en faire suspendre le payement pour ce temps-là ; qu'il est nécessaire de faire des diligences contre ces entrepreneurs, pour qu'il se mettent incessamment en règle.

Ledit sieur syndic a ajouté que, sur les entretiens qui ont été cy devant adjugés par MM. les commissaires du diocèse, il y en a plusieurs dont les baux sont expirés et qui sont ceux de Laubert à l'Habitarelle ; de Rochegrosse à Langogne, et à l'extrémité du diocèse ; du mas du Rey à Florac ; de Florac à St-Etienne-du-Valdonnez ; de Rieutort à la Gardé ; du Malzieu à Serverette ; de la metherie du Lignon à St-Chély ; de même que ceux de la metherie du Lignon au pont de Baille, et du Pompidou à la cote de St-Pierre, lorsque les entrepreneurs les auront mis en état, et qu'il seroit nécessaire de renvoyer à MM. les commissaires pour renouveler les baux de ces différents entretiens.

Enfin ledit sieur syndic a observé que le fond pour le payement de tous ces ouvrages qui restent à perfectionner et dont il vient de faire la détail, sont entre les mains des receveurs de 1750, 1751 et 1753 ; et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, l'assemblée a unanimement délibéré de sus-

pendre encore cette année, à cause de l'insuffisance des fonds, l'exécution de l'adjudication du chemin du pont de Montferrand à celui de St-Laurent-de-Rive d'olt; et a chargé ledit sieur syndic de faire perfectionner les ouvrages dont l'objet n'est point encore consommé; a renvoyé à MM. les commissaires ordinaires, pour faire les diligences nécessaires contre les entrepreneurs qui négligeront de remplir leurs engagements, comme aussy pour renouveler les baux des entretiens qui sont expirés.

Ledit sieur syndic a dit aussy, que le sieur Atger de Mende et le sieur Pomeirols, de Barre, sa caution, entrepreneur de l'entretien des chemins royaux des Cévennes, ayant négligé cet entretien ainsy qu'il résulte des procès-verbaux de visite de l'Inspecteur; MM. les commissaires du diocèse jugèrent à propos de faire suspendre, pendant deux années, le payement du prix de cet entretien; que les entrepreneurs ont laissé totalement dégrader ces chemins pendant le temps de l'interruption des Etats; que sur les plaintes qui en ont été portées à M. de St-Priest, intendant de cette province, il chargea ledit sieur syndic et M. Bertrand, ingénieur de ce diocèse, d'en faire la visite et de dresser un procès-verbal et devis estimatif des réparations qui y seroient jugées nécessaires, en distinguant celles qui seroient à la charge des entrepreneurs d'avec celles qui devoient être supportées par le diocèse ou par les propriétaires des fonds cultivés, joignant ces chemins; qu'en conséquence ledit sieur syndic et ledit sieur Bertrand procédèrent à cette visite et en dressèrent leur procès-verbal, qui contient tous les ouvrages qu'il parut nécessaire de déterminer pour mettre ces chemins en état; que tous ces ouvrages ont été estimés 30,374 livres, dont il en a été mis

sur le compte des entrepreneur 17,079 livres, y compris une partie de 1,855 livres pour les réparations du chemin qui conduit du pont de Bruzen à la clède Delpas, passant par le Pereyret; lesquelles réparations sont à la charge du sieur Lacombe d'Ispagnac, cy devant entrepreneur des chemins royaux des Cévennes quy, lors de l'expiration de son bail, n'avoit point mis en état cette partie et a depuis négligé d'y faire travailler. Les ouvrages qui doivent être faits par les propriétaires des fonds cultivés joignant les chemins, ont été estimés, dans le même procès-verbal, à 3,122 livres, et ceux qui doivent être supportés par le diocèse, à 10,182 livres, en y comprenant deux changements de chemin, l'un au Pont de Montvert et l'autre au gué du torrent du Merlet. Le premier de ces changements, qui étoit depuis longtemps sollicité, consiste à ouvrir la route par le vallon qui est à la sortie du Pont de Montvert jusques à l'endroit appelé la Barraque, près la tour des Vialas, route qui sera praticable dans tous les temps de l'année; au lieu que l'ancienne, se trouvant établie sur une haute montagne, est plus souvent fermée par les neiges; le second consiste à abandonner le chemin qui est le long du torrent du Merlet, sujet à être emporté aux inondations de ce torrent quy sont très fréquentes et à pratiquer, pendant 200 toises un autre chemin sur le penchant de la montagne, pour ses mettre à l'abri de ces inondations.

Le procès verbal de visite ayant été remis à M. l'Intendant, il a rendu une ordonnance, le 19<sup>e</sup> août dernier, par laquelle il a autorisé tous les ouvrages quy y étoient contenus, même les deux changements dont on vient de parler, et a ordonné que les entrepreneurs exécuteroient ceux quy sont à leur charge, dans le delay de



six mois ; au bout duquel temps il sera fait par le sieur Bertrand, ingénieur du diocèse, une nouvelle visite, à l'effet de constater l'état de ces chemins, afin d'être pourvu à la folle enchère des entrepreneurs à l'adjudication des parties qui resteroit à exécuter ; que le sieur Lacombe sera tenu de faire travailler, dans le même délai de six mois, et sous les mêmes peines, aux ouvrages qui le concernent ; et, pour accélérer la prompte et entière réparation des chemins royaux des Cévennes, M. l'Intendant a dispensé, pour cette fois seulement et sans tirer à conséquence, les propriétaires des fonds cultivés joignant ces chemins, de faire les ouvrages dont ils étoient tenus, et a ordonné que ces ouvrages, de même que ceux qui avoient été mis dans le procès-verbal sur le compte du diocèse, seroient publiés, adjugés par son subdélégué et payés sur les fonds imposés l'année dernière pour les chemins. En conséquence de cette ordonnance, M. Barraudon, subdélégué, s'est rendu à Florac, et a adjugé, le 5<sup>e</sup> octobre dernier, tous ces ouvrages. Le prix de ces adjudications qui sont au nombre de treize, et qui ont été faites par les paroisses, se porte à 15,570 livres. Ces adjudications ont été autorisées par M. l'Intendant ; son ordonnance du 4<sup>e</sup> août a été signifiée le 5<sup>e</sup> et le 6<sup>e</sup> octobre aux sieurs Pommeirols, Atger et Lacombe. Le sieur Pommeirols est décédé peu de temps après. Ses héritiers, de même qu'Atger et le sieur Lacombe ont resté jusques à présent dans l'inaction et ne se sont pas mis en devoir d'exécuter l'ordonnance de M. l'Intendant. Les entrepreneurs des ouvrages adjugés le 5 octobre, ont déjà commencé à y travailler et les continuent ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer et de renvoyer à MM. les commissaires ordinaires, pen-

dant l'année, pour qu'ils fassent les diligences contre Atger, les héritiers du sieur Pommeirol et le sieur Lacombe, et qu'ils pourvoyent à la folle enchère de ces entrepreneurs et à l'adjudication des parties qu'ils auront négligé de perfectionner dans le delay prescrit par l'ordonnance de M. l'Intendant ; comme aussy ledit sieur syndic a requis l'assemblée de l'autoriser à presser l'exécution des ouvrages adjudgés le 5<sup>e</sup> octobre dernier pour le compte du diocèse.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement délibéré de renvoyer à MM. les commissaires ordinaires, pendant l'année, pour qu'ils fassent les diligences nécessaires contre Atger, les héritiers du sieur Pommeirols et le sieur Lacombe, et qu'ils pourvoyent à la folle enchère de ces entrepreneurs, à l'adjudication des parties qu'ils auront négligé de perfectionner dans le delay prescrit par l'ordonnance de M. l'Intendant ; comme aussy à autorisé ledit sieur syndic à presser l'exécution des ouvrages adjudgés le 5<sup>e</sup> octobre dernier, sur le compte du diocèse.

Mgr le Président a dit, qu'il luy a été remis un mémoire de la part de la communauté de Saugues pour la construction d'un chemin de Saugues à Langogne, et a remis le mémoire au greffier du pays pour en faire la lecture ; après laquelle Mgr le Président a observé que la construction de ce chemin a été plusieurs fois proposé à l'assemblée quy a, là dessus, délibéré et qu'il seroit nécessaire de faire lire les présentes délibérations.

Sur quoy, le greffier a fait lecture d'une délibération, prise aux Etats particuliers du pays le 5 avril 1741, ensemble d'un mémoire attaché, concernant ladite route ; laquelle délibération porte qu'on ne fera point ledit

chemin, attendu son peu d'utilité et la dépense excessive dans laquelle on seroit obligé d'entrer, qui se porteroit à plus de 80,000 livres; après laquelle lecture, les voix ayant été appelées une à une, l'assemblée a unanimement persisté dans sa délibération du 5 avril 1741, attendu les motifs qui l'engagèrent à la prendre, sont aujourd'hui les mêmes, et a de nouveau délibéré qu'on ne fera point le chemin de Saugues à Langogne.

Le syndic du pays a dit que le mémoire de la communauté de Saugues, dont il vient d'être fait lecture, ne roule pas seulement sur la route de Saugues à Langogne, mais qu'il contient encore, d'autres propositions; que l'on y demande la construction de deux ponts, l'un à Ancelpont, près Saint-Symphorien, et l'autre à Babonés, auprès de Thoras; que l'on en établit la nécessité par le danger que courent les voyageurs en gagnant ces rivières lorsqu'il survient des inondations qu'y y sont très fréquentes; que l'on prétend encore dans ce mémoire, que les ponts de la Ponteire, de Soulis et des Plantats, que le diocèse a cy devant fait construire, deviennent inutiles sy l'on ne fait les deux dont il s'agit; que par ces considérations il paraitroit nécessaire de prendre connoissance de ces ouvrages, de leur utilité, de la manière dont ils pourront être exécutés et de la dépense qu'ils occasionneroient; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, il a été unanimement délibéré de charger ledit sieur syndic de prendre des éclaircissements nécessaires au sujet de la construction des deux ponts; l'un à Ancelpont et l'autre à Babonés, tant pour ce qui regarde la nécessité de ces ouvrages que la manière de les exécuter et la dépense

en laquelle ils donneront lieu, et de rendre compte de l'examen qu'il en aura fait à l'assemblée prochaine des Etats particuliers du pays.

Après quoy le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le vingt septième mars mil sept cents cinquante trois.

Signé : † G. FLOR., évêque de Mende.

---

1754

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Lecture des procurations des députés et prestation de serment. — Nomination de M. de Lhermet fils, à la charge de greffier du diocèse, vacante par la démission de son père. — Gratification de 1,500 livres, à M. de Lhermet, père. — Admission de M. le marquis de Moncalm, propriétaire de la terre et gentilhomme de Gabrias. — Debets et reliquats des comptes des collecteurs. — Menu habillement des miliciens. — Indemnité en faveur du diocèse. — Pertes sur les grains que le pays fit venir en 1750. — Projet d'un nouveau règlement des dépenses ordinaires du diocèse. — Arrêt de la Cour des aides sur la levée et perception des impositions. — Règlement au sujet du droit d'avis et de commandement exigé par les receveurs. — Termes les plus favorables pour la perception des impositions. — Délai accordé aux héritiers de M. Blanquet pour appurer ses comptes de 1718. — Réception de M. le comte de*

*Roquelaure en qualité de baron d'Apcher. — Ponts et chemins, entretien et réparations diverses. — Cloture des Etats.*

L'an mil sept cens cinquante-quatre et le lundy vingtième jour du mois de may. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Maruejols, sont venus à la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, où loge M<sup>re</sup> Etienne Jaufroy, prêtre, licencié en théologie, chanoine, archidiacre de l'église cathédrale de Mende et vicaire général de Mgr l'évêque de Mende, Président des Etats et assiette dudit pays, qui les attendait, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires; et, tous ensemble sont allés à l'église collégiale de N. D. de la Carce, de la ville de Maruejols, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : M. le Président, sur un fauteuil placé sur une estrade élevée, au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette estrade à la tête du banc, M. de Jerphanion, syndic du diocèse du Puy, commissaire principal étant absent ; M<sup>r</sup> M<sup>o</sup> Guillaume Bruguière, juge, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif, en tour pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de St-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pournadoire et St-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent ; M<sup>re</sup> Urbain de Rets de Bressolles, Sgr de Servièrès et autres places ; sieurs Charles Farain et Louis Bondan, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, l'année dernière, et M<sup>re</sup> Pierre de Michel Duroc, Sgr de Brion et autres places, maire de la ville de Ma-

Maruejols, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang ; et sur le banc dudit sieur baillif ; MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang, et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Bruguière, juge, lieutenant général au bailliage de Gévaudan pour M. le baillif, ayant en main les commissions de nos seigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 13<sup>e</sup> mars dernier, a dit que nos dits seigneurs luy ordonnent, par leurs dites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsy qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats ; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le Royaume, aussy bien que pour les appointements de Son Altesse sérénissime Mgr le prince de Dombes, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenues au billet, sur ce envoyé, signé : de Beaulieu, en attendant l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et oc-

tobre prochains, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant entr'autres choses permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Marvejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, le dit sieur lieutenant général au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif, en tour, est sorti de l'assemblée.

M. le président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'Eglise, la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu, que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 13<sup>e</sup> mars dernier, seront imposés, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister

aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce païs pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques uns ont omis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse, que le sieur de Lhermet, qui depuis vingt-un ans est greffier du pays, voudroit supplier l'assemblée d'agréer sa démission et de nommer à sa place le sieur Jean-Baptiste de Lhermet, son fils, avocat, qu'il ose se promettre qu'il ne sera pas moins empressé que lui à se rendre digne des bontés des Etats et de leur protection. d

M. le Président a dit encore que le sieur de Lhermet, fils, lui est parfaitement connu ; qu'il a du zèle et de l'application, et qu'il espère que l'assemblée sera dans la suite satisfaite de son choix.

M. le Président a ajouté qu'il est d'usage, dans la province et dans cette assemblée, d'accorder une gratification aux officiers qui se retirent, lorsqu'on a eu lieu



d'être content de leur service, même dans le cas où l'on leur donne pour successeur un de leurs proches parents; que le sieur de Lhermet, père, ayant servi le pays pendant vingt ans, à la satisfaction du public, paroît dans le cas d'obtenir cette gratification; que l'on pourroit la borner à une somme de 1,500 livres attendu qu'il fait proposer son fils pour le remplacer.

Surquoy, les sieurs Lafont et de Lhermet, étant absent de l'assemblée, M. le Président a fait appeler les voix une à une, et il a été délibéré de confirmer le sieur Lafont dans la charge de syndic du pays, de recevoir la démission du sieur de Lhermet, père, de nommer à la charge de greffier du diocèse le sieur Jean-Baptiste de Lhermet, son fils, avocat, et d'accorder, sous le bon plaisir de Sa Majesté et des Etats généraux de cette province, une gratification de 1,500 livres au sieur de Lhermet, père; et que ledit sieur syndic sera chargé de poursuivre l'autorisation de la présente délibération pour ce qui concerne ladite gratification, et les permissions nécessaires à ce sujet.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, père et fils, M. le Président a dit audit sieur de Lhermet, fils, que les Etats venoient de le nommer greffier du diocèse, qu'ils comptaient qu'il ne négligeroit rien pour se rendre digne de leur choix et de la confiance dont ils l'honoroient. M. le Président a dit aussy au sieur de Lhermet, père, que l'assemblée lui avoit accordé une gratification de 1,500 livres, en récompense de ses services.

Lecture a été faite ensuite de la présente délibération et M. le Président a fait prêter auxdits Lafont et de Lhermet, fils, le serment, la main levée à Dieu, de rem-

plir les devoirs de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

M. le Président a dit que M<sup>re</sup> Joseph-Louis de Montcalm, propriétaire de la terre de Gabriac, demande d'être reçu en cette qualité à cette assemblée ; que M<sup>re</sup> Louis-Daniel de Montcalm, son père, le fut en 1710, après avoir fait ses preuves d'une naissance illustre ; que par cette circonstance, M. son fils ne doit aujourd'hui, suivant les règlements de la province et ceux du pays de Gévaudan, justifier d'autre chose que de sa filiation et de la propriété de la terre de Gabriac ; que pour remplir ces deux objets, M. de Montcalm rapporte son extrait baptistaire et le testament de M. son père, qui l'institue son héritier.

M. le Président a ajouté que, quoiqu'il soit d'usage de renvoyer à une commission particulière l'examen des pièces produites par les récipiendaires, cependant comme il ne s'agit dans le cas présent que de deux actes, il croit devoir proposer aux Etats, pour ne pas retarder leur empressement à recevoir une personne aussi distinguée par sa naissance et par ses qualitez personnelles, que l'est M. le marquis de Montcalm, de lui faire faire la lecture des deux titres qu'il produit et de délibérer immédiatement après sur sa réception.

Sur quoy, les Etats ont fait faire la lecture dudit extrait baptistaire, suivant lequel M<sup>re</sup> Joseph-Louis de Montcalm, né le 6 mars 1712, est fils de M<sup>re</sup> Louis-Daniel de Montcalm et de dame Thérèse de Castelane. Lecture a été faite ensuite dudit testament, en date du 27 mars 1735, qui porte que M<sup>re</sup> Louis-Daniel de Montcalm, chevalier, marquis de St-Véran, baron de Gabriac, Sgr de Candiac et autres places, institue son

héritier en tous et chacuns ses biens, M<sup>re</sup> Joseph-Louis de Montcalm, son fils.

Après lesquelles lectures, les Etats ont unanimement délibéré que ledit sieur marquis de Montcalm sera reçu à l'assemblée en qualité de propriétaire de la terre de Gabriac ; et, à l'instant y ayant été introduit, il a prêté le serment, en tel cas requis, entre les mains de M. le Président, en la forme ordinaire, et ensuite il a pris place et séance suivant son rang, et mondit sieur le Président a ordonné qu'extraict des titres ci dessus énoncés seroit remis au greffe du diocèse, suivant la coutume.

Le syndic du pays a dit qu'il a été rendu deux ordonnances par nos seigneurs les commissaires du Roy et des Etatx, le 11 mars dernier ; la première porte que la somme de 110 livres 10 sols 9 deniers, due au collecteur de St-Laurent-de-Trèves, de l'année 1751, par la clôture de son compte, dont il avoit différé de poursuivre la vérification, sera imposé la présente année en sa faveur ; que par la seconde, il est ordonné que les sommes dues aux collecteurs de l'année 1752, pour la clôture de leurs comptes, qui n'excèdent pas la somme de 10 livres, seront imposées en leur faveur ; que ce jugement ordonne encore l'imposition des sommes dues à certains collecteurs, au dessus de 10 livres, dont la vérification a été poursuivie sur la remise que ces collecteurs ont faite des pièces justificatives ; que tous ces debets montent à la somme de 174 livres 3 sols 9 deniers ; et a requis l'assemblée de délibérer qu'il en sera fait mention dans les mandes de la taille de cette année et qu'on y marquera, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer à ce sujet.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée

a unanimement délibéré conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été rendu un autre jugement par MM. les commissaires du Roy et des Etats, le 11 du mois de mars dernier, portant qu'il sera fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes des collecteurs de l'année 1752; lesquels reliquats montent en total à la somme de 4,995 livres 1 sol 11 deniers; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, a été unanimement délibéré qu'il en sera donné avis aux communautés, par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il a reçu une ordonnance, rendue par MM. les commissaires du Roy et des Etats, qui permet aux villes et communautés de la province d'imposer, la présente année, le montant de la dépense les concernant du menu habillement des soldats de milice, qu'il a reçu l'état de cette dépense, arrêté par M. l'Intendant, le 28 avril dernier, pour certaines communautés du pays, dont le total se porte à 4,445 livres 18 sols 6 deniers; qu'il paroît nécessaire d'en faire mention dans les mandes de la taille de cette année et d'y marquer, par un article particulier, la somme que chaque communauté, comprise dans l'état, doit imposer.

Sur quoy, a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a reçu une ordonnance de M. l'Intendant du 7 du mois de février dernier, qui accorde, à ce pays, une somme de 12,506 livres, pour les dommages causés aux récoltes de l'année der-

nière 1753; que cette somme a été répartie le 17 du mois dernier par MM. les commissaires rézidant à Mende et que M. l'Intendant a fait faire la répartition particulière sur les contribuables de chaque communauté qui doivent participer à l'indemnité pour être la somme, qui a été attribué à chacun, employée en moins imposé sur ses cotes de taille.

Ledit sieur syndic a dit aussi que l'assemblée ne peut que se souvenir de la famine dont ce pays fut affligé en 1750, et que pour mettre le peuple à portée d'atteindre au prix des grains qui furent envoyés dans ce diocèse, il fut nécessaire de diminuer celui auquel ils revenoient après leur transport de Lunel, où se faisoit l'approvisionnement; que cette diminution de prix donna lieu à une perte de 45,000 livres sur le montant des grains et les frais du transport; que la charité de Mgr l'évêque de Mende lui inspira plusieurs moyens pour remplacer cette perte, à laquelle il fut pourvu alors, à l'exception toutefois d'une somme de 12,000 livres, avancée par feu M. de Lamouroux, trésorier de la province, en conséquence d'une ordonnance de feu M. Le Nain, du 26 août 1750; que M. l'Intendant rendit une autre ordonnance, le 10 juin 1750, portant que cette somme seroit remboursée par imposition, sur le diocèse en deux payemens égaux, ensemble les intérêts de deux ans, sur le pied du denier vingt. En vertu de cette ordonnance, il fut imposé, dans le département des deniers ordinaires de 1752, en faveur dudit sieur Lamouroux, la somme de 6,00 livres, pour la première moitié de celle de 12,000 livres, et encore celle de 1,200 livres, à laquelle furent liquidés les intérêts qui avoient courus jusqu'alors; qu'il reste dû la somme de 6,000 livres; que

les héritiers de M. Lamouroux, ont demandé, aux Etats généraux de la province, leur consentement, pour que cette somme fut imposée, cette année, sur ce diocèse, de même que les intérêts depuis 1752 ; que les Etats le leur ont accordé par leur délibération du 2 du mois de mars dernier ; qu'en conséquence de cette délibération nos seigneurs les commissaires du Roy et des Etats ont rendu une ordonnance, le 11 du même mois, portant que cette somme de 6,000 livres seroit imposée avec les intérêts, la présente année, en faveur des héritiers de M. de Lamouroux ; que ces intérêts se portent, pour 1753 et 1754, à la somme de 600 livres ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement délibéré d'imposer, dans le département des deniers ordinaires, la somme de 6,000 livres pour la dernière moitié de celle de 12,000 livres avancée par feu M. de Lamouroux, pour les causes ci dessus énoncées, ensemble celle de 600 livres pour les intérêts de ladite somme de 6,000 livres, des années 1753 et 1754, à raison de 300 livres par an.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il a reçu une lettre de M. l'Intendant de cette province, en date du 6 de ce mois, par laquelle il lui marque que l'intention du Roy, est de mettre autant d'ordre qu'il se pourra dans les impositions municipales des diocèses, c'est-à-dire, à ce qui compose le département des frais d'assiette ou deniers ordinaires ; que le laps du temps peut avoir rendu nécessaires certains changements sur les dépenses qui y sont employées, dont quelques unes peuvent être susceptibles de diminution et même de suppression ; d'autres, au contraire, méritent d'être augmentées. Il

charge en conséquence ledit sieur syndic de proposer, de disposer un nouveau projet de département des dettes et affaires du pays, qui puisse être examiné aux prochains Etats généraux de la province, pour y être pourvu de la manière ordonnée par sa Majesté ; et, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement délibéré de renvoyer cette affaire à MM. les commissaires du diocèse, qui doivent s'assembler demain, pour la tenue de l'assiette ; et au cas qu'elle ne peut être arrangée pendant le cours de leurs séances, l'assemblée l'a pareillement renvoyée à MM. les commissaires ordinaires du diocèse, résidant à Mende pendant l'année, pour être, par les uns ou par les autres, statué sur la proposition faite par M. l'Intendant, de la manière qui leur paraîtra la plus convenable et la plus avantageuse au pays

Ledit sieur syndic a dit aussi, qu'il rendit compte à MM. les commissaires du diocèse, assemblés le 23 may de l'année dernière, pour la signature des rôles de la capitation des plaintes qu'il avoit recues sur certains abus qui se commettent dans plusieurs communautés du diocèse, après la réception des mandes de la taille, et qui retardent le recouvrement des impositions ; que ces abus consistent : 1° en ce que les consuls, greffiers consulaires ou même quelque fois, au deffaut ou absence des uns ou des autres, les principaux habitans se font remettre les mandes de la taille par ceux qui sont envoyés pour les porter dans les communautés et négligent ensuite de faire procéder aux rôles ; que lorsque les mandes tombent entre les mains de certains particuliers dans les communautés où il ny a point de gref-

fier consulaire en titre, bien loin de les remettre au greffier, que ces communautés trouvent à propos de de commettre pour la confection des rôles et qu'elles ont la liberté de se choisir, ils les retiennent et forment eux mêmes les rôles, qui sont souvent très mal faits et se font payer par les collecteurs, à qui ils délivrent le salaire imposé pour la façon des rôles; 2° En ce que certains greffiers consulaires après avoir fait les livres de la taille ne veulent les délivrer aux collecteurs qu'ils ne leur aient auparavant payé leurs gages; ce que ces collecteurs sont bien souvent hors d'état de faire, n'ayant point encore commencé leur recepte, qui se trouve par là retardée, quoi quelle ne doive l'être, sous quelque prétexte que ce soit, et que d'ailleurs, par l'arrêt du Conseil du 16 avril 1697, ils ont fait défenses, aux consuls et collecteurs, de payer aucune sommes assignées sur l'état des impositions jusques à ce que le receveur soit entièrement payé; que par conséquent lesdits greffiers ne peuvent exiger leurs gages qu'après l'année de la levée finie, tout comme il en est usé envers les créanciers desdites communautés dont les capitaux et intérêts sont imposés; que MM. les commissaires chargèrent ledit sieur syndic, par la délibération qu'ils prirent, ledit jour, de poursuivre, par devant toutes Cours et juges, un règlement qui, en renouvelant les dépositions des précédents, fit cesser ces abus, de même que tous ceux qui pourroient apporter quelque retardement et quelque obstacle au payement des impositions; qu'en conséquence de cette délibération ledit sieur syndic se pourvut à la Cour des aydes de Montpellier, où il obtint, avec M. le procureur général, un arrêt, le 20 du mois de mars dernier, qui or-



donne que, conformément aux arrêts et réglemens, les maires et consuls des communautés qui composent le diocèse de Mende, seront tenus, dès avoir la mande, de convoquer le Conseil des habitans, pour délibérer sur les sommes à imposer, à peine, en cas de négligence de leur part, de 300 livres d'amende, de demeurer responsables du retardement des impositions et de tous dépens, dommages et intérêts; qu'incontinent après que les délibérations auront été prises, il sera procédé à la faction des rôles par le greffier consulaire et autres départemens; lesquels rôles seront remis par les mains et consuls aux collecteurs pour faire la levée des impositions, avec deffenses au greffier, ou autres, d'en retarder la remise, sous aucun prétexte et particulièrement de celui du paiement de leurs gages, qu'ils ne pourront retirer qu'à la fin de l'année de la levée, à peine, contre lesdits greffiers et autres détenteurs des dits rôles, d'y être contraints par corps, à l'instant du commandement, en vertu de l'arrêt, à la diligence du syndic et de 300 livres d'amende. L'arrêt fait aussi deffenses à toute personne, autre que les maires et consuls, de recevoir les mandes du diocèse et de les retenir sous aucun prétexte, sous pareille peine, comme aussi de s'immiscer directement ou indirectement à la faction des rôles, sous peine de faux et d'être poursuivi extraordinairement à la requête dudit sieur syndic, en vertu de l'arrêt qui doit être exécuté à sa diligence, nonobstant oppositions et autres empêchemens quelconques.

Ledit sieur syndic a fait imprimer plusieurs exemplaires de cet arrêt, et les a fait distribuer dans les différentes communautés du diocèse; et a requis l'assemblée d'approuver les diligences qu'il a faites à cet égard

et de faire donner, par un article de la mande aux communautés du diocèse, les avertissements nécessaires pour quelles ayent à se conformer aux dispositions de l'arrêt.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a approuvé les diligences faites, par ledit syndic, pour l'obtention de l'arrêt de la Cour des aydes, et a unanimement délibéré de faire donner aux communautés du du pays, par un article particulier de la mande, les avertissements nécessaires pour qu'elles ayent à se conformer aux dispositions de l'arrêt.

Ledit sieur syndic a dit encore que, suivant les règlements de la province, il est permis aux receveurs des tailles, quinze jours après l'échéance de chaque terme des impositions, d'envoyer un messenger aux collecteurs, pour les avertir de payer dans huit jours le montant du terme échu ; que les frais de cet avertissement sont fixés à 6 sols pour toute la communauté, sans qu'il y ait un ou plusieurs collecteurs ; qu'il est encore permis au receveur, si les collecteurs sont en demeure, après ce délai de huit jours, de leur faire un commandement par un huissier, qui doit leur en donner copie, et que les frais de ce commandement sont fixés à 20 sols pour toute la communauté, soit qu'il y ait pareillement un ou plusieurs collecteurs, qui suivant ces mêmes règlements, ces frais ne doivent être exigés, qu'autant qu'ils ont été exposés par M. le receveur ; qu'il est assez d'usage, dans ce diocèse, que M. le receveur envoie des messagers pour donner un avertissement ; mais qu'il arrive rarement qu'il fasse de commandements ; cependant plusieurs collecteurs croyant qu'ils seront obligés de payer à M. le receveur 26 sols par terme,

pour cet avertissement et ce commandement, les exigent des contribuables pendant le cours de leur collecte; que même dans certaines communautés, dont la collecte est partagée en plusieurs départements ou quartiers, chaque collecteur exige dans son quartier ces 26 sols en entier; que pour remédier à de pareils abus, il serait nécessaire de donner connaissance, aux communautés de la déposition des réglemens à cet égard et de les informer par un article particulier de la mande, et encore par une lettre circulaire que ledit sieur syndic leur écrira de la part de l'assemblée, si elle trouve à propos de l'ordonner de même :

1° Qu'il en est des frais des avertissements donnés par des messagers et des commandements faitz par huissier comme de ceux de garnison, qui ne peuvent être exigés par M. le receveur sur les collecteurs, ny par les collecteurs sur les contribuables, qu'autant qu'ils ont été exposés et qu'il ne doit être rien payé, s'il ny a eu ny avertissement ny commandement.

2° Que ces deux objets sont différents; ensorte que s'il ny a eu qu'un avertissement et qu'il ny ait point été fait ensuite de commandement, il ne doit être payé que 6 sols; s'il y a eu au contraire un commandement par huissier et copie, donnée sans avertissement précédent, il ne doit être payé que 20 sols, et que ce n'est que dans le cas où l'un ou l'autre ont eu lieu, qu'on peut exiger 26 sols;

3° Que ces frais de 6 et de 20 sols doivent être pris sur toutes les communautés en général et non par département ou quartier; que chaque collecteur d'une même communauté ne peut ny les supporter ny ensuite les répéter en entier, mais que ces collecteurs doivent

y contribuer par égale portion eu égard à leur nombre ; et, ledit sieur syndic, a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy les voix ayant été recueillies, il a été unanimement délibéré qu'il sera donné avis aux communautés du diocèse, par un article particulier de la mande, et encore par une lettre circulaire, que ledit sieur syndic leur écrira de la part de l'assemblée, de la disposition des réglemens, concernant les avertissements donnés par des messagers, et les commandemens faits par huissier relativement à l'exposé fait cy dessus par ledit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit que l'assemblée connoit depuis longtemps combien il est avantageux au pays de commencer le recouvrement des impositions au premier terme; que les contribuables et surtout ceux de la campagne n'ont dans aucun temps de l'année autant de facilité à acquitter leurs charges, que dans le mois de may et de juin, par l'argent que leur produit la vente de leurs bestiaux ; que le pays a reçu au contraire un préjudice considérable toutes les fois qu'il n'a pu s'empêcher de renvoyer le premier terme des impositions au second, que ce renvoy donne lieu à une augmentation, dans les charges, d'environ 2,000 livres, par les droits d'avance qu'on est obligé de payer, et qui sont réglés, par les Etats généraux, à deux et demi pour cent ; que cette augmentation, quoique digne d'attention par elle même, surtout dans les circonstances présentes, ne doit cependant être comptée pour rien auprès de celle qu'occasionnent les frais de garnisons que le receveur est obligé de faire, lorsque son recouvrement ne commence qu'à la fin du mois de juillet ou au commencement du

mois d'août; que ces frais sont immenses et ce recouvrement difficile, par ce que, d'un côté les contribuables doivent acquitter deux termes des impositions tout à la fois et que de l'autre ils se trouvent épuisés par les dépenses qu'ils sont obligés de faire pour leur récolte; que l'on a été à la veille d'éprouver, cette année, ces inconvénients; que le temps où les Etats généraux ont été assemblés, celui où ils se sont séparés, et la nécessité où l'on est d'attendre, pour la convocation des assemblées, un arrêt du Conseil qui approuve les impositions de la province, auroit rendu inévitable le renvoi du premier terme au second, si la prévoyance de Mgr l'évêque de Mende et son zèle pour le bien de ce diocèse ne lui eussent inspiré de prendre d'avance des mesures pour le prévenir.

L'on sait que le receveur du diocèse doit payer, à la caisse de la province, au commencement du mois de mai, Mgr l'évêque de Mende, écrivit à la fin de mars à M. Mazade de St-Bresson, trésorier de la Bourse, et lui offrit de lui faire toucher, dans le courant du mois d'avril, environ 30,000 livres, savoir 18,000 livres en argent comptant, et 12,486 livres, à la faveur de l'indemnité accordée à ce diocèse, dont le fonds est entre ses mains, s'il vouloit bien attendre M. le receveur pour le surplus, jusques au mois de juin, moyennant un intérêt, tel qu'il trouveroit à propos de le régler. M. de Saint-Bresson entra dans ces arrangements et marqua à Mgr l'évêque de Mende que, par égard pour lui, il ne vouloit aucun intérêt pourvu que ce qui resteroit dû, sur le premier terme, fut payé au mois de juin prochain. Sur sa réponse, Mgr l'évêque de Mende, non seulement se hâta de remplir sa promesse, mais il enchérit encore

sur ses engagements, et au lieu de 18,000 livres qu'il avoit d'abord offert à M. de Saint-Bresson, il pourvut à un fonds de 24,000 livres, qu'il fit remettre à la caisse de la province, dans le temps convenu; de sorte qu'au moyen de cette somme et de celle de 12,486 livres de l'indemnité, la moitié du premier terme des impositions se trouve actuellement payé à M. le trésorier de la Bourse, et le recouvrement commencera, conformément aux vœux du pays, vers les premiers jours du mois de juin.

Sur quoy, l'assemblée a prié M. le Président de faire ses remerciements à Mgr l'évêque de Mende et le supplier de continuer ses bontés et sa protection à ce diocèse.

Ledit sieur syndic a dit encore que M. Blanquet de Maruejols, faisant pour feu M. Lequepeyx, receveur, rendit à l'assiette, tenue à Mende, le 29 mars 1729, les comptes de son exercice de l'année 1728; que dans ces-là des deniers ordinaires, il employa en dépense une somme de 23,300 livres pour les indemnitez accordées aux particuliers à raison des fonds qui leur avoient été pris pour la construction ou réparations des chemins royaux; que cette somme fut allouée, audit sieur Blanquet, sous debet de quittance; que depuis ce temps là, cette partie a toujours été en souffrance; que M. Blanquet n'en a point rapporté les quittances ny justifié des payemens qu'il avoit fait ou du faire; que toutes les fois qu'on lui a demandé d'appurer cet article de son compte, il n'a pu le faire et a sollicité et obtenu de nouveaux délais; que MM. les commissaires ont cru qu'on ne sauroit différer plus longtemps de mettre cette affaire en règle; qu'en conséquence ils en ont fait écrire par le

dit sieur syndic aux héritiers de M. Blanquet, qui représentent aujourd'hui, qu'ils ont fait bien des démarches, mais qu'ils n'ont pu encore avoir les renseignements nécessaires, et demandent qu'il leur soit donné un délai pour se les procurer; que l'assemblée pourroit le leur accorder et les charger d'appurer dans le temps qu'elle jugera à propos de leur fixer ladite partie de 25,500 livres, par devant MM. les commissaires ordinaires du diocèse, résidant à Mende, pendant l'année; il paroîtroit, aussi convenable, d'autoriser lesdits sieurs commissaires à faire toutes les diligences nécessaires pour parvenir à cet appurement, au cas qu'il ny fut point procédé dans le délai que les Etats accorderont.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement délibéré d'accorder aux héritiers de M. Blanquet ou à ceux dudit sieur Lequepeyx ou autres qu'il appartiendra, un-délay de trois mois pour appurer durant le cours d'icelui, par devant MM. les commissaires du diocèse, résidant à Mende, pendant l'année, ladite partie des 25,500 livres employée sous debet et quittance dans la dépense du compte des deniers ordinaires, rendu le 29 mars 1729, pour l'exercice de l'année précédente; et, après l'expiration de ce délai, les Etats ont autorisé lesdits sieurs commissaires à faire toutes les diligences nécessaires pour parvenir audit appurement.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit aussi que M<sup>re</sup> Mathieu-Ignace-Alexandre-Félix de Bessuejols, comte de Roquelaure, se présente pour être reçu aux Etats en sa qualité de propriétaire de la baronnie d'Apcher; qu'il rapporte

pour titre de propriété son contrat de mariage avec demoiselle Marguerite-Victorine-Jeanne Mathias de Barthélemy de Gramon de Lanta, en date du 18 juin 1746, reçu par Pratviel, notaire à Toulouse ; par lequel contrat de mariage, M. le marquis de Roquelaure, son père, lui donne tous et chacuns ses biens présents et avenir, meubles et immeubles, sous la seule réserve de la moitié de l'usufruit, pendant sa vie ; voulant néanmoins que M. le comte de Roquelaure, son fils, jouisse en pleine propriété et usufruit du droit d'entrée aux Etats généraux de cette province et du droit d'entrée annuel aux Etats particuliers du pays de Gévaudan, en qualité de baron d'Apcher ; qu'au moyen de ces dispositions, il paraît que la propriété de la baronnie d'Apcher est acquise irrévocablement audit M<sup>e</sup> Ignace-Alexandre-Felix de Bessuejols, comte de Roquelaure, et qu'il doit être reçu aux Etats, comme baron de Gévaudan, pour la baronnie d'Apcher, d'autant mieux qu'il a été déjà reçu en cette qualité aux Etats généraux de cette province, tenus à Montpellier, au mois de décembre 1746.

Sur quoy, lecture faite dudit contrat de mariage, il a été unanimement délibéré de recevoir aux Etats M. le comte de Roquelaure, en qualité de baron de Gévaudan, pour la baronnie d'Apcher ; et à l'instant, ayant été introduit à l'assemblée par le greffier du pays, il a prêté le serment, en tel cas requis, entre les mains de M. le Président, en la forme ordinaire, et ensuite il a pris place et séance suivant son rang ; et mondit sieur le Président a ordonné qu'extrait du titre, cy dessus énoncé, seroit remis au greffe du diocèse, suivant la coutume.



Ledit sieur syndic, a dit encore, qu'il doit rendre compte, à l'assemblée, de l'état ou se trouvent actuellement les grands chemins du diocèse; qu'en conséquence de la délibération prise par cette assemblée, MM. les commissaires ont pressé l'exécution des ouvrages cy devant adjugés par M. l'Intendant, pendant l'interruption des Etats et dont l'objet n'était point encore consommé; que ces ouvrages ont été perfectionnés et reçus à l'exception des réparations du chemin de Chagnac au pont de Tarn, près Florac, adjugés à Jean Vincens, de Mende, sous le cautionnement de Jean Rodier, de Florac, qui ont été négligées par ces entrepreneurs; ce qui a obligé ledit sieur syndic à faire des diligences contr'eux, qui ont produit l'effet qu'il en attendoit, car, l'un de ces entrepreneurs, pour arrêter les poursuites, a repris, depuis environ un mois, le travail qu'il continue sans interruption; de sorte qu'il y a lieu d'espérer qu'il sera fini dans peu et en état de réception.

Ledit sieur syndic a ajouté que la construction du chemin du pont de Montferrand à celui de Saint-Laurent, adjugé en 1750, pendant l'interruption des Etats, par ordre de M. Le Nain, et qui ne pût alors être exécutée à cause de l'insuffisance des fonds, fut par les mêmes motifs suspendue l'année dernière, en conséquence d'une délibération de l'assemblée; que les sommes qui seront imposées cette année pour la dépense des chemins et celles qui restent de l'imposition de l'année dernière, pour ce même objet, pourront fournir un fonds suffisant pour l'exécution de cette entreprise et qu'il paroitroit convenable dy faire travailler.

Enfin ledit sieur syndic a observé, qu'en conséquence du pouvoir, donné l'année dernière, à MM. les commis-

saïres ordinaires, ils ont passé des baux d'entretien des chemins nouvellement réparés et renouvelé ceux qui étoient expirés, à l'exception des chemins de Lauberc à l'Habitarelle, de Rochegrosse à Langogne et de Rieutort à la Garde, qu'on a laissé jusqu'à présent par reconduction tacite aux anciens entrepreneurs ; que ces entretiens, de même que ceux des autres grands chemins du diocèse, ont été exécutés pendant le cours de l'année dernière, et que tout est actuellement en bon état ; et, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement délibéré de faire travailler, cette année, à la construction du chemin de Montferrand au pont de Saint-Laurent, et a chargé ledit sieur syndic de presser l'exécution de l'ouvrage, de même que celle des réparations qui restent à faire au chemin de Chanac, au pont du Tarn, près Florac ; comme aussi a renvoyé à MM. les commissaires ordinaires, résidant à Mende pendant l'année, pour adjudger l'entretien de ces deux chemins lorsqu'ils auront été reçus, de même que ceux de Lauberc à l'Habitarelle, de Rochegrosse à Langogne et de Rieutort à la Garde.

Ledit sieur syndic a dit aussi, qu'en conséquence des propositions faites par la communauté de Saugues, pour la construction des deux ponts sur la route de Saugues à Langogne, l'un à Ancelpont, près Saint-Symphorien, et l'autre à Babonnés, auprès de Thoras, l'assemblée le chargea, l'année dernière, de prendre, au sujet de cette construction, tous les éclaircissements convenables, tant pour ce qui concerne la nécessité des ouvrages, que la manière de les exécuter et la dépense à laquelle ils donneront lieu et de lui rendre compte de

l'examen qu'il en aura fait ; qu'en conséquence de ces ordres, ledit sieur syndic s'est transporté sur les lieux, de même que M. Bertrand, inspecteur des chemins du diocèse, qu'ils ont reconnu que les ponts qu'on demande sont très nécessaires, par le danger qu'il y a de passer à gai les rivières d'Ancelpont et de Babonnés, dans le temps des inondations, qui arrivent souvent dans ce pays de montagnes ; que d'ailleurs ce passage est fréquenté non seulement par les habitants de Saint-Symphorien et de Thoras ; que M. Bertrand a dressé le devis de ces deux ponts ; que celui d'Ancelpont donnera lieu à une dépense d'environ 1,800 livres ; qu'il peut d'ailleurs être construit avec toute la solidité convenable, l'emplacement étant très favorable ; qu'il n'en est pas de même de celui de Babonnés ; que la rivière, qui coule au dessous ce village, dans une petite plaine, est au niveau du terrain, et qu'il est à craindre qu'elle ne change de lit dans la suite et ne rende inutile le pont qu'on se propose de construire ; qu'avant d'ordonner cette construction, il paroîtroit nécessaire de faire examiner de nouveau l'ouvrage et de voir quelles précautions l'on pourroit ajouter encore à celles que M. Bertrand a prises dans son devis, pour prévenir le changement de lit ; et, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement délibéré qu'il sera construit un pont au lieu d'Ancelpont, près Saint-Symphorien, et cet ouvrage sera adjudgé dans la forme ordinaire par MM. les commissaires du diocèse résidant à Mende pendant l'année ; qu'avant de statuer sur la construction du pont de Babonnés, l'entreprise sera de nouveau vérifiée par ledit sieur syndic et par M. Ber-

trand, qui examineront s'il y a de nouvelles précautions à prendre, pour prévenir le changement de lit, et si l'on peut espérer d'y réussir au moyen de ces précautions, pour en être rendu compte, par ledit sieur syndic, à la prochaine assemblée.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il rendit compte, à l'assemblée de l'année dernière, du mauvais état où se trouvoient les chemins royaux des Cévennes, et qu'elle renvoya à MM. les commissaires ordinaires du diocèse, résidant à Mende, pour faire toutes les diligences nécessaires contre les entrepreneurs chargés de leur entretien, et les obliger à les réparer; qu'en conséquence, MM. les commissaires du diocèse se sont donnés, pendant le cours de l'année dernière, bien des soins, qui ont eu plus de succès encore qu'on ne pouvoit, ce semble, en attendre; qu'ils firent d'abord visiter ces chemins par ledit sieur syndic et l'ingénieur du diocèse, qui furent chargés, de leur part, de mettre en mouvement les entrepreneurs et les sous-entrepreneurs; que ceux-cy mirent tout de suite la main à l'œuvre et qu'ils ont travaillé avec tant de diligence, que ces chemins, qui étoient dégradés depuis longtemps et qui étoient devenus totalement impraticables, sont déjà rétablis, et que les parties qui étoient les plus ruinées sont celles qui se trouvent actuellement les mieux en état; de sorte que l'on pourra procéder à la réception de tout, les premiers jours du mois prochain.

Ledit sieur syndic a ajouté que le bail d'entretien de ces chemins est expiré; que lorsque MM. les commissaires furent informés que leurs ouvrages tendoient à leur perfection, ils le chargèrent de poursuivre une ordonnance, par devant M. l'Intendant, pour le renouvel-

lement de ce bail ; ils crurent devoir lui donner connoissance des principales causes auxquelles l'on doit attribuer les dégradations de ces chemins, par le passé, pour empêcher qu'ils ne tombent à l'avenir dans l'état de dépérissement ou ils ont été pendant de longues années, et ils pensèrent que les moyens les plus efficaces pour les prévenir étaient de faire plusieurs changements à ce qui s'étoit pratiqué jusqu'à présent. Ledit sieur syndic fut chargé de les lui proposer et de lui en faire sentir la nécessité dans un mémoire qu'il lui adressa de leur part ; M. l'Intendant marqua en réponse audit sieur syndic, qu'il entroit dans les vues de MM. les commissaires, et étoit entièrement de leur avis, relativement à tous ces objets ; ledit sieur syndic se pourvut devant lui et en obtint une ordonnance, le premier du mois de mars dernier, portant qu'il sera procédé par son subdélégué, dans la ville de Florac et dans la forme ordinaire, au renouvellement des baux d'entretien des chemins royaux des Cévennes, par parties séparées, à mesures quelles seront reçues et dans l'ordre qui lui avoit été proposé par ledit sieur syndic ; que les parties de ces chemins, qui joignent les fonds cultivés et qui avoient été jusqu'à présent à la charge des propriétaires de ces fonds seront, à l'avenir, comprises dans les baux et que la dépense de leur entretien sera supportée par le diocèse, en corps ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, l'assemblée après avoir fait lecture du mémoire envoyé à M. l'Intendant et de sa réponse, a approuvé les changements qui lui ont été proposés par MM. les commissaires, et a chargé ledit sieur syndic de faire procéder, en diligence, à la réception des che-

mins royaux des Cévennes et au renouvellement des baux de leur entretien et de se conformer, à ce sujet, à ce qui est porté par l'ordonnance de M. l'Intendant.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité.

Fait, clos et arrêté à Marvejols, le vingt mai mil sept cent cinquante quatre,

Signé : JAUFROY, vicaire général, Président.

---

1755

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Lecture des procurations des députés et prestation du serment. — Vote des sommes portées dans les commissions. — Confirmation des officiers du diocèse. — Débets et reliquats des comptes des receveurs. — Anciens reliquats. — Vérification des dommages causés aux récoltes et répartition des indemnités. — Le diocèse réclame le sel de Pecais. — Cadastres à remettre dans un dépôt public. — Taille et impositions. — Construction et réparation des chemins. — Ordonnance de M. l'Intendant contre les usurpations faites sur les chemins. — Indemnités aux propriétaires des terrains pris pour la construction des routes. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens cinquante cinq, et le vingt-quatrième jour' du mois de mars, les gens des Trois Etats du pays du Gévaudan, convoquez par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du Palais épiscopal, où Mgr l'illustrissime et reverendissime Sgr Mgr Gabriel-Florent de Choiseul-Beaupré, évêque, seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte de Gévaudan,

conseiller du Roy en ses Conseils, Président-né des Etats et assiette dudit pays, les attendoit, étant accompagné de M<sup>re</sup> Pierre Jaufroy, prêtre, chanoine, archidiacre de l'église cathédrale de Mende et vicaire général de Mgr l'évêque, et de MM. les commissaires ordinaires; et, tous ensemble sont allés à l'église cathédrale de Mende, pour y entendre la messe du Saint Esprit. Après laquelle étant revenus audit palais épiscopal, dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, ils y ont pris chacun leur place, sçavoir : Mgr le Président sur un fauteuil, placé sur une estrade élevée au dessous d'un dais, et, sur la gauche de cette estrade, à la tête du banc, M<sup>re</sup> Claude-Sidoine de Michel, chevalier du Roc, commissaire principal desdits Etats et assiette ; M<sup>r</sup> M<sup>re</sup> Barrandon, lieutenant général au baillage du Gévaudan, pour M. le baillif, en tour, pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de St-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pugnadoire et St-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absents, M<sup>re</sup> Urbain de Rets de Bressolles, Sgr de Servièrès et autres places; sieurs Charles Farain et Louis Bondan, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, l'année dernière, et M<sup>re</sup> Pierre de Michel Du Roc, Sgr de Brion et autres places, maire de la ville de Marvéjols, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un ban, placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de M. le Président, chacun, suivant leur rang ; et, sur le banc du sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang; et les sieurs consuls et

députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Du Roc, commissaire principal, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la Province, tenus à Montpellier le 7<sup>e</sup> janvier dernier, a dit que nos dits seigneurs luy ordonnent, par leurs dites commissions, aux consuls de Mende et à un de Marvejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, ainsi qu'il a été consenti et résolu auxdits Etats, lesquels sa majesté veut être imposez, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime Mgr le prince de Dombes, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes, MM. les lieutenants généraux dans ladite province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenues au billet sur ce envoyé, ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année, et a remis les commissions au greffier, pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant entr'autres choses permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Marvejols et du syndic du diocèse, députez aux Etats généraux de la province; la lecture ayant été finie, lesdits sieurs commissaires, principal et juge, lieutenant géné-



ral au bailliage de Gévaudan, sont sortis de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers Etat, la main levée à Dieu, et tous ensemble ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires président, pour le Roy, aux Etats de la province tenus à Montpellier, seront imposés, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan, et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province, que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent assister aux Etats de Languedoc, envoient, outre leurs procurations une lettre, adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a toujours été observé dans ce pays pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ; sur quoy a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées.

sées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas assister en personne, et que le greffier du diocèse conchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Surquoy, le sieur Lafont, syndic, et le sieur de Lhermet, greffier, étant sorty de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la charge de syndic, et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération; et M. le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leurs charges; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du païs a dit qu'il a été rendu deux jugemens par nos seigneurs les commissairss du Roy et des Etats, le 30 décembre d'ernier. Le premier porte que la somme de 150 livres 13 sols 4 deniers, due au collecteur de Lavañ-de-Tarn, de l'année 1752, par la clôtüre de son compte, dont il avoit différé de poursuivre la vérification, sera imposée, la présente année, en sa faveur; que par le second, il est ordonné que les sommes dues aux collecteurs de l'année 1753, pour la clôtüre de leurs comptes, qui n'excèdent pas la somme

de 10 livres, seront imposées en leur faveur; que ce jugement ordonne encore l'imposition de certaines sommes dues à plusieurs collecteurs, au dessus de 10 livres, dont la vérification a été poursuivie sur la remise que ces collecteurs ont fait des pièces justificatives; que tous ces débets montent à la somme de 277 livres 7 sols 4 deniers, et a requis de délibérer qu'il en sera fait mention dans les mandes de la taille de cette année, et qu'on y marquera, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer à ce sujet.

Sur quoy, les voix ayant été recueillies, l'assemblée a unanimement délibéré conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il a été rendu un autre jugement, par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, le 31 du mois de décembre dernier, portant qu'il sera fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes des collecteurs de l'année 1753. Les reliquats montent en total à la somme de 3,686 livres 13 sols 9 deniers, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, a été unanimement délibéré, qu'il en sera donné avis, aux communautés, par un article de la mande.

Ledit sieur syndic a dit aussi que nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, ont arrêté un état de ce qui revient de net au diocèse, sur les sommes provenant du recouvrement qui a été fait des reliquats des anciens comptes, antérieurs à l'année 1740; qu'ils ont déterminé que, ce qui revenoit aux communautés qui n'ont point de dettes à acquitter, seroit employé en moins imposé; auquel effet ils ont rendu des ordon-

nances sur les héritiers de feu M. de Lamouroux, trésorier de la Bourse, pour chacune des communautés de ce diocèse, qui se trouvent dans le cas, et qui sont au nombre de cent trente trois; que ces ordonnances ont été adressées audit sieur syndic pour en être envoyé une copie collationnée dans les communautés, jointe à la mande de la taille.

Qu'à l'égard des sommes qui, suivant cette répartition, reviennent aux communautés qui ont des dettes à acquitter, nosseigneurs les commissaires ont déterminé qu'elles seroient employées à éteindre des capitaux dont les intérêts sont réduits à deux pour cent et dont il a été envoyé des notes audit sieur syndic, et que le remboursement de ces capitaux seroit fait à la perte d'un cinquième, à l'égard des contrats à jour, et de deux cinquièmes pour les contrats dont les dettes sont à constitution de rente; et ledit sieur syndic a été chargé de le proposer de même aux créanciers et de leur marquer que, s'ils veulent recevoir leur remboursement sur ce pied là, ils luy adressent leur soumission avec les titres de propriété de leur créance; qu'en conséquence, ledit sieur syndic écrira conformément aux différents créanciers indiquez dans les notes qui luy ont été adressées, qu'il aura soin de faire joindre, aux mandes de la taille, les ordonnances rendues pour la portion des anciens reliquats qui reviennent aux communautés, qui n'ayant point de dettes à acquitter, doivent l'employer en moins imposé; mais qu'il conviendrait, pour plus grande précaution, de les avertir de ce moins imposé, par un article particulier de la mande, et que ledit sieur syndic leur fera donner cet avertissement, si

l'assemblée le juge à propos ; ce qui a été délibéré conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore que M. l'archevêque de Narbonne a envoyé, à Mgr le Président, un mémoire qui contient les décisions de sa Majesté, sur ce qui doit être observé à l'avenir dans la province de Languedoc, touchant la vérification des dommages causés aux récoltes et la répartition des indemnités accordées par sa Majesté, ou prises sur le produit de la ferme de l'équivalent ; que M. l'intendant a aussi écrit à ce sujet à Mgr le Président ; qu'il paroît nécessaire de lire à l'assemblée ledit mémoire et les lettres de M. de Narbonne et de M. l'Intendant. Mgr le Président a ordonné d'en faire la lecture ; après laquelle ledit sieur syndic a observé que MM. les commissaires du diocèse, pendant l'assiette, pourront pourvoir, à leur prochaine assemblée ou à celle qu'ils tiendront pour la confection et signature des rôles de la capitation, aux différents objets contenus dans le mémoire.

Ledit sieur syndic a ajouté, que M. l'Intendant vient de procéder à la répartition de l'indemnité accordée, par sa Majesté, à cette province et que ce diocèse y a été compris pour la somme de 12,000 livres, que conformément à l'ordonnance qu'il a rendue, à ce sujet, le 11 de ce mois et à l'usage, il convient de renvoyer à MM. les commissaires du diocèse, pendant l'assiette, pour repartir cette somme à leur prochaine assemblée, en faveur des communautés qui doivent y participer, en se conformant à ce qui est prescrit par les nouvelles décisions de sa Majesté. Ce qui a été délibéré conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi, qu'il a été plusieurs

fois porté plainte à cette assemblée du préjudice qu'avoit reçu le pays du changement de sel, qui fut fait en 1739, où l'on substitua le sel de Sijean et de Peyriac à celui de Peccais, qui étoit le seul dont on s'étoit servi jusques alors; qu'il a été en même temps rendu compte des démarches qui ont été faites auprès de sa majesté, pour qu'elle voulut bien rétablir, dans le Gévaudan, l'usage du sel de Peccais; que Mgr l'évêque de Mende, toujours occupé du bien de son diocèse, a envoyé, l'année dernière, des nouveaux mémoires sur cette affaire, à M. Joubert, syndic général de la province, à Paris, qui les a remis à M. le contrôleur général; que ces mémoires ont été communiqués aux fermiers généraux, qui y ont fait une réponse, dans laquelle ils ont prétendu que les plaintes, qui ont été portées de la part du païs de Gévaudan, ne sont pas fondées, puisque l'analyse qui a été faite des sels de Sijean et de Peyriac et de celui de Peccais, par MM. de l'Académie des sciences, il a été reconnu que ces différents sels sont également bons. Sur quoy, ledit sieur syndic a observé que c'est un fait avancé mal à propos de la part des fermiers; qu'il résulte au contraire de l'expérience faite par MM. de l'Académie des sciences, que le sel de Sijean et de Peyriac a tous les défauts dont le païs se plaint, c'est-à-dire, qu'il est plus foible que celui de Peccais, et qu'il est crasseux, chargé de sable et de terre. Les fermiers ajoutent qu'ils croient indispensable d'envoyer, dans le Gévaudan, du sel de Sijean et de Peyriac, pour prévenir les fraudes de la part des muletiers qui, s'ils y portioient du sel de Peccais, ne manqueroient pas de le verser, comme ils le faisoient auparavant, sur la route, où l'on ne se sert que des sels de cette qualité ;

mais ce n'est là qu'un faux prétexte de la part des fermiers ; puisque l'on peut aisément trouver d'ailleurs des moyens d'empêcher des fraudes sans employer un remède aussi violent que celui de supprimer, à tout un pays, l'usage d'un sel qui luy est aussi nécessaire ; qu'enfin, ce qui achève de caractériser l'obstination des fermiers, et de démontrer qu'elle ne vient que d'un fonds de mauvaise volonté, ce qu'ils avouent dans leur réponse, qu'il leur tourneroit meilleur acompte d'employer, dans le Gévaudan, du sel de Peccais, que celui de Sijean et de Peyriac, parce que celui ci leur coute 9 sols 4 deniers de plus que l'autre.

Ledit sieur syndic a ajouté qu'il fut chargé, par M. le Président, de communiquer cette réponse à nos seigneurs des Etats généraux de cette province à leur dernière assemblée, et de les supplier de porter aux pieds du trône, les plaintes et les représentations du Gévaudan ; que nos seigneurs des Etats ont accueilli favorablement cette démarche, et ont délibéré, le 4 du mois de janvier dernier, de comprendre cette affaire dans le cahier des doléances et de charger leurs députés à la Cour, de faire les plus fortes instances pour obtenir le rétablissement du sel de Peccais, dans le Gévaudan.

Que dans ces circonstances, il paroît nécessaire d'envoyer à MM. les députés toutes les instructions qu'on pourra se procurer et qu'il convient, à cet effet, d'écrire à toutes les communautés du diocèse pour savoir qu'elles sont les nouvelles observations qu'elles peuvent avoir fait sur la mauvaise qualité du sel de Sijean et de Peyriac et sur le préjudice que le pays en reçoit, comme aussi, qu'elles sont les preuves qu'elles peuvent donner de ce préjudice ; et, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, l'assemblée, après avoir fait faire lecture de la décision de MM. de l'Académie des sciences, du mémoire envoyé à M. de Joubert et de la réponse des fermiers généraux, et avoir remercié Mgr le Président de ses bontés pour le païs et l'avoir prié de les luy continuer dans une affaire aussi importante que celle dont il s'agit, a chargé ledit sieur syndic de se procurer tous les renseignements nécessaires, tant sur la mauvaise qualité du sel de Sijean et de Peyriac et sur le préjudice que son usage porte au païs, que sur les preuves qui peuvent servir à le constater; d'envoyer ensuite de nouveaux mémoires, à ce sujet, à MM. les députés de la province, à la Cour, et partout où besoin sera; et Mgr le Président a été prié de vouloir bien appuyer de son crédit et de sa sollicitude les représentations que ledit sieur syndic fera.

Ledit sieur syndic a dit encore que l'assemblée fut informée aux Etats, tenus à Marvejols, le 20 mars de l'année dernière, que feu M. Blanquet, faisant pour M. Lequepeys, cy devant receveur du diocèse, avoit employé en dépense dans le compte des deniers ordinaires de l'exercice de 1728, rendu à l'assiette, tenue à Mende le 29 mars 1720, une somme de 23,300 livres, pour des indemnités accordées à différents particuliers, à raison des fonds qui leur avoient été pris pour la construction et réparation des chemins royaux; que cette somme avoit été allouée audit sieur Blanquet, sous debet de quittance; que depuis ce temps là, cette partie avoit toujours resté en souffrance, et que ledit sieur Blanquet, ni ses héritiers, n'avoient pas justifié du payement qu'il avoit fait ou dû faire; que l'assemblée délibéra que les héritiers dudit sieur Blanquet ou ceux



audit sieur Lequepeys appureront, dans le delay de trois mois, par devant MM. les commissaires du diocèse, résidant à Mende pendant l'année, ladite partie de 23,500 livres ; qu'en conséquence les héritiers dudit sieur Blanquet, se sont mis en devoir de satisfaire à cette délibération; qu'ils ont représenté, à MM. les commissaires, huit états remis, de leur part en 1728, audit sieur Blanquet par M. Gros, alors greffier du diocèse, contenant les noms des particuliers dont les fonds avoient été endommagés et les sommes qui devoient leur être payées pour ces dommages, ensemble plusieurs verbaux d'estimation des experts, sur lesquels ces états avoient été dressés; qu'ils se portent en total à la somme de 21,073 livres 7 sols; qu'ils ont encore représenté deux autres procès-verbaux d'estimation que M. Gros leur remit pareillement par supplément, en 1730, pour des parties qui avoient été omises dans les premières vérifications; que ces deux procès-verbaux se portent à la somme de 804 livres 15 sols; que les héritiers du sieur Blanquet ont justifié du payement des différens articles qui sont contenus dans les huit états remis en 1728, et dans les deux procès-verbaux, qui se portent en total à 21,877 livres 11 sols; qu'ils ont encore justifié avoir été payé de plus, sur les ordres de MM. les commissaires, trois autres articles montant ensemble à 69 livres 10 sols; de sorte que tous les payements faits par ledit feu sieur Blanquet, sur la partie de 23,300 livres, qui fut alloué dans son compte des deniers ordinaires de 1728, rendu le 29 mars 1729, reviennent à la somme de 21,947 livres 1 sol; que ces héritiers sont par conséquent reliquataires, envers le diocèse, de la somme de 1,352 livres 19 sols.

Ledit sieur syndic a ajouté que MM. les commissaires du diocèse n'ont point encore clôturé le compte d'apurement de cette partie, ayant voulu que l'assemblée fut auparavant informée de l'examen qui a été fait de cette affaire; qu'elle pourroit délibérer de renvoyer cette clôture à MM. les commissaires du diocèse qui doivent s'assembler demain pour l'assiette, et qu'il sera fait un moins imposé sur le département des deniers ordinaires de la présente année, de ce dont les héritiers du sieur Blanquet sont reliquataires. Ce qui a été délibéré conformément à la délibération dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il rendit compte aux Etats tenus à Marvejols, l'année dernière, d'un arrêt rendu à la souveraine Cour des comptes, aides et finances de Montpellier, le 20 mars de la même année, qui remédie à certains abus qui régnoient depuis longtemps, dans le diocèse de Mende, au sujet de la confection des rôles de taille et de leur remise entre les mains des collecteurs; qu'il en est d'autres qui ne mettent de moindres obstacles à la répartition des impositions et à leur recouvrement; qu'ils consistent en ce que certaines personnes sont nanties des cadastres, brevettes de tailles et autres papiers des communautés des diocèse, et refusent de les délivrer aux consuls et greffiers consulaires, chargés de la répartition des impositions, lorsqu'il s'agit d'y procéder, de sorte que les départeurs se trouvent embarrassés pour former des nouveaux rôles; que ces détenteurs des papiers des communautés sont ou des héritiers des consuls ou greffiers consulaires ou autres administrateurs ou, d'anciens greffiers consulaires qui ont été révoqués ou quelquefois même, des particuliers qui ont prêté certaines sommes à des commu-

nautés ou à leurs consuls qui leur ont remis en gage, pour la seureté de la dette, le cadastre ou autres titres de ces communautés, quoique suivant les règlements, ils doivent être consignés dans le dépôt public, et que les administrateurs ne peuvent les engager ny en faire aucune autre disposition ; que ces différents détenteurs sont, pour la plupart, des personnes acréditées, que les consuls n'osent bien souvent attaquer pour les obliger à rendre des papiers qu'ils retiennent ; qu'ils se contentent d'en porter leur plainte audit sieur syndic qui ne peut les faire cesser faute dy être autorisé.

Ledit sieur syndic a ajouté qu'il luy a été porté des plaintes sur le compte de certains collecteurs qu'on a accusé d'avoir falsifié et augmenté les parcelles des contribuables ou d'en avoir exigé des cotes plus fortes que celles pour lesquelles ils étoient compris ; qu'il est d'autant plus à craindre, que les collecteurs ne tombent dans ces prévarications, qu'ils ont plus de facilité pour les commettre ; que ces facilités viennent de ce que, contre la disposition des règlements, plusieurs greffiers consulaires n'écrivent, à chaque parcelle du livre de la taille, que le nom du contribuable et portent ensuite sa cote en dehors, en chiffre, au lieu de l'écrire tout au long dans le corps de la parcelle, après y avoir énoncé l'allivrement du contribuable, les altérations seroient alors bien difficiles à pratiquer, parce qu'il faudroit falsifier plusieurs lignes d'écriture ; ce qui ne seroit point aisé ou du moins ne pourroit-on le faire sans que la falsification ne peut être reconnue. Il n'en est pas de même lorsqu'il ne s'agit que de changer deux ou trois chiffres. D'ailleurs, dans la plupart des communautés du diocèse, l'on est dans l'usage de délivrer, en origi-

nal, le livre de la taille au collecteur, et qu'on n'en retient pas le double devers le greffe, cette précaution seroit cependant indispensable par plusieurs raisons ; la première, parce que les collecteurs de mauvaise foy, auroient d'autant plus de peine à se porter à altérer les cotes qu'ils sentiroient que les contribuables pourroient soupçonner l'altération et la vérifier sur le livre qui seroit devers le greffe ; que d'ailleurs ce livre serviroit de pièce de comparaison et fourniroit de preuves contre eux, au cas ils fussent poursuivis ; la seconde, parce qu'il est souvent arrivé que les collecteurs ont égaré leur livre ou qu'il a été brulé dans quelque incendie ; de sorte qu'ils se sont trouvés dans un grand embarras pour continuer leur recouvrement ; la troisième, parce que la plupart des communautés du diocèse n'ont point de cadastre, et que l'on forme, le plus souvent, les rôles de la taille sur ceux des années précédentes, que les collecteurs refusent quelquefois de remettre aux départeurs, à cause qu'ils en ont encore besoin, n'ayant pas été entièrement payés ; l'on ne seroit point exposé à ces difficultés s'il y avoit, devers le greffe, un original du livre de la taille de l'année précédente, sur lequel les départeurs auroient la liberté de procéder, sans délai, à la confection du nouveau rôle.

Enfin, la plupart des contribuables de la campagne sont illétrés, et l'on s'est plaint que plusieurs collecteurs ont abusé de leur ignorance, leur ont donné à entendre qu'ils avoient été compris dans les rôles pour des cotes plus considérables qu'elles n'étoient réellement et ont exigé au delà de ce qui est porté par ces cotes ; cependant l'exaction a été faite avec tant de secret et d'adresse, lorsque ledit sieur syndic a voulu approfondir

les faits, il n'a pu avoir là dessus d'autre preuve que la délation de quelques personnes intéressées ;

Que ces différents sujets de plaintes ayant été communiquées par ledit sieur syndic à MM. les commissaires du diocèse, ils crurent, pour les faire cesser, devoir l'autoriser, par une délibération qu'ils prirent , le 22 novembre 1754, à se pourvoir par devant la souveraine Cour des comptes, aides et finances de Montpellier et à y poursuivre un règlement, qui ordonnât : 1° que les anciens maires, consuls, greffiers consulaires, leurs héritiers et généralement tous autres détenteurs délivreront, au moment du commandement qui leur en sera fait, les cadastres, brevettes, rôles de taille et généralement tous les papiers, titres et documents des communautés, qu'ils auront entre leurs mains, aux maires et consuls actuellement en charge, pour être par eux remis, dans la forme ordinaire, au dépôt public, sans que lesdits détenteurs puissent les retenir, sous prétexte de ce qui pourroit leur être dû, ny sous quelque prétexte que ce soit, et que faute par lesdits détenteurs de faire ladite délivrance à l'instant du commandement, ils y seront contraints par corps, tant à la diligence desdits maires et consuls, que du syndic du diocèse ;

2° Que, conformément aux règlements, le greffier consulaire et autres départeurs énonceront, dans le cours de chaque parcelle du livre de taille, le nom et surnom du contribuable, le montant de son allivrement, écriront tout au long la somme à laquelle reviendra la cotité de taille, et porteront ensuite cette somme en dehors, en chiffre ; le tout à peine de privation de leurs gages ou de restitution d'iceux, au cas qu'ils eussent

engagé les collecteurs à les leur payer ; à laquelle restitution ils seront contraints par corps, au moment du commandement, à la diligence du syndic du diocèse, pour être, les gages employés en moins imposé, au profit de la communauté ;

3° Que les maires, consuls, greffiers consulaires et autres départeurs dresseront, chaque année, les rôles des impositions en deux originaux, parfaitement conformes, dont l'un sera remis au collecteur et l'autre sera déposé par devers le greffe, et en refus par eux dy satisfaire, ils y seront contraints par corps, à la diligence dudit sieur syndic ;

4° Que dans toutes les communautés de la campagne, immédiatement après la confection des rôles des impositions, il en sera fait lecture par le greffier consulaire, à la porte de l'église, à l'issue de la messe de paroisse, pendant un ou plusieurs dimanches consécutifs, suivant l'étendue dudit rôle, à peine, contre ledit greffier, de privation de ses gages ou de restitution d'iceux, lorsqu'ils auront été payés ; à laquelle il sera contraint par corps au moment du commandement, qui luy en sera fait à la diligence dudit syndic, pour être, lesdits gages, ainsy restitués, employés en moins imposé au profit de la communauté.

Qu'en conséquence de cette délibération, ledit sieur syndic a obtenu, avec M. le procureur général, le 18 décembre dernier, un arrêt conforme à ladite Cour, dont il est à propos de faire lecture de l'assemblée.

Sur quoy, lecture faite dudit arrêt, l'assemblée a unanimement délibéré qu'il sera exécuté suivant sa forme et teneur, et a chargé ledit sieur syndic d'envoyer des exemplaires imprimés dans toutes les com-

munautés du diocèse et de tenir la main à son exécution.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit qu'il luy fut envoyé, au mois de novembre dernier, par MM. les syndics généraux, un mémoire contenant un nouveau projet de règlement pour la construction et réparation des chemins de la province; que ce mémoire ayant été communiqué à MM. les commissaires du diocèse, il parut contraire, à certains égards, aux intérêts du païs : 1° en ce que, il y est proposé de faire contribuer tous les diocèses, de la sénéchaussée de Beaucaire et de Nîmes, à certaines dépenses qui ne sauroient procurer aucun avantage à celui de Mende, et qui le surchargerait au contraire beaucoup; 2° en ce qu'il est parlé de la suppression des préciputs que les diocèses imposent pour les réparations imprévues et urgentes; que MM. les commissaires chargèrent ledit sieur syndic de dresser un mémoire sur ces deux objets; que ledit sieur syndic l'ayant fait et le leur ayant communiqué, ils approuvèrent les observations qui y étoient contenues et le chargèrent de le présenter à l'assemblée des Etats généraux de la province; que Mgr l'évêque de Mende en écrivit à Mgr l'archevêque de Narbonne; que ledit sieur syndic étant à Montpellier, il exécuta les ordres de MM. les commissaires; que leurs représentations parurent faire impression auprès de nosseigneurs des Etats, qui n'ont encore rien délibéré sur cette affaire; qu'ils l'ont seulement renvoyée à un plus grand examen; qu'il convient de donner connoissance, dans un plus grand détail, à l'assemblée, du mémoire de MM. les syndics généraux et des

observations de MM. les commissaires du diocèse, pour être par elle pris telle délibération qu'elle trouvera à propos.

Sur quoy, l'assemblée ayant fait faire la lecture du mémoire de MM. les syndics généraux et des observations de MM. les commissaires du diocèse, elle a approuvé lesdites observations et a unanimement délibéré de charger ledit sieur syndic, de faire les représentations nécessaires auprès de nosseigneurs des Etats généraux, afin d'en obtenir que le Gévaudan ne soit point compris dans l'association proposée entre les diocèses de la sénéchaussée de Beaucaire et de Nîmes, et qu'il continue à pourvoir, en son particulier, ainsy qu'il l'a fait par le passé, à la dépense de ses Etats, sans entrer dans celles des autres diocèses, excepté dans le cas où lesdites dépenses seront ordonnées par nosdits seigneurs des Etats, pour être supportées par le général de la province ; comme aussy elle a chargé ledit sieur syndic, de réitérer ses instances auprès de nosdits seigneurs, afin qu'il ne soit point donné atteinte au préciput de 5,200 livres que le pays a la permission d'imposer pour les réparations urgentes et imprévues.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence de l'ordonnance de M. l'Intendant, du 1<sup>er</sup> mars 1754, et la délibération de cette assemblée, du 20 may, de la même année, il a été procédé par M. Barrandon, en présence dudit sieur syndic, dans la ville de Florac, le 5 août dernier, au renouvellement des baux d'entretien des chemins royaux des Cévennes, dont il a été fait huit différentes adjudications, à plusieurs entrepreneurs, pour dix années, qui se portent en total à la somme de 1,615 livres ; que nosseigneurs les commissaires du



Roy, ont rendu une ordonnance, le 19 décembre dernier, pour permettre d'imposer cette somme pendant le cours de ces dix années ; qu'il convient que l'assemblée délibère qu'elle sera comprise annuellement dans le département des deniers ordinaires. Ce qui a été délibéré conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi que, sur les plaintes répétées qu'on receu MM. les commissaires du diocèse, contre différents particuliers qui usurent journellement sur les chemins publics et y causent toute sorte de dégradations, ils ont cru, pour remédier à un mal qui faisoit tous les jours de nouveaux progrès, devoir charger ledit sieur syndic de se pourvoir par devant M. l'Intendant, pour en obtenir une ordonnance qui, en renouvelant la disposition des règlements, tant généraux que particuliers, rendus sur le fait des chemins, mit en état de faire cesser promptement les entreprises qui ont été faites par ces particuliers et de prévenir celles qu'on pourroit à l'avenir commettre sur la voie publique. Le dit sieur syndic a en conséquence présenté requête à M. l'Intendant, qui ayant été communiquée à M. de Joubert, syndic général de la province, il a été, sur son avis, rendu une ordonnance le 8 janvier dernier, dont il est à propos de faire lecture à l'assemblée.

Sur quoy, lecture ayant été faite de ladite ordonnance de M. l'Intendant, l'assemblée a unanimement délibéré qu'elle sera exécutée suivant sa forme et teneur, et a chargé ledit sieur syndic d'en envoyer des exemplaires imprimés dans toutes les communautés du diocèse et de tenir la main à son exécution et de rendre compte aux Etats, qui seront tenus l'année prochaine, des diligences qu'il aura faites.

Ledit sieur syndic a dit encore que les chemins du pont de Montferrand vers St-Laurent-de-Rivedolt, aux extrémités du diocèse et dudit pont à Bonassac, ont été perfectionnés et reçus, et qu'il a été procédé à la vérification et estimation des dommages causés à différents particuliers, pour l'emplacement de ce chemin, de même que pour la réparation de celui du pont de Montferrand à Maruejols; qu'ils se portent en total à la somme de 6,405 livres 11 sols 6 deniers; que nos seigneurs les commissaires du Roy et des Etats ont permis l'imposition de cette somme, par leur ordonnance du 19 décembre dernier, et qu'elle pourra être faite la présente année.

Sur quoy, ledit sieur syndic a représenté que rien n'est plus ordinaire, dans ce pays, que de voir les particuliers propriétaires des fonds, joignant le chemin dont il a été pris du terrain, le reprendre immédiatement après que le dommage leur a été payé, en plantant les murs ou les haies qui doivent servir de clôture à leurs possessions sur le chemin dans le fossé, ou à une distance de la voie publique, moindre que celle qui est prescrite par les réglemens; que la chose a même été déjà faite par quelques particuliers sur le chemin du pont de Montferrand à Maruejols; que pour prévenir d'autres usurpations de la part des propriétaires des fonds joignant les chemins, et n'être pas obligé d'en venir à des exécutions contre eux, il seroit à propos de prendre des précautions pour les engager à faire leur clôture dans une distance suffisante du chemin et telle qu'elle est prescrite par les réglemens, qu'on est d'autant plus autorisé à exiger qu'ils se conforment à la disposition de ces réglemens; qu'il a été amplement

pourvu au dédommagement du terrain qui leur a été pris.

Sur quoy, Mgr le Président a proposé à l'assemblée de délibérer d'imposer, cette année, dans le département des deniers ordinaires, la somme de 6,405 livres 11 sols 6 deniers, pour être payée, sur ses mandements, en faveur des particuliers compris dans le procès-verbal d'estimation, dressé par l'expert, qui fut envoyé par MM. les commissaires du diocèse ; que ces mandements ne seront expédiés, en faveur de ces particuliers, qu'autant que chacun d'eux rapportera un certificat signé par M. le curé et les consuls de la paroisse sur laquelle le chemin est situé, portant qu'il a placé les murs ou haies de clôture de son fonds à trois pieds au moins du chemin, tant dans les endroits où il y a des fossés, que partout ailleurs, attendu qu'il pourroit, dans la suite, être jugé nécessaire d'en ouvrir là où il n'y en a pas actuellement. Mgr le Président a encore chargé le syndic de faire exécuter l'ordonnance, nouvellement rendue par M. l'Intendant, contre les particuliers qui ont usurpé sur le chemin du pont de Montferrand et Maruejols et de rendre compte, aux prochains Etats, des diligences qu'il aura faites à cet égard.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le vingt-quatrième mars mil sept cent cinquante-cinq.

Signé : † G. Flor., év. de Mende.

---

1756

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation de serment. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du diocèse. — Admission de M. de Rets, Sgr de Servières. — Nomination de M. de Michel Du Roc, à la charge de substitut de commis des nobles. — Debets des comptes. — Menu habillement des miliciens. — Indemnité accordée au diocèse. — Lieux à vérifier où l'on pourrait tenir des chèvres. — Projet pour augmenter le produit des laines en créant ou en formant de nouvelles prairies. — Équivalent. — Droit de partage contesté et conservé. — Demande en rétablissement du sel de Peccais. — Chemins. — Clôture des États.*

4 L'an mil sept cents cinquante six, et le lundy dix septieme jour du mois de may. Les gens des Trois Etats du pays de Gévandau, convoquez par ordre du Roy, en la ville de Maruejols, sont venus à la salle du couvent des reverends Pères Capucins, où étoit M<sup>re</sup> Henry-Charles de Rets-Fraissinet, prêtre docteur en théologie, chanoine de l'église cathédrale de Mende, vicaire général et officiel de Mgr l'évêque de Mende, Président des Etats et assiette dudit pays, qui les attendoit, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires, et tous ensemble sont allés à l'église collégiale de Notre-Dame de la Carce, de la ville de Maruejols, pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du Baillage de Gévandau et

royale ordinaire dudit Maruejols, ils y ont pris chacun leur place, scavoir : Mgr le Président, sur un fauteuil placé sur une estrade élevée au dessous d'un dais; et, sur la gauche M<sup>re</sup> Jean-André-Alison, Sgr de Chauvieu, conseiller du Roy, lieutenant et maire de la ville de Nimes, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>r</sup> M<sup>e</sup> Guillaume Brugière, juge, lieutenant général au Baillage de Gévaudan, pour M. le bailli, en tour, pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée, de Rochefort d'Aly, comte de Saint-Point et de Montferant, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pournadoire et Saint-Chély-du-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>r</sup> M<sup>e</sup> Jean Boutin, juge et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende; sieurs Charles Farain et Louis Bondan, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de laditte ville, l'année dernière, commissaires ordinaires des Etats et assiette, et M<sup>re</sup> Pierre de Michel du Roc, Sgr de Brion et autres places, maire de de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de Mgr le Président, chacun suivant leur rang; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang, et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Alison, commissaire principal, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 3<sup>e</sup> mars dernier, a dit que nos seigneurs luy ordonnent par leurs dites

commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Marvejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, ainsi qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats; lesquels sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse serenissime Mgr le prince de Dombes, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux de ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce envoyé, ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de sa majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier du diocèse pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés contenant, entre autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Marvejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieurs commissaire principal, juge, lieutenant général au baillage de Gévaudan pour le bailli, en tour, et commis des nobles, sont sortis de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre, au greffier du diocèse, les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, savoir par MM. de l'église : la main mise sur la poitrine ; et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, et tous ensemble ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contro le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier le 3<sup>e</sup> mars dernier, seront impozées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il a été d'usage dans la province que MM. de l'Eglise et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentils hommes de ce diocèse, seront refuzées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne et que le greffier du diocèse couchera la

présente délibération dans les lettres d'avis, pour la convocation des Etats prochains.

M<sup>gr</sup> le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Surquoy, les sieurs Lafont, syndic, et de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la charge de syndic, et le sieur de Lhermet, dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et M<sup>gr</sup> le président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

M. le Président a dit encore que M<sup>re</sup> Urbain de Rets, Sgr de Servièrès, demande d'être reçu en cette qualité à cette assemblée et à la place que feu M<sup>re</sup> Urbain de Rets de Bressoles, Sgr de Servièrès, son père, y occupoit comme propriétaire de la seigneurie de Servièrès ; que suivant les règlements de la province et ceux des Etats du pays de Gévaudan, il ne doit justifier d'autre chese, pour être reçu à cette assemblée, que de sa filiation et du titre de proprié de la seigneurie de Servièrès ; que pour remplir ces deux objets, il rapporte son extrait baptistaire et son contrat de mariage ; qu'il résulte de l'extrait baptistaire que M<sup>re</sup> Urbain de Rets, né le 15 juin 1732, est fils de M<sup>re</sup> Urbain de Rets de Bressoles, Sgr de Servièrès, et de dame Rose Altier, son épouse ; et que par ledit contrat de mariage, en date du 30 mars 1754, ledit M<sup>re</sup> Urbain de Rets, père,



donne audit Messire Urbain de Rets, son fils, tous et chacuns ses biens présents et avenir, et par conséquent la seigneurie de Servières dont il était propriétaire; qu'ainsi il n'y a aucune difficulté à recevoir, dans cette assemblée, ledit M<sup>re</sup> Urbain de Rets en qualité de Seigneur de Servières.

Surquoy, lecture faite dudit extrait baptistaire et du dit contrat de mariage, et les voix ayant été appelées, il a été unanimement délibéré que ledit sieur Urbain de Rets sera reçu à l'assemblée en qualité de propriétaire de la seigneurie de Servières; et à l'instant y ayant été introduit, il a prêté le serment, en tel cas requis, entre les mains de M. le Président, en la forme ordinaire; et ensuite il a pris place et séance, suivant son rang; et mondit sieur le Président a ordonné qu'extrait des titres cy dessus énoncés seroient remis au greffe du diocèse, suivant la coutume.

M. le Présidont a dit aussi que la place de substitut de M. le commis des nobles de ce diocèse est vacante par la mort de M<sup>re</sup> Urbain de Rets de Bressoles, Sgr de Servières; qu'il est nécessaire de la remplir et d'y nommer une personne de qualité requise; que M<sup>re</sup> Pierre de Michel du Roc, étant d'une naissance distinguée; que son mérite et sa capacité étant connus à l'assemblée, il croit qu'on ne peut pas faire un meilleur choix pour la place de substitut de M. le commis des nobles, et qu'il espère qu'il sera d'autant plus agréable, que feu M<sup>re</sup> Géraud-Pierre de Michel Du Roc, son père, a été cy-devant nommé à cette place, et qu'il l'a remplie, jusques à sa mort, à la satisfaction publique.

Surquoy, les voix ayant été appelées, l'assemblée étant bien informée de la naissance, du mérite et de la

capacité de M<sup>re</sup> Pierre de Michel Du Roc, l'a unanimement nommé pour substitut de M. le commis des nobles du présent diocèse, pour remplir la place vacante par la mort de M<sup>re</sup> Urbain de Rets de Bressoles, Sgr de Servièrès. Et à l'instant, ledit M<sup>re</sup> Pierre de Michel Du Roc, ayant été introduit dans l'assemblée par le greffier du diocèse, a prêté le serment en tel cas requis, à genoux, entre les mains de M. le Président, et il a pris sa place à ladite assemblée.

Le syndic du païs a dit qu'il a été rendu trois jugements par nos seigneurs les commissaires du Roy et des Etats, en date du 28 février 1756 ; l'un ordonne l'imposition de la somme de 284 livres 8 sols 4 deniers, en faveur du sieur Guérin Cessenat, collecteur de la communauté de Saint-Etienne de Valfrancesque, en l'année 1753, dont il fut déclaré créancier par la clôture de son compte ; l'autre ordonne pareillement, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1754, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, et qui reviennent en total à celle de 305 livres 5 sols 9 deniers. Le troisième jugement veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs, en l'année 1754, qui se portent en total à la somme de 5,915 livres 9 sols 2 deniers ; et, conformément audit jugement, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer, qu'il sera fait mention de ces débets ou de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer un moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne. Ce qui a été unanime-

ment délibéré conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a reçu une ordonnance de MM. les commissaires du Roy et des Etats concernant l'imposition de la dépense du menu habillement des miliciens ; mais qu'il n'a point encore reçu l'état du montant de cette dépense ; qu'il est pourtant nécessaire de procurer un fonds à M. le receveur, pour payer à la caisse de la province, aux termes ordinaires ; que l'assemblée pourroit en user comme elle l'a fait cy devant en pareil cas et imposer par estimation relative à la dépense des années précédentes, la somme de 1,200 livres, et a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, l'assemblée a unanimement délibéré qu'il sera imposé, par estimation, la somme de 1,200 livres pour fournir à la dépense du menu habillement des miliciens.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il reçut, au commencement du mois d'avril dernier, une ordonnance de M. l'Intendant du 28 mars, qui attribue une somme de 40,450 livres sur l'indemnité accordée par sa Majesté pour les dommages causés aux récoltes de l'année 1755 ; que MM. les commissaires ordinaires se sont assemblés le 15 dudit mois d'avril dernier et ont repartí cette somme sur les communautés qui doivent y participer ; que M. l'Intendant a autorisé l'état de la répartition qu'ils ont faite, par son ordonnance du 3 de ce mois, qui indique les sommes de cette répartition qui doivent être reportées sur le livre de la taille, en diminution de leurs impositions ; qu'il convient de renvoyer, suivant l'usage, à MM. les commissaires pour procéder à cette répartition, conformément aux décisions de sa Majesté du 28 février 1755.

Surquoy, l'assemblée a unanimement délibéré de renvoyer à MM. les commissaires ordinaires du diocèse, pour procéder à la répartition, qui doit être faite sur les particuliers endommagés des sommes portées par ladite ordonnance de M. l'Intendant, du 3 du présent mois.

Ledit sieur syndic a dit encore que sur le compte qui a été rendu, à la dernière assemblée des Etats généraux, de la nécessité indispensable qu'il y avoit, à l'égard de certains diocèses, de déterminer d'une manière définitive les lieux où il pourroit être nourri des chèvres, sans causer aucun dommage, il a été délibéré que dans les diocèses où il n'avoit point été précédemment fait des vérifications à ce sujet, en exécution d'une ordonnance de M. Lenain du 30 mars 1745, il seroit pris des délibérations à l'assiette pour y faire procéder par des experts, qui en dresseroient leurs procès-verbaux ; lesquels seroient rapportés et communiqués à MM. les syndics généraux de la province pour, sur leur avis, être arrêté, s'il y a lieu, par M. l'Intendant, un nouvel état communautés où il peut être tenu des chèvres et faire exécuter les dépenses portées par l'arrêt du Conseil du may 1725, à l'égard de celles où il n'aura pas été permis d'en tenir ; que le diocèse de Mende est un de ceux où ces vérifications n'ont pas été faites ; qu'elles y sont cependant très nécessaires, y ayant plusieurs lieux où il peut être tenu des chèvres sans causer aucun dommage et il seroit fâcheux de priver les habitants des secours qu'ils tirent de ces animaux pour leur substance ; qu'il est par conséquent important de prendre incessamment des mesures pour y faire exécuter la délibération prise par nos seigneurs des Etats généraux ; que cependant, comme ces vérifications sont d'un grand dé-

tail par rapport à l'étendue de ce diocèse, et à l'état de ses communautés, qui obligera d'entrer dans bien des considérations particulières, il ne paroît pas que l'assemblée, ny celle qui se tiendra demain pour l'assiette, puisse prendre là-dessus des arrangements définitifs, et qu'il seroit à propos de renvoyer cette affaire à MM. les commissaires ordinaires pendant l'année, qui feront procéder par des experts qu'ils nommeront, à la vérification des lieux du diocèse, eù il peut être tenu des chèvres, après leur avoir fait connaître les différents objets sur lesquels ces vérifications doivent rouler relativement à l'ordonnance de M. Lenain, du 30 mars 1745. Lesquels experts seront chargés d'en dresser des procès-verbaux, pour être rapportés à MM. les commissaires et envoyés de leur ordre, à MM. les syndics généraux de la province. Ce qui a été délibéré conformément à l'avis dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi que M. de Joubert, syndic général de la province, luy a envoyé la copie d'une lettre que luy a écrite le sieur Vallois, inspecteur des manufactures du Gévaudan, dans laquelle il luy propose un projet pour rendre les laines plus abondantes, à la faveur d'une augmentation de fourrage, qui mettrait à la portée de nourrir un plus grand nombre de bêtes à laine ; ce projet consisterait à mettre en culture certaines parties des communaux ou paturages appartenant aux communautés et à leur faire produire du foin, soit au moyen de l'eau dont on peu les arroser, soit par les autres soins qu'on peut en prendre. Il prétend que la chose a très bien réussi, en dernier lieu, au fermier de M. le comte de la Peyre, qui a converti en prairies certains paturages incultes, et que ces prairies

rapportent aujourd'hui jusques à 1,500 quintaux de foin ; que ce projet paroît digne d'attention, et qu'il convient de connoître dans quelles communautés il pourroit être mis à exécution, les avantages qu'il pourroit procurer, les facilités ou les obstacles dont il seroit susceptible ; que pour avoir là dessus les lumières nécessaires, il seroit à propos d'écrire une lettre circulaire aux communautés du pays et de leur demander si elles ont des communaux qu'on puisse mettre en culture, en tout ou en partie et leur faire produire du foin ; quels moyens il y aurait à prendre pour en former des prairies ; quel seroit l'objet de la dépense ; quelle quantité de foin pourroit-on espérer d'y recueillir dans la suite, et si cette augmentation de fourrage pourra en procurer une dans le nombre des bêtes qu'on nourrit dans la communauté ; que si l'assemblée le trouve à propos, le sieur syndic écrira une lettre circulaire aux différentes communautés, et qu'il rendra compte, des éclaircissements qui luy auront été donnés, à MM. les commissaires ordinaires, pendant l'année, pour être pris telle délibération qu'il appartiendra.

Surquoy, l'assemblée, après avoir fait faire la lecture de la lettre de M. de Joubert, et de la copie de celle du sieur Valois, a unanimement délibéré de prendre, sur le projet qu'il propose, toutes les connoissances nécessaires, et à cet effet elle a chargé ledit sieur syndic d'écrire une lettre circulaire aux différentes communautés du pays et de leur demander : 1° si elles ont des communaux ; si ces communaux pourroient être mis en culture, en tout ou en partie, et produire du foin ; 3° quels moyens il y auroit à prendre, pour en former des prairies ; 4° quel seroit l'objet de la dépense ;

5° quelle quantité de foin pourroit-on espérer d'y recueillir dans la suite ; 6° si cette augmentation de fourrage pourra en procurer une dans le nombre de bêtes à laine qu'on nourrit dans la communauté; pour, les éclaircissements qui seront donnés et communiqués à MM. les commissaires ordinaires du diocèse, pendant l'année, être par eux délibéré sur ce qui peut être le plus avantageux au pays.

De relevée.

Ledit sieur syndic, a dit que, quoique par les différents réglemens faits sur le droit d'équivalent, il ne soit permis aux particuliers de la province de faire entr'eux département de viande que quatre fois l'année, après lesquelles ils sont sujet au droit ; cependant l'assemblée scait que, par un privilège particulier au Gévaudan, les habitans de ce pays ont la faculté de faire égorger du bétail toute l'année et aussi souvent qu'ils jugent à propos pour se le partager entr'eux et en consommer la chair dans leur ménage, sans en payer le droit d'équivalent et sans être tenu à autre chose, à cet égard, qu'à déclarer la bête au commis du fermier, avant de la faire égorger ; que le Gévaudan a toujours joui, sans interruption, de ce privilège depuis l'établissement du droit; et, lorsque les fermiers ont voulu y donner atteinte, ils ont été forcés d'abandonner leurs tentatives ; que nonobstant l'obligation imposée aux nouveaux fermiers de l'équivalent, par l'article 51 du règlement fait par nos seigneurs des Etats, au mois de janvier 1754, de laisser jouir les villes, communautés et lieux de la province, des privilèges, franchises et im-

munités dont ils sont en possession actuelle, ils se sont cependant opposés, dès le commencement de l'exploitation de leur ferme, au privilège dont le Gévaudan a toujours joui et jouit actuellement ; qu'ils ont voulu assujétir les habitants de ce pays à payer le droit d'équivalent des bêtes qu'ils font égorger et se partagent entr'eux au delà de quatre fois l'année pour leur usage domestique, et que pour faire réussir une pareille innovation, ils ont employé les moyens les plus violents et les plus inusités ; qu'ils ont décerné des contraintes par corps contre différents particuliers ; ce qui ne peut paroître que bien extraordinaire, étant inoui que l'équivalent ait jamais assujéti, par luy même et de sa nature, à la contrainte par corps.

Que MM. les commissaires crurent devoir prendre les mesures les plus promptes et les plus efficaces pour arrêter les progrès de ces entreprises, qui avaient déjà mis le trouble dans plusieurs communautés du diocèse ; qu'ils s'assemblèrent le 1<sup>er</sup> juillet 1755, et prirent une délibération, par laquelle ils chargèrent ledit sieur syndic de se transporter à Montpellier et de se pourvoir à la Cour des aides, pour y demander l'exécution de l'article 51 du règlement et le maintien des privilèges et immunités du pays ; qu'en conséquence de cette délibération, ledit sieur syndic s'étant rendu à Montpellier, il y obtint, le 8 du même mois, une ordonnance de la Cour des aides, qui luy permet d'y faire assigner les fermiers et leur défendit, par provision et jusques à ce qu'il en auroit été autrement ordonné, de rien exiger ny exécuter à raison du partage et département de iande ; que cette ordonnance fut signifiée au fermier, vec assignation à la Cour des aides ; que ledit sieur



sindie en donna connoissance aux principales communautés, ou elle ramena la tranquillité, et qu'elles ont continué de jouir paisiblement de leur privilège; que la vivacité avec laquelle les fermiers avoient d'abord poussé cette affaire, faisoit croire qu'ils poursuivroient, sans délai, un jugement sur l'assignation qui leur avoit été donnée; qu'ils ont cependant resté dans l'inaction jusques au mois de février dernier, qu'ils ont présenté un long mémoire à l'assemblée des Etats généraux, contenant différentes prétentions, tant sur le général que sur le particulier de la province, dans lequel ils ont réclamé contre le privilège du Gévaudan, au sujet du partage et département de viande; que l'affaire a été examinée avec la plus grande attention et longtemps discutée à la commission des affaires extraordinaires, à laquelle Mgr l'évêque de Mende a fait remettre des instructions; qu'il a aussi écrit des lettres les plus pressantes là dessus à M. l'archevêque de Narbonne, à M. l'archevêque de Toulouse, Président de la commission et à MM. les syndics généraux de la province; qu'enfin, le 1<sup>er</sup> mars, les Etats ont délibéré que les villes et lieux de la province, qui étoient en possession actuelle des exceptions, privilèges, franchises et immunités, concernant les droits d'équivalent, ayant été exceptées du bail, par l'article 51 du règlement, cet article devoit être exécuté à leur égard, par la seule raison de cette possession, sauf aux fermiers à exercer leurs droits contre les communautés qui ne seroient point en état de justifier de la possession actuelle lors du bail. Par cette délibération, les habitants du pays du Gévaudan sont maintenus dans le privilège de faire entr'eux département de viande toute l'année, et aussi souvent qu'ils

le jugent à propos, sans en payer l'équivalent, par la raison qu'ils étoient en possession actuelle de ce privilège lors du dernier bail ; qu'elle remonte au temps de l'établissement du droit, et que cette possession immémoriale et actuelle ne peut luy être contestée.

Sur lequel rapport, il a été délibéré de prier M. le Président de porter les remerciements de l'assemblée à Mgr l'évêque de Mende et de le supplier de continuer à appuyer, de son crédit, les privilèges et immunités du pays ; elle a chargé ledit sieur syndic de donner connoissance, aux communautés du Gévaudan, de la délibération de nos seigneurs des Etats généraux de la province.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il rendit compte aux Etats, tenus à Mende, l'année dernière, des nouvelles démarches qui ont été faites au Conseil, pour faire rendre le sel de Peccais au Gévaudan ; qu'il y fit la lecture d'un mémoire que Mgr l'évêque de Mende avoit fait remettre à M. le contrôleur général et de la réponse que les fermiers généraux y avoient faite ; qu'il informa l'assemblée de la délibération prise, le 4 janvier 1755, par les Etats généraux de la province ; par laquelle ils chargèrent leurs députés, à la Cour, de joindre leurs représentations à celle du Gévaudan, et de faire les instances nécessaires pour que le sel de Peccais luy soit rendu ;

Que l'assemblée chargea ledit sieur syndic de se procurer tous les renseignements nécessaires, tant sur la mauvaise qualité de sel de Sijean et de Peyriac et sur le préjudice que son usage porte au pays, que sur les preuves qui peuvent servir à le constater, et d'envoyer ensuite de nouveaux mémoires à MM. les députés de la province à la Cour.

Qu'en conséquence, le dit sieur syndic a cherché à prendre des connoissances plus étendues sur cette affaire; qu'il a dressé un mémoire en réponse à celui des fermiers généraux; que ce mémoire a été envoyé par Mgr l'évêque de Mende à M. le contrôleur général, à M. de Trudaine, conseiller d'Etat et intendant des finances; à M. l'archevêque de Narbonne et à MM. les députés à la Cour, qui l'ont fortement appuyé au près du ministre; que le Conseil n'a point encore prononcé; que les fermiers généraux sont toujours extrêmement contraires aux demandes du Gévaudan; qu'ils ont de nouveau laissé apercevoir les motifs de leurs oppositions; que leurs vues sont d'obliger ce pays à consentir, par le besoin qu'il a du sel de Peccais, que ce sel soit remis sur le pied qu'il étoit avant l'arrêt du 1<sup>er</sup> janvier 1737, qui en diminua le prix de 5 livres 10 sols au grenier de Mende, et de 3 livres 15 sols, à ceux de Maruejols et de Langogne; qu'ils ont insinué que si l'on donnoit à ce consentement, ils accorderoit le leur pour le rétablissement du sel de Peccais; que cette proposition n'a pas paru devoir être acceptée; qu'une pareille augmentation seroit bien onéreuse, surtout aux gens de la campagne, qui sont pauvres en général et qui se trouvent cependant ceux qui font le plus usage de sel, par rapport aux troupeaux qu'ils nourrissent; que Mgr l'évêque de Mende la représenté de même au ministre, et qu'on attend dans le cours de cette année une décision sur cette affaire.

Sur lequel rapport, l'assemblée a délibéré de charger ledit sieur syndic, de continuer ses diligences, afin d'obtenir une décision du Conseil sur cette importante affaire, et M. le Président a été prié de remercier, au nom de l'assemblée, Mgr l'évêque de Mende, des bontés et

des soins qu'il veut bien accorder au païs, pour en assurer le succès et de le supplier de les continuer.

Ledit sieur syndic a dit enfin, qu'il a été nouvellement proposé à MM. les commissaires du diocèse, de faire prolonger jusques à la Garde le grand chemin qui conduit de Serverette au Malzieu ; que l'on ouvrira par là une nouvelle communication avec l'Auvergne, et que l'on donnera encore une issue au grand chemin de Serverette au Malzieu, qui n'en a point de ce côté là, car il finit à cette dernière ville, sans aboutir à aucune autre route ; qu'enfin il a été cy devant délibéré de faire construire à neuf la côte du Malzieu, qui fait partie du chemin proposé, et qu'il ne s'agiroit que de le continuer pendant environ cinq quart de lieue, dans un païs ou il est prétendu que la construction seroit aisée et peu dispendieuse ; que ces considérations ont engagé MM. les commissaires à faire examiner le projet par le sieur Boissonade, ingénieur du diocèse, qui leur a rapporté que ce projet ne rencontroit aucun obstacle dans son exécution, mais il n'a pu, dans une première vérification, déterminer définitivement l'objet de la dépense ; qu'il est cependant absolument nécessaire, avant de prendre d'autre détermination, de connoître cet objet, pour pouvoir se conformer aux nouveaux réglemens du Conseil, notamment à l'arrêt du 30 octobre 1754 ; que dans ces circonstances, il paroît convenable de renvoyer MM. les commissaires ordinaires, pendant l'année, pour faire estimer l'ouvrage, le délibérer, s'il y a lieu, et poursuivre à la prochaine assemblée des Etats généraux de la province, les consentemens et permissions qu'exigent les nouveaux réglemens.

Ce qui a été délibéré conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Après quoy le *Te Deum* a été récité.

Fait, clos et arrêté à Maruejols, le dix sept may mil sept cent cinquante six.

Signé ; DE RETS-FRAISSINET, vic. gén., Président.

---

1757

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation de serment. — Vote des sommes demandées au pays. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du diocèse. — Debets et reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité pour perte de récolte. — Abonnement des vingtièmes et deux sous pour livre sur les revenus. — Réquisitions à ce sujet et pour la restitution du quartier d'octobre de l'année 1756. — Equivalent. — Vexation commises par les directeur et commis dans la perception des droits. — Demandes des fermiers. — Réquisition pour le rétablissement du sel de Peccais et propositions des fermiers généraux à ce sujet. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens cinquante sept, et le vingunième jour du mois de mars. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoquez par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du palais épiscopal, où Mgr l'illustrissime et reverendissime Sgr Mgr Gabriel-Florent de Choiseul-Beaupré, évêque, seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan,

conseiller du Roy, en tous ses conseils, Président-né des Etats et assiette dudit pays, les attendoit, étant accompagné de M<sup>re</sup> Etienne Jaufroy, prêtre chanoine, archidiacre de l'église cathédrale de Mende, et vicaire général de Mgr l'évêque et de MM. les commissaires ordinaires, et tous ensemble sont allés à l'église cathédrale dudit Mende, pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle étant revenus audit palais épiscopal, dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, ils ont pris chacun leur place, scavoir : Mgr le Président, sur un fauteuil placé sur une estrade élevée, au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette estrade à la tête du banc, M<sup>re</sup> Pierre de Michel Du Roc, marquis de Brion et autres places, maire de la ville de Maruejols, commissaire principal desdits Etats et assiette ; M<sup>r</sup> M<sup>e</sup> Jean Barrandon, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif, en tour pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de St-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pougna-doire et St-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent ; M<sup>r</sup> M<sup>e</sup> Boutin, juge et 1<sup>er</sup> consul de la ville de Mende ; sieurs Charles Farain et Louis Bondan, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de ladite ville, l'année dernière, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang ; et sur le banc dudit sieur baillif ; MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang, et les sieurs consuls et députés des au-

très villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Du Roc, commissaire principal, ayant en main les commissions de nos seigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 11 décembre dernier, luy ordonnent, par leurs dites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Marvejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsy qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le Royaume, aussy bien que pour les appointements de Son Altesse sérénissime Mgr le prince de Dombes, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenues au billet, sur ce envoyé, ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant entr'autres choses permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Marvejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieurs commissaire principal et lieutenant général au

bailliage du Gévaudan, sont sortis de l'assemblée.

M. le président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'Eglise, la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 11 décembre dernier, seront imposés, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées



à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Surquoy, le sieur Lafont, syndic, et le sieur de Lhermet, greffier, étant sorty de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la charge de syndic, et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération; et M. le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leurs charges; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du païs a dit qu'il a été rendu trois jugemens par nos seigneurs les commissaires du Roy et des Etats, en date du 27<sup>e</sup> et 30<sup>e</sup> novembre 1756. L'un ordonne l'imposition de la somme de 82 livres 10 sols 9 deniers, en faveur du sieur Antoine Malafosse, collecteur de la communauté de Vebron, les années 1750 et 1752, dont il fut déclaré créancier par la clôture de ses comptes; l'autre ordonne pareillement, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1755, l'imposition des sommes dont ils ont été

déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, et qui reviennent en total à la somme de 111 livres deux sols deux deniers. Le troisième jugement veut qu'il soit fait un moins imposé dans plusieurs communautés des reliquats des comptes de leurs collecteurs, en l'année 1755, qui se portent en total à la somme de 5,609 livres 6 deniers ; et, conformément auxdits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait un mention de ces débets ou de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne. Ce qui a été unanimement délibéré, conformément audit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussy qu'il n'a pas encore reçu l'ordonnance de M. l'Intendant pour l'indemnité qui sera accordée à ce diocèse, à cause des dommages soufferts aux récoltes de l'année dernière, qu'il fut chargé, par Mgr l'évêque de Mende, de présenter, pendant son séjour aux Etats, à M. l'Intendant, que ces dommages avoient été immenses sur les différentes espèces de production, sur tout sur le seigle, dont la récolte qu'y est la plus considérable du pays, et qu'y intéresse le plus la substance du peuple, avoit été presque entièrement détruite par les cas fortuits ; que ledit sieur syndic exécuta les ordres de Mgr l'évêque de Mende ; il rendit compte, à M. l'Intendant, de la situation fâcheuse qu se trouvoit ce diocèse par la perte de ces récoltes et de l'épuisement ou cette perte jetoit les contribuables, et sollicita pour eux des secours, qui les missent en état de payer leurs impositions, la présente année ; que M. l'Intendant promit, d'avoir égard aux représen-

sentations réitérées, qu'il eut l'honneur de lui faire à ce sujet ; que Mgr l'évêque de Mende voulut bien avoir la bonté de les appuyer et de lui en écrire ; que M. l'Intendant luy a répondu qu'il feroit participer ce diocèse sur ce fonds de l'indemnité à une somme aussy forte qu'il le pourroit ; qu'il paroît convenable que l'assemblée délibère, suivant l'usage, de revoyer à MM. les commissaires du diocèse, pour procéder aux répartitions de celle qui sera accordée sur les communautés, ou sur les particuliers endommagés, conformément aux décisions de sa Majesté du 20<sup>e</sup> février 1755. Ce qui a été délibéré conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore que l'assemblée est instruite que nos seigneurs des Etats généraux de la province, assemblés à Montpellier, au mois de novembre dernier, ont abonné avec sa Majesté, le premier vingtième établi par édit du mois de may 1749, et le second vingtième dont sa Majesté a ordonné la levée par sa déclaration du 7 juillet 1756, à commencer du 1<sup>er</sup> octobre de la même année, de même que les deux sols pour livre de deux vingtièmes, dont la levée a été pareillement ordonnée pour dix années, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1757, par une autre déclaration du même jour 7 juillet 1756 ; que cet abonnement a été fait aux prix de 1,250,000 livres pour chaque vingtième, faisant 2,500,000 livres pour les deux, et de 250,000 livres pour les deux sols pour livres, en tout 2,750,000 livres ; que la délibération qui a été prise à ce sujet par nos seigneurs des Etats généraux, en date du 5<sup>e</sup> novembre, a été autorisée par un arrest du Conseil du 20<sup>e</sup> du même mois, qui contient toutes les conditions sous les-

quelles cet abonnement doit être exécuté et dont ledit sieur syndic a envoyé des exemplaires dans toutes les communautés du diocèse ; que nos seigneurs des Etats généraux ont délibéré, le 18 du même mois de novembre, sur la manière de pourvoir au recouvrement du prix de l'abonnement des deux vingtièmes et des deux sols pour livre, et qu'ils ont pris des arrangements provisoires pour la présente année 1757, en attendant de statuer définitivement là dessus à la prochaine assemblée des Etats ; qu'ils ont délibéré :

1° Qu'à l'exception des rentes au clergé, maisons religieuses, hôpitaux, séminaires et autres, faisant corps avec le clergé, et de celles qui sont établies sur le clergé, le premier vingtième établit par l'édit du mois de may 1749, et le second par la déclaration du 7<sup>e</sup> juillet dernier, seront retenus, sans distinction, sur toutes les rentes constituées ou à jour, perpétuelles et viagères dues par la province en corps, par les diocèses, villes et communautés et autres, suivant les rôles qui en seront arrêtés par la commission établie à cet effet ;

2° Que les deux vingtièmes cy dessus seront pareillement retenus sur les gages, pensions et autres sommes de même nature, comprises dans les différents départements arrêtés par les Etats et payables aux assignés sur les impositions, conformément au rôle qui sera arrêté par les mêmes commissaires ; dans lequel ils ne seront point comprises les sommes payées à titre d'ajournée, salaire ou récompense de travail et gratifications extraordinaire qui seront exempts de la retenue des deux vingtièmes ; laquelle n'aura lieu que pour les gages et autres dépenses fixes ;

3° Qu'il en sera usé de même à l'égard des sommes

payées par les diocèses en corps et par les villes et communautés et que les deux vingtièmes seront également retenus sur les gages ou autres dépenses fixes, lorsqu'elles excéderont la somme de 200 livres ; toutes celles qui ne passent pas 100 livres, ou qui sont au dessous, devant en être exemptes, à cause de leur modicité ; revenant le montant des deux vingtièmes desdites rentes, gages et pensions, suivant le dépouillement qui en a été fait, à la somme de 201,000 livres ;

4° Que tous les propriétaires ou possesseurs des droits de leude, péages, pontonnages, bacs, canaux, droits de coupe, pêcheries, salins et autres non compris dans les états des biens et droits nobles, et pour lesquels il a été arrêté un rôle séparé lors des précédents abonnements, payeront les deux vingtièmes de leur produit, suivant le rôle qui en sera arrêté, dont le montant a été évalué à 50,000 livres ;

5° Que les propriétaires ou possesseurs des autres biens et droits nobles, compris dans les procédures d'allivrement, faites en l'année 1711, payeront également le double vingtième de leur revenu, suivant les déclarations qu'ils seront tenus d'en faire au greffe des Etats. Lesquelles déclarations, après avoir été comparées avec les procédures d'allivrement, faites en 1711, seront communiquées à MM. les commissaires des diocèses, à l'effet d'être examinées par eux, en la forme qu'ils jugeront la plus convenable, pour faire connaître le véritable produit desdits biens et droits, et d'être ensuite renvoyées au greffe des Etats, avec leur avis et les pièces qui serviront à l'appuyer, pour y déterminer la cotité que les possesseurs desdits biens et droits doivent supporter. Et cependant, qu'attendu la nécessité de pour-

voir au paiement du prix de l'abonnement pour l'année 1757, il sera arrêté des rôles desdits biens et droits sur les registres qui ont servy à les dresser lors des précédents abonnements, en observant toutefois d'augmenter leurs quotités dans la même proportion, jusques à concurrence de la somme de 300,000 livres, à laquelle on a cru pouvoir en fixer le produit provisoirement, sauf à y ajouter le produit desdits biens et droits qui pourroit avoir été omis ; sur lequel produit seront prises les non valeurs des autres cotités, à concurrence, toutefois dudit produit, et sauf en cas d'insuffisance à y être autrement pourvu ;

6° Que tous négociants, marchands en gros et en détail, fabricants et artisans de toute espèce, hôtes, cabaretiers, traiteurs, rotisseurs, agents de change, banquiers, gens d'affaires, procureurs, notaires, huissiers, chirurgiens, libraires, imprimeurs et tous autres ayant rapport à l'industrie, payeront le dixième de leurs profits, suivant les rôles qui seront arrêtés par chaque diocèse, lesquels monteront en total à la somme de 400,000 livres ; et que la somme à laquelle aura été fixé le contingent de chaque diocèse, sera répartie par MM. les commissaires des diocèses sur les particuliers de chaque ville, au lieu qui se trouveront dans le cas d'y contribuer, sy mieux n'aiment les particuliers qui forment un corps de négociants, d'artisans ou autres semblables, payer par forme d'abonnement, la totalité de la somme à laquelle leurs cotités auront été fixées.

7° Que les propriétaires ou possesseurs des maisons nobles ou roturieres payeront le double vingtième du produit desdites maisons, conformément à ce qui est porté par l'édit du mois de may 1749. Auquel effet, en

mettant à l'écart tous les hameaux, villages et bourgs, on comprendra dans des rôles séparés, les villes dont les maisons ont été taxées pour le premier vingtième, sauf à accorder modération lorsqu'elle sera trouvée juste et raisonnable. A l'égard des taxes non réglées par ordonnance contradictoire ou non acquiescées par un paiement volontaire, et qu'attendu la nécessité de faire raison aux propriétaires ou possesseurs desdites maisons, de l'augmentation de la taille, résultant du rejet du restant du prix de l'abonnement sur les fonds roturiers, au lieu de doubler les taxes du premier vingtième, elles ne seront augmentées que d'une moitié en sus; à l'égard des moulins, forges, fours et autres biens de même nature, qui sont roturiers, lesquels seront compris à la suite des maisons dans les mêmes rôles, dont le montant est évalué pouvoir revenir à 550,000 livres ;

8° Qu'il sera arrêté un rôle pour les offices municipaux, dans lequel seront compris les deux vingtièmes des gages imposés à leur profit par les communautés ou prélevés sur le produit de leur subvention, à qu'elle somme puissent monter, à l'exception seulement de ceux qui ont du jouir de l'exemption du dixième, conformément à l'arrêt du 22<sup>e</sup> décembre 1744. Le produit duquel rôle montait, lors des derniers abonnements, à environ 500,000 livres.

9° Que les villes et communautés, dont le produit des biens patrimoniaux est au-dessous du montant des impositions municipales, c'est-à-dire des dépenses ordinaires et des intérêts, n'étant point au cas de payer les deux vingtièmes du produit desdits biens, il ne leur sera compris dans les rôles, qui seront arrêtés à cet effet, que

celles à l'égard desquelles le produit desdits biens excède lesdites dépenses, ce qui paroît d'une trop petite conséquence pour être évalué.

10. Que les receveurs des diocèses de la province et les trésoriers de la bourse payeront le dixième de leurs taxations et émoluments comme dans les précédents abonnements, sauf qu'il sera déduit la moitié au lieu des deux tiers, pour les frais de recouvrement.

11. Que les autres officiers comptables de la province, tels que les receveurs généraux des finances, du taillon, des gabelles, des mortes-payes, les propriétaires, des greffes des Cours et autres juridictions royales et autres, seront taxés pour les deux vingtièmes du revenu de leurs offices qui ne se trouveront pas compris dans les états du Roy, suivant les rôles arrêtés, dont le montant a été évalué à 5,000 livres.

12. Que comme les sommes auxquelles ont été évalués les différents rôles, dont on vient de parler, peuvent être évaluées à 1,300,000 livres, il sera imposé sur les fonds roturiers, pour faire le prix de l'abonnement, la somme de 1,200,000 livres et 100,000 pour servir de fonds aux non-valeurs et aux frais de régie, et que l'excès de cette imposition, dans les circonstances où se trouvent les peuples de cette province, fait connoître la justice des représentations que les Etats ont déjà faites et la nécessité de les renouveler.

13. Qu'à l'égard des deux sols pour livres des deux vingtièmes, ils seront ajoutés à chaque rôle relativement à la somme à laquelle ils se trouveront revenir.

14. Qu'il sera payé par les redevables pour tous frais de recouvrement et au delà des sommes comprises aux rôles, 14 deniers pour livres, savoir : 6 deniers aux



collecteurs; 6 deniers aux receveurs des tailles et 2 deniers au trésorier de la Bourse, comme pour les autres impositions et à condition de faire livre net dudit recouvrement et d'en remettre le montant aux termes ordinaires des impositions, sans néanmoins qu'ils puissent prétendre des taxations à raison des sommes dont ils font la retenue, conformément à ce qui a été pratiqué lors des précédents abonnements; ce qui aura lieu aussi à l'égard des collecteurs pour leurs droits de leveures sur les mêmes sommes.

15° Que les redevables ne seront reçus à réclamer les cotités pour lesquelles ils seront compris aux rôles qu'en justifiant du paiement provisoire de la moitié desdites cotités, et qu'il sera marqué un délai comme dans les précédents abonnements, pendant lequel ils seront obligés de se pourvoir en décharge ou modération devant la commission établie à cet effet.

16° Que les délibérations prises par les Etats, au sujet des abonnements, les instructions et ordonnances données pour régler la forme d'en recouvrer le prix, seront observées et exécutées par rapport au présent abonnement, dans tout ce qui ne se trouvera pas contraire à la délibération qui sera prise; pour l'exécution de laquelle il sera rendu, par la commission établie à cet effet, toutes les ordonnances nécessaires.

17° Enfin, que les arrangements ne pourront être regardés que comme provisoires, et qu'il sera pourvu définitivement, pendant l'assemblée prochaine des Etats, aux inconvénients qu'on aura peu y reconnaître.

Que ledit sieur syndic ayant rendu compte de ces arrangements à MM. les commissaires du diocèse; deux objets de la délibération de nos seigneurs des Etats fixés

rent principalement leur attention. Il leur parut, en premier lieu, que le diocèse de Mende, ayant payé du temps des précédents abonnements, presque le dixième rigoureux de son industrie, si son contingent augmentait aujourd'hui des deux tiers en sus de ce qu'il était alors par proportion à l'augmentation faite, par les Etats, sur le général de la province pour cette nature de revenus, ce diocèse payerait au delà du dixième de son industrie. En conséquence, MM. les commissaires résolurent de faire là dessus des représentations à MM. les commissaires du Roy et des Etats, établis par lettres patentes de Sa Majesté, pour régler ce qui a rapport à l'abonnement des deux vingtièmes, de leur faire connaître la modicité de l'industrie des habitants du Gévaudan et de les mettre par là à portée de juger combien ce pays allait être surchargé, si on augmentait son contingent de deux tiers en sus de l'abonnement de l'ancien dixième; il fut fait en conséquence un mémoire, que le sieur syndic envoya de la part de MM. les commissaires du diocèse, à M. de Montferrier, syndic général de la province.

Le second objet auquel MM. les commissaires s'attachèrent fut la taxe réitérée sur les maisons scituées dans les villes; comme ce diocèse n'est composé, à proprement parler, que de communautés de campagne, et que Mende et Maruejols sont les seuls lieux quy aient quelque apparence de ville, ils crurent devoir encore présenter un mémoire à ce sujet, que ledit sieur syndic envoya aussi à M. de Montferrier.

Surquoy, Mgr le président a fait faire la lecture de ces deux mémoires par le greffier du diocèse; après laquelle ledit sieur syndic a ajouté que M. de Montferrier luy en accusa la réception par une lettre datée du 29 dé-

cembre 1756 ; dans laquelle il luy marque que l'on ne pouvoit se dispenser d'augmenter le contingent de la taxe d'industrie de ce diocèse, de deux tiers en sus de ce qu'il étoit en 1742 ; que les Etats l'avoient ainsy délibéré et que c'étoit par conséquent une règle qu'il falloit nécessairement suivre ; que d'ailleurs MM. les commissaires de l'abonnement du vingtième ne pouvoient s'en écarter, pour le diocèse de Mende, qu'en rejetant, sur quelque autre portion de la province, tout ce qu'ils retrancheroient de l'augmentation projetée et qu'on ne pouvoit le soulager qu'en aggravant le fardeau de ses voisins. Ledit sieur syndic répondit le 12<sup>e</sup> janvier dernier à M. de Montferrier, que cette augmentation, devant porter l'imposition dans le Gévaudan au delà du dixième de l'industrie, ce ne seroit pas s'éloigner de l'intention des Etats que dy faire une réduction ; qu'on sy conformeroit au contraire, puisque les Etats, ainsi qu'ils le déclarent dans leur délibération, ne se proposent de faire exiger que le dixième de l'industrie et des revenus de différentes natures des biens, autres que ceux des fonds roturiers ; qu'au surplus, il y auroit des ressources pour accorder une modération à ce diocèse sans surcharger quelque autre portion de la province, ressources dont il paroissoit d'autant plus naturel de le faire jouir, qu'elles étoient prises en partie sur luy même ; qu'il avoit rejeté une somme de 100,000 livres sur les biens roturiers de la province au delà du prix de l'abonnement, pour servir de fonds aux non valeurs, résultant des surcharges ; qu'on pourroit prendre sur ce fonds ce qu'on retrancheroit du contingent de l'industrie de ce diocèse. M. de Montferrier répondit audit sieur syndic le 26 janvier dernier, que la somme de

100,000 livres, imposée pour les non-valeurs, avoit été destinée par les Etats pour remplir les vides qui résulteront du montant des ordonnances de décharge ou de modération, qu'obtiendront les particuliers, qui sont réellement surchargés ou celui qui se trouvera inévitablement dans les rôles des maisons; que s'il en restoit quelque chose, il n'y avoit que les Etats qui pussent en disposer, et que ce ne seroit que devant eux et à leur prochaine assemblée, qu'il pourroit faire usage des mémoires qu'il luy avoit envoyés et non vis-à-vis d'une commission qui n'avoit droit que d'exécuter les règles prescrites par les Etats. D'ailleurs, M. de Montferrier n'a rien répondu de particulier au mémoire que ledit sieur syndic luy a adressé au sujet de la taxe sur les maisons; qu'il luy a seulement demandé, par sa lettre du 10 février dernier, de se faire remettre, par les collecteurs de la ville capitale du diocèse et des autres grosses communautés, des extraits des rôles concernant simplement les taxes des maisons, de le luy envoyer et d'y joindre un état des moulins, forges, fours, pecheries, salins, bacs, péages et autres droits qu'il pourroit y avoir dans ce diocèse; il luy a en même temps annoncé pour la fin de ce mois le rôle provisoire des biens nobles, et a prié ledit sieur syndic de prendre les mesures nécessaires pour donner de bons renseignements qui puissent servir à former les rôles définitifs du vingtième, sur cette nature de biens. Ledit sieur syndic a répondu à M. de Montferrier, de la part de MM. les commissaires, qu'il ne connoissoit d'autre communauté un peu considérable, après la ville épiscopale, que celle de Maruejols; qu'ils se sont fait représenter les rôles du vingtième de Mende

et de Maruejols, qui ne donnent aucun éclaircissement sur le vingtième des maisons de ces deux villes ; que la côte de chaque contribuable est conçue en ces termes : un tel payera, pour le vingtième de ses biens, telle somme ; ce qui comprend en bloc tous les biens du contribuable, qui ont non seulement des maisons, mais encore des jardins, des prés, des champs ou d'autres effets de pareille nature, et que l'on n'a point marqué dans les rôles ce que chaque objet supportoit de vingtième ; que ce n'est pas cependant qu'on ne puisse parvenir à scavoir celui qui étoit rejeté sur les maisons ; car, pour ce qui est de Maruejols, cette communauté a été vérifiée par les contrôleurs du vingtième dont le travail et les opérations sont à Montpellier ; que l'on pourra les consulter et vraisemblablement on y trouvera la cotité du vingtième, à laquelle chaque maison a été taxée. Qu'à l'égard de Mende, il n'y a point eu de vérification de faite, mais que presque tous les habitants ont donné leur déclaration et ont obtenu des ordonnances de modération, qui fixent leur vingtième jusques à une nouvelle vérification ; qu'ils ont, dans leur déclaration, spécifié le revenu que pourroit produire leurs maisons ; que MM. les commissaires se fassent représenter ces ordonnances et les copies des déclarations sur lesquelles elles ont été rendues, et que ledit sieur syndic lui enverroit les renseignements qu'ils se seroient procurés ; que MM. les commissaires ne connoissent dans le diocèse ny salins, ny forges, ny bacs, ny pecheries, et que tous les péages y avoient été supprimés, à l'exception seulement de celui de son altesse royale Mgr le prince de Conty et des religieux de la Chaise-Dieu, prieurs de Langogne, qui sont exempts du vingtième. Qu'à l'égard

des moulins et des fours, MM. les commissaires du diocèse ne pouvoient parvenir à la connoissance de cet objet, qu'en écrivant des lettres circulaires aux consuls des communautés, pour avoir là dessus des éclaircissements ; que tout ce qu'ils pourroient dire quant à présent sur cet article étoit qu'à l'exception de quelques moulins et fours bannaux, qui appartiennent presque tous à des seigneurs ecclésiastiques, les autres ne sont, pour la plupart, que d'un très petit revenu ; que certains même ne servent que pour l'usage des propriétaires et les besoins de leurs maisons ; qu'enfin MM. les commissaires se procureroient les meilleurs renseignements qu'il se pourroit sur les biens nobles pour en faire usage, lorsqu'il en seroit temps.

Par la même lettre, M. de Montferrier a envoyé audit sieur syndic le rôle des sommes qui doivent être imposées, cette année, dans ce diocèse, sur l'industrie ; ce rôle contient le contingent de chaque communauté, dans laquelle on a d'abord marqué la somme qu'elle doit payer, en 1757, pour les deux vingtièmes, ensuite les deux sols pour livre de cette somme, et enfin le quart de cette même somme pour le quartier d'octobre 1756, des deux vingtièmes. Le total de ce qui est imposé pour 1757 roule sur environ 16,000 livres, au lieu d'environ 9,500 livres que le diocèse de Mende payait, en 1749, à la caisse de la province, pour l'abonnement de l'ancien dixième et des deux sols pour livre. Le quart imposé en sus des deux vingtièmes, pour le quartier d'octobre, se porte à 3,444 livres, et le rôle en entier, y compris les taxations de M. le trésorier de la bourse et l'excédent d'imposition, à raison d'un et demi pour cent, 88 livres 6 sols ; à quoy il doit

être ajouté les frais de confection des états de répartition, les taxations de M. le receveur, à raison de 6 deniers pour livre, et celles des collecteurs sur le même pied ; de sorte que la totalité de l'imposition, qui doit être faite sur ce diocèse, excèdera 21,000 livres, au lieu qu'elle n'étoit, en 1749, que de 12,000 livres. Quoiqu'une pareille somme soit beaucoup au-dessus du dixième de l'industrie de ce diocèse, cependant, comme l'on ne peut, quant à présent, suivant les lettres de M. de Montferrier, espérer de modération et qu'il ny a que les Etats qui puissent l'accorder à leur prochaine assemblée, MM. les commissaires, en se proposant de réitérer alors les représentations qu'ils ont faites, ont commencé à s'occuper des moyens de placer le contingent, déterminé par MM. les commissaires de l'abonnement, sur les différentes communautés de ce diocèse, où il y a quelque industrie ; ils ont d'abord examiné le rôle arrêté par la commission ; ils y ont vu qu'après y avoir fixé, dans l'article de chaque communauté, ce qu'elle doit payer pour les deux vingtièmes et les deux sols pour livre, pour l'année 1757, l'on ajoute encore à son contingent le quart de ces deux vingtièmes, pour le terme d'octobre 1756, en exécution de l'arrêt du Conseil du 20 novembre dernier, suivant lequel l'abonnement des deux vingtièmes a dû commencer au premier octobre. Ils se sont fait représenter en même temps, par le receveur du diocèse, le rôle du vingtième de l'industrie, arrêté pour tous les termes de l'année 1756 ; et, sur ce qui leur a été assuré par ledit sieur receveur, qu'il avoit procuré l'entier recouvrement de ce rôle, se portant en total à la somme de 13,800 livres, il leur a paru qu'il devoit être fait raison,

au diocèse, du quart de cette somme, se portant à 3,450 livres, suivant l'article 4 du même arrêt du Conseil, dans lequel sa Majesté, donnant un effet rétroactif à l'abonnement, cède aux Etats ce qui reste à recouvrer des rôles de l'ancien vingtième, pour les années 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, et les neufs premiers mois seulement de 1756; et que cette énonciation des neuf premiers mois de l'année 1756, suppose que ce qui reste deu pour les trois derniers mois de cette même année, ou ne doit point être exigé, ou s'il l'a été, comme cela est arrivé dans ce diocèse, il doit luy être restitué.

MM. les commissaires se sont crus d'autant plus autorisés à le penser de même, qu'il leur a paru que, s'il en était autrement, il y auroit un double employ et que ce diocèse payeroit, pour le quartier d'octobre, trois vingtièmes au lieu de deux, que Sa Majesté en a établis; car il a d'abord acquitté la totalité du rôle du premier vingtième imposé pour tous les termes de l'année 1756, et il seroit encore obligé de payer, pour le quartier d'octobre, ce même vingtième en 1757; le rôle qui vient d'être arrêté à Montpellier, par MM. les commissaires de l'abonnement, comprenant pour le quartier d'octobre, le quart de l'un et de l'autre vingtième, tant ancien que nouveau.

MM. les commissaires ont chargé ledit sieur syndic de faire part de ces réflexions à M. de Montferrier, et de lui proposer de moins imposer sur le contingent de l'industrie de ce diocèse, de la présente année, ce qu'il a payé pour le quartier d'octobre de l'année dernière.

M. de Montferrier a répondu audit sieur syndic, que les Etats avoient bien prévu le double employ et qu'il



avoit luy même proposé de borner le recouvrement de 1756, aux trois quarts des cotités y contenues; mais qu'on y trouva des inconvénients et qu'on craignit que ne pouvant sçavoir précisément quel seroit le produit effectif des rôles du premier vingtième en 1756, ny les personnes qui ont été comprises dans chaque diocèse, ny le juste fondement de leur taxe, on ne risquât d'avoir un grand vide sur le quartier d'octobre du premier vingtième. En second lieu, qu'il pourroit arriver que tels particuliers quy auroient été compris dans les rôles de 1756, ne le fussent pas dans ceux de 1757, et que d'un autre côté, l'on employât, dans ceux-cy, des personnes qui ne l'auroient point été dans ceux de 1756; qu'en faisant un moins imposé de ce qui a été recouvré pour les trois derniers mois de 1756, ainsi que l'ont proposé MM. les commissaires, il ne seroit rien restitué aux premiers, à qui cependant il doit être rendu ce qu'ils ont payé de trop pour ces trois derniers mois, et qu'au contraire les autres participeroient à une restitution qui n'étoit point faite pour eux; que dans ces circonstances, il étoit plus à propos que les particuliers, qui auront payé le quartier d'octobre, se pourvussent à la commission sur leur taxe, et qu'il leur en seroit fait raison; que cette opération rempliroit le même objet mieux que le moins imposé, qui ne pourroit être fait régulièrement qu'autant qu'il tomberoit sur les mêmes personnes, comprises dans les rôles de 1756.

Surquoy, ledit sieur sindic a observé que s'il ny avoit d'autre raison de rejeter le moins imposé, proposé par MM. les commissaires du diocèse, que l'incertitude du produit effectif des rôles du premier vingtième pour 1756, et la crainte du vide qu'il pourra y avoir dans

le recouvrement de ces rôles, cette raison ne subsisteroit point pour le diocèse de Mende, où en particulier le rôle arrêté pour l'industrie a été acquitté ainsy que plusieurs autres concernant le vingtième de 1756 ; que s'il est quelqu'un de ces rôles dont il reste encore quelque chose à recouvrer, l'on croit pouvoir assurer, avec confiance, que ce recouvrement sera fini dans deux ou trois mois, et qu'il en sera du vingtième de 1756, comme de celui qui a été imposé les précédentes années, depuis son établissement, dont tout a été acquitté, ainsi qu'il est justifié par les borderaux qu'ont dû envoyer, en dernier lieu, les receveurs à M. l'Intendant ; qu'ainsi il n'y aura point de vide dans cette imposition, pour ce qui concerne le diocèse de Mende ; qu'au contraire il y aura surpayé pour le quartier d'octobre. Ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer sur les différents objets contenus dans le présent rapport, qui peuvent se réduire : 1<sup>o</sup> à charger ledit sieur syndic de faire les plus fortes instances auprès de nos seigneurs des Etats généraux de la province, à leur prochaine assemblée, pour faire réduire la cotité de l'industrie, du diocèse de Mende, à sa véritable valeur, et de réitérer à cet effet les représentations qui ont été faites par MM. les commissaires ; 2<sup>o</sup> de renvoyer à MM. les commissaires ordinaires, pendant l'année, toutes les opérations qui devront être faites au sujet des taxes de vingtième que doivent supporter les biens nobles, les maisons situées dans les villes, les fours et les moulins. Et pour les mettre en état de procurer de bons renseignements à la commission établie pour régler tout ce qui a rapport à l'abonnement des deux vingtièmes à Montpellier, prier MM. les députés, qui assistent à la présente assemblée,

d'envoyer à MM. les commissaires ordinaires, toutes les instructions qu'ils pourront lui donner sur ces différentes natures de biens, situés dans leurs communautés ou dans celles de leur voisinage, dont ils auront connaissance.

Après quoy, il a été fait lecture des différentes lettres de M. de Montferrier, des réponses que ledit sieur syndic luy a faites et du rôle des sommes qui doivent être imposées sur l'industrie du diocèse de Mende, la présente année ; et, Mgr le Président ayant fait appeler les voix, il a été représenté par plusieurs membres de l'assemblée, que les moyens proposés par M. de Montferrier, pour faire restituer aux contribuables ce qu'ils ont payé pour le vingtième de leur industrie, du quartier d'octobre, ne remplira pas l'objet qu'on se propose ; que le plus grand nombre de ceux qui sont dans le cas de demander cette restitution ne prendront pas la route qu'on leur indique, et, qu'ils ne se pourvoiront pas devant la commission ; que les contribuables qui ont été compris dans les rôles de l'année dernière 1756, sont la plupart des artisans de campagne, illétrés et extrêmement grossiers, dont les uns ne sçauront comment s'y prendre pour se pourvoir ; les autres ne voudront point tenter cette voye, à cause des fraix qui seront plus considérables que ce qu'ils auraient à réclamer pour le quartier d'octobre de leur cotes d'industrie ; que les taxes communes de ces artisans ont été sur le pied de 50 à 40 sols, dont le quart, qui devrait leur revenir pour le quartier d'octobre, seroit de 8 à 10 sols ; or il leur en couteroit beaucoup plus pour les lettres et les placets qu'ils fairoient dresser par des gens d'affaires du pays, et qu'il enverroient à MM. les syndics généraux ou pour le port de ces lettres

et paquets ; qu'enfin une expérience constante a appris que lorsqu'il n'y a eu d'autre expédient pour avoir raison surcharges que de se pourvoir à Montpellier, il y a eu très peu de contribuables qui aient pris cette route et qui n'aient mieux aimé faire le sacrifice de ce qu'on leur demandoit ou de la restitution qu'ils auroient peu prétendre. Quoique ce sacrifice parut rouler dans la circonstance présente, sur une somme modique, ne laisseroit pas que d'être considérable pour de misérables artisans, qu'une somme de 8 ou 10 sols fait subsister plusieurs jours ; que pour la leur faire rendre, il y auroit un moyen qui remédieroit à tous les inconvénients que M. de Montferrier relève dans sa lettre ; que ce moyen consisteroit à former sur les rôles de l'industrie, de l'année dernière 1756, des états dans lesquels on liquideroit ce qui doit revenir, pour le quartier d'octobre, à chacun de ceux qui ont été employés dans ces rôles ; que ces états seroient faits à l'instar de ceux qui sont dressés chaque année, en conséquence des décisions de Sa Majesté, du 20 février 1755, pour les contribuables à qui il est accordé des sommes particulières sur l'indemnité ; que MM. les commissaires en procédant à la confection des rôles d'industrie, de la présente année, pourroient en même temps former ces états, les envoyer ensuite à MM. les commissaires de l'abonnement et les supplier de les autoriser et d'ordonner que les collecteurs feroient compte, à chaque particulier qui y sera compris, de la somme qui doit luy revenir, et qu'à son tour le receveur de 1756, precompteroit aux collecteurs le montant de ces états, et que Mgr le Président pourroit être supplié d'appuyer cette demande de son crédit et de sa sollicitation. Lesquelles représentations

ayant été approuvées par l'assemblée, elle a unanimement délibéré et chargé MM. les commissaires du diocèse, en formant les rôles des communautés pour le vingtième de l'industrie de la présente année, de se faire représenter ceux qui ont été arrêtés pour l'année dernière 1756, et de dresser des états qui contiendront la somme qui doit être restituée à chaque particulier ; pour le quartier d'octobre, payé par double employ ; que ces états seront certifiés par MM. les commissaires de l'abonnement qui seront suppliés de les autoriser et d'ordonner que les collecteurs fassent compte, à chaque particulier qu'y sera compris, de la somme qui doit lui revenir, et qu'à son tour, le receveur précomptera aux collecteurs le montant de ces états ; et l'assemblée a supplié Mgr le Président d'appuyer cet arrangement auprès de la commission ; ce que mondit Sgr a promis de faire, en ajoutant qu'il en écrirait encore à Mgr l'archevêque de Narbonne. Comme aussi, l'assemblée a délibéré de charger ledit sieur syndic de faire les plus fortes instances auprès de nos seigneurs des États généraux de la province, à leur prochaine assemblée, pour réduire la cotité de l'industrie du diocèse de Mende à sa véritable valeur, et de réitérer à cet effet les représentations qui ont été faites par MM. les commissaires ordinaires du diocèse, de renvoyer auxdits sieurs commissaires toutes les opérations qui devront être faites au sujet des taxes de vingtième que doivent supporter les biens nobles, les maisons situées dans les villes, les moulins et fours, et, pour les mettre en état de procurer des renseignements à la commission établie à Montpellier, pour régler tout ce qui a rapport à l'abonnement des deux

vingtièmes, Mgr le Président a prié MM. les députés, qui assistent à la présente assemblée, d'envoyer au syndic du diocèse, toutes les instructions qu'ils pourront lui donner sur ces différentes natures de biens scitués dans leurs communautés ou dans celles de leur voisinage, dont ils auront connoissance.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit que le fermier de l'équivalent a présenté un mémoire à nos seigneurs des Etats, à leur dernière assemblée, dans lequel il a renouvelé presque toutes les demandes qu'il avoit formées au mois de février 1756 et rejetées par délibération du premier mars suivant et en ajouté plusieurs autres; qu'il a fait de nouveaux efforts pour donner atteinte aux privilèges du Gévaudan, suivant lequel les habitants de ce pays peuvent toute l'année et aussy souvent qu'ils le trouvent à propos faire entr'eux, au nombre de quatre au plus, partage ou département de viande pour leur usage et consommation domestique, sans être sujets au droit d'équivalent, ny tenus à autre chose qu'à faire déclarer au fermier ou à ses préposés la bête qu'ils veulent se partager avant de la faire égorger; qu'ils ont demandé que dans un mois, pour tout délai, le syndic du Gévaudan seroit tenu de représenter et de mettre ez mains du syndic général de la province, les titres établissant le privilège dudit pays, pour luy être communiqués; y faire ses observations et être statué sur icelles aux prochains Etats et cependant, qu'il seroit permis au fermier de percevoir, par provision, les droits d'équivalent, sauf

restitution de ce qu'il auroit perçu, si les titres étoient jugés suffisants; qu'il a été répondu à cette demande, que le fermier n'étoit point personne légitime pour prendre communication des titres, exemptions et privilèges du pays, et que la perception provisoire des droits étoit contraire à l'exception portée par l'article 51 du règlement en faveur des lieux qui, comme le Gévaudan, sont en possession actuelle des exceptions, privilèges, et immunités, et que cet article devoit être exécuté à son égard par la seule raison de cette possession actuelle;

Que les autres demandes, portées par le même mémoire, étoient : 1° que ceux qui voudront égorger des bestiaux pour leur provision et consommation domestiques, même pour fiançailles ou autres cas exprimés par l'article 16 du règlement du 9 février 1754, seront tenus d'en faire déclaration dans son bureau, avant de pouvoir les abattre, à peine d'amende et de confiscation; 2° que ceux qui se fourniroient de viande ailleurs qu'au lieu de leur domicile, seront tenus de payer le droit d'équivalent au premier bureau de la route; qu'il sera étably, par les maires et consuls, dans le mois, pour tout délai, des écorchoirs publics dans les lieux où il y aura le nombre de quatre bouchers et au dessus; 4° que faute par les entrepreneurs des boucheries closes d'être approvisionnés de viande pour la consommation des habitants, les bouchers de la campagne pourront, en payant le droit d'équivalent, y abattre et débiter des viandes; 5° que les habitans des villes et lieux de la province, en vendant ou faisant vendre en détail le vin de leur cru, ne pourront faire ny souffrir assiette de buveur et ne pourront administrer ny souffrir adminis-

trier nappe, serviette, viande, sel, couteaux, ny pain, crouttes ou gâteaux, de quelque espèce que ce soit, et seront tenus d'avoir leurs portes ouvertes, et en outre, à la charge, avant de commencer la vente, d'en faire par le propriétaire déclaration au bureau du fermier, ainsy que de la quantité qu'il se proposera d'en débiter par un tavernier. Comme aussi à l'égard des taverniers, qui vendront pour autrui, de souffrir les visites et exercices des commis et la marque des tonneaux dans leurs caves et cellier ;

Que nosseigneurs des Etats, par leurs délibérations dudit jour 30 novembre 1756, ont persisté dans celle qu'ils avaient prises le premier mars de la même année et ont rejetté toutes les contenues au nouveau mémoire ; que le fermier de l'équivalent a encore demandé qu'en considération de la non-jouissance, résultant des prétendus abus dont il se plaint, a demandé une indemnité du prix de bail de quatre cent mille livres, ou à deffaut d'être receu à la résiliation de son bail et que ces deux demandes ont été encore rejetées. Que le fermier de l'équivalent s'est pourvu au Conseil de sa Majesté ou MM. les syndics généraux ont été chargés de défendre aux demandes qu'il pourroit former.

Que nonobstant la disposition des règlements et les délibérations réitérées des Etats, le directeur et commis de l'Equivalent n'ont pas laissé que de vouloir exiger des déclarations des habitants du pays, des cochons et autres bêtes qu'ils égorgent pour leur salage et provision domestique, que dans certains lieux du diocèse, ils ont poussé les choses si loin, qu'ils ont voulu assujétir les habitans à faire ces déclarations auxquelles ils ne sont point tenus, qu'à certaines heures et lorsque les



commodité pour les recevoir; qu'un particulier de Marvejols, appelé Louis Vidal, laboureur de sa profession, ayant voulu, au mois de décembre dernier, égorger un cochon pour son salage et sa provision domestique, n'étant point instruit de la disposition des règlements, et se croyant obligé à les déclarer, à l'exemple de plusieurs habitants qui s'étaient soumis à de pareilles déclarations, fut au barreau de l'équivalent, pour faire celle du cochon qu'il voulait égorger, mais attendu qu'il était cinq heures du soir, et presque nuit, les commis refusèrent de la recevoir et lui défendirent de l'abattre jusques au lendemain sur les huit heures, Louis Vidal ayant méprisé avec juste raison cette défense, tua son cochon dans la nuit, les commis en ayant été informés furent chez luy à neuf heures du soir, tombèrent sur lui à grands coups de baton et après lui avoir fait souffrir les plus mauvais traitements, ils osèrent encore verbaliser contre lui, mais Louis Vidal ayant été porter sa plainte à M. le juge conservateur, et ayant fait faire des informations de son autorité, il a été taxé décret contre trois de ces commis; que ledit sieur syndic ayant été informé de cette affaire, à son retour des Etats généraux de la province, il en rendit compte à MM. les commissaires du diocèse, qu'il leur parut que s'ils devoient leur accorder leur protection au fermier de l'équivalent et à ses commis, appuyer leur régie et procurer la perception paisible des droits lorsqu'ils sont fondés sur les règlements, ils devaient aussi s'opposer à tout ce qu'ils feroient contre la disposition des règlements et faire réprimer les violences auxquelles ils pouvoient se porter; que l'ordre public, la tranquillité des habitants du pays et le maintien des règlements auxquels ils sont

chargés de veiller, réclamaient dans ces occasions leur ministère, en conséquence ils chargèrent ledit sieur syndic d'intervenir dans le procès pendant devant M. le sénéchal du Puy contre Louis Vidal et le fermier et commis de l'Equivalent, d'y demander l'exécution des réglemens, qu'il fut fait défense au fermier de l'Equivalent ou à ses préposés d'exiger des habitants du pays des déclarations des bettes, qu'ils égorgeraient pour leur salage et pour leur provision domestique et que pour avoir contrevenu en ce point à l'article 16 du règlement du 9 février 1754 et aux délibérations des Etats vis à vis de Louis Vidal, ils seront condamnés conformément à l'article 67 du même règlement à l'amende de 50 livres, sans préjudice des dommages et intérêts que ledit sieur Vidal est en droit de prétendre pour raison des mauvais traitements qu'il a reçus; que ledit sieur syndic a présenté sa requête en intervention et a fait assigner, le 31 janvier dernier, le fermier de l'Equivalent pour y venir dire droit.

Ledit sieur syndic a ajouté que le mercredi des cendres, 25<sup>e</sup> du mois de février dernier, un particulier d'Ispanhac, appelé Claude Itier, ayant porté, à Mende, environ cinq livres de poissons pour les vendre, les commis de l'équivalent s'en saisirent, sous prétexte qu'il ne l'avoit point déclaré; quoique par l'article 25 du règlement du 9 février 1754, l'on ne soit obligé de payer le droit d'équivalent du poisson ny de le raisonner que lorsqu'on en porte au dessus de dix livrés; que ces commis furent remettre, celui de Claude Itier, chez leur directeur, qui refusa de le luy rendre et le chassa de chez luy, en le menaçant de le faire conduire en prison; que cet homme se retira pardevant MM. les of-

ficiers de police, à qui il porta plainte de ce qu'y venoit de lui arriver ; qu'en conséquence, M. Mazaudier, 2<sup>e</sup> consul, accompagné de deux valets de ville, de Claude Itier et de son frère, fut chez le directeur de l'équivalent et luy demanda de représenter le poisson que les commis venoient d'enlever à Claude Itier, de le faire peser pour être rendu à cet homme, au cas qu'il ny en eut que dix livres et au dessous, ou pour être verbalisé et procédé contre luy à cas qu'il y en eut plus de dix livres, et qu'il feut tombé en contravention ; que le directeur répondit audit sieur Mazaudier, qu'il avoit fait pezer le poisson et qu'il ny en avoit qu'environ quatre livres ; mais qu'il y avoit lieu de présumer que cet homme en avoit porté davantage, sans avoir cependant d'autre certitude, et qu'il avoit donné ce poisson à ses commis pour le manger ; il menaça de nouveau Claude Itier de la prison. Surquoy M. Mazaudier luy répondit qu'il n'avoit aucune autorité sur cet homme ny sur aucun autre ; que la direction de l'équivalent n'étoit point une charge publique, qui luy donnoit le droit d'envoyer personne en prison ; que Claude Itier a présenté sa requête en plainte à M. le juge conservateur du Puy, de qui il a obtenu une ordonnance d'enquis, sur laquelle il a été fait des informations qui viennent de donner lieu à un décret de soit ouï ; que M. le juge conservateur a décerné contre le directeur de l'équivalent et le nommé Granier, son commis ; que ledit sieur syndic croit devoir proposer à l'assemblée de l'autorizer à intervenir dans cette nouvelle affaire pour demander l'exécution de l'article 25 du règlement des Etats du 9 février 1754 ; qu'en conséquence il soit fait défenses au fermier et à ses commis d'exiger le droit d'équiva-

lent ny aucune déclaration du poisson qui sera porté dans les villes et lieux du diocèse, pour y être vendu, lorsque le poids ne sera pas au dessus de 40 livres ; et que, pour avoir contrevenu à l'article 25 du règlement, le fermier soit condamné à l'amende de 50 livres, conformément à l'article 67; et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy l'assemblée a unanimement délibéré et approuvé l'intervention dudit sieur syndic et les conclusions par luy prises dans l'affaire de Louis Vidal de Maruejols, l'a chargé d'intervenir pareillement dans celle de Claude Itier d'Ispanhac, dy prendre les conclusions qu'il vient de proposer et poursuivre l'une et l'autre affaire jusques à sentence ou arrêt définitif.

Ledit sieur syndic a dit encore que MM. les commissaires du diocèse n'ont point perdu de vue l'affaire du changement de sel ; que bien loin de se rebuter et de céder aux difficultés qu'on leur a opposées, ils ont fait depuis les Etats derniers de nouvelles démarches, qui seront peut-être plus efficaces que les précédentes ; qu'après la résistance qu'ils ont éprouvé jusqu'à présent de la part des fermiers généraux, ils ont pensé que le seul moyen de réussir étoit de les démouvoir de tout intérêt et de faire cesser le prétexte des versements, en consentant que le sel de Peccais se rendit dans le Gévaudan, à quelque chose de plus de ce qu'il vaut dans les diocèses voisins, scitués sur la route du bas Languedoc ; qu'ils se sont en conséquence déterminés à une augmentation, pourvu qu'elle feut peu considérable; que le dit sieur syndic en a écrit de leur part à M. Vassal, à Paris, receveur de ce diocèse qui, par relations avec

MM. les fermiers généraux a paru plus à portée que tout autre de traiter cette affaire; qu'il a aussi écrit à M. de Montferrier, syndic général qui était, pendant ce temps là, à Paris; que cette négociation s'est trouvée par l'événement liée avec une autre; que les fermiers généraux ont fait changer de route à la traite des sels pour l'Auvergne; qu'ils ont déterminé que le transport s'en feroit par le Gévaudan et ont fait demander, par M. Vassal, à MM. les commissaires de rendre cette route praticable aux grandes voitures et d'y faire les réparations nécessaires; que ledit sieur syndic a d'abord marqué à M. Vassal, de leur part, qu'ils y seroient très disposés pourvu que les fermiers généraux se prêtassent au changement du sel; que ledit sieur syndic luy a observé en même temps qu'il y avoit d'autres parties sur cette route, qui ne dépendoient point du diocèse de Mende et qui avoit besoin de réparations, notamment la cote de Saint-Jean-de-Gardonque, située dans le diocèse d'Alais qui, dans son état actuel, étoit impraticable aux grandes voitures, et qu'il seroit à propos que MM. les fermiers généraux sollicitassent MM. les commissaires de ce diocèse, de faire mettre cette partie en état; que ledit sieur syndic écrivit aussi à M. de Montferrier, et luy fit part de ce qu'il mandoit à M. Vassal; que l'un et l'autre présentèrent un mémoire aux fermiers généraux, pour leur proposer une petite augmentation sur le prix du sel dans le Gévaudan et le rétablissement du sel de Peccais dans ce pays; que d'un autre côté, ils agirent auprès de Mgr l'évêque d'Alais, qui étoit alors à Paris, pour l'engager à faire réparer la cote de Saint-Jean de Gardonenque; mais que n'ayant peu obtenir que son diocèse se prêtât à cette dépense, M. Vassal se

retourna d'un autre côté et présenta un mémoire à M. de Trudenne, intendant des finances, pour demander qu'attendu le bien qui devoit en résulter pour les fermes de Sa Majesté de la réparation de la cote de St-Jean-de-Gardonenque, les ouvrages qui y étoient nécessaires fussent faits sur le produit de cinq sols par minot, établis depuis nombre d'années sur les sels qui se consomment dans l'étendue des gabelles de Languedoc, Auvergne et Rouergue, à raison de la construction et entretien des chemins par lesquels les sels doivent être voiturés dans ces trois provinces. Quelque temps après M. Vassal marqua audit sieur syndic, que les fermiers généraux avoient répondu aux mémoires que M. de Montferrier et luy avoient présentés, qu'ils consentiroient, moyennant une augmentation modique, au rétablissement du sel de Peccais, dans le Gévaudan, pourvu toutesfois que dans la crainte encore qu'il ne se fit des versements sur la route, nonobstant l'augmentation, l'entrepreneur du fournissement des petites gabelles s'engagea de faire remettre dans les chambres de Mende, Marvejols et Langogne, les sels nécessaires à leur approvisionnement, pour être assuré qu'on ne fera point de versements dans la route, et que cet entrepreneur ne pourroit prendre de pareils engagements qu'autant que les chemins auroient été rendus praticables aux voitures roulantes ; que M. Vassal ajoutoit dans sa lettre que, sur la proposition faite de pourvoir à la réparation de la côte Saint-André-de-Gardonenque, sur le produit de 5 sols par minot, établi sur le sel, M. l'Intendant avoit envoyé ordre à M. Polard, inspecteur général des ponts et chaussées du royaume, qui devoit se trouver à Montpellier, aux prochains Etats, d'aller visiter cette cote,

d'examiner les réparations qu'il convient d'y faire et de lui donner son avis sur l'objet de la dépense et sur son utilité. Ledit sieur syndic receut la lettre de M. Vassal, à Montpellier, pendant la tenue des Etats, le 19 novembre dernier ; qu'il se recria sur la proposition faite par les fermiers généraux de redonner le sel de Peccais au Gévaudan à une petite augmentation, à condition que les chemins seroient réparés, de manière que les voitures à roue puissent y aller ; il luy représenta qu'il étoit étonnant qu'on fit dépendre aujourd'hui cette affaire de cette condition qui étoit toute nouvelle et étrangère au fond de la chose : qu'il n'étoit pas au pouvoir de MM. les commissaires de la remplir pour les parties du chemin qui étoient hors de ce diocèse, et que d'ailleurs, elle étoit absolument indifférente aux fermiers généraux pour ce qui concernoit la qualité des deux sels, la nécessité de fournir de l'un ou de l'autre au Gévaudan, et le transport dans ce pays ; que si les grandes voitures ne pouvoient y venir, il faudroit bien toujours y faire porter du sel à dos de mulet ; que dans ce cas il n'importoit pas que ces mulets fussent chargés du sel de Sijean et de Peyriac ou en sel de Peccais ; qu'ils porteroient la même quantité de l'un que de l'autre ; que si on ne voyait pas qu'il y eut à cet égard aucune différence pour MM. les fermiers généraux, il ny auroit plus de versements à craindre ny de précaution à prendre pour les empêcher ; que dès lors que le sel sera plus cher dans le Gévaudan, que dans les diocèses qui se trouvent sur la route, les voituriers ne feront plus de versements, parce qu'ils seroient en perte de ce que le sel coutera de plus. Ledit sieur syndic marqua encore audit sieur Vassal, qu'il avoit vu plusieurs fois M. Polard, qu'il ne

pourroit aller visiter encore la cote de St-Jean-de Gardonnenque, étant retenu pour différentes affaires à Montpellier; qu'il paroissoit bien intentionné, mais que quelques favorables que fussent ses dispositions, elle ne pourroient avoir assez promptement leur effet, pour espérer que la cote de St-Jean fut bientôt en état, et qu'on rendit dans peu le sel de Peccais au Gévaudan; que cependant c'étoit dans l'espérance pourtant de recouvrer ce sel, que MM. les commissaires s'étaient déterminés à réparer les cotes de Moulines et de Saint-Laurent, et qu'ils se proposoient de rendre plus praticables celles de St-Roman, du Pompidou et de Chanac; que sy le pays ne voyait réaliser les espérances qu'on luy a données, il auroit tout lieu de croire qu'on entreprendroit pas d'autres ouvrages, avec d'autant plus de raison qu'on étoit encore incertain, sy la cote de Saint-Jean-de-Gardonnenque seroit rendue praticable aux grandes voitures et que tout ce que l'on pourroit entreprendre dans le diocèse de Mende, au delà des ouvrages dont on vient de parler, seroit inutile, si cette cote restoit dans son état actuel. Et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer sur la négociation entamée avec M. Vassal, au sujet du rétablissement du sel de Peccais, dans le Gévaudan, moyennant une augmentation modique, et sur les ouvrages qui ont été faits pour le succès de cette négociation.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement délibéré que, quoique toute augmentation sur le sel ne puisse qu'être extrêmement onéreuse aux habitants d'un pays aussi misérable que le Gévaudan, cependant, pour avoir celui de Peccais, elle consent qu'il soit vendu, dans le Gévaudan, à quelque chose au dessus de ce qu'il coute



dans les diocèses voisins du bas Languedoc, pourvu que cette augmentation soit modique; comme aussy, elle a encore délibéré d'approuver les ouvrages adjugés par MM. les commissaires du diocèse et ceux qu'ils ont déterminés de leur renvoyer le soin d'y pourvoir et d'en ordonner d'autres, s'ils le trouvent nécessaire, autant toutefois qu'il y aura lieu d'espérer que d'un côté, l'usage du sel de Peccais sera dans peu rétably dans le Gévaudan; que de l'autre, la cote de Saint-Jean-de-Gardonenne sera rendue praticable aux voitures, et qu'il leur sera donné, sur ces deux objets, des assurances suffisantes.

Après quoy le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le vingt-unième mars mil sept cents cinquante sept.

Signé : † G. Flor., évêque de Mende.

---

4758

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du diocèse. — Debets et reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité accordée au diocèse pour perte de récoltes. — Privilège de faire partage de bestiaux égorgés, conservé par le bail de l'équivalent. — Usage des toiles peintes à prohiber dans le pays. —*

*Vingtième de l'industrie, des maisons et des biens nobles. — Rétablissement du sel de Peeçais. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens cinquante huit et le lundy dix-septième jour du mois. Les gens des Trois Etats du pays du Gévaudan, convoquez par ordre du Roy, en la ville de Marvejols sont venus à la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, ou loge M<sup>re</sup> Pierre Jaufroy, prêtre, licencié en théologie, chanoine, archidiacre de l'église cathedrale de Mende et vicaire général de Mgr l'évêque de Mende, Président des Etats et assiette du pays, qui les attendoit, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires; et, tous ensemble sont allés à l'église collégiale de N.-D. de la Carce de la ville de Marvejols, pour y entendre la messe du Saint Esprit. Après laquelle s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du bailliage du Gévaudan et royale ordinaire dudit Marvejols, ils ont pris chacun leur place, scavoir : M le Président sur un fauteuil, placé sur une stalle élevée au dessous d'un dais, et, sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, M. de Vachon, consul de la ville du Puy, commissaire principal, étant absent; M<sup>re</sup> M<sup>re</sup> Joseph Dallo, juge, lieutenant général au baillage du Gévaudan, pour M. le baillif, en tour, pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de St-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pognadoire et St-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent, M<sup>re</sup> M<sup>re</sup> Jean Boutin, juge et 1<sup>er</sup> consuls de la ville de Mende; sieurs Félix Mazaudier et Etienne Ambert 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> con-

suls de ladite ville, l'année dernière, et M<sup>re</sup> Pierre de Michel Du Roc, marquis de Brion et autres places, commissaire ordinaire desdits Etatz et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang ; et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Dallo, juge, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M, le baillif, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la Province, tenus à Montpellier le 3<sup>e</sup> février dernier, a dit que nosdits seigneurs luy ordonnent, par leurs dites commissions, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, ainsi qu'il a été consenti et résolu auxdits Etats, lesquels Sa Majesté veut être imposez, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime Mgr le comte d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes, et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenues au billet, sur ce signé. . . . ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre de la présente année, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant entr'autres choses permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députez aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieur lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif, en tour, est sorti de l'assemblée.

M. le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre, au greffier du diocèse, les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers Etat, la main levée à Dieu, et tous ensemble ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires présidant, pour le Roy, aux Etats généraux de la province tenus à Montpellier, le 3 février dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan, et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assemblerent demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province, que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent assister aux Etats de Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre, adressée à Mgr le Président, pour toute l'as-

semblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a toujours été observé dans ce pays pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ; sur quoy a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Sur quoy, le sieur Lafont, syndic et de Lhermet, greffier du diocèse, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans sa charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et M. le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du pays a dit, qu'il a été rendu deux jugements par nos seigneurs les commissaires du Roy et des Etats en date du 21 janvier 1750, dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse de l'année 1756, l'imposition des sommes dont

ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes; lesquelles reviennent en total à celle de 367 livres 17 sols 5 deniers; et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs, de la même année 1755, qui se portent en total à la somme de 1,702 livres 19 sols 1 denier; et, conformément auxdits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il en sera fait mention de ces debets ou de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne. Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore, que les récoltes de ce diocèse ont été considérablement endommagées pendant le cours de l'année dernière, par la rigueur de l'hiver, par la sécheresse, les grêles, les fréquents orages qu'on a essuyé pendant l'été et par les autres accidents du ciel: que ces dommages ont été vérifiés par ledit sieur syndic ou ses subrogés, conjointement avec MM. les subdélégués de M. l'Intendant ou leurs subrogés; qu'ils ont dressé, suivant l'usage, leurs procès-verbaux, qui ont été remis en double original aux bureaux de l'intendance et au greffe du diocèse; que plusieurs particuliers ont aussi souffert des dommages extraordinaires, soit par des incendies qui ont consumé leurs maisons et leurs effets, soit par des grêles ou des inondations qui ont totalement emporté leurs récoltes; que ces dommages particuliers ont été pareillement compris dans lesdits procès-verbaux; que Mgr l'évêque de Mende a

écrit à M. l'Intendant sur toutes ces pertes générales et particulières, et qu'il luy a fait connoître qu'elles métoient, un grand nombre d'habitants du pays, hors d'état d'acquitter les impositions de la présente année, s'il n'avoit égard à leur situation et s'il ne procuroit à ce diocèse tous les secours qui dépendroient de luy, dans la répartition de l'indemnité accordée par Sa Majesté à cette province ; que M. l'Intendant a marqué à Mgr l'évêque de Mende, par sa lettre du 26 février dernier, qu'il feroit participer, autant qu'il pourroit, le diocèse de Mende au fonds de l'indemnité que Sa Majesté a accordée ; qu'il vient d'en faire la répartition ; que quoique ce fonds soit moindre de 66,000 livres que celui de l'année dernière ; cependant le diocèse a été compris, dans cette répartition, pour la somme de 19,870 livres, dont 8,450 livres doivent être départies, par MM. les commissaires du diocèse, sur les villes, lieux et communautés qui en dépendent, et les 1,420 livres ont été appliquées aux particuliers dont les maisons et effets ont été incendiés ou dont les récoltes ont été totalement emportées, suivant la répartition particulière que M. l'Intendant en a faite et dont il a envoyé la note à Mgr l'évêque de Mende ; qu'il a rendu à ce sujet une ordonnance, le 3 du présent mois d'avril, en exécution de laquelle ledit sieur syndic requiert que l'assemblée renvoye à MM. les commissaires, qui s'assembleront demain pour la tenue de l'assiette, la répartition de ladite somme de 18,450 livres sur les villes, lieux et communautés du diocèse, pour y être par eux procédé conformément aux décisions de Sa Majesté, du 20 février 1755. Ce qui a été délibéré conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi que le dernier bail de la ferme de l'équivalent, qui devoit encore subsister pendant 3 années, ayant été résilié, les Etats l'ont renouvelé à leur dernière assemblée à une compagnie de la province, après avoir arrêté un nouveau règlement des articles sur lesquels l'exploitation de ce droit doit être faite ; que M. de Joubert a adressé audit sieur syndic un nombre suffisant d'exemplaires pour les distribuer dans les différentes communautés du diocèse, qu'il a été fait dans ce nouveau règlement des changements à l'ancien relativement aux décisions rendues le 6 mars et 30 novembre 1756, par nosseigneurs des Etats, sur les demandes formées par les fermiers dont le bail vient d'être résilié ; qu'ils y ont expliqué, à l'article 54, d'une manière très claire, leurs intentions au sujet des privilèges des villes, lieux et communautés de la province qui les ont conservés et qui en sont actuellement en possession ; que les Etats veulent qu'ils continuent à en jouir, en vertu de cette possession actuelle, et que par le seul motif de cette possession actuelle ils soient à l'abri de toute inquiétude ; que sur le fondement de cet article les habitants du Gévaudan, qui se sont constamment maintenus dans le privilège de pouvoir faire entr'eux, toute l'année et aussi souvent qu'ils le trouvent à propos, au nombre de quatre au plus, partage ou département de viande pour leur usage et consommation domestique, sans être sujets au droit d'équivalent ny tenus à autre chose qu'à faire déclarer au fermier, ou à ses préposés, la bête qu'ils veulent se partager avant de faire ledit département, doivent continuer à jouir dudit privilège, et qu'il paroitroit convenable d'avertir les consuls des différentes communautés du pays, par une lettre circulaire, que



ledit sieur syndic pourroit leur écrire de la part de l'assemblée, en leur envoyant un exemplaire du nouveau règlement; qu'au cas le nouveau fermier voulut donner atteinte audit privilège, ainsi que les anciens ont plusieurs fois tenté de le faire, pendant le cours de la durée de la durée de leur bail, en donnant avis sur le champ audit sieur syndic, pour en rendre compte à MM. les commissaires du diocèse, qui prendront, ainsi qu'ils l'ont fait contre les précédents fermiers, des mesures efficaces pour faire cesser le trouble et assurer, aux habitants du pays, la paisible jouissance de leurs privilèges, franchises et immunités; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, lecture faite de l'article 31 du règlement de l'équivalent, arrêté par nosseigneurs des Etats, le 29 décembre 1757, elle a unanimement délibéré de charger ledit sieur syndic, d'écrire une lettre circulaire aux maires et consuls des communautés du pays, pour leur recommander la plus grande attention à ce qu'il ne soit porté aucune atteinte, par le nouveau fermier, à la disposition de cet article ni au privilège dont les habitants du Gévaudan ont constamment joui, jusques à aujourd'hui, de pouvoir faire entreux, toute l'année et aussi souvent qu'ils le trouveront à propos, au nombre de quatre au plus, partage ou département de viande pour leur usage et consommation domestique, sans être sujets au droit d'équivalent, ny tenus à autre chose qu'à faire déclarer, au fermier ou à ses préposés, la bête qu'ils veulent se partager avant de faire ledit département; et qu'au cas le nouveau fermier troublat quelqu'un desdits habitants dans la jouissance dudit privilège, ils en donnent, sur le champ, avis audit sieur syndic, lequel en ren-

dra compte à MM. les commissaires du diocèse; que l'assemblée a priés de faire cesser le trouble et de se pourvoir à cet effet par tout ou besoin sera; approuvant d'avance toutes les démarches et les poursuites qu'ils feront à ce sujet.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il a été porté des plaintes à nos seigneurs des Etats généraux de la province, par la fabrique de Nîmes, du préjudice qu'elle recevoit des toiles peintes; que nos seigneurs des Etats généraux ont délibéré de faire des représentations au Conseil pour demander l'exécution des édiis, déclarations et arrêts qui prohibent le port et l'usage de ces toiles; que le Gévaudan a autant d'intérêt qu'aucun autre pays du Royaume à demander l'exécution des mêmes défenses; que les toiles peintes ont dans tous les temps fait un tort considérable à sa fabrique, dont les étoffes servent aux mêmes usages que ceux auxquels on emploie ces sortes de toiles; qu'on s'apperçoit depuis quelque temps que la demande et la consommation des petites étoffes, qui se fabriquent dans le Gévaudan, ont diminué; que ledit sieur syndic en a reçu différentes plaintes des marchands du pays, notamment de ceux de la présente ville de Marvejols où se fait la plus grande partie du commerce, qu'il n'est pas douteux qu'une des principales causes de la diminution de la fabrique du Gévaudan ce soit l'usage des toiles peintes, qui est devenu extrêmement commun par la quantité qu'en ont d'abord répandu dans certaines parties du Languedoc, des provinces voisines et autres du Royaume, les contrebandiers qui y venoient, ces dernières années, à force ouverte; et par celles que débitent journellement certains de ces contrebandiers qui s'y introduisent, à la vérité, en secret,

depuis que les chefs de leurs troupes ont été punis; mais qui ne laissent pas cependant d'en faire une consommation considérable; que cet objet paroît d'autant plus digne de l'attention de l'assemblée qu'elle sçoit que la plus grande partie du peuple du Gévaudan manqueroit de subsistance sans les ressources qu'il tire des petites étoffes qui sy fabriquent, et que ces ressources sont encore si médiocres, qu'elles fournissent à peine à ses besoins les plus pressants; que par conséquent toute diminution à la fabrique du Gévaudan, ne peut que réduire à la mendicité la plupart des artisans de ce pays, ainsi qu'on l'a éprouvé et qu'on l'éprouve journellement; que dans ces circonstances, il paroîtroit convenable de joindre ses représentations à celles de la fabrique de Nîmes, pour demander l'exécution des défenses portées contre l'usage des toiles peintes; et, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy, l'assemblée pleinement instruite de tout ce qui vient d'être exposé par ledit sieur syndic, et sentant toute la nécessité de remédier promptement au préjudice que la fabrique de Gévaudan reçoit de l'usage des toiles peintes, a unanimement délibéré, pour la conservation de cette fabrique si nécessaire à la subsistance d'un peuple très misérable, de solliciter, partout où besoin sera, l'exécution des défenses cy devant faites au sujet des toiles peintes; auquel effet elle a chargé ledit sieur syndic, de faire à cet égard toutes les démarches et les instances nécessaires et d'écrire dès à présent à MM. les députés des Etats généraux à la Cour pour leur envoyer une expédition de la présente délibération et les supplier de joindre, auprès de Sa Majesté et de son Conseil, les plaintes du pays à celles des autres parties de la

province, dont les fabriques souffrent de l'usage des toiles peintes.

Le syndic du pays a dit, qu'en conséquence de la délibération prise par l'assemblée, le 24 mars 1757, MM. les commissaires du diocèse ont fait les plus fortes instances auprès de nosseigneurs des Etats généraux pour faire diminuer la portion de l'abonnement des deux vingtièmes rejetée sur l'industrie, qu'ils ont tâché de leur faire connoître à quoy cet objet devoit être réduit; que Mgr l'évêque de Mende a adressé des mémoires là-dessus à Mgr l'archevêque de Narbonne, à MM. les syndics généraux et à plusieurs membres des Etats; que la multiplicité des plaintes qui ont été portées des différens diocèses de la province, qui ont tous prétendu être surchargés dans cette nature d'imposition, n'ont permis d'avoir d'autre égard aux représentations du Gévaudan, que celui qu'on a eu à celles des autres diocèses. En conséquence desquelles les Etats ont délibéré, le 24 janvier 1758, que le contingent de l'industrie sur le général de la province réglé provisoirement, l'année dernière à 400,000 livres, seroit diminué, tant pour le passé que pour l'avenir, de 60,000 livres et fixé définitivement à la somme de 340,000 livres. De laquelle diminution, à l'égard de l'année 1757, il seroit fait une répartition, au sol la livre, sur les diocèses de la province, pour être la portion de chacun appliquée, par MM. les commissaires du diocèse, aux articles qu'ils jugeroient avoir été trop chargés; que cette répartition a été faite et que le diocèse de Mende y a été compris pour une somme de 2,126 livres 17 sols; que le contingent de l'industrie pour ce diocèse, la présente année 1758, a été pareille-

ment fixé, et que par la diminution de 60,000 livres, faite sur le général de la province, ce contingent se trouve réduit à 15,357 livres; qu'il doit être ajouté à cette somme : 1<sup>o</sup> les taxations de M. le trésorier de la Bourse, à raison de 2 deniers pour livre; 2<sup>o</sup> un demy pour cent pour remplacer les non-valeurs; 3<sup>o</sup> l'honoraire de MM. les commissaires, sur le pied qui est réglé à leur égard pour la capitation; 4<sup>o</sup> les frais des confectuations des rôles; 5<sup>o</sup> les taxations des collecteurs et du receveur; que ces différents objets porteroient l'imposition à une somme d'environ 17,000 livres, et que cette imposition excéderoit ce que le diocèse a réellement payé l'année dernière pour son industrie, attendu la restitution qui lui fut accordée du quartier d'octobre, du premier vingtième et le vuide qu'on fut obligé de laisser sur la totalité de l'imposition par l'impossibilité où l'on se trouva de la placer en entier, quoique tous les contribuables eussent été surchargés et que ces surcharges ayent donné lieu à une infinité de plaintes; que pour ne pas continuer, cette année, à accabler les redevables, et afin de diminuer le poids excessif de cette imposition, MM. les commissaires du diocèse, qui pour la plupart sont icy présents, s'étant assemblés pour travailler à la répartition, ont cru qu'il étoit à propos d'employer, en moins imposé général, la somme de 2,126 livres 17 sols accordée sur les fonds de l'industrie de l'année dernière, il leur a paru qu'on ne s'éloignoit pas, en cela, de l'intention de nosseigneurs des Etats attendu que toutes les communautés du diocèse, qui ont été comprises, l'année dernière, à cette imposition, ont été également surchargées; que ce moins imposé réduiroit la somme totale qu'ils auroient à répartir à environ 15,000 livres. MM. les commissaires ont en

même temps fait attention que la somme de 2,126 livres 7 sols qui revient de l'imposition de l'année dernière, ne doit être payée qu'une seule fois ; que ce moins imposé n'aura pas par conséquent lieu l'année prochaine, et que si le contingent de l'industrie sur ce diocèse demeure fixé sur le même pied, l'on aura à répartir annuellement une somme d'environ 17,000 livres ; de sorte que l'on se trouvera dans les mêmes embarras où l'on fut l'année dernière ; que MM. les commissaires ont chargé ledit syndic de faire part de ces réflexions à l'assemblée, afin que si elle le trouve à propos, elle les autorise à faire des nouvelles instances auprès de nosseigneurs des Etats généraux, pour en obtenir une diminution plus considérable sur le contingent de l'industrie de ce diocèse, et les supplier de réduire cet objet à sa véritable valeur.

Ledit sieur syndic a ajouté que, par la délibération que nosseigneurs des Etats généraux prirent le 5 novembre 1756, ils déterminèrent de faire supporter, sur le prix de l'abonnement des deux vingtièmes, une somme de 350,000 livres, aux maisons situées dans les villes ; qu'en conséquence, il fut dressé et arrêté des rolles pour différentes villes de la province ; qu'il y eut trois lieux de ce diocèse, sçavoir : Mende, Maruejols et Florac, qui furent compris dans cette imposition ; que bien loin qu'elle ait rendu la somme fixée par les Etats, il s'y est trouvé un vuide considérable, et que pour remplacer ce vuide, il a été délibéré d'ajouter d'autres lieux à ceux qui furent employés dans cette taxe, l'année dernière, et d'y faire entrer non-seulement les villes mais encore les bourgs de la province ; qu'il a été dressé et arrêté un état de ces différents lieux pour chaque diocèse ; que

l'on proposa d'abord, pour ce qui concerne le diocèse de Mende, d'y comprendre ceux d'Ispagnac, Sainte-Enimie, Saint-Alban, La Canourgue, Saint-Germain-de-Calberte, Saint-Etienne-de-Valfrancisque, Langogne, Saint-Chély, Saugues et Le Malzieu ; que sur l'avis qui en fut donné à M. le grand vicaire de Mende et audit sieur syndic ils dressèrent un mémoire pour représenter que ces lieux ne doivent point être assujettis à l'imposition dont il s'agit, que la plupart d'entr'eux n'étoient que des villages dont les maisons couvertes de chaume ou de paille n'avoient ny valeur ny produit, et qu'il n'y avoit pas plus de raison de les comprendre dans cette taxe, que les autres lieux de la campagne ; que ces représentations, qui étoient fondées sur des faits connus de plusieurs membres des Etats, firent retrancher de la note qui avoit été dressée des lieux d'Ispanhac, Ste-Enimie, St-Alban, St-Germain et St-Etienne ; que n'ayant pas été possible de faire supprimer aucun des autres, il n'a du moins été rien négligé pour faire bien connoître le petit nombre et la qualité de leurs habitants, afin que l'on proportionnât la taxe qui sera rejetée sur ces lieux, au peu de valeur des maisons qui les composent ; qu'il vient d'être fait, à Montpellier, des projets de rôle pour ces différents lieux ; que M. de Joubert, syndic général de la province, les a adressés audit sieur scindic, et qu'il luy marque de les communiquer aux consuls et administrateurs desdits lieux, de se faire donner un état des particuliers qui y possèdent des maisons, avec l'évaluation du véritable produit de chacune en particulier ; d'ajouter à ces projets de rôle les articles qui pourroient y avoir été omis ; d'augmenter même les cotités de ceux qui, par les renseignements qui auront été pris, se trou-

veront n'avoir pas été portés à leur véritable valeur ; de diminuer au contraire celles qui se trouveront trop fortes, et d'ajouter enfin au nom des particuliers, dont les côtes sont restées en blanc, faute d'avoir pu connoître le produit de leurs maisons, le revenu qu'ils en retirent, ou celui qu'elles donneroient si elles étoient louées ; de communiquer ensuite le tout à MM. les commissaires du diocèse, et de le lui renvoyer avec leur avis.

Sur quoy, ledit sieur syndic a observé que, pour remplir les différents objets contenus dans la lettre de M. de Joubert, il pourroit proposer à MM. les maires, consuls et administrateurs des lieux de Langogne, Saint-Chély, Saugues, Le Malzieu et La Canourgue, en leur envoyant les projets des rôles formés à Montpellier, d'en user comme l'on a fait à Mende, au cas qu'ils trouvent, dans ces projets de rôle, des doubles emplois, des omissions et des surcharges, c'est-à-dire que MM. les consuls et administrateurs de ces communautés pourroient d'abord dresser un état des particuliers qui y possèdent des maisons, distribuer ces maisons par classes, déterminer ce que chacune d'elles pourroit produire sur le prix du loyer de celles d'une même classe qui se trouveront louées, déduire ensuite de ce produit les charges, et enfin liquider le revenu net qu'on pourroit en retirer ; que cette liquidation faite, l'on dresseroit un projet de rôle, dans lequel on taxeroit chaque propriétaire de maison sur le pied du vingtième et demi de ce revenu net, auquel on ajouteroit, par un seul article, les deux sols pour livre ; que MM. les consuls pourroient ensuite adresser, audit sieur syndic, ce projet de rôle avec les notes contenant les différentes opérations préliminaires dont on vient de parler ; que ledit sieur syndic mettroit



le tout sous les yeux de MM. les commissaires du diocèse qui, après l'avoir examiné et avoir pris les renseignements qui leur paroistroient nécessaires, donneroient leur avis, lequel seroit envoyé, avec le projet de rôle, à M. le syndic général de la province, pour y faire statuer par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats ; que si l'assemblée le trouve à propos, ledit sieur syndic écrira à MM. les maires, consuls et administrateurs de Langogne, Saint-Chély, Saugues, Le Malzieu et La Canourgue, pour leur proposer cet arrangement et les prier de les suivre.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il a été porté des plaintes à nosseigneurs des Etats généraux sur le peu d'exactitude des possesseurs des biens nobles, à faire les déclarations, et les remettre au greffe de la province ; qu'en conséquence, il a été délibéré de leur faire supporter, en augmentation des cotes qu'ils ont payé l'année dernière, le montant des ordonnances de décharge ou modération déjà rendus en faveur de ceux qui ont fourni leurs déclarations et de celles qui le seront à l'avenir, en continuant à répartir, sur les biens non déclarés, la somme qui manquera pour parfaire celle de 300,000 livres, à laquelle a été réglé le contingent provisoire de ces biens. La même délibération charge de plus fort MM. les commissaires du diocèse de s'occuper essentiellement de la recherche, vérification et estimation des revenus des biens de cette qualité, et d'envoyer, aux syndics généraux, tous les renseignements qu'ils pourront prendre économiquement, par telles voyes qu'ils jugeront à propos, pour s'en assurer, tant à l'égard des biens déclarés et compris dans la procédure de 1711, que des autres qui auroient été omis et non déclarés.

Sur quoy, ledit sieur syndic a observé que MM. les commissaires du diocèse de Mende, n'ont cessé de s'occuper, depuis l'année dernière, des moyens de découvrir tous les biens nobles qui sont scitués dans le Gévaudan, et de s'assurer de leurs revenus ; que lorsqu'ils se sont transportés, l'année dernière, dans toutes les communautés pour y faire la répartition de la capitation, ils ont séjourné, pendant plusieurs jours, dans chaque communauté, pris tous les éclaircissements qu'ils ont pu se procurer, tant sur le revenu des biens compris dans la procédure de 1741, que de ceux qui pouvoient avoir été omis dans cette procédure ; qu'ils ont encore fait et fait faire une infinité d'autres recherches particulières ; que relativement aux connaissances qu'ils ont prises, ils ont donné leur avis sur les biens nobles qui ont été déclarés pendant le cours de l'année dernière, plusieurs possesseurs de ces biens s'étant mis en règle et ayant fourny leur déclaration ; qu'en résumant les différents objets, dont ledit sieur syndic vient de rendre compte à l'assemblée, il croit devoir lui proposer de délibérer : 1<sup>o</sup> que, conformément à l'avis de MM. les commissaires du diocèse, la somme de 2,426 livres 17 sols, accordée sur les fonds de l'industrie de l'année dernière, sera employée, celle-cy, en moins imposé, sur la totalité de l'imposition ; 2<sup>o</sup> que quoique le contingent de ce diocèse, pour les deux vingtièmes de l'industrie, ait été modéré à la somme de 13,257 livres ; cette somme est encore au-dessus de celle que ce pays doit supporter, et qu'il est à propos de charger MM. les commissaires ordinaires, de faire auprès de nosseigneurs des Etats généraux de la province, à leur prochaine assemblée, les plus fortes instances pour faire réduire cette imposition à sa véri-

table valeur ; 3<sup>o</sup> de charger ledit sieur syndic d'envoyer en diligence à MM. les maires, consuls et administrateurs des lieux de Langogne, Saint-Chély, Saugues, Le Malzieu et La Canourgue, les projets des rôles du vingtième et demy sur le revenu des maisons qui luy ont été adressés par M. de Joubert ; et au cas qu'ils trouvent que lesdits projets renferment des surcharges, des doubles emplois ou qu'il y ait des omissions, de dresser eux-mêmes un projet de rôle et de suivre, pour y parvenir, la même méthode dont on a fait un usage à Mende et dont ledit sieur syndic leur donnera connoissance ; de se faire remettre ce projet de rôle avec les notes qui auront servi à le dresser ; le communiquer à MM. les commissaires du diocèse et l'envoyer avec leur avis à MM. les syndics généraux pour y être statué définitivement par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats ; 4<sup>o</sup> de charger encore ledit sieur syndic de donner connoissance dans toutes les communautés, par une lettre circulaire, de la délibération prise par nosseigneurs des Etats au sujet des possesseurs des biens et droits nobles, qui n'ont point fourni leur déclaration, et de recommander aux consuls d'exhorter ceux de leur communauté, qui se trouvent dans le cas, de remettre incessamment lesdites déclarations, avec les pièces servant à justifier le revenu des biens déclarés, au greffe de la province ou à celui du diocèse ; comme aussi de prier MM. les commissaires ordinaires, pendant l'année, de continuer à prendre, sur cette nature de biens, tous les renseignements qu'ils pourront se procurer, et de faire part à MM. les syndics généraux de la province, de toutes les connoissances qu'ils auront acquises, tant sur le revenu des biens compris à la procédure de 1711, que sur celui de ceux qui

pourroient avoir été omis dans cette procédure. Ce qui a été délibéré conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit que l'assemblée est instruite de la suppression du sel de Sijean et de Peyriac et qu'on distribue, depuis environ deux mois, de celui de Peccais, dans tous les greniers du Gévaudan ; qu'il fut rendu compte aux Etats tenus à Mende, l'année dernière, de tout ce qui avoit été fait pour le rétablissement de ce sel et des dispositions ou paroisoient être les fermiers généraux de consentir que l'usage en fut rendu au pays, moyennant une augmentation du prix auquel il est vendu dans les diocèses voisins et que l'on pourvut aux réparations nécessaires du chemin, depuis le haut de la cote de St-Jean-de-Gardonenque à Mende et à Marvejols, afin que les sels pussent être transportés, par des voitures roulantes, aux chambres établies dans ces deux villes. L'assemblée fut en même temps informée que MM. les commissaires du diocèse avoient fait assurer les fermiers généraux que le pays seroit très porté à entrer dans ces réparations, et qu'il avoit déjà été déterminé différents ouvrages sur cette route, pour n'être cependant exécutés qu'après que le sel de Peccais auroit été rendu au Gévaudan et que l'on auroit lieu d'espérer que la cote de St-Jean-de-Gardonenque, située dans le diocèse d'Alais, seroit réparée et praticable aux voitures roulantes, attendu que le travail qu'on feroit dans le diocèse de Mende seroit inutile si cette cote demouroit dans son état actuel ; que l'assemblée délibéra, le 21 mars 1757,

de consentir à une augmentation sur le prix du sel, pourvu qu'elle fut modique ; d'approuver les ouvrages déterminés ou ceux qui pourroient l'être dans la suite par MM. les commissaires, sur la route de Mende et Marvejols, au bas Languedoc, passant par St-Jean-de-Gardon-enque, et de leur renvoyer le soin d'y pourvoir, autant toutefois, qu'il y auroit lieu d'espérer que d'un côté, l'usage du sel de Peccais seroit dans peu rétabli dans le Gévaudan ; que de l'autre, la côte de St-Jean-de-Gardon-enque seroit rendue praticable aux voitures, et qu'il leur seroit donné, sur ces deux objets, des assurances suffisantes, que Mgr l'évêque de Mende fit donner connaissance de cette délibération aux fermiers généraux ; que, pour les engager à se relacher sur l'augmentation qu'ils demandoient sur le prix du sel de Peccais, on leur fit envisager tous les avantages qu'ils pourroient retirer pour la voiture des sels dans le Gévaudan, ou pour leur traite en Auvergne ; des facilités que le pays était disposé à leur donner ; que Mgr l'évêque renouvela ses instances auprès des ministres, et engagea M. de Joubert, qui avoit déjà plusieurs fois travaillé, soit à Paris soit en province, pour le succès de cette importante affaire, à employer tous ses soins pour la conduire à sa conclusion ; que M. de Joubert l'a suivie avec sa sagesse et son zèle ordinaires pour tout ce qui peut intéresser le bien public et celui de ce diocèse en particulier ; qu'après bien des mouvements, il est parvenu à faire rendre, de concert avec MM. les fermiers généraux, un arrêt au Conseil, qui permet de fournir les chambres de Mende, Marvejols, Langogne et Nasbinals, en sel de Peccais au lieu de celui de Sijean et Peyriac, moyennant une augmentation de 50 sols seulement sur la voiture, au lieu de

celle portée par les arrêts du Conseil des 29 août 1713, 10 juillet 1714, 2 avril 1715, 15 may 1722 et 9 may 1724, auxquels Sa Majesté a dérogé par le nouvel arrêt qui a été revêtu de lettres patentes et enregistré à la Cour des Aydes de Montpellier ; que lorsque Mgr l'évêque de Mende et MM. les commissaires furent informés qu'il avoit été rendu, ils se déterminèrent à adjudger deux ouvrages importants sur la route dont il s'agit, sçavoir : la construction de la côte du Pompidour à la camp de l'Hospitalet, au prix de 8,100 livres et de celle de Chananac, au cause de Sauveterre, au prix de 9,700 livres, auxquels ouvrages les entrepreneurs travaillent depuis l'année dernière, et il y a lieu d'espérer qu'ils seront perfectionnés dans le courant de celle cy ; que MM. les commissaires se portèrent d'autant plus volontiers à faire ces adjudications, qu'il leur fut donné des assurances positives, qu'il seroit pourvu aux réparations de la côte de St-Jean-de-Gardonenque ; que ces assurances ont été depuis ce temps-là fréquemment réitérées et qu'il y a tout lieu de croire qu'il sera incessamment travaillé à cet ouvrage ; qu'il en reste encore plusieurs à exécuter sur cette route, dans la partie qui concerne le diocèse de Mende, pour remplir les objets proposés de la part des fermiers généraux et approuvés par l'assemblée, dans sa délibération du 21 mars 1757 ; et ledit sieur syndic la requise de délibérer, tant au sujet de l'augmentation de 30 sols par minot, ordonnée par l'arrêt du Conseil, portant rétablissement du sel de Peccais dans le Gévaudan, que sur les ouvrages qui ont été adjudgés sur la route de St-Jean-de-Gardonenque à Mende et à Marvejols, et sur ceux qui pourront y être jugés encore nécessaires pour la rendre praticable aux voiturees roulantes.

Surquoy, l'assemblée, après avoir fait faire la lecture dudit arrêt et lettres patentes, a prié M. le Président de porter des remerciements à Mgr l'évêque de Mende, des bontés qu'il accorde à son diocèse et des longs et pénibles soins qu'il a bien voulu se donner pour luy faire rendre le sel de Peccais, et de le supplier de continuer, à ce pays, sa protection et son crédit. Elle a ensuite délibéré que, quoique l'augmentation de 30 sols par minot de sel soit onéreuse à un peuple aussi misérable que celui du Gévaudan, elle consent néanmoins à ladite augmentation, par les avantages que ce païs a lieu de se promettre de l'usage du sel de Peccais, comme aussi elle a délibéré d'approuver les adjudications faites par MM. les commissaires du diocèse pour les constructions des côtes du Pompidou à Lespitalet, et de Chanac au causse de Sauveterre; d'autoriser lesdits sieurs commissaires à déterminer les autres ouvrages qui leur paroîtront nécessaires sur cette route, pourvu toutefois qu'il y ait lieu d'espérer que la cote de Saint Jean-de-Gardonnenque sera rendue dans peu praticable aux voitures roulantes.

Après quoy le *Te Deum* a été récité.

Fait, clos et arrêté à Maruejols, le dix septième avril mil sept cent cinquante huit.

Signé : JAUFROY, vicaire général, Président.

---

4759

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions contenant le montant des sommes à imposer.  
— Remise des procurations des députés. — Prestation*

*du serment. — Vote des impositions. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du diocèse. — Debets et reliquats des comptes des collecteurs. — Vingtième des biens nobles. — Mesures prises pour dissiper plusieurs bandes de voleurs. — Plaintes contre les huissiers, sergents et gens d'affaires. — Ponts et chaussées, travaux proposés ou exécutés. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens cinquante neuf, et le lundy vingtième jour du mois de may. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoquez par ordre du Roy en la ville de Mende, sont venus à la salle du palais épiscopal, où Mgr l'illustrissime et reverendissime Sgr Mgr Gabriel-Florent de Choiseul-Beaupré, évêque, seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan, conseiller du Roy en tous ses conseils, Président-né des Etats et assiette dudit pays, les attendoit, étant accompagné de M<sup>re</sup> Etienne Jaufroy, prêtre, chanoine, archidiacre de l'église cathédrale de Mende, et vicaire général de Mgr l'évêque et de MM. les commissaires ordinaires, et tous ensemble sont allés à l'église cathédrale dudit Mende, pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle étant revenus audit palais épiscopal, dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, ils ont pris chacun leur place, scavoir : Mgr le Président, sur un fauteuil placé sur une stalle élevée, au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, M. Jerphanion, syndic du pays du Velay, commissaire principal desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> M<sup>re</sup> Jean Barrandon, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif, en tour pour Mgr l'évêque



de Mende, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Claude Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de St-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pugnadoire et St-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent ; M<sup>re</sup> Jean Chevalier, sieur de Courbière, ancien capitaine d'infanterie, chevalier de l'ordre militaire de saint Louis ; sieurs Louis Montet et Jean-Antoine Martin, 1<sup>re</sup> 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, l'année dernière, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, et M<sup>re</sup> Pierre de Michel Du Roc, marquis de Brion et autres places, maire de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang ; et sur le banc dudit sieur baillif ; MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ; et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Barrandon, juge, lieutenant général au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif, ayant en main les commissions de nos seigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 5 mars dernier, luy ordonnent, par leurs dites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsy qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats ; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour

fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le Royaume, aussy bien que pour les appointements de Son Altesse sérénissime Mgr le prince d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenues au billet, sur ce envoyé, ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant entr'autres choses permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Marvejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieurs commissaire principal et lieutenant général au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif sont sortis de l'assemblée.

M. le président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'Eglise, la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 5 mars dernier, seront imposés, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir; que cet usage a été toujours observé dans ce pays pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques uns ont omis d'écrire lesdites lettres; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'advenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Surquoy, le sieur Lafont, syndic et le sieur de Lhermet, greffier du diocèse, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la

charge de sindic et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler les sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le sindic du pays a dit qu'il a été rendu trois jugements par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, en date du 3 mars 1759, dont le premier ordonne l'imposition de la somme de 17 livres 19 sols 1 denier, en faveur d'Etienne Badaroux, collecteur de la communauté de Saint-Germain-du-Teil, l'année 1751, et de celle de 47 livres 10 sols 6 deniers en faveur de Pierre Larguier, collecteur de la communauté de Saint-Germain-de-Calberte, l'année 1756, dont ils furent déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes. L'autre ordonne pareillement, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse de l'année 1757, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes ; lesquelles reviennent en total à celle de 164 livres 18 sols 6 deniers ; et le troisième, veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs de la même année 1757, qui se portent en total à la somme de 2,935 livres 7 sols 9 deniers, et, conformément auxdits jugements, ledit sieur sindic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces débets ou de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année ; et qu'il y sera marqué, par un article

particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacun comme la concerne.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été fait des plaintes aux derniers Etats généraux de la province sur le petit nombre de déclarations remises par les propriétaires des biens et droits nobles de différents diocèses, et qu'il a été délibéré de prier MM. les commissaires de faire toutes les diligences nécessaires pour que ceux qui n'ont point encore fourni leurs déclarations se mettent en règle ; que pour les y obliger, les Etats ont délibéré d'augmenter d'un dixième les taxes pour lesquelles ils étoient compris dans les rôles de l'année dernière ; qu'il a été remis nombre de déclarations par les propriétaires des biens nobles du diocèse de Mende, qui ont été examinées par MM. les commissaires et les taxes réglées conformément à leur avis ; qu'il y a encore cependant plusieurs particuliers qui n'ont pas fourni les leurs et qu'il convient qu'ils le fassent incessamment. Ledit sieur syndic a ajouté qu'il a reçu une lettre de M. de Joubert, syndic général de la province, dans laquelle il l'informe que, suivant les décisions qui ont été rendues, les rentes à locaterie perpétuelle sont sujettes à contribuer aux deux vingtièmes dans les rôles arrêtés par MM. les commissaires de l'abonnement ; que les particuliers qui payent ces rentes ne peuvent faire la retenue des deux vingtièmes sur ceux qui en sont les propriétaires ; mais que ceux qui doivent les déclarer dans la même forme que sont conçues les déclarations de ceux qui possèdent des biens et droits nobles ; que mondit sieur de Joubert

marque audit sieur syndic de prendre les renseignements convenables pour découvrir les possesseurs de ces sortes de rentes dans le diocèse de Mende et de luy en envoyer un état qui contienne leur nom et la somme à laquelle leurs rentes reviennent ; que pour remplir ces différents objets, ledit sieur syndic écrira, si l'assemblée le trouve à propos, une lettre circulaire aux consuls des différentes communautés du diocèse, dans laquelle il leur marquera : 1° d'avertir les propriétaires des biens et droits nobles, qui n'ont point encore fourny leurs déclarations desdits biens, de ne plus différer à la remettre ; 2° de faire des recherches sur les rentes à locaterie perpétuelle qu'il peut y avoir dans leur communauté ; de tâcher d'en découvrir les différents possesseurs et d'en envoyer, audit sieur syndic, un état qui contienne leur nom et le montant de rentes que chacun possède, pour être par luy adressé à M. le syndic général de la province, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement délibéré de charger ledit sieur syndic d'écrire une lettre circulaire aux consuls des communautés du diocèse, dans laquelle il leur marquera : 1° d'avertir les propriétaires des biens et droits nobles, qui n'ont point encore fourni leurs déclarations desdits biens, de ne plus différer à les remettre ; 2° de faire des recherches sur les rentes à locaterie perpétuelle, qu'il peut y avoir dans leur communauté ; de tâcher d'en découvrir les différents possesseurs et d'en envoyer, audit sieur syndic, un état qui contienne leur nom et le montant des rentes que chacun possède, pour être par luy adressé à M. le syndic général de la province.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il règne depuis quel-

que temps des désordres de toute espèce dans le Gévaudan, qui troublent la seureté publique et y mettent journellement en danger la vie et la fortune des habitants ; qu'il s'y est formé, ces dernières années, des bandes de voleurs redoutables ; que, sur les plaintes qui en furent portées à MM. les commissaires, ils en firent informer MM. les officiers de la maréchaussée du Gévaudan, ayant leur résidence au Puy, qui firent arrêter plusieurs de ces brigands et obtinrent différents arrêts d'attribution au Conseil ; qu'en vertu de ces arrêts il'a été fait diverses procédures ; que les voleurs ont été arrêtés et ont été punis ; que plusieurs de leurs complices ont été condamnés par contumace a différentes peines et se sont éloignés du pays ; que l'on est parvenu à dissiper deux bandes de ces brigands, dont l'une s'étoit établie du côté des Laubies et l'autre à La Villedieu, d'où elle s'étendoit sur les paroisses voisines ; qu'il en reste encore plusieurs autres, notamment une qui s'est rendue la plus redoutable par le nombre et la qualité des personnes qui la composent, et par l'étendue du pays où elle s'est répandue ; qu'elle tient depuis Saint-Flour, Saint-Chély, Chaudesaigues et la montagne d'Aubrac, jusques dans l'Albigeois, s'étendant dans le Rouergue et dans les Cévennes du côté du Vigan ; que l'un des chefs de ces brigands fut arrêté au mois de juillet de l'année dernière ; qu'il fut conduit au Puy ; qu'il fut rendu un arrêt au Conseil, qui attribua la connoissance de ses crimes et de ceux de ses complices à M. de Vertaure, assesseur de la maréchaussée pour les juger en dernier ressort avec le sénéchal du Puy ; que pendant que M. de Vertaure instruisoit son procès, il trouva le moyen d'échapper des prisons ; qu'après son évasion il rassem-

bla, avec un de ses frères, ses anciens camarades, et forma une troupe nombreuse de voleurs qui, pendant tout l'hiver, ont commis bien des crimes, arrêté et volé sur le grand chemin plusieurs personnes et répandu l'alarme dans tout le pays ; qu'ils s'en éloignèrent au mois d'avril dernier, furent au Vigan et dans le Rouergue ; que du Rouergue, ils furent le 23 du même mois au Cambon du Temple, près d'Alby, chez M. Blanc, curé de cette paroisse, pour le voler et l'assassiner ; qu'ils attachèrent d'abord son valet, poignardèrent et étranglèrent sa servante, et luy tirèrent à luy-même, dans le temps qu'il fuyoit, un coup de pistolet, dont il fut blessé à la tête ; qu'ils revinrent ensuite par le Rouergue ; et, après avoir passé du côté de Rodez, ils rentrèrent, les premiers jours de may, dans le Gévaudan, par la montagne d'Aubrac ; qu'ils furent sur différentes paroisses chez des cabaretiers, des regrettiers du sel et des débitants de tabac de la campagne, se qualifiant tantôt de fermiers de l'équivalent, tantôt de commissaires des fermes du Roy ; rançonnant ces pauvres gens, sous prétexte qu'ils faisoient faux poids et fausse mesure ; et, l'un d'eux ayant refusé de leur payer l'amende à laquelle ils l'avoient condamné, ils le traînèrent à deux lieues de sa maison, luy enlevèrent l'argent qu'il avoit sur luy et l'attachèrent à un arbre dans un bois, d'où il fut retiré par quelques personnes qui passaient dans le voisinage et qui accoururent aux cris qu'il pousoit pour sa délivrance ; que le sieur Charpentier, receveur de la chambre à sel de Nasbinals, ayant été informé des exactions et des violences de ces brigands, mit sur leurs voyes quelques employés des fermes qui, après les avoir suivis pendant deux jours, joignirent à Chanac le chef de cette troupe, son



frère, et un soldat du régiment d'Haynault, les arrêterent et les conduisirent aux prisons de Maruejols ; que la maréchaussée fut les chercher et les traduisit dans celle de Mende, où ils sont gardés à vue ; que sur l'avis qui a été donné de leur arrestation à M. de Vertaure, assesseur de la maréchaussée au Puy, il a repris la procédure qu'il avoit déjà commencée contre eux, l'année dernière ; que les cavaliers de la maréchaussée ont donné, par ses ordres, des assignations à différents témoins qui se sont rendus au Puy, pour aller déposer devant luy et qu'il fait espérer qu'il en fera bonne et prompte justice ; que ces brigandages ne sont pas les seuls crimes qui se commettent dans le Gévaudan ; qu'il en est d'autres qui y troublent journellement le repos public ; qu'il y a plusieurs gens d'affaires, huissiers ou sergents qui prévariquent dans leurs fonctions et commettent des faussetés, qui ruinent ou mettent en danger la fortune des particuliers ; que l'on ne seroit point exposé à tous ces crimes, si l'on sévissoit contre les auteurs, et qu'il ne s'y multiplient que parce que ceux qui les commettent sont assurés de l'impunité ; qu'il paroît bien important de chercher des remèdes à un mal qui n'a déjà fait que trop de progrès ; de faire connoître aux chefs de la justice les différents désordres qui règnent dans le Gévaudan, les principales causes auxquelles on peut les attribuer, et les moyens qui paroitraient les plus efficaces pour les faire cesser et rétablir et maintenir la sûreté publique ; que MM. les commissaires du diocèse ont chargé ledit sieur syndic, de dresser un mémoire relatif à ces différents objets, pour le présenter à l'assemblée ; que si après en avoir entendu la lecture, elle approuve les moyens qui y sont proposés, il paroît convenable d'au-

toriser MM. les commissaires du diocèse à porter leurs plaintes, aux chefs de la justice, des troubles que causent, dans le Gévaudan, les brigands et les faussaires et à solliciter le succès des arrangements qu'on indique pour y remédier ; et, après avoir fait la lecture dudit mémoire, a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, l'assemblée ayant entendu la lecture dudit mémoire, en a approuvé tout le contenu, a autorisé MM. les commissaires du diocèse à porter leurs plaintes, aux chefs de la justice, contre les brigands et les faussaires qui infectent le Gévaudan, à les solliciter de faire cesser le trouble que les uns et les autres y causent, et à adopter les moyens indiqués dans ledit mémoire, attendu qu'ils paroissent les plus efficaces pour remédier à des désordres qui jettent les habitants du pays dans des allarmes continuelles ; et, Mgr le Président, a été supplié de vouloir bien appuyer de son crédit les démarches qui pourront être faites par MM. les commissaires du diocèse, pour remplir un objet aussi important.

#### De relevée.

Ledit sieur syndic a dit qu'en conséquence des délibérations prises par l'assemblée, MM. les commissaires du diocèse ne cessent de s'occuper du projet de rendre praticable, aux voitures roulantes, la route du bas Languedoc en Auvergne par Mende et Marvejols ; qu'il a été construit, pendant le cours de l'année dernière, trois cotes : l'une au Pompidou, l'autre à Chanac et la troisième au Choizal ; que MM. les commissaires, en conséquence du pouvoir à eux donné par l'assemblée, ont déterminé de nouveaux ouvrages pour être exécutés pendant le cours de cette année, qui consistent à la cons-

truction de la côte de Chaldecoste à la sortie de Mende et à celle de Palhers, près Maruejols; que la côte du Malzieu, sur la route de cette ville à St-Chély, est entièrement dégradée; que le terrain sur lequel elle était placée a été emportée en bien des endroits; et qu'étant, nécessaire de rétablir cette côte, MM. les commissaires ont aussi délibéré de la faire construire à neuf; que le syndic du pays, en conséquence du pouvoir à lui donné de poursuivre, pendant la tenue des derniers Etats généraux de la province, leur consentement et la permission de MM. les commissaires du Roy pour l'exécution de ces différents ouvrages, et que dez qu'on aura reçu l'arrêt d'autorisation, l'on procédera à leur adjudication. Ledit sieur syndic a ajouté qu'il a été fait plusieurs démarches pendant le cours de l'année dernière et de celle-cy pour obtenir de Sa Majesté les fonds nécessaires pour la construction de la côte de St-Jean-de-Gardonenne au diocèse d'Alais; que Mgr l'évêque de Mende en a écrit plusieurs fois à Mgr l'archevêque de Narbonne pendant son séjour à Paris; qu'il s'est donné de grands mouvements auprès du ministre; qu'il n'a point encore été pris des résolutions définitives; mais que le ministre a cependant rendu des réponses favorables, et qu'il y a lieu d'espérer que Sa Majesté entrera dans cette dépense, et que cette affaire pourra être décidée dans le courant de cette année; qu'il y auroit encore d'autres ouvrages à déterminer sur la route dont il s'agit, surtout si, comme il y a lieu de s'en flatter, la côte de St-Jean-de-Gardonenne est construite à neuf; ledit sieur syndic a requis l'assemblée d'approuver les trois ouvrages délibérés par MM. les commissaires du diocèse, et tout ce qui a été fait en conséquence; comme aussi de leur donner pou-

voir de déterminer ceux qui seront encore jugés nécessaires sur la route du bas Languedoc en Auvergne, pourvu toutefois qu'il y ait lieu de se promettre que la côte de St-Jean-de-Gardonenque sera rendue, dans peu, praticable aux voitures roulantes.

Ce qui a été unanimement délibéré conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Après quoy le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le vingt-unième may mil sept cents cinquante neuf.

Signé : † G. FLOR., évêque de Mende.

---

1760

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Lecture des procurations. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du diocèse. — Imposition des sommes dues aux collecteurs des communautés. — Indemnité pour pertes de récoltes. — Mesures à prendre au sujet des collecteurs.*

L'an mil sept cents soixante et le mercredi neuvième jour du mois d'avril. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy en la ville de Marvejols sont venus à la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, ou loge M<sup>re</sup> Pierre Jaufroy, prêtre, licencié en théologie, chanoine, archidiacre de l'église cathédrale de Mende et vicaire général de Mgr l'évêque de Mende,

Président des Etats et assiette du pays, qui les attendoit, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires; et, tous ensemble sont allés à l'église collégiale de N.-D. de la Carce de la ville de Marvejols, pour y entendre la messe du Saint Esprit. Après laquelle s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du bailliage du Gévaudan et royale ordinaire dudit Marvejols, ils ont pris chacun leur place, scavoir : M le Président sur un fauteuil, placé sur une stalle élevée au dessous d'un dais, et, sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, M. Froment de Boisset, maire d'Uzès, commissaire principal desdits Etats et assiette, absent; M<sup>r</sup> M<sup>e</sup> Joseph Dallo, juge, lieutenant général au baillage de Gévaudan, pour M. le baillif, en tour, pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de Saint-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pognadoire et St-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent, M<sup>r</sup> M<sup>e</sup> Louis Valentin, lieutenant de juge et premier consuls de la ville de Mende; sieurs Pierre Favier et Antoine Mazaudier, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de ladite ville, l'année dernière, et M<sup>re</sup> Pierre de Michel Du Roc, marquis de Brion et autres places, maire de la ville de Marvejols, commissaire ordinaire desdits Etatz et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, ou leurs députés, aussy suivant leur rang; et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui on entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Dallo, juge, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la Province, tenus à Montpellier le 7 janvier 1760, a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leurs dites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Marvejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, ainsi qu'il a été consenti et résolu auxdits Etats, lesquels Sa Majesté veut être imposez, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime Mgr le comte d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes, et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenues au billet, sur ce signé; ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochain; et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant entr'autres choses permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Marvejols et du syndic du diocèse, députez aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieur lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif, en tour, est sorti de l'assemblée.

M. le Président a fait appeler les gens des Trois

Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre, au greffier du diocèse, les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers Etat, la main levée à Dieu, et tous ensemble ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires présidant, pour le Roy, aux Etats généraux de la province tenus à Montpellier, le 7 janvier dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan, et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le departement.

Comme il est d'usage dans la province, que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent assister aux Etats de Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre, adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a toujours été observé dans ce pays pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour les-

quelles ils ne peuvent pas assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Sur quoy, le sieur Lafont, syndic et de Lhermet, greffier du diocèse, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans sa charge de syndic et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et M. le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du pays a dit, qu'il a été rendu deux jugements par nos seigneurs les commissaires du Roy et des Etats, en date des 4 et 24 janvier 1760, dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse de l'année 1758, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes ; lesquelles reviennent en total à celle de 570 livres 8 sols 6 deniers, et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leur collecteur, de la même année 1758, qui se portent en total à la somme de 2,052 livres 12 sols 3 deniers, et, conformément auxdits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il



sera fait mention de ces debets et de ces reliquats, dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne. Ce qui a été unanimement délibéré conformément à la requisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il n'y eut aucun fonds l'année dernière pour servir d'indemnité aux dommages causés aux récoltes ; que Sa Majesté en a accordé un cette année ; que M. l'Intendant en a fait la distribution sur les différents diocèses de la province, mais que la modicité de la somme en total, a réduit la portion d'un chacun à un petit objet, et que celui de Mende y a été compris pour celle de 5,084 livres ; sur laquelle M. l'Intendant a prélevé celle de 1,650 livres, pour différents particuliers qui ont été incendiés, et il a ordonné que le surplus seroit réparti, par MM. les commissaires du diocèse sur les communautés qui ont souffert des dommages ; que MM. les commissaires ont fait cette répartition, dans laquelle ils ont distingué à l'ordinaire les sommes attribuées au général de la communauté d'avec celles qui l'ont été aux particuliers endommagés ; que l'assemblée doit délibérer, suivant l'usage, qu'il sera donné connoissance, par un article de la mande, aux communautés, des sommes attribuées à chacune d'elles dans cette répartition pour être employée en moins imposés généraux ou particuliers, ainsi qu'il sera indiqué. Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la requisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi, qu'il fut rendu un arrêt au Conseil, le 17 octobre 1759, qui ordonne aux collec-

teurs des villes et communautés de la province, de représenter aux syndics des diocèses les rôles des impositions à l'effet de comparer et vérifier les paiements faits aux collecteurs, qui doivent être écrits dans ces rôles avec ceux que les collecteurs ont faits au receveur, pour être ensuite pourvu, en cas de divertissement des deniers, à la punition des coupables, conformément à la déclaration du 24 septembre 1709. Nosseigneurs des Etats ont été informés que, dans certains diocèses, on avoit négligé de se conformer aux dispositions de cet arrêt, pour en assurer l'exécution, ils ont délibéré, à leurs deux dernières assemblées, de charger les syndics des diocèses de se faire représenter les livres des collecteurs et ceux des receveurs, toutes les fois qu'ils le jugeront nécessaire, et du moins après l'échéance de chaque terme des impositions, pour faire la comparaison de ces livres et de leurs délibérations dans toutes les communautés ; qu'en conséquence, les délibérations des Etats ont été envoyées ainsi que l'arrêt du Conseil, du 17<sup>e</sup> octobre 1739, dans les diocèses, par MM. les syndics généraux, pour en être donné connoissance aux communautés, par un article particulier de la mande ; et qu'en conséquence il paroît nécessaire de charger les consuls des communautés d'avertir les collecteurs de se rendre à Mende dans un mois au plus tard après l'échéance de chaque terme des impositions, d'y porter tous les rôles dont ils doivent faire le recouvrement et de les représenter audit sieur syndic.

Après quoy, ledit sieur syndic a observé que quelques sages que soient les mesures prises par les Etats, elles pourroient ne pas produire tout l'effet qu'ils en espèrent, si l'on n'y ajoutoit quelques autres précautions, qu'il

seroit peut être à craindre que des collecteurs mal intentionnés ne fussent point exacts à écrire sur leurs rôles les paiements qui leur sont faits par les redevables, pour dérober la connoissance de l'état de leur recouvrement et empêcher qu'on ne s'aperçût du divertissement des deniers de leur recette ; que cette malversation ne pourroit qu'être funeste aux contribuables qui n'ont pas la précaution de retirer des quittances des paiements qu'ils font aux collecteurs ou qu'ils n'exigent ces quittances qu'après qu'ils ont achevé d'acquitter leurs impositions ; que pour prévenir un pareil abus, ledit sieur syndic pourroit, si l'assemblée le trouvoit à propos, écrire une lettre circulaire aux consuls et administrateurs des communautés, dans laquelle, après leur avoir réitéré l'avertissement porté par la mande, au sujet de l'exécution de l'arrêt du 17 octobre 1759 et des délibérations des Etats . . . . . (*La délibération s'arrête à ces derniers mots.*)

---

1761

*MM. les commissaires de l'assiette. — Communication des commissions contenant les sommes à imposer. — Lecture des procurations des députés. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du diocèse. — Debets et reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité pour perte de récoltes. — Vingtième des biens nobles. — Abonnement du doublement de la capitation. — Recherche des moyens pour augmenter et favoriser l'agriculture. — Arrêts du*

*Conseil d'Etat qui confirment les usages et privilèges de la province. — Extrait des délibérations des Etats généraux de Languedoc. — Clôture de l'assemblée.*

L'an mil sept cents soixante-un, et le lundy sixième avril. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoquez par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du palais épiscopal, où Mgr l'illustrissime et reverendissime seigneur Mgr Gabriel-Florent de Choiseul-Beaupré, évêque seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan, conseiller du Roy en tous ses conseils, Président-né des Etats et assiette dudit pays, les attendoit, étant accompagné de M<sup>re</sup> Jean Valentin, prêtre, docteur ez droitz, vicaire-général de Mgr l'évêque et de MM. les commissaires ordinaires, et, tous ensemble sont allés à l'église cathédrale dudit Mende pour y entendre la messe du St-Esprit. Après laquelle, étant revenus audit palais épiscopal, dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, ils y ont pris chacun leur place, scavoir : Mgr le Président, sur un fauteuil, placé sur une stalle élevée au dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, M. le marquis de Villemont, commissaire principal desdits Etats et assiette, étant absent ; M<sup>re</sup> Mathieu-Alexandre-Félix-Ignace de Bessuejols, comte de Roquelaure, baron de tour du Gévaudan et baron annuel des Etats généraux de Languedoc, baillif dudit pays de Gévaudan, en tour pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de Saint-Point et de Montferrant, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pou-

gnadoire et Saint-Chély-du-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent; M<sup>r</sup> M<sup>e</sup> Louis Valentin, lieutenant de juge et premier consul de la ville de Mende; sieurs Pierre Favier et Antoine Mazaudier, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de laditte ville, l'année dernière, commissaires ordinaires des Etats et assiette, et M<sup>re</sup> Pierre de Michel du Roc, marquis de Brion et autres places, maire de de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang, et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. de Roquelaure, baillif, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 7 janvier dernier, a dit que nos seigneurs ordonnent par leurs dites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, ainsi qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats; lesquels sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse serenissime Mgr le comte d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM.

les lieutenants généraux de ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce signé, ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier du diocèse pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés contenant, entre autres choses, permission d'imposer pour les vaccans et journées des consuls de Mende, de Marvejols et du sindic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, ledit sieur baillif du pays de Gévaudan, en tour, est sorti de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre, au greffier du diocèse, les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, savoir par MM. de l'église : la main mise sur la poitrine ; et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, et tous ensemble ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, seront imposées, la

présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'Eglise et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques uns ont obmis d'écrire lesdites lettres; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentils hommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contiennent les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis, pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Surquoy, les sieurs Lafont, syndic, et de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la charge de syndic, et le sieur de Lhermet, dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la pré-

sente délibération, et Mgr le président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du pays a dit qu'il a été rendu deux jugements par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, en date du 5 janvier 1761, dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs du diocèse, de l'année 1759, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à celle de 189 livres 16 sols 9 deniers ; et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs de la même année, 1759, qui se portent en total à la somme de 3,087 livres 12 sols 11 deniers ; et, conformément auxdits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacun comme le concerne. Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il a été, suivant l'usage, dressé l'année dernière des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes par les grêles et autres accidents du Ciel ; qu'il a été accordé, par Sa Majesté, une indemnité à la province qui, comme celle des années dernières, n'est pas considérable ; que M. l'Intendant en a du faire la répartition, mais qu'il n'a pas encore reçu l'ordonnance qui fixe le contingent de ce diocèse, et a requis de délibérer de renvoyer à MM. les commissaires pour procéder à la répartition de la som-



me que M. l'intendant aura accordé sur les communautés ou sur les particuliers endommagés, conformément aux décisions de Sa Majesté, du 20 février 1755. Ce qui a été délibéré conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi que nosseigneurs des Etats qui ont extrêmement à cœur de s'assurer du véritable produit des biens et droits nobles et de mettre en règle les taxes des vingtièmes qu'ils doivent supporter, ont délibéré d'aggraver encore les peines portées contre les propriétaires de cette nature de biens, qui n'en ont point remis leurs déclarations, et de leur faire supporter, outre les trois vingtièmes et deux sols pour livre, la moitié en sus des cotités des deux premiers vingtièmes au lieu du tiers qui leur avait été imposé l'année dernière et de prier de plus fort MM. les commissaires des diocèses de prendre toutes les mesures pour s'assurer de la qualité et quantité des biens et droits nobles non déclarés et de leur revenu, et de les faire connoître à la commission.

Sur quoy, ledit sieur syndic a observé que la plupart des possesseurs des biens et droits nobles du pays ont remis leurs déclarations et que leurs taxes ont été réglées ; mais qu'il y en a encore quelques-uns qui ont négligé de le faire ; que pour parvenir à mettre cette partie en règle, l'on pourroit faire usage des mêmes moyens qui ont été employés avec succès ces dernières années, et en conséquence, l'assemblée pourroit délibérer de charger ledit sieur syndic d'écrire une lettre circulaire aux administrateurs des communautés du diocèse, dans laquelle il leur marquera d'avertir les propriétaires des biens et droits nobles, qui n'ont pas fourni

leurs déclarations, de les remettre incessamment au greffe du diocèse ; faute de quoy, ils supporteront, la présente année, outre les trois vingtièmes et deux sols pour livre, la moitié en sus des cotités des deux premiers vingtièmes, au lieu du tiers, qui leur fut imposé l'année dernière ; et par la même lettre ledit sieur syndic pourroit prier les administrateurs, de continuer à luy donner tous les renseignements qu'ils pourront se procurer sur la qualité, la quantité et le revenu des biens et droits nobles non déclarés, situés dans leurs communautés, comme aussi de prier MM. les commissaires du diocèse, de faire là-dessus toutes les recherches qui pourront dépendre d'eux, et décharger ledit sieur syndic de faire part, à MM. les syndics généraux de la province, de tout ce qui sera venu à leur connaissance.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement délibéré de charger ledit sieur syndic d'écrire une lettre circulaire aux consuls des communautés du diocèse, dans laquelle il leur manquera : 1<sup>o</sup> d'avertir les propriétaires des biens et droits nobles qui n'ont pas fourny leurs déclarations, de les remettre incessamment au greffe du diocèse ; faute de quoy, ils supporteront, la présente année, outre les trois vingtièmes et deux sols pour livre, la moitié en sus des cotités des deux premiers vingtièmes, au lieu du tiers qui leur fut imposé l'année dernière ; 2<sup>o</sup> de continuer à donner, audit sieur syndic, tous les renseignements qu'ils pourront se procurer sur la qualité, la quantité et le revenu des biens et droits nobles non déclarés, situés dans leurs communautés ; et Mgr le Président a été supplié d'engager MM. les commissaires ordinaires, pendant l'année, de faire là-dessus toutes les recherches qui pourront dépendre d'eux, et de charger ledit sieur

sindic de faire part à MM. les syndics généraux de la province, de tout ce qu'il sera venu à leur connoissance.

Ledit sieur syndic a dit encore, que Sa Majesté a fait demander par nosseigneurs les commissaires à nosseigneurs des Etats, à leur dernière assemblée, un doublement de capitation pour l'année dernière, 1760, et la présente année 1761, sur ceux des habitants de la province, qui sont le plus en état de la supporter, et dont les côtes se portent à 24 livres et au-dessus, et encore un second doublement pour les mêmes années 1760 et 1761, des côtes de tous les officiers de la grande et petite chancellerie qui résident et sont imposés à la capitation dans la province sur les banquiers et tous les particuliers fermiers ou régisseurs des droits de Sa Majesté, pourvus des charges, emplois et commissions de finances ou d'autres places, portant recette et maniment des deniers royaux et autres deniers publics, même ceux qui après avoir exercé pendant dix ans de semblables charges, emplois ou commerces, se seroient retirés, et que nosseigneurs les commissaires de Sa Majesté ont en même temps fait connoître, à nosseigneurs des Etats, que Sa Majesté étoit disposée à leur accorder, non-seulement l'abonnement desdits doublements de capitation, mais encore la permission de pourvoir au paiement de la somme à laquelle il sera fixé par les voies qu'ils croiront les moins onéreuses ; que les Etats, convaincus de l'impossibilité où sont les contribuables de la province, de payer ce doublement de capitation, attendu que cette imposition est déjà très forte, se sont déterminés à accepter les propositions qui leur étoient faites de la part de Sa Majesté, pour un abonnement, et ont délibéré

d'offrir 400,000 livres, par année, faisant 800,000 livres pour les deux, de pourvoir au prix de cet abonnement par un emprunt, et de supplier Sa Majesté d'assigner le remboursement de cet emprunt sur la remise que Sa Majesté veut bien faire annuellement sur sa capitation de la somme de 800,000 livres, lorsque ce fonds, qui est affecté pour plusieurs années à d'autres objets revient droit libre; qu'en attendant, les intérêts de l'emprunt de 800,000 livres seroient ajoutés aux cotités des compagnies et au contingent de chaque diocèse, eu égard au nombre des taxes de 24 livres, et au-dessus dont il fut fait l'année dernière un dépouillement sur les rôles des différentes communautés de la province, lorsqu'on fut informé du dessein, où étoit Sa Majesté, de demander aux Etats ce nouveau secours, dont elle avoit déjà ordonné la levée dans le reste du royaume; que l'abonnement a été conclu relativement à la délibération de nosseigneurs des Etats, qui ont ensuite déterminé la somme que chaque diocèse devoit supporter pour les intérêts de l'emprunt desdites 800,000 livres, eu égard audit dépouillement des taxes de 24,000 livres et au-dessus; que le contingent du diocèse de Mende a été fixé à la somme de 1,650 livres 10 sols 8 deniers; qu'ils ont laissé à MM. les commissaires du diocèse le soin de répartir eux-mêmes, ainsi qu'ils le jugeront à propos, le montant de ce contingent sur les particuliers qu'ils trouveront dans le cas d'y contribuer, en observant cependant de n'en rien rejeter sur les côtes au-dessous de 24 livres; au soulagement desquelles il convient de faire tourner, autant qu'il sera possible, le produit des augmentations de celles qui sont dans le cas du premier et second doublement. Lesquelles toutesfois doivent être ménagées,

attendu que l'augmentation qu'elles supportent, au moyen du contingent du diocèse, sur les intérêts du prix de l'abonnement, durera jusqu'au remboursement de l'emprunt auquel il a donné lieu; et, sur cet exposé, ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de délibérer de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette, chargés annuellement de la répartition de la capitation, le soin de procéder à celle de ladite somme de 1,630 livres 10 sols 8 deniers, de la manière la plus conforme à la délibération et aux intentions des Etats. Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Mgr le Président a dit que nosseigneurs des Etats généraux ont délibéré, à leur dernière assemblée, de donner une attention encore plus particulière à l'agriculture et en augmenter les progrès; qu'avant de prendre une détermination là-dessus, ils ont chargé MM. les syndics généraux d'écrire à MM. les administrateurs et commissaires des diocèses de la province, pour les prier de vouloir bien s'occuper à un objet si intéressant, en engageant les personnes qu'ils connoîtront les plus en état de faire des observations à ce sujet, à s'y appliquer avec zèle et à leur en faire part, et d'envoyer tous les mémoires qu'ils auront pu rassembler à MM. les syndics généraux, pour que les Etats puissent prendre une dernière résolution.

Sur quoy, Mgr le Président, après avoir prié les différents membres de l'assemblée, de vouloir bien rechercher les moyens qui leur paroîtront les plus propres à favoriser l'agriculture et augmenter les productions de la terre, consulter dans leurs communautés les personnes qui leur paroîtront les plus entendues, recueillir

leurs observations et les envoyer au syndic du diocèse, a proposé de délibérer de charger ledit sieur syndic d'écrire une lettre circulaire aux administrateurs des communautés pour les exhorter à se procurer les mêmes lumières, dresser des mémoires sur les connoissances qui leur seront données et les envoyer pareillement audit sieur syndic, pour être par luy communiquées à MM. les commissaires ordinaires, pendant l'année, et être adressées de leur part à MM. les syndics généraux de la province. Ce qui a été délibéré conformément à la proposition faite par Mgr le Président.

Ledit sieur syndic a dit que M. de Joubert luy a adressé trois arrêts du Conseil, des 21 mars, 25 octobre et 13 décembre 1760, confirmatif des usages, libertés et privilèges des Etats de la province de Languedoc, et luy a marqué d'en faire l'usage porté par les enregistrements mis au bas de cet arrêt.

Sur quoy, Mgr le Président a ordonné qu'il en fut fait lecture, ensemble desdits enregistrements. Lecture et publication faite desdits arrêts, l'un du 21 mars 1760, qui maintient et garde les gens des trois Etats de la province de Languedoc dans leurs usages, droits, libertés et privilèges, et ordonne en conséquence que la délibération des gens desdits Etats, du 11 décembre 1759, pour accorder le troisième vingtième et l'arrêt du Conseil du 2 janvier 1760, sur l'abonnement d'iceluy, seront exécutés suivant leur forme et teneur ; le second du 25 octobre suivant, qui casse deux arrêts du Parlement de Toulouse, des 24 mars et 7 may 1760, en ce qu'ils contiennent de contraire aux privilèges et usages de la province et audit arrêt du Conseil du 21 mars, confirmatif d'iceux, et le troisième, du 13 décembre de la même

année, qui casse et annule un autre arrêt du Parlement de Toulouse, du 17 novembre, et fait défense d'en rendre à l'avenir de semblables ; lecture pareillement faite des délibérations de nosseigneurs des Etats généraux, des 6 et 18 décembre derniers, portant enregistrement desdits arrêts et de l'ordonnance de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats dudit jour, 6 décembre, portant aussi enregistrement desdits arrêts des 21 mars et 25 octobre, l'assemblée a unanimement délibéré, en exécution desdites délibérations et ordonnances, que lesdits trois arrêts des 21 mars, 25 octobre et 13 décembre 1760, ensemble lesdites délibérations et ordonnances seront enregistrées à son greffe, et au procès-verbal de la présente séance.

---

#### ARREST DU CONSEIL D'ETAT DU ROI,

*Qui maintient et garde les Gens des Trois-Etats de la Province de Languedoc, dans leurs Usages, Droits, Libertés et Privilèges ; et ordonne en conséquence que la Délibération des Gens desdits Etats, du 11 Décembre 1759, pour accorder le troisième Vingtième et l'Arrêt du Conseil du 2 Janvier 1760, sur l'Abonnement d'icelui seront exécutés selon leur forme et teneur.*

**Du 21 Mars 1760.**

#### EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT.

Sur la requête présentée au Roi, étant en son Conseil, par les Députés et le Syndic général de Gens des Trois Etats de la province de Languedoc, contenant ; que le

même esprit et les mêmes motifs qui ont déterminé les États à charger leurs Députés à la Cour, par leur délibération du 31 décembre dernier, de faire toutes les démarches qu'ils jugeroient convenables pour la conservation des anciens usages, droits, libertés, et privilèges de la province, les obligent de recourir à la protection et à la justice de Sa Majesté, contre les entreprises qui auroient été ou qui pourroient être faites au préjudice desd. usages, droits, libertés et privilèges : Que la crainte que les États ont eue d'y voir donner atteinte, quoiqu'ils soient aussi anciens que formellement et solennellement reconnus et confirmés par les Rois prédécesseurs de Sa Majesté, et par Sa Majesté Elle-même, a dû augmenter depuis à la vûe du projet qui semble être annoncé de les méconnoître pour ce qui regarde les impositions, tandis qu'ils forment le droit public de la province, auquel il n'a jamais été dérogé : Qu'en remontant jusqu'aux tems qui ont précédé la réunion du Languedoc à la Couronne, on voit que du temps des Comtes de Toulouse, et même auparavant, les sommes qui leur étoient accordées par les peuples de cette province, l'étoient, non par obligation et par devoir, mais de leur propre volonté, comme Raymond VII comte de Toulouse, et Alphonse frère de St. Louis, qui lui succéda en vertu de son mariage avec la princesse Jeanne, sa fille et son héritière, l'ont reconnu par des actes publics : Que la réunion du Languedoc à la Couronne, qui fut consommée en 1271, sous Philippe le Hardi, bien loin de rien changer à cet ancien usage, n'a fait que le confirmer, les peuples de la province de Languedoc ayant été maintenus nommément dans leurs libertés et privilèges lors de cette réunion, et ce même Prince s'étant conformé à



l'usage qu'il avoit trouvé établi depuis un tems immémorial, de ne rien lever sur eux que de leur consentement : Que la possession de cet ancien usage n'a jamais été interrompue ; qu'elle a été au contraire confirmée à chaque règne, avec les autres droits, libertés et privilèges de la province ; qu'elle l'a été aussi nommément par plusieurs titres exprès : Qu'en effet, les députés du Languedoc ayant exposé à Charles VIII, dans l'assemblée des Etats généraux tenus à Tours en 1483, *qu'entr'autres privilèges, franchises et libertés, ils ont tenu par ancienne coutume, pacte et convention, comme aussi par concession et octroi royal, qu'aucuns deniers, charges ni subsides, ne doivent être mis sus audit pays, sans le volontaire consentement et octroi des Gens des Trois-Etats d'icelui pays, et ainsi l'ont accoutumé de faire, et aussi toûjours ainsi a été entretenu et observé ; ce Prince ordonna par ses lettres patentes du mois de mars 1483 avant Pâques, que dorénavant et pour le temps à venir, aucuns deniers pour ses tailles, subsides et impôts, ne seront mis audit pays, sans l'assemblée et octroi des Gens des Etats d'icelui, tout ainsi et par la forme et manière qui a été observée ci-devant, et sans y faire aucune mutation es droits, prérogatives et privilèges dont ils ont dûement joui et usé : Que l'Edit du feu Roi du mois d'octobre 1649, s'explique d'une manière aussi précise, en ces termes : Voulons et nous plaît qu'aucune somme ne puisse être imposée sur icelle province, qu'elle n'ait été délibérée et consentie en l'assemblée desd. Etats, suivant les anciennes formes, privilèges et libertés de lad. Province..... soit à l'égard des impositions en général, soit par les assiettes des vingt-deux diocèses : Que ce même Roi donna encore un nouveau titre aux Etats pour la conservation de leurs privilèges, par son édit du mois*

de décembre 1659, dont on va rapporter les termes : *Et voulant maintenir notredite province, en tant que de besoin seroit, en tous ses droits, libertés, formes, usages et privilèges, et en cela leur faire ressentir les effets de notre bonté et de notre justice, nous avons déclaré et déclarons par notre présent édit perpétuel et irrévocable, qu'il ne sera fait à l'avenir aucune imposition de notre part, soit sur les biens des habitants de notre province, soit sur le prix du sel, et autres nos droits des fermes qui y sont établis par augmentation de péages sur le Rhône, ou par doublement de ceux qui s'y lèvent à présent, et généralement toutes les autres impositions et augmentations de droits préalablement elles n'aient été consenties par nos chers et bien amés les Gens des Trois-Etats de notre province de Languedoc : Que l'arrêt du Conseil du 10 octobre mil sept cens cinquante-deux, en contenant la confirmation des mêmes droits et privilèges, rappelle nommément les édits de 1649 et 1659 : Sa Majesté confirmant en tant que de besoin lesdits Etats dans tous leurs droits, privilèges et libertés, conformément aux édits et déclarations des Rois ses prédécesseurs, et notamment à l'édit du mois d'octobre 1649, et à celui du mois de décembre 1659 : Qu'enfin les Etats rappellent chaque année ces privilèges, lorsqu'ils accordent à Sa Majesté le Don gratuit qu'Elle leur fait demander par ses Commissaires, et qu'ils en font le troisième article des conditions de leur délibération, qui porte : que nulle imposition et levée des deniers ne pourront être faites sur le général de la province, ni sur les villes et communautés en particulier, ni sur les habitants, en vertu d'aucuns édits bursaux, déclarations, jussions et autres provisions contraires à ses droits et libertés, quand même elles seroient faites sur le général du*

*Royaume ; laquelle condition est acceptée ainsi que les autres, par les sieurs Commissaires de Sa Majesté, qui mettent à la marge de chacune, accordé, et qui de plus rendent une ordonnance pour accepter ces conditions, en ces termes : Vû la délibération ci-dessus et les articles y contenus, nous, au nom du Roi, avons accepté le Don gratuit de trois millions de livres, dont nous avons fait la demande au nom de Sa Majesté, pour être payé aux termes des impositions ; promettant de faire exécuter au nom du Roi le contenu de ladite délibération, conformément aux apostilles par nous mises à la marge desdits articles : Que dès-lors il n'y a autre chose à considérer en Languedoc, en matière d'imposition, que la demande faite aux États au nom du Roi, des secours que les besoins de l'Etat rendent nécessaires, et la délibération que les Etats prennent sur cette demande : Que cette forme est la seule qui ait été observée dans la province ; qu'elle est la suite et la preuve de l'usage dans lequel ont toujours été les peuples du Languedoc de s'assembler pour s'imposer librement et volontairement les secours qu'ils accorderoient à leurs Souverains et non en vertu d'aucun édits bursaux ; et que c'est ce qui constitue essentiellement le droit public de la province, auquel il n'a été dérogé par aucune loi qui y soit contraire : Que c'est en se conformant à ces droits et privilèges, dont l'origine se perd dans les temps les plus reculés, qui sont confirmés par les titres les plus respectables et par une possession constante, que Sa Majesté charge tous les ans les sieurs Commissaires qui président pour Elle aux Etats, de requérir et de demander qu'ils veuillent libéralement accorder et octroyer les sommes qui sont énoncées dans la commission dont il est fait lecture chaque*

année le jour de l'ouverture de cette assemblée, et qui forment ce qu'on appelle l'ancienne Taille ou deniers ordinaires : Que c'est aussi, en se conformant à ces anciens usages et privilèges, que la délibération que les Etats prennent pour accorder ces mêmes sommes, porte le nom d'*octroi*, et qu'il y est dit par exprès, que les Etats ont libéralement octroyé et accordé, octroient et accordent au Roi leur souverain Prince et Seigneur, et sans conséquences, lesdites sommes : Qu'il est aisé de reconnoître les mêmes usages et les mêmes privilèges dans la demande qui est faite toutes les années du Don gratuit par les sieurs Commissaires de Sa Majesté, et dans les termes de la délibération qui est prise chaque année pour l'accorder, puisqu'elle porte, *que les Etats délibérant sur la demande qui leur a été faite de la part du Roi, d'un don gratuit de trois millions de livres, ont accordé libéralement et gratuitement à Sa Majesté, et sans conséquence, ladite somme de trois millions, aux conditions dont la principale a été rapportée ci-dessus : Qu'il ne s'agit à l'égard d'aucune de ces impositions, et de beaucoup d'autres que les Etats sont dans l'usage d'accorder sur les demandes de Sa Majesté, ni de déclarations, ni d'édits, mais uniquement de la demande faite par le Roi, et de la délibération prise par les Etats pour lui accorder les sommes demandées : Qu'il en est de même des autres impositions, telles que la Capitation, le Dixième, Vingtième, et autres secours extraordinaires, puisque la demande en est également faite au nom de Sa Majesté par les Commissaires, et que les Etats délibèrent sur ces demandes en ne consultant que les mouvemens de leur zèle pour son service : Que si dans le*

reste du ressort du Parlement de Toulouse et dans les autres provinces du Royaume, les impositions et levées de deniers sont faites en vertu des édits et déclarations qui en ordonnent l'établissement, et qui sont enregistrés dans les Cours, elles ne pourroient l'être en Languedoc de cette manière, sans anéantir le privilège des Etats sur le fait des impositions, ou plutôt l'usage ancien et les lois fondamentales de la province qui forment le plus précieux patrimoine de ses habitants, et qui consistent à accorder librement à leur Souverain, sans aucune autorité intermédiaire, les secours qu'il leur demande : Que la forme dans laquelle cette demande est faite, ou par Sa Majesté Elle-même, lorsqu'Elle a bien voulu honorer les Etats de sa présence, ou par ses commissaires dûment autorisés, renferme le concours le plus immédiat de la volonté du Souverain et du libre consentement des peuples ; et que cette forme ne peut aussi être plus authentique, puisque les sieurs Commissaires de Sa Majesté sont accrédités auprès des Etats par une commission scellée du grand sceau, dont il est fait lecture à l'ouverture de leurs séances, et qui porte par exprès, *que les Etats doivent ajouter foi à toutes les demandes qui leur feront de sa part* : Que les mêmes Commissaires communiquent de plus à l'assemblée des Etats, en la personne de leur Président, et avec les cérémonies accoutumées, les instructions qu'ils ont reçues de Sa Majesté, contenant les demandes qu'ils font en son nom ; et que ce n'est qu'après que les Etats ont connu les demandes de Sa Majesté et les motifs sur lesquels elles sont fondées, qu'ils délibèrent sur ces demandes ; ce qui forme l'engagement libre et volontaire qu'ils prennent immédiatement avec le Roi, et qui est exécuté en la manière

accoutumée, sous l'autorité immédiate de Sa Majesté : Que dès-lors il n'y a en Languedoc aucune autorité entre Sa Majesté et les Etats généraux de ladite Province, qui puisse rien ajoûter à la demande qui est faite aux Etats au nom du Roi, ni qui soit en droit de prévenir les suffrages de cette Assemblée : Que l'usage nécessaire de cette autorité, telle qu'elle pût être, sembleroit n'avoir d'autre objet que de faire cesser le rapport immédiat qui a toujours été entre Sa Majesté et les Etats, à l'égard de toute espèce d'imposition : Que c'est par une suite de ce rapport, que les Etats généraux de cette Province disoient au feu Roi en 1651, *qu'à l'assemblée des Etats seule appartient, par l'ancien droit et ordre de son établissement, auquel elle a été de tout tems maintenue, de délibérer des impositions que lesd. sieurs Commissaires, qui y président de la part de Sa Majesté, lui demandent en son nom, et de celles qu'il faut faire par sa permission pour les dettes et affaires de son peuple ; ce qui les autorisoit à demander qu'il plût à Sa Majesté maintenir l'assemblée des Etats en tous ses anciens droits, et la conserver en la faculté, pouvoir et autorité qu'elle a toujours eue de délibérer sur le fait des impositions sous les ordres de Sa Majesté, de laquelle elle dépend sans aucun milieu ; à laquelle demande Sa Majesté ayant eu égard, maintint et conserva les Etats dud. pays de Languedoc, en tous et chacuns leurs droits, immunités et anciens privilèges pour en jouir et user comme ils avoient fait par le passé, nonobstant tous les Arrêts du Parlement de Toulouse et des autres Compagnies de la province, à ce contraires : Que c'est aussi par une suite de ce rapport immédiat des peuples de la province avec leur Souverain, que les Etats ont été, avant la réunion de la province à la Cou-*

ronne, comme ils n'ont pas cessé de l'être depuis, les seuls représentants et l'organe des habitants de la Province, suivant l'expression de Sa Majesté dans l'arrêt de son Conseil du 22 mai 1759 : Que ce glorieux caractère, que les Etats ne peuvent partager avec aucun autre Corps de la province, annonce également l'essence et l'étendue d'une administration qui embrasse les principaux objets du bonheur des peuples, qui tire elle même un nouveau lustre de la dignité des différens ordres qui composent les Etats, et qui est accompagnée, sous l'autorité immédiate de Sa Majesté, de toute celle qui lui est nécessaire, soit pour l'ordre et la décence de ses Assemblées et de celles des assiettes des diocèses, soit pour d'autres objets : Que c'est par une suite de ce caractère, que les Etats exposoient au feu Roi, que *c'étoit sur leurs représentations que les Compagnies de justice et de finance de la Province avoient été réglées pour leur Juridiction*, et que ce Prince décida en 1660, que les Etats auroient l'honneur de lui rendre leurs hommages à Toulouse avant tous les autres Corps de la Province, sans en excepter le Parlement : Que c'est enfin par une suite de ce caractère, qu'en matière d'imposition, la demande qui en est faite au nom du Roi, et la délibération qui est prise par eux, sont la seule forme d'imposer aux peuples de la Province de nouvelles charges, dont la levée et le recouvrement sont faits ensuite, en la manière accoutumée, sous l'autorité de Sa Majesté ; de sorte que toutes les impositions étant libres et volontaires en Languedoc, comme on l'a fait voir, et n'y étant point faites en vertu des édits bursaux, suivant la condition du Don gratuit, dont on a rapporté les termes, on ne sauroit révoquer en doute que la demande qui a été faite

aux Etats au nom du Roi, indépendamment de toute autorité intermédiaire, du troisième Vingtième et des autres secours qui forment la Subvention générale, et la délibération que les Etats ont prise le 11 décembre dernier, pour les accorder, ne soient absolument conformes à l'ordre ancien et primitif, qui doit toujours être inviolablement observé dans la Province : Qu'on ne doit donc pas être surpris, après tout ce qu'on vient de dire, que les Etats ayant été persuadés, lors de leur délibération du 31 décembre dernier, que l'effet d'une prérogative, aussi précieuse qu'elle est ancienne et autorisée, ne pouvoit manquer de produire, dans l'esprit des habitants de cette province, une juste confiance propre à en éloigner toute espèce d'alarme, à ranimer leur bonne volonté, si elle pouvoit être affaiblie, et à affermir l'observation des réglemens relatifs à l'administration des Etats, qui forment les loix, dont ils sont dépositaires, dans cette partie de l'autorité qui leur a été confiée, dont l'exécution, toujours légitime, éloigne tout soupçon d'abus, et qu'ils s'efforceront de conserver dans toute leur intégrité : Que c'est ce qui a obligé les Etats, en délibérant, d'avoir recours à la protection du Roi et à sa justice, d'enjoindre aux Officiers de la province d'agir suivant le devoir de leur charge, ainsi que les circonstances pourront l'exiger, à l'effet de conserver lesdits usages, droits, libertés et privilèges ; de veiller à l'exécution des délibérations des Etats et à l'exacte observation des réglemens autorisés par Sa Majesté ; comme aussi d'enjoindre aux assemblées des assiettes, aux sieurs Commissaires des diocèses, à leurs Officiers, et aux Maires et Consuls des villes et communautés de la province, d'y tenir la main chacun en droit soi. Requieroient, à ces causes, les Supplians, qu'il plût



à Sa Majesté de maintenir et garder, en tant que de besoin, les Gens des Trois-Etats de ladite province dans leurs usages, droits, libertés et privilèges, avec défenses de leur donner, directement ni indirectement, aucun trouble dans l'exercice d'iceux, dont les Etats en corps, tous ceux qui les composent ou qui agissent en execution, de leurs délibérations et de leurs ordres, sont comptables immédiatement à sa Majesté, à peine de nullité et de cassation de ce qui pourroit être fait au contraire ; ce faisant, ordonner qu'aucune imposition et levée de deniers ne pourront être faites sur le général de la province, ni sur les villes et communautés en particulier, ni sur les habitants, en vertu d'aucuns édits bursaux, déclarations, jussions et autres provisions contraires à ses droits et libertés, quand même elles seroient faites sur le général du Royaume, mais seulement sur la demande qui en sera faite aux Etats au nom de Sa Majesté, de laquelle ils dépendent sans aucun milieu, et après la délibération qui sera prise sur cette demande, pour la levée et le recouvrement en être faits en la manière accoutumée, sous l'autorité immédiate de Sa Majesté : Ordonner enfin, en conséquence, que la délibération prise par les Gens des Trois-Etats de ladite province, le 11 décembre dernier, pour accorder à Sa Majesté le troisième Vingtième et les autres sommes qu'Elle leur a fait demander par ses Commissaires, et l'arrêt de son Conseil du 2 Janvier 1760, sur l'abonnement du troisième Vingtième, seront exécutés selon leur forme et teneur ; auquel effet, l'arrêt qui interviendra sera imprimé, lu, publié et affiché partout où besoin sera, et enregistré au greffe des Etats et en celui des sieurs Commissaires de Sa Majesté, pour être exécuté dans tout ce qu'il contient, nonobstant oppositions et empêchements quelconques, dont si aucuns

interviennent, Sa Majesté est supplié de se réserver la connoissance. Vù ladite requête : l'instruction de Sa Majesté à ses Commissaires aux Etats pour la demande du troisième Vingtième, et des autres sommes qui forment l'objet de la Subvention générale ; la délibération desdits Etats, du 11 décembre dernier, contenant leur consentement à la levée du troisième Vingtième ; et des susdites sommes, en la forme énoncée en ladite délibération ; l'arrêt du Conseil donné en conséquence le 2 janvier 1760, sur l'abonnement du troisième Vingtième ; la délibération des Etats du 6 décembre 1759, qui accorde le Don gratuit, avec les conditions sous lesquelles il est accordé ; et l'ordonnance des sieurs Commissaires<sup>s</sup> de Sa Majesté pour accepter lesdites conditions ; la délibération prise le 7 janvier 1760, sur l'octroi des sommes qui forment l'ancienne Taille ; l'arrêt du Conseil du 4 septembre 1651, et la délibération du 31 décembre 1759, qui charge les Députés desdits Etats à la Cour, de se retirer vers Sa Majesté pour le soutien et conservation de leurs anciens usages, droits, libertés et privilèges : Oui le rapport, et tout considéré ; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, ayant égard à ladite requête, et voulant donner à ses fidèles sujets de sa province de Languedoc, de nouvelles marques de la satisfaction qu'Elle a de leur zèle pour son service, et leur faire ressentir les effets de sa bonté et de sa justice, a maintenu et gardé, maintient et garde en tant que de besoin, les Gens des Trois-Etats de lad. province, dans leurs usages, droits, libertés et privilèges. Fait Sa Majesté défenses de leur donner directement ni indirectement, aucun trouble dans l'exercice d'iceux, dont les Etats en corps, tous ceux qui les composent ou qui agissent en exécution de leur délibérations et de leurs ordres, sont comptables

immédiatement à Sa Majesté, le tout à peine de nullité et cassation de tout ce qui pourroit être fait au contraire. Ordonne Sa Majesté qu'aucune imposition et levée de deniers ne pourront être faites sur le général de la province, ni sur les villes et communautés en particulier, ni sur les habitants, en vertu d'édits bursaux, déclarations, jussions et autres provisions contraires à ses droits et libertés, quand même elles seroient faites par le général du Royaume, mais seulement sur la demande qui en sera faite aux Etats au nom de Sa Majesté, de laquelle ils dépendent sans aucun milieu, et après la délibération qui sera prise sur cette demande, pour la levée et le recouvrement en être faits en la manière accoutumée, sous l'autorité immédiate de Sa Majesté : Ordonne en conséquence Sa Majesté, que la délibération prise par les Gens des Trois-Etats de ladite province, le 11 décembre dernier, pour lui accorder le Troisième Vingtième, et les autres sommes qu'Elle leur a fait demander par ses Commissaires, et l'arrêt de son Conseil du 2 Janvier 1760, sur l'abonnement du troisième Vingtième, seront exécutés selon leur forme et teneur. Et sera le présent arrêt imprimé, lu, publié et affiché par-tout ou besoin sera, et enregistré au Greffe des Etats, et en celui des sieurs Commissaires qui y président pour Sa Majesté, à l'effet d'être exécuté en tout le contenu en icelui, nonobstant oppositions et empêchements quelconques, desquels, si aucuns interviennent, Sa Majesté s'est réservé la connoissance : Et seront sur le présent arrêt toutes Lettres expédiées, FAIT au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-un mars mil sept cens soixante.

*Signé* PHELYPEAUX.

LOUIS, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre : Au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, Nous te mandons et commandons par ces présentes, signées de notre main, de signifier à tous qu'il appartiendra, l'arrêt ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, cejourd'hui rendu en notre Conseil d'Etat, Nous y étant, sur la requête des Députés et Syndic général des Etats de notre province de Languedoc, à ce qu'aucun n'en ignore ; et de faire en outre pour son entière exécution, tous commandemens, sommations et autres actes et exploits nécessaires, sans autre permission : CAR tel est notre plaisir. DONNÉ à Versailles le vingt-unième jour de mars, l'an de grâce mil sept cens soixante, et de notre règne le quarante-cinquième. *Signé*, LOUIS : *Et plus bas* ; Par le Roi, PHELYPEAUX. Et scellé.

---

*EXTRAIT du Registre des Délibérations des Etats généraux de la Province de Languedoc, assemblés à Montpellier.*

Du 6 décembre 1760.

LECTURE faite de l'arrêt du Conseil du 21 mars 1760, les Etats ont délibéré que ledit arrêt sera enregistré en leur Greffe, et dans le procès-verbal de leur séances, et envoyé par les Syndic généraux aux Syndics des Diocèses, à l'effet d'être lû et publié dans l'assemblée prochaine des assiettes, et enregistré en leur Greffe ; dequoi lesdits syndics des Diocèses seront tenus d'envoyer leurs certificats aux Syndics généraux dans un mois après la tenue desdites assiettes ; et qu'il sera pareille-

ment envoyé par lesd. Syndics généraux, des exemplaires imprimés dud. arrêt et du présent enregistrement, ensemble de celui qui sera fait au Greffe de MM. les Commissaires du Roi, aux Maires et Consuls des Villes principales, et autres qui ont droit d'entrer aux Etats, à l'effet d'être ledit arrêt publié en la forme ordinaire, et affiché aux lieux accoutumés, et d'être pareillement inséré dans les registres des délibérations desdites Villes et Communautés; dequoi lesdits Maires et Consuls seront tenus d'envoyer le certificat aux Syndics généraux, dans un mois après la date de l'envoi dudit arrêt. *Signé* † DE LA ROCHEAYMON, Archevêque P. de Narbonne, Président : *Et plus bas*; Du Mandement de Nosseigneurs des Etats, *ROME signé.*

---

*Les Commissaires députés par le Roi, et par l'Assemblée des Gens des Trois-Etats du pays de Languedoc.*

Veu l'arrêt du Conseil ci-dessus, et l'enregistrement dudit arrêt fait par les Etats ce jourd'hui : lecture faite dudit arrêt; oui et ce requérant le Syndic général de la Province ;

NOUS COMMISSAIRES, avons ordonné que ledit arrêt du Conseil du 21 mars 1760, sera enregistré en notre Greffe, et envoyé, à la diligence des Syndics généraux aux Syndics des Diocèses, à l'effet d'être lu et publié dans l'Assemblée prochaine des Assiettes, et enregistré en leurs Greffes : Enjoignons aux Commissaires principaux d'y tenir la main, et aux Syndics des Diocèses d'en certifier les Syndics généraux dans le mois après la tenue

desdites Assiettes : Ordonnons pareillement qu'il sera envoyé, à la diligence desdits Syndics généraux, des exemplaires dudit arrêt et du présent enregistrement, ensemble de celui qui a été fait au greffe des Etats, aux Maires et Consuls des Villes principales, et autres qui ont droit d'entrer aux Etats, à l'effet d'être ledit arrêt publié en la forme ordinaire, et les exemplaires d'iceux affichés aux lieux et endroits accoutumés, et d'être pareillement enregistrés dans le registre des délibérations desdites Villes et Communautés; dequoi lesdits Maires et Consuls seront tenus de certifier les Syndics généraux dans le mois après la date de l'envoi dudit arrêt. FAIT à Montpellier le 6 décembre 1760. THOMOND. DE SAINT CASTEL. MAUPEL. † J. L. Evêque d'Alais. LEVIS MIREPOIX. GUERIN, Syndic du Diocèse d'Alby. NIEL, Maire de Sommières, *signés à l'original : Et plus bas ;* Par Nosseigneurs, PUJOL, *signé.*

---

*L'AN mil sept cent soixante, et le neuvième jour du mois de décembre, nous Jean-Antoine Domergue, Huis-sier ordinaire en la Cour des Comptes, Aydes et Finances de Montpellier, y resident, sonssigné; certifions nous être expressément rendus de ladite Ville en celle de Toulouse, où étant cejourd'hui, à la requête de M. le Syndic général des Etats de Languedoc, j'ai intimé et signifié à Nosseigneurs tenant la Cour de Parlement de Toulouse, et à Monseigneur le Procureur général de la même Cour, l'arrêt rendu au Conseil d'Etat du Roi sur la requête des Députés et Syndic général desdits Etats, le 21 mars de cette année, lequel maintient et garde lesd. Etats dans leurs usages, droits, libertés et privilèges, ainsi qu'il est*

plus amplement porté par ledit arrêt, auxquels sont attachées des lettres expédiées au grand sceau le même jour, portant mandement au premier Huissier ou Sergent requis, pour la signification d'icelui; comme aussi, leur ai signifié autre arrêt du Conseil d'Etat rendu sur les représentations des mêmes Députés et Syndic général, le 25 octobre dernier, par lequel Sa Majesté casse et annule les arrêts du même Parlement des 24 mars et 7 mai de cette année, en ce qu'ils contiennent de contraire aux privilèges et usages de ladite province de Languedoc, et à l'arrêt dudit jour 21 mars dernier, confirmatif d'iceux, auquel arrêt sont aussi attachées des lettres du grand-sceau expédiées le même jour 25 octobre, à l'effet qu'il soit signifié par le premier Huissier ou Sergent requis; laquelle signification est faite, afin que lesdits arrêts ne puissent être ignorés, et qu'il ne soit rien ordonné ni entrepris de contraire à ce qui est porté par iceux; et ce, parlant à la personne du sieur Begué, Greffier, trouvé au Greffe de ladite Cour, et baillé copie desdits arrêts et lettres-patentes; et ce, parlant aussi à la personne du Suisse de Monsieur le Procureur général de ladite Cour, trouvé dans l'Hôtel dudit Seigneur Procureur général, et baillé semblable copie. DOMERGUE signé. Contrôlé à Narbonne le 10 décembre 1760. reçu une livre. FERRIER signé.

---

ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROY,

*Qui casse deux arrest du Parlement de Toulouse des 24 Mars et 7 Mai 1760, et ce qu'ils contiennent de contraire aux Privilèges et Usages de la Province, et à l'Arrêt du Conseil du 21 Mars dernier, confirmatif d'iceux.*

Du 25 Octobre 1760.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT.

Le Roi s'étant fait rendre compte, en son Conseil, des représentations faites à Sa Majesté par les Députés et le Syndic général des Etats de Languedoc, contre deux Arrêts du Parlement de Toulouse des 24 Mars et 7 Mai derniers; par le premier desquels, en ordonnant l'enregistrement de l'Edit du mois de Février aussi dernier, portant établissement d'un troisième Vingtième et d'un doublement de Capitation, ladite Cour auroit dit qu'aucune nouvelle imposition ne pourra être établie, répartie ni levée dans le Languedoc, et dans toute l'étendue du ressort de ladite Cour, sans Edits, Déclarations ou Lettres-Patentes vérifiées ou registrés en icelle, et publiés en la forme ordinaire, en vertu d'Arrêts de lad. Cour, sans que rien puisse suppléer au défaut dud. enregistrement et de lad. publication; et par le second desd. Arrêts il est ordonné que l'Edit du mois d'Août 1758, les Lettres de jussion du 20 Mars dernier, la Déclaration du 27 du même mois, concernant les Dons gratuits extraordinaires à payer par les Villes et Bourgs du ressort du Parlement de Toulouse, et une autre Déclaration du même jour, confirmative de l'Abonnement desdits Dons gratuits, à l'égard du Languedoc, seront enregistrés, sans que ledit



Abonnement, en ce qu'il a été fait avant l'enregistrement dudit Edit, et sans que ledit enregistrement puisse tirer à conséquence pour l'avenir : Et Sa Majesté voulant expliquer ses intentions sur lesdites représentations ; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a cassé et annulé, casse et annulle lesdits Arrêts du Parlement de Toulouse des 24 Mars et 7 Mai derniers, en ce qu'ils contiennent de contraire aux privilèges et usages de ladite Province de Languedoc, et à l'Arrêt du Conseil de Sa Majesté du 21 Mars dernier, confirmatif d'iceux : Et sera le présent Arrêt là, publié et affiché par tout ou besoin sera, et exécuté, nonobstant oppositions ou empêchemens quelconques, dont si aucuns interviennent, Sa Majesté s'est réservée la connoissance. FAIT au Conseil-d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-cinquième Octobre mil sept cent soixante.

*Signé* PHELYPEAUX.

LOUIS, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre; Au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis; Nous te commandons par ces Présentes, signées de notre main, de signifier à tous ceux qu'il appartiendra, à ce qu'ils n'en ignorent, l'Arrêt ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, ce jourd'hui donné en notre Conseil-d'Etat, Nous y étant, pour les causes y mentionnées; de ce faire te donnons pouvoir, commission et mandement spécial; et de faire en outre pour l'entière exécution dudit Arrêt, tous exploits, significations et autres actes de Justice que besoin sera, sans pour ce demander autre permission ; CAR tel est notre plaisir. DONNÉ à Versailles le vingt-cinquième jour d'Oc-

tobre, l'an de grâce mil sept cent soixante, et de notre Règne le quarante-sixième. *Signé* LOUIS : *Et plus bas* ;  
Par le Roi, *PHELYPEAUX signé.*

---

*EXTRAIT du Registre des Délibérations des Etats généraux de la Province de Languedoc, assemblés à Montpellier.*

Du 6 Décembre 1760.

LECTURE faite de l'Arrêt du Conseil du vingt-cinq Octobre mil sept cent soixante, les Etats ont délibéré que ledit Arrêt sera enregistré en leur Greffe, et dans le Procès-verbal de leurs Séances, et envoyé par les Syndics généraux aux Syndics des Diocèses, à l'effet d'être lu et publié dans l'Assemblée prochaine des Assiettes, et enregistré en leur Greffe; dequoi lesdits Syndics des Diocèses seront tenus d'envoyer leurs Certificats aux Syndics généraux, dans un mois après la tenue desdites Assiettes; et qu'il sera pareillement envoyé par lesdits Syndics généraux, des exemplaires imprimés dudit Arrêt et du présent Enregistrement, aux Maires et Consuls des Villes principales, et autres qui ont droit d'entrer aux Etats, à l'Effet d'être ledit Arrêt publié en la forme ordinaire, et affiché aux Lieux accoutumés, et d'être pareillement inserés dans les Registres des Délibérations desdites Villes et Communautés; dequoi lesdits Maires et Consuls seront tenus d'envoyer leur Certificat aux Syndics généraux, dans un mois après la date de l'envoi dudit Arrêt. *Signé* † DE LA ROCHEAYMON,

Archevêque P. de Narbonne, Président des Etats : *Et plus bas* ; Du Mandement de Nosseigneurs des Etats, *ROME signé.*

---

*L'AN mil sept cent soixante, et le neuvième jour du mois de décembre, nous Jean-Antoine Domergue, Huissier ordinaire en la Cour des Comptes, Aydes et Fnances de Montpellier, y résident, soussigné ; certifions nous être expressément rendus de ladite Ville en celle de Toulouse, où étant ce jourd'hui, à la requête de M. le Syndic général des Etats de Languedoc, j'ai intimé et signifié à Nosseigneurs tenant la Cour de Parlement de Toulouse, et à Monseigneur le Procureur général de la même Cour, l'arrêt rendu au Conseil d'Etat du Roi sur la requête des Députés et Syndic général desdits Etats, le 21 mars de cette année, lequel maintient et garde lesd. Etats dans leurs usages, droits, libertés et privilèges, ainsi qu'il est plus amplement porté par ledit arrêt, auxquels sont attachée des lettres expédiées au grand sceau le même jour, portant mandement au premier Huissier ou Sergent requis, pour la signification d'icelui ; comme aussi, leur a signifié autre arrêt du Conseil d'Etat rendu sur les représentations des mêmes Députés et Syndic général, le 25 octobre dernier, par lequel Sa Majesté casse et annulle les arrêts du même Parlement des 24 mars et 7 mai de cette année, en ce qu'ils contiennent de contraire aux privilèges et usages de ladite province de Languedoc, et à l'arrêt dudit jour 21 mars dernier, confirmatif d'iceux, auquel arrêt sont aussi attachées des lettres du grand-sceau expédiées le même jour 25 octobre, à l'effet qu'il soit signifié par le premier Huissier ou Sergent requis ; laquelle signification*

*est faite, afin que lesdits arrêts ne puissent être ignorés, et qu'il ne soit rien ordonné ni entrepris de contraire à ce qui est porté par iceux ; et ce, parlant à la personne du sieur Begué, Greffier, trouvé au Greffe de ladite Cour, et baillé copie desdits arrêts et lettres-patentes ; et ce, parlant aussi à la personne du Suisse de Monseigneur le Procureur général de ladite Cour, trouvé dans l'Hôtel dudit Seigneur Procureur général, et baillé semblable copie. DOMERGUE signé. Contrôlé à Narbonne le 10 décembre 1760. reçu une livre. FERRIER signé.*

---

#### ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Qui casse et annule un Arrêt du Parlement de Toulouse du 17 Novembre de la présente année ; et fait défenses audit Parlement d'en rendre à l'avenir de semblables.*

Du 15 Décembre 1760.

#### EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT.

Le Roi, s'étant fait rendre compte en son Conseil, d'un Arrêt rendu par le Parlement de Toulouse le 17 Novembre dernier, par lequel ladite Cour auroit ordonné que que ses Arrêts des 24 Mars et 7 Mai aussi derniers seroient exécutés ; ce faisant, qu'aucune nouvelle imposition ne pourra être établie, répartie ni levée dans le ressort de ladite Cour, qu'en vertu d'Édits, Déclarations ou Lettres-Patentes préalablement vérifiées en icelle ; avec défenses, tant aux Gens des Trois-États de Languedoc, qu'à tous autres, d'y contrevenir : Et les motifs qui ont déterminé Sa Majesté à casser lesdits Arrêts des

24 Mars et 7 Mai derniers, ne lui permettant pas de laisser subsister ledit Arrêt du 17 Novembre aussi dernier ; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a cassé et annulé, casse et annule ledit Arrêt du Parlement de Toulouse du 17 Novembre aussi dernier ; fait Sa Majesté défenses audit Parlement d'en rendre à l'avenir de semblables. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le treize Décembre mil sept cent soixante.

Signé, PHELYPEAUX.

---

*EXTRAIT du Registre des délibérations des États généraux de la Province de Languedoc, assemblés à Montpellier.*

Du 18 Décembre 1760.

LECTURE faite de l'Arrêt du Conseil du 13 du présent mois de Décembre, les États ont délibéré que ledit Arrêt sera enregistré en leur Greffe, et dans le Procès verbal de leurs Séances, et envoyé par les Syndics généraux aux Syndics des Diocèses, à l'effet d'être lu et publié dans l'Assemblée prochaine des Assiettes, et enregistré en leur Greffe ; dequoi lesdits Syndics des Diocèses seront tenus d'envoyer leurs certificats aux Syndics généraux, dans un mois après la tenue desdites Assiettes ; et qu'il sera pareillement envoyé par lesdits Syndics généraux, des exemplaires imprimés dudit Arrêt et du présent enregistrement, aux Maires et Consuls des Villes principales, et autres qui ont droit d'entrer aux États, à l'effet d'être inséré dans les Registres des Délibérations desdites Villes et Communautés ; dequoi lesdits Maires

et Consuls seront tenus d'envoyer le Certificat aux Syndics généraux, dans un mois après la date de l'envoi dudit Arrêt. *Signé* † DE LA ROCHEAYMON, Archevêque P. de Narbonne, Président des États : *Et plus bas* ; Du Mandement de Nosseigneurs des États, **ROME** *signé*.

Après quoy le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le six avril mil sept cents soixante-un.

Signé : † G. FLOR., évêque de Mende.

---

1762

*MM. les commissaires de l'assiette. — Places occupées dans l'assemblée. — Lecture des commissions contenant les sommes à imposer. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Différent entre le Maire et le 1<sup>er</sup> consul de Florac au sujet de l'entrée à l'assemblée des États. — Désignation de plusieurs membres pour examiner cette contestation. — Une lettre doit accompagner les procurations des députés. — Confirmation des officiers du diocèse. — Débets et reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité pour dommages causés aux récoltes. — Abonnement du doublement de la capitation. — Réquisition contre les collecteurs qui négligent de croiser les cotes des contribuables dans les rôles des impositions et moyens proposés pour prévenir et remédier à cet abus. — Rapport de MM. les commissaires nommés par les États au sujet de la contesta-*

*tion entre le Maire et le consul de Florac. — Arrêts du Conseil concernant les privilèges de la province. — Clôture des États.*

L'an mil sept cens soixante-deux et le lundy cinquième jour du mois d'avril. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy en la ville de Marvejols sont venus à la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, ou loge M<sup>re</sup> Jean Valentin, prêtre, licencié ez droits, vicaire général de Mgr l'évêque de Mende, Président des Etats et assiette du pays, qui les attendoit, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires; et, tous ensemble sont allés à l'église collégiale de N.-D. de la Carce de la ville de Marvejols, pour y entendre la messe du Saint Esprit. Après laquelle s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du bailliage du Gévaudan et royale ordinaire dudit Marvejols, ils ont pris chacun leur place, scavoir : M le Président sur un fauteuil, placé sur une stalle élevée au dessous d'un dais, et, sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, M. de Rachas, lieutenant du maire du Puy, commissaire principal desdits Etats et assiette, absent; M<sup>re</sup> M<sup>re</sup> Joseph Dallo, juge, lieutenant général au baillage de Gévaudan, pour M. le baillif, en tour, pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de Saint-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent, M<sup>re</sup> M<sup>re</sup> Jean-Baptiste Thouzellier; ancien officier de marine et 1<sup>re</sup> consul de la ville de Mende; M<sup>re</sup> Noé Cairoche et sieur Durand Nivelier, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de ladite ville, l'année dernière, et M<sup>re</sup> Pierre

de Michel Du Roc, marquis de Brion et autres places, maire de la ville de Marvejols, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, ou leurs députés, aussy suivant leur rang ; et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui on entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Dallo, juge, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la Province, tenus à Montpellier le 1<sup>er</sup> décembre 1761, a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leurs dites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Marvejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, ainsi qu'il a été consenti et résolu auxdits Etats, lesquels Sa Majesté veut être imposez, la présente année, pour le soutient de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime Mgr le comte d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes, et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dcttes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenues au billet, sur ce signé ; ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochain ; et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.



Et à l'instant, lecture a été faite desdites commissions ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant entr'autres choses permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députez aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, ledit sieur lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif, en tour, est sorti de l'assemblée.

M. le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre, au greffier du diocèse, les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers Etat, la main levée à Dieu, et tous ensemble ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires président, pour le Roy, aux Etats généraux de la province tenus à Montpellier, le 1<sup>er</sup> décembre 1761, seront imposées, la présente année, sur les contribua-  
bles aux tailles du pays de Gévaudan, et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Le syndic du pays a dit qu'il s'est élevé une contestation entre le sieur Meynier de Cavaladette, maire de Florac et le sieur Turc, 1<sup>er</sup> consul de la même ville, porteur de la procuration de la communauté, au sujet de

l'entrée à la présente assemblée; que suivant l'usage il doit être nommé des commissaires pour examiner cette contestation pour que, sur le rapport qui en sera fait à l'assemblée, elle prenne telle délibération qu'il appartiendra. Sur quoy, M. le Président a nommé M. le député du Chapitre de Mende, M. de Servièrès et les consu's de Mende et de Marvejols, pour examiner la dite contestation.

Comme il est d'usage dans la province, que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent assister aux Etats de Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre, adressée à M. le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir; que cet usage a toujours été observé dans ce pays pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Sur quoy, le sieur Lafont, syndic et de Lhermet, greffier du diocèse, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix

unanime, de confirmer le sieur Lafont dans sa charge de syndic et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et M. le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du pays a dit qu'il a été rendu deux jugements par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats en date des 14 et 28 novembre 1761, dont l'un ordonna, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1760, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à celle de 140 livres 14 sols 11 deniers; et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé dans plusieurs communautés des reliquats des comptes de leurs collecteurs, de la même année 1760, qui se portent en total à la somme de 1,809 livres 5 sols 1 denier et conformément aux dits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces debets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne. Ce qui a été unanimement délibéré conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore que M. l'Intendant a compris ce diocèse pour une somme de 3,738 livres 14 sols dans la répartition qu'il a faite de l'indemnité accordée par Sa Majesté pour les dommages causés aux ré-

coltes de l'année dernière 1761 ; que MM. les commissaires du diocèse ont procédé à la répartition de cette somme sur les communautés endommagées ; que l'état qu'ils en ont arrêté a été adressé à M. l'Intendant, pour être autorisé ; et, ledit sieur syndic, a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention, par un article particulier de la mande de la taille de chacune des communautés, de la somme pour laquelle elle a été comprise dans la répartition, à l'effet d'être employée en moins imposé. Ce qu'y a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussy que Sa Majesté a demandé à nosseigneurs des Etats, à leur dernière assemblée, la prorogation pour deux années du doublement de la capitation sur les cotes de 24 livres et au-dessus, et en a conclu avec eux l'abonnement sur le même pied qu'il le fut pour les années 1760 et 1761, c'est-à-dire à raison de 4,000 livres par an ; qu'en conséquence les Etats ont emprunté cette somme pour la présente année, et que les intérêts doivent en être imposés, cette année, par addition à ceux qui l'ont été dèz l'année dernière, pour le prix de l'abonnement fait pour 1760 et pour 1761 ; que les Etats ont réparty, sur chaque diocèse de la province, le montant de ces intérêts, et que, suivant cette répartition, le contingent de ce diocèse se porte à la somme de 815 livres 3 sols 4 deniers.

Sur quoy, ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de délibérer de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette chargés annuellement de la répartition de la capitation, le soin de procéder à celle du contingent de ce diocèse pour le nouvel abonnement de la prorogation du doublement de la capitation sur les cotes de 24 livres

et au-dessus de la manière la plus conforme aux délibérations et aux intentions de nosseigneurs des Etats ; ce qui a été unanimement débéré, conformément à la réquisition dudit sieur sindic.

Ledit sieur sindic a dit encore que MM. les commissaires du diocèse ont reçu plusieurs plaintes au sujet du défaut d'exactitude de certains collecteurs qui négligent d'écrire sur les rôles des impositions les paiements qui leur sont faits par les contribuables, et de croiser leurs cotes lorsqu'elles ont été entièrement acquittées, quoique les règlements leur en fassent une étroite obligation, et qu'en y contrevenant ils encourent la peine de faux ; que cette négligence de leur part donne lieu à des exécutions de la part des héritiers de ces collecteurs, lesquels trouvant sur les rôles des impositions des cotes non croisées, croient qu'elles n'ont point été acquittées et en demandent le paiement, quoiqu'il ait été déjà fait ; que certains contribuables contre qui l'on a formé de pareilles demandes, parce que leurs cotes n'étoient point croisées et qu'il n'y avoit aucun paiement de couché, ont cependant rapporté des quittances des collecteurs, par lesquelles ils ont justifié s'être entièrement libéré avec eux ; que d'autres qui n'avoient pas eu la précaution d'exiger des quittances, ou qui peut être les avoient égarées, ont été obligés de payer une seconde fois, ayant été hors d'état de prouver qu'ils l'eussent fait une première, parce que le temps qui s'étoit écoulé depuis le paiement, leur en avoit ôté les moyens ; que dans certaines communautés il y a eu des demandes formées contre nombre de particuliers vingt-neuf ans après la collecte ; ce qui y a causé bien du trouble ; qu'il est d'autant plus important d'arrêter les progrès de pareils

abus qu'ils peuvent aisément se multiplier par la négligence des collecteurs et l'état des contribuables qui dans ce pays sont pour la pluspart des gens de la campagne, grossiers et illettrés, et qui n'ont pas la précaution de faire croiser leurs cotes n'y d'exiger des quittances des collecteurs, lorsqu'ils leur payent leurs impositions ; que d'un autre côté il peut y avoir aussy de redevables qui sont depuis longues années en retard avec les collecteurs et qui, abusant de la tolérance que ceux-cy ont eue pour eux, prétendent les avoir payées et se plaignent mal à propos que leurs cotes n'ont pas été croisées ; que pour remédier à ce double inconvénient, l'on pourroit se pourvoir à la Cour des Aides pour tâcher d'y obtenir un arrest de règlement qui, en conservant aux collecteurs tous leurs droits par rapport aux articles des rôles qui n'auront point été acquittés, pourvût en même temps à la sûreté des contribuables et prévint toutes les demandes injustes qu'on pourroit leur faire, pour des cotes qui auront été payées et que les collecteurs n'auront point croisées ou dont ils n'auront point délivré des quittances ; qu'il semble qu'on remplira ce double objet en faisant ordonner que les collecteurs à l'avenir seront tenus de remettre, deux ans après que leur collecte aura pris fin, aux maires et consuls de leur communauté, un état en trois originaux des sommes qui leur restent dues par les contribuables ; lequel état sera lu, vérifié et arrêté dans un Conseil général de la communauté, qui sera convoqué à ce sujet, et indiqué huit jours à l'avance. Après quoy, l'un des trois originaux sera déposé au greffe consulaire ; le second sera remis au greffe du diocèse, et le troisième restera au pouvoir des collecteurs, qui pourront se faire payer par les voyes de droit, et

pendant tout le temps qui leur est accordé par les règlements, des sommes qui leur resteront dues et qui auront été ainsi liquidées ; et que, faute par eux de satisfaire à ladite remise dans ledit délai, toutes les cotes des impositions seront censées acquittées et eux entièrement payés du montant des rôles, sans pouvoir être reçus à faire aucune demande à ce sujet ; et qu'à l'égard des collecteurs, antérieurs à l'année 1760, à qui il peut être encore deu sur le rôle des impositions dont ils ont fait le recouvrement, ils seront tenus, sous les mêmes peines, de remettre et faire arrêter un semblable état et en la même forme, dans l'année à compter du jour de la publication et affiche de l'arrêt qui interviendra ; qu'il semble que par cet arrangement l'on pourvoira tout à la fois à l'intérêt des collecteurs et à celui des contribuables ; que sy l'assemblée l'approuve elle doit donner pouvoir audit sieur syndic de se pourvoir à la Cour des Aides pour y obtenir un arrêt de règlement, conforme au projet qu'il vient de présenter.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement délibéré de charger ledit sieur syndic de poursuivre, en la souveraine Cour des Comptes, Aides et Finances, un arrêt de règlement quy ordonne que les collecteurs à l'avenir seront tenus de remettre, deux ans après que leur collecte aura pris fin, aux maire et consuls de leur communauté, un état, en trois originaux, des sommes qui leur restent dues par les contribuables. Lequel état sera lu, vérifié et arrêté dans un Conseil général qui sera convoqué à ce sujet et indiqué huit jours à l'avance. Après quoy, l'un desdits originaux sera déposé au greffe consulaire ; le second sera remis au greffe du diocèse, et le troisième restera au pouvoir des collecteurs qui pourront se faire

payer, par les voyes de droit, et pendant tout le temps qui leur est accordé par les règlements, des sommes qui leur resteront dues et quy auront été ainsy liquidées ; et que, faute par eux de satisfaire à ladite remise dans ledit délai, toutes les cotes des impositions seront censées acquittées et eux entièrement payés du montant des rôles, sans pouvoir être reçus à faire aucune demande à ce sujet ; et, qu'à l'égard des collecteurs antérieurs à 1760, à quy il peut être encore deu sur les rôles des impositions dont ils ont fait le recouvrement, ils seront tenus, sous les mêmes peines, de remettre et faire arrêter un semblable état, et en la même forme, dans l'année, à compter du jour de la publication et affiche de l'arrest quy interviendra.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit que MM. les commissaires qui ont été nommés pour examiner la contestation survenue au sujet de l'entrée de la ville de Florac, entre le sieur Meynier de Cavaladette, maire de cette ville, et le sieur Turc, porteur de la procuration de la communauté, se sont assemblés, qu'ils ont fait appeler le sieur Meynier de Cavaladette et le sieur Turc, et les ont entendus sur les moyens qu'ils opposent pour se donner l'exclusion l'un à l'autre ; que le sieur Turc a représenté que le sieur Meynier de Cavaladette n'est pourvu que de la mairie ancienne mi-trienale de la ville de Florac ; que la mairie alternative mi-trienale a été réunie à la communauté en conséquence de l'arrest du Conseil du 28 octobre 1755 ; que depuis cette réunion ledit sieur Meynier de Cavaladette n'a pas laissé que d'exercer les fonctions des deux



mairies ; que la communauté ni le premier consul, qui est le premier officier électif, ne s'y sont point opposés, ignorant leur droit, jusques à la fin de l'année dernière ; qu'en ayant été instruit, le consul de ville a pris une délibération par laquelle on a continué le sieur Turc, en sa qualité de premier consul, et on l'a nommé pour exercer les fonctions et jouir des droits, honneurs et prérogatives attachés à l'office de maire, réuni à la communauté de Florac ; que la communauté a, en vertu de cette réunion, le droit de députer la présente année, à l'assemblée des Etats du pays, le sieur Meynier de Cavaladette, étant entré à ceux de l'année dernière ; qu'en conséquence, faisant usage de son droit, elle l'a député et luy a remis sa procuration ; que cette procuration doit être admise et qu'il doit être reçu à l'assemblée, à l'exclusion du sieur Meynier de Cavaladette. Le sieur Meynier de Cavaladette a répondu qu'il s'est opposé à l'exécution de la délibération du 27 décembre dernier et qu'il réitère, en tant que de besoin son opposition ; que l'élection consulaire portée par cette délibération n'a pas été faite dans le temps où l'on a coutume d'y procéder, quy est le 23 novembre, jour de Saint-Clément ; qu'ayant voulu luy-même ce jour là assembler la communauté pour l'élection, et en ayant fait avertir le sieur Turc, 1<sup>er</sup> consul, celui-ci affecta de s'absenter, et il n'y eut que deux ou trois conseillers politiques qui se rendirent chez luy et qui, à cause de leur petit nombre et de l'absence du 1<sup>er</sup> consul, proposèrent de renvoyer l'élection à un autre jour ; que d'ailleurs, quand même l'élection auroit été faite dans les règles, le 1<sup>er</sup> consul ne peut l'empêcher de faire cette année les fonctions de maire, parce que ce n'est point la mairie alternative réunie à la communauté

qui est en tour d'exercice, mais bien la mairie ancienne dont il est pourvu ; que ces provisions furent expédiées le 3 mars 1760, et qu'il fut reçu et installé le 29 du même mois par les officiers du Bailliage du Gévaudan, à qui ces provisions étoient adressées ; qu'elles furent encore enregistrées deux jours après au greffe consulaire de la communauté de Florac, qu'il entra alors en exercice et qu'il y feut et deut y être pendant un an, expiré au mois de mars de l'année dernière 1761 ; qu'à la vérité il a continué à faire les fonctions de maire pendant le cours de l'année dernière jusques-là, qu'il entra pour la communauté de Florac aux Etats du pays, tenus à Mende le 6 avril 1761 ; mais qu'il ne fit que parce qu'il y étoit autorisé par le consentement du 1<sup>er</sup> consul et de la communauté qui, jusques au mois de décembre dernier, ne s'y étoient point opposés ; que celuy qui est pourvu d'un des deux offices de maire doit en faire les fonctions de deux en deux ans ; qu'étant entré en fonction à la fin du mois de mars 1760, son tour a fini à la fin du mois de mars 1761 et est revenu à la fin du mois de mars 1762 ; qu'il se trouve depuis cette époque en exercice et qu'il doit entrer pour la communauté de Florac, à l'exclusion du sieur Turc. Le sieur Turc a répliqué au sieur Meynier de Cavaladette qu'ayant prorogé son exercice à une année de plus qu'il ne devoit le faire, il a perdu son tour pour celle-cy et que la dernière doit lui en tenir lieu, attendu que s'il en étoit autrement, il seroit en exercice pendant deux ans ; ce qui ne se peut pas, dès lors qu'il n'a pas les deux mairies. Cette raison a paru décisive à MM. les commissaires ; ils ont cru que le sieur Meynier de Cavaladette ayant exercé les fonctions de maire l'année dernière et ayant été alors

reçu à cette assemblée, il ne devoit pas l'être la présente année, n'étant pas possible qu'un titulaire, pourvu d'un seul office de maire, soit en exercice pendant deux années consécutives ; en conséquence, ils ont été d'avis de vous proposer de recevoir le sieur Turc en qualité de député de la communauté de Florac ; d'ailleurs MM. les commissaires n'ont pas cru devoir entrer dans l'examen des raisons alléguées par le sieur Meynier de Cavaldette contre la délibération du 27 décembre dernier ; il leur a paru qu'il suffisoit que le sieur Turc fut député par une procuration de la communauté, pour qu'il dut être reçu en cette qualité à cette assemblée.

Sur quoy, les voix ayant été appelées, il a été unanimement délibéré que le sieur Turc sera reçu à l'assemblée, et M. le Président l'ayant fait appeler, lecture a été faite de sa procuration, il a ensuite prêté le serment et pris rang et séance.

Ledit sieur syndic a dit encore que M. de Joubert, syndic général de la province, luy a envoyé deux arrêts du Conseil, des 30 may et 2<sup>e</sup> octobre derniers, rendus de mouvement, et qu'il luy marque par sa lettre qu'il lui a écrite à ce sujet, en date du 4 du mois passé, qu'il doit en donner connoissance à la présente assemblée ; que ces arrêts doivent être publiés et enregistrés conformément aux intentions des Etats, et que ledit sieur syndic doit lui en envoyer son certificat.

Sur quoy, M. le Président a ordonné qu'il feut fait lecture desdits arrêts du 30 may et 2<sup>e</sup> octobre. Laquelle lecture ayant été faite ainsy que des délibérations de nosseigneurs des Etats généraux portant leur enregistrement, en date du 21<sup>e</sup> novembre dernier, et de l'ordonnance de nosseigneurs les commissaires du Roy et

des Etats, du même jour, l'assemblée a unanimement délibéré, en exécution desdites délibérations et ordonnances, que lesdits deux arrêts des 30 may et 2<sup>e</sup> octobre 1761, ensemble lesdites délibérations et ordonnances, seront enregistrées à son greffe et au procès-verbal de la présente séance.

---

ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Qui casse l'arrêt du parlement de Toulouse du 17 janvier 1761, en ce qu'il contient de contraire aux privilèges de la province de Languedoc, à l'arrêt du Conseil du 21 mars, confirmatif d'iceux, et aux arrêts du Conseil des 25 octobre et 13 décembre 1760 ; et fait itératives défenses audit Parlement d'en rendre à l'avenir de semblables, et aux baillifs, sénéchaux et autres juges ressortissant nûement audit Parlement, d'y avoir aucun égard, à peine d'interdiction.*

Du 30 mai 1761.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT.

VEU par le Roi, étant en son Conseil, l'arrêt rendu en icelui le 21 mars 1760, par lequel Sa Majesté a maintenu et gardé les gens des trois Etats de la province de Languedoc, dans leurs usages, droits, libertés et privilèges, notamment sur le fait des levées de deniers, lesquelles ne peuvent être faites sur le général de la province, ni sur les villes et communautés en particulier, ni sur les habitants, en vertu d'aucuns édits bursaux, déclarations, jussions, et autres provisions contraires auxdits droits et

libertés, quand même elles seroient faites sur le général du royaume, mais seulement sur la demande qui en est faite aux Etats au nom de Sa Majesté, de laquelle ils dépendent sans aucun milieu, et après la délibération qui doit être prise sur cette demande, pour la levée et le recouvrement en être faits en la manière accoutumée, sous l'autorité immédiate de Sa Majesté. Autre arrêt du 25 octobre suivant, portant cassation de ceux rendus par le Parlement de Toulouse les 24 mars et 7 mai de la même année, au sujet de l'enregistrement de l'édit du mois de février, concernant l'établissement d'un troisième vingtième et d'un doublement de capitation, et de l'édit du mois d'Août 1758, concernant les dons-gratuits extraordinaires à payer par les villes et bourgs du royaume, en ce que lesd. arrêts d'enregistrement contenoient de contraire aux privilèges et usages de ladite province, de Languedoc, et audit arrêt du Conseil du 24 mars 1760, confirmatif d'iceux. Autre arrêt rendu du propre mouvement de Sa Majesté le 13 décembre de la même année, par lequel Elle auroit cassé et annullé un arrêt du Parlement de Toulouse le 17 novembre précédent, qui ordonne l'exécution de ceux des 24 mars et 7 mai, cassés par le susdit arrêt du Conseil du 25 octobre, avec défenses audit Parlement d'en rendre à l'avenir de semblables. Autre arrêt rendu par ledit Parlement le 17 janvier 1761, qui, nonobstant les précédents arrêts du Conseil, et sous le bon plaisir de Sa Majesté, contient les mêmes dispositions que ceux dont la cassation a été prononcée, et en ordonne l'exécution : et Sa Majesté voulant réprimer une entreprise aussi contraire à ses intentions, et faire pleinement jouir les Etats de Languedoc, des droits, libertés, usages et privilèges dans lesquels

elle les a maintenus et gardés par lesdits arrêts des 21 mars, 25 octobre, et 13 décembre 1760, et en assurer la pleine et entière satisfaction ; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a cassé et annullé, casse et annulle ledit arrêt du parlement de Toulouse du 17 janvier 1761, en ce qu'il contient de contraire aux privilèges de ladite province de Languedoc, à l'arrêt du Conseil de Sa Majesté du 21 mars, confirmatif d'iceux, et aux arrêts du Conseil des 25 octobre et 13 décembre 1760. Fait Sa Majesté itératives défenses audit Parlement, d'en rendre à l'avenir de semblables, et aux baillifs, sénéchaux, et autres juges ressortissant nuement audit Parlement, d'y avoir égard, à peine d'interdiction. Ordonne en outre Sa Majesté, que ledit arrêt sera enregistré au greffe des Etats, à celui des sieurs commissaires de Sa Majesté, et inséré dans les registres des délibérations de toutes les communautés de ladite province, à la diligence des syndics généraux d'icelle, lû, publié et affiché par tout où besoin sera, afin que personne n'en ignore. FAIT au Conseil-d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Marly le trentième mai mil sept cens soixante-un.

Signé, PHELYPEAUX.

*L'AN mil sept cens soixante-un, le dix-neuvième juin, le présent arrêt du Conseil-d'Etat du Roi, rendu du propre mouvement de Sa Majesté, a été signifié, et d'icelui laissé copie aux fins des défenses y portées, à Messieurs de la Cour du parlement de Toulouse, en la personne de Monsieur Morel, greffier en chef de ladite Cour, demeurant à Toulouse, rue du Temple, absent de ladite ville, et en parlant, à cause de ladite absence, à M<sup>e</sup> Begué, greffier de ladite Cour, de même à Toulouse, rue de la Tonne ;*

*lequel sieur Begué nous avons envoyé chercher pour le charger de la présente signification que nous lui avons remise, et à M. de Riquet de Bonrepos, procureur général dudit Parlement de Toulouse, en son hôtel, rue Velanne, en parlant à sa personne, à ce qu'il n'en soit ignoré, par nous huissier ordinaire du Roi en tous ses Conseils, sous-signé, qui nous sommes à cet effet exprès transporté de Paris en ladite ville de Toulouse. Signé, COIBET.*

---

*EXTRAIT du registre des délibérations des Etats généraux de la province de Languedoc, assemblés à Montpellier.*

Du 21 novembre 1761.

LECTURE faite de l'arrêt du Conseil ci-dessus : Les Etats ont délibéré qu'il sera enregistré dans leur greffe, et dans le procès-verbal de leurs séances, comme étant un nouveau titre qui les maintient dans leurs anciens usages, droits, libertés et privilèges, suivant lesquels aucune imposition et levée de deniers ne pourront être faites sur le général de la province, ni sur les villes et communautés en particulier, ni sur les habitants, en vertu d'aucuns édits bursaux, déclarations, jussions, et autres provisions contraires à ses droits et libertés, quand même elles seroient faites sur le général du royaume, mais seulement sur la demande qui en sera faite aux Etats au nom de Sa Majesté, de laquelle ils dépendent sans aucun milieu, et après la délibération qui sera prise sur cette demande, pour la levée et le recouvrement en être faits en la manière accoutumée, sous l'autorité immédiate de Sa Majesté ; le tout conformément à l'arrêt de son Conseil du 21 mars 1760, et autres arrêts subsé-

quens des 25 octobre et 13 décembre 1760, et à celui ci-dessus, qui ont cassé les arrêts du Parlement de Toulouse des 24 mars, 7 mai, 17 novembre 1760, et 17 janvier 1761, en ce qu'ils contenoient de contraire à l'arrêt du Conseil du 21 mars 1760, et autres arrêts qui en ordonnent l'exécution. Enjoignent lesdits Etats aux syndics généraux, d'envoyer ledit arrêt avec le présent enregistrement, aux syndics des diocèses, à l'effet d'être lu et publié dans l'assemblée prochaine des assiettes, et enregistré dans leurs greffes ; dequoi lesdits syndics des diocèses seront tenus d'envoyer leurs certificats aux syndics généraux, dans un mois après la tenue desdites assiettes. Leur enjoignant pareillement d'envoyer des exemplaires imprimés dudit arrêt et du présent enregistrement, aux maires et consuls des villes principales, et autres qui ont droit d'entrer aux Etats, à l'effet d'être ledit arrêt publié en la forme ordinaire, et affiché aux lieux accoutumés, et d'être pareillement inséré dans les registres des délibérations desdites villes et communautés ; dequoi lesdits maires et consuls seront tenus d'envoyer leurs certificats aux syndics généraux, dans un mois après la date dudit envoi. *Signé* DE LA ROCHE-AYMON, archevêque primat de Narbonne, président des Etats : *Et plus bas* ; du mandement de nosseigneurs des Etats, *CARRIÈRE signé.*

---

*Les commissaires députés par le Roi et par l'assemblée des gens des Trois-Etats du pais de Languedoc.*

Veu l'arrêt du Conseil-d'Etat ci-dessus, et l'enregistrement dudit arrêt, fait par les Etats cejourd'hui ; lecture faite dudit arrêt, oui et réquetant le syndic général de la province :



NOUS COMMISSAIRES, avons ordonné que led. arrêt du Conseil du 30 mai 1761, sera enregistré en notre greffe, et envoyé, à la diligence des syndics généraux, aux syndics des diocèses, à l'effet d'être lû et publié dans l'assemblée prochaine des assiettes, et enregistré en leurs greffes. Enjoignons aux commissaires principaux d'y tenir la main, et aux syndics des diocèses en certifier les syndics généraux dans le mois après la tenue desdites assiettes. Ordonnons pareillement qu'il sera envoyé, à la diligence desdits syndics généraux, des exemplaires dudit arrêt et du présent enregistrement, ensemble, de celui qui a été fait au greffe des Etats, aux maires et consuls des villes principales, et autres qui ont droit d'entrer aux Etats, à l'effet d'être ledit arrêt publié en la forme ordinaire, et les exemplaires d'iceux affichés aux lieux et endroits accoutumés, et d'être pareillement enregistré dans les registres des délibérations desdites villes et communautés ; de quoi lesdits maires et consuls seront tenus de certifier lesdits syndics généraux, dans le mois après la date de l'envoi dudit arrêt. FAIT à Montpellier au bureau de la Commission, pendant la tenue des Etats, le vingt-unième novembre mil sept cens soixante-un. *Signés,*

LE DUC DE FITZ-JAMES.

DE SAINT PRIEST.

† L'ÉVÊQUE DE COMMENGE.

GUY DE VILLENEUVE.

ROQUELAURE, BARON DE  
LANTA.

MAGNOL.

ESCAICH, diocésain de Li-  
moux.

PRADES DE LA VALETTE,

*Par nosseigneurs,*

BRANCHU.

ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Qui casse l'arrêt du Parlement de Toulouse du 25 juin 1764, en ce qu'il renouvelle les dispositions des arrêts dudit Parlement, précédemment annulés par Sa Majesté ; et ordonne que les arrêts de son Conseil des 21 mars, 25 octobre, et 13 décembre 1760, seront exécutés selon leur forme et teneur.*

Du 2 octobre 1761.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT.

VEU par le Roi, étant en son Conseil, l'arrêt rendu en icelui le 21 mars 1760, par lequel Sa Majesté maintient les Etats de Languedoc dans leurs usages, droits et privilèges, et ordonne l'exécution, tant de la délibération par eux prise le 11 décembre 1759, concernant le troisième vingtième et doublement de capitation, que de l'arrêt du Conseil rendu sur l'abonnement desdits droits. Autre arrêt du Conseil du 25 octobre 1760, qui en casse deux rendus par le Parlement de Toulouse les 24 mars et 7 mai précédens, en ce qu'ils ont de contraire aux privilèges de ladite province. Autres arrêts du Conseil des 13 décembre 1760, et 50 mai dernier, qui en cassent deux autres rendus par ledit Parlement le 17 novembre 1760, et 17 janvier dernier. Vu aussi l'arrêt dudit Parlement du 25 juin dernier, portant qu'aux remontrances délibérées le 17 janvier précédent, il sera ajouté un nouvel article sur le contenu audit arrêt du Conseil du 50 mai dernier, et qu'elles seront incessamment envoyées à Sa Majesté ; et cependant, que sous son bon plaisir, et conformément à l'édit du mois d'octobre 1649, et à la

déclaration du 31 juillet 1648, les précédens arrêts de lad. Cour, et notamment celui du 17 janvier dernier, seront exécutés selon leur forme et teneur ; ce faisant, qu'en exécution des susdits édits, déclarations et arrêts, il ne pourra être établi, réparti, ni levé aucun nouvel impôt dans le Languedoc, et dans toute l'étendue du ressort de ladite Cour, qu'en vertu d'édits, déclarations, ou lettres-patentes dûment vérifiées et registrées en la Cour, et publiées en la forme ordinaire, en vertu des arrêts de ladite Cour, sans qu'il puisse être aucunement suppléé au défaut dudit enregistrement et de ladite publication ; avec défenses à tous baillifs et sénéchaux du ressort, de procéder à l'enregistrement et publications d'aucuns édits, déclarations, ou lettres-patentes concernant l'établissement, répartition et levée d'aucun nouvel impôt dans ladite province, et dans toute l'étendue du ressort de ladite Cour, qui n'auroient été préalablement vérifiées en icelle, et à eux adressées par le procureur-général du Roi ; sans néanmoins que lad. Cour ait entendu, par ledit présent arrêt, porter aucune atteinte aux droits et privilèges de ladite province ; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a cassé et annullé, casse et annulle ledit arrêt du Parlement de Toulouse du 25 juin dernier, en ce qu'il renouvelle les dispositions des arrêts dudit Parlement précédemment annullés par Sa Majesté. Ordonne que les arrêts de son Conseil des 21 mars, 22 octobre et 15 décembre 1760, et 30 mai dernier, seront exécutés selon leur forme et teneur ; sans entendre au surplus Sa Majesté déroger aux édits et déclarations concernant les enregistremens, dans ses Cours. Ordonne en outre Sa Majesté, que le présent arrêt sera enregistré au Greffe des Etats, lu, publié et affiché par-tout où

besoin sera. FAIT au Conseil-d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le deux octobre mil sept cens soixante-un.

*Signé, PHELYPEAUX.*

---

*EXTRAIT du registre des délibérations des Etats généraux de la province de Languedoc, assemblés à Montpellier.*

Du 21 novembre 1761.

LECTURE faite de l'arrêt du Conseil ci-dessus, les Etats ont délibéré qu'il sera enregistré dans leur greffe, et dans le procès-verbal de leurs séances, comme étant un nouveau titre qui les maintient dans leurs anciens usages, droits, libertés et privilèges, suivant lesquels aucune imposition et levée des deniers, ne pourront être faites sur le général de la province, ni sur les villes et communautés en particulier, ni sur les habitans, en vertu d'aucuns édits bursaux, déclarations, jussions, et autres provisions contraires à ses droits et libertés, quand même elles seroient faites sur le général du royaume, mais seulement sur la demande qui en sera faite aux Etats au nom de Sa Majesté, de laquelle ils dépendent sans aucun milieu, et après la délibération qui sera prise sur cette demande, pour la levée et le recouvrement en être faits en la manière accoutumée, sous l'autorité immédiate de Sa Majesté, le tout conformément à l'arrêt de son Conseil du 21 mars 1760, et autres arrêts subséquens des 25 octobre et 13 décembre 1760, et 30 mai 1761, et à celui ci-dessus, qui ont cassé les arrêts du Parlement de Toulouse des 24 mars, 7 mai, 17

novembre 1760, 17 janvier et 25 juin 1761, en ce qu'ils contenoient de contraire à l'arrêt du Conseil du 21 mars 1760, et autres arrêts qui en ordonnent l'exécution, l'un desquels arrêts du 30 mai dernier, fait défenses audit Parlement d'en rendre à l'avenir de semblables, et aux baillifs, sénéchaux, et autres juges ressortissans nuellement dudit Parlement, d'y avoir aucun égard, à peine d'interdiction. Enjoignent lesdits Etats aux syndics généraux, d'envoyer ledit arrêt avec le présent enregistrement, aux syndics des diocèses, à l'effet d'être lu et publié dans l'assemblée prochaine des assiettes, et enregistré dans leurs greffes, dequoi lesdits syndics des diocèses seront tenus d'envoyer leurs certificats aux syndics généraux, dans un mois après la tenue desdites assiettes ; leur enjoignant pareillement d'envoyer des exemplaires imprimés dudit arrêt, et du présent enregistrement, aux maires et consuls des villes principales, et autres qui ont droit d'entrer aux Etats, à l'effet d'être ledit arrêt publié en la forme ordinaire, et affiché aux lieux accoutumés, et d'être pareillement inséré dans les registres des délibérations desdites villes et communautés ; dequoi lesdits maires et consuls seront tenus d'envoyer leurs certificats aux syndics généraux, dans un mois après la date dudit envoi. *Signé* † DE LA ROCHE-AYMON, archevêque P. de Narbonne, président : *Et plus bas* ; du mandement de nosseigneurs des Etats, *CARRIÈRE signé.*

Après quoy le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le six avril mil sept cent soixante-deux.

† G. FLOR., évêque de Mende.

1763

*Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Remise des procurations de MM. les députés. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du diocèse. — Débets et reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité en faveur du Gévaudan pour dommages causés aux récoltes. — Abonnement pour le doublement de la capitation. — Les sommes induement imposées doivent être restituées. — Recherche des moyens pour la conservation et multiplication des bêtes à laine.*

M. de Lhermet, lieutenant principal au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 10 décembre 1762, a dit que nosdits seigneurs ordonnent par leurs dites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruéjols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenti et résolu auxdits Etats. Lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime Mgr le comte d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de MM. les lieutenants

généraux dans ladite province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenus au billet, sur ce signé, ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, ledit sieur lieutenant principal au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif en tour, est sorti de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'Eglise, la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 10 décembre 1762, seront impozées, la présente année, sur les contribuables

aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'Eglise et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques uns ont omis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentils hommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis, pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Sur quoy, le sieur Lafont, syndic, et le sieur de Lhermet, greffier du diocèse, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la charge de syndic, et le sieur de Lhermet, dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la pré-



sente délibération, et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du pays a dit qu'il a été rendu deux jugements par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, en date des 27 novembre et 4 décembre 1762, dont l'un ordonne en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1761, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à celle de 148 livres 2 deniers, et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs de la même année 1761, qui se portent en total à la somme de 3,341 livres 15 sols 1 denier, et, conformément auxdits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été, suivant l'usage, dressé l'année dernière des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes par les grêles et autres accidents du Ciel ; qu'il a été accordé par Sa Majesté une indemnité à la province qui, comme celles des années dernières, n'est pas considérable ; que M. l'Intendant en a fait la répartition ; que ce diocèse y a été compris pour la somme de 4,500 livres, et a requis de délibérer de renvoyer à MM. les commissaires pour procéder

à la répartition de la somme que M. l'Intendant a accordée sur les communautés ou sur les particuliers endommogés, conformément aux décisions de Sa Majesté, du 20 février 1755. Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi, qu'en conséquence de la demande faite par Sa Majesté à nosseigneurs des Etats, la prorogation pour les années 1762 et 1763 du doublement de la capitation sur les côtes de 24 livres et au-dessus et de l'abonnement, conclud alors avec Sa Majesté à raison de 400,000 livres pour chacune desdites années, comme il l'avoit été pour les années 1760 et 1761, les Etats ont fait un nouvel emprunt de cette somme pour la présente année 1765, et que les intérêts doivent en être imposés par addition à ceux qui l'ont été pour le prix des abonnements précédents; que les Etats ont réparti, sur chaque diocèse de la province, le montant de ces intérêts, et que, suivant cette répartition, le contingent de ce diocèse se porte à la somme de 815 livres 5 sols 4 deniers. Sur quoy, ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de délibérer de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette, chargés annuellement de la répartition de la capitation, le soin de procéder à celle du contingent de ce diocèse pour la prorogation de l'abonnement du doublement de cette imposition sur les côtes de 24 livres, de la manière la plus conforme aux délibérations de nosseigneurs des Etats. Ce qui a été unanimement délibéré, conformément, à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il luy a été envoyé par M. le syndic général de la province plusieurs ordonnances rendues par nosseigneurs les commissaires du

Roy et des Etats contre les maires, consuls et greffiers de certaines communautés pour la restitution des sommes qui ont été induement imposées ou dont il a été omis de faire un moins imposé, pour être remises à M. le receveur en exercice, la présente année, afin qu'il les mette à exécution ; que M. la syndic général luy a encore adressé des préambules imprimés pour toutes les communautés du diocèse, et qu'il luy marque de recommander aux consuls et greffiers de remplir exactement ces préambules imprimés et de les remettre à M. le receveur en exercice en nombre suffisant, duement collationné sur l'original, qui doit être couché à l'ordinaire dans le registre de la communauté, et que cet original doit être conçu précisément dans la même forme et dans les mêmes termes que le préambule imprimé, à peine de faux contre ceux qui l'auront signé ; que M. la syndic général marque encore audit sieur syndic de donner aux consuls et greffiers divers autres avertissements relativement à ces objets ; que ces avertissements consistent à leur faire savoir :

1° Que la commission établie par lettres patentes de 1754, ayant reçu de Sa Majesté le pouvoir de connoître de l'exécution des ordonnances de restitution et des amendes encourues, faute d'avoir remis les préambules, comme aussi de les examiner lorsqu'ils seront remis, c'est à cette commission que les consuls et les greffiers doivent s'adresser pour obtenir la décharge des restitution ou amendes.

2° Qu'il ne leur en sera accordé aucune s'ils ne rapportent en même temps les ordonnances qui auroient permis les dépenses qui auront été rayées ou les jugements de vérification des dettes dont les intérêts auront été également rayés.

5° Qu'il ne leur sera accordé aucune remise des amendes encourues, faute d'avoir dressé le préambule dans la forme cy-dessus prescrite, de l'avoir remis dans le temps ou d'avoir rapporté l'extrait du bail à ferme des biens patrimoniaux quand même l'un et l'autre seroient rapportés après coup, et que le greffier sera en ce cas condamné à payer en son propre la moitié de l'amende, il faut seulement remarquer que si le bail à ferme a été déjà remis, il faut simplement l'énoncer et justifier de la remise.

4° Qu'il doit être fait mention de la date des baux des biens patrimoniaux dans l'article du préambule où le prix est moins imposé ; au moyen de quoy, après avoir rapporté le bail une première fois, il ne sera pas nécessaire de le rapporter les autres années de la durée du bail ; mais il sera toujours indispensable d'en exprimer la date dans le préambule de chaque année, afin qu'on puisse vérifier au greffe de MM. les commissaires du Roy, si cet extrait a été remis dans le temps.

5° Enfin, qu'il ne sera reçu aucune excuse pour le défaut de remise des préambules et des autres pièces qui doivent y être jointes, pas même celle que les pièces ont été égarées chez le receveur, attendu que celui qui les remet n'a qu'à en retirer un reçu.

Après quoy, ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de délibérer que les préambules imprimés, qui luy ont été adressés par M. le syndic général de la province, seront envoyés avec la mande de la taille dans toutes les communautés du diocèse, et de l'autoriser à accompagner cet envoi d'une lettre circulaire pour donner aux consuls et greffier les divers éclaircissements dont il vient de faire le détail.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la proposition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi que les Etats du pays et MM. les commissaires du diocèse ont donné, dans tous les temps, une attention particulière à la conservation et à la multiplication des bestiaux et surtout à celle des bêtes à laine, qui intéressent plus particulièrement le pays par rapport à ses fabriques ; qu'on a plusieurs fois recherché les moyens d'augmenter les troupeaux ; mais que différentes circonstances et surtout celle d'une guerre longue et ruineuse n'ont pas permis de suivre un pareil travail ; que le retour de la paix, les dispositions du Ministère et celles des Etats généraux de cette province à favoriser l'augmentation des bêtes à laine, doivent engager à s'occuper de nouveau de cet objet et à prendre les mesures les plus efficaces pour le remplir. Ces mesures pourroient consister, quant à présent, à commencer par s'assurer de l'état actuel des troupeaux, de celui des fourrages ; comparer l'un avec l'autre pour juger s'il y a plus de fourrage qu'il n'en faut pour nourrir le nombre actuel des bêtes à laine ; si l'on pourroit rendre les fourrages plus abondants, soit en formant des prairies dans certains fonds qui seroient susceptibles de cette culture, soit en employant d'autres moyens ; si les pâturages sont assez abondants pour nourrir, pendant l'été, un plus grand nombre de bêtes à laine qu'il n'y en a actuellement. Il paroîtroit encore à propos de s'informer de l'état des bêtes à laine dans chaque canton ; si l'espèce en est bonne ; si elles sont ordinairement saines ou sujettes à des fréquentes maladies, et quelles sont les maladies les plus ordinaires ; la quantité de laine quelles rendent communément. Après avoir pris les connais-

sances nécessaires sur ces différents objets, l'on pourra s'occuper des différents moyens qui seront proposés par les administrateurs des communautés pour augmenter les troupeaux, les fourrages et les mesures qui peuvent en faciliter l'exécution. L'on pourra leur indiquer l'usage des prairies artificielles, en sainfoin, qui ont le plus grand succès dans différentes parties du royaume, notamment dans certains cantons de cette province ; on est occupé actuellement à en faire des essais dans le pays, sur des terres de différente nature. Si ces essais réussissent, l'on pourra faire connoître, aux différentes communautés du diocèse, la manière de former ces prairies artificielles en sainfoin et les avantages qui en résultent pour la nourriture du bétail de toute espèce. L'on pourroit encore dans la suite introduire dans le pays des espèces de bêtes à laine meilleurs que celles qui y sont actuellement, telles que celles de Flandres ou d'Angleterre, qui sont beaucoup plus belles, rendent beaucoup plus de laine et sont sujettes à moins de maladies. Enfin, l'on tâcheroit de procurer aux gens de la campagne les facilités convenables pour les mettre à portée de retirer de leurs troupeaux les mêmes avantages qu'on en retire dans différentes parties de l'Europe, où ils sont dans le meilleur état ; telles que la Flandre, la Hollande, l'Angleterre et la Suède. Pour commencer par acquérir les connaissances préalables dont on a fait le détail, ledit sieur syndic écrira, si l'assemblée le juge à propos, une lettre circulaire aux consuls des communautés pour leur demander :

1° Un dénombrement exact des bêtes à laine qu'il y a actuellement dans chaque lieu, village, hameau ou métairie de leur communauté ;

2° Un dénombrement de la quantité de foin, de celle du regain, de celle de la paille ou autres fourrages qu'on recueille, années communes, dans chaque lieu, village, hameau ou métairie ;

3° Quelle quantité de foin, regain ou de paille peuvent consumer les bêtes à corne dans chaque lieu ; si c'est la moitié, les deux tiers, les trois quarts ; qu'en reste-t-il pour les bêtes à laine, et ce résidu est-il suffisant pour les nourrir ?

4° Si l'on pourroit, dans certains lieux, augmenter les fourrages, soit en changeant la culture de certains fonds qu'on pourroit convertir en prairies, soit par d'autres moyens, et quels seroient ces moyens ;

5° Si dans les différents lieux, villages, hameaux ou métairies, les pâturages sont assez abondants pour nourrir un plus grand nombre de bêtes à laine qu'il n'y en a actuellement et en quoy consisteroit ce nombre, s'il pourroit se porter, par exemple, à un tiers, un quart, ou un sixième de plus ;

6° Qu'elle est l'espèce des bêtes à laine de chaque communauté ; combien pèse à peu près le mouton ; combien pèse la brebis ; qu'elle est ordinairement la quantité de laine que chacun rend ;

7° Si les bêtes sont saines dans les différents lieux, villages ou hameaux de la communauté, ou si elles sont sujettes à des fréquentes maladies ; qu'elles sont les maladies les plus ordinaires et les remèdes qu'on y apporte.

MM. les consuls seront exhortés à prendre les renseignements les plus exacts sur ces différents articles et à en dresser des notes qu'ils remettront à MM. les commissaires qui se transporteront dans les communautés

pour la confection des rôles de la capitation, et qui remettront ces notes audit sieur syndic ; qu'il en rendra compte à MM. les commissaires ordinaires pendant l'année ; qui pourront aviser aux moyens les plus propres de remplir des vues aussi utiles que celles qui viennent d'être proposées.

---

1764

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Contestation entre le maire de Florac et le premier consul de la même ville, pour l'entrée aux Etats. — Nomination d'une commission pour terminer ce débat. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du diocèse. — Débets et reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité accordée au diocèse. — Éclaircissements demandés par S. M. sur les moyens les plus propres pour procurer le soulagement de ses peuples, l'amélioration de ses finances, etc. — Équivalent. — Privilèges du pays contestés par les fermiers de ce droit. — Rapport des commissaires chargés de vérifier les prétentions du maire et du premier consul de Florac. — Construction de la côte de Saint-Pierre, près de St-Jean-de-Gardonque, au prix de 44,900 livres. — Mémoire du comte de Morangiés sur les routes à ouvrir dans le diocèse. — Chemin à construire pour faciliter l'arrivée aux bains de Bagnols. — Clôture des États.*



L'an mil sept cens soixante-quatre, et le lundi quatorzième jour du mois de may. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Maruejols, sont venus à la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, où loge M<sup>re</sup> Jean Valentin, prêtre, licencié ez droits, chanoine de l'église cathédrale de Mende, vicaire général de Mgr l'évêque de Mende, Président des Etats et assiette dudit pays, qui les attendoit, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires ; et, tous ensemble, sont allés à l'église collégiale de Notre-Dame-de-La-Carce de la ville de Maruejols pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du bailliage de Gévaudan et royale ordinaire dudit Maruejols, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : M. le Président, sur un fauteuil placé sur une stalle élevée au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, M<sup>re</sup> Grimoard de Beauvoir du Roure, commissaire principal desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> M<sup>re</sup> Joseph Dallo, juge, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif, en tour pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comté de St-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pougnaire et St-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent ; M. M<sup>re</sup> Vital Dangles, avocat au Parlement ; M<sup>re</sup> Vital Maurin, notaire royal, et sieur Étienne Lapise, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, l'année dernière, et M<sup>re</sup> Pierre de Michel Du Roc, marquis de Brion et autres places, maire de la ville de Maruejols, absent, commissaires ordinaires desdits Etats

et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang ; et sur le banc dudit sieur baillif ; MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant leur rang ; et, les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. de Beauvoir du Roure, commissaire principal, ayant en main les commissions de nos seigneurs les commissaires qui ont présidé, pour le Roy, en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 7<sup>e</sup> mars dernier, a dit que nosdits seigneurs luy ordonnent, par leurdites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsy qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats ; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime Mgr le comte d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce signé, ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commis-

sions, ensemble des instructions et autres actes y attachés contenant, entre autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieurs commissaires principal et lieutenant général au bailliage de Gévaudan pour M. le baillif, en tour, sont sorti de l'assemblée.

M. le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et, ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, savoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et, par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, et, tous ensemble, ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 7<sup>e</sup> mars dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Le syndic du pays a dit qu'il y a encore, cette année, une contestation entre les sieurs Meynier de Cavaladette, maire de Florac, et le sieur Fielval, 1<sup>er</sup> consul de la même ville, porteur de la procuration de la commu-

nauté, au sujet de l'entrée à la présente assemblée ; que suivant l'usage il doit être nommé des commissaires pour examiner cette contestation pour, sur le rapport qui en sera fait à l'assemblée, elle prenne telle délibération qu'il appartiendra.

Sur quoy, M. le Président a nommé M. le député du Chapitre de Mende, M. de Servièrès et les consuls de Mende et de Maruejols, pour examiner ladite contestation.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques uns ont omis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis, pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse. Surquoy, le sieur Lafont, syndic, et le sieur de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix

unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la charge de sindic, et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération et M. le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le sindic du pays a dit qu'il a été rendu deux jugemens par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, en date des 1<sup>er</sup> et 5 mars derniers, dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse de l'année 1762, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes ; lesquelles reviennent en total à celle de 183 livres 12 sols 4 deniers ; et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés des reliquats des comptes de leurs collecteurs de la même année 1762, qui se portent en total à la somme de 2,261 livres 12 sols, et conformément auxdits jugemens, ledit sieur sindic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme les concerne.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur sindic.

Ledit sieur sindic a dit encore qu'il a été, suivant l'usage, dressé, l'année dernière, des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes par les grêles et autres accidens du Ciel ; qu'il a été accordé par Sa Ma-

jesté une indemnité à la province ; que M. l'Intendant en a fait la répartition et fixé le contingent de ce diocèse à la somme de 22,620 livres. En conséquence, ledit sieur syndic a requis de délibérer de renvoyer à MM. les commissaires, pour procéder à la répartition de cette somme sur les communautés ou sur les particuliers endommagés, conformément aux décisions de Sa Majesté, du 20 février 1755. Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi que Sa Majesté a fait déclarer par MM. les commissaires aux Etats généraux de la province que le désir qu'elle a d'annoncer à ses peuples, le plutôt qu'il sera possible, ses volontés sur le choix des moyens les plus propres à procurer autant leur soulagement que l'amélioration de ses finances, l'ayant déterminé avant tout à interroger le zèle et les lumières de ceux de ses sujets qui peuvent être plus particulièrement instruits des avantages et des inconvénients locaux ; elle trouvera bon que les états luy adressent leurs mémoires et représentations et qu'elle attend de leur zèle constant, pour le bien de son service, ainsi que de l'expérience que leur donne l'administration qui leur est confiée, qu'ils luy communiqueront des vues sages et utiles sur des objets aussi intéressants que ceux dont il s'agit, et nommément sur ce qui peut avoir rapport à la forme et à la confection et perfection des cadastres.

Qu'en conséquence, les Etats, pour répondre à la confiance que le Roy a bien voulu leur témoigner, ont délibéré et arrêté, le 5 mars dernier, de former une commission extraordinaire pour travailler assidûment pendant l'année à assembler tous les éclaircissements nécessaires sur les différents objets que Sa Majesté a eu

la bonté d'indiquer pour procurer le soulagement de ses peuples, faire sur le tout les observations qu'elle jugera à propos, et dresser les projets des mémoires dont il sera rendu compte aux Etats dans leur prochaine assemblée, à l'effet d'y être délibéré, sur l'approbation de ceux qu'ils croiront devoir être présentés à Sa Majesté, en se conformant à ses intentions. Les Etats ont en même temps prié Mgr l'archevêque de Narbonne de vouloir bien concourir, par la supériorité de ses vues et de ses lumières, à un travail aussi important, et MM. les syndics généraux ont été chargés de demander à MM. les commissaires des diocèses et aux officiers municipaux, en leur adressant des exemplaires de la délibération, tous les titres, mémoires et autres pièces qu'ils jugeront propres à concourir au travail de la commission, à laquelle ils en feront le rapport.

Que la commission a été formée, en exécution de cette délibération ; elle a commencé ses opérations, et pour rassembler les différents éclaircissements qu'elle doit se procurer par rapport aux objets qu'il a plu à Sa Majesté d'indiquer, elle a rédigé ceux qui lui ont paru avoir le plus de part et le plus d'influence à l'administration, et a jugé à propos de consulter MM. les commissaires des diocèses sur ces objets qui roulent sur les impositions, les droits des fermes, l'agriculture et le commerce, et de proposer différentes questions, relativement à chacun d'eux ; que M. de Joubert a adressé, audit sieur syndic, un mémoire contenant ces questions, dont l'assemblée voudra bien faire lecture ; que pour se conformer aux vues de nosseigneurs les commissaires, ledit sieur syndic croit devoir proposer de le charger d'écrire une lettre circulaire à MM. les maires,

consuls et administrateurs des communautés du diocèse pour leur faire part de ces articles et les prier de lui donner, par des mémoires qu'ils voudront bien lui adresser, toutes les connoissances particulières et locales qu'ils peuvent avoir sur ces objets et qui doivent être principalement fondées sur leur expérience ; que ledit sieur syndic communiquera ensuite ces mémoires à MM. les commissaires du diocèse, qui dresseront celui qui leur est demandé sur les différens éclaircissements qui auront été donnés ; et, ledit sieur syndic, a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, l'assemblée, après avoir fait faire la lecture des différens articles contenus dans le mémoire adressé par M. de Joubert, syndic général de la province, a chargé le syndic du diocèse d'écrire une lettre circulaire aux maires, consuls et administrateurs des différentes communautés du pays, pour leur faire part de ces articles et leur demander les éclaircissements qui y sont proposés ; de rendre ensuite compte, de ceux qui lui seront donnés, à MM. les commissaires du diocèse, qui voudront bien les examiner avec toute l'application dont ils sont capables, et faire dresser un mémoire dans lequel ils exposeront tous les inconvénients et les avantages qu'ils auront remarqué, relativement aux objets qui leur sont indiqués, et les feront connoître à la commission, ainsi que tout ce qui leur paroitra pouvoir contribuer au bien général et à celui de ce diocèse en particulier.

Ledit sieur syndic a dit encore que nosseigneurs des Etats généraux s'étant réservés, par l'article 51, des conditions du nouveau bail de l'équivalent, de se faire représenter les titres sur lesquels sont fondés les privi-



vilèges, exemptions, franchises et immunités dont jouissent certains lieux de la province, le nouveau fermier de l'équivalent présenta un mémoire à Mgr l'archevêque de Narbonne pour qu'il lui plut d'accélérer la remise et l'examen de ces titres ; que Mgr l'archevêque de Narbonne autorisa MM. les syndics généraux à les demander aux communautés ; qu'en conséquence, M. de Montferrier, syndic général, adressa, audit sieur syndic, des lettres pour les communautés de Bédouès, Grizac et Montbel, qui sont exemptes de taille et de l'équivalent, et lui marqua de lui faire passer les réponses et les papiers qu'elles lui remettroient concernant ces exemptions. D'ailleurs il ne fut question dans la lettre de M. de Montferrier que de celles dont jouissoient les trois communautés pour lesquelles il adressa des lettres audit sieur syndic, et qu'il ne lui parla point du privilège dont toutes les communautés du pays de Gévaudan sont et ont toujours été en possession au sujet du département de viande que les habitants de ce pays ont la faculté de faire entre eux, toute l'année et aussi souvent qu'ils le jugent à propos pour leur consommation domestique, sans en payer le droit d'équivalent, et sans être tenu à autre chose à cet égard qu'à déclarer la bête au commis du fermier avant de la faire égorger ; qu'après ce silence de la part de M. le syndic général, il y avait lieu de croire que le fermier n'apporterait point ses vues sur cette exemption et que son dessein n'étoit point d'inquiéter le pays là-dessus ; qu'il en a cependant usé pour ce privilège comme pour tous les autres, et qu'il a présenté aux États un mémoire tendant à le faire anéantir ; que dès que le syndic en a été instruit, il a représenté que la démarche du fermier était d'autant plus

surprenante qu'il avoit cy-devant reconnu la légitimité du droit du Gévaudan à cet égard ; qu'ayant eu la ferme de l'équivalent pendant deux baux différents et consécutifs de six années, il en avoit laissé jouir les habitants, paisiblement, sans leur donner le moindre trouble, quoiqu'il se trouvât alors dans des circonstances plus favorables qu'aujourd'hui ; que dans ce temps-là il auroit été en droit de demander à connoître les titres sur lesquels étoit fondé ce privilège et à obliger le pays d'en justifier, attendu que les conditions de ses baux n'étoient pas les mêmes que celles du bail actuel ; que les États n'en avoient pas expressément réservé et excepté, comme ils l'ont fait dans la suite, les privilèges, franchises et immunités des villes, communautés de la province, qui en sont en possession actuelle ; que l'article 51 du règlement fait par les États sur lequel la ferme a été adjugée contient cette exception de la manière la plus claire ; qu'il y est dit que les villes et communautés de la province, qui sont en possession actuelle des privilèges, franchises et immunités, concernant le droit d'équivalent, continueront de jouir desdites exemptions, privilèges, franchises et immunités en vertu de cette possession, sauf au fermier à exercer ses droits contre les villes et lieux qui ne seront pas en état de justifier de ladite possession, et à se pourvoir à cet effet, ainsi qu'il avisera, devant les juges qui doivent connoître de l'exécution des articles arrêtés par les États ; que le Gévaudan étant non-seulement en possession actuelle mais immémoriale de son privilège ; et cette possession n'ayant jamais été ni pu être contestée, il devoit continuer à en jouir par la seule raison de la possession actuelle, et qu'il étoit à cet égard excepté de l'exécution du bail ;

qu'en vertu de cette exception, le fermier se trouvoit sans intérêt, et que par conséquent il n'étoit pas personne légitime pour demander que le Gévaudan fut tenu de rapporter ses titres et justifier de son droit ; que la chose avoit été formellement décidée par les Etats, dans deux occasions, contre d'autres fermiers qui avoient formé la même prétention et dont le bail contenoit la même exception et réserve que le bail actuel ; que ces fermiers ayant demandé aux Etats, assemblés au mois de janvier 1756, qu'ils statuassent promptement sur les privilèges prétendus par plusieurs villes et lieux de la province, notamment par le Gévaudan, il leur fut répondu, par la délibération prise le 1<sup>er</sup> mars 1756, que les Etats ayant excepté, par l'article 51 du règlement, les villes et lieux qui étoient en possession actuelle des exemptions, privilèges, franchises et immunités, concernant les droits d'équivalent, cet article doit être exécuté à leur égard, par la seule raison de cette possession, sauf au fermier à exercer ses droits contre les villes et lieux qui ne seront pas en état de justifier de ladite possession actuelle, lors du bail courant, et à se pourvoir à cet effet, ainsi qu'il avisera, devant les juges qui doivent connoître de l'exécution des articles arrêtés par les Etats ; qu'au mois de décembre de la même année, ces mêmes fermiers revinrent encore sur la même prétention, quoiqu'elle eut été si solennellement proscrite, et qu'ils demandèrent que dans un mois, pour tout délai, le syndic du Gévaudan et tous autres des villes et lieux qui se prétendent exempts du droit d'équivalent, seront tenus de représenter et remettre ez mains du syndic général de la province, à Montpellier, les titres de leurs privilèges, dont le fermier pourra prendre communica-

tion, pour y faire ses observations, sur lesquelles, rapportées aux prochains Etats par le sieur syndic général, il sera statué ainsi qu'il appartiendra ; et cependant, qu'il sera permis au fermier de percevoir, par provision, les droits d'équivalent dans tous les lieux qui contestent, sauf la restitution de ce qui aura été perçu dans ceux dont les titres seront jugés légitimes ; qu'il fut de nouveau déclaré par les Etats que le fermier n'étoit point personne légitime pour prendre communication des titres, exemptions et privilèges, et que la perception provisoire des droits dans lesdites villes et lieux, jusqu'à ce qu'il eut été statué sur la représentation de leurs titres, étoit contraire à l'exception portée par l'article 51 du règlement à l'égard des villes et lieux qui étoient en possession actuelle des exemptions, privilèges, franchises et immunités concernant le droit d'équivalent ; lequel article devoit être exécuté à leur égard, par la seule raison de cette possession ; que deux décisions aussi formelles ne permettoient pas de douter que les Etats, invariables dans leurs principes, ne déclarassent le fermier actuel irrecevable dans sa demande et ne lui imposassent silence ; que d'ailleurs si les Etats, par rapport à eux-mêmes et en préscindant des intérêts du fermier qui, comme dans cette affaire vouloit prendre connoissance de la légitimité du privilège du Gévaudan, nous espérions de leur justice et de leur bonté que, n'ayant point été instruits de leurs intentions, ils voudroient bien traiter tout un païs aussi favorablement que l'avoient été les moindres communautés de la province, qui avoient été prévenues sur la remise de leurs titres près d'un an à l'avance ; qu'en conséquence, nous les supplions de

nous accorder un délai pour rapporter les titres, mémoires et renseignements nécessaires, pour justifier de notre droit ; que Mgr l'évêque de Mende écrivit les lettres les plus pressantes à messeigneurs les archevêques de Narbonne et de Toulouse et à M. de Joubert, syndic général.

Ledit sieur syndic a ajouté que le fermier ne borna pas ses demandes à la remise des titres concernant les privilèges des villes et lieux de la province, qu'il forma plusieurs autres prétentions ; qu'il demanda en particulier que, suivant la réserve que les Etats avoient faite pour l'article 24, des conditions de son bail, ils consentissent qu'il exigeât l'établissement d'écorchoirs publics dans certains lieux de la province, désignés dans son mémoire ; que les différentes demandes du fermier furent rapportées aux Etats et que, par leur délibération du 28 février dernier, ils reconnurent que le fermier n'étoit point en droit d'exiger ny de presser la remise des titres sur lesquels peuvent être fondés les immunités ; que cependant, comme leur examen peut intéresser le bien public, il leur parut convenable d'en suivre la remise entière ; qu'il n'étoit pas naturel de condamner, par défaut, les communautés qui sont encore en demeure, sans les sommer de nouveau et d'une manière légale, de produire les titres qui leur sont demandés, et étant encore plus raisonnable d'entendre le syndic du pays de Gévaudan ; qu'en conséquence, ils délibérèrent de renvoyer, à leur prochaine assemblée, pour statuer sur les titres déjà remis et ceux qui pourront l'être, concernant l'exemption des droits d'équivalent, et cependant d'ordonner que les communautés, qui n'ont remis ny titres ny mémoires à ce sujet, seront tenues de les rapporter

avant le 1<sup>er</sup> août prochain, et que pour qu'elles ne puissent alléguer aucune excuse à ce sujet, elles en seront sommées par acte, à la diligence du syndic général, sauf le syndic du pays de Gévaudan qui, étant présent à la délibération, sera censé en avoir connoissance suffisante, et sera également tenu de rapporter et remettre au syndic général, dans le même temps, les titres et mémoires touchant le droit et privilège prétendu par ledit pays, concernant le département de la viande qu'on y tue pour la provision des habitants.

En second lieu, les Etats estimèrent, au sujet des établissements des écorchoirs, qu'ayant exigé par l'article 24 du règlement que la nécessité de leur établissement fut constatée par des états de la consommation, des lieux où le fermier les demande, cette preuve n'étant pas rapportée et les communautés qu'on voudroit assujettir à cet établissement, n'ayant point été entendues, il ne seroit pas possible en l'état de rien statuer. En conséquence, ils délibérèrent que le fermier justifieroit, conformément aux dispositions de l'article 24<sup>e</sup>, de la nécessité de l'établissement des écorchoirs dans les lieux où il en demandoit, et que les consuls desdits lieux seroient avertis, par acte, de faire délibérer les communautés de consentir ou s'opposer à la demande du fermier, et de remettre au syndic général un extrait en forme de leurs délibérations, aussi avant le 1<sup>er</sup> août, pour, sur le tout, être délibéré, par les Etats, ce qu'il appartiendrait. A l'égard de toutes les autres demandes du fermier, elles furent rejetées purement et simplement, et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer sur l'exposé qu'il vient de faire.

Sur quoy, l'assemblée, après avoir prié M. le Pré-

sident de faire ses remerciements à Mgr l'évêque de Mende, a unanimement délibéré de renvoyer à MM. les commissaires ordinaires, pendant l'année, et de les prier de donner tous les éclaircissements qui pourroient dépendre d'eux, pour faire bien connoître la nécessité et la légitimité du privilège dont le Gévaudan est, et a toujours été en possession, sans aucune interruption, et de suivre cette affaire auprès de nosseigneurs des Etats de la province, avec tout le zèle et leur attention ordinaire ; comme aussi de supplier Mgr l'évêque de Mende de continuer à accorder son crédit et sa protection au païs, dans une circonstance aussi intéressante pour lui. Elle a encore délibéré, qu'au cas qu'il soit demandé, à quelque communauté du païs, d'établir des écorchoirs publics, MM. les commissaires ordinaires du diocèse prendront connoissance de ces demandes, s'informeront avec ces communautés de ce qui peut convenir le mieux à leurs intérêts, et feront ensuite, relativement aux renseignements qu'ils auront pris, telles représentations qu'il appartiendra à nosseigneurs des Etats.

De relevée.

Le syndic du païs a dit que MM. les commissaires que l'assemblée a nommés ce matin pour examiner la contestation entre le sieur Meynier de Cavaladette, maire de Florac, et le sieur Fielval, 1<sup>er</sup> consul de la même ville, porteur de la procuration de la communauté, au sujet de l'entrée à la présente assemblée, se sont assemblés chez M. le Président ; qu'ils se sont d'abord occupés de l'objet de la contestation ; qu'il leur a été observé que la ville de Florac avoit le droit de députer, tous les ans, aux Etats du païs, et que de quatre en quatre ans son député

aux Etats étoit commissaire du diocèse à l'assiette ; qu'il vacquoit avec les autres commissaires au travail dont cette assemblée étoit chargée et jouissoit des mêmes émoluments qu'eux ; que le député de la ville de Florac se trouvoit en tour cette année pour être commissaire à l'assiette ; que M. Meynier de Cavaladette, qui est pourvu de la mairie ancienne mi-trienale, prétend être en tour d'exercice, et que par conséquent la députation aux Etats, et, par une suite nécessaire, l'assistance à l'assiette lui appartient de droit ; que la communauté lui conteste cet exercice, et soutient au contraire qu'il l'étoit ou qu'il devoit l'être l'année dernière ; que l'exercice appartient celle-cy à la mairie alternative réunie à la communauté, en conséquence de l'arrêt du Conseil du 28 octobre 1755, et que le premier consul qui est le premier officier électif, doit en faire les fonctions et jouir des prérogatives qui y sont attachées ; qu'en conséquence, elle a donné sa procuration à M. Fielval, 1<sup>er</sup> consul, pour assister aux prochains Etats et assiette du Gévaudan ; que MM. les commissaires ont fait appeler M. Meynier de Cavaladette, maire, et ledit sieur Fielval, 1<sup>er</sup> consul, qui ont remis respectivement des mémoires, dont il a été fait lecture et sur lesquels ils ont été ensuite entendus ; qu'il résulte de leurs dires et mémoires que la mairie ancienne mi-trienale fut acquise, en 1735, du préposé à la vente des offices municipaux ; qu'elle a été successivement possédée par différents titulaires ; que M. Meynier de Cavaladette en fut pourvu au commencement de l'année 1760 ; et, comme cette année la ville de Florac étoit en tour pour envoyer, aux Etats et assiette du pays, un député qui y eut le rang de commissaire, M. de Cavaladette y entra en qualité de maire, député-



né de sa communauté, et fut commissaire du diocèse ; que la mairie alternative ayant restée invendue, se trouva du nombre des offices qui furent acquis par la province et fut réunie à la communauté par l'arrêt du Conseil du 28 octobre 1755 ; que nonobstant cette réunion, les prédécesseurs de M. Cavaladette, maires anciens mi-trienaux, ne laissèrent pas que d'exercer les fonctions de deux mairies pendant plusieurs années ; que la communauté, ny le premier consul, qui est le premier officier électif, ne s'y opposèrent point ; qu'en conséquence, M. de Cavaladette, qui avoit été en exercice en 1760, continua cet exercice à l'exemple des précédents titulaires en 1761, et entra aux Etats du pays pour sa communauté, en qualité de maire ; qu'il n'y fut cette année que comme les députés simples, celui de cette communauté n'étant point alors en tour pour être commissaire du diocèse, et ce jour ne devant revenir que la présente année 1764 ; qu'en 1762, M. de Cavaladette voulût encore entrer aux Etats du pays, en la même qualité de simple député ; mais la communauté s'y opposa et donna sa procuration au premier consul ; et, attendu que le maire avoit exercé et étoit entré aux Etats en 1761, ils délibérèrent qu'il ne devoit point y être admis en 1762, n'étant pas possible qu'un titulaire d'une seule mairie pût être deux années consécutives en exercice. En conséquence, le député de la communauté fut reçu dans l'assemblée et le maire exclu. M. Cavaladette qui, suivant cette décision, avoit perdu, en 1762, son tour, pour n'avoir pas fini son exercice en 1760 et l'avoir prorogé en 1761, crût que le moyen de rétablir l'ordre primitif étoit de s'abstenir de toutes fonctions en 1763, pour se trouver en exercice en 1764, et par là être,

dans l'année du tour de ladite ville de Florac, commissaire du diocèse. La communauté qui fut instruite de ses vues et à qui il importoit de conserver les choses dans l'état où elles étoient, fit signifier au sieur Cavaladette, le 11 janvier 1763, à la requête des nouveaux consuls, qu'on venoit d'élire, un acte par lequel il lui fut déclaré qu'il n'ignoroit pas que l'année 1763 étoit son année de tour d'exercice, que les nouveaux consuls et la communauté de Florac n'entendoient nullement empêcher qu'il exerçât ses fonctions, droits, honneurs et prérogatives portés par l'arrêt du Conseil du 28 octobre 1755, pendant le cours de ladite année 1763 ; qu'en tant que de besoin et surabondamment, il étoit sommé et requis de faire tout ce qui convenoit pour l'avantage de ladite communauté et pour le maintien du bon ordre ; et, en un mot, d'exercer les fonctions de son office de maire ancien mi-trienal à son tour pendant ladite année 1763, ainsi qu'il aviseroit sous les protestations telles que de droit.

Nonobstant cette sommation, le sieur Cavaladette persista dans la résolution qu'il avoit prise de rester dans l'inaction pendant tout le cours de l'année dernière, et de s'abstenir de toutes fonctions ; il ne se présenta point pour entrer aux Etats du pays. La communauté de son côté n'eut garde d'y députer ; de sorte que la place restera vacante. M. de Cavaladette prétend aujourd'hui que, n'ayant point exercé l'année dernière, il doit le faire celle-ci et conséquemment entrer, à l'exclusion du député de la communauté aux Etats et assiette ; qu'étant en tour en 1760 et l'ayant perdu en 1762, pour avoir prorogé, en 1764, son exercice, il avoit remis les choses dans leur premier état, en cessant toute

fonction en 1763, et qu'il avoit rendu par là à la communauté et à son maire alternatif l'année dont il l'avoit privé dans la bonne foy et à l'exemple de ce qui s'étoit pratiqué du temps de ses prédécesseurs. On lui expose que le tour d'exercice ayant été une fois interverti, il ne dépendoit plus de lui de le rétablir ; que dès l'année 1762 ce tour a été acquis à la communauté et qu'il doit revenir tous les deux ans, c'est-à-dire l'année du nombre pair ; qu'il ne dépendoit point de M. de Cavaladette de frustrer la communauté d'un droit qui lui appartenoit dès l'année 1762, en cessant tout service en 1763, surtout après avoir été sommé au commencement de cette même année, sommation qui l'a constitué en demeure et a veillé à la conservation des droits de la communauté ; c'est la première objection qu'elle lui fait.

En second lieu, elle lui oppose que quoiqu'il eut été admis, en 1760, aux Etats et assiette du païs en qualité de commissaire du diocèse, ce ne fut que par ce qu'elle le voulut bien, et qu'il n'étoit point en exercice cette année, quoiqu'il eut été tout récemment pourvu et installé ; que le tour de sa mairie ne doit point se régler par la date de ses provisions et mise de possession, mais bien par celles du premier acquéreur de cet office après qu'il eut été rétabli par l'édit du mois de novembre 1735 ; que M. Fabre fut ce premier acquéreur et qu'il se fit pourvoir le 17 mars 1735, recevoir et installer à Nîmes le 19 may de la même année ; qu'en se réglant par ses dates, il paroît que l'office de maire ancien est en exercice l'année du nombre impair et que l'alternatif, réuni à la communauté, l'est celle du nombre pair ; que par conséquent le premier officier électif devoit en faire les fonctions en 1760, et qu'il doit les remplir en 1764.

M. le maire répond que quand même le tour devoit se régler par celui qu'avoit le premier acquéreur, la communauté ne seroit pas mieux fondée ; que, suivant l'édit du mois de novembre 1735, il a dû commencer à entrer en jouissance de son office le jour de sa réception, et que, suivant ce même édit, la jouissance ou son exercice a dit durer une année ; que sur ces principes, M. Fabre ayant été reçu au sénéchal de Nîmes, le 19 may 1735, son premier exercice n'a dû finir qu'au même jour de l'année 1736, c'est-à-dire que son tour commençoit au 19 may de l'année du nombre pair. M. le maire conclut qu'en suivant ce calcul, il seroit encore en tour d'exercice jusques au 19 de ce mois.

Enfin la communauté prétend qu'en supposant que M. de Cavaladette eut été en exercice en 1760, et qu'il le fut encore en 1764, le premier consul devoit à son exclusion entrer, cette année, aux Etats et assiette du pays pour y être commissaire du diocèse ; que M. de Cavaladette le fut en 1760 ; qu'il est juste que l'officier de la communauté le soit celle-cy ; que s'il en étoit autrement, M. de Cavaladette se trouvant toujours en exercice l'année où la ville de Florac est en tour pour envoyer un député aux Etats et assiette du païs qui y ait le rang et séance de commissaire du diocèse, il jouiroit toujours de cette prérogative, au préjudice de la communauté et de la mairie alternative qui y est réunie, et qu'elle seroit privée à perpétuité de ce droit ; ce qui seroit contre toute justice ; qu'il conviendrait qu'il y eut un arrangement, par lequel le maire ancien et le député de la communauté seroient alternativement commissaires du diocèse l'année où la ville de Florac seroit en tour ; que M. de Cavaladette l'ayant été en 1760, le député de la

communauté doit l'être en 1764. M. de Cavaladette répond que l'entrée aux Etats et assiette est attachée à l'exercice et que c'est l'officier qui est en exercice qui a le droit d'en jouir ; que se trouvant en fonction l'année où la ville de Florac est en tour, il doit, toutes les fois que ce tour revient, être reçu aux Etats et assiette, à l'exclusion de celui qui seroit député par la communauté.

Ledit sieur syndic a ajouté que MM. les commissaires, après être entrés dans le détail de toutes ces contestations, ont cru qu'on ne manqueroit pas de les renouveler tous les deux ans, s'il ne plaisoit à nosseigneurs des Etats généraux de la province de les terminer par un jugement qui réglât le tour d'exercice entre M. de Cavaladette et le premier officier électif de la communauté ; en conséquence, ils ont cru devoir proposer à l'assemblée de délibérer que M. de Cavaladette, maire, et M. Fielval, 1<sup>er</sup> consul, député par la communauté, se retireront devers nosseigneurs des Etats généraux de la province pour leur être fait droit ; et cependant que l'un ny l'autre ne seront point reçus à l'assemblée, et que la rétribution, tant à raison de l'assistance aux Etats qu'à celle de l'assiette, demeurera consignée entre les mains du receveur en exercice, la présente année, pour être rendue à qui il sera ordonné par nosdits seigneurs.

Sur quoy, l'assemblée a délibéré que M. de Cavaladette, maire, et M. Fielval, premier consul, député par la communauté, se retireront devers nosseigneurs des Etats généraux de la province pour leur être fait droit ; et cependant, que ny l'un ny l'autre ne seront point reçus à l'assemblée et que la rétribution, tant à raison de l'assistance aux Etats qu'à celle de l'assiette, demeurera

consignée entre les mains du receveur en exercice, la présente année, pour être rendue à qui il sera ordonné par nosdits seigneurs.

Ledit sieur syndic a dit encore que le païs en général et cette assemblée en particulier ont longtemps désiré la construction d'une nouvelle cote près Saint-Jean-de-Gardonque, pour établir une libre communication avec le bas Languedoc ; que comme cette communication ouvre une route la plus directe du bas Languedoc en Auvergne, et de là pour Paris et pour les hautes provinces de France. MM. les commissaires du diocèse de Mende n'ont cessé de faire, pendant longues années, des représentations, soit auprès des ministres, soit auprès des Etats généraux et du diocèse d'Alais, dans lequel cette cote est située ; que le ministère à qui l'on avoit fait connoître les avantages que retireroient de cette route le général du royaume et les fermes du Roy, en particulier, par rapport à la traite des sels pour l'Auvergne, n'avoit pas paru d'abord éloigné d'accorder quelque secours sur les fonds de Sa Majesté ; mais les Etats qui, suivant leurs nouveaux réglemens, ne contribuent qu'aux routes de la ligne de la poste n'avoient pas cru devoir entrer dans cette dépense, et le diocèse d'Alais, qui auroit du principalement la supporter, s'en étoit toujours défendu, sous prétexte qu'elle étoit au-dessus de ses forces ; que dans ces circonstances, MM. les commissaires du diocèse de Mende crurent devoir rendre cette route praticable aux voitures roulantes dans ce diocèse, étant persuadé que lorsqu'on ne trouveroit d'autres obstacles qu'à la côte de Saint-Jean, l'on se détermineroit à la lever. En conséquence, ils ont fait exécuter pendant plusieurs années des ouvrages considérables, à la faveur desquels les voi-

tures roulent depuis quelque temps dans le païs ; que le témoignage que les rouliers, qui ont fréquenté ces chemins, ont rendu sur les facilités qu'ils continuoient à rencontrer dans ce diocèse et celles qu'ils y trouveroient dans la suite, lorsque la route seroit perfectionnée, et l'avantage de cette route plus courte d'environ 50 lieues que celle qu'on tient actuellement du bas Languedoc à Paris, et qui n'est interceptée qu'à la seule côte de Saint-Jean, a d'abord déterminé le diocèse d'Alais à faire exécuter cet ouvrage et à fournir à une partie de la dépense, pourvu qu'on lui donnât d'ailleurs des secours. En conséquence, il en a fait dresser un devis estimatif se portant à 45,000 livres ; que le Ministre a été de nouveau sollicité et qu'il a fait accorder par Sa Majesté une somme de 15,000 livres ; que M. l'évêque d'Alais et les députés des diocèses de Mende et d'Alais, qui se trouvoient aux derniers Etats généraux, ont fait des nouvelles représentations à Mgr l'archevêque de Narbonne et ensuite aux Etats, et que leur ayant fait connoître toute l'utilité de cette route pour la province, ils se sont portés à accorder une somme de 15,000 livres ; que le diocèse d'Alais s'est fixé à une contribution de 9 à 10,000 livres ; que MM. les commissaires du diocèse de Mende ont offert d'y contribuer aussi pour 3,000 livres, et l'entrepreneur de voitures, pour une pareille somme ; que par cet arrangement on s'est procuré tous les fonds nécessaires pour la construction d'une nouvelle côte près de Saint-Jean de Gardonnenque, et elle a été adjugée le 24 du mois passé par MM. les commissaires du diocèse d'Alais, au prix de 44,900 livres, pour être rendu parfait dans le courant de l'année prochaine ; que la route projetée se trouvant par là entièrement ouverte, il est à

propos de la perfectionner dans la partie qui concerne le diocèse de Mende ; que son emplacement est déterminé jusques à Maruejols et à Mende ; mais qu'il n'en est pas de même de là jusques en Auvergne ; qu'il y a divers projets pour l'emplacement du chemin ; qu'une personne non moins distinguée par ses connoissances et ses talents que par sa haute naissance, a remis en mémoire audit sieur syndic, dans lequel il propose plusieurs projets pour cet emplacement ; que M. le comte de Morangiés, après s'être livré à des longues et pénibles recherches, a bien voulu former un plan général de toutes les routes qu'il croit nécessaire d'ouvrir dans le diocèse de Mende ; que ledit sieur syndic s'empresse de faire connoître à l'assemblée un ouvrage aussi intéressant pour la liberté du commerce et de lui faire part des vues utiles formées par le zèle dont M. le comte de Morangiés est animé pour le bien de son païs. En conséquence, ledit sieur syndic va remettre ce mémoire sous les yeux de l'assemblée. En conséquence, a été fait lecture dudit mémoire ; après quoy ledit sieur syndic a observé qu'il paroîtroit convenable d'en envoyer des extraits aux administrateurs des communautés qui se trouvent sur la ligne des routes qui y sont proposées ou dans celles du voisinage, afin qu'ils donnent, à MM. les commissaires du diocèse, toutes les connoissances locales qu'ils pourront avoir au sujet de l'emplacement du chemin dans chaque partie, surtout relativement aux neiges, aux boubiers et autres embarras qui pourroient s'y former, et sur les moyens de prévenir ces inconvénients, autant qu'il sera possible ; qu'après que MM. les commissaires se seroient procurés tous les renseignements préliminaires, ils pourroient faire examiner, par le directeur des



travaux publics, même par un de MM. les ingénieurs de la province, les différentes routes proposées, faire dresser un devis estimatif de chacune pour tous ces différents devis rapportés être pris ensuite telle détermination qu'il appartiendrait.

Ledit sieur syndic a ajouté qu'il est parlé dans le mémoire de M. le comte de Morangiés d'une partie de chemin qui paroît instante, qui est celle de l'avenue de Bagnols-les-Bains, du côté de Langogne ; que tout le monde est instruit de la réputation de ces eaux et de l'affluence d'étrangers qu'elles y attirent tous les ans ; il n'y a qu'une avenue par ou l'on puisse y aboutir, et les personnes qui viennent en voitures du côté du Velay, de Forès et même de Lyon, sont obligées de faire un détour de près d'une journée pour s'y rendre par cette avenue ; ce qui est non-seulement dispendieux, mais encore bien pénible pour les infirmes ; qu'il ne s'agiroit, pour éviter ce circuit, que d'ouvrir, pendant environ une lieue et demi, un chemin partant de Bagnols, qu'il croit s'embrancher à la route de Mende à Langogne, entre Laubert et l'Habitarelle ; que cet embranchement ne seroit pas, selon les apparences, bien coûteux ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer sur les différents objets qu'il vient de lui présenter.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement délibéré d'approuver, pour ce qui concerne le diocèse, l'arrangement fait pour la construction de la côte près Saint-Jean-de-Gardonque, et à renvoyer à MM. les commissaires ordinaires, pour pourvoir, lorsqu'il y aura lieu, au contingent de 3,000 livres, et poursuivre, à cet effet, les permissions nécessaires ; comme aussi l'assemblée, après avoir témoigné toute sa sensibilité au marque de zèle,

d'attachement que M. le comte de Morangiés veut bien donner au pais, a unanimement délibéré que le syndic enverra des extraits du mémoire de M. le comte de Morangiés aux administrateurs des communautés qui se trouvent sur la ligne des routes qui y sont proposées, ou dans celles du voisinage, afin qu'ils donnent, à MM. les commissaires du diocèse, toutes les connoissances locales qu'ils pourront avoir au sujet de l'emplacement du chemin dans chaque partie, surtout relativement aux neiges, aux bourbiers et autres embarras qui pourroient s'y former et sur les moyens de prévenir ces inconvéniens autant qu'il sera possible ; et l'assemblée a prié MM. les commissaires, après qu'ils se seront procurés tous les renseignements préliminaires, de faire examiner par le directeur des travaux publics, ou même par un de MM. les ingénieurs de la province, les différentes routes proposées, faire dresser un devis estimatif de chacune, pour, tous ces différents devis rapportés, être pris ensuite telle détermination qu'il appartiendrait. Enfin, l'assemblée, attendu la nécessité reconnue d'un chemin pour faciliter l'accès des bains de Bagnols aux personnes qui s'y rendent, non seulement du haut Gévaudan, mais encore du Velay, du Forès et de Lyon même, a délibéré qu'il sera dressé un devis de ce chemin, par le directeur des travaux publics du diocèse, lequel sera communiqué à MM. les commissaires ordinairés, pour être par eux pourvu à l'exécution de cet ouvrage.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité.

Fait, clos et arrêté à Marnejois, le quatorzième may mil sept cents soixante-quatre.

Signé : VALENTIN, vicaire général, Président.

---

1765

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation du serment par les membres des Etats. — Vote des sommes demandées. — Réception de M. le comte de Morangiés en qualité de baron de Saint-Alban et de propriétaire des terres du bois du Mont, Allenc et La Garde-Guérin. — Une lettre doit accompagner les procurations des députés. — Confirmation des officiers du diocèse. — Débets et reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité pour pertes de récoltes. — Plaintes des marchands de Marvejols, au sujet du préjudice que cause la filature du coton au commerce des étoffes du pays. — Observations de M. Holker sur les moyens de perfectionner les manufactures, d'améliorer les terres et augmenter les troupeaux en Gévaudan. — Mémoire du V<sup>ie</sup> de Polignac pour l'établissement des meilleures espèces de chevaux, mulets, bêtes à corne et à laine. — Equivalent. — Privilège à conserver. — Projet de différents chemins. — Ravages causés par une bête féroce et mesures à prendre pour les arrêter. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens soixante-cinq, et le mardy vingt-sixième jour du mois de mars. Les gens des trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du palais épiscopal, où Mgr l'illustrissime et révérendissime Sgr, Mgr Gabriel-Florent de Choiseul-Beaupré, évêque, Sgr et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan, conseiller du Roy en tous ses conseils, Président-né des Etats et assiette

dudit pays, les attendoit, étant accompagné de M<sup>re</sup> Jean Valentin, prêtre, licencié ez droits, chanoine de l'église cathédrale de Mende, vicaire général de Mgr l'évêque, et de MM. les commissaires ordinaires, et, tous ensemble, sont allés à l'église cathédrale dudit Mende, pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, étant revenus audit palais épiscopal, dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : Mgr le Président, sur un fauteuil placé sur une stalle élevée au-dessous d'un dais, et, sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, M. de Jerphanion, syndic du diocèse du Puy, commissaire principal, étant absent ; M. M<sup>e</sup> Louis Valentin, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le bailli, en tour pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de Saint-Point et de Montferrand, baron de Cénaret, Sgr de Laval, Pougna-doire et Saint-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent ; M. M<sup>e</sup> Vital Dangles, avocat au Parlement ; M<sup>e</sup> Vidal Maurin, notaire royal, et sieur Etienne Lapize, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, l'année dernière, et M<sup>re</sup> Pierre de Michel du Roc, marquis de Brion et autres places, maire de de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc, à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur bailli, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang, et les sieurs consuls et

députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Valentin, juge, lieutenant général au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 7 janvier dernier, a dit que nosdit seigneurs ordonnent, par leurs dites commissions, à M. le bailli du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, ainsi qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats ; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime, Mgr le comte d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes, et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenues au billet, sur ce signé ; ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochain ; et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députéz

aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, ledit sieur lieutenant général au Bailliage, pour M. le baillif, en tour, est sorti de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier du diocèse, les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de messeigneurs les commissaires, présidant pour le Roy, aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 7 janvier dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Le syndic du pays a dit que M<sup>re</sup> Jean-François-Charles, comte de Morangiés, se présente pour être reçu aux Etats en qualité de propriétaire de la baronnie de Saint-Alban et des terres du Bois-du-Mont, Allenc et La Garde-Guérin ; qu'il a remis ses titres de propriété, qui ont été examinés par une commission nommée par Mgr le Président ; que ces titres consistent : 1<sup>o</sup> en son contrat de mariage avec dame Marie-Paule-Thérèse de Beauvillers de Saint-Aignan, le 22 août 1752, par lequel il est dona-

taire des biens de M. le marquis de Morangiés, son père, baron de Saint-Alban, sous la réserve et la jouissance de ses biens ; 2° en un acte du 2<sup>o</sup> août 1757 qui, en rappelle un du 5<sup>o</sup> septembre 1755, par lequel M. le marquis de Morangiés se départit de la jouissance de ses terres sous les conditions contenues en six articles, dont le sixième portoit, entre autres réserves, celle de l'entrée aux Etats généraux de la province et aux Etats particuliers du Gévaudan ; qu'il résulte dudit acte du 2 août 1757, qu'il a été dérogé à ce sixième article, et que M. le marquis de Morangiés cède, à M. le comte de Morangiés, son fils, tous les droits qu'il s'étoit réservés par cet article, notamment l'entrée aux Etats généraux de la province et aux Etats particuliers du Gévaudan ; que M. le comte de Morangiés rapporte, avec ses titres de propriété, son extrait baptistaire, duquel il résulte qu'il est né le 22 février 1728 ; que sur ces pièces, il a paru à la commission que M. le comte de Morangiés devoit être reçu à l'assemblée en qualité de baron de Gévaudan, pour la baronnie de Saint-Alban, et de propriétaire des terres du Bois-du-Mont, Allenc, et de consul noble de La Garde-Guérin, d'autant mieux qu'il a été déjà reçu en qualité de baron du Gévaudan, pour ladite baronnie, aux Etats généraux de cette province, tenus à Montpellier, au mois de décembre dernier ; ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, il a été unanimement délibéré de recevoir aux Etats M. le comte de Morangiés, en qualité de baron du Gévaudan, pour la baronnie de Saint-Alban, de propriétaire des terres du Bois-du-Mont, d'Allenc et du consul noble de La Garde-Guérin ; et à l'instant, ayant été introduit à l'assemblée par le greffier du pays, il y a

prêté le serment, en tel cas requis, entre les mains de Mgr le Président, en la forme ordinaire, et ensuite il a pris place et séance suivant son rang. Et mondit Sgr le Président a ordonné qu'extraits des titres ci-dessus énoncés, seroient remis au greffe du diocèse, suivant la coutume.

Comme il est d'usage dans la province, que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent assister aux Etats de Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre, adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Sur quoy, le sieur Lafont, syndic, et de L'hermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la charge de syndic, et le sieur de L'hermet dans la charge de greffier.



Après quoy, ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de L'hermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du pays a dit qu'il a été rendu deux jugements par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, en date des 29 décembre 1764 et 5 janvier 1765, dont l'un ordonna, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1763, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à celle de 175 livres 19 sols 4 deniers ; et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs, de la même année 1763, qui se portent en total à la somme de 3,060 livres 12 sols 8 deniers, et conformément aux dits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces debets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne. Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été, suivant l'usage, dressé l'année dernière des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes par les grêles et autres accidents du Ciel ; qu'il a été accordé par Sa Majesté une indemnité à la province ; que M. l'Intendant en a deu faire la répartition ; mais qu'il n'a pas encore reçu l'ordonnance qui fixe le contingent de ce diocèse, et a

requis de délibérer de renvoyer à MM. les commissaires pour procéder à la répartition de la somme que M. l'Intendant aura accordée sur les communautés ou sur les particuliers endommagés, conformément aux décisions de Sa Majesté, du 20 février 1755. Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi que les marchands de Maruejols ont présenté deux mémoires à nosseigneurs des Etats généraux de la province ; que dans le premier, ils se plaignent du préjudice qui résulte, pour le pays du Gévaudan, de l'introduction de la filature du coton, en ce qu'elle fait tomber celle de la laine, comme on s'en aperçoit déjà ; que dans le second mémoire, ils représentent que les étoffes du Gévaudan, expédiées par les marchands de Saint-Flour, à Lyon, sont sujettes à des droits moindres que ceux qu'on exige de ces étoffes, lorsqu'elles sont expédiées du Gévaudan, et que cette différence ne peut être que très préjudiciable au commerce des négociants du pays, sur lesquels ceux de Saint-Flour obtiennent la préférence ; que ces deux mémoires ont été communiqués audit sieur syndic pour y faire ses observations ; que dans sa réponse au premier, il a fait connoître que la filature du coton pourroit opérer dans la suite la destruction des fabriques de laine, et qu'elles en recevoient actuellement bien du préjudice ; mais il n'a pu dissimuler, qu'en supposant qu'on peut faire prohiber ou restreindre cette filature, la chose ne fut funeste, dans le moment présent, à plusieurs cantons du pays, dont les habitants ne subsistent que par elle ; et, ou si elle cessoit, la plupart d'entr'eux se trouveroient sans travail, à cause du défaut des laines, qui sont beaucoup moins abondantes qu'autrefois ; que sur

ces réflexions, nosseigneurs des Etats ont renvoyé, à MM. les commissaires du pays, de prendre les résolutions qui leur paraîtront les plus propres à assurer, à la filature et à la fabrique des étoffes de laine, la préférence qu'elles méritent ; sur le second mémoire, ledit sieur syndic a réclamé la protection de nosseigneurs des Etats pour les marchands de Maruejols, et les a supplié de vouloir demander au Ministre que les marchandises du Gévaudan, qui sont expédiées du pays, ne soient pas sujettes à des plus grands droits que celles que le sont de l'Auvergne ; que les Etats ont délibéré de charger MM. les députés à la Cour, d'y faire cette demande.

Sur quoy, ledit sieur syndic n'a autre chose à proposer à l'assemblée, si ce n'est de délibérer de prier MM. les commissaires ordinaires de veiller à la conservation des filature et fabrique des étoffes de laine, et de leur procurer, par tous les moyens qui leur paraîtront les plus efficaces, la préférence qu'elles doivent avoir sur celle du coton. Ce qui a été délibéré, conformément à la proposition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore que Mgr l'archevêque de Narbonne, en conséquence de la délibération prise par les Etats généraux à leur précédente assemblée, a engagé M. Holker, inspecteur général des manufactures étrangères, qui a les connoissances les plus étendues sur les fabriques de laine, notamment sur celles du Gévaudan, à venir dans la province pour y donner les instructions nécessaires et les porter à une plus grande perfection ; qu'il a fait un séjour d'environ trois semaines dans le Gévaudan, dont il a parcouru les différentes fabriques avec le syndic ; qu'il a remis ses observations à M. de Joubert, syndic général, et qu'il paroît par ces observa-

tions que M. Holker a trouvé les différentes étoffes, qui se fabriquent en Gévaudan, très imparfaites, non par la qualité de la laine, qui est au contraire fort bonne, mais par le défaut de lavage et de la filature ; qu'il est entré dans un plus grand détail sur ce dernier article, et qu'il fait sentir la nécessité d'introduire une nouvelle manière de filer la laine ; auquel effet il estime qu'il est indispensable d'envoyer sur les lieux un habile maîtresse fileuse pour dresser celles qui voudront apprendre, et de fournir, dans le pays, des rouets et des dévidoirs qui n'y sont pas connus ; qu'au moyen de ces outils, la filature sera plus prompte et plus parfaite, et que les fileuses gagneront d'avantage ; ce qui sera d'une grande utilité pour le pays, en attachant les fileuses au travail de la laine ; que suivant une autre observation de M. Holker, les chaalons ou escots, fabriqués à Mende, ne sont ny de la même largeur ny de la même longueur que les chaalons anglais ; qu'ils sont aussy beaucoup plus pesants, pour servir à l'usage pour lequel on se sert en Espagne et en Turquie, et que les opérations qu'il a proposées pour dégraisser la laine et pour la filer, procureront la légèreté qu'on demande ; mais qu'il faut aussy leur donner plus de largeur ; auquel effet il est nécessaire de changer les rots et les lames des métiers ; qu'il a fait encore une autre remarque sur ce que les étoffes qu'on fabrique en Gévaudan n'y reçoivent point les derniers apprêts, mais qu'elles sont achetées par des marchands de Montpellier, de Nîmes et de Lyon, qui en font le commerce ; de sorte que les négociants du Gévaudan ne sont, à proprement parler, que des commissionnaires ; lesquels pour se procurer un plus grand nombre de commissions les mettent, pour ainsi dire au rabais, et cher-

chent ensuite à se dédommager sur ceux qui fabriquent les étoffes ; que pour remédier à ces inconvénients, il propose d'établir à Mende un teinturier et un apreteur avec une teinture et des presses, pour que les étoffes y reçoivent tous les apprêts ; les négociants qui sont sur les lieux y fassent directement le commerce, par les avantages qui doivent résulter de ce commerce immédiat avec l'étranger, dont l'un des principaux sera nécessairement celui de pouvoir livrer les étoffes à un moindre prix, et par conséquent d'établir plus facilement une concurrence avec l'étranger.

Qu'ayant été rendu compte, à nosseigneurs des Etats généraux, de ces différentes observations, ils ont cru qu'on devoit commencer par s'occuper des moyens d'introduire, dans le Gévaudan, la méthode proposée par M. Holker, pour la filature, et de donner aux étoffes qu'on y fabrique la même largeur que les chaalons anglais ; qu'en conséquence, ils ont délibéré d'accorder au pays de Gévaudan, pour remplir ce double objet, une somme de 5,000 livres ; et, à l'égard de l'établissement des teintures et des presses publiques dans le Gévaudan, les Etats ont renvoyé à délibérer sur cet objet à cause des différents rapports sous lequel il peut être considéré.

Ledit sieur syndic a ajouté qu'il a été encore rendu compte aux Etats des éloges que M. Holker donne, dans ses observations, à la fabrique du sieur Colson qui, n'ayant peu parvenir à une parfaite imitation des Malbrougs et autres étoffes anglaises qu'au moyen des presses chaudes, telles que celles dont on se sert en Angleterre, s'étoit procuré, à grands frais, deux de ces presses avec les ameublements nécessaires, et que sur les représentations faites par ledit sieur Colson, les Etats instruits

déjà des efforts qu'il avoit faits, ont reconnu la nécessité de l'aider à perfectionner les apprêts qu'il donne aux étoffes de sa fabrique, et ont délibéré de lui accorder une somme de 10,000 livres.

Enfin ledit sieur syndic a dit que M. Holker a fait différentes observations sur la culture des terres et sur les bestiaux, notamment sur les bêtes à laine, qu'il a trouvé réduites à un petit nombre ; ce qu'il attribue à plusieurs causes, dont les principales sont la pauvreté des gens de la campagne, et la manière dont ils tiennent leurs troupeaux, qu'il a trouvé très sales et trop chaudes, n'étant point assez aérées ; que M. Holker donne différentes méthodes pour l'amélioration des terres, l'augmentation des fourrages et celles des bêtes à laine, et qu'il en assure le succès, si on les fait avec intelligence ; que les Etats ont délibéré de rendre ces méthodes publiques et de faire imprimer cette partie des observations de M. Holker, pour être répandue dans tous les diocèses.

Sur cet exposé, ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de délibérer : 1° de prier Mgr l'évêque de Mende et MM. les commissaires du diocèse, pendant l'année, de vouloir bien procurer, de la manière qui pourra être la plus avantageuse au pays, l'exécution de la délibération de nosseigneurs des Etats, soit pour la construction et la distribution des rouets, des dévidoirs, des lames et des rots, à concurrence de la somme de 5,000 livres, que les Etats ont accordée, soit en engageant la fileuse, qui doit être envoyée dans le pays, à en parcourir les lieux principaux et à faire, dans chacun, le séjour nécessaire, pour y introduire les nouvelles fileuses et y former un certain nombre de personnes ; 2° de prier encore MM. les

commissaires du diocèse de ne point perdre de vue l'établissement proposé des teintures et des presses publiques dans le pays, et de faire toutes les instances et représentations nécessaires auprès de nosseigneurs des Etats pour le succès de cet établissement, dont il ne peut que résulter de grands avantages pour le commerce en général, notamment par les facilités qu'on aura de pouvoir livrer à un moindre prix les étoffes, dès lors que ce se fera immédiatement avec l'étranger ; 5° de charger ledit sieur syndic, lorsqu'il aura reçu les exemplaires imprimés des observations de M. Holker, sur l'amélioration des terres, l'augmentation des fourrages et celle des bêtes à laine, de les envoyer dans toutes les communautés du pays. Ce qui a été délibéré, conformément aux diverses propositions faites par ledit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussy qu'il feut donné connoissance, aux précédents Etats, d'un mémoire de M. le V<sup>te</sup> de Polignac, pour établir, dans la province, de meilleures espèces de chevaux, de mulets, de bêtes à corne et des bêtes à laine ; et qu'en conséquence de la délibération prise par nosseigneurs des Etats, ce mémoire a été envoyé aux syndics de tous les diocèses pour répondre aux questions qui y étoient proposées, relativement surtout aux facilités ou aux difficultés dont le projet seroit susceptible, dans chaque diocèse ; qu'il a étéourny diverses réponses sur ce mémoire ; que dans celle que ledit sieur syndic a faite, il a tâché de faire connoître qu'on pouvoit élever, dans ce pays, autant que dans tout autre, de beaux chevaux et de beaux mulets ; que même les mulets y réussissoient très bien ; qu'il s'est principalement attaché, dans cette réponse, à l'espèce des bêtes à

laine ; qu'il a représenté que MM. les commissaires du diocèse avoient fait, les dernières années, plusieurs démarches pour introduire des béliers des meilleures espèces étrangères, notamment de celles de Flandres ; mais que les difficultés et encore plus les frais de cette entreprise, les avoient obligés de l'abandonner ; que M. le comte de Morangiés a remis aux Etats un mémoire, dans lequel il a proposé les moyens les plus efficaces d'assurer le succès du projet de M. le V<sup>te</sup> de Polignac ; que ce mémoire ne laisse rien à désirer, si ce n'est d'être rendu public ; qu'après un long examen, les Etats n'ont pas cru pouvoir encore se fixer sur les encouragements qu'il seroit à propos de donner pour introduire une meilleure espèce de chevaux et de mulets, et ils ont cru devoir consulter auparavant les diocèses, et savoir ce qu'on demanderoit, en proposant des soumissions dont MM. les syndics généraux doivent envoyer les modèles ; à l'égard des bêtes à corne et des bêtes à laine, nosseigneurs des Etats ont pris une résolution définitive et ils ont délibéré qu'il seroit fourni, aux frais de la province, des taureaux et des béliers des plus belles espèces, à ceux qui feroient leurs soumissions aux syndics des diocèses, à la charge, par les particuliers, de les payer sur le pied que les meilleurs taureaux et les meilleurs béliers se vendent dans la province, et de les représenter, pendant quatre ans, aux consuls des communautés ; que MM. les syndics généraux doivent encore envoyer, aux syndics des diocèses, des modèles des soumissions que les particuliers doivent faire à ce sujet ; que pour que l'assemblée soit bien instruite de tout ce qui a été observé et déterminé à cet égard, par nosseigneurs des Etats, il croit devoir faire lecture à l'assemblée de leurs délibérations.



Après laquelle lecture, ledit sieur syndic a ajouté que, lorsqu'il aura reçu, de M. le syndic général de la province, l'instruction et les modèles de soumission annoncée par la délibération de nosseigneurs des Etats, il en rendra compte à MM. les commissaires ordinaires pendant l'année, et exécutera ce qui luy sera prescrit ; et, ledit sieur syndic, a requis l'assemblée de délibérer de renvoyer à mesdits sieurs les commissaires, pour procurer l'exécution de la délibération de nosdits seigneurs des Etats, et suivre les instructions qui seront envoyées en conséquence. Ce qui a été ainsi délibéré par l'assemblée.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il fut rendu compte à l'assemblée des Etats, tenue à Maruejols, l'année dernière, des démarches faites, par le fermier général de l'équivalent, auprès de nosseigneurs des Etats généraux de la province, pour faire perdre au pays le privilège dont il a jouy de tous les temps, au sujet du département de la viande que ses habitants ont la faculté de faire entre eux pour leur consommation domestique, au nombre de quatre au plus, sans être sujets au droit ; que nosseigneurs des Etats généraux délibérèrent, le 28 février 1764, que le syndic du Gévaudan rapporteroit les titres et mémoires pour justifier de ce privilège et y être statué par les Etats, et que ledit sieur syndic a adressé un mémoire pour faire connoître la légitimité de ce privilège ; les motifs auxquels il doit son origine et la possession aussi ancienne que constante sur laquelle il est fondé ; que ledit sieur syndic va faire la lecture de ce mémoire ; qu'avant de le distribuer, il commença par le remettre à M. le comte de Morangiés, qui assistoit aux Etats, en qualité de baron de tour du Gévaudan, qui,

après en avoir pris connoissance, a bien voulu protéger et diriger les démarches dudit sieur syndic, avec son zèle ordinaire, pour tout ce qui intéresse le bien du pays; que ce seigneur a employé, pour le succès de cette affaire, tout le crédit et la considération particulière avec M. l'archevêque de Narbonne, à laquelle ledit sieur syndic eut l'honneur d'assister; qu'il se donna les plus grands mouvements auprès des principaux membres des Etats, pour faire bien connoître les droits du pays, et qu'il les défendit avec force dans la commission où l'affaire fut rapportée; que la commission reconnut que le fermier n'étoit point personne légitime pour contester le privilège du pays, et qu'il étoit hors d'intérêt; les Etats le délibérèrent de même, sauf à examiner ce privilège à la pénultième année du bail actuel, temps auquel l'on procédera au règlement pour le renouvellement de la ferme.

Le fermier avoit encore demandé l'établissement d'écorchoir dans tous les principaux lieux du pays, et il a été pareillement surcis à cette demande.

Sur quoy, le syndic a proposé à l'assemblée de délibérer de prier MM. les commissaires du diocèse de veiller dans tous les temps à la conservation du privilège dont le pays du Gévaudan jouit du département de la viande, notamment lorsqu'il s'agira de procéder au règlement pour le renouvellement de la ferme, de faire alors toutes les démarches et les représentations nécessaires auprès de nosseigneurs des Etats, pour qu'il n'y soit doit aucune atteinte; comme aussi de leur faire connoître l'inutilité de l'établissement des écorchoirs dans les lieux du pays, pour lesquels ils ont été proposés, attendu le peu d'importance de ces lieux, dont les plus

considérables ne renferment pas 2,500 habitants, et la modicité des consommations; et de supplier nosdits seigneurs de vouloir bien dispenser ces lieux d'une dépense qui, par le poids accablant des charges et la misère publique, ne pourroit que leur être bien onéreuse. Ce qui a été délibéré, conformément à la proposition dudit sieur syndic.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit qu'il fut rendu compte à l'assemblée des Etats, tenue à Maruejols, l'année dernière 1764, d'un mémoire de M. le comte de Morangiés, contenant le projet des différentes routes à ouvrir dans le Gévaudan; qu'il fut délibéré que le syndic du pays enverroit des extraits de ce mémoire aux administrateurs des communautés qui se trouvent sur la ligne de ces routes ou dans celles du voisinage, pour avoir leur avis, au sujet de l'emplacement du chemin dans chaque partie, surtout relativement aux neiges et autres embarras qui peuvent s'y former et sur les moyens de prévenir les inconvénients autant qu'il seroit possible; que MM. les commissaires du diocèse furent priés, après avoir acquis toutes les connoissances préliminaires, de faire examiner par le directeur des travaux publics ou même, s'il étoit possible, par un de MM. les ingénieurs de la province, les différentes routes proposées, faire dresser un devis estimatif de chacune pour, tous ces différents devis rapportés, être ensuite pris telle détermination qu'il appartiendrait; qu'en exécution de cette délibération, ledit sieur syndic étant aux derniers Etats généraux de la province auroit, ainsi qu'il en avoit été chargé par MM. les commissaires, parlé à M. de Joubert, syndic général,

pour qu'il eut la bonté d'engager l'un de MM. les ingénieurs de la province à se rendre en Gévaudan, pour y examiner les différents projets de route, proposés par M. le comte de Morangiés ; que M. de Joubert auroit bien voulu déterminer M. Grangent, l'un d'eux, à faire ce voyage, et qu'il a promis de se transporter dans ce pays l'été prochain, pour vérifier les différents projets et dresser les devis estimatifs des chemins dont la construction lui paroitra nécessaire.

Ledit sieur syndic a ajouté qu'il a été remis deux mémoires à Mgr l'évêque de Mende, qu'on propose, dans l'un de ces mémoires, de changer une partie de la route de Mende à Maruejols pour éviter la montagne de la Boullène, souvent impraticable en hiver ; que, par ce nouveau plan, elle se trouveroit établie dans les vallons de Barjac et de Grèzes, à couvert du mauvais temps ; que par le second mémoire, qui a été remis par M. le marquis de Brion, maire de Maruejols, l'on propose d'ouvrir une route de cette ville à l'Habitarelle, où l'on joindroit le chemin de Mende au Puy et à Lyon ; que suivant ce qu'on a exposé, ce nouveau chemin seroit avantageux au commerce ; qu'il croit devoir faire la lecture de ces deux mémoires. Après laquelle ledit sieur syndic a observé qu'on pourroit profiter du séjour que M. Grangent fera dans le diocèse, pour lui faire examiner ces deux nouvelles routes et luy en faire dresser des devis estimatifs, pour en être rendu compte à la prochaine assemblée des Etats du pays ; et, sur cet exposé, ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de délibérer d'envoyer dans les communautés qui se trouvent dans le voisinage des lignes proposées, des extraits des mé-

moires, qui ont été présentées pour l'ouverture de toutes ces différentes routes, de prier les administrateurs des communautés de donner leurs réponses et observations avant l'arrivée de M. Grangent, afin qu'elles puissent lui être communiquées et qu'il en fasse usage lorsqu'il vaquera à la vérification des projets qui ont été présentés, pour être ensuite rendu compte, à la prochaine assemblée des Etats du pays, de cette vérification, ainsi que de tout le travail qu'aura fait M. Grangent.

Ce qui a été délibéré, conformément aux propositions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il n'est aucun membre de l'assemblée qui ne soit vivement touché des malheurs causés par la bête féroce, qui ravage, depuis environ huit mois, le Gévaudan ; que cette cruelle bête, sur l'espèce de laquelle l'on est encore incertain, les uns l'ayant prise d'abord pour une hyène, d'autres pour un loup, auquel il semble en effet, suivant tout ce qu'on en a remarqué, avoir plus de rapport qu'à tout autre animal ; d'autres enfin, pour un monstre, a déjà fait périr, dans le pays, vingt-six personnes et en a blessé un plus grand nombre, indépendamment des désastres arrivés en Auvergne et en Rouergue ; qu'on s'est donné bien des soins pour le détruire, et qu'on a fait exécuter des chasses presque continuelles, à plusieurs desquelles ledit sieur syndic a assisté et dont certaines ont été très nombreuses ; les habitants de plus de cent paroisses du Gévaudan, de l'Auvergne et du Rouergue ayant été mis en mouvement tout à la fois ; que les premières chasses ont été faites par des tireurs du pays, qui ont été envoyés par Mgr l'évêque de Mende, et MM. les commissaires du diocèse, sous la direction dudit sieur syndic ; qu'à l'une

de ses chasses, l'on a fait changer d'établissement à la bête ; qu'elle a quitté les cantons de Langogne et du Vivarais, par où elle avoit commencé ses ravages, et qu'elle s'est portée du côté de Saint-Chély, où elle est actuellement, parcourant une trentaine de paroisses du voisinage ; qu'ensuite M. Duhamel, capitaine dans le régiment des volontaires de Clermont, s'est rendu à Saint-Chély, par ordre de M. le comte de Moncan, commandant de la province, avec un détachement de 56 dragons de ce régiment ; qu'il n'a cessé de faire de jour et de nuit des courses continuelles avec ses dragons ; qu'il a rencontré plusieurs fois la bête ; que luy ou ses dragons l'ont tirée dans quelques occasions ; qu'elle l'a été aussi dans d'autres par des habitants du pays, mais qu'on ne s'est point aperçu qu'elle ait reçu aucune blessure, si ce n'est à une des chasses générales, exécutées le 7 février, où elle fut tirée par un paysan et laissa quelques gouttes de sang sur la neige ; qu'en dernier lieu, M. Denneval, gentilhomme de Normandie, renommé pour la chasse du loup, a été envoyé, avec M. son fils, dans ce pays, par la Cour, pour la destruction de la bête, et que l'entière direction des chasses et de toutes les autres opérations, relatives à cet important objet, vient de luy être confié ; qu'il a commencé, depuis environ quinze jours, ses travaux avec six chiens, qu'il a amenés avec luy ; qu'il paroît que ce ne peut être que par des moyens extrêmement multipliés qu'on pourra parvenir à détruire ce cruel animal, dont l'instinct est singulièrement rusé et l'agilité inconcevable ; que dans ces circonstances il est à propos que MM. les curés, consuls et notables des communautés où il s'est fait voir, recherchent tous les expédients qui leur paroîtront propres à procu-

rer la délivrance du pays, et qu'ils en fassent part à M. Denneval, en luy donnant toutes les connoissances locales et les facilités qui pourront dépendre d'eux ; que si l'assemblée le trouve convenable, elle pourra délibérer de charger ledit sieur syndic de leur en écrire pour les en prier.

Sur quoy, l'assemblée, pénétrée de douleur, a chargé ledit sieur syndic d'écrire dans les communautés que la hête parcourt et dans celles où elle pourra encore se jeter, pour prier MM. les curés, consuls et notables de s'occuper des moyens qui leur paroîtront les plus efficaces pour la destruction de cette bête, de faire part de tous ceux qu'ils pourront imaginer à M. Denneval, et de luy donner toutes les connoissances locales et les facilités dont il pourra avoir besoin pour remplir l'objet de sa mission ; comme aussi elle a chargé ledit sieur syndic de faire les plus fortes instances auprès dudit sieur Denneval, pour l'engager à faire usage de toutes les connoissances que son expérience, en fait des chasses, luy a acquises, et à donner la plus grande activité à ses opérations, afin de procurer la prompte délivrance du pays ; et Mgr l'évêque de Mende a été supplié de vouloir bien luy continuer sa protection dans une circonstance aussi malheureuse.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le vingt-six mars mil sept cent soixante-cinq.

Signé : † G. FLOR., évêque de Mende.

---

1766

*Les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Confirmation des officiers du diocèse. — Débets et reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité pour pertes de récoltes. — Emploi du papier timbré pour le contrôle. — Moyens proposés pour l'amélioration des bêtes à laine et à corne, et pour l'établissement des haras. — Compascuité et partage des communaux. — Continuation des ravages de la bête féroce. — Chasses organisées et moyens proposés pour la détruire. — Chemin à ouvrir. — Clôture des États.*

L'an mil sept cens soixante-six, et le lundy vingt-quatrième jour du mois de mars. Les gens des trois États du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Maruejols, sont venus à la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, où loge M<sup>re</sup> Jean Valentin, prêtre, licencié ez droits, chanoine de l'église cathédrale de Mende, vicaire général de Mgr l'évêque de Mende, président des États et assiette dudit pays, qui les attendoit, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires ; et, tous ensemble, sont allés à l'église collégiale de La Carce, de la ville de Maruejols, pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du bailliage de Gévaudan et royale ordinaire dudit Maruejols, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : Mgr le Président, sur un fauteuil, placé sur une stalle élevée au-dessous d'un dais ; et, sur la



gauche de cette stalle, à la tête du banc, M. de Banne, commissaire principal desdits Etats et assiette ; M. M<sup>e</sup> Joseph Dallo, juge, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif en tour, pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>e</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de Saint-Point et de Montferrant, baron de Cénaret, Pognadoire et Saint-Chély-de-Tarn, commis des nobles dudit pays, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent ; M. Claude-Privat Bonnel de La Brageresse, docteur en médecine ; M. Antoine Blanc, maître en chirurgie, lieutenant du premier chirurgien du Roy, et sieur Christophle Randier, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, l'année dernière, et MM. Pierre de Michel du Roc, marquis de Brion et autres places, maire de la ville de Maruejols, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang, et sur le banc dudit sieur baillif ; MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant leur rang, et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. de Banne, commissaire principal, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leursdites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruéjols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au départ

tement des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenti et résolu auxdits Etats. Lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime Mgr le comte d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenus au billet, sur ce signé, ensemble l'arrêté de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Marvejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, lesdits sieurs commissaire principal et lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif en tour, sont sortis de l'assemblée.

M. le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'Eglise, la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du

Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble, ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'Eglise et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ; il a été délibéré que les procurations, tant de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis, pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assem-

blée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Sur quoy, le sieur Lafont, syndic, et le sieur de Lhermet, greffier du diocèse, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la charge de syndic, et le sieur de Lhermet, dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et M. le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du pays a dit, qu'il a été rendu deux jugemens par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, en date du 25 janvier 1766, dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1764, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à celle de 153 livres 15 sols 1 denier, et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs de la même année 1764, qui se portent en total à la somme de 2,619 livres 14 sols 8 deniers ; et, conformément auxdits jugemens, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore que, sur l'indemnité accordée par Sa Majesté pour les dommages causés aux récoltes, l'année dernière, il fut d'abord prélevé une somme de 300,000 livres, pour être employée en moins imposé sur la totalité de la taille ; M. l'Intendant fit la répartition de cette somme, et le diocèse de Mende y fut compris pour celle de 22,000 livres, que MM. les commissaires ont répartie sur le plus grand nombre des communautés du païs ; ils ont eu égard à deux choses dans cette répartition : en premier lieu, à la perte des récoltes qui ont extrêmement souffert dans presque toutes les communautés des archiprêtrés de Saugues, de Javols et des Cévennes ; en second lieu, ils ont cru devoir entrer en considération du préjudice que les chasses fréquentes, données pendant le cours de l'année dernière aux bêtes féroces, ont causé à un grand nombre de communautés dont les habitants ont été continuellement dans le mouvement et dans l'agitation pour vacquer à ces chasses ; ils ont fait leur répartition relativement à ces deux objets, et le sieur syndic a proposé à l'assemblée de délibérer d'approuver cette répartition et que le contingent, attribué à chaque communauté, sera employé en moins imposé sur le général des taillables.

Sur quoy, l'assemblée, approuvant la répartition, faite par MM. les commissaires, de ladite somme de 22,000 livres, a été délibéré que le contingent attribué dans cette répartition à chaque communauté sera employé en moins imposé sur le général des taillables.

Ledit sieur syndic a dit aussi que, par une déclaration du Roy, arrêt du Conseil et lettres patentes dument enregistrés en la Cour des Aydes de Montpellier, les rôles des tailles et autres impositions accessoires, ensemble

les contraintes, saisies et exécutions faites, tant de la part des receveurs que des collecteurs desdites impositions sont exempts des droits de contrôle, papier timbré et petit scel ; qu'en conséquence, les rôles de taille doivent être à l'avenir sur du papier ordinaire, et tous les exploits qui seront faits à la requête du collecteur de la taille contre les redevables dénommés dans les rôles, pour le paiement de leurs taux, qui ne contiendront point d'assignation, ainsi que les saisies et exécutions que lesdits collecteurs sont autorisés à faire faire par les règlements, seront à l'avenir exempts des droits de contrôle, papier marqué et autres droits ; que cependant ces différents actes doivent être contrôlés comme par le passé et dans les mêmes délais, mais qu'ils le seront gratis ; et ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de délibérer qu'il sera donné connoissance de la déclaration, arrêt du Conseil et lettres patentes aux communautés du païs, par un article particulier de la mande.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'il fut donné connoissance, l'année dernière, d'une délibération prise par nosseigneurs des Etats généraux de la province de Languedoc, sur les moyens d'élever et perfectionner l'espèce des chevaux, mulets, béliers et taureaux dans la province ; que cette délibération portoit qu'il seroit fourni des taureaux et des béliers à ceux qui feroient leurs soumissions, de les représenter, pendant quatre ans, aux Conseils de la communauté, sauf en cas de mort dans ce délai ; ce qu'il seroit tenu de justifier ; que le syndic du diocèse recevrait ces soumissions relativement à une instruction que MM. les syndics généraux

furent chargés de leur envoyer là-dessus ; qu'à l'égard des chevaux et baudets, les Etats généraux ne prirent aucune détermination définitive ; qu'ils se bornèrent à charger les syndics des diocèses de recevoir les soumissions que chaque particulier voudroit faire, sans en prescrire ny les conditions ny la forme pour être acceptées, s'il y avait lieu, par les Etats ; qu'en exécution de cette délibération et de celle prise par l'assemblée, ledit sieur syndic ayant reçu, de M. le syndic général de la province, l'instruction qu'il étoit chargé de luy envoyer, il en donna connoissance par une lettre circulaire aux communautés du pays ; qu'en conséquence, il a été fait des soumissions pour vingt-sept béliers et pour trois taureaux ; que M. le comte de Morangiés a accompagné les siennes d'un mémoire, dans lequel il a proposé aux Etats généraux, pour mieux assurer le succès de leurs vues, de faire fournir non-seulement des taureaux et des béliers, mais encore des vaches et des brebis et d'en former divers entrepôts dans le diocèse ; que le mémoire de M. le comte de Morangiés fut envoyé avec sa soumission et celles des autres personnes à M. le syndic général, avec les observations de MM. les commissaires, dont ledit sieur syndic va faire la lecture à l'assemblée.

Après laquelle lecture ledit sieur syndic a ajouté que les autres diocèses de la province ont de leur côté proposé différents projets pour améliorer les espèces des bêtes à laine et des bêtes à corne ; que le tout ayant été rapporté aux Etats généraux, à leur dernière assemblée, ils ont délibéré qu'il seroit fourni incessamment des taureaux et des béliers à ceux qui auroient fait leurs soumissions ; et, qu'à l'égard des projets proposés par les diocèses, l'examen en a été renvoyé à leur prochaine

séance ; qu'il a été également fourni divers projets dans ce diocèse, ainsi que dans les autres pour l'établissement des haras ; que M. le comte de Morangiés en a présenté un, digne de l'étendue de ses vues et de ses connoissances, qui consiste à former quatre haras dans la province, dont chacun seroit composé de cinq chevaux étalons, de trois baudets étalons et de 60 juments pour porter des chevaux, et quarante juments pour porter des mulets ; qu'il a proposé d'en établir un dans le Gévaudan ; et, par suite de ce zèle vraiment patriotique dont il ne cesse d'être animé, il a offert de se charger de l'entreprise ; que les Etats n'ont pris aucun parti définitif sur ces différents projets, et qu'ils en ont pareillement renvoyé l'examen à leur séance prochaine.

Sur quoy, ledit sieur sindic a proposé à l'assemblée de délibérer que, lorsque les taureaux et béliers, pour lesquels il a été fait des soumissions, auront été envoyés à MM. les commissaires, ils seront délivrés à ceux qui ont fait ces soumissions, chacun comme les concernera, et de prier MM. les commissaires de faire toutes les instances possibles auprès de nosseigneurs des Etats pour l'exécution des projets proposés par M. le comte de Morangiés, pour l'amélioration des bêtes à laine et des bêtes à corne ; et au cas qu'il ne soit pas possible d'obtenir d'eux des brebis et des vaches, de les solliciter à délivrer au pays les béliers qui leur ont été demandés.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur sindic.

Ledit sieur sindic a dit aussi qu'il fut pris une délibération par nosseigneurs des Etats généraux de cette province, au sujet de la compascuité dont il va être fait lecture ; que M. le sindic général ayant adressé, ainsi



qu'il en avoit été chargé, des exemplaires de cette délibération au syndic du païs, pour être distribués dans les communautés, il les envoya et accompagna cet envoi d'une de ses lettres ; par laquelle il leur marqua de faire délibérer sur chacune des questions proposées dans la délibération des Etats, et d'envoyer des expéditions de cette délibération pour qu'il en rendit compte à MM. les commissaires du diocèse, et qu'ils pussent sur ces délibérations former, avec pleine connoissance de cause, le mémoire d'observations qui leur était demandé ; que les communautés y ayant satisfait, MM. les commissaires auroient formé et remis leur mémoire dont il va être fait lecture ; que ce mémoire a été rapporté aux Etats avec les autres qui ont été fournis, par les diocèses de la province ; que presque tous se sont réunis à demander que la compascuité, telle qu'elle est établie par l'arrêt de 1725, fut détruite ; qu'il n'en a pas été de même à l'égard de l'aliénation ou partage des communaux ; que les uns l'ont regardé comme avantageux à l'agriculture et à l'augmentation des troupeaux ; d'autres ont cru qu'elle y seroit nuisible ; que les Etats ont délibéré que la compascuité, telle qu'elle est établie par l'arrêt de 1725, cessera d'avoir lieu, et ont chargé MM. les syndics généraux de se pourvoir au Parlement, pour demander la révocation de cet arrêt, sauf à laisser subsister la compascuité, fondée comme elle l'est dans plusieurs communautés du Gévaudan, sur des associations volontaires, en réservant à chaque particulier la liberté d'y renoncer, lorsqu'il le trouveroit à propos. A l'égard des communautés, les Etats, avant de prendre un parti définitif, ont délibéré de demander aux différentes communautés de la province, qui ont des communaux, des plus

grands éclaircissements, qui consisteront principalement à faire connoître les différents communaux que chaque communauté peut avoir ; leur étendue, leur nature ; s'ils sont susceptibles en tout ou en partie de culture ; à qu'elle culture ils seroient les plus propres ; à faire connoître les facilités qu'il peut y avoir à les aliéner ou les partager et les avantages où les inconvéniens qui peuvent résulter de l'aliénation ou partage, et à représenter les titres de propriété de ces communaux ; que MM. les syndics généraux ont été chargés d'envoyer, dans les diocèses, des mémoires pour demander aux communautés les différents renseignements que les Etats désirent avoir ; et, ledit sieur syndic, a proposé à l'assemblée de délibérer de le charger d'envoyer ces mémoires, lorsqu'il les aura reçus, dans les communautés, et d'accompagner cet envoy d'une lettre circulaire, pour exhorter et donner l'attention la plus sérieuse à l'examen d'un objet dont la détermination peut avoir des suites ou très avantageuses ou très préjudiciables à l'agriculture et aux troupeaux. Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la proposition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il rendit compte à l'assemblée des Etats, tenue l'année dernière à Mende, des ravages qu'une ou peut être plusieurs bêtes féroces avaient fait périr ou qui en avoient été blessées, ainsi que des différentes mesures qui avaient été prises pour faire cesser ce fléau, dont le pays continue d'être affligé, y ayant eu depuis en Gévaudan 22 personnes d'égorgees, en femmes, enfants ou jeunes garçons ou filles, et un nombre à peu près pareil de blessées ; qu'il est arrivé de semblables désastres en Auvergne ; que les moyens pour en arrêter le cours n'ayant pas eu le succès désiré, la

bonté de Sa Majesté l'avoit portée à donner ses ordres pour que M. Antoine, lieutenant de ses chasses et son porte arquebuse, se rendit en Gévaudan avec plusieurs de ses gardes-chasses ou de leurs altesses sérénissimes, les princes de son sang ; que M. Antoine, ainsi que les gens de sa suite, auroient reconnu notamment par les traces trouvées auprès des cadavres des personnes nouvellement égorgées, que ces désordres étoient causés par des loups ; qu'il auroit exécuté avec le plus grand zèle avec lesdits gardes et des piqueurs conduisant un détachement des chiens de la louveterie du Roy, et à travers des fatigues incroyables, différentes chasses, où plusieurs loups auroient été tués ; que cependant les accidents ne cessoient pas et que journellement quelques personnes étoient dévorées ou blessées, jusques au 20 septembre, que dans une chasse exécutée ce jour-là à un bois de l'abbaye des Chazes, en Auvergne, un gros loup y fut tué par M. Antoine, et successivement dans d'autres chasses qu'il y fit exécuter, une louve et des louveteaux ; que depuis ces chasses, où ledit sieur syndic s'est souvent trouvé, et auxquelles un de ses frères a toujours accompagné M. Antoine, les malheurs ont été suspendus pendant quelque temps, au point que M. Antoine a cru pouvoir s'en retourner avec les gens de sa suite ; qu'au mois de décembre ils ont été renouvelés ; qu'il y a eu d'abord un jeune homme blessé sur la paroisse de Paulhac et un autre dévoré en Auvergne ; que le Ministre, informé de ces accidents a adressé, à M. l'Intendant, un mémoire contenant différentes méthodes pour la destruction des loups ; que M. l'Intendant a remis des exemplaires de ce mémoire audit sieur syndic ; que la première de ces méthodes, qui paroît être

celle dont on doit espérer le plus de succès, consiste à empoisonner des chiens avec de la noix vomique, du verre pilé, d'oignon de colchique et de l'éponge frite à la poêle avec de la graisse ; de faire ensuite plusieurs ouvertures dans le corps du chien et de les remplir de ce poison ; de fermer ces ouvertures avec de la fiente de vache ; d'exposer le chien, ainsi préparé, dans les lieux fréquentés par les loups, pour leur servir de pâture ; que des nouveaux malheurs ont engagé MM. les commissaires du pays à faire usage de cette méthode, qui a déjà eu du succès ; que deux enfants ayant été dévorés, l'un le 4 du présent mois à Montchauvet, près de Servièrès, annexe de Saugues ; l'autre, dix jours après, au lieu de Liconés, paroisse de Saint-Privat-du-Fau. Ledit sieur syndic a envoyé, de la part de MM. les commissaires, des personnes pour y exposer des chiens ainsi empoisonnés et préparés ; que peu de jours après que cela a été exécuté, l'on a trouvé, auprès de Montchauvet, un loup mort, qui a été porté à Mende, où il a été ouvert en présence d'un médecin et d'un chirurgien, qui ont reconnu qu'il avoit péri par le poison ; que si cette méthode est continuée, il y a lieu d'espérer que l'on parviendra à détruire bien de ces animaux, et à rendre par là un service bien important au païs.

Sur quoy, l'assemblée a délibéré de continuer à faire pratiquer, aux frais du païs, la méthode pour la destruction des loups, dont ledit sieur syndic vient de rendre compte, et elle a prié MM. les commissaires de donner, à ce sujet, les ordres nécessaires, et chargé ledit sieur syndic de les faire exécuter.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit qu'il fut délibéré par nosseigneurs des Etats, de 29 décembre 1764 : 1° qu'il seroit envoyé, par les diocèses, un état contenant par colonnes les sommes qu'ils ont empruntées depuis l'année 1753, pour fournir aux dépenses des chemins ; les sommes qui ont été vérifiées sur lesdits emprunts ; la date des jugements de vérification ; les termes portés par lesdits jugements pour l'imposition des sommes vérifiées, et finalement les sommes imposées en conséquence ; lesquels états seroient envoyés aux syndics généraux, dans tout le mois d'août, au plus tard, à l'effet d'en être rendu compte par eux aux Etats dans leur prochaine assemblée ; 2° qu'il seroit pareillement envoyé par les diocèses, dans le même délai, l'état des différents chemins par eux construits ou réparés, lequel contiendrait le nom desdits chemins, leur étendue et les lieux par où ils passent, et un autre état contenant les chemins qui restent à faire ; dans lequel on indiqueroit pareillement leur utilité, nommément par rapport aux communications qu'ils doivent ouvrir avec les diocèses ou les provinces et l'étendue desdits chemins.

M. de Joubert ayant donné connoissance de ladite délibération audit sieur syndic, il en rendit compte à MM. les commissaires du pais qui, pour y satisfaire, ont fait dresser un état des emprunts faits pour les ouvrages publics, des jugements qui les ont vérifiés et du remboursement de ces emprunts ; duquel état il a résulté que les emprunts y énoncés ont été vérifiés et qu'ils ont été remboursés, à l'exception de la somme de 7,183

livres 6 sols 8 deniers, qui, quoique vérifiée, ne fut pas imposée l'année dernière, pour ne pas donner lieu à une augmentation trop sensible dans les impositions, et de celle de 5,000 livres empruntée en septembre de l'année dernière, pour le contingent du diocèse du bail de la construction de la côte de Saint-Pierre, près de Saint-Jean-de-Gardonneque, dont l'emprunt a été aussi vérifié aux derniers Etats ; que lesdites deux sommes doivent être imposées, la présente année ; au moyen de laquelle imposition tous les emprunts compris audit état se trouveront éteints.

Ledit sieur syndic a ajouté que MM. les commissaires ont encore fait dresser, conformément au second article de ladite délibération, un état des différents chemins construits ou réparés par le diocèse de Mende, et actuellement entretenus à ses frais, et un mémoire sur les nouveaux ouvrages à faire dans ce pays, soit pour perfectionner les routes actuelles, soit pour ouvrir diverses communications nécessaires ; qu'ils ont chargé ledit sieur syndic de présenter ces deux états, et ce mémoire à nos seigneurs des Etats, et de leur donner connoissance du projet qu'ils ont formé depuis quelque temps, de faire dresser un plan général de tous les ouvrages qu'il conviendrait d'exécuter dans ce pays, soit pour réparer les anciens chemins et les mettre dans l'état de perfection nécessaire, soit pour en construire d'autres à neuf, relativement à différentes communications qui restent encore à ouvrir ; qu'à cet effet ils avoient fait prier M. Grognet, l'un de MM. les directeurs des travaux publics de la province, de vouloir bien se rendre en Cévennes pour former ce plan général ; que MM. les commissaires avoient projeté de le prier de parcourir toutes les routes

qui sont actuellement ouvertes et les différents cantons où l'on propose d'en ouvrir de nouvelles ; de déterminer tous les ouvrages qu'il est à propos de faire pour l'entière perfection des chemins actuels et l'établissement de toutes les communications nécessaires, et d'en dresser des devis estimatifs ; et, qu'après qu'il auroit fait ces différentes opérations et qu'il aurait remis son travail, MM. les commissaires le présenteroient à nosseigneurs des Etats pour être par eux approuvé ; que par cet arrangement l'on seroit fixé sur tous les objets, et qu'il seroit aisé de les remplir, relativement aux intentions des Etats ; que MM. les commissaires les suppleroient, chaque année, de donner leur consentement à l'exécution de quelqu'un de ces ouvrages sur le devis de M. Grangent, en commençant par les parties qui intéressent le plus le bien du service, et que dans un certain nombre d'années tout se trouveroit consommé ; qu'en conséquence des ordres de MM. les commissaires, ledit sieur syndic auroit présenté à nosseigneurs des Etats lesdits états et mémoire et leur auroit fait part de leur projet pour la perfection des routes actuelles, les communications qu'il reste encore à ouvrir dans ce pays ; que nosseigneurs des Etats auroient non-seulement approuvé le tout, mais qu'ils en auroient encore témoigné publiquement leur satisfaction ; que ledit sieur syndic auroit fait de nouvelles instances auprès dudit sieur Grangent, par-devant Mgr l'archevêque de Narbonne, pour qu'il se rendit en Gévaudan, pour l'exécution du plan proposé de la part de MM. les commissaires du diocèse, et que ledit sieur Grangent auroit promis de se rendre dans le pays dans le courant du mois d'août prochain.

Ledit sieur syndic a fait la lecture desdits états et mé-

moire, ainsi que de celui contenant le projet de perfection des routes actuelles et l'ouverture de nouvelles communications, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, l'assemblée a unanimement délibéré et remercié MM. les commissaires de la manière dont ils ont rempli les vues des Etats et fait connoître la bonne administration qui règne dans ce pays ; comme aussi elle les a priés de faire toutes les instances nécessaires pour que M. Grangent se rende en Gévaudan pour l'exécution du projet proposé par MM. les commissaires, en conséquence de la délibération prise par l'assemblée à sa séance tenue l'année dernière à Mende.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité.

Fait, clos et arrêté à Maruejols, le vingt-quatre mars mil sept cents soixante-six.

Signé : VALENTIN, vicaire général.

---

*Les procès-verbaux des États du Gévaudan des années 1767 et 1768 manquent.*

---

1769

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du pays. — Débets et reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité accordée au diocèse pour pertes de récoltes. — Gratification à ceux qui arrêtent des*



*malpasseurs. — Requisition et mémoire de M. le baron de baron de Saint-Alban, pour l'administration économique du diocèse. — Nomination de commissaires pour vérifier et rendre compte du mémoire de M. de Saint-Alban. — Réparation des dommages causés aux chemins par les inondations de 1766. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens soixante-neuf, et le mardi vingt-cinquième jour du mois d'avril. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du palais épiscopal, où Mgr l'illustrissime et révérendissime Sgr et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan, conseiller du Roy, en tous ses conseils, Président des Etats et assiette dudit pays, les attendoit, étant accompagné de M<sup>re</sup> Joseph Louis, prêtre, licencié ez droitz, chanoine de l'église cathédrale de Mende, vicaire général de Mgr l'évêque et de MM. les commissaires ordinaires ; et, tous ensemble, sont allés à l'église cathédrale dudit Mende pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, étant revenus audit palais épiscopal, dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : Mgr le Président, sur un fauteuil, placé sur une stalle élevée au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, M. Paul-Joseph Sabatier, sieur de La Chadenède, syndic du pays de Vivarais, commissaire principal ; M. Louis Valentin, lieutenant général au baillage du Gévaudan, pour M. le baillif, en tour, pour le Roy, pour Mgr l'évêque, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Claude-Gabriel-Amédée de Rochefort d'Aly, comte de Saint-Point et de Montfermeil, baron de Genaret, Sgr de

Laval, Pougnaire et Saint-Chély-de-Tarn, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent ; M<sup>re</sup> Pierre-Antoine de Treilles, Sgr de La Roquette ; sieurs Charles Bourrillon, marchand, et Jean Toquebeuf, 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, l'année dernière, et M. Daudé, docteur en médecine, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc, à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant leur rang ; et, les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. de La Chadenède, commissaire principal, ayant en main les commissions de nos seigneurs les commissaires qui ont présidé, pour le Roy, en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 3 janvier dernier, a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leursdites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsy qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats ; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime Mgr le comte d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et

affaires de la province et de ce diocèse et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce signé, Pujol, ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes, contenant, entre autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, ledit sieur de La Chadenède est sorti de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des trois Etats du pays de Gévaudan, et, ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, savoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et, par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 3 janvier dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis, pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Surquoy, le sieur Lafont, syndic, et le sieur de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la charge de syndic, et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du pays a dit qu'il a été rendu deux juge-

ments par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, en date du 31 décembre 1768, dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse de l'année 1767, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes ; lesquelles reviennent en total à celle de 195 livres 8 sols 9 deniers ; et l'autre qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs de la même année 1767, qui se portent en total à la somme de 2,536 livres 3 sols 2 deniers, et conformément auxdits jugemens, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme les concerne.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été, suivant l'usage, dressé, l'année dernière, des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes que, quelque'étendue qui ait été donnée à ces procès-verbaux, dans quel détail qu'on y soit entré pour faire bien connoître toutes les pertes que ce pays a souffertes par les grêles, les fréquents orages et les pluies presque continuelles de l'été et de l'automne, la modicité de la somme que M. l'Intendant avait à répartir sur l'indemnité accordée par Sa Majesté n'aurait pu faire espérer qu'un très faible secours, s'il n'avait plu à Mgr l'Évêque de Mende d'appuyer de sa protection et de tout son crédit les représentations faites à M. l'Intendant sur les malheurs dont son diocèse a été

affligé, il en a obtenu pour lui une somme de 13,666 livres, sur laquelle il a été prélevé celle de 1,646 livres en faveur de plusieurs habitants qui ont essuyé des incendies ou d'autres cas extraordinaires, de sorte qu'il reste 12,020 livres pour être moins imposées sur les tailles, soit sur le général des communautés, soit pour certaines d'entr'elles sur les cotes des particuliers endommagés, MM. les commissaires ont fait faire la répartition de cette somme relativement aux procès-verbaux des dommages et conformément aux décisions de Sa Majesté, du 26 février 1755, et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention dans les mandes de la taille de chaque communauté de la somme qui lui a été attribuée dans cette répartition, pour être employée en moins imposé en général, comme aussi de celle qui a été accordée à certaines d'entr'elles, pour être employée en moins imposés particuliers sur les cotes des tailles des particuliers compris dans les rôles arrêtés, suivant lesdites décisions, par MM. les commissaires et par MM. les subdélégués de M. l'Intendant.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore que nosseigneurs des Etats généraux se sont occupés, pendant plusieurs séances, des moyens de retirer des pâturages communs toute l'utilité dont ils sont susceptibles, soit en les aliénant, soit en les conservant; qu'en conséquence de la délibération qu'ils prirent à ce sujet, le 31 décembre 1707, M. de Joubert, syndic général, écrivit aux syndics des diocèses pour leur demander différents éclaircissements. Sur le compte que ledit sieur syndic en rendit à Mgr l'évêque de Mende et à MM. les commissaires du pais, ils le

chargèrent d'en faire part aux différentes communautés ; en exécution de leurs ordres, il écrivit une lettre circulaire aux administrateurs de toutes les communautés, dans laquelle il ramena les différentes questions proposées par M. de Joubert, et les pria de répondre à chacune d'elles, il reçut les réponses de la plupart d'entr'eux, il les rapporta aux Etats avec un mémoire qui en contenait le précis sur le compte qu'il y fut rendu de ces réponses et de celles des autres diocèses de la province, nosseigneurs des Etats prirent une délibération dont il va faire la lecture à l'assemblée ; ladite lecture faite, ledit sieur syndic a proposé de délibérer de le charger d'en donner connoissance aux différentes communautés du païs, et de les exhorter à faire usage des principes et des observations qu'elle contient pour se mettre à portée de retirer des pâturages communs tous les avantages possibles.

Le syndic du païs a dit que l'assemblée connaît tout le bien qu'a procuré, audit païs, l'établissement d'une gratification en faveur de ceux qui, sur les indications des officiers de justice ou des officiers municipaux des lieux, arrêtent des malfaiteurs, la tranquillité n'étant pas encore entièrement rétablie et s'étant formé même, depuis peu, une bande de voleurs à l'extrémité du Gévaudan, sur les frontières du Velay, il croit devoir proposer à l'assemblée de délibérer de continuer d'accorder cette gratification.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

M. le baron de Saint-Alban a fait ensuite la lecture d'un mémoire contenant divers arrangements pour l'administration économique du païs et en particulier au

sujet de la tenue de l'assiette et des affaires qui y sont traitées ; et relativement à ce qu'il a exposé, il a proposé à l'assemblée différents objets, sur lesquels il l'a requise de délibérer.

Après quoy, Mgr le Président a dit que ces objets sont en trop grand nombre et d'une trop grande étendue pour que l'assemblée puisse prendre dans le moment une délibération là-dessus et qu'il lui paroît à propos qu'ils soient examinés par une commission particulière, et il a nommé en conséquence MM. les commissaires qui doivent la composer pour s'assembler à son appartement, à l'issue de la présente séance, y faire ledit examen et être rendu compte à la séance de ce soir de ce que lesdits sieurs commissaires auront pensé sur ces différents objets.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit que MM. les commissaires, nommés à la séance de ce matin par Mgr le Président, se sont assemblés dans son appartement ; que M. le baron de Saint-Alban, qui a fait la lecture des objets sur lesquels il a demandé une délibération à l'assemblée, et qu'après un long examen MM. les commissaires ont été unanimement d'avis de proposer à l'assemblée de délibérer qu'on continuera de se conformer dans cette assemblée à celle de l'assiette, et à celle de MM. les commissaires du diocèse pendant l'année aux règlements de la province ; qu'il sera rendu compte, à l'assemblée des Etats particuliers, des ouvrages qui auront été exécutés pendant l'année, ainsi que des états de recette et de dépense des comptes du receveur, le tout par bref état, et autant que le temps de sa durée pourra le permettre ;



qu'on continuera à rendre compte à ladite assemblée des Etats particuliers, des ouvrages qui auront été exécutés pendant l'année, et des sommes qui auront été employées à chacun d'eux ; que les travaux publics autres que ceux qui pourront être occasionnés par des cas fortuits, et qui exigeront d'être promptement rétablis, seront proposés à l'assemblée avec l'objet de la dépense ; qu'on lira à l'assemblée le procès-verbal des Etats de l'année précédente.

Ce qui a été délibéré, conformément à l'avis de MM. les commissaires.

Le syndic du pays a dit encore qu'il a été travaillé, l'année dernière et la précédente, au rétablissement des chemins, ponts et chaussées ruinés par les inondations des mois d'octobre et de novembre de l'année 1766, et que les ouvrages ont été faits avec autant de célérité que d'économie ; qu'il ne reste à reconstruire que les ponts et les chaussées dont ces accidens avoient causé l'entière destruction et où il a été fait des ouvrages provisoires pour entretenir les communications ; qu'il y a encore plusieurs parties de chemin à réparer pour leur rendre leur entière perfection, principalement celles où le terrain avoit perdu sa consistance sur le revers des montagnes et où il continue encore de couler, depuis la fonte des neiges abondantes dont tout ce pays vient d'être couvert pendant plusieurs mois, qu'il paraît nécessaire de continuer à s'occuper cette année du rétablissement de ces parties et de faire reconstruire les ponts et les chaussées qui se trouvent détruits ; que ces différents ouvrages donneront lieu à une dépense de trente à trente-cinq mille livres.

Ledit sieur syndic a ajouté que la route que ce pays a

toujours regardé comme la plus intéressante, est celle depuis le haut de la côte de Saint-Pierre, près Saint-Jean-de-Gardonque jusques en Auvergne ; que le public s'aperçoit déjà, depuis plusieurs années, de l'utilité des ouvrages qui y ont été faits par les voitures roulantes qui y passent journellement, auxquelles cette route était auparavant impraticable ; qu'elle sera encore bien plus fréquentée lorsque la nouvelle côte de Saint-Pierre, près Saint-Jean-de-Gardonque, aura été conduite à sa perfection et qu'on aura exécuté, en Gévaudan, les autres travaux nécessaires ; que ces travaux ont été suspendus ces dernières années, parce qu'il avait trouvé à propos, avant de les pousser plus loin, de consulter M. Grangent, l'un des directeurs des travaux publics de la province, qui avait promis de se rendre en Gévaudan pour déterminer tout ce qu'il convient encore de faire ; qu'il vient de réitérer sa promesse, aux Etats derniers, à Mgr le Président, de manière à donner tout lieu d'espérer qu'il effectuera l'été prochain ; que, lorsqu'il sera arrivé, on lui donnera connoissance des différens projets qui ont été présentés pour l'emplacement de ces route, qu'il sera prié de les vérifier, de se fixer sur ceux qui lui paroîtront préférables, d'en dresser des devis estimatifs de tous les ouvrages qu'il estimera convenables dans toute cette partie pour la rendre praticable à toutes sortes de voiture, et que ces devis pourront ensuite être rapportés à l'assemblée de nosseigneurs des Etats généraux de cette province, afin d'y obtenir les consentemens et permissions nécessaires pour leur exécution.

Ledit sieur syndic a ajouté que lorsque ledit sieur Grangent sera en Gévaudan, il lui sera donné connoissance des autres projets de route, qu'on a proposé

d'ouvrir dans le païs, et qu'on l'engagera à y prolonger son séjour autant qu'il se pourra pour en faire la vérification.

Ledit sieur syndic a encore informé l'assemblée que par les instances que Mgr le Président n'a cessé de faire auprès de Mgr l'évêque d'Alais et de MM. les commissaires de ce diocèse, ils ont pris des mesures pour faire perfectionner la nouvelle côte de St-Pierre, près Saint-Jean-de-Gardonenque; qu'ils se proposent d'adjudger incessamment les ouvrages qu'il reste à y faire, qu'ils ont pourvu aux fonds nécessaires pour le prix de cette adjudication, et qu'ils font espérer par les différentes lettres que M. de Ribes, syndic du diocèse d'Alais, a écrites, que cette cote sera conduite à une entière perfection dans le courant de cette année.

Sur tout ce dessus, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer :

1° Qu'on continuera de faire travailler, cette année, à rétablir les différents chemins du païs, ruinés par les inondations, ainsi qu'à reconstruire les ponts et chaussées qui ont été détruits; et elle a renvoyé à MM. les commissaires ordinaires pour pourvoir à l'exécution de ces ouvrages;

2° Que lorsque M. Grangent se rendra en Gévaudan, ledit sieur syndic et le directeur des travaux publics l'accompagneront dans la visite qu'il doit faire de la route du haut de la côte de Saint-Pierre en Auvergne; qu'ils lui donneront tous les renseignements nécessaires sur les avantages ou inconvénients locaux, la nature des terrains et le prix des matériaux et de la main-d'œuvre; enfin tous les éclaircissements dont il aura besoin pour déterminer, avec pleine connoissance, les ouvrages qu'il

jugera convenables, prendre dans les devis qu'il en dressera les précautions nécessaires à leur solidité, la liberté de la route et la commodité des voyageurs, et faire une juste appréciation de ces ouvrages ; que ces devis seront ensuite représentés à MM. les commissaires ordinaires pour, s'il y a lieu, être par eux approuvés et rapportés à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats généraux de la province, à l'effet d'obtenir les consentements et permissions nécessaires pour leur exécution ;

3<sup>o</sup> De supplier Mgr le Président de vouloir bien continuer à s'intéresser auprès de MM. les commissaires du diocèse d'Alais, afin qu'ils fassent mettre, pendant le cours de cette année, ainsi qu'ils le font espérer, la nouvelle côte de Saint-Pierre, près Saint-Jean-de-Gardonnenque, dans une entière perfection.

Après quoy, M. le baron de Saint-Alban a lu un mémoire contenant diverses observations concernant l'exécution des ouvrages publics et divers projets de route relatifs à ceux présentés dans un autre mémoire par lui cy-devant remis et communiqué à l'assemblée ; il a proposé en particulier la construction d'un pont en bois sur la rivière de Trueire, au-dessous de Grazières, pour faciliter la communication d'une partie du Gévaudan avec l'autre ; et a requis l'assemblée de délibérer sur cette construction.

Sur quoy, l'assemblée, convaincue de l'utilité dont sera le pont en bois, proposé par M. le baron de Saint-Alban, a délibéré qu'il sera incessamment construit ; et a renvoyé à MM. les commissaires ordinaires du pays, l'exécution de cet ouvrage.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le vingt-cinquième avril mil sept cents soixante-neuf.

Signé : † L'Évêque de Mende.

---

1770

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions contenant les sommes à imposer. — Remise des procurations des députés. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du diocèse. — Imposition des sommes dues aux collecteurs des communautés. — Secours à distribuer pour pertes de récoltes. — Ponts reconstruits. — Chemins à réparer ou à perfectionner. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cents soixante-dix, et le lundi neuvième jour du mois d'avril. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Marvejols, et vicaire général de Mgr l'évêque de Mende, Président des Etats et assiette dudit pais, qui les attendoit, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires, et, tous ensemble, sont allés à l'église collégiale de la ville de Marvejols pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du bailliage de Gévaudan et royale ordinaire dudit Marvejols, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : Mgr le Président, sur un fouteuil, placé sur une stalle élevée au-dessous d'un dais, et, sur

la gauche de cette stalle, à la tête du banc, noble Jean-André d'Alison, écuyer, premier consul de la ville de Nîmes, commissaire principal desdits Etats et assiette ; M. Louis-Dominique Cahuzac, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif, en tour pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Pierre de Michel du Roc, marquis de Brion, substitut des commis des nobles, pour M. le marquis de Saint-Point, commis des nobles, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent ; M. M<sup>e</sup> Charles Daudé, avocat au Parlement ; sieur Pierre Delmas, et sieur Antoine Vielheden, premier, second et tiers consuls de la ville de Mende, l'année dernière ; M. M<sup>e</sup> Trescazals de Marance, avocat au Parlement, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc, à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang, et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. d'Alison, commissaire principal, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy à l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 8 janvier dernier, a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leursdites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, ainsi qu'il a été

consenty et résoleu auxdits Etats ; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se fairont dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime, Mgr le comte d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenues au billet, sur ce signé : Cortes, ensemble l'arrêté de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains ; et a remis les commissions au greffier, pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vaccations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députéz aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, ledit sieur d'Alison est sorti de l'assemblée.

M. le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et, ayant fait remettre, au greffier du diocèse, les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble, ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy, aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 8 janvier 1770, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province, que MM. de l'église et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre, adressée à M. le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres ;

A été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Sur quoy, le sieur Lafont, syndic, et le sieur de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une



voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la charge de syndic, et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et M. le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du pays a dit qu'il a été rendu deux jugements par nosseigneurs des Etats, en date du 5 janvier dernier, dont l'un ordonna, en faveur des collecteurs de plusieurs communautez du diocèse, de l'année 1768, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à celle de 273 livres 2 sols 4 deniers ; et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs, de la même année 1768, qui se portent en total à la somme de 2,709 livres 12 sols 6 deniers, et conformément auxdits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces debets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été dressé, l'année dernière, des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes, qu'on a donné la plus grande étendue à ces procès-verbaux pour mettre M. l'Intendant à

portée de connoître toutes celles des pertes que ce país a faites, que Mgr l'évêque de Mende a employé, pendant le cours des Etats, tout son crédit et ses sollicitations auprès de lui pour en obtenir un secours aussi considérable qu'il se pourra sur l'indemnité accordée cette année par Sa Majesté, et que M. l'Intendant lui a promis de traiter ce diocèse aussi favorablement que la modicité de la somme pourra le permettre, et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer de renvoyer, suivant l'usage, à MM. les commissaires, la répartition de la somme qui sera attribuée au pays sur l'indemnité accordée par Sa Majesté.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

De relevée.

Le syndic du país a dit que MM. les commissaires ont fait reconstruire, pendant le cours de l'année dernière, plusieurs ponts qui avaient été emportés et réparé plusieurs parties des chemins qui avaient été ruinés par les inondations ; que ces ouvrages ont consisté à la reconstruction d'une partie du pont de Chanac et de ses avenues, à celle depuis ledit pont jusques à Chanac, à celle des ponts de Pelgeires, de La Combe, près Saint-Etienne-du-Valdonnez ; de La Combe de Marazel et des ponceaux des Chades, du ravin des Laubies et aux réparations du chemin depuis la lavange du Tuffe jusques au Pont-Neuf, et du chemin au-dessous de Palhers jusques au ravin du pas de Lane ; que ces ouvrages, dont les adjudications seront portées en total environ à la somme de 21,000 livres, ont été faits et reçus pendant l'année dernière, à l'exception de quelques petites parties au-

près de Chanac et du Tuffe, auxquelles on travaille et qui seront incessamment perfectionnées ; qu'il sera nécessaire de continuer pendant le cours de cette année à faire travailler à ce qui reste à reconstruire ou réparer les ponts, chaussées et parties de chemins ruinés par les les inondations de 1766.

Ledit sieur syndic a ajouté que cette assemblée, ainsi que MM. les commissaires du païs, s'occupent depuis plusieurs années des moyens de rendre praticable aux voitures roulantes la route depuis le haut de la côte Saint-Pierre, près Saint-Jean-de-Gardonenque, jusques en Auvergne, qui a toujours été regardée comme la plus importante pour ce païs, que pour la conduire à une plus grande perfection, il avait été résolu de consulter M. Grangent, directeur des travaux publics de la province ; qu'en conséquence, ledit sieur syndic l'a prié et fait prier, dès l'année 1764, de se transporter en Gévaudan pour parcourir cette route et déterminer les ouvrages qu'il convient d'y faire, qu'il a fait espérer chaque année de venir vaquer à cette vérification, notamment ceux aux avant derniers Etats généraux, mais que jusques à présent il en a été empêché par ses différentes occupations, et que même il ne le pourra cette année ; que dans l'espoir où l'on a été d'une année à l'autre qu'il se rendrait en Gévaudan, les ouvrages ont été suspendus sur cette route pendant environ quatre ans, que cependant comme sur ceux qui ont été cy-devant faits elle commence à être praticable aux plus grandes voitures roulantes, elle devient tous les jours plus fréquentée par les rouliers, mais que ce n'est pas sans danger qu'on passe par certaines parties qui sont très étroites et placées aux bords des précipices, qu'il y a eu des acci-

dents et qu'il arrive journellement que lorsque deux voitures s'y rencontrent venant dans des sens opposés, l'une est obligée de rétrograder quelquefois même longtemps et jusques à une demi lieue, que la sûreté des voyageurs et le bien du commerce ont paru à MM. les commissaires du diocèse exiger qu'on ne différât pas plus longtemps de faire travailler aux parties les plus instantes, en attendant que M. Grangent puisse vérifier les autres ; que l'une de ces parties est celle depuis le pont de La Bessède, près Florac, jusques au bas de la nouvelle côte de Molines, le chemin qui est d'ancienne construction n'a, dans sa plus grande largeur, qu'environ deux toises, et dans bien des endroits il n'y a qu'une toise et demi, il est presque partout établi au bord d'un précipice, au bas duquel coule la rivière du Tarn. La seconde partie est celle des deux côtes de Saint-Roman, qui sont d'ancienne construction et qui doivent être faites à neuf, étant non-seulement trop étroites, mais encore trop rudes, et la troisième consiste à une petite partie de chemin depuis l'entrée du diocèse au haut de la côte de Saint-Pierre jusques au-dessus de la jonction du chemin qui conduit à Saint-Etienne-de-Valfrancesque, cette partie établie presque partout sur le rocher et au bord d'un précipice étant encore plus étroite qu'aucune des autres ; que la quatrième partie consiste à élargir et adoucir la montée à la sortie du pont du Mazel, du côté de Florac, jusques au premier tournant ou contour ; que MM. les commissaires ont fait dresser des devis estimatifs de ces différents ouvrages, qui donneront lieu à une dépense d'environ 77,000 livres ; que les Etats généraux à la dernière assemblée ont donné leur consentement à leur exécution ; que MM. les commissaires du Roy et des

Etats ont accordé les permissions nécessaires et que le tout a été autorisé par arrêt du Conseil. Ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de délibérer : 1<sup>o</sup> qu'on continuera de travailler, la présente année, au rétablissement des ponts et chaussées et parties du chemin ruinées ou dégradées par les inondations de 1766 ; 2<sup>o</sup> qu'on continuera aussi de travailler à la construction des piles en pierre d'un pont en bois sur la rivière de Tracire, au-dessous de Grazières-Menoux ; 3<sup>o</sup> qu'attendu la nécessité qu'il y a pour les voyageurs et la liberté du commerce, de faire travailler aux parties cy-dessus énoncées sur la route du haut de la côte de Saint-Pierre jusques au commencement de la côte de Molines, l'on fera travailler pendant le cours de trois années les plus prochaines, en commençant par la présente, aux nouvelles constructions et réparations déterminées dans les devis qui en ont été dressés, et de renvoyer à MM. les commissaires ordinaires du diocèse, pour pourvoir à l'exécution de tous les susdits ouvrages, ainsi qu'aux fonds pour fournir à la dépense à laquelle ils donnent lieu.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par M. le Président.

Fait, clos et arrêté à Maruejols, le neuvième avril mil sept cents soixante-dix.

L'abbé DE SAVINE, vicaire général.

---

1771

*MM. les commissaires de l'assiette. — Places occupées par les membres des États. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations des députés. — Confirmation des officies du pays. — Imposition en faveur des collecteurs des communautés du diocèse, pour les reliquats des comptes. — Indemnité pour pertes de récoltes. — Défrichements. — Mesures à prendre contre les malfaiteurs et assassins. — Travaux publics à exécuter pour faciliter les communications. — Clôture des États.*

L'an mil sept cens soixante-onze, et le jeudy quatrième jour du mois d'avril. Les gens des trois États du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du palais épiscopal, où M<sup>e</sup> Charles Lafont de Savine, prêtre, chanoine théologal de l'église cathédrale de Mende, les attendait, étant accompagné de MM. commissaires ordinaires, et, tous ensemble, sont allés à l'église cathédrale dudit Mende pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, sont revenus audit palais épiscopal, dans la salle destinée pour la tenue desdits États, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : M. le Président, sur un fauteuil, placé sur une stalle élevée au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, M<sup>e</sup> Louis-Joseph de Lagarde, commissaire principal ; M. M<sup>e</sup> Louis Valentin, lieutenant général au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif en tour pour Mgr l'évêque de Mende, la pré-

sente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>e</sup> Pierre de Michel du Roc, marquis de Brion, substitut du commis des nobles pour M. le marquis de Saint-Point, commis des nobles, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent ; M<sup>e</sup> Urbain de Retz, Sgr de Servièrès ; sieur Claude Paulet, notaire, et Antoine Coulomb, premier, second et tiers consuls de la ville de Mende, l'année dernière, et M. Marcel Limouze de Labarthe, premier consul de la ville de Maruejols, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons ou gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant leur rang, et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit païs, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. de Lagarde, commissaire principal, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 7 janvier dernier, a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leursdites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruéjols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenti et résolu auxdits Etats. Lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime Mgr le comte

d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenus au billet, sur ce signé, Pujol, ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payée aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, ledit sieur de Lagarde est sorti de l'assemblée.

M. le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'Eglise, la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble, ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 7<sup>e</sup> janvier dernier,



seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'Eglise et MM. les barons, qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ;

A été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse conchera la présente délibération dans les lettres d'avis, pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nos seigneurs les commissaires, présidens pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Sur quoy, ledit sieur Lafont, sindic, et le sieur de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer ledit sieur Lafont dans la charge de sindic, et ledit sieur de Lhermet, dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs

Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et M. le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leurs charges ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du pays a dit qu'il a été rendu deux jugements par nosseigneurs des Etats, en date du . . . . . dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1769, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à . . . . . et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs de la même année 1769, qui se portent en total à la somme de . . . . . et, conformément auxdits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été dressé, l'année dernière, des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes ; qu'on a donné la plus grande étendue à ces procès-verbaux pour mettre M. l'Intendant à portée de connoître toute celle des pertes que ce pays a faites ; que M. le Président a employé, pendant le cours des Etats, tout son crédit et ses sollicitations auprès de lui pour en obtenir un secours aussi considérable qu'il se pourra sur l'indemnité accordée cette année par Sa Majesté, et que

**M.** l'Intendant lui a promis de traiter ce diocèse aussi favorablement que la modicité de la somme qu'il a à répartir pourra le permettre, et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer de renvoyer, suivant l'usage, à **MM.** les commissaires, la répartition de la somme qui sera attribuée au pays sur l'indemnité accordée par Sa Majesté.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il a été rendu, le 5 juillet dernier, une déclaration par Sa Majesté concernant les défrichements dans la province de Languedoc, et les exemptions de la disme et de la taille pendant quinze années, en faveur de ceux qui les entreprendront ; qu'il a été arrêté par nosseigneurs des Etats une instruction pour l'exécution de cette déclaration ; qu'il a envoyé dans toutes les communautés des exemplaires qui contiennent l'une et l'autre, et qu'il a accompagné cet envoi de la lettre circulaire dans laquelle il a donné un supplément d'instruction ; que depuis cet envoi il lui a été porté des plaintes sur les exactions que commettent certains greffiers consulaires qui exigent, pour les déclarations que sont obligés de leur faire ceux qui veulent défricher, jusques à vingt-quatre sols dans le temps qu'ils ne doivent prendre que dix sols, tant pour l'enregistrement que pour l'expédition de la déclaration, qu'il croit devoir prier les **MM.** de cette assemblée de vouloir bien faire connoître, chacun dans la communauté, que les greffiers consulaires ne doivent se faire payer que cette somme, et qu'au cas qu'ils en exigent d'avantage, ils veuillent bien l'en faire informer pour, sur le compte qu'il en rendra à **MM.** les commissaires, être par eux pris

les mesures convenables, à l'effet non-seulement d'obliger les exacteurs à la restitution, mais encore les faire punir suivant l'exigence des cas.

Ledit sieur syndic a dit encore que, nonobstant les exemples aussi sévères que multipliés qui se sont depuis plusieurs années, il a été commis celle-cy, et la précédente, bien des crimes : tels que des assassinats, meurtres et vols, sur le grand chemin, vols avec effraction et autres vols de toute espèce ; qu'on est parvenu à arrêter plusieurs des auteurs de ces désordres, dont M. Dulac, lieutenant de prévôt du département, instruit actuellement le procès ; qu'il croit devoir proposer à l'assemblée de délibérer de prier de plus fort MM. les commissaires du pays de continuer à veiller à la sécurité publique et à exciter l'émulation des habitants, pour l'arrestation des malfaiteurs, en faisant jouir ceux qui parviendront à ces arrestations des gratifications cy-devant délibérées.

Ce qui a été délibéré, conformément à la proposition dudit sieur syndic.

#### De relevée.

Le syndic du pais a dit qu'on a continué de travailler cette année aux réparations des parties des chemins dégradées par les inondations de 1766, et qu'en conséquence des différentes délibérations prises par l'assemblée pour accélérer l'ouverture de la route du haut de la côte de Saint-Pierre jusques au-delà de la garde-frontière de l'Auvergne, extrémité du Gévaudan, et des permissions obtenues pour faire exécuter les parties les plus urgentes, il a été fait trois adjudications l'année dernière

par MM. les commissaires du pais de certaines de ces parties, sçavoir : de celle de l'avenue du pont du Mazel, du côté de Florac, et du pont de La Bessède, près Florac; jusques à la pièce de Jacques le Serrurier, au prix de 14,500 livres; à Etienne Lapise et Barbut, celle depuis le communal des habitants de La Rochette jusques à celle de la pièce de Claude Couret, des Faux, au prix 4,950 livres; à Victorin Robert, Feljas, Falgairette et Meynadier, et celle du pont de Saint-Philip jusques à la place d'Ispanhac aux mêmes entrepreneurs, au prix de 10,100 livres; que ces différents entrepreneurs ont mis tout de suite la main à l'œuvre, qu'ils ont actuellement des ateliers nombreux et qu'il y a tout lieu d'espérer que ces trois parties seront mises en état de perfection dans le courant de cette année; en conséquence, ledit syndic a requis l'assemblée de délibérer d'approuver lesdites adjudications et de renvoyer à MM. les commissaires du pais pour procéder à celles qui restent à faire.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Après quoi, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par M. le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le quatre avril mil sept cens soixante-onze.

L'abbé DE SAVINE, vicaire général.

---

1772

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation du serment par MM. de l'assemblée des Etats. — Vote des*

*sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations des députés. — Confirmation des officiers du diocèse. — Débets et reliquats des comptes des collecteurs des communautés. — Indemnité pour pertes de récoltes. — Instances à renouveler pour obtenir la diminution sur le sel. — Route du bas Languedoc en Auvergne. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens soixante-douze, et le lundi trentième jour du mois de mars. Les gens des trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Maruejols, sont venus à la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, où loge M<sup>re</sup> Michel-Ange de Bruges, prêtre, docteur en théologie, vicaire général de Mgr l'évêque de Mende, Président des Etats et assiette dudit païs, qui les attendoit, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires, et, tous ensemble, sont allés à l'église collégiale de la ville de Maruejols pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du Bailliage de Gévaudan et royale ordinaire dudit Maruejols, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : M. le Président, sur une stalle, élevée au-dessous d'un dais, et sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, M. Louis-Dominique Cahuzac, lieutenant général au Bailliage de Gévaudan, pour M. le bailli, en tour pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Pierre de Michel du Roc, marquis de Brion, substitut du commis des nobles, pour M. le marquis de Saint-Point, commis des nobles, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent ; M. Jean-Baptiste Thouzellier ; sieur Pierre Favier, marchand, et sieur Antoine Jory, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et

3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, l'année dernière ; M. Raymond Sevens, avocat au Parlement, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang ; et sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant leur rang ; et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Cahuzac, lieutenant général, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leursdites commissions, à M. le bailli du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme lui, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenti et résolu auxdits Etats ; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime, Mgr le comte d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet sur ce signé, Coster, ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission, d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Marnejols et du sindic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province ; la lecture ayant été finie, ledit sieur Cahuzac est sorti de l'assemblée.

M. le Président a fait appeler les gens des trois Etats du pays de Gévaudan, et, ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, scavoit : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, et, tous ensemble, ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, seront imposées la présente année sur les contribuables aux tailles du pais de Gévaudan, et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas



venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce païs, pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres ;

A été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instruction de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Sur quoi le sieur Lafont, syndic, et le sieur de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la charge de syndic, et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoi les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et M. le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du païs a dit qu'il a été rendu deux jugemens par nosseigneurs des Etats, en date du . . . . . dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1770, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par

la clôture de leurs comptes, et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé dans plusieurs communautés des reliquats des comptes de leurs collecteurs, de la même année 1770, et, conformément auxdits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit qu'il a été dressé, l'année dernière, des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes; ces procès-verbaux ont été remis aux bureaux de M. l'Intendant, qu'il n'a point reçu son ordonnance de la somme qu'il aura bien voulu attribuer à ce diocèse dans la répartition de l'indemnité accordée par Sa Majesté, et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer de renvoyer à MM. les commissaires, suivant l'usage, la répartition de la somme qui sera portée par l'ordonnance de M. l'Intendant.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il a été cy-devant fait des représentations pour que le Gévaudan fut déchargé sur le prix du sel des trente sols par minot que ce pays paye au-dessus de ce qu'il se vend dans les autres greniers de la province, qu'il est d'autant plus intéressé à renouveler ces représentations, que d'un côté il ne peut que lui importer de profiter de la circonstance du prochain renouvellement des fermes du Roy pour obtenir

une demande aussi juste, et que de l'autre on annonce une augmentation générale sur le prix de cette denrée ; qu'en conséquence, ledit sieur syndic a lu le mémoire par lui cy-devant fait, et approuvé par MM. les commissaires du diocèse, qui démontre la justice de cette demande, et a proposé à l'assemblée de délibérer de renouveler ses instances et de prier MM. les commissaires ordinaires, pendant l'année, de reprendre ses représentations et de se donner, sous la protection et le crédit de Mgr l'évêque de Mende, soit auprès du Ministre, soit auprès de MM. les députés des Etats généraux de la province, à la Cour, tous les mouvements et les efforts qui pourront dépendre d'eux pour obtenir une décharge, qui doit moins être regardée comme une grâce que comme une justice d'autant plus due au pais du Gévaudan, que, suivant les motifs exposés dans le mémoire dudit sieur syndic, il n'est point de contrée dans le royaume qui mérite plus d'égards par rapport aux prix du sel.

Ce qui a été délibéré, conformément à la proposition dudit sieur syndic.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit, qu'en conséquence des délibérations prises par l'assemblée et par MM. les commissaires de l'assiette, il a été exécuté divers ouvrages sur la grande route de bas Languedoc en Auvergne, dans la partie qui concerne le Gévaudan ; qu'il est de la plus grande importance pour ce pais de continuer à faire travailler sur cette route de plus en plus fréquentée par des voitures roulantes ; qu'en pourroit actuellement s'attacher à ouvrir ou perfectionner les parties depuis le haut

de la côte de Saint-Pierre jusques au Castanier, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré de continuer à faire travailler sur la partie de la grande route du bas Languedoc en Auvergne, qui est située dans le Gévaudan, et a renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette et subsidiairement à MM. les commissaires ordinaires, pendant l'année, pour faire dresser les devis des réparations, changements ou nouvelles constructions à faire sur cette route, depuis l'entrée du Gévaudan au haut de la côte de Saint-Pierre jusques au Castanier, et prendre les délibérations nécessaires à l'effet d'obtenir les consentements, permissions et autorisations requises pour l'exécution des ouvrages et pour les emprunts des sommes à y employer pour pourvoir à leur dépense.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par M. le Président.

Fait, clos et arrêté à Marvejols, le trente mars mil sept-cent-soixante-douze.

*Notable des Bases, Vicaire général, Président.*

1773

*MM. les commissaires de l'assiette. — Pâtes de papier pour  
MM. des Etats. — Vote des sommes destinées. — Recu-  
père des procurations de MM. les députés. — Présentation  
de serments. — Une lettre doit accompagner les productions.  
— Compensation des offertes de pape. — Reli-  
quas des comptes des collecteurs. — Indemnités pour  
pertes de récoltes. — Dommages faits par l'inondation  
et autres accidents. — Elections des Etats.*

L'an mil sept cens soixante-treize, et le lundi dixième jour du mois de may. Les gens des trois États du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du palais épiscopal, où Mgr l'illustrissime et révérendissime Sgr, Mgr Jean-Arnaud de Castellane, évêque et Sgr de la ville de Mende, comte de Gévaudan, conseiller du Roy en tous ses Conseils, les attendoit, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires ; et, tous ensemble, sont allés à l'église cathédrale dudit Mende, pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, sont revenus audit palais épiscopal, dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats. Ils ont pris chacun leur place, savoir : Mgr le Président, sur un fauteuil, placé sur une stalle, à la tête du banc ; M. Louis Valentin, lieutenant général au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif en tour pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Pierre de Michel du Roc, marquis de Brion, substitut du commis des nobles, pour M. le marquis de Saint-Point, commis des nobles, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, absent ; M<sup>re</sup> Jean-Joseph Norry de La Blachère, ancien capitaine d'infanterie, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis ; sieurs Charles Grange et Jean-Baptiste Portulier, 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls de la ville de Mende, l'année dernière ; M. Raymond Sevène, avocat au Parlement, 4<sup>re</sup> consul de la ville de Marvejols, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang ; et sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant

leur rang ; et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit païs, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Valentin, lieutenant général, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leursdites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme lui, de procéder au département des deniers y contenus et ainsi qu'il a été consenti et résolu auxdits Etats ; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime, Mgr le comte d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce signé : Coster ; ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été faite, ledit sieur Valentin est sorti de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des trois Etats. du païs de Gévaudan, et, ayant fait remettre au greffier, du diocèse, les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, savoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et Messieurs qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce païs, pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres ;

A été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont ac-

compagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contiennent les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Sur quoi ledit sieur Lafont, syndic, et le sieur de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer ledit sieur Lafont dans la charge de syndic, et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoi, les Etats, ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du pais a dit qu'il a été rendu deux jugemens par nosseigneurs des Etats, en date du 12<sup>e</sup> décembre dernier, dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1771, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à 347 livres 2 sols 8 deniers, et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs, de ladite année 1771, qui se portent en total à la somme de 3,088 livres 5 sols, et, conformément auxdits jugemens, ledit sieur syndic a requis l'as-



semblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été dressé, l'année dernière, des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes ; qu'on a donné la plus grande étendue à ces procès-verbaux, pour mettre M. l'Intendant à portée de connoître toute celle des pertes que ce païs a faites ; que Mgr le Président a employé, pendant le cours des Etats, tout son crédit et ses sollicitations auprès de lui pour en obtenir un secours aussi considérable qu'il se pourra sur l'indemnité accordée, cette année, par Sa Majesté, et que M. l'Intendant lui a promis de traiter ce diocèse aussi favorablement que la modicité de la somme qu'il a à répartir pourra le permettre, et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer de renvoyer, suivant l'usage, à MM. les commissaires, la répartition de la somme qui sera attribuée au païs sur l'indemnité accordée par Sa Majesté.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore que les inondations du mois de septembre dernier ont causé de grands ravages dans plusieurs païs et diocèses de la province, et en particulier en Gévaudan ; que le mal, en vérité, n'y a pas été général, mais qu'il y a cependant plusieurs cantons qui ont considérablement souffert et que les chemins, ponts

et autres ouvrages publics ont été ruinés ou bien dégradés ; qu'il a été fait des vérifications des différents dommages ; que ceux concernant les fonds de terre se sont trouvés de deux sortes ; que les uns ont consisté à plusieurs terrains emportés ou dégradés par les tas de sable et de gravier que les eaux y ont déposé, et c'est ce qui est principalement arrivé dans les Cévennes ; les autres ont consisté à la perte des semences qui ont été emportées dans plusieurs communautés, principalement à celle de la montagne ; que le Roy a accordé une indemnité extraordinaire applicable, pour la majeure partie, aux fonds emportés ou endommagés, et le surplus aux chemins, ponts et chaussées et autres ouvrages publics ; que les Etats généraux ont renvoyé la répartition de cette indemnité à une commission composée de M. l'Intendant et de plusieurs membres des Etats ; que Mgr le Président s'est donné les plus grands mouvements pendant son séjour à Montpellier, pour obtenir pour son diocèse le traitement le plus favorable ; que depuis son retour il en a écrit plusieurs fois à M. l'Intendant ; qu'il a été dressé des procès-verbaux particuliers des dommages causés par les inondations du mois de septembre ; que, conformément aux instructions envoyées de la part de la commission de Montpellier, tous les particuliers dont les pertes ont été estimées de 500 fr. au-dessus, ont été compris dans ces procès-verbaux par autant d'articles séparés ; et, à l'égard des pertes au-dessous de 500 francs, elles ont été estimées en général pour chaque communauté ; que M. de Joubert, syndic général de la province, vient d'informer ledit sieur syndic qu'il a été procédé à la répartition de cette indemnité ; qu'il a été accordé le dixième des pertes estimées

à 2,000 francs et au-dessus, et le vingtième pour celles au-dessous de 2,000 francs ; que les ordonnances s'en expédient actuellement à Montpellier, et ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de délibérer de le charger, lorsqu'il aura reçu ses ordonnances, de donner connoissance à ces différentes indemnités aux communautés et aux particuliers qu'elles concerneront.

Sur quoi, l'assemblée, pénétrée des bontés dont Mgr le Président ne cesse de donner des marques au pais et du zèle qui l'anime pour tout ce qui peut contribuer à son bien et à son soulagement, lui en a rendu ses actions de grâces ; l'a supplié de lui continuer ces mêmes bontés, et, quant au surplus, a été unanimement délibéré, conformément à la proposition dudit sieur syndic.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit qu'il a été rendu compte à la séance du matin des ravages causés par les inondations du mois de septembre dernier, de l'indemnité accordée par Sa Majesté, soit pour venir au secours des communautés et particuliers endommagés, soit pour contribuer aux réparations des ouvrages publics, ruinés en tout ou en partie par lesdites inondations ; que suivant l'avis qui lui a été donné par M. de Joubert, syndic général de la province, nosseigneurs de la commission, établie pour la répartition de ladite indemnité, ont attribué dans cette répartition une somme de 18,135 livres 9 sols 11 deniers au pair, pour être employée, sous les ordres de MM. les commissaires ordinaires, auxdites réparations ; en conséquence, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de renvoyer à mesdits sieurs commissaires le soin de faire exécuter les différents ouvrages, pour remettre les

parties dégradées dans leur premier état, en faisant d'abord pourvoir à la dépense sur l'indemnité des 18,135 livres 9 sols 11 deniers, et ensuite sur les fonds qu'il sera permis d'emprunter pour suppléer à l'insuffisance ; et qu'en conséquence, MM. les commissaires de l'assiette prendront sur ce les délibérations nécessaires, à l'effet d'obtenir, pour ce supplément, les consentements, permissions et autorisations requises par les réglemens.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Après quoi, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le dix mai mil sept cents soixante-treize.

†. L'Évêque de Mende.

---

1774

*MM. les commissaires de l'assiette. — Places occupées par les membres de l'assemblée. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Remise des procurations. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du pays. — Débats et reliquats des comptes des collecteurs. — Nomination de M. de Rets de Servièrès aux fonctions de commis de la noblesse. — Indemnité pour pertes causées aux récoltes. — Instances à faire pour obtenir une diminution sur le prix du sel. — États à fournir au sujet de l'étendue des biens des communautés. — Route du Bas-Languedoc en Auvergne. — Clôture des États.*

L'an mil sept cens soixante-quatorze, et le mardi cinquième jour du mois d'avril. Les gens des Trois Etats du pais de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Maruejols, sont venus à la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, où loge M<sup>e</sup> Michel-Ange de Bruges, prêtre, docteur en théologie, vicaire général de Mgr l'évêque de Mende, Président des Etats et assiette dudit pays, qui les attendait, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires ; et, tous ensemble, sont allés à l'église collégiale de la ville de Maruejols pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du bailliage de Gévaudan et royale ordinaire dudit Maruejols, ils ont pris chacun leur place, savoir : M. le Président, sur un fauteuil, placé sur une stalle élevée au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, M. Jacques-Louis d'Hombres, avocat au Parlement et maire d'Alais, commissaire principal desdits Etats et assiette ; M. Louis-Dominique Cahuzac, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif en tour pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Urbain de Retz de Servières, ancien capitaine du régiment de Chartres, infanterie, commis des nobles, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>e</sup> Jean-Joseph Norry de La Blachère, ancien capitaine d'infanterie, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis ; sieurs Charles Grange et Jean-Baptiste Portalier, premier, second et tiers consuls de la ville de Mende, l'année dernière ; M. Raymond Sévène, avocat au Parlement, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques.

tiques, sur un banc, à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant leur rang ; et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit païs, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. d'Hombres, commissaire principal, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires qui ont présidé, pour le Roy, en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 15 décembre dernier, a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leursdites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsy qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats ; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime, Mgr le comte d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce signé, Coster ; ensemble, l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier, pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y atta-

chés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, ledit sieur d'Hombres est sorti de l'assemblée.

M. le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et, ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, savoir : par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, et, tous ensemble, ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, président pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 13 décembre dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et Messieurs qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir; que cet usage a été toujours observé dans ce païs, pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns

ont omis d'écrire lesdites lettres; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis, pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Surquoy, le sieur Lafont, sindic, et le sieur de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la charge de sindic, et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et M. le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le sindic du pays a dit qu'il a été rendu deux jugemens par nosseigneurs des Etats, en date du 14 décembre 1773, dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse de l'année 1773, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes; lesquelles rayonnent en total à la somme de 498 livres 5 sols 10 deniers; et l'autre qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collec-



teurs, de la même année 1772, qui se porte en total à la somme de 2,961 livres 14 sols 7 deniers, et, conformément auxdits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacun comme la concerne.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

M. le Président a dit que la place de commis des nobles de ce pais étant vacante par la mort de M. le marquis de Saint-Point, il importe de la remplir incessamment d'un seigneur qui succède à son mérite et à sa qualité ; que Mgr l'évêque de Mende l'a chargé de proposer, à l'assemblée, pour cette place, M. de Rets de Servièrès, Sgr et titulaire de la gentilhommerie de Servièrès, l'un des membres de cette assemblée, qui a été souvent à portée de reconnoître ses qualités personnelles et son zèle pour le bien public ; et, à l'instant, ayant fait appeler les voix suivant l'usage, ledit sieur de Rets de Servièrès, gentilhomme des Etats du pais, a été nommé, d'un consentement unanime, pour commis des nobles, comme étant un des seigneurs les plus propres pour remplir les fonctions de cet emploi, par rapport à sa naissance et à son mérite distingué, avec attribution des honneurs et profits y attachés.

Et à l'instant, ledit Sgr de Servièrès ayant été introduit dans l'assemblée par le sieur de Lhermet, il y a été reçu en ladite qualité de commis des nobles, et a prêté le serment accoutumé, à genoux, entre les mains de M. le Président, auquel ledit Sgr de Servièrès, commis des nobles, a fait son remerciement et à l'assemblée.

Ledit sieur syndic a dit qu'il a été dressé, l'année dernière, des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes ; ces procès-verbaux ont été remis aux bureaux de M. l'Intendant ; qu'il n'a point encore reçu son ordonnance de la somme qu'il aura bien voulu attribuer à ce diocèse dans la répartition de l'indemnité accordée par Sa Majesté ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer de renvoyer, suivant l'usage, à MM. les commissaires, la répartition de la somme qui sera portée par l'ordonnance de M. l'Intendant. Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence de la délibération prise par l'assemblée aux États, tenus en la présente ville, le 30 mars 1772, au sujet des représentations que le païs fait depuis plusieurs années, pour être déchargé des 50 sols par minot de sel qu'il paye au-dessus de ce que cette denrée se vend dans les autres diocèses de la province ; le mémoire qui y fut lu a été envoyé par Mgr l'évêque de Mende à M. le contrôleur général, à M. l'archevêque de Narbonne, à Mgr l'évêque de Lavaur, à M. le V<sup>e</sup> de Polignac, et que ledit sieur syndic l'a adressé à MM. les autres députés à La Cour et à M. de La Fage, syndic général ; que le Ministre des finances, qui a d'abord bien reçu ce mémoire, a paru reconnoître la justice de la demande du païs, et faire espérer une décision favorable ; que ledit sieur syndic a écrit de nouveau à ce sujet à M. de La Fage, qui est retourné à Paris, et qui l'a assuré que MM. les députés des États à la Cour, la présente année, se donneroient toute sorte de mouvement pour le succès de cette affaire ; que l'assemblée trouvera sans doute à propos de supplier Mgr l'évêque de Mende de continuer, conjointement

avec MM. les commissaires ordinaires, leurs instances, pour obtenir, en faveur du païs, la justice qui lui est due sur un objet aussi intéressant ; et, ledit sieur sindic, a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, l'assemblée, après avoir prié M. le Président de remercier Mgr l'évêque de Mende des soins qu'il a bien voulu se donner pour cette importante affaire, a unanimement délibéré de le supplier, de vouloir bien continuer à l'appuyer de son crédit, et de prier MM. les commissaires ordinaires de continuer aussi toutes leurs instances, soit auprès du Ministre, soit auprès de MM. les députés à la Cour, pour obtenir de la bonté et de la justice de Sa Majesté la diminution dont il s'agit.

Ledit sieur sindic a dit aussi que le Ministre, désirant connoître l'étendue des biens de toutes les communautés du royaume, M. le contrôleur général écrivit à nosseigneurs des Etats généraux pour les engager à entrer dans ces vues et à concourir à cet objet, et leur adressa un modèle de l'état qu'il vouloit que chaque communauté dressât à ce sujet, dont ledit sieur sindic a présenté et fait lecture à l'assemblée ; et, les Etats, délibérèrent, le 4 décembre dernier, de charger MM. les sindics généraux d'écrire aux sindics des diocèses d'exhorter les administrateurs des communautés à satisfaire à ce qu'exige le Ministre des finances ; que M. de Joubert, sindic général, a écrit, en conséquence de cette délibération, audit sieur sindic, la lettre dont il a fait aussi la lecture à l'assemblée ; et, ledit sieur sindic, a proposé de le charger de faire imprimer des feuilles conformes audit modèle, de les envoyer dans toutes les communautés du païs, et d'en exhorter les administrateurs à en remplir les colonnes avec vérité et exactitude.

Sur quoy, l'assemblée a délibéré de charger ledit sieur syndic de faire imprimer des feuilles conformes audit modèle, de les envoyer aux administrateurs des différentes communautés du pais, et de les exhorter à les remplir exactement et fidèlement.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit que les ouvrages qu'il avoit été permis d'exécuter sur la partie de la route du bas Languedoc en Auvergne, qui est située dans le Gévaudan, commençant au haut de la côte de Saint-Pierre, où finit le diocèse d'Alais, ont été faits et reçus pour la plus grande partie, ne restant plus que celle de Saint-Roman au Castanier, à laquelle les entrepreneurs travaillent actuellement, et qui sera perfectionnée dans le courant de cette année ; que l'assemblée doit en déterminer de nouveaux pour la continuation d'une route aussi importante, dont les avantages, depuis que le pais a commencé à la faire ouvrir, deviennent tous les jours plus sensibles ; que le sieur Boissonade, ingénieur du diocèse, est actuellement occupé à dresser les plans et devis de tout ce qui doit être construit à neuf ou réparé sur différentes parties, depuis le lieu du Castanier jusques à Mende ; que ces devis pourront être rapportés à l'assemblée de MM. les commissaires de l'assiette, qui se tiendra lors de la confection et signature des rôles de la capitation et vingtièmes d'industrie, pour y être examinés, être délibéré, s'il y a lieu, sur l'exécution des ouvrages qui y seront indiqués, et donné pouvoir audit sieur syndic de poursuivre, à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats, les consentements et permissions

nécessaires pour leur exécution ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi, l'assemblée a unanimement délibéré de faire travailler à la continuation de la route, par le Gévaudan, du bas Languedoc en Auvergne, et de commencer les nouveaux ouvrages au lieu du Castanier, pour les conduire à leur perfection sur toutes les parties qui doivent être construites ou réparées à neuf jusques à Mende ; qu'en conséquence, le sieur Boissonade rapportera les devis qu'il en aura dressés à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront, pour la confection et signature des rôles de la capitation et des vingtièmes d'industrie, à l'effet d'être par eux examinés, approuvés, s'il y a lieu, et en ce cas délibéré de les faire exécuter, et de charger ledit sieur syndic de poursuivre, à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats de la province de Languedoc, leur consentement et permissions nécessaires pour leur exécution, et pour l'emprunt des sommes auxquelles lesdits ouvrages auront été estimés dans lesdits devis.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par M. le Président.

Fait, clos et arrêté à Maruejols, le cinquième avril mil sept cents soixante-quatorze.

Signé : BRUGES, vicaire général.

---

1775

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Remise des procurations de MM. les députés. — Prestation du serment.*

— *Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation dans leur charge, des officiers du pays. — Imposition des sommes dues aux receveurs des tailles. — Indemnité pour pertes de récoltes. — Instances à renouveler pour obtenir une diminution sur le sel. — Vote d'un crédit pour la pension des aliénés. — Ponts et chaussées. — Secours à solliciter pour l'accomplissement des travaux. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens soixante-quinze, et le lundy quinziesme jour du mois de may. Les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du palais épiscopal, où Mgr l'illustrissime et révérendissime Sgr, Ngr Jean Arnaud de Castellane, évêque et seigneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan, conseiller du Roy en tous ses Conseils, les attendoit, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires, et, tous ensemble, sont allés à l'église cathédrale de Mende, pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, sont revenus audit palais épiscopal, dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : Mgr le Président, sur un fauteuil, placé sur une stalle élevée au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, MM. Louis Pontier, avocat au Parlement, syndic du diocèse desdits Etats et assiette ; M. Louis Valentin, lieutenant général au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif en tour pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>e</sup> Urbain de Retz de Servièrre, ancien capitaine du régiment de Chartres, infanterie, commis des nobles, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>e</sup> Jean-

Joseph Norry de La Blachère, ancien capitaine d'infanterie, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis; sieurs Charles Grange et Jean-Baptiste Portalier, premier, second et tiers consuls de la ville de Mende, l'année dernière; M. Raymond Sevène, avocat au Parlement, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre; MM. les ecclésiastiques, sur un banc, à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant leur rang; et, les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pais, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Pontier, commissaire principal, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 9 janvier dernier, a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leursdites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au dépalement des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de son altesse sérénissime, Mgr le comte d'Eu, gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dottes et affaires de la province et de ce diocèse, et dépalement des gratifications ordinaires et extraordinaires,

contenues au billet, sur ce signé : Pujol, ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains ; et a remis les commissions au greffier, pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Marvejols et du syndic du diocèse, députéz aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, ledit sieur Pontier est sorti de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et, ayant fait remettre, au greffier du diocèse, les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy, aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 9 janvier dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribuablez aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.



Comme il est d'usage dans la province, que MM. de l'église et Messieurs qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre, adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres ;

A été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre, pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Sur quoy, le sieur Lafont, sindic, et le sieur de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la charge de sindic, et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du pays a dit qu'il a été rendu deux jugements par nosseigneurs des Etats, en date du 8 janvier 1775, dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautéz du diocèse, de l'année 1773, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes ; lesquelles reviennent en total à la somme de 331 livres 9 sols 7 deniers ; et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs, de la même année 1773, qui se portent en total à la somme de 3,066 livres 13 sols 10 deniers, et, conformément auxdits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces debets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne. Ce qui a été unanimement délibéré, à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été dressé, l'année dernière, des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes ; ces procès-verbaux ont été remis aux bureaux de M. l'Intendant ; qu'il n'a point encore reçu son ordonnance de la somme qu'il aura bien voulu attribuer à ce diocèse dans la répartition de l'indemnité accordée par Sa Majesté ; et, ledit sieur syndic, a requis l'assemblée de délibérer de renvoyer, suivant l'usage, à MM. les commissaires, la répartition de la somme qui sera portée par l'ordonnance de M. l'Intendant. Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il n'a été encore rien

statué sur la demande faite depuis plusieurs années de la part du païs, pour qu'il soit déchargé de l'augmentation de 30 sols par minot de sel qu'il paye au-dessus de ce que cette denrée se vend dans les autres chambres à sel de la province ; qu'on ne saurait perdre de vue une demande aussi intéressante, qu'il dit d'autant plus à propos de renouveler les instances du païs à ce sujet, que les circonstances paraissent, à bien des égards, plus favorables, et que Mgr le Président sera à portée, pendant son séjour à Paris, d'appuyer personnellement de son crédit les demandes que MM. les commissaires du païs pourront faire, et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi, l'assemblée a unanimement délibéré de prier MM. les commissaires ordinaires de continuer leurs instances, pour obtenir des bontés et de la justice de Sa Majesté et de ses Ministres, la diminution depuis si longtemps sollicitée sur le prix du sel en Gévaudan ; et a supplié Mgr le Président de vouloir bien continuer à protéger et à appuyer de son crédit les demandes de MM. les commissaires.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence des délibérations prises aux Etats et assiette du païs, l'année dernière, nosseigneurs des Etats généraux de la province ont donné leur consentement, et nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, la permission pour l'imposition d'une somme de 4,500 livres, destinée à payer, dans des maisons de force, les pensions des insensés du païs, dont les parents ne sont pas en état de pourvoir à leur garde et à leur subsistance ; et que cette dépense a été autorisée par arrêt du Conseil du 6 mars 1773, dont il a été fait la lecture à l'assemblée, après laquelle ledit

sieur syndic lui a proposé de délibérer de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, l'imposition de ladite somme de 1,500 livres, et pour la destination en être faite suivant les circonstances.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Mgr le Président a dit qu'il a été reçu une lettre de M. de Bastard, conseiller d'Etat et chancelier de M. le comte d'Artois, avec deux mémoires qu'il lui a adressés, de la part du Prince, pour l'ouverture de deux routes, l'une depuis le lieu de Saint-Amans jusques en Auvergne, passant par Le Malzieu, l'autre de la ville de Saugues à celle de Langogne ; desquelles lettre et mémoires, Mgr le Président a ordonné la lecture. Laquelle ayant été faite, il a observé que la première de ces deux routes, qui doit faire partie de celle à laquelle le païs du Gévaudan fait travailler à ses frais depuis quelques années pour établir la communication la plus directe entre le bas Languedoc et l'Auvergne, Paris et plusieurs hautes provinces de France, ne peut être qu'avantageuse au païs, mais qu'elle l'est infiniment plus au général du royaume et à la province du Languedoc en particulier ; que les travaux que le Gévaudan fait actuellement exécuter sur cette route, donnent lieu à une dépense très considérable ; et que nonobstant cette dépense dont le païs se trouve surchargé et l'activité qu'on met dans l'exécution des ouvrages, ceux qui restent à faire depuis l'entrée du Gévaudan, du côté du bas Languedoc, jusques à Saint-Amans, ne pourront être finis que dans 4 ou 5 années ; que cependant il paraît nécessaire de continuer ces ou-

vrages jusqu'au dit lieu de Saint-Amans, autrement l'ouverture proposée dudit lieu en Auvergne, passant par Le Malzieu, ne serait plus d'une utilité générale et il n'y aurait que quelques lieux particuliers qui en retirassent quelque avantage ; que d'un autre côté cette ouverture, donnera lieu à une dépense de plus de 100,000 livres ; qu'un tel objet est bien au-dessus des forces du Gévaudan, qui est généralement reconnu pour une contrée des plus pauvres du royaume, la plus dépourvue de ressources par la nature du pays et du climat, et, par une suite de mauvaises récoltes que, dans les fâcheuses circonstances et l'épuisement où il se trouve, il serait dans l'impossibilité absolue de donner dans cette occasion des preuves du zèle dont il sera toujours animé pour tout ce qui peut plaire à Mgr le comte d'Artois, si l'on ne lui ménageait les fonds nécessaires, soit auprès de Sa Majesté, soit de la part des Etats généraux de la province de Languedoc, pour fournir aux frais de construction de la communication proposée de Saint-Amans en Auvergne, passant par Le Malzieu ; que ce pays est d'autant plus autorisé à solliciter ces secours, que la communication dont il s'agit doit faire partie d'une route qui sera encore plus utile en général du royaume et à la province du Languedoc qu'au Gévaudan, qui continue et continuera à prendre les autres parties de cette route sur son compte, en faisant les plus grands efforts pour fournir à l'excessive dépense à laquelle elles donneront lieu. A l'égard de l'autre route proposée, de Saugues à Langogne, Mgr le Président a observé qu'elle n'a pas, à beaucoup près, les mêmes avantages que l'autre ; qu'elle a principalement pour objet des communications intérieures, les chemins des pays voisins auxquels elle doit aboutir, n'étant point

roulants praticables à des voitures, et le transport ne s'y faisant que par des bêtes de somme ; que cependant la construction de cette route ne laissera pas d'être dispendieuse ; qu'elle doit être ouverte sur une étendue de plus de six lieues, de 3,000 toises chacune, dans un pays de montagne, à travers des rochers, et qu'il doit y être construit plusieurs côtes, dont certaines seront longues ; que dans l'état d'accablement où le pays se trouve, il ne pourrait, quant à présent, l'entreprendre qu'en discontinuant les ouvrages de celles du bas Languedoc en Auvergne, qui est d'une tout autre importance que l'autre, et qui doit venir aboutir à la communication demandée, de Saint-Amans en Auvergne, passant par Le Malzieu ; que par ces considérations, il y a lieu d'espérer, des bontés de Mgr le comte d'Artois, qu'il lui plaira de permettre que la route de Saugues à Langogne soit encore suspendue jusques à ce que des circonstances plus favorables mettent le pays en état de l'entreprendre, et mondit seigneur le Président a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi, l'assemblée, pénétrée du respect le plus profond pour les volontés de Mgr le comte d'Artois et du désir le plus ardent de s'y conformer, a unanimement délibéré de supplier M. de Bastard d'implorer, pour le Gévaudan, ses bontés et sa protection afin d'obtenir de Sa Majesté ou faire accorder par les Etats généraux de la province de Languedoc les fonds nécessaires pour ouvrir la communication proposée du lieu de Saint-Amans en Auvergne, passant par Le Malzieu, attendu l'impuissance où ce pays se trouve de pourvoir par lui-même aux frais de cette ouverture, comme aussi de le supplier très humblement de vouloir bien permettre, par les considéra-

tions que Mgr le Président vient d'exposer, que la construction du chemin de Saugues à Langogne soit, quant à présent, différé.

Mgr le Président a dit aussi que M. le comte de Morangiés lui a adressé un mémoire contenant plusieurs objets intéressants, dont il a fait la lecture à l'assemblée. Après laquelle mondit seigneur a observé que la délibération qui vient d'être prise au sujet de la route allant aboutir en Auvergne, en passant par Le Malzieu, répond aux vœux de M. le comte de Morangiés ; à l'égard des autres articles, il croit devoir proposer à l'assemblée de délibérer que le chemin de Serverette au Malzieu sera réparé le plus tôt possible ; que le pont construit sur la rivière de Trueire, servant de communication entre Saint-Chély et Saint-Alban, sera aussi incessamment réparé et conduit à sa perfection, en continuant cette construction en bois ; la situation où se trouve actuellement le païs, relativement aux dépenses des ouvrages publics qu'il a été obligé d'entreprendre, ne lui permettant pas de faire construire les arches en pierre. Mondit seigneur a encore proposé à l'assemblée de prier MM. les commissaires ordinaires de faire leurs représentations aux Etats généraux de cette province, tant pour obtenir, s'il est possible, que le sel soit rendu marchand, ou que du moins le prix en soit considérablement diminué ; que pour qu'ils prennent lors du renouvellement qui doit se faire à leur prochaine assemblée de la ferme générale de l'équivalent pour procurer la paisible exploitation de cette ferme et prévenir toute vexation de la part des fermiers, leurs commis et régisseurs.

Tous lesquels objets ont été délibérés, conformément aux propositions faites par Mgr le Président.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le quinze may mil sept cents soixante-quinze.

† L'Évêque de Mende.

---

1776

*MM. les commissaires de l'assiette. — Places occupées par les membres de l'assemblée des Etats. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Remise des procurations de MM. les députés. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officies du pays. — Augmentation des émoluments des syndics du diocèse. — Débets et reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité pour pertes de récoltes. — Projet d'un nouveau règlement sur la construction et entretien des chemins. — Route du bas Languedoc en Auvergne. — Travaux de réparations aux ponts et aux chemins. — Clôture des Etats.*

L'an mille sept cens soixante-seize, et le lundi troisième jour du mois de juin. Les gens des Trois Etats du païs de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Maruejols, sont venus à la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, où loge M<sup>e</sup> Michel-Ange de Bruges, prêtre, docteur en théologie, prévôt de l'église cathédrale de Mende, chanoine de ladite église et vicaire général de Mgr l'évêque de Mende, Président-né des Etats et assiette dudit païs, qui les attendoit, étant accom-



pagné de MM. les commissaires ordinaires ; et, tous ensemble, sont allés à l'église collégiale de la ville de Maruejols pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du Bailliage de Gévaudan et royale ordinaire dudit Maruejols, ils ont pris chacun leur place, savoir : M. le Président, sur un fauteuil, placé sur une stalle élevée, à la tête du banc ; M. Louis-Dominique Cahuzac, lieutenant général au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif en tour pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>e</sup> Urbain de Retz de Servière, ancien capitaine du régiment de Chartres, infanterie, commis des nobles, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>e</sup> Jean-Joseph Norry de La-Blachère, ancien capitaine d'infanterie, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis ; sieurs Vital Maurin et Alexis Brajon, premier, second et tiers consuls de la ville de Mende, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette ; M. Raymond Sevène, avocat au Parlement, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc, à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant leur rang ; et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pais, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Cahuzac, lieutenant général, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le . . . . .

a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leursdites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires comme lui, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats ; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de Mgr le gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux de ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce signé : Bonnemain ; ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été faite, ledit sieur Cahuzac est sorti de l'assemblée.

M. le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pais de Gévaudan, et, ayant fait remettre, au greffier du diocèse, les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris place, le serment en tel cas requis et accompli ayant été prêté, savoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poi-

trine ; et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble, ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 4 mars dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage que MM. de l'église et Messieurs qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce païs, pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

Il a été ensuite procédé à la confirmation des officiers du diocèse ; après laquelle les Etats ayant fait appeler le sieur Lafont, syndic, et le sieur Delhermet, greffier,

étant dans ce moment absent pour cause d'indisposition. M. le Président a fait prêter audit sieur Lafont serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de sa charge ; ce qu'il a promis de faire.

Ledit sieur Lafont étant de nouveau sorti de l'assemblée, M. le Président a dit que nosseigneurs des Etats généraux de la province ayant reconnu la nécessité d'augmenter les émoluments des syndics des diocèses, ont délibéré, le 10 février 1776, que pour être en état de le faire dans une juste proportion à l'étendue de leur travail et aux frais des diocèses, il serait délibéré par l'assemblée de l'assiette de chaque diocèse sur l'augmentation qu'ils croiront juste et convenable pour qu'elle puisse être autorisée, s'il y a lieu, dans la prochaine assemblée de nosdits seigneurs des Etats ; que le grand nombre d'objets sur lesquels roulent les fonctions du syndic du pais dans un pais d'une administration aussi étendue que celle du Gévaudan, rend son travail continuel, ainsi que MM. les commissaires ont portée d'en juger pendant le cours de l'année ; que les émoluments qui lui sont attribués ne sont pas à beaucoup près proportionnés à ce travail, qu'ils ne consistent qu'à une somme de sept cens livres, sur laquelle il lui est fait une retenue de septante-sept livres pour les deux vingtièmes et les quatre sols pour livre du premier, ce qui réduit ses émoluments à six cens vingt-trois livres ; qu'il est encore obligé de prendre sur cette dernière somme de quoi fournir à la majeure partie des frais de bureau, ne lui étant accordé, pour cet objet, que deux cents livres, quoiqu'indépendamment des autres frais indispensables il tienne nécessairement deux commis toute l'année, et que même dans quelques occasions, surtout

aux approches et lors de la tenue de l'assemblée, il soit obligé d'en employer un plus grand nombre. M. le Président a ajouté que Mgr l'évêque de Mende qui peut, plus que personne apprécier le travail du syndic, parce qu'il se fait journellement sous ses ordres et sous ses yeux, a cru que ses appointements devaient être portés à quatorze cens livres, pour que, distraction faite des retenues des vingtièmes et quatre sols pour livres du premier, il lui restât une somme d'environ douze cens livres pour ses honoraires, à raison de son travail, et qu'afin que cette somme lui revint en entier, celle qui lui est attribuée pour les gages des deux années et autres frais de bureau, devait être aussi augmentée et portée à six cens livres ; que ces deux augmentations ayant paru de toute justice à Mgr l'évêque de Mende, il l'a chargé de les proposer à cette assemblée et à celle de l'assemblée, pour en être par elles délibéré ; qu'il espère qu'elles se porteront d'autant plus volontiers à accueillir ces propositions, que le zèle de M. Lafont, syndic actuel, son désintéressement, son expérience dans les affaires lui sont connus, ainsi que les longs et utiles services qu'il a rendus au pays et qu'il est disposé à lui continuer avec la même application, et mondit sieur le Président a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi, l'assemblée, d'après les connaissances qu'elle a de l'étendue du travail du syndic du pays et des dépenses qu'il exige de lui, ne pouvant d'ailleurs que donner à l'administration dudit sieur Lafont tous les éloges qui lui sont dus, a unanimement délibéré qu'il y a lieu d'augmenter ses appointements et de les porter à une somme de quatorze cens livres ; qu'il y a pareillement lieu d'augmenter celle qui lui est attribuée pour les frais de

bureau, et de la porter à six cents livres ; MM. les commissaires de l'assiette étant priés de prendre semblable délibération à l'effet d'être autorisée par nosseigneurs des Etats généraux de la province à leur prochaine assemblée.

Le syndic du pais a dit qu'il a été rendu deux jugements par nosseigneurs des Etats, dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1774, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs, de la même année 1774, et, conformément auxdits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit que les orages et les grêles dont ce pays a été affligé l'année dernière ont été aussi multipliées que funestes ; qu'il a eu soin de rendre compte de ces accidents, à mesure qu'ils sont arrivés, à M. l'Intendant, qui, à son tour, en a informé le Ministre ; qu'il a été dressé des procès-verbaux des dommages soufferts par le général des communautés et par un grand nombre de particuliers qui, sur les représentations qui ont été faites par M. l'Intendant et par Mgr l'évêque de Mende, que ledit sieur syndic avait également

soin d'instruire de ces malheurs, pendant son séjour à Paris, le Ministre, a obtenu de Sa Majesté un secours particulier pour ce diocèse d'une somme de vingt mille livres ; qu'indépendamment de ce secours, M. l'Intendant a compris ce diocèse dans la répartition qu'il a faite de l'indemnité accordée par Sa Majesté au général de la province, pour une somme de six mille neuf cens nonante-huit livres, qu'il a répartie sur les propriétaires dont les pertes se sont portées à six cens livres ou au-dessus, en faveur desquels il a fait expédier ses ordonnances ; qu'en conséquence des arrangements qu'il a concertés avec MM. les commissaires du païs, la répartition du secours extraordinaire de vingt mille livres doit être faite par mesdits sieurs commissaires et être par lui autorisée, et la somme attribuée à chaque communauté employée en moins imposé général ou sur les côtes de taille des propriétaires dont les pertes ont été estimées au-dessous de ladite somme de six cens livres, suivant la répartition qui en sera pareillement faite par mesdits sieurs commissaires, conjointement avec son délégué ; en conséquence, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de leur renvoyer lesdites répartitions. Ce qui a été délibéré, conformément à la proposition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore que, par une délibération de nosseigneurs des Etats, du 15 février dernier, nosdits seigneurs ont fait connoître qu'elles étaient les villes de la province qui devaient être réputées de la première classe, par rapport à la réunion et à l'exercice des offices municipaux rachetés, et quels sont les honneurs dont doivent jouir ceux qui exerceront lesdits offices ; et ledit sieur syndic ayant fait lecture de ladite délibération, a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi, l'assemblée, après ladite lecture, a délibéré de charger ledit sieur syndic de donner connoissance de cette délibération aux villes et lieux qui sont dans le cas dont il s'y agit, afin qu'elles s'y conforment.

De relevée.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence des ordres de nosseigneurs des Etats, M. de Joubert lui a envoyé une copie du projet d'un nouveau règlement sur la construction et entretien des chemins, principalement par rapport à ceux qui peuvent concerner les communautés ; ledit projet contenant cent soixante articles, que n'était pas possible d'en discuter l'examen dans cette assemblée, qui doit, suivant l'usage, finir aujourd'hui ; il croit devoir lui proposer de renvoyer cet examen, non-seulement à MM. les commissaires ordinaires de l'assiette, mais encore à MM. les commissaires ordinaires du pais, pendant l'année, pour y faire leurs observations.

Ce qui a été délibéré, conformément à la proposition dudit sieur syndic.

Le syndic du pais a dit ensuite qu'à l'assiette tenue à Maruejols, en 1774, il fut délibéré de faire exécuter, pendant le cours de trois années, divers ouvrages sur la route du bas Languedoc en Auvergne, par le Gévaudan, pour continuer à la conduire à sa perfection ; que nosseigneurs des Etats y donnèrent leur consentement, et nos sieurs les commissaires du Roy et des Etats les permissions nécessaires ; que le tout ayant été autorisé par arrêt du Conseil, du 16 mars 1775, la plus grande partie de ces entreprises ont été adjugées dans la forme ordinaire, et qu'on y a travaillé pendant le cours de l'année dernière et ce qui s'est écoulé de la présente ; que ce travail se continue avec la même activité, en



sorte qu'il y a lieu d'espérer qu'avant la fin de l'année prochaine tous ces ouvrages seront exécutés et qu'on pourra même en entreprendre de nouveaux ; que ceux qui restent à faire pour rendre cette route parfaite, consistent à construire le chemin à neuf depuis la croix d'Alteirac, à trois quarts de lieue au-dessus de Mende, jusques au pont de Chadenet, à la sortie du lieu de Serverette, sur une étendue de 12,214 toises ; qu'il resterait encore une autre partie d'environ 4,000 toises, qui est celle de la ville de Saint-Chély, à la jonction du chemin d'Auvergne, au-delà du village de La Garde ; mais comme dans cette partie le chemin est presque partout en plaine, n'y ayant que deux petites montées presque insensibles, qu'il est bien roulant et bien entretenu, et que ce qu'il y a à faire consiste principalement à l'élargir d'une toise pour qu'il ait les quatre toises prescrites par le règlement ; que d'un autre côté la route qui s'ouvre par Lodève et Millau aux frais du Roy, doit venir aboutir à la ville de Saint-Chély et joindre celle dont il s'agit, qui sera, selon les apparences, perfectionnée, sur le compte de Sa Majesté et à la décharge du païs ; il paraît qu'on peut, quant à présent, laisser subsister cette partie dans son état actuel, dès lors surtout que les plus grandes voitures y roulent sans aucune peine, et en sorte que tout se réduit à celle depuis la croix d'Alteirac, au-delà de Mende, jusques à la sortie de Serverette ; que nosseigneurs des Etats ayant témoigné qu'ils auraient voulu connoître ce qui reste à faire dans le Gévaudan pour conduire à sa perfection la nouvelle route du bas Languedoc en Auvergne, Mgr l'évêque de Mende a chargé le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs, de dresser le plan et le devis estimatif de la par-

tie dont il s'agit ; qu'il a vaqué assidûment à ce travail, dont il rédige actuellement les plans et devis, et qu'il espère de les présenter à MM. les commissaires de l'assiette, pendant le cours de leurs séances, et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoy, l'assemblée des Etats du pais, occupée depuis bien des années à faire ouvrir par le Gévaudan une grande route, du bas Languedoc en Auvergne, dont on reconnoit de plus en plus les avantages, a unanimement délibéré de prier MM. les commissaires de l'assiette de se faire rapporter les plans et les devis, qui ont dû être dressés par ledit sieur Boissonade, de la partie du chemin depuis la croix d'Alteyrac, au-delà de Mende, jusques à la sortie de Serverette, afin que, si elle approuve lesdits plans et devis, elle charge ledit sieur syndic de poursuivre le consentement de nosseigneurs des Etats et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy. et des Etats à l'emprunt de la somme à laquelle lesdits ouvrages auront été estimés.

Ledit sieur syndic a dit encore que la chaussée audessous du domaine de Chaumeilles, ainsi que le pontceau dont elle est percée, ont été dégradés par le ruisseau qui coule au pied de cette chaussée, qui grossit prodigieusement lors de la fonte des neiges ; qu'une partie des murailles qui soutiennent cette chaussée ont croulé ; que d'autres menacent ruine ; que le comblement a été emporté sur 16 toises de longueur ; que la même fonte de neiges a fait couler sur le chemin une partie du terrain supérieur le long de la côte qui est au bas de cette chaussée ; que la route ayant été interceptée par ces accidents, il y a été fait des réparations provisoires pour la rendre passante ; qu'il est nécessaire de

rétablir cette chaussée dans son premier état, ne pouvant subsister longtemps telle qu'elle est, et de réparer le ponceau, comme aussi de prendre des précautions pour soutenir le terrain supérieur dans quelques parties de la côte et prévenir des nouvelles chutes ; que le sieur Boissonade, ingénieur et inspecteur des chemins du païs, a dressé le plan et le devis estimatif des ouvrages, qu'il croit convenable de faire pour remplir ces objets ; qu'il en fait porter la dépense à une somme de 3,856 livres ; et, ledit sieur syndic, a requis l'assemblée de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette pour se faire représenter les plans et devis de l'ouvrage dont il s'agit, afin que si, d'après l'examen qu'ils en feront, ils croient devoir l'approuver, ils autorisent ledit sieur syndic à poursuivre, à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats de la province, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, pour l'exécution desdits ouvrages et l'emprunt de ladite somme de 3,856 livres, à laquelle ils ont été estimés. Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Après quoi, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par M. le Président.

Fait, clos et arrêté à Maruejols, le trois juin mil sept cens soixante-seize.

Signé : BRUGES, vicaire général, Président.

---

1777

*Lecture des commissions pour les sommes à imposer. —*

*Remise des procurations de MM. les députés aux Etats.*

*— Prestation du serment. — Vote des sommes deman-*

dées. — Une lettre doit accompagner l'acte de procuration. — Confirmation des officiers du diocèse. — Contestation entre deux députés pour représenter la communauté de Saint-Etienne-Vallée-Française. — Débets et reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité pour pertes de récoltes.

*(Ce procès-verbal est incomplet.)*

M. Valentin, lieutenant général au bailliage de Gévaudan, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires qui ont présidé, pour le Roy, en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leursdites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats ; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de Mgr le gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce signé ; ensemble, l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier, pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y atta-

chés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, ledit sieur Valentin est sorti de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et, ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, savoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et Messieurs qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce païs, pour soutenir la dignité de Mgr le Président

et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ;

A été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis, pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Surquoy, le sieur Lafont, syndic, et le sieur de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la charge de syndic, et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet; lecture leur a été faite de la présente délibération, et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du païs a dit que la communauté de Saint-Etienne-Valfrancesque ou de Roque-Servière, l'une des quatre qui représentent la partie du bas Languedoc, située dans les Cévennes, connues et qualifiées notamment dans l'administration œconomique du païs, sous la dénomination de colloque des Cévennes, étant en tour pour députer à cette assemblée et à celle de l'assiette, il

s'est élevé une contestation au sujet de cette députation, et qu'il y a deux contandans qui demandent à être reçus, à l'exclusion l'un de l'autre ; que le sieur Rodier rapporte une délibération du 11 du présent mois d'avril, prise par devant le juge du lieu et signée de six conseillers politiques et d'une douzaine d'autres habitants, qui y sont qualifiés de forts contribuables de la communauté et qui y députent ledit sieur Rodier, second consul, le premier étant décédé depuis quelque temps ; d'un autre côté M. Lauze de Perret, ancien maire dudit Saint-Etienne, présente une délibération du 10 du même mois d'avril, prise dans une assemblée tenue par devant lui, où il a présidé en cette qualité d'ancien maire, composée de cinq autres habitants de la première classe, l'un desquels est conseiller politique, qui députent ledit sieur de Perret, qui est aussi conseiller politique ; que Mgr le Président a nommé, suivant l'usage, une commission composée de M. le député du Chapitre de Mende, de M. de Servière, propriétaire de la gentilhommerie de ce nom, de M. le premier consul, maire de Maruejols ; qu'il a été remis des mémoires respectifs par ledit sieur Rodier et par ledit sieur de Perret, qui ont été appelés et entendus par la commission et par devant Mgr l'évêque de Mende, devant qui elle a été tenue ; que ledit sieur Rodier expose que l'usage ayant toujours été, en conséquence d'un arrêt du Parlement de Toulouse de 1739, que lors des élections consulaires le corps municipal présentât des sujets au seigneur du lieu, lesdits sujets pris dans la première et la seconde classe, à l'effet par lui d'en choisir un sur la première classe pour le premier consulat et un sur la seconde ; que certains particuliers s'étant scindiqués en 1771 pour intervertir cet ordre,

M. le marquis de Roque-Servièrre, seigneur dudit Saint-Etienne, se pourvut contre les scindiqués au Conseil supérieur de Nîmes, et y obtint un arrêt, le 12 may 1772, qui condamna leur prétention et leur ordonna de se conformer aux anciens usages ; qu'en exécution de cet arrêt, il fut présenté par le corps municipal, au même mois de may 1772, la liste des deux sujets proposés par les deux consulats à M. le marquis de Roque-Servièrre, qui fit choix pour le premier de noble David-Louis de Teule, seigneur des Cambons, et de lui Pierre Rodier pour le second ; que ledit sieur des Cambons étant décédé dans le mois de septembre 1773, il a resté seul en charge sans avoir pu parvenir à en sortir et faire procéder au renouvellement des consuls ; qu'il s'est donné toutes sortes de mouvement pour cela, mais que ce même esprit de désunion les a toujours rendus inutiles ; que le motif des scindiqués est celui de priver le seigneur du droit, du choix et élection des consuls, et dans le cas où ils ne pourraient y réussir, d'introduire un changement dans l'usage observé dans la communauté, afin que la députation pour l'entrée aux États et assiette du païs, aux années où elle est en tour, ne tombe jamais sur MM. les consuls, mais bien sur quelqu'autre particulier qui ne voudrait pas accepter le consulat, mais cependant profiter des émoluments que procure cette commission ; que ce motif est injuste, qu'au contraire il est juste qu'un consul, qui est obligé de se donner bien des peines et des soins dans l'exercice de sa charge, profite de quelque avantage quant il peut s'y en trouver ; que d'ailleurs si ce changement d'usage projeté par les scindiqués avait lieu, il éloignerait tous les bons sujets du consulat, qu'aucun d'eux ne voudrait accepter ; que la délibération prise par six particuliers,



dont même quatre ne sont pas du corps municipal et n'ont ny titre ny qualité pour s'assembler et faire une députation, ne sçaurait subsister ; que ces six particuliers profitèrent pour la prendre à son insçu, du temps où il était occupé avec M. le subdélégué et la jeunesse de la communauté, au tirage du sort indiqué à ce jour-là ; qu'enfin cette délibération se trouve anéantie par celle qui a été prise en sa faveur, qui est revêtue de toute la formalité et l'authenticité qu'on peut exiger ; qu'elle a été prise, ainsi qu'elle le porte, par une assemblée convoquée en la forme ordinaire et présidée par le juge du lieu, suivant l'usage ; le sieur de Perret oppose au sieur Rodier que cette délibération a été captée et fabriquée clandestinement ; que le second consul n'a fait aucune convocation d'une assemblée, quoiqu'il y soit dit que cette convocation a été faite en la forme ordinaire ; que le sieur Rodier a été lui-même chez tous ceux qui l'ont signée, pour capter leurs suffrages ; qu'au contraire celle dont il est porteur est légale et revêtue de toutes les formalités requises ; que la convocation de l'assemblée qui a été faite par un billet d'avis signé par le second consul et par lui envoyé chez les conseillers et principaux habitants, pour se rendre à l'heure et au lieu indiqués, ledit sieur de Perret a représenté un de ces billets ; qu'on a sonné la cloche suivant l'usage ; que ceux qui étaient bien intentionnés se sont rendus à l'assemblée, et que ceux qui se conduisent par des vues particulières et intéressées s'en sont abstenus, pour nommer ensuite clandestinement un sujet qui leur est dévoué ; que le titre en vertu duquel il se présente ne sçaurait être suspecté d'aucun monopole ; que d'ailleurs c'est ici une affaire qui intéresse en général et en particulier les communa-

tés, qu'elles seules ont le droit de députer sans la participation des seigneurs qui voudraient, par leurs intrigues, se les arroger et les en dépouiller ; qu'il n'importe d'alléguer qu'il n'y avait pas à l'assemblée qui le députe un nombre suffisant de délibérants, qu'on ne doit considérer que leurs qualités de premier et plus notables de l'endroit, sans s'occuper du nombre qui même a été moindre, dans d'autres occasions semblables ; qu'on voit par une délibération du 1<sup>er</sup> avril 1774, concernant pareille députation, qu'elle ne fut signée que par le maire et par le consul, qui nommèrent un particulier au lieu d'un d'eux et qu'il fut admis ; que d'ailleurs la communauté est autorisée, par ordonnance de M. l'Intendant, du 16 septembre 1736, à délibérer, en l'absence des conseillers politiques, et ceux-cy condamnés en dix livres d'amende pour chaque contravention et à répondre du fait des délibérations prises par les présents. Ledit sieur de Perret oppose encore audit sieur Rodier son insuffisance, qui le met hors d'état de remplir l'emploi qu'il réclame ; que les intérêts du païs des Cévennes et ceux en particulier de la communauté de Saint-Etienne, ne peuvent être confiés en de pareilles mains, et qu'un tel sujet n'est admissible en aucune façon, qu'il l'est lui-même à tous les égards, qu'il faut de nécessité un représentant des Cévennes ; que la communauté de Saint-Etienne étant en tour, il vient avec un titre de cette communauté que cela doit suffire, pour qu'il soit admis et que tout renvoy ne pourrait qu'être préjudiciable aux intérêts du païs qu'il représente ; que tout au moins faut-il une nomination provisoire, et qu'il ne serait pas juste de lui préférer quelqu'autre, puisque personne ne peut mieux parler d'un païs que celui qui l'habite et qui est chargé de représenter bien de choses qui motivent sa

mission ; que par toutes ces considérations il n'y a aucune difficulté à recevoir un député nanti d'un pouvoir légal et capable par état et par quelque lumière, de remplir les devoirs de sa charge ; qu'il a déjà eu l'honneur d'entrer à cette qualité dans l'assemblée, et qu'il croit sa conduite à l'abri de tout reproche, que sa procuration est la seule admissible, soit parce qu'elle est la seule et véritable de la communauté, soit parce que son concurrent, n'étant pas de la qualité requise pour être l'un des commissaires du diocèse, il reste seul pour remplir cette place, et que souvent la transaction passée en 1640, entre le Gévaudan et le colloque des Cévennes, il doit y avoir chaque année, de la part de celle-cy, un consul ou un autre député ; que cependant pour trancher toute difficulté, si MM. de l'assemblée croient devoir s'assurer de la vérité des faits par lui allégués, il s'en remet au serment que son concurrent prêtera devant eux en sa présence et sur ses interrogatoires, ou bien il consent de n'être reçu que par provision, et qu'avant de percevoir aucun émolument il soit ordonné qu'il rapportera une information sur la vérité légale de ce qu'il avance.

Ledit sieur siudic a observé que le sieur Rodier a reconnu son insuffisance devant MM. les commissaires, qu'il ne demande et n'a fait demander que d'être admis à la séance des Etats et aux prochaines séances de l'assiette, et qu'il soit nommé un commissaire pour le suppléer dans les autres opérations, notamment pour se rendre, suivant l'usage observé dans ce pays, dans chacune des communautés du département ou arrondissement du député des Cévennes, pour y faire la répartition de la capitation et des vingtièmes d'industrie, ne se sentant pas en état de s'acquitter de cet emploi ; que la

commission n'a pu regarder cette proposition que comme nouvelle et sans exemple ; que les opérations ultérieures de MM. les commissaires de l'assiette étant une suite des premières, liées les unes aux autres, elles paraissaient indivisibles, d'autant mieux que la communauté du colloque des Cévennes, qui se trouve en tour, n'a le droit que de députer un seul commissaire aux Etats et assiette, et que cependant par l'évènement il y en aurait deux pour remplir les objets de cette commission ; d'un autre côté la délibération qui députe ledit sieur de Perret, prise dans une assemblée tenue devant lui, a paru irrégulière à MM. les commissaires ; qu'indépendamment du petit nombre de délibérans, lesquels composent principalement un des deux partis qui divisent depuis quelques années la communauté dudit Saint-Etienne, ledit sieur de Perret n'a ny titre ny qualité pour faire tenir devant lui des assemblées, et que toutes ses fonctions ont dû cesser depuis la réunion de sa mairie et le remboursement de sa finance, en exécution de l'arrêt du Conseil du 27 octobre 1774 et ceux des 18 may et 29 septembre 1775. D'après ces considérations, MM. les commissaires ont été d'avis de proposer à l'assemblée de délibérer que ledit sieur Rodier et ledit sieur de Perret se retirèrent par devers nosseigneurs des prochains Etats généraux de la province de Languedoc, pour y rendre compte de leurs contestations et recevoir leurs ordres ; ledit sieur syndic a enfin observé, sur le serment, que ledit sieur de Perret veut défférer à son concurrent, d'après ses interrogatoires sur la demande qu'il a fait de son admission provisoire et l'enquête qu'il propose d'ordonner, que ce sont autant de formes nouvelles et inusitées dans cette assemblée qui peut être excéderait son

pouvoir en admettant quelqu'une d'elles, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré que ledit sieur Rodier et de Perret se retireront par devers nosseigneurs des prochains Etats généraux de la province de Languedoc, pour, sur ce leur être pourvu ; que cependant et jusques à ce qu'il en ait été autrement ordonné par nosdits seigneurs, les émoluments attribués au député des Cévennes, pour son assistance aux Etats et assiette du païs, autres toutesfois que ceux concernant le défray du commissaire ; que Mgr le Président a été suppléé par l'assemblée de nommer pour suppléer cette année ledit député et se transporter dans chacune des communautés de son département à l'effet d'y procéder à la répartition de la capitation et des vingtièmes d'industrie, demeureront consignés entre les mains du receveur en exercice la présente année.

Ledit sieur syndic a dit qu'il a été rendu deux jugemens par nosseigneurs des Etats, en date du 3 janvier 1777, dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1775, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à la somme de 458 livres 8 sols, et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé dans plusieurs communautés des reliquats des comptes de leurs collecteurs, de la même année 1775, qui se portent en total à la somme de 2,525 livres 15 sols 6 deniers, et, conformément auxdits jugemens, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il soit fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier,

la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il a été dressé, l'année dernière, des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes ; ces procès-verbaux ont été remis aux bureaux de M. l'Intendant ; qu'il n'a point encore reçu son ordonnance de la somme qu'il aura bien voulu attribuer à ce diocèse dans la répartition de l'indemnité accordée par Sa Majesté, et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer de renvoyer, suivant l'usage, à MM. les commissaires, la répartition de la somme qui sera portée par l'ordonnance de M. l'Intendant.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

---

1778

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Remise des procurations de MM. les députés. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du pays. — Débets et reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité pour pertes de récoltes.*

*(Ce procès-verbal est incomplet.)*

L'an mil sept cent soixante-dix-huit, et le mercredi dix-septième jour du mois de juin. Les gens des Trois Etats du païs de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Maruejols, sont venus à la salle de l'hôtel

de M. le comte de Peyre, où loge M<sup>e</sup> Michel Ange de Bruges, prêtre, docteur en théologie, prévôt de l'église cathédrale de Mende, Président-né des Etats et assiette dudit pais, qui les attendait, étant accompagné de MM. les commissaires ordinaires ; et, tous ensemble, sont allés à l'église collégiale de la ville de Maruejols pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du bailliage de Gévaudan et royale ordinaire dudit Maruejols, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : M. le Président, sur un fauteuil, placé sur une stalle au-dessous d'un dais ; et sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, M. Louis-Dominique Cahuzac, lieutenant général au Bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif, en tour pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>e</sup> Urbain de Retz de Servièrre, ancien capitaine du régiment de Chartres, infanterie, commis des nobles, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>e</sup> Jean-Joseph Norry de La Blachère, ancien capitaine d'infanterie, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis ; sieurs Vital Maurin et Alexis Brajon, premier, second et tiers consuls de la ville de Mende, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette ; M. Raymond Sevène, avocat au Parlement, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc, à la droite de M. le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang, et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Cahuzac, lieutenant général, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le . . . . . a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leursdites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de Mgr le gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenues au billet sur ce signé, Bonnement, ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, ledit sieur Cahuzac est sorti de l'assemblée.

M. le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et, ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.



L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, et, tous ensemble, ont promis à M. le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, seront imposées la, présente année, sur les contribuables aux tailles du païs de Gévaudan, et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et MM. qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce païs, pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres ;

A été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, président pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Sur quoi le sieur Lafont, sindic, et le sieur de Lhermet, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur Lafont dans la charge de sindic, et le sieur de Lhermet dans la charge de greffier.

Après quoi les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs Lafont et de Lhermet, lecture leur a été faite de la présente délibération, et M. le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le sindic du pais a dit qu'il a été rendu deux jugemens par nosseigneurs des Etats, dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1776, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs, de la même année 1776, et, conformément auxdits jugemens, ledit sieur sindic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne ; ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur sindic.

Ledit sieur sindic a dit aussi qu'il a été dressé, l'an-

née dernière, des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes ; qu'on a cherché à en faire connoître toute l'étendue ; que Mgr l'évêque de Mende écrivit, au mois de mars dernier, la lettre la plus instante à M. l'Intendant, pour solliciter, en faveur de son diocèse, une indemnité aussi considérable qu'il se pourroit ; que M. l'Intendant y a eu tout l'égard possible ; que dans la répartition qu'il a faite de l'indemnité accordée par Sa Majesté à la province, il y a compris ce diocèse pour une somme de 27,275 livres, dont il en a distribué 3,275 en faveur des particuliers qui ont souffert, l'année dernière, des incendies, et a ordonné que les 24,000 livres restantes seroient réparties sur les communautés, pour être mises en moins imposé sur le général des taillables ou sur les côtes des particuliers compris dans les procès-verbaux des dommages ; qu'en conséquence, MM. les commissaires du diocèse ont fait la répartition de cette somme de 24,000 livres, relativement à ce qui est porté par ces procès-verbaux ; que cette répartition a été autorisée par M. l'Intendant ; que MM. les commissaires ont aussi fait la répartition des sommes attribuées aux particuliers endommagés.

Sur quoy, ledit sieur syndic croit devoir proposer à l'assemblée de délibérer qu'il sera donné connoissance, par un article de la mande, à chaque communauté, de la somme pour laquelle elle a été comprise dans la répartition des 24,000 livres et de ce qu'elle doit employer en moins imposé général et en moins imposés particuliers.

Ce qui a été délibéré, conformément à la proposition dudit sieur syndic.

*(La fin du procès-verbal manque.)*

## TABLE DES MATIÈRES

### DU VII<sup>e</sup> VOLUME

#### DES ÉTATS PARTICULIERS DU GÉVAUDAN

---

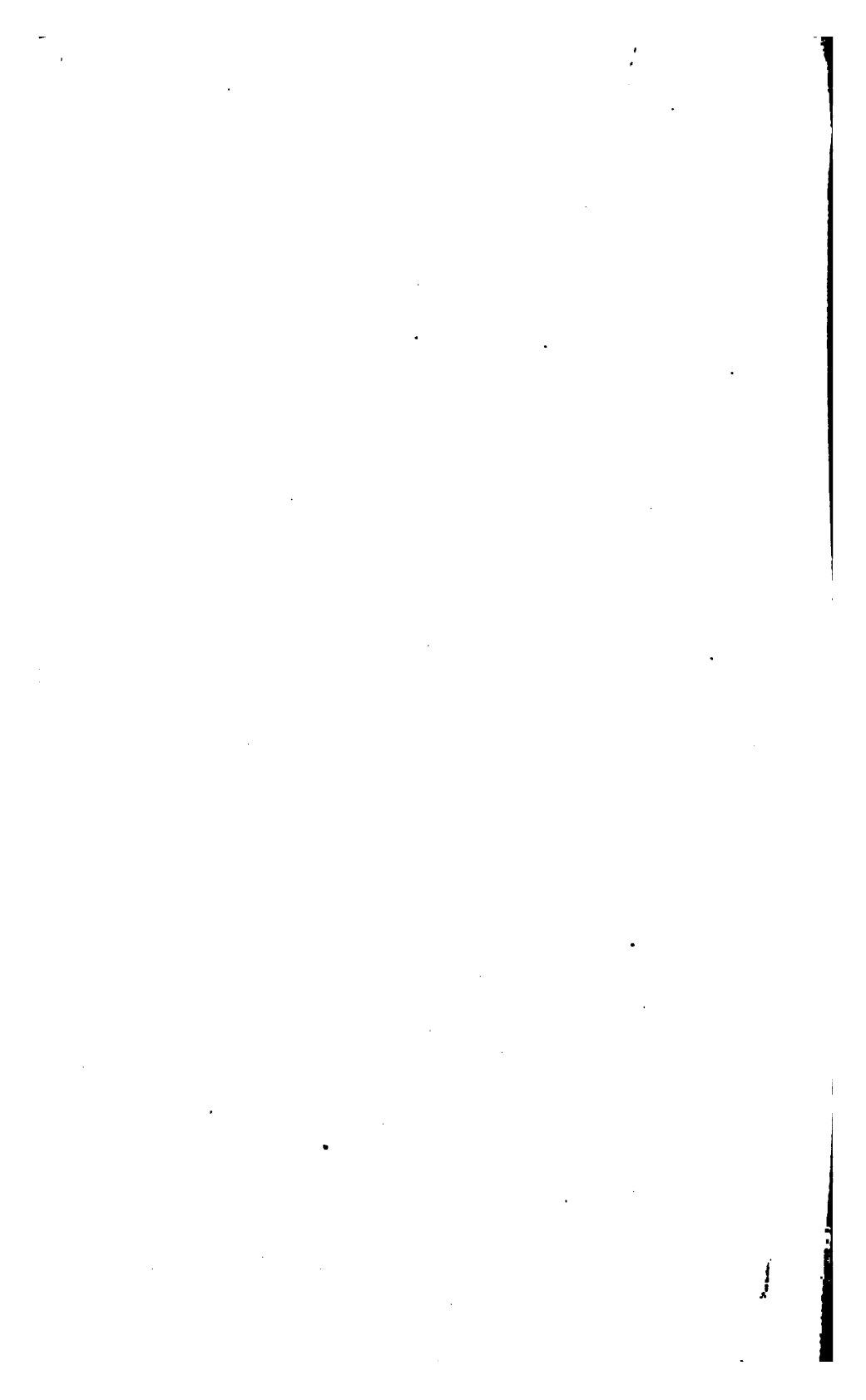
Délibération des Etats en 1734 (1).....	page	5
— en 1735.....		26
— en 1736.....		51
— en 1737.....		68
— en 1738.....		80
— en 1739.....		94
— en 1740.....		108
— en 1741.....		125
— en 1742.....		148
— en 1743.....		164
— en 1744.....		177
— en 1745.....		190
— en 1746.....		204
— en 1747.....		219
— en 1748.....		237
— en 1749.....		251
— en 1753.....		270
— en 1754.....		289
— en 1755.....		315
— en 1756.....		337

---

(1) Voir le sommaire à la page indiquée.

Délibération des Etats	en 1757 .....	354
—	en 1758 .....	390
—	en 1759 .....	412
—	en 1760 .....	425
—	en 1761 .....	432
—	en 1762 .....	467
—	en 1763 .....	491
—	en 1764 .....	501
—	en 1765 .....	528
—	en 1766 .....	549
—	en 1769 .....	565
—	en 1770 .....	578
—	en 1771 .....	587
—	en 1772 .....	594
—	en 1773 .....	601
—	en 1774 .....	609
—	en 1775 .....	618
—	en 1776 .....	629
—	en 1777 .....	640
—	en 1778 .....	651

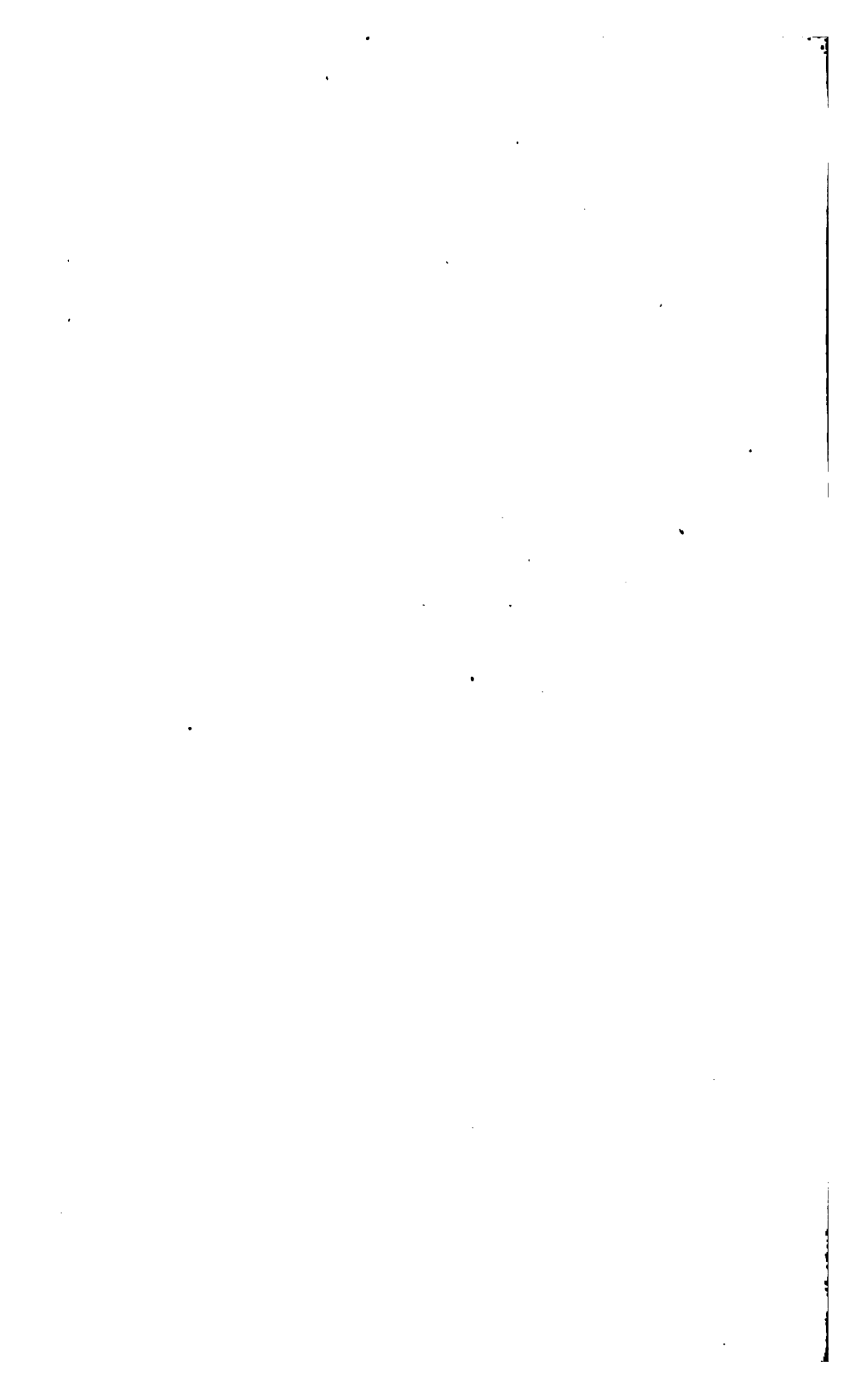




# **PROCÈS-VERBAUX**

**DES ÉTATS DU GÉVAUDAN**





DOCUMENTS RELATIFS A L'HISTOIRE DU GÉVAUDAN

---

DEUXIÈME PARTIE

---

# PROCÈS-VERBAUX

DES DÉLIBÉRATIONS  
DES ÉTATS DU GÉVAUDAN

PUBLIÉS PAR LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS  
DE LA LOZÈRE, SOUS LES AUSPICES DU CONSEIL GÉNÉRAL  
ET SOUS LA DIRECTION DE M. FERDINAND ANDRÉ,  
ARCHIVISTE DU DÉPARTEMENT.

---

TOME VIII.

---

M E N D E  
IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE DE C. PRIVAT  
5, Rue Cassa, 5  
1881



1779

*Le procès-verbal des États du Gévaudan de l'année 1779  
manque.*

---

1780

*MM. les commissaires de l'assiette. — Lecture des commissions contenant les sommes à imposer. — Remise des procurations des députés et prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Remplacement du syndic du diocèse. — Comptes de M. Lafont, syndic décédé, à examiner. — Gratification à M<sup>le</sup> Lafont, en considération des longs services rendus, par son père, au pays. — Débets et reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité pour pertes de récoltes. — Contestations entre M. Dugois et les consuls de La Capelle, au sujet de la taille. — Notification à faire aux communautés du diocèse d'un arrêt du Conseil d'Etat. — Obligations des receveurs des tailles. — Pension accordée à M. Boissonade, directeur des travaux publics, que son âge et ses infirmités forcent à se démettre de ses fonctions. — Route du Languedoc en Auvergne. — Chemins à construire ou à entretenir. — Démarches à faire pour obtenir l'établissement de la poste depuis Saint-Flour jusques à Montpellier, en passant par le Gévaudan. — Construction de ponts. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens quatre vingt, et le lundi dix-neuvième jour du mois de juin. Les gens des Trois Etats du païs de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Maruejols, sont venus à la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, où loge Mgr l'illustrissime et révérendissime Sgr, A gr Jean Arnaud de Castellane, évêque, seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan, conseiller du Roy en tous ses Conseils, Président-né des Etats et assiette du païs du Gévaudan, qui les attendait, étant accompagné de M<sup>e</sup> Michel-Ange de Bruges, prêtre, docteur en théologie, prévôt de l'église cathédrale de Mende, chanoine de ladite église et vicaire général de Mgr l'évêque et de MM. les commissaires ordinaires, et, tous ensemble, sont allés à l'église collégiale de la ville de Maruejols pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, s'étant rendus dans la salle de l'auditoire dudit Maruejols, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : Mgr le Président, sur un fauteuil, placé sur une stalle au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, M. Benoit-Maurice Duprat, lieutenant au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif en tour, pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>e</sup> Urbain de Retz de Servièrre, ancien capitaine du régiment de Chartres, infanterie, commis des nobles, commissaire ordinaires desdits Etats et assiette ; noble Héli-Hercule Randon de Mirandol ; sieurs Louis Malaval et Alexis Brajon, premier, second et tiers consuls de la ville de Mende, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette ; M. Raymond Sevène, avocat au Parlement, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre ;

**MM.** les ecclésiastiques, sur un banc, à la droite de **Mgr** le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif, **MM.** les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant leur rang ; et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pais, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

**M.** Duprat, lieutenant au bailliage, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 3 janvier dernier, a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leursdites commissions, à **M.** le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenti et résolu auxdits Etats. Lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de **Mgr** le gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de **MM.** les lieutenants généraux dans ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenus au billet, sur ce signé, Bonne-main ; ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier, pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entre autres choses, permission d'imposer

pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, ledit sieur Duprat est sorti de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, sçavoir : par MM. de l'Eglise, la main mise sur la poitrine, et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 3 janvier dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'Eglise et Messieurs qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ;

A été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contiennent les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis, pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que la charge de syndic de ce pays ayant vacquée, par la mort de M. Lafont, MM. les commissaires ordinaires du diocèse crurent, en attendant la tenue des présents Etats, devoir choisir quelqu'un en état de remplir les fonctions ; qu'ils y furent même déterminés par les circonstances pressantes où le pays se trouvait, étant indispensable d'avoir une personne capable de vacquer aux affaires occurrentes du diocèse, d'assister aux Etats généraux de la province, d'y traiter les affaires du pays et de préparer celles qui doivent être proposées aux prochains Etats et assiette ; qu'en conséquence, s'étant assemblés le 4 septembre dernier, ils nommeront M. Jean-Baptiste Bonicel de Lhermet, avocat au Parlement, qui, ayant été pendant plus de vingt ans greffier du diocèse, devait, dans ce long exercice, avoir acquis des connaissances dans les affaires du pays, surtout ayant, pendant ce temps, travaillé conjointement avec M<sup>e</sup> Lafont, qu'il avait souvent remplacé, avec l'approbation de MM. les commissaires, pendant ses indispositions et ses absences ; que d'ailleurs sa droiture, son application et sa capacité lui étant connues et de tous les membres de l'assemblée, il croit qu'ils se porteront avec plaisir à approuver et confirmer le choix qui a été fait dudit sieur de Lhermet.



Mondit Sgr le Président a ajouté que, comme par la nomination qui fut faite dudit sieur de Lhermet au syndicat de ce diocèse, la place de greffier qu'il occupait devint vacante, MM. les commissaires ordinaires du diocèse choisirent M<sup>e</sup> Jean-Antoine Vincens, avocat en Parlement pour le remplacer; qu'on peut espérer qu'il portera, dans l'exercice de ses fonctions, tout le zèle et toute l'application qu'on doit en attendre.

Sur quoi lesdits sieurs de Lhermet et Vincens, étant sortis de l'assemblée, elle a unanimement confirmé et approuvé le choix qui avait été cy-devant fait par MM. les commissaires; et a, en conséquence, nommé lesdits sieurs de Lhermet pour syndic de ce pays, et Vincens pour greffier.

Après quoi les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs de Lhermet et Vincens, lecture leur a été faite de la présente délibération, et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Mgr le Président a dit que les héritiers de feu M. Lafont, cy-devant syndic de ce diocèse, prétendant que pendant le cours de sa longue gestion il avait fait des avances considérables pour des réparations exécutées sur différentes parties de chemins et autres ouvrages publics, ou pour plusieurs autres objets relatifs au bien et au service du diocèse, ont dressé le compte de ces avances, qu'ils présentent aujourd'hui à l'assemblée, la suppliant de vouloir bien procéder à son audition et clôture, et au cas elle ne put s'en occuper, d'autoriser et donner pouvoir, à MM. les commissaires ordinaires du pays, d'ouïr et clôturer ledit compte le plutôt qu'il leur sera possible.

Sur quoi l'assemblée a observé que ce compte ne pouvant être clôturé qu'après un mûr examen et une exacte vérification des pièces qui seront produites pour établir les demandes et prétentions des héritiers de mondit sieur Lafont, qui peuvent donner lieu à de longues discussions, la durée de la séance des Etats et assiette paraît trop courte pour qu'on puisse s'y occuper de cette affaire sans se distraire de celles qui doivent y être traitées ; en conséquence, elle a unanimement délibéré et donné pouvoir à MM. les commissaires ordinaires d'examiner ledit compte, de l'ouïr et clôturer s'il y a lieu, sans néanmoins entendre par la présente délibération donner aucun acquiescement à leurs prétentions et demandes, se réservant au contraire de se pourvoir où et par devant qui il appartiendra, pour impugner ledit compte si besoin est ; donnant à cet effet pouvoir audit sieur syndic de faire toutes les démarches et diligences qui seront jugées nécessaires, pour le bien et avantage du diocèse.

Mgr le Président a dit aussi que feu M. Lafont ayant servi le diocèse, en qualité de syndic, pendant trente ans, avec un zèle et une application qui lui avaient mérité la confiance de l'assemblée, il paraîtrait juste et même conforme à l'usage constamment suivi dans la province et le diocèse, de donner à M<sup>lle</sup> Lafont, sa fille, des marques de la satisfaction que ce pays a eu des services de son père ; que le peu de fortune qu'il a laissé, en prouvant son désintéressement, la met dans la nécessité de recourir aux bontés des Etats et de solliciter auprès d'eux une gratification, qu'il pense qu'on pourrait la fixer à une somme de 12,000 livres ; que si l'assemblée l'approuve, elle doit charger le syndic du pays de poursuivre,

pendant la tenue des prochains Etats généraux de cette province, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats d'imposer, l'année prochaine, en faveur de ladite dame, ladite somme de 12,000 livres, pour ne lui être cependant payée qu'après la reddition et clôture du compte qu'elle prétend rendre de la gestion de son père et sur le mandement de Mgr l'évêque.

Sur quoi, l'assemblée, connaissant par elle-même le zèle, l'application et le désintéressement avec lequel feu M. Lafont a rempli les fonctions de syndic de ce diocèse, et, prenant en considération les longs services qu'il lui a rendus, a unanimement délibéré d'accorder, à M<sup>lle</sup> Lafont, sa fille unique, sous le bon plaisir de Sa Majesté et de nosseigneurs des Etats, une gratification de 12,000 livres, qui ne pourra cependant lui être payée que lorsque le compte qu'elle prétend rendre aura été examiné, ouï, clôturé s'il y a lieu, et encore sous la condition expresse que si par la clôture dudit compte ladite dame Lafont se trouve débitrice envers le diocèse, ladite somme de 12,000 livres servira au payement de son reliquat; et ledit sieur syndic a été chargé de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats, leur consentement et les permissions nécessaires pour l'imposition de ladite somme de 12,000 livres, aux conditions portées par la présente délibération et sur le mandement de Mgr l'évêque.

Le syndic du païs a dit qu'il a été rendu deux jugements par nosseigneurs des Etats, en date du 15 décembre dernier, dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1778, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créan-

ciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à la somme de 600 livres 32 sols, et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs, de la même année 1778, qui se portent en total à la somme de 2,679 livres 17 sols 62 deniers ; et, conformément auxdits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il fut dressé, l'année dernière, des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes ; que M. l'Intendant, qui en avait été prévenu, avait fait espérer à ce diocèse le traitement le plus favorable, mais que les dégradations causées dans presque toutes les parties de cette province par les inondations extraordinaires des mois d'octobre et de novembre derniers, et la modicité des secours donnés par Sa Majesté n'ont pu lui permettre, malgré les sollicitations pressantes de Mgr notre évêque, d'en accorder à ce diocèse d'aussi considérables qu'il l'aurait désiré ; que dans ces circonstances fâcheuses il n'a pu le comprendre dans la répartition de l'indemnité que pour une somme de 8,371 livres, sur laquelle il a prélevé celle de 1,871 livres, qui a été par lui distribuée sur ses ordonnances à différents particuliers qui avaient souffert des pertes considérables ; que le surplus, qui consiste en une somme de

6,500 livres, devant être réparti sur les communautés qui ont été endommagées, il a requis l'assemblée de délibérer de renvoyer à MM. les commissaires ordinaires, pour procéder à la répartition de cette somme, conformément aux décisions de Sa Majesté, du 20 février 1775.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il s'éleva, il y a quelques années, une contestation entre le sieur Dugois, habitant de la ville de Maruejols, et les consuls de La Capelle, au sujet de la cote de taille que lui et ses auteurs ont toujours supportée et doivent supporter dans cette communauté, sous la dénomination de taille épiscopale, (vraiment au fonds taille royale, puisqu'elle tourne en entier au profit du Roy), sur une portion d'un domaine appelé La Vialette, situé sur la paroisse de La Capelle, dépendant du terroir appelé Le Mas de Cabanette; que sur le fond exposé que le montant de cette taille n'y était pas levé au profit du Roy et que ce n'était que depuis quelques années qu'il avait été mal à propos compris dans le rôle de la taille épiscopale, puisqu'il était cotisé à raison de ses possessions dans celui de la taille royale, le sieur Dugois ayant impétré, le 24 octobre 1776, des lettres royaux en appel du rôle de ladite taille dite épiscopale, il fut rendu un arrêt, le 16 juin 1777, par nosseigneurs de la Cour des Comptes, Aides et Finances de Montpellier, portant que le greffier qui avait expédié la mande, le receveur et le syndic du diocèse seraient mis en cause, avec defenses aux consuls de La Capelle et autres du diocèse de Mende de ne plus départir et faire lever la taille épiscopale jusques à ce qu'il en fut autrement ordonné; que cet arrêt ayant

été signifié le 29 octobre suivant, le sieur syndic sentant le vide qui résulterait dans les impositions s'il était exécuté, demanda en conséquence que provisoirement il lui fut permis de faire faire la levée de la taille épiscopale ; ce qui lui fut accordé, par arrêt du 23 juin 1778, qui ordonna, par provision, non-seulement la levée de la taille pendant l'année 1778, mais encore celle qui n'avoit pas été imposée l'année 1777.

Que le sieur Dugois ayant trouvé les moyens d'éluder le jugement définitif, le sieur syndic a été obligé de poursuivre, chaque année, un arrêt provisoire ; qu'il vient d'en obtenir encore un, qui permet l'imposition et la levée de ladite taille épiscopale ; que dans ces circonstances, il paroît très important, pour le diocèse, de faire finir un procès qui met tous les ans du retard dans le recouvrement des impositions et expose par là le pays à des frais considérables. En conséquence, ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée d'approuver les poursuites qu'il a faites et l'autoriser à les continuer jusques à un arrêt définitif. Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a de même dit qu'il a été rendu un arrêt au Conseil du Roy, le 2 octobre 1779, qui ordonne que les communautés, dans lesquelles la justice est royale, pourront seules nommer un procureur du Roy à l'hôtel de ville et au bureau de police, et que dans toutes les autres communautés les fonctions du ministère public aux hôtels de ville et bureaux de police appartiendront aux procureurs fiscaux des justices seigneuriales ; que M. de Joubert, syndic général de cette province, lui en a adressé un nombre suffisant d'exemplaires pour qu'il puisse en être envoyé dans toutes les communautés de

ce diocèse ; qu'on pourrait profiter des exprès qui iront porter les mandes de la taille, pour les adresser à MM. les administrateurs des communautés, qui seront priés, par la lettre qu'il aura l'honneur de leur écrire, de s'y conformer et de faire transcrire cet arrêt sur les registres de leurs délibérations, pour y avoir recours, le cas y échéant, et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi, l'assemblée a unanimement délibéré de charger ledit sieur syndic d'envoyer le susdit arrêt du Conseil d'Etat du Roy dans les communautés du diocèse, et d'exhorter MM. les administrateurs de s'y conformer et de le faire inscrire dans le registre de leurs délibérations.

Ledit sieur syndic a encore dit que, sur les assertions d'un de MM. les receveurs des tailles de cette province, que ny lui, ny les autres receveurs ne pouvaient remettre à la caisse générale que ce qu'ils avaient recouvré, Nosseigneurs des Etats après avoir examiné les différents règlements concernant les obligations des receveurs, sur les remises qu'ils doivent faire à ladite caisse à l'échéance de chaque terme des impositions, ont, pour l'exécution desdits règlements, délibéré, le 28 décembre 1779, que les receveurs des tailles seront tenus et contraints, en la forme prescrite par les règlements, à faire livre net du montant de toutes les impositions, en les versant à chaque terme dans la caisse de la province, et que les syndics des diocèses, en faisant la vérification ordonnée par l'arrêt du Conseil du 17 octobre 1759 des sommes levées par les collecteurs et de celles par eux portées à la caisse du receveur, se feront représenter par celui-cy les reçus de M. le trésor-

rier des Etats des sommes portées à sa caisse après l'échéance de chaque terme des impositions. De tout quoi lesdits syndics demeurent chargés de dresser procès-verbal, qui sera par eux envoyé à MM. les syndics généraux, pour qu'ils puissent en rendre compte aux Etats ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi, lecture faite de ladite délibération, l'assemblée a unanimement délibéré de charger ledit sieur syndic de s'y conformer, d'en suivre et faire suivre par MM. les receveurs de ce diocèse toutes les dispositions.

Ledit sieur syndic a dit aussi que le sieur Boissonade père, directeur des travaux publics de ce païs, qui a servi en cette qualité le diocèse depuis près de 50 ans, animé toujours du même zèle, ne saurait cependant lui continuer ses services avec la même activité, à cause de ses infirmités, occasionnées moins par son âge que par les courses et les fatigues inséparables de son emploi, dont les appointements étaient presque la seule ressource qu'il eut pour vivre avec sa famille ; que dans ces circonstances, il ose supplier l'assemblée d'avoir égard à sa situation. Sur quoi, ledit sieur syndic a observé qu'il paraîtroit juste et conforme à l'usage constamment suivi dans les autres diocèses de cette province de le gratifier et de lui accorder une pension viagère qui pourrait être fixée, si l'assemblée le jugeait convenable, à une somme de trois cents livres, pour lui être payée sa vie durant, sur les mandements de MM. les commissaires, sous la condition qu'il continuera à servir le diocèse aux environs de sa demeure, lorsque sa santé le lui permettra ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de l'autoriser,



si elle l'approuve, à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux de la province, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, pour l'imposition de ladite somme, aux conditions cy-dessus.

Sur quoi, l'assemblée, désirant donner, au sieur Boissonade père, des preuves de la satisfaction qu'elle a des services qu'il a rendu au diocèse en sa qualité de directeur de ses travaux, elle a unanimement délibéré de lui accorder, sous le bon plaisir du Roy et de nosseigneurs des Etats, une pension viagère de trois cents livres, pour lui être payée annuellement, sur les mandemens de MM. les commissaires, aux conditions proposées par ledit sieur syndic ; qu'elle a en même temps autorisé à poursuivre à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats généraux de la province, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, pour imposer ladite somme annuellement, à commencer au 1<sup>er</sup> janvier prochain.

#### De relevée.

Mgr le Président a dit que MM. les administrateurs de la haute Guyenne ayant délibéré, au mois de septembre dernier, de faire ouvrir une grande route depuis Millau jusques au village du Tensonnieu, dans ce diocèse, pour communiquer avec l'Auvergne ; M. Sevène, 1<sup>er</sup> consul, maire de Maruejols, croyant cette circonstance favorable pour pouvoir solliciter auprès de nosseigneurs des Etats généraux la continuation de cette route dans le Gévaudan aux frais de la province, leur présenta à cet effet, lors de leur dernière assemblée, un mémoire, dans lequel il expose les différents avantages qui peuvent en résulter

pour le royaume en général et pour le Languedoc et le Gévaudan en particulier ; que nosdits seigneurs des Etats en approuvant ce projet n'ont pas cru cependant devoir se charger de son exécution ; qu'ils ont, en conséquence, par leur délibération du 3 janvier dernier, renvoyé à l'assemblée l'examen de ce mémoire, pour qu'elle puisse s'assurer des avantages que peut procurer au diocèse la route proposée, et dans le cas qu'elle en reconnut l'utilité, pour qu'elle pourvut en la forme ordinaire à la dépense nécessaire pour son exécution, qui, suivant ladite délibération, doit être à la charge du pais et non de la province, le chemin dont s'agit ne pouvant être considéré que comme chemin du diocèse, soit par la longueur de la partie à construire à neuf, qui n'est que d'environ onze heures de marche, soit par les réparations à faire sur les parties déjà exécutées qui, suivant le mémoire, ne consistent qu'en élargissements, qui ne sçauraient donner lieu à de fortes dépenses. Après quoi, mondit Sgr le Président a observé : 1<sup>o</sup> que si les ouvrages à faire à neuf ou à réparer sur cette route, pour la rendre praticable aux voitures roulantes, n'ont pas paru d'abord à nosseigneurs des Etats d'une nature et d'une étendue à devoir donner lieu à de fortes dépenses, il y a lieu de croire qu'ils en auraient jugé différemment s'ils avaient eu une connaissance exacte de différents emplacements proposés ; que quoiqu'on ne puisse apprécier avec exactitude les ouvrages qu'il faudrait exécuter qu'après qu'on sera fixé sur la direction qu'on doit donner à cette route et qu'on en aura dressé des devis estimatifs, cependant à en juger par aperçu les frais à exposer pour son ouverture, si l'on suivait les directions données, se porteroient à des sommes trop considérables.

pour pouvoir être rejetées sur un diocèse, épuisé par les autres dépenses qu'il a été et qu'il sera encore obligé de faire ; que M. Sevens l'avait si fort reconnu, qu'il ne cessa d'employer les plus pressantes sollicitations auprès de nosseigneurs des États, lors de leur dernière assemblée, pour mettre sous leur protection cette route et le faire exécuter aux frais de la province.

2° Que ce païs, qui s'est depuis longtemps occupé de l'ouverture de la grande route du bas Languedoc en Auvergne, dont l'utilité est généralement reconnue, ne cesse d'y faire travailler et ne sçaurait discontinuer les ouvrages qu'on y exécute, malgré les sommes immenses qui y ont été employées ; qu'il paraît même indispensable de faire de nouveaux efforts pour la conduire dans un entier état de perfection, par les avantages qui doivent en résulter ; que cependant quelques puissants que puissent être ces motifs, on serait nécessairement forcé de suspendre l'exécution de cette route importante si l'on se décidait à commencer celle qu'on propose : ce païs étant hors d'état de fournir à cette double dépense.

3° Que l'exécution de cette route, quoique utile, paraît cependant peu pressante, y ayant déjà dans le Gévaudan une communication établie jusques au Tenson-nieu, où doit aboutir celle que l'administration de la haute Guyenne doit faire ouvrir, et qu'on pourrait perfectionner et rendre roulante à peu de frais, en suivant la direction actuelle, qui est aussi courte que celle qu'on sollicite et pourrait, ce semble, procurer les mêmes avantages : l'économie dans la dépense en serait un bien réel.

4° Que si l'état d'épuisement où ce païs est réduit pouvait lui permettre dans ce moment d'entreprendre

de nouveaux ouvrages, il aurait une communication à ouvrir qui paraît plus essentielle que celle qu'on propose ; le Gévaudan ayant déjà une route bien roulante du bas Languedoc en Auvergne, ne pourrait que désirer bien ardemment d'en voir construire une depuis les frontières du Rouergue jusques à celle du Velay ; cette route, qui partagerait ce pays dans toute sa largeur, établirait une communication bien intéressante pour le royaume, étant la plus directe de Bayonne, de Bordeaux, de la Guyenne, de la Gascogne, du Quercy, de Toulouse, d'Alby et du Rouergue, avec le Velay, le Forêt, Lyon, la Bourgogne, la Franche-Comté, l'Alsace, la Lorraine, etc. ; que MM. les administrateurs de la haute-Guyenne en ayant reconnu l'utilité, ont délibéré de faire exécuter les parties qui sont dans leur province.

5° Que la route projetée devant servir à la continuation de la grande ligne de Paris à Perpignan, par Saint-Flour et Millau, présente d'assez grands avantages pour cette province pour qu'on puisse espérer que nosseigneurs des Etats se porteront à la faire exécuter à ses frais ; l'objet de cette dépense étant trop considérable pour pouvoir être à la charge d'un diocèse qui ne saurait, ainsi qu'on vient de l'observer, entreprendre de nouveaux ouvrages sans discontinuer ceux qu'il a déjà commencés, à moins de n'aggraver le poids des impositions qu'on doit chercher à diminuer pour se conformer aux vues bienfaisantes de Sa Majesté et à l'exemple des Etats, sur lequel on doit se modérer.

Sur quoi, ayant été fait lecture de la délibération de nosseigneurs des Etats et du mémoire de M. Sevène, l'assemblée a unanimement délibéré de supplier nosdits seigneurs d'avoir égard aux dépenses extraordinaires

que ce païs a été obligé de faire pour l'ouverture de la grande route du bas Languedoc en Auvergne, qui le mettent hors d'état de se charger de la construction de celle qu'on sollicite, qui, quoique utile, serait trop dispendieuse pour pouvoir être exécutée aux frais du diocèse, qui, d'ailleurs, paraît d'autant moins intéressé à l'ouverture de cette communication, qu'outre celle qui est déjà établie avec le bas Languedoc et l'Auvergne, il en a encore une autre d'ouverte jusques au Tensonnieu, où doit aboutir celle qui a été délibérée par l'administration de la haute Guyenne, qu'on pourrait perfectionner et rendre à peu de frais praticable à toutes sortes de voitures, et qui par son emplacement et sa direction serait aussi courte et mieux abritée que celle qu'on propose et procurerait avec économie les mêmes avantages ; par toutes ces considérations, l'assemblée ose espérer que nosdits seigneurs des Etats voudront bien ne pas désapprouver les motifs qui l'empêchent de se charger de l'exécution d'un projet qui, quoiqu'avantageux, l'est cependant beaucoup moins que celui de l'établissement d'une communication de la Guyenne avec le Velay ; c'est cette ouverture intéressante que le Gévaudan désirerait, et qui est d'une utilité trop générale pour ne pas mériter de préférence la protection de nosseigneurs des Etats.

Le sindic du païs a dit que MM. les consuls de Sainte-Enimye ont présenté un mémoire à Mgr le Président, pour solliciter auprès de lui et de l'assemblée l'ouverture d'une route du bas Languedoc en Auvergne, par Sainte-Enemie et Meyrueis, qui, se trouvant sur la ligne la plus directe, donnerait la communication la plus courte entre ces deux provinces, ils y observent que le diocèse d'Alais

ayant accordé une somme de 50,000 livres pour la construction de la partie de chemin le concernant depuis cette dernière ville jusques à Meyrueis, celui de Mende qui a déjà fait ouvrir une très belle route depuis les frontières d'Auvergne jusques à celles d'Alais, n'aurait qu'à former un embranchement, au causse de Sauveterre, qui conduirait à Ste-Enemie et à Meyrueis; qu'au moyen de ces nouveaux ouvrages, qu'ils assurent ne pas devoir donner lieu à une forte dépense, la communication qu'ils demandent se trouverait établie; que pour en faciliter et accélérer l'exécution, ils offrent, de concert avec les communautés voisines, d'y contribuer pour un tiers, suppliant l'assemblée de venir à leur secours pour un autre tiers, et de protéger les démarches qu'ils prétendent faire auprès de nosseigneurs des Etats généraux, pour qu'ils veuillent bien fournir par la province au surplus de cette dépense, qui sera peu considérable, ne demandant l'ouverture de cette communication que sur deux toises et demi de largeur; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi, ayant été fait lecture du susdit mémoire, l'assemblée, avant de statuer sur une demande dont on ne prouve pas l'utilité générale, a unanimement délibéré de renvoyer à MM. les commissaires ordinaires du diocèse l'examen du projet présenté par la communauté de Sainte-Enemie, à l'effet de s'assurer des avantages qui peuvent résulter de l'ouverture de cette route, et les a en conséquence autorisés à faire vérifier et toiser exactement le terrain sur lequel elle doit être établie, et à faire dresser en même temps, par le directeur des travaux publics du pays, un devis qui détermine les ouvrages qui doivent y être exécutés et la dépense à laquelle ils pour-

ront donner lieu, pour le tout rapporté à la prochaine assemblée des Etats particuliers de ce païs, être par elle pris telle délibération qu'elle trouvera convenable aux intérêts du diocèse et de cette communauté qui, dans aucun cas, ne pourra réclamer des secours du païs qu'après que MM. les consuls se seront assurés de ceux qu'ils prétendent solliciter auprès de nosseigneurs des Etats généraux et qu'ils auront encore obtenu les permissions nécessaires pour faire imposer les sommes pour lesquelles ils ont offert de faire contribuer leur communauté à la construction de cette route.

Ledit sieur syndic a dit encore que l'assemblée avait projeté, il y a quelques années, de faire exécuter des ouvrages qui paroissent indispensables depuis le bas de la côte de Chanac jusques à la partie de la côte de Malavielle, nouvellement construite sur la route du bas Languedoc en Auvergne, passant par Maruejols.

Que cette partie de chemin étant très difficile, soit par le défaut de largeur, soit par la rudesse des pentes, les rouliers qui sont obligés d'y passer éprouvent des dangers et du retard dans leur marche ; il paroîtroit nécessaire de faciliter une communication aussi intéressante avec une ville qui est une des plus commerçantes de ce païs, et de charger à cet effet le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs, d'aller vérifier les réparations et nouvelles constructions qu'il convient d'y faire exécuter, d'en dresser un devis estimatif, pour être rapporté à l'assemblée de MM. les commissaires de l'assiette, qui se tiendra, lors de la confection et signature des rôles de la capitation et vingtièmes de l'industrie, pour y être examiné et délibéré s'il y a lieu ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi, l'assemblée, connaissant l'utilité et la nécessité des ouvrages à faire à la partie de chemin depuis le bas de la côte de Chanac jusques à celle nouvellement construite près Malavieille, sur la route du bas Languedoc en Auvergne, a unanimement délibéré de charger le sieur Boissonade d'aller sans délai vérifier ces réparations, d'en dresser son devis estimatif et de le rapporter à MM. les commissaires de l'assiette, lorsqu'ils s'assembleront pour la confection et signature des rôles de la capitation et des vingtièmes de l'industrie, à l'effet par eux d'être examiné et approuvé s'il y a lieu.

Ledit sieur syndic a dit aussi, qu'en conséquence de la délibération prise à l'assiette l'année dernière, il poursuivait auprès de nosseigneurs des Etats généraux, à leur dernière assemblée, les consentements et permissions nécessaires pour les réparations et nouvelles constructions de trois parties de chemin, l'une depuis la clède basse del pas, à l'entrée du diocèse d'Alais, jusques à la clède haute ; la seconde depuis le valat de la fontaine du Pommier jusques à Cabrillac, sur la route de St-André-de-Valborgne à Meyrueis ; et la troisième depuis la croix de Ventalon jusques à l'entrée du diocèse d'Alais ; que comme il est important de faire exécuter promptement ces ouvrages, il a requis l'assemblée de l'autoriser à faire procéder aux publications et affiches, et d'en renvoyer l'adjudication à MM. les commissaires ordinaires.

Ce qui a été délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a de même dit que la grande route que le diocèse a fait ouvrir depuis la Garde jusques au haut de la côte de Saint-Pierre, donnant la communication la plus directe de Paris à Nîmes, Montpellier et plu-



sieurs autres villes du bas Languedoc, abrégeant d'environ 55 lieues sur celle qui est établie par le Dauphiné et le Lyonnais ; MM. les commissaires du pais, en vertu des délibérations prises par les Etats et assiette et déterminés par les avantages qu'elle pourrait procurer, ont fait exécuter annuellement les ouvrages qui ont été jugés nécessaires pour la rendre roulante et praticable à toutes sortes de voitures, sans être effrayés par les difficultés qu'il y avait à surmonter, ny par les dépenses auxquelles ils devaient donner lieu ; qu'après de longs et pénibles travaux, cette route importante a été ouverte sur toute sa longueur, à travers des rochers difficiles à escarper, et sera dans le cours de cette année conduite à un entier état de perfection depuis la Garde jusques à Mende ; que Mgr l'archevêque de Narbonne, qui vient de la suivre, l'a trouvée très bien exécutée sur la largeur prescrite par les réglemens et sur des pentes douces et bien réglées ; qu'il a bien voulu en témoigner publiquement sa satisfaction et promettre de protéger, auprès du Ministère, une communication dont il a reconnu l'utilité par lui-même et par le tableau des deux routes qu'il lui a été présenté, duquel il résulte que celle par Lyon est plus longue de 17 postes que celle par le Gévaudan, qui a encore l'avantage d'être à l'abri des débordemens et des irruptions des rivières, y ayant des ponts établis sur celle qu'on est obligé de traverser ; que par toutes ces considérations, soutenues et appuyées du puissant crédit de Mgr l'archevêque et de Mgr le Président, l'assemblée se déterminera sans doute à faire les démarches les plus pressantes pour obtenir l'établissement de la poste depuis Saint-Flour jusques à Montpellier, et à l'autoriser en conséquence à présenter, au

Ministère, un mémoire, pour en démontrer l'avantage, et a supplier nosseigneurs des Etats de vouloir bien protéger cette démarche ; que son utilité est trop sensible pour qu'on ne doive pas espérer avec confiance que cette demande sera accueillie aussi favorablement qu'elle paroît le mériter.

Sur quoi, l'assemblée a unanimement délibéré de faire les démarches les plus instantes auprès du Ministère pour en obtenir l'établissement de la poste par le Gévaudan, depuis Saint-Flour jusques à Montpellier, et de supplier Mgr l'archevêque de Narbonne de protéger une demande qu'il a bien voulu approuver et en reconnoître l'utilité. Elle a, en conséquence, chargé ledit sieur syndic de dresser un mémoire pour démontrer tous les avantages qui peuvent résulter de cet établissement, et de l'adresser à mondit seigneur l'archevêque, à M. Necker, directeur général des finances, et à M. le baron d'Oigni, intendant des postes du royaume, et de supplier nosseigneurs des Etats de vouloir bien protéger cette démarche ; et Mgr le Président a été très instamment prié, par l'assemblée, de seconder ses vues et de les appuyer de son puissant crédit.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en conséquence des délibérations prisés par MM. les commissaires de l'assiette, tenue à Maruejols, le 18 juin 1778, du consentement de nosseigneurs des Etats, de la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, et de l'arrêt du Conseil, en autorisation, MM. les commissaires du diocèse adjudgèrent, le 6 septembre 1779, la construction d'un pont entre le pré de M. Salleix et celui des pauvres de Barjac et de ses avenues ; que les entrepreneurs chargés de cette partie, qui mirent tout

de suite la main à l'œuvre, furent obligés de discontinuer leur travail à cause de la rude saison ; qu'ils viennent de le reprendre, et qu'il y a lieu d'espérer qu'ils conduiront cet ouvrage, dans un entier état de perfection, avant la fin de cette année ; et, ledit sieur syndic, a requis l'assemblée de l'autoriser ; au cas ce travail seroit fini avant la tenue des prochains Etats généraux, de poursuivre, pendant la durée de cette assemblée, les permissions nécessaires pour l'imposition de la somme à laquelle il a été adjugé, en faveur de ceux qui l'ont prêtée, chacun comme les concerne.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Après quoi, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Maruejols, le dix-neuf juin mil sept cens quatre-vingt.

Signé : † L'Évêque de Mende.

---

1784

*MM. les commissaires de l'assiette. — Places occupées par les membres de l'assemblée des Etats. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Remise des procurations des députés. — Vote des sommes demandées. — Confirmation des officiers du pays. — Débets et reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité pour pertes de récoltes. — Publication des lois municipales et économiques de la province de Languedoc, par M. Albisson. — Dettes des diocèses, instructions y relatives.*

— *Réduction des dépenses ordinaires du pays. — Plaintes contre l'administration du diocèse. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cents quatre-vingt-un, et le lundi vingt-cinquième jour du mois de juin. Les gens des trois Etats du païs de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Mende, sont venus à la salle du palais épiscopal, où Mgr l'illustrissime et révérendissime seigneur, Mgr Jean-Arnaud de Castellane, évêque et seigneur de la ville de Mende, comte de Gévaudan, conseiller du Roy en tous ses Conseils, les attendait, étant accompagné de MM. les commissaires ; et, tous ensemble, sont allés à l'église cathédrale dudit Mende pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle sont revenus audit palais épiscopal, dans la salle destinée pour la tenue desdits Etats, ils ont pris chacun leur place, sçavoir : Mgr le Président, sur un fauteuil, placé sur une stalle élevée au-dessous d'un dais ; et sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, M<sup>e</sup> Jean-Alexandre de Beauvoir, chevalier, ancien officier d'infanterie, commissaire principal desdits Etats et assiette ; M. Louis Valentin, lieutenant général au Bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif en tour pour Mgr l'évêque de Mende, la présente année, commissaire ; M<sup>e</sup> Urbain de Retz de Servièrre, ancien capitaine du régiment de Chartres, infanterie, commis des nobles, commissaire ordinaire des Etats et assiette ; noble Héliè Hercule Randon de Mirandol ; sieurs Louis Malaval et Alexis Brajon, premier, second et tiers consuls de la ville ; M. Raymond Sevène, avocat au Parlement, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc,

à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse ou leurs députés, aussi suivant leur rang ; et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit païs, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. le chevalier de Beauvoir, commissaire principal, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le . . . . . a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leursdites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires ordinaires comme lui, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenty et résolu auxdits Etats ; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat, aussi bien que pour les appointements de Mgr le gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux de ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenues au billet, sur ce signé : Bonnémain ; ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis au greffier les commissions pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats

généraux de la province. La lecture ayant été faite, ledit sieur de Beauvoir est sorti de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du païs de Gévaudan, et, ayant fait remettre, au greffier du diocèse, les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, savoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire en cette assemblée contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le . . . . . seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du païs de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage que MM. de l'église et Messieurs qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce païs, pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont omis d'écrire lesdites lettres ; a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentils-

hommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, présidant pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Sur quoy, le sieur de Lhermet, syndic, et le sieur Vincens, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur de Lhermet dans la charge de syndic, et le sieur Vincens dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs de Lhermet et Vincens, lecture leur a été faite de la présente délibération, et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le syndic du pais a dit qu'il a été rendu deux jugemens par nosseigneurs des Etats, en date du 24 décembre dernier, dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1779, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à la somme de cent quatre-vingt-dix-huit livres seize sols ; et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs, de la même année 1779, qui se portent en total à la somme de deux mille six cent

trente-deux livres quinze sols ; et, conformément auxdits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il fut dressé, l'année dernière, des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes ; que M. l'Intendant, qui en avoit été prévenu, avoit fait espérer à ce diocèse le traitement le plus favorable ; mais que les dégradations causées dans presque toutes les parties de cette province par les inondations extraordinaires du mois d'octobre et de novembre derniers, et la modicité des secours donnés par Sa Majesté, n'ont pu lui permettre d'en accorder d'aussi considérables qu'il l'aurait désiré ; que cependant à la sollicitation de Mgr notre évêque, malgré l'insuffisance des fonds, il a bien voulu, par une suite de ses bontés pour le diocèse, le comprendre dans la répartition de l'indemnité pour une somme de 14,490 livres, sur laquelle il a prélevé celle de 2,490 livres, qui a été par lui répartie, pour être distribuée sur ses ordonnances à différents particuliers qui avaient souffert des pertes considérables ; que le surplus, qui consiste en une somme de 12,000 livres, devait être répartie sur les communautés qui ont été endommagées ; il a requis l'assemblée de délibérer de renvoyer à MM. les commissaires ordinaires pour procéder à la répartition de cette somme, confor-



mément aux décisions de Sa Majesté, du 20 février 1755.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore que M. Albisson, ayant été chargé de la collection et rédaction des lois municipales et économiques de cette province, nosseigneurs des Etats, connaissant l'utilité de cet ouvrage et combien il était à désirer qu'il fut répandu, du moins dans les principales communautés, pour que leurs administrateurs puissent y puiser les règles et les principes d'une bonne administration dont ils s'écarterent, faute de les connaître, délibérèrent, le 4 du mois de janvier dernier, que 600 communautés des plus fortes taillables seroient invitées à souscrire pour l'acquisition de ce recueil ; que pour leur faciliter les moyens de la faire, les Etats les exhortant à prendre, sur le fonds des dépenses imprévues, la moitié du prix de la souscription ; que la modicité de cette dépense, les facilités données pour y fournir, les avantages qui pourront en résulter, déterminèrent sans doute les principales communautés de ce diocèse à se prêter aux vues des Etats ; que d'ailleurs pour rendre cette dépense moins sensible, M. Albisson consent que le prix de la souscription soit divisée d'année en année, de manière que la dépense n'excède jamais le prix de deux volumes, quand même il leur en serait délivré un plus grand nombre, et offre en même temps de fournir gratuitement aux communautés souscrivantes, après l'impression totale de l'ouvrage, un recueil de formules relatives à tous les actes de l'administration.

Ledit sieur syndic a ajouté que le marquis de Montferrier, syndic général de cette province, qui a écrit à Mgr

notre évêque, pour lui faire part de la délibération des Etats, et lui a envoyé, en même temps, un état des communautés de ce diocèse qui, par le montant de leurs impositions, paroissent être dans le cas de souscrire pour cet ouvrage ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi, l'assemblée, après avoir fait faire la lecture de la délibération des Etats, et applaudissant à la sagesse de leurs vues, qui tendent à éclairer les administrateurs des communautés sur les règles qu'ils doivent suivre, a unanimement délibéré que celles qui sont comprises dans l'état envoyé par M. le marquis de Montferrier, dont il a été donné connoissance à l'assemblée, seront exhortées à faire l'acquisition de l'ouvrage de M. Albisson qui, par les motifs ramenés dans la délibération des Etats, devrait être entre les mains des administrateurs de toutes les communautés du diocèse.

Ledit sieur syndic a dit encore que les Etats ont reconnu que certains diocèses de la province, s'éloignant des vrais principes de l'administration, avaient laissé accumuler les anciennes dettes à 4 et 5 pour cent, qui étaient annuellement grossies par de nouveaux emprunts, sans aviser aux moyens de pourvoir aux remboursements, d'où il a résulté une augmentation dans la masse des dettes, et une surcharge dans les impositions par celle des intérêts ; ce qui ne peut qu'en rendre le recouvrement plus difficile et faire perdre tout crédit aux diocèses ; que pour faire cesser cette espèce de dérangement, contraire à la sagesse de leur administration, les Etats, par une suite de cette surveillance continuelle qu'ils ont pour les intérêts de la province, délibérèrent, le 5 du mois de janvier dernier : 1° que tous les diocèses

de la province seront tenus, à la prochaine assiette, d'établir un fonds de remboursement pour éteindre les dettes contractées jusqu'à ce jour à 4 et à 5 pour cent, lequel fonds doublera à la fin de la guerre, et s'accroîtra successivement des intérêts des capitaux qui seront éteints, et que la délibération prise par les assiettes sera présentée aux Etats prochains, pour être jugé par eux si le fonds qui sera établi est suffisamment proportionné aux dettes et aux facultés desdits diocèses, et consentir en conséquence à son imposition.

2° Que quant un diocèse voudra former une nouvelle entreprise et qu'il délibérera à cet effet de recourir à un emprunt, l'autorisation ne lui sera pas accordée par les Etats, à moins qu'il n'ait en même temps délibéré en combien de terme il pourra rembourser ledit emprunt ; le terme dudit remboursement ne pouvant être éloigné de plus de six ans, et que la délibération des Etats qui autorisera chaque emprunt nouveau contiendra aussi le terme de son remboursement.

3° Que faute par les diocèses de rapporter à l'assemblée prochaine la délibération prescrite par l'article 1<sup>er</sup> cy-dessus, ou si après que le fonds qu'ils affecteront au remboursement des anciennes dettes sera déterminé, ils ne justifioient point, à chaque tenue d'Etat, de la levée dudit fonds et de son emploi, ainsi que de celui des intérêts des capitaux éteints à l'extinction desdites dettes, il sera surcis à toutes nouvelles entreprises par lesdits diocèses ; et qu'en conséquence, l'effet des diverses requêtes qu'ils présenteront sera suspendu, jusqu'à ce qu'ils aient satisfait audit remboursement ; ce qui sera également observé, dans le cas où les diocèses n'auraient pas justifié, comme ils seront tenus de le faire chaque

année, de l'exécution desdits remboursements, les demandes qu'ils pourroient former demeurant en ce cas surcises jusques à ce que lesdits remboursements aient été effectués.

Que pour se conformer aux dispositions de cette délibération et aux instructions particulières qui lui ont été donnés par MM. les syndics généraux, il auroit dressé un état de toutes les dettes contractées par le diocèse depuis 1616 jusques à ce séjour, dans lequel il a distingué celles qui sont à 3, à 4, à 4/2 et à 5 pour cent ; qu'il résulte de ce tableau qu'il a l'honneur de présenter à l'assemblée que le diocèse doit 651,888 livres 13 sols 10 deniers, sçavoir : 197,176 livres 8 sols 7 deniers à 3 pour cent ; 20,942 livres 13 sols à 4 pour cent ; 5,000 livres à 4 1/2 pour cent, et 428,769 livres 12 sols à 5 pour cent ; que les circonstances malheureuses dans lesquelles ce païs s'est trouvé par la peste, les guerres de religion, la disette et par les autres accidens qu'il a éprouvés, sont la principale cause à laquelle on peut et on doit rapporter ces emprunts, au remboursement desquels il n'a pas été possible de pourvoir jusques à présent ; le païs ayant été forcé d'en faire de nouveaux pour fournir à la dépense de la construction des grandes routes qu'il a fait ouvrir. Ledit sieur syndic a ajouté que ces routes se trouvant actuellement presque dans le dernier degré de perfection, on pourrait, si l'assemblée le jugeait a propos, se borner à les entretenir dans le même état et, suspendant tout nouvel ouvrage, consacrer les fonds qu'on aurait pu y employer à acquitter le montant de ceux qui ont été déjà exécutés et dont l'imposition a été permise ; que si en adoptant ce plan on renonçait pendant 4 ans seulement à tout nouveau travail et qu'on

soutint cependant les impositions sur le pied actuel et qu'au bout de ce terme on fit un fonds annuel de 15,000 livres, qu'on doublerait à la fin de la guerre, uniquement destiné à l'acquittement des dettes, ce diocèse se trouverait bientôt entièrement libéré des dettes à 5 pour cent ; que l'extinction graduelle des intérêts rendrait moins sensible l'augmentation de l'imposition qu'il faudrait faire pour ce remboursement ; que d'ailleurs on pourrait réduire la dépense des ouvrages qu'on voudrait faire exécuter après le terme de 4 ans expiré, en n'en adjugeant que pour des moindres sommes, toujours proportionnées aux circonstances ; que si l'assemblée approuvait ce projet, qui tiendrait à la libération d'un diocèse qui, consultant plus son zèle que ses forces, les a épuisées par les dépenses qu'il a fait pour l'ouverture des communications utiles qui ont vivifié toutes les branches de notre commerce, elle pourrait le charger de présenter ce plan à nosseigneurs des Etats, à leur prochaine assemblée, pour l'y faire autoriser.

Sur quoi, l'assemblée, vu l'état des dettes du diocèse, présenté par ledit sieur syndic, en approuvant le projet proposé comme très avantageux au diocèse, a unanimement délibéré, pour en faciliter l'exécution, de suspendre tout espèce de travail pendant 4 ans et plus, si nosseigneurs des Etats le trouvent convenable aux intérêts du diocèse, et de destiner, s'ils veulent l'approuver, les mêmes fonds qu'ils y auraient employés, à acquitter les dettes à cinq pour cent ; elle a été en même temps d'avis que lorsqu'on recommencera à faire exécuter de nouveaux ouvrages, on bornera la dépense pour avoir la liberté d'imposer, sans surcharge, une somme de 5,000 livres chaque année pour servir de fonds au rembourse-

ment des dettes à 4 et 3 pour cent, qu'on pourra doubler à la fin de la guerre ; elle a, en conséquence, chargé ledit sieur syndic de présenter à MM. les commissaires de l'assiette le projet qu'il vient de proposer et la délibération qui a été prise, dont elle leur a renvoyé l'exécution.

Le syndic du païs a dit que comme il résultoit du relevé qu'il a fait des différentes impositions formant celle de la taille, une augmentation d'environ 20,000 livres sur le diocèse, MM. les commissaires, par une suite de leur attention à ne pas aggraver le poids des charges, ont cru devoir réduire les dépenses ordinaires du diocèse ; que le retranchement qu'ils ont fait, joint au fonds de 12,000 livres que M. l'Intendant a bien voulu accorder d'indemnité, et à celui de 51,514 livres qui sera mis en moins imposé sur les communautés qui avaient contribué, en 1744, à la fourniture du convoi, opéreront une diminution sensible sur les impositions de cette année.

Ledit sieur syndic a ajouté, qu'en exécution de la délibération de nosseigneurs des Etats, le prix du loyer des maisons servant au cazernement des Brigades de maréchaussée et les autres dépenses qui y sont relatives, devant être supportées par le diocèse en corps, et payées sur la capitation, il pourroit y avoir nécessairement une augmentation sur cette imposition, qui, cependant n'a pas eu lieu, par la sagesse des arrangements qui ont été pris par MM. les commissaires.

Sur quoi, l'assemblée a unanimement délibéré de remercier Mgr le Président et MM. les commissaires de leur attention, à prendre les moyens que leur sagesse leur a toujours inspirés pour le soulagement de ce diocèse, en

diminuant les dépenses ordinaires lorsque les circonstances l'exigent.

Mgr le Président a dit que c'est avec le plus vif regret qu'il seroit obligé de parler aujourd'hui des plaintes portées contre l'administration de ce diocèse, et des moyens que nosseigneurs des Etats ont cru devoir prendre, pour s'assurer des irrégularités et des vices qui s'y sont introduits pendant la gestion de M. Lafont ; que la confiance que cette assemblée lui renouvelloit tous les ans par l'unanimité de ses suffrages, justifiée, ce semble, par celle dont les chefs de cette province l'honoroient, et par la réputation que ses talents, sa droiture et son désintéressement lui avaient mérité, ne pouvant laisser aucun soupçon sur la régularité de ses procédés, avaient dû nécessairement les rassurer sur sa gestion, dont on n'avait jamais connu ni même suspecté les vices ; qu'il auroit été d'autant plus difficile de les découvrir, qu'ils paroissent autorisés par l'usage le plus ancien. M. Lafont n'ayant fait que suivre l'exemple de ses prédécesseurs qui, depuis les temps les plus reculés étaient tombés dans les mêmes écarts, ainsi qu'il l'est prouvé par le résultat des longues et pénibles recherches que le syndic actuel en a fait ; que ces abus, contre lesquels on n'avait jamais réclamé, n'étant pas connus, se seroient peut-être perpétués sans les plaintes qui ont été portées ; que cette dénonce affligeante pour une administration qui avoit toujours joui de la plus grande réputation auprès de nosseigneurs, ne pourra qu'affecter vivement l'assemblée et l'engager à se rendre de nouveau digne de leurs bontés, par la plus scrupuleuse exactitude, et à se conformer à leurs réglemens ; que pour pouvoir le faire avec succès, il pense qu'elle devrait charger le syndic

actuel, dont le zèle et l'application sont connus, de réunir dans un mémoire tous les abus qu'il a annoncés, et ceux qui, ayant échappé à ses recherches et à ses connaissances, seront observés par la commission, en y ajoutant les règlements qui ont été ou qui seront faits par nosseigneurs, pour les prévenir ou les corriger ; que d'après ce travail, qu'il présentera l'année prochaine aux Etats et assiette du païs, cette assemblée, instruite alors de ses devoirs et dirigée sur des principes surs et reconnus, se fera une loy de les suivre ou de les faire observer.

Sur quoi, l'assemblée, vivement affectée des plaintes portées contre l'administration et des abus qui les ont excitées, et désirant d'y voir rétablir l'ordre par l'exécution des règlements dont M. Lafont et ses prédécesseurs s'étoient écartés, a unanimement délibéré de charger le sieur syndic de se conformer à tout ce qui a été proposé par Mgr le Président, qui a été en même temps supplié de vouloir bien faire agréer à Mgr l'archevêque de Narbonne et à nosseigneurs des Etats, tous les regrets sur les désordres qu'elle avoit ignorés, et qu'elle cherchera à faire oublier par la plus exacte surveillance et la plus scrupuleuse régularité.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le vingt-cinq juin mil sept cents quatre-vingt-un.

Signé : † L'Évêque de Mende.

---



1782

*MM. les commissaires de l'assiette. — Places occupées par MM. des Etats. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Prestation du serment. — Vote des sommes demandées. — Une lettre doit accompagner les procurations. — Confirmation des officiers du pays. — Reliquats des comptes des collecteurs. — Indemnité pour pertes de récoltes. — Remboursement des sommes dues. — Traitement du directeur et de l'inspecteur des travaux publics. — Vérification des terrains pris pour l'emplacement des divers chemins. — Commis aux manufactures à établir à Langogne. — Reconstruction du pont de Rechauve, paroisse de Saint-Alban. — Baux d'entretien de chemins. — Appurement des comptes des receveurs. — Messagerie de Mende à Nîmes. — Casernes pour les troupes. — Cours d'accouchement à établir à Mende. — Gratification pour l'instruction des procédures et des jugements de criminels. — Réparations et ameublements à la salle des Etats. — Augmentation des honoraires attribués à MM. des Etats et assiette du pays. — Secours à accorder aux Frères des écoles chrétiennes de Mende. — Dettes à acquitter. — Contestation entre les consuls de La Capelle et le sieur Dugois, au sujet de la taille. — Route du bas Languedoc en Auvergne. — Demande de plusieurs communautés pour avoir des routes. — Baux d'entretien des chemins, des ponts. — Plaintes contre l'administration du diocèse et vérification de la gestion de M. Lafont. — Gratification aux commissaires chargés de faire cette vérification. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cents quatre-vingt-deux, et le lundi dixième jour du mois de juin. Les gens des Trois Etats du pais du pais de Gévaudan, convoqués par ordre du Roy, en la ville de Maruejols, sont venus à la salle de l'hôtel de M. le comte de Pcyre, où loge Mgr l'illustrissime et révérendissime Sgr, Mgr Jean-Arnaud de Castellane, évêque, seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan, conseiller du Roy en tous ses Conseils, Président-né des Etats et assiette du pais de Gévaudan, qui les attendait, étant accompagné de M<sup>re</sup> Michel-Ange de Bruges, prêtre, docteur en théologie, prévôt de l'église cathédrale de Mende, chanoine de ladite église et vicaire général de Mgr l'évêque ; et de MM. les commissaires ordinaires ; et, tous ensemble, sont allés à l'église collégiale de la ville de Maruejols pour y entendre la messe du Saint-Esprit. Après laquelle, s'étant rendus dans la salle de l'auditoire des Cours du Bailliage du Gévaudan et royale ordinaire dudit Maruejols, ils ont pris chacun leur place, savoir : Mgr le Président, sur un fauteuil, placé sur une stalle au-dessous d'un dais ; et, sur la gauche de cette stalle, à la tête du banc, M. Benoit-Maurice Duprat, lieutenant au bailliage du Gévaudan, pour M. le baillif en tour pour le Roy, la présente année, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; M<sup>re</sup> Urbain de Retz de Servièrre, ancien capitaine du régiment de Chartres, infanterie, commis des nobles, commissaire ordinaire desdits Etats et assiette ; noble Hélié-Hercule Randon de Mirandol ; sicurs Louis Malaval et Alexis Brajon, premier, second et tiers consuls de la ville de Mende, commissaires ordinaires desdits Etats et assiette ; M. Raymond Sevène, avocat au Parlement, 1<sup>er</sup> consul de la ville de Maruejols, commissaire ordinaire

desdits Etats et assiette, sur un banc, placé au milieu du parterre ; MM. les ecclésiastiques, sur un banc, à la droite de Mgr le Président, chacun suivant son rang ; et, sur le banc dudit sieur baillif, MM. les barons et gentils-hommes de ce diocèse ou leurs députés, aussy suivant leur rang ; et les sieurs consuls et députés des autres villes et communautés dudit pays, qui ont entrée et voix délibérative auxdits Etats, assis sur le bas banc.

M. Duprat, lieutenant au Bailliage, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le sept janvier dernier, a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leursdites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenti et résolu auxdits Etats ; lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutient de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de Mgr le gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux de ladite province, dettes et affaires de la province et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires, contenus au billet sur ce signé, Bonnement, ensemble l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y atta-

chés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province. La lecture ayant été finie, ledit sieur Duprat est sorti de l'assemblée.

Mgr le Président a fait appeler les gens des Trois Etats du pays de Gévaudan, et, ayant fait remettre au greffier du diocèse les procurations des députés auxdits Etats, il en a fait la lecture.

L'assemblée ayant été réglée, chacun ayant pris sa place, le serment en tel cas requis et accoutumé ayant été prêté, savoir : par MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et par MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, et, tous ensemble, ont promis à Mgr le Président, moyennant leur serment, de ne rien faire, en cette assemblée, contre l'honneur de Dieu ny contre le service du Roy.

Ensuite a été unanimement résolu que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le sept janvier dernier, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Comme il est d'usage dans la province que MM. de l'église et Messieurs qui ne peuvent pas assister aux Etats du Languedoc, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons pour lesquelles ils ne peuvent pas venir ; que cet usage a été toujours observé dans ce païs, pour soutenir la dignité de Mgr le Président

et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ont obmis d'écrire lesdites lettres ;

A été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour Mgr le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis, pour la convocation des Etats prochains.

Mgr le Président a dit que, suivant l'usage et instructions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Sur quoy, le sieur de Lhermet, sindic, et le sieur Vincens, greffier, étant sortis de l'assemblée, a été délibéré, d'une voix unanime, de confirmer le sieur de Lhermet dans la charge de sindic, et le sieur Vincens dans la charge de greffier.

Après quoy, les Etats ayant fait appeler lesdits sieurs de Lhermet et Vincens, lecture leur a été faite de la présente délibération, et Mgr le Président leur a fait prêter le serment, la main levée à Dieu, de remplir les devoirs de leur charge ; ce qu'ils ont promis et juré de faire.

Le sindic du pais a dit qu'il a été rendu deux jugemens par nosseigneurs des Etats, en date des 9 et 16 décembre dernier, dont l'un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1780, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à la somme de 220 livres 14

sols 7 deniers, et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans plusieurs communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs, de la même année 1780, qui se portent en total à la somme de 3,151 livres 9 sols 10 deniers, et, conformément auxdits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il soit fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacune comme la concerne.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il fut dressé, l'année dernière, des procès-verbaux des dommages causés aux récoltes ; que M. l'Intendant, qui en avoit été prévenu ; avoit fait espérer à ce diocèse le traitement le plus favorable, mais les pertes souffertes par plusieurs diocèses de cette province et la modicité des secours donnés par Sa Majesté, n'ont pu lui permettre d'en accorder d'aussi considérables qu'il auroit désiré ; que cependant, à la sollicitation de Mgr notre évêque, malgré l'insuffisance des fonds, il a bien voulu, par une suite de ses bontés pour le diocèse, le comprendre dans la répartition des indemnités pour une somme de 6,960 livres, sur laquelle il a prélevé celle de 2,960 livres, qui a été par lui répartie, pour être distribuée sur ses ordonnances à divers particuliers qui ont souffert des pertes considérables ; que le surplus, qui consiste en une somme de 4,000 livres, devant être réparti sur les communautés qui ont été endommagées ; il a requis l'assemblée de délibérer de renvoyer à MM. les commissaires ordinaires pour

procéder à la répartition de cette somme, conformément aux décisions de Sa Majesté, du 20 février 1755.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore que, par des circonstances particulières, la tenue des Etats et assiette ayant été retardée, l'année dernière, jusques au 29 du mois de juin, MM. les commissaires du diocèse furent forcés de renvoyer le premier terme des impositions au second, et de traiter, à raison de ce renvoy, avec M. le trésorier des Etats de la province, sur pied permis par l'ordonnance de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, du 7 janvier 1781 ; que dans la liquidation qui fut faite de ce droit d'avance, on omit, conformément à l'usage constamment suivi dans le diocèse, d'y comprendre celle qu'il devoit faire pour les vingtièmes, à laquelle ledit sieur receveur a payé 177 livres 6 sols 3 deniers au-delà de ce qui fut imposé pour ce renvoy, ainsi qu'il en est justifié ; mais comme d'un autre côté, ce qu'il a compté à M. le receveur général des finances de la généralité de Montpellier se porte à 35 livres 8 sols de moins que ce qui avoit été imposé en sa faveur, les avances faites par ledit sieur receveur, pour ces objets, se trouvent réduites à la somme de 141 livres 18 sols 3 deniers, dont il demande le remboursement ; auquel ne pouvant être pourvu qu'après que nosseigneurs des Etats y auront consenti et qu'il aura été permis par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de l'autoriser à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, leur consentement et la permission de nosdits seigneurs les commissaires du Roy et des Etats d'imposer, l'année

prochaine, ladite somme de 141 livres 18 sols 3 deniers en faveur dudit sieur receveur.

Sur quoi, l'assemblée, ayant vu et vérifié qu'il ne fut imposé, l'année dernière, en faveur de M. le trésorier des Etats ou de M. le receveur général des finances, pour leur droit d'avance, à raison du renvoy du premier terme des impositions au second, que la somme de 2,364 livres 10 sols 6 deniers au lieu de 2,502 livres 12 sols 6 deniers à laquelle se portoient les susdits droits, et s'étant en même temps assurée que ledit sieur receveur de 1781 était en avance de 141 livres 18 sols 6 deniers, compensation faite du plus ou moins payé, ainsi qu'il est expliqué dans l'exposé dudit sieur syndic, elle a unanimement délibéré de charger ledit sieur syndic de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats pour imposer, l'année prochaine, en faveur de M. le receveur de 1781, la susdite somme de 141 livres 18 sols 6 deniers pour son remboursement de pareille dont il a fait l'avance.

Ledit sieur syndic a dit que MM. les commissaires ayant délibéré, en 1779, de rembourser, à M<sup>lle</sup> Senard, de Montpellier, une somme de 3,000 livres qu'elle avoit placé dans le diocèse, par contract de constitution de rente à cinq pour cent, reçu par M<sup>e</sup> Maurin, notaire de Mende, le 27 may 1775 ; ledit capital fut imposé ladite année dans le département des deniers ordinaires, pour être payée avec les intérêts par le receveur le 1<sup>er</sup> janvier 1780 ; qu'à cette époque M<sup>me</sup> de Grasset, de Montpellier, héritière de ladite demoiselle Senard, ignorant l'imposition de cette somme, ne put en exiger le rembourse-



ment, qui ne lui fut verbalement notifié que vers la my janvier de ladite année, par ledit sieur syndic, auquel elle proposa alors de replacer de suite cette somme sur le diocèse; mais comme faute d'employ le contract de reconstitution ne put être passé que le 17 mars suivant, on n'a pû, conformément au jugement de vérification de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, imposer les intérêts qu'à compter du jour du remplacement; ce qui a laissé un vuide de 84 livres 9 sols 6 deniers pour ceux qui avoient couru depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusques audit jour 17 mars 1780; que ladite dame de Grasset ayant réclamé le payement de cette somme comme lui étant réellement due, M. le receveur, qui a bien voulu en faire l'avance, ainsi qu'il résulte de la quittance qu'il lui en a fourni, en demande le remboursement; mais comme il ne sçauroit y être pourvu qu'après qu'il aura été consenti par les Etats et permis par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de vérifier ladite erreur, et de l'autoriser ensuite à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, les consentements et permissions nécessaires pour imposer, l'année prochaine, ladite somme de 84 livres 9 sols 6 deniers en faveur de M. le receveur qui en a fait l'avance.

Sur quoi, l'assemblée, vu les susdits contracts de constitution du 27 may 1775 et 17 mars 1780, s'étant assurée, par la visite des départements des deniers ordinaires des années 1779, 1780 et 1781, que les intérêts du capital de 8,000 livres, placé sur le diocèse par M<sup>lle</sup> Senard, et reconstitué sur ledit pais par M<sup>me</sup> de Grasset, n'ont pas été imposés pour les mois de janvier, février et 16 jours du mois de mars 1780; a reconnu

que cette somme lui est réellement due, faute par le syndic d'avoir notifié à temps ce remboursement, et comme cette formalité, quoique de rigueur, n'avoit jamais été observée dans ce diocèse, elle a expressément chargé ledit sieur syndic de s'y conformer à l'avenir, consentant, sans que cela puisse tirer à conséquence, qu'il poursuive, pendant la tenue des prochains Etats généraux, le consentement et permissions nécessaires pour imposer, l'année prochaine, la susdite somme de huitante-quatre livres neuf sols six deniers en faveur de M. le receveur qui en a fait l'avance à ladite dame de Grasset, ainsi qu'il conste de la quittance qui a été pareillement représentée, espérant que nosseigneurs des Etats et nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats voudront bien excuser pour cette fois l'oubli d'une formalité qui n'avoit jamais été observée.

Ledit sieur syndic a dit aussi que MM. les commissaires de l'assiette, tenue à Mende, le 29 juin 1781, ayant reconnu l'insuffisance du fonds de 2,000 livres que le diocèse étoit autorisé d'imposer pour les appointements du directeur et de l'inspecteur de ses travaux publics, le le chargèrent, par leur délibération dudit jour, de poursuivre auprès de nosseigneurs des Etats leur consentement à l'imposition annuelle d'une somme de 3,000 livres au lieu de celle de 2,000 livres à laquelle les susdits appointements avoient été fixés par un arrêt du Conseil du 16 mars 1775 ; que cette imposition ayant été consentie par nosdits seigneurs des Etats, par leur délibération du 3 janvier 1782, fut ensuite permise, par ordonnance de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, du 6 du même mois, et vient d'être autorisée par un arrêt du Conseil du 7 février dernier ; qu'il

requiert en conséquence l'assemblée d'imposer annuellement à l'avenir ladite somme de 3,000 livres pour les appointements du directeur et de l'inspecteur des travaux publics du païs, aux clauses et conditions portées par la délibération de MM. les commissaires de l'assiette, du 29 juin 1781.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore que, conformément à la délibération prise suivant l'usage par MM. les commissaires du diocèse, le 5 octobre 1780, ledit sieur Robert, expert, auroit été vérifier et estimer, à deux différentes époques, les dommages causés à plusieurs particuliers pour l'emplacement de divers chemins nouvellement construits ou réparés, dénommés dans le procès-verbal qu'il a dressé, notamment de celui de Mende à Saint-Chély, sur la route du bas Languedoc en Auvergne ; que sa première vérification fut faite avant qu'on eût commencé de travailler à la construction desdits chemins, et la seconde après que tous les ouvrages ont été exécutés ; que sur le résultat de ces deux vérifications il a dressé son rapport, qui contient en détail, pour chaque particulier, la quantité et la qualité du terrain endommagé, la contenance et la valeur des maisons qui ont été desmolies en tout ou en partie et des arbres qui ont été coupés, et la somme à laquelle se porte le dommage souffert par chaque particulier ; que ces différentes sommes réunies reviennent en total à celle de 12,528 livres, à laquelle doit être ajoutée celle de 240 livres pour le montant de quarante journées employées, par le sieur Robert, aux deux vérifications et estimations par lui faites, à raison de six livres par jour, ainsi que

MM. les commissaires ont accoutumé de le faire payer, revenant lesdites deux sommes à la totale de 12,568 livres ; et ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée d'approuver ladite estimation et rapport du sieur Robert, en date du 19 novembre dernier, qui a été examiné et vérifié par MM. les commissaires du diocèse, et approuvé par leur délibération du 23 dudit mois de novembre, et de le charger en conséquence de poursuivre, à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats d'imposer, l'année prochaine, ladite somme de 12,568 livres, à laquelle se porte le total dudit rapport, y compris celle de 240 livres pour les journées de l'expert, pour être payée sur les mandements de MM. les commissaires du diocèse aux différents particuliers compris dans ledit rapport, chacun comme les concerne.

Sur quoi, l'assemblée, vu le rapport dudit sieur Robert, expert, du 19 novembre dernier, contenant, par articles séparés, pour chaque particulier, la nature du dommage qu'il a souffert pour l'emplacement desdits chemins nouvellement construits, et après en avoir examiné tous les articles et l'appréciation, elle a approuvé, ainsi que MM. les commissaires l'avoient précédemment fait le 23 novembre dernier, ledit rapport dans tout son contenu, et chargé ledit sieur syndic de poursuivre, à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats pour imposer, l'année prochaine, la somme de 12,568 livres, à laquelle se porte le total dudit rapport, y compris celle de 240 livres pour les journées de l'expert, à raison de six livres chacune,

pour être ladite somme payée par M. le receveur, sur les mandemens de MM. les commissaires, aux différents particuliers compris dans ledit rapport, chacun comme les concerne, et à raison de la somme pour laquelle ils y sont compris.

Ledit sieur syndic a de même dit que M. de la Védrine, de Saint-Chély ; M. de Grolée Virvile, d'Aumont ; M. Lafont, de Chirac ; M. le marquis de Brion et M. Eimar de Jabrun et quelques autres particuliers du diocèse, prétendent qu'il fut causé, il y a déjà longtemps, différents dommages dans leurs fonds, lors des réparations et changements faits aux divers chemins qui avoisinent leurs possessions ; que malgré leurs réclamations, ces dommages n'ayant pas été vérifiés ny estimés, ils ont été jusques à présent en souffrance du dédommagement qui leur étoit dû ; que si ces plaintes sont fondées, il paroît juste de les accueillir ; en conséquence, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de charger le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs, et le sieur Robert, expert du diocèse, d'aller en présence des parties intéressées qui seront appelées à cet effet, vérifier et estimer les différents dommages qui leur ont été causés, d'en dresser leur rapport, qu'ils seront tenus de présenter à MM. les commissaires du diocèse, à l'effet d'être par eux approuvés s'il y a lieu et pourvu à leur dédommagement sur les permissions et autorisations que le syndic du païs sera chargé de poursuivre à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Mgr le Président a dit que la place de commis aux manufactures, au département de Florac, étant vacante

par la mort du sieur Velay, il croit cette circonstance favorable pour accueillir les représentations qui lui ont été faites sur la nécessité d'en rétablir un à Langogne ; que les étoffes qui s'y fabriquent et dans les paroisses qui avoisinent cette ville n'étant plus inspectées, il en est résulté mille abus nuisibles au commerce, auxquels on pourroit remédier par cet établissement qui avoit déjà existé et qui pourroit avoir lieu de nouveau sans surcharge pour la province ny pour le diocèse, si on partageoit les appointements du commis de Florac avec celui de Langogne ; que cette somme, quoique moindre que celle qui est accordée aux autres commis établis dans le diocèse, seroit suffisante et proportionnée à leurs services ; l'arrondissement de leur inspection étant bien moins étendu ; que cet arrangement utile au bien de la fabrique et conforme aux délibérations de MM. les commissaires du diocèse, à celle des Etats généraux de cette province et à l'arrêt du Conseil du 7<sup>e</sup> décembre 1728, ne pouvant qu'être approuvé par l'assemblée, il est nécessaire de choisir deux personnes en état de remplir ces deux places ; que le sieur Velay fils, de Florac, en ayant fait les fonctions plusieurs années, avant la mort de son père, avec toute l'exactitude et l'assiduité possible, il pourroit lui succéder ; que les bons témoignages qui lui ont été rendus de la probité, intelligence et capacité du sieur Cairoche, de Langogne, doivent faire espérer qu'il se rendra digne de cette place.

Sur quoi, l'assemblée, connoissant l'utilité et la nécessité de l'arrangement proposé par Mgr le Président, l'a remercié de l'attention qu'il veut bien donner à tout ce qui peut contribuer au bien du commerce et du choix des sujets qu'il a fait pour y veiller ; elle l'a en même

même temps prié de vouloir bien donner des provisions au sieur Velay, fils, pour l'inspection au département de Florac, et au sieur Cairoche, de Langogne, pour l'inspection du département de cette ville.

Le syndic du païs a dit, qu'en vertu de la délibération prise à l'assiette tenue à Mende, le 29 juin 1781, MM. les commissaires du diocèse adjudgèrent, en la forme prescrite par les règlements, le 29 octobre suivant, la reconstruction du pont de Rechauve, sur la paroisse de Saint-Alban, à Louis Malet, maçon, sous le cautionnement de Nicolas Bonnet, au prix de 1,150 livres; celle du pont de Saint-Martin-de-Lansuscle, sur la paroisse de ce nom, à Pierre Soulatges, sous le cautionnement de Jacques Arman, au prix de 1,200 livres; les réparations du pont de Grazières, sur la paroisse de Rimeize, à Etienne Lapise, sous le cautionnement de Pierre Barbut, au prix de 870 livres; celle du pont d'Auroux, sur ladite paroisse, à Etienne Lapize, sous le cautionnement de Pierre Barbut, au prix de 520 livres; et finalement celles du pont des Argoux, sur la paroisse de Salmont-Montjézieu, à Félix Laget, maçon, sous le cautionnement de Louis Bonnet, au prix de 585 livres; qu'il auroit, en conséquence, du pouvoir qui lui avoit été donné par ladite délibération passer des baux pour ces différents ouvrages auxdits entrepreneurs, aux prix portés par leurs dernières moins dites; mais comme il excède le fonds que chacune de ces communautés est autorisée d'imposer pour son préciput fixé par l'arrêt du Conseil, du 5 avril 1772, à 480 livres pour les villes et bourgs, et à 240 livres pour les petites communautés; ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée d'imposer, cette année, conformément audit arrêt, le préciput du diocèse, pour

suppléer à l'insuffisance de ceux desdites communautés. Sur quoi il a observé que sur la somme de 4,125 livres à laquelle se porte la totalité du prix des susdites adjudications ne devant en être distrait que celle de 1,440 livres pour les préciputs des communautés, savoir : 480 livres pour celui de la ville et communauté de Saint-Alban ; 960 livres pour ceux des autres quatre communautés, à raison de 240 livres chacune ; il restera à imposer, pour le préciput du diocèse, à raison des susdits ouvrages, une somme de 2,685 livres.

Sur quoi, l'assemblée, après s'être fait représenter les baux passés aux différents entrepreneurs chargés de la reconstruction ou réparations des susdits ponts, se portant en total à la somme de 4,125 livres, a unanimement délibéré que sur cette somme il en sera imposé, cette année, conformément à l'arrêt du Conseil, du 5 avril 1772, 1,440 livres sur les communautés, sur lesquelles lesdits ponts sont établis, savoir : 480 livres sur la ville et communauté de Saint-Alban ; 240 livres sur celle de St-Martin ; 240 livres sur celle de Rimeize ; 240 livres sur celle d'Auroux, et pareille somme sur celle de Salmont-Montjézieu ; et à cet effet le greffier du diocèse a été chargé de leur en donner avis par un article séparé dans la mande, et 2,685 livres dans le département des deniers ordinaires pour le préciput du diocèse ; lesquelles sommes réunies faisant la susdite de 4,125 livres, et l'entier prix des adjudications sera payés auxdits entrepreneurs, chacun comme les concerne, et pour la partie dont il est chargé, sur les mandements de MM. les commissaires, à mesure qu'ils avanceront leurs ouvrages, dont le tiers du prix demeurera néanmoins réservé jusques à la fin du travail, pour ne leur être payé qu'après



qu'il aura été vérifié et reçu par le directeur des travaux publics du país, et qu'ils en rapporteront ses certificats de réception, qui demeureront annexés aux mandemens qui seront expédiés alors en leur faveur.

Ledit sieur syndic a dit que le bail d'entretien de la partie de chemin du haut de la côte du Choisal à la jonction de celui de Mende à Maruejols, devant expirer à la fin de cette année, il paroît indispensable de faire procéder à son renouvellement, et que ne pouvant y être procédé aujourd'hui par l'assemblée, les publications et affiches n'ayant pu être faites, il la requiert de renvoyer à MM. les commissaires du diocèse et de les autoriser à procéder au renouvellement de ce bail en la forme prescrite par l'arrêt du Conseil, du 30 octobre 1754.

Sur quoi, l'assemblée a unanimement délibéré d'autoriser MM. les commissaires du diocèse à renouveler le bail d'entretien de la susdite partie de chemin, en la forme ordinaire et prescrite par le susdit arrêt du Conseil, et à cet effet elle a chargé ledit sieur syndic de faire faire les publications et affiches nécessaires.

Ledit sieur syndic a encore dit que, par l'examen qu'il a fait depuis qu'il est en place, des comptes de MM. les receveurs, il s'est assuré qu'il y en a plusieurs qui n'ont pas été encore appurés ; que cet oubli, contraire aux réglemens, pouvant laisser du désordre et du vuide dans la comptabilité, il croit devoir mettre sous les yeux de l'assemblée celui du 23 janvier 1658, portant que les receveurs seront obligés de faire appurer leurs comptes une année après leur exercice, et l'arrêt de la Cour des Aides de Montpellier, du 6 janvier 1778, qui, sur la délibération de MM. les commissaires du diocèse d'Alby, ordonne que les receveurs de ce diocèse ne pourront

être reçus à un nouvel exercice de leurs charges qu'après avoir rapporté, à l'assemblée des Etats dudit païs, l'arrêt de quitus de leur précédent exercice, et que faute par eux de le faire, la levée sera mise à leur folle-enchère en la forme portée par l'arrêt du Conseil de 1690 ; ledit sieur syndic a, en conséquence, requis l'assemblée de délibérer que les receveurs qui n'ont pas encore appuré leurs comptes seront tenus de le faire au plutôt, et de l'autoriser en même temps à recourir à la Cour des Aides de Montpellier, pour y faire ordonner que l'arrêt qu'elle a rendu le 6 janvier 1778, pour le diocèse d'Alby, sera exécuté dans le diocèse de Mende.

Ce qui a été délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi que l'utilité démontrée d'une messagerie de Mende à Nîmes et Toulouse engagea, sur la fin du siècle dernier, MM. les commissaires du diocèse à solliciter la permission d'imposer les fonds nécessaires pour cet établissement, aux frais duquel il fut pourvu au moyen d'une imposition annuelle sur le diocèse de 1,020 livres ; que par des nouveaux arrangements cette messagerie ayant discontinué ses services, l'assemblée des Etats particuliers du païs qui sentit tous les désavantages qui pouvoient en résulter pour le public, chercha, en 1780, à remonter de nouveau cet établissement, sur les propositions qui lui furent faites par le sieur Chabert de Nîmes, qui offrit de s'en charger ; mais avant de s'engager définitivement avec lui, elle crut devoir se borner à lui donner quelques encouragements, sous la promesse de lui en accorder de plus considérables si cette messagerie étoit bien servie ; que c'est dans l'espérance qu'elle le seroit que MM. les com-

missaires de l'assiette continuèrent à imposer, l'année dernière, la susdite somme de 1,020 livres, pour servir de fonds à ceux qu'elle s'étoit proposée de lui compter ; mais comme ledit sieur Chabert n'a pas tenu ses engagements et que l'assemblée n'en a pas encore contracté définitivement d'autres pour cet objet, ledit sieur syndic l'a requis de délibérer que l'imposition de cette somme sera supprimée pour cette année seulement, y ayant lieu d'espérer qu'avant les impositions prochaines on aura pris des arrangements solides par l'établissement de cette messagerie ; il a, en conséquence, requis l'assemblée d'autoriser MM. les commissaires du diocèse de traiter avec les différents particuliers qui pourront se présenter.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a de même dit que le propriétaire de la maison servant de casernes à la brigade de maréchaussée de la résidence de Mende, ayant fait notifier à M. de Mirandol, maire de ladite ville, par acte du 9<sup>e</sup> février dernier, qu'il prétendoit venir l'habiter lui-même ; ledit sieur de Mirandol, après avoir fait les recherches les plus suivies pour se procurer une maison propre audit cazernement, n'en ayant pas trouvé de plus convenables à tous égards que celle de M. Lafont, avocat de cette ville, il l'auroit affermée pour six ans, au prix de 300 livres par an, par contract du 29 avril dernier ; que cette maison, qui est fort vaste et très commode, est dans un emplacement des plus favorables, se trouvant située auprès des prisons ; ce qui met ladite brigade à portée de veiller à sa sûreté et garde ; ledit sieur syndic a, en conséquence, présenté ledit contract à l'assemblée

et la requise, conformément à la délibération des Etats généraux de cette province, du 11 décembre 1781, de l'approuver dans tout son contenu et de lui donner en même temps pouvoir d'en poursuivre l'autorisation, à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats, et leur consentement à l'imposition annuelle de 300 livres, en faveur dudit sieur Lafont, pendant la durée dudit bail, et celle qui sera faite provisoirement cette année sous leur bon plaisir.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi, qu'en conséquence de la délibération prise à l'assiette le 29 juin 1781, il fut provisoirement imposé, dans le département de la capitulation de cette année, l'entier montant des réparations qui avoient été faites à la maison servant de casernes à la brigade de maréchaussée de Langogne et aux écuries de celle de Florac ; qu'ayant été reconnu du depuis qu'il y en avoit encore d'indispensables à faire pour mettre ces cazernes en bon état ces brigades, en auroient dressé un mémoire détaillé, qui lui a été remis, et d'après lequel il en a fait faire l'estimation, suivant laquelle ces réparations doivent donner lieu à une dépense de 360 livres, savoir : 250 livres pour celles à faire aux cazernes de Langogne, et 56 livres pour celles demandées par la brigade de Florac ; que comme ces réparations sont urgentes et qu'il est instant d'y faire travailler sans délai et d'avoir à cet effet les fonds nécessaires pour fournir au paiement des entrepreneurs, lorsqu'elles auront été adjudgées en la forme ordinaire et exécutées conformément au devis qui en a été dressé, ledit sieur syndic a requis l'assemblée d'imposer provisoirement

cette année, sous le bon plaisir de nosseigneurs des Etats, la somme de 306 livres, à laquelle ces réparations ont été estimées, sauf à mettre en moins imposé, l'année prochaine, l'ensus de l'estimation, si l'adjudication s'en faisoit à plus bas prix, comme aussi de l'autoriser à faire faire au plutôt les publications et affiches de ces réparations, de recevoir les offres des prétendants et d'en passer le bail au dernier moins disant.

Sur quoi, l'assemblée, après avoir vu l'état et devis estimatif des réparations qui restent à faire à la maison servant de cazernes à la brigade de Langogne et aux écuries de celle de Florac, a unanimement délibéré, attendu l'urgence de ces réparations, d'imposer provisoirement cette année, sous le bon plaisir de nosseigneurs des Etats, dans le département de la capitation, la somme de 306 livres, à laquelle ces réparations ont été estimées, à la charge toutefois que si l'adjudication en est faite à plus bas prix, le surplus sera mis en moins imposé, l'année prochaine ; elle a en même temps autorisé ledit sieur syndic à faire faire les publications et affiches nécessaires à recevoir les offres et moins dites des prétendants auxdits ouvrages, et de leur en passer le bail en la forme ordinaire et prescrite par les règlements.

Ledit sieur syndic a aussi dit que le Ministre ayant écrit à Mgr l'archevêque de Narbonne pour lui témoigner le désir qu'il auroit que les Etats s'occupassent de l'établissement des cours d'accouchement pour l'instruction des sages-femmes de la campagne, il y fut délibéré, le 7<sup>e</sup> janvier dernier, que les administrateurs particuliers des diocèses seroient invités à prendre les arrangements les plus convenables pour remplir les vues bienfaisantes

du Gouvernement. Que devant être rendu compte de ceux qui auront été pris par cette assemblée, elle devrait délibérer sur les moyens qu'elle croira les plus propres à favoriser un établissement dont elle avoit déjà reconnu l'utilité en 1775, ayant, sur l'invitation de M. l'Intendant, fait imprimer et distribuer, dans toutes les communautés du diocèse, le catéchisme sur l'art des accouchements, composé par M. Augier Du Fot médecin de Soissons ; que comme cet ouvrage n'a pas produit tous les avantages qu'il auroit pu procurer si les gens de l'art avoient été priés de l'expliquer aux sages-femmes de la campagne qui, ordinairement illettrées, sont hors d'état par elles-mêmes d'y puiser les connoissances qu'elles pourroient y acquérir ; dans ces circonstances il paroît nécessaire de prendre de nouvelles mesures ; que celle d'établir des cours d'accouchement paroîtroit la plus sûre ; qu'on pourroit faire avec succès, dans la ville de Mende, si M. Bonnel le fils, docteur en médecine, qui, par l'étude le plus suivi, a acquis les connoissances les plus étendues sur cette partie, et M. Blanc, lieutenant de M. le premier chirurgien du Roy, qui joint à la théorie une longue pratique, vouloient bien se charger de donner des leçons et de former des élèves ; que leur zèle pour le bien public peut et doit faire espérer qu'ils voudront bien y donner tous leurs soins ; mais comme cet établissement ne peut que donner lieu à des dépenses inévitables, il seroit nécessaire que l'assemblée se fit autoriser à faire les fonds nécessaires pour y pourvoir.

Sur quoi, l'assemblée, ayant fait faire lecture de la délibération des Etats du 7 janvier ; sentant l'utilité et la nécessité même de l'établissement proposé, a unanimement délibéré de former un cours d'accouchement dans

la ville de Mende, où toutes les sages-femmes de la campagne pourroient venir prendre de leçons dans cet art, et de prier à cet effet M. Bonnel, fils, docteur en médecine, et M. Blanc, lieutenant de M. le premier chirurgien du Roy, de vouloir bien se charger du soin de les instruire ; elle a en même temps chargé le syndic du pais de poursuivre les consentemens et la permission d'imposer les fonds nécessaires pour fournir aux dépenses qu'il faudra faire pour cet établissement.

Ledit sieur syndic a encore dit que le diocèse ayant négligé jusqu'à présent de se faire autoriser à imposer la gratification qu'il étoit en usage d'accorder à M. Saralier, pour l'instruction des procédures et jugemens des différens criminels de sa compétence et les autres frais qui en sont une suite nécessaire, il y avoit été toujours pourvu sur d'autres fonds qui avoient leur destination, qui, ne l'ayant pas, auroient dû être mis en moins imposé ; que cette interversion étant contraire aux vrais principes d'une bonne administration, ledit sieur syndic requiert l'assemblée de lui donner pouvoir de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux de cette province, la permission d'imposer, en faveur de M. Saralier ou de son assesseur, la somme à laquelle le diocèse voudra bien fixer la gratification qu'il leur accorde, et celle à laquelle se porteront les frais d'arrestation et traduction desdits malfaiteurs dans les prisons ; que comme ils ne peuvent être réglés qu'après que les jugemens seront rendus, l'assemblée voudra bien encore autoriser MM. les commissaires du diocèse à en vérifier et arrêter l'état, et consentir à ce qu'il en sollicite l'imposition, en vertu de la présente délibération, appuyée des jugemens prévôtalement rendus et du susdit état arrêté par MM. les commissaires,

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a de même dit que la salle des Etats, servant en même temps à MM. les commissaires de l'assiette pour la tenue de leurs assemblées, pendant l'année, auroit besoin de quelques réparations et de plusieurs meubles, absolument indispensables, dont il a été dressé un état estimatif; qu'il seroit encore nécessaire d'en faire quelques autres à celle de Maruejols et aux archives du diocèse; que l'ordre qui a été mis dans les titres et papiers du païs deviendrait inutile par le défaut des réparations, dont il a été fait pareillement un état; que ces trois objets réunis, par l'estimation qui en a été faite, pourroit donner lieu à une dépense de 1,046 livres; que si l'assemblée, qui connoit l'utilité et la nécessité de ces réparations, juge à propos de les faire exécuter, elle pourroit charger ledit sieur syndic de poursuivre, à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats, leur consentement et les permissions nécessaires pour emprunter ladite somme.

Sur quoi, l'assemblée, vu les susdits états, contenant en détail les réparations et meubles à faire à la salle des Etats et aux archives du païs et en reconnoissant l'utilité, a unanimement délibéré de les faire exécuter; elle a en conséquence autorisé le syndic du païs à poursuivre, à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats généraux de cette province, leur consentement et les permissions nécessaires pour emprunter ladite somme de 1,046 livres, à laquelle ont été estimées les réparations et ameublements portés par les susdits Etats.

Ledit sieur syndic a dit que l'honoraire de MM. de



l'église, de la noblesse et autres députés des villes et communautés du diocèse, au nombre de plus de 50, qui ont droit d'assister aux Etats et assiette du païs, qui fut d'abord fixé à 720 livres, par arrêt du Conseil du 27 avril 1634, s'étant trouvé insuffisant, eu égard au nombre de ses députés et à la dépense à laquelle ils étoient exposés, ils sollicitèrent et obtinrent une augmentation d'imposition, qui fut portée à 2,000 livres, par un autre arrêt du Conseil du 15 septembre 1655 ; que depuis cette époque toutes les dépenses ayant plus que doublé, le fonds pour y fournir auroit dû, ce semble, être augmenté en proportion de celles qu'ils sont obligés de faire pendant leur voyage, séjour et retour ; que cette demande, qui paroît de toute justice, n'ayant pas été, par oubli, présentée à nosseigneurs des Etats, lors du nouveau règlement arrêté au Conseil, en 1759, il y a lieu d'espérer de leur justice qu'ils voudront bien rectifier cette erreur et permettre d'imposer, en faveur des députés aux Etats et assiette du païs, les mêmes sommes qui sont attribuées à ceux des autres diocèses, ensemble celles qui sont nécessaires et relatives aux frais de la tenue de ces assemblées, auxquels on avoit irrégulièrement pourvu par le passé.

Sur quoi, l'assemblée, vu la modicité et l'insuffisance des fonds imposés pour fournir au défray de MM. les députés aux Etats et assiette du païs et aux autres frais à faire de pure nécessité, pendant la durée de cette assemblée, a unanimement délibéré de supplier nosseigneurs des Etats de vouloir bien fixer eux-mêmes l'augmentation qu'elle sollicite, relativement à ce qui est imposé dans les autres diocèses de cette province pour cet objet, et eu égard au nombre de membres de cette assemblée et à sa durée.

Ledit sieur syndic a dit aussi que MM. les commissaires de l'assiette ayant délibéré, en 1746, d'accorder annuellement aux Frères des écoles chrétiennes et gratuites de la ville de Mende une somme de 100 livres pour suppléer à l'insuffisance de leur dotation, elle leur avoit été toujours payée jusques à 1780 ; qu'on fut forcé de supprimer alors cette dépense utile et nécessaire, faute de fonds permis pour y fournir. Le syndic du païs ayant négligé d'en faire ordonner l'imposition ; que ces frères représentent que le nombre des jeunes gens de ce diocèse, dont on leur confie l'éducation, s'étant accru, il a falu nécessairement augmenter le nombre des régens pour les instruire ; que d'ailleurs le prix de toutes les denrées ayant doublé, ils sont dans le cas de réclamer plus que jamais les bontés de cette assemblée, et de la supplier d'autoriser le syndic du païs à poursuivre, à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, pour l'imposition de la susdite somme de 100 livres.

Ce qui a été délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore que, pour se conformer à la délibération de nosseigneurs des Etats, du 5<sup>e</sup> janvier 1781, et à celle qu'ils ont pris le 3 janvier dernier, l'assemblée doit fixer, d'une manière précise, les fonds de remboursement qu'elle entend faire annuellement pour l'acquittement des anciennes dettes du diocèse ; qu'on doit regarder comme telles celles qui ont été consenties avant le 3 janvier dernier, et comme nouvelles celles qui le seront à l'avenir ; qu'en conséquence, nosseigneurs des Etats ont délibéré :

1° Qu'à l'égard des dettes anciennes les diocèses appliqueront annuellement à leur extinction les fonds de remboursement qu'ils jugeront convenable, qui sera accru annuellement des intérêts des capitaux éteints et doublé à la paix.

2° Que pour les dettes nouvelles, les diocèses délibéreront de poursuivre le consentement des Etats, en déterminant, en même temps, le nombre d'années dans lequel ils entendront les rembourser, sans que l'époque dudit remboursement puisse être porté au-delà du terme de six années, et qu'en conséquence nulle demande des diocèses, pour emprunts, ne seront accueillies par les Etats, si leur délibération n'est conforme au présent article.

3° Que les Etats n'entendent cependant pas empêcher les diocèses, mais au contraire les exhorter de hâter l'extinction, tant de leurs dettes anciennes que des nouvelles, soit en augmentant les fonds d'amortissement applicables aux premières, soit en abrégeant l'époque du remboursement des secondes.

Sur quoi ledit sieur syndic a observé que, n'ayant pas été fait de nouveaux ouvrages l'année dernière et ne devant pas en être fait celle-cy, l'assemblée a profité de ces circonstances pour faire des remboursements considérables, qu'elle ne sera pas en état d'en faire d'aussi fortes lorsqu'elle se livrera à de nouvelles entreprises ; que comme dans la suite elle pourra être dans le cas d'en faire exécuter de pressantes, elle doit régler dès à présent ce qu'elle entend rembourser chaque année, à commencer à la prochaine.

Sur quoi, l'assemblée, après avoir fait faire lecture des délibérations prises par nosseigneurs des Etats, les 5

janvier 1781 et le 3 janvier dernier, désirant de s'y conformer, a unanimement délibéré de continuer à employer annuellement, à l'acquittement des anciennes dettes du diocèse, une somme d'environ 50,000 livres, jusques à l'époque où le païs commencera à faire exécuter de nouveaux ouvrages ; qu'alors, pour ne pas surcharger les impositions, ce fonds de remboursement sera réduit à 15,000 livres par an, non compris les intérêts des capitaux éteints, et que ce fonds de 15,000 livres sera doublé à la paix, y ayant lieu d'espérer que nosseigneurs des Etats voudront bien approuver une délibération conformé à celle qu'ils ont pris le 3 janvier dernier, et qui tend d'ailleurs à la prompte libération du diocèse, en accélérant le remboursement de ses dettes anciennes ; elle a en même temps délibéré que lorsque le païs sera nécessité d'en contracter de nouvelles pour l'exécution des ouvrages qu'il entreprendra, il sera alors pourvu à leur acquittement dans la forme et le délai prescrit par la susdite délibération des Etats.

Ledit sieur sindic a de même dit que sur les contestations survenues entre les consuls de La Capelle et le sieur Dugois, au sujet d'une cote de taille, pour laquelle lui et ses auteurs avoient toujours été imposés dans le rôle de la taille épiscopale de ladite paroisse, à raison de certains fonds qu'il y possède, dépendants du domaine de La Viallette, et pour lesquels il prétendoit être compris dans le rôle de La Canourgue. Ledit sieur Dugois ayant impétré, le 24 octobre 1776, des lettres royaux en appel du rôle de la taille dite épiscopale, il fut rendu un arrêt le 6 juin 1777, par nosseigneurs de la Cour des comptes, aides et finances de Montpellier, portant que le greffier qui avoit expédié la mande, le receveur de ladite

taille et le syndic du diocèse seroient mis en cause, avec défenses aux consuls de La Capelle et autres du diocèse de plus à l'avenir départir et faire lever la taille épiscopale, jusques à ce qu'il en fut autrement ordonné ; que comme de l'exécution de cet arrêt, qui fut signifié le 29 octobre suivant, il en seroit résulté un vuide très considérable dans les impositions, le syndic du pais poursuivit et obtint un arrêt le 23 juin 1778, qui permit provisoirement, pour une année, la levée de ladite taille en la forme ordinaire ; que par les mêmes motifs, cette Cour rendit de pareils arrêts en 1779, 1780 et 1781 ; que les frais qu'il falloit exposer, outre ceux qui étoient occasionnés par le retard dans le recouvrement, déterminèrent l'assemblée à prendre les moyens les plus sûrs pour faire finir cette affaire ; qu'elle a chargé en conséquence, par sa délibération du 19 juin 1780, ledit sieur syndic de continuer les poursuites commencées par son prédécesseur, jusques à un arrêt définitif ; qu'après de longues défenses, la Cour rendit enfin un arrêt le 15 décembre dernier, qui fait défenses de lever à l'avenir, dans le diocèse, aucune imposition sous le nom de taille épiscopale ; qui ordonne en même temps que toutes les impositions à répartir le seront sur toutes les différentes communautés qui composent ledit diocèse en la forme prescrite par les réglemens ; fait défenses aux officiers ordinaires de la temporalité de l'évêché de Mende de s'immiscer directement ny indirectement dans la répartition de la taille dite épiscopale, et de recevoir les sommes qui y étoient ajoutées sous le nom de dépenses pour les affaires occurrentes ; fait défenses au greffier de la temporalité d'envoyer le département aux communautés et receveurs de ladite taille, ainsi qu'à tous autres qui pourroient

être nommés à l'avenir, d'en faire le recouvrement et de retirer les 11 deniers pour livre qui y étoient ajoutés pour leveures du receveur, à peine de concussion ; ordonne que dans toutes les communautés du diocèse de Mende, et en particulier dans la ville de Mende, ainsi que dans toutes les communautés dudit diocèse de Mende qui étoient sujettes à la taille dite épiscopale foraine, il sera procédé, chaque année, à l'adjudication de la levée des impositions et à la nomination d'un collecteur, en conformité des déclarations, arrêts et règlements de la Cour qui feront la levée du total de l'imposition, qui porteront les fonds qui regardent le diocèse, directement aux receveurs des tailles dudit diocèse, chacun dans l'année de leur exercice, avec défenses auxdits collecteurs d'exiger et de recevoir d'autres leveures que celles sous lesquelles le bail de la levée desdites impositions leur aura été adjugé ; ordonne que dans la ville de Mende et dans toutes les communautés du diocèse dans lesquelles il n'y a jamais eu de compoix, il en sera fait un, enjoint à cet effet aux consuls desdites communautés de faire, dans le délai de six mois, les diligences nécessaires et de se retirer en la Cour pour obtenir la permission d'y faire procéder, et ce, à peine, par lesdits consuls, de désobéissance et de tous dépens, dommages et intérêts envers lesdites communautés et habitants d'icelles, desquels lesdits consuls demeureront responsables en leur propre et privé nom ; permet néanmoins auxdites communautés, et jusqu'à l'autorisation dudit compoix, de répartir les impositions sur les mêmes tarifs qui ont servi de règle jusqu'à présent ; ordonne pareillement que dans toutes les communautés dudit diocèse dont partie jusqu'à présent

étoit assujettie à la taille dite épiscopale, et dont les compoix ne comprennent que les fonds assujettis à la taille royale, lesdits fonds autrefois assujettis à la taille dite épiscopale, seront additionnés audit compoix, à la diligence des consuls, lesquels feront nommer un indicateur, pris dans la communauté, et deux experts, pris des lieux circonvoisins et non contribuables, duement assermentés devant les juges des lieux ; lesquels experts estimeront et allivreront lesdits biens, relativement à la table dudit compoix, et eu égard à leur situation, commodité et incommodité, de manière que lesdits biens payent à l'avenir en la même proportion que les autres biens de pareille nature et qualité ; enjoint aussi aux consuls desdites communautés de faire faire ladite addition dans le délai de trois mois, et ce à peine de désobéissance, et de répondre en leur propre et privé nom de tous dépens, dommages et intérêts, et cependant leur fait défenses de cotiser à l'avenir lesdits biens sur les tarifs qui, jusqu'à présent, ont servi de règle à la cotisation des fonds qui, dans lesdites communautés, se trouvaient assujetties à la taille dite épiscopale ; ordonne encore qu'à la diligence du procureur général, et le tout aux frais et dépens du syndic du diocèse, le présent arrêt sera signifié aux officiers de la temporalité de l'évêché de Mende ; qu'il sera aussi signifié aux consuls desdites communautés, et transcrit sur le registre des délibérations, tous dépens réservés entre les différentes parties ; les frais, dresse et expédition du présent arrêt payables par le syndic du diocèse.

Ledit sieur syndic a ajouté que cet arrêt ayant été signifié aux consuls des communautés de la terre épiscopale, à la requête de M. le procureur général, plu-

sieurs ont réclamé contre les dispositions de cet arrêt et sur l'impossibilité de le suivre, surtout dans le délai qui y est fixé ; que dans ces circonstances, il auroit cru, sur les instructions qu'il auroit prises, devoir demander un nouveau délai ; que la Cour sentant et ayant égard à la légitimité des motifs proposés, a rendu un nouvel arrêt le 10 may dernier, portant un surcis de six mois à l'exécution de celui du 13 décembre 1781, et qui permet en conséquence que dans toutes les communautés du diocèse dans lesquelles il n'y a pas eu de compoix jusques à présent, les consuls desdites communautés feront, dans le délai porté par l'arrêt de la Cour du 13 décembre dernier, les diligences nécessaires, et se retireront en la Cour à l'effet d'y obtenir la permission d'y faire procéder, et ce à peine de désobéissance et de tous dépens, dommages et intérêts envers lesdites communautés ; permet que dans toutes les communautés dudit diocèse dont partie étoit sujette jusqu'à présent à la taille dite épiscopale et dont les compoix ne comprenoient que les fonds qui étoient assujettis à la taille royale, lesdits fonds jusqu'à présent assujettis à la taille dite épiscopale et qui n'ont pas été encore additionnés au compoix, soient cotisés, cette année, sur les mêmes tarifs qui ont servi de règle jusqu'à présent, et ce dans la proportion de ce que lesdits fonds payoient autrefois par comparaison avec ceux assujettis à la taille royale, ladite permission n'étant donnée que pour cette année seulement ; ordonne de plus fort que les consuls desdites communautés feront, dans le délai de six mois, additionner les susdits fonds au compoix en la forme portée par l'arrêt de la Cour du 13 décembre dernier, et ce à peine, par les consuls desdites communautés, de désobéissance et de



répondre en leur propre et privé nom de tous dépens, dommages et intérêts ; ordonne que tout le surplus de l'arrêt de la Cour du 13 décembre dernier sera exécuté selon sa forme et teneur, et que passé la présente année il sera exécuté dans tout son contenu ; ordonne aussi qu'à la diligence du procureur général et aux frais et dépens du syndic du diocèse, le susdit arrêt sera signifié tant audit syndic que consuls des communautés, et transcrit sur le registre des délibérations ; les frais, dresse et expédition du présent arrêt payables par le syndic du diocèse, et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi, l'assemblée, après avoir fait faire lecture dudit arrêt du 13 décembre dernier, a délibéré qu'il sera enregistré par le greffier du diocèse dans le registre des délibérations du pais et exécuté dans toutes ses dispositions dans le nouveau délai fixé par l'arrêt du 10 may dernier, dont il a été aussi fait lecture ; elle a en même temps autorisé le syndic du pais à prendre des renseignements les plus assurés sur les communautés qui n'ont point de cadastres ou compoix terriers, et à exhorter celles qui en manquent à prendre les moyens prescrits par les règlements de la province et par les arrêts de la Cour pour en faire faire, comme aussi à poursuivre les consentements et permissions nécessaires pour l'imposition sur le prix des frais de l'expédition et significations du susdit arrêt du 13 décembre dernier.

Mgr le Président a dit que les différents ouvrages qui ont été exécutés sans discontinuité pendant plus de 20 ans pour l'ouverture de la grande route du bas Languedoc en Auvergne, sur les deux directions par Mende et par Maruejols, et sur celle de Mende en Rouergue, ayant

donné lieu annuellement à des dépenses très considérables, tant pour les frais de construction que pour le payement du terrain pris pour l'emplacement de ces routes ; MM. les commissaires de l'assiette, pour ne pas aggraver le poids des charges par d'autres dépenses, crurent devoir suspendre l'ouverture de plusieurs communications intérieures qui avoient été depuis longtemps sollicitées par différentes communautés du païs ; que leurs administrateurs qui avoient espéré qu'on auroit égard à leurs demandes lorsque la grande route seroit roulante, renouvelèrent leurs instances à la dernière assemblée des Etats et assiette du païs, tenus à Mende ; qu'ils lui ont encore adressé, cette année, divers mémoires, dans lesquels ils rappellent les espérances que cette assemblée leur avoit donné, et qu'ils le font avec d'autant plus de confiance que leurs communautés ayant contribué dans tous les temps à tous les frais des routes qui ont été ouvertes, il leur paroît juste qu'on les fasse participer aux avantages qu'elles procurent au païs, et dont elles ne peuvent profiter si on ne leur ouvre des communications pour y aboutir ; que par la lecture de ces différents mémoires, l'assemblée sera à portée de juger de la justice des demandes qui y sont formées et de délibérer sur l'exécution ou inexécution des ouvrages qu'on sollicite ; que la ville de Saugues observe qu'étant, par ses impositions, une des plus considérables du païs, elle a fourni en proportion à toutes les dépenses faites pour la construction des chemins, sans en partager les avantages ; que, située sur la lisière de ce diocèse, elle a été traitée comme étrangère, n'ayant aucune communication avec les autres communautés du diocèse, quoiqu'elle en ait sollicité depuis longtemps ; que les Etats

du païs ayant délibéré en 1725 et 1739 et postérieurement, notamment en 1779, de lui pratiquer une route pour communiquer avec Langogne, seul débouché pour la vente de ses grains, elle avoit espéré que MM. les commissaires feroient continuer les ouvrages commencés en 1766, depuis les frontières d'Auvergne à Saugues, et de là à Esplantats ; elle demande encore qu'on lui ouvre un chemin avec Mende, où on ne peut se rendre que par des sentiers d'autant plus dangereux que, *frayés* en partie sur la plus haute montagne, ils ne sont pas praticables en hiver ; il est ajouté qu'avec une dépense peu considérable, eu égard à l'utilité qui en résulteroit, on pourroit établir la communication la plus directe du bas Languedoc en Auvergne, en passant par Saint-Alban et aboutissant à Saugues.

Que ladite ville du Malzieu, par les mêmes motifs, représente qu'étant aux portes de l'Auvergne, elle n'a aucun chemin qui y conduise, pas même à la ville de Saint-Chély qui l'avoisine ; que sur les représentations que leurs administrateurs avoient fait, MM. les commissaires adjugèrent et firent exécuter, en 1759, une partie de chemin depuis le valon du Malzieu jusques au sommet de la montagne ; que c'est au bout de cette côte que doit être formé l'embranchement pour Saint-Chély et pour La Garde, où l'on auroit joint la grande route d'Auvergne ; que comme depuis cette époque on n'a plus donné suite à cet ouvrage, cette communauté en réclame la continuation ; qu'elle l'avoit sollicitée en 1780, auprès de Mgr l'archevêque de Narbonne, lors de son passage en Gévaudan, et à l'assiette tenue à Maruejols la même année, et à celle tenue à Monde en 1781.

Que les consuls de Châteauneuf représentent que

quoique ce bourg soit peu considérable par lui-même, il l'est beaucoup par les foires et marchés qui s'y tiennent tous les mercredis de l'année, que c'est là que se fait la principale vente de nos bestiaux et l'approvisionnement de toutes les boucheries de la province du Languedoc, de la Provence et du Comtat ; que ces considérations devroient être assez puissantes pour qu'on facilitât aux étrangers et habitants du païs, qui s'y rendent avec de nombreux troupeaux, les avenues de ce bourg qui sont impraticables ; que d'ailleurs cette dépense seroit peu considérable et procureroit des grands avantages au païs qui, en 1759, avoit délibéré de faire exécuter ces avenues.

Que quoique la communauté de Nasbinals n'ait point formé des demandes par écrit, elle est, par les mêmes motifs, dans le cas de solliciter une route qui y aboutisse et pénètre les montagnes d'Aubrac, abondantes en troupeaux.

Que les communautés de Sainte-Ennemie et du Pompidou ayant présenté, l'année dernière, à l'assemblée des Etats, des mémoires au sujet de l'ouverture des routes qu'elles y sollicitèrent, elles ont renouvelé aujourd'hui leurs demandes et leurs offres de contribuer à la dépense de ces ouvrages, dont l'utilité fut reconnue par l'assemblée.

Que la communauté du Pont-de-Montvert représente, d'après la vérité et les observations de M. le subdélégué de M. l'Intendant, que la ligne la plus courte d'Alais à Mende a sa direction par le Pont-de-Montvert ; que cette communication, intéressante pour un grand nombre de communautés des Cévennes et pour tout le diocèse en général, n'est interceptée que depuis ce bourg jusques à

Saint-Etienne du-Valdonnez, où la route qu'on réclame s'embrancheroit à celle qui est ouverte de ce lieu à Mende ; les avantages qui en résulteroient y sont détaillés ; la facilité de l'importation du charbon de pierre et des châtaignes et de l'exportation de nos grains dans la partie des Cévennes qui en manquent, en présentent d'assez grands pour qu'on puisse se livrer à une dépense qui ne sçauroit être considérable, n'y ayant que trois lieues de chemin à construire, et qui seroit encore diminuée par les secours que les communautés du Pont-de-Montvert et celles qui l'avoisinent offrent de donner.

Que la communauté de Maruejols demande qu'il soit fait quelques réparations et quelques changements sur les routes déjà ouvertes aboutissant à cette ville, l'un à la partie de chemin du haut de la côte de Molines à Chanac, le second au bas de la côte de Malavieille, et le troisième à la montée de Larcis, le tout sur la route du bas Languedoc en Auvergne ; que cette communauté sollicite encore le rétablissement de la partie de chemin, provisoirement réparée, de cette ville à Chirac, sur la route du Rouergue, et demande l'ouverture d'un chemin de cette ville par le Mazet à La Canourgue, en Rouergue.

Que l'intérêt public et celui des étrangers fait désirer depuis longtemps qu'on puisse s'occuper de l'ouverture d'une communication facile avec Bagnols. Ses eaux et ses bains acquérant journellement une célébrité méritée, on ne peut s'y rendre de nulle part que par des chemins très rudes, étroits et très dangereux par leur situation pour des malades ; que cette assemblée, qui en avoit reconnu l'utilité et même la nécessité, auroit poursuivi, depuis longtemps, les permissions d'y faire travailler, si elle n'avoit espéré que nosseigneurs des Etats vou-

droient bien contribuer à une dépense qui devient en quelque sorte commune avec la province, par les avantages qu'elle y procureroit.

Que quoique la route du bas Languedoc en Auvergne soit déjà roulante, il reste encore plusieurs ouvrages à y exécuter pour la conduire dans l'état de perfection qu'on doit lui donner pour remplir les vues de l'assemblée, surtout si, pour éviter le passage de La Cam de l'Hospitalet, elle adoptoit les projets présentés de l'ouvrir par Salgas, Solperrières et Tartavisat, ou par Barre, le Crémat, le Mas-Bonnet et le Pereirol.

Que MM. les administrateurs de la haute Guyenne ayant délibéré et commencé déjà à faire exécuter l'ouverture d'une route depuis Rodez jusques à Saint-Laurens, pour communiquer par le Gévaudan avec Lyon, cette communication paroît trop intéressante, par les avantages qui peuvent en résulter pour la province et pour le païs, pour que l'assemblée ne doive se porter avec empressement à faire travailler sur la partie qui la concerne depuis Saint-Laurens jusques à Mende, et de là jusques au-dessus du mas neuf, près Langogne.

Sur quoi, Mgr le Président a observé que toutes ces différentes demandes qui, présentant également des avantages réels pour le païs et pour les communautés qui les ont formées, sont cependant trop multipliées pour que l'assemblée puisse les accueillir et faire exécuter dans un même temps les ouvrages qu'on sollicite ; que d'ailleurs, elle ne pourroit même le faire qu'après s'être assurée de la dépense à laquelle ils donneroient lieu ; que dans ces circonstances elle trouvera sans doute convenable de charger les sieurs Boissonade, directeur et inspecteur des travaux publics du païs, d'aller vérifier

les différentes routes projetées, et d'en dresser des devis estimatifs pour, le tout rapporté aux Etats prochains, être par eux délibéré sur leur exécution, en commençant par les parties dont l'utilité sera la plus reconnue.

Le syndic du pays a dit que par délibération de nosseigneurs des Etats, du 5 janvier 1781, et par ordonnance de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, du 7 du même mois, les baux d'entretien des parties de chemin adjugés le 28 août 1780, ayant été suspendus jusques à ce qu'ils auroient été renouvelés par MM. les commissaires de l'assiette, ces parties restèrent sans être entretenues depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1781 jusques au 12 juillet suivant, époque à laquelle les nouvelles adjudications furent provisoirement autorisées par nosseigneurs les commissaires des travaux publics ; que pendant une si longue suspension plusieurs parties de ce chemin souffrirent des dégradations considérables, dont certaines n'ont pu encore être parfaitement réparées, par la rareté des ouvriers au temps de la récolte, et par l'impossibilité de les employer dans la rude saison qui, malheureusement, a été prolongée cette année par l'immensité de neige et par les pluies presque continuelles qu'on a essuyé dans ce pays ; que ces accidents extraordinaires ont non-seulement retardé le rétablissement de ces dégradations, mais ont encore causé sur nos routes de nouveaux dommages ; qu'on a cherché à les réparer avec la plus grande célérité lorsque le temps a pu le permettre ; mais comme malgré toute l'activité des entrepreneurs, qui ne discontinuent pas d'y travailler, ceux du haut de la côte de Molines à la jonction du chemin de Mende à Chanac, du chemin de Mende à Lavitarelle, de Lavitarelle au mas neuf, de Maruejols à La Ca-

nourgue, et de là à l'extrémité du diocèse, d'Esplantats à Saugues, et dudit lieu au valat de Lamuda, de Mende à Serverette, de Serverette à La Gardè, et de La Canourgue à Chanac n'ont pas achevé de mettre leurs entretiens dans un état de réception, ils n'ont pu être payés du prix de leurs baux, pour les six derniers mois de l'année 1781 ; que dans ces circonstances imprévues, comme on ne sçauroit imputer à négligence l'inexécution de ces réparations, que d'ailleurs les entrepreneurs qui en sont chargés sont exposés à de plus fortes dépenses, à raison des nouvelles dégradations survenues après, le syndic a proposé à l'assemblée de l'autoriser à les faire payer lors toutefois qu'ils rapporteront des certificats du directeur des travaux publics du païs du bon état des parties de chemin dont ils sont chargés.

Ledit sieur syndic a ajouté que les baux d'entretien des parties de chemin de Mende à La Garde, sur la grande route du bas Languedoc en Auvergne, et de Chanac à La Canourgue, sur celle de Mende en Rouergue, étant expirés, et les nouvelles adjudications qui en furent faites, en vertu de la délibération prise à l'assiette de 1781, n'auroient dû prendre leur commencement qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1782, ainsi qu'il est porté par le jugement de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, du 6 janvier 1782 ; on continua, en 1781, à imposer, comme par le passé, le montant de ces anciens baux, pour servir au paiement des entrepreneurs de l'entretien de ces parties de chemin ; mais comme cette imposition, quoique cy-devant autorisée, ne pouvoit être régulièrement faite qu'en vertu de nouvelles permissions, ledit sieur syndic, pour se conformer aux règles, n'a pas cru devoir em-



ployer ces fonds au paiement de ces entrepreneurs ; qu'il a fait pourvoir aux réparations indispensables qui y ont été faites, sur le fonds des dépenses imprévues, ainsi qu'il y étoit autorisé ; qu'il a laissé dans la caisse du receveur celui de ces entretiens, pour être mis en moins imposé cette année, et que, comme il y a des réparations extraordinaires à faire sur ces parties pour les rétablir dans leur premier état de perfection, il pourra pareillement y être pourvu sur le fonds des dépenses imprévues, qui seront imposées cette année, y ayant lieu d'espérer, qu'en cas d'insuffisance, nosseigneurs des Etats voudront bien consentir à l'exécution de celles qui resteront à faire, sur le devis qui en sera dressé par le directeur des travaux publics du païs, qui pourra être chargé, si l'assemblée le juge à propos, d'aller vérifier celles auxquelles il n'aura pu être pourvu sur lesdits fonds, et de fixer les dépenses auxquelles elles donneront lieu.

Sur quoi, l'assemblée, attendu les circonstances extraordinaires qui, cette année, ont empêché les entrepreneurs de rétablir les parties de chemin dont ils ont l'entretien, dans leur premier état de perfection, a unanimement délibéré :

1° D'autoriser le syndic à les faire payer de ce qui leur reste dû, après qu'ils auront fait toutes les réparations dont ils sont chargés, et qu'ils en rapporteront un certificat du directeur des travaux publics du païs.

2° Que les fonds imposés, en 1781, pour l'entretien des chemins de Mende à La Garde et de Chanac à La Canourgue, se portant à 2,750 livres, seront mis en moins imposé cette année, par les motifs ramenés dans l'exposé dudit sieur syndic.

3° De faire exécuter ces réparations extraordinaires sur les fonds des dépenses imprévues, qui seront imposées cette année, et en cas d'insuffisance, de recourir aux bontés de nosseigneurs des Etats, pour obtenir leur consentement à l'exécution de celles qui resteront à faire.

4° De charger le sieur Boissonade, directeur des travaux publics, d'aller, s'il en est besoin, vérifier ces réparations et d'en dresser des devis estimatifs.

5° De donner, dans ce cas, pouvoir audit sieur syndic de poursuivre, à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats, leur consentement et les permissions nécessaires pour l'exécution des réparations qui seront portées par ledit devis, après qu'ils auront été approuvés par MM. les commissaires du diocèse.

Ledit sieur syndic a dit aussi que les ponts d'Embèque et de Plancolinc, sur la route de Maruejols en Rouergue ; ceux d'Orcières et d'Oultet, sur celle de Mende en Vivarais ; celui de Rousses, sur celle de Barre à Meyrueis ; et celui de Balsièges, sur la grande route de Mende au bas Languedoc sont, les uns détruits et les autres menacent d'une ruine prochaine ; que leur reconstruction ou réparations étant urgentes, et MM. les commissaires, sentant la nécessité d'y faire travailler le plutôt possible, pour éviter au diocèse de plus fortes dépenses, chargèrent le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs, d'aller vérifier l'état de ces ponts et les ouvrages qu'il convenoit d'y faire exécuter pour leur parfait rétablissement ; qu'en conséquence de leurs ordres, il en auroit levé les plans et dressé des devis estimatifs, qu'il présente aujourd'hui à l'assemblée, suivant lequel ces différentes dépenses se portent à la somme de 33,148

livres, sçavoir : 12,318 livres pour la reconstruction du pont d'Embèque, sur la paroisse de La Canourgue ; pour celle du pont de Plancoline, sur la paroisse de Banassac, 1,625 livres ; pour les réparations du pont d'Orcières, sur la paroisse de Saint-Julien-du-Tournel, 801 livres ; pour celles du pont d'Oultet, sur la paroisse de Saint-Julien-du-Tournel, 498 livres ; pour la reconstruction du pont de Rousses, sur la paroisse de Fraissinet-de-Fourques, 6,764 livres ; et finalement 11,142 livres pour celle du pont de Balsièges, sur la paroisse de ce nom, revenant en total à la susdite de 55,148 livres ; que si l'assemblée approuve les plans et devis des susdits ouvrages et la dépense à faire pour leur exécution, elle pourroit dans ce cas autoriser MM. les commissaires du diocèse à adjudger, en la forme ordinaire, pendant le cours de cette année, la reconstruction du pont de Plancoline et les réparations de ceux d'Orcières et d'Oultet, dont la dépense, suivant les susdits avis, n'excédant pas les sommes que les communautés et le diocèse sont autorisés à imposer pour leurs préciputs, pourra être faite sur ce fonds ; qu'à l'égard des ponts d'Embèque, de Rousses et de Balsièges, comme les frais de leur reconstruction se portent, suivant l'estimation qui en a été faite, à une somme trop forte pour qu'ils puissent être pris en entier sur le fonds desdits préciputs, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer de l'autoriser à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, pour emprunter la somme de 17,264 livres, savoir : celle de 7,838 livres pour le pont d'Embèque, celle de 2,524 livres pour celui de Rousses, et celle de 6,902 livres

pour celui de Balsièges qui, étant additionnés à celle de 4,000 livres du préciput du diocèse pour chacun desdits ponts, et à celles du préciput de la ville de La Canourgue et des communautés de Rousses et de Balsièges, sur lesquelles ils sont établis, feront la totalité de l'estimation des susdits ouvrages.

Sur quoi, l'assemblée, après avoir examiné lesdits plans et devis dont il a été fait lecture, les a unanimement approuvé et délibéré de faire exécuter les ouvrages présentés auxdits plans et contenus auxdits devis, comme étant d'une absolue et pressante nécessité ; elle a, en conséquence, autorisé MM. les commissaires du diocèse à adjuger, en la forme ordinaire et prescrite par les règlements, pendant le cours de cette année, la reconstruction du pont de Plancoline et les réparations de ceux d'Orcières et d'Oultet, pour être exécutés sur les fonds du préciput du diocèse et sur celui qui sera imposé sur lesdites communautés ; et à l'égard de la reconstruction des ponts d'Embèque, de Rousses et de Balsièges, elle a donné pouvoir audit sieur syndic de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, pour emprunter la susdite somme de 17,264 livres, sçavoir : celle de 5,838 livres pour la reconstruction du pont d'Embèque, et celle de 2,524 livres pour la reconstruction de celui de Rousses, et celle de 6,902 livres pour la reconstruction de celui de Balsièges qui, ajoutées à ce que le diocèse et lesdites communautés imposeront pour leur préciput, à raison des susdits ouvrages, feront l'entier montant de l'estimation qui en a été faite et serviront au payement des entrepreneurs qui seront chargés desdits ouvrages, après

qu'ils auront été consentis et permis, et que l'adjudication en aura été faite en la forme prescrite par les règlements.

Mgr le Président a dit qu'il fit part à cette assemblée, l'année dernière, des plaintes qui avoient été portées contre l'administration de son diocèse, à raison des abus qui s'y étoient introduits pendant la longue gestion de M. Lafont, et de la sagesse des moyens que les Etats généraux de cette province avoient cru devoir prendre pour les vérifier et les connoître ; que la commission qu'ils nommèrent à cet effet par leur délibération du 5 janvier 1781, s'étant assemblée à Montpellier, à deux différentes époques, pendant les mois de may et d'août suivant, s'occupa, avec la plus grande attention et la plus scrupuleuse exactitude, à la recherche et examen de ces abus, sur les pièces qui, de son ordre, lui furent présentées par le syndic du païs ; que les résultats des opérations ne lui ayant été connus que par le rapport qui en a été fait à la dernière assemblée des Etats, il a vu avec la plus grande peine que la commission avoit trouvé, dans l'administration, des vices qui avoient été ignorés et prescrits sous un autre point de vue à ceux qui en avoient la direction ; qu'il se faisoit un devoir de les manifester aujourd'hui à une assemblée qui les auroit corrigés, s'ils lui avoient été connus ; qu'ils consistent dans l'interversion de certains fonds employés à d'autres usages qu'à ceux pour lesquels ils étoient imposés, et néanmoins utiles au diocèse, et en des baux et des quittances similaires ; en des emprunts faits par M. Lafont sur ses billets privés ; en des reliquats de comptes portés en recette au lieu d'être mis en moins imposé ; en des dépenses faites sans permission, et en des fonds divertis sans qu'il

conste régulièrement de leur employ ; que tous ces abus, contre lesquels il auroit été le premier à s'élever, ne pouvant que fixer l'attention des Etats, ils ont cru, par une suite de celle qu'ils donnent à l'administration générale et particulière de cette province, devoir prier la même commission de se transporter à Mende pour y prendre, sur les lieux, les renseignements les plus exacts de MM. les commissaires de l'assiette ; que pour les mettre plus à portée de se les procurer, M. Rome, syndic général de cette province, leur a adressé, de la part des Etats, leur délibération du 3 janvier dernier, et a donné en même temps des instructions qui y sont relatives au syndic du païs, d'après lesquelles il a travaillé à s'assurer de la totalité des sommes irrégulièrement empruntées ou reçues par M. Lafont, et à en établir l'emploi à des dépenses utiles, quoique non autorisées ; que pour le faire avec ordre il a commencé à dresser :

1° Un état de tous les billets privés consentis par M. Lafont et de leur montant, qu'il a rangés par ordre de date, en distinguant ceux dont les intérêts ont été payés par le diocèse et ceux dont les intérêts ont été au contraire payés par M. Lafont.

2° Un autre état des sommes excédant le prix réel des adjudications, dans lequel on a distingué celles dont l'existence est prouvée d'avec celles qui, n'étant établies que sur la simple assertion des entrepreneurs, ne méritent pas qu'on s'y arrête.

3° Une note des sommes que M. Lafont avoit pris du receveur du diocèse sur celles qui avoient été données ou avancées par la province à ce diocèse, les années, 1778 et 1779, et dont il ne paroissoit pas d'emploi légal.

4° Enfin un état des sommes que ledit feu M. Lafont

devoit à plusieurs entrepreneurs des chemins, et cela par des billets de non obstance, faits au préjudice des quittances publiques consenties au diocèse.

Que ces quatre objets réunis forment la totalité du vuide de la succession de M. Lafont envers le diocèse.

Qu'ensuite ledit sieur syndic s'est occupé à justifier de l'employ de cette somme ; que la négligence de son prédécesseur à tenir ses comptes en règle, jointe à la forme vicieuse dont il se servit pour l'exécution et payement des ouvrages qu'il faisoit faire, ne permettant pas de constater avec évidence les sommes qu'il y avoit employées ; pour y suppléer il a, d'après les recherches les plus exactes et sur les indications qui lui ont été données, tant par les héritiers de M. Lafont que par le directeur et inspecteur des travaux publics et par les entrepreneurs des chemins, cherché à découvrir la vérité, et il a en conséquence dressé :

1° Un état détaillé des ouvrages autorisés et adjudés en la forme ordinaire, mais réellement exécutés par économie, sur les fonds des emprunts permis ou sur ceux qui, par interversion, ont été pris dans la caisse des receveurs et dont la dépense, beaucoup plus forte que ces sommes réunies, a dû être supplée par M. Lafont, et doit servir d'employ à une partie du vuide de sa succession.

2° Un état des ouvrages exécutés par économie sur des grandes routes sur les controlles tenus par des piqueurs, et dont la dépense a été vérifiée et arrêtée par MM. les commissaires.

3° Un autre état des ouvrages pareillement exécutés par économie, sur les mêmes routes, par des ouvriers dirigés par des piqueurs, qui ont reçu le montant desdits ouvrages de feu M. Lafont, et lui en ont fourni leur quittance à suite des états qu'ils en avoient tenus.

4° Un autre état de quelques ouvrages exécutés sur des routes utiles au païs, mais dont la dépense n'est constatée que par l'existence du travail.

5° Un état des avances que M. Lafont avoit faites pour achat de grains ou autres dépenses relatives au service du diocèse.

6° Un état des intérêts qu'il avoit payés lui-même des sommes empruntées par billets.

7° Enfin un autre état contenant les différentes demandes qui avoient été formées par les héritiers de feu M. Lafont.

Que ce sont là les seuls objets qui puissent servir d'emploi aux sommes reçues par M. Lafont, par emprunts ou autrement.

Sur quoi, Mgr le Président a observé que, quoique les arrêts du Conseil et les règlements de cette province condamnent également et la forme vicieuse des emprunts faits par M. Lafont et l'emploi qu'il en a fait à des ouvrages non autorisés et à d'autres dépenses non permises, il a cependant lieu d'espérer, de l'équité et de l'indulgence des Etats, qu'ils voudront bien approuver les emprunts, ouvrages et autres emplois qui, malgré leur irrégularité, n'ont été faits que pour l'avantage général du païs.

Que pour mettre l'assemblée en état de connoître à fond cette affaire et de juger de l'utilité ou inutilité des emprunts, ouvrages et autres emplois, le syndic du diocèse a, sur le bureau, la délibération des Etats généraux de la province et copie des instructions à lui adressées par M. Rome, syndic général en survivance, ainsi que les différents états qui ont été dressés, avec toutes les pièces justificatives d'iceux.



Mais comme il ne seroit pas possible que l'assemblée vérifiât elle-même, et chacun en détail, toutes lesdites pièces, Mgr le Président a dit qu'il seroit nécessaire de nommer une commission pour faire ladite vérification, et qu'on pourroit former cette commission de MM. les commissaires de l'assiette, et la renforcer pour l'église de M. l'abbé de Retz-Malavielle, archidiacre de l'église cathédrale de Mende, député du Chapitre ; pour la noblesse, de M. Peyronnet, baillif et juge de Saint-Chély, député de M. le baron d'Apcher, baron de tour la présente année ; et pour le Tiers-Etat, de MM. les consuls de la ville de Chirac et de celle de Saint-Chély.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à l'avis de Mgr le Président, après qu'il a été fait lecture par le greffier des Etats de la délibération des Etats généraux de la province et des instructions adressées à M. le syndic par M. Rome et MM. les commissaires nommés, ont été priés d'examiner attentivement tous les états dressés par ledit sieur syndic, et de s'assurer exactement si tous les articles qui y ont été portés en dépense ont réellement tourné à l'avantage général du païs, afin que l'assemblée ne donne son approbation et son autorisation qu'à ceux qui seront reconnus d'une utilité publique, et rejeter ceux qui mériteront de l'être.

De relevée.

M. l'abbé de Retz de Malavielle a dit que MM. les commissaires nommés à la séance de matin pour vérifier les états et pièces remis par M. le syndic, pour établir le vuide de la succession de M. Lafont envers le diocèse, et l'employ qui peut avoir été fait des sommes formant ce vuide, s'étant assemblés à l'hôtel de Peyre, dans la salle

où se tiennent les séances de l'assiette, et ayant examiné lesdits états et pièces avec la plus grande attention et appostillé chacun desdits états, ont trouvé comme il conste de leurs appostilles ; que ce vuide est formé :  
1° d'une somme de 105,961 livres 8 sols 6 deniers, pour le montant des billets consentis par M. Lafont, à différents particuliers, mais que comme sur cette somme il y a celle de 15,000 livres qui fut portée en recette par M. Lafont dans le compte qu'il rendit en 1775, dans lequel la dépense égale la recette, il paroît que ces 15,000 livres sont aujourd'hui à la charge du diocèse et doivent être distraites de cet état qui, par la demeure, réduit à 92,961 livres 8 sols 6 deniers, ci . . . 92,961 livres 8 sols 6 deniers.

2° D'une autre somme de 55,150 livres pour des excédents que M. Lafont avoit mis dans certains baux d'adjudications d'ouvrages publics au dessus de leur prix réel et effectif ; mais comme il n'y en a de justifié que pour la somme de 16,850 livres, c'est à cette somme que ledit état doit être réduit, ci . . . . . 16,850 livres.

3° D'une somme de 59,800 livres que M. Lafont reçut lui-même de M. le receveur, sur celles accordées à ce diocèse par la province, à titre de prêt ou d'avance, en l'année 1778 et 1779, ci . . . . . 59,800 livres.

4° Enfin en une somme de 57,080 livres 10 sols due par M. Lafont à divers entrepreneurs, ainsi qu'il résulte des billets de non obstance qu'il leur avoit consenti et qui furent déposés au greffe du diocèse lors de l'inventaire qui fut fait par des papiers de M. Lafont, après sa mort, ci . . . . . 57,080 livres 10 sols.

Lesquelles sommes réunies ensemble forment la totale de 186,691 livres 18 sols 6 deniers, ci . . 186,691 livres 18 sols 6 deniers.

Et quant à l'employ, ils ont trouvé que les articles formant le premier état de dépense ont pour objet des augmentations d'ouvrages et des dépenses réelles et existantes sur la grande route du Languedoc en Auvergne, ou sur celle de Mende en Rouergue, permises, autorisées et les plus utiles du diocèse ; que ces augmentations d'ouvrages et de dépense sont établies par les estimations qui ont été faites des parties y énoncées, par le directeur des travaux publics du diocèse, et que d'un autre côté il est prouvé par les états de travail qui furent tenus dans le temps que ces parties de chemin, quoique adjudgées en la forme ordinaire, furent réellement exécutées par économie, et que par ces raisons ils pensent que cette augmentation de dépense, se portant à la somme totale de 98,111 livres 6 sols, doit être regardée comme dette du diocèse.

Qu'il en est de même des articles formant le second état de dépense, et qui ont pour objet de travaux faits par économie dans la partie de la route du Languedoc en Auvergne, depuis la porte d'Aigues-Passes jusques au pont de Berlière ; que cette partie étoit non seulement utile, mais même nécessaire ; la route, presque parfaite dans toute la longueur du diocèse, étoit interceptée dans cette partie.

Qu'à l'égard des articles contenus dans le troisième état, ils ont aussi tous pour objet des réparations urgentes faites sur les grandes routes et justifiées par les états de travail et par les quittances des piqueurs dans des parties connues et d'une utilité générale, excepté la côte de Solperières, sur la route de Florac à Salgas, qui peut avoir été faite dans de bonnes vues, mais dont MM. les commissaires n'ont pas reconnu l'utilité générale, et

qu'ils ont en conséquence cru devoir rejeter ; comme cet objet a coûté 4,210 livres 14 sols 9 deniers, ils pensent que les sommes contenues dans cet état doivent être réduites à celle de 33,654 livres 12 sols.

Que pour les articles contenus dans le quatrième état, ils pensent qu'ils doivent être rejettés en entier, soit parce qu'ils portent sur des parties de chemin qui ne sont pas dans des grandes routes actuellement ouvertes, soit parce qu'ils ne sont pas suffisamment établis, n'étant prouvés que par leur existence, soit enfin parce que dans l'incertitude on doit présumer que les communautés ou les particuliers qui y avoient un intérêt plus prochain, en ont fait les frais.

Qu'à l'égard des articles contenus dans le cinquième état, ils n'en trouvent qu'un qui doit être passé à la succession de M. Lafont, et rejetté sur le diocèse, et encore en partie : c'est celui des avances faites par M. Lafont pour des achats de blé, qui doit même être réduit à 3,017 livres 4 sols 3 deniers, pour le débet du compte qu'il rendit, à raison de ce, le 15 février 1774 ; tout le surplus de cet article et de l'état devant être rejetté comme non permis ny autorisé, ny suffisamment justifié.

Qu'à l'égard des articles formant le sixième état, ils pensent qu'il doit être alloué, portant sur des intérêts, payés par M. Lafont, des sommes qui, quoique empruntées par lui, ont réellement tourné à l'avantage du diocèse.

Enfin que pour ce qui est des articles contenus dans le septième état, ils pensent que le premier doit être rejetté comme portant sur une gratification peut être promise, mais jamais légalement accordée ny autorisée,

et que les deux derniers articles doivent être alloués, puisqu'ils portent sur des paiements faits à des entrepreneurs, pour des adjudications permises et autorisées ou autres dépenses utiles.

Lesquelles sommes, les seules que MM. de la Commission pensent devoir être allouées à la succession de M. Lafont et tenir lieu d'emploi comme réellement utiles et avantageuses au général du pays, se portent en totalité à la somme de 149,611 livres 8 sols 6 deniers. par où il ne resteroit de vuide dans la succession de M. Lafont envers le diocèse, que 57,080 livres 10 sols, ci 57,080 livres 10 sols.

Qu'il résulteroit de leur examen et du rapport qu'ils ont l'honneur d'en faire à l'assemblée, que les sommes employées par M. Lafont à des ouvrages ou autres objets d'une utilité générale et reconnue, balancent parfaitement celles dont il étoit débiteur par ses billets privés, et par les excédents des baux d'adjudication et de celles qu'il avoit retirées du receveur sur celles prêtées ou accordées à ce diocèse par la province, en l'année 1778, et que sa succession ne demeureroit chargée que de 57,080 livres 10 sols qu'il devoit aux entrepreneurs.

Que réellement cette somme ne peut, dans aucun cas, regarder le diocèse et doit être incontestablement à la charge de sa succession, parce que le diocèse ayant payé les entrepreneurs par des quittances publiques, les billets de non obstance que M. Lafont leur faisoit étoient des obligations personnelles qu'il contractoit vis-à-vis d'eux.

Que M. Lafont, gendre du défunt, syndic, et la dame son épouse, s'étant présentés devant la Commission, ont convenu de cette vérité, mais qu'ils ont demandé que

l'on leur imputât ou qu'on leur fit tenir en compte sur ces reliquats une somme de 4,000 livres qu'ils prétendent être due par le diocèse à leur dit feu père pour pareille qu'il avoit payé de ses deniers et argent propre à M. de Montvert, de Quézac.

Que cette prétention de M. et M<sup>me</sup> Lafont, ayant mis MM. les commissaires dans le cas de l'examiner de près, ils ont reconnu qu'en l'année 1775 l'on imposa dans le département des deniers ordinaires, en vertu des permissions qu'on en avoit obtenues, une somme de 4,000 livres en faveur de M. de Montvert, de Quézac, laquelle néanmoins ne lui fut pas payée par M. le receveur et fut au contraire intervertie à d'autres usages utiles au diocèse, ainsi qu'il résulte du compte du receveur ; que cependant cette somme a été payée à M. de Montvert, puisqu'il ne la réclame pas et qu'elle ne peut l'avoir été que des deniers et argent propre de M. Lafont, à qui par conséquent elle seroit véritablement due.

Que d'après toutes ces raisons, MM. les commissaires pensent que l'assemblée pourroit, si elle le trouvoit à propos, fixer le vuide de la succession de M. Lafont envers le diocèse à la susdite somme de 186,691 livres 18 sols 6 deniers, et déclarer que sur cette somme il en a été bien et valablement employé en choses avantageuses au diocèse, et d'une utilité générale au pais celle de 149,611 livres 6 sols 8 deniers, et que le surplus, consistant en 57,080 livres 10 sols due aux entrepreneurs, doit demeurer à la charge de la succession de M. Lafont ; mais que sur cette somme doit être distrait, à la charge du diocèse, celle de 4,000 livres payée par feu M. Lafont à M. de Montvert, à l'acquit du diocèse.

Et ledit rapport ayant été remis sur le bureau, signé

par tous lesdits sieurs commissaires et par M. et M<sup>re</sup> Lafont, toutes les voix recueillies en la manière accoutumée et toutes les pièces mises également sur le bureau, l'assemblée a unanimement délibéré, conformément à l'avis de MM. les commissaires, sous le bon plaisir de nosseigneurs des Etats généraux de la province et de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats.

M<sup>gr</sup> le Président a observé que les principaux vices de l'Administration, qui sont ceux dont on vient de parler, étant ainsi connus et ayant leur source dans le zèle excessif du défunt syndic, qui après avoir commencé des ouvrages essentiels et d'un avantage connu, avec des sommes et des moyens insuffisants, franchissoit les règles pour franchir l'intervalle du temps qu'il auroit fallu employer à les suivre, et l'assemblée ayant fixé d'une manière claire et précise en quoi consistoit le vuide de la succession de M. Lafont, et l'emploi qui en a été fait, il est essentiel de mettre sous les yeux de la Commission, nommée par les Etats généraux de la province, un extrait en forme de la présente délibération, avec tous les états et pièces qui y ont servi de base, afin qu'elle puisse se convaincre de la vérité des faits et de la solidarité des raisons qui ont déterminé la délibération de l'assemblée, espérant que, d'après cette conviction, ils voudront bien l'approuver et la faire approuver par nosseigneurs des Etats généraux de la province et par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats.

M<sup>gr</sup> le Président a ajouté qu'à l'égard des sommes qui avoient été simplement interverties pendant la gestion de M. Lafont, leur employ étant suffisamment justifié et son utilité reconnue par les comptes mêmes des rece-

veurs, il ne croit pas que l'assemblée aye rien à délibérer sur cela.

Le syndic du païs a dit que la communauté de Saint-Etienne-de-Valfrancesque a présenté un mémoire pour demander à l'assemblée l'exécution de quelques réparations sur le chemin, depuis le bourg jusques à la jonction de la grande route du bas Languedoc en Auvergne, dont la nécessité est constatée par le procès-verbal de visite de M. Blanquet, subdélégué de M. l'Intendant ; que ces réparations ne consistant qu'à l'élargissement de quelques tournants trop courts et trop étroits et par là très dangereux, ne sçauroient donner lieu à une dépense considérable. Ledit sieur syndic a ajouté que la route du bas Languedoc en Auvergne étant quelquefois interceptée, pendant la rude saison, pour le passage de La Cam de l'Hospitalet, les voyageurs sont forcés de suivre celle de Barre par La Malène, Ravatgers et Sainte-Croix, d'où ils vont joindre la grande route près Saint-Roman ; qu'il paroît par là de l'intérêt général du païs de remettre et d'entretenir en bon état cette partie de chemin, qu'on pouvoit le faire au moyen de quelque réparation peu coûteuse.

MM. les administrateurs de la communauté de Barre, qui les sollicitent, les présentent pour un objet d'une dépense d'environ 500 livres ; que si l'assemblée se décide à faire exécuter les ouvrages demandés par ces deux communautés, elle pourroit charger le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs, d'aller sur les lieux vérifier l'état de ces chemins et de dresser des devis estimatifs des réparations à faire, pour que, sur son rapport, MM. les commissaires du diocèse puissent



autoriser le syndic du païs à poursuivre, à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats généraux de cette province, les permissions nécessaires pour les faire exécuter.

Ce qui a été délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Mgr le Président a dit que les opérations extraordinaires, dont le syndic du païs a été chargé depuis la mort de M. Lafont, l'ayant obligé, ainsi que plusieurs membres de cette assemblée en sont instruits, de prendre le sieur Malaval pour second secrétaire, le sieur Bon, malgré son assiduité, ne pouvant suffire pour un travail forcé, indépendant de celui dont il est tenu; qu'il a fait d'ailleurs deux voyages à Montpellier pendant les séances de MM. de la Commission; que par ces considérations, l'assemblée trouvera peut être à propos d'accorder aux sieurs Bon et Malaval une gratification à titre de salaire, à raison du travail extraordinaire et imprévu qu'ils ont fait.

Sur quoi, l'assemblée a unanimement délibéré d'accorder une gratification, à titre de salaire, de 480 livres au sieur Bon, et de 288 livres au sieur Malaval, à raison du travail extraordinaire dont ils ont été chargés, espérant que nosseigneurs des Etats et nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats voudront bien l'approuver et permettre que le paiement leur en soit fait par M. le receveur en exercice, la présente année, sur le fonds des dépenses imprévues, ou par imposition sur le diocèse, et dans ce dernier cas elle a chargé le syndic du païs de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux de cette province, les consentements et permissions nécessaires pour cette imposition.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr le Président.

Fait, clos et arrêté à Maruejols, le dix juin mil sept cens quatre-vingt deux.

Signé † J.-A. DE CASTELLANE, év. de Mende, Président.

---

1783

*Ouverture des Etats. — Les MM. des Etats vont en corps assister à la messe du Saint-Esprit. — Places occupées par les membres de l'assemblée dans l'église. — Retour dans la salle du palais épiscopal. — Rang, séance et ordre des places. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Lecture des procurations des députés. — Prestation de serment. — Vote des sommes demandées. — Confirmation, dans leur charge, du syndic et du greffier du pays. — Lecture des mandes de la capitation et vingtièmes de l'industrie. — Jugemens sur les débets et les reliquats des comptes des collecteurs. — Rapport sur les dommages causés aux récoltes de 1782. — Dépenses pour le convoi militaire de 1744. — Lettre du syndic général qui rappelle les règles et les principes à suivre dans les administrations des diocèses. — Rédaction de la carte du diocèse. — Rapport du syndic sur différents chemins proposés. — Parapets à construire sur plusieurs parties de la grand'route du bas Languedoc en Auvergne. — Ponts réparés ou reconstruits en 1782. — Payement à faire aux créanciers du diocèse. — Entretien des chemins. — Vérification des dégradations causées par les orages. — Rapport*

*sur le mauvais état de quelques chemins. — Indemnité pour l'emplacement des chemins. — Réparations à faire aux salles des Etats, à Mende et à Marvejols, ainsi qu'au local des archives. — Etat des dettes du diocèse. — Remboursements. — Loyer des écuries fournies par la ville de Langogne aux troupes. — Clôture et appurement des comptes des receveurs. — Arrêt de la Cour des Aides — Demande de la ville de Florac pour être admise à députer aux Etats généraux alternativement avec celle de Marvejols. — Cours d'accouchement pour l'instruction des sages-femmes de la campagne, à établir à Mende. — Réquisition du syndic pour l'augmentation de la dotation de la chapelle des prisons. — Gratifications et autres dépenses relatives à l'arrestation et punition des malfaiteurs. — Rapport sur les nouvelles augmentations d'ouvrages au pont de Pranalac et la Veyrune. — Demande à former pour la députation à la Cour, en faveur de MM. les barons de tour du Gévaudan. — Nouvelles sollicitations à faire pour obtenir une diminution sur le prix du sel. — Sommes imposées pour l'entretien des chemins, et pour la nourriture de six insensés du diocèse. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cent quatre-vingt-trois, et le mercredi trois avril, jour fixé par délibération de MM. les commissaires ordinaires, du vingt-six mars dernier, pour l'ouverture des Etats et assiette du païs de Gévaudan, convoqués en la ville de Mende, en vertu des commissions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats, datées de Montpellier le 30 décembre 1782, se sont assemblés les gens des Trois Etats dudit païs, dans la salle du palais épiscopal, où, en l'absence de Mgr l'illustrissime et révérendissime Sgr, Mgr Jean-

Arnaud de Castellane, évêque, Sgr et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan et de Brioude, conseiller du Roy en tous ses Conseils, Président-né desdits Etats et assiette, où ils étoient attendus par M<sup>re</sup> François de Fajol de Vebron, vicaire général de mondit Sgr l'Evêque ; par M. Paul-Charles-Jean-Baptiste Sabatier de La Chadenède, syndic du païs de Vivarais, commissaire principal, et MM. les commissaires ordinaires du païs ; et, tous étant assemblés, ils se sont rendus en corps et dans l'ordre suivant et accoutumé, à l'église cathédrale pour y entendre la messe du Saint-Esprit.

La brigade de maréchaussée, commandée par son officier, marchoit à la tête ; MM. les trois consuls de Mende, précédés par les valets de ville, venoient ensuite, et, après eux, MM. les officiers du diocèse, à la tête de MM. de l'église, de la noblesse et du Tiers-Etat, et étant arrivés dans cet ordre au chœur de ladite église ;

M. le grand vicaire, Président, s'est placé sur les hautes stalles du côté droit, et, après lui, MM. de l'église ; et sur les hautes stalles, du côté gauche, M. le commissaire principal, et après lui, MM. les commissaires et MM. les députés de MM. les barons et de MM. de la noblesse ; et aux basses stalles, MM. du Tiers-Etat, ayant à leur tête le syndic et le greffier du diocèse, et lorsque tous ont été ainsi placés, l'aumônier de Mgr l'évêque a célébré la messe, pendant laquelle on a continuellement touché l'orgue.

La messe étant finie, il a fait la prière ordinaire pour le Roy, après laquelle on s'est rendu dans le même ordre au palais épiscopal, dans la salle des Etats, où étant arrivés, chacun a pris place, sçavoir :

M. le Président, sur un fauteuil, placé sur une estrade

au-dessous d'un dais, ayant à sa droite, sur les hauts bancs, M. le député du Chapitre de Mende, et après lui, les autres MM. de l'église, suivant le rang et ordre accoutumé ; et à sa gauche, sur les hauts bancs, M. de La Chadenède, commissaire principal ; M. Valantin, lieutenant général au baillage du Gévaudan, pour M. le baillif en tour pour Mgr l'évêque de Mende ; MM. les trois consuls de la ville de Mende et un de Maruejols, auxquels les susdites commissions sont adressées ; après eux M. de Servièrre, comme personnel pour la gentilhommerie de Servièrre ; à suite, MM. les députés de MM. les barons et de MM. de la noblesse, suivant le rang et ordre usité ; aux bas bancs, MM. du Tiers-Etat ; et au milieu du parquet, sur des chaises placées autour d'un bureau couvert d'un tapis de drap bleu, le syndic et le greffier du diocèse.

M. de La Chadenède, commissaire principal, ayant en main les commissions de nosseigneurs les commissaires, qui ont présidé pour le Roy en l'assemblée des Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 30 décembre 1782, a dit que nosdits seigneurs ordonnent, par leursdites commissions, à M. le baillif du Gévaudan, étant en tour, ou son lieutenant, aux consuls de Mende et à un de Maruejols, commissaires comme luy, de procéder au département des deniers y contenus, et ainsi qu'il a été consenti et résolu auxdits Etats. Lesquels Sa Majesté veut être imposés, la présente année, pour le soutien de l'Etat et pour fournir aux autres dépenses qui se feront dans le royaume, aussi bien que pour les appointements de Mgr le gouverneur de la province, entretenement de ses gardes et de MM. les lieutenants généraux de ladite province, dettes et affaires de la pro-

vince et de ce diocèse, et département des gratifications ordinaires et extraordinaires contenus au billet, sur ce signé ; ensemble, l'arrêt de validation du Conseil d'Etat de Sa Majesté, pour être payés aux premiers jours d'avril, juillet et octobre prochains, et a remis les commissions au greffier, pour en faire la lecture.

Et à l'instant, lecture ayant été faite desdites commissions, ensemble des instructions et autres actes y attachés, contenant, entr'autres choses, permission d'imposer pour les vacations et journées des consuls de Mende, de Maruejols et du syndic du diocèse, députés aux Etats généraux de la province.

Cette lecture, pendant laquelle les portes avoient resté ouvertes, étant finie, on a fait sortir de la salle tous ceux qui n'étoient pas du corps des Etats, après quoi M. de La Chadenède, commissaire principal, et M. Valantin, lieutenant général au baillage, s'étant retirés, et MM. les trois consuls de Mende et celui de Maruejols, ayant quitté le haut banc, ils ont été se placer au parquet, sur un bas banc qui leur est destiné.

Les portes ayant été fermées, M. le Président a fait faire l'appel des gens des trois Etats dudit païs et la lecture des procurations des députés auxdits Etats, auxquels ont assisté, sçavoir :

Pour l'ordre de l'église : M. l'abbé de Malavielle, archidiacre de l'église de Mende, pour MM. du Chapitre de ladite église ; M. l'abbé Barrandon, pour M. d'Aubrac ; M. Olivier, benedictin, pour M. de Sainte-Enemie ; M. l'abbé Peyronnet, pour M. de Chambons ; M. Lavie, benedictin, pour M. de Langogne ; M. l'abbé Dulignon, pour M. de Palhers ; M. l'abbé Grange, pour M. de Saint-Jean.

Pour MM. les barons et MM. de la noblesse : M. de Retz de Servièrre, étant personnel pour la gentilhommerie de Servièrre, a pris la première place avant les députés de MM. les barons ; M. Coubert du Vernet, avocat en Parlement, pour M. le baron de Peyre ; M. de La Chadenède, pour M. le baron de Cénaret ; M. Lacoste, avocat en Parlement, pour M. le baron du Tournel ; M. Valantin, avocat en Parlement, pour M. le baron du Roure ; M. Le Chevalier de Bot, pour M. le baron de Florac ; M. Blanquet, avocat en Parlement, pour M. le baron de Mercœur ; M. Boyer, avocat en Parlement, pour M. le baron de Saint-Alban ; M. Breschet, avocat en Parlement, pour M. le baron d'Apchier ; noble Randon de La Roche, pour M. d'Allenc ; M. Bertrand, avocat en Parlement, pour M. de Montauroux ; M. Le Chevalier de Cultures, pour M. du Bois du Mont ; M. Bonnel, docteur en médecine, pour M. de Montrodât ; M. Salleix, avocat en Parlement, pour M. de Mirandol ; M. Boutin, avocat en Parlement, pour M. de Sévérac ; M. Béraud, docteur en médecine, pour M. de Barre ; M. Larouvette, avocat en Parlement, pour M. de Gabriac ; M. Despreslys, avocat en Parlement, pour M. de Portes ; M. Rivière, avocat en Parlement, pour M. d'Arpajon ; M. Sallet, docteur en médecine, pour M. le consul noble de La Garde-Guérin.

Et pour le Tiers-Etat : M. Randon de Mirandol, 1<sup>er</sup> consul, maire de Mende ; M. Malaval, 2<sup>e</sup> consul ; M. Brâjon, 5<sup>e</sup> consul ; M. Sevène, 1<sup>er</sup> consul, maire de Marvejols ; M. Delestang, consul de Chirac ; M. Nogaret, 1<sup>er</sup> consul, maire de La Canourgue ; M. Cayla de Saint-Laurens, 1<sup>er</sup> consul, maire de Saint-Chély-d'Apcher ; M. Labretoigne de Lavalette, 1<sup>er</sup> consul, maire de Saugues ;

M. Astruc, 1<sup>er</sup> consul, maire du Malzieu ; M. Dalzan de Lapierre, avocat en Parlement, député de la ville de Florac ; M. Grégoire, 1<sup>er</sup> consul d'Ispanhac ; M. André, 1<sup>er</sup> consul de Sainte-Ennemie ; M. Bonnet, 1<sup>er</sup> consul de Châteauneuf ; M. Laurier, 2<sup>e</sup> consul de Serverette ; M. de Labastide de Roux, 1<sup>er</sup> consul de Saint-Etienne-de-Valfrancesque ; M. Froment, 2<sup>e</sup> consul de Langogne ; M. Hours, 2<sup>e</sup> consul de la viguerie de Portes ; M. Treilles, 1<sup>er</sup> consul de Barre ; M. Pic, 2<sup>e</sup> consul de Saint-Alban ; M. Reversat, 1<sup>er</sup> consul pour le mandement de Nogaret.

L'assemblée ayant été ainsi formée, chacun étant à sa place, tous les membres qui la composoient ont prêté le serment usité, sçavoir : MM. de l'église, la main mise sur la poitrine, et MM. de la noblesse et du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; lesquels ont promis de rien dire et faire dans cette assemblée, contre l'honneur qui est dû à Dieu ny contre le service du Roy, et les intérêts de la province et du pais en particulier.

Il a été ensuite unanimement délibéré que les sommes contenues aux commissions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roy aux Etats généraux de la province, tenus à Montpellier, le 30 décembre 1782, seront impozées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays de Gévaudan ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, qui s'assembleront demain, d'en faire le département.

Après quoi, M. le Président a fait faire, par le greffier du diocèse, la lecture des règlements, de nosseigneurs des Etats généraux de la province pour la tenue des assiettes, des 23<sup>e</sup> janvier 1658 et 1<sup>er</sup> mars 1659, ensemble des arrêts du Conseil des 5 et 24 avril 1659, qui les autorisent, comme aussi du jugement de nosdits seigneurs



des Etats, du 3 décembre 1782, sur les impositions du diocèse de ladite année.

Le sieur de Lhermet, syndic du païs, a dit ensuite qu'il est d'usage dans la province et dans le diocèse que MM. de l'Eglise et de la noblesse, qui ne peuvent pas assister aux Etats, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président, pour toute l'assemblée, contenant les raisons qui les empêchent de s'y rendre ; que cet usage a été toujours observé dans ce pays, pour soutenir la dignité de M. le Président et de toute l'assemblée, et que néanmoins quelques-uns ayant omis d'écrire lesdites lettres, il a été délibéré que les procurations, tant de MM. de l'église que de MM. les barons et gentilshommes de ce diocèse, seront refusées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président, qui contienne les raisons pour lesquelles ils ne peuvent assister en personne, et que le greffier du diocèse couchera la présente délibération dans les lettres d'avis pour la convocation des Etats prochains.

M. le Président a dit, que suivant l'usage et conformément aux instructions de nosseigneurs les commissaires, présidens pour le Roy aux Etats généraux de la province, cette assemblée est en droit de faire procéder à la confirmation ou nouvelle élection des officiers du diocèse.

Sur quoi, les sieurs de Lhermet, syndic, et Vincens, greffier, étant sortis de la salle, l'assemblée a, d'une voix unanime, délibéré de les confirmer chacun dans leurs charges. Après quoi, M. le Président les a fait appeler. Lecture leur ayant été faite de la présente délibération ; ils ont remercié l'assemblée et promis de redoubler de zèle pour mériter la continuation de sa

confiance et de ses bontés ; ils ont ensuite prêté serment, la main levée à Dieu, de bien et fidèlement remplir les devoirs de leurs charges.

Le syndic du pais a dit qu'il a reçu, avec les commissions dont il vient d'être fait lecture, deux mandes particulières, l'une contenant les sommes à répartir par capitation sur le diocèse, avec l'arrêt du Conseil du 20 février 1783, qui autorise cette imposition ; l'autre pour les deux vingtièmes et quatre sols pour livre de l'industrie, avec l'ordonnance de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, mise à suite, du 6 mars dernier, qu'il doit observer à l'assemblée qu'il n'y aura pas d'augmentation sur cette imposition, au moyen de la reprise que le Roy a bien voulu faire du montant du troisième vingtième sur cet article.

Sur quoi, ayant été fait lecture desdites deux mandes, l'assemblée a unanimement délibéré qu'il sera procédé au plutôt aux départements de ces deux impositions, par MM. les commissaires ordinaires, en la forme accoutumée dans ce diocèse ; elle a en même temps renvoyé, à MM. les commissaires de l'assiette, pour fixer le jour auquel lesdits départements et rôles particuliers pourront être arrêtés par MM. les commissaires, suivant l'usage.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'il a été rendu trois jugements par nosseigneurs des Etats, en date des 8 et 15 décembre 1782 et 6 mars dernier, dont deux ordonnent, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, de l'année 1781, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes ; lesquelles reviennent en total à la somme de 65 livres 8 sols 2 deniers, qui se portent en total à la

somme de 5,778 livres 2 sols 10 deniers ; et, conformément auxdits jugements, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer qu'il sera fait mention de ces débets et de ces relicats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet, chacun comme la concerne.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a encore dit que les malheurs multipliés dont ce païs fut affligé l'année dernière par la sécheresse et par plusieurs orages qui ruinèrent presque toutes ses récoltes, ayant excité les plaintes du plus grand nombre des communautés du diocèse, il fit, conjointement avec M. le subdélégué de M. l'Intendant, la vérification de ces dommages, dont ils se hâtèrent de lui adresser le résultat affligeant, constaté par les procès-verbaux les plus détaillés, d'après lesquels il a bien voulu, par une suite de ses bontés pour ce diocèse, faire part de l'immensité de ces pertes au Ministre des Finances, à qui elles ont été également présentées dans un mémoire que MM. les commissaires du païs eurent l'honneur de lui adresser ; qu'il y a lieu d'espérer que la demande d'un secours extraordinaire qu'ils y sollicitoient, protégée par Mgr l'archevêque de Narbonne, par nosseigneurs les députés à la Cour et par Mgr notre Evêque, qui, pendant son séjour à Paris, a renouvelé ses instances auprès de ce Ministre, sera accueillie aussi favorablement que les circonstances pourront le permettre ; que Mgr l'Intendant, sur le compte que ledit sieur syndic lui a rendu des nouvelles pertes que ce païs vient de souffrir par une inondation extraordinaire, lui a

fait espérer qu'il viendrait au secours de ce diocèse dans la répartition de l'indemnité ; que n'ayant pas reçu encore son ordonnance à ce sujet, il requiert l'assemblée de renvoyer, suivant l'usage, à MM. les commissaires, pour procéder à la répartition de l'indemnité qui sera accordée, sur les communautés ou sur les particuliers endommagés, conformément aux décisions de Sa Majesté, du 20 février 1755.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a de même dit que le diocèse de Mende se trouve compris pour une somme de 5,731 livres 16 sols dans l'état général (que Mgr l'Intendant a bien voulu adresser à MM. les commissaires) de la répartition faite aux diocèses de la province de Languedoc, de la somme de 86,573 livres qui leur revient sur le produit net des intérêts des contracts, remis par le Roy à la caisse de ladite province, en 1776, pour l'acquiescement de ce que Sa Majesté restoit devoir, à raison du service des brigades des mulets de bât et des mulets de trait, levés en 1744, pour le service de l'armée de Piémont ; que suivant l'ordonnance de mondit Sgr l'Intendant, du 29 novembre dernier, mise à suite dudit état, cette somme de 5,731 livres 16 sols doit être payée par M. le trésorier général de la province de Languedoc au receveur des tailles du diocèse de Mende, en exercice la présente année, muni du pouvoir de MM. les commissaires du diocèse, qui doivent en faire la répartition sur les villes et communautés dudit país, comprises dans l'état de liquidation, arrêté par mondit Sgr l'Intendant, le 28 octobre 1780, à proportion de leurs créances, constatées par ledit état ; que, conformément aux dispositions de la même ordonnance, ces sommes doivent

être mises en moins imposé sur lesdites communautés dont elles seront tenues de justifier dans le préambule des impositions, à peine, contre les consuls, d'en répondre en leurs propres et privés noms, et que pour l'ordre de la comptabilité il sera remis, au receveur du diocèse un double du susdit état et de ladite ordonnance du 29 novembre dernier, d'après lequel il rendra son compte particulier devant MM. les commissaires, de la susdite somme de 5,731 livres 16 sols.

Sur quoi, ledit sieur syndic a observé que, pour se conformer à l'ordonnance de mondit Sgr l'Intendant, l'assemblée doit :

1° Autoriser et donner pouvoir à M. Bourrely, receveur des tailles, en exercice la présente année, de recevoir de M. le trésorier général de la province de Languedoc la susdite somme de 5,731 livres 16 sols, pour laquelle le diocèse est compris dans le susdit état et ordonnance ;

2° Procéder à la répartition de la susdite somme sur les villes et communautés comprises dans l'état de répartition arrêté par mondit Sgr l'Intendant le 28 octobre 1780, à proportion de leurs créances ;

3° De charger le greffier du diocèse de donner connaissance, par un article séparé dans la mande, aux communautés comprises dans ledit état, de la somme pour laquelle elles seront employées dans la répartition particulière qui en sera faite et arrêtée par MM. les commissaires du diocèse, pour qu'elles puissent en faire un moins imposé dans le rôle de la taille, sur le total des impositions et le général des taillables dont elles seront tenues de justifier dans le préambule desdites impositions ;

4° Qu'il sera remis audit receveur un double de l'état et ordonnance de mondit Sgr l'Intendant, à l'effet par lui de rendre compte de ladite somme de 5,731 livres 16 sols qu'il doit recevoir, en vertu de ladite ordonnance et de la présente délibération.

Ce qui a été délibéré, conformément à la réquisition dudit sieur syndic. L'assemblée a, en même temps, renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette pour procéder à la répartition particulière de ladite somme de 5,731 livres 16 sols.

Ledit sieur syndic a dit que nosseigneurs des Etats généraux, par une suite de leur attention à veiller au maintien des règles dans l'administration des diocèses de cette province, délibérèrent, le 30 décembre dernier, de leur rappeler les principes et les règles qu'ils doivent adopter et suivre, et autorisèrent, en même temps, M. Rome, syndic général, de leur donner connoissance de leurs intentions à ce sujet ; qu'il s'empresse, en conséquence, de communiquer à l'assemblée la lettre dont ce syndic général l'a honoré, contenant les différentes observations faites par nosdits seigneurs des Etats et par nosseigneurs leurs commissaires, dont il requiert qu'il soit fait lecture et qu'elle soit transcrite dans le présent procès-verbal, pour que l'assemblée puisse y recourir et s'y conformer.

Ce qui a été délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

A Montpellier, le 4 janvier 1783.

Les Etats, Monsieur, ayant jugé à propos, d'après les observations qu'ils ont faites pendant la tenue de leur assemblée, de rappeler aux diocèses, par voye d'instruction, les principes et les règles qu'ils doivent adopter

et suivre, relativement à divers objets de leur administration, m'ont chargé, par leur délibération du 30 décembre dernier, de vous faire connoître leurs intentions à cet égard.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous informer qu'ils ont déterminé d'exhorter les diocèses : 1° A se conformer au règlement de leurs dépenses ordinaires.

2° A faire procéder, par l'assiette ou par les commissaires qu'elle en aura chargés, à l'audition et clôture des comptes de toutes les impositions, et à mettre en moins imposé le montant des reliquats.

3° A s'occuper de l'appurement des comptes des années précédentes, et à faire également le moins imposé des sommes dont les acquits n'auront pas été rapportés.

4° A faire mention, dans les procès-verbaux d'assiette, du résultat desdits appurements, et de chacun des comptes qui auront été rendus, en énonçant le montant de la recette et de la dépense, et les reliquats ou débets qui en auront résulté.

5° A se pourvoir aux Etats pour obtenir leur consentement à l'imposition des débets.

6° A énoncer, dans le préambule du département de la capitation, toutes les sommes dont il doit être composé, et à ne comprendre dans la répartition ny une moindre ny une plus forte somme que celle qui est fixée par ledit département.

7° A tenir la main à ce que, conformément à l'arrêt du Conseil du 8 may 1696, les sommes empruntées ou imposées par les diocèses, et celles qui pourroient leur être accordées par les Etats, ne soient point remises en d'autres mains qu'en celles des receveurs des tailles.

8° A veiller scrupuleusement à l'exécution du règle-

ment fait par les Etats, le 5 janvier 1782, au sujet de l'extinction des dettes des diocèses, tant anciennes que nouvelles, et à leur rendre compte annuellement des remboursements qui auront été faits en conséquence.

Les Etats ont aussi jugé nécessaire que les diocèses fassent imprimer, à commencer de cette année, les procès-verbaux de la tenue de leurs assiettes, en adoptant le format in-folio ; qu'ils en réservent douze exemplaires pour le syndic général du département, et quatre exemplaires pour chacun des autres diocèses de la province, et qu'ils envoient la totalité desdits exemplaires audit syndic général, qui sera chargé de les faire parvenir à leur destination.

Ils recommandent également aux administrateurs des diocèses de ne faire payer le prix des baux d'entretien des chemins, qu'après s'être assurés si les entrepreneurs ont rempli leurs engagements, en se faisant rapporter à cet effet les procès-verbaux de visite desdits chemins, et de se faire rendre compte exactement de l'état des ponts dont l'entretien est à leur charge ; encore que la province ou la sénéchaussée en corps aient contribué à la construction ou à la réparation desdits ponts ; cette contribution, qui est la preuve de leur importance, devant engager plus fortement les diocèses à veiller à ce qu'ils soient bien entretenus.

Il a été encore remarqué, que les syndics et les greffiers des diocèses ne doivent recevoir aucune rétribution à titre de journées de cabinet ; mais lorsqu'ils voyageront par ordre de l'assiette ou de MM. les commissaires du diocèse, ils seront payés de leurs journées, d'après une délibération, soit de l'assiette, soit desdits sieurs commissaires, et non autrement.



Je dois également vous faire observer, que tout intéressé à l'Administration, est autorisé à prendre connoissance des délibérations du diocèse.

Que les droits des officiers de justice, quant aux assemblées de l'assiette ou des commissaires du diocèse, sont réglés par l'arrêt du Conseil du 30 janvier 1725, dont les dispositions sont communes à tous les diocèses, à l'exception seulement des pais de Vivarais, de Velay, de Gévaudan et d'Albigéois, qui ont été maintenus dans leurs usages particuliers, et que lorsque les honoraires de ceux qui ont droit d'assister à l'assiette ou autres assemblées du diocèse demeurent sans emploi, on doit en faire un moins imposé.

Je ne crois pas avoir besoin de vous dire que, conformément à l'article 51 des règlements des Etats du 28 décembre 1768, autorisés par arrêt du Conseil du 28 juillet 1769, il ne peut être fait d'autre assemblée générale du diocèse que celle de l'assiette, et que dans le reste de l'année les affaires doivent être dirigées par l'assemblée ordinaire des commissaires du diocèse.

Enfin, Monsieur, les Etats ont délibéré qu'à l'avenir et à commencer de cette année, tous les diocèses de la province seront tenus d'envoyer aux syndics généraux, en même temps que les départements des impositions, un double original de tous les comptes qui auront été rendus par les receveurs des tailles.

Ledit sieur syndic a encore dit que nosseigneurs des Etats, désirant de connoître plus particulièrement et sans confusion les chemins de toutes les classes de chaque diocèse de la province, par les avantages qui pourroient en résulter, délibérèrent, le 12 décembre dernier, de faire inviter, par MM. les syndics généraux, tous les

diocèses à faire dresser, par leurs inspecteurs, une carte calquée sur celle déjà gravée, sur la même étendue et la même échelle, en supprimant tout ce qui pourroit la rendre confuse, et n'y comprenant à cet effet que ce qui est désigné dans leur délibération ; que l'assemblée ne peut que s'empresser de se conformer à des vues si utiles et charger en conséquence les sieurs Boissonade, frères, directeur et inspecteur des travaux publics du païs, de travailler sans retard à dresser cette carte, et pour qu'ils puissent le faire suivant le vœu de nosdits seigneurs des Etats, elle doit charger le greffier du diocèse de leur délivrer une expédition de la susdite délibération des Etats.

Ce qui a été délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit que le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs, ayant été chargé, l'année dernière, par l'assemblée, de lever les plans et de dresser les devis estimatifs de différentes parties de chemin réclamées par MM. les administrateurs de plusieurs communautés du diocèse, il ne put vacquer tout de suite à ce travail, dont il fut chargé d'abord après la tenue des Etats et assiette ; qu'en ayant été occupé pendant tout le mois de juillet sans discontinuité, il représenta alors à MM. les commissaires que, dans l'impossibilité de remplir tous les objets portés par la délibération des Etats dans le délai qui y étoit fixé, il croyoit, avec leur approbation, devoir se borner aux parties les plus intéressantes et d'une utilité générale ; qu'en conséquence, il commença d'abord par la trace du chemin de Mende à Langogne, route de la haute Guyenne en Velay ; qu'il s'occupa ensuite de celle de Saint-Etienne-du-Valdonnez

au Pont-de-Montvert ; que la rude saison qui s'annonça à bonne heure l'année dernière, l'empêcha d'achever ce dernier travail ; qu'il doit le continuer lorsque le temps le permettra ; qu'il pourra même le faire et s'occuper des autres devis qu'il avoit eu ordre de dresser, avec d'autant plus d'assiduité qu'il sera débarrassé de celui de la grande route de la haute Guyenne au Velay, y ayant lieu d'espérer que nosseigneurs des Etats voudront bien se charger de son exécution aux frais de la province.

Ledit sieur syndic a ajouté que, sur les représentations réitérées qui ont été faites par les communautés du Collet-de-Dèze et de Saint-Michel, sur le mauvais état du pas du Saunier qui, depuis longtemps, a été dégradé par les irrutions du Gardon, le sieur Boissonade auroit été vérifier les ouvrages qu'il conviendrait d'y faire pour rétablir la communication, qui est très dangereuse, impraticable même lors de la crue des eaux ; qu'il a formé plusieurs projets sur cette réparation indispensable ; que comme par les difficultés locales il n'est pas encore fixé sur celui qui pourroit, avec plus d'économie, remplir les vues du diocèse et de ces communautés, l'assemblée devrait le charger d'aller sur les lieux faire une nouvelle vérification, pour s'assurer définitivement des moyens à prendre pour rétablir ce passage et le mettre hors de tout danger, et de dresser en même temps un devis estimatif de cet ouvrage, d'après lequel, si l'assemblée l'approuve, être par elle délibéré sur son exécution ; et, comme il est cependant de l'intérêt public que ce passage qui, dans certains temps, intercepte toute communication, soit provisoirement réparé, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de l'autoriser à y faire travailler le plus promptement possible.

Ce qui a été délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic ; et ledit sieur Boissonade a été de nouveau chargé de s'occuper, lorsque la saison le permettra, de la dresser des devis des ouvrages portés par la délibération du 10 juin dernier.

Ledit sieur syndic a encore dit, qu'outre les réparations extraordinaires qu'il vient de proposer à l'assemblée, il y en a nombre d'autres très nécessaires et instantamment réclamées ; qu'il s'empresse de lui en rendre compte, pour qu'il puisse les faire exécuter si elle les approuve.

Que la première de ces réparations, sollicitée par la ville de Langogne, consiste dans l'élargissement d'une partie de chemin auprès du couvent des Capucins, sur la route de Mende au Puy ; que ladite voye est si étroite à ce passage qu'elle ne peut le fournir à deux voitures qui vont dans un sens contraire ; ce qui cause fréquemment des accidents, qu'on pourra éviter à peu de frais.

2° Que le passage de La Cam de l'Hospitalet, sur la route du bas Languedoc en Auvergne, étant souvent très difficile et quelquefois même impraticable en hiver, comme on l'a éprouvé celui-ci, il seroit nécessaire, pour la sûreté des voyageurs et pour entretenir toujours une libre communication, de faire faire quelques réparations à la côte de La Malène, depuis Barre jusques au pont de Ravatgers ; celles qui y furent exécutées l'année dernière, prouvent l'utilité et la nécessité de celles qu'on demande encore.

3° Qu'il s'est fait un éboulement très considérable au mur de soutènement au bas de la côte de Molines, sur la grande route du bas Languedoc en Auvergne ; que cette réparation étant trop considérable pour pouvoir être

exécutée aux frais des entrepreneurs de l'entretien, l'assemblée pourroit y faire pourvoir sur le fonds des dépenses imprévues, attendu l'urgente nécessité d'y faire travailler.

4° Que les murs de soutènement de la chaussée de Grategrals, près de Saint-Laurens, sur la même grande route, ayant croûlé, la voye, dans cette partie, est extrêmement étroite et très dangereuse ; que pour prévenir les accidents, il est instant de faire relever les murs de cette chaussée, en lui conservant sa première largeur ; qu'il seroit même nécessaire, vu son élévation, de la faire garder par des parapets.

5° Qu'il y a une partie de chemin, sur la même route, près Mende, qui est continuellement comblée par la chute du terrain d'un champ de M<sup>me</sup> de Borrel ; que pour réparer et prévenir ces fréquentes dégradations, on pourroit élever un bon mur de soutènement qui, arrêtant la chute de ce terrain, mettroit cette partie à l'abri de tout accident.

6° Que la communauté de Saint-Etienne-de-Valfrancesque ayant demandé, l'année dernière, l'exécution de quelques réparations sur le chemin depuis ce bourg jusques à la jonction de la grande route du bas Languedoc, l'assemblée délibéra sur ces réparations, qui, n'ayant pu être faites alors, pourroient l'être cette année.

7° Que la communauté de Maruejols demanda aussi qu'il fut fait quelques réparations et changements sur la route d'embranchement du bas Languedoc en Auvergne, un depuis le haut de la côte de Molines à Chanac, et l'autre à la montée de Larcis ; que si l'assemblée approuvoit l'exécution de toutes ces réparations, elle devoit charger le sieur Boissonade d'en dresser des devis esti-

matifs, d'après lesquels elle pourroit les adjuger en la forme prescrite par les règlements ; et pour ne pas aggraver les charges par des nouvelles impositions, elle pourroit encore délibérer de faire fournir à ces dépenses, dont l'objet ne sera pas considérable, sur le fonds des dépenses imprévues, qui sera imposé cette année ; y ayant lieu d'espérer qu'en cas d'insuffisance nosseigneurs des Etats voudront bien consentir à l'exécution de celles qui resteront à faire, et donner en conséquence les permissions nécessaires.

Sur quoi l'assemblée, connoissant l'utilité et la nécessité des réparations proposées par ledit sieur syndic, a unanimement délibéré : 1° de charger le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs, d'en dresser au plutôt les devis estimatifs ; 2° de renvoyer à MM. les commissaires du diocèse à adjuger lesdits ouvrages en la forme ordinaire, conformément aux règlements ; 3° que le montant desdites adjudications sera payé sur le fonds des dépenses imprévues qui sera imposé cette année, et, en cas d'insuffisance, elle a donné pouvoir audit sieur syndic de poursuivre, auprès de nosseigneurs des Etats, à la prochaine assemblée, leur consentement et la permission d'emprunter la somme à laquelle auront été estimées, par le devis dudit sieur Boissonade, les réparations qui n'auront pu être exécutées cette année sur le fonds des dépenses imprévues.

Ledit sieur syndic a aussi dit qu'il y a plusieurs parties de chemin tant sur la grande route du bas Languedoc en Auvergne que sur les autres routes du païs qui, étant établies sur le revers des montagnes et au bord de précipices devroient, pour la sûreté et la tranquillité des voyageurs et surtout des rouliers qui les fréquentent

journallement, être gardées par des parapets ; que l'assemblée, qui en reconnut la nécessité, ayant ordonné en 1781 d'en faire construire sur quelques parties les plus difficiles, les avantages qui ont résulté de leur exécution ne pourront que la déterminer à délibérer d'en faire établir sur toutes celles qui en ont besoin ; mais comme ces réparations ne pourroient être exécutées en une année sans donner lieu à une trop forte dépense, on pourroit commencer par les parties dangereuses qui se trouvent sur la route du bas Languedoc en Auvergne, qui est la plus fréquentée par les voitures roulantes ; qu'il auroit fait faire les différens toisés des parapets qui restent à faire depuis les approches de Bal-sièges jusques au haut de la côte de Saint-Pierre, qui se portent, suivant ce relevé, à 4,516 toises ; que si par les motifs cy-dessus exposés l'assemblée se décideoit à faire cette dépense, elle pourroit l'autoriser à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats d'emprunter la somme à laquelle la construction desdits parapets sera estimée par le devis qui en sera dressé par M. Boissonade, après toutefois qu'il aura été approuvé par MM. les commissaires.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a de même dit que l'assemblée ayant délibéré, le 4 juin 1776, les changement et nouvelle construction de plusieurs parties de chemin depuis la croix du Baile jusques à Serverette, sur la grande route du bas Languedoc en Auvergne, ces différens ouvrages ont été exécutés ainsi que ceux qui avoient été précé-

demment permis sur cette route et l'ont rendue praticable à toute sorte de voitures roulantes depuis Mende jusqu'à La Garde, extrémité du diocèse, frontière d'Auvergne ; que cette communication intéressante n'étant gênée que sur une étendue de 1,622 toises depuis le pont de Salassoux jusques au pâturage du Bouchet, dont la reconstruction avait été également délibérée sur le devis estimatif qui en fut dressé alors, l'assemblée se décidera sans doute à confirmer la délibération qu'elle avait précédemment prise, les plaintes réitérées des différens rouliers qui fréquentent cette route et les dégradations qui ont été causées, surtout auprès du pont de Lagaugne, sont des nouveaux motifs qui pourront la déterminer à faire accélérer l'exécution de cette réparation indispensable et à le charger, en conséquence, de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux de cette province, le consentement et permissions nécessaires pour emprunter la somme de 41,050 livres à laquelle cet ouvrage est estimé par le devis qui fut dressé par le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs.

Ce qui a été délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit encore que, conformément à l'arrêt du Conseil du 5 avril 1772 et à la délibération que l'assemblée prit en conséquence le 10 juin 1782, il fut imposé, ladite année, sur le diocèse ou sur la ville de Saint-Alban, et les communautés de Rimeize, de Saint-Martin-de-Lansuscle, d'Auroux et de Salmon-Montjézieu, une somme de 4,125 livres pour leurs préciputs de la reconstruction ou réparation des ponts établis sur lesdites cinq communautés, savoir : 2,685 livres sur le



diocèse, et 1,440 livres sur ladite ville et communautés; que les entrepreneurs auxquels lesdits ouvrages avoient été adjudgés par MM. les commissaires du diocèse, le 29 octobre 1781, les ayant exécutés conformément aux devis et aux clauzes et conditions de leur bail; en ont reçu le montant, chacun comme les concerne, des collecteurs desdites cinq communautés ou de M. le receveur du diocèse, le tout conformément à l'imposition, sur les mandements de MM. les commissaires, expédiés à suite des certificats qui leur ont été délivrés par M. Boissonade, directeur des travaux publics du pays, à fur et à mesure du progrès de leur travail; qu'il croit devoir rendre aujourd'hui compte à l'assemblée de l'exécution de ces différents ouvrages, de l'employ des fonds imposés pour y fournir et de ce qui reste encore dans la caisse du receveur, à raison de cette imposition, consistant en une somme de 220 livres, qui doit servir à achever de payer l'entrepreneur de la construction du pont de Rechauve, sur la paroisse de St-Alban, auquel cette somme doit être retenue jusques à ce qu'il l'ait entièrement perfectionné et qu'il en justifiera par un certificat de réception dudit sieur Boissonade; qu'il croit devoir encore rendre compte à l'assemblée de la reconstruction du chemin depuis le valat de la fontaine du Pommier jusques à Cabrillac, sur la route de Saint-André-de-Valborgne à Meyrueix, et des augmentations qui y ont été permises et exécutées; que ces ouvrages ayant été vérifiés et reçus par ledit sieur Boissonade, l'imposition de la somme de 5,900 livres qui avoit été empruntée au nom du diocèse, en vertu des permissions obtenues, a été autorisée par un jugement de vosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, en exécu-

tion duquel elle pourroit être faite cette année et servir à l'entier remboursement des différents particuliers qui avoient prêté cette somme pour le paiement des entrepreneurs chargés de la reconstruction dudit chemin.

Sur quoi l'assemblée, approuvant et autorisant le rapport fait par ledit sieur syndic, a délibéré d'imposer cette année, dans le département des deniers ordinaires, ladite somme de 5,900 livres en faveur des particuliers qui l'ont prêtée pour le paiement du prix de la construction du chemin du valat de la fontaine du Pommier à Cabrillac. Elle a en même temps chargé ledit sieur syndic de veiller à la prompte exécution des ouvrages qui restent à faire pour la perfection du pont de Rechauve.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'en vertu de la délibération prise aux Etats tenus à Maruejols, le 10 juiu 1782, MM. les commissaires adjudèrent, en la forme prescrite par les règlements, le 5 novembre suivant, la reconstruction du pont de Plancoline, sur la paroisse de Bannassac, à Félix Laget, Claude Auzillon et Pierre Joly, sous le cautionnement d'Antoine Joly, au prix de 1,400 livres ; les réparations du pont d'Orcières, sur la paroisse de Saint-Jean-du-Bleymard, à Pierre Barbut et Jean-Pierre Creissent, sous le cautionnement d'Etienne Lapise, au prix de 850 livres ; celles du pont d'Oultet, sur la paroisse de Saint-Julien-du-Tournel, à Claude Philip, sous le cautionnement du sieur Jean-Pierre Plagnhes, au prix de 414 livres, et le 24 mars dernier la reconstruction du pont de Rousses, sur la paroisse de Fraissinet-de-Fourques, à David Devèze, sous le cautionnement de Jacques Prunier, maçons, au prix de 6,800 livres ; qu'il auroit, en conséquence, du pouvoir

qui lui en avoit été donné par ladite délibération, passé des baux pour ces différents ouvrages auxdits entrepreneurs, aux prix portés par leurs dernières moins dîtes ; mais comme il excède le fonds que chacune de ces communautés est autorisée d'imposer pour son préciput, fixé par l'arrêt du Conseil, du 5 avril 1772, à 480 livres pour les villes et bourgs et à 240 livres pour les petites communautés, ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée d'imposer cette année, conformément audit arrêt, le préciput du diocèse, tant comme diocèse que comme sénéchaussée, pour suppléer à l'insuffisance de ceux desdites communautés, sur quoy il a observé que sur la somme de 9,464 livres à laquelle se porte la totalité du prix des susdites adjudications ne devant en être distrait que celles de 960 livres pour les préciputs des communautés, savoir : 240 livres pour chacune, il restera à imposer pour le préciput du diocèse, à raison des susdits ouvrages, une somme de 8,504 livres.

Sur quoy l'assemblée, après s'être fait représenter les baux passés aux différents entrepreneurs chargés de la reconstruction ou réparations des susdits ponts, se portant en total à la somme de 9,464 livres, a unanimement délibéré que sur cette somme il en sera imposé cette année, conformément à l'arrêt du Conseil du 5 avril 1772, 960 livres sur les communautés sur lesquelles lesdits ponts sont établis, savoir : 240 livres sur la communauté de Banassac, 240 livres sur celle de St-Jean-du-Bleymard, 240 livres sur celle de Saint-Julien-du-Tournel, et pareille somme sur celle de Fraissinet-de-Fourques, et à cet effet le greffier du diocèse a été chargé de leur en donner avis par un article séparé dans la mande, et 8,504 livres dans le département de

deniers ordinaires pour le préciput du diocèse, tant comme diocèse que comme sénéchaussée ; lesquelles sommes réunies, faisant la susdite de 9,464 livres et l'entier prix desdites adjudications, sera payée auxdits entrepreneurs, chacun comme les concerne, et pour la partie dont il est chargé, sur les mandements de MM. les commissaires, à mesure qu'ils avanceront leurs ouvrages, dont le tiers du prix demeurera néanmoins réservé jusques à la fin du travail, pour ne leur être payé qu'après qu'il aura été vérifié et reçu par le directeur des travaux publics du païs, dont ils seront tenus de justifier par la remise de ses certificats de réception, qui demeureront annexés aux mandements expédiés alors en leur faveur.

Ledit sieur syndic a dit que le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs, annuellement chargé par MM. les commissaires de la visite et vérification des ponts du diocèse, dressa en conséquence, l'année dernière, un procès-verbal de ceux qui étoient dans le cas d'être reconstruits ou réparés, qu'il résulte de son rapport qui fut présenté à la dernière assemblée de nosseigneurs des Etats généraux de cette province.

1° Que l'intérieur d'une des arches du pont de la Peyre, près Maruejols, sur la route de cette ville à Mende, étant entièrement cariée, doit être refaite à neuf, en laissant subsister les voussoirs des têtes.

2° Qu'il s'est fait une brèche à une des piles du pont de Berlière, près Mende, sur la route du bas Languedoc en Auvergne, qu'il est instant de faire réparer.

3° Que le pont de Pelouze, sur la route de Mende à Langogne, passant par l'Aubrac, est en partie détruit et ce qui subsiste menace d'une ruine prochaine, qu'il faudra nécessairement la reconstruire à neuf.

4° Qu'une des petites arches du pont de la Vitarelle, sur la route de Mende à Langogne, passant par la montagne du Palais du Roy, menaçant d'une prompte ruine, elle doit être refaite à neuf.

Ledit sieur syndic a ajouté que le sieur Boissonade n'ayant dans son rapport estimé que par aperçu le montant des dépenses à faire pour ces différents ouvrages, l'assemblée trouvera sans doute à propos de le charger d'en dresser des devis estimatifs et d'autoriser en même temps MM. les commissaires ordinaires, lorsque ces devis leur auront été présentés et qu'ils auront été par eux approuvés, de faire procéder à l'adjudication de ces réparations en la forme prescrite par les règlements et de donner en conséquence pouvoir audit sieur syndic de faire faire les publications et affiches pendant trois dimanches consécutifs.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit aussi que le bail d'entretien de la partie de chemin depuis Chanac jusques au pont de Lagoutelle devant expirer à la fin de cette année, il paroît indispensable de faire procéder à son renouvellement ; il a en conséquence requis l'assemblée de l'autoriser à faire faire les publications et affiches pendant trois dimanches consécutifs, et de donner pouvoir à MM. les commissaires du diocèse de procéder à ce renouvellement en la forme prescrite par l'arrêt du Conseil du 30 octobre 1754.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré d'autoriser MM. les commissaires du diocèse à renouveler le bail d'entretien de la susdite partie de chemin en la forme ordinaire et prescrite par le susdit arrêt du Conseil, et à cet effet elle a chargé ledit sieur syndic de faire faire les publications et affiches nécessaires.

Ledit sieur syndic a dit encore que le bail d'entretien de la côte de Bayard, qui est à la charge par égales portions des diocèses d'Uzès, Alais et Monde étant expiré, MM. les commissaires du diocèse d'Uzès l'adjudgèrent pour six années, à commencer le 1<sup>er</sup> janvier dernier, à Pierre et André Feljas et Pierre Costier, au prix de 240 livres, suivant le bail qui leur en fut consenti le 13 octobre 1782; que M. Trinquelague, syndic du diocèse d'Uzès, ne lui en ayant donné connoissance qu'au moment de son départ pour les Etats, il ne put se faire autoriser par MM. les commissaires du pais à poursuivre, pendant la tenue des Etats généraux, les permissions nécessaires pour imposer, la présente année, la somme de 80 livres, à laquelle se porte le tiers dudit bail d'entretien; que comme il est cependant indispensable de pourvoir cette année au paiement de ces entrepreneurs, il requiert l'assemblée de délibérer, sous le bon plaisir de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, l'imposition provisoire de ladite somme de 80 livres, y ayant lieu d'espérer de leur bonté qu'attendu les circonstances ils voudront bien ne pas le désapprouver et de l'autoriser en même temps à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, la permission d'imposer, pendant les cinq années restantes, la même somme de 80 livres en faveur desdits entrepreneurs, pour ne leur être payée qu'aux termes, clauzes et conditions portés par leur bail, sur les mandemens de MM. les commissaires, après toutefois qu'ils auront justifié du bon état d'entretien de ladite partie de chemin par un certificat de l'inspecteur chargé d'en faire la visite et réception.

Ledit sieur syndic a ajouté que le bail d'entretien de

ladite côte qui avait pris fin en 1781 n'ayant été renouvelé par MM. les commissaires du diocèse d'Uzès qu'à la fin de 1782, cette partie de chemin ne fut pas entretenue pendant ladite année, et, par suite, la somme de 66 livres 15 sols 4 deniers, imposée sur le diocèse pour cet objet n'ayant eu ny pu avoir d'emploi, a resté dans la caisse de M. le receveur et doit, conformément aux réglemens, être mise en moins imposé cette année.

Ce qui a été délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a aussi dit que la rude saison qui s'annonça à bonne heure l'année dernière ayant été malheureusement prolongée, celle-cy par l'immensité de neige dont ce país a été longtemps couvert, les entrepreneurs de l'entretien des chemins du haut de la côte de Saint-Pierre au Pompidou, du bas de la côte de Molines au haut de celle du Choizal, du haut de cette côte à Mende, du haut de la côte de Molines à Chanac, du pont de Lagoutelle à Mende, de Mende à Lavitarelle, de la métairie du Lignon à Serverette, et de Serverette au haut de la côte du Malzieu, qui avoient été forcés de suspendre leurs travaux, n'ayant pu les continuer et finir les ouvrages dont ils étoient chargés n'ont pu être payés du prix de leurs baux, dont le montant a resté dans la caisse de M. le receveur de 1782 ; que comme on ne peut imputer à négligence ce retard forcé par des circonstances imprévues, et qu'ils n'attendent que la cessation du mauvais temps pour aller reprendre leur travail, qui dans certaines parties est devenu plus considérable par les dégradations extraordinaires qui y ont été causées, il seroit de la justice de l'assemblée de l'autoriser à les faire payer de ce qui leur reste dû après

qu'ils auront justifié du bon état des parties dont ils sont chargés, par des certificats du directeur des travaux publics du païs.

Ledit sieur syndic a ajouté que les pluyes abondantes que ce païs a éprouvé, le 6 et le 7 du mois dernier, ayant précipité la fonte des neiges, elles ont causé des dommages très considérables, non-seulement aux possessions de plusieurs particuliers de ce diocèse, mais encore à différents chemins, notamment à celui de Maruejols à la Canourgue, et de là à l'extrémité du diocèse, et plus particulièrement encore à une partie de cette route entre Maruejols et Chirac, qui a été emportée sur presque toute sa largeur et sur 38 cannes de longueur, par les irrutions de la rivière de Colagnes, ou par la chute du terrain supérieur ; que ces dégradations, occasionnées par des accidents extraordinaires et imprévus, sont pour la plupart trop considérables pour pouvoir être réparées aux frais de l'entrepreneur de l'entretien.

Sur quoi ledit sieur syndic a observé que du premier moment que MM. les commissaires furent avertis de ces dommages, ils chargèrent le sieur Boissonade d'aller vérifier et estimer les ouvrages qu'il conviendrait d'y faire pour les réparer, en distinguant, dans son rapport, ceux qui doivent être à la charge des entrepreneurs d'avec ceux qui doivent être exécutés par le diocèse ; qu'il a en conséquence commencé sa visite par les parties les plus endommagées, depuis Maruejols à La Canourgue, et fixé dans le devis qu'il a dressé les réparations à y faire dans ce moment et la dépense qu'elles occasionneraient, auxquelles on pourroit pourvoir, si l'assemblée l'approuve, sur le fonds des dépenses im-



prévues ; qu'il n'a pu dresser celui de la partie du chemin emportée entre Chirac et Maruejols, n'étant pas possible, jusques à la retraite des eaux, de s'assurer si on pourra établir sur le ferme les fondations du mur de soutènement de cette partie ou s'il faudra la fonder sur un chemin et grillage, ce qui augmenteroit de beaucoup la dépense ; dans ces circonstances, il s'est borné à fixer approximativement ce qu'il en coûteroit pour la réparer provisoirement ; qu'il en a également dressé le devis, et chargé, de l'agrément de MM. les commissaires, le sieur Farges, un des piqueurs du diocèse, d'y faire travailler avec célérité ; qu'il y a lieu d'espérer, vu le nombre des ouvriers qui y sont employés, que cette partie sera dans peu bien passante ; mais comme cette réparation provisoire seroit insuffisante pour rétablir avec solidité cette communication, ledit sieur Boissonade devroit être de nouveau chargé de dresser, lorsqu'il sera possible, un devis estimatif des ouvrages qu'il croira nécessaires pour la remettre dans son premier état de perfection, d'après lequel, lorsqu'il aura été présenté et approuvé par MM. les commissaires, ils pourroient donner pouvoir audit sieur syndic de recourir à nosseigneurs les commissaires des travaux publics, pendant l'année, pour y faire autoriser ledit devis et obtenir la permission de faire exécuter cette réparation urgente par adjudication, dans la forme prescrite par les réglemens, et d'emprunter à cet effet la somme à laquelle elle aura été adjugée, pour être remise dans la caisse du receveur en exercice la présente année, et par lui comptée, sur les mandemens de MM. les commissaires, auxdits entrepreneurs, à fur et à mesure qu'ils avanceront leur travail, à la charge encore de justifier l'emploi de la somme, qui sera emprun-

tée, à nosseigneurs des Etats généraux à leur prochaine assemblée, et d'y poursuivre l'autorisation dudit emprunt et la permission d'en imposer le montant en faveur de ceux qui l'auront fait.

Sur quoi l'assemblée, par les motifs ramenés dans l'exposé dudit sieur syndic, a unanimement délibéré :

1° De l'autoriser à faire payer aux entrepreneurs qui sont en retard ce qui leur reste dû du prix de leur entretien, lors toutefois qu'ils auront fait le travail dont ils sont chargés par le bail et devis et qu'ils en rapporteront un certificat de réception du directeur des travaux publics ;

2° D'autoriser ledit sieur syndic à faire payer sur le fonds des dépenses imprévues le montant des réparations extraordinaires qui auront été ou seront faites sur les parties de chemin dégradées par les accidents cy-dessus énoncés et dont la dépense aura été déclarée devoir être à la charge du diocèse, par le devis dudit sieur Boissonade ;

3° De charger le sieur Boissonade de dresser le plutôt possible le devis estimatif des réparations à faire pour rétablir dans son premier état de perfection la partie de chemin qui a été emportée entre Chirac et Maruejols ;

4° Elle a en même temps donné pouvoir audit sieur syndic de recourir à nosseigneurs les commissaires des travaux publics, pendant l'année, pour y faire autoriser ledit devis lorsqu'il aura été approuvé par MM. les commissaires, et d'y poursuivre leur consentement de faire exécuter ces ouvrages urgens par adjudication et en la forme prescrite par les réglemens, et d'emprunter, à cet effet, la somme à laquelle ils auront été adjugés, qui sera remise dans la caisse du receveur en exercice,

pour être comptée sur les mandements de MM. les commissaires aux entrepreneurs desdits ouvrages à mesure qu'ils les avanceront.

Ledit sieur syndic a dit que la route de Villefort à Langogne et de cette ville à celle du Puy étant interceptée par le mauvais état de deux parties de chemin, qui sont à la charge du païs du Vivarais, l'une à Rieulatou, entre les villages de La Bastide et de La Verune, et l'autre depuis les limites du diocèse de Mende, près Pradelles, jusques à La Cham de la Salvetat ; il est de l'intérêt du païs et en particulier de la ville de Langogne et des communautés qui l'avoisinent, qui font un commerce considérable avec Villefort et le Puy, de réclamer le prompt rétablissement de ces parties de chemin ; que les plaintes réitérées que ces communautés ont depuis longtemps porté à l'assemblée doit lui faire espérer que lorsqu'elles seront connues de MM. les commissaires du païs de Vivarais, ils voudront bien les faire cesser, en ordonnant et faisant exécuter toutes les réparations nécessaires pour rendre libre une communication si intéressante ; qu'elle pourroit en conséquence prier M. de Lachadenède de faire agréer ces demandes, trop justes pour pouvoir être refusées, qui d'ailleurs ne sçauroient donner lieu à une forte dépense.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré de charger ledit sieur syndic de remettre à M. de Lachadenède, syndic du païs du Vivarais, une expédition de la présente délibération, et de le prier, de la part de l'assemblée, de la présenter à MM. les commissaires dudit païs et de les faire délibérer sur l'exécution des susdites réparations.

Ledit sieur syndic a requis l'assemblée d'imposer la

somme de 12,568 livres en faveur des différents particuliers, pour le dédommagement du terrain qui leur a été pris, des maisons qui ont été abattues en tout ou en partie, des arbres qui ont été coupés et autres dégradations qui ont été faites dans leur fonds, suivant le rapport estimatif desdits dommages, dressé par le sieur Robert, expert, en date du 19 novembre 1781, l'imposition de ladite somme poursuivie par ledit sieur syndic, en vertu de la délibération prise par l'assemblée, le 10 juin 1782, consentie par délibération de nosseigneurs des Etats, du 10 décembre dernier, et permise par jugement de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, du 22 du même mois.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré d'imposer la présente année, dans le département des frais d'assiette, ladite somme de 12,568 livres, pour être payée aux particuliers compris dans le rapport dudit sieur Robert, chacun comme les concerne, sur les mandements de Mgr l'évêque ou de M. son vicaire général.

Ledit sieur syndic a dit que le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs, et le sieur Robert, expert du diocèse, nommés par délibération de l'assemblée du 10 juin dernier, pour aller vérifier et estimer les différents dommages causés aux fonds de plusieurs particuliers, lors des réparations et changements faits à divers chemins qui avoisinent leurs possessions, n'ayant pu vacquer à cette vérification, ces particuliers, qui sont depuis longtemps en souffrance du dédommagement qui leur est dû à raison du terrain qui leur a été pris, ont fait de nouvelles réclamations ; qu'il paroîtroit juste de les accueillir et de charger en conséquence de nouveau lesdits sieurs Boissonade et Robert d'aller en

présence des parties intéressées, qui seront appelées à cet effet, vérifier et estimer les différents dommages, d'en dresser leur rapport, qu'ils présenteront à MM. les commissaires du diocèse, à l'effet d'être par eux approuvé s'il y a lieu et pourvu ensuite à leur dédommement sur les permissions et autorisations que le syndic du païs sera autorisé de poursuivre pendant la tenue des prochains Etats généraux.

Ce qui a été délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic, auquel il est donné pouvoir de poursuivre, à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats généraux, les permissions nécessaires pour l'imposition du montant desdits dommages, en faveur des particuliers dénommés dans le rapport qui sera dressé par lesdits sieurs Boissonade et Robert, après toutefois qu'il aura été approuvé par MM. les commissaires.

Ledit sieur syndic a dit encore que l'assemblée ayant délibéré, le 10 juin dernier, de faire réparer les salles des Etats de Mende et de Maruejols et les archives du diocèse, il auroit, ainsi qu'il en étoit chargé par ladite délibération, poursuivi, pendant la tenue des derniers Etats généraux de la province, les permissions nécessaires pour emprunter la somme de 1,047 livres, à laquelle ces réparations avoient été estimées par M. Boissonade, directeur des travaux publics du païs ; que cet emprunt ayant été consenti par délibération de nosseigneurs des Etats, du 10 décembre 1782, permis par jugement de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, du 22 du même mois, et autorisé par arrêt du Conseil du 14 février 1783, l'assemblée pourroit à présent faite exécuter ces réparations en la forme prescrite par les règlements, et l'autoriser en conséquence à faire

faire les publications et affiches pendant trois dimanches consécutifs, et renvoyer en même temps à MM. les commissaires à recevoir en la forme ordinaire les offres et moins dites de ceux qui prétendront à ces ouvrages, et à en passer le bail au dernier moins disant.

Ce qui a été délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit que MM. les commissaires ayant voulu connoître, en 1780, l'état des dettes du païs, s'en firent représenter le tableau, suivant lequel elles se portoient en totalité à la somme de 699,548 livres 7 sols 4 deniers, savoir : à 3 pour cent 197,476 livres 8 sols 7 deniers, à 4 pour cent 20,942 livres 13 sols, à 4 et demi pour cent 5,000 livres, et à 5 pour cent 476,429 livres 6 sols ; qu'ils résolurent alors de pourvoir à leur acquittement, en commençant par celles à 5 pour cent, et firent en conséquence rembourser, la même année, une somme de 47,659 livres 13 sols 9 deniers ; que nosseigneurs des Etats, par la sagesse des motifs ramenés dans leurs délibérations des 5 janvier 1781 et 3 janvier 1782, ayant ordonné qu'il seroit fait dans chaque diocèse un fonds de remboursement pour éteindre les anciennes dettes à 4 et à 5 pour cent, qui seroit doublé à la fin de la guerre ; l'assemblée, pour se conformer aux dispositions de ces délibérations et accélérer la libération du diocèse dont elle avoit déjà reconnu la nécessité, crut devoir profiter des circonstances particulières qui le lui permettoient sans surcharge ; qu'elle fit en conséquence rembourser, en 1781, une somme de 48,910 livres, et en 1782 celle de 59,241 livres 13 sols 4 deniers, et délibéra en même temps de fixer le fonds d'amortissement à 15,000 livres par année, qui seroit

doublé à la paix ; qu'en exécution de cette délibération l'état des remboursements à faire cette année doit être réglé à environ 30,000 livres ; l'augmentation survenue sur les impositions, à raison de l'établissement du troisième vingtième, ne permettant pas sans surcharge d'en faire de plus considérables ; que l'assemblée verra sans doute avec plaisir que depuis 1780 le diocèse s'est libéré ou se libérera cette année sans augmentation sur les charges d'une somme de 186,778 livres 5 deniers, et qu'il ne reste devoir à 5 pour cent que celle de 289,651 livres 5 sols 7 deniers, dont il sera bientôt libéré, en suivant le même plan ; que la diminution même des intérêts des capitaux éteints, qui se portent à environ 1,000 livres, facilitera les remboursements à faire à l'avenir ; qu'il s'empresse de mettre sous ses yeux l'état détaillé de ceux qui ont été faits en 1780, 1781 et 1782, et de ceux qui doivent l'être en 1783 ; requérant l'assemblée d'approuver ce dernier remboursement, conforme à la délibération qu'elle prit le 10 juin 1782.

Sur quoi l'assemblée, vu la délibération de nosseigneurs des Etats et celles prises par MM. les commissaires de l'assiette en 1781 et 1782, a unanimement approuvé et autorisé les remboursements faits en conséquence, et ceux qui se feront cette année, détaillés dans l'état qui lui a été présenté par ledit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a encore dit que la ville et communauté de Langogne ayant, par ordre de M. le comte de Montchenu, en date du 4 avril 1782, fourni pendant deux mois moins deux jours, deux écuries pour 63 chevaux de remonte du régiment de Boufflers-dragons, ainsi qu'il est justifié par le certificat de l'officier commandant cette troupe, elle prit une délibération le 10

décembre dernier pour réclamer, suivant l'usage, auprès de MM. les commissaires du diocèse, le montant du du loyer desdites écuries, se portant, pour ledit temps, à la somme de 58 livres 13 sols 4 deniers. Sur quoi ledit sieur syndic a observé que l'imposition que le diocèse étoit autorisé de faire pour rembourser aux communautés de pareils objets de dépense lorsqu'elles avoient des troupes en garnison, ayant été suspendu depuis 1772, il ne sçauroit, faute de fonds, être pourvu à l'acquittement de ladite somme de 58 livres 13 sols 4 deniers jusqu'à ce que l'imposition en aura été consentie par nosseigneurs des Etats et permise par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, et a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi l'assemblée, vu la susdite ordonnance, la délibération de la communauté et le certificat de l'officier portant que ladite communauté de Langogne a fourni, pendant 58 jours, deux écuries pour 63 chevaux de remonte dudit régiment de Boufflers-dragons, a unanimement délibéré de charger ledit sieur syndic de poursuivre, à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats d'imposer, l'année prochaine, ladite somme de 58 livres 13 sols 4 deniers en faveur de Jean-Pierre Forestier et Pierre Tribes, propriétaires desdites écuries, ainsi qu'il est porté par la délibération de ladite communauté.

Ledit sieur syndic a aussi proposé à l'assemblée de renvoyer, suivant l'usage, à MM. les commissaires de l'assiette, qui doivent s'assembler demain, l'audition et la clôture des comptes de M. le receveur, de l'année dernière 1782, et les appurements de ceux des années



1778, 1779, 1780 et 1781, comme aussi de recevoir le cautionnement de M. le receveur qui doit entrer en exercice la présente année 1783.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic, et MM. les commissaires ont été priés de donner la plus grande attention pour qu'on se conforme exactement à ce qui est prescrit à cet égard par les articles 17 et 19 du règlement de nosseigneurs des Etats du 23 janvier 1658, et par l'article 12 de celui du 1<sup>er</sup> mars 1659, confirmés par deux arrêts du Conseil des 3 et 24 avril suivant.

Ledit sieur syndic a dit, qu'en conséquence de la délibération prise à la dernière assemblée des Etats particuliers de ce païs, tenus à Maruejols le 10 juin 1782, il a été rendu un arrêt par la Cour des Aides de Montpellier le 6 février 1783, sur la réquisition de M. le procureur général en ladite Cour, qui ordonne que MM. les receveurs des tailles du diocèse de Mende, païs de Gévaudan, ne pourront être admis à un nouvel exercice qu'après avoir rapporté, aux Etats particuliers dudit païs, l'arrêt de quittus de leur précédent exercice, et que faute par eux de ce faire, la levée et recouvrement des impositions sera mise à leur folle enchère en la forme prescrite par l'arrêt du Conseil du 26 février 1690 ; que les mêmes motifs qui ont porté l'assemblée à solliciter cet arrêt, la détermineront sans doute à veiller à son exécution pour réparer les erreurs et les abus qui peuvent s'être glissés dans les comptes des receveurs qui n'ont pas encore appuré, et prévenir ceux qui pourroient se glisser à l'avenir dans la comptabilité ; que quoique cet arrêt ne fasse que renouveler les dispositions de ceux qui avoient été déjà rendus et rappeler les anciens

règlements faits par nosseigneurs des Etats, dont MM. les receveurs doivent avoir une exacte connoissance, cependant comme ils ne s'y sont pas toujours strictement conformés, et que par un oubli de règles, certains n'ont pas encore appuré leurs comptes, l'assemblée pourroit l'autoriser à leur faire signifier tant l'arrêt qui a été rendu par ladite Cour le 6 février dernier, que le règlement de nosseigneurs des Etats du 23 janvier 1658, afin qu'ils puissent fidèlement suivre ce qui y est prescrit.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic, et que ledit arrêt sera transcrit dans le présent procès-verbal.

• Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous ceux que ces présentes verront, salut. Comme par arrêt rendu en notre Cour des Comptes, Aides et Finances, vu la requête présentée en notre dite Cour, par notre procureur général, contenant que par l'examen qui a été fait par le syndic du pais de Gévaudan, depuis qu'il est en place, des comptes des receveurs dudit pais, il s'est assuré qu'il y en a plusieurs qui n'ont pas été encore appurés; que cet oubli, contraire aux règlements, pouvant laisser du désordre et du vuide dans la comptabilité, ont fait connoître aux Etats particuliers de ce pais la nécessité qu'il y avoit d'obliger les receveurs à faire appurer les comptes de leur dernier exercice avant d'en pouvoir commencer un nouveau; ce qui leur est d'autant plus facile, qu'étant au nombre de trois, ils ont un intervalle de deux années de l'un à l'autre exercice, et qu'ils sont déchargés du payement et distribution de l'Etat du Roy, lesdits Etats ont délibéré, le 10<sup>e</sup> juin 1782, de n'admettre les receveurs à commencer un nouvel exercice qu'en rapportant l'arrêt

de quittus du précédent, et que faute par eux de ce faire, la levée seroit mise à leur folle enchère, en la forme prescrite par l'arrêt du Conseil du 25 février 1690 ; qu'ils lui ont fait remettre ladite délibération à l'effet d'en poursuivre l'autorisation ; qu'il ne croit pas devoir refuser son ministère dans un point d'administration aussi essentiel, l'ayant d'ailleurs accordé en pareil cas au païs d'Albigeois, et qu'il seroit à désirer que les autres païs et diocèses de la province suivissent un avis aussi sage, c'est pourquoi il requiert qu'il vous plaise, *nosseigneurs*, autoriser la délibération des Etats particuliers du Gévaudan, dudit jour 10 juin 1782, et en conséquence ordonner que les receveurs des tailles du diocèse de Mende et païs du Gévaudan ne seront point admis à faire le nouvel exercice de leur charge, qu'ils ne rapportent, aux Etats particuliers dudit païs l'arrêt de quittus de leur précédent exercice, autrement, et faute de ce faire, que ladite levée sera mise à leur folle enchère, portée par l'arrêt du Conseil du 25 février 1690 ; ladite requête signée Daigrefeuille, procureur général. Notre dite Cour ayant égard à la requête de notre procureur général, a autorisé et autorise la délibération des Etats particuliers du païs du Gévaudan, du 10 juin 1782, a ordonné et ordonne que les receveurs des tailles du diocèse de Mende et païs du Gévaudan ne seront admis à un nouvel exercice de leur charge qu'après avoir rapporté, aux Etats particuliers dudit païs, l'arrêt de quittus de leur précédent exercice, et faute par eux de ce faire, que la levée sera mise à leur folle enchère en la forme portée par l'arrêt du Conseil du 25 février 1690, pour, à ces causes, à la requête de notre amé et féal conseiller, procureur général en notre dite Cour, mandons et com-

mandons au premier notre huissier ou sergent requis, faire, pour l'entière exécution du présent arrêt, tous exploits requis et nécessaires ; mandons en outre à tous nos autres officiers, justiciers et sujets, ce faisant obéir. Donné à Montpellier, en notre dite Cour, le 26 février, l'an de grâce 1783, et de notre règne le neuvième. Collationné : Pralon, greffier. Par arrêt de la Cour Sœfve scellé le 26 février 1783, pro Rege ; Gautarel. Veu le 26 février 1783, Vezian, signés ; M. Pas de Beaulieu, rapporteur.

Ledit sieur syndic a dit encore que M. le député de la ville de Florac, chargé par une délibération de sa communauté de faire part à l'assemblée d'un mémoire au sujet du droit qu'elle réclame de députer aux Etats généraux de cette province, alternativement avec la ville de Maruejols, comme ville diocésaine, ayant, de l'agrément de M. le Président, fait lecture de ce mémoire ; M. le premier consul, maire de Maruejols, a représenté à l'assemblée que n'ayant pas eu connoissance des prétentions de la communauté de Florac, il croit devoir requérir que ce mémoire lui soit communiqué, pour que la communauté qu'il représente puisse y répondre et soutenir les droits et prérogatives dont elle a toujours joui.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré que le mémoire de la communauté de Florac dont il vient d'être fait lecture, sera communiqué à M. le premier consul, maire de Maruejols, et en son nom à la communauté qu'il représente, qui sera tenu de communiquer ses moyens de défense à M. le premier consul, maire de Florac, et que l'un et l'autre seront obligés de remettre leurs mémoires respectifs au syndic du diocèse,

pour qu'il puisse en faire le rapport à MM. les commissaires du païs lors de la signature des rôles de la capitation, auxquels l'assemblée a renvoyé l'examen de cette affaire, avec pouvoir de prendre telles délibérations qu'elle croira convenables aux intérêts du diocèse et aux intérêts de ces deux communautés.

De relevée.

Le syndic du païs a dit que l'assemblée ayant reconnu tous les avantages qui pouvoient résulter pour le païs de l'établissement d'un cours d'accouchement pour l'instruction des sages-femmes de la campagne, désirant d'ailleurs répondre aux vues bienfaisantes du gouvernement qui l'avoit proposé et à celles de nosseigneurs des Etats généraux de cette province, sentant en même temps la nécessité de prévenir le plus promptement possible les accidens funestes et multipliés qu'occasionne l'ignorance de ces sages-femmes, elle avoit cru ne pouvoir y parvenir qu'en accélérant cet établissement; les autres moyens qu'elle avoit pris en 1775, sur l'invitation de M. l'Intendant ayant été insuffisans; qu'en conséquence elle délibéra, le 10 juin 1782, d'établir un cours d'accouchement à Mende, et de prier à cet effet M. Bonnel de La Brageresse, le fils, docteur en médecine, qui par l'étude la plus suivie a acquis les connoissances les plus étendues sur cette partie, et M. Blanc, lieutenant de M. le premier chirurgien du Roy, de se charger de l'instruction de ces sages-femmes, que leur zèle pour tout ce qui peut tendre au bien public, les porta à accepter avec empressement les propositions qui leur furent faites de la part de l'assemblée; mais comme pour assurer cet établissement il falloit délibérer sur les fonds

nécessaires pour fournir à tous les frais auxquels il doit donner lieu, tant pour l'honoraire de M. Bonnel et de M. Blanc, que pour le défrai des sages-femmes, l'assemblée ne crut pas devoir statuer sur ces dépenses, sans être préalablement instruite de ce qui avoit été pratiqué dans les autres diocèses de la province, où il auroit été formé de pareils établissements. Ledit sieur syndic a ajouté qu'il auroit en conséquence pris, pendant la tenue des derniers Etats généraux de la province, les renseignements les plus détaillés, notamment sur ce qui avoit été fait à ce sujet dans le diocèse de Toulouse ; qu'il s'est assuré que MM. les commissaires ont proposé d'accorder 300 livres au professeur chargé de ce cours d'accouchement, dont la durée a été fixée à 40 jours et 15 sols par jour à chaque sage-femme qui assistera assidûment à ses leçons ; que l'assemblée pourroit suivre les mêmes arrangements en réduisant cependant le défrai des sages-femmes à 12 sols par jour ; qu'il paroîtroit en même temps nécessaire de prolonger la durée de ce cours et de la régler à deux mois, et de fixer le nombre des élèves à vingt ; que si l'assemblée approuve ce projet, elle devrait l'autoriser à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, la permission d'imposer annuellement pendant quatre ans au moins, ce temps étant nécessaire pour former un nombre suffisant d'élèves dans un pays aussi étendu que le Gévaudan, composé de 200 paroisses, une somme de 1,200 livres, savoir : 300 livres pour MM. Bonnel et Blanc, à titre de gratification ; 720 livres pour le défrai des 20 sages-femmes, à raison de 12 sols par jour, et 180 livres pour le loyer de la salle où elles s'assembleront, pour l'achat d'une marote ou phantome ou pour d'autres petites dé-

penses nécessaires et imprévues, à la charge toutefois par le receveur de rendre compte de ladite somme imposée.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic, en ajoutant que ces sages-femmes ne pourront être payées par le receveur que sur les mandements de MM. les commissaires, expédiés à suite des certificats d'assiduité qui leur seront délivrés par MM. Bonnel et Blanc, et visés par ledit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi que l'insuffisance reconnue du fonds de la dotation de la chapelle des prisons royales et communes du Gévaudan, ne permettant pas d'y faire le service nécessaire et de donner à tous les malheureux qui y sont détenus les consolations et les secours spirituels dont ils auroient journellement le plus grand besoin, feu M. Lafont, sur les instantes sollicitations qui lui furent faites, crut devoir y avoir égard et sans y être autorisé que par la justice de la demande, il fit payer à ce chapelain une somme de 30 livres, indépendamment de celle qui lui étoit acquittée par M. le receveur, pour la rente d'un capital de 600 livres placé sur le diocèse, pour servir de fonds à cette dotation ; que cette gratification lui avoit été annuellement payée sur les mandements de MM. les commissaires jusques à la mort de M. Lafont ; qu'à cette époque ledit sieur syndic ayant vérifié qu'elle n'avoit pas été délibérée par l'assemblée, ny consentie par nosseigneurs des Etats, et que nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats ne l'avoient point permise, il crut, malgré les représentations qui lui furent renouvelées, devoir en suspendre le payement jusques à ce qu'il auroit été autorisé à

le continuer ; que comme il ne sçauroit l'être qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée, il la requiert de délibérer.

Sur quoi l'assemblée, reconnaissant combien est nécessaire, indispensable même, de procurer à des malheureux détenus dans les fers, des consolations et des secours dont ils ont le plus grand besoin, a unanimement délibéré, vu l'insuffisance de la dotation et la modicité de l'augmentation proposée par ledit sieur syndic, de lui donner pouvoir de poursuivre, à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats, la permission d'imposer annuellement sur le diocèse, en faveur du chapelain desdites prisons, la somme de 30 livres en augmentation de sa dotation, espérant de leurs bonté et de leur charité qu'ils voudront bien valider et autoriser cette dépense.

Ledit sieur syndic a dit encore que l'assemblée a toujours été dans l'usage d'accorder une gratification à M. Saralier, lieutenant de M. le prévôt de la maréchaussée, pour son défray des dépenses extraordinaires qu'il est obligé de faire toutes les fois qu'il se rend en Gévaudan pour l'instruction des procédures et jugements des différents criminels qui sont de sa compétence, et de faire fournir en même temps aux frais de leur arrestation et traduction dans les prisons de cette ville ; que l'utilité, la nécessité même de cette dépense sont trop connus par les avantages qui en résultent pour la sûreté et la tranquillité publique, pour que l'assemblée ne se décide à la continuer, surtout dans les circonstances présentes, y ayant actuellement plusieurs malfaiteurs détenus dans les prisons de cette ville, et nombre d'au-



tres pouvant y être traduits avant l'arrivée de M. Saralier, ledit sieur syndic a requis en conséquence l'assemblée de l'autoriser à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux de cette province, la permission d'imposer, en faveur de M. Saralier et de son assesseur, la somme à laquelle leur gratification aura été fixée et le montant des frais exposés ou qui pourront l'être pour l'arrestation et traduction desdits malfaiteurs ; que comme aucun de ces objets ne peuvent être réglés qu'après que les jugements auront été rendus, l'assemblée voudra bien autoriser MM. les commissaires du diocèse à statuer sur la gratification de MM. Saralier et de son successeur, et à vérifier et arrêter l'état des frais d'arrestation, comme aussi lui donner pouvoir d'en poursuivre l'imposition en vertu de la présente délibération, appuyée des jugements prévôtalement rendus et du susdit état arrêté par MM. les commissaires.

Ce qui a été délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit que les entrepreneurs de la reconstruction du pont de Pranalac et la Verune, y ayant fait des ouvrages dont ils n'étoient pas chargés par leur devis, demandèrent aux sieurs Vivien et Boissonade, directeur des travaux publics des païs de Vivarais et Gévaudan, lors de la réception de ce travail, qu'ils dressassent leur rapport estimatif de ces augmentations d'ouvrages pour en réclamer le payement, qu'il résulte de celui qu'ils ont remis à M. le syndic du Vivarais :

1° Que les entrepreneurs ont employé 146 pieds cubes de pierre de taille en sus des 936 portés par leur devis, qui, à 2 livres 10 sols le pied, montent 365 livres ;

2° Qu'ils ont été obligés de faire des épuisements dont

la dépense se porte, suivant les états qui ont été tenus, arrêtés et certifiés, à 222 livres 19 sols;

3° Qu'ils ont fait encore huit toises et demi cubes de maçonnerie, au-delà de ce qui étoit porté par le devis, estimées 246 livres.

Ledit sieur syndic a observé que, sur la somme de 853 livres 19 sols, à laquelle se portent lesdites augmentations d'ouvrage, il doit, suivant le même rapport, en être distrait celle de 198 livres pour onze toises quarrées de voûte qui n'ont pas été faites, estimées 18 livres la toise, ce qui réduit le total de l'estimation à 655 livres 19 sols; que cette somme, dont les entrepreneurs demandent le paiement, devant leur être acquitée par égales portions par le païs de Vivarais et par celui du Gévaudan, il requiert l'assemblée de l'autoriser à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats d'imposer, l'année prochaine, la somme de 317 livres 19 sols 6 derniers, pour la moitié de celle de 655 livres 19 sols à laquelle ont été estimées ces augmentations d'ouvrage.

Sur quoi l'assemblée ayant vu et examiné la copie du rapport dressé par les sieurs Vivien et Boissonade, directeurs des travaux publics des païs de Vivarais et Gévaudan, se portant en total à 655 livres 19 sols, certifié par M. Lachadenède, syndic du Vivarais, a unanimement délibéré et autorisé le sieur Delhermet, syndic du païs, à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats d'imposer, l'année prochaine, la somme de 317 livres 19 sols 6 deniers pour la portion concernant le diocèse des augmentations.

d'ouvrages faits au pont de Pranlac et La Verune, comprises et détaillées dans le susdit rapport.

Ledit sieur syndic a dit aussi que l'assemblée *avoit* dans tous les temps accordé une gratification aux cavaliers de maréchaussée des brigades de Mende ou de Maruejols pour les services extraordinaires qu'ils rendent pendant la tenue des Etats et assiette ; qu'elle étoit encore en usage d'en accorder une à l'organiste et au marguillier de l'église où se célèbre la messe desdits Etats, une au directeur du bureau de la poste aux lettres et *une* aux trois écrivains employés à des écritures extraordinaires pendant la tenue desdits Etats et assiete, ou lors de la confection et signature des rôles de capitation et industrie.

Sur quoi ledit sieur syndic a observé que toute espèce de gratification étant prohibée par l'article 6 du règlement de nosseigneurs des Etats, du 1<sup>er</sup> mars 1659, autorisé par arrêt du Conseil du 24 mars de la même année, il ne paroît pas qu'on puisse les faire payer à ceux à qui elles étoient accordées qu'après qu'elles auront été délibérées par l'assemblée, consenties par nosseigneurs des Etats, et autorisées par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats.

Sur quoi l'assemblée ayant observé que nosseigneurs des Etats généraux en condamnant les dons et les gratifications purement gratuites comme onéreuses au païs, n'a pas sans doute entendu par là ôter la liberté de récompenser et d'accorder un salaire à ceux qui travaillent utilement pour le païs ; elle a en conséquence délibéré, d'une voix unanime, de supplier nosseigneurs des Etats généraux de consentir à l'imposition de la somme de 300 livres à laquelle se portent celles qui ont tou-

jours été payées aux différents particuliers dénommés dans l'exposé dudit sieur syndic, auquel elle a, à cet effet, donné pouvoir de poursuivre les permissions nécessaires pendant la tenue des prochains Etats généraux, et l'autorisation du paiement provisoire, qu'elle en a fait faire sous leur bon plaisir cette année.

Ledit sieur syndic a dit encore que l'assemblée, en s'occupant de tout ce qui peut favoriser les intérêts du païs, doit veiller également à la conservation de ses droits honorifiques ; qu'un des plus flatteurs sans doute, et en même temps des plus utiles pour l'administration, est celui de la députation des Etats à la Cour, réclamé depuis longtemps par MM. les barons de tour du Vivarais et du Gévaudan ; que quoique cette prérogative, fondée sur des titres respectables, ne puisse plus ce semble leur être disputée, ayant été confirmée par le Roy en 1740 et par nosseigneurs des Etats en 1780, par le choix qu'ils firent pour cette députation de M. le marquis de La Tourrette, baron de tour du Vivarais. Cependant comme en 1781 on disputa à ce seigneur le droit d'entrer aux Etats pour assister au rapport de la députation, au prétexte que n'étant plus en tour il ne pouvoit avoir rang ny séance dans cette assemblée ; MM. les barons de tour ont le plus grand intérêt à faire décider si cette entrée inséparable de la députation dont elle est, ce semble, une suite nécessaire, peut être refusée à M. le baron député, quoiqu'il ait cessé d'être de tour à cette époque ; que cette question, sur laquelle il ne fut pas prononcé, ayant été renvoyée au Roy par nosseigneurs des Etats, MM. les barons de tour du Vivarais et les Etats de ce païs, ont fait les démarches les plus instantes pour obtenir de Sa Majesté une décision favorable ; que par

les mêmes motifs, MM. les barons de tour du Gévaudan ayant le même intérêt à la solliciter ainsi que tout le país, qui ne sçauroit être indifférent sur l'avantage réel d'avoir de temps en temps des représentants immédiats pour porter leurs doléances au pied du trône, il paroitroit essentiel que l'assemblée format de son chef la même demande et que les différents seigneurs qui possèdent des baronnies de tour du Gévaudan fussent invités de sa part à se réunir à MM. les barons de tour du Vivarais, pour solliciter, de concert auprès du Roy, une décision conforme à leurs droits et aux intérêts du país qu'ils représentent.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur sindic a représenté à l'assemblée que MM. les commissaires ayant fait depuis longtemps les démarches les plus instantes auprès du Ministère pour obtenir une diminution sur le prix du sel, vendu en Gévaudan à un plus haut prix que dans le reste de la province, crurent devoir les renouveler l'année dernière; qu'ils y furent même déterminés par la nouvelle augmentation mise sur cette denrée, qui est une nouvelle surcharge pour un país digne, ce semble, d'une faveur particulière à cet égard, par les motifs ramenés dans les mémoires qu'ils présentés; qu'en conséquence, ledit sieur sindic ayant été chargé d'en dresser un nouveau, il eut l'honneur de l'adresser à Mgr l'archevêque de Narbonne, à M. le controlleur général et à M. l'Intendant; qu'il a eu en même temps celui de le présenter à nosseigneurs des Etats généraux, à leur dernière assemblée, et à nosseigneurs leurs députés à la Cour; qu'il y a lieu d'espérer que, convaincu de la justice de cette demande, ils voudront bien la protéger de leur puissant crédit et solliciter auprès du Roy et de son Ministre une grâce que

le Gévaudan paroît être en droit de réclamer, ne demandant que d'être assimilé aux autres diocèses de cette province.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré de supplier Mgr l'évêque de vouloir bien continuer sa protection à son diocèse dans une affaire aussi intéressante ; elle a en même temps chargé ledit sieur syndic de faire sous ses ordres et de MM. les commissaires toutes les démarches qu'ils jugeront nécessaires.

Le syndic du païs, en finissant ses rapports, a dit qu'il croit devoir présenter à l'assemblée un état détaillé de l'emploi des sommes imposées pour l'entretien des différents chemins du diocèse, se portant en total à celle de 22,498 livres, savoir :

Pour l'entretien des grands chemins du diocèse . . . . .	20,060 livres.	} 22,498 livres.
Pour l'entretien des chemins royaux des Cévennes . . . . .	2,438 livres.	

Ainsi qu'il résulte des baux passés aux entrepreneurs dénommés en l'état ci-après :

#### GRANDS CHEMINS DU DIOCÈSE.

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRE- NEURS.	MONTANT des baux d'entre- tien.
Du haut de la côte de Saint-Pierre au Pompidour.	Jacques Arman et Pierre Soulatges . . .	2,600 livres.
Du Pompidour au mont du Mazel.	Jean Lapise, Jean Antoine Delon, Joseph Rascalon et Louis Sirven . . . . .	2,000
Du pont du Mazel au bas de la côte de Montes.	Etienne Lapise et Pierre Montels . . . .	1,300

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
Du bas de la côte de Molines au haut de celle du Choizal.	Pierre Meynadier, père et fils, Pierre et Antoine Falgairette. .	1,745 livres.
Du haut de la côte du Choizal à Mende.	Jean Toquebeuf et Pierre Mouton . . . .	725
De Mende à Serve-rette.	Jean Bonnefoux, Jean Toquebeuf, Pierre Mouton et Christophe Rendier .	1,400
De Serverette à La Garde.	Pierre Barbut et Jean-Pierre Creissent.	950
De La Canourgue à Chanac.	Louis Bonenfant et Pierre Montialoux . .	335
De Chanac au pont de Lagoutelle.	Pierre et Barthélemy Bergounhe . . . .	1,000
Du pont de Lagoutelle à celui de Berlière, près Mende.	Pierre Mouton et Christophe Rendier .	400
De Mende à Lavitarelle, passant par Lambert et par le Palais du Roy.	Antoine et Pierre Joly, Antoine Auzillon et Pierre Fabre . . . .	650
De Lavitarelle au Mas-Neuf.	Les mêmes . . . . .	715
Du pont de Tarn, près Florac, aux Combettes.	Claude Philip et s <sup>r</sup> Jean-Pierre Plagnhes.	300
Des Combettes à la croix du causse de Mende.	Les mêmes . . . . .	310
Du haut de la côte de Molines à Chanac.	Pierre et Antoine Falgairette, Pierre Meynadier, père et fils.	305
De Chanac à Maruejols.	Etienne Lardi, Joseph Aldebert et Guillaume Fabre.	420
De Maruejols aux Pradels, près Saint-Chély.	Pierre Barlet et Louis Mallet . . . . .	525
De Maruejols à La Canourgue et à l'extrémité du diocèse.	Les mêmes . . . . .	540
De Maruejols au pont de La Planchette.	Les mêmes . . . . .	225
De Mende à Bagnols et à Gourgons.		

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
De la Montjoye du moulin de Bonhomme à la pierre Bescal.	André Feljas et Jean Chambon. . . . .	960 livres.
La côte de Bayard pour le tiers concernant le diocèse.	Pierre et André Feljas et Pierre Coustier.	80
Du haut de la côte de Bayard à La Bastide.	André Feljas et Jean Chambon. . . . .	700
De Pranalac à Lango-gne.	Pierre Mouton et Christophe Rendier. .	380
De la métairie du Lignon à Serverette.	Claude et Pierre Farges. . . . .	400
De Serverette au haut de la côte du Malzieu.	Louis Mallet et Nicolas Bonnet. . . . .	425
D'Esplantats à Saugues et de là au ruisseau de Lamuda.	Les mêmes . . . . .	190

Total. . . . . 20,060 livres.

### CHEMINS ROYAUX DES CÈVENNES.

Parties situées sur les paroisses de Frutgeires, St-Frézal, et St-Andéol.	Sieurs Antoine Serrière et Etienne Pantel. . . . .	250 livres.
Celles des paroisses du Collet et St-Michel de Dèze.	André Feljas et Jean Chambon. . . . .	330
Celles de la paroisse de St-Germain de Calberte.	Louis Metge, Jean Jacques Dupuy et Jean Jacques Pic. . . . .	390
Celles des paroisses de St-Etienne de Valfrancesque et St-Martin de Boubaux	Jean Pierre Armand et Louis Pierre Soulatger. . . . .	440
Celles des paroisses de Notre-Dame et Ste-Croix de Valfrancesque.	Pierre Soulatges et Jacques Armand. . . .	350
Celles des paroisses de St-Jean de Gabriac et du Pompidou.	Les mêmes . . . . .	130



PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des Doux d'entretien.
Celles des paroisses de Vebron et Fraissi- net de Fourques.	Jacques Prunier et David Devèze . . . . .	182 livres.
Celles des paroisses de St-Laurent, Barre, les Beaumes, et Mo- lezon.	Pierre Soulatges et Simon Mazauric. . . .	186
Celles de la paroisse de St-Martin de Lan- suscle.	Pierre Soulatges et Jean Pierre Arman . .	180

Total. . . . . 2,438 livres.

Ledit sieur syndic a mis ensuite sous les yeux de l'assemblée l'état des insensés du diocèse nourris et entretenus dans des maisons de force sur les fonds de 4,500 livres que le païs est autorisé d'imposer pour fournir à cette dépense.

Jean-Baptiste Chastang, à l'hôpital du Puy.

Jean Ferrier, aux prisons de Mende.

Margueritte Guy, à l'hôpital de Mende.

Claudine Pigeire, id.

Anne Abrio, veuve Blanc, id.

Alexandre Mercier, id.

Margueritte Borrel, id.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par M. l'abbé de Vebron, vicaire-général, Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le troisième avril mil sept cents quatre-vingt-trois.

Signé : VEBRON, vicaire-général président.

1784

*Ouverture des Etats. — Places occupées par les gens des Trois Etats. — Prière pour le Roi. — Rang, séance et ordre des places. — Réquisition de la lecture des commissions. — Lecture de l'arrêt du Conseil. — MM. les commissaires se retirent de l'assemblée. — Lecture des procurations. — Prestation du serment. — Imposition des sommes portées par les commissions. — Lecture des règlements. — Délibération au sujet des procurations. — Lecture des mandes de la capitation et des vingtièmes de l'industrie. — Demande de M. Bourrely receveur des tailles. — Gestion de M. Lafont, ancien syndic. — Cours d'accouchement à établir à Mende. — Lecture de deux arrêts du Conseil d'Etat et de diverses ordonnances des commissaires du Roi. — Remboursement à faire aux créanciers du pays. — Construction de ponts et impositions. — Emprunts pour les chemins. — Route projetée entre Saugues et Langogne et le bas Languedoc. — Autre projet d'une route de Millau à Lyon par Bombes et Chanac. — Chemin entre Marvejols et St-Urcise par la Maison-neuve. — Entretien des routes. — Entretien, aux frais du Gévaudan, un élève à l'école vétérinaire de Lyon. — M. de Servière, propose d'appeler un élève déjà formé à cette école. — Frais d'impression des procès-verbaux des Etats du pays. — Imposition pour indemnité de terrains. — Vérification des dommages et estimations. — Gratification à M. Boissonade, directeur et inspecteur des travaux publics. — Dépenses pour le lieutenant du prévôt de la maréchaussée. — Souscription au recueil des lois municipales. — Collecteurs des communautés. — Dommages cau-*

*sés à la récolte. — Recherche des mines de charbon de pierre. — Projet d'acquérir une maison pour servir de caserne à la brigade de la maréchaussée. — Etat détaillé de l'emploi des sommes imposées pour l'entretien des chemins. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cens quatre-vingt-quatre et le mercredi vingt-trois juin, jour fixé par délibération de MM. les commissaires ordinaires du 14 même mois, pour l'ouverture des Etats et assiette du païs de Gévaudan, convoqués en la ville de Maruejols, en vertu des commissions de N. S. les commissaires présidant pour le Roy aux Etats généraux de cette province, données à Montpellier le 20<sup>e</sup> décembre dernier en l'absence de monseigneur l'illustrissime et révérendissime seigneur monseigneur Jean Arnaud de Castellane, évêque seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan et de Brioude, conseiller du Roy en tous ses conseils, président-né desdits Etats et assiette, pardevant messire Adam-Joseph-Othon de Retz-Pélamourgue, licencié en théologie de la faculté de Paris, chanoine, archidiacre de l'église cathédrale de Mende, vicaire général de mondit seigneur évêque, et en présence de messire Henri-Jean-François de Marcha, seigneur de St-Pierre-ville, commissaires principal, et de MM. les commissaires ordinaires, se sont assemblés les gens des Trois Etats dudit païs dans la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre où loge cette année ledit messire de Retz, et de là ils ont été en corps à l'église collégiale de Notre-Dame de la Carce, pour y entendre la messe du Saint-Esprit, dans l'ordre suivant :

MM. du Chapitre de ladite Eglise marchaient processionnellement à la tête des Etats, suivis de la brigade de

maréchaussée, commandée par son officier ; MM. les trois consuls de Maruejols en livrée, précédés par leurs valets de ville, venoient ensuite, et après eux MM. les officiers du diocèse à la tête de MM. de l'Eglise, de la noblesse et du Tiers-Etat ; et étant arrivé dans cet ordre au chœur de ladite Eglise, M. le grand vicaire, président, s'est placé sur les hautes stalles du côté droit, et après lui MM. de l'Eglise ; et sur les hautes stalles, du côté gauche, M. le commissaire principal, et après lui MM. les commissaires ordinaires et MM. les barons et MM. de la noblesse, ou MM. les députés, et aux basses stalles MM. du Tiers-Etat, ayant à leur tête le syndic et le greffier du diocèse ; et lorsque tous les Etats ont été ainsi placés l'aumônier de Mgr l'Evêque a célébré la messe après laquelle on a fait la prière ordinaire pour le Roy et les Etats se sont ensuite rendus dans le même ordre dans la salle de l'auditoire de la Cour du bailliage du Gévaudan, ou étant arrivés, chacun a pris sa place sçavoir :

M. le président sur un fauteuil placé sur une strade au-dessous d'un dais, ayant à sa droite sur les hauts bancs, M. le député du chapitre de Mende et MM. de l'Eglise, suivant le rang et ordre accoutumé, et à sa gauche M. de St-Pierre ville, commissaire principal ; M. Duprat, lieutenant particulier au bailliage de Gévaudan, pour M. le baillif en tour pour le Roÿ, la présente année, MM. les trois consuls de la ville de Mende, et un de Maruejols auxquels les commissions sont adressées ; après eux, M. de Serviè res, et à suite MM. les députés de MM. les barons et gentilhommes suivant le rang et ordre usité : aux bas bancs MM. du Tiers-Etat, et au milieu du parquet sur des chaises placées au tour d'un bureau couvert d'un tapis de drap bleu, le syndic et le greffier du diocèse,

M. de St-Pierreville, commissaire principal, ayant en main les commissions de la Province, a dit etc. après quoi il a requis la lecture desdites commissions et l'imposition des sommes y contenues.

Il a aussi requis la lecture de l'arrêt du Conseil du 10 mars 1784 qui a autorisé ladite imposition et des instructions à lui adressées.

Et à l'instant il a été fait lecture par le greffier du diocèse des susdites commissions, portant qu'il sera imposé, la présente année, les sommes suivantes :

1° Pour la quotité de ce diocèse de l'aide, octroi, crue et préciput de l'Equivalent 27,420 liv. 9 sols 10 den.

2° Pour sa quotité du taillon et augmentation d'icelui . . . . . 8,802 liv. 18 sols 8 den.

3° Pour sa quotité des mortes-payes. 4,438 liv. 7 sols.

4° Pour la quotité de ce diocèse de l'entretien des garnisons de la province. 40,306 liv. 10 sols 3 den.

5° Pour sa quotité de l'Etape . . . 9,219 liv. 1 den.

6° Pour sa quotité du don gratuit. 145,248 liv. 6 s. 5 d.

7° Pour sa quotité des frais des Etats 12,498 liv. 19 sols.

8° Pour sa quotité des gratifications extraordinaires et débets des comptes . . . . 4,153 liv. 16 sols 3 den.

9° Pour sa quotité des dettes et affaires étrangères de la province, appointements de Mgr le gouverneur, entretien de ses gardes, etc. 346,779 liv. 10 sols 7 den.

Revenant toutes lesdites sommes à celle de . . . . 565,885 liv. 18 sols 7 den.

Il a aussi été fait lecture de l'arrêt du Conseil, des instructions adressées à M. le commissaire principal et des autres actes y attachés, après laquelle M. le président prenant la parole a dit, etc.

Après quoi on a fait sortir de la salle tous ceux qui n'étoient pas du corps des Etats; M. de St-Pierre-ville, commissaire principal et M. Duprat, lieutenant du bailliage, se sont retirés; MM. les trois consuls de Mende et celui de Marvejols sont descendus du haut banc et ont été se mettre à leur place dans le parquet.

Les portes ayant été fermées M. le président a fait faire l'appel des gens des trois Etats et la lecture des procurations et a nommé, suivant son droit, aux places vacantes.

Tableau de ceux qui ont assisté aux Etats. Pour l'ordre de l'Eglise : M. l'abbé Bessière, chanoine de l'église de Mende, pour MM. du Chapitre de ladite église; M. l'abbé Peyronnet, pour M. d'Aubrac; M. Olivier, bénédictin, pour M. de Ste-Enimie; M. l'abbé Cros, pour M. de Langogne; M. l'abbé Prolhiac, pour M. des Chambons; M. l'abbé Castanier, pour M. de Palhers; M. l'abbé Gautier pour M. de St-Jean.

Pour MM. les barons et MM. de la noblesse, M. de Retz de Servièrès tant personnel pour la gentilhommerie de Servièrès a pris place avant tous les députés; M. de St-Pierre-ville, pour M. le baron de Cénaret; M. Lacoste, juge du Tournel, pour M. le baron du Tournel; M. le chevalier de Malevieille, pour M. le baron du Roure; M. de Retz de Servièrès, fils, pour M. le baron de Florac; M. Blanquet, avocat, pour M. le baron de Mercœur; M. Boyer, avocat, pour M. le baron de St-Alban; M. Peyronnet, baillif, pour M. le baron d'Apchier; M. le Aldebert, avocat pour M. le baron de Peyre; M. d'Orcière, avocat, pour M. d'Allenc; M. Bertrand, avocat, pour M. de Montauroux; M. Balleix, avocat, pour M. du Bois du Mont; M. Cahuzac, avocat, pour M. de Montro-

dat ; M. de Retz de Malevieille, pour M. de Mirandol ; M. de La Colombesche, pour M. de Sévérac ; M. Boutin, avocat, pour M. de Barre ; M. Bruel, avocat, pour M. de Gabriac ; M. Saltet, médecin, pour M. de Portes ; M. Duprat, avocat pour M. d'Arpajon ; M. Osty, avocat, pour le consul noble de la Garde-Guérin.

Et pour le Tiers Etat : M. Beraud, médecin, 1<sup>er</sup> consul, maire de Mende ; M. Malaval, 2<sup>e</sup> consul ; M. Mercier, 3<sup>e</sup> consul ; M<sup>rs</sup> Sevène, 1<sup>er</sup> consul, maire de Marvejols, Grégoire et Vaissade, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> consuls ; M. Delestang, consul de Chirac ; M. Abinal, consul de La Canourgue ; M. de St-Laurent, 1<sup>er</sup> consul, maire de St-Chély-d'Apcher ; M. de Labretoigne, 1<sup>er</sup> consul, maire de Saugues ; M. de Couffourquets, député du Malzieu ; M. Lacombe, consul de Florac ; M. Serres, 1<sup>er</sup> consul d'Ispanhac ; M. André, 1<sup>er</sup> consul de Ste-Enimie ; M. Bonnet, fils, député de Châteauneuf ; M. Bouniol, 1<sup>er</sup> consul de St-Etienne-Valfrancesque ; M. Forestier, 1<sup>er</sup> consul, maire de Langogne ; M. Dumazel, 1<sup>er</sup> consul de la Viguerie de Portes, M. Treilles, 1<sup>er</sup> consul de Barre ; M. Pic, consul de Saint-Alban ; M. Reversat, 1<sup>er</sup> consul du mandement de Nogaret.

L'assemblée ainsi formée, chacun ayant pris sa place, l'on a prêté le serment usité. Savoir, MM. de l'Eglise : la main mise sur la poitrine et MM. de la noblesse et du Tiers-Etat, la main levée à Dieu, lesquels ont promis de ne rien dire et faire dans cette assemblée contre l'honneur qui est dû à Dieu, ny contre le service du Roy, les intérêts de la province et du païs en particulier.

Il a été ensuite unanimement délibéré que les sommes contenues dans les commissions, dont il a été cy-devant fait lecture, seront imposées la présente année

sur les contribuables aux tailles du païs, et les États ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette d'en faire la répartition.

Après quoi M. le Président a fait faire la lecture des réglemens de N. S. les Etats généraux de la Province pour la tenue des assiettes des 23 janvier 1658 et 1<sup>er</sup> mars 1659 et des arrêts des trois et 24 avril 1659 qui autorisent les réglemens et du jugement de nosdits seigneurs des Etats du 25 novembre 1783 sur les impositions, du diocèse, de ladite année.

Le syndic du païs a dit ensuite qu'il est d'usage, dans la province et dans ce diocèse, que MM. de l'Eglise et de la noblesse, qui ne peuvent pas assister aux États, envoient outre leurs procurations une lettre adressée à M. le Président contenant les raisons qui les empêchent de s'y rendre ; que cet usage ayant toujours été suivi dans le païs, pour soutenir la dignité de M. le Président et de l'assemblée, elle doit veiller à ce qu'il soit observé et a délibéré en conséquence, que les procurations de MM. de l'Eglise et de la noblesse seront rejetées à l'avenir si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour le Président de l'assemblée.

Ce qui a été unanimement délibéré et le greffier du païs a été chargé d'en faire mention dans les lettres de convocation des Etats

Monsieur le Président a dit que, conformément à l'usage et aux instructions de N. S. les commissaires présidents, pour le Roy aux Etats généraux de la province, l'assemblée a le droit de procéder à la confirmation ou nouvelle élection de ses officiers.



Et à l'instant les sieurs Delhermet, syndic, et Vincens, greffier, étant sortis de la salle, l'assemblée, satisfaite de leurs services, a unanimement délibéré de les confirmer chacun dans leurs charges.

Après quoi Monsieur le Président les a fait appeler et lecture leur a été faite de la présente délibération ; ils ont remercié l'assemblée et promis de redoubler de zèle pour mériter les nouvelles marques de confiance qu'elle a bien voulu leur donner ; ils ont ensuite prêté serment, la main levée à Dieu, de bien et fidèlement remplir les devoirs de leurs charges.

Le syndic du pais a dit qu'il a reçu, avec les commissions, deux mandes particulières, l'une contenant les sommes à répartir par capitation sur le Diocèse, avec l'arrêt du Conseil du 10 mars 1784, qui autorise cette imposition ; l'autre pour les deux vingtièmes et quatre sols pour livre de l'industrie avec l'ordonnance de NN. SS. les commissaires du Roy et des Etats, mise à suite, du 16 février dernier ; et, ayant été fait lecture de ces deux mandes, suivant lesquelles le montant de la capitation à répartir sur le Diocèse la présente année, se porte à la somme de 424,441 livres 13 sols 6 deniers, et celui des vingtièmes de l'industrie à celle de 13,257 livres 8 sols 2 deniers.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette pour procéder au département de ces deux impositions en la forme ordinaire usitée dans le diocèse.

Il a dit encore que M. le marquis de Montferrier lui à adressé en même temps les Etats généraux et les Rôles particuliers des 20 livres à percevoir sur les biens et droits nobles, sur les maisons et moulins, et sur les bacs

et péages, etc. de ce diocèse, se portant en total à la somme de 56,824 livres 18 sols 10 deniers, savoir : les 20 livres des revenus des biens et droits nobles 31,304 livres 18 sols 1 denier ; ceux des revenus des maisons 4,955 livres 8 sols 11 deniers, et ceux des revenus des bacs et péages 566 livres 11 sols 10 deniers ; que pour accélérer la perception de cette somme, l'assemblée doit ordonner la remise desdits états de recouvrement à M. le receveur en exercice et l'envoy des rôles particuliers dans les différentes communautés comprises dans ledit état.

Ce qui a été délibéré.

Ledit sieur syndic a requis l'assemblée d'autoriser MM. les commissaires à comprendre, cette année, dans le département de la capitation, la somme de 998 livres pour fournir au payement du loyer des maisons servant de cazernes aux différentes brigades de maréchaussée établies en Gévaudan, savoir : 300 livres pour celle de Mende ; 500 livres pour celle de Maruéjols, 180 livres pour celle de Langogne, et 218 livres pour celle de Florac.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a ajouté que, suivant une décision du Ministre, du 6 février 1783, les receveurs de la province doivent à l'avenir admettre pour comptant les certificats de retenue de la taxe de capitation qu'auront payé, dans leur corps à raison de leurs charges et de leur emploi, les officiers des troupes du Roy, ou autres personnes, qui, ayant leur bien ou leur domicile dans la Province, sont dans le cas d'y être capités ; le montant desquels certificats doit former un objet de reprise dans les comptes de M. le trésorier des Etats.

la comptabilité ; elle a en conséquence chargé le greffier du diocèse, ainsi que MM. les receveurs des tailles, de s'y conformer à l'avenir.

Ledit sieur syndic a dit ensuite que par délibération du 13 décembre dernier, NN. SS. des Etats ayant laissé aux diocèses, villes et communautés de la province la liberté de traiter pour le renvoi du paiement, tant du 1<sup>er</sup> terme des impositions ordinaires que pour les 20 livres et 4 sols pour livre du 1<sup>er</sup> de la présente année, au second, NN. SS. les commissaires du Roy et des Etats ont rendu une ordonnance, le 19 du même mois, qui permet de traiter pour ce renvoi et d'en imposer le montant, à la charge néanmoins que le droit d'avance n'excédera pas deux pour cent.

Que la tenue des Etats particuliers et assiette ayant été retardée cette année, le recouvrement des impositions n'a pu commencer à l'échéance du 1<sup>er</sup> terme ; dans ces circonstances MM. les commissaires ont été forcés de profiter de cette liberté ; qu'ils ont en conséquence traité avec M. le trésorier des Etats et M. le receveur général des finances, qui ont offert, chacun comme concerne, de faire l'avance du 1<sup>er</sup> terme des impositions moyennant deux pour cent ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée d'approuver ledit traité et de renvoyer, à MM. les commissaires de l'assiette, la liquidation et l'imposition de la somme à laquelle ledit droit d'avance se trouvera revenir.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a ajouté que M. Bourrely, receveur des tailles du diocèse en exercice l'année dernière, lui a adressé un mémoire pour présenter à cette assemblée, dans lequel il expose que son recouvrement n'ayant

commencé qu'à la fin du mois de juin, il lui était dû, pour ce retard, un droit d'avance, dont il réclame l'imposition à raison de 2 pour cent, ainsi que les diocèses de cette province y sont autorisés.

Sur quoi ledit sieur syndic a observé que les Etats particuliers de ce païs ayant été tenus l'année dernière, le 5 du mois d'avril, cette assemblée ne crut pas devoir traiter avec ce receveur pour un renvoi qu'elle ne pouvoit prévoir alors, tout devant au contraire lui faire espérer que le recouvrement seroit fait aux termes ordinaires ; mais comme la répartition de l'indemnité ne fut définitivement arrêtée que vers la fin du mois de may, ce retard en mit dans l'envoy des mandes et, par suite, dans la levée des impositions, qui ne commença que deux mois après l'échéance du 1<sup>er</sup> terme.

Que d'après cet exposé, qui établit la justice de la demande dudit sieur Bourrely, l'assemblée pourroit fixer ce droit d'avance pour deux mois, à une somme de 1,687 livres 19 sols, à laquelle il se trouve revenir par la liquidation qui en a été faite sur la somme de 126,531 livres, qui est le quart de toutes les impositions de ce diocèse de l'année dernière, distraction faite de 17,640 livres de l'indemnité générale, et de 5,751 livres 16 sols attribuée à ce diocèse sur le produit net des contracts remis par le Roy dans la caisse de la province, pour l'acquittement de ce que Sa Majesté restoit devoir des fournitures du convoi de 1744.

Que de cette somme de 1,687 livres 1 sol 9 deniers devant être prélevé, conformément aux décisions de Sa Majesté du 20 février 1755, celle de 750 livres 7 sols 4 deniers pour les taxations que ledit sieur receveur avoit perçu sur lesdites sommes de 17,640 livres et de 5,751

livres 16 sols, il ne restera à imposer en sa faveur que 956 livres 14 sols 5 deniers.

Sur quoi, après avoir été fait lecture du susdit mémoire, l'assemblée a vérifié l'état de liquidation du droit d'avance présenté par ledit sieur syndic, se portant pour deux mois à 1,681 livres 1 sol 9 deniers, l'ayant calculé et trouvé juste, elle a unanimement délibéré de faire imposer, en faveur dudit sieur Bourrely, la somme de 956 livres 14 sols 5 deniers, à laquelle revient le susdit droit d'avance, distraction faite des 750 livres 7 sols 4 deniers des taxations mentionnées dans le rapport dudit sieur syndic.

Le syndic du pays a dit que les dépenses faites pendant la gestion de feu M. Lafont, syndic du diocèse, ayant, malgré leur irrégularité, tourné à l'avantage du pays, le roy, sur le vu de la délibération des Etats généraux de cette province, du 24 décembre 1782, a bien voulu, par un arrêt de son Conseil, du 11 octobre dernier, valider ces dépenses et autoriser les emprunts faits au nom du diocèse par ledit sieur Lafont sur ses billets privés ; que Sa Majesté auroit en conséquence autorisé, par le même arrêt, nosdits sieurs de la Commission prorogée, à dresser un rôle particulier, contenant les noms des créanciers porteurs desdits billets, la date et le montant de chaque créance, et un état de liquidation des intérêts dus auxdits créanciers, distraction faite des sommes par eux reçues à ce titre ; que, pour se conformer aux intentions de Sa Majesté, nosdits sieurs les commissaires dressèrent et arrêterent, le 11 décembre dernier, les susdits états, savoir : un des créanciers porteurs des billets dont le montant revient à 105,708 livres 1 sol, y compris 4,068 livres 1 sol 6 deniers dus à M. de Rou-

ville, et un rôle de liquidation des intérêts échus depuis la date des billets, jusques et inclus 1773, se portant à 17,561 livres 7 deniers, déduction faite des sommes reçues à ce titre par lesdits créanciers ; que ces états, ainsi arrêtés, ayant été présentés à nosseigneurs des Etats généraux, ils délibérèrent, le 23 décembre dernier, que M. le syndic général de la province enverroient un double original de chacun, au syndic du diocèse, à l'effet d'être consenti par MM. les commissaires du pais des contracts à constitution de rente au profit des susdits créanciers, et pourvu au payement des intérêts arréragés, tant au moyen des fonds restant en caisse qu'au moyen de l'imposition qui seroit faite la présente année ; que M. de Rome, syndic général, lui ayant adressé le susdit arrêt du Conseil avec les états de liquidation et la délibération des Etats, MM. les commissaires, pour se conformer à tout ce qui y est prescrit, ont consenti des contracts de constitution de rente à tous les porteurs des billets compris dans l'état arrêté par nosseigneurs de la Commission ; qu'ils ont en même temps fait payer auxdits créanciers, sur les fonds qui étoient en caisse, la somme de 8,625 livres 5 sols, à compte des intérêts arréragés, et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de faire imposer, cette année, celle de 8,147 livres 15 sols 9 deniers pour ce qui restoit dû desdits intérêts échus, jusques au 1<sup>er</sup> janvier dernier, et de charger le greffier du diocèse d'inscrire, dans le département des frais d'assiette, au rang des dettes du diocèse, le montant desdits contrats de constitution, sous le nom de ceux en faveur desquels ils ont été consentis, et d'en imposer annuellement l'intérêt, à commencer la présente année, et jusques à ce que le remboursement du capital aura été fait.

Sur quoi, l'assemblée, après avoir fait faire lecture, tant du susdit arrêt du Conseil du 11 octobre dernier, que des états de liquidation arrêtés par nosseigneurs de la Commission et de la délibération de nosseigneurs des Etats, du 23 décembre suivant ; vu aussi les contracts de constitution de rente consentis en faveur des porteurs des billets de M. Lafont, a unanimement délibéré et chargé le greffier du diocèse d'inscrire, dans le département des frais d'assiette de la présente année, au rang des dettes du diocèse, le montant desdits contracts, sous les noms de ceux auxquels ils ont été passés ; elle a aussi délibéré d'en imposer annuellement les intérêts en leur faveur, jusques à ce qu'ils auront été remboursés du capital, et d'imposer encore, la présente année, la somme de 8,147 livres 15 sols 9 deniers pour ce qui reste dû aux susdits créanciers des intérêts échus.

Ledit sieur syndic a dit ensuite que nosseigneurs des Etats généraux ayant consenti, par délibération du 25 novembre 1783, à l'établissement d'un cours d'accouchement à Mende, pour des sages-femmes de la campagne, nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats ont permis, par ordonnance du 30 du même mois, l'imposition, pendant quatre années, à commencer la présente, d'une somme de 1,200 livres, pour être employée aux objets de dépense relatifs à cet établissement, détaillés dans la délibération prise par l'assemblée des Etats particuliers, tenue à Mende le 5 avril 1783 ; que pour retirer de ce cours tous les avantages qu'on a eu en vue et qu'on doit en attendre, l'assemblée devoit le charger :

1° D'écrire une Lettre circulaire aux administrateurs des 20 communautés qui doivent, cette année, fournir

des élèves, pour les prier de donner tous leurs soins à ce que les personnes qu'ils choisiront sachent lire et écrire et aient assez d'intelligence pour profiter des leçons qui leur seront données ;

2° De les prévenir que le cours doit s'ouvrir le 1<sup>er</sup> janvier prochain et finir le 1<sup>er</sup> mars suivant, et que, pour fournir à la nourriture de ces 20 élèves, il sera payé à chacune 12 sols par jour à la fin de chaque semaine, pendant la durée de ce cours, sur les certificats d'assiduité de M. Bonnel, le fils, et de M. Blanc, visés par le syndic du pays ;

3° De prier M. Bonnel, dont le zèle et les talents l'ont fait choisir pour professeur de ce cours, de faire venir une marote ou phantôme et tout ce qu'il croira nécessaire pour faciliter à ses élèves la pratique des principes et des leçons qu'il doit leur donner.

M. de Servières, fils, représentant M. le baron de Florac, en applaudissant à la sagesse de l'établissement projeté, a observé que pour en mieux assurer le succès, il seroit essentiel de choisir des femmes de bonne vie et mœurs appartenant à des familles honnêtes et bien famées, de l'âge d'environ 25 ans, intelligentes et adroites, tirées plutôt des métiers domestiques, que ceux de la campagne, pour qu'elles aient le tact plus fin, et de prendre autant qu'il seroit possible les femmes qui font déjà le métier d'accoucheuses, ou leurs filles ; que par ce moyen les élèves obtiendroient bientôt la confiance des paisanes.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic, et en conséquence elle a renvoyé, à MM. les commissaires du diocèse, le choix des communautés qui devront, cette



année, fournir des élèves, dans lesquelles on exigera, autant qu'il sera possible, les qualités mentionnées dans les observations de M. de Retz. Elle a en même temps délibéré d'imposer, dans le département des deniers ordinaires, la susdite somme de 1,200 livres pour fournir aux frais de cet établissement.

Il a été ensuite fait lecture : 1° de deux arrêts du Conseil d'Etat du Roy, du 8 février dernier, portant permission d'imposer annuellement la somme de 50 livres en faveur de l'aumônier des prisons royales et communes du pais de Gévaudan, pour l'augmentation de son honoraire, et de celle de 500 livres pour une pension viagère en faveur du sieur Boissonade, père, ancien directeur des travaux publics du pais ;

2° D'une ordonnance de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, du 50 novembre dernier, qui permet l'imposition d'une somme de 517 livres 19 sols 6 deniers en faveur des entrepreneurs de la reconstruction du pont de Pranalac, pour de nouvelles augmentations d'ouvrages ;

3° D'une autre ordonnance du même jour, qui permet d'imposer 948 livres pour gratifications, ou autres frais relatifs à l'arrestation et jugement des malfaiteurs ;

4° D'une autre ordonnance dudit jour, qui permet l'imposition de la somme de 259 livres 10 sols, au profit du sieur Itier, de Langogne, pour fournitures par lui faites à un détachement de dragons ;

5° Enfin d'une autre ordonnance de la même date, qui permet d'imposer, en faveur de Pierre Forestier et Pierre Tribes, de Langogne, la somme de 58 livres 15 sols 4 deniers pour le loyer des écuries par eux fournies à 60 chevaux de remonte du régiment de Boufflers.

Et l'assemblée a unanimement délibéré de renvoyer, à MM. les commissaires de l'assiette, pour imposer ces différentes sommes dans le département des deniers ordinaires, conformément aux susdits arrêts et ordonnances.

Ledit sieur syndic a aussi proposé à l'assemblée de faire imposer annuellement, pendant 4 ans, en faveur de l'entrepreneur de l'entretien du chemin depuis le pont de Lagoutelle jusques à Chanac, route de Mende en Rouergue, la somme de 675 livres, conformément à l'ordonnance de nosseigneurs les commissaires du Roy, du 7 décembre dernier.

Il a pareillement proposé de faire imposer annuellement, pendant 5 ans, la somme de 80 livres, en faveur des entrepreneurs de l'entretien de la côte de Bayard, pour le tiers concernant ce diocèse, conformément à la même ordonnance.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Le syndic du pais a ensuite présenté à l'assemblée l'état des remboursements qu'on pourroit faire cette année, persuadé qu'elle se décidera d'autant plus aisément à en ordonner l'imposition que, n'en ayant point à faire pour de nouveaux ouvrages et le fonds d'indemnité accordée à ce diocèse étant beaucoup plus considérable que les années précédentes, le concours de ces deux circonstances permet de faire de remboursements plus considérables et de répondre aux désirs des créanciers qui les sollicitent.

Sur quoi, lecture faite du susdit état, l'assemblée a unanimement délibéré, par les considérations cy-dessus, de faire rembourser aux créanciers y dénommés les sommes pour lesquelles ils y sont compris ; elle a en consé-

quence autorisé MM. les commissaires de l'assiette à les imposer cette année dans le département des frais d'assiette, par articles séparés, chacun comme les concerne.

Ledit sieur syndic a dit que, conformément à l'arrêt du Conseil du 5 avril 1772 et à la délibération que l'assemblée prit le 3<sup>e</sup> avril 1783, il fut imposé, ladite année, sur le diocèse ou sur les communautés de Banassac, Saint-Jean-du-Bleymard, Saint-Julien-du-Tournel et Fraissinet-de-Fourques, une somme de 9,464 livres pour leurs préciputs de la reconstruction ou réparations des ponts établis sur lesdites quatre communauté, savoir : 8,504 livres sur le diocèse, et 960 livres sur lesdites communautés ; que les entrepreneurs auxquels ces ouvrages avoient été adjugés par MM. les commissaires, le 5 novembre 1782, les ayant exécutés conformément aux devis et aux conditions de leur bail, en ont reçu le montant, chacun comme les concerne, sur les mandements de MM. les commissaires, expédiés à suite des certificats qui leur ont été délivrés par les directeur ou inspecteur des travaux publics du pais, à fur et à mesure du progrès de leur travail ; qu'il croit devoir rendre compte à l'assemblée de l'exécution de ces différents ouvrages, de l'emploi des fonds imposés, et de ce qui reste dans la caisse du receveur, à raison de cette imposition, consistant en une somme de 2,287 livres, savoir : 2,160 livres qui doit servir à achever de payer l'entrepreneur du pont de Rousses, auquel cette somme est retenue jusques à ce qu'il l'ait entièrement perfectionné, et qu'il en justifiera par un certificat de réception du directeur des travaux publics, et celle de 127 livres qui doit être mise en moins imposé, pour retenue faite aux entrepreneurs des ponts de Plancoline et d'Oultet, à raison de certains ouvrages qui n'ont pas été exécutés.

Sur quoi, l'assemblée a unanimement délibéré que la susdite somme de 127 livres sera mise en moins imposé, la présente année ; elle a en même temps chargé ledit sieur syndic de veiller à la prompte exécution des ouvrages à faire au pont de Rousses.

Ledit sieur syndic a dit aussi qu'en vertu de la délibération prise aux Etats tenus à Mende, le 3 avril 1783, MM. les commissaires adjudèrent, en la forme prescrite par les règlements, le 19 août suivant, la reconstruction du pont de Pelouse, sur la paroisse de La Rouvière, à Pierre Barbut, au prix de 1,450 livres ; celle du pont de Lavitarelle, sur la paroisse de Châteauneuf, à Pierre Joly, au prix de 775 livres, et les réparations à faire au pont de Berlière, près Mende, à Jean-Antoine Vielheden, au prix de 827 livres ; qu'il auroit, en conséquence du pouvoir qui lui en avoit été donné par ladite délibération, passé les baux de ces différents ouvrages ; mais comme les prix excèdent les fonds que chacune de ces communautés est autorisée d'imposer, pour son préciput, fixé par l'arrêt du Conseil du 5 avril 1772 ; ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée d'imposer, cette année, conformément audit arrêt, le préciput du diocèse, pour suppléer à l'insuffisance de ceux desdites communautés. Sur quoi il a observé que sur la somme de 3,052 livres, à laquelle se porte la totalité du prix des susdites adjudications, ne devant en être distrait que celle de 960 livres pour les préciputs des communautés, savoir : 240 livres pour celle de La Rouvière, 240 livres pour celle de Châteauneuf, et 480 livres pour la ville de Mende, il restera à imposer, pour le préciput du diocèse, à raison des susdits ouvrages, la somme de 2,092 livres.

Sur quoi, l'assemblée, après s'être fait représenter les baux desdits ouvrages, a unanimement délibéré que sur la somme de 3,052 livres, à laquelle ils se montent, il en sera imposé, cette année, conformément à l'arrêt du Conseil du 5 avril 1772, 960 livres sur les communautés de Mende, La Rouvière et Châteauneuf, chacun comme la concerne, et à cet effet le greffier du diocèse a été chargé de leur en donner avis, par un article séparé dans la mande, et les 2,092 livres restantes seront portées dans le département des deniers ordinaires pour le préciput du diocèse ; lesquelles sommes réunies, faisant la susdite de 3,052 livres et l'entier prix desdites adjudications, sera payée auxdits entrepreneurs, sur les mandements de MM. les commissaires, à mesure qu'ils avanceront leurs ouvrages, dont le tiers du prix demeurera néanmoins réservé jusques à la fin du travail, pour ne leur être payé qu'après qu'il aura été vérifié et reçu par le directeur des travaux publics du pays, dont ils seront tenus de justifier par la remise de ses certificats de réception, qui demeureront annexés aux mandements expédiés alors en leur faveur.

Ledit sieur syndic a dit encore, que par arrêt du Conseil du 14 février dernier, le diocèse a été autorisé d'emprunter la somme de 41,596 livres 12 sols 6 deniers, savoir : celle de 28,418 livres 12 sols 6 deniers pour être employée aux ouvrages délibérés le 3 avril 1783, et les 13,178 livres restantes, pour fournir aux réparations des dégradations extraordinaires causées aux ponts et chemins du diocèse, par les inondations de l'année dernière.

Sur quoi il a observé que les ouvrages qui avoient été délibérés le 3 avril 1783 consistent :

1° En la réparation d'un mur de soutènement au bas de la-côte de Molines, route de Mende à Montpellier, estimée, dans les devis des sieurs directeur et inspecteur des travaux publics du païs, ci . . . . . 888 livres.

2° La construction d'un mur de soutènement au-dessous du champ de Madame Borrel, près le Tuffe, estimé. . . . . 1,995 livres 12 sols 6 deniers.

5° La construction de 4,526 toises de parapet depuis Balsièges jusques au haut de la côte de Saint-Pierre, estimées. . . . . 14,505 livres.

4° Enfin la reconstruction d'une partie de chemin depuis le pont de Salassoux jusques aux pâturages du Bouchet, route de Mende en Auvergne, estimée 11,030 livres.

Que ces différents ouvrages ont été adjugés le 3 may dernier, par MM. les commissaires du diocèse, à l'exception du mur de soutènement près le Tuffe, pour lequel il n'y eut point de prétendants.

Que les réparations des dégradations causées aux ponts et chemins devoient, suivant les devis estimatifs qui en avoient été dressés, donner lieu à une dépense de la somme de 15,178 livres faisant partie de l'emprunt permis, savoir :

1° Pour la réparation d'une partie de chemin de Chirac à Maruejols, ci . . . . . 5,218 livres.

2° Pour la construction d'un mur de soutènement près le Pont-Neuf, ci . . . . . 280 livres.

3° Pour la reconstruction du pont et chaussée de La Rouvière, ci. . . . . 654 livres.

4° Pour la chaussée du Pré-vival, non compris l'épuisement qui doit être à la charge du diocèse, ci. . 1,747 livres.

5° Pour la chaussée et pont de Saugues, ci. . . 4,674 livres.

6° Pour les réparations du pont de Chadenet, ci. . 350 livres.

7° Pour les réparations du pont de Montels, ci. . 450 livres.

8° Pour l'avenue de l'Escalevieille, ci. . . 250 livres.

9° Pour la descente de l'Escalevieille, ci. . 185 livres.

10° Pour la descente de Saint-Michel, ci. . 1,370 livres.

Que ces réparations furent adjugées ledit jour, 3 may dernier, excepté le pont de Saugues, pour lequel il n'y eut point d'offres, et les descentes de l'Escalevieille et de Saint-Michel qui, ayant souffert de nouvelles dégradations, demandoient un nouveau devis.

Que les adjudications ayant été faites à des prix moindres que ceux portés par les devis, il ne sera pas nécessaire d'emprunter des sommes aussi considérables.

Que d'un autre côté les préciputs des communautés et du diocèse et le défaut d'adjudications des parties cy-devant indiquées diminueront beaucoup les sommes à emprunter, lesquelles demeureront réduites, comme il résulte des adjudications qu'il a l'honneur de mettre sous les yeux de l'assemblée, à 30,087 livres 6 sols, savoir :

1° Pour la reconstruction du chemin depuis le pont de Salassoux jusques au pâturage du Bouchet, ci. . 10,500 livres.

2° Pour la chaussée du Pré-Vival, non compris l'épuisement, ci . . . . . 1,600 livres.

3° Pour l'éboulis du mur de soutènement à la côte de Molines, ci . . . . . 800 livres.

4° Pour la réparation d'une partie de chemin entre Maruejols et Chirac, ci . . . . . 3,100 livres.

5° Pour la reconstruction d'un mur de soutènement près le Pont-Neuf, ci . . . . . 265 livres.

6° Pour les réparations à l'avenue de l'Escalerville, ci. . . . . 210 livres.

7° Pour la construction de 4,326 toises de parapet, depuis Balsièges jusques au haut de la côte de St-Pierre, divisée en quatre adjudications, ci. . 13,612 liv. 6 sols.

Qu'ayant déjà emprunté et fait remettre dans la caisse du receveur la somme de 16,392 livres, suivant les contracts d'emprunt, qu'il a présentés à l'assemblée, il ne reste plus à emprunter que celle de 13,695 livres 6 sols.

Que le diocèse sera encore dans le cas d'imposer, pour son préciput des ponts de La Rouvière et de Montels, la somme de 465 livres, et la communauté de Serverette 215 livres ; celle de La Rouvière 240 livres, et celle de Rimeize pareille somme de 240 livres, et ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée :

1° D'approuver les adjudications qui ont été faites par MM. les commissaires du diocèse ;

2° D'approuver aussi les emprunts qu'il a faits, et de l'autoriser à les continuer jusques et à concurrence de la somme de 30,087 livres 6 sols ;

3° De renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette l'imposition de la somme de 465 livres, pour le préciput du diocèse des ponts de La Rouvière et de Montels.

Et finalement de charger le greffier du diocèse de marquer, par un article séparé, dans la mande des communautés de Serverette, La Rouvière et Rimeize, la somme que chacune d'elles doit imposer pour son préciput.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.



Ledit sieur syndic, en continuant son rapport, a dit, que le pont du Démentit, sur la paroisse de La Chaze, route de Maruejols en Auvergne ; celui de Doulon, sur la paroisse de Canilhac, route de Maruejols en Rouergue ; celui de Barjac, paroisse, route de Mende à La Canourgue ; et celui de Langlade, paroisse de Brenoux, route de Mende à Florac, passant par Les Combettes, ayant été considérablement endommagés par les inondations de l'année dernière, il est nécessaire de les faire réparer avec la plus grande célérité, pour prévenir leur ruine et les plus fortes dépenses qu'elle occasionneroit, que celles à y faire dans l'état actuel étant à présent connues par les devis estimatifs que le sieur Boissonade en a dressé et n'excédant pas le préciput que les communautés et le diocèse sont autorisés d'imposer pour ces sortes d'ouvrages, l'assemblée pourroit délibérer leur exécution sur ce fonds ; et, pour la fixer sur les sommes qu'elle doit imposer, il a présenté les devis de tous ces ponts, desquels il résulte que les réparations qui y sont indiquées se portent à la somme de 4,788 livres, savoir :

Celles à faire au pont du Démentit à 1,568 livres.

Celles du pont de Doulon à . . . . . 996 livres.

Celles du pont de Barjac à . . . . . 240 livres.

Et celles du pont de Langlade à . . . 1,442 livres.

Et comme le prix de ces travaux pourroit augmenter ou diminuer par les offres des prétendants, lors des adjudications, elle pourroit encore délibérer, que s'il excède la somme qui sera provisoirement imposée, il sera pourvu à l'insuffisance par augmentation du préciput, et s'il est moindre, le surimposé sera mis en moins imposé l'année prochaine.

Il a ensuite observé que, lors des adjudications faites

par MM. les commissaires, le 3 may dernier, personne n'ayant fait des offres pour la reconstruction du pont de Saugues, route de cette ville en Auvergne, ils furent forcés d'en suspendre l'exécution ; mais comme il est urgent de l'accélérer pour rétablir une libre communication sur cette route, il pourroit être pourvu à cette dépense, qui est fixée par le devis du sieur Boissonade, sur le préciput de la ville de Saugues et sur celui du diocèse, qu'on pourroit encore travailler sur un pareil fonds à la construction d'un petit pont à établir sur le torrent de Chazoux, sur les paroisses de Maruejols et d'Antrenas, route de Maruejols à Saint-Chély, en imposant sur la communauté de Maruejols, pour la moitié de son préciput, 240 livres, et sur celle d'Antrenas, pour l'autre moitié, 120 livres, et sur le diocèse la somme de 616 livres, revenant ensemble à la totale de 976 livres, à laquelle cet ouvrage a été estimé par ledit sieur Boissonade.

Sur quoi, l'assemblée, connoissant la nécessité urgente de faire construire ou réparer les susdits ponts, a unanimement délibéré d'imposer, la présente année, la somme de 7,402 livres pour le préciput du diocèse, savoir : celle de 1,128 livres pour le pont du Démentit ; celle de 756 livres pour le pont de Doulon ; celle de 616 livres pour le pont de Chazoux ; celle de 4,000 livres pour le pont et chaussée de Saugues, et celle de 902 livres pour le pont de Langlade. Elle a en même temps chargé le greffier de marquer, par un article particulier de la mande de la taille de chacune des communautés sur lesquelles ces ponts sont établis, les sommes qu'elles doivent imposer, savoir : 480 livres sur la ville et communauté de Saugues, 240 livres sur celle de Maruejols,

120 livres sur celle d'Antrenas, 240 livres sur celle de La Chaze, 240 livres sur celle de Canilhac, 240 livres sur celle de Brenoux, et 240 livres sur celle de Barjac, pour l'entier prix des réparations dudit pont ; elle a en même temps renvoyé, à MM. les commissaires, l'adjudication de tous ces ouvrages, et autorisé en conséquence ledit sieur syndic à faire procéder au plutôt aux publications et affiches en la forme ordinaire.

Ledit sieur syndic a dit que la ville de Saugues ayant renouvelé aux Etats, tenus à Maruejols le 10 juin 1782, les réclamations qu'elle n'avoit cessé de faire depuis 1725, pour l'ouverture d'une communication de cette ville avec celle de Langogne et le bas Languedoc, l'assemblée reconnut la justice de cette demande, et chargea, en conséquence, le sieur Boissonade d'en lever le plan et dresser le devis estimatif ; que ce directeur a dressé ce devis, suivant lequel les frais de construction de cette partie de chemin se portent à la somme de 109,856 livres 18 sols ; que si l'assemblée se décide enfin à faire exécuter un ouvrage aussi utile et sollicité depuis si longtemps, elle devrait l'autoriser à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, leur<sup>4</sup> consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, pour emprunter ladite somme, pour être employée, en quatre années, à la construction de ce chemin.

Sur quoi, l'assemblée, vu la délibération par elle prise le 3 juin 1782, les mémoires présentés par la ville de Saugues, la communauté de Grandrieu et M. le baron de Condres, et les plans et devis de la route proposée ; connaissant d'ailleurs l'utilité et la nécessité de cette communication, a unanimement délibéré de faire exécuter

en quatre années, et par différentes adjudications, les ouvrages portés par le devis, et a chargé en conséquence ledit sieur syndic de poursuivre, à la prochaine assemblée de nosseigneurs des Etats généraux, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, d'emprunter, en quatre années, ladite somme de 109,856 livres 18 sols à laquelle ce travail a été estimé.

Ledit sieur syndic a dit encore, qu'en exécution de la même délibération et de celle qui fut prise par les Etats particuliers, tenus à Mende le 3 avril 1783, ledit sieur Boissonade auroit levé le plan et dressé le devis estimatif de la partie de chemin depuis le haut de la côte du Malzieu jusques à la ville de Saint-Chély ; que cet ouvrage, dont l'utilité et la nécessité sont motivés dans les mémoires présentés à l'assemblée et dans les délibérations qu'elle prit en conséquence, donnera lieu, suivant le susdit devis, à une dépense de 14,700 livres ; que comme elle se déterminera sans doute à faire travailler à cette partie de chemin, elle devrait, pour accélérer autant qu'il sera possible son exécution, autoriser ledit sieur syndic à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, leur consentement et les permissions nécessaires pour emprunter ladite somme, à laquelle cet ouvrage a été estimé.

Sur quoi l'assemblée a trouvé la dépense, à laquelle cette reconstruction donneroit lieu, trop forte relativement à son objet, ne s'agissant que d'une communication de ville à ville, et cependant comme ce chemin est réellement utile, elle a unanimement délibéré et chargé le directeur des travaux publics du país d'en dresser un nouveau plan et devis, plus simple et moins dispendieux.

Ledit sieur syndic, en continuant son rapport, a ajouté que, conformément à la même délibération, ledit sieur Boissonade a dressé le plan et devis estimatif de la partie de chemin depuis le pont de Saint-Michel-de-Dèze jusques à la vigne des Crozes, suivant lesquels cette construction donnera lieu à une dépense de 10,682 livres ; que l'importance de cette ouverture, sollicitée depuis longtemps auprès de Mgr l'Intendant et absolument nécessaire pour éviter le passage du Saunier, ruiné par les irruptions du Gardon, étant connue de l'assemblée, elle se décidera vraisemblablement à approuver le susdit devis et à le charger de poursuivre, à la prochaine assemblée des Etats généraux, les consentements et permissions nécessaires pour emprunter ladite somme de 10,682 livres.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit que MM. les commissaires du diocèse, assemblés le 17 juin 1783, pour la signature des rôles de la capitation, ayant reconnu l'utilité de la route de Millau à Lyon, par Bombes et Chanac, déterminés d'ailleurs par l'invitation qui leur fut faite de la part de l'administration de la haute Guyenne, délibérèrent de la faire exécuter, conformément au devis qui en avoit été dressé par le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs, et autorisèrent en conséquence ledit sieur syndic à poursuivre, pendant la tenue des Etats généraux de 1783, les consentements et permissions nécessaires pour emprunter, en trois années, la somme de 70,595 livres, à laquelle cet ouvrage avoit été estimé.

Que cette demande n'ayant pas été délibérée par les Etats et assiette du païs, ne fut pas présentée à nossei-

gneurs des Etats généraux, qui ne l'auroient pas consentie ; que pour qu'elle puisse l'être cette année, il a l'honneur de rendre compte aujourd'hui à l'assemblée des motifs qui avoient porté MM. les commissaires à solliciter la reconstruction de ce chemin ; que si elle les approuve, elle doit l'autoriser à poursuivre, auprès de nosseigneurs des Etats, à leur prochaine assemblée, les consentements et permissions nécessaires pour faire exécuter les travaux portés par ledit devis, et pour emprunter, en trois années, la somme de 70,595 livres à laquelle ils ont été estimés.

Sur quoi, l'assemblée, en délibérant unanimement l'exécution de la route proposée dont elle a reconnu l'utilité, a été partagée dans ses suffrages, sur la largeur qu'on devoit lui donner ; M. le 1<sup>er</sup> consul, maire de Maruejols, en donnant son avis pour la construction de cette route, ayant représenté que celle du Rouergue, à laquelle celle du Gévaudan doit aboutir, n'étant déterminée que sur 14 ou 15 pieds de largeur, on ne devoit donner que trois toises au plus à celle du diocèse ; ce partage ayant été vuïd par M. le Président pour quatre toises, qui s'est décidé dans son avis par l'utilité de cette route et par les règlements de la province, qui fixent à cette largeur les chemins des diocèses ; ledit sieur syndic a été en conséquence chargé de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, leur consentement pour l'exécution de cette route, sur la largeur déterminée par les règlements et portée par le devis estimatif et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, pour emprunter, en trois années, la somme de 70,595 livres à laquelle cet ouvrage a été estimé.

Ledit sieur syndic a dit aussi, qu'en exécution de la délibération prise par les Etats particuliers, tenus à Mende, le 3 avril 1783, le sieur Boissonade, directeur des travaux publics, ayant travaillé à la rédaction de la carte itinéraire du diocèse, dans la forme prescrite par la délibération de nosseigneurs des Etats, du 12 décembre 1782, cette carte a été remise à M. de Rome, syndic général de la province ; mais avant d'en faire l'envoy, il en fut dressé une seconde, calquée sur la première ; qu'il a l'honneur de la présenter à l'assemblée pour qu'elle puisse s'assurer de son exactitude, de l'utilité des routes qui y sont tracées, et délibérer sur leur exécution ; sur quoi il a observé que, comme toutes n'étant pas également pressantes, on pourroit commencer d'abord par celles qui paroistroient les plus intéressantes et les plus avantageuses au païs, sans perdre cependant de vue les autres, auxquelles on feroit travailler ensuite successivement et par ordre ; que d'après cet arrangement, qui, s'il est adopté, remplirait dans un temps limité et sans surcharge les vues de l'administration, elle pourroit, chaque année, déterminer les ouvrages qu'elle voudroit faire exécuter, et charger en conséquence le directeur des travaux publics du païs d'en lever les plans et dresser les devis estimatifs, pour être présentés l'année suivante aux Etats particuliers du païs, qui, après les avoir examinés, délibéreroient avec connoissance sur l'exécution et donneroient pouvoir au syndic du païs de poursuivre les permissions nécessaires ; que l'on pourroit, si l'assemblée le trouvoit à propos, commencer par la route depuis le pont de Chanac jusques au pont Pescil, près Marvejols, réclamée par une délibération de cette ville, du 25 may dernier ; de celle de St-Etienne-

du-Valdonnez au Pont-de-Montvert ; du Malzieu à La Garde ; des changements à faire à la côte de Larcis, à celle des Cheirouses, sur le causse de Sauveterre, sur la route du bas Languedoc en Auvergne, par Maruejols, et à celles d'Alteyrac et du bois de Saint-Martin, route de Mende à Langogne, et enfin d'une communication directe du Velai avec le haut Gévaudan, vivement sollicitée par MM. les administrateurs du diocèse du Puy.

M. le 1<sup>er</sup> consul, maire de la ville de Maruejols, a eu l'honneur de représenter à l'assemblée que le chemin de cette ville à Saint-Urcise, par la Maison-Neuve, étant d'une utilité générale au païs, devroit, ce semble, être compris dans l'état de ceux dont on doit lever le plan et dresser le devis la présente année.

Il a aussi représenté que les changements à faire à la route depuis le pont de Chanac jusques au pont Pescil ayant été cy-devant délibérés, le plan et devis en furent dressés et approuvés par MM. les commissaires du diocèse ; que ces ouvrages, suivant ledit devis, devoient donner lieu à une dépense d'environ 40,000 livres, parce qu'on avoit traité les choses en grand ; que dans la vérité l'on pourroit rendre cette partie de chemin aisée et bien roulante, moyennant une dépense de 6 à 7,000 livres ; que l'utilité de cette communication et la modicité de la dépense à laquelle elle donneroit lieu, devroit engager l'assemblée à en délibérer définitivement l'exécution, et à charger ledit sieur syndic de poursuivre, aux prochains Etats généraux, les consentements et permissions nécessaires.

Sur quoi, l'assemblée, après avoir fait faire lecture du relevé des différents projets de route tracés dans la carte itinéraire et ne pouvant, malgré leur utilité, se



livrer de suite aux dépenses immenses qu'occasionneroit leur exécution, a unanimement délibéré de suivre le plan proposé par ledit sieur syndic, et elle a en conséquence chargé le directeur des travaux publics du païs de dresser, pendant le cours de cette année, les plans et devis estimatifs de la route de Saint-Etienne-du-Valdonnez au Pont-de-Montvert, du Malzieu à La Garde ; des changements aux côtes de Larcis et des Cheirouses, et à celles d'Alteyrac et du bois de Saint-Martin et de Saint-Urcise à Maruejols, par la maison-Neuve.

Et à l'égard de la communication du Velay au haut Gévaudan, sollicitée par le diocèse du Puy, comme elle intéresse également les deux diocèses, elle a été d'avis de prier M. Ofarrell, directeur des travaux publics de la province, d'examiner et de choisir lui-même l'emplacement qui seroit le plus avantageux aux deux païs, afin qu'après cette opération le directeur des travaux publics du païs puisse en dresser le devis.

Et pour ce qui concerne la partie de chemin depuis le pont de Chanac jusques au pont Pescil, comme l'observation dudit sieur 1<sup>er</sup> consul, maire de Maruejols, contredit le plan et devis estimatifs qui en avoient été dressés ; il a été unanimement délibéré de prier ledit M. Ofarrell de vouloir bien vérifier lui-même les ouvrages à faire à cette partie de chemin, et si, d'après son rapport, ils ne doivent donner lieu qu'à une déense de 6 ou 7,000 livres ; l'assemblée donne pouvoir exprès, à MM. les commissaires du diocèse, de l'approuver, et de charger ledit sieur syndic de poursuivre les permissions et consentements nécessaires pour leur exécution, et dans le cas contraire, le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs, demeurera chargé d'en lever un nou-

veau plan et d'en dresser un nouveau devis estimatif, comme des autres routes mentionnées dans le 1<sup>er</sup> article de cette délibération.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il y a quelques parties de chemin d'une utilité connue qui, n'ayant jamais été entretenues depuis leur construction, ont été dégradées et deviendroient dans peu impraticables si l'assemblée n'en faisoit adjuger l'entretien ; que ces parties, au nombre de quatre, sont :

1° La côte de La Molène, depuis Barre jusques au pont de Ravatgers, pour éviter en hiver le passage de La Cam de l'Hospitalet et communiquer, sans danger, avec la grande route du bas Languedoc en Auvergne ;

2° La côte de Solperières, construite depuis peu d'années, pour ouvrir, à quelques communautés considérables, une communication avec le bas Languedoc ;

3° Le chemin nouvellement exécuté depuis le valat de la fontaine du Pommier jusques à Cabrillac, servant à la communication de Meyrueis avec le diocèse d'Alais ;

4° La côte depuis le causse de La Canourgue jusques à la jonction du chemin de cette ville à Maruejols, route de Mende en Rouergue.

Que l'utilité de ces chemins et la nécessité de les faire entretenir pour prévenir leur ruine et les dépenses qu'il faudroit faire pour les reconstruire, détermineront sans doute l'assemblée à donner pouvoir à MM. les commissaires d'en adjuger l'entretien en la forme ordinaire, pour le temps et terme de six années, sous la réserve expresse que les baux qui en seront passés aux entrepreneurs ne pourront avoir leur effet qu'après qu'ils auront été approuvés par nosseigneurs des Etats et autorisés par nosseigneurs les commissaires du Roy et des

Etats, et que le montant de leur adjudication ne leur sera payée, chaque année, que sur les certificats de réception du directeur ou de l'inspecteur des travaux publics du pays.

Ce qui a été unanimement délibéré par l'assemblée, qui a chargé en conséquence ledit sieur syndic de faire faire les publications et affiches en la forme ordinaire.

Ledit sieur syndic a ensuite rendu compte à l'assemblée de l'emprunt qu'il a fait de la somme de 942 livres, pour les réparations des salles des Etats de Mende et de Maruejols et des archives du diocèse, en vertu de l'arrêt du Conseil du 14 février 1785, et qu'il a fait remettre dans la caisse de M. le receveur, pour être par lui employée à sa destination, conformément aux règlements, et il a requis l'assemblée d'approuver cet emprunt et de l'autoriser à poursuivre la permission d'imposer ladite somme avec les intérêts en faveur de ceux qui l'ont prêtée.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a aussi rendu compte de deux ordonnances rendues par Mgr l'Intendant et sollicitées par MM. les commissaires du diocèse, l'une contre les entrepreneurs de l'entretien des chemins qui ne remplissent pas fidèlement les conditions de leurs adjudications, et l'autre contre les particuliers qui usurpent sur la voye publique.

Et l'assemblée l'a chargé de tenir la main à leur exécution et d'envoyer à cet effet, dans toutes les communautés riveraines des grands chemins, des exemplaires imprimés de celle qui regarde les usurpations sur la voye publique, et d'en remettre de l'une et de l'autre à tous les entrepreneurs de l'entretien desdits chemins.

De relevée.

Le syndic du païs a dit que la construction des travaux publics étant une des parties les plus intéressantes de l'administration , l'assemblée ne sauroit donner trop d'attention à ce que les entrepreneurs, chargés de leur exécution, se conforment aux règlements des Etats et suivent les conditions portées par les devis et par leurs baux d'adjudication ; qu'intéressés à s'en écarter pour diminuer la dépense et augmenter leurs profits, ils pourront le faire facilement, tant qu'ils ne seront pas surveillés continuellement par des personnes intelligentes et d'une probité connue.

Que la plus grande partie des chemins du diocèse, élevés en chaussée ou établis sur le revers des montagnes, doivent être nécessairement soutenus par des bons murs, solidement maçonnés ; que quoique les entrepreneurs soient tenus de le faire par leurs engagements, on ne peut être assuré de leur exactitude à les remplir, le directeur et l'inspecteur des travaux publics du païs, trop occupés d'ailleurs pour se tenir assidûment sur tous les travaux, ne peuvent inspecter les ouvriers qui les exécutent et ne sçauroient par conséquent juger avec vérité de la solidité des ouvrages qu'ils vérifient, ny s'apercevoir lors de leurs visites, malgré les sondes qui ne peuvent être faites qu'au hazard, si les murs sont intérieurement bâtis en bonne maçonnerie et suivant les règles de l'art, et si les comblements des chaussées sont faits en entier avec de la pierraille ou simplement avec de la terre, recouverte par un empierrement ; qu'on ne peut, ce semble, parer à ces fraudes ruineuses pour le païs, qu'en établissant, à l'exemple de plusieurs dio-

cèses de la province, un piqueur sédentaire sur chaque travail, qui seroit chargé de veiller à ce que ceux qui doivent l'exécuter se conforment à leur devis, et de rendre compte au syndic du païs et au directeur des travaux publics de la fidélité ou de l'inexactitude des entrepreneurs ; que par cet établissement utile et peu coûteux on seroit assuré de la solidité des ouvrages.

Que si l'assemblée approuve ce projet, elle pourroit renvoyer, à MM. les commissaires de l'assiette ou à MM. les commissaires, pendant l'année, le choix de ces piqueurs, qui ne pourroit porter que sur des personnes entendues dans cette parties, et dont la droiture et la probité seroient connues, et fixer cependant le prix de leurs journées utiles à 2 livres par jour, dont le montant seroit pris sur le fonds des dépenses imprévues ou imposé, en cas d'insuffisance, après en avoir auparavant obtenu la permission de nosseigneurs des Etats.

Sur quoi l'assemblée a cru devoir prendre de plus grands éclaircissements, sur l'utilité de l'établissement proposé, avant de rien délibérer.

Ledit sieur syndic a dit que la conservation des bestiaux étant un objet des plus intéressants pour tout le royaume, l'on s'y est occupé depuis plusieurs années, et particulièrement dans la province de Languedoc, à prévenir et arrêter, par des établissements utiles, les maladies dont ils sont attaqués ; les écoles vétérinaires ont été fondées, et presque tous les diocèses se sont empressés d'y envoyer des élèves ou de se procurer quelqu'un des sujets qui y avoient été formés.

Que le diocèse de Mende auroit dû être un des premiers à suivre cet exemple, n'ayant d'autres ressources que dans la vente et le produit de ses bestiaux, qui sont

presque annuellement sujets à des maladies dont on pourroit peut être arrêter les suites funestes, s'il y avoit dans le païs quelqu'un d'expérimenté et en état d'appliquer les remèdes convenables.

Que par ces considérations, il croit devoir proposer à l'assemblée d'envoyer et d'entretenir, pendant quatre ans, un élève à l'école vétérinaire de Lyon, et de renvoyer à MM. les commissaires à faire le choix d'un sujet assez intelligent pour profiter des leçons qui lui seront données ; il l'a requise en même temps, au cas elle approuve ce projet, de l'autoriser à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, leur consentement et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, d'imposer annuellement, pendant quatre années, la somme de 450 livres, pour la pension dudit élève, ou pour son uniforme, livres et instruments nécessaires et frais de voyage.

M. de Retz de Servièrès, fils, représentant M. le baron de Florac, a lu à l'assemblée un mémoire relatif à cet établissement, dans lequel il expose qu'il seroit infiniment plus avantageux au païs de se procurer, s'il étoit possible, un élève déjà formé.

Sur quoi, l'assemblée, après avoir remercié M. de Servièrès des nouvelles preuves de son zèle pour tout ce qui intéresse le bien public, a unanimement délibéré et donné pouvoir au syndic du païs de s'informer s'il seroit possible de se procurer un élève déjà formé et à quelles conditions, et dans ce cas de recourir à nosseigneurs des Etats généraux et à nosseigneurs les commissaires du Roy, pour obtenir leur consentement à l'exécution de ce projet, et en supposant qu'ils ne voulussent point

l'agréer, elle l'a chargé de poursuivre les permissions nécessaires, pour envoyer un élève à l'école vétérinaire de Lyon, et pour imposer annuellement, pendant quatre ans, la somme de 450 livres, pour sa pension et autres dépenses relatives ; elle a renvoyé, à MM. les commissaires du diocèse, le choix de cet élève, et elle a en même temps délibéré de faire imprimer le mémoire dudit M. de Retz, à suite du procès-verbal des Etats.

Ledit sieur syndic a dit aussi, que pour se conformer aux vues de nosseigneurs des Etats généraux de la province, l'assemblée auroit fait imprimer, l'année dernière, 150 exemplaires du procès-verbal de la tenue des Etats et assiette de ce païs, dont 104 furent adressés à M. de Rome, et le surplus réservé, pour être distribué à MM. les députés à cette assemblée, ou déposés aux archives du diocèse.

Que les frais de cette impression, réglé à 9 livres par feuille, y compris ceux de la relieure, se sont portés à 268 livres et ont été payés sur le fonds des dépenses imprévues ; que comme il est à craindre que ce fonds ne soit épuisé cette année par les dépenses extraordinaires auxquelles il doit être employé, l'assemblée pourroit l'autoriser à solliciter les permissions d'imposer la somme à laquelle se portera l'impression du procès-verbal de cette année, qui demeurera fixée sur le même prix de 9 livres la feuille, sauf à y être pourvu à l'avenir sur le fonds des dépenses imprévues.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit encore que nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats ont permis, par deux jugemens du 7<sup>e</sup> décembre dernier, d'imposer, cette année, sur le diocèse, la somme de 5,899 livres 15 sols.

deniers, pour dédommagement du terrain pris pour l'emplacement des chemins, à divers particuliers compris dans les rapports des sieurs Boissonade et Robert, experts, chargés, par délibération de l'assemblée, de faire cette vérification et estimation.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré et donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette d'imposer la susdite somme de 5,899 livres 15 sols 6 deniers. Ledit sieur syndic a ensuite proposé à l'assemblée de nommer des experts pour vérifier et estimer, suivant l'usage et en la forme prescrite par l'arrêt du Conseil du 16 octobre 1784, les dommages soufferts par quelques particuliers, pour les réparations, changements et nouvelle construction de la partie de chemin de Cabrillac, sur la route de Saint-André à Meyrueis, et de ceux qui seront causés par la construction des ouvrages qui doivent être exécutés cette année, et de l'autoriser, lorsque cette vérification et estimation seront faites et approuvées par MM. les commissaires du diocèse, de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, le consentement et permissions nécessaires d'en imposer le montant, pour être payé aux particuliers endommagés, sur les mandements de MM. les commissaires.

Sur quoi l'assemblée a nommé les sieurs Boissonade, directeur des travaux publics du pays, et Robert, expert du diocèse, pour vérifier et estimer, en présence des parties intéressées, les dommages qu'ils auront souffert à raison de la construction desdits chemins, et d'en dresser leur rapport; elle a en même temps autorisé ledit sieur syndic à poursuivre les permissions nécessaires, pour en imposer le montant l'année prochaine, après toutefois qu'il aura été approuvé par MM. les commissaires.



Ledit sieur syndic a dit encore que quelques particuliers, dont on avoit pris les fonds pour l'emplacement de certaines parties de chemin, durant la gestion de feu M. Lafont, ont, après sa mort, renouvelé leurs plaintes sur ce que le dommage qui leur avoit été causé, ayant été vérifié, estimé, et le montant du rapport imposé en leur faveur, ne leur a cependant pas été payé ; MM. les receveurs n'ayant pu l'acquiter, faute de fonds, toute leur recette étant balancée par les articles de dépense employés dans les comptes qu'ils ont rendu. Ledit sieur syndic a ajouté que les entrepreneurs de l'entretien de quelques parties de chemin prétendant n'avoir pas été payés en entier du prix de leur adjudication, réclament ce qui leur est dû ; que tous ces faits, trop anciens pour qu'on puisse en avoir une connoissance exacte, ne pouvant être établis que par l'examen des comptes de MM. les receveurs et des départements des impositions, ce n'est que sur le vu de ces pièces, comparées les unes avec les autres, qu'on pourra être assuré si ces différentes demandes sont bien ou mal fondées, mais que comme cette vérification exigeroit un travail trop long pour que cette assemblée puisse s'en occuper, elle trouvera peut-être convenable de renvoyer cet examen à MM. les commissaires du diocèse, et de les autoriser, au cas ces demandes soient fondées et qu'il soit prouvé que les entrepreneurs avoient entièrement rempli leurs engagements, à recourir à nosseigneurs des Etats pour solliciter leur consentement et la permission d'imposer, en faveur des parties réclamantes, les sommes qu'il aura été justifié leur être réellement dues, à la charge encore par ledit sieur syndic de rendre compte, à la prochaine assemblée des Etats particuliers, du résultat de la vérification de

**MM.** les commissaires et des permissions qu'il aura obtenues en conséquence.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Le syndic du païs a ajouté que le fonds des dépenses imprévues de l'année dernière ayant été épuisé pour réparer les dégradations extraordinaires causées aux ponts et chemins par les inondations fréquentes que ce païs éprouva, il n'a pu faire payer sur ce fonds, au sieur Enjelvin, notaire, les frais des contracts passés pour le diocèse, se portant, suivant l'état qu'il en a remis, à la somme de 1,512 livres 16 sols, savoir : 995 livres 19 sols 6 deniers pour les controlles, et 516 livres 14 sols 6 deniers pour les autres droits ; et il a en conséquence requis l'assemblée de lui donner pouvoir de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux de la province, les consentements et permissions nécessaires pour imposer, l'année prochaine, en faveur dudit sieur Enjelvin, ladite somme de 1,512 livres 16 sols, avec les intérêts du montant du contrôle seulement depuis le jour de l'avance.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a présenté à l'assemblée un mémoire qui lui a été remis par les sieurs Boissonade, directeur et inspecteur des travaux publics du païs, par lequel ils exposent, qu'en conséquence des ordres de l'assemblée, ils ont dressé la carte routière du diocèse en deux exemplaires, dont l'un a été envoyé à M. le syndic général de la province, et l'autre doit être remis à M. Ofarrell, et qu'en outre ils ont fait plusieurs journées extraordinaires en 1782 et 1783 pour l'estimation des chemins qui avoient été exécutés par économie pendant la gestion de feu M. Lafont ; ce qui leur a occasionné des dé-

penses considérables, auxquelles ils supplient l'assemblée de vouloir bien avoir égard.

Sur quoi, l'assemblée, après avoir entendu la lecture dudit mémoire, a délibéré, à la pluralité des suffrages, par les raisons y ramenées, d'accorder auxdits sieurs Boissonade, sous le bon plaisir de nosseigneurs des Etats, une somme de 400 livres à titre de gratification et défrai pour la rédaction de la carte ou pour les journées extraordinaires par eux faites pour l'estimation des chemins exécutés par économie pendant la gestion dudit sieur M. Lafont, et elle a chargé ledit sieur syndic de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, les consentements et permissions nécessaires pour l'imposition de cette somme.

Ledit sieur syndic a dit que les démarches réitérées que l'assemblée a faites pour obtenir l'établissement de la ligne de poste de St-Flour à Montpellier, par Mende, l'exemption de la marque des petites étoffes du Gévaudan et la diminution du prix du sel, plus fort dans ce pays que dans tous les autres diocèses de la province, ayant été approuvées par nosseigneurs des Etats généraux, ils ont bien voulu, par leurs délibérations des 15 et 18 décembre dernier, autoriser nosseigneurs leurs députés à la Cour à appuyer de tout leur crédit ces différentes demandes auprès du Ministre ; que de si puissantes protections, jointes à celle de Mgr l'archevêque de Narbonne, doivent faire espérer avec confiance qu'elles seront accueillies aussi favorablement qu'elles paroissent le mériter ; mais comme, malgré les mémoires déjà remis, nosseigneurs les députés à la Cour pourroient en demander de nouveaux, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de l'autoriser à fournir tous les éclaircissements

qui seront jugés nécessaires et à traiter directement ou indirectement avec MM. les fermiers généraux sur la diminution du prix du sel.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit aussi que M. Saralier, lieutenant de prévôt de la maréchaussée, se transporte chaque année et à différentes époques dans le diocèse, pour l'instruction des procédures et jugements des malfaiteurs qui sont de sa compétence.

Que ces voyages multipliés lui occasionnant des dépenses extraordinaires, l'assemblée a toujours été dans l'usage de lui accorder, pour son défray, ainsi qu'à M. son assesseur, une gratification proportionnée au nombre des procédures et aux difficultés qu'elles entraînent, et de faire en même temps les fonds nécessaires pour fournir aux frais d'arrestation et de traduction des criminels.

Que cette imposition ayant pour objet la tranquillité et la sûreté publique, l'assemblée se décidera vraisemblablement à la continuer ; mais comme elle ne peut être fixée qu'après que les jugements auront été rendus, ledit sieur syndic a requis l'assemblée de renvoyer à MM. les commissaires du diocèse, pour régler la gratification dudit M. Saralier et de son assesseur, ainsi que l'état des frais d'arrestation, et de l'autoriser à poursuivre, pendant la tenue des prochains États généraux, la permission d'imposer les sommes qui auront été déterminées pour ces différents objets.

M. Aldebert, député de M. le baron de Peyre, a eu l'honneur de représenter à l'assemblée qu'on pourroit éviter cette dépense si le le présidial de Nîmes venoit de temps en temps tenir ses séances dans le Gévaudan,

comme il y est obligé, et que cette Cour étant défrayée par le Gouvernement, ce seroit autant d'économisé pour le diocèse.

Ledit sieur syndic a observé que les scéances de cette Cour dans ce païs, étant très rares, ne sçauroient suffisamment pourvoir à la sûreté publique et laisseroient gémir dans les prisons, pendant plusieurs années, une foule de malheureux.

Que d'un autre côté, l'attribution de M. le prévôt n'étant pas la même que celle du présidial, l'un n'exclut pas l'autre ; que le païs du Vivarais, dans lequel la même Cour doit aussi tenir ses scéances, conformément aux édits et déclarations du Roy et pourvu depuis peu de deux sénéchaussées, ne laisse pas que d'appeller annuellement M. le lieutenant de prévôt, et d'imposer pour lui une gratification proportionnée à ses travaux, et qu'enfin la modicité de cette dépense ne peut pas balancer les avantages qui en résultent.

Surquoi l'assemblée convaincue par l'expérience de l'heureux effet que produisent dans ce païs les voyages multipliés de M. le lieutenant de prevot, à unanimement délibéré conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a ensuite requis l'assemblée de charger le greffier du diocèse : 1° de comprendre dans les mandes des communautés de Saugues, le Malzieu, Marvejols, Ispanhac et St-Etienne de Valfrancesque, des intérêts qu'elles doivent pour le rachat des leurs mairies et de joindre à cet effet à l'envoy de leurs mandes un extrait de l'état desdites sommes pour qu'elles puissent se conformer aux conditions y portées.

2° De comprendre aussi les mandes des communautés

qui ont souscrit pour le recueil des lois municipales de la province un article séparé pour que chacune d'elles impose la somme de 20, livres la présente année, pour partie du prix de cette souscription, conformément à l'état qui lui en a été adressé par M. le syndic général de la Province.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a représenté à l'assemblée que quelques administrateurs des communautés de ce diocèse, par ignorance des réglemens ou par inexactitude à s'y conformer, ayant négligé de remettre les pièces nécessaires pour opérer la vérification de leurs dettes, il en résultait mille difficultés auxquelles Nos Seigneurs les commissaires du Roy et des Etats ont voulu parer en faisant imprimer un Etat détaillé de toutes les pièces à produire, qu'ils ont rendu en même tems une ordonnance, le 5 août 1783 portant qu'à l'avenir il ne sera prononcé sur aucune addition aux dettes des communautés si on n'y joint toutes les pièces mentionnés audit état et que les consuls et greffiers demeureront responsables du défaut de remise avec injonction de faire transcrire dans les registres de leurs délibérations le susdit état et ordonnance pour y avoir recours dans le besoin.

Que d'un autre côté nosdits seigneurs les commissaires prévoyant que depuis l'époque du règlement par eux fait pour les dépenses ordinaires des communautés, il pourroit y avoir des changements à faire occasionnés par la différence des tems ou par de nouvelles circonstances, chargèrent M. de Rome, syndic général de cette province d'écrire une lettre circulaire à MM. les maires et consuls, pour les informer de leurs intentions à cet égard et pour les exhorter à faire délibérer leurs com-

munautés sur les changements qu'ils croiront devoir être faits dans leurs dépenses, en observant les articles qu'elles jugeront devoir supprimer comme inutiles, ou en y en ajoutant de nouveaux, ou enfin en augmentant ou diminuant ceux qui subsistent actuellement.

Que ces différentes pièces lui ayant été adressées le 6 septembre dernier par M. de Rome, il s'empresse de les envoyer par des exprès à MM. les consuls des différentes communautés de ce diocèse, qu'il espéroit que ces administrateurs se seroient empressés eux-mêmes à se conformer à ce qui leur était prescrit et à lui envoyer en conséquence les délibérations qu'ils devoient faire prendre ; que n'en ayant reçu qu'un très petit nombre, il n'a pu en faire l'envoi à M. le syndic général, n'y faire délibérer MM. les commissaires ainsi qu'il en avait été chargé et qu'il vient de l'être plus expressément encore par une lettre dont M. le marquis de Montferrier l'a honoré le 14 mars dernier.

Que dans ces circonstances l'assemblée devrait le charger d'exhorter de nouveau les administrateurs qui sont en retard de se mettre tout de suite en règle ; que pour les engager à le faire avec plus de célérité, elle pourroit prier MM. les commissaires, qui doivent se transporter dans les différentes communautés du pays pour la répartition de la capitation, de les y déterminer ; qu'elle pourroit en même temps faire la même prière à MM. les maires et consuls qui sont ici présents.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit encore qu'il a été rendu deux jugemens par nos seigneurs les commissaires du Roy et des Etats, en date des 23 et 30 novembre 1783, dont un ordonne en faveur des collecteurs de plusieurs com-

munautés du diocèse en l'année 1782, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à la somme de 201 livres 9 sols 11 deniers, et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans d'autres communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs de la même année 1782, se portant en totalité à la somme de 5,125 livres 7 sols 5 deniers, et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer que, conformément auxdits jugemens, il sera fait mention de ces debets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a ajouté que par la vérification qu'il a faite du susdit jugement du 30 novembre 1783, il a vu que nosdits seigneurs les commissaires avoient rayé, dans les comptes de 19 collecteurs de ce diocèse, le montant de leurs debets se portant, suivant le relevé qu'il en a fait, à 458 livres 5 sols 11 deniers que comme cette radiation n'a été faite que faute par eux d'avoir rapporté, en appui de leurs comptes, les pièces justificatives exigées par le règlement du 5 janvier 1769 ; il en donna tout de suite avis à ces collecteurs afin qu'ils puissent faire rétablir ces parties rayées avant le 1<sup>er</sup> may ; qu'on pourroit prévenir à l'avenir de pareilles radiations, si l'assemblée chargeoit M. l'auditeur des comptes d'avertir les comptables, pour l'ordinaire peu éclairés, des pièces qui leur manquent, pour obtenir la vérification de leurs debets, sur cet avis, ces collecteurs chercheroient à se les procurer et se mettroient en règle.



Ce qui a été délibéré.

Ledit sieur syndic a dit que quelques communautés du diocèse ayant imposé, en 1783, des sommes non permises ou excédant celles qui sont autorisées par le règlement, il a été rendu, contre leurs administrateurs ou leurs greffiers, des ordonnances de restitution au nombre de 26, se portant en total à 1073 livres 9 sols 2 deniers.

Que presque toutes les années Nos Seigneurs les commissaires sont forcés d'en rendre de pareilles, ce vice s'étant perpétué dans l'administration des communautés faute d'exactitude à se conformer à ce qui est prescrit pour le recouvrement de ces restitutions, par les ordonnances de nos seigneurs les commissaires des 27 novembre 1752 et 23 février 1775 et autres avis particuliers qui sont annuellement donnés dans l'instruction qui accompagne la mande de la taille et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer sur les moyens à prendre pour faire cesser ces abus, en assurant l'exécution des susdites ordonnances.

Surquoi l'assemblée a unanimement délibéré 1° de charger le greffier du diocèse d'annexer, aux mandes de la taille des communautés contre lesquelles il a été prononcé des ordonnances de restitution, une expédition de ces ordonnances; 2° qu'il en sera remis une deuxième expédition à M. le receveur entrant en exercice la présente année; 3° d'exhorter les uns et les autres à se conformer à ce qui leur est prescrit par les susdites ordonnances de 1752 et 1775; 4° de renouveler plus particulièrement les instructions qui étaient données à cet égard dans celle qui est jointe aux mandes de la taille, et finalement d'avertir MM. les receveurs qu'ils doivent rendre compte, chacun comme les con-

cerne, des restitutions qu'ils ont reçues ou dû recevoir depuis 1752 et remettre un état en double des sommes recouvrées, audit sieur syndic, dont l'un sera par lui adressé aux consuls des communautés auxquelles les sommes appartiendront, pour qu'ils en fassent faire le moins imposé dans le rôle de la taille et l'autre envoyé à M. le syndic général du département.

Ledit sieur syndic a communiqué, à l'assemblée, un arrêt du Conseil d'Etat du Roy du 10 janvier dernier, qui ordonne la reprise, par le trésor royal, de la taille des bois acquis par Sa Majesté dans la communauté de Sernac au diocèse d'Alby, et comme cet arrêt reconnoît et confirme d'une manière formelle le principe constant en Languedoc de l'inhérence de la taille aux fonds roturiers et de l'indébité de leur roture, dans qu'elles mains qu'ils puissent passer, il croit qu'il serait essentiel de charger le greffier du païs de donner connaissance de cette décision à toutes les communautés du diocèse, par un avis particulier dans la mande de la taille de cette année.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a aussi communiqué deux Etats des sommes dues par certaines communautés du diocèse et vérifiées par jugements des 30 novembre et 19 décembre 1783, 18 mars et 22 avril derniers, et un 3<sup>e</sup> état des sommes qui ayant été vérifiées les années précédentes n'ont pas été imposées en tout ou en partie par les communautés qui y sont dénommées, et comme l'assemblée doit veiller à l'exécution des jugements qui tendent à la libération desdites communautés, il la requiert de charger le greffier du diocèse d'en faire mention dans les mandes de la taille.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Le syndic du país a dit que la souveraine Cour du Parlement a rendu un arrêt, le mois de juin dernier, qui attribue aux postulans dans les juridictions banerettes le tiers des droits accordé aux procureurs du sénéchal de Nîmes.

Que par ce nouveau tarif, qui paroît d'abord très modéré, les droits des postulans déjà fort onéreux aux parties ont plus que doublé, surtout dans les appointemens en défaut qui sont les plus ordinaires et qui se poursuivent presque toujours pour des sommes si modiques ; que souvent les frais de ce simple appointement surpassent le montant de la dette primitive, d'où il résulte une surcharge accablante pour le peuple ;

Que cette surcharge est encore aggravée par la multiplicité des petites affaires inévitables dans un país aussi pauvre que le Gévaudan, et par une foule de circonstances locales que nosseigneurs du Parlement ne pouvoient connoître, mais qui n'auront pas échappé à l'examen éclairé et suivi de nosseigneurs de la Commission, qui ont parcouru ces contrées pour connoître et réformer les abus qui s'étoient introduits dans l'administration de la justice ;

Qu'ils aurent pu voir, par eux-mêmes, que dans un país où la justice se rend sur les lieux, où presque toutes les affaires se poursuivent en défaut, et dans lesquelles les postulans n'écrivent et ne reçoivent jamais de lettres, ils ne devroient pas, ce semble, exiger des droits de correspondance de clerc et de rôle, droits cependant très considérables, que ce genre d'affaires ne comporte pas, et qui, souvent répétées, deviennent très onéreux ;

Que MM. les officiers de justice, par une suite de leur zèle pour les intérêts des malheureux plaideurs, ont déjà fait des démarches auprès de nosseigneurs de la Commission, et se proposent d'en faire de nouvelles auprès de nosseigneurs du Parlement, pour qu'il leur plaise supprimer ce tarif dans le Gévaudan, et y en substituer un plus analogue à la nature des affaires qui s'y poursuivent ordinairement ; que pour donner plus de poids à leurs sollicitations, ils réclament celles de l'assemblée, et la prie de vouloir bien appuyer leurs démarches.

Sur quoi, l'assemblée, en applaudissant au zèle de MM. les officiers de justice de ce pays, a unanimement délibéré et donné pouvoir audit sieur syndic de solliciter lui-même, au nom du pays, auprès de nosseigneurs du Parlement, la demande de ces officiers, et de réclamer, à cet effet, la justice de M. le procureur général, en lui envoyant une expédition de la présente délibération.

Ledit sieur syndic a dit que les dommages causés à la récolte et aux fonds d'un très grand nombre de communautés de ce diocèse, par les pluies et les orages extraordinaires de l'année dernière, ayant été constatés par les procès-verbaux de vérification, Mgr l'Intendant a bien voulu lui accorder, sur les secours donnés par le Roi, une somme de 42,717 livres, savoir : 30,000 livres sur les 100,000 livres réservés par arrêt du Conseil du 13 mars dernier, pour les diocèses de Montpellier, Viviers et Mende ; et 12,717 livres pour l'indemnité ordinaire ; sur laquelle somme ayant été prélevé, par mondit seigneur l'Intendant, celle de 5,350 livres, pour des indemnités particulières, le fonds à répartir s'est trouvé réduit à 39,367 livres.

Que conformément à son ordonnance du 4 mai der-

nier, cette répartition ayant été faite, par MM. les commissaires, sur les communautés endommagées, et autorisée après par autre ordonnance du 21 du courant, l'assemblée doit charger le greffier du diocèse de marquer, par un article séparé, dans la mande de la taille desdites communautés, les sommes pour lesquelles elles sont comprises dans la répartition, afin qu'elles puissent en faire le moins imposé.

Ce qui a été délibéré.

Ledit sieur syndic a ajouté que les nouveaux malheurs causés aux récoltes, par le long séjour des neiges, ayant été connus du meilleur des rois, il a bien voulu venir au secours de ses sujets et leur accorder une nouvelle remise de trois millions.

Que ce diocèse ayant, par sa situation et la rigueur de son climat, essuyé des pertes très considérables, comme il résulte des verbaux qui en ont été adressés à Mgr l'Intendant, il y a lieu d'espérer que, par une suite de ses bontés pour ce pays, il voudra bien le comprendre dans la répartition de cette somme, et que l'assemblée trouvera sans doute à propos de charger ledit sieur syndic de renouveler, au nom de MM. les commissaires, les instances qu'ils ont déjà faites auprès de ce seigneur, pour en obtenir des secours proportionnés aux pertes que le diocèse a faites.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a ajouté que le 10 de ce mois un ouragan des plus violents, accompagné de grêle, abattit plusieurs maisons du village de Chaulhac, paroisse de La Fage-Saint-Julien, et ruina la récolte de plusieurs communautés du diocèse ; qu'il s'est empressé de faire part de ces désastres à Mgr l'Intendant ; mais

comme il ne pourra lui en rendre un compte détaillé qu'après que la vérification en aura été faite, il requiert l'assemblée de l'autoriser à se transporter sur toutes les communautés endommagées, ou qui pourroient l'être, avant la dépouille des récoltes, pour s'assurer des pertes qu'elles auront souffert.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré de charger ledit sieur syndic de procéder à cette vérification et de se concerter, à cet effet, avec M. le subdélégué, conformément à la décision du Conseil, du mois de février 1755, et d'en dresser des procès-verbaux, pour être envoyés à M. l'Intendant.

Ledit sieur syndic a représenté à l'assemblée que depuis longtemps la rareté faisant désirer qu'on pût découvrir dans le diocèse des mines de charbon de pierre, plusieurs particuliers ont fait des recherches suivies, et quelques-uns se sont flattés d'y avoir réussi, et sont venus lui en présenter des échantillons ; que cette découverte seroit trop précieuse et trop intéressante pour ne pas mériter l'attention de l'administration ; mais que, pour s'assurer de sa réalité et de son utilité, il paroît absolument nécessaire de faire faire des fouilles et des sondes dans les endroits où l'on soupçonne qu'elles existent, et ensuite des épreuves sur le minéral, en présence de gens de l'art ou d'autres personnes versées dans la science de la minéralogie ou chimie docimastique.

Sur quoi, l'assemblée, convaincue de l'utilité qui résulteroit pour le païs de cette découverte, a unanimement délibéré et donné pouvoir audit sieur syndic, de faire faire les sondes, fouilles et épreuves nécessaires,

pour s'assurer de sa réalité et de son utilité ; et néanmoins, pour ne pas se livrer d'abord à des dépenses trop considérables, et qui pourroient être infructueuses, elle a été d'avis de n'y employer, dans le cours de cette année, par manière d'essai, qu'une somme de 200 livres, qui sera prise sur le fonds des dépenses imprévues.

Il a été ensuite fait lecture d'un mémoire, présenté à l'assemblée par M. et M<sup>me</sup> Lafont, dans lequel ils ont l'honneur de lui proposer d'acheter la maison qu'ils possèdent en la ville de Mende, pour servir de cazernes à la brigade de maréchaussée de cette ville, qui l'occupe déjà à titre de ferme.

Sur quoi, l'assemblée, ne croyant pas cette dépense absolument nécessaire, surtout dans des temps aussi malheureux, a unanimement délibéré de ne pas accepter l'offre desdits sieur et dame Lafont.

Le syndic du païs, en finissant ses rapports, a dit qu'il croit devoir présenter à l'assemblée un état détaillé de l'emploi des sommes imposées pour l'entretien des différents chemins du diocèse, se portant en total à celle de 22,173 livres, savoir :

#### GRANDS CHEMINS DU DIOCÈSE.

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRE- NEURS.	MONTANT des baux d'entre- tien.
Du haut de la côte de Saint-Pierre au Pom- pidour.	Jacques Arman et Pierre Soulatges . . .	2,600 livres.
Du Pompidour au pont du Mazel.	Jean Lapise, Jean- Antoine Delon, Joseph Rascalon et Louis Sir- ven . . . . .	2,000
Du pont du Mazel au bas de la côte de Mo- ènes.	Etienne Lapise et Pierre Montels . . . .	1,300

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
Du bas de la côte de Molines au haut de celle du Choizal.	Pierre Meynadier, père et fils, Pierre et Antoine Falgairette. .	1,745 livres.
Du haut de la côte du Choizal à Mende.	Jean Toquebeuf et Pierre Mouton . . . .	725
De Mende à Serve- rette.	Jean Bonnefoux, Jean Toquebœuf, Pierre Mouton et Christophe Rendier .	1,400
De Serverette à La Garde.	Pierre Barbut et Jean-Pierre Creissent.	950
De La Canourgue à Chanac.	Louis Bonenfant et Pierre Montialoux . .	335
De Chanac au pont de Lagoutello.	Pierre et Jean Ber- gounhe . . . . .	675
Du pont de Lagou- telle à celui de Ber- lière, près Mende.	Pierre Mouton et Christophe Rendier .	400
De Mende à Lavita- relle, passant par Lau- bert et par le Palais du Roy.	Antoine et Pierre Joly, Antoine Auzillon et Pierre Fabre . . . .	650
De Lavitarelle au Mas-Neuf.	Les mêmes . . . . .	715
Du pont de Tarn, près Florac, aux Com- bettes.	Claude Philip et s' Jean-Pierre Plagnhes.	300
Des Combettes à la croix du causse de Mende.	Les mêmes . . . . .	310
Du haut de la côte de Molines à Chanac.	Pierre et Antoine Falgairette, Pierre Meynadier, père et fils.	305
De Chanac à Marue- jols.	Etienne Lardi, Joseph Aldebert et Guillaume Fabre.	420
De Maruejols aux Pradels, près Saint- Chély.	Pierre Barlet et Louis Mallet . . . . .	525
De Maruejols à La Canourgue et à l'ex- trémité du diocèse.	Les mêmes . . . . .	540
De Maruejols au pont de La Planchette.	Les mêmes . . . . .	225
De Mende à Bagnols et à Gourgnols.	Pierre Mouton et Christophe Rendier. .	480



PARTIES. DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
De la Montjoye du moulin de Bonhomme à la pierre Bescal.	André Feljas et Jean Chambon. . . . .	960 livres.
La côte de Bayard pour le tiers concernant le diocèse.	Pierre et André Feljas et Pierre Coustier.	80
Du haut de la côte de Bayard à La Bastide.	André Feljas et Jean Chambon. . . . .	700
De Pranlac à Langogne.	Pierre Mouton et Christophe Rendier. .	380
De la métairie du Lignon à Serverette.	Claude et Pierre Farges. . . . .	400
De Serverette au haut de la côte du Malzieu.	Louis Mallet et Nicolas Bonnet. . . . .	425
D'Esplantats à Saugues et de là au ruisseau de Lamuda.	Les mêmes . . . . .	190

Total. . . . . 19,735 livres.

### CHEMINS ROYAUX DES CÈVENNES.

Parties situées sur les paroisses de Frutgeires, Saint-Frézal et St-Andéol.	Sieurs Antoine Serrière et Etienne Pantel. . . . .	250 livres.
Celles des paroisses du Collet et St-Michel de Dèze.	André Feljas et Jean Chambon. . . . .	330
Celles de la paroisse de St-Germain-de-Calberte.	Louis Metge, Jean Jacques Dupuy et Jean Jacques Pic . . . . .	390
Celles des paroisses de St-Etienne-de-Valfrancesque et St-Martin-de-Boubaux.	Jean Pierre Armand et Louis Pierre Soulatges. . . . .	440
Celles des paroisses de Notre-Dame et Ste-Croix de Valfrancesque.	Pierre Soulatges et Jacques Armand. . . .	350
Celles des paroisses de St-Jean de Gabriac et du Pompidou.	Les mêmes . . . . .	130

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
Celles des paroisses de Vebron et Fraissi- net-de-Fourques.	Jacques Prunier et David Devèze . . . . .	182 livres.
Celles des paroisses de St-Laurent, Barre, les Baumes et Mole- zon.	Pierre Soulatges et Simon Mazauric. . . .	186
Celles de la paroisse de St-Martin-de-Lan- suscle.	Pierre Soulatges et Jean Pierre Arman . .	180

Total . . . . . 2,438 livres.

Ledit sieur syndic a mis ensuite sous les yeux de l'assemblée l'état des insensés du diocèse, nourris et entretenus dans des maisons de force sur le fonds de 1,500 livres que le païs est autorisé d'imposer pour fournir à cette dépense.

Jean-Baptiste Chastang, à l'hôpital du Puy.

Margueritte Guy, à l'hôpital de Mende.

Claudine Pigeire, id.

Anne Abrio, id.

Margueritte Borrel, id.

Alexandre Mercier, id.

François Gleize, id.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par M. l'abbé de Retz, vicaire-général, Président.

Fait, clos et arrêté à Maruejols, le vingt-trois juin mille sept cents quatre-vingt-quatre.

Signé : DE RETZ, vicaire-général, président.

1785

*Ouverture des Etats. — Ils vont en corps ouïr la messe du St-Esprit. — Places occupées par les gens des Trois Etats soit dans l'église soit dans la salle des délibérations. — Lecture des commissions et de l'arrêt du conseil. — MM. les commissaires se retirent de l'assemblée. — Lecture des procurations. — Prestation du serment. — Imposition des sommes portées par les commissons. — Lecture des règlements. — Délibération au sujet des procurations. — Confirmation des officiers du diocèse. — Lecture des mandes de la capitation et de l'industrie. — Vingtième des biens nobles. — Loyer des casernes de la maréchaussée. — Capitation de MM. les officiers de troupes. — Rapport de divers arrêts du Conseil. — Clôture des comptes des collecteurs. — Imposition pour les mairies et pour le recueil des lois municipales. — Débets et reliquats. — Dettes des communautés. — Ordonnances de restitution. — Réparations à faire au grand clocher de Mende. — Bailliage de Gévaudan. — Augmentation d'impositions à solliciter pour deux places en faveur des insensés. — Imposition de 500 livres à demander pour les familles honteuses. — Cours d'accouchement. — Ecole vétérinaire. — Entretien des chemins. — Anciennes dettes à rembourser. — Emprunts à faire pour la construction des routes. — Ponts à réparer. — Vérification des chemins royaux des Cévennes. — Nouvelle route de Mende à Villefort. — Impression du procès-verbal des Etats et assiette du pays. Indemnité de terrains pris pour les routes. — Diminution du prix du sel. — Etablissement de la poste de*

*St-Flour à Montpellier, par Mende. — Gratifications pour la punition des malfaiteurs. — Gratification à M. O'Farel. — Dépenses ordinaires des communautés. — Mines de charbon de terre. — Rapport sur la mauvaise qualité de sel. — Indemnités pour pertes de récoltes. — Traitement de M. Boissonnade, inspecteur des travaux publics. — Côte de Garabi à reconstruire. — Détail des sommes imposées pour l'entretien des chemins du diocèse. — Clôture des Etats. — Mémoire sur le bailliage.*

L'an mil sept cens quatre-vingt-cinq et le lundy vingtième juin, jour fixé par la délibération de MM. les commissaires ordinaires du sixième dudit mois, pour l'ouverture des Etats et assiette du Pais de Gévaudan, convoquez en la ville de Mende, en vertu des commissions de nosseigneurs les commissaires présidens pour le Roy aux Etats généraux de cette province données à Montpellier le 31 décembre dernier pardevant Monseigneur l'illustrissime et révérendissime seigneur monseigneur Jean-Arnaud de Castellane, évêque, seigneur et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan et de Brioude, conseiller du Roy en tous ses Conseils, président-né desdits Etats et assiette, assisté de M. François de Fajol de Vebron, chanoine de l'église cathédrale de Mende, et vicaire général de mondit seigneur l'évêque, et en présence de M. Louis Valantin, lieutenant-général au bailliage de Gévaudan et de MM. les commissaires ; se sont assemblés les gens des Trois Etats dudit pais dans la salle du palais épiscopal et de là ils ont été en corps, dans l'ordre suivant et accoutumé, à l'église cathédrale pour y entendre la messe du Saint Esprit.

La brigade de maréchaussée, commandée par son officier, marchait en tête, MM. les trois consuls de Mende précédés par les valets de ville venoient ensuite, et après eux MM. les officiers du diocèse à la tête des MM. de l'église de la noblesse et du Tiers-Etat ; et étant arrivés dans cet ordre au chœur de ladite Eglise, Mgr le Président s'est placé sur son trône, et auprès de lui M. son grand vicaire et sur les hautes stalles du côté droit M. le député du chapitre de Mende et après lui MM. de l'Eglise, et sur les hautes stalles du côté gauche M. le lieutenant général au baillage en l'absence de M. La Chadenède, commissaire principal, et après lui MM. les autres commissaires, et MM. les députés de MM. les barons et de MM. de la noblesse, et aux basses stalles MM. du Tiers-Etat, ayant à leur tête le syndic et greffier du diocèse ; et lorsque tous ont été ainsi placés, l'aumônier de monseigneur l'évêque a célébré la messe, pendant laquelle on a continuellement touché l'orgue.

La messe étant finie, il a fait la prière ordinaire pour le Roy, après laquelle on s'est rendu dans le même ordre au palais Episcopal, dans la salle des Etats, ou étant arrivés chacun a pris sa place, savoir :

Mgr le Président, sur un fauteuil placé sur une estrade, an-dessous d'un dais, et à côté sur un tabouret, M. son grand vicaire, ayant à sa droite, sur les hauts bancs, M. le député du Chapitre de Mende, et, après lui, les autres ; MM. de l'Eglise suivant le rang et ordre accoutumé ; et, à sa gauche, sur les hauts bancs, M. Valantin, lieutenant général au baillage du Gévaudan, pour M. le baillif en tour pour Mgr l'évêque, la présente année ; MM. les trois consuls de la ville de Mende et un de Marvejols, auxquels les susdites commissions sont adres-

sées ; après eux M. de Servière, comme personnel, pour la gentilhommerie de Servière ; à suite MM. les députés de MM. les barons et de MM. de la noblesse, suivant le rang et ordre usité ; aux bas bancs, MM. du Tiers-Etat ; et au milieu du parquet, sur des chaises placées au tour d'un bureau couvert d'un tapis de drap bleu, le syndic et greffier du diocèse.

M. Valantin, lieutenant général, ayant en main les commissions de la province, a dit, etc. ; après quoy il a requis la lecture desdites commissions et l'imposition des sommes y contenues.

Il a aussi requis la lecture de l'arrêt du Conseil du 2<sup>e</sup> mars 1785, qui autorise ladite imposition, et des instructions à lui adressées.

Et à l'instant il a été fait lecture, par le greffier du diocèse, des susdites commissions, portant qu'il sera imposé, la présente année, les sommes suivantes :

1<sup>e</sup> Pour la quotité de ce diocèse, de l'aide, octroi, crue et préciput de l'équivalent . . . . 27,420 livres 9 sols 10 deniers.

2<sup>e</sup> Pour sa quotité du taillon et augmentation d'ice-lui . . . . . 8,802 livres 18 sols 8 deniers.

3<sup>e</sup> Pour sa quotité des mortes-payes . . 1,458 livres 7 sols.

4<sup>e</sup> Pour sa quotité de l'entretenement des garnisons de la province . . . 10,306 livres 10 sols 3 deniers.

5<sup>e</sup> Pour sa quotité de l'étape . . . 5,798 livres 10 sols 3 deniers.

6<sup>e</sup> Pour sa quotité du don gratuit . . 145,248 livres 6 sols 5 deniers.

7<sup>e</sup> Pour la quotité des frais des Etats . . 12,496 liv. 10 sols.

8° Pour la quotité des gratifications extraordinaires et débets des comptes. . . 4,558 livres 9 sols 3 deniers.

9° Pour la quotité des dettes et affaires de la province, appointements de Mgr le gouverneur, entretenement de ses gardes, etc. . . . 549,618 livres 2 sols 4 deniers.

Il a aussi été fait lecture de l'arrêt du Conseil, des instructions adressées à M. le commissaire principal et des autres actes y attachées ; après laquelle, Mgr le Président prenant la parole, a dit, etc.

Après quoi on a fait sortir de la salle tous ceux qui n'étoient pas du corps des Etats ; M. Valantin, lieutenant général au baillage, s'est retiré ; MM. les trois consuls de Mende et celui de Maruejols ont été se mettre chacun à leur place dans le parquet.

Les portes ayant été fermées, Mgr le Président a fait faire l'appel des gens des trois Etats et la lecture des procurations, et a nommé, suivant son droit, aux places vacantes :

TABLEAU DE CEUX QUI ONT ASSISTÉ AUX ÉTATS.

Pour l'ordre de l'Eglise : M. l'abbé Bessière, chanoine de l'église de Mende, pour MM. du Chapitre de ladite église ; M. l'abbé de Siran, pour M. d'Aubrac ; M. Olivier, bénédictin, pour M. de Sainte-Enimie ; M. de Goys, bénédictin, pour M. de Langogne ; M. l'abbé Grange, pour M. des Chambons ; M. l'abbé Castanier, pour M. de Palhers ; M. l'abbé Mourgue, pour M. de Saint-Jean.

Pour MM. les barons et MM. de la noblesse : M. de Retz de Servièrre, étant personnel pour la gentilhommerie de Servièrres, a pris sa place avant tous les députés ; M. Lacoste, juge du Tournel, pour M. le baron du Tournel ; M. Le Chevalier de Malavieille, pour M. le baron

du Roure ; M. Dufraisse, pour M. le baron de Florac ; M. Blanquet, avocat, pour M. le baron de Mercœur ; M. Polge, avocat, pour M. le baron de Saint-Alban ; M. Peyronnet, baillif, pour M. le baron d'Apchier ; M. Ofarrell, pour M. le baron de Peyre ; M. de Servièrre, fils, pour M. le baron de Cénaret ; M. d'Orcière, avocat, pour M. d'Allenc ; M. Laporte de Belviala, pour M. de Montauroux ; M. Bonnet La Devèze, pour M. du Bois-du-Mont ; M. Cahuzac, avocat, pour M. de Montrodât ; M. Valantin, pour M. de Mirandol ; M. Salleix, avocat, pour M. de Sévérac ; M. Rivière, avocat, pour M. de Barre ; M. Bonnet, médecin, pour M. de Gabriac ; M. La Rouverette, avocat, pour M. de Portes ; M. Saltet, médecin, pour M. d'Arpajon ; M. Lacoste, fils, avocat, pour M. le consul noble de La Garde-Guérin.

Et pour le Tiers-Etat : M. Béraud, 1<sup>er</sup> consul, maire de Mende ; M. Blanc, second consul ; M. Mercier, 3<sup>e</sup> consul ; M. Sevens, 1<sup>er</sup> consul, maire de Maruejols ; M. Reynaldi, 1<sup>er</sup> consul de Chirac ; M. Abinal, 2<sup>e</sup> consul de La Canourgue ; M. Boudon, 1<sup>er</sup> consul, maire de St-Chély ; M. Hébrard, 2<sup>e</sup> consul de Saugues ; M. Astruc, 1<sup>er</sup> consul, maire du Malzieu ; M. Lacombe, second consul de Florac ; M. Serre, 1<sup>er</sup> consul d'Ispagnac ; M. André, 1<sup>er</sup> consul de Ste-Enimie ; M. Bonnet, fils, député de Châteauneuf ; M. Bouniol, 1<sup>er</sup> consul de Serverette ; M. de La Bastide, 1<sup>er</sup> consul de St-Etienne-de-Valfrancesque ; M. Forestier, 1<sup>er</sup> consul, maire de Langogne ; M. Hours, 2<sup>e</sup> consul de la viguerie de Portes ; M. Treilles, 1<sup>er</sup> consul de Barre ; M. Dalle, 1<sup>er</sup> consul de St-Alban ; M. Reversat, 1<sup>er</sup> consul du mandement de Nogaret.

L'assemblée, ainsi formée, chacun ayant pris place, l'on a prêté le serment usité, savoir : MM. de l'Eglise, la



main mise sur la poitrine ; et MM. de la noblesse et du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; lesquels ont promis de ne rien dire et faire dans cette assemblée, contre l'honneur qui est dû à Dieu ny contre le service du Roy, les intérêts de la province et du païs en particulier.

Il a été ensuite unanimement délibéré que les sommes contenues dans les commissions, dont il a été cy-devant fait lecture, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du païs, et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette *d'en faire* la répartition.

Après quoi Mgr le Président a fait faire la lecture des règlements de nosseigneurs des Etats généraux de la province, pour la tenue des assiettes des 23<sup>e</sup> janvier 1658 et 1<sup>er</sup> mars 1659, et des arrêts des 3<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> avril 1659, qui autorisent lesdits règlements, et du jugement de nos seigneurs des Etats du 7<sup>e</sup> décembre 1784, sur les impositions du diocèse de ladite année.

Le syndic du païs a dit ensuite, qu'il est d'usage dans la province et dans le diocèse que MM. de l'église et de la noblesse, qui ne peuvent pas assister aux Etats, envoient outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, contenant les raisons qui les empêchent de s'y rendre ; que cet usage ayant toujours été suivi dans le pays pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de l'assemblée, elle doit veiller à ce qu'il soit observé, et délibérer en conséquence que les procurations de MM. de l'église et de la noblesse seront rejetées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour le président de l'assemblée.

Ce qui a été unanimement délibéré, et le greffier du païs a été chargé d'en faire mention dans les lettres de convocation des Etats.

Monseigneur le Président a dit : que, conformément à l'usage et aux instructions de nos seigneurs les commissaires présidens pour le Roy aux Etats généraux de la province, l'assemblée a le droit de procéder à la confirmation ou nouvelle élection de ses officiers.

Et à l'instant les sieurs Delhermet, syndic, et Vincens, greffier, étant sortis de la salle, l'assemblée satisfaite de leurs services, a unanimement délibéré de les confirmer chacun dans leurs charges.

Après quoi, Monseigneur le président les a fait appeler, et lecture leur ayant été faite de la présente délibération, ils ont remercié l'assemblée et promis de redoubler de zèle pour mériter les nouvelles marques de confiance quelle a bien voulu leur donner ; ils ont ensuite prêté serment, la main levée à Dieu de bien et fidèlement remplir les devoirs de leurs charges.

Le syndic du pais a dit qu'il a reçu avec les commissions : 1° l'état des sommes à répartir par capitation sur le diocèse, se portant, la présente année, à une somme de 126,492 livres 10 sols 10 deniers, avec l'arrêt du conseil du 10<sup>e</sup> février 1785, qui autorise cette imposition ; 2° l'état des sommes qui doivent être levées sur différentes communautés du pais pour les deux 20<sup>es</sup> de l'industrie, et les 4 sols pour livre du 1<sup>er</sup>, suivant lequel cette imposition se porterait, comme l'année dernière, à la somme de 13,257 livres 8 sols 2 deniers, s'il n'avoit plu au Roy d'accorder, aux pressantes sollicitations de nos seigneurs des Etats, une remise de 100 livres, par un arrêt de son Conseil du 10<sup>e</sup> février 1785.

Que le diocèse participant à cette remise pour une somme de 2,946 livres 1 sol 10 deniers, il en résultera une diminution qui ne pourra que faire varier les coti-

tés des communautés et leur procurer un adoucissement considérable; qu'il serait même plus sensible si l'assemblée vouloit bien, comme on doit l'attendre de sa justice, faire rejaillir en entier cette diminution sur les communautés de la campagne, qui, en général sans commerce et sans industrie, sont hors d'état de contribuer à cette imposition.

Sur quoy ayant été fait lecture desdits Etats et arrêts du Conseil, l'assemblée a unanimement délibéré de renvoyer, à MM. les commissaires de l'assiette, le département de ces deux impositions en la forme ordinaire et usitée dans le diocèse; elle les a en même temps priés de distribuer et répartir, avec leur attention ordinaire, ladite somme de 2,946 livres 1 sol 10 deniers sur les communautés du diocèse qui en ont le plus de besoin et d'y faire participer encore plus particulièrement celles de la campagne.

Il a dit encore que M. de Rome lui a adressé, en même temps, les états généraux et les rôles particuliers des vingtièmes à percevoir sur les biens et droits nobles, sur les maisons et moulins et sur les bacs et péages de ce diocèse, se portant en total à la somme de 56,784 livres 16 sols 9 deniers, savoir :

Les vingtièmes des biens et droits nobles 31,272 livres 18 sols 3 deniers.

Ceux des maisons et moulins 4,945 livres 6 sols 6 deniers.

Ceux des bacs et péages 566 livres 12 sols.

Que pour accélérer la perception de ces impositions, l'assemblée doit ordonner la remise desdits états de recouvrements de M. le receveur en exercice, et l'envoy des rôles particuliers dans les différentes communautés du diocèse comprise dans lesdits Etats.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a requis l'assemblée d'autoriser MM. les commissaires de l'assiette à comprendre, cette année, dans le département de la capitation, la somme de 998 livres pour fournir au payement du loyer des maisons servant de cazernes aux différentes brigades de maréchaussée établies en Gévaudan, savoir : 300 livres pour celle de Mende, 300 pour celle de Maruejols, 180 pour celle de Langogne, 218 livres pour celle de Florac, et renouveler ceux desdits baux qui sont à la veille d'expirer.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a été ensuite fait lecture de l'arrêt du conseil du 28<sup>e</sup> novembre 1784, qui ordonne : 1<sup>o</sup> que les officiers militaires ou autres capités en Languedoc, qui à raison de leurs place ou offices payent par retenue sur leurs gages ou appointemens une capitation différente de celle à laquelle ils sont taxés dans la province, prendront, des trésoriers des troupes ou autres payeurs, un certificat de la retenue qui sera faite sur leurs gages ou appointemens, et qu'en remettant par eux lesdits certificats de retenue aux collecteurs ou receveurs des tailles de ladite province, il leur sera tenu compte, par lesdits collecteurs ou receveurs, du montant desdits certificats, sur la taxe de capitation à laquelle ils auront été cotisés dans ladite province, et que le montant dudit certificat sera pareillement tenu en compte auxdits collecteurs ou receveurs par le trésorier de la Bourse, et audit trésorier par le garde du trésor royal; 2<sup>o</sup> que cette disposition aura lieu même à l'égard des taxes antérieures audit arrêt; et que néanmoins les officiers militaires ou autres capités, qui ayant éprouvé une rete-

nue de capitation sur leurs gages ou appointements, ne représenteront pas les certificats de la retenue qui leur aura été faite avant le 1<sup>er</sup> octobre de la cinquième année, y compris celle de l'imposition ne seront plus admis sous aucun prétexte à donner ledit certificat de retenue pour comptant à la province et ledit sieur syndic a été chargé de faire part des dispositions de cet arrêt à MM. les receveurs et aux consuls des communautés du diocèse.

Il a ensuite rendu compte de divers arrêts du Conseil qui lui ont été adressés par M. de Rome, syndic général de cette province.

Le premier, du 17<sup>e</sup> septembre 1784, qui autorise la convention passée entre MM. les barons de tour et MM. les barons annuels, relativement au compte à rendre de la députation à la Cour par MM. les barons de tour lorsqu'ils y sont députés, porte : 1<sup>o</sup> que lorsqu'un baron de tour du Vivarais aura été député à la cour, il sera tenu de présenter aux États une lettre de convocation expresse de Sa Majesté, qui l'autorise d'entrer à l'assemblée pour rendre compte de sa mission ou assister à celui qui sera rendu et ce, seulement pour le jour désigné à cet effet ; 2<sup>o</sup> que lorsqu'un baron de tour sera député, le syndic général sera chargé de faire expédier, au bureau du Ministre, ladite lettre de convocation et de l'envoyer audit baron ; 3<sup>o</sup> comme le baron de tour, allant rendre compte de sa députation, ne représente pas le corps des barons de son pays, il prendra place parmi les barons annuels et le dernier d'entreux, mais avant les fils aînés des barons, s'il s'en trouve à l'assemblée ; 4<sup>o</sup> que le baron de tour qui ira rendre compte n'aura, sous aucun prétexte, voix délibérative ; 5<sup>o</sup> que pour l'exécution à l'avenir de

la convention unanimement consentie et approuvée par les barons annuels et de tour elle seroit insérée dans le procès-verbal des Etats et qu'elle servirait de règlement invariable, tant pour les barons de tour du Vivarais que pour ceux du Gévaudan.

Le second, du 28 septembre 1784, ordonne que les rôles de taille, capitation et autres impositions de la province, ainsi que les commandements, contraintes, procès-verbaux, saisies arrêts, saisies exécutions, enlèvements des meubles, emprisonnements et écrous, qui seront faits pour le recouvrement des impositions, seront exempts du droit de formule et de contrôle, quoiqu'ils soient faits par des huissiers ou sergens, et que néanmoins les exploits, contenant assignation, vente des meubles et toutes autres poursuites ou procédures, ne pourront être rédigés que sur papier timbré et seront contrôlés à la diligence des huissiers ou sergens qui les auront faits.

Le troisième, du 19 octobre 1784, porte règlement pour la faction des compoids des communautés.

Le quatrième, du 7<sup>e</sup> septembre 1755, porte règlement concernant les matériaux à prendre dans tous les endroits non clos, même dans les bois du Roy et des communautés ecclésiastiques et laïques seigneurs et particuliers pour l'usage des travaux des ponts et chaussées et exempte ces mêmes matériaux de tous droits de traite, aides domaine, octrois, péages et généralement de tous autres droits lors de l'exportation d'iceux.

Le cinquième, du 25 juin 1784, porte règlement pour l'exercice de la police dans la ville de Langogne.

Et finalement, par le sixième du 25 août 1780, Sa

Majesté sans s'arrêter à l'arrêt du Parlement de Paris, du 23 novembre 1779, sur les contestations entre les officiers de justice et les consuls de Saugues et du Malzieu, évoque à soi et à son Conseil et ordonne que les parties remettront leurs requettes et pièces devant Mgr l'Intendant de cette province, à l'effet d'être par lui dressé procès-verbal de leurs dires et réquisitions pour, sur son avis, être ordonné par Sa Majesté ce qu'il appartiendra.

Ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de renvoyer, suivant l'usage, à MM. les commissaires de l'assiette qui doivent s'assembler demain, l'audition et la clôture des comptes de M. le receveur de l'année dernière 1784 et les appuremens de ceux des années 1778, 1779, 1780, 1781, 1782 et 1783. Comme aussi de recevoir le cautionnement de M. le Receveur qui doit entrer en exercice.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic, et MM. les commissaires de l'assiette ont été priés de donner la plus grande attention à ce qui est prescrit à cet égard par les articles 17 et 19 du règlement de nosseigneurs des Etats du 23 janvier 1658, et par l'art. 12 de celui du 4<sup>re</sup> mars 1659, confirmés par deux arrêts du Conseil des 3 et 24 avril suivant.

Ledit sieur syndic a dit : que par délibération du 16 décembre 1784 nosseigneurs des Etats ayant laissé la liberté aux diocèses, villes et communautés de la province, de traiter pour le renvoi du premier terme des impositions de la présente année, nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats ont rendu une ordonnance, le trente du même mois, qui permet de traiter pour ce renvoi et d'en imposer le montant, à la charge néan-

moins que le droit d'avance n'excèdera pas deux pour cent.

Que par des circonstances particulières les Etats et assiettes de ce pais n'ayant pu être convoqués cette année à l'époque fixée par les réglemens, le recouvrement des impositions se trouve retardé, ce qui a nécessité MM. les commissaires de profiter de la liberté du renvoi du premier terme et de traiter en conséquence avec M. Bourelly, receveur propriétaire des tailles en exercice, qui a bien voulu se charger d'en faire l'avance moyennant un et trois quarts pour cent ; que ce traité avantageux pour le pais, puisqu'il en résulte une modération d'un quart pour cent, sur les droits que ce receveur pouvait exiger, sera sans doute ratifié par l'assemblée, et dans ce cas ledit sieur syndic l'a requise de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette pour la liquidation et l'imposition de la somme à laquelle ce droit d'avance se trouvera revenir.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a ensuite requis l'assemblée de charger le greffier du diocèse 1° de comprendre dans les mandes des communautés de Sauges, le Malzieu, Maruejols, Ispagnac et St-Etienne de Valfrancesque les intérêts quelles doivent pour le rachapt de leurs mairies et de joindre à cet effet à l'envoi de leurs mandes un extrait de l'état desdites sommes pour quelles puissent se conformer aux conditions y portées.

2° de comprendre aussi dans les mandes des communautés, qui ont souscrit pour le recueil des lois municipales de la province, un article séparé pour que chacune d'elles impose la somme de 20 livres la présente année pour partie du prix de cette souscription, conformément



à l'état qui lui en a été adressé par M. le syndic général de la province.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit qu'il a été rendu deux jugements par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats en date du 12 décembre 1784, dont un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse en l'année 1783, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à la somme de 214 livres 15 sols 6 deniers et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé dans d'autres communautés des reliquats des comptes de leurs collecteurs de la même année 1783 se portant en totalité à la somme de 3,005 livres 15 sols 6 deniers, et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer que, conformément auxdits jugements, il sera fait mention de ces debets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a aussi communiqué deux états des sommes dues par certaines communautés du diocèse et vérifiées par jugements des 12, 19, 26 et 30 décembre 1784, 10 et 22 mars et 30 avril derniers, et un 3<sup>e</sup> état des sommes qui ayant été vérifiées les années précédentes, n'ont pas été imposées en tout ou en partie par les communautés qui y sont dénommées, et comme l'assemblée doit veiller à l'exécution des jugements qui tendent à la libération desdites communautés, il requiert de charger le greffier du diocèse d'en faire mention dans les mandes de la taille.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit que plusieurs communautés de ce diocèse, par un oubli des réglemens, ayant imposé en 1784 des sommes non permises, ou excédant celles qui sont autorisées, négligé de faire les moins imposés ordonnés et de remettre les préambules de leurs impositions ou de les signer avant la remise, nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats ont rendu contre les administrateurs et greffiers de ces communautés des ordonnances de restitution au nombre de 44 dont le montant se porte en total à 1769 livres 8 deniers.

Que ce vice dans l'administration des communautés se renouvelant tous les ans malgré les instructions qui leur sont données annuellement se perpétueroit si l'assemblée n'avisait aux moyens de le faire cesser ; que ne pouvant être imputé qu'à l'inattention des greffiers consulaires, seuls chargés dans les campagnes de la répartition des impositions, on ne pourra jamais arrêter n'y prévenir les abus qu'en les rendant personnellement responsables des fautes dont on ne sauroit punir ces consuls, pour l'ordinaire illiterés et toujours peu ou point instruit des règles qu'on doit suivre.

Que si cette voye de rigueur et de justice, devenue ce semble nécessaire dans les circonstances présentes, étoit approuvée par l'assemblée, elle pourroit le charger de recourir à nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats pour y faire autoriser cette délibération et les supplier de vouloir bien à l'avenir prononcer leurs ordonnances de restitution uniquement contre les greffiers consulaires, sans espoir de recours dans les campagnes contre les consuls et délibérants.

Ce qui a été unanimement délibéré par l'assemblée

qui voulant en même tems pourvoir à l'exécution des ordonnances de restitution rendues contre les administrateurs de l'année dernière a 1° chargé le greffier du diocèse d'annexer une expédition de ces ordonnances aux mandes de la taille des communautés contre lesquelles elles ont été rendues ; 2° d'exhorter de nouveau lesdits sieurs receveurs et les administrateurs des communautés à se conformer, chacun comme les concerne, à ce qui leur est prescrit par les ordonnances de nosseigneurs les commissaires des 27 novembre 1752 et 25 février 1775, et de renouveler plus particulièrement, cette année, les instructions dans les mandes de la taille.

Et finalement d'avertir MM. les receveurs qu'ils doivent rendre compte des restitutions qu'ils ont reçues ou du recevoir depuis 1752 et remettre audit sieur syndic, avant la tenue de l'assiette, un état en double des sommes recouvrées, pour qu'il puisse en adresser un aux consuls des communautés auxquelles ces sommes appartiennent afin qu'elles en fassent le moins imposé dans le rôle de la taille, et l'autre à M. le syndic général du département.

Ledit sieur syndic a dit encore, que sur le compte qui fut rendu à nos seigneurs des Etats généraux de cette ville et de l'opposition formée à cette demande par la ville de Maruejols nosdits seigneurs délibérèrent le 16 décembre dernier :

1° De renvoyer l'entier dossier de cette affaire à cette assemblée, à l'effet d'être par elle délibéré si elle est tenue de contribuer aux réparations actuelles dudit clocher, et dans quelle proportion, en prenant d'ailleurs les moyens que sa sagesse lui inspirera pour l'assurer préalablement de sa propriété à cet égard.

2° Que le directeur des travaux publics du païs s'occupera incessamment des plans, projets, devis et détails estimatifs, tant de la démolition dudit clocher, que de sa restauration, pour être lesdits plans, projets, et devis vérifiés et examinés par le sieur O'Farrell, directeur des travaux publics de la province et être ensuite présentés à l'assemblée à l'effet d'y être par elle statué.

3° Qu'après la délibération qui aura été prise à cet égard par l'assemblée et dans le cas quelle jugeroit qu'il y auroit du danger à retarder l'exécution des ouvrages délibérés jusques à ce qu'on eut obtenu le consentement des Etats à leur prochaine assemblée, ledit sieur syndic se retirera devers nosseigneurs les commissaires des travaux publics pendant l'année, les Etats leur donnant pouvoir d'autoriser, s'il y a lieu, ladite délibération et de consentir en leur nom, tant à l'exécution des ouvrages qui auront été déterminés, qu'au paiement de la dépense qu'ils devront occasionner, dont le receveur du païs pourra être autorisé à faire l'avance.

Que d'après cette délibération, les objets dont l'examen a été renvoyé à l'assemblée consistent à savoir si le diocèze à la propriété du clocher ; s'il doit être chargé des réparations actuelles, et dans quelle proportion il doit contribuer à cette dépense ; que pour qu'elle puisse délibérer sur ces articles avec pleine connaissance il a l'honneur de mettre sous les yeux : 1° la délibération de nos seigneurs des Etats qui ramène avec la plus grande précision celles de MM. les commissaires des 4 septembre et 13 novembre 1784 et celle de la ville de Maruejols du 8 septembre de ladite année, avec les mémoires qui y étoient joints ; 2° l'acte de 1508, et les délibérations des Etats et assiette du païs de Gévaudan des années 1725,

1733, 1759, 1744, 1745, 1746 et 1747; 3° celle de la chambre ecclésiastique du 14 octobre 1784 et toutes les autres pièces rappelées dans le rapport qui a été fait de cette affaire à nos seigneurs des Etats généraux, ensemble la délibération du chapitre de Mende du 20 may dernier, et celle nouvellement prise par la ville de Maruejols le 16 du courant, et finalement les plans et devis estimatifs des ouvrages à faire tant pour la démolition que pour la restauration de cet édifice, dressé par le sieur Boissonnade, directeur des travaux publics du pais avec le rapport de M. O'Farrell; de tout quoi ayant été fait lecture et pris pleine connaissance il a été observé :

1° Que l'acte de 1508, paroît décider la question élevée sur la propriété du clocher, il y est dit, que François de la Rouvere, évêque de Mende, ayant prié son son chapitre de lui céder un local pour y bâtir un clocher, il lui fut accordé, à condition qu'il en feroit édifier un autre pour le chapitre; ce qui prouve que le premier devoit avoir une autre destination, qui est annoncée dans le même acte *ad utilitatem Ecclesie mimalensis et totius reipublicæ*. Destination qui fut remplie par le placement qui y fut fait des archives du diocèse spirituel et temporel.

2° Que ce titre de propriété est confirmé par la délibération du chapitre du 20 may dernier, portant renonciation expresse au droit qu'on lui suppose sur cet édifice, et plus encore par la longue et paisible possession du diocèse; personne ne le réclamant, il doit ce semble appartenir à celui qui en a toujours joui et qui en jouit actuellement sans contestation et sans trouble.

3° Que cette longue possession, qui seule formeroit un titre incontestable, est encore soutenue par l'usage

dans lequel le diocèse a été de faire réparer ce clocher, toutes les fois qu'il a été dégradé, comme il est justifié par les délibérations déjà citées ; que ces exemples sont à la vérité rares, mais que le païs ne devant pas désirer d'acquérir de nouveaux titres de propriété par de nouvelles dépenses, il suffit pour qu'elle lui appartienne, qu'il soit établi qu'il l'a fait réparer lorsqu'il en a eu besoin ; que pour anéantir ce titre il faudroit justifier que cet édifice a souffert dans d'autre temps, d'autres dégradations et qu'elles ont été réparées par d'autres que par le diocèse.

4° Que si par un oubli des règles on a fait exécuter ces réparations sans y être autorisé par nos seigneurs des Etats, cette irrégularité doit être attribuée au syndic du païs, puisqu'il résulte de la délibération du 18 mars 1744, qu'il avoit été chargé de recourir à leur autorité, pour en obtenir la permission ; oubli qu'il crut pouvoir réparer en partie, en présentant 3,402 livres de cette dépense à M. l'intendant qui voulut bien l'allouer dans le compte qui lui fut rendu en 1751, pendant l'administration intermédiaire ; d'ailleurs ce vice ne portant que sur des formalités qu'on auroit dû rigoureusement suivre, ne sauroit nuire ce semble à un droit de propriété reconnu par une foule de délibérations qui annoncent le vœu du païs et de la ville même de Maruejols dont les députés signèrent sans réclamation les délibérations prises à ce sujet.

5° Que la contribution volontaire à ces réparations de la part de la Chambre ecclésiastique annonce son droit de propriété sur cet édifice et fortifie celui du païs, n'étant pas à présumer qu'elle eut constamment fourni un tiers de cette dépense si elle n'avoit crû y être tenue,

deux corps divisés en intérêts ne se réunissant pas pour faire des dépenses qui leur sont étrangères ; il est cependant prouvé par la délibération prise par cette Chambre le 14 octobre 1784, qu'en 1716 et antérieurement à cette époque, elle avoit fourni au tiers de ces réparations, ce qui paraît établir la proportion que les Etats désirent, qui est d'ailleurs fondée sur ce que le local qu'occupent les archives est moindre que celui du diocèse.

6° Que cette proportion peut encore être établie sur ce que le diocèse devant de droit loger Mgr l'évêque et lui fournir des archives pour la conservation des titres et papiers de l'évêché, il doit par suite se charger des réparations majeures et extraordinaires ; qu'ainsi le diocèse y ayant ses archives plus vastes que celles de la Chambre ecclésiastique et l'évêché les siennes, c'est par cette double considération qu'il paye les deux tiers de la dépense.

7° Que si la ville de Mende a son horloge sur la plus haute plate-forme de cet édifice, ouverte nécessairement de toute part, cet emplacement ne pouvant servir à des usages utiles pour les propriétaires de ce bâtiment, ils ont bien voulu sans doute y consentir volontairement et gratuitement, cette ville n'ayant jamais contribué aux frais des réparations qui y ont été faites.

8° Que si un locataire est tenu de remettre les choses dans le même état qu'il les a prises, un propriétaire qui a joui de ses possessions, lorsqu'elles n'ont exigé aucune réparation ny dépenses, seroit sans doute mal reçu à les abandonner lorsqu'il y en auroit à faire.

9° Que par ce motif le diocèse, ayant depuis longtemps joui et réparé le clocher, paroît ce semble être forcé à

continuer à le faire avant de transporter ses archives ailleurs, changement qui occasionneroit encore au païs de nouvelles dépenses, soit par la construction ou l'achat d'un bâtiment propre à l'usage auquel il devroit être destiné, qui ne seroit jamais aussi sûr ny aussi solide.

10° Que nosseigneurs des Etats ayant renvoyé l'examen de cette affaire à cette assemblée, composée de tous les représentans du païs et communautés du diocèse elle peut et doit délibérer sur les ouvrages à faire au clocher, vu surtout le danger qu'il y auroit à en retarder l'exécution constaté par le rapport de M. O'Farrel et dudit sieur Boissonade.

11° Que les dépenses à faire à cet égard sont parfaitement connues par le devis estimatif et par le rapport qu'ils en ont dressé ; qu'il résulte de l'un ou de l'autre que les frais de la démolition seroient plus considérables que ceux de la restauration de cet édifice, quand même pour sa conservation on l'armeroit d'un paratonnerre, du consentement de nosseigneurs les commissaires.

M. de Servièrre, fils, représentant M. le baron de Cónaret, en donnant son avis pour la prompte restauration du clocher, a proposé de l'armer d'un paratonnerre et consulter à cet effet MM. de l'académie royale des sciences et M. l'abbé Bertholou, professeur de phisique expérimentale à Montpellier.

Sur quoi l'assemblée, déterminée par toutes les observations qui ont été faites qui sont le résultat des titres produits, a unanimement convenu (à l'exception de M. le premier consul maire de Maruejols) que la propriété du clocher dans lequel sont placées les archives du païs,



appartient au diocèse et à la Chambre ecclésiastique et qu'il doit le faire réparer de concert et dans l'ancienne proportion, c'est-à-dire deux tiers à ses frais et un tiers à ceux de la Chambre ecclésiastique ; elle a en conséquence délibéré, avec la même unanimité de suffrages, et donné pouvoir audit sieur syndic, vu l'urgence des réparations actuelles, de recourir à nosseigneurs les commissaires des travaux publics pendant l'année, pour y solliciter l'autorisation de la présente délibération et la permission de faire exécuter par adjudication et au rabais, en la forme prescrite, par l'arrêt du Conseil du 30 octobre 1754, les ouvrages de restauration dudit clocher et ceux qui ont été indiqués pour sa conservation, conformément au plan, devis du sieur Boissonnade, et au rapport particulier de M. O'Farrell, comme aussi de faire ordonner, par nosdits seigneurs les commissaires, que M. le receveur des tailles en exercice la présente fera l'avance de la somme de dix mille vingt livres treize sols quatre deniers, pour les deux tiers du montant de ces réparations, l'autre tiers devant être fourni par la Chambre ecclésiastique, suivant l'ancien usage, et les nouveaux engagements qu'il a pris ; elle a en même temps chargé ledit sieur syndic de rapporter à nosseigneurs des Etats généraux à leur prochaine assemblée les pièces justificatives de l'employ des sommes avancées, tant par le receveur de la Chambre ecclésiastique que par celui du diocèse et d'y poursuivre la permission d'imposer en faveur de ce dernier le montant de ses avances avec les intérêts temps pour temps, à compter du jour qu'il les aura faites.

Ledit sieur syndic a dit ensuite que MM. les officiers du bailliage royal et épiscopal du Gévaudan, lui ont re-

mis un mémoire relatif aux troubles qu'ils ont éprouvés dans l'administration de la justice ; qu'il en a reçu un autre sur le même sujet ; que tous les deux ayant pour objet le rétablissement des droits et privilège de ce siège il en requiert la lecture.

Laquelle lecture ayant été faite ledit sieur syndic a dit que les droits et privilèges du bailliage de Gévaudan, étant établis sur les titres les plus augustes et les plus authentiques, annoncés dans les deux mémoires dont on vient de faire la lecture, il est de l'intérêt du païs de faire veiller à leur conservation et de s'opposer avec force et célérité aux prétentions renouvelées du Senéchal de Nîmes, qui tendent à les anéantir ; que l'avantage précieux d'avoir dans le Gévaudan des juges de ressort est trop connu pour que l'assemblée ne doive s'empres-  
ser, comme elle a fait dans tous les temps lorsqu'on a voulu y donner atteinte, de prendre au nom du païs la défense d'une cause qui lui est personnelle et de soutenir à ses frais des privilèges dont le parfait rétablissement facilitera l'administration de la justice, en abrégera les longueurs, en diminuera les dépenses ruineuses et laissera dans le Gévaudan des sommes immenses qu'on étoit forcé de porter dans une terre étrangère enrichie de notre misère.

Sur quoi l'assemblée en approuvant les premières démarches de MM. les officiers du bailliage et applaudissant au zèle actif et éclairé avec lequel ils les ont conduites, a reconnu la nécessité de donner suite aux demandes qu'ils ont formé en vertu des titres sur lesquels elles sont fondées, déterminées d'ailleurs par les avantages que procurera au païs en général le rétablissement du bailliage dans l'entier et libre exercice de tous ses

droits, qu'on commence déjà à sentir ; elle a par toutes les considérations et par celles qui sont rappelées dans les deux mémoires dont il a fait lecture et dans le rapport dudit sieur syndic, unanimement délibéré : 1<sup>o</sup> de prendre au nom du païs, partout ou besoin sera, le fait et cause de MM. les officiers du bailliage, de soutenir les droits de leur siège, et d'en défendre les privilèges ; d'autoriser à cet effet MM. les commissaires du diocèse à faire toutes les démarches et prendre toutes les délibérations qu'ils croiront convenables et nécessaires pour le succès d'une affaire aussi intéressante, et, en accélérant la pleine exécution de l'arrêt du Parlement de Toulouse, du 5<sup>e</sup> janvier dernier, faire donner au bailliage toute la force, l'énergie, la solidité et l'attribution possibles ; 2<sup>o</sup> d'autoriser ledit sieur syndic à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux de la province, les permissions nécessaires pour l'imposition des frais déjà exposés par MM. les officiers du bailliage sur les états qu'ils en remettront à MM. les commissaires, qui demeurent autorisés à les régler et à en arrêter le montant, et pour l'emprunt provisoire d'une somme de 3,000 livres pour fournir aux dépenses à faire pour la poursuite de cette affaire, dont il sera également tenu un état qui sera remis, l'année prochaine, sous les yeux de cette assemblée, pour être par elle arrêté ; 3<sup>o</sup> dans le cas ou par des circonstances particulières MM. les commissaires jugeront nécessaire d'accélérer les poursuites pour le plus prompt succès de ces demandes, ledit sieur syndic a été encore chargé de recourir à nosseigneurs les commissaires des travaux publics, pendant l'année, pour s'y faire autoriser à emprunter ladite somme de 3,000 livres, à la charge par lui d'en faire vérifier l'emploi pendant la

tenue des prochains Etats généraux, et d'y poursuivre la permission d'en imposer le montant en faveur des prêteurs ; elle a en même temps délibéré que les deux mémoires seront enregistrés à suite du procès-verbal des délibérations de cette assemblée.

Ledit sieur syndic a dit que le diocèse n'étant autorisé à imposer qu'une somme de 1,500 livres pour la nourriture des six insensés, l'insuffisance de ce fonds et le défaut de logement convenable n'avoient pu permettre à MM. les commissaires de fournir à l'entretien d'un plus grand nombre, malgré les demandes réitérées de plusieurs communautés qui réclamaient le même secours pour quelques malheureux, qu'il est dangereux de laisser en liberté.

Que cette dernière difficulté ne subsistant plus depuis que MM. les administrateurs de l'hôpital de cette ville ont fait construire à ses frais, sur l'invitation de MM. les commissaires, un bâtiment vaste, aéré et propre à sa destination, l'assemblée pourroit à présent accueillir les demandes qui ont été formées, si elle se faisoit autoriser à une augmentation d'imposition qui pourroit être bornée à une somme de 500 livres pour deux nouvelles places, qui, jointes aux six déjà permises, pourront suffire aux besoins présents ; qu'il y a lieu d'espérer que nosseigneurs des Etats ne refuseront pas leur consentement à une dépense qui a pour objet la sûreté et la tranquillité publique et le soulagement de l'humanité souffrante.

Sur quoi l'assemblée, connoissant par elle-même et par le rapport dudit sieur syndic l'utilité et la nécessité de l'augmentation de la dépense qu'il a proposé, elle a unanimement chargé de recourir à nosseigneurs des

Etats généraux, à leur prochaine assemblée, pour y solliciter la permission d'imposer annuellement une somme de 500 livres, en augmentation de celle de 1,500 livres que le diocèse étoit autorisé d'imposer, à la charge qu'il sera rendu compte du légitime emploi de cette imposition, pour que l'excédent, au cas il y en ait, puisse être mis en moins imposé.

Ledit sieur syndic a dit encore que dans tous les temps, ainsi qu'il est prouvé par les comptes du receveur, MM. les commissaires de l'assiette ont été dans l'usage d'accorder une somme de 500 livres, pour être distribuée à des familles honteuses du diocèse; qu'au moyen de ce faible secours ils avaient la douce satisfaction de pouvoir soulager des malheureux qui n'osoient en solliciter publiquement; que malgré le désir de pouvoir le leur continuer, MM. les commissaires se sont vus forcés de supprimer cette dépense jusques à ce qu'elle ait été autorisée, n'y ayant aucun fonds permis pour y fournir; que cette demande ayant toujours été favorablement accueillie par l'assemblée, il la requiert de délibérer de nouveau, et, si elle persiste dans ses précédentes délibérations, de l'autoriser à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, la permission d'imposer à l'avenir ladite somme de 500 livres, pour être employée à sa destination.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a ajouté que l'ouverture du cours d'accouchement établi à Mende pour l'instruction des sages-femmes de la campagne n'ayant pu avoir lieu à l'époque qui avoit été fixée, la somme de 1,200 livres imposée en 1784 pour fournir à cette dépense a resté sans emploi; qu'il sera par conséquent inutile de faire

cette année de nouveaux fonds ceux qui sont dans la caisse de MM. le Receveur pouvant suffire pour les frais de cet établissement, lorsque le cours sera ouvert, qu'il pourroit l'être incessamment, ayant reçu depuis quelque tems la marote ou Fantôme qu'on avoit jugé absolument nécessaire pour faire mettre en pratique, par ses élèves des opérations qui ne s'apprennent qu'imparfaitement par la simple théorie, mais qu'il croit devoir observer à l'assemblée:

1° Que dans cette saison, les travaux de la campagne étant ouverts, tout y est occupé à l'exploitation de la récolte; qu'il seroit par conséquent à craindre que les parents des élèves, qui doivent assister à ce cours, ne voulussent pas consentir à leur éloignement qui les priveroit des secours qu'ils en reçoivent; 2° que sur les vingt communautés qui avoient été invitées à envoyer cette année des élèves il y en a plusieurs qui n'ont pu trouver des sujets qui eussent les qualités qui sont exigées.

Que d'après ces considérations, l'assemblée trouvera sans doute à propos de délibérer : 1° qu'il ne sera point fait, cette année, de nouveau fonds pour le cours d'accouchement, pouvant être fourni à cette dépense sur celui qui fut imposé l'année dernière, qui est en caisse; 2° que l'ouverture de ce cours ne pouvant se faire que dans une saison morte pour les gens de la campagne, le syndic sera chargé de l'indiquer pour le premier janvier prochain, après en avoir préalablement convenu avec M. Bonnel de La Brageresse, professeur; 3° qu'à défaut par les communautés qui avoient été désignées pour envoyer des élèves à ce cours, d'avoir répondu à l'invita-

tion qui en avoit été faite par MM. les commissaires, en choisiront d'autres pour suppléer à celles qui manquent, et lorsque ce choix sera fait, ledit sieur syndic sera tenu d'en donner tout de suite avis à ces communautés.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit, qu'en conséquence de la délibération prise par l'assemblée, le 25<sup>e</sup> juin 1783, il auroit obtenu le consentement des Etats et la permission de nosseigneurs les commissaires du Roy d'imposer, pendant quatre années, à commencer la présente, une somme de 450 livres, pour les frais de nourriture et entretien d'un élève à l'école vétérinaire de Charenton ou de Lyon.

Qu'il eut été sans doute plus avantageux pour un pays aussi abondant en bestiaux, que l'est le Gévaudan, d'avoir un sujet formé qui pût, tout de suite, remédier aux maladies fréquentes dont ils sont attaqués; que c'est par ces considérations puissantes qu'il fit, par ordre de l'assemblée, toutes les démarches possibles pour se procurer un sujet tel qu'elle le désiroit, mais qu'indépendamment de ce qu'il n'a pu en trouver ny à Charenton ny à Lyon, il étoit encore à craindre que les Etats ne se fussent refusés aux arrangements qu'il auroit fallu prendre pour le payement de son honoraire, ayant déjà rejeté, par leur délibération du 12<sup>e</sup> novembre 1778, une pareille demande formée par un autre diocèse de cette province.

Que cette double difficulté le força à réduire sa demande et à solliciter les permissions qui lui ont été accordées; qu'il en résultera, à la vérité, pour le pays, une privation pendant quatre ans d'un secours dont il avoit un besoin pressant, mais qu'au bout de ce terme il

peut espérer d'en jouir, surtout si on est assez heureux de trouver un sujet intelligent et appliqué : qu'il s'en est déjà présenté trois, mais comme c'est de ce choix que dépendra tout le succès de cet établissement, MM. les commissaires, avant de se déterminer sur celui qu'ils étoient autorisés à faire, ont cru devoir prendre de plus grands éclaircissements sur les qualités des sujets proposés.

Sur quoi l'assemblée a unanimement remercié MM. les commissaires des soins qu'ils se sont donnés pour ce nouvel établissement, et les a priés de vouloir bien les continuer ; elle a en même temps chargé ledit sieur syndic d'exiger, du sujet qui sera choisi, toutes les sûretés convenables pour la restitution des sommes qui seront fournies par le diocèse, pour son instruction, au cas il ne fut pas fidèle à tenir les engagements qu'il contractera avec MM. les commissaires.

Il a ensuite fait lecture : 1° d'une ordonnance de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, du 12<sup>e</sup> décembre 1784, qui permet d'imposer 857 livres 8 sols pour gratification ou autres frais relatifs à l'arrestation et jugements de malfaiteurs ;

2° D'une autre ordonnance dudit jour, qui permet l'imposition de la somme de 267 livres 15 sols au profit du sieur Itier, de Langogne, pour fournitures faites aux troupes qui ont été en quartier dans cette ville ;

3° D'une autre ordonnance du 26<sup>e</sup> décembre de ladite année, qui permet l'imposition d'une somme de 1,312 livres 16 sols en faveur de M. Enjelvin, notaire, de Mende, pour frais de réception ou contrôle de plusieurs actes par lui passés pour le diocèse ;

4° D'une autre ordonnance dudit jour, portant per-



mission d'imposer 550 livres en faveur du sieur Boissonade, pour leur remboursement des dépenses extraordinaires qu'ils ont faites pour la vérification et estimation des chemins exécutés pendant la gestion de feu M. Lafont ;

5° D'une autre ordonnance dudit jour, qui permet l'imposition de 275 livres en faveur de M. Vincens, greffier du diocèse, pour erreur intervenue dans le département des deniers extraordinaires de l'année 1781.

Et finalement d'une autre ordonnance du 26<sup>e</sup> dudit mois de décembre, qui permet l'imposition, pendant six années, à commencer la présente, de la somme de 676 livres, pour le prix des baux d'entretien des chemins, depuis Barre jusques au pont de Ravatgers, suivant la côte de La Moline ; de la côte de Solperrières, depuis l'avenue du château de Salgas jusques à la jonction de la grande route ; de celui depuis le valat de la fontaine du pommier jusques à Cabrillac, et de celui depuis l'embranchement à la Montjoye du causse de la Canourgue jusques au bas de la côte de Montferrand.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette, pour imposer ces différentes sommes dans le département des frais d'assiette, conformément aux ordonnances de NN. SS. les commissaires.

Ledit sieur syndic a dit que sur les plaintes qui furent portées l'année dernière contre l'entrepreneur de l'entretien du chemin depuis le pont de la Planchette jusques à Maruejols, de sa négligence à suivre les conditions de son bail, MM. les commissaires délibérèrent, le 25<sup>e</sup> mars 1784, de recourir à Mgr l'Intendant pour le forcer à remplir ses engagements, ou qu'à défaut il leur

fut permis de le faire réparer sur le fonds imposé pour cet entretien, par des ouvriers dirigés par un piqueur du diocèse, et en cas d'insuffisance, sur les fonds propres de l'entrepreneur.

Que Mgr l'Intendant ayant rendu une ordonnance conforme le 24<sup>e</sup> avril 1784, elle lui fut signifiée les 4<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> may suivant, et faute par ledit entrepreneur d'y avoir obéi dans le délai prescrit, les réparations furent exécutées et le montant payé sur le fonds imposé pour cet entretien par M. le receveur, sur les mandements de MM. les commissaires, mis à suite des controlles qui avoient été tenus de ce travail par un piqueur du diocèse, visé tous les quinze jours par le directeur des travaux publics du pais.

Que cet entrepreneur a du depuis rester dans l'inaction, et comme il étoit intéressant de veiller à ce que cette route fut toujours libre, il a continué à la faire réparer dans la même forme.

Que les choses ne pouvant cependant pas rester toujours dans le même état, étant indispensable d'avoir sur les lieux des entrepreneurs à portée de réparer avec célérité toutes les dégradations qui pourront arriver, le plus sûr moyen seroit, ce semble, de résilier son bail; la misère actuelle de cet entrepreneur et de sa caution ne permettant pas d'uzer contre lui de la voye de la folle-enchère; que si par ces considérations l'assemblée approuve cette proposition, elle devroit le charger de recourir à nosseigneurs les commissaires des travaux publics, pendant l'année, pour en obtenir la permission de résilier le bail qui avoit été consenti à cet entrepreneur, et d'adjuger de nouveau au rabais, en la forme ordinaire, l'entretien de cette partie de chemin, sous la

condition expresse que cette nouvelle adjudication ne pourra avoir lieu qu'après qu'elle aura été agréée par nosseigneurs des Etats, et autorisée par nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, et cependant comme il est de l'intérêt public de faire provisoirement tenir cette route en bon état, que MM. les commissaires demeureront autorisés à continuer à la faire réparer dans la forme permise sur le fonds de l'entretien, qui, à cet effet, continuera d'être imposé sur l'ancien pied.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit encore que suivant les commissions dont il vient d'être fait lecture les impositions qui y sont demandées de la part du Roy ayant diminué de 407 livres 5 sols 7 deniers et celles que le diocèse est autorisé de faire étant moindres d'une somme de 16,527 livres 7 sols, par la suppression de certains articles de dépense détaillés dans le tableau qu'il a l'honneur de présenter à l'assemblée, elle pourroit profiter de cette circonstance pour se libérer d'une partie des anciennes dettes que le païs avoit contracté.

Que depuis 1779 il a été remboursé 281,052 livres 15 sols 7 deniers ; qu'en suivant le même plan, le diocèse sera dans peu quitte de tous les capitaux à cinq pour cent, d'où il résultera un soulagement permanent dans les impositions par la diminution des intérêts.

Il a ensuite mis sous les yeux de l'assemblée l'état des remboursements qu'elle pourroit faire cette année, pour que, si elle les approuve, on puisse en faire faire l'imposition.

Sur quoi l'assemblée ayant vu le tableau et état présentés par ledit sieur syndic, elle a unanimement délibéré, par les considérations proposées, de rembourser

cette année, la somme de 55,744 livres 12 sols 6 deniers aux créanciers dénommés dans le susdit état ; elle a en conséquence autorisé MM. les commissaires de l'assiette à imposer ladite somme, par articles séparés, dans le département des frais d'assiette, en faveur desdits particuliers, chacun comme les concerne, avec les intérêts légitimement dus.

Il a dit ensuite qu'en vertu des arrêts du Conseil, des 14<sup>e</sup> février 1785 et 1784, il auroit emprunté, par divers contracts, une somme de 31,029 livres 6 sols pour servir au paiement des entrepreneurs de différents ouvrages, délibérés par l'assemblée et adjugés par MM. les commissaires.

Que le dérangement des saisons ayant empêché les entrepreneurs de quelques-uns de ces ouvrages de les finir dans le courant de l'année dernière, comme ils s'y étoient soumis, il n'a été payé, sur le fonds des emprunts, qu'une somme de 14,850 livres, dont il a poursuivi et obtenu la vérification, ensemble celle des intérêts, tant de ladite somme que de celle qui avoit resté en caisse, faute d'emploi ; qu'il en requiert l'imposition.

Ledit sieur syndic a observé que l'activité avec laquelle les entrepreneurs ont conduit leurs travaux depuis le retour de la belle saison, annonçant leur prochaine et parfaite exécution, il leur a fait donner des à-comptes considérables sur les certificats du directeur et de l'inspecteur des travaux publics du païs.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré et renvoyé, à MM. les commissaires de l'assiette, l'imposition desdits 14,850 livres 6 sols et des intérêts, tant de ladite somme que de celle qui avoit resté en caisse, le tout conformément aux jugements de nosseigneurs les com-

missaires du Roy et des Etats, des 16<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> décembre 1784, et a autorisé ledit sieur syndic à poursuivre les permissions nécessaires pour l'imposition des sommes non vérifiées et des intérêts.

Ledit sieur syndic a dit aussi que l'assemblée ayant délibéré, le 25<sup>e</sup> juin dernier, la construction du chemin de Bombes à Chanac, route de Millau à Lyon, et celui de Langogne à Esplantats, près Saugues, et des changements ou nouvelles constructions d'une partie de chemin depuis le pont de Saint-Michel jusques à la vigne des Crozes, par le Saunier ; il a poursuivi, pendant la tenue des derniers Etats généraux, les permissions nécessaires pour emprunter, aux termes portés par la susdite délibération, la somme de 191,155 livres 18 sols, à laquelle ces différents ouvrages avoient été estimés par le devis du sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs ; que cet emprunt ayant été consenti par délibération de nosseigneurs des Etats, du 21<sup>e</sup> décembre 1784, permis par jugement de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, du 26<sup>e</sup> du même mois, et autorisé, par arrêt du Conseil du 10<sup>e</sup> février 1785, MM. les commissaires du diocèse, pour accélérer l'exécution de ces travaux, adjugèrent, le 2<sup>e</sup> may dernier, la partie de chemin depuis le pont de Saint-Michel jusques à la vigne des Crozes, au prix de 10,500 livres, et trois parties sur la route de Bombes à Chanac, au prix de 26,100 livres.

Que les entrepreneurs de ces différents ouvrages ayant, ainsi qu'ils en furent expressement chargés, mis tout de suite la main à l'œuvre et s'étant engagés, par une condition expresse de leurs baux, de les rendre par faits à la fin du mois de novembre prochain, MM. le commissaires lui donnèrent pouvoir, par délibération d

3<sup>e</sup> dudit mois de may, d'emprunter les sommes nécessaires pour fournir au payement de ces quatre adjudications et des frais qui en sont la suite.

Qu'il emprunta en conséquence celle de 15,800 livres, qui fut tout de suite versée dans la caisse de M. le receveur en exercice, qui en a déjà payé celle de 27,000 livres à ces entrepreneurs, à-compte de leur travail ; que par l'activité avec laquelle ils le conduise, les fonds restant en caisse seront bientôt épuisés, ce qui nécessitera des nouveaux emprunts ; qu'il faudra en faire d'autres lorsque la partie de chemin de Langogne à Esplanats sera adjugée ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée : 1<sup>e</sup> d'approuver les emprunts qu'il a faits au nom du diocèse, et de l'autoriser à les continuer jusques et à concurrence de la somme permise par le susdit arrêt du Conseil du 10<sup>e</sup> février 1785 ; 2<sup>e</sup> de délibérer, sous le bon plaisir de nosseigneurs des Etats, l'imposition provisoire des intérêts, tant de la somme qu'il a déjà empruntée que de celle qu'il est autorisé d'emprunter pour fournir au payement des ouvrages adjugés ou de ceux qui doivent l'être : ayant lieu d'espérer qu'ils voudront la permettre, comme ils l'ont déjà fait, pour faciliter les emprunts et maintenir le crédit du diocèse, qui ne trouveroit pas de prêteurs s'ils n'étoient pas assurés ; de retirer, annuellement et sans retard, les intérêts de leurs capitaux ; de lui donner pouvoir de poursuivre, à la prochaine assemblée des Etats, la vérification et la permission d'imposer, l'année prochaine, les sommes dont l'emploi aura été vérifié, ensemble des intérêts provisoirement imposés cette année, depuis le jour de l'emprunt jusques à celui du remboursement.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit ensuite que MM. les commissaires du diocèse, en conséquence des délibérations de l'assemblée, adjudèrent, le 18<sup>e</sup> août 1783, 5<sup>e</sup> may et 9<sup>e</sup> août 1784, les réparations et nouvelles constructions des ponts de Berlière, de Pelouse, de La Vitarelle, de Chadenet, de La Rouvière, de Chazoux, du Démentit et de Montels.

Que les entrepreneurs de tous ces ouvrages, à l'exception des trois derniers, les ayant exécutés conformément aux devis, ainsi qu'ils en ont justifié par des certificats du directeur des travaux publics du pays, ils ont été payés du prix de leurs adjudications, chacun comme les concerne, sur les fonds des préciputs des communautés, sur lesquelles lesdits ponts sont établis et sur celui du diocèse.

Qu'à l'égard des adjudicataires des ponts de Saugues, du Démentit et de Montels, comme ils n'ont pas encore fini les travaux dont ils étoient chargés, ils n'ont reçu que des à-comptes et ne seront entièrement payés qu'après la vérification et réception desdits ouvrages.

Il a ensuite observé que les ponts de Saugues, du Démentit, de Chazoux, de Langlade et de Doulon, ayant été adjudés à un prix au-dessous de l'estimation portée par les devis et de l'imposition faite en conséquence, ainsi qu'il résulte du tableau qu'il a l'honneur de présenter à l'assemblée, cette diminution opérera un moins imposé sur le diocèse de la somme de 1,057 livres.

Sur quoi l'assemblée a unanimement autorisé MM. les commissaires de l'assiette à faire moins imposer ladite somme de 1,057 livres dans le département des frais d'assiette de cette année.

Ledit sieur syndic a ajouté que le directeur des travaux

publics ayant, sur les fausses indications qui lui furent données, annoncé dans ses devis que le pont du Démentit étoit établi sur la paroisse de La Chaze, et celui de La Vitarelle sur celle de Châteauneuf, l'assemblée délibéra d'imposer, sur chacune de ces communautés, une somme de 240 livres pour leurs préciputs.

Que cette erreur ayant donné lieu à des réclamations de la part de leurs administrateurs, il a été vérifié qu'elles étoient fondées, le premier de ces ponts étant entièrement placé sur la paroisse d'Aumont, et le 2<sup>e</sup> partie sur celle d'Arzenc et partie sur celle de Châteauneuf ; qu'il sera aisé de la réparer s'il plaît à l'assemblée de délibérer : 1<sup>o</sup> que la communauté d'Aumont imposera, cette année, la somme de 240 livres pour son préciput de la reconstruction du pont du Démentit, et que celle de La Chaze fera un moins imposé de pareille somme qu'elle avoit imposé en 1784 et qui est encore entre les mains du collecteur de ladite année ; 2<sup>o</sup> qu'il sera imposé, sur la communauté d'Arzenc, 120 livres pour la moitié du préciput du pont de La Vitarelle, à la décharge de la communauté de Châteauneuf, sur laquelle l'entier préciput avoit été imposé, et qui sera restitué au moyen du moins imposé qui sera fait desdits 120 livres.

Ce qui a été unanimement délibéré, et le greffier du diocèse a été chargé d'instruire, par un avis particulier dans les mandes d'Aumont et d'Arzenc, des sommes qu'elles doivent imposer, et dans celles de La Chaze et de Châteauneuf de celles qu'elles doivent mettre en moins imposé.

Ledit sieur syndic, en continuant son rapport, a dit que, suivant le procès-verbal dressé par le sieur Boisso-



nade, directeur des travaux publics du païs, les ponts de Chirac, de Lauberc, sur la paroisse d'Allenc ; de Bayard, sur celle de Prévénchères ; et du Pont-Neuf, sur celle de Balsièges, ont souffert plusieurs dommages ; qu'il est instant de faire réparer, pour prévenir de plus grandes dégradations et de plus fortes dépenses ; qu'il a dressé en conséquence les devis estimatifs de ces réparations, suivant lesquels celles à faire au pont de Chirac s'élèveront à une somme de 4,000 livres, à cause de l'épuisement qu'il n'a pu apprécier que par aperçu ; celles du pont de Lauberc à 249 livres ; celles du pont de Bayard à 550 livres, et celles du Pont-Neuf à 2,554 livres.

Que d'après cette estimation le diocèse sera tenu d'imposer son préciput pour tous lesdits ponts ; il a requis en conséquence l'assemblée de délibérer l'exécution des ouvrages déterminés par le devis, suivant l'estimation qui est faite sur les préciputs des communautés et du diocèse ; et comme le prix de ces ouvrages pourroit augmenter ou diminuer par les offres des prétendants, lors des adjudications, elle pourroit délibérer, en même temps, que s'il excède la somme qui sera provisoirement imposée, il sera pourvu à l'insuffisance de l'imposition par une augmentation de préciput, et s'il est moindre que le surimposé, sera mis en moins imposé l'année prochaine.

Sur quoi l'assemblée, vu les devis estimatifs des susdits ponts, elle les a approuvés et délibéré unanimement d'imposer, cette année, la somme de 6,000 livres, pour le préciput du diocèse de la réparation desdits ponts, et de charger le greffier du diocèse de marquer, par un article séparé de la mande de la taille des communautés, lesquelles ces ponts sont établis, les sommes qu'ell

doivent imposer, savoir : sur la ville et communauté de Chirac 480 livres, et 240 livres sur chacune des autres trois communautés dénommées dans le rapport dudit sieur syndic ; elle a en même temps donné pouvoir à MM. les commissaires ordinaires du diocèse de procéder à l'adjudication de ces réparations en la forme prescrite par les règlements.

Il a dit ensuite que le Pont-Archat, sur la route du bas Languedoc en Auvergne, par Maruejols, ayant été entièrement emporté, sur la fin du mois d'avril dernier, par la fonte trop rapide des neiges, MM. les commissaires du diocèse, sur le premier avis qui leur en fut donné, chargèrent le sieur Boissonade, inspecteur des travaux publics du païs, d'aller s'assurer de l'état de ce pont et des ouvrages qu'il convenoit d'y faire pour son prompt rétablissement.

Que sur le rapport de cet inspecteur, MM. les commissaires délibérèrent, le 9<sup>e</sup> may dernier, de faire faire provisoirement un pont en bois, dont la dépense étoit fixée par devis, qui en avoit été dressé à une somme de 2,259 livres 16 sols; et attendu que l'urgence de cette réparation, qui ne pouvoit être différée sans interrompre tout le commerce sur une route aussi intéressante, qu'elle seroit exécutée avec toute la célérité possible par économie (sur les fonds que M. le receveur en exercice seroit prié d'avancer), sous la direction d'un piqueur du diocèse, qui tiendrait, semaine par semaine, un contrôle exact du nombre et du prix des journées des ouvriers employés à ce travail et des autres dépenses qui y seroient relatives, lequel contrôle seroit visé par le directeur des travaux publics du païs, et ensuite arrêté par MM. les commissaires.

Qu'en conséquence de cette délibération, le sieur Farger ayant été chargé de la conduite de cette réparation, il y a fait travailler sans interruption depuis le 21<sup>e</sup> du mois dernier, et continuera de le faire avec la même assiduité jusques à ce qu'elle soit entièrement finie, et comme il faut, en attendant, pourvoir au remboursement des sommes que ledit sieur receveur a déjà avancées pour cette dépense, se portant à 4,423 livres, et de celles qu'il sera encore dans le cas d'avancer pour l'achèvement de cette réparation, il a requis l'assemblée de délibérer : 1<sup>o</sup> que MM. les commissaires seront priés de vérifier et arrêter les états de travail tenus par ledit sieur Farger, et de lui en faire payer le montant lorsqu'il leur constera, que cette réparation est finie par un certificat de réception du directeur des travaux publics du païs ; 2<sup>o</sup> qu'il sera imposé cette année, dans le département des frais d'assiette, le préciput du diocèse pour la reconstruction dudit pont, conformément à l'estimation qui en a été faite par le devis dudit sieur directeur ; 3<sup>o</sup> que le greffier du diocèse avertira, par un article séparé de la mande, les communautés sur lesquelles ledit pont est établi, d'imposer, chacune comme les concerne, leur préciput pour cet ouvrage ; 4<sup>o</sup> que, jusques à sa parfaite exécution, M. le receveur continuera à faire les avances nécessaires, dont il sera remboursé sur le fonds des préciputs imposés sur le diocèse et sur les communautés, et ce à concurrence des sommes qu'il justifiera avoir payées.

Surquoi l'assemblée, vu les plan et devis du sieur Boissonade et la délibération de MM. les commissaires du 9 may dernier, elle l'a unanimement approuvée et délibéré pour le surplus conformément aux quatre requisiions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit que le sieur Boissonade ayant été chargé, par une délibération de l'assemblée du 23 juin 1784, de lever les plans et dresser les devis estimatifs; 1° des changements à faire à la cote de Malavielle, et à plusieurs autres parties du chemin depuis Chanac jusques au pont Pescil près Maruejols sur la route de cette ville au bas Languedoc; 2° de la construction du chemin du Pont de Montvert à St Etienne du Valdonnez; 3° de la construction de celui du Malzieu à La Garde; 4° de la construction de celui de St-Chély au Malzieu; 5° des changemens à faire aux côtes de l'Arcis et des Cheyrouzes, route du bas Languedoc en Auverge par Maruejols, 6° des changements à faire aux côtes d'Alteyrac et du bois de St Martin, route de Mende à Châteauneuf et Langogne par le Palais; 7° de la construction du chemin de St-Urize à Maruejols, par la Maison-Neuve, ce directeur l'a prié de faire agréer à l'assemblée les représentations sur l'impossibilité où il a été de remplir tous ces objets, occupé à visiter et vérifier avec M. O'Farrell, directeur des travaux publics de la province les différentes routes projetées et à lever, par son ordre, le plan de celle que la province doit commencer à faire ouvrir cette année de Langogne à St Laurans de Rivevolt; ces opérations l'ont empêché pendant longtemps de vacquer à celles dont il avoit été chargé par l'assemblée; que d'ailleurs est-il en la liberté de disposer de tous ses momens, il n'étoit pas possible, dans quatre mois, de lever avec exactitude les plans et dresser les devis de ces différentes parties de chemin, qui réunies embrassent une étendue d'environ 50,000 toizes de longueur, dont plusieurs sont très-difficiles à traiter; que malgré toute l'activité qu'il a mis dans son travail il a

été obligé de se borner aux devis : 1° de la partie du chemin de Chanac à Maruejols ; 2° de celui du Pont de Montvert à St Etienne et à Balsièges ; 3° de St Chély au Malzieu ; que suivant les devis de tous ces travaux la dépense à faire pour leur exécution se portera à une somme de 381,824 livres savoir :

1° de Chanac à Maruejols, 43,787 livres.

2° du Pont de Montvert à St Etienne et de là à Balsièges 314,396 livres.

3° de St-Chély au Malzieu, y compris l'élargissement du Pont, 24,440 livres. •

Que cette dépense jointe à celle que le diocèse est autorisé de faire pour la construction des chemins de Chanac à Bombes, de Langogne à Esplantats, et du pont de St Michel à la Vigne des Crozes, près le Saumier, paroissent peut être trop fortes à l'assemblée pour qu'elle veuille se livrer, l'année prochaine, à celles qu'aurait occasionné l'exécution des ouvrages dont le sieur Boissonade n'a pu dresser les devis.

Que d'ailleurs la province ayant bien voulu prendre à sa charge les deux grandes routes de Rodez à Lyon par Mende et Langogne et de Montpellier à St Flour, par Maruejols, il est ce semble dans l'intérêt du pays de ne plus s'occuper des changements à faire aux cotes d'Alteirac et du bois de St Martin, sur le chemin de Mende à Langogne et à celle des Cheyrouzes et de l'Arcis sur celui de Montpellier à Maruejols et à St Flour, les dépenses que ces ouvrages occasionneroient devenant inutiles par ceux que la province doit faire exécuter sur ces deux routes.

Qu'il n'en est pas ainsi du chemin de St Urcize à Maruejols, par la Maison Neuve, dont l'utilité reconnue

par l'assemblée, l'année dernière, étant toujours la même, elle pourroit de nouveau charger le directeur des travaux publics du païs d'en dresser les plans et devis estimatifs.

Ledit sieur syndic a ajouté qu'il croit devoir représenter à l'assemblée, avant qu'elle délibère sur les objets proposés : 1° que la dépense à faire pour les ouvrages à exécuter sur la route de Chanac à Maruejols, s'élevant à une somme de 42,788 livres suivant le devis qui en fut dressé par le sieur Boissonade, sur les éléments donnés par mondit sieur O'Farrell, il n'a pu poursuivre, pendant la tenue des derniers Etats généraux, la permission de les faire exécuter cette année, les Etats particuliers tenus à Maruejols le 23 juin 1784 ne l'ayant autorisé à faire cette demande, qu'au cas où les frais de cette construction ne se porteroient qu'à une somme d'environ 6 à 7,000 livres.

2° Que le pont du Malzieu n'ayant que six pieds de largeur, la voye est trop étroite pour qu'aucune voiture puisse y passer, ce qui nuit à la liberté du commerce de cette ville qui, par ses impositions et son industrie mériterait d'être traitée aussi favorablement que les autres de ce diocèse.

Que par ces considérations ledit sieur Boissonade a cru devoir comprendre, dans le devis dressé du chemin du Malzieu à St Chély, l'élargissement de ce pont, qui pourra être exécuté avec le consentement de NN. SS. des Etats sans recourir à la voye de l'emprunt, sur le fonds des préciputs de cette communauté et du diocèse et en cas d'insuffisance sur celui de la sénéchaussée.

3° Que pour donner à la route du Pont de Montvert,

vivement sollicitée auprès de Mgr l'Intendant, la perfection qu'elle pourrait mériter par son utilité, ledit sieur Boissonade a pensé que lorsqu'elle sera conduite à St Etienne du Valdonnés on doit abandonner le chemin actuel, et prendre sa direction auprès de St Bauzille pour déboucher à Balsièges par une pente facile et toujours par des fopds cultivés et abrités; que par ce projet dont il a dressé le devis, on évite, avec une économie considérable sur la dépense, les côtes de Langlade et de la Barraque, impraticables par la rudesse de leurs pentes, dont on ne pourroit changer, qu'à plus grands frais, l'emplacement et la traverse du causse, difficile et dangereuse en hiver.

Ledit sieur syndic a ensuite présenté les plans et devis des chemins annoncés dans son rapport et a requis l'assemblée, au cas elle les approuve et qu'elle se décide à commencer à les faire exécuter l'année prochaine, de l'autoriser à recourir à NN. SS. des Etats à leur prochaine assemblée pour obtenir leur consentement et la permission de NN. SS. les commissaires du Roy et des Etats pour emprunter la somme de 372,084 livres, à laquelle ces différens ouvrages sont estimés, savoir pour le chemin de Chanac à Maruejols 42,788 livres;

Pour celui du Pont de Montvert à St-Etienne et de là à Balsièges 514,596 livres;

Pour celui de St Chély au Malzieu, non compris l'élargissement du pont, 14,700 livres.

Surquoi l'assemblée, vu les plans et devis des susdites trois parties de chemin proposées par ledit sieur syndic elle les a approuvés et l'a en conséquence autorisé à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, leur consentement et la permission de NN. SS. les

commissaires du Roy et des Etats, d'emprunter ladite somme de 572,084 livres à laquelle lesdits ouvrages sont estimés, à fur et à mesure qu'ils seront exécutés, remboursable aux termes fixés par la délibération de NN. SS. des Etats du 5 janvier 1784. Elle a en même tems approuvé l'élargissement du pont du Malzieu comme absolument nécessaire pour la liberté du commerce de cette ville ; elle a encore chargé ledit sieur Boissonade, en renouvelant la délibération prise l'année dernière, de dresser, celle-ci, le chemin de St Urcize à Maruejols par la Maison-Neuve, et, à l'égard des changements à faire aux côtes des Cheïrouzes et de l'Arcis et à celles d'Alteirac et du bois de St-Martin, comme elles se trouvent sur des routes dont la province a bien voulu se charger, elle a renoncé au projet de les faire exécuter.

Ledit sieur syndic a dit que quelques parties des chemins royaux des Cévennes ayant été considérablement dégradées par différents orages, les entrepreneurs qui en ont l'entretien ont réclamé le secours du diocèse, prétendant que les réparations qu'il faudra faire pour remettre ces chemins en bon état, sont trop majeures pour qu'ils puissent les faire exécuter à leurs frais.

Que l'assemblée ne pouvant rien statuer sur ces demandes qu'après qu'elle se sera assurée si elles sont fondées et à qu'elle dépense ces réparations donneraient lieu, elle devrait charger le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du país, de vérifier le plutôt possible : 1° l'état de ces chemins et les ouvrages qu'il convient d'y faire ; 2° de dresser un devis estimatif de ceux qu'il jugera devoir être à la charge du país, et finalement d'expliquer, dans son rapport, s'il y en a, auxquels il soit urgent de faire travailler, et dans ce cas



elle devrait autoriser ledit sieur syndic à recourir à nosseigneurs les commissaires des travaux publics, pendant l'année, pour en obtenir la permission de les faire exécuter par adjudication en la forme ordinaire, et d'emprunter, à cet effet, les sommes portées par le devis, à la charge toutesfois d'en faire vérifier l'emploi, et de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, la permission d'imposer, l'année prochaine, les fonds empruntés en faveur des prêteurs.

Ce qui a été unanimement délibéré.

En continuant son rapport, ledit sieur syndic a dit que la route de Mende à Villefort ouvrant une communication très intéressante pour ce pays avec les diocèses d'Alais, d'Uzès et le Vivarais, l'assemblée avoit depuis longtemps désiré son exécution, mais qu'elle n'avoit pas cru devoir se livrer à cette dépense, qui auroit été sans objet, si les diocèses voisins n'avoient travaillé de leur côté à ouvrir des routes correspondantes.

Que les ouvrages que le diocèse d'Uzès a fait exécuter, avec la plus grande activité, depuis Alais jusques à Portes; ceux qu'il a délibérés pour leur continuation jusques à Villefort, et les nouveaux projets qu'il a formés pour aboutir par des grandes routes à celles que le Vivarais a fait ouvrir, doivent faire espérer avec confiance que ce pays pourra jouir dans peu de tous les avantages qu'elles lui procureront; qu'ils sont trop connus de l'assemblée, par la facilité qui en résultera pour l'importation du vin qu'on est forcé de faire venir à dos de mulet et pour l'exportation des grains souvent donnés en échange, pour qu'elle n'accélère l'exécution des ouvrages à faire, pour le changement de l'ancienne route de Mende à Villefort, son mauvais emplacement, la rudesse de ses pentes,

la rendent impraticable aux voitures roulantes, ne peuvent que le faire désirer; surtout lorsqu'il est possible d'éviter tous les mauvais passages, en l'ouvrant toujours par des lieux abrités depuis Bagnols-les-Bains jusques aux frontières du diocèse d'Uzès.

Que tous les avantages que ce nouveau projet présente sont assez considérables pour déterminer l'assemblée à les suivre; qu'étant d'ailleurs conforme à celui que Mgr l'évêque d'Uzès a proposé à Mgr le Président, ce sera sans doute un nouveau motif pour la décider à adopter un plan utile aux deux diocèses; que son exécution ne pouvant être délibérée qu'après que le devis aura été dressé, elle devrait charger le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du pays, de s'en occuper cette année, après s'être concerté avec celui du diocèse d'Uzès, sur le point de réunion; que ce travail fait, il aura l'honneur de présenter à l'assemblée, l'année prochaine, les projet, plan et devis estimatif de cette route, d'après le vu desquels elle pourra statuer avec pleine connoissance sur son exécution.

Sur quoi l'assemblée, décidée par l'utilité de cette route et par les autres motifs ramenés dans le rapport dudit sieur syndic, a chargé ledit sieur Boissonade de lever les plans et dresser le devis estimatif de la nouvelle route à ouvrir depuis l'embranchement qu'on doit faire pour aboutir à Bagnols-les-Bains jusques à l'extrémité de ce diocèse, frontière de celui d'Uzès.

Ledit sieur syndic a dit que la grande quantité de neige dont ce pays a été longtemps couvert cette année, a fait connoître la nécessité de changer l'emplacement d'une partie de chemin que le diocèse fait construire depuis le pont de Salassoux jusques au pâturage du

Bouschet, sur la grande route du bas Languedoc en Auvergne.

Que le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs, averti par les rouliers qui fréquentent habituellement cette route, des embarras qu'ils éprouvoient à un passage près le pont de Langogne, par les foudrières ou combles de neige qui s'y étoient formés, a été plusieurs fois cet hiver vérifier si on pouvoit l'éviter ; qu'il en a reconnu la possibilité au moyen d'une chaussée plus élevée, qu'il propose de faire, en abandonnant celle qu'on avoit déjà commencé de construire ; qu'il en a levé le plan et dressé le devis estimatif, suivant lequel ce changement donnera lieu à une augmentation de dépense, qu'il a fixée, d'après les éléments de son premier devis, à la somme de 1,620 livres.

Qu'étant à craindre que les mêmes accidents n'obstruent cette route l'hiver prochain, qui seroit d'ailleurs interceptée si on n'élevoit promptement cette chaussée, on ne sauroit sans danger en renvoyer l'exécution jusques à ce qu'elle ait été consentie par NN. SS. des Etats généraux ; par ces considérations, l'assemblée pourroit l'autoriser à recourir à NN. SS. les commissaires des travaux publics, pendant l'année, pour y solliciter, attendu l'urgence de ce nouveau travail, la permission de le faire exécuter sans délai, conformément au prix porté par le devis, et d'emprunter à cet effet ladite somme de 1,620 livres, à la charge toutesfois par ledit sieur sindic d'en faire vérifier l'emploi pendant la tenue des prochains Etats généraux, et d'y poursuivre les consentemens et permissions nécessaires pour en imposer le montant en faveur de ceux qui en auront fait le prêt, avec les intérêts depuis le jour de l'emprunt jusques à celui du remboursement, exempt de toute retenue.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit encore que le sieur Bergeron, imprimeur de cette ville, lui a remis un mémoire dans lequel il représente qu'il ne sauroit sans perte se charger de l'impression de 150 exemplaires du procès-verbal des Etats et assiette de ce diocèse, à moins de 12 livres par feuille, et de 36 livres pour la brochure, et couverte en papier marbré, doublé et colé ; il supplie en même temps l'assemblée de lui faire payer, au même prix, l'impression de celui de l'année dernière, ne l'ayant été qu'à raison de 9 livres la feuille sur les fonds avancés par M. le receveur.

Que ces deux demandes paroissent fondées, d'après les renseignements qu'il a pris de MM. les syndics de plusieurs diocèses de cette province ; qu'il n'a pas cru cependant pouvoir s'écarter de la délibération prise aux Etats particuliers de l'année dernière, jusques à ce que l'assemblée auroit prononcé sur ces réclamations ; qu'il y a lieu d'espérer de sa justice qu'elle voudra bien y avoir égard et lui donner en conséquence pouvoir :

1° De traiter avec cet imprimeur ou tout autre, pour l'impression de 150 exemplaires dudit procès-verbal, à raison de 12 livres la feuille, in-folio, du format de celui de la province, et de 36 livres pour la brochure, et couverte en papier marbré, doublé et colé, et encore sous la condition expresse que ces exemplaires, au nombre fixé, lui seront remis un mois au moins avant la tenue des Etats généraux ;

2° De faire payer audit sieur Bergeron la somme de 90 livres, pour supplément du prix de l'impression du procès-verbal de 1784, et de prier, à cet effet, M. le receveur, en exercice ladite année, d'en faire l'avance ;

3° D'engager aussi celui de 1785, attendu l'insuffisance du fonds des dépenses imprévues, de faire également l'avance de la somme à laquelle les frais d'impression du procès-verbal de cette année seront réglés par MM. les commissaires.

Et finalement de l'autoriser à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux de cette province, les consentements et permissions nécessaires pour imposer, en faveur de MM. les receveurs du diocèse, en exercice les années 1784 et 1785, chacun comme les concerne, les sommes par eux avancées, pour l'impression des procès-verbaux desdites deux années, suivant l'état arrêté par MM. les commissaires.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux quatre propositions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit aussi que, par jugement de NN. SS. les commissaires du Roy et des Etats, du 26<sup>e</sup> décembre dernier, le diocèse a été autorisé à imposer, cette année, la somme de 2,609 livres 10 sols pour le montant du terrain qui a été pris pour l'emplacement des chemins, à divers particuliers compris dans le rapport des sieurs Boissonade et Robert, chargés de faire cette vérification, par délibération de l'assemblée.

Sur quoi l'assemblée, vu les susdits jugement et rapport, a unanimement délibéré et donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette d'imposer ladite somme de 2,609 livres 10 sols dans le département des deniers ordinaires de la présente année.

Il a dit ensuite que MM. les commissaires ayant adjugé, le 2<sup>e</sup> may dernier, trois parties de chemin sur la route de Chanac à Bombes et Millau, le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du pays, et le sieur Robert,

expert ordinaire du diocèse, furent de suite faire une première vérification et estimation (après avoir fait appeler les parties intéressées) des dommages qui leur seront causés par les nouvelles constructions ; qu'ils procéderont ensuite à la même vérification sur toutes les autres parties de chemin que le diocèse est autorisé de faire exécuter cette année, dont ils dresseront, suivant l'usage, un rapport estimatif.

Que le montant de ces dommages ne pouvant être payé aux particuliers qui l'auront souffert qu'après avoir obtenu le consentement de NN. SS. des Etats et la permission de NN. SS. les commissaires du Roy et des Etats, il requiert l'assemblée de lui donner pouvoir de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, les permissions nécessaires pour l'imposition du montant dudit rapport, en faveur des particuliers qui y seront compris.

Ce qui a été unanimement délibéré, après toutesfois que le rapport estimatif desdits dommages aura été vérifié et approuvé par MM. les commissaires du diocèse.

Il a ensuite observé que les Etats particuliers, tenus à Maruejols, renvoyèrent, par délibération du 25<sup>e</sup> juin dernier, à MM. les commissaires ordinaires du diocèse, l'examen des demandes formées par plusieurs particuliers qui réclamoient le payement des fonds qui leur ont été pris pour l'emplacement de divers chemins, durant la gestion de feu M. Lafont, et de quelques entrepreneurs qui demandoient aussi partie du prix de l'entretien des chemins dont ils avoient été chargés.

Qu'en conséquence de cette délibération, MM. les commissaires cherchèrent d'abord à connoître, par la vérification la plus exacte des différents rapports des

dommages, dressés par le sieur Robert, expert du pais. depuis et inclus 1760, jusques et inclus 1778, les noms de tous les propriétaires des fonds endommagés. compris dans lesdits rapports, et la somme qui leur étoit attribuée à chacun d'eux.

Qu'ils s'occupèrent ensuite à s'assurer, par un examen suivi des comptes de MM. les receveurs, des sommes qu'ils avoient payées auxdits particuliers sur les fonds imposés pour leur dédommagement.

Qu'il résulte de toutes ces opérations, dont il a été dressé un tableau, qu'il a l'honneur de présenter à l'assemblée, qu'il y a plusieurs articles compris dans lesdits rapports, dont le paiement n'est pas justifié, se portant en total à la somme de 2,318 livres 16 sols 8 deniers ; que cette somme ne pouvant être payée à ceux à qui elle est due, par MM. les receveurs qui ont été déclarés quittes par la clôture de leurs comptes, on ne sauroit réparer ce vuide que par une nouvelle imposition.

Que si les fonds qui avoient été cy-devant imposés pour fournir à cette dépense n'ont pas été appliqués à leur destination, il ne seroit pas juste que les particuliers, qui auroient dû les recevoir, fussent les victimes de ces interventions, étant assez malheureux d'avoir resté si longtemps en souffrance.

Que MM. les commissaires, toujours en vertu de la même délibération, ont vérifié avec la plus grande attention, les demandes des entrepreneurs de l'entretien de certaines parties de chemin du diocèse ; qu'ils en ont formé un état, auquel ils ont joint leurs observations, d'après lesquelles il leur a paru que ces prétentions devoient être réduites à la somme de 2,460 livres, par les motifs qui y sont ramenés ; que malgré l'exactitude et

l'application que MM. les commissaires ont donné à ce travail, ils l'ont chargé de prier l'assemblée de faire vérifier encore par MM. les commissaires de l'assiette, sur le vu de toutes les pièces qui ont servi de base à leurs opérations, et de leur donner pouvoir de régler et arrêter les sommes qu'ils trouveront être légitimement dues, tant auxdits particuliers endommagés qu'aux entrepreneurs des entretiens des chemins, et de charger ledit sieur syndic de recourir à NN. SS. des Etats, pour y solliciter la permission d'en imposer le montant en faveur des parties réclamantes, chacune comme les concernera, et pour la somme pour laquelle elles auront été comprises dans l'état qui sera arrêté à cet effet par MM. les commissaires de l'assiette.

Ce qui a été unanimement délibéré par l'assemblée, qui a renvoyé en même tems à MM. les commissaires de l'assiette la fixation de la gratification qui doit être accordée au sieur Bon, secrétaire de M. Delhermet, syndic du païs à raison du travail extraordinaire annoncé dans son rapport.

Ledit sieur syndic a dit : que le prix du sel ayant été porté dans les greniers du Gévaudan à 2 livres 5 sols par minot audessus du taux fixé pour les autres diocèses de la province, au prétexte d'un prétendu droit de voiture, l'assemblée avoit depuis longtems sollicité sans succès la suppression d'une surcharge si onéreuse.

Que les nouvelles réclamations qu'elle fit l'année dernière, soutenues par les puissantes sollicitations de Mgr le Président, protégées par Mgr l'archevêque de Narbonne, et par nosseigneurs les députés des Etats à la Cour, ont été enfin favorablement accueillies par le Ministère, sans opposition. M. L'Epinay, fermier général, chargé



par sa compagnie de terminer cette affaire, s'étant prêt avec toute sorte d'honnêteté à tous les arrangements possibles, qui furent réglés par un traité qu'il passa avec lui, en vertu des pouvoirs que l'assemblée lui en avoit donné.

Que ce traité qu'il a l'honneur de présenter à l'assemblée fut ensuite homologué par un arrêt du Conseil d'Etat du Roy sur lequel il fut rendu des lettres patentes le 21 novembre 1784 qui ordonnent qu'à commencer au premier janvier 1787 époque du renouvellement des fermes, le prix du sel dans le Gévaudan sera diminué de 2 livres 5 sols par minot, dont il étoit surchargé dans les greniers de Mende, Langogne, Maruejols et St Chély, ce qui opérera, par le calcul qui en a été fait et qui est annoncé dans le procès-verbal de N. S. des Etats généraux, un soulagement pour le païs de 50,648 livres.

Il a dit ensuite que l'assemblée a déjà connoissance de la délibération que nosseigneurs des Etats généraux, ont pris, lors de leur dernière tenue, relativement aux deux grandes routes que la province doit faire exécuter à ses frais l'une de Rodez et Lyon par Chanac, Mende et Langogne, et l'autre de Montpellier à St Flour par Maruejols.

Que ces communications ouvrant de nouvelles branches de commerce et facilitant celles qui sont déjà établies, vivifieront ce païs qui avoit longtems languï dans l'inertie et procureront, pendant plusieurs années, un travail assuré à une foule de manouvriers qui manquoient du pain faute d'emploi.

Après quoi il a ajouté que les nouveaux établissemens éprouvant toujours des difficultés surtout dans les commencemens, ce païs n'a pu former encore celui q

obtenu pour la ligne de poste de St Flour à Montpellier par Mende, par le défaut d'un nombre suffisant d'entrepreneurs pour tous les relais, les avances considérables qu'ils sont obligés de faire, l'incertitude des produits, la modicité des gratifications accordées, ont suspendu l'exécution de ce projet utile.

Que le Roy étant dans l'usage d'accorder aux maîtres de poste, en sus des autres gratifications, une somme de 300 livres pour le port des males, ceux de cette nouvelle ligne n'auroient pu se flatter de l'obtenir que lorsqu'ils auroient été chargés de ce service, si Mgr l'archevêque de Narbonne, par une suite de la protection qu'il a bien voulu donner à cet établissement, n'avoit convenu avec M. le baron d'Oigni, que la province accorderoit les deux tiers de cette somme jusques au passage de la male par cette ligne et que le Roy fourniroit l'autre tiers.

Que nosseigneurs des Etats par leur délibération du 31 décembre dernier ont bien voulu approuver cet arrangement et consentir à payer annuellement une somme de 200 livres; qu'ils ont en même temps autorisé nosseigneurs les députés des Etats à la Cour à solliciter auprès du Roy les 100 livres restantes, et prié Mgr l'archevêque de Narbonne d'appuyer cette demande de son puissant crédit; qu'au moyen de ce nouveau secours on pourra peut-être trouver des entrepreneurs et jouir d'un établissement aussi avantageux au païs.

Après quoi l'assemblée à unanimement et par acclamation remercié Mgr le Président de son attention continuelle à protéger les intérêts du païs et l'a supplié de faire agréer à Mgr l'archevêque de Langogne l'hommage de sa plus respectueuse reconnoissance.

Ledit sieur syndic a dit encore que l'assemblée a toujours été dans l'usage d'accorder à M. le lieutenant de prévôt et à son assesseur une gratification à raison des procédures qu'ils font contre plusieurs malfaiteurs et de pourvoir, par la voie de l'imposition, tant à cette dépense qu'aux frais de leur arrestation ; que cet usage ayant pour objet la sûreté et la tranquillité publique a reçu annuellement l'approbation de nosseigneurs des Etats généraux de la province que les mêmes motifs qui ont dicté les précédentes délibérations de l'assemblée l'engageront sans doute à en prendre une semblable pour la présente année, et à donner par là une nouvelle marque de son attention pour tout ce qui intéresse le bien public.

Surquoi l'assemblée à unanimement délibéré d'accorder à M. le lieutenant de prévôt et à son assesseur une gratification proportionnée au nombre et à l'importance des procédures faites et à faire dans le cours de la présente année et de pourvoir en même temps aux frais d'arrestation des malfaiteurs, et comme le montant de cette double dépense ne peut être réglé qu'à la fin de toutes les procédures, elle a donné pouvoir à MM. les commissaires du diocèse d'en faire la fixation, comme aussi d'arrêter l'état des frais de capture et de traduction, et à en même tems chargé ledit sieur syndic de poursuivre aux prochains Etats généraux de la province, les consentements et permissions nécessaires pour en faire l'imposition.

Ledit sieur syndic a ajouté que M. O'Farrell, directeur des travaux publics de la province au département de Vivarais, Velay et Gévaudan, ayant fait l'année dernière ou celle-cy plusieurs voyages pour visiter les routes que

le diocèse doit faire exécuter depuis Langogne, jusques à Esplantat près Saugues, de Chanac à Bombes, de Chanac à Maruejols, de St Chély au Malzieu, en fixer l'emplacement, corriger et rectifier les projets, plans et devis, et pour vérifier les ouvrages à faire au grand clocher de cette ville, l'assemblée se portera sans doute avec empressement à lui en témoigner sa reconnaissance et à le dédommager de toutes les dépenses qu'il a été obligé de faire dans ses différents voyages.

Surquoi l'assemblée prenant en considération les peines et soins extraordinaires que M. O'Farrell s'est donné pour la vérification de tous les ouvrages et les dépenses considérables qu'il a fait à ce sujet, à unanimement délibéré de lui accorder une somme de 4,000 livres, à prendre sur le fonds des dépenses imprévues de cette année.

Il a dit ensuite que malgré les invitations réitérées qu'il a fait aux différentes communautés de ce diocèse, de la part de M. de Rome, syndic général de la province et par ordre de l'assemblée il n'y en a eu qu'un très petit nombre qui lui aient envoyé les délibérations qu'elles étoient chargées de prendre au sujet de leurs dépenses ordinaires; que comme on ne peut imputer cette négligence qu'à celle des greffiers consulaires, à communiquer à MM. les administrateurs la lettre que M. de Rome leur avoit écrit au mois de septembre 1783; on pourra réparer cette inexactitude en priant MM. les commissaires, qui doivent dans peu se transporter sur toutes les paroisses de ce diocèse pour y procéder à la répartition de la capitation, de vouloir bien se donner tous les soins possibles pour faire délibérer sur tous les objets qui leur ont été demandés; que se trouvant sur les lieux ils pourront, pendant leur séjour, remplir cette

commission avec tout le succès qu'on doit attendre de leur zèle.

Que pour leur faciliter et abrégér le travail, il a fait faire des extraits détaillés de toutes dépenses que chaque communauté en particulier est autorisée à imposer par le règlement de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats du 2 mars 1746, avec une colonne libre pour pouvoir coucher, à chaque article, les changemens qui seront jugés nécessaires et les autres observations que les administrateurs des communautés trouveront à propos de faire.

Que le résultat de ces opérations, étant arrêté et signé par les consuls et principaux membres du conseil politique, annoncera le vœu des communautés et pourra suppléer avec avantage les délibérations qui leur étoient demandées, puisqu'il présentera au premier coup d'œil les articles des dépenses à supprimer, ceux dont on désire l'augmentation et ceux qu'on proposera d'y ajouter.

Que lorsque ces opérations seront finies il aura l'honneur d'en rendre compte à MM. les commissaires du diocèse et de leur présenter un tableau qui en contiendra le résultat, d'après lequel ils pourront délibérer, avec leur attention ordinaire, sur l'utilité des demandes qui y seront formées, rejeter ou accueillir celles qui mériteront de l'être.

Que si l'assemblée approuve ce plan elle pourroit le charger de remettre, à MM. les commissaires de la capitation, les extraits qu'il a fait faire du susdit règlement pour toutes les communautés de leur département et les prier de veiller à ce qu'on se conforme à ce qui a été requis et proposé par ledit sieur syndic.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a dit après que la rareté du bois, qui devient journellement plus sensible dans ce diocèse, a fixé depuis longtemps l'attention de cette assemblée sur un objet de consommation de nécessité absolue, surtout dans un pays aussi froid que le Gévaudan; que par ces motifs elle délibéra, l'année dernière, de faire faire des sondes et des recherches pour découvrir des mines de charbon de terre, mais pour ne pas se livrer à des dépenses trop fortes et peut être infructueuses, elle les borna à une somme de 200 livres.

Que les personnes de l'art qu'il a consulté ayant jugé ce fonds insuffisant, pour mener à des découvertes utiles on n'en a pas fait l'employ qui auroit été à pure perte; que d'après cette considération, si l'assemblée veut donner suite à la délibération qu'elle prit l'année dernière, elle devroit l'autoriser à faire faire les dépenses qui seront trouvées absolument nécessaires, pour s'assurer d'une manière positive s'il existe dans ce diocèse de ces mines, ou si l'on doit renoncer à l'espérance d'en découvrir.

Que ce moment est d'autant plus favorable que M. Chaptal, professeur de chimie, dont les talents et les connoissances supérieures lui ont mérité, de la part du Gouvernement, le titre flatteur d'inspecteur honoraire des mines de cette province, doit se rendre au premier jour dans ce diocèse; que son zèle pour le bien public, et son amour pour sa patrie doivent faire espérer à l'assemblée qu'il voudra bien présider à ces recherches et diriger ceux qui seront chargés de les faire; que sur ces observations on pourra avec confiance les continuer avec activité, les arrêter ou les suspendre.

Mais comme ces recherches fussent-elles aussi heureu-

ses qu'on doit le désirer, seroient toujours insuffisantes pour remplir les vues de l'administration et réparer le mal, elle devrait en chercher la cause et aviser aux moyens d'en arrêter et prévenir les suites.

Qu'on pourroit y parvenir peut-être, en accordant : 1° des encouragemens à tous les cultivateurs qui feroient de nouvelles plantations de belle venue; 2° en veillant à ce que les bergers ne menassent pas paccager leurs troupeaux dans les forêts, et surtout dans les bois taillis; 3° en tenant l'œil à ce que dans la coupe des bois on se conformat aux réglemens, leur inexécution étant une des principales causes de la dévastation et de la ruine des bois; 4° en éclairant les cultivateurs sur les suites dangereuses des défrichemens, que l'avidité et la nécessité ont trop multipliés; 5° en faisant exécuter à rigueur les ordonnances rendues contre tous les particuliers qui tiennent des chèvres dans les cantons mêmes ou elle sont prohibées.

Qu'à toutes ces précautions on pourra en ajouter sans doute de nouvelles, si les membres de cette assemblée et les administrateurs des communautés du diocèse veulent bien, comme on doit l'attendre de leur zèle, s'occuper d'un objet si intéressant; qu'il pourroit à cet effet être chargé de leur écrire une lettre circulaire pour les inviter à lui faire part de leurs observations pendant le cours de cette année dont ils auront l'honneur de rendre compte la prochaine aux Etats particuliers du pays.

Surquoi l'assemblée a unanimement délibéré et donné pouvoir audit sieur syndic : 1° de faire dans le courant de cette année les fouilles et sondes qui seront jugées nécessaires pour découvrir les mines de charbon de terre, et d'employer, sur le fond des dépenses imprévues,

jusques et à concurrence d'une somme d'environ 600 livres ; 2° de prier, au nom de l'assemblée, M. Chaptal, inspecteur honoraire des mines de la Province, de vouloir bien, pendant son séjour dans ce païs, présider à ces recherches, et diriger ceux qui seront employés à le faire ; 3° décrire une lettre circulaire aux administrateurs des communautés de ce diocèse pour leur demander des renseignements et des instructions sur les causes de la dégradation des bois, et des moyens de les conserver et de les accroître, MM. les membres de cette assemblée ont été ensuite invités par Mgr le président à faire eux-mêmes leurs observations particulières sur les mêmes objets et de les adresser à M. le syndic du païs, pour que, sur le compte qu'il en rendra à la prochaine assemblée des Etats, elle puisse délibérer avec pleine connoissance.

Il a dit ensuite que sur les plaintes réitérées qui furent portées, l'année dernière, par MM. les administrateurs de plusieurs communautés de ce diocèse, sur la mauvaise qualité de sel qui était débité dans les différentes chambres et greniers du païs, il écrivit, par ordre de MM. les commissaires, à M. le directeur général des fermes à Montpellier et ensuite à MM. les trésoriers de France de cette généralité, pour leur en faire part et les prier de les faire cesser par un meilleur approvisionnement; que d'après les réponses qu'il avait reçu, on devoit espérer que ce païs seroit mieux servi à l'avenir.

Que cependant le sel qu'on a distribué du depuis, ayant été, comme l'année dernière, chargé de terre glaize, de limon et d'autres corps étrangers, on a renouvelé les mêmes plaintes sur ce mélange funeste, qui cause une diminution sensible sur la quantité et un



dommage plus nuisible encore pour les consommateurs et pour les bestiaux, par les maladies que cette denrée, ainsi altérée, peut leur occasionner.

Que dans ces circonstances, l'assemblée devrait s'occuper des moyens de faire cesser un abus dont les suites seroient des plus dangereuses, pour un pays qui n'a d'autre commerce que la vente de ses bestiaux et la fabrication des petites étoffes de laine, commerce qui diminuerait nécessairement par la mortalité des bêtes à laine, dont le sel, qui est le préservatif, deviendrait le poison si la qualité n'étoit promptement changée.

Qu'elle pourroit le charger d'envoyer une expédition de cette délibération à M. de Lépinay, fermier général : l'honnêteté avec laquelle il s'est prêté aux arrangements pris avec lui, pour la diminution du prix du sel, devant faire espérer avec confiance qu'il donnera des ordres pour faire cesser un abus qui n'auroit jamais existé s'il l'avoit connu.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a dit encore que feu M. Eimar de Jabrun, receveur des tailles du diocèse, ayant, par un usage abusivement établi, perçu, pendant les exercices de 1742, 1745 et 1748, des droits d'avis et de commandement sur les communautés de ce diocèse, quoiqu'ils ne soient légitimement dus que lorsqu'ils sont réellement donnés, M. Eimar, son fils, par une suite de sa délicatesse et pour se conformer d'ailleurs aux intentions de M. son père, l'a prié de proposer à l'assemblée de mettre en moins imposé, cette année, une somme de 2,082 livres 12 sols, à laquelle ces droits ont été liquidés à raison de 11 livres 14 sols pour chaque communauté, pour lesdites années.

Sur quoi l'assemblée, après avoir donné à M. Eimar les justes éloges que mérite sa délicatesse, a chargé le greffier du diocèse de faire mention, dans les mandes de la taille, des sommes que chaque communauté doit moins imposer, à raison des sommes remises par mondit sieur Eimar.

Ledit sieur syndic a dit aussi que les dommages causés, l'année dernière, aux récoltes de différentes communautés de ce pays, ayant été connus de Mgr l'Intendant, par le vu des procès-verbaux qui les constatoient, ce magistrat a bien voulu comprendre ce diocèse pour une somme de 21,720 livres dans la répartition des secours qu'il a plu au Roy d'accorder à cette province par un arrêt de son Conseil, du 31<sup>e</sup> mars dernier, mais comme sur cette somme il en a été prélevé celle de 4,870 livres pour des indemnités particulières; le fonds à répartir, sur les communautés endommagées, s'est trouvé réduit à 16,850 livres.

Que MM. les commissaires, pour se conformer à l'ordonnance de M. l'Intendant, du 18<sup>e</sup> avril dernier, ayant procédé à la répartition de cette somme, qui fut ensuite autorisée par une autre ordonnance du 26<sup>e</sup> may, l'assemblée doit charger le greffier du diocèse de marquer, par un article séparé dans la mande de chacune des communautés, comprises dans ladite répartition, la somme qui leur a été attribuée, pour qu'elles puissent en faire un moins imposé.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a dit ensuite qu'il a sollicité, auprès de Mgr l'Intendant, un nouveau secours sur celui de 3,000,000 livres accordés par le Roy, l'année dernière; que Mgr le Président ayant bien voulu appuyer cette demande de tout

son crédit, il y a lieu d'espérer que ce diocèse sera traité favorablement dans la répartition de cette indemnité extraordinaire.

Après quoi il a ajouté que la grande quantité de neige dont ce pays a été couvert jusques à la mi-avril, ne peut qu'allarmer sur la récolte des bleds d'hiver et faire craindre pour celle des blés de mars qui, ayant été trop tard semés, ont mal levé ; que ces dommages, qu'on ne peut apprécier encore, ne sont pas les seuls que ce pays ait soufferts.

L'impossibilité de faire paccager les bestiaux dans des campagnes couvertes de neige ayant épuisé les fourrages, ils sont devenus si rares, et ont été portés à un si haut prix qu'on a vu dans certains cantons de ce Diocèse les malheureux cultivateurs enlever le chaume qui couvroit leurs maisons pour le donner à leurs bestiaux : cette disette, qu'on a cherché à réparer par ce moyen extrême, a été suivie de la mortalité des bestiaux occasionnée par cette nourriture viciée.

Que toutes ces pertes inappréciables, dont il a eu l'honneur de rendre compte à Mgr l'Intendant ne pouvant être parfaitement connues que par une vérification suivie avec la plus grande exactitude, il requiert l'assemblée de l'autoriser à se transporter sur toutes les communautés endommagées ou qui pourroient l'être avant la dépouille des récoltes.

Surquoi l'assemblée a unanimement délibéré de charger ledit sieur syndic de procéder à cette vérification et de se concerter, à cet effet, avec M. le subdélégué, conformément à la décision du Conseil, du mois de février 1755, et d'en dresser des procès-verbaux pour être envoyés à M. l'Intendant.

Il a dit aussi que le sieur Boissonnade, inspecteur des travaux publics du païs, lui a remis un mémoire dans lequel il expose que de tous les diocèses de la province, le Gévaudan après le Vivarais étant le plus étendu et celui où les chemins tracés sur les revers des montagnes escarpées sont les plus sujets à être dégradés aux moindres pluies, que ces accidents fréquents le forçant à des courses presque continuelles, outre celles qu'il est tenu de faire tous les trois mois pour la visite des entretiens des chemins de son département, l'exposent à des dépenses considérables qui excèdent ses appointements; que la vérité de ces faits étant connue de l'assemblée, il ose espérer de sa justice qu'elle voudra bien suppléer à cette insuffisance et lui accorder le même traitement qu'en Vivarais, dont les Inspecteurs, en plus grand nombre, et par suite avec moins de travail, ont cependant des appointements un tiers plus fort que les siens; il remet en appui de sa demande, et pour en prouver la justice, un état de tous les frais qu'il a annuellement exposés, depuis qu'il est en place, dans les différents voyages qu'il a été obligé de faire, duquel il résulte qu'ils excèdent ses appointements.

Surquoi l'assemblée, satisfaite du zèle de l'activité et des talents dudit sieur Boissonnade, et reconnoissant l'insuffisance de ses appointements pour fournir à toutes les dépenses qu'il est obligé de faire, à raison de son employ, a unanimement délibéré de charger le syndic du Païs de solliciter, pendant la tenue des prochains états généraux, la permission d'imposer en sa faveur une somme de 600 livres en augmentation de celle de 1,200 livres, qui lui est payée pour ses appointements, sur les 3,000 livres que le diocèse est autorisé d'imposer

en faveur du directeur ou de l'inspecteur des travaux publics du pays.

Monseigneur le Président a dit que la grande route de St-Flour à Montpellier par Mende, étant, même dans sa direction actuelle, la plus courte qu'on puisse suivre de Paris au bas Languedoc et la seule qui soit ouverte par le Gévaudan, tous les voyageurs et les rouliers qui la fréquentent habituellement on fait souvent des plaintes sur les difficultés qu'ils éprouvent, en Auvergne, sur quelques parties de chemin, notamment à la côte de Garabi dont ils désirent depuis longtemps le changement, sur un emplacement moins difficile et moins dangereux, et sur des pentes plus aisées; que le public en général et le diocèse en particulier ayant le plus grand intérêt à ce que ses réparations soient promptement exécutées, l'assemblée devrait recourir aux bontés de Mgr l'archevêque de Narbonne et le supplier de protéger cette demande auprès de M. l'Intendant d'Auvergne.

Surquoi l'assemblée a supplié Monseigneur le Président d'appuyer sur cette demande de tout son crédit et de réclamer, au nom du pays, celui de Mgr l'archevêque de Narbonne et de nosseigneurs des Etats généraux, pour qu'il leur plaise de faire ordonner que la province d'Auvergne exécutera, le plutôt possible, les réparations et reconstructions de toutes les parties de chemin la concernant, qui gênent cette communication importante, et commençant par la côte de Garabi comme la plus difficile et la plus dangereuse.

Le syndic du pays, en finissant ses rapports, a dit, qu'il croit devoir présenter à l'assemblée un état détaillé de l'employ des sommes imposées pour l'entretien des différents chemins du diocèse, se portant total à celle de 22,849 livres, savoir :

## GRANDS CHEMINS DU DIOCÈSE.

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRE- NEURS.	MONTANT des baux d'entre- tien.
Du haut de la côte de Saint-Pierre au Pom- pidour.	Jacques Arman et Pierre Soulatges . . .	2,600 livres.
Du Pompidour au pont du Mazel.	Jean Lapise, Jean- Antoine Delon, Joseph Rascalon et Louis Sir- ven. . . . .	2,000
Du pont du Mazel au bas de la côte de Mo- lines.	Etienne Lapise et Pierre Montels . . . .	1,300
Du bas de la côte de Molines au haut de celle du Choizal.	Pierre Meynadier, père et fils, Pierre et Antoine Falgairette. .	1,745
Du haut de la côte du Choizal à Mende.	Jean Toquebeuf et Pierre Mouton . . . .	725
De Mende à Serve- rette.	Jean Bonnefoux, Jean Toquebeuf, Pierre Mouton et Christophle Rendier .	1,400
De Serverette à La Garde.	Pierre Barbut et Jean-Pierre Creissent.	950
De La Canourgue à Chanac.	Louis Bonenfant et Pierre Montialoux . .	335
De Chanac au pont de Lagoutelle.	Pierre et Jean Ber- gounhe . . . . .	675
Du pont de Lagou- telle à celui de Ber- lière, près Mende.	Pierre Mouton et Christophle Rendier .	400
De Mende à Lavita- relle, passant par Lau- bert et par le Palais du Roy.	Antoine et Pierre Joly, Antoine Auzillon et Pierre Fabre . . . .	650
De Lavitarelle au Mas-Neuf.	Les mêmes . . . . .	715
Du pont de Tarn, près Florac, aux Com- bettes.	Claude Philip et s' Jean-Pierre Plagnhes.	300
Des Combettes à la croix du causse de Mende.	Les mêmes . . . . .	310
Du haut de la côte de Molines à Chanac.	Pierre et Antoine Falgairette, Pierre Meynadier, père et fils.	305

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
De Chanac à Maruejols.	Etienne Lardi, Joseph Aldebert et Guillaume Fabre.	420 livres.
De Maruejols aux Pradels, près Saint- Chély.	Louis Mallet et Pierre Barlet . . . . .	525
De Maruejols à La Canourgue et à l'ex- trémité du diocèse.	Les mêmes . . . . .	540
De Maruejols au pont de La Planchette.	Les mêmes . . . . .	225
De Mende à Bagnols et à Gourgons.	Pierre Mouton et Christophe Rendier . .	480
De la Montjoye du moulin de Bonhomme à la pierre Bescal.	André Feljas et Jean Chambon. . . . .	960
La côte de Bayard pour le tiers concer- nant le diocèse.	Pierre et André Fel- jas et Pierre Coustier.	80
Du haut de la côte de Bayard à La Bas- tide.	André Feljas et Jean Chambon. . . . .	700
De Pranalac à Lango- gne.	Pierre Mouton et Christophe Rendier . .	380
De la métairie du Li- gnon à Serverette.	Claude et Pierre Farges . . . . .	400
De Serverette au haut de la côte du Mal- zieu.	Louis Mallet et Ni- colas Bonnet. . . . .	425
D'Esplantats à Sau- gues et de là au ruis- seau de Lamuda.	Les mêmes . . . . .	190
De Barre au pont de Ravatgers.	Pierre Soulatges et Jacques Arman . . . .	250
Du valat de la fon- taine du Pommier à Cabrillac.	Les mêmes . . . . .	180
La côte de Solpe- rières.	François Devèze et Jean Lévêjac. . . . .	96
De la Montjoye du cause de La Canour- gue au bas de la côte de Montferrand.	Guillaume Vidal et Pierre Farges. . . . .	150

Total. . . . . 20,411 livres.

# CHEMINS ROYAUX DES CÈVENNES.

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
Parties situées sur les paroisses de Frut- geires, Saint-Frézal et St-Andéol.	Sieurs Antoine Ser- vière et Etienne Pan- tel. . . . .	250 livres.
Celles des paroisses du Collet et St-Michel de Dèze.	André Feljas et Jean Chambon. . . . .	330
Celles de la paroisse de St-Germain-de-Cal- berte.	Louis Metge, Jean- Jacques Dupuy et Jean- Jacques Pic . . . . .	390
Celles des paroisses de St-Etienne-de-Val- francesque et St-Mar- tin-de-Boubaux.	Jean Pierre Armand et Louis Pierre Sou- latges.. . . .	440
Celles des paroisses de Notre-Dame et Ste- Croix de Valfrances- que.	Pierre Soulatges et Jacques Armand. . . .	350
Celles des paroisses de St-Jean de Gabriac et du Pompidou.	Les mêmes . . . . .	130
Celles des paroisses de Vebron et Fraissi- net-de-Fourques.	Jacques Prunier et David Devèze . . . . .	182
Celles des paroisses de St-Laurent, Barre, les Baumes et Mole- zon.	Pierre Soulatges et Simon Mazauric. . . .	186
Celles de la paroisse de St-Martin-de-Lan- guscle.	Pierre Soulatges et Jean Pierre Arman . .	180

Total. . . . . 22,849 livres.

Ledit sieur syndic a mis ensuite sous les yeux de l'as-  
semblée l'état des insensés du diocèse, nourris et entre-  
tenus dans des maisons de force sur le fonds de 1,500  
livres, que le païs est autorisé d'imposer pour fournir à  
cette dépense.

Jean-Baptiste Chastang, à l'hôpital du Puy.



Margueritte Guy,	à l'hôpital de Mende.
Claudine Pigeire,	id.
Anne Abrio,	id.
Margueritte Borrel,	id.
Alexandre Meroier,	id.
François Gleize,	id.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr l'évêque de Mende, Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le vingt juin mil sept cents quatre-vingt-cinq.

† L'Évêque de Mende, Président, signé.

Collationné sur l'original par nous secrétaire-greffier des Etats et assiette du païs de Gévaudan, soussigné.

VINCENT, greffier, signé.

---

*Mémoire présenté, aux Etats particuliers du païs de Gévaudan, par MM. les officiers du Bailliage.*

L'acte de pariage passé, en 1306, entre le roi Philippe-le-Bel et Durand, évêque de Mende, contient, entre plusieurs autres dispositions, l'établissement d'un Bailliage royal, épiscopal et commun pour le païs de Gévaudan, qui devoit connoître en première instance de toutes les causes attribuées par les lois du royaume aux baillifs et sénéchaux, et par appel de toutes les appellations civiles et criminelles, des ordonnances, appointements et sentences des premiers juges du païs.

Ce Bailliage exista sans aucun trouble et en plein exercice jusques en 1585, époque de la création d'une Sénéchaussée à Mende.

Ce nouveau siège excita les réclamations de tout le

païs; Henri IV le supprima et confirma le Bailliage dans tous ses droits, par lettres patentes de 1600, enregistrées en 1601.

Depuis cette époque jusques en 1657 l'on trouve une foule d'arrêts du Conseil, des Lettres patentes et d'arrêts du Parlement, donnés en faveur du Bailliage.

En 1657 Louis XIV plaça, pour la seconde fois, une Sénéchaussée à Mende, mais il la supprima l'année suivante, et le Bailliage rentra dans tous ses droits.

Depuis 1658 jusques vers l'année 1720, ce siège a joui de toute son attribution ; il a conservé jusques en 1738 l'insinuation des donations ; il a toujours connu et connoit encore des cas royaux ; il juge la compétence du prévôt, et avec lui les cas prévôtaux ; il reçoit les notaires et les huissiers royaux ; il enterme les Lettres de grâce des roturiers ; il légalise les actes de rigueur ; le Parlement lui adresse ses commissions ; il a les scellés et les inventaires des bénéficiers consistoriaux, le dépôt des registres des paroisses et les déclarations de domicile des bénéficiers réguliers.

Depuis 1720 l'on n'appelloit plus au Bailliage, et les appels des premiers juges, ainsi que les causes privilégiées et entre personnes privilégiées, étoient portées directement au Sénéchal de Nîmes, qui étoit parvenu insensiblement à dépouiller le Baillage de son attribution.

Il en résultoit, pour le Gévaudan, un préjudice trop sensible et trop commun pour qu'il soit nécessaire d'en donner le détail ; il suffira de dire que chaque année il sortoit plus de trois cents mille livres, qui alloient enrichir la ville de Nîmes.

Les officiers du Bailliage, animés par la protection de

Mgr notre évêque, paria avec le Roy, et qui a porté, sur toutes les parties de l'administration de son vaste diocèse, ce zèle, cette chaleur, cette énergie, et ces sollicitudes paternelles qui le caractérisent, voulurent essayer de rendre à leur siège ses droits et à leur patrie son tribunal.

Quel fut leur étonnement lorsque, par l'examen le plus réfléchi de leurs titres, ils reconnurent qu'ils étoient dans toute leur force, qu'il n'y avoit jamais été dérogé ; qu'imprescriptibles de leur nature, la désuétude dans laquelle ils étoient tombés n'avoit pu leur porter la moindre atteinte, et que la jouissance du Sénéchal de Nîmes n'étoit qu'une usurpation.

Ils se hâtèrent de recourir au Conseil du Roy, qui décida que leur réclamation devoit être portée au Parlement ; ils eurent l'honneur d'en parler à NN. SS. de la Commission, qui trouvèrent leur demande fondée, et promirent de l'appuyer ; ils s'adressèrent à MM. les commissaires du diocèse, qui les assurèrent de la protection des Etats particuliers du païs ; Mgr l'archevêque de Toulouse eut la bonté de leur promettre la sienne auprès des Etats généraux de la province.

Assurés de si puissants secours, les officiers du Bailliage attendoient, pour agir, la rentrée du Parlement et la tenue des Etats particuliers ; mais quelques gens d'affaire, animés d'un zèle peut-être trop ardent pour le public, crurent que des titres imprescriptibles, et qui n'avoient pas été révoqués, pouvoient être exécutés provisoirement, et dans cette persuasion ils portèrent quelques appels au Bailliage.

Les officiers de la Sénéchaussée de Nîmes, qui vouloient se maintenir dans leur usurpation, regardèrent

cette démarche comme une entreprise criminelle, et sans respect pour les lois du royaume, qui ne permettent jamais d'être juges dans sa propre cause, sans égard pour la souveraine Cour du Parlement de Toulouse, à qui la connoissance de ce prétendu délit appartenoit, et au mépris des titres les plus sacrés, dont leurs prédécesseurs avoient juré l'observation, ils commencèrent une procédure contre les officiers du Bailliage.

Un procureur de ce siège fut décrété au corps, sans information préalable, saisi, enchaîné, conduit à Nîmes et jeté dans un cachot ; les officiers furent menacés du même traitement.

Dans ces circonstances embarrassantes, ils s'adressèrent de nouveau à MM. les commissaires du diocèse, qui ne crurent pas pouvoir prendre leur fait et cause au nom du païs, sans l'autorisation des Etats particuliers, mais qui leur promirent de plus fort la protection de cette assemblée.

Les officiers du Bailliage auroient bien désiré de pouvoir attendre cette époque favorable, et ne rien entreprendre d'eux-mêmes, mais ils étoient sous le glaive de la justice, et ce glaive étoit tenu par une main ennemie, qui s'arrogeait, il est vrai, un pouvoir qu'elle n'avoit pas, mais qui pouvoit, dans ce moment, en faire un funeste usage, et qui sembloit se jouer de leur honneur, de leur réputation et de leur liberté ; ce n'étoit donc pas le temps de délibérer, c'étoit celui d'agir.

Ils députèrent un de leurs membres au Parlement; **Mgr** l'évêque l'appuya de son puissant crédit et de son intervention, et le Parlement de Toulouse, justement indigné, cassa la procédure monstrueuse du Sénéchal de **Nîmes**, et lui fit deffense de commettre à l'avenir de pareils attentats.

Le député alla plus loin, il mit sous les yeux de cette Cour suprême les titres du Bailliage, et en obtint un arrêt qui le maintient dans toute son attribution, avec défenses au Sénéchal de Nîmes et à tous autres de lui donner aucun trouble ; l'arrêt est connu de tout le diocèse et s'exécute dans tous ses chefs.

Les officiers de la sénéchaussée de Nîmes ne manquent pas d'attaquer cet arrêt ; ils ont déjà nommé une députation pour se pourvoir au Conseil, et font courir, dans toute la province, des mémoires imprimés, dans lesquels ils affichent leurs prétentions ; les officiers du Bailliage ne peuvent pas lutter seuls contre un si puissant adversaire, ny soutenir, en leur propre et privé nom, un procès qui est celui de tout le diocèse ; ils demandent avec confiance que le pais prenne leur fait et cause ; qu'il poursuive lui-même la confirmation de cet arrêt important ; qu'il obtienne à cet effet tous arrêts du Conseil, lettres patentes et arrêts du Parlement qui seront jugés nécessaires, et qu'il fournisse à tous les frais exposés et à exposer.

Leur demande n'est pas une prétention nouvelle, les registres du diocèse doivent faire foy que telle a été dans tous les temps la conduite des Etats particuliers à l'égard du Bailliage, et tous les titres qu'il a en sa faveur ont été poursuivis au nom du pais.

---

1786

*Ouverture des Etats. — Les membres de l'assemblée ont entendu la messe du Saint-Esprit. — Places occupées par les gens des Trois Etats. — Lecture des commissions et de l'arrêt du Conseil. — Lecture des pro-*

tions. — Rôle de ceux qui ont assisté aux Etats. — Prestation du serment. — Commission chargée d'examiner les titres de noblesse de M. de Chambrun. — Imposition des sommes contenues dans les commissions. — Lecture des règlements. — Confirmation des officiers du diocèse. — Lecture des mandes de la capitation et des vingtièmes de l'industrie. — Vingtièmes des biens nobles, des maisons, etc. — Imposition du loyer des casernes de la maréchaussée. — Rapport de divers arrêts du Conseil. — Clôture des comptes des receveurs. — Impositions diverses. — Débets et reliquats des comptes. — Dettes particulières à quelques communautés. — Ordonnances de restitution. — Droits réclamés en faveur du Bailliage. — Nouvelle route à ouvrir avec l'Auvergne, par Saugues. — Rectifications et réparations à divers chemins et ponts. — Etat des anciennes dettes du diocèse. — Remboursements. — Rapport des réparations de la grande tour servant aux archives du pays. — Rapport sur les ponts reconstruits ou réparés pendant l'année 1785. — Baux d'entretien des chemins à renouveler. — Imposition du montant des dommages causés pour l'emplacement des chemins. — Preuves de noblesse de M. le V<sup>o</sup> de Chambrun, et son admission aux Etats comme gentilhomme de Montrodât. — Augmentation du fonds imposé pour les insensés. — Elève à l'école vétérinaire. — Impression du procès-verbal. — Gratification à M. le lieutenant de prévôt. — Indemnité accordée au Gévaudan pour les dommages causés aux récoltes. — Dépenses ordinaires des communautés. — Cours d'accouchement. — Rapport sur les chemins qui sont à entretenir. — Rôle des insensés entretenus par le pays. — Clôture des Etats.

L'an mil sept cents quatre-vingt-six, et le mercredi vingt-unième jour du mois de juin, jour fixé par délibération de MM. les commissaires ordinaires, du 10 du même mois, pour l'ouverture des Etats et assiette du pais de Gévaudan, convoqués en la ville de Maruejols, en vertu des commissions de NN. SS. les commissaires, présidens pour le Roi aux Etats généraux de cette province, données à Montpellier le 18 février dernier, en l'absence de Mgr l'illustrissime et révérendissime Sgr, Mgr Jean-Arnaud de Castellane, évêque, Sgr et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan et de Brioude, conseiller du Roi en tous ses Conseils, Président-né desdits Etats et assiette, pardevant M<sup>r</sup> François Fujol de Vebron, licencié ez droits, chanoine de l'église cathédrale de Mende, vicaire général de mondit Sgr évêque et official du diocèse de Mende, et en présence de M. Benoit-Maurice Duprat, lieutenant particulier au Bailliage de Gévaudan, pour M. le bailli en tour pour le Roi, la présente année, et de MM. les commissaires ordinaires ; M. de Chardon des Roys, commissaire principal desdits Etats et assiette, absent pour cause de maladie, se sont assemblés les gens des Trois Etats dudit pais, dans la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, où loge cette année ledit M<sup>r</sup> de Vebron, et de là ils ont été en corps à l'église collégiale de Notre-Dame-de-La-Carce, pour y entendre la messe du Saint-Esprit dans l'ordre suivant :

MM. du Chapitre de ladite église marchaient processionnellement à la tête des Etats, suivis de la brigade de maréchaussée, commandée par son officier ; MM. les trois consuls de Maruejols en livrée, précédés par leurs valets de ville, venoient ensuite, et après eux MM. les

officiers du diocèse, à la tête de MM. de l'église, de la noblesse et du Tiers-Etat, et, étant arrivés dans cet ordre au chœur de ladite église, M. le grand vicaire, Président, s'est placé sur les hautes stalles, du côté droit, et, après lui, MM. de l'église ; et sur les hautes stalles, du côté gauche, M. le lieutenant au Bailliage, et, après lui, MM. les commissaires ordinaires et MM. les barons et MM. de la noblesse ou MM. leurs députés ; et aux basses stalles, MM. du Tiers-Etat, ayant à leur tête le syndic et le greffier du diocèse. Et lorsque tous ont été ainsi placés, l'aumônier de Mgr l'évêque a célébré la messe ; après laquelle on a fait la prière ordinaire pour le Roi, et les Etats se sont ensuite rendus dans le même ordre dans la salle de l'auditoire de la Cour du Bailliage du Gévaudan, où, étant arrivés, chacun a pris place, savoir :

M. le Président, sur un fauteuil, placé sur une strade au-dessous d'un dais, ayant à sa droite, sur les hauts bancs, M. le député du Chapitre de Mende, et MM. de l'église suivant le rang et ordre accoutumé ; et à sa gauche M. Duprat, lieutenant particulier au Bailliage du Gévaudan ; MM. les trois consuls de Mende et un de Maruejols, auxquels les commissions sont adressées ; après eux M. de Servièrès, comme personnel pour la gentilhommerie de Servièrès ; et à suite MM. les députés de MM. les barons et gentilhommes, suivant le rang et ordre usité ; aux bas bancs MM. du Tiers-Etat ; et au milieu du parquet, sur des chaises placées autour d'un bureau couvert d'un tapis de drap bleu, le syndic et le greffier du diocèse.

M. Duprat, lieutenant au Bailliage, ayant en main les commissions de la province, a dit, etc. ; après quoi il a



requis la lecture desdites commissions et l'imposition des sommes y contenues.

Il a aussi requis la lecture de l'arrêt du Conseil du 29 mars 1786, qui autorise ladite imposition, et des instructions à lui adressées.

Et à l'instant il a été fait lecture, par le greffier du diocèse, des susdites commissions, portant qu'il sera imposé, la présente année, les sommes suivantes, savoir :

Pour la quotité de ce diocèse de la somme de 514,517 livres 4 sols 4 deniers de l'aide, octroi, crue et préciput de l'équivalent, celle de . . . . . 27,420 livres 9 sols 10 deniers.

Pour sa quotité de la somme de 165,000 livres du taillon, celle de . . . . . 8,802 livres 18 sols 6 deniers.

Pour sa quotité de la somme de 27,555 livres 4 sols des mortes-payes, celle de . . . . . 1,458 livres 7 sols.

Pour sa quotité de la somme de 195,182 livres 19 sols de l'entretien des garnisons de la province, celle de . . . . . 10,506 livres 10 sols 3 deniers.

Pour sa quotité de la somme de 91,085 livres 1 sol 5 deniers de l'étape, celle de . . . . 4,788 livres 19 sols 6 deniers.

Pour sa quotité de la somme de 2,700,000 livres du don gratuit, celle de . . . . . 145,248 livres 6 sols 5 deniers.

Pour sa quotité de la somme de 152,800 livres des frais des Etats, celle de . . . . . 12,420 livres 5 sols 6 deniers.

Pour sa quotité de la somme de 84,164 livres 18 sols 10 deniers des gratifications extraordinaires et débits des comptes, celle de . . . . . 4,500 livres 19 sols.

Pour sa quotité de la somme de 6,644,800 livres

15 sols 3 deniers des dettes et affaires de la province, appointements de Mgr le gouverneur, entretien de ses gardes, etc., celle de . . . 552,422 livres 3 sols 6 deniers.

Revenant toutes lesdites sommes à celle de 567,368 livres 17 sols 6 deniers.

Il a aussi été fait lecture de l'arrêt du Conseil, des instructions adressées à M. le commissaire principal et des autres actes y attachés ; après laquelle M. le Président, prenant la parole, a dit : etc.

Après quoi on a fait sortir de la salle tous ceux qui n'étoient pas du corps des Etats. M. Duprat, lieutenant particulier au Bailliage, s'est retiré ; MM. les trois consuls de Mende et celui de Maruejols sont descendus du haut banc, et ont été se mettre à leur place dans le parquet.

Les portes ayant été fermées, M. le Président a fait faire l'appel des gens des trois Etats, et la lecture des procurations, et a nommé, suivant son droit, aux places vacantes.

TABLEAU DE CEUX QUI ONT ASSISTÉ AUX ÉTATS.

Pour l'ordre de l'église : MM. Bessière, chanoine de l'église de Mende, pour MM. du Chapitre de ladite église ; M. Peyronnet, prieur de Saint-Sauveur, pour M. d'Aubrac ; M. Olivier, prieur claustral, pour M. de Sainte-Enimie ; M. Mouton, bénédictin, pour M. de Langogne ; M. Fontbonne, chanoine de l'église de Maruejols, pour M. des Chambons ; M. Castanier, curé de Palhers, pour M. de Palhers ; M. Mourgue, prêtre, pour M. de St-Jean.

Pour MM. les barons et MM. de la noblesse : MM. de Servièrcs, étant personnel pour la gentilhommerie de

Servières, a pris place avant tous les députés ; M. Valentin, avocat, pour M. le baron du Roure ; M. Salleyr, avocat, pour M. le baron de Florac ; M. Blanquet, avocat, pour M. le baron de Mercœur ; M. Rivière, avocat, pour M. le baron de Saint-Alban ; M. Peyronnet, bailli, pour M. le baron d'Apchier ; M. Aldebert, avocat, pour M. le baron de Peyre ; M. de Pomeirol, pour M. le baron de Cénaret ; M. Daudé, juge du Tournel, pour M. le baron du Tournel ; M. Lacoste, avocat, pour M. d'Allenc ; M. Laporte, juge de Montauroux, pour M. de Montauroux ; M. Dorcière, avocat, pour M. du Bois du Mont ; M. de Montrodât ; M. Boutin, avocat, pour M. de Mirandol ; M. Larouverette, avocat, pour M. de Sévérac ; M. du Gouzonnez, avocat, pour M. de Barre ; M. de Lapierre, avocat, pour M. de Gabriac ; M. Cahuzac, avocat, pour M. de Portes ; M. Osty, pour M. d'Arpajon ; M. Saltet, médecin, pour M. le consul noble de La Garde-Guérin.

Et pour le Tiers-Etat : M. Béraud, médecin, 1<sup>er</sup> consul, maire de Mende ; M. Blanc, 2<sup>e</sup> consul ; M. Pillet, 3<sup>e</sup> consul ; M. Sevène, 1<sup>er</sup> consul, maire de Maruejols ; M. Grégoire, 2<sup>e</sup> consul ; M. Vaissade, 3<sup>e</sup> consul ; M. Blanquet, avocat, député de Chirac ; M. Abinal, 2<sup>e</sup> consul de La Canourgue ; M. Boudon, 1<sup>er</sup> consul, maire de St-Chély-d'Apcher ; M. de Lavalette, 1<sup>er</sup> consul, maire de Sauvages ; M. Astruc, consul du Malzieu, absent ; M. de Chazes, 1<sup>er</sup> consul, maire de Florac ; M. Grégoire, député d'Ispanhac ; M. André, 1<sup>er</sup> consul de Sainte-Enimie ; M. Bonnet, député de Châteauneuf ; M. Bouniol, 1<sup>er</sup> consul de Serverette ; M. de Labastide, 1<sup>er</sup> consul, maire de Saint-Etienne-de-Valfrancesque ; M. Jean, député de Langogne ; M. Du Mazel, 1<sup>er</sup> consul de La viguerie de

Portes ; M. Treilles, 1<sup>er</sup> consul de Barre ; M. Vazeilles, consul de Saint-Alban, absent ; M. Reversat, député du mandement de Nogaret.

L'assemblée ainsi formée, chacun ayant pris sa place, l'on a prêté le serment usité, savoir : MM. de l'église, la main mise sur la poitrine ; et MM. de la noblesse et du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; lesquels ont promis de ne rien dire et faire, dans cette assemblée, contre l'honneur qui est dû à Dieu, ny contre le service du Roi, les intérêts de la province et du païs en particulier.

M. Delhermet, syndic du païs, a dit que M. le vicomte de Chambrun, maréchal des camps et armées du Roi, acquéreur de la terre et gentilhommerie de Montrodât, désirant de jouir du droit d'entrée dans cette assemblée et de tous les privilèges et prérogatives y attachés, comme les précédents possesseurs de cette terre, lui a fait remettre ses titres de propriété, ensemble ceux servant à établir sa noblesse personnelle ; qu'il aura l'honneur de les présenter à la Commission qui, suivant les règlements, doit être nommée pour les examiner.

Sur quoi M. le Président a nommé, pour examiner les titres de propriété de M. le vicomte de Chambrun et ses preuves de noblesse, M. l'abbé Bessière, chanoine, député du Chapitre de Mende ; M. l'abbé Peyronnet, représentant M. d'Aubrac ; M. de Retz de Servières ; M. Valentin, représentant M. le baron du Roure ; et MM. les premiers consuls, maires de Mende et de Maruejols, qui ont été priés, par l'assemblée, de vouloir bien, à l'issue, s'occuper de leur Commission, pour que M. le vicomte de Chambrun puisse être admis à la séance de relevée.

Il a été ensuite unanimement délibéré que les sommes

contenues dans les commissions, dont il a été cy-devant fait lecture, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du païs, et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette d'en faire la répartition.

Après quoi M. le Président a fait faire la lecture des réglemens de NN. SS. des Etats généraux de la province, pour la tenue des assiettes des 25 janvier 1658 et 1<sup>er</sup> mars 1659, et des arrêts des 3 et 24 avril 1659, qui autorisent lesdits réglemens, et du jugement de nosdits SS. des Etats, du 24 janvier dernier, sur les impositions du diocèse de l'année 1785.

Le syndic du païs a dit ensuite qu'il est d'usage, dans la province et dans ce diocèse, que MM. de l'église et de la noblesse, qui ne peuvent pas assister aux Etats, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président, contenant les raisons qui les empêchent de s'y rendre ; que cet usage ayant toujours été suivi dans le païs, pour soutenir la dignité de M. le Président et de l'assemblée, elle doit veiller à ce qu'il soit observé, et délibérer en conséquence que les procurations de MM. de l'église et de la noblesse seront rejetées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour le Président de l'assemblée.

Ce qui a été unanimement délibéré, et le greffier du païs a été chargé d'en faire mention dans les lettres de convocation des Etats.

M. le Président a dit que, conformément à l'usage et aux instructions de NN. SS. les commissaires, président pour le Roi aux Etats généraux de la province, l'assemblée a le droit de procéder à la confirmation ou nouvelle élection de ses officiers.

Et à l'instant, lesdits sieurs Delhermet, syndic, et Vincens, greffier, étant sortis de la salle, l'assemblée, satisfaite de leurs services, a unanimement délibéré de les confirmer chacun dans leurs charges.

Après quoi M. le Président les a fait appeler, et lecture leur ayant été faite de la présente délibération, ils ont remercié l'assemblée et promis de redoubler de zèle pour mériter les nouvelles marques de confiance qu'elle a bien voulu leur donner.

Le syndic du païs a dit qu'il a reçu, avec les commissions : 1<sup>o</sup> l'arrêt du Conseil du 22 mars dernier, qui autorise l'imposition des sommes à répartir par capitation sur le diocèse, se portant, la présente année, à 126,590 livres 4 sols 5 deniers, à ce non compris 1,885 livres 5 sols 2 deniers pour le contingent de ce diocèse de la reconstruction des prisons du Parlement de Toulouse, ordonnée par arrêt du Conseil du 5 janvier 1786 ; 15 livres 15 sols 10 deniers pour les taxations de M. le trésorier de la bourse, à raison de 2 deniers par livre sur ladite somme ; cette imposition, comparée à celle de l'année dernière, est plus forte de 1,997 livres 7 deniers ;

2<sup>o</sup> L'état des sommes qui doivent être levées sur les différentes communautés du païs, pour les deux vingtièmes de l'industrie, suivant lequel cette imposition se porte à 15,257 livres 8 sols 2 deniers ; la diminution qui avoit été accordée à ce diocèse en 1785 n'ayant pu avoir lieu en 1786.

Sur quoi ayant été fait lecture desdits Etats et arrêts du Conseil, l'assemblée a unanimement délibéré de renvoyer, à MM. les commissaires de l'assiette, le département de ces deux impositions en la forme ordinaire et usitée dans ce diocèse.

Il a dit ensuite que M. de Rome, syndic général, lui a aussi adressé les états généraux des vingtièmes à percevoir sur les biens et droits nobles, sur les maisons et moulins, et sur les bacs et péages de ce diocèse, se portant en total à la somme de 36,707 livres 18 sols 8 deniers, savoir :

Les vingtièmes des biens et droits nobles . . 51,204 livres 7 sols 9 deniers.

Ceux des maisons et moulins . . 4,956 livres 18 sols 11 deniers.

Ceux des bacs et péages . . . . 566 livres 12 sols.

Que pour accélérer la perception de cette imposition, l'assemblée pourroit ordonner la remise desdits états de recouvrement à M. le receveur en exercice, et l'envoi des rôles particuliers dans les différentes communautés du diocèse qui y sont comprises ; ce qui a été ainsi délibéré.

Ledit sieur syndic a ajouté que le bail à loyer des maisons servant au cazernement de la brigade de marche-chaussée de Florac, devant expirer à la fin de ce mois, il a, en vertu des pouvoirs qui lui furent donnés par l'assemblée en 1785, passé un nouveau bail avec le sieur Jaffard, de ladite ville, pour six années et demi, à commencer au 1<sup>er</sup> juillet prochain, au prix de 264 livres par année, sous la clause expresse qu'il ne sera payé, pour les six derniers mois de celle-cy, que sur le prix de l'ancien bail, et que le nouveau ne pourra avoir son effet qu'après qu'il aura été consenti par NN. SS. des Etats, et autorisé par NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats.

Sur quoi l'assemblée, vu ledit bail passé audit sieur Jaffard, elle l'a approuvé et a chargé en conséquence

Ledit sieur syndic de le faire autoriser, pendant la tenue des prochains Etats généraux ; elle a en même temps donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette de faire imposer, cette année, dans le département de la capitation, la somme de 998 livres pour le loyer des cazernes des différentes brigades de maréchaussée établies dans le diocèse, savoir : 500 livres pour celle de Mende, 500 livres pour celle de Maruejols, 180 livres pour celle de Langogne, et 218 livres pour celle de Florac.

Ledit sieur syndic a dit ensuite qu'il a poursuivi, pendant la tenue des derniers Etats généraux, leur consentement et la permission de NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, pour l'imposition de plusieurs sommes délibérées par l'assemblée le 20 juin 1785.

Sur quoi ayant été fait lecture des ordonnances de nosdits SS. les commissaires, des 5 et 12 février dernier, et de l'arrêt du Conseil d'Etat du 22 mars suivant, l'assemblée a renvoyé, à MM. les commissaires de l'assiette, l'imposition des sommes qui y sont portées, savoir : 502 livres 8 sols en faveur du sieur Etienne Chaballier, de Langogne, pour fournitures faites à un détachement des chasseurs du Gévaudan, depuis le 25 octobre 1784 jusques au 7 décembre 1785;

546 livres en faveur de MM. les receveurs des années 1784 et 1785, pour leur remboursement des sommes par eux avancées pour l'impression des procès-verbaux des Etats et assiette dudit païs, desdites deux années, chacun comme les concerne;

2,460 livres en faveur de quelques entrepreneurs, pour ce qui leur restoit dû sur le prix des baux d'entretien des chemins, dont ils avoient été adjudicataires



avant la mort de M. Lafont, cy-devant syndic du pais, savoir : aux entrepreneurs de l'entretien du chemin de la Croix d'Alteyrac à Serverette . . . . . 560 livres.

A ceux du chemin des Cheirouses à Chanac . . . . . 600 id.

A ceux du chemin de Maruejols à Serverette . . . . . 500 id.

A ceux du pont de Lagoutelle à Chanac 1,000 id.

974 livres 6 sols 8 deniers pour le montant des dommages causés à divers particuliers compris et dénommés dans l'état arrêté par MM. les commissaires, à raison de l'emplacement de divers chemins durant l'administration de mondit sieur Lafont;

1,000 livres en faveur du sieur Plagnhes, chargé de la recette pour le sieur Renouard, receveur titulaire des tailles du diocèse, pour son remboursement d'une erreur intervenue à son préjudice dans la clôture de son compte des deniers ordinaires de l'année 1776;

772 livres en faveur de M. Saralier, lieutenant de prévôt de la maréchaussée, et de son assesseur, pour gratifications à eux accordées à raison de l'instruction des procédures faites et des jugements rendus contre divers malfaiteurs, ou pour les frais de leur arrestation:

1,000 livres en faveur de M. le receveur des tailles du diocèse, en exercice en 1785, pour son remboursement de pareille somme par lui avancée, en vertu de l'arrêté de NN. SS. les commissaires des travaux publics de la province, du 50<sup>e</sup> août 1785, pour le payement de partie des ouvrages d'augmentation exécutés à la chaussée du pont de Lagaugne;

500 livres pour la garde et nourriture de deux insensés, surnuméraires, à raison de 250 livres chacun, dont

l'imposition a été autorisée en augmentation du fonds de 1,500 livres déjà permis pour l'entretien de six autres insensés;

600 livres en faveur du sieur Boissonade, inspecteur des travaux publics du païs, en augmentation de ses appointements.

Après quoi il a été fait lecture de divers arrêts du Conseil qui lui ont été adressés par M. de Rome, syndic général de cette province, le 1<sup>er</sup> du 11 janvier 1786, qui ordonne l'exécution des Lettres-patentes du 8 juin 1767, concernant l'assistance du syndic des habitants forains aux assemblées des villes et communautés de la province, et valide cependant les délibérations qui ont pu être prises sans l'assistance dudit syndic.

Le 2<sup>e</sup>, du 17 février 1786, qui enjoint aux consuls et départeurs des communautés de la province d'imposer, en faveur de leurs créanciers, les sommes à eux dues en capital et intérêts, conformément aux jugemens rendus par NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats.

Le 3<sup>e</sup>, du 22 mars 1786, qui autorise différents diocèses de la province à emprunter certaines sommes pour la construction des chemins, notamment ce diocèse, à emprunter une somme de 65,754 livres 15 sols 4 deniers pour les ouvrages délibérés par l'assemblée.

Le 4<sup>e</sup>, du 29 mars 1786, qui autorise les impositions qui doivent être faites cette année.

Les dispositions du 1<sup>er</sup> de ces arrêts devant être connues de toutes les communautés, le greffier du diocèse a été chargé de leur en adresser un exemplaire lors de l'envoi des mandes des impositions.

Ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de renvoyer, suivant l'usage, à MM. les commissaires de l'as-

siette, l'audition et la clôture des comptes de M. le receveur de l'année dernière 1785, et les appurements de ceux des années 1779, 1780, 1782, 1783 et 1784, comme aussi de recevoir le cautionnement de M. le receveur qui doit entrer en exercice.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic ; et MM. les commissaires de l'assiette ont été priés de veiller à l'exécution de ce qui est prescrit à cet égard par les articles 17 et 19 du règlement de NN. SS. des Etats, du 23 janvier 1658, et par l'article 12 de celui du 1<sup>er</sup> mars 1659, confirmés par deux arrêts du Conseil des 3 et 24 avril suivant.

Ledit sieur syndic a dit que NN. SS. des Etats généraux ayant, par leur délibération du 14 février dernier, laissé la liberté aux diocèses, villes et communautés de la province de renvoyer le 1<sup>er</sup> terme des impositions au second ; NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats ont rendu une ordonnance, le 17 du même mois, qui leur permet de traiter pour ce renvoi et d'en imposer le montant, à condition que le droit d'avance n'excédera pas deux pour cent.

Que les Etats et assiette de ce pays n'ayant pu être convoqués cette année à l'époque fixée par les règlements, la levée des impositions ne pourra pas se faire aux termes ordinaires ; ce qui a forcé MM. les commissaires de profiter de la liberté du renvoi du 1<sup>er</sup> terme, et de traiter en conséquence avec M. Bourrély, receveur des tailles en exercice, qui s'est chargé d'en faire l'avance sur le même pied que l'année dernière, à un et trois quarts pour cent ; que si ce traité avantageux au pays est approuvé par l'assemblée, il l'a requiert de l'autoriser et de renvoyer, en conséquence, à MM. les

commissaires de l'assiette la liquidation et imposition de la somme à laquelle le droit d'avance pourra revenir.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a ensuite requis l'assemblée de charger le greffier du diocèse : de comprendre dans les mandes des communautés du Malzieu, Maruejols, Saugues, St-Etienne-de-Valfrancesque et Ispanhac, les intérêts qu'elles doivent pour le rachat de leurs mairies, fixés dans l'état qui lui en a été adressé par M. de Rome, et de joindre, à cet effet, à l'envoi de leurs mandes, un extrait dudit état, pour qu'elles puissent se conformer à ce qui y est porté ;

2° De comprendre aussi dans les mandes des communautés, qui ont souscrit pour le recueil des lois municipales de la province, un article séparé, pour que chacune d'elles impose, cette année, la somme de 20 livres pour partie du prix de cette souscription, conformément à l'état qui lui en a été adressé par M. le syndic général.

Ledit sieur syndic a dit qu'il a été rendu deux jugements par NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, en date du 22 janvier dernier, dont un ordonne, en faveur de plusieurs communautés du diocèse, en l'année 1784, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à la somme de 557 livres 8 sols 3 deniers; et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans d'autres communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs de la même année 1784, se portant en totalité à la somme de 2,365 livres 16 sols 1 denier ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer que, conformément auxdits jugements, il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes

•

de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet.

Que par le susdit jugement, nosdits SS. les commissaires ont rayé les débetes des comptes des collecteurs de 16 communautés du diocèse, se portant en total à 557 livres 1 sol 2 deniers ; qu'il leur en donna tout de suite avis, pour qu'ils puissent faire rétablir les parties qui leur avoient été rayées.

Que, pour prévenir ces radiations toujours onéreuses aux collecteurs, qui restent en souffrance du montant de leurs débetes jusques au rétablissement, M. l'auditeur des comptes pourroit être chargé, ainsi qu'il fut délibéré par l'assemblée, le 25 juin 1784, de les avertir lorsqu'ils viennent faire clôturer leurs comptes, des pièces qui manquent, pour pouvoir obtenir la vérification de leurs débetes.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a aussi communiqué à l'assemblée deux états des sommes dues par certaines communautés du diocèse, et vérifiées par jugements des 29 janvier, 12 et 17 février, avril et juin 1786, et un troisième état des sommes qui, ayant été vérifiées les années précédentes, n'ont pas été imposées en tout ou en partie par les communautés qui y sont dénommées ; et comme l'assemblée doit veiller à l'exécution des jugements qui tendent à la libération desdites communautés, il la requiert de charger le greffier du diocèse d'en faire mention dans les mandes de la taille.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a ensuite requis la lecture de la lettre de M. le Rome, syndic général de cette province, en date du 2

avril dernier, qui accompagnoit l'envoi des ordonnances de restitution, rendues par NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, contre les administrateurs et greffiers de 20 communautés de ce diocèse, qui ont fait, en 1785, des impositions sans permission, ou excédé celles qui étoient autorisées etc.; que, suivant l'état qui y étoit joint, le montant de ces ordonnances se porte à 2,599 livres 2 sols 11 deniers; qu'on auroit dû espérer que les consuls et greffiers se seroient conformés, dans la répartition des impositions, aux réglemens dont les dispositions leur sont annuellement rappelées, dans les instructions qu'on leur adresse avec les mandes de la taille; que malgré ces avertissemens, ce vice se renouvelant tous les ans, par l'inattention des administrateurs et la négligence des greffiers consulaires, on ne peut le corriger que par la plus scrupuleuse exactitude à poursuivre le paiement des amendes prononcées par lesdites ordonnances, leur inexécution depuis 1752 rassurant ceux contre qui elles ont été portées, ils s'exposent sans crainte à des peines qu'ils voient sans effet, et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Surquoy lecture ayant été faite de la lettre de M. de Rome et des ordonnances de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats du 27 novembre 1752 et 23 février 1775, l'assemblée a unanimement délibéré, 1<sup>o</sup> de charger le greffier du diocèse d'annexer aux mandes de la taille des communautés, contre lesquelles il a été prononcé des ordonnances de restitution, une expédition de ces ordonnances; 2<sup>o</sup> d'exhorter de nouveau les receveurs et les administrateurs des communautés à se conformer, chacune comme les concerne, aux susdites or-

donnances de 1752 et 1775 ; 3<sup>e</sup> de recommander expressément à M. le receveur en exercice, d'accélérer le recouvrement desdites ordonnances et de se servir, à cet effet, de toutes les voyes qu'il est autorisé d'employer, même de celle des garnisons militaires ; et finalement d'avertir MM. les receveurs depuis 1752, qu'ils doivent rendre compte, chacun comme les concerne, des restitutions qu'ils ont reçues ou dû recevoir, et de remettre audit sieur syndic, avant la tenue de l'assiette, un état en double des sommes recouvrées, pour qu'il puisse en adresser un aux consuls des communautés auxquelles ces sommes appartiennent, pour être mises en moins imposé, et l'autre envoyé à M. le syndic général du département.

Ledit sieur syndic a dit après : qu'en exécution de la délibération prise par cette assemblée le 20 juin 1785, MM. les commissaires du diocèse, pour se conformer à ses vues et répondre au vœu général de tout le pays, se pourvurent au Conseil du Roi, pour obtenir en faveur du Bailliage du Gévaudan les mêmes droits, ressort et attribution, dont jouissent les autres Bailliages du royaume, et lui faire donner toute la stabilité et toute la consistance nécessaire ; et ayant été instruits que leur requête avoit été communiquée à Mgr le baron de Breteuil, et qu'elle devoit être incessamment rapportée ; dans ces circonstances pressantes, ils se hâtèrent de prendre une nouvelle délibération, le 2 may dernier, par laquelle ils nommèrent un député pour à Paris ; à la suite de cette affaire, et pour ne pas aggraver le poids des impositions, ils délibérèrent en même tems, sous le bon plaisir de nosseigneurs des Etats, de pourvoir au paiement des frais exposés et à exposer sur le fonds des dépenses

imprévues destinées principalement à la poursuite des procès.

Que cette délibération étoit d'autant plus pressante que MM. les officiers de la Sénéchaussée de Nîmes, faisoient sourdement de nouvelles démarches contre ce Bailliage, et s'étoient pourvus au Conseil des dépêches pour y surprendre quelque arrêt favorable à leurs vues, projet que la vigilance de MM. les commissaires du diocèse et de M. le député ont fait échouer, leur requête ayant été jointe à la demande du païs.

Et comme les délibérations, prises par MM. les commissaires du diocèse, ne peuvent qu'acquérir un nouveau degré de force par la sanction de cette assemblée, ledit sieur syndic en a requis la lecture et l'a priée de délibérer.

Surquoy l'assemblée après avoir fait faire lecture des délibérations prises par MM. les commissaires du diocèse relativement au Bailliage, elle les a approuvées et autorisées dans tout leur contenu ; et en applaudissant à la députation qui a été faite, et à la sagesse des moyens pris pour fournir aux frais exposés et à exposer dans ce procès, elle a unanimement remercié Mgr l'évêque et MM. les commissaires de leur zèle actif et éclairé ; elle les a priés de continuer leurs soins à cette affaire importante, et de prendre, en vertu des pouvoirs qui leur furent donnés l'année dernière, et qu'elle renouvelle de plus fort, toutes les mesures et toutes les délibérations qu'ils jugeront nécessaires ; elle a en même tems autorisé ledit sieur syndic à fournir à tous les frais sur le fonds des dépenses imprévues, et, en cas d'insuffisance, à solliciter auprès de nosseigneurs des Etats les permissions nécessaires pour y pourvoir par la voye de l'emprunt.



Le syndic du pais a dit : que la ville de Saugues ayant renouvelé aux Etats, tenus à Mende en 1783, la demande qu'elle n'avait cessé de faire depuis 1725 pour l'ouverture de deux communication de Saugues à Mende, cette assemblée, avant de délibérer sur leur exécution, chargea le sieur Boissounade, directeur des travaux publics du pais, d'en lever les plans, projets, profils, et d'en dresser les devis estimatifs.

Que ce directeur s'étant conformé à ce qui lui avait été prescrit, ledit sieur syndic présenta aux Etats, assemblés à Maruéjols en 1784, le plan et le devis de la première de ces routes, d'après le vu desquels, son exécution y ayant été délibérée, et ensuite permises par nosseigneurs des Etats généraux, et autorisée par arrêt du Conseil du 10 février 1785, on commença à y faire travailler la même année, sur trois différentes parties indiquées dans le rapport de M. O'Farrell, directeur des travaux publics de la province.

Que les avantages que procurera cette route à la ville de Saugues et à toutes les communautés des environs, leur faisant désirer la prompte exécution de celle de Saugues à Mende, MM. les consuls de cette communauté lui ont fait remettre un mémoire, dans lequel ils exposent que cette partie du diocèse, fortement chargée en impositions, pourroit les acquitter avec moins de difficulté, si les habitants avoient la facilité d'emporter leurs grains, vendre leurs bestiaux, débiter leurs laines et les étoffes qu'ils fabriquent, aux différentes foires et marchés établis dans les principales villes du pais, où ils ne peuvent se rendre que par des sentiers toujours difficiles, impraticables même, pendant la rude saison.

Que la route qu'ils sollicitent, en leur facilitant l'ex-

portation de leurs denrées favoriserait en même temps l'importation de celles qui leur manquent, et par cette libre circulation, pourroit établir un commerce très utile à tous ces cantons qui ont été jusqu'ici dans l'inertie; qu'elle leur ouvreroit, non seulement avec Mende, mais encore avec Maruejols, une communication qui, intéressante par elle-même, leur deviendra indispensable par les motifs ramenés dans leur mémoire.

Qu'indépendamment de tous ces avantages particuliers, le païs en général y en trouveroit un bien considérable, cette route ouvrant une nouvelle communication avec l'Auvergne par Langeac et Brioude d'où l'on verseroit dans ce Diocèse les grains, les légumes et les toiles qui y manquent.

Que toutes ces représentations, dont l'assemblée reconnut la justice en 1785, l'ayant déterminée à faire faire le devis estimatif de cette route, la porteront sans doute à en délibérer l'exécution.

Surquoi l'assemblée, après avoir fait faire la lecture du susdit mémoire, et vu les plan et devis estimatif de cette route, a unanimement délibéré de la faire exécuter; elle a en conséquence chargé ledit sieur syndic de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, leur consentement et les permissions nécessaires pour emprunter, en plusieurs années la somme de 218,702 livres 5 sols 41 deniers à laquelle les frais de cette communication ont été estimés par le susdit devis, dressé par le directeur des travaux publics du païs.

Ledit sieur syndic a dit ensuite : que la route du bas Languedoc en Auvergne ayant toujours paru à l'assemblée une des plus importantes pour le païs, elle s'est occupée depuis longtemps à ouvrir et faciliter cette

communication, qui, roulante dans l'état actuel sur toute sa longueur, ne sera cependant jamais bien praticable en hiver que lorsqu'on aura fait exécuter les changemens qui ont été délibérés pour éviter plusieurs mauvais passages qui obstruent cette route pendant la rude saison.

Que celui qui arrête le plus souvent les voyageurs, est depuis St-Laurens jusques en delà de la mesure du château de Terre-Rouge sur la cam de l'Hospitalet; qu'on pourroit éviter cette traversée qui est la plus difficile par les neiges en ouvrant un chemin depuis le pont du Mazel, près St-Laurens, d'où l'on iroit teujours dans le vallon jusques au bas de la côte de Solpérières; que par ce court redressement, qui, suivant le devis qui en a été dressé par le directeur des travaux publics du país, ne donneroit lieu qu'à une dépense de 25,674 livres, la communication seroit libre dans tous les tems, ce qui faciliteroit le commerce et l'arrivée des courriers interrompue quelque fois en hiver.

Que ce changement est d'autant plus nécessaire que le chemin actuel depuis le village de St-Laurens jusques à l'entrée de la cam de l'Hospitalet, se trouvant placé sur un sol argileux, par conséquent peu solide est fréquemment dégradé, et menace d'être dans peu entièrement emporté, ce qui expose le diocèse à des dépenses journalières et très coûteuses, mais indispensables pour entretenir la communication. Par toutes ces considérations, il requiert l'assemblée de l'autoriser à poursuivre les permissions nécessaires pour emprunter la somme de 33,674 livres, portée par le devis estimatif.

Ce qui a été unanimement délibéré par l'assemblée après avoir vu et examiné le susdit devis, qui lui a été présenté par ledit sieur syndic.

Ledit sieur syndic, en continuant son rapport, a dit : que les ouvrages qu'on a commencé à faire exécuter, l'année dernière, sur les routes de Lyon à Millau par Chanac et Bombes, de Langogne à Esplantats près Saugues, du Pont de St-Michel à la vigne des Crozes par le Sauquier et à la grande tour des archives du diocèse, ceux auxquels on doit travailler celle-cy, depuis le haut de la côte du Malzieu jusques à St-Chély, et sur la route de Chanac à Maruejols, joint aux autres travaux qui ont été délibérés par l'assemblée, présentant une dépense très considérable, MM. les commissaires ont crû qu'elle ne voudroit pas s'occuper dans ce moment des communications projetées de Mende à villefort et de St-Urcize à la Maison-Neuve pour ne pas aggraver le poids accablant des charges par les nouveaux fonds qu'il faudroit faire pour l'ouverture de ces deux routes.

Que d'ailleurs le sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs, leur avoit représenté que l'emplacement actuel de ces deux routes devant être entièrement changé à raison des difficultés qu'il présente, ce n'étoit qu'après des vérifications réitérées et une exacte connoissance des différentes positions qu'il pouvoit s'assurer des nouvelles directions qu'il faudroit suivre; que sur les premières notions qu'il prit l'année dernière et sur celles qu'il prendra celle-cy, il espère pouvoir en présenter en 1787 les plans et devis estimatifs.

Surquoi l'assemblée ne pouvant pas, d'après l'exposé cy-dessus, délibérer cette année sur l'exécution de ces deux routes, a chargé de nouveau ledit sieur Boissonade d'en lever les plans et dresser le devis estimatif le plus tôt possible.

Ledit sieur syndic a dit ensuite que MM. les négociants

de Maruejols lui ayant souvent représenté que la communication de cette ville avec Serverette, intéressante pour leur commerce, étoit gênée par quelques passages difficiles et dangereux, l'assemblée pourroit charger ledit sieur Boissonade d'aller vérifier les réparations qu'il conviendrait d'y faire et d'en dresser le devis estimatif pour être présenté, l'année prochaine, à cette assemblée.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit que les ouvrages à faire aux avenues du pont du Malzieu étant une suite nécessaire de ceux que MM. les commissaires ont adjugé le 23 du mois dernier pour l'élargissement de pont et pour la reconstruction du chemin de cette ville à celle de St-Chély, où il s'embranchera à la grande route du bas Languedoc en Auvergne, l'assemblée qui en a déjà reconnu l'utilité se décidera par ce motif à en délibérer l'exécution, qui suivant le devis estimatif du sieur Boissonade ne présente qu'une dépense de 2,536 livres et à l'autoriser à solliciter, pendant la tenue des prochains Etats généraux, toutes les permissions nécessaires pour l'emprunt de cette somme.

Surquoi l'assemblée, après avoir vu les plans et devis estimatif des ouvrages à faire aux avenues du pont du Malzieu, en a unanimement délibéré l'exécution et chargé ledit sieur syndic de solliciter, pendant la tenue des prochains Etats généraux, la permission d'y faire travailler l'année prochaine et d'emprunter à cet effet la susdite somme de 2,536 portée par le devis.

Ledit sieur syndic a dit que dans le mémoire que les consuls de Châteauneuf lui ont remis pour réclamer le secours du Diocèse pour la construction de deux avenues

de ce bourg ils exposent que les foires et marchés qui s'y tiennent presque tous les mercredis de l'année étant les plus considérables du païs pour l'immense quantité de bestiaux qui s'y débitent, il est de l'intérêt public d'en faciliter l'accès aux habitans du païs qui viennent les y vendre et aux marchands étrangers qui s'y rendent pour y faire l'approvisionnement des principales boucheries de Languedoc, de la Provence et du Comtat.

Que par ces considérations le diocèse ayant, en 1759, contribué aux frais de la construction du pont du Rodier et du chemin depuis ce pont jusques à Châteauneuf, les mêmes motifs pourront déterminer l'assemblée à prêter à cette communauté les mêmes secours pour la réparation de cette avenue, totalement dégradée faute d'entretien, et pour la construction de celle de ce bourg à Lavitarelle ou elle s'embrancheroit à la grande route que la province fait ouvrir pour Lyon.

Surquoy l'assemblée, connoissant la justice de cette demande, a unanimement délibéré, 1<sup>o</sup> de contribuer pour un tiers à la dépense de la construction et réparation de ces deux avenues, lorsque la communauté de Châteauneuf aura été autorisé à fournir, suivant son offre, aux autres deux tiers, elle a en conséquence chargé le sieur Boissonade, directeur des travaux publics, d'en dresser le devis estimatif, pour être présenté à cette assemblée l'année prochaine, 2<sup>o</sup> comme il est urgent de réparer le pont du Rodier qui menace d'une ruine prochaine, de faire imposer cette année le préciput de cette communauté, et en cas d'insuffisance, d'y suppléer sur le fonds du préciput du diocèse, 3<sup>o</sup> d'autoriser MM. les commissaires à procéder à l'adjudication de cette réparation en la forme ordinaire.

Il a dit ensuite : que les ouvrages d'augmentation de la chaussée près le pont de Lagaugne, ayant été délibérés par l'assemblée le 20 juin 1785, et autorisés par l'arrêté de nosseigneurs les commissaires des travaux publics de la province du 30 août suivant, il fut payé aux entrepreneurs une somme de 1,000 livres à compte de ce travail, dont l'imposition a été permise en faveur de M. le Receveur de 1785, qui en avoit fait l'avance.

Qu'il reste encore dû à ces entrepreneurs une somme de 620 livres, laquelle devant leur être comptée lorsque ce travail (qui est à la veille d'être fini), aura été vérifié et reçu par le directeur des travaux publics du pays, il supplie l'assemblée de l'autoriser à en faire le payement sur les fonds avancés par M. le receveur, et de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, la permission d'imposer en sa faveur en 1787, ladite somme avec les intérêts légitimement dus.

Surquoi l'assemblée après avoir renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette l'imposition de la susdite somme de 1,000 livres, en capital et intérêts, a unanimement autorisé et donné pouvoir audit sieur syndic, de solliciter, auprès de nosseigneurs des Etats généraux, la permission d'imposer, en 1787, la susdite somme de 620 livres en faveur de M. le receveur, avec les intérêts, depuis le jour qu'il en aura fait l'avance, en vertu du mandement expédié à suite du certificat de réception du directeur des travaux publics du pays.

Ledit sieur syndic a dit que pour se conformer à la délibération de nosseigneurs des Etats du 16 février dernier, il a l'honneur de présenter à l'assemblée le tableau des anciennes dettes du diocèse, se portant à 528,099 livres 1 sol 6 deniers, y compris 15,528 livres 15 sols 4

deniers qui restent dus sur les 103,768 livres 1 sol des billets privés de M. Lafont, savoir :

à 5 pour cent.....	298,979 liv. 19 s. 11 d.		
à 4 1/2 pour cent.....	5,000		
à 4 pour cent.....	26,942	13	
à 3 pour cent.....	197,176	8	7

---

528,099 liv. 1 s. 6 d.

*Dettes à 5 pour cent.*

au collège des étudiants en médecine

de Montpellier ..... 10,090

aux pauvres d'Altier..... 2,000

aux Doctrinaires de Mende.... 24,700

aux maîtres d'écoles de la Rou-

vière..... 1,000

aux sœurs des écoles de Mende. 2,500

aux regens des écoles de Mende. 1,119 6 8

à l'église de Chirac..... 100

à l'hôpital de La Canourgue... 2,000

au chapelain de St-Blaize.... 260

à l'hôpital de Mende..... 61,546 13 4

au chapelain de Préfontaines.. 3,000

au chapelain de Lorette..... 904

aux religieuses de Langogne... 16,000

à l'Union chrétienne de Mende. 56,800

aux pauvres infirmes de Salmont 5,500

aux pauvres de Gabrias..... 4,000

aux pauvres de Lachamp..... 1,500

au séminaire de Chirac..... 2,000

au Chapitre de Maruejols.... 11,500

au clergé de Mende..... 15,200

à l'hôpital de Maruejols..... 39,816 13 5



aux religieuses du Chambon, de		
Maruejols .....	10,200	
aux religieuses de Mende....	26,753	6 8
à l'aumônier des prisons de		
Mende.....	600	
	<hr/>	
	298,979	19 11

*Dettes à 4 1/2 pour cent.*

à l'hôpital de Maruejols.....	2,000	
à l'Union chrétienne de Mende.	3,000	
	<hr/>	
	5,000	

*Dettes à 4 pour cent.*

à l'Union chrétienne de Mende.	15,112	15
aux religieuses de Mende.....	7,800	
aux religieuses de Laugogne..	6,000	
	<hr/>	
	26,942	15

*Dettes à 3 pour cent.*

à Mad. de Celets.....	21,687	
au chapelain du St-Sacrement.	2,000	
aux capucins de Florac.....	5,660	
à M. de Palamini.....	14,950	
au chapelain de Condons.....	500	
aux religieuses du Puy.....	6,600	
au chapitre St-Cernin de Tou-		
louse.....	1,500	
à l'église Notre-Dame du Puy.	1,500	
à demoiselle Marie Fages.....	1,000	
à M. Vassal.....	1,800	
aux Doctrinaires de Mende....	5,500	

à M. de Montesquieu.....	4,750		
à Mad. d'Ure.....	2,375		
à Mad. Lequepeyx.....	9,353	6	8
à M. Polvere Blanquet.....	2,100		
à l'Hôtel-Dieu de Castelnaudary	17,355	1	8
à Jean et Marie Fabre.....	5,646		
à M. de St-Roman.....	1,413	6	8
à Mlle Bourrillon.....	1,600		
à M. de Rosset.....	3,000		
à l'hôpital de Mende.....	72,554		3
au séminaire de Chirac.....	2,000		
à l'Union chrétienne de Mende.	6,708	6	8
au clergé de Mende .....	7,644	6	8
<hr/>			
197,176 liv. 8 s. 7d.			

Qu'il résulte de ce tableau, comparé à celui qu'il mit sous les yeux de cette assemblée en 1783, que depuis 1780 le diocèse s'est libéré sur ses anciennes dettes d'une somme de 261,159 livres, et qu'il ne reste devoir que celle de 528,099 livres 1 sol 6 deniers, de laquelle étant distrait 197,176 livres 8 sols 6' deniers, dont les intérêts sont à 3 pour cent, la dette à rembourser, suivant les délibérations des Etats des 5 janvier 1781 et 3 janvier 1782, se trouve réduite à 330,922 livres 12 sols 11 deniers, qui auroit été éteinte dans peu d'années, si les impositions que le pays est obligé de faire pour les nouvelles routes qu'il fait ouvrir, pouvoit permettre à l'assemblée de faire des remboursemens aussi forts que les années précédentes; que la surcharge qui en résulteroit dans l'impôt, la déterminera sans doute à la borner, cette année, aux 15,328 livres 13 sols 4 deniers, qui restent dus des billets de M. Lafont, et à les fixer pour l'avenir à 10,000 livres.

Ce qui a été unanimement délibéré par l'assemblée, qui a donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette de l'assiette de faire imposer, cette année, lesdits 15,528 livres 15 sols 4 deniers, pour le remboursement cy-devant proposé, savoir :

En faveur des pauvres de la paroisse			
de Lachamp .....	4,500		
du seminaire de Chirac.....	2,000		
des dames religieuses de Langoigne.....	6,000		
de l'hôpital de Marvejols.....	5,828	15	4
<hr/>			
Total du remboursement des			
anciennes dettes.....	15,528	15	4

Ledit sieur sindic a dit ensuite : que tous les emprunts permis par des arrêts du Conseil des 16 février 1780, 7 février 1782 et 14 février 1785, ayant été vérifiés et remboursés, il ne lui reste à rendre compte à l'assemblée que de ceux qui ont été faits en vertu des arrêts du Conseil des 14 février 1784 et 10 février 1685; que sur les 50,087 livres, qu'il a empruntées en vertu du 1<sup>er</sup> de ces arrêts, pour la construction du chemin depuis le pont de Salassoux jusques au pâturage du Bouchet, de la chaussée du Pré-Vival, d'un éboulis à la côte de Molines, d'un mur de soutènement auprès du Pont-Neuf, de 4,526 toises de parapets depuis Balsièges jusques au haut de la côte de St-Pierre, des réparations d'une partie de chemin de Chirac à Marvejols et de l'avenue de l'Escale-vieille, il a été payé aux entrepreneurs, chargés de ces ouvrages, la somme de 25,255 livres-2 sols, dont 15,888 livres ayant été vérifiés par jugement de NN. SS. les commissaires du Roy et des Etats, du 26 décembre

1784, ont été imposés et remboursés; qu'il a poursuivi et obtenu, pendant la tenue des derniers Etats généraux, la vérification de celle de 11,567 livres 2 sols, qui pourra être remboursée au 1<sup>er</sup> janvier 1787; de sorte qu'il ne restera dû, sur cet emprunt, que 4,852 livres 4 sols, savoir :

Pour la partie de Salassoux, non compris les augmentations d'ouvrage qui ont été autorisés 1,100 livres.

Pour 110 toises de parapet près le Pont-Neuf 519 livres.

Pour 100 toises de parapet d'Ispanhac à Florac 290 livres.

Pour 766 toises  $1/2$  de parapet du Pompidou au haut de la côte St Pierre 2,759 livres 4 sols.

Pour un épy qui reste à faire sur le chemin de Maruejols à Chirac 364 livres.

Que tous ces travaux étant en mouvement depuis le retour de la belle saison, il a fait payer aux entrepreneurs, sur les certificats du sieur Boissonade, une somme de 1,400 livres; que par l'activité qu'ils y mettent, ces ouvrages devant être bientôt finis, il sera dans le cas de leur faire compter ce qui leur reste dû; qu'il requiert en conséquence l'assemblée d'ordonner l'imposition de la somme de 11,567 livres 2 sols, vérifiée par jugement de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, du 12 février 1786, avec les intérêts de celle de 4,852 livres 4 sols, restante du susdit emprunt, et de l'autoriser à poursuivre la vérification de ladite somme lorsque l'emploi en sera justifié.

Que sur les 38,000 livres qu'il emprunta, en vertu de l'arrêt du conseil du 10 février 1785, pour le payement des entrepreneurs des différentes parties de chemin,

adjudgées ladite année, de Chanac à Combes, de Langogne à Esplantats, près Saugues, du Pont de St Michel à la vigne des Crozes, par le Saunier, il leur en fut compté une somme de 30,000 livres, qui a été vérifiée par jugement de nosseigneurs les commissaires du Roi et des Etats du 12 février dernier.

Que du depuis ces entrepreneurs ayant continué leurs travaux avec activité, le fonds de 8,000 livres restant en caisse, n'étant pas suffisant pour l'entier acquittement des ouvrages exécutés, tant sur les parties de chemin adjudgées en 1785, que sur celles qui l'ont été le 21 mars dernier, sur la même route de Chanac à Bombes, au prix de 24,500 livres, il a emprunté, toujours en vertu du susdit arrêt du Conseil, une somme de 15,000 livres, par contract, reçu M. Enjelvin, notaire de Mende, qui a été versée dans la caisse de M. le receveur en exercice, sur lesquelles 8,000 livres empruntées l'année dernière et de celle de 15,000 livres, qui l'a été cellecy, il a été payé 20,200 livres, savoir :

Aux entrepreneurs du chemin de Langogne à Esplantats, 11,000 livres.

A ceux du Pont de St Michel à la vigne de Crozes, 4,000 livres.

A ceux de Chanac à Bombes, 5,200 livres.

Qu'il ne reste en caisse qu'une somme de 2,800 livres, qui sera bientôt épuisée; ce qui nécessitera de nouveaux emprunts pour pouvoir donner suite aux ouvrages adjudgés.

Que, suivant le compte qu'il vient de rendre à l'assemblée, le diocèse est autorisé à imposer cette année, pour l'acquittement de ses nouvelles dettes, une somme de 41,367 livres, savoir : 41,367 livrès de l'emprunt

permis par arrêt du Conseil du 14 février 1784, et 30,000 livres du second emprunt, autorisé par autre arrêt du Conseil du 10 février 1785; qu'au moyen de ces remboursemens le païs ne restera devoir, ainsi qu'il l'a déjà observé, que 4,832 livres du 1<sup>er</sup> emprunt, et 8,000 livres sur le second, qui seront portées, cette année, en vérification avec les autres sommes qu'il empruntera, et dont l'emploi sera justifié.

Que par cette exactitude à faire vérifier et rembourser annuellement les nouveaux emprunts, la masse des dettes anciennes n'étant pas grossie par les nouvelles, on peut voir approximativement l'époque à laquelle le païs sera entièrement libéré des dettes à 5 et 5 pour cent, au moyen du fonds d'amortissement qu'il impose chaque année.

Il a ensuite requis l'assemblée, 1<sup>o</sup> de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette, l'imposition de la susdite somme de 41,567 livres, permise par deux jugemens de nosseigneurs les commissaires du Roy et des Etats, du 12 janvier dernier, avec les intérêts de la somme de 3,852 livres et celle de 8,000 livres, qui n'ont pas été encore vérifiées conformément auxdits jugemens; 2<sup>o</sup> d'approuver les emprunts qu'il a faits depuis la tenue des Etats généraux, et l'emploi des sommes empruntées, et de l'autoriser à les continuer jusques à concurrence de la somme permise par le susdit arrêt du Conseil, du 10 février 1785; 3<sup>o</sup> d'ordonner, sous le bon plaisir de nosseigneurs des Etats, l'imposition provisoire des intérêts des sommes déjà empruntées, et de celle qui pourront l'être cette année; 4<sup>o</sup> de consentir à ce qu'il poursuive, pendant la tenue des Etats généraux, la susdite somme

de 4,832 livres et de celle de 8,000 livres, ainsi que des autres emprunts dont l'emploi sera justifié, et des intérêts provisoirement imposés depuis la date des contracts jusques au 1<sup>er</sup> janvier 1787.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit : que nosseigneurs les commissaires des travaux publics de la province, ayant permis, par leur arrêté du 30 août 1785, l'exécution des réparations à faire à la grande tour de Mende, où sont les archives du diocèse, sur les fonds avancés par M. le Receveur en exercice ; MM. les commissaires adjudgèrent cet ouvrage, le 10 octobre suivant, au prix de 10,600 livres dont 7,066 livres 15 sols 4 deniers à la charge du païs et 3,533 livres 6 sols 8 deniers à celle de la Chambre ecclésiastique.

Que les entrepreneurs s'étant soumis lors des adjudications à ne demander aucun payement qu'après que les échafaudages auroient été dressés, vérifiés et reçus et que tous les autres matériaux auroient été portés à pied d'œuvre, MM. les commissaires furent dispensés, par cette clause, d'avoir recours à M. le receveur; qu'ils chargèrent en conséquence ledit sieur syndic de poursuivre, pendant la tenue des Etats généraux, les consentements et permission nécessaires pour emprunter la susdite somme de 7,066 livres 15 sols 4 deniers pour les deux tiers du prix de cette réparation et celle de 4,000 livres pour la portion, concernant le diocèse, des frais de la construction d'un paratonnere dont cet édifice doit être armé.

Il ajoute que l'assemblée délibéra, le 20 juin dernier, la reconstruction du chemin du haut de la côte du Malzieu à St-Chély et de Chanac aux fourches de Palher

sur la route du bas Languedoc en Auvergne par Maruejols et le chargea de poursuivre les permissions nécessaires pour emprunter, aux termes portés par la susdite délibération, la somme de 65,554 livres 13 sols 4 deniers à laquelle ces différents ouvrages, y compris la réparation de la tour des archives, avoient été estimés par les devis du sieur Boissonade, directeur des travaux publics du païs ; que cet emprunt ayant été consenti par délibération de NN. SS. des Etats, du 4 février dernier, permis par jugement de NN. SS. les commissaires du Roy et des Etats, du 12 du même mois, et autorisé par arrêt du Conseil du 22 mars suivant, MM. les commissaires adjudèrent, le 23 may dernier, la reconstruction du chemin depuis le haut de la côte du Malzieu à Saint-Chély, au prix de 12,500 livres,

Que ces différents ouvrages étant en mouvement depuis qu'ils ont été adjudés, il sera nécessaire d'emprunter les fonds permis pour leur exécution ; qu'il faudra encore faire de nouveaux emprunts lorsque la partie du chemin sur la route de Chanac aux Fourches de Palhers aura été adjudée ; il a requis en conséquence l'assemblée de l'autoriser à emprunter, au nom du diocèse, jusques et à concurrence des sommes portées par le susdit arrêt du Conseil ; 2° de délibérer, sous le bon plaisir de NN. SS. des Etats, l'imposition provisoire des intérêts des sommes qui seront empruntées pour les ouvrages adjudés ou qui doivent l'être cette année, y ayant lieu d'espérer qu'ils voudront bien la permettre comme par le passé, pour faciliter les emprunts et maintenir le crédit du païs ; 3° de lui donner pouvoir de poursuivre, à la prochaine assemblée des Etats, la vérification et la permission d'imposer les sommes dont



l'emploi aura été justifié, ensemble des intérêts provisoirement imposés cette année, depuis le jour de l'emprunt jusques à celui du remboursement.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic, en rendant compte des ponts qui ont été reconstruits ou réparés l'année dernière ou celle-ci, a dit : 1° que les entrepreneurs de la reconstruction du pont de Saugues, sur la route de cette ville à Langeac, en Auvergne ; de celui du Démentit, sur celle de Maruejols à St-Chély ; et de celui de Montels, sur la grande route de Mende à La Garde, ayant fini tous ces ouvrages, conformément aux devis, le prix de leurs adjudications leur a été payé sur les certificats de réception du sieur Boissonade, sur les fonds des préciputs des communautés et du diocèse ;

- 2° Qu'il eut l'honneur de rendre compte à cette assemblée, l'année dernière, de l'accident qui avoit emporté le pont Archat, sur la route de Maruejols à Saint-Chély, et des mesures que MM. les commissaires avoient pris pour accélérer la reconstruction de ce pont et rétablir cette communication intéressante ; que le sieur Farger, piqueur du diocèse, chargé de la conduite de ce travail, sous l'inspection du directeur des travaux publics du païs, mit la plus grande activité dans son exécution ; que la dépense de cette réparation s'étant portée, suivant les contrôles tenus par ce piqueur, et arrêtés par MM. les commissaires, à une somme de 1,904 livres 17 sols, M. le receveur, qui en avoit fait l'avance, en a été remboursé sur le fonds des préciputs imposés sur les communautés d'Aumont et des Bessons, et sur celui du diocèse ;

3° Que le pont de Laubert, sur la route de Mende à

Langogne ; et celui de Bayard, sur celle de cette dernière ville à Villefort, ont été réparés, vérifiés et reçus, et les entrepreneurs payés du prix de leurs baux.

Il a observé qu'étant survenu de nouvelles dégradations au mur de rampe du pont de Bayard, dans le temps que l'entrepreneur réparoit celles dont il étoit chargé, il en donna tout de suite avis à MM. les commissaires du diocèse, qui les firent vérifier par ledit sieur Boissonade ; et comme il leur consta par son rapport que ces réparations étoient urgentes et peu dispendieuses, ils chargèrent le sieur Feljas, entrepreneur, d'y faire travailler sans délai ; qu'il a tenu un état du montant de ce travail, se portant à une somme de 80 livres 14 sols, qui lui a été comptée sur l'excédent du fonds du préciput imposé l'année dernière sur le diocèse ;

4° Qu'il résulte des certificats donnés par le sieur Boissonade, que les entrepreneurs des réparations du pont de Chirac ont fait, non-seulement tous les ouvrages dont ils étoient chargés, mais qu'ils ont encore parfaitement réparé un affouillement et plusieurs brèches d'une des piles que ce directeur n'avoit pu apercevoir lors de sa première vérification, à cause des fortes eaux, ainsi qu'il l'observa dans le premier devis qu'il dressa de ces réparations.

Que les épuisements que ces entrepreneurs furent obligés de faire, ayant mis à nue cette pile, il reconnut alors le danger dont elle étoit menacée, et la nécessité de la faire réparer avec célérité et avec économie pour le diocèse, en profitant des bâtardeaux déjà construits pour l'ouvrage adjudgé ; il dressa en conséquence un second devis des travaux qu'il jugea nécessaires pour la solidité de cette nouvelle réparation, et après en avoir

rendu compte à MM. les commissaires, il en ordonna, de leur part, l'exécution, au prix de 336 livres, qui ont été payées aux entrepreneurs en sus de leur adjudication, sur le même excédent des préciputs du diocèse ; que l'assemblée n'aura pas du regret à cette modique dépense, qui, sans les circonstances, se seroit portée à de très fortes sommes ;

5<sup>e</sup> Que le Pont-Neuf, près Balsièges, sur la grande route de Mende à Florac, a été également réparé, ainsi qu'il est justifié par les certificats délivrés aux entrepreneurs par le sieur Boissonade ;

Que lors de la construction des ouvrages, ils dégradèrent jusques à l'ancien fondement du contre-fort de ce pont ; mais ce directeur ne l'ayant pas jugé assez ferme, proposa de faire enfoncer plusieurs pilots armés de fer et coiffés de chapeaux, pour le garantir de nouveaux affouillements ; que d'après le rapport qu'il fit à MM. les commissaires de ces réparations d'augmentation, qu'il estima 218 livres, ils en ordonnèrent l'exécution audit prix, qui a été payée à ces entrepreneurs sur le même excédent.

Il a ensuite observé que sur l'estimation, donnée par le directeur, des ouvrages à faire au pont Archat, à ceux de Laubert, de Bayard, de Chirac et au Pont-Neuf, près Balsièges, le diocèse ayant imposé, l'année dernière, 8,000 livres pour ses préciputs, il y a eu un excédent d'imposition opéré par le concours des moins dites, lors des adjudications, dont le prix, distraction faite des sommes à imposer par les communautés pour leur préciput, ne s'est porté pour le diocèse qu'à 5,429 livres 7 sols, d'où il résulteroit un moins imposé à faire cette année de 2,570 livres 13 sols, qui se trouvera ré-

duit à 1,935 livres 19 sols par les prélèvements à faire de la somme de 634 livres 14 sols, payée pour les augmentations d'ouvrage des ponts de Chirac, de Balsièges et de Bayard.

Que dans le rapport qu'il vient de faire il auroit désiré pouvoir annoncer la parfaite exécution du pont de Rousses adjudé, en 1783, à David Devèze et Pierre Prunières ; que quoique ce pont soit reconstruit et que les ouvrages dont les entrepreneurs étoient chargés paroissent avoir été exécutés, le sieur Boissonade alarmé par une lézarde qui s'est faite à la voûte de la grande arche, n'a pas voulu prendre sur lui de prononcer sur la solidité de ce travail, qu'après une nouvelle vérification, faite en présence de M. O'Farrell, directeur des travaux publics de la province ; que dans ces circonstances les sommes qui peuvent être dues à ces entrepreneurs doivent rester en caisse jusques à ce qu'ils rapporteront un certificat de réception, et au cas il leur seroit refusé, l'assemblée pourroit le charger de faire toutes les poursuites nécessaires, pour les forcer à exécuter tous les ouvrages qui seroient jugés nécessaires pour la solidité de ce pont.

Surquoi l'assemblée, après avoir ouï le rapport dudit sieur syndic, a unanimement approuvé les paiements qui ont été faits pour les réparations urgentes aux ponts de Chirac, de Balsièges et de Bayard ; elle a en même temps délibéré que la somme de 1,935 livres 19 sols, provenant du sur-imposé du fonds des préciputs du diocèse, sera mis en moins-imposé cette année, et que ledit sieur syndic fera toutes les poursuites nécessaires contre les entrepreneurs du pont de Rousses, pour les forcer à mettre tout de suite leur travail en état de réception.

Ledit syndic, en continuant son rapport, a dit : que suivant le procès-verbal, envoyé par ledit sieur Boissonade à M. O'Farrell, le pont de St Laurens-lez-Mende, celui de Sinières-Crozes, sur la paroisse du Buisson, ont souffert plusieurs dégradations, qu'il est urgent de faire réparer, pour en prévenir de plus considérables et de plus fortes dépenses; que celles à y faire, suivant le devis dressé par ce directeur, ne devant s'élever qu'à une somme de 1,500 livres, l'imposition sur le diocèse, pour ces objets, ne sera que d'environ 800 livres, le surplus devant être supporté par les communautés sur lesquelles lesdits ponts sont établis.

Que les ouvrages à faire pour l'élargissement du pont du Malzieu, adjugés le 24 mars dernier, au prix de 7,200 livres, ne pouvant pas être entièrement exécutés cette année, l'assemblée se bornera sans doute à ordonner l'imposition de 480 livres pour le préciput de cette communauté, et de 4,000 livres pour celui du diocèse, sauf à imposer, l'année prochaine, 2,720 livres, pour parfaire le montant de cette adjudication.

Ledit sieur syndic a ajouté : que pour répondre aux invitations renouvelées de la part des Etats particuliers du Velay, et au vœu de quelques communautés du haut Gévaudan, riveraines de l'Allier, cette assemblée avoit projeté depuis longtemps d'établir un pont sur cette rivière, pour faciliter une communication entre les deux pays; qu'ils avoient en conséquence, pendant la gestion de M. Lafont, fait visiter les différents emplacements qu'on pourroit donner à ce pont; que le résultat de cette vérification fut de faire reconstruire celui de Saint-Haon, cette position qui avoit été anciennement agréée par le Velay, paroissant la plus commode, présentant

moins de difficultés pour ses avenues ; que du depuis on avoit proposé un autre emplacement à Roumagnaguet, qu'on annonçait comme le plus utile ; que dans ces circonstances cette assemblée, pour ne rien décider qu'avec connoissance, délibéra, en 1784, de prier M. O'Farrell, directeur des travaux publics de la province, de se transporter sur les lieux pour s'assurer, par une vérification exacte, d'un emplacement également avantageux aux deux païs ; que ce directeur ayant suivi l'année dernière tous les bords de l'Allier, depuis Langogne jusques à Saugues, doit avoir pris des connoissances assez exactes de différentes positions pour pouvoir déterminer celle qui mérite la préférence ; que les frais de construction de ce pont ne pouvant être connus qu'après le vu du rapport et devis de M. O'Farrell, l'assemblée, pour en accélérer l'exécution, pourroit délibérer qu'il sera pourveu à cette dépense sur les fonds avancés par M. le receveur en exercice, et charger ledit sieur syndic de faire autoriser ces avances avec les intérêts depuis le jour qu'elles auront été faites jusques à celui du remboursement.

Sur quoi l'assemblée, s'étant fait représenter les plans des susdits ponts et le devis estimatif des ouvrages à faire pour leur construction ou réparation, elle les a approuvés et délibéré unanimement, attendu l'augmentation des impositions : 1° de ne faire cette année qu'un fonds de 5,000 livres pour les préciputs du diocèse, sauf à pourvoir à l'insuffisance de cette imposition, l'année prochaine, par un supplément de préciput ; 2° de charger le greffier du diocèse de marquer, par un article séparé de la mande de la taille des communautés sur lesquelles les susdits ponts sont établis, les sommes

qu'elles doivent imposer pour leur préciput ; 3<sup>e</sup> de renvoyer à MM. les commissaires ordinaires du diocèse l'adjudication des susdits ouvrages, approuvant celle qu'ils ont fait de l'élargissement du pont du Malzieu ; 4<sup>e</sup> elle a en même temps autorisé ledit sieur syndic à faire vérifier, pendant la tenue des prochains Etats généraux, les sommes qui seront avancées par M. le receveur, pour la construction du pont d'Allier, avec les intérêts depuis le jour des avances.

En finissant son rapport, ledit sieur syndic a dit que des légères réparations négligées pouvant occasionner la ruine des ponts et exposer le diocèse et les communautés sur lesquelles ils sont établis, à des fortes dépenses, il est de la sagesse de l'assemblée de faire surveiller les entrepreneurs, chargés de leur entretien, par les sieurs Boissonade, frères, en exigeant d'eux que lors des visites qu'ils sont tenus de faire, tous les trois mois, des chemins du diocèse, ils s'assurent, par une vérification exacte, de l'état de tous les ponts, et qu'ils dressent procès-verbal de toutes les réparations à y faire, d'après lequel le syndic du pays pourroit agir contre les entrepreneurs, pour leur faire exécuter, sans retard, celles qu'ils auroient jugé être à leur charge ou se faire autoriser à pourvoir à celles qu'ils déclareroient devoir être à celle du diocèse ; que par cette surveillance continue le pays pourroit espérer avec confiance d'être déchargé à l'avenir des dépenses considérables qu'il a été forcé de faire, pendant plusieurs années, pour la reconstruction ou la réparation d'un très grand nombre de ponts dont on avoit négligé l'entretien.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions du sieur syndic.

Ledit sieur syndic a ensuite requis l'assemblée d'autoriser MM. les commissaires ordinaires du diocèse à renouveler, pendant l'année, les baux d'entretien des chemins qui doivent expirer le 31 décembre 1786 et le dernier juin 1787, savoir :

**GRANDE ROUTE DU BAS LANGUEDOC EN AUVERGNE.**

1<sup>re</sup> partie, du haut de la côte de Saint-Pierre au Pompidou ;

2<sup>e</sup> partie, du Pompidou au pont du Mazel ;

3<sup>e</sup> partie, du pont du Mazel au bas de la côte de Molines ;

4<sup>e</sup> partie, du bas de cette côte au haut de celle du Choïsal ;

5<sup>e</sup> partie, du haut de cette côte à Mende.

**EMBRANCHEMENT DE CETTE ROUTE PAR MARUEJOLS.**

1<sup>re</sup> partie, du haut de la côte de Molines à Chanac ;

2<sup>e</sup> partie, de Maruejols aux Pradels, près Saint-Chély.

**ROUTE DE TOULOUSE A LYON.**

1<sup>re</sup> partie, du pont de Lagoutelle à Mende ;

2<sup>e</sup> partie, de la Croix du Baile, près Mende, à Lavitarelle et au Mas-Neuf, près Langogne ;

3<sup>e</sup> partie, de Mende à Lavitarelle, par Laubert.

**ROUTE DE VILLEFORT AVEC EMBRANCHEMENT POUR BAGNOLS  
ET LAVITARELLE.**

1<sup>re</sup> partie, de Mende à la Montjoye du moulin de Bonhomme, et de là à Bagnols et Gourgons ;

2<sup>e</sup> partie, de cette Montjoye à la Pierre-Evescal, extrémité du diocèse.



*Communications intérieures.*

Du pont de Tarn, près Florac, aux Combettes ;  
Des Combettes à la Croix du causse de Mende ;  
De Maruejols à La Canourgue et aux frontières du  
Rouergue ;

De Maruejols à la jonction du chemin de Mende au  
pont La Planchette ;

Du haut de la côte de Bayard à la Bastide ;

D'Esplantats à Saugues et au ruisseau de Lamuda,  
frontière d'Auvergne.

Ledit sieur syndic a observé que malgré la surveillance de l'administration et l'exactitude des sieurs Boissonade, à inspecter les entrepreneurs de ces entretiens, il n'a pas été possible d'exiger d'eux l'exécution de certaines réparations qui ne pouvoient pas être à leur charge ; l'assemblée se rappellera sans doute que, par des considérations particulières, l'entretien des chemins du diocèse fut suspendu pendant les six premiers mois de 1781 ; cette interruption dans des travaux qui, dans ce pays de montagne, devoient être journaliers, surtout à la fin des hivers, fut suivie de plusieurs dégradations qui ne pourroient que devenir plus considérables et plus dispendieuses, si on négligeoit de les réparer.

Dans cette juste crainte il chercha à connoître en quoi elles consistoient ; qu'il visita en conséquence tous les chemins du diocèse, et s'assura par lui-même que sur plusieurs parties les fossés étoient comblés, les empièvements et les engravements dérangés ; que dans d'autres la voie étoit rétrécie par la chute du terrain supérieur, qui en même temps bouchoit les pontceaux souterrains, pratiqués pour l'écoulement des eaux ; qu'il

y avoit des murs de soutènement à relever et des entaillements à réparer.

Que toutes ces réparations d'entretien ne pouvant être adjugées qu'après qu'elles seront parfaitement connues, le directeur et l'inspecteur des travaux publics du païs pourroient être chargés d'aller, avant le renouvellement des baux, s'assurer, par une vérification exacte, de l'état de ces chemins et des réparations d'entretien à y faire, et d'en dresser des devis estimatifs, dans lesquels ils expliqueroient clairement et dans le plus grand détail toutes celles dont les nouveaux entrepreneurs pourroient être chargés, sans s'écarter de ce qui est prescrit par le règlement de NN. SS. des Etats, du 29 janvier 1766.

Que les dispositions de ce règlement étant fidèlement suivies, l'assemblée pourroit espérer avec confiance que les chemins du païs seroient toujours en bon état, surtout si lors des nouvelles adjudications on obligeoit les entrepreneurs de l'entretien ou des entrepreneurs particuliers à former et entretenir sur les bords des routes de nouvelle construction à des distances réglées, par les directeurs des travaux publics, des approvisionnements de bon gravier ou de pierres brisées à la masse.

Que cette nouvelle précaution paroît d'autant plus nécessaire que plusieurs parties des grandes routes étant établies sur un sol schisteux, il s'y forme continuellement des ornières profondes par le passage fréquent des rouliers, qu'on pourroit non-seulement les fermer avec célérité au moyen de ces approvisionnements à pied d'œuvre, mais encore les consolider et corriger les vices de première construction, par des bons engravements répétés tous les ans, pendant la durée des nouveaux baux.

Que pour connoître l'objet de cette dépense et mettre les entrepreneurs à portée de faire des offres proportionnées à ce nouveau travail, l'assemblée pourroit encore charger lesdits sieurs Boissonade de fixer, dans les devis estimatifs qu'ils doivent dresser, le nombre et le prix de ces approvisionnements, en distinguant ceux qui pourront être faits en bon gravier d'avec ceux qui devront l'être en pierre ; qu'il pourroit faire cette appréciation d'une manière sûre, en en faisant faire quelques-uns sous ses yeux par économie.

Ledit sieur syndic a ajouté qu'à l'égard des routes d'ancienne construction il ne paroît pas possible de suivre la même méthode, la voie étant plus étroite se trouveroit gênée par ces approvisionnements ; que pour y suppléer on pourroit assujettir de nouveau les entrepreneurs à n'employer d'autres matériaux pour les engravements que ceux qui leur seroient indiqués par le directeur ou l'inspecteur des travaux publics.

Sur quoi l'assemblée, après avoir ouï le rapport dudit sieur syndic, a unanimement délibéré : 1° d'autoriser MM. les commissaires à renouveler, en la forme prescrite par les règlements, les baux d'entretien de toutes les parties de chemin qui doivent finir le 31 décembre 1786 et dernier juin 1787, cy-devant dénommés, avec pouvoir de les sous-diviser, s'ils le trouvent convenable, au bien du diocèse ; 2° de charger les sieurs Boissonade de dresser, après une vérification exacte, les devis estimatifs de toutes les réparations d'entretien nécessaires pour mettre lesdits chemins en bon état et d'entrer, à cet égard, dans le plus grand détail (sans s'écarter de ce qui est prescrit par le règlement de 1766), pour que les nouveaux entrepreneurs puissent avoir connoissance de

leurs engagements avant de les contracter ; 3° en approuvant, pour les nouvelles routes seulement, les approvisionnements proposés ; elle a chargé lesdits sieurs Boissonade d'en fixer dans leurs devis les distances, le nombre et le prix, et d'en faire faire quelques-uns par économie. Et finalement elle a donné pouvoir audit sieur syndic de poursuivre l'autorisation de la présente délibération et des baux d'entretien de toutes ces parties de chemin, et les permissions nécessaires pour l'imposition des sommes auxquelles se porteront lesdites adjudications.

Ledit sieur syndic a dit que les baux d'entretien des chemins royaux des Cévennes devant expirer à la fin de cette année, il est nécessaire de les renouveler ; que quoique ces chemins soient à la charge du diocèse, comme ils furent ouverts au commencement de ce siècle aux frais du Roi, il est d'usage que ce renouvellement soit fait à la diligence du syndic du diocèse, d'autorité de M. l'Intendant, qui rend une ordonnance portant commission à son subdélégué pour y procéder en présence dudit sieur syndic ; il a en conséquence requis l'assemblée de l'autoriser à se pourvoir pardevant ce magistrat, pour y faire ordonner ce renouvellement en la forme ordinaire.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit que, par jugement du 12 février dernier, NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats ont permis d'imposer sur le diocèse, la présente année, la somme de 16,826 livres 3 sols, pour le montant des dommages qui ont été causés par l'emplacement des chemins, et autres ouvrages adjudés en 1785 à différents particuliers compris dans les rapports des

experts chargés de cette vérification, par délibération de l'assemblée, ou de MM. les commissaires ; qu'il résulte de ces rapports que ces dommages se portent, savoir :

Pour les parties de chemin de Chanac à Bombes.....	6,803 livres 6 sols.
Pour celles de Langogne à Esplantats.....	9,252 liv. 14 s. 6 d.
Pour celle du pont de Saint-Michel à la Vigne des Crozes, par le Saunier.....	450 livres.
Pour nouveaux dommages sur celle du pont de Salassoux au pâturage du Bouchet.....	240 livres 8 sols.
Auprès du pont-Archat, route de Maruejols à Saint-Chély.....	72 livres.
Pour les journées des experts.	358 livres.
<hr/>	
	16,826 livres 5 sols.

Sur quoi l'assemblée, vu le susdit jugement et les rapports des experts, a unanimement délibéré et donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, d'imposer cette année, dans le département des deniers ordinaires, la susdite somme de 16,826 livres 5 sols, pour être payée, sur les mandements de Mgr l'évêque, aux particuliers compris et dénommés dans lesdits rapports, chacun comme les concerne.

Il a ensuite observé que les mêmes experts ont déjà procédé à la vérification des dommages qui doivent être causés par la construction de trois nouvelles parties de chemin qui ont été adjudgées le 21 mars dernier ; qu'ils s'occuperont ensuite de la même vérification pour les

parties du chemin du haut de la côte du Malzieu à Saint-Chély; de Chanac à Maruejols, et pour les autres ouvrages qui doivent être adjugés cette année; que ces dommages ne pouvant être connus qu'après la remise de leurs rapports, il requiert l'assemblée d'en renvoyer l'examen à MM. les commissaires, et de l'autoriser cependant, après qu'ils l'auront approuvé, de solliciter les permissions nécessaires, pour en imposer le montant l'année prochaine, en faveur des particuliers qui y seront dénommés.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

De relevée.

M. l'abbé Bessière, chanoine et député du Chapitre de l'église cathédrale de Mende, a dit que MM. les commissaires, nommés pour examiner et vérifier les titres de propriété, de M. le vicomte de Chambrun, sur la terre et gentilhommerie de Montrodât, et ceux de sa noblesse, s'étant assemblés dans l'hôtel de M. le comte de Peyre, le syndic du païs leur a présenté les pièces produites par mondit sieur de Chambrun, desquelles il résulte :

Que haut et puissant Sgr Antoine de Pineton, vicomte de Chambrun, chevalier, Sgr de Lempéry, Recoulettes, Pommiers, Villeret, Cénaret et autres places, maréchal des camps et armées du Roi, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, gentilhomme de S. A. S. Mgr le duc d'Orléans, a acquis la terre et gentilhommerie de Montrodât, province du Gévaudan, avec les droits honorifiques attachés à ladite terre, notamment l'entrée aux

Etats particuliers du païs du Gévaudan, comme un des gentilhommes qui ont droit d'y assister, de très haut et puissant Sgr Jean-Henry de Moret de Grolée, chevalier, Sgr, comte de Peyre, baron de Montbreton, etc., etc., par contract du 2 septembre 1785, reçu par M<sup>e</sup> Brichard et son confrère, notaires, au châtelet de Paris, ce qui est prouvé par l'extrait en forme dudit contract d'acquisition, expédié en parchemin par les notaires recevants, scellé le même jour, insinué à Maruejols le 8<sup>e</sup> novembre suivant, et ensaisiné à Montpellier le 19 du même mois.

#### Preuves de noblesse.

Que ledit haut et puissant Sgr Antoine de Pineton, vicomte de Chambrun, etc., est fils de noble Aldebert de Pineton de Chambrun, Sgr de L'empéry et Recoulettes, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et des ordres de Saint-Lazare et de N.D. de Mont-Carmel, gentilhomme ordinaire de Mgr le duc d'Orléans, et commandant le second bataillon du régiment d'Elampes, et de dame Catherine Baud, son épouse, ce qui est prouvé :

1<sup>e</sup> Par l'extrait baptismal dudit Sgr Antoine de Pineton, en date du 7 septembre 1732, dûment légalisé ;

2<sup>e</sup> Par son contract de mariage avec demoiselle Louise Charlotte Damfréville, fille légitime et naturelle de haut et puissant Sgr Henri-Charles-Joseph, marquis Damfréville, Sgr de Boissy, Saint-Laurens, Beauchêne, Alainville, Lonville, la Chapelle, Bruscet et autres lieux, et de haute et puissante dame Anne-Louise-Susanne de Saint-Martin, reçu par M<sup>e</sup> Semilliar, conseiller du Roi, notaire au châtelet de Paris, le 22 avril 1772 ;

3<sup>e</sup> Par le testament de noble Aldebert de Pineton, par

lequel il institue dame Catherine Baud, son épouse, son héritière, à la charge de rendre son entière hérédité à M<sup>r</sup> Antoine de Pineton de Chambrun, son fils ; ledit testament reçu par M<sup>r</sup> Giral, notaire de Maruejols, le 15 octobre 1759, dûment contrôlé et légalisé.

Que ledit noble Aldebert de Pineton de Chambrun, Sgr de L'empéry et Recoulettes, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et des ordres de Saint-Lazare et de N.-D. de Mont-Carmel, gentilhomme ordinaire de Mgr le duc d'Orléans, commandant le second bataillon du régiment d'Etampes, étoit fils de noble Aldebert de Pineton de Chambrun, Sgr de Pommiers, capitaine d'infanterie dans le régiment de Carignan; ce qui est prouvé :

1<sup>o</sup> Par le contract de mariage dudit noble Aldebert de Pineton de Chambrun, second de nom, avec demoiselle Catherine Baud, reçu par M<sup>r</sup> Boyer, notaire de Maruejols, le 9 janvier 1725 ;

2<sup>o</sup> Par la remise qui fut faite, le 1<sup>er</sup> janvier 1724, devant M<sup>r</sup> Baud, notaire de Maruejols, par demoiselle Marie Guyot, veuve de M<sup>r</sup> Aldebert de Pineton, Sgr de Pommiers, audit noble Aldebert de Pineton de Chambrun, son fils, second de nom, commandant le 2<sup>e</sup> bataillon du régiment de Chartres, de l'entière hérédité dudit feu Sgr de Pommiers, qui l'avoit confiée sous cette condition à ladite Marie Guyot, sa femme ;

3<sup>o</sup> Par la sentence rendue le 27 janvier 1724, par Aymar-Henry de Moret de Grolée Virville, bailli du Gévaudan, par laquelle la substitution apposée dans le testament de noble Pierre de Chambrun, Sgr de Recoulettes, le 7 février 1628, est déclarée ouverte en faveur de noble Aldebert de Pineton de Chambrun, comman-



dant le 2<sup>e</sup> bataillon du régiment de Chartres, fils d'Aldebert de Pineton, lequel avoit succédé à noble Pierre de Chambrun, son père, fils puiné héritier institué dudit feu Sgr de Recoulettes ; cette sentence signée : Béraud.

Que ledit noble Aldebert de Pineton de Chambrun, Sgr de Pommiers, capitaine d'une compagnie d'infanterie dans le régiment de Carignan, étoit fils de noble Pierre de Chambrun, Sgr de Larcis, de L'empéry, de Recoulettes et de Pommiers, bailli et gouverneur pour le Roi des villes et mandements de La Canourgue et Nogaret, et de demoiselle Jeanne de Seguin, fille de noble Etienne de Seguin, Sgr de Rochevalier et de La Combe, ce qui est prouvé ;

1<sup>o</sup> Par le contract de mariage dudit noble Aldebert de Pineton de Chambrun, Sgr de Pommiers, avec demoiselle Marie Guyot, passé pardevant M<sup>e</sup> Crispin, notaire de Maruejols, le 18 janvier 1679 ;

2<sup>o</sup> Par le testament dudit noble Pierre de Chambrun, Sgr de Larcis, du 29 juillet 1642, reçu M<sup>e</sup> Menut, notaire de Maruejols, par lequel, étant sur son départ pour conduire une compagnie de gens de pied françois au siège de Perpignan, et voulant disposer de ses biens, il légua à Aldebert, Charles et Annette de Chambrun, ses enfants, la somme de 3,000 livres à chacun, et institue pour son héritière demoiselle Jeanne de Seguin, sa femme, à condition de remettre son hérédité à celui de ses enfants qu'elle voudroit choisir.

Que ledit noble Pierre de Chambrun, Sgr de Larcis, L'empéry, Recoulettes et Pommiers, bailli et gouverneur, pour le Roi, des villes et mandement de La Canourgue et Nogaret, étoit fils de noble Pierre de Pineton de Chambrun, chevalier, Sgr de L'empéry, et de demoiselle

selle Marceline de Grangers, fille de noble Jean de Grangers, Sgr de Larcis, ce qui est prouvé :

1° Par le contrat de mariage de noble Pierre de Chambrun, Sgr de Larcis, bailli et gouverneur, pour le Roi, de la Canourgue et Nogaret, avec demoiselle Jeanne de Seguin, en date du 26 février 1651, reçu par M<sup>e</sup> Boyer, notaire de Maruejols,

2° Par le testament de demoiselle Marceline de Grangers, veuve en secondes noces, de noble Pierre de Chambrun, Sgr de Lempéry, en date du 6 janvier 1658, reçu M<sup>e</sup> Saumade, notaire de Maruejols, par lequel elle institue son héritier noble Charles de Chambrun, son petit-fils, Sgr de Larcis, fils de noble Pierre de Chambrun;

3° Par une donation faite le 30 décembre 1645, devant M<sup>e</sup> Menut, notaire de Maruejols, par noble Charles de Chambrun, Sgr de Recoulettes, aux enfants de noble Pierre de Chambrun, son frère;

4° Par un testament de noble Pierre de Chambrun, Sgr de Recoulettes, Lempéry, Pommiers, le haut et bas Vialard, en date du 7 février 1628, reçu par M<sup>e</sup> Colrat, notaire à Lempéry.

Que ledit noble Pierre de Pineton de Chambrun, chevalier, Sgr de Lempéry, étoit fils de noble Jacques de Pineton de Chambrun, natif de la ville d'Aubusson, au païs de la Marche, et de demoiselle Catherine Fajon, ce qui est prouvé :

1° Par le contract de mariage dudit noble Pierre de Pineton de Chambrun, chevalier, Sgr de Lempéry, avec demoiselle Marceline de Grangers, reçu par M<sup>e</sup> Baboty, notaire de Sévérac, en Rouergue, le 4<sup>e</sup> avril 1599;

2° Par une procuration donnée, le 3 mars 1692, par

noble Pierre Jouve Florentin, à noble Jacques de Pineton de Chambrun, son oncle, pour régir tous les biens qui lui appartenoient dans les villes de Nîmes et Maruejols et pour arrenter les héritages qu'il avait dans le pays de Gévaudan; ladite procuration reçue par M<sup>e</sup> Alairac, notaire de Lavoute, en Vivarais.

Que ledit noble Jacques de Pineton de Chambrun étoit fils de noble Jean de Pineton de Chambrun, seigneur de Chambrun, et de demoiselle Marie Auroch; ce qui est prouvé :

1<sup>o</sup> Par le contract de mariage dudit noble Jacques de Pineton de Chambrun avec demoiselle Cathérine Fajon, reçu par M<sup>e</sup> Volger, notaire de Maruejols, le 10 décembre 1553.

2<sup>o</sup> Par le testament dudit noble Jacques de Pineton de Chambrun, du 3 juin 1594, reçu M<sup>e</sup> Sabatier, notaire de Nîmes, par lequel il institue son héritier universel Pierre de Pineton, son fils aîné, dont il est parlé à l'article précédent.

Enfin que ledit noble Jean de Pineton de Chambrun, seigneur de Chambrun, étoit fils de noble Jacques de Pineton de Chambrun; ce qui est prouvé :

1<sup>o</sup> Par son contract de mariage avec demoiselle Marie Auroch, reçu M<sup>e</sup> Reingaud, notaire d'Aubusson, le 7 octobre 1491.

2<sup>o</sup> Par son testament du 7 juillet 1529, reçu par M<sup>e</sup> Chauvard, notaire d'Aubusson, par lequel il donne à Jacques de Pineton, son fils, la seigneurie de Chambrun, etc., et déclare vouloir être enterré dans le tombeau de ses prédécesseurs; que le luminaire soit fait à son enterrement suivant sa condition de noble, et fonde deux services annuels dans la chapelle de St-Sébastien de l'église Notre-Dame du Mont, à Aubusson.

Noble Jacques de Pineton de Chambrun, vivant avant l'an 1491, prend ladite qualité de noble dans le contract de mariage de son fils; ce qui est prouvé par le contract de mariage de son fils ci-dessus cité.

Que M. le vicomte de Chambrun rapporte en outre plusieurs autres actes et titres prouvant son ancienne noblesse; entr'autres une donation faite par dame Paulé de Fêneiron, vicomtesse de Larboust, et femme de haut et puissant seigneur M<sup>re</sup> Adrien Daure, chevalier de l'ordre du Roi, vicomte de Larboust, capitaine d'une compagnie de 50 hommes d'armes, en faveur de noble Pierre de Pineton de Chambrun, en considération de son mariage avec demoiselle Marceline de Grangers, sa nièce.

Des dénombrements faits au Roi de la seigneurie de Lempéry; une généalogie de la noble famille de Valenet, du païs de la Marche, imprimée à Paris en 1652, dans laquelle on voit au folio 58 que noble Léonard de Pineton de Chambrun épousa demoiselle Françoisé de Valenet, et au folio 57 que demoiselle Cathérine de Pineton se maria à noble Michel de Valenet, écuyer, seigneur de Saint-Avit sur Tarde et Roseille.

Une ordonnance rendue à Montpellier le 29 janvier 1669, par M. Basin de Besons, commissaire de parti dans la généralité de Languedoc, par laquelle il déclare nobles, et issus de bonne race, noble Charles de Pineton de Chambrun, seigneur de Lempéry, de Recoulettes, etc. et noble Aldebert de Pineton de Chambrun, son frère, seigneur de Pommiers, enfants de noble Pierre de Pineton de Chambrun, et ordonne qu'ils jouiront de tous les privilèges de la noblesse en vertu des titres qu'ils avoient rapportés pour justifier leurs qualités depuis l'an 1491.

Plusieurs autres pièces concernant le ban et arrière ban.

Que les actes ci-dessus énoncés établissant d'un côté la pleine et entière propriété de M. le vicomte de Chambrun sur la terre et gentilhonnerie de Montrodât, et de l'autre sa noblesse depuis près de 300 ans, prouvée par deux actes au moins pour chaque degré, ce qui excède les preuves exigées par les réglemens, MM. les commissaires ont cru devoir proposer de l'admettre, dans cette assemblée, en qualité de gentilhomme de Montrodât, avec le rang et scéance attachée à ladite terre, et voir délibérative.

Ce qui ayant été unanimement délibéré conformément à l'avis de MM. les commissaires, M. le vicomte de Chambrun est entré dans l'assemblée, y a pris la rang et scéance comme personnel avant les députés de MM. les barons et des autres gentilhommes, après avoir prêté le serment ordinaire.

Il a ensuite remercié l'assemblée, et a dit : MM. etc.

M. le président y a répondu, et a dit : M. etc.

Ledit sieur syndic a dit : que le fonds de 4,500 livres que le diocèse étoit autorisé d'imposer pour la nourriture, garde et entretien de six insensés du païs, ayant été reconnu insuffisant pour fournir à cette dépense, vu le plus grand nombre de ces malheureux qu'on avoit été forcé de recevoir dans la maison de force, l'assemblée délibéra l'année dernière de recourir à NN. SS. des Etats pour obtenir la permission d'imposer 500 livres de plus pour deux nouvelles places.

Que si cette augmentation, qui n'a été autorisée que pour cette année, n'étoit pas continuée, on seroit forcé, faute de fonds, de rendre à la société des malheureux

qui la troublent; que par ces motifs il y a lieu d'espérer que nosdits Seigneurs des Etats voudront bien accorder la liberté d'imposer encore, en 1787, la susdite somme de 500 livres en sus de celle de 1,500 livres déjà permise.

Sur quoi l'assemblée, s'étant assurée par le vu de l'état des insensés détenus actuellement dans la maison de force, qu'il y en a douze, dont quatre sont nourris sur des fonds de charité remis aux administrateurs de cette maison, a unanimement délibéré et donné pouvoir audit sieur syndic de solliciter, pendant la tenue des prochains Etats-généraux, les permissions nécessaires pour la continuation de cette imposition de 500 livres, à la charge, conformément à la délibération prise l'année dernière, qu'il sera rendu compte de l'emploi, tant de la susdite somme de 500 livres que de celle de 1,500 livres déjà permise, pour l'excédant, s'il y en a, être mis en moins imposé.

Ledit sieur syndic a dit ensuite : que cette assemblée ayant renvoyé, l'année dernière, à MM. les commissaires ordinaires le choix de l'élève, qu'elle avoit délibéré, en 1784, d'envoyer à l'Ecole vétérinaire de Lyon, ils prirent en conséquence les informations les plus exactes sur les qualités des sujets qui leur avoient été proposés, et se décidèrent en faveur de François Oziol, fils à Vital, maréchal-ferrant de la ville de Mende, d'après les bons témoignages qui leur furent donnés de sa conduite et de son application ; que les lettres qu'il a reçues de M. Bredin, directeur de cette Ecole, annonçant les progrès que ce jeune élève fait dans cet art, doivent faire espérer qu'il remplira les vues de l'assemblée, et qu'il pourra, à la fin de ses études, rendre des services

utiles pour la conservation des bestiaux, qu'on voit journellement périr dans ce païs faute de secours.

Qu'il a pris avec ledit Oziol père toutes les sûretés requises, pour la restitution des sommes que le diocèse a délibéré de fournir, pendant quatre ans, pour l'éducation de son fils, au cas où il vint à ne pas résider dans le diocèse, ou à manquer aux autres engagements qu'il a contractés.

Sur quoi l'assemblée en approuvant le choix fait par MM. les commissaires et l'acte passé en conséquence avec lesdits Oziol père et fils devant M<sup>e</sup> Enjelvin, notaire de Mende, dont il a été fait lecture, a unanimement délibéré de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette à pourvoir à l'imposition de la somme de 450 livres pour la pension de la seconde année dudit Oziol fils.

Ledit sieur syndic a dit que l'assemblée ayant approuvé la convention qu'il fit, l'année dernière, avec le sieur Bergeron pour l'impression des procès-verbaux des Etats et assiettes du païs des années 1784 et 1785, il a cru pouvoir traiter avec lui sur le même pied et aux mêmes conditions pour l'impression de celui de cette année ; qu'il supplie en conséquence l'assemblée de vouloir bien autoriser la police qu'il a passé avec cet imprimeur, et attendu l'insuffisance du fonds des dépenses imprévues, il la requiert de l'autoriser à solliciter, pendant la tenue des prochains Etats généraux, toutes les permissions nécessaires pour imposer, l'année prochaine, la somme à laquelle MM. les commissaires arrêteront cette dépense sur le vu du procès-verbal, à raison de 12 livres la feuille et de 36 livres pour la brochure, conformément à la police.

Sur quoi l'assemblée, en autorisant la police passée par ledit sieur syndic avec le sieur Bergeron, imprimeur, elle l'a chargé de poursuivre les permissions nécessaires pour imposer, en faveur de M. le receveur en exercice la présente année, le montant des avances qu'il est prié de faire pour les frais d'impression du procès-verbal, lorsque l'état en aura été arrêté par MM. les commissaires.

Il a ensuite proposé à l'assemblée d'autoriser, suivant l'usage, MM. les commissaires du diocèse à fixer la gratification qu'elle accorde ordinairement à M. Saralier, lieutenant de prévôt de la maréchaussée, et à son assesseur, à raison des peines et soins qu'ils prennent, pendant l'année, pour l'instruction et jugement des procédures de leur compétence, ou pour détruire le vagabondage et la mendicité, comme aussi à régler l'état des frais de capture et arrestation des différents malfaiteurs qui ont été ou qui seront traduits dans les prisons communes du Gévaudan.

Sur quoi l'assemblée a prié MM. les commissaires du diocèse de fixer cette gratification, en égard au nombre et à l'importance des procédures qui auront été instruites et jugées, dont ils se feront justifier par la remise des jugements, et de régler l'état des frais d'arrestation ; elle a en même temps chargé le syndic du pais de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, les permissions nécessaires pour en faire l'imposition en 1787.

Le dit sieur syndic a dit : que sur le vu des procès-verbaux, qui constatoient les dommages causés, l'année dernière, par des accidents extraordinaires aux récoltes du plus grand nombre de communautés de ce diocèse ,



M. l'Intendant a bien voulu lui accorder, sur les secours accordés par le roi, une somme de 22,570 livres, de laquelle étant distrait celle de 2,770 livres pour des indemnités particulières, la somme à répartir s'est trouvée réduite à 19,800 livres.

Que MM. les commissaires, en conformité de l'ordonnance de ce Magistrat du 1<sup>er</sup> avril dernier, ont procédé à cette répartition sur les communautés endommagées, laquelle ayant été autorisée par une autre ordonnance du 14 mai suivant, l'assemblée n'a d'autre délibération à prendre à cet égard que de charger le greffier du diocèse de marquer, par un article séparé dans la mande des communautés comprises dans ladite répartition, les sommes qui leur ont été accordées, afin qu'elles puissent en faire le moins imposé cette année.

Ce qui a été ainsi délibéré.

Après quoi il a dit : que plusieurs communautés du diocèse ont déjà représenté que leurs récoltes s'annoncent très-mal pour les blés d'hiver, notamment pour les fromens; qu'on a été forcé dans certains cantons de semer en blé de mars; que ces dommages ne pourront être connus qu'après une vérification exacte, il requiert l'assemblée de l'autoriser à y procéder conjointement avec M. le subdélégué de M. l'Intendant, conformément à la décision du Conseil du mois de février 1755.

Sur quoi l'assemblée à unanimement délibéré de charger ledit sieur syndic de procéder à cette vérification sur toutes les communautés qui ont souffert ou qui pourront souffrir, cette année, des pertes dans leurs fonds ou dans leurs récoltes; de se concerter à cet effet avec le subdélégué de M. l'Intendant, d'en dresser des procès-verbaux, et de solliciter auprès de ce magistrat, en lui

adressant lesdits procès-verbaux, les plus forts secours.

Ledit sieur syndic a dit : que conformément à la délibération prise par cette assemblée, l'année dernière, MM. les commissaires, lors de leur transport dans les communautés pour la répartition de la capitation, leur firent donner leur avis sur les changements qu'elles désiroient être faits au règlement concernant leurs dépenses ordinaires ; que comme ce n'est qu'après un mûr examen qu'on pourra juger des motifs qui ont déterminé ces différentes demandes imprévues, des gages des consuls, des greffiers consulaires et des régens des écoles, et sur quelques autres objets de dépense particuliers à certaines communautés, MM. les commissaires pourroient s'occuper de ce travail pendant le cours de cette année, et délibérer, avec leur attention ordinaire, sur les changements et augmentations qu'ils croiront nécessaires, en égard aux forces et aux besoins connus des communautés, et de solliciter ensuite, auprès de nosseigneurs les commissaires du Roi et des Etats, un nouveau règlement pour ces dépenses.

Sur quoi l'assemblée a unanimement prié MM. les commissaires, de donner suite à ce travail avant la tenue des prochains États généraux, pour que ledit sieur syndic puisse y poursuivre un règlement sur ces dépenses.

Ledit sieur syndic a dit : que nosseigneurs des États généraux, par une suite de cette vigilance éclairée qu'ils portent sur toutes les parties de l'administration de cette province, voulant établir une uniformité dans la comptabilité, et y faire régner l'ordre et la clarté, ont délibéré, le 16 février dernier, que tous les diocèses se conformeront à l'avenir aux nouveaux projets de départemens et de comptes qui seroient, à cet effet, adressés

aux syndics des diocèses, lesquels sont encore chargés de joindre à l'envoi desdits départements et des comptes, outre le bref-état concernant les emprunts nouvellement permis, un état particulier contenant l'énonciation des anciennes dettes du diocèse et des nouvelles dettes, en distinguant parmi les premiers celle dont l'intérêt est à 5 et 4 pour cent, et marquant le fonds de remboursement employé pendant l'année à l'extinction des uns et des autres.

Que d'après ces nouveaux projets qu'il a l'honneur de mettre sous les yeux de l'assemblée, les rentes anciennes du diocèse et les épices de la Chambre des comptes, qui étoient comprises dans le département des *frais d'assiette*, doivent être portés à suite de celui du don gratuit, et former un huitième département, composé de ces deux impositions et des leveurs de M. le receveur ; que c'est le seul changement qui doit être fait à la forme du département et des comptes de ce diocèse, qui étoit d'ailleurs conforme aux nouveaux projets qui lui ont été adressés.

Sur quoi l'assemblée, après avoir fait faire lecture de la délibération des États du 16 février dernier et des nouveaux projets de département et de compte, a unanimement délibéré de s'y conformer.

Ledit sieur a dit ensuite : que M. Bonnel de Labrageresse, docteur en médecine, professeur du cours d'accouchement établi à Mende, lui a remis un mémoire contenant les observations les plus sages sur les moyens qui lui ont paru les plus sûrs, pour retirer de cet établissement utile tous les avantages que l'assemblée a eu en vue lorsqu'elle a délibéré de le former.

Il propose, 1° d'exhorter de plus fort MM. les adm

nistrateurs des communautés, désignés cette année pour fournir des élèves, à s'occuper, avec la plus grande attention, du choix, en donnant la préférence à celles qui sauront lire, et qui paroîtront d'ailleurs avoir le plus d'intelligence et de capacité ; ces heureuses dispositions en facilitant leurs études, répondront des progrès qu'elles y feront.

2° de les appeler à ce cours pendant deux années consécutives ; des leçons ainsi répétées les perfectionneroient dans la pratique des connoissances déjà acquises ; cette méthode lui paroît d'autant plus nécessaire, que la plupart de ces élèves étant illitrées, ont besoin de ces doubles instructions. .

3° d'assurer à ces élèves, lorsque leur capacité sera reconnue et certifiée par le professeur, une pension à titre de gages, qui pourroit être imposée sur chaque communauté, en la réglant en égard à la population et au nombre des naissances, sous la condition expresse, que ces accoucheuses, ainsi salariées, y exerceroient leur art gratuitement aux pauvres femmes hors d'état de les payer ; cette rétribution annuelle les fixeroit dans leurs communautés, et y assureroit des secours éclairés, dont la nécessité est malheureusement démontrée par les accidents fréquents qui y arrivent.

4° d'accorder aux pères ou aux maris de ces accoucheuses l'exemption de toutes les charges personnelles, cette distinction plus honorable que coûteuse, donneroit à leur état, avili par un faux préjugé, toute la considération qu'il mérite, et seroit la juste récompense des services de ceux qui l'exercent.

5° Lorsque ce pays seroit suffisamment pourvu d'accoucheuses, d'ouvrir un nouveau cours pour toutes celles

qui auroient remporté les prix ; ces élèves d'élite, fortifiées dans les principes de cet art qu'on leur développeroit par des leçons plus étendues, pourroient, par des nouvelles connoissances, devenir des sujets précieux à la société, et remplacer dans des cas critiques et pressans des chirurgiens qu'on n'est pas toujours à tems, ni à portée d'appeller.

Sur quoi ayant été fait lecture dudit mémoire, l'assemblée, pour témoigner à M. Bonnel de Labrageresse sa satisfaction des nouvelles preuves de son zèle pour le succès de cet établissement, a unanimement délibéré de faire imprimer son mémoire à suite du présent procès-verbal ; elle a en même tems renvoyé à MM. les commissaires ordinaires du diocèse, à statuer sur l'exécution des moyens qui y sont proposés.

Le syndic du pais, en faisant ses rapports, a dit : qu'il croit devoir présenter à l'assemblée un état détaillé de l'emploi des sommes imposées pour l'entretien des différens chemins du diocèse, se portant en total à 22,849 livres, savoir :

#### GRANDS CHEMINS DU DIOCÈSE.

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRE- NEURS.	MONTANT des baux d'entre- tien.
Du haut de la côte de Saint-Pierre au Pom- pidour.	Jacques Arman et Pierre Soulatges . . .	2,600 livres.
Du Pompidour au pont du Mazel.	Jean Lapise, Jean- Antoine Delon, Joseph Rascalon et Louis Sir- ven . . . . .	2,000
Du pont du Mazel au bas de la côte de Mo- lines.	Etienne Lapise et Pierre Montels . . . .	1,300

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
Du bas de la côte de Molines au haut de celle du Choizal.	Pierre Meynadier, père et fils, Pierre et Antoine Falgairette. .	1,745 livres.
Du haut de la côte du Choizal à Mende.	Jean Toquebeuf et Pierre Mouton . . . .	725
De Mende à Serve- rette.	Jean Bonnefoux, Jean Toquebeuf, Pierre Mouton et Christophe Rendier .	1,400
De Serverette à La Garde.	Pierre Barbut et Jean-Pierre Creissent.	950
De La Canourgue à Chanac.	Louis Bonenfant et Pierre Montialoux . .	335
De Chanac au pont de Lagoutelle.	Pierre et Jean Ber- gounhe . . . . .	675
Du pont de Lagou- telle à celui de Ber- lière, près Mende.	Pierre Mouton et Christophe Rendier .	400
De Mende à Lavita- relle, passant par Lau- bert et par le Palais du Roy.	Antoine et Pierre Joly, Antoine Auzillon et Pierre Fabre . . . .	650
De Lavitarelle au Mas-Neuf.	Les mêmes . . . . .	715
Du pont de Tarn, près Florac, aux Com- bettes.	Claude Philip et s' Jean-Pierre Plagnhes.	300
Des Combettes à la croix du causse de Mende.	Les mêmes . . . . .	310
Du haut de la côte de Molines à Chanac.	Pierre et Antoine Falgairette, Pierre Meynadier, père et fils.	305
De Chanac à Marue- jols.	Étienne Lardi, Joseph Aldebert et Guillaume Fabre.	420
De Maruejols aux Pradels, près Saint- Chély.	Louis Mallet et Pierre Barlet . . . . .	525
De Maruejols à La Canourgue et à l'ex- trémité du diocèse.	Les mêmes . . . . .	540
De Maruejols au pont de La Planchette.	Les mêmes . . . . .	225
De Mende à Bagnols et à Gourgons.	Pierre Mouton et Christophe Rendier . .	480
<i>Histoire, etc.</i>		28

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
De la Montjoye du moulin de Bonhomme à la pierre Bescal.	André Feljas et Jean Chambon. . . . .	960 livres.
La côte de Bayard pour le tiers concernant le diocèse.	Pierre et André Feljas et Pierre Coustier.	80
Du haut de la côte de Bayard à La Bastide.	André Feljas et Jean Chambon. . . . .	700
De Pranalac à Lango-gne.	Pierre Mouton et Christophe Rendier . .	380
De la métairie du Lignon à Serverette.	Claude et Pierre Farges . . . . .	400
De Serverette au haut de la côte du Malzieu.	Louis Mallet et Nicolas Bonnet. . . . .	425
D'Esplantats à Saugues et de là au ruisseau de Lamuda.	Les mêmes . . . . .	190
De Barre au pont de Ravatgers.	Pierre Soulatges et Jacques Arman . . . .	250
Du valat de la fontaine du Pommier à Cabrillac.	Les mêmes . . . . .	180
La côte de Solpérières.	François Devèze et Jean Lévêjac. . . . .	96
De la Montjoye du causse de La Canourgue au bas de la côte de Montferrand.	Guillaume Vidal et Pierre Farges. . . . .	150
Total. . . . .		20,411 livres.

### CHEMINS ROYAUX DES CÈVENNES.

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
Parties situées sur les paroisses de Frutgeires, Saint-Frézal et St-Andéol.	Sieurs Antoine Serrière et Etienne Pantel. . . . .	250 livres.

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
Celles des paroisses du Collet et St-Michel de Dèze.	André Feljas et Jean Chambon. . . . .	330
Celles de la paroisse de St-Germain-de-Cal- berte.	Louis Metge, Jean- Jacques Dupuy et Jean- Jacques Pic . . . . .	390
Celles des paroisses de St-Etienne-de-Val- francesque et St-Mar- tin-de-Boubaux.	Jean Pierre Armand et Louis Pierre Sou- latges. . . . .	440
Celles des paroisses de Notre-Dame et Ste- Croix de Valfrances- que.	Pierre Soulatges et Jacques Armand. . . .	350
Celles des paroisses de St-Jean de Gabriac et du Pompidou.	Les mêmes . . . . .	130
Celles des paroisses de Vebtron et Fraissi- met-de-Fourques.	Jacques Prunier et David Devèze . . . . .	182
Celles des paroisses de St-Laurent, Barre, les Baumes et Mole- zon.	Pierre Soulatges et Simon Mazauric. . . .	186
Celles de la paroisse de St-Martin-de-Lan- suscle.	Pierre Soulatges et Jean Pierre Arman . .	180

Total. . . . . 22,849 livres.

Ledit sieur syndic a mis ensuite sous les yeux de l'assemblée l'état des insensés du diocèse, nourris et entretenus dans des maisons de force sur le fonds de 2,600 livres, que le païs est autorisé d'imposer pour fournir à cette dépense.

Jean-Baptiste Chastang, à l'hôpital du Puy.

Claudine Pigeire, à l'hôpital de Mende.

Marguerite Guy, id.

Anne Abrio, id.

Margueritte Borrel, id.



Alexandre Mercier,	à l'hôpital de Mende.
François Gleize,	id.
Jean Blanc,	id.
François Adhérent,	id.
Marianne Dupin,	id.
Louise Meyran,	id.
Jean Grousset,	id.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par M. l'abbé de Vèbron, vicaire-général, Président.

Fait, clos et arrêté à Maruejols, le vingt-un juin mil sept cens quatre-vingt-six.

VÈBRON, vicaire général, Président.

---

1787

*Ouverture des Etats. — Les membres de l'assemblée assistent à la messe du St Esprit. — Places occupées par MM. des Etats. — Prière pour le Roi. — Rang, séance et ordre des places dans la salle des Etats. — Lecture des commissions, de l'arrêt du Conseil, des procurations, etc. — Prestation de serment. — Lecture des règlements. — Délibération au sujet des procurations. — Confirmation des officiers du pays. — Renvoi, à MM. les commissaires, des mandes de la capitation et des vingtièmes de l'industrie pour en faire la répartition. — Vingtième des biens nobles, des maisons, etc. — Loyer des casernes de la maréchaussée. — Rapports de divers arrêts du Conseil. — MM. les commissaires de l'assiette chargés de la clôture des comptes du receveur. — Renvoi du 1<sup>er</sup> terme des*

*impositions au 2°. — Impositions pour les mairies et pour le recueil des lois municipales. — Débets et reliquats. — Dettes des commuautés. — Ordonnances de restitution. — Bailliage. — Remboursement des sommes vérifiées et des anciennes dettes. — Nouvel emprunt à solliciter pour la construction de la route de Lyon à Millau par Chanac et Bombes. — Nouveaux emprunts à solliciter pour divers chemins. — Renouvellement des baux d'entretien. — Ponts. — Avenue de Châteauneuf. — Projet d'une nouvelle route de Marvejols à Serverette. — Réparations et reconstructions des parapets. — Indemnités du terrain pris pour les ouvrages publics, et pour les dommages causés aux récoltes par l'intempérie des saisons. — Gratification au lieutenant de prévôt de maréchaussée. — Insensés. — Elève à l'école vétérinaire. — Ouvrage de M. Parmentier sur les grains, et de M. Dupin, sur les droits de contrôle. — Dépenses ordinaires des communautés. — Mines de charbon de terre. — Arrêt sur la manufacture des serges. — Destruction des loups. — Projet de faire de la toile avec des genêts. — Cours d'accouchement. — Rapport sur les chemins royaux des Cévennes. — Etat numérique des insensés. — Clôture des Etats. — Rôle des dettes remboursées depuis 1780. — Mémoire en faveur des Etats du Gévaudan.*

L'an mil sept cent quatre-vingt-sept, et le lundi dix-huitième juin, jour fixé par délibération de MM. les commissaires ordinaires, du 5<sup>e</sup> dudit mois, pour l'ouverture des Etats et assiette du païs de Gévaudan, convoqués en la ville de Mende, en vertu des commissions de nosseigneurs les commissaires, présidents pour le Roi aux

Etats généraux de cette province, données à Montpellier le 13 janvier 1787, pardevant Mgr l'illustrissime et révérendissime seigneur Mgr Jean-Arnaud de Castellane, évêque, Sgr et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan et de Brioude, conseiller du Roi en tous Conseils, président-né des Etats et assiette, assisté de M<sup>e</sup> François de Fajol de Vebron, chanoine de l'Eglise cathédrale de Mende et vicaire général de mondit Sgr évêque, et en présence de M. Louis Valantin, lieutenant-général au Bailliage du Gévaudan, et de MM. les commissaires ordinaires, se sont assemblés les gens des trois Etats dudit païs, dans la salle du palais épiscopal ; et de là ils ont été en corps, dans l'ordre suivant et accoutumé, à l'église cathédrale, pour y entendre la messe du St Esprit.

La brigade de maréchaussée, commandée par son officier, marchoit à la tête ; MM. les trois consuls de Mende, précédés par les valets de ville, venaient ensuite ; et après eux, MM. les officiers du diocèse, à la tête de MM. de l'Eglise, de la noblesse et du Tiers-Etat. Et étant arrivés dans cet ordre au chœur de ladite église, Monseigneur le Président s'est placé sur son trône, et, auprès de lui, M. son grand vicaire, et sur les hautes stalles, du côté droit, M. le député du chapitre de Mende, et, après lui, MM. de l'église ; et sur les hautes stalles, du côté gauche, M. le lieutenant général au Bailliage, en l'absence de M. Lachadenède, commissaire principal, et, après lui, MM. les autres commissaires et MM. les députés de MM. les barons et de MM. de la noblesse ; et aux basses stalles, MM. du Tiers-Etat ayant à leur tête le Syndic et le Greffier du diocèse. Et lorsque tous ont été ainsi placés, l'aumônier de M.

l'évêque a célébré la messe, pendant laquelle on a continuellement touché l'orgue.

La messe étant finie, il a fait la prière ordinaire pour le Roi; après laquelle on s'est rendu , dans le même ordre, au palais épiscopal; dans la salle des Etats, où, étant arrivés, chacun a pris place, savoir :

Monseigneur le Président, sur un fauteuil, placé sur une estrade au dessous d'un dais, et à côté, sur un tabouret, M. son grand vicaire, ayant à sa droite, sur les hauts bancs, M. le député du Chapitre de Mende, et après lui les autres MM. de l'église, suivant le rang et ordre accoutumé; et à sa gauche, sur les hauts bancs, M. Valantin, lieutenant général au Bailliage du Gévaudan, pour M. le bailli en tour, pour Monseigneur l'évêque la présente année; MM. les trois consuls de la ville de Mende et un de Maruejols , auxquels les susdites commissions sont adressées; après eux MM. de Chambrun et de Retz de Servières, comme personnels, pour les gentilhommeries de Montrodat et de Servières; à suite MM. les députés de MM. les barons et de MM. de la noblesse, suivant le rang et ordre usité; aux bas bancs MM. du Tiers Etat , et au milieu du parquet, sur des chaises placées autour d'un bureau, couvert d'un tapis de drap bleu, le syndic et le greffier du diocèse.

M. Valantin, lieutenant général, ayant en main les commissions de la province, a dit, etc. Après quoi, il a requis la lecture desdites commissions et l'imposition des sommes y contenues.

Il a aussi requis la lecture de l'arrêt du Conseil du 16 mars 1787, qui autorise ladite imposition, et des instructions à lui adressées.

Et à l'instant il a été fait lecture, par le greffier du

diocèse, des susdites commissions, portant qu'il sera imposé, la présente année, les sommes suivantes, savoir :

Pour la quotité de ce diocèse de 514,517 livres 4 sols 4 deniers de l'aide, octroi, crue et préciput de l'équivalent..... 27,420 liv. 9 s. 10 d.

Pour la quotité de 165,000 livres du taillon..... 8,801 18 6

Pour sa quotité de 27,335 livres, 4 s. des mortes payes 4,458 7

Pour sa quotité de 193,182 liv. 19 s. de l'entretien des garnisons de la province. 10,306 10 3

Pour sa quotité de 61,412 liv. 2 s. 5 d. de l'étape ... 5,147 17 6

Pour sa quotité de 2,722, 500 liv. du don gratuit..... 145,248 6 5

Pour sa quotité de 254,960 livres des frais des Etats.... 12,535 7 3

Pour sa quotité de 84,157 livres 15 sols 7 deniers des gratifications extraordinaires et débets des comptes..... 4,489 18 10

Pour sa quotité de 6,280, 929 livres 16 sols 7 deniers des dettes et affaires de la province, appointements de Mgr le gouverneur, entretien de ses gardes..... 329,084 14 8

---

Revenant toutes les susdites sommes à celle de.... 542,493 liv. 10 s. 5 d.

Il a aussi été fait lecture de l'arrêt du Conseil, des instructions adressées à M. le commissaire principal, et

des autres actes y attachés; après laquelle Mgr le Président, prenant la parole, a dit, etc.

Après quoi on a fait sortir de la salle tous ceux qui n'étoient pas du corps des Etats ; M. Valantin, lieutenant général au bailliage, s'est retiré ; MM. les trois consuls de Mende et celui de Maruejols ont été se mettre chacun à leur place.

Les portes ayant été fermées, Mgr le Président a fait faire l'appel des gens des Trois Etats et la lecture des procurations, et a nommé, suivant son droit, aux places vacantes.

TABLEAU DE CEUX QUI ONT ASSISTÉ AUX ÉTATS.

Pour l'ordre de l'église : MM. Bessière, chanoine de l'église de Mende, pour MM. du Chapitre de ladite église ; de Latreille, pour M. d'Aubrac ; Olivier, bénédictin, pour M. de Sainte-Ennemie ; Bonnet, bénédictin, pour M. de Langogne ; Bourguignat, prêtre, pour M. des Chambons ; Grange, prêtre, pour M. de Palhers ; Mourgue, prêtre, pour M. de Saint-Jean.

Pour MM. les barons et MM. de la noblesse : MM. de Chambrun, pour la gentilhommerie de Montrodât ; de Retz de Servièrès, pour celle de Servièrès, étant personnels, ont pris place avant les députés ; de Retz Maleville, pour M. le baron de Florac ; Blanquet, avocat, pour M. le baron de Mercœur ; du Fraisse, pour M. le baron de Florac ; Peyronnet, bailli, pour M. le baron d'Apchier ; Cahuzac, avocat, pour M. le baron de Peyre ; de Coulange, pour M. le baron de Cénaret ; Lacoste, juge du Tournel, pour M. le baron du Tournel ; Valantin, avocat, pour M. le baron du Roure ; Salleyx, avocat, pour M. d'Allenc ; Laporte, juge de Montauroux, pour

M. de Montauroux ; Lacoste, fils, avocat, pour M. du Bois-du-Mont ; Rivière, avocat, pour M. de Mirandol ; Valantin, fils, avocat, pour M. de Sévérac ; Lapierre, juge de Gabriac, pour M. de Gabriac ; Bonnel, pour M. de Portes ; Polge, pour M. d'Arpajon.

Et pour le Tiers-Etat : MM. Béraud, médecin, 1<sup>er</sup> consul, maire de Mende ; Blanc, 2<sup>e</sup> consul ; Pillet, 3<sup>e</sup> consul ; le chevalier de Rouville, 1<sup>er</sup> consul, maire de Marvejols ; Desplos, 1<sup>er</sup> consul de Chirac ; Grégoire, 1<sup>er</sup> consul de La Canourgue ; Boudon, 1<sup>er</sup> consul, maire de Saint-Chély ; Vernet, 1<sup>er</sup> consul, maire de Saugues ; Rozière, député du Malzieu ; Leblanc, 1<sup>er</sup> consul, maire de Florac ; Serre, 1<sup>er</sup> consul, maire d'Ispanhac ; André, 1<sup>er</sup> consul, maire de Sainte-Ennemie ; Bonnet, député de Châteauneuf ; Malige, député de Serverette ; Labastide, 1<sup>er</sup> consul, maire de Saint-Etienne-de-Valfrancesque ; Jean, 2<sup>e</sup> consul de Langogne ; Hours, 2<sup>e</sup> consul de la viguerie de Portes ; Treilles, 1<sup>er</sup> consul de Barre ; Atrazic, 1<sup>er</sup> consul de Saint-Alban ; Reversat, 1<sup>er</sup> consul du mandement de Nogaret.

L'assemblée, ainsi formée, chacun ayant pris sa place, l'on a prêté le serment usité, savoir : MM. de l'église, la main mise sur la poitrine, et MM. de la noblesse et députés du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; lesquels ont promis de ne rien dire et faire dans cette assemblée, contre l'honneur qui est dû à Dieu, ni contre le service du Roi, les intérêts de la province et du pays en particulier.

Il a été ensuite unanimement délibéré que les sommes contenues dans les commissions, dont il a été cy-devant fait lecture, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pais ; et les Etats ont donné

pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette d'en faire la répartition.

Après quoi Mgr le Président a fait faire la lecture des règlements de NN. SS. des Etats généraux de la province, pour la tenue des assiettes des 25 janvier 1658 et 1<sup>er</sup> mars 1659, et des arrêts des 3 et 24 avril 1659, qui autorisent lesdits règlements, et du jugement de nosdits seigneurs des Etats du 25<sup>e</sup> décembre 1786, sur les impositions du diocèse.

Le syndic du païs a dit ensuite qu'il est d'usage, dans la province et dans ce diocèse, que MM. de l'église et de la noblesse, qui ne peuvent pas assister aux Etats, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à Mgr le Président, contenant les raisons qui les empêchent de s'y rendre ; que cet usage ayant toujours été suivi dans le païs, pour soutenir la dignité de Mgr le Président et de l'assemblée, elle doit veiller à ce qu'il soit observé, et délibérer en conséquence que les procurations de MM. de l'église et de la noblesse seront rejetées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour le Président de l'assemblée.

Ce qui a été unanimement délibéré ; et le greffier du païs a été chargé d'en faire mention dans les Lettres de convocation des Etats.

Mgr le Président a dit que, conformément à l'usage et aux instructions de NN. SS. les commissaires, présidents pour le Roi aux Etats généraux de la province, l'assemblée a le droit de procéder à la confirmation ou nouvelle élection de ses officiers.

Et à l'instant, les sieurs Delhermet, syndic, et Vincens, greffier, étant sortis de la salle, l'assemblée, satisfaite de leurs services, a unanimement délibéré de les confirmer chacun dans leurs charges.



Après quoi Mgr le Président les a fait appeler ; et lecture leur ayant été faite de la présente délibération, ils ont remercié l'assemblée, et promis de redoubler de zèle pour mériter les nouvelles marques de confiance qu'elle a bien voulu leur donner.

Le syndic du païs a dit qu'il a reçu, avec les commissions : 1° l'arrêt du Conseil du 16 mars 1787, qui autorise l'imposition des sommes à répartir par capitation sur le diocèse, se portant, la présente année, à 126,560 livres 3 deniers, à ce non compris 1,883 livres 3 sols 2 deniers, pour le contingent de ce diocèse de la reconstruction des prisons du parlement de Toulouse, ordonnée par arrêt du Conseil du 5 janvier 1786 ; 15 livres 15 sols 10 deniers pour les taxations de M. le trésorier de la bourse, à raison de 2 deniers par livre sur ladite somme ;

2° L'état des sommes qui doivent être levées sur les différentes communautés du païs, pour les deux vingtièmes de l'industrie, suivant lequel cette imposition se porte à 13,257 livres 8 sols 2 deniers.

Sur quoi ayant été fait lecture desdits Etats et arrêts du Conseil, l'assemblée a unanimement délibéré de renvoyer, à MM. les commissaires de l'assiette, le département de ces deux impositions, en la forme ordinaire et usitée dans ce diocèse.

Il a dit ensuite que M. le marquis de Montferrier, syndic général, lui a aussi adressé les états généraux des vingtièmes à percevoir sur les biens et droits nobles, sur les maisons et moulins et sur les bacs et péages de ce diocèse, se portant en total à la somme de 25,286 livres 13 sols 1 denier, savoir :

Les vingtièmes des biens			
et droits nobles .....	21,194 liv.	12 s.	1 d.
Ceux des maisons et mou-			
lins.....	5,702	10	4
Ceux des bacs et péages..	389	10	8

Que pour accélérer la perception de cette imposition, l'assemblée pourroit ordonner la remise desdits états de recouvrement à M. le receveur en exercice, et l'envoi des rôles particuliers dans les différentes communautés du diocèse qui y sont comprises.

Ledit sieur syndic a requis l'assemblée d'autoriser MM. les commissaires de l'assiette à imposer, cette année, dans le département de la capitation, la somme de 1,044 livres, pour fournir au payement du loyer des maisons servant au casernement des différentes brigades de maréchaussée établies en Gévaudan, savoir : 500 livres pour celle de Mende ; 500 livres pour celle de Maruejols ; 180 livres pour celle de Langogne ; et 264 livres pour celle de Florac, conformément aux ordonnances de NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats.

Il a observé que les baux à loyer des casernes des trois premières brigades étant expirés, ou à la veille de l'être, l'assemblée pourroit le charger de renouveler les anciens, s'il peut convenir du prix avec les propriétaires, ou en passer de nouveaux lorsqu'il aura trouvé des maisons convenables, et l'autoriser, en même temps, lorsque les baux auront été approuvés par MM. les commissaires, de solliciter le consentement de NN. SS. des Etats et la permission de NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, pour en imposer le montant.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit ensuite qu'il a poursuivi, pendant la tenue des derniers Etats généraux, leur consentement et la permission de NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, pour l'imposition de plusieurs sommes délibérées par l'assemblée le 21 juin dernier.

Sur quoi ayant été fait lecture des ordonnances de nosdits Sgrs les commissaires, du 31 décembre 1786, l'assemblée a renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette l'imposition des sommes permises, savoir :

245 livres 15 sols en faveur du sieur Chaballier, de Langogne, pour fournitures faites à un détachement des chasseurs du Gévaudan, depuis le 7 décembre 1785 jusques au 8 octobre 1786 ;

264 livres en faveur de M. le receveur de 1786, pour son remboursement de pareille somme par lui avancée pour l'impression du procès-verbal des Etats et assiette de ladite année ;

620 livres en faveur du même, pour son remboursement de semblable somme, par lui avancée en vertu de l'arrêté de NN. SS. les commissaires des travaux publics de la province, du 30 août 1785, pour solde des ouvrages d'augmentation exécutés à la chaussée du pont de La Gaugne, avec les intérêts légitimes dus ;

955 livres en faveur de M. Saralier, lieutenant de prévôt de la maréchaussée et de son assesseur, pour gratification à eux accordée à raison de l'instruction des procédures faites et des jugements rendus contre divers malfaiteurs, ou pour les frais de leur arrestation ;

500 livres pour les frais de garde et nourriture de deux insensés surnuméraires, dont l'imposition a été autorisée en augmentation du fonds de 1,500 livr , déjà permis pour l'entretien de six autres insensés.

Après quoi il a requis la lecture des Lettres-patentes et de divers arrêts du Conseil qui lui ont été adressés par M. le syndic général de cette province :

1° Lettres-patentes du Roi, du 2 juillet 1786, pour la vérification et les extraits des titres originaux, servant aux preuves à faire par la noblesse de Languedoc ;

2° Arrêt du Conseil du 50 octobre 1786, qui ordonne que les actes d'administration, qui seront reçus par les greffiers des diocèses ou des Etats de la province de Languedoc, continueront à jouir de l'exemption des droits du contrôle et de la formalité du timbre ;

Autre du 16 mars 1787, qui autorise les impositions qui doivent être faites sur le général de la province ;

Autre dudit jour, qui autorise divers diocèses à emprunter certaines sommes pour être employées à leurs ouvrages, notamment celui de Mende, la somme de 56,210 livres, pour partie du prix des ouvrages délibérés par l'assemblée.

Les dispositions des Lettres-patentes, du 2 juillet 1786, étant intéressantes pour toute la noblesse du pays, M. le syndic général lui en a adressé des exemplaires pour toutes les communautés, et le charge d'avertir les consuls, auxquels il en fera l'envoi, d'en donner connaissance à MM. les gentilshommes, pour qu'ils puissent profiter de la faveur particulière que cette loi leur accorde.

Ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de renvoyer, suivant l'usage, à MM. les commissaires de l'assiette, l'audition et la clôture des comptes de M. le receveur de l'année dernière 1786, et les apurements de ceux des années 1780, 1782, 1783 et 1785 ; comme aussi de recevoir le cautionnement de M. le receveur, qui doit entrer en exercice.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic ; et MM. les commissaires ont été priés de veiller à l'exécution de ce qui est prescrit à cet égard par les articles 17 et 19 du règlement de NN. SS. des Etats, du 23 janvier 1658, et par l'article 12 de celui du 1<sup>er</sup> mars 1659, confirmés par deux arrêts du Conseil des 3 et 24 avril suivant.

Ledit sieur syndic a dit que la tenue des Etats particuliers et assiette ayant été nécessairement retardée cette année, le recouvrement des impositions n'a pas pu commencer à l'échéance du 1<sup>er</sup> terme ; dans ces circonstances, MM. les commissaires ont été nécessités de profiter de la liberté donnée par la délibération des Etats, du 2 janvier dernier, et par l'ordonnance de NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, du 12 du même mois, et de traiter en conséquence aux conditions d'usage avec M. le trésorier des Etats et M. le receveur général des finances, pour le renvoi du 1<sup>er</sup> terme des impositions au 2<sup>e</sup> ; que si l'assemblée approuve ce traité, il la requiert de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette la liquidation et l'imposition de la somme à laquelle ce droit d'avance se trouvera revenir.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a ensuite requis l'assemblée de charger le greffier du diocèse : 1<sup>o</sup> de comprendre dans les mandes des communautés du Malzieu, Maruejols, Saugues, Saint-Etienne-de-Valfrancesque et Ispanhac, les intérêts qu'elles doivent pour le rachat de leurs mairies, fixés dans l'état qui lui en a été adressé, et de joindre à cet effet, à l'envoi de leurs mandes, un extrait dudit état, pour qu'elles puissent se conformer à ce qui y est porté ;

2<sup>o</sup> De comprendre aussi dans les mandes des com-

munautés qui ont souscrit pour le Recueil des Lois municipales de la province, un article séparé, pour que chacune d'elles impose, cette année, la somme de 20 livres pour solde du prix de cette souscription, conformément à l'état qui lui en a été adressé par M. le syndic général.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit qu'il a été rendu deux jugements par NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, en date des 24 et 31 décembre 1786, dont un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, en l'année 1785, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à la somme de 200 livres 13 sols 4 deniers, et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans d'autres communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs, de la même année 1785, se portant en totalité à la somme de 3,793 livres 5 sols 4 deniers; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer que, conformément auxdits jugements, il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a aussi communiqué à l'assemblée quatre états des sommes dues par certaines communautés du diocèse, et vérifiées par jugements des 12 et 13 janvier, 25 et 26 may derniers, et un cinquième état des sommes qui, ayant été vérifiées les années précédentes, n'ont pas été

imposées en tout ou en partie par les communautés qui y sont dénommées; et comme l'assemblée doit veiller à l'exécution des jugemens qui tendent à la libération desdites communautés, il la requiert de charger le greffier du diocèse d'en faire mention dans les mandes de la taille.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a ensuite requis la lecture de la lettre de M. le marquis de Montferrier, syndic général de cette province, en date du 24<sup>e</sup> avril dernier, qui accompagnoit l'envoi des ordonnances de restitution rendues contre les administrateurs et les greffiers de 15 communautés de ce diocèse, qui ont fait, en 1786, des impositions sans permission ou excédé celles qui étoient autorisées, etc. ; que suivant l'état qui y étoit joint, le montant de ces ordonnances se porte à 708 livres 5 sols.

Ledit sieur syndic a observé que le nombre de ces ordonnances, qui étoit de 20 l'année dernière et de 40 la précédente, n'étant que de 15 celle-ci, cette réduction annonce un retour à l'ordre de la part des communautés, et doit faire espérer qu'à l'avenir elles se conformeront aux instructions qui leur sont annuellement adressées avec les mandes de la taille, surtout si M. le receveur, comme il y est exhorté, est exact à poursuivre le paiement des amendes prononcées par lesdites ordonnances ; cette peine pécuniaire étant peut être la seule qui puisse rendre les administrateurs et les greffiers plus attentifs à ne pas s'écarter des réglemens.

Sur quoi, lecture ayant été faite de ladite lettre et des ordonnances de NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, des 27 novembre 1752 et 25 février 1775, l'assemblée a unanimement délibéré : 1<sup>o</sup> de charger le

greffier du diocèse d'annexer aux mandes de la taille des communautés, contre lesquelles il a été prononcé des ordonnances de restitution, une expédition de ces ordonnances ; 2<sup>o</sup> d'exhorter de nouveau les receveurs et les administrateurs des communautés à se conformer, chacune en droit soi, aux susdites ordonnances de 1752 et 1775 ; 3<sup>o</sup> de recommander expressément à M. le receveur en exercice, d'accélérer le recouvrement desdites ordonnances et de se servir, à cet effet, de toutes les voyes qu'il est autorisé d'employer, même de celle des garnisons militaires, et finalement d'avertir MM. les receveurs depuis 1752, qu'ils doivent rendre compte, chacun comme les concerne, des restitutions qu'ils ont reçues ou du recevoir, et de remettre audit sieur syndic, avant la tenue de l'assiette, un état en double des sommes recouvrées, pour qu'il puisse en adresser un aux consuls des communautés auxquelles ces sommes appartiennent, pour être mises en moins imposé, et l'autre envoyé à M. le syndic général du département.

M. le receveur lui ayant remis cet état, le greffier du diocèse doit être chargé d'annoncer, par un article séparé, dans les mandes des communautés intéressées, les sommes qu'elles doivent moins imposer à raison de ce recouvrement.

Ce qui a été délibéré.

Le syndic du païs a dit, qu'en conséquence des délibérations prises par l'assemblée en 1785 et 1786 et par MM. les commissaires, qui le chargèrent expressément de faire toutes les démarches nécessaires, pour faire confirmer, par le Roi, l'arrêt du Parlement de Toulouse, du 3 janvier 1785, rendu en faveur du Bailliage, pour faire accorder à ce siège le même ressort et la même



attribution dont jouissent les autres Bailliages et Sénéchaussées du royaume, et enfin pour défendre aux prétentions de MM. les officiers de la Sénéchaussée de Nîmes, qui s'étoient pourvus en cassation dudit arrêt, il a eu l'honneur de porter, au pied du trône, le vœu du pais, et de demander par une requête, qu'il plaise à Sa Majesté d'ordonner que l'acte de paréage, passé entre le roi Philippe-le-Bel et Durand, évêque de Mende en 1306, sera exécuté suivant sa forme et teneur, et icelui interprétant, en tant que de besoin, d'ordonner : 1<sup>o</sup> que le bailliage du Gévaudan tiendra constamment ses séances dans la ville de Mende, capitale du pais, et qu'il sera composé de trois officiers nommés par Sa Majesté, et de trois autres officiers nommés par Mgr l'évêque de Mende, d'un procureur du Roi par elle nommé, et d'un autre nommé par Mgr l'évêque, qui pourra néanmoins nommer le même s'il le juge à propos ; lesquelles séances seront tenues une année par les officiers nommés par le Roi, après lesquels siégeront ceux nommés par l'évêque, qui leur serviront d'assesseurs, et l'autre année par les officiers nommés par l'évêque, auxquels alors les officiers nommés par le Roi serviront d'assesseurs, et siégeront après eux ; tous lesquels officiers, dans l'une et l'autre séance, rendront également justice au nom commun du Roi et de l'évêque, conformément aux anciens titres, et notamment aux lettres-patentes de 1748 ; 2<sup>o</sup> que la justice, tant civile que criminelle, sera exercée, dans ledit Bailliage, dans la même forme et avec les mêmes pouvoirs que dans les autres Bailliages royaux et Sénéchaussées du royaume ; et qu'en conséquence leurs appellations ressortiront nuement au Parlement de Toulouse ; 3<sup>o</sup> que les officiers du Bailliage

continueront à juger la compétence du prévôt des marchaux de France, et avec lui conjointement les cas prévôtaux, conformément aux Lettres-patentes du 13 janvier 1748 ; 4° que les officiers dudit siège auront, comme par le passé, un sceau de rigueur, auquel tous les habitants du Gévaudan pourront se soumettre et sans que dans ledit pais il puisse y en avoir aucun autre, ny que les personnes qui se seroient soumises à la rigueur de quelqu'autre sceau puissent, par vertu d'icelui, être contraintes, excepté qu'elles ne fussent trouvées aux lieux mêmes où lesdits sceaux sont établis ; 5° d'autoriser lesdits officiers dudit bailliage de Gévaudan à juger en dernier ressort, au nombre de cinq juges au moins, en matière civile et légère, jusques à concurrence de la somme de 50 livres ou telle autre somme modique qu'il plaira à Sa Majesté de fixer ; d'ordonner que les déclarations, lettres patentes et arrêts, postérieurs audit paréage de 1506 et confirmatifs d'icelui, seront exécutés en leur forme et teneur en tout ce en quoi il n'aura pas été dérogé par l'arrêt à intervenir, et que sur ledit arrêt toutes lettres nécessaires seront expédiées.

Que sur cette requête il est intervenu un arrêt du Conseil, le 7 juin 1786, qui ordonne qu'elle sera communiquée, tant aux officiers de la sénéchaussée de Nîmes, qu'à ceux du bailliage de Mende, pour y fournir des réponses dans les délais du règlement, pour, au rapport de M. Huet d'Embrun, maître des requêtes à ces fins commis, être par Sa Majesté statué ainsi qu'il appartiendra.

Que d'un autre côté MM. les officiers de la sénéchaussée de Nîmes ayant demandé la cassation de l'arrêt du

Parlement de Toulouse, il fut rendu le même jour, 6 juin 1786, un autre arrêt du Conseil, portant que leur requête sera, dans le même délai, communiquée aux officiers du bailliage de Mende et au syndic du pais de Gévaudan, pour y fournir leur réponse et être ensuite statué par Sa Majesté, ainsi qu'il appartiendra.

Que toutes ces communications ont été réciproquement faites, et que les délais portés par ces arrêts étant à la veille d'expirer, il est nécessaire que l'assemblée délibère, tant sur la réponse qu'elle entend faire à la requête de MM. les officiers de la sénéchaussée de Nîmes, que sur les conclusions qu'elle entend prendre et les moyens de defenses qu'elle veut employer.

Sur quoi l'assemblée ayant fait faire lecture de la requête instructive dudit sieur syndic, l'a unanimement approuvée dans tout son contenu, et comme les raisons y ramenées lui ont paru démonstratives et suffisantes pour obtenir l'adjudication de ses conclusions, elle a délibéré d'y persister et d'en faire la base de sa défense ; elle a aussi unanimement délibéré d'insister, avec autant de force, que de respect, auprès du Roi pour obtenir de sa justice et de sa bonté paternelle la réunion des deux séances en une seule, l'immédiatité au Parlement de Toulouse, et l'attribution jusques à telle somme qu'il plaira à Sa Majesté de fixer.

Et à l'instant, M. de Montrodat ayant élevé quelques difficultés au sujet de celle des deux villes de Mende ou de Maruejols, dans laquelle il seroit plus avantageux de fixer et réunir les deux séances du bailliage, cette question a été mise en délibération.

Et l'assemblée, considérant que Mende est la capitale du Gévaudan ; qu'elle est située au centre du pais ; qu'on

peut y arriver de toutes les extrémités dans un jour ; qu'elle est infiniment plus peuplée et plus considérable que Maruejols ; qu'elle a un bien plus grand nombre de magistrats et de gens d'affaires ; que toutes les routes y viennent aboutir ; que c'est la ville du diocèse la plus fréquentée ; qu'elle a des prisons très sûres et que Maruejols n'en a pas ; que dans tous les temps, lorsque nos Rois ont voulu établir des Cours royales dans le Gévaudan, ils en ont fixé le siège à Mende, et cela après l'examen le plus suivi et les vérifications les plus exactes, faites par des commissaires ; que la distinction qu'a voulu faire M. de Montrodat sur le prétexte que la ville de Maruejols relevoit du Roi, et que Mende n'en relevoit pas, ne pouvoit être d'aucune considération, parce que dans un Etat monarchique comme la France toutes les villes appartiennent au Roi, qui en est également le souverain et le père, et que jamais lorsqu'il s'est agi du bonheur de ses peuples il ne s'est arrêté à de pareilles distinctions, puisque dans le Vivarais, où il y a plusieurs villes relevant de lui, il a placé les deux sénéchaussées, nouvellement établies, dans des villes qui relevoient des seigneurs particuliers ; par tous ces motifs et par tous ceux ramenés dans la requête dudit sieur syndic, l'assemblée a délibéré, à la pluralité de 59 voix contre 4, savoir : M. de Montrodat, habitant lez Maruejols ; de M. Cahuzac, faisant les fonctions de procureur du Roi à la séance de Maruejols, représentant M. le baron de Peyre ; de M. le 1<sup>er</sup> consul, maire de Maruejols, et M. le 1<sup>er</sup> consul de Chirac, près cette ville ; qu'il étoit infiniment plus avantageux pour le païs que le siège du bailliage soit fixé à Mende, capitale du Gévaudan, qu'à Maruejols ; elle a en même tems chargé ledit sieur syndic

de fournir à tous les frais sur le fonds des dépenses imprévues; de remercier M. l'abbé de Siran des peines et soins qu'il s'est donné, l'année dernière, pour le succès de cette importante affaire et de le prier de vouloir bien les continuer et de se rendre, en conséquence, de nouveau à Paris, le plus tôt qu'il lui sera possible.

Ledit sieur syndic, en rendant compte des emprunts faits en vertu des arrêts du Conseil du 14 février 1784, 10 février 1785 et 22 mars 1786 et des jugements rendus par nosseigneurs les commissaires du Roi et des Etats, en permission d'imposer les capitaux prêtés pour l'exécution des ouvrages permis par lesdits arrêts, a dit :

1° Que pour fournir au paiement des entrepreneurs des parties de chemins adjudgées en vertu du 1<sup>er</sup> de ces arrêts, il auroit emprunté, ainsi qu'il en rendit compte à l'assemblée, l'année dernière, divers capitaux revenant en total à 50,087 livres 6 sols, que sur cette somme, qui a été vérifiée en totalité par jugement du 26 décembre 1784, 12 février et 24 décembre 1786, il a été remboursé celle de 25,255 livres 5 sols, de sorte qu'il ne reste à imposer, cette année, que 4,852 livres 4 sols, pour que le diocèse soit entièrement libéré de cet emprunt.

2° Que le diocèse ayant été autorisé par le second de ces arrêts à emprunter 70,595 livres pour la construction du chemin de Chanac à Bombes, route de Lyon à Millau, 109,856 livres 18 sols pour celui de Saugues à Langogne et 10,672 livres pour celui du Pont de Saint-Michel à la Vigne des Crozes par le Saunier, MM. les commissaires auroient adjudgé les parties les plus difficiles de ces deux premières routes au prix de 92,550 livres, savoir : 50,600 livres sur celle de Chanac à

Bombes, 41,950 livres sur celle de Saugues à Langogne, et l'entière reconstruction du chemin du Pont de Saint-Michel à la Vigne des Crozes à 10,500 livres.

Que ces ouvrages ne devant et ne pouvant être exécutés qu'en plusieurs années, il n'a fait des emprunts qu'à fur et mesure des progrès des travaux; qu'ils se portaient à la fin de 1786, suivant les comptes rendus par MM, les receveurs, à 77,990 livres, dont 58,000 de l'emprunt de 1785 et 59,990 de celui de 1786.

Que de cette somme il en a été payé aux entrepreneurs du chemin du Pont de Saint-Michel à La Vigne des Crozes, pour l'entier prix de leur adjudication, ci ..... 10,500 liv.

A ceux du chemin de Chacnac à Bombes..... 24,950

A ceux de Saugues à Langogne..... 58,500

Aux sous-inspecteurs sédentaires pour journées..... 594

Au notaire, pour partie des frais des contracts..... 477 16

---

74,821 liv. 16 sols.

Au moyen de ces différents paiements établis par quittances, l'emprunt de 77,990 livres a été vérifié par jugements des 12<sup>e</sup> février et 24 décembre 1786, pour la susdite somme de 74,821 livres 16 sols, et surcis pour 5,168 livres 4 sols, dont l'emploi n'avait pas été fait à la fin de 1786.

Il a observé qu'en exécution du 1<sup>er</sup> de ces jugements, ayant été déjà remboursé sur cette somme celle de 50,000 livres, l'imposition à faire celle-ci se trouvera réduite à 44,822 livres.

5<sup>e</sup> Que par autres deux jugements du 24 décembre dernier, NN. SS. les commissaires ont vérifié, sur l'emprunt qu'il étoit autorisé de faire par le 3<sup>e</sup> de ces arrêts, une somme de 12,066 livres 15 sols 4 deniers, qui avoit été payée, savoir : 7,066 livres 13 sols 4 deniers aux entrepreneurs de la réparation de la grande tour servant aux archives, pour les deux tiers concernant le diocèse, le surplus du prix de l'adjudication ayant été payé par la Chambre ecclésiastique ; et 5,000 livres aux adjudicataires de la reconstruction du chemin du haut de la côte du Malzieu à Saint-Chély, à compte de 12,500 livres du prix de leur bail.

Qu'il résulte du compte qu'il vient de rendre à l'assemblée, que les capitaux, dont la vérification a été faite et l'imposition permise cette année, se portent à 61,720 livres 13 sols 4 deniers, savoir :

Sur l'emprunt permis par arrêt du Conseil du 14 février 1784..... 4,852 liv. 4 s.

Sur celui permis par arrêt  
du 10 février 1785..... 44,821 liv. 16 s.

Et sur celui permis par  
arrêt du 22 mars 1786..... 12,066 liv. 13 s. 4 den.

Que les vues de l'assemblée tendant toujours à la libération du diocèse, elle a fait exactement rembourser chaque année, les dettes qu'il est obligé de contracter pour la construction des chemins ; la suppression du 5<sup>e</sup> vingtième, et les secours accordés par le Roi sur le fonds des indemnités, devant opérer une diminution sensible sur les impositions, elle pourroit, sans augmentation sur les charges, délibérer le remboursement des sommes vérifiées par les susdits jugements ; le pais feroit inutilement tous les ans un fonds d'amortissement pour l'ex-

tion des anciennes dettes, si on laissait grossir la masse des nouvelles.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic, et renvoyé, à MM. les commissaires de l'assiette, l'imposition des susdites sommes vérifiées.

Il a ajouté que l'assemblée ayant délibéré, l'année dernière, de réduire à 10,000 livres le fonds destiné à l'amortissement des anciennes dettes, elle devoit en renvoyer l'imposition aux mêmes commissaires, et la porter, cette année, à 10,200 livres, pour ne pas morceler un capital de pareille somme.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a dit ensuite, que le prix des six adjudications faites, en 1785 ou 1786, sur la route de Chanac à Bombes, s'élevant à une somme de 50,600 livres, ainsi qu'il vient d'en rendre compte, il ne reste plus que 19,995 livres pour compléter l'emprunt de 70,595 livres permis pour l'entière construction de ce chemin ; que le fonds de cet emprunt, sollicité par le diocèse sur l'estimation donnée dans le devis du sieur Boissonade, ayant été reconnu insuffisant par M. O'Farrell, directeur des travaux publics de la province, il fit, à suite du devis, une nouvelle appréciation de chaque nature d'ouvrage, suivant laquelle, ceux à exécuter pour l'ouverture de cette route, se portoient à 91,915 livres, d'où il résulte un déficit dans la première estimation de 21,520 livres, qui ne peut être remplacé que par un nouvel emprunt.

Que cette augmentation, réglée par M. O'Farrell, d'après les détails les plus exacts, paroitra des plus justes, si l'assemblée veut bien considérer que cette route étant d'environ 18,000 toises de longueur, sur 4



de largeur ; le prix moyen de chaque toise courante n'a été porté, par le rapport de ce directeur, qu'à environ 5 livres pour toute nature d'ouvrage, y compris l'ouverture des fossés, qui doivent cependant donner lieu à une dépense, qui se trouve augmentée par la mauvaise qualité du terrain qu'on n'avoit pu juger, et par les autres difficultés imprévues qui rendent les travaux très difficiles et très dispendieux.

Ces considérations, jointes à celle d'accélérer la construction d'une route aussi intéressante, et de seconder les vues de l'administration de la Haute-Guyenne, qui se propose de faire travailler avec activité dans sa partie, détermineront sans doute l'assemblée à approuver la demande d'un nouvel emprunt de 21,520 livres, jugé nécessaire pour l'entière exécution des parties qui sont à adjuger.

Sur quoi, l'assemblée, vu le devis dudit sieur Boissonade et la nouvelle estimation, mise à suite, par M. O'Farrell, reconnaissant la nécessité du nouvel emprunt proposé et l'utilité de la route, à la construction de laquelle il est destiné, désirant d'en accélérer l'exécution, elle a unanimement délibéré et donné pouvoir audit sieur syndic de solliciter, pendant la tenue des prochains Etats généraux, les consentements et permissions nécessaires pour cet emprunt.

Le syndic du pays, en continuant son rapport, a dit que pour se conformer à la délibération prise par l'assemblée, le 21 juin dernier, il a sollicité, pendant la tenue des derniers Etats généraux, leur consentement à un emprunt, en plusieurs années, de la somme de 218,702 livres 3 sols 4 deniers pour l'ouverture d'une nouvelle communication avec l'Auvergne, par Saugues,

Langeac et Brioude ; de celle de 23,674 livres pour la construction d'une partie de chemin depuis le pas des Jésuites, près le pont du Mazel, jusques à Salgas, auprès de Solperières ; et de celle de 2,556 livres pour la reconstruction des avenues du pont du Mazel.

Que NN. SS. des Etats en approuvant l'exécution de tous ces ouvrages ont, par leur délibération du 30 décembre dernier, consenti à l'emprunt d'une somme de 50,000 livres pour la première de ces routes, sauf à l'assemblée à se retirer de nouveau devers eux pour la suite des emprunts nécessaires à sa confection ; qu'ils ont, par la même délibération, donné leur consentement aux emprunts demandés pour la construction des deux autres parties de chemin ; que NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats ont rendu un jugement conforme le 7 janvier dernier, qui a été validé par un arrêt du Conseil du 16 mars suivant.

Qu'en vertu de ces permissions, MM. les commissaires, pour accélérer l'exécution de ces différents ouvrages, adjugerent, en la forme ordinaire, le 4 du présent mois : 1° une partie de chemin sur la nouvelle communication avec l'Auvergne, depuis le pont de Chadenet, près Serverette, jusques auprès du Mas des Pis, au prix de 19,200 livres ;

2° Les avenues du pont du Malzieu, au prix de 2,450 livres ; et finalement une partie de chemin du pas des Jésuites, près le pont du Mazel, au prix de 20,800 livres.

Sur quoi il a observé : 1° que M. O'Farrell, directeur des travaux publics de la province, en visant le devis de ce chemin, jugea nécessaire de lui donner 5 toises au moins de largeur au lieu de 2, et de porter ce travail, à raison de cette augmentation, à 10,000 livres au-dessus

de l'estimation du sieur Boissonade ; NN. SS. des Etats s'étant référés à cet avis, il sera nécessaire, pour la continuation de cet ouvrage, de demander une nouvelle permission pour l'emprunt de cette somme ;

2° Que pour retirer de ce chemin tous les avantages que l'assemblée a eu en vue lorsqu'elle en délibéra la construction, il est indispensable d'éviter en entier le passage dangereux de La Camp de l'Hospitalet, sur lequel il n'y a ny ne peut avoir des routes faites, ny sûres en hiver ; que les divers mémoires et projets qui ont été présentés à ce sujet, n'ayant pas été examinés par le directeur des travaux publics du païs, il devrait être chargé de faire au plutôt cette vérification, en s'assurant de la meilleure direction, et d'en lever les plans, projets et profils, et dresser le devis estimatif, pour être présenté, l'année prochaine, à cette assemblée, et par elle délibéré sur son exécution.

Il a ajouté que les entrepreneurs de ces trois ouvrages s'étant engagés à les finir dans l'année, il faudra pourvoir au payement du prix de leurs adjudications par l'emprunt du fonds permis par le susdit arrêt ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer sur tous ces objets.

Sur quoi l'assemblée, après avoir vu et approuvé les baux d'adjudication mentionnés dans le rapport dudit sieur syndic, elle l'a autorisé : 1° à faire les emprunts nécessaires pour le payement des entrepreneurs, à fur et mesure des progrès de leurs travaux ; 2° à faire vérifier les sommes dont l'emploi sera fait et justifié avec les intérêts, depuis le jour de l'emprunt jusques à celui du remboursement ; 3° à se retirer devers NN. SS. des Etats, à leur prochaine assemblée, pour y solliciter la

permission d'emprunter, l'année prochaine, 30,000 livres, pour la continuation de la route de Serverette à Saugues, et 10,000 livres pour l'augmentation à faire sur le chemin du pont du Mazel à Salgas, près Solperières, conformément à la délibération des Etats généraux. Et finalement elle a chargé le sieur Boissonade de vérifier au plutôt la meilleure direction à suivre d'après les projets présentés, pour éviter le passage de La Camp de l'Hospitalet, d'en lever le plan et dresser le devis estimatif.

Ledit sieur syndic a dit après que pour accélérer l'ouverture de la route de Saugues à Langogne et donner en même temps du travail en hiver aux habitants de ces cantons qui en manquent dans cette rude saison, MM. les commissaires, en vertu de l'arrêt du Conseil du 10 février 1785, adjudgèrent, le 19 septembre 1786, la reconstruction de la côte de Soulits, qui se trouve abritée, au prix de 45,900 livres; qu'ils ont encore adjudgé sur la même route, le 13 mars dernier, une partie de chemin très difficile par les borbiers qui s'y forment, surtout en hiver, depuis le pont de la Ponteyre jusques au-delà de Naussac, au prix de 5,850 livres;

Que les adjudicataires de la 1<sup>re</sup> entreprise, qui ont eu continuellement des ouvriers pendant l'hiver, ayant multiplié leurs ateliers au commencement du printemps, ont ouvert en partie cette côte, qui, étant traitée avec la même activité, pourra être rendue passante dans cette campagne et perfectionnée l'année prochaine, suivant le rapport qu'en a fait le sieur Boissonade; que pour rembourser ces entrepreneurs des dépenses déjà faites et leur faciliter l'exécution des ouvrages qui restent à faire, il leur a fait payer une somme de 15,000

livres sur deux mandements expédiés à suite des certificats de ce directeur, qui leur ont été acquittés sur le fonds de 5,168 livres 4 sols qui étoit en caisse, faute d'emploi vérifié, et sur le nouvel emprunt qu'il a fait les 7 avril et 15 juin 1787 de la somme de 21,200 livres, pour fournir au payement des ouvrages permis par ledit arrêt.

Que par les mêmes motifs, MM. les commissaires, en vertu de l'arrêt du Conseil du 22 mars 1786, adjudèrent, le 2 août suivant, la reconstruction d'une partie de chemin depuis Ressouches jusques au haut de la côte de Malavieille, sur la route du bas Languedoc en Auvergne, par Maruejols, au prix de 22,000 livres ; les entrepreneurs ayant mené ce travail avec intelligence et célérité, il leur a été compté, par deux mandements, une somme de 6,000 livres, sur le fonds de l'emprunt qu'il a fait d'une somme de 12,400 livres pour les ouvrages permis par ledit arrêt du 22 mars 1786.

Il a ajouté que les adjudicataires du chemin de Chanac à Bombes et du haut de la côte du Malzieu à Saint-Chély, ayant repris leurs travaux et monté plusieurs ateliers au retour de la belle saison, ledit sieur Boissonade, après s'être assuré du progrès de leur exécution, leur a délivré des certificats, à suite desquels il a été donné un mandement de 2,400 livres en faveur des entrepreneurs de la partie du Daumal jusques au bas de la côte de Longuelouve, sur la route de Chanac à Bombes, qui leur a été acquitté sur l'emprunt fait en vertu de l'arrêt du 10 février 1785, et un autre de pareille somme de 2,400 livres en faveur de ceux du haut de la côte du Malzieu à Saint-Chély, qui a été payé sur l'emprunt fait en vertu de l'arrêt du Conseil du 22 mars 1786.

Après quoi il a requis l'assemblée d'approuver lesdits emprunts faits depuis la séparation des Etats généraux, se portant à 53,600 livres et l'emploi de ladite somme, et de l'autoriser à les continuer jusques et à concurrence des fonds permis par les susdits arrêts du Conseil ; 2° de délibérer, sous le bon plaisir de NN. SS. des Etats, l'imposition provisoire des intérêts, tant de ladite somme de 53,600 livres dont il a fait l'emprunt, que des 3,168 livres 4 sols dont la vérification a été surcise ; 3° de lui donner pouvoir de poursuivre la vérification et l'imposition desdites sommes, ainsi que de tous les emprunts qui seront effectués et dont l'emploi sera justifié, ensemble des intérêts provisoirement imposés.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux trois propositions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit que l'assemblée auroit autorisé, l'année dernière, MM. les commissaires à procéder à l'adjudication de l'entretien de toutes les parties de chemin, dont les baux devoient expirer à la fin de 1786, ou au 30 juin 1787 ; elle chargea, par la même délibération, le directeur et l'inspecteur des travaux publics du païs de s'assurer, par la vérification la plus exacte, des réparations à faire à chacune de ces parties, pour les remettre en bon état, et les y maintenir après leur rétablissement.

Qu'ils s'occupèrent en conséquence de cette vérification et dressèrent ensuite des devis très détaillés de tous les ouvrages qu'ils jugèrent nécessaires pour remplir les vues de l'assemblée et du païs, et donner aux parties qui devoient être adjudgées, notamment à celles des grandes routes, toute la solidité qu'exige le passage fréquent des rouliers.

Que tous les ouvrages à faire étant par là parfaitement connus et pouvant être clairement expliqués aux prétendants, MM. les commissaires reçurent leurs offres au rabais en la forme ordinaire, les affiches et publications préalablement faites, et adjudèrent, aux moins disans, l'entretien desdites parties de chemin, au prix porté par leur dernière offre et aux clauses et conditions insérées dans les devis et dans leurs baux ; qu'il s'empresse de mettre sous les yeux de l'assemblée l'état de ces adjudications, contenant la dénomination des parties adjudgées, les noms des entrepreneurs et les prix des baux d'entretien.

ÉTAT DES PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES LE 17 NOVEMBRE 1786.

DÉNOMINATION DES CHEMINS.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	PRIX des baux.
Du Pompidour au pont du Mazel.	Jean Boulet et Louis Folcher .....	3,000 livres.
Du pont du Mazel à Molines.	Jacques Arman et Jean-Pierre Persegol.	2 323
De Molines au haut de la côte du Choïsal.	Pierre Meynadier et Henry Saury .....	1,275
Du haut de cette côte à Mende.	Jean Boulet et Louis Folcher.....	2,202 4 sols.
Du haut de la côte de Molines à Chanac.	Félix Laget et Romain Bonnet.....	450
De Maruejols aux Pradels, près Saint-Chély.	Claude Farger et Etienne Lardit .....	760
Du pont de Lagoutelle à Mende.	Jean Lapise et Jean André.....	1,087
De la Croix du Baile au Mas-Neuf, près Langogne.	Pierre Joly et Pierre Mouton .....	750
De Mende à Lavitarelle, par Laubert.	Jean Lapise et Jean André.....	375
De Mende à Bagnols et à la jonction du chemin de Lavitarelle.	Félix Laget et Romain Bonnet.....	700

DÉNOMINATION DES CHEMINS.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	PRIX des baux.
De la Montjoye du moulin de Bonhomme à la pierre Evescal.	André Feljas et Jean Pierre Creissent .....	1,000 livres.
Du pont de Tarn aux Combettes.	Claude et Etienne Philip .....	320
Des Combettes à la Croix du causse de Mende.	Les mêmes .....	425
De Maruejols à La Canourgue et à l'extrémité du diocèse.	Pierre Farger et Etienne Lardit .....	700
De Maruejols au pont de La Planchette.	Claude Farger et Etienne Lardit .....	900
Du haut de la côte de Bayard à La Bastide.	André Feljas et Jean Pierre Creissent .....	750
d'Esplantats au ruisseau de Lamuda.	J.-Pierre Regourd et Pierre Durand .....	325

Tous ces baux ayant été autorisés par jugement de NN. SS. les commissaires du Roy et des Etats, du 31 décembre 1786, ledit sieur sindic a requis l'assemblée d'en imposer le montant pour le temps et terme portés par ledit jugement, et par les baux qui en fixent le prix et l'époque à laquelle ils doivent commencer et finir.

Sur quoi l'assemblée, vu le jugement de NN. SS. les commissaires, cité dans le rapport dudit sieur sindic, a renvoyé, à MM. les commissaires de l'assiette, l'imposition du montant desdits entretiens, conformément à ce qui y est prescrit.

Il a dit ensuite que les baux d'entretien des parties de chemin, dont il donnera ci-après l'état, devant expirer à la fin de 1787, l'assemblée pourroit autoriser MM. les commissaires à renouveler ces baux pendant le cours de cette année, à en fixer la durée, et à prendre, avant l'adjudication, les mêmes précautions qu'en 1786, pour



s'assurer des réparations qu'il conviendrait d'y faire, et lui donner en même temps pouvoir de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, l'autorisation des adjudications qui pourront être faites, et la permission d'en imposer le montant.

Il a observé que les entrepreneurs des nouvelles constructions de Chanac à Bombes ayant fini et perfectionné certaines parties qui leur avoient été adjugées, ainsi qu'il conste des certificats de réception qui leur ont été délivrés par le directeur des travaux publics du païs, elles ne pourront plus, après l'année, être à leur charge ; qu'il est par conséquent de l'intérêt du païs, pour la conservation des ouvrages exécutés, de les donner à l'entretien.

ÉTAT DES PARTIES DE CHEMIN DONT L'ENTRETIEN DOIT ÊTRE  
ADJUGÉ EN 1787.

*Grande route du bas Languedoc en Auvergne.*

De Mende à Serverette ;

De Serverette à l'extrémité du diocèse, près La Garde.

*Embranchement de cette route par Maruejols.*

De Chanac à Maruejols.

*Route de Toulouse à Lyon.*

De La Canourgue à Chanac ;

De Chanac au pont de Lagoutelle.

*Route de Villefort à Langogne.*

De Pranalac à Langogne.

*Communications intérieures.*

De Maruejols à Serverette ;

De Serverette au haut de la côte du Mulzieu.

*Parties nouvellement faites sur la route de Lyon à Millau.*

Du Cros bas à Chazoux, et du bas de la côte de Longuelouve à la Croix des Alabats.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré :  
1° d'autoriser MM. les commissaires à renouveler, en la forme prescrite par les règlements, les baux d'entretien de toutes les parties de chemin qui doivent finir le 31 décembre prochain, et d'adjuger ceux des parties des routes de nouvelle construction comprises en l'état ci-dessus, en observant d'en fixer la durée, pour que les baux puissent se raccorder avec ceux qui furent passés l'année dernière et finir à la même époque ;  
2° de charger le sieur Boissonade de dresser, après une vérification exacte, le devis estimatif des réparations d'entretien nécessaires pour mettre lesdits chemins en bon état, en se conformant à cet égard à tout ce qui leur fut prescrit par la délibération du 21 juin 1786. Et finalement elle a chargé ledit sieur syndic de poursuivre l'autorisation des baux d'entretien de toutes les parties de chemin cy-devant dénommées et les permissions nécessaires pour l'imposition des sommes auxquelles se porteront lesdites adjudications.

Après quoi ledit sieur syndic a dit que l'entretien d'une partie de la grande route du bas Languedoc en Auvergne, depuis le haut de la côte de Saint-Pierre jusques au Pompidour, devant finir au 1<sup>er</sup> juillet prochain, le bail auroit du être renouvelé l'année dernière ; mais le mauvais état de cette partie et les dépenses à faire pour la réparer, éloignant tous les prétendants, il ne fut pas possible de l'adjuger.

Les dépenses que l'entrepreneur y avoit inutilement

faites, ayant épuisé tous ses fonds, effrayé par celles qui restoient à faire, il crut pouvoir abandonner un entretien qui lui devenoit ruineux.

Du premier moment que MM. les commissaires furent instruits de la cessation du travail, ils le firent sommer par acte, de le reprendre, avec protestation, qu'à défaut, ils y feroient travailler, à ses frais, par des ouvriers dirigés par un piqueur du diocèse, conformément aux clauses de son bail et à l'ordonnance de M. l'Intendant.

Cet entrepreneur n'ayant pas déféré à cet acte, le sieur Lapise, piqueur nommé par MM. les commissaires commença, au mois d'août 1786, à faire réparer cette route, et continue encore à y faire travailler; qu'il a exactement tenu des états ou contrôles des ouvriers qu'il y a employés, du nombre et du prix de leurs journées, dont le montant, jusques au 12 de ce mois, se porte à 6,500 livres, suivant le relevé desdits états, arrêtés et vérifiés tous les quinze jours par l'inspecteur des travaux publics du pais.

Cette dépense a été acquittée par MM. les receveurs, en vertu des mandemens expédiés à suite desdits états, sur le fonds de l'entretien, dont le payement avoit été suspendu; qu'il reste encore en caisse une somme de 1,500 livres, qui sera de beaucoup insuffisante pour réparer solidement cette partie; qu'on ne peut même espérer de la remettre en bon état que par des nouveaux ouvrages dont l'entrepreneur actuel ne peut être chargé, n'étant pas compris dans le devis; le sieur Boissonade, qui l'avoit dressé, trompé par la nature du terrain, avoit regardé comme superflues des précautions qui sont devenues indispensables; cette partie de chemin étant établie sur le roc dans presque toute sa lon-

gueur, il négligea, lors même de sa construction, d'ordonner des empierrements et l'ouverture de tous les fossés et aqueducs, qui seroient nécessaires pour l'écoulement des eaux, qu'on ne soupçonnoit pas.

Ce roc schisteux, facile à se décomposer par les pluies et les naissans d'eau, qui se sont trouvés sur la route, les empierrements qu'on a faits après, avec des matériaux de la même qualité, étant écrasés par le passage continuel des roulers, se sont convertis en boue et ont formé des ornières profondes, qui rendent cette partie très difficile, surtout en hiver.

Le païs ayant le plus grand intérêt à faire réparer et entretenir solidement cette partie de chemin, l'assemblée s'occupera, sans doute, des moyens à prendre pour rétablir une communication aussi importante; qu'elle pourroit charger ledit sieur Boissonade, de vérifier sur les lieux, avec une nouvelle attention, les ouvrages de bon entretien qu'il conviendrait d'y faire, en s'assurant des carrières et mines où l'on pourroit trouver des bons matériaux pour former des empierrements et des engravements solides; que leur éloignement ne pourra qu'occasionner une forte augmentation sur le prix de l'entretien, mais qu'il ne paroît pas possible de se refuser à cette dépense sans renoncer à celles que le païs a fait, pendant plus de 20 ans, pour ouvrir cette communication, qui se trouveroit interceptée dans une seule partie, le reste de la route étant ou devant être dans peu remis dans le meilleur état possible, au moyen des réparations dont les entrepreneurs furent chargés, l'année dernière, lors du renouvellement des baux.

Il a, en conséquence, requis l'assemblée de délibérer : 1° que le directeur des travaux publics demeurera

chargé de dresser, sans retard, un devis détaillé des réparations d'entretien à faire à cette partie de chemin ; 2° que le sieur Lapise continuera à faire exécuter celles qu'il a commencées dans la même forme qui a été suivie jusques à présent, et qu'il sera pourvu au paiement sur les fonds de l'entretien qui sont en caisse, et en cas d'insuffisance, sur ceux de l'entrepreneur ; 3° que cet entrepreneur ne pouvant être tenu que des réparations portées par le devis, celles qui n'y sont pas comprises et qui seront cependant jugées nécessaires, seront exécutées sur le fonds de 1,500 livres, qui sera provisoirement imposé cette année, sous le bon plaisir de NN. SS. des Etats, pour fournir à l'entretien des six derniers mois de cette partie de chemin, qui, n'ayant pas été adjudgée l'année dernière, ne pourroit être réparée, faute de fonds ; 4° que MM. les commissaires seront autorisés à renouveler le bail d'entretien de cette partie, dans la forme ordinaire et à l'époque des adjudications des chemins ci-devant dénommés ; 5° que ledit sieur syndic sera chargé de poursuivre l'autorisation du susdit bail, pendant la tenue des prochains Etats généraux.

Sur quoi l'assemblée, connoissant l'utilité de cette route et la nécessité de la faire réparer avec solidité et célérité, l'impossibilité d'exiger, de l'entrepreneur actuel, des ouvrages qui ne sont pas à sa charge, a par les motifs ramenés dans l'exposé dudit sieur syndic, unanimement délibéré, conformément à ces cinq réquisitions, observant que pour faciliter et accélérer l'exécution de ces réparations, MM. les commissaires, lors des adjudications, pourroient diviser cet entretien en plusieurs parties, y établir même, à des distances réglée et rapprochées, des stationnaires en nombre conve-

nable, qui demeureroient chargés, chacun pour la partie qui lui seroit confiée, de la réparer journellement, de fermer continuellement les ornières avec les matériaux qui leur seroient indiqués, de tenir les fossés et aqueducs ouverts, et d'entretenir toujours le chemin en bon état, leur donnant à cet effet pouvoir de fixer le nombre et les gages annuels de ces stationnaires, et de solliciter, pendant la tenue des prochains Etats généraux, l'autorisation de la présente délibération et les permissions nécessaires pour imposer le montant desdits gages, sur le pied qui sera convenu et arrêté.

Il a ensuite présenté à l'assemblée l'état des chemins royaux des Cévennes, dont les baux d'entretien furent renouvelés l'année dernière, en vertu d'une ordonnance de Mgr l'Intendant, du 17 septembre 1786, et l'a requis d'en faire imposer le montant, se portant à 2,149 livres, ainsi qu'elle y est autorisée, par jugement de NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, du 31 décembre 1786.

Sur quoi l'assemblée, vu le susdit jugement, a renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette l'imposition de la susdite somme de 2,149 livres, pour être payée aux entrepreneurs de l'entretien desdits chemins, chacun comme les concerne, sur les mandements de Mgr l'évêque, expédiés à suite des certificats de l'inspecteur desdits chemins.

Il a ajouté que les dégradations survenues à ces chemins, constatées, en 1780, par le procès-verbal de M. le subdélégué de M. l'Intendant, chargé de cette inspection, ont été réparées en partie et le seront entièrement par les nouveaux entrepreneurs qui s'y sont soumis, à la réserve d'une seule partie, entre le col du Pendedis et Saint-Michel-de-Dèze.

Cette réparation majeure exigeant des précautions pour l'exécuter solidement et de trop grands frais pour qu'on put y pourvoir sur le fonds des dépenses imprévues, le sieur Boissonade fut chargé d'aller vérifier les ouvrages à faire et d'en dresser un devis estimatif; son exécution, qui fut permise par NN. SS. des Etats et autorisée par arrêt du Conseil du 14 février 1784, pouvant être retardée sans danger, MM. les commissaires ne s'occupèrent qu'à rendre cette partie passante, au moyen des réparations provisoires qu'ils y firent faire.

Des nouveaux accidents, survenus après, ayant causé des nouvelles dégradations, qui interceptent la voye, il est urgent d'y faire travailler, pour donner une libre communication à plusieurs communautés qui la réclament; que si l'assemblée le délibère ainsi, elle pourroit autoriser MM. les commissaires du diocèse à procéder, en la forme ordinaire, à l'adjudication de cette réparation, et lui donner pouvoir d'emprunter, en vertu du susdit arrêt du Conseil, la somme de 1,828 livres, à laquelle cet ouvrage a été estimé par le sieur Boissonade, et d'en poursuivre la vérification lorsque l'emploi en aura été fait.

Sur quoi l'assemblée, parfaitement instruite de l'urgente nécessité des réparations proposées par ledit sieur syndic, après avoir vu le susdit devis, l'arrêt du Conseil du 14 février 1784, qui permet l'emprunt d'une somme de 13,178 livres pour réparations urgentes, s'étant assurée, par le compte de cet emprunt, qu'il n'a été effectué que pour une somme de 5,175 livres, elle a unanimement délibéré et autorisé MM. les commissaires du diocèse à adjuger, en la forme ordinaire, les susdites réparations, et donné en même temps pouvoir

audit sieur syndic d'emprunter la susdite somme de 1,828 livres, à laquelle cet ouvrage a été estimé, et d'en poursuivre la vérification lorsque l'emploi en aura été fait, et la permission de l'imposer en faveur des prêteurs, avec les intérêts légitimement dus.

Ledit sieur syndic a dit que l'élargissement du pont du Malzieu, adjugé le 24 may 1786, au prix de 7,200 livres, ne pouvant être entièrement exécuté dans la même année, l'assemblée, pour ne pas augmenter le poids par des impositions qui auroient resté sans emploi dans la caisse de M. le receveur, délibéra, le 21 juin dernier, de ne faire imposer que 4,000 livres pour le préciput du diocèse, et 480 livres pour celui de la ville du Malzieu, sauf à être pourvu en 1787 à l'imposition du surplus.

Que tous les matériaux nécessaires étant actuellement sur le chantier, prêts à être mis en œuvre, on peut espérer avec confiance que cette réparation sera finie avant la rude saison, ce qui nécessite l'imposition de 2,700 livres, qui seront dus aux entrepreneurs pour solde de leur adjudication.

Que cette imposition devant être encore augmentée du montant de la dépense à faire pour réparer : 1° l'affouillement d'une des piles de ce pont, dont ledit sieur Boissonade n'avoit pu découvrir la profondeur lors de la vérification qu'il fit l'année dernière et la présente ; 2° pour le rétablissement du mur de rampe de celui du Choïsal, et finalement pour la reconstruction du pont en bois d'Albespeyres, sur le chemin de Villefort, et de celui du Rodier, près Châteauneuf ; il sera nécessaire d'imposer une somme de 6,985 livres pour le préciput du diocèse, pour l'exécution de tous ces ouvrages, sui-



vant l'estimation portée par les devis qu'en a dressé ledit sieur Boissonade, et 480 livres pour celui des communautés de Balsièges et Saint-Jean et Planchamp-Chazorne.

Que la nécessité de la reconstruction du pont d'Albespeyres, sollicité par cette communauté, est d'autant plus urgente que, menaçant d'une ruine prochaine, les voyageurs sont continuellement exposés à périr ou nécessités de faire un long détour pour aller trouver un autre passage au Rachas; qu'on évitera par là ce danger et le circuit, et qu'on facilitera en même temps la communication directe, pour laquelle plusieurs communautés de ces cantons se proposent de réclamer le crédit du diocèse.

Ledit sieur syndic a requis en conséquence l'assemblée d'approuver l'exécution de tous ces ouvrages et les dépenses qu'ils occasionneront; 2° de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette l'imposition de la somme de 6,985 livres pour le préciput du diocèse; 3° de charger le greffier du diocèse de marquer, par un article séparé de la mande des communautés de Balsièges et de Saint-Jean et Planchamp-Chazorne, les sommes qu'elles doivent imposer pour le préciput; 4° d'autoriser MM. les commissaires ordinaires à procéder, en la forme ordinaire, à l'adjudication de toutes ces réparations et reconstructions.

Sur quoi l'assemblée, vu la délibération par elle prise le 21 juin 1786, pour l'imposition du préciput du pont du Malzieu, ensemble les devis des nouvelles réparations à faire audit pont et au mur de rampe de celui du Choizal, vu aussi le plan et devis du pont en bois d'Albespeyres, elle a reconnu la nécessité de tous ces

ouvrages et délibéré sur le tout, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Il a observé qu'il fut imposé, l'année dernière, un fonds de 4,000 livres pour le préciput du diocèse, pour partie du prix de l'élargissement du pont du Malzieu, et 1,000 livres pour les frais de la reconstruction de celui de Sinières ; que l'emploi de cette dernière somme ne pouvant être utilement fait que lorsqu'on sera assuré si le chemin projeté de Saint-Urcize doit être dirigé par La Baume, comme on le propose, ou par Sinières ; dans ces circonstances, il paroît que cette somme de 1,000 livres doit être mise en moins imposé, sauf à l'imposer de nouveau lorsque la route sera décidée.

Ce qui a été délibéré unanimement par l'assemblée, qui a, en même temps, chargé le greffier du diocèse de marquer, dans la mande de la communauté du Buisson, que la somme de 240 livres qu'elle avoit imposé l'année dernière pour la réparation du pont de Sinières, soit mise en moins imposé celle-ci.

Il a dit ensuite que le sieur Boissonade a levé le plan et dressé le devis estimatif, ainsi qu'il en fut chargé par l'assemblée l'année dernière, des avenues du bourg de Châteauneuf ; que cet ouvrage, à la construction duquel il fut délibéré de contribuer pour un tiers, a été estimé 4,410 livres ; que si l'assemblée, qui en a reconnu l'utilité et la nécessité, par ses précédentes délibérations, se détermine à le faire exécuter, elle pourroit l'autoriser à demander, pendant la tenue des prochains Etats généraux, les consentements et permissions nécessaires pour emprunter la somme de 1,470 livres pour le tiers de cette reconstruction, sous la condition que cet emprunt ne pourra être effectué qu'après que la

communauté de Châteauneuf aura été autorisée à emprunter les deux tiers la concernant, et qu'elle justifiera de l'emploi par les certificats du directeur des travaux publics du païs, et par les quittances des entrepreneurs auxquels cet ouvrage aura été adjugé par MM. les commissaires du diocèse en la forme ordinaire.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic, qui a présenté à l'assemblée les plans et devis, pour être par elle examinés.

Il a dit après que M. le premier consul, maire de Maruejols, lui a adressé l'expédition d'une délibération prise par cette communauté, le 20 may dernier, pour demander à l'assemblée l'ouverture d'une nouvelle route de cette ville à Serverette, par le terroir du Poujoulet ou de Macary, du Mazel, de Limouze, d'Ussels et de Montcheiroux, en abandonnant entièrement celle qu'on suit actuellement ; son mauvais emplacement, qu'on ne sauroit corriger, ne pouvant que faire regretter les dépenses qu'entraîneroient les réparations qu'on avoit proposé l'année dernière ; qu'elles seroient utilisées si l'assemblée adoptoit le projet présenté, son exécution assurant à Maruejols une communication roulante avec Serverette et avec la grande route que le païs fait ouvrir de cette dernière ville en Auvergne, par Brioude.

Sur quoi, lecture faite de la susdite délibération, il a observé que les dépenses, auxquelles le païs doit fournir, pendant plusieurs années, pour la construction des différentes routes auxquelles on travaille, sont trop considérables pour qu'on puisse se livrer à l'exécution du projet présenté, qui suspendroit ou retarderoit du moins celle des ouvrages qui ont été déjà autorisés, à

moins de n'augmenter le poids accablant des charges ; que ne pouvant d'ailleurs être rien statué sur un plan non vérifié, et dont la possibilité ni la dépense ne sont pas connus ; par ces considérations, l'assemblée s'est bornée à délibérer que le sieur Boissonade seroit chargé d'examiner ce projet pendant le cours de cette année, et de vérifier, en même temps, s'il ne seroit pas possible d'en former d'autres plus directs et moins coûteux ; d'en lever les plans et dresser les devis estimatifs.

Il a dit encore que les pluies abondantes de l'automne, le long séjour des neiges et le mauvais temps qu'on a éprouvé dans ce pays jusques au milieu du mois dernier, ayant dégradé presque tous les chemins, les entrepreneurs, chargés de les entretenir, ont été dans l'impossibilité d'y faire toutes les réparations nécessaires, pour les mettre en état de réception, et d'obtenir des certificats du directeur des travaux publics pour le payement du prix de leurs adjudications.

Que ces entrepreneurs s'étant mis en mouvement, lorsque la saison a pu le permettre, travaillent sur toutes les routes avec un nombre assez considérable d'ouvriers, pour faire espérer qu'elles seront bientôt remises en bon état ; que l'inspecteur des chemins pourra s'en assurer lors de la visite qu'il doit faire le 1<sup>er</sup> juillet prochain ; que si son rapport leur est favorable, ils pourroient être payés des six derniers mois de l'année dernière et des six premiers de celle-ci, y ayant lieu d'espérer que l'assemblée voudra bien avoir égard aux circonstances et aux accidents extraordinaires qui ont retardé l'exécution des travaux d'entretien dont ils étoient tenus.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Après quoi il a observé que les parapets qui ont été construits sur les parties les plus dangereuses de la grande route du bas Languedoc en Auvergne, ayant été détruits ou dégradés en plusieurs endroits, notamment du côté de Balsièges et du Choizal, par les rousiers, par la chute des rochers qui se détachent de la montagne, et par plusieurs autres accidents extraordinaires, il est urgent de les faire réparer ; que cette dépense ne pouvant être à la charge des entrepreneurs, qui ne sauroient être tenus de l'entretien des parapets construits après leur bail, il pourroit y être pourvu sur le fonds avancé par M. le receveur, au cas on ne pourroit y fournir sur celui des dépenses imprévues.

Ce qui a été unanimement délibéré ; et ledit sieur syndic a été en même temps chargé de faire rétablir, aux frais des entrepreneurs, sur les fonds qui leur ont été retenus, les parapets qui étoient à leur charge.

Ledit sieur syndic a dit que, par jugement du 31 décembre dernier, NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats ont permis d'imposer, sur le diocèse, la présente année, la somme de 20,333 livres 10 sols pour le montant des dommages qui ont été causés par l'emplacement des chemins et autres ouvrages adjudés en 1786, à différents particuliers compris dans les rapports des experts chargés de cette vérification et estimation, par délibérations de l'assemblée ou de MM. les commissaires ; qu'il résulte de ces rapports que les dommages se portent à la susdite somme, savoir :

Pour les parties de chemin de Chazoux au bas de la côte de La Capelle, du Daumal au bas de la côte de Longuelouve, et du chemin actuel de Soulages à la Croix de La Bastide, sur la route de Lyon à Mil-

lau.....	9,148 livres 18 sols.	
Pour celle du haut de la côte du Malzieu à Saint-Chély.....	6,610	12
Et pour celle de Ressouches au haut de la côte de Mala- vielle .....	4,574	

---

Total, y compris les jour-  
nées des experts ..... 20,333 livres 10 sols.

Sur quoi l'assemblée, vu le susdit jugement et les rapports des experts, a unanimement délibéré et donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette d'imposer, cette année, dans le département des deniers ordinaires, la susdite somme de 20,333 livres 10 sols, pour être payée, sur les mandements de Mgr l'évêque, aux particuliers compris et dénommés dans lesdits rapports, chacun comme les concerne.

Il a ajouté que les experts ont déjà procédé à la vérification des dommages qui doivent être causés par la construction des deux parties de chemin sur la route de Saugues à Langogne, adjudgées les 19 septembre 1786 et 13 mars 1787, l'une à la côte de Soulits et l'autre depuis le pont de La Ponteyre jusques en delà de Naussac ; qu'ils s'occuperont après de la vérification des parties qui viennent de l'être depuis le moulin de Chadenet, près Serverette, jusques auprès du domaine des Pis, et depuis le pas des Jésuites, près le pont du Malzieu, jusques à 1,410 toises plus loin, sur la route de Florac au Pompidou et des avenues du Malzieu ; que ces dommages ne pouvant être connus qu'après la remise de leurs rapports, il requiert l'assemblée d'en renvoyer l'examen à MM. les commissaires du diocèse, et de l'au-

toriser cependant, après qu'ils les auront approuvés, à solliciter les permissions nécessaires pour en imposer le montant, l'année prochaine, en faveur des particuliers qui y sont compris :

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit que les dommages causés aux récoltes d'un grand nombre de communautés par la longue sécheresse dont ce pays fut affligé l'année dernière, ayant été connus de Mgr l'Intendant, par le vu des procès-verbaux qui les constatoient, ce magistrat qui s'étoit assuré par lui-même, lors du voyage qu'il fit en Gévaudan, de la stérilité du sol et de la misère de ses habitants, a bien voulu, par une suite de sa bienfaisance et de sa justice, le comprendre pour une somme de 25,000 livres dans la répartition des secours accordés par le Roi à cette province ; que pour se conformer à son ordonnance du 15 février 1787, MM. les commissaires procédèrent à la répartition de cette somme sur les communautés endommagées, laquelle ayant été autorisée ensuite par une autre ordonnance du 16 juin courant, l'assemblée n'a rien à délibérer à cet égard que de charger M. le greffier du diocèse de marquer, par un article séparé dans la mande des communautés comprises dans ladite répartition, les sommes qui leur ont été accordées pour qu'elles puissent les moins imposer cette année.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a observé que le trop long séjour des neiges et les gelées prolongées jusques à la my-~~may~~, doivent allarmer sur la récolte des grains et des fruits ; ces dommages ne pouvant être parfaitement connus que

par des vérifications exactes, il requiert l'assemblée de l'autoriser à y procéder, conjointement avec M. le subdélégué de M. l'Intendant, conformément à la décision du Conseil du mois de février 1755.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré et donné pouvoir audit sieur syndic de procéder à cette vérification sur toutes les communautés qui ont souffert ou qui pourront souffrir, par de nouveaux accidents, des pertes dans leurs fonds, ou dans leurs récoltes ; de se concerter à cet effet avec le subdélégué de M. l'Intendant ; d'en dresser des procès-verbaux et de réclamer auprès de ce magistrat la continuation de ses bontés pour un pays dont les besoins lui sont connus.

Il a ensuite proposé à l'assemblée d'autoriser, suivant l'usage, MM. les commissaires du diocèse à fixer la gratification qu'elle accorde ordinairement à M. Saralier, lieutenant de prévôt de la maréchaussée et à son assesseur, à raison des peines et soins qu'ils prennent, pendant l'année, pour l'instruction et jugement des procédures de leur compétence, ou pour détruire le vagabondage et la mendicité, comme aussi à régler l'état des frais de capture et arrestation des différents malfaiteurs qui ont été ou qui seront traduits dans les prisons communes du Gévaudan.

Sur quoi l'assemblée a prié MM. les commissaires du diocèse de fixer cette gratification, eu égard au nombre et à l'importance des procédures qui auront été instruites et jugées, dont ils se feront justifier par la remise des jugements, et de régler l'état des frais d'arrestation ; elle a en même temps chargé le syndic du pays de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, les permissions nécessaires pour en faire l'imposition en 1788.



Ledit sieur syndic a dit que l'assemblée ayant autorisé la convention qu'il fit l'année dernière avec le sieur Bergeron, pour l'impression du procès-verbal des Etats et assiette du païs, il a traité avec lui, sur le même pied et aux mêmes conditions, pour l'impression de celui de cette année ; il supplie en conséquence l'assemblée, en approuvant ce traité, de l'autoriser à solliciter, pendant la tenue des prochains Etats généraux, les permissions nécessaires pour imposer, en 1788, la somme à laquelle MM. les commissaires du diocèse arrêteront cette dépense, sur le vu du procès-verbal, à raison de 12 livres la feuille, et de 36 livres pour la brochure.

Sur quoi l'assemblée a autorisé et approuvé la police passée par ledit sieur syndic avec le sieur Bergeron, et attendu l'insuffisance du fonds des dépenses imprévues, elle l'a chargé de poursuivre les permissions nécessaires pour imposer, en faveur de M. le receveur en exercice, la présente année, le montant des avances qu'il est prié de faire pour les frais d'impression du procès-verbal, lorsque l'état en aura été arrêté par MM. les commissaires.

Ledit sieur syndic a dit que le nombre des insensés détenus dans les maisons de force du Puy et de Mende, étant toujours le même, il seroit impossible de fournir aux frais de leur nourriture, garde et entretien, avec le fonds de 1,500 livres que le diocèse est autorisé d'imposer pour cette dépense, si NN. SS. des Etats ne continuoient à permettre l'imposition de 500 livres d'augmentation qu'ils ont bien voulu accorder les années précédentes ; que ce secours seroit même insuffisant pour dix insensés s'il n'étoit pourvu au déficit par des fonds de charité remis annuellement à MM. les adminis-

trateurs de cette ville ; par ces considérations, il requiert l'assemblée de lui donner pouvoir de solliciter, pendant la tenue des prochains Etats, les consentements et permissions nécessaires pour l'imposition de 500 livres, en augmentation de celle de 4,500 livres déjà autorisée.

Ce qui a été unanimement délibéré, à la charge, conformément aux délibérations prises les années précédentes, qu'il sera rendu compte de l'emploi, tant de la susdite somme de 500 livres que de celle de 4,500 livres déjà permise, pour l'excédent, s'il y en a, être mis en moins imposé.

Ledit sieur sindic, après avoir requis l'imposition d'une somme de 450 livres pour la 5<sup>e</sup> année de la pension du sieur Oziol, élève à l'école vétérinaire de Lyon, a dit qu'il fit part, l'année dernière, à cette assemblée des témoignages avantageux que M. Bredin avoit rendu des heureuses dispositions de ce jeune élève ; qu'il s'empresse aujourd'hui de lui rendre compte des progrès qu'il a fait dans cet art, annoncés par le directeur de cette école, par les éloges et l'accessit qu'il a mérités dans l'assemblée, présidée par M. l'Intendant de Lyon, lors de la distribution du prix ; qu'il l'auroit peut-être remporté si le dérangement de sa santé, occasionné par des études trop suivies, ne l'avoit forcé de discontinuer ses exercices ; qu'il les a repris avec une nouvelle application du 1<sup>er</sup> moment qu'elle a été rétablie ; que cette émulation, couronnée par des heureux succès, engagea MM. les commissaires, sur l'invitation de M. Bredin, à lui accorder une gratification de 60 livres à titre d'encouragement, et à faire acquiter les frais de sa maladie se portant à 79 livres 5 sols, suivant l'état quittancé qui lui a été adressé ; que l'assemblée n'aura pas du regret

à des dépenses faites pour un sujet qui ne peut que devenir très utile au pays, par les services qu'il sera dans peu en état de lui rendre.

Sur quoi l'assemblée, après avoir entendu la lecture des lettres du sieur Bredin, a unanimement approuvé la gratification accordée, par MM. les commissaires, au sieur Oziol, et le remboursement des dépenses faites à raison de sa maladie, et délibéré en même temps de continuer l'imposition de 450 livres requise par ledit sieur syndic, qu'elle a renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette.

Ledit sieur syndic a dit que NN. SS. des Etats généraux, toujours occupés de tout ce qui peut contribuer au bonheur des peuples et à améliorer leur sort, ont fait imprimer un ouvrage considérable sur les avantages que le Languedoc peut retirer de ses grains en perfectionnant l'art de l'agriculture, celui de la meunerie et de la boulangerie, et pour le mettre à portée du peuple, ils en ont fait extraire les articles, dont on a fait un abrégé en forme de catéchisme.

Que M. le syndic général de la province lui a adressé plusieurs exemplaires de l'ouvrage entier pour MM. les députés des principales villes et communautés du diocèse, et un nombre suffisant de l'abrégé, pour être distribué à MM. les consuls des autres paroisses.

Que dans ces mêmes vues, nosdits seigneurs des Etats ont pris sous leur protection un autre ouvrage également utile, composé par M. Dupin, relativement aux droits du contrôle, insinuation et centième denier, dans lequel il explique de la manière la plus précise et la plus lumineuse, la nature et l'étendue de ces droits, et les moyens de les économiser sans s'écarter des règles et d'éviter les contreventions et prévenir les peines qui en sont la

suite ; la réputation de l'auteur annonçant l'utilité de l'ouvrage, il seroit à désirer qu'il fut dans le cabinet de tous les gens d'affaire et dans les archives de toutes les communautés du païs ; que par cette considération, l'assemblée s'empressera, sans doute, pour concourir aux vues de NN. SS. des Etats, d'exhorter MM. les administrateurs des communautés d'en faire et d'en proposer l'acquisition par souscription, fixée à 12 livres.

Sur quoi l'assemblée, convaincue de l'utilité de l'ouvrage, par la réputation de l'auteur et par les éloges que lui ont accordé NN. SS. des Etats, dans leur délibération du 8 janvier dernier, elle a unanimement délibéré de prier MM. les commissaires de la capitation de proposer à MM. les administrateurs des communautés, sur lesquelles ils doivent se transporter et à tous les gens d'affaire, d'en faire l'acquisition ; elle a en même temps chargé ledit sieur syndic de faire la distribution et l'envoi de celui de M. Parmentier, conformément à la délibération des Etats et à la lettre de M. le syndic général.

Ledit sieur syndic a dit, qu'en exécution de la délibération prise par cette assemblée, l'année dernière, MM. les commissaires s'occupèrent, avant la tenue des Etats généraux, des changements à faire dans les dépenses ordinaires des communautés de ce diocèse.

Que ces changements, ainsi qu'il eut l'honneur de l'observer, portoient principalement sur trois objets, les gages de MM. les consuls et greffiers consulaires, ceux des régents et autres maîtres d'école, et enfin sur les dépenses imprévues.

Qu'avant de former leur avis, MM. les commissaires cherchèrent d'abord à s'assurer du vœu des communautés, consigné dans leurs délibérations, et après avoir

pesé avec attention tous les motifs qui les avoient déterminées, ils crurent devoir proposer à NN. SS. de la commission de 1734, en réponse aux éclaircissements qu'ils leur avoient demandés, une augmentation sur les gages de MM. les consuls, et notamment de ceux des villes et bourgs qui ont le droit d'assister à cette assemblée, étant par là obligés à une plus grande représentation et à des dépenses extraordinaires, dont ils ne sont que faiblement dédommagés, par une modique somme de 30 livres que le diocèse leur accorde ; qu'à l'égard des greffiers consulaires, ils se sont réglés dans la fixation de leurs gages, sur l'étendue des paroisses, le nombre des taillables et le montant des impositions, cette base leur parut la plus sûre ; que pour ce qui concerne les régents et les maîtres d'école, ils eurent égard à l'augmentation sensible du prix des denrées peu proportionné aux fonds imposés pour y fournir.

Enfin pour ce qui concerne les dépenses imprévues, ils distinguèrent avec soin les communautés qui, se trouvant sur les grandes routes, ou qui par des circonstances locales sont exposées à de plus fortes dépenses.

Que d'après toutes ces considérations, ils donnèrent leur avis, qui a été remis avec les délibérations des communautés, dans les bureaux de NN. SS. de la commission de 1734, à l'effet d'être par eux prononcé sur les changements proposés, lorsqu'ils s'occuperont du nouveau règlement délibéré par NN. SS. des Etats.

Qu'il s'empresse de rendre compte à l'assemblée des opérations faites par MM. les commissaires, et de l'exactitude qu'ils ont mis dans un travail dont elle les avoit chargés.

Sur quoi l'assemblée, en approuvant les divers chan-

gements proposés par MM. les commissaires, et les motifs qui ont dicté leurs avis, elle les a unanimement remerciés des soins qu'ils se sont donnés pour une opération qui avoit été confiée à leur zèle et à leurs lumières ; elle a en même temps chargé ledit sieur syndic de faire remettre une expédition de la présente délibération au greffe de NN. SS. de la commission de 1754, et de solliciter auprès d'eux, au nom de l'assemblée, un règlement conforme.

Ledit sieur syndic a dit que pour répondre au vœu du pais, annoncé dans les délibérations de l'assemblée, MM. les commissaires firent faire, l'année dernière, des fouilles à Issenges, près Florac, pour la découverte d'une mine de charbon de terre qui leur avoit été indiquée par M. Chaptal, inspecteur honoraire des mines de la province.

Que les premiers travaux qui y furent exécutés produisirent des échantillons qui sembloient annoncer le minerai, mais comme on ne pouvoit être assuré de l'abondance de la mine ny de sa bonne qualité, on suspendit des ouvrages qui auroient engagé le pais à des fortes dépenses, auxquelles on ne peut se livrer que lorsqu'on est assuré du succès.

Que M. Chaptal, qui fut consulté, fut d'avis qu'avant de donner suite aux travaux commencés on sondât le terrain, et, par une suite de son zèle et de l'intérêt qu'il prend à ceux de ce pais, il offrit de faire faire une sonde à Toulouse, à l'instar de celles de Hollande ; mais l'ouvrier ayant été malheureusement malade pendant longtemps n'a pu y travailler ; ce retard en a mis dans les nouvelles recherches ; qu'on les fera avec économie lorsqu'il aura reçu cette sonde ; que si le résultat en est

avantageux on pourroit les continuer avec activité, si l'assemblée l'autorisoit à fournir à cette dépense, sur les fonds que M. le receveur pourroit avancer.

Ce qui a été ainsi délibéré.

Ledit sieur syndic a dit qu'il a été rendu un arrêt au Conseil le 12 janvier dernier, portant défenses à tous cardeurs, fileuses et autres ouvriers de se servir, pour le cardage et la filature du coton, des mêmes outils que pour le cardage et la filature de la laine, et de filer en même temps ces deux matières dans le même atelier, à peine de 10 livres d'amende et de 20 livres en cas de récidive.

Que cet abus, introduit en Gévaudan depuis plusieurs années, est d'autant plus préjudiciable aux petites étoffes de laine qui s'y pratiquent, que le duvet du coton s'attachant à la laine et filant avec elle ; ces étoffes ne prenant pas également la teinture, se trouvent souvent piquées et barrées, et par ce défaut sont rejetées à pure perte pour les négociants du Gévaudan, qui ne sauroient trouver à les débiter à cause de ces défauts.

Que par ces considérations, l'assemblée ayant le plus grand intérêt à veiller à l'exécution d'une loi qui peut prévenir tous les inconvénients ruineux pour un commerce, qui fait sa seule et unique ressource, elle pourroit charger l'inspecteur et sous inspecteur des manufactures, établis dans le pays, d'y tenir exactement la main, chacun en droit soit, ainsi qu'il leur est ordonné par le susdit arrêt du Conseil.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit que M. Dufours ayant présenté aux derniers Etats généraux un mémoire, dans lequel il

propose les moyens à prendre pour la destruction des loups ; cette assemblée, toujours attentive à tout ce qui peut être utile et avantageux à la province, délibéra, le 2 janvier dernier, de donner connoissance de ce mémoire à tous les diocèses, à l'effet d'être délibéré dans les assemblées des assiettes sur les moyens qui leur paroîtront les plus propres pour remplir l'objet proposé par ledit sieur Dufours.

Sur quoi ayant été fait lecture dudit mémoire, l'assemblée a observé que les précautions qui y sont indiquées ont été prises dans ce païs avec le plus grand succès depuis près de 50 ans ; qu'au moyen des gratifications qu'on accorde à ceux qui portent des têtes de loups et de louveteaux, si on n'a pu en détruire l'espèce, on a eu du moins la satisfaction d'en voir progressivement diminuer le nombre ; que c'est dans cette vue que, sur les avis donnés à MM. les commissaires, plusieurs particuliers, par une spéculation, dictée par la misère et ruineuse pour le païs, tuoient ou enlevoient les louveteaux sans tirer sur la mère, se ménageant par là un revenu annuel, ils délibérèrent de donner un plus fort encouragement à ceux qui tueroient les louves ; que d'après toutes ces précautions, il ne paroît pas qu'elle aye rien à ajouter à celles qui ont été déjà prises, et néanmoins pour encourager de plus en plus les habitants de la campagne à leur donner la chasse, elle a unanimement délibéré d'augmenter les gratifications que le diocèse est en usage de leur accorder, et de les porter, savoir : à 12 livres pour chaque louve, 8 livres pour chaque loup et 4 livres pour chaque louveteau.

Il a dit ensuite, qu'ayant été informé qu'on cultivoit



avec le plus grand succès, sur les montagnes de Lodève, une espèce de genest propre à la fabrication des toiles, grossières à la vérité, mais pouvant servir aux usages ordinaires des habitants de la campagne, il s'est procuré des échantillons de ce genest, brut et préparé, et de la toile de la plus basse qualité ; qu'il s'empresse de les présenter à l'assemblée pour qu'elle délibère sur les moyens à prendre pour introduire et répandre dans le Gévaudan ce genre de culture qui procureroit une nouvelle main-d'œuvre et une nouvelle branche de commerce aux habitants du pays, qui pourroient fabriquer eux-même avec économie les toiles qu'ils sont obligés d'acheter fort cher de l'étranger ; que si les premiers essais qu'on pourra faire à peu de frais pouvoient réussir, le pays seroit bien dédommagé de ses légères avances par les avantages qui en résulteroient.

Sur quoi l'assemblée, après avoir vu les échantillons présentés par ledit sieur syndic, l'a unanimement chargé d'écrire à M. le syndic du diocèse de Lodève, pour le prier de lui envoyer de la graine de ce genest avec la méthode dont on se sert pour le cultiver, préparer et employer à la fabrication des toiles, et, lorsqu'il aura reçu cette graine, d'en faire remettre aux meilleurs cultivateurs des principales communautés, avec une copie des instructions qui lui auront été adressées, sur la culture et préparation de ce genest, et sur l'art de le filer et tisser.

Après quoi il a requis l'assemblée de l'autoriser à faire l'achat de quelques instruments les plus en usage dans les accouchements, et à les remettre, sur les certificats des professeurs, aux sages-femmes qui, ayant suivi les cours, seront jugées assez instruites pour pouvoir s'en servir avec succès.

Que l'utilité et la nécessité de ces instruments, démontrée par le mémoire de M. Icard, la détermineront sans doute à se livrer à une dépense à laquelle on pourra pourvoir, sans une nouvelle imposition, sur celle qui est autorisée pour le cours d'accouchement ; ce qui a été délibéré.

### CHEMINS ROYAUX DES CÉVENNES.

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	PRIX DES BAUX.
Parties situées sur les paroisses de Frutgeires, Saint-Frézal et St-Andéol.	Sieurs Antoine Serrière et Etienne Pantel. . . . .	250 livres.
Celles des paroisses du Collet et St-Michel de Dèze.	André Feljas . . . .	330
Celles de la paroisse de St-Germain-de-Calberte.	Jean-Jacques Dupuy et Jean-Jacques Pic. .	450
Celles des paroisses de St-Etienne-de-Valfrancesque et St-Martin-de-Boubaux.	Jean-Pierre Armand et Pierre Soulatges. .	400
Celles des paroisses de Notre-Dame et Ste-Croix de Valfrancesque.	Marc-Antoine Bastide et François Bastide. . . . .	190
Celles des paroisses de St-Jean de Gabriac et du Pompidou.	Pierre Soulatges et Jacques Armand. . . .	90
Celles des paroisses de Vebron et Fraissinet-de-Fourques.	David Devèze et David Aurès . . . . .	230
Celles des paroisses de St-Laurent, Barre, les Baumes et Molezon.	Jean-Baptiste Penarié et Pierre Mersadier. . . . .	124
Celles de la paroisse de St-Martin-de-Lansuscle.	Jean-Pierre Armand et Pierre Soulatges. .	115
Total. . . . .		2,149 livres.

Ledit sieur syndic a mis ensuite sous les yeux de l'assemblée l'état des insensés du diocèse, nourris et entretenus dans des maisons de force sur le fonds de 2,000 livres, que le pais est autorisé d'imposer pour fournir à cette dépense.

Jean-Baptiste Chastang,	à l'hôpital du Puy.
Marguerite Guy,	à l'hôpital de Mende.
François Adhérant,	id.
Margueritte Borrel,	id.
Claudine Pigeire,	id.
Jean Ricou,	id.
Jean Rousset,	id.
Jean Masseguin,	id.
Alexandre Mercier,	id.
Catherine Bousquet,	id.

Ayant été ensuite fait lecture du mémoire présenté par M. le vicomte de Chambrun, gentilhomme de Montrodât, pour demander à NN. SS. des Etats généraux qu'il leur plaise de faire jouir le Gévaudan de tous les avantages dont jouissent les autres diocèses de la province.

Il a été délibéré de prier MM. les députés du diocèse aux Etats généraux de présenter ce mémoire à Mgr l'archevêque de Narbonne, et de le supplier de prendre sous sa protection les demandes qui y sont formées.

Après quoy, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr l'évêque de Mende, Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le dix-huit juin mil sept cens huitante-sept.

Signé : † L'Évêque de Mende.

---

**ÉTAT DES ANCIENNES DETTES REMBOURSÉES DEPUIS ET INCLUS  
1780.**

NOMS DES CRÉANCIERS.	ORIGINE DES CRÉANCES SUIVANT LES CONTRATS.	MONTANT DES CAPITAUX REMBOURSÉS.
Les Dames religieuses de Mercoire.	14 août 1720 .....	3,000 liv.
M <sup>lle</sup> des Laubies.	11 août 1721 .....	3,175
M. de Cultures.	1722 et 1723 ..	4,000
M. et M <sup>re</sup> Labrageresse.	avril et may 1723.....	4,000
M <sup>lle</sup> Bouquet.	6 may 1723 .....	2,000
Madame d'Hure.	Ledit jour .....	2,000
M. de Montesquieu.	Ledit jour .....	10,000
Les RR. PP. Cordeliers de Mende.	23 juin 1723.....	1,000
M. Vassal.	25 juillet 1725 .....	1,000
M. Robin, curé de Mont- salgues.	22 février 1726.....	1,500
Madame de Celés.	Ledit jour .....	1,000
M. Blanquet.	Ledit jour .....	500
M. Rousset.	24 juillet 1730 .....	1,000
M. Boutevin.	9 juin 1731.....	3,000
M. de Brion.	1732 .....	5,000
M <sup>lle</sup> Malet.	12 juillet 1770 .....	1,000
M <sup>lle</sup> Jeanne Bouquet.	1 <sup>re</sup> février 1770.....	1,000
M. de Rouville.	21 mars 1772.....	4,068 1 6
M. de Marance.	2 octobre 1773 .....	3,000
Le clergé de Mende.	25 dudit .....	3,566 13 4
Le même.	11 février 1774.....	4,184
Privat Solignac.	26 dudit.....	800
M. Cogoluenhes.	19 avril 1774 .....	4,800
M. le curé de Florac.	9 may 1774 .....	10,000
Le Chapitre de Maruejols.	9 janvier 1775.....	1,240
M. Valantin.	19 mars 1775 .....	1,200
L'hôpital de Mende.	18 may 1775 .....	10,696
Les Doctrinaires.	5 juillet 1775 .....	5,200
Le clergé de Mende.	24 décembre 1775 ....	1,800
Les prêtres et l'Union de Saint-Geniez.	15 janvier 1776.....	8,668
L'hôpital de Mende.	20 janvier 1776.....	9,000
M. de Montvert.	15 juin 1776.....	6,800
Les Religieuses de Lan- gogne.	10 avril 1776.....	6,000
M. Delhermet.	9 avril 1777.....	3,466 13 4
M. l'abbé Raynal.	30 avril 1777.....	3,650
Les Religieuses de Ma- ruejols.	23 juin, 27 et 29 juillet 1778.	29,400

NOMS DES CRÉANCIERS.	ORIGINE DES CRÉANCES SUIVANT LES CONTRATS.	MONTANT DES CAPITAUX RENDUS.
M. de Riverieux. L'hôpital de Mende.	27 août 1778..... 25 octobre et 20 décembre 1778.	8,000 liv. 20,937 6 8
M. Blanc. Les pauvres de Lachamp.	11 janvier 1779..... Ledit jour.....	3,000 1,500
M <sup>me</sup> Cayla. Le Séminaire de Chirac.	Ledit jour..... 22 janvier 1779.....	515 2,000
Les Religieuses de Languedoc.	may 1779.....	998 8 6
M. d'Espinassoux. La Province.	31 may 1779..... 3 juin 1779.....	3,000 24,000
M. Eimar. L'hôpital de Maruejols.	1779..... 31 juillet 1779.....	2,318 11 5,828 13
M <sup>me</sup> Cayla. Madame de Narbonne.	1 <sup>er</sup> octobre 1779..... 4 novembre 1779. . .	5,860 6,000
Madame de Grasset. M. de Grollié.	17 mars 1780 . . . . . 3 avril 1780. . . . .	8,000 6,000
La Province. M. de Montvert.	26 juillet 1780 . . . . . 20 octobre 1780 . . . . .	24,000 225
Le chapelain des Martirs. M <sup>me</sup> Cayla.	2 novembre 1780. . . . Ledit jour . . . . .	560 625
Les pauvres de La Capelle. Sieur Jean-Privat Bon.	30 may 1781. . . . . 24 août 1781. . . . .	1,500 2,286 13 4
		288,669 liv. 1

*MÉMOIRE pour prouver que les États particuliers de ce pays sont en droit de demander que les États généraux le fassent jouir des avantages dont jouissent les autres diocèses de la province de Languedoc.*

Ce pays, situé sous un climat rigoureux, ayant pour la majeure partie de sa culture un sol inculte ou aride, est encore exposé, par sa situation, à des intempéries de saison fréquentes, à des inondations occasionnées par les torrents qui traversent les meilleurs fonds, et qui souvent au lieu de les féconder les détruisent, malgré tous les fléaux qui affligent et ruinent les cultivateurs ;

les impositions et les charges publiques ont pris un accroissement chaque année ; la taille, qui est celle des propriétaires fonciers et des peuples, a été augmentée successivement de nos jours de plus des deux cinquièmes ; les peuples s'allarment d'une augmentation annuelle ; ils craignent de ne pouvoir pas être dans la suite les fermiers de leurs propres héritages ; cette crainte peut entraîner les plus fâcheux découragements aux agriculteurs et occasionner des émigrations, qui rendroient quelques contrées de ce païs absolument désertes.

Le commerce des étoffes de laine manufacturée qui se fabriquent dans le païs et qui dans tous les temps, avec celui des bestiaux, a soutenu la balance entre le numéraire qui sort et celui qui rentre, se trouve aujourd'hui dans une espèce de crise ; il est à craindre qu'il ne puisse soutenir la concurrence avec celles qui se fabriquent dans d'autres provinces du royaume ou chez l'étranger.

La filature du coton procure à ce païs depuis quelques années un canal de plus pour faire rentrer en circulation une partie du numéraire qui en sort chaque année et la subsistance à quelques pauvres habitants ; mais cette branche de commerce n'est pas encore bien assurée, et le commerce de nos étoffes de laine manufacturée est d'une bien plus grande importance pour ce païs, puisqu'il est nécessairement lié avec la nature de son sol, avec le commerce de ses bestiaux, qui forme une des principales branches de sa richesse et avec l'agriculture.

Les terres ne peuvent être cultivées qu'avec un grand nombre de bestiaux ; sans commerce point d'argent,

sans bestiaux point de culture ; le commerce des laines manufacturées, celui des bestiaux et la culture des terres sont si intimement liés dans ce pays, que si l'un venoit à manquer il porteroit un préjudice notable aux deux autres.

Suivant les procès-verbaux annuels de la tenue des Etats particuliers de ce pays, il paye annuellement, pour la province de Languedoc, et notamment en 1784, il a payé 382,955 livres 16 sols 2 deniers, savoir :

Pour dettes et affaires de la province.....	346,779 liv.	10 s.	5 d.
Pour l'entretien des garnisons .....	10,506	10	5
Pour l'étape.....	9,219		1
Pour frais des Etats généraux	12,496	19	
Pour gratifications extraordinaires .....	4,153	16	3

Somme pareille . . . 382,955 liv. 16 s. 2 d.

Ce pays doit sans doute se glorifier d'avoir pu jusqu'à présent contribuer pour sa quotité, malgré sa pauvreté et uniquement par l'industrie de ses habitants, à la confection et à l'entretien des grandes routes, à la construction des édifices publics, à l'embellissement des villes et généralement à tout ce qui rend la province de Languedoc aussi belle, aussi florissante et aussi heureuse qu'elle est aujourd'hui ; mais il doit se plaindre de n'avoir retiré aucun avantage de son association, malgré les contributions énormes qu'il a payé et qu'il paye annuellement, pour l'avantage et l'embellissement de cette grande province.

On ne peut douter que si les Etats particuliers de ce pays avoient pu et pouvoient encore disposer des som-

mes que ce diocèse a payé depuis des siècles et qu'il paye annuellement pour la province de Languedoc, ils n'eussent rendu ce pays aussi florissant et aussi heureux que sa position le rend susceptible de l'être.

Présentons aux Etats généraux la position actuelle de ce diocèse, qui se trouveroit dans l'impossibilité de payer les demandes qui lui seroient faites à l'avenir, s'ils ne prenoient ses besoins en considération.

Faisons leur observer qu'elles sommes immenses ce pays a payé depuis la création des Etats et celles qu'il paye annuellement, sans qu'ils aient jugé à propos de le faire jouir jusqu'à présent d'aucuns des avantages dont jouissent les autres diocèses de la province de Languedoc ; si nous avons été oubliés ou négligés jusqu'à présent, faisons valoir nos droits, les Etats généraux sont justes, nous en serons amplement dédommagés.

Les Etats généraux ont promis à ce pays deux grandes routes, la construction de ces deux routes a été évaluée à trois millions ; ils ont accordé en trois années 330,000 livres, ce qui fait 110,000 livres par année ; en suivant cette proportion, et supposant qu'ils accordent la même somme chaque année, il faudra environ 30 ans pour la construction de ces deux routes ; que d'événements pourroient arriver pendant cette espace de temps, qui retarderoient et détruiroient peut être nos espérances !

Ces deux grandes routes vivifieroient le pays ; elles rendroient au commerce et à l'agriculture l'activité qui leur est nécessaire et procureroient un débit plus assuré des denrées par la facilité des transports ; ces avantages ne seroient pas uniquement pour ce pays : le Languedoc, l'Auvergne, le Rouergue, le Velay et toutes les provinces du royaume, qui ont quelques relations avec celle du Languedoc, les partageroient avec elle.



Je vous proposerai donc, Mgr et Messieurs, de demander, par une députation des trois ordres de cette assemblée, aux Etats généraux, après leur avoir exposé nos besoins et nos droits, qu'ils fassent jouir ce pays des deux grandes routes promises dans l'espace de six années, à commencer du 1<sup>er</sup> janvier 1788 ; qu'ils ordonnent à l'ingénieur de la province de Languedoc de les tracer toutes deux dans le courant de l'année 1788, afin que les Etats particuliers de ce pays puissent déterminer les communications ou embranchements intérieurs, suivant un plan général qui sera levé à cet effet, ne pouvant en faire faire aucun avant que ces deux routes soient tracées irrévocablement, sans s'exposer à faire des dépenses inutiles.

De demander encore des encouragements ou des secours pour le commerce de nos étoffes de laine manufacturées, afin que les Etats de ce pays puissent faire l'établissement de deux manufactures pour la fabrication de ces étoffes dans les deux principales villes de commerce, et maintenir par ce moyen la concurrence, soit pour le prix ou la qualité avec celles qui se fabriquent dans les autres provinces du royaume ou chez l'étranger, et prévenir la décadence de ce précieux commerce.

Le Roi ayant décidé et voulant établir des assemblées provinciales dans toutes les provinces du royaume, qui ne sont pas régies par des Etats, redoublons nos soins pour le bonheur de ce pays et pour le soulagement du public ; c'est le moyen d'attacher les peuples à cette administration, aussi respectable par son antiquité, qu'intéressante par ses effets.

Faisons tous nos efforts pour que les peuples ne

puissent jamais regretter de n'être pas régis par des assemblées provinciales.

J'espère, Monseigneur et Messieurs, que vous voudrez bien délibérer sur ces propositions.

A Mende, ce 17 juin 1787.

LE V<sup>te</sup> DE CHAMBUN, signé.

---

### 1788

*Ouverture des Etats. — Messe du St-Esprit. — Rang, séance et ordre des places. — Lecture des commissions et des procurations. — Prestation du serment. — Imposition des sommes portées par les commissions. — Lecture des règlements. — Confirmation des officiers du diocèse. — Lecture des mandes de la capitation et du 20<sup>e</sup> de l'industrie. — Loyer des casernes de la mairéchaussée. — Rapport sur différentes ordonnances et jugements de MM. les commissaires. — Mention d'arrêts du Conseil. — Clôture des comptes du receveur. — Impositions. — Dettes des communautés. — Ordonnances de restitution. — Emprunts. — Remboursement de dettes. — Routes à construire, à modifier ou à entretenir. — Ponts. — Montjoies à établir sur plusieurs montagnes. — Réparations aux chemins royaux des Cévennes. — Réclamation des entrepreneurs de la côte de la Capelle. — M. le comte de Barre demande d'être admis à l'assemblée. — Examen et preuves de noblesse de M. le comte de Barre. — Réclamation de M. de Servières, sur la préséance. — Réparations aux chemins dégradés par les pluies. — Rapport sur l'état des ponts. — Nouvelle communication à ou-*

*voir avec le Vivarois. — Indemnités à payer pour cession de terrain destiné aux routes. — Dommages causés aux récoltes. — Gratification à M. le lieutenant de prévôt. — Impression du procès-verbal. — Cours d'accouchement. — Elève à l'école vétérinaire. — Ouvrage de M. Dupin. — Graine de genêts. — Mines de charbon de terre. — Rapport sur les chemins qui sont à entretien. — Rôle des insensés à la charge du diocèse. — Etat des remboursements des anciennes dettes depuis 1780. — Clôture des Etats.*

L'an mil sept cent quatre-vingt-huit, et le mercredi dix-huitième jour du mois de juin, jour fixé par délibération de MM. les commissaires ordinaires, du 15 du même mois, pour l'ouverture des Etats et assiette du païs de Gévaudan, convoqués en la ville de Maruejols, en vertu des commissions de NN. SS. les commissaires, présidents pour le Roi aux Etats généraux de cette province, données à Montpellier le 19<sup>e</sup> janvier 1788, en l'absence de Mgr l'illustrissime et révérendissime Sgr, Mgr Jean-Arnaud de Castellane, évêque, Sgr et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan et de Brioude, conseiller du Roi en tous ses Conseils, Président-né desdits Etats et assiette, pardevant M<sup>re</sup> François Fojol de Vebron, licencié èz droits, chanoine de l'église cathédrale de Mende, vicaire général de mondit Sgr évêque, et official du diocèse de Mende, et en présence de M<sup>re</sup> Mathieu de Julien, chevalier de Vinezac, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, commissaire principal desdits Etats, se sont assemblés les gens des Trois Etats dudit païs, dans la salle de l'hôtel de M. le comte de Peyre, où loge ledit M<sup>re</sup> de Vebron, et de là ils ont été en corps à l'église collégiale de Notre-

**Dame-de-La-Carce**, pour y entendre la messe du **Saint-Esprit** dans l'ordre suivant :

**MM.** du Chapitre de ladite église marchaient processionnellement à la tête des Etats, suivis de la brigade de maréchaussée, commandée par son officier ; **MM.** les trois consuls de Maruejols en livrée, précédés par leurs valets de ville, venoient ensuite, et, après eux, **MM.** les officiers du diocèse, à la tête de **MM.** de l'église, de la noblesse et du Tiers-Etat ; et étant arrivés dans cet ordre au chœur de ladite église, **M.** le grand vicaire, Président, s'est placé sur les hautes stalles, du côté droit, et après lui **MM.** de l'église ; et sur les hautes stalles, du côté gauche, **M.** le commissaire principal et **MM.** les commissaires, et après eux **MM.** les nobles personnels, et de suite les députés de **MM.** les barons et de la noblesse ; et aux basses stalles, **MM.** du Tiers-Etat, ayant à leur tête le syndic et le greffier du diocèse. Et lorsque tous ont été ainsi placés, l'aumônier de Mgr l'évêque a célébré la messe.

La messe étant finie, il a fait la prière ordinaire pour le Roi ; après laquelle on s'est rendu dans le même ordre dans la salle de l'auditoire de la Cour du Bailliage de Gévaudan, où étant arrivés, chacun a pris place, savoir :

**M.** le Président, sur un fauteuil, placé sur une strade au-dessous d'un dais, ayant à sa droite, sur les hauts bancs, **M.** le député du Chapitre de Mende et **MM.** de l'église, suivant le rang et ordre accoutumé, et à sa gauche mondit sieur le commissaire principal, **MM.** les trois consuls de la ville de Mende et un de Maruejols, auxquels les commissjions sont adressées ; après eux **M.** de Servières, comme personnel, et à suite **MM.** les

députés de MM. les barons et gentilhommes, suivant le rang et ordre usité ; aux bas bancs, MM. du Tiers-Etat ; et au milieu du parquet, sur des chaises placées autour d'un bureau couvert d'un tapis de drap bleu, le syndic et le greffier du diocèse.

M. le chevalier de Vinezac, commissaire principal, ayant en main les commissions de la province, a dit, etc. Après quoi il a requis la lecture desdites commissions et l'imposition des sommes y contenues.

Il a aussi requis la lecture de l'arrêt du Conseil du 4 avril 1788, qui autorise ladite imposition, et des instructions à lui adressées.

Et à l'instant il a été fait lecture, par le greffier du diocèse, des susdites commissions, portant qu'il sera imposé, la présente année, les sommes suivantes, savoir :

Pour la quotité de ce diocèse de 514,517 livres 4 sols 4 deniers de l'aide, octroi, crue et préciput de l'équivalent..... 27,420 liv. 9 sols 10 d.

Pour sa quotité de 165,000 livres du taillon..... 8,802 18 6

Pour sa quotité de 27,355 livres 4 sols des mortes-payes..... 1,458 7

Pour sa quotité de 193,182 livres 19 sols de l'entretenement des garnisons..... 10,306 10 5

Pour sa quotité de 64,849 livres 13 sols 3 deniers de l'étape..... 3,337 17 2

Pour sa quotité de 2,721,702 livres 14 sols du don gratuit..... 145,248 6 5

Pour sa quotité de 233,520			
livres des frais des Etats ...	12,496 liv.	19 sols	
Pour sa quotité de 89,006			
livres 12 sols 10 deniers des			
gratifications extraordinaires et débets des comptes	4,748	11	9
Pour sa quotité de			
5,982,637 livres 10 sols des			
dettes et affaires de la province, appointements de Mgr			
le gouverneur, entretenement de ses gardes .....	319,841	16	9

---

Revenant toutes les susdites sommes à..... 533,661 liv. 16 sols 8 d.

Il a aussi été fait lecture de l'arrêt du Conseil, des instructions adressées à M. le commissaire principal et des autres actes y attachés ; après laquelle M. le Président, prenant la parole, a dit, etc.

Après quoi on a fait sortir de la salle tous ceux qui n'étoient pas du corps des Etats : M. le commissaire principal s'est retiré ; MM. les trois consuls de Mende et celui de Maruejols ont été se mettre chacun à leur place.

Les portes ayant été fermées, M. le Président a fait faire l'appel des gens des Trois Etats et la lecture des procurations, et a nommé, suivant son droit, aux places vacantes.

#### TABEAU DE CEUX QUI ONT ASSISTÉ AUX ÉTATS.

Pour l'ordre de l'église : MM. Bessière, chanoine de l'église de Mende, pour MM. du Chapitre de ladite église ; Le chevalier de Demandola, commandeur de

députés de MM. les barons et gentilhommes, suivant le rang et ordre usité ; aux bas bancs, MM. du Tiers-Etat ; et au milieu du parquet, sur des chaises placées autour d'un bureau couvert d'un tapis de drap bleu, le syndic et le greffier du diocèse.

M. le chevalier de Vinezac, commissaire principal, ayant en main les commissions de la province, a dit, etc. Après quoi il a requis la lecture desdites commissions et l'imposition des sommes y contenues.

Il a aussi requis la lecture de l'arrêt du Conseil du 4 avril 1788, qui autorise ladite imposition, et des instructions à lui adressées.

Et à l'instant il a été fait lecture, par le greffier du diocèse, des susdites commissions, portant qu'il sera imposé, la présente année, les sommes suivantes, savoir :

Pour la quotité de ce diocèse de 514,517 livres 4 sols 4 deniers de l'aide, octroi, crue et préciput de l'équivalent..... 27,420 liv. 9 sols 10 d.

Pour sa quotité de 165,000 livres du taillon..... 8,802 18 6

Pour sa quotité de 27,355 livres 4 sols des mortes-payés..... 1,458 7

Pour sa quotité de 193,182 livres 19 sols de l'entretien des garnisons..... 10,306 10 3

Pour sa quotité de 64,849 livres 15 sols 3 deniers de l'étape..... 3,337 17 2

Pour sa quotité de 2,721,702 livres 14 sols du don gratuit..... 145,248 6 5

Pour sa quotité de 233,520			
livres des frais des Etats ...	12,496 liv.	19 sols	
Pour sa quotité de 89,006			
livres 12 sols 10 deniers des			
gratifications extraordinaires et débets des comptes	4,748	11	9
Pour sa quotité de			
5,982,637 livres 10 sols des			
dettes et affaires de la province, appointements de Mgr			
le gouverneur, entretenement de ses gardes .....	319,841	16	9

Revenant toutes les susdites sommes à..... 533,661 liv. 16 sols 8 d.

Il a aussi été fait lecture de l'arrêt du Conseil, des instructions adressées à M. le commissaire principal et des autres actes y attachés ; après laquelle M. le Président, prenant la parole, a dit, etc.

Après quoi on a fait sortir de la salle tous ceux qui n'étoient pas du corps des Etats : M. le commissaire principal s'est retiré ; MM. les trois consuls de Mende et celui de Maruejols ont été se mettre chacun à leur place.

Les portes ayant été fermées, M. le Président a fait faire l'appel des gens des Trois Etats et la lecture des procurations, et a nommé, suivant son droit, aux places vacantes.

**TABEAU DE CEUX QUI ONT ASSISTÉ AUX ÉTATS.**

Pour l'ordre de l'église : MM. Bessière, chanoine de l'église de Mende, pour MM. du Chapitre de ladite église ; Le chevalier de Demandola, commandeur de



Palhers, personnel ; Peyronnet, prêtre, pour M. d'Aubrac ; Olivier, bénédictin, pour M. de Sainte-Ennemie ; Bonnet, bénédictin, pour M. de Langogne ; La Saumès, bénédictin, pour M. des Chambons ; Mourgue, prêtre, pour M. de Saint-Jean.

Pour MM. les barons et MM. de la noblesse : MM. de Retz de Servièrès, personnel ; Rivière, avocat, pour M. le baron de Mercœur ; Polge, avocat, pour M. le baron de Saint-Alban ; Peyronnet, bailli de Saint-Chély, pour M. le baron d'Apchier ; Cahuzac, avocat, pour M. le baron de Peyre ; Prolhiac, avocat, pour M. le baron de Cénaret ; Daudé de Lacoste, juge du Tournel, pour M. le baron du Tournel ; Saltet, médecin de Florac, pour M. le baron du Roure ; Teissonnière, juge de Florac, pour M. le baron de Florac ; Lacoste fils, avocat, pour M. d'Allenc ; Laporte, juge de Montauroux, pour M. de Montauroux ; Dorcières, avocat, pour M. du Bois-du-Mont ; de Retz de Malevielle, pour M. de Montrodât ; Dangles, avocat, pour M. de Mirandol ; Fugy, médecin, pour M. de Sévérac ; M. de Barre ; de Lapièrre, juge de Gabriac, pour M. de Gabriac ; du Recoux, avocat, pour M. de Portes ; de Labarthe, pour M. d'Arpajon ; Osty, avocat, pour M. le consul noble de La Garde-Guérin.

Et pour le Tiers-Etat : MM. Dufraisse, 1<sup>er</sup> consul, maire de Mende ; Boutin, 2<sup>e</sup> consul ; Toquebeuf, 3<sup>e</sup> consul ; le chevalier de Rouville, 1<sup>er</sup> consul, maire de Marvejols ; Desplos, 1<sup>er</sup> consul de Chirac ; Grégoire de La Roque, 1<sup>er</sup> consul de La Canourgue ; Boudon, 1<sup>er</sup> consul de St-Chély ; Vernet, 1<sup>er</sup> consul de Saugues ; d'Imbert, 1<sup>er</sup> consul du Malzieu ; Leblanc de Chazes, 1<sup>er</sup> consul de Florac ; Grégoire, 1<sup>er</sup> consul d'Ispanhac ; André, 1<sup>er</sup> consul de Sainte-Ennemie ; Bonnet, député de Châteauneuf ;

Ramadier, 1<sup>er</sup> consul de Serverette ; de La Bastide, 1<sup>er</sup> consul de Saint-Etienne-de-Valfrancesque ; Jean, 2<sup>e</sup> consul de Langogne ; Dumazel, 1<sup>er</sup> consul de la viguerie de Portes ; Treilles, 1<sup>er</sup> consul de Barre ; Atrazie, 1<sup>er</sup> consul de Saint-Alban ; Reversat, député du mandement de Nogaret.

L'assemblée ainsi formée, chacun ayant pris sa place, l'on a prêté le serment usité, savoir : MM. de l'église, la main mise sur la poitrine, et MM. de la noblesse et du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; lesquels ont promis de ne rien dire et faire, dans cette assemblée, contre l'honneur qui est dû à Dieu, ny contre le service du Roi, les intérêts de la province et du païs en particulier.

Il a été ensuite unanimement délibéré que les sommes contenues dans les commissions, dont il a été ci-devant fait lecture, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du païs ; et les Etats ont donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette d'en faire la répartition.

Après quoi M. le Président a fait faire la lecture des règlements de NN. SS. des Etats généraux de la province, pour la tenue des assiettes des 23 janvier 1658 et 1<sup>er</sup> mars 1659, et des arrêts des 3 et 24 avril 1659, qui autorisent lesdits règlements, et du jugement de nosdits SS. des Etats, du 22 décembre 1787, sur les impositions du diocèse.

Le sindic du païs a dit ensuite qu'il est d'usage dans la province et dans ce diocèse que MM. de l'église et de la noblesse, qui ne peuvent pas assister aux Etats, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président, contenant les raisons qui les empêchent de s'y rendre ; que cet usage ayant toujours été suivi

dans le païs, pour soutenir la dignité de M. le Président et de l'assemblée, elle doit veiller à ce qu'il soit observé, et délibérer en conséquence que les procurations de MM. de l'église et de la noblesse seront rejetées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour le Président de l'assemblée.

Ce qui a été unanimement délibéré ; et le greffier du païs a été chargé d'en faire mention dans les lettres de convocation des Etats.

M. le Président a dit que, conformément à l'usage et aux instructions de NN. SS. les commissaires, présidens pour le Roi aux Etats généraux de la province, l'assemblée a le droit de procéder à la confirmation ou nouvelle élection de ses officiers.

Et à l'instant ledit sieur Delhermet, syndic, et Vincens, greffier, étant sortis de la salle, l'assemblée satisfaite de leurs services, a unanimement délibéré de les confirmer chacun dans leurs charges,

Après quoi M. le Président les a fait appeler ; et lecture leur ayant été faite de la présente délibération, ils ont remercié l'assemblée, et promis de redoubler de zèle pour mériter les nouvelles marques de confiance qu'elle a bien voulu leur donner.

Le syndic du païs a dit qu'il a reçu avec les commissions : 1<sup>o</sup> l'arrêt du Conseil du 29 février 1788, qui autorise l'imposition des sommes à répartir par capitation sur le diocèse, se portant, la présente année, à 126,510 livres 19 sols, à ce non compris 1,885 livres 5 sols 2 deniers, pour le contingent de ce diocèse de la reconstruction des prisons du Parlement de Toulouse, ordonnée par arrêt du Conseil du 5 janvier 1786 ; 13 livres 15 sols 10 deniers pour les taxations de M. le trésorier de la

bourse, à raison de 2 deniers pour livre sur ladite somme ;

2° L'état des sommes qui doivent être levées sur les différentes communautés du païs, pour les deux vingtièmes de l'industrie, suivant lequel cette imposition se porte à 13,257 livres 8 sols 2 deniers.

Sur quoi ayant été fait lecture desdits Etats et arrêt du Conseil, l'assemblée a unanimement délibéré de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette le département de ces deux impositions, en la forme ordinaire et usitée dans ce diocèse.

Il a dit ensuite que M. le syndic général lui a adressé les états généraux des vingtièmes à percevoir sur les biens et droits nobles, sur les maisons et moulins et sur les bacs et péages de ce diocèse, se portant en total à la somme de 25,493 livres 2 sols 9 deniers, savoir :

Les vingtièmes des biens et droits nobles.....	21,400 liv. 17 s. 1 d.
Ceux des maisons et moulins	3,702 14 11
Ceux des bacs et péages....	389 10 9

Que pour accélérer la perception de cette imposition, l'assemblée pourroit ordonner la remise desdits Etats de recouvrement à M. le receveur en exercice, et l'envoi des rôles particuliers dans les différentes communautés du diocèse, qui y sont comprises.

Après quoi il a dit qu'en vertu des pouvoirs qui lui furent donnés l'année dernière par l'assemblée, il renouvela les baux à loyer des maisons servant au casernement des brigades de maréchaussée de Mende, Maruejols et Langogne, au prix de 300 livres pour celle de Mende, de 270 livres pour celle de Maruejols, et de 190 livres pour celle de Langogne ; que ces baux ayant été

approuvés par délibération des Etats généraux, du 18 janvier 1788, il requiert l'imposition des susdites sommes, ensemble de 264 livres déjà permise, pour le loyer de la caserne de Florac, revenant en total à 1,024 livres.

Sur quoi, vu les susdits baux et les délibérations de NN. SS. des Etats généraux qui les approuvent, l'assemblée a unanimement autorisé MM. les commissaires de l'assiette à imposer, cette année, et pendant la durée desdits baux, ladite somme de 1,024 livres, dans le département de la capitation.

Ledit sieur syndic a ajouté que les difficultés qu'il éprouva, l'année dernière, pour le casernement de la brigade de Langogne, par l'impossibilité reconnue de trouver dans cette ville des maisons à louer, le forcèrent d'affermir celle de M. du Bavés, malgré les réparations urgentes qu'il falloit y faire, pour la rendre logeable.

Que cette dépense, fixée à 418 livres, par la police mise à suite du devis dressé par le sieur Boissonade, ayant été approuvée, fut portée en diminution du prix du bail, qui fut réduit à 190 livres par an, lequel, sans cette considération, se seroit élevé à une plus forte somme, et auroit été réglé sur le pied des baux qui ont été passés avec les propriétaires des maisons occupées par les autres brigades,

Que les entrepreneurs de ces réparations lui en ayant fait demander le payement, il requiert l'assemblée de l'autoriser à le leur faire compter sur le fonds de la capitation, lorsqu'ils justifieront, par un certificat du sieur Boissonade, qu'elles ont été exécutées conformément au devis.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit ensuite qu'il a poursuivi, pen-

dant la tenue des derniers Etats généraux, leur consentement et la permission de NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, pour l'imposition de plusieurs sommes délibérées par l'assemblée le 18 juin 1787.

Sur quoi ayant été fait lecture des ordonnances de NN. SS. les commissaires, du 13 janvier dernier, l'assemblée a renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette l'imposition des sommes permises, savoir :

263 livres 12 sols en faveur du sieur Chaballier, de Langogne, pour fournitures faites à un détachement des chasseurs des Pyrénées, depuis le 16 novembre 1786 jusques au 28 novembre 1787 ;

254 livres en faveur de M. le receveur de 1787, pour son remboursement de pareille somme par lui avancée pour l'impression du procès-verbal des Etats et assiette de ladite année ;

709 livres en faveur de M. Saralier, lieutenant de prévôt de la maréchaussée, et de son assesseur, pour gratification à eux accordée à raison de l'instruction des procédures faites et des jugements rendus contre divers malfaiteurs, ou pour les frais de leur arrestation ;

500 livres pour les frais de garde et nourriture de deux insensés surnuméraires, dont l'imposition a été autorisée en augmentation du fonds de 1,500 livres déjà permis, pour l'entretien de six autres insensés.

Après quoi il a requis la lecture de divers arrêts du Conseil, qui lui ont été adressés par M. de Rome, syndic général de cette province :

1<sup>o</sup> Arrêt du Conseil du 29 décembre 1787, relatif aux prétentions des maîtrises des eaux et forêts, qui ordonne, conformément à la réponse de Sa Majesté à l'article 7 du cahier des Etats, qu'après l'assiette des coupes ordi-

naires et la vente des quarts de réserve des bois des communautés, dans la forme prescrite par les règlements, les deniers, provenant desdits bois, seront administrés comme tous les autres deniers qui appartiennent aux communautés, et mis en conséquence en moins imposé, conformément aux règlements de la province ;

2° Arrêt du Conseil du 8 février 1788, qui ordonne que les arrêts du Conseil des 16 octobre 1724, 10 décembre 1726 et 4 décembre 1737, seront exécutés selon leur forme et teneur, et annule les ordonnances des trésoriers de France, de Montpellier, des 16 décembre 1782 et 2 juin 1783, et leur fait défenses de rendre à l'avenir aucune ordonnance pour les alignements le long des chemins, qui sont construits, réparés et entretenus aux frais de la province et des diocèses ;

3° Arrêt du Conseil du 29<sup>e</sup> février 1788, qui autorise divers diocèses à emprunter certaines sommes, pour être employées aux ouvrages des chemins qui sont à leur charge, notamment celui de Mende, la somme de 11,470 livres pour les ouvrages délibérés par les Etats particuliers du païs ;

4° Arrêt du Conseil du 4 avril 1788, qui autorise les impositions qui doivent être faites, ladite année, sur le général de la province.

Ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de donner connoissance du 1<sup>er</sup> de ces arrêts aux communautés, et de faire part des dispositions du second aux inspecteurs des travaux publics du païs.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a ensuite rendu compte à l'assemblée d'une décision du Ministre, du 24 janvier dernier, portant que le règlement de 1701, particulier au Languedoc, étant

censé subsister tant que la déclaration de 1786 n'aura pas reçu la sanction nécessaire pour lui donner force de loi dans la province, les officiers invalides ou retirés du service avec récompense militaire ne peuvent prétendre qu'à participer au bénéfice de l'arrêt du 28 novembre 1784, qui a déclaré que les officiers militaires ou autres capités en Languedoc qui, à raison de leurs places ou offices, payent par retenue sur leurs gages ou appointements une capitation différente de celle à laquelle ils sont taxés dans la province, pourront s'en faire tenir compte, en rapportant un certificat de la retenue qui leur aura été faite sur leurs gages et appointements ; que cet arrêt, s'appliquant à tous les officiers militaires sans distinction, doit servir aux officiers invalides ou retirés du service avec récompense militaire, sans qu'il soit besoin d'un nouvel arrêt pour les derniers ; ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de le charger de faire part de cette décision à MM. les administrateurs des différentes communautés du diocèse, pour qu'elles puissent en faire usage.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de renvoyer, suivant l'usage, à MM. les commissaires de l'assiette, l'audition et la clôture des comptes de M. le receveur de l'année dernière 1787, et les apurements de ceux des années 1780, 1782, 1785, 1785 et 1786, comme aussi de recevoir le cautionnement de M. le receveur qui doit entrer en exercice.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic, et MM. les commissaires de l'assiette ont été priés de veiller à l'exécution



de ce qui est prescrit à cet égard par les articles 17 et 19 du règlement de NN. SS. des Etats, du 23 janvier 1658, et par l'article 12 de celui du 1<sup>er</sup> mars 1659, confirmés par deux arrêts du Conseil des 3 et 24 avril suivant.

Ledit sieur syndic a dit que la tenue des Etats particuliers et assiette ayant été nécessairement retardés cette année, le recouvrement des impositions n'a pu commencer à l'échéance du 1<sup>er</sup> terme ; dans ces circonstances, MM. les commissaires ont été nécessités de profiter de la liberté donnée par la délibération des Etats du 11 janvier 1788, et par l'ordonnance de NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, du 18 dudit mois, et de traiter en conséquence, aux conditions d'usage, avec M. le trésorier des Etats et M. le receveur général des finances, pour le renvoi du 1<sup>er</sup> terme des impositions au second ; que si l'assemblée approuve ce traité, il la requiert de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette la liquidation et l'imposition de la somme à laquelle ce droit d'avance se trouvera revenir.

Ce qui ayant été délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic. L'assemblée a observé que ce renvoi, portant le plus grand préjudice au païs par les droits à payer à ceux qui font l'avance, et plus encore par la difficulté de faire le recouvrement des deux termes des impositions à une époque à laquelle le cultivateur, manquant même des fonds nécessaires pour l'exploitation de sa récolte (qu'on est forcé de faire faire par des moissonneurs étrangers), se trouve dans l'impuissance d'acquiter l'impôt, et se voit exposé à des poursuites ruineuses de la part des collecteurs ; qu'il seroit possible d'éviter tous ces frais, si la levée des impositions se faisoit aux termes ordinaires. Par toutes ces

considérations, il a été encore délibéré de prendre tous les moyens possibles pour que les Etats du païs soient convoqués à l'avenir dans le courant du mois de mars, conformément aux réglemens.

Il a ensuite requis l'assemblée de charger le greffier du diocèse de comprendre, dans les mandes des communautés du Malzieu, Maruejols, Saugues, St-Etienne-de-Valfrancesque et Ispanhac, les intérêts qu'elles doivent pour le rachat de leurs mairies, fixés dans l'état qui lui en a été adressé, et de joindre, à cet effet, à l'envoi de leurs mandes, un extrait dudit état, pour qu'elles puissent se conformer à ce qui y est porté.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit qu'il a été rendu deux jugemens par NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, le 6 janvier dernier, dont un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, en l'année 1786, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent en total à celle de 135 livres 5 sols 5 deniers ; et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé dans d'autres communautés des reliquats des comptes de leurs collecteurs, de la même année 1786, se portant en totalité à la somme de 5,264 livres 5 sols 9 deniers ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer que, conformément auxdits jugemens, il sera fait mention de ces débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a aussi communiqué à l'assemblée deux états des

sommes dues par certaines communautés du diocèse, et vérifiées par jugements des 23 décembre 1787, 6 et 18 janvier, 22 février, 21 et 30 mai 1788 ; et un 5<sup>e</sup> état des sommes qui, ayant été vérifiées les années précédentes, n'ont pas été imposées, en tout ou en partie, par les communautés qui y sont dénommées ; et comme l'assemblée doit veiller à l'exécution des jugements qui tendent à la libération desdites communautés, il la requiert de charger le greffier du diocèse d'en faire mention dans les mandes de la taille.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a été ensuite fait lecture de la lettre de M. de Rome, syndic général de la province, en date du 26 avril dernier, qui accompagnoit l'envoi des ordonnances de restitution rendues contre les administrateurs et greffiers consulaires de 55 communautés du diocèse qui ont fait, en 1787, des impositions sans permission, excédé celles qui étoient autorisées ou qui ont négligé les formes prescrites par les règlements.

Ledit sieur syndic a observé que par l'examen qu'il a fait de ces ordonnances, dont le montant s'élève à 1,181 livres 6 sols 10 deniers, il s'est assuré que le plus grand nombre ont été prononcées contre les greffiers consulaires qui, par un oubli des règles, ont négligé de faire mention, dans les préambules des impositions, de la somme à laquelle revient la livre, le sol et le denier de compoix, et de mettre en détail et en toute lettre les articles portés par la mande.

Que cette inattention à se conformer au modèle des préambules, qui ont été envoyés dans les communautés, étant punie par une amende de 25 livres, prononcée directement contre les greffiers, les rendra sans doute

plus exacts à l'avenir; mais que pour prévenir de pareilles peines, il aura soin, ainsi qu'il en est chargé, par la susdite lettre, de leur rappeler les règlements et les ordonnances des 27 novembre 1752 et 3 février 1755, et de leur renouveler, par l'envoi de l'instruction qui leur est adressée tous les ans avec la mande de la taille, l'obligation où ils sont : 1° de suivre littéralement la forme prescrite par les modèles des préambules; 2° d'en remettre, au receveur en exercice, une copie collationnée sur l'original, qui doit être couchée dans le tome des délibérations de la communauté.

Il a ajouté que M. le receveur en exercice devrait être exhorté à accélérer le recouvrement du montant de ces ordonnances; qu'on devrait encore presser MM. les receveurs depuis 1752 à se mettre en règle, chacun comme les concerne, pour la remise des comptes des restitutions qu'ils ont reçues ou dû recevoir, leur négligence à cet égard ne pouvant plus être excusée.

Sur quoi ayant été fait lecture de la susdite lettre et des ordonnances de NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, des 27 novembre 1752 et 23 février 1755, l'assemblée a unanimement délibéré : 1° de charger le greffier du diocèse d'annexer aux mandes de la taille de toutes les communautés du diocèse, et notamment de celles contre lesquelles il a été rendu cette année des ordonnances de restitution, une expédition de ces ordonnances, avec l'instruction qui leur est adressée annuellement, en leur observant de les avertir, par une note séparée, de s'y conformer exactement et de suivre à la lettre la forme du préambule dont ils ont des exemplaires dans leurs archives; 2° d'exhorter de nouveau les receveurs et les administrateurs desdites commu-

nautés à se conformer, chacun en droit soit, aux susdites ordonnances de 1752 et 1755 ; 3° de recommander expressément à M. le receveur, en exercice, d'accélérer le recouvrement desdites ordonnances et d'user à cet effet de toutes les voies qu'il est autorisé d'employer, même de celles des garnisons militaires, et finalement d'avertir MM. les receveurs depuis 1752 que, d'après les lettres qui leur ont été écrites par M. le syndic général, ils ne peuvent plus négliger de rendre compte, chacun comme les concerne, du recouvrement qu'ils ont fait ou dû faire ; l'assemblée a en conséquence chargé ledit sieur syndic de veiller à ce qu'ils s'y conforment.

Ledit sieur syndic a dit qu'en vertu des arrêts du Conseil des 10 février 1785, 22 mars 1786 et 16 mars 1787 et des délibérations de l'assemblée, il auroit emprunté par divers contrats, l'année dernière, une somme de 68,200 livres, savoir : celle de 42,100 livres pour fournir au paiement des entrepreneurs des chemins de Chagnac à Bombes et de Saugues à Langogne, permis par le premier de ces arrêts ; 20,100 livres pour partie du prix des adjudications des chemins du haut de la côte du Malzieu à St-Chély et de Ressouches au haut de la côte de Malavieille, autorisés par le second arrêt ; et 6,000 livres en vertu du dernier arrêt, pour payer aux entrepreneurs de la construction des chemins depuis le pas des Jésuites jusques aux approches de Salgas et de Serverette, au mas des Pis, route de cette ville en Auvergne, par Saugues.

Que sur ces emprunts ayant été payé l'année dernière 64,553 livres 10 sols à ces différents entrepreneurs, ainsi qu'il fut établi par la remise de leurs quittances, dans le compte-rendu par M. le receveur, le 28 novembre 1787,

NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats ont, par jugement du 30 décembre suivant, vérifié et permis l'imposition de ladite somme de 64,533 livres 10 sols et surcis la vérification de 3,666 livres 10 sols dont l'emploi n'avoit pas été fait encore.

Il a ajouté qu'ayant justifié, cette année, l'emploi de 3,168 livres 4 sols dont la vérification avoit été suspendue par ordonnance de nosdits SS. les commissaires, du 24 décembre 1786, cette somme a été rétablie et l'imposition permise par jugement du 13 janvier dernier.

Que pour ne pas s'écarter des principes constamment suivis par cette assemblée, de ne pas laisser accumuler les dettes du païs, il a l'honneur de lui proposer de délibérer l'imposition des sommes vérifiées par les susdits deux jugements, se portant en total à 67,701 livres 14 sols, ensemble les intérêts, tant desdits capitaux vérifiés, que des 3,666 livres 10 sols dont la vérification a été surcise.

La diminution de l'impôt cette année et l'indemnité accordée au diocèse, sont des circonstances dont elle voudra sans doute profiter pour se libérer, dans la crainte qu'il ne s'en présente pas toujours d'aussi favorables.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré de rembourser, sur ladite somme de 67,701 livres 14 sols celle de 66,268 livres 4 sols, savoir :

à l'hôpital de Mende .....	10,000 liv.
au collège de Mende .....	6,200
au Séminaire de Chirac .....	2,000
à M. le chevalier de Malevielle ....	8,000
à la Fraternité de Saint-Geniez ....	4,068 4 s.
aux pauvres de Quézac .....	5,000

à la Miséricorde de Mende.....	11,000 liv.
à l'hôpital de Maruejols.....	9,000
au clergé de Mende.....	4,800
à M. l'abbé de Malevielle.....	5,200
à M. Ferratis.....	3,000

De suspendre le remboursement des 1,453 livres 10 sols restantes, dont l'imposition avoit été permise par les susdits jugements, et de se borner à en imposer les intérêts.

Il a dit ensuite que la susdite somme de 5,666 livres 10 sols, dont la vérification avoit été suspendue faute d'emploi, a été, depuis son retour des Etats, comptée aux entrepreneurs; et comme elle étoit insuffisante pour l'acquittement des ouvrages exécutés, il a emprunté, en vertu des susdits arrêts du Conseil, divers capitaux, se portant à 54,300 livres, par trois contracts, reçus M<sup>e</sup> Enjelvin, notaire de Mende, les 1<sup>er</sup>, 11 et 15 avril dernier; sur lesquelles deux sommes, revenant en total à 57,906 livres 10 sols, il a été déjà payé celle de 25.137 livres, savoir :

aux entrepreneurs de la côte de Soulits..	8,000 liv.
à ceux de Chazoux, au bas de la côte de	
La Capelle .....	3,000
à ceux de Ressouches, au haut de la côte	
de Malevielle .....	6,215
à ceux du pas des Jésuites, vers Salgas ..	4,522
à ceux de Serverette, au mas des Pis....	2,400
à ceux des avenues du pont du Malzieu..	1,200
Partant reste en caisse	12,829 livres 10 sols.

Que certains de ces adjudicataires ayant eu, presque pendant tout l'hiver, des ateliers nombreux, et continuant leurs travaux avec plus d'activité depuis le retour

de la belle saison, il faudra recourir à de nouveaux emprunts lorsque les fonds qui sont en caisse seront épuisés ; que pour que l'assemblée puisse juger de ceux qui restent à faire, il va mettre sous ses yeux le tableau de situation de tous les travaux adjugés par ses ordres, du prix des adjudications, des paiements faits aux entrepreneurs et de ceux qui devront l'être lorsque ces différents ouvrages auront été perfectionnés, vérifiés et reçus par le directeur des travaux publics.

TABLEAU

DÉNOMINATION DES ROUTES.	MONTANT DES ADJUDICA- TIONS.	PAYEMENTS FAITS.	PAYEMENTS A FAIRE.
De Langogne à Saugues. .	93,700 liv.	83,300 liv.	10,400 liv.
De Chanac à Bombes . . .	50,600	34,750	15,850
Du haut de la côte du Mal- zieu à Saint-Chély. . . . .	12,500	11,600	900
De Ressouches au haut de la côte de Malevielle. . . . .	22,000	18,215	3,785
Du Pas des Jésuites, à 1,410 toises, vers Salgas . .	20,800	5,922	14,878
De Serverette au mas des Pis . . . . .	19,200	4,800	14,400
Les avenues du Malzieu .	2,450	1,200	1,250

Qu'il résulte de ce tableau que le montant des parties adjugées, sur ces différentes routes, se porte à 221,250 livres ; qu'il a été payé aux entrepreneurs 159,787 livres ; qu'il reste encore à payer, sur de nouveaux emprunts, 48,655 livres 10 sols, distraction faite de 12,829 livres 10 sols, qui sont entre les mains du receveur. Il a en conséquence requis l'assemblée : 1° d'approuver les emprunts qu'il a faits depuis la séparation des Etats, et leur emploi ; 2° de l'autoriser, lorsque les fonds en caisse seront épuisés, de les continuer jusques et à concurrence,



de la susdite somme de 48,635 livres 10 sols, si le progrès des travaux l'exige ; et finalement de le charger de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats-généraux, la vérification et les permissions nécessaires pour l'imposition des sommes empruntées, dont l'emploi sera fait et justifié, ensemble des intérêts depuis les jours des contrats d'emprunt.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit : que l'assemblée ayant fixé en 1786 le fonds d'amortissement des anciennes dettes du païs à une somme de 40,000 livres, elle pourroit faire rembourser cette année 3,000 livres au chapelain de Préfontaine ; 3,000 livres au clergé de Mende, 3,000 livres au Chapitre de Maruéjols, et 904 livres au chapelain de N.-D. de Lorette, et renvoyer cette imposition à MM. les commissaires de l'assiette.

Ce qui a été ainsi délibéré.

Il a dit ensuite : que les adjudications qui ont été faites par MM. les commissaires du diocèse depuis 1785, sur la route de Langogne à Saugues, s'élèvent à la somme de 93700 livres, savoir :

D'Esplantats à la chaussée du moulin de Babounés.....	17,950 liv.
De cette chaussée auprès de la Barraque rouge .....	9,300
La côte de Soulits du côté de Tresbos..	45,900
De Naussac à la Ponteyre .....	5,850
De la Ponteyre au chemin de Mende à Langogne.....	14,700

Il ne reste plus sur le fonds de 109,856 livres 18 sols, dont l'emprunt fut permis par l'arrêt du Conseil du 10 février 1785, que la somme de 16,156 livres 18 sols,

qui se trouve de beaucoup insuffisante pour faire exécuter les parties qui sont à adjuger sur cette route ; 1° depuis les approches de Langogne jusques à la jonction du chemin nouvellement construit près Naussac, non compris dans le premier devis ; 2° de Naussac à Montgros ; 3° de Montgros à Montauroux, et au bas de la côte de Soulits ; 4° du haut de cette côte à Ancelpont. Et finalement d'Ancelpont auprès de la Barraque rouge.

Que les ouvrages à faire sur ces cinq parties ont été estimés, par le sieur Boissonade, à une somme de 149,597 livres 14 sols.

Que cette augmentation de dépense n'ayant pas été prévue lorsqu'il proposa à cette assemblée l'ouverture de cette communication, il ne demanda à être autorisé qu'à solliciter l'emprunt de la somme de 109,856 livres 18 sols, portée par le devis.

Que M. Ofarell, directeur des travaux publics de la province, ayant visité cette route, jugea, par l'utilité dont elle prévoit être, qu'il étoit indispensable de lui donner 4 toises de largeur, conformément aux réglemens, et d'y faire des changements, pour adoucir les pentes trop rudes de quelques côtes qu'il déterminera à 4 p. 6 l.

Que ces divers changements et les nouveaux ouvrages, depuis Langogne jusques à la route que le diocèse fait ouvrir, augmentant le travail et la dépense, nécessiteront un nouvel emprunt pour y fournir ; qu'il est d'autant plus instant de le solliciter que les cinq parties adjudgées étant les unes entièrement perfectionnées, et les autres devant l'être avant la fin de cette campagne, on seroit forcé de suspendre tout espèce de travail sur cette

route, dont on ne peut retarder l'exécution, sans renoncer aux avantages que l'assemblée a eu en vue, lorsqu'elle en a entrepris la confection, et qu'elle peut se promettre dans ce moment, avec plus de confiance, l'administration provinciale d'Auvergne ayant délibéré, cette année, l'exécution des parties les plus difficiles qui sont à sa charge, depuis Langeac jusques à Lamuda, près Saugues.

Sur quoi l'assemblée, par les motifs rappelés dans le rapport dudit sieur syndic, l'a unanimement autorisé à solliciter, pendant la tenue des prochains Etats-généraux, la permission d'emprunter la susdite somme de 149,597 livres 14 sols 6 deniers, pour l'exécution des ouvrages à faire pour la perfection de la route de Langogne à Saugues, conformément au rapport de M. O'Farrell et au devis du sieur Boissonnade.

Le sieur syndic a dit : que les ouvrages que le païs fait exécuter, en vertu de l'arrêt du Conseil du 16 mars 1787, pour le redressement d'une partie de la grande route du bas Languedoc en Auvergne, depuis le pas des Jésuites jusques aux approches de Salgas, ayant fait connoître à l'assemblée l'utilité et la nécessité de prolonger cette nouvelle direction, pour éviter en entier le passage, souvent dangereux, de la Camp de l'Hospitalet. elle chargea l'année dernière le sieur Boissonnade, directeur des travaux publics du païs, de vérifier les différents projets présentés; de s'assurer, par une inspection exacte des lieux, de la meilleure direction, et d'en lever la carte, et dresser le devis estimatif.

Que ce directeur ayant procédé, l'année dernière et celle-ci, à cette vérification, après avoir parcouru et visité les divers emplacements indiqués, s'est déterminé,

pour la direction la plus utile et la mieux abritée, par le village de Recoules, le pont de Vebron, le moulin d'Astières, le lieu des Vanels, le moulin de Ricaldel, près Carnac, le col de Peireficade, la Bastide et le Pompidour, où l'on joindra la grande route, en évitant la Camp de l'Hospitalet.

Que l'assemblée peut s'assurer, par le vû du plan et du devis, qu'en partant de Salgas, on arrivera au col de Pierreficade par des rampes variées, depuis un jusques à 5 pouces; que de ce col, bien moins élevé que la Camp, et dont la traversée n'est que de 50 toises, on aboutira au Pompidour par des pentes, dont la plus forte est de 4 pouces 6 lignes.

Ledit sieur syndic observe : qu'on pourroit dans les suites, en abandonnant la route actuelle, depuis le Pompidour jusques au bas de la côte de Saint-Pierre, d'un entretien difficile et coûteux, aller déboucher directement du Pompidour à Saint-Jean de Gardonenque, par St-André, Saumane, St-Martin de Corconas, etc. ; mais comme ce projet, quoique d'une utilité générale, présente des dépenses très considérables, on ne pourra s'occuper de son exécution que lorsqu'on sera assuré du vœu du diocèse d'Alais et des secours de la Province, que MM. les Commissaires firent solliciter l'année dernière auprès de Mgr l'archevêque de Narbonne.

Qu'en attendant, comme il est nécessaire, pour la liberté du commerce et la sûreté des voyageurs, de donner suite à la route commencée depuis le Pas des Jésuites jusques auprès de Salgas, l'assemblée pourroit en délibérer la continuation jusques au Pompidour, par la direction proposée conformément au plan et devis qui en a été dressé, et l'autoriser en conséquence

à poursuivre, pendant la tenue des prochains États-généraux, la permission d'emprunter en plusieurs années, à raison de 15,000 livres par an, la somme de 258,521 livres 3 sols 4 deniers, à laquelle les frais de cette construction, y compris celle des ponts, ont été estimés par le susdit devis; qu'elle pourroit encore le charger d'inviter le diocèse d'Alais à se réunir à celui de Mende pour solliciter, auprès de Mgr l'archevêque de Narbonne, sa protection et celle de NN. SS. des États généraux pour l'ouverture d'une communication dont il a reconnu lui-même l'utilité par le vu du plan et du mémoire qu'il eut l'honneur de lui présenter pendant la tenue des derniers Etats.

Sur quoi l'assemblée, vu le susdit plan et devis, a unanimement délibéré, conformément aux propositions dudit sieur syndic, elle l'a en conséquence chargé de poursuivre les consentemens et permissions nécessaires pour emprunter la susdite somme de 258,511 livres 3 sols 4 deniers en plusieurs années, à raison de 1,500 livres par an, comme aussi d'inviter, au nom de l'assemblée, MM. les administrateurs du diocèse d'Alais à se joindre à ceux du Gévaudan pour solliciter, auprès de Mgr l'archevêque de Narbonne et des Etats, des secours pour la construction de cette route, en faisant étayer leur demande du puissant crédit de Messieurs les Evêques de ces deux diocèses..

Ledit sieur syndic, en continuant son rapport, a dit que la communauté de Grandrieu lui a fait remettre un mémoire dans lequel elle représente que dans tous les tems elle a contribué, ainsi que plusieurs autres communautés qui l'avoisinent, pour de fortes sommes à la construction et à l'entretien des différentes routes que

le païs a fait ouvrir, sans profiter des avantages qu'elles procurent, ne pouvant y communiquer que par des sentiers impraticables ; elles supplient en conséquence l'assemblée de leur faire faire un chemin depuis Lavitarelle, près Chateauneuf, jusques à Champs ; qui leur donneroit une communication directe avec la grande route que la Province fait ouvrir de Toulouse à Lyon et avec celle que le Diocèse fait exécuter de Langogne à Saugues et de là en Auvergne.

Elles observent : que ce chemin, d'une construction facile et peu dispendieuse, cotoyant la rivière au dessous de la Margeride à l'aspect du midi, vivifieroit non seulement les communautés qu'il traverseroit, mais encore celles qui, placées sur cette montagne, pourroient dans les suites, avec le crédit du Diocèse qu'elles sollicitent, faire des embranchements pour y aborder ; qu'alors toutes les parties de cette montagne, abondante en grains, en fourrages et en bestiaux, pouvant déboucher à ces deux grandes routes, dont elles ne sont qu'à une courte distance, auroient la facilité d'exporter leurs denrées sans danger et à moins de frais ; de communiquer avec toutes les villes du païs, et par suite, au moyen des routes qui sont ouvertes, avec le bas Languedoc, l'Auvergne, la Guyenne et le Lyonnais.

Elles observent encore : que si l'on continuoit cette route jusques au pont qui doit être établi à Saint-Haon, tous les habitants de ces cantons pourroient, par cette direction plus courte, se rendre au Puy, et éviter le long circuit qu'ils sont obligés de faire par Langogne, et ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de délibérer.

Sur quoi l'assemblée, ayant égard aux représenta-

tions faites par les communautés de Grandrieu, etc., détaillées dans leur mémoire dont il a été fait lecture, a unanimement délibéré de charger le directeur des travaux publics du païs, de lever le plan et dresser le devis estimatif du chemin qu'elles sollicitent.

Il a été ensuite représenté par quelques membres de l'assemblée que le païs ayant encore plusieurs routes à ouvrir, il ne pourroit fournir aux frais de leur construction, si, conformément aux réglemens de la Province, on étoit tenu de continuer à leur donner 4 toises de largeur ; que l'intérêt du païs doit faire désirer qu'on puisse s'en écarter lorsque les difficultés que présente leur exécution doivent donner lieu à des dépenses au-dessus de ses forces ; qu'il est démontré que dans les païs de montagne, la quatrième toise coûte quelque fois plus et presque toujours autant que les trois premières ; que d'ailleurs, outre cette forte augmentation de dépense, les travaux étant nécessairement retardés par cette plus grande largeur, le païs seroit privé pendant long-temps des avantages qu'offre leur plus prompt exécution. Par toutes ces considérations, l'assemblée, après avoir délibéré de donner aux routes commencées la largeur déterminée par les réglemens et fixée par les devis qui ont été dressés, a été unanimement d'avis, sous le bon plaisir des États, de réduire à trois toises la largeur des routes qui seront proposées à l'avenir.

Il a dit après : que ledit sieur Boissonade s'étant occupé, ainsi qu'il en avoit été chargé par l'assemblée l'année dernière, de la nouvelle communication à ouvrir de Maruejols à Serverette, et des différentes directions qu'il est possible de suivre dans la construction de cette

route, présente trois projets dans son rapport : le premier qui avoit été proposé par le travers de Macary, les villages du Mazet, Limouzes, Laubespy, Ussels laissé à gauche, Chassagnes et la ferme de la Vachellerie.

Le second par la métairie du Lignon, Larcis, la Maisson Neuve, le moulin de Combettes, près St-Sauveur, et la ferme de la Vachellerie.

Le troisième par la route actuelle, par Saint-Léger.

Qu'il résulte de ce rapport, que la première direction par le travers de Macary, et mesuré, depuis le pont de Lapeire, près Marvejols, jusques à la jonction de la grande route du bas Languedoc, en Auvergne, à 500 toises de Serverette, donneroit une longueur de 1287 toises, savoir :

Dupont de Lapeire au village du Mazet.....	3,817 toises.
Du Mazet à Limouzes.....	1,230
De Limouzes au sommet de la montagne de Chiroux.....	5,060
Du sommet de Montchiroux au pont de Chassagnes.....	1,700
De ce pont, y compris sa traversée, à la jonction du sentier de Serverette à la Bessière.....	1,740
De ce point de jonction à Lavachellerie.....	1,380
De la Vachellerie à la grande route du bas Languedoc en Auvergne.....	500

Qu'il faudroit parcourir, par cette direction, plusieurs côtes; celle qui du pont de Lapierre conduiroit au som-



met de la montagne, auprès de Montchiroux, auroit au moins deux rampes et 8,107 toises de longueur, dont 2,257 seroient à 4 pour cent.

Que celle pour arriver au pont de Chassagnes, seroit sur une ligne de pente de 4 1/2 pour cent et auroit une étendue de 1,100 toises.

Que celle qui, dudit pont, tendroit vers Serverette, seroit de 900 toises de longueur, sur une rampe de 4 pour cent.

Et finalement, que celle qui mèneroit à la Vachellerie, auroit une longueur de 1,580 toises et une pente de 3 1/2 pour cent.

Que le reste de la route, qui seroit de 1,540 toises, auroit presque partout des pentes et des rampes naturelles, que l'inclinaison et la disposition du terrain ne permettent pas de corriger.

Que l'emplacement, par ce projet, serait mal abrité : le sommet de la montagne de Montchiroux, auprès de Laubespy, étant aussi élevé que la Boulène et que les hauteurs de Lasbros, et que la partie depuis Laubespy jusques auprès de Limouzes, seroit sur une croupe exposée aux frimats et aux coups de vent.

Que les frais de construction, par cette direction, s'élèveroient à une somme d'environ 165,000 livres, à raison des rochers qu'il faudroit escarper, des déblais et murs à faire sur une très grande longueur, et d'un pont à deux arches de 8 toises d'ouverture chacune, qu'il faudroit construire auprès de Chassagnes.

Que la seconde direction, par la métairie du Lignon, Larcis etc., mesurée depuis la porte du Soubeiran, à Maruejols, jusques à la rencontre de la grande route, à 500 toises de Serverette, auroit une longueur de

14,420 toises, ce qui fait une différence en plus de 1,593 toises sur la première direction, savoir :

De la porte du Soubeiran à la  
jonction du chemin de St-Léger. 840 toises

Du chemin de Saint-Léger au  
moulin de Larcis ..... 1,940

Dudit moulin à la Maison-  
Neuve-haute..... 1,930

De la Maison-Neuve-haute au  
moulin de Combettes..... 1,350

De ce moulin à la jonction du  
chemin de Villeneuve à St-Sau-  
veur..... 2,090

De là au chemin actuel de  
Maruejols à Serverette..... 2,410

De ce point à la grande route,  
à 500 toises de Serverette..... 4,160

Que sur cette étendue de 14,420 toises, on profiterait de 6,600 toises du chemin actuel de Maruejols à Saint-Chély, ce qui réduirait la partie à faire par le païs à 8,360 toises.

Que la plus grande longueur de 1,593 toises déjà annoncée, qui se présente aujourd'hui par ce projet, seroit tout au moins gagnée par les changement de direction que fera indubitablement la province depuis Maruejols jusques au moulin de Combettes, point d'embranchement du chemin demandé de Montpellier à Saint-Flour, par la côte du Mazet.

Que deux côtes suffiroient pour arriver à Serverette; celle du moulin de Combettes, qui seroit très courte et très douce, et celle de la Vachellerie, dont la longueur est de 1,380 toises, et la pente de 3 pour cent, comme

on l'a déjà annoncé dans le rapport du premier projet.

Que le sol, sur lequel seroit assis le chemin par ce projet, est presque partout d'un granit décomposé, d'un travail par conséquent aisé, qui en faciliteroit la construction et en diminueroit la dépense ; celle à faire ne devant s'élever qu'à 70,000 livres, ce qui offre une réduction de 95,000 livres sur celle de la première direction.

Qu'à l'économie que présente ce projet, se joindroit l'avantage pour le pays d'être pour toujours délivré de l'entretien depuis Maruejols jusques au moulin des Combettes, qui seroit à la charge de la province, et d'offrir aux voyageurs une route mieux abritée.

Que la 5<sup>e</sup> direction par Saint-Léger-de-Peire, seroit la plus courte, mais que les obstacles qu'il faudroit vaincre pour établir la communication demandée, donneroient lieu à une dépense si forte, qu'il ne paroît pas qu'on puisse s'occuper de son exécution.

En résumant l'exposé du rapport de ce directeur, il en résulte, 1<sup>o</sup> que la direction par la métairie du Lignon Larcis, etc., plus longue dans l'état actuel de 1,595 toises que celle par le travers de Macari, sera tout au moins aussi courte lorsque la province aura fait ouvrir la partie de la route depuis Maruejols jusques au moulin de Combettes.

2<sup>o</sup> Qu'elle sera mieux abritée ; qu'elle n'aura que deux côtes au lieu qu'il en faut quatre pour le travers de Macari ; que sa construction sera plus facile et moins dispendieuse, l'estimation approximative qui en a été faite annonçant une économie de 95,000 livres.

Qu'outre cette diminution considérable dans les premiers frais de construction, le pays se trouveroit encore

déchargé, à perpétuité, de l'entretien d'une partie de ce chemin, depuis Maruejols jusques au moulin des Combettes.

4° Que le projet par la direction de Saint-Léger présente trop de difficultés et de trop fortes dépenses, pour qu'on puisse se livrer à son exécution.

Surquoi l'assemblée, avant de délibérer sur l'exécution de cette route, a été unanimement d'avis de faire faire un nouveau toisé des trois directions projetées dans le rapport dudit sieur Boissonade, qui a été chargé de prévenir M. le premier consul-maire de Maruejols du jour auquel il devra procéder à cette nouvelle vérification et toisé.

Ledit sieur syndic a dit que MM. les administrateurs de la communauté de Saint-Alban, allarmés sur la direction donnée par le devis du sieur Boissonade à la route que le diocèse fait ouvrir de Serverette à Saugues, ont remis un mémoire, par lequel ils supplient l'assemblée de suspendre l'exécution de ce projet jusques à la vérification de celui qu'ils présentent, qui offre l'avantage précieux de vivifier une ville qui, outre qu'elle est le siège d'une des baronnies de tour du Gévaudan, semble mériter l'attention de l'administration par les fortes impositions qu'elle paye, par sa population et par les ressources que les voyageurs pourront y trouver et dont ils seroient privés, si on persistoit à suivre l'autre direction ; que d'ailleurs la construction en sera plus facile, sur un sol plus solide, pas plus coûteux, et d'un entretien moins dispendieux, et pourra devenir utile à la ville du Malzieu qui, n'ayant pas de communication avec celle de Saugues, profitera de celle qui sera ouverte par Saint-Alban, moyennant quelques réparations peu considérables.

La justice de ces recommandations qui avoit été déjà reconnue par MM. les commissaires, ils n'adjugèrent sur cette route que depuis le pont de Chadenet, près Serve-rette, jusques au Mas des Pis, point d'où l'on peut la diriger vers Saint-Alban sur la trace que le sieur Boissonade fut chargé d'en faire ; que l'augmentation de la dépense qu'occasionnera ce changement ne pouvant être déterminée qu'après que le devis estimatif en aura été fait, l'assemblée pourroit charger ce directeur de s'occuper de ce travail cette année.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a été fait ensuite lecture d'un mémoire dans lequel on propose de changer la direction actuelle de la partie de chemin depuis les Alabats jusqu'à Bombes, route de Lyon à Millau, tracée par les villages de Soulages, la Bastide, Le Massegros et le Franquiran, et de suivre une plus directe par la fontaine des Fonds, Lancize, près le village de Combelazais, le Franquiran et Bombes.

Que cette direction, plus courte que la première d'environ 3,000 toises, réuniroit à l'avantage précieux d'offrir aux voyageurs une fontaine abondante au lieu des Fonds, celui d'une grande économie dans son exécution par les moindres difficultés qu'on auroit à vaincre.

Surquoi l'assemblée, déterminée par les avantages annoncés dans le susdit mémoire, a délibéré d'abandonner la première direction, et de suivre celle qui est proposée par les Fonds, Lancize, Le Franquiran et Bombes ; elle a en conséquence chargé ledit sieur Boissonade d'en dresser le plan, profils et devis estimatif.

Il a dit après, que les différents ouvrages que le pais fait exécuter, confiés à la direction dudit sieur Boisso-

nade, exigeant des visites fréquentes, qui ont rempli tout son temps, il n'a pas eu celui de s'occuper encore de la vérification du chemin demandé par la ville de Maruejols, de Saint-Urcise à la Maison-Neuve ; que son utilité annoncée dans la requête présentée à NN. SS. des Etats généraux par la communauté de Recoules-d'Aubrac, certifiée par presque tous les MM. négociants de Maruejols, pourra décider l'assemblée à charger de nouveau ledit sieur Boissonade de s'assurer, par une vérification exacte, laquelle des deux directions proposées, par Saint-Laurent-de-Muret ou par La Baume, mérite la préférence, soit pour la commodité et la sûreté des voyageurs, soit pour la facilité et l'économie dans la construction, et d'en dresser le devis estimatif ; et en attendant qu'il soit prononcé sur l'exécution de ce chemin, qui n'a jamais été à la charge du diocèse, ni entretenu à ses frais, l'assemblée pourroit ordonner les réparations déjà libérées du pont de Sinières et la reconstruction des montjoyes, sur la montagne de La Mont-Redolte, pour en assurer le passage en hiver, et prévenir le danger auquel on est exposé de s'y égarer.

Il a ajouté que l'intérieur de la voûte et plusieurs voussoirs du pont de La Peyre, près Maruejols, étant cariés, il est de l'intérêt du país d'en prévenir la ruine, et de le faire réparer le plutôt possible ; mais comme les ouvrages à faire pour rétablir ces dégradations exigent les plus grandes précautions, l'assemblée trouvera sans doute convenable d'en renvoyer l'examen à M. O'Farrell, qui, par la supériorité de ses connoissances, pourra indiquer les moyens les plus sûrs et les plus économiques, pour l'exécution de cette réparation réclamée par la ville de Maruejols.

Sur quoi, vu la requête présentée par la communauté de Recoules-d'Aubrac, l'assemblée a de nouveau délibéré : 1° de charger de plus fort le sieur Boissonade, de lever cette année le plan, et dresser le devis estimatif du chemin de Saint-Urcize à la Maison Neuve, par Saint-Laurent et par La Baume ; 2° de renvoyer à M. O'Farrell, conjointement avec le sieur Boissonade, la vérification des réparations à faire au pont de La Peyre, et des précautions à prendre pour leur exécution. Et finalement elle a délibéré de faire réparer le pont de Sinnières et d'imposer en conséquence le préciput du diocèse et celui de la communauté du Buisson, comme aussi, par les motifs rappelés dans l'exposé dudit sieur syndic, de faire rétablir les montjoyes sur la montagne de la Mont-Redolte ; l'autorisant, à cet effet, à solliciter les permissions nécessaires pour l'emprunt des fonds qu'occasionnera cette dépense.

Ledit sieur syndic a dit que pour assurer le passage en hiver de quelques parties de chemin tracées sur les montagnes du Gévaudan, qu'on est forcé de traverser, jusqu'à ce que des circonstances plus heureuses puissent permettre d'en changer les emplacements sur les plans et projets qui ont été déjà présentés à l'assemblée, il a cru devoir lui proposer de faire construire de montjoyes, dans la forme prescrite par le devis du sieur Boissonade : 1° à La Camp de l'Hospitalet ; 2° sur le cause de Sauveterre ; à La Champ de La Roche, sur la route du bas Languedoc en Auvergne ; 4° sur le Palais du Roi, chemin de Mende à Langogne, le Puy et Lyon ; 5° sur la haute montagne de La Margeride, depuis Estables jusques au Cheylar, chemin de Mende à Saugues ; et finalement sur La Mont-Redolte, sur le chemin projeté de Maruejols

à Saint-Urcize, dont il vient de rendre compte à l'assemblée.

Qu'au moyen de ces guides, dont le nombre est fixé par le devis à 340, en les espaçant de 50 en 50 toises dans les lieux les plus dangereux et le prix à 8,160 livres, à raison de 24 livres chacun, les voyageurs ne seront plus en danger de s'égarer comme ils s'y trouvent exposés lorsque ces montagnes sont couvertes de neige.

Que la nécessité d'une dépense aussi utile déterminera sans doute l'assemblée à s'y livrer avec empressement et à le charger en conséquence de poursuivre les permissions nécessaires pour l'emprunt de ladite somme de 8,160 livres, portée par le devis qui en a été dressé.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit que l'assemblée étant intéressée à veiller avec la même attention à la conservation et bon état des chemins royaux des Cévennes et des grands chemins du païs, leur construction et entretien étant également à sa charge, quoiqu'ils soient sous deux inspections différentes, c'est dans ces vues qu'il a l'honneur de lui proposer la réparation de quelques parties de chemins royaux des Cévennes, dont les dégradations lui ont été annoncées par les communautés intéressées à leur rétablissement et par le dernier procès-verbal de visite de M. l'inspecteur chargé de cette partie de chemin ; que ces réparations consistent : 1° à changer l'emplacement sur environ 40 toises de longueur d'une partie de chemin du Collet à Saint-Michel, avoisinant les possessions de M. de Montvert ; le lit de la rivière étant plus élevé, inonde continuellement cette partie et interrompt souvent toute communication ;



2° à changer de même sur 445 toises de longueur, l'emplacement d'une partie du chemin près du Chambonnet, aboutissant au pont de Brugen ; le Gardon, qui le domine, inondant journellement le chemin, le dégrade, et en rend le passage impraticable ;

3° à rétablir sur 60 toises de longueur une autre partie sur le chemin de Sainte-Croix, qui a été totalement emportée par la chute du terrain qui s'est détaché de la montagne, sur le revers de laquelle le chemin est pratiqué.

Que les ouvrages à faire sur ces trois parties de chemin, ne pouvant être connus ny appréciés qu'après une vérification exacte, l'assemblée pourroit charger le sieur Boissonade de se transporter sur les lieux, et de dresser des devis estimatifs de toutes les réparations qu'il jugera nécessaires pour le rétablissement de ces dégradations, pour être lesdits devis présentés, l'année prochaine, à cette assemblée, à l'effet d'être par elle délibéré sur leur exécution.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a dit ensuite que la communauté de Saint-Etienne-de-Valfrancesque ayant sollicité depuis longtemps l'exécution de quelques changements indispensables sur le chemin de ce bourg à la jonction de la grande route du bas Languedoc en Auvergne, le sieur Boissonade en a dressé le devis estimatif, ainsi qu'il en avoit été chargé par l'assemblée, suivant lequel ces ouvrages à faire sur ce chemin, pour y établir une libre communication avec la grande route, donneront lieu à une dépense de 6,000 livres.

Que l'assemblée qui avoit déjà reconnu la nécessité de ces réparations, pourroit en délibérer l'exécution, et

l'autoriser en conséquence à poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, leur consentement et la permission d'emprunter la susdite somme de 6,000 livres, portée par le susdit devis.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit que les entrepreneurs de la construction de la côte de La Capelle, depuis le valat de Chanvre jusques auprès du Daumal, sur la nouvelle route de Millau à Lyon, présentèrent, au mois de septembre dernier, un placet à MM. les commissaires du diocèse, dans lequel ils leur représentoient les pertes considérables qu'ils faisoient dans cette entreprise, et réclamoient, à titre d'indemnité, une augmentation de prix de leur bail.

La justice de cette demande ne pouvant être établie que par une vérification exacte des faits avancés dans leur mémoire, MM. les commissaires ne crurent pas pouvoir l'accueillir, et en renvoyèrent l'examen à M. O'Farrell, directeur des travaux publics de la province, qui avoit déjà visité, en 1784, cette route, et fixé dans son rapport le prix de chaque nature d'ouvrage qu'on devoit y exécuter; que ce directeur s'étant porté de nouveau sur les lieux, vérifia le travail fait par ces entrepreneurs et celui qui restoit à faire, et d'après le calcul qu'il en fit sur sa première estimation de 1784, il jugea que les parties adjugées au prix de 10,550 livres, auroient dû s'élever à 16,430 livres, et qu'il étoit de la justice de l'assemblée d'accorder à ces entrepreneurs une indemnité, qu'il fixe dans son rapport à 6,430 livres.

Ledit sieur syndic ayant sollicité en conséquence la permission d'emprunter ou d'imposer cette somme, sous

la réserve du consentement des Etats du pais, NN. SS. des Etats généraux, avant de prononcer sur cette demande, délibérèrent, le 12 janvier dernier, qu'elle seroit présentée à cette assemblée avec les pièces qui peuvent en prouver la légitimité.

Ces entrepreneurs, pour en établir la justice et l'énormité de leurs pertes, qui s'élèvent, selon eux, à une somme beaucoup plus forte, ayant demandé une seconde vérification, il y a été procédé par le sieur Boissonade, qui en a dressé son rapport, duquel il résulte :

Que le roc sur lequel toute cette côte est assise, dont il n'avoit pu connoître la qualité, s'étant trouvé rempli de cavités, et ne pouvant être emporté par la mine, les entrepreneurs ont été forcés de l'enlever à la pointe de la pique ou du marteau, travail plus long et plus pénible, et qui a considérablement augmenté les frais de l'escarpement et de l'ouverture des fossés.

Lesdits entrepreneurs observent encore que MM. les commissaires furent la cause innocente de leur erreur ; parce que n'ayant sans doute sous les yeux, lors des adjudications, que l'estimation du sieur Boissonade, moindre de 7,000 livres que celle de M. O'Farrell, ils ne voulurent recevoir, conformément à leur usage, que des offres rapprochées de cette estimation, et rejetèrent toutes les autres, ce qui est prouvé par la 1<sup>re</sup> moins dite, qui ne fut que de 12,000 livres, quoique les ouvrages à adjudger eussent été estimés environ 17,000 livres par M. O'Farrell, et que ce fait important, convenu par M. Boissonade dans son dernier rapport, et qui sera certifié par MM. les commissaires, ayant été la cause de leur erreur, justifie leurs réclamations.

Sur quoi ayant été fait lecture de la délibération des

Etats généraux du 12 janvier dernier, du rapport de M. O'Farrell du 2 du même mois, de celui du sieur Boissonade et du nouveau mémoire des entrepreneurs de la côte de La Capelle ; l'assemblée s'étant assurée de la vérité des faits qui y sont avancés et de la justice de leur demande, a unanimement délibéré de leur accorder, sous le bon de NN. SS. des Etats, la somme de 6,450 livres, à laquelle M. O'Farrell a fixé le montant de l'indemnité qui leur est due ; elle a en conséquence donné pouvoir audit sieur syndic de poursuivre, à la prochaine assemblée des Etats, les consentement et permissions nécessaires, d'imposer ou emprunter ladite somme de 6,450 livres, pour n'être cependant payée auxdits entrepreneurs, qu'après la perfection et réception des ouvrages dont ils sont chargés par le devis du sieur Boissonade et le premier rapport de M. O'Farrell.

M. Delhermet, syndic du país, a dit que M. le comte de Barre, capitaine de cavalerie au régiment de la Reine, propriétaire de la terre et gentilhommerie de Barre, désirant de jouir du droit d'entrée dans cette assemblée et de tous les privilèges et prérogatives y attachées, lui a fait remettre ses titres de propriété, ensemble ceux servant à établir sa noblesse personnelle ; qu'il aura l'honneur de les présenter à la Commission, qui, suivant les réglemens, doit être nommée pour les examiner.

Sur quoi M. le Président a nommé pour cette vérification et examen M. l'abbé Bessière, chanoine, député du Chapitre de Mende ; M. le chevalier de Dimandole, commandeur de Palhers ; M. de Servières ; M. Rivière, représentant M. le baron de Mercœur, et MM. les premiers consuls maires de Mende et de Maruejols, qui ont été

•

priés par l'assemblée de vouloir bien, à l'issue, s'occuper de leur commission, pour que M. le comte de Barre puisse être admis à la séance de relevée.

De relevée.

M. l'abbé Bessière, chanoine et député du Chapitre de l'église cathédrale de Mende, a dit que MM. les commissaires nommés pour vérifier et examiner les titres de propriété de M. le comte de Barre, sur la terre et gentilhommerie de Barre, ainsi que ceux de sa noblesse, s'étant assemblés dans l'hôtel de M. le comte de Peyre, M. le syndic du pais leur a présenté les actes produits par mondit sieur de Barre, desquels il résulte :

Que haut et puissant Sgr Aldebert-Charles-Jacques Elizée le Picard, chevalier, Sgr de Barre, des paroisses de Saint-Laurent-de-Trèves, Cassagnas, Saint-Martin-de-Campselade, Le Bousquet, La Barthe, Molezon, des mandements de Folaquier; Le Canourgue, Valmale, Mas-Bonnet, Frutgeires, Le Pichausier, des lieux de Malheurtard, de Mazel-de-Mort, Bouges, Tardononche, Fauquière, Pied-Fourau et autres places, capitaine de cavalerie au régiment de la Reine, est propriétaire de la terre et gentilhommerie de Barre et des droits honorifiques qui y sont attachés, et notamment l'entrée aux Etats particuliers du Gévaudan, en qualité de fils et héritier de haut et puissant Sgr Aldebert-Charles le Picard de Radeval de Selletot; ce qu'il prouve par le testament olographe dudit feu Sgr de Barre, son père, du 29 juillet 1779, enregistré par M<sup>e</sup> Bancillon, notaire, le 8 avril 1780, dans lequel il constitue héritier général et universel, et dont il rapporte l'original, par la copie d'un arrêt du Parlement de Toulouse de 1774, qui adjuge

à sondit feu père ladite entière seigneurie ; par un arrêt de la même Cour, du 8 février 1772, qui ordonne l'exécution du précédent ; par une transaction qu'il a passée lui-même le 3 mai 1781 ; par deux procurations originales, l'une du 13 novembre 1773 et l'autre du 10 mai 1778, pour accepter les reconnoissances féodales de ladite entière seigneurie ; et enfin pour les extraits des reconnoissances de toute ladite terre.

Preuves de noblesse.

Que ledit haut et puissant seigneur Aldebert-Charles-Jacques Elizée le Picard de Radeval de Selletot, Sgr de Barre, etc., est fils de haut et puissant Sgr Aldebert-Charles le Picard de Radeval de Selletot, chevalier, ancien capitaine de dragons au régiment de Beau-Fremont, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et de feuë dame Jeanne de Parlier du Folaquier, dame de Saint-Martin, de Cassagnas et autres places, ce qui est prouvé :

1° Par l'extrait baptistaire dudit Sgr Aldebert-Charles-Jacques Elizée Le Picard, du 5 novembre 1752, dûement légalisé ;

2° Par son contract de mariage avec D<sup>lle</sup> Marie-Jeanne-Françoise de Jullien, fille légitime et naturelle de haut et puissant Sgr Jacques-Joseph de Jullien de Saint-Just, chevalier, Sgr de Malerargues, Morsonteil et autres places, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et de dame Catherine Chazel, reçu par Maximilien Chambon, notaire de Barre, le 16 mai 1781 ;

3° Par le testament olographe dudit Sgr Aldebert-Charles Le Picard, son père, en date du 29 juillet 1779, ci-devant rapporté.

Que ledit M<sup>re</sup> Aldebert-Charles Le Picard, chevalier, baron de Barre, Sgr de Saint-Laurent, de Barre et autres places, capitaine de dragons au régiment de Beau-Fremont, chevalier de l'ordre royal et militaire de St-Louis, était fils de M<sup>re</sup> Jacques Le Picard de Selletot, baron de Barre, major du régiment de dragons de Chazel, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et de dame Elizabeth de Saint-Martin, son épouse, ce qui est prouvé :

1° Par le contract de mariage dudit noble Aldebert-Charles Le Picard de Selletot, baron de Barre, et de D<sup>lle</sup> Jeanne de Parlier de Folaquier, ci-devant rapporté ;

2° Par le testament dudit noble Aldebert-Charles Le Picard, aussi ci-devant rapporté ;

3° Par le testament mutuel dudit noble Jacques Le Picard de Breuilhet, et de dame Elizabeth de St-Martin, du 5<sup>e</sup> mars 1729, rapporté en original, et par lequel ils s'instituent réciproquement héritiers l'un l'autre, à la charge de rendre à l'un de leurs enfants, et dans le cas ils vinsent à décéder sans faire l'élection, ils instituent ledit Aldebert-Charles de Selletot, leur fils.

Que ledit M<sup>re</sup> Jacques Le Picard de Breuilhet de Selletot, major du régiment de dragons de Chazel, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, étoit fils de noble Pierre Le Picard, écuyer, et de dame Anne de Breuilhet de Sainte-Marie, ce qui est prouvé :

1° Par son contract de mariage avec D<sup>lle</sup> Elizabeth de Saint-Martin, reçu par Jacques La Boissière, notaire de Montpellier, du 11 février 1710 ;

2° Par le testament dudit noble Le Picard, par lequel après avoir légué 4,000 livres à chacun de noble Jean et Jacques Le Picard, ses fils, et de D<sup>lle</sup> Anne Le Breui-

lhet, sa femme, institue son héritière universelle ladite Anne de Breuilhet, à la charge de rendre leur héritage à celui de leurs enfants qu'elle jugera à propos ; reçu par François Sabatier, notaire royal de Muret, le 20 octobre 1673 ;

5° Le mariage dudit M<sup>re</sup> Jacques Le Picard de Breuilhet, avec ladite D<sup>lle</sup> Elisabeth de Saint-Martin, est encore établi par une transaction que lesdits mariés passèrent devant ledit Pierre Chambonnet, notaire, le 11 mai 1729, à fol. 205 de registre, rapporté en original.

Que ledit noble Pierre Le Picard étoit fils de feu noble Raimond Le Picard et de D<sup>lle</sup> Hélix de Boutier, ce qui est prouvé :

1° Par son contract de mariage avec D<sup>lle</sup> Anne de Breuilhet, reçu par Jacques Gibert, notaire royal de la ville de Bordeaux, le 2 juin 1656 ;

2° Par le testament de noble Raimond Le Picard, fils à feu Louis Le Picard, par lequel, après avoir légué à noble Louis et Pierre Le Picard, ses fils, et de D<sup>lle</sup> Hélix de Boutier, il institue ladite de Boutier, sa femme, pour son héritière ; reçu par Jacques Puech, notaire royal de Bordeaux, le 16 mai 1610 ;

3° Par une quittance de D<sup>lle</sup> Jacquète Le Picard, veuve de Pierre Olivier, de la ville de Muret, en faveur de noble Pierre Le Picard, son frère, habitant de la ville de Bordeaux ; reçu par Sabatier, notaire royal, le 20 octobre 1673.

Que ledit noble Raimond Le Picard étoit fils de Louis Le Picard, cosseigneur de Vauricher, et de D<sup>lle</sup> Marguerite du Roc, ce qui est prouvé :

1° Par son contract de mariage avec Hélix de Boutier,



où il est dit fils de noble Louis Le Picard, Sgr de Vaurichet, et de D<sup>lle</sup> Marguerite du Roc, en présence de noble Louis Le Picard, son père ; reçu par Jacques Puech, notaire royal de la ville de Bordeaux, le 4 mai 1598 ;

2° Par une quittance de 200 livres tournois, consentie par sire Pierre Boyer, mari et maître des biens dotaux de D<sup>lle</sup> Marguerite Le Picard, en faveur de noble Raimond Le Picard, son beau-frère, fils et donataire de noble Louis Le Picard, son père, et de ladite Marguerite du Roc ; reçu ledit Puech, notaire de Bordeaux, le 1<sup>er</sup> septembre 1598 ;

3° Par le testament dudit noble Raimond Le Picard, qui se dit fils de Louis et de Marguerite du Roc, dudit jour 16 mai 1610, ci-devant rapporté au 4<sup>e</sup> degré.

Que ledit noble Louis Le Picard étoit fils de Jacques Le Picard, Sgr de Vauricher, habitant de la paroisse de St-Vincent-de-Rouen, en Normandie, ce qui est prouvé :

1° Par le mariage de noble Louis Le Picard, fils de Jacques, Sgr de Vauricher, avec D<sup>lle</sup> Marguerite du Roc, en présence dudit noble Jacques Le Picard, son père ; reçu André Deleuze, notaire de la ville de Bordeaux, le 5 septembre 1554 ;

2° Par une procuration consentie par noble Louis Le Picard, fils et héritier de feu noble Jacques Le Picard, Sgr de Vauricher, en faveur de Cibille de Toustain-Vire, sa mère, à l'effet de gérer toutes les affaires qu'il avoit en Normandie ; reçu Jean Giro, notaire, le 20 octobre 1555 ;

3° Par la présence dudit Louis Le Picard au mariage de son fils Raimond.

Que ledit noble Jacques Le Picard, Sgr de Vauricher, est fils de noble homme Guillaume Le Picard, Sgr d'Es-

telau, bailli et capitaine de Rouen, grand maître d'artillerie, et de D<sup>lle</sup> Jeanne de La Garde, ce qui est prouvé :

1° Par une vente de maison, assise èz paroisse de Saint-Vincent et de Saint-Etienne, de la rue aux toneliers de Rouen, au lieu nommé Vauricher, faite par noble homme Jacques Le Picard, Sgr dudit Vauricher, fils et héritier en partie de défunt noble homme Guillaume Le Picard, en son vivant Sgr d'Estelau, bailli et capitaine de Rouen, et de D<sup>lle</sup> Jeanne de La Garde, sa mère, le 1<sup>er</sup> août 1506 ; reçu Robert Aigon et Guillaume Vollant, tabellions royaux de Rouen ;

2° Par une tutelle du 12 février 1493, qui prouve que nobles hommes M. Louis Picard, chevalier, Sgr d'Estelau ; Jean Picard, Sgr de Radeval ; M<sup>re</sup> François Picard, archidiacre du grand Caux, et M. Jean de Dreux, chevalier, baron et vidame d'Esneval, de la Maison de France, tuteur et gardien, comme il dit, de Jacques Picard, sous-âgé iceux, Louis Jean, M<sup>re</sup> François et Jacques, dits Picard, frères, enfants et héritiers chacun du défunt nobles personnes Guillaume Le Picard et de D<sup>lle</sup> Jeanne de La Garde, sa femme ; reçu Robert Aigon et Crespin Le Boulanger, tabellions royaux à Rouen, le 12 février 1493.

Que les actes ci-dessus énoncés établissant d'un côté la pleine et entière propriété de M. le comte de Barre, sur la terre et gentilhommerie de Barre, et de l'autre sa noblesse depuis près de 300 ans, prouvée par deux actes au moins sur chaque degré, ce qui excède les preuves exigées par les réglemens ; MM. les commissaires ont cru devoir proposer de l'admettre dans cette assemblée en qualité de gentilhomme de Barre, avec le rang et séance attachés à ladite terre, et voix délibérative.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément à l'avis de MM. les commissaires.

M. de Retz de Servièrès a dit que d'après l'usage constamment suivi aux Etats généraux de la province, MM. les barons y prenant rang et séance suivant la date de leur réception, il croit être fondé, en sa qualité de gentilhomme de Servièrès, à réclamer la préséance sur tous les autres gentilhommes, qui, à raison de leurs terres ayant droit d'assister à cette assemblée, y ont été admis après lui.

Sur quoi l'assemblée, avant de prononcer définitivement sur les prétentions de M. de Servièrès, a été d'avis de charger le syndic et le greffier du païs de faire les recherches les plus exactes dans les archives du diocèse, pour s'assurer si cette demande est fondée ; et cependant comme elle n'est pas contestée, elle a délibéré provisoirement, et sans entendre par là préjudicier en rien aux droits des autres gentilhommes, que M. de Servièrès prendroit, cette année, le premier rang, sauf à être statué définitivement, en 1789, sur le vu des titres qui pourront être produits.

Après quoi M. le comte de Barre étant entré dans l'assemblée, y a pris rang et séance, après avoir prêté le serment ordinaire. Il l'a ensuite remerciée, et a dit : MM., etc. ; M. le Président y a répondu, et a dit : MM., etc.

Ledit sieur syndic a dit que, sur le rapport fait à cette assemblée, l'année dernière, des dégradations causées à une partie de chemin entre le col du Penedis et Saint-Michel-de-Dèzes, annoncées depuis 1780 dans les procès-verbaux de visite de M. l'Inspecteur des chemins royaux des Cévennes, et des réparations provisoires qui y avoient été faites, elle délibéra de faire exécuter par

adjudication, en la forme ordinaire, celles de perfection portées par le devis du sieur Boissonade, sur le fonds de l'emprunt permis par l'arrêt du Conseil du 14 février 1784 ;

Qu'il fit faire en conséquence des publications et affiches ; mais personne n'ayant paru au jour indiqué, l'adjudication de cet ouvrage, qui ne put avoir lieu à cette époque, a été faite, après de nouvelles publications et affiches, le 15 avril dernier, à André Feljas, de La Voulp, paroisse de Saint-André-Capcèze, diocèse d'Uzès, et à Louis Folcher, de la ville de Mende, derniers moins-disans, au prix de 2,400 livres.

Cette somme devant leur être payée à fur et à mesure des progrès de leur travail, il a requis l'assemblée, en approuvant le bail passé aux entrepreneurs, de l'autoriser à leur en faire payer le montant sur le fonds qui sera emprunté en vertu du susdit arrêt du 14 février 1784, et d'en poursuivre la vérification et l'imposition en faveur des prêteurs, avec les intérêts légitimement dus, lorsque l'emploi en aura été fait, et qu'il en sera justifié par les certificats du directeur des travaux publics du païs, et les quittances des entrepreneurs.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a dit ensuite qu'un des murs d'avenue du Pont-Neuf, près Balsièges, sur la grande route du bas Languedoc en Auvergne, ayant croulé à la suite des pluies abondantes qu'on a éprouvé dans ce païs pendant plusieurs mois, il fut tout de suite provisoirement pourvu à cette réparation, pour rétablir la communication ; que les ouvrages qu'on y fit exécuter en charpente, dont la dépense s'est portée à 209 livres 5 sols, suivant le compte qui en fut tenu, ne pouvant avoir la solidité qu'il est important de

donner à cette réparation, MM. les commissaires chargèrent le sieur Boissonade d'en dresser le devis estimatif, et ledit sieur syndic de faire faire des publications et affiches pour l'adjudication de ce travail.

Que les offres et moins-dites ayant été reçues en la forme ordinaire le 15 avril, jour fixé par l'affiche, l'adjudication de cette réparation a été faite aux nommés Jacques et Pierre Boyer, Simon Marc et Félix Laget, maçons de la ville de Mende, au prix de 2,600 livres.

Cette dépense devant être prise sur le fonds du préciput de la communauté de Balsièges et sur celui du diocèse, il a proposé à l'assemblée d'autoriser MM. les commissaires de l'assiette à imposer la somme de 2,809 livres 5 sols, y compris celle de 209 livres 5 sols du montant des réparations provisoires qui, ayant été avancé par M. le receveur de 1787, pourra lui être remboursé par celui de 1788, et de charger M. le greffier du païs d'insérer, par un article particulier dans la mande de Balsièges, l'imposition de 240 livres que cette communauté doit faire pour son préciput.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit que sur la délibération de l'assemblée, du 18 juin 1787, NN. SS. des Etats ayant consenti à l'emprunt d'une somme de 1,470 livres pour le tiers concernant le diocèse, des frais de la reconstruction des avenues du bourg de Châteauneuf, cet emprunt a été permis par jugement de NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, du 15 janvier 1788, et validé par arrêt du Conseil du 29 février suivant.

Que cette communauté, qui, suivant son offre, devoit fournir aux deux tiers de cette dépense, ayant négligé de se pourvoir auprès de Mgr l'Intendant pour obtenir

son autorisation, le diocèse ne pourra effectuer l'emprunt permis, jusques à ce qu'elle se soit mis en règle ; que M. le consul, qui est ici présent, pourroit être exhorté de solliciter au plutôt les permissions nécessaires pour la prompte exécution d'une réparation qu'il a lui-même demandé et dont l'utilité a été généralement reconnue par la délibération qu'il présenta l'année dernière et par celle qui fut prise en conséquence par l'assemblée.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic, en rendant compte de l'état des ponts, a dit que le fonds de 6,985 livres imposé, l'année dernière, pour restes du préciput du diocèse de l'élargissement du pont du Malzieu, de la réparation d'un affouillement d'une des piles de ce pont, de la reconstruction du pont en bois d'Albespeyres, de la réparation du pont du Rodier, au-dessous de Châteauneuf, et du rétablissement du mur de rampe de celui du Choizal, n'ayant pas été encore entièrement employés, le résidu doit rester dans la caisse du receveur de 1787, pour fournir au payement des entrepreneurs de ces différents ouvrages, lorsqu'ils en justifieront le progrès et la perfection par des certificats du directeur des travaux publics du païs.

Il a observé que, d'après une nouvelle vérification, ayant été reconnu que la reconstruction du mur de rampe du pont du Choizal pouvoit être retardée sans danger, au moyen des réparations provisoires qui y furent faites, MM. les commissaires crurent devoir en suspendre l'adjudication ; ce qui opérera un moins imposé de 1,225 livres ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi il a été unanimement délibéré que sur le

susdit fonds de 6,985 livres, imposé pour le préciput des ouvrages annoncés en détail dans le rapport dudit sieur syndic, MM. les commissaires de l'assiette seront faire un moins imposé, de la somme de 1,225 livres, du montant des ouvrages à faire au mur de rampe du pont du Choizal, dont l'exécution a été suspendue.

Il a dit ensuite que la communauté de Servières fit demander, l'année dernière, à MM. les commissaires, assemblés pour la signature des rôles de la capitation, la construction d'un pont sur la rivière de Coulagnets, qu'il faut traverser pour se rendre à Mende, le danger auquel sont exposés les habitants de cette paroisse, et de celles de Lachamp, Ribennes, St-Léger-de-Peyre. etc. Joint à la modicité de la dépense qui ne s'élève qu'à 700 livres, suivant le devis du sieur Boissonnade, lui fait espérer que le diocèse voudra bien venir à son secours pour suppléer à l'insuffisance du préciput de la communauté.

Que celle de Saint Préjet-d'Alier renouvelle la demande qu'elle avoit déjà formée d'un pont sur la rivière d'Ance ; que les frais de construction n'ayant été estimés, par le devis du sieur Boissonnade, qu'à 560 livres, le secours du diocèse ne seroit que de 120 livres : cette communauté offrant son préciput de 240 livres.

Que celle de Laval-Montauroux, s'étant pourvue par devant Mgr l'Intendant, pour y solliciter des secours pour la reconstruction de deux ponts, sur les rivières qu'il faut traverser pour aboutir à la grande route que le diocèse fait ouvrir de Langogne à Saugues, seul débouché pour la vente de ses denrées, ce magistrat a renvoyé à MM. les commissaires du diocèse cette requête, dont l'exposé leur a paru des plus justes ; mais

comme la dépense à faire pour ces deux ponts, se porte à la somme de 2,508 livres, ils ont pensé, malgré leur utilité, qu'on devoit se borner à faire exécuter le plus pressant cette année, sauf à faire travailler au second l'année prochaine ; ce qui réduira la dépense à 1,254 livres, de laquelle étant distrait 400 livres, que M. le prier de Laval a offert de donner de ses propres fonds, et 240 livres du préciput de la communauté, le secours à fournir par le diocèse sera réduit à 614 livres.

Que celle de Prévenières demande, sous l'offre d'imposer son préciput de 240 livres, que le diocèse vienne à son secours, suivant les règlements, pour le surplus de la dépense qu'occasionnera la construction d'un pont sur un torrent très dangereux, qu'il faut nécessairement traverser pour arriver à la grande route de Villefort à Langogne ; que les frais de sa construction se porte, suivant le devis qui en a été dressé par le directeur des travaux publics du pais, à une somme de 1,827 livres, de laquelle étant distrait 240 livres du préciput de la communauté, et 200 livres offerts par M. l'abbé de Siran, prieur et Sgr de cette paroisse ; l'imposition à faire par le diocèse se trouvera réduite à 1,587 livres.

Que les ponts du Gournier, paroisse de Recoules, ceux du Flech et de Tras La Garde ; sur celle de Nasbinals et de Marchastel, sur la paroisse de ce nom, interceptant, par leur mauvais état, la communication de Maruejols à Saint-Urcize, il est urgent de les faire réparer, et de venir au secours de ces communautés pour le paiement de ces ouvrages, estimés en totalité à 1,088 livres par le devis qu'en a dressé le sieur Boissonade.

Que l'assemblée ayant délibéré d'imposer le préciput du diocèse pour les réparations du Pont-Neuf et de celui



de Sinières, ce fonds doit être augmenté du montant des ouvrages ci-dessus, si elle les approuve, et de la dépense qu'occasionneront ceux à faire pour le rétablissement et conservation du pont du Chastel-Nouvel, sur la route du bas Languedoc en Auvergne, estimés 455 livres; que toutes ces sommes réunies, se portant à 6,000 livres, distraction faite des préciputs des communautés, il a proposé à l'assemblée : 1° d'en renvoyer l'imposition à MM. les commissaires de l'assiette ; 2° de charger M. le greffier du diocèse de comprendre, dans les mandes de la taille des communautés sur lesquelles lesdits ponts sont établis, les sommes qu'elles doivent imposer, chacune comme les concerne, pour leur préciput ; et finalement d'autoriser MM. les commissaires ordinaires à adjudger, en la forme ordinaire, la construction des ponts de Servières, de Saint-Préjet, de Laval-Montauroux, de Prévencières et les réparations de ceux de Sinières, du Gourmier, de Flech, de Tras La Garde, de Marchastel et du Chastel-Nouvel.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic, en continuant son rapport, a dit que l'assemblée ayant délibéré, en 1786, la reconstruction d'un pont sur l'Allier, demandé par l'administration du pays du Velay et par quelques communautés du Gévaudan, voisines de cette rivière, on en suspendit l'exécution pour s'assurer de l'emplacement le plus avantageux aux deux pays ;

Que M. O'Farrell, directeur des travaux publics de la province, qui fut prié de le fixer, s'étant transporté sur les lieux, le détermina après plusieurs vérifications auprès de Saint-Haon, par les motifs annoncés dans son rapport, et notamment à raison des moindres difficultés

pour l'ouverture de ses avenues qui partout ailleurs seroient impraticables.

Que d'après ce rapport, le sieur Boissonade fut chargé d'en lever le plan et dresser le devis estimatif, suivant lequel les frais de la construction de ce pont en bois seulement s'élevant à une somme de 45,570 livres 16 sols, M. O'Farrell, lorsqu'il lui fut présenté, estima qu'il convenoit d'en différer l'arrêté jusques à une nouvelle vérification de sa part, espérant d'en pouvoir diminuer la dépense en changeant sa construction.

Que ce directeur ayant en conséquence dressé le devis des ouvrages à faire pour cette construction, a réduit le nombre des piles, en a diminué la hauteur et l'épaisseur, et par ces retranchements modéré la dépense d'environ 20,000 livres.

Que ces opérations, qui présentent une économie considérable, ont eu pour base le profil des hautes eaux donné par le directeur des travaux publics du Velay, qui se trouve contrarié par le rapport de celui du Gévaudan, dans lequel il annonce : 1° que les eaux se sont élevées à la hauteur marquée dans son plan, ainsi qu'il s'en est assuré par le témoignage des riverains, par l'inspection des gravières voisins et par l'élévation connue de l'ancien pont en pierre qui, quoique égale à celle qu'il proposait de donner au pont en bois, fut cependant emporté lors d'une forte crue ;

2° Que les frais ruineux de l'entretien d'un pont en bois, qu'il faut renouveler tous les 20 ans, l'avoient déterminé à donner assez de force et de solidité aux piles, pour que, sans de nouvelles dépenses, elles pussent un jour supporter des voûtes ;

5° Qu'il avoit encore jugé indispensable de le com-

poser de cinq travées pour ne pas rétrécir le lit de la rivière par des chaussées qui, arrêtant le cours des eaux, se trouvent par là exposées au danger d'être emportées et de causer par suite la ruine entière du pont.

Que la différence qui résulte de ces rapports et des profils donnés laissant une incertitude sur la véritable élévation des fortes eaux et sur les ouvrages à faire pour prévenir les dommages qu'elles pourroient causer lors de la crue, il est de l'intérêt des deux pays d'être parfaitement d'accord, sur les points contestés, par une nouvelle vérification, qui seule pourra faire connoître le montant de la dépense et de l'imposition à faire pour la construction solide de ce pont ; que cependant, pour ne pas en retarder l'exécution et répondre en même temps au vœu des Etats du pays du Velay (qui ont délibéré d'y employer, y compris les avenues, une somme de 12.000 livres, si le Gévaudan consentoit à la réduction proposée par M. O'Farrell), l'assemblée pourroit délibérer de faire faire l'avance d'une pareille somme par M. le receveur en exercice, dont il seroit remboursé sur le fonds des préciputs du diocèse et des communautés intéressées.

Sur quoi l'assemblée, vu le devis de M. O'Farrell et le rapport du sieur Boissonade, a observé que l'élévation des fortes eaux qui doit nécessairement fixer celle qu'on doit donner aux piles de ce pont, étant contestée et ne pouvant être parfaitement connue qu'après une nouvelle vérification, il n'est pas possible d'asseoir dans ce moment une imposition pour cet ouvrage et pour ceux qui sont indiqués dans le rapport dudit sieur Boissonade, sans en connoître au juste la dépense ; elle a en conséquence délibéré : 1° de faire procéder à cette vé-

rification et estimation par les directeurs des travaux publics du païs ; de charger à cet effet ledit sieur syndic d'adresser à M. le syndic du Velay une expédition de la présente délibération, et de se concerter avec lui sur l'époque à laquelle elle pourra avoir lieu ; 2° de s'assurer de la détermination définitive du païs du Velay, relativement à l'ouverture de la nouvelle communication à établir par ce pont, dont la construction isolée seroit inutile, ne pouvant pas procurer les avantages qu'on a eu en vue lorsqu'on en forma le projet ; et finalement de faire faire par M. le receveur en exercice l'avance de la portion concernant le diocèse, des fonds auxquels auront été estimés les susdits ouvrages par la vérification des susdits directeurs, après toutefois que leur rapport aura été agréé par les deux administrations et visé par M. O'Farrell.

Ledit sieur syndic a dit ensuite que les paroisses de Planchamp et St-Jean-Chazorne, qui ne forment qu'une seule et même communauté, ont pris une délibération, le 4<sup>or</sup> de ce mois, dans laquelle elles exposent que les communautés de Ste-Marguerite, La Figeire et Malarse, en Vivarais, ayant délibéré de solliciter les secours de leur païs pour la construction d'un chemin de communication à la grande route, qui va de Saint-Laurent-des-Bains, d'un côté à Joyeuse, et de l'autre aux Vans, et qui d'un autre côté viendrait aboutir à la grande route de Villefort à Mende et Langogne ; il est de la plus grande importance pour elles de continuer dans leur territoire, sur une étendue d'une lieue au plus, un débouché aussi précieux, qui seroit même très avantageux à une grande partie du diocèse ; elles supplient en conséquence l'assemblée de faire dresser, par le directeur

des travaux publics du païs, de concert avec celui du Vivarais, le devis estimatif d'un pont à construire sur la rivière de Borne, au point de passage d'un diocèse à l'autre, pour la construction duquel la communauté offre d'imposer son préciput, ainsi que l'a fait la communauté de Ste-Marguerite, en Vivarais, afin qu'ensuite il soit pourvu, à frais communs par les deux diocèses, au surplus de la dépense, conformément aux règlements ; que ce pont et celui qui a été déjà demandé par la communauté de Prévenchères, seront d'autant plus utiles que ces communautés, réunies avec plusieurs du Vivarais, se sont pourvues auprès de Mgr l'Intendant, pour en obtenir la permission de faire procéder au devis estimatif de la reconstruction du chemin, sur lesquels ils seront établis, et de les faire ensuite exécuter à leurs propres frais, moyennant les facilités que les diocèses pourront leur donner d'après le plan adopté, relativement à ces sortes de chemins.

Sur quoi l'assemblée, avant de prononcer sur la demande formée par la communauté de St-Jean-Chazorne, a été d'avis d'attendre que le païs du Vivarais aye délibéré sur l'exécution des ouvrages qui lui seront communs avec le Gévaudan, et en attendant, elle a chargé le sieur Boissonade de dresser, de concert avec un des directeurs des travaux publics dudit païs de Vivarais, le devis du pont réclamé par les communautés de St-Jean-Chazorne, en Gévaudan, et de Sainte-Marguerite, en Vivarais.

Ledit sieur syndic a dit que sur le compte qu'il rendit, l'année dernière, à l'assemblée, du mauvais état de la route depuis le Pompidou jusques au haut de la côte de Saint-Pierre, et des réparations majeures à y faire, por

corriger le vice d'un sol schisteux qui, se décomposant aisément, rend cette partie impraticable par les ornières profondes qui s'y forment ; le sieur Boissonade fut chargé des moyens à prendre, pour réparer ces dégradations et en prévenir des nouvelles, et de les indiquer dans son devis estimatif.

Que ce directeur, après plusieurs vérifications, ayant dressé un devis très détaillé de tous les ouvrages qu'il avoit jugés nécessaires, pour donner à cette partie de route toute la solidité que ce terrain pouvoit permettre ; il fut procédé à la publication et affiche de cet entretien, conjointement avec ceux des autres chemins, dont le bail devoit expirer à la fin de 1787.

Que le jour fixé pour les adjudications, personne ne s'étant présenté pour cette partie, ni pour celle de Mende à La Garde, qu'à un prix fort au-dessus de celui réglé par les devis, MM. les commissaires ne croyant pas pouvoir recevoir des offres si exorbitantes, renvoyèrent l'adjudication de ces deux parties, et firent faire une affiche surabondante, dans l'espérance qu'il se présenteroit de prétendants qui se rapprocheroient de l'objet.

Que ce nouveau délai ayant été sans effet, personne ne s'étant rendu au jour indiqué, MM. les commissaires, dans ces circonstances, pour ne pas laisser sans entretien une communication aussi importante, chargèrent ledit sieur syndic de solliciter auprès des Etats généraux la permission de les faire exécuter, cette année, par économie, et d'imposer en conséquence la somme de 15,015 livres 16 sols pour fournir à ce travail, d'après l'estimation donnée par ledit sieur Boissonade.

Que cette demande ayant été consentie par délibéra-

tion des Etats, du 5 janvier 1788, et autorisée par jugement de NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, du 13 du même mois, sous la condition d'une affiche surabondante, il y fit procéder, et personne ne s'étant présenté au jour indiqué, MM. les commissaires ont été nécessités, en profitant des permissions accordées, de faire travailler par économie sur ces deux parties de chemin ; qu'ils ont en conséquence fait monter plusieurs ateliers, conduits chacun par un piqueur du diocèse, qui est obligé de tenir un contrôle exact, semaine par semaine, des ouvriers qui y sont employés, du nombre et du prix de leurs journées.

Que le montant de ces contrôles visés et arrêtés tous les quinze jours, par le directeur ou l'inspecteur des travaux du païs, a été payé jusques à ce jour sur les mandemens de MM. les commissaires par M. le receveur en exercice l'année 1787, qui en a fait l'avance, dont il pourra être remboursé par celui de cette année, sur le fonds de l'imposition qui sera faite pour cette dépense.

Qu'au moyen de ces réparations exécutées par de bons ouvriers, sous l'inspection du sieur Boissonade et la conduite de bons piqueurs, ces deux parties de chemin pourront être rendues passantes et en état d'être mises à l'entretien avant la tenue des prochains Etats généraux ; il a en conséquence requis l'assemblée : 1° d'approuver les dépenses qui ont été faites et d'autoriser MM. les commissaires à les continuer jusques à fin d'ouvrage sur les fonds qui seront imposés ; 2° de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette l'imposition de la somme de 15,015 livres 16 sols permise pour l'entretien par économie de ces deux parties de chemin.

chacun pour la somme qui lui est attribuée ; 3° de le charger de poursuivre la vérification de l'emploi de cette imposition, sur le compte qui en sera rendu par le receveur en exercice la présente année ; 4° de donner pouvoir à MM. les commissaires, lorsque toutes ces réparations seront finies, de procéder à l'adjudication de l'entretien de ces deux parties de chemin ; et finalement de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, l'autorisation des baux qui seront passés et la permission d'en imposer le montant pendant leur durée.

Sur quoi ayant été fait lecture de la délibération des Etats, du 5 janvier 1788, et de l'ordonnance de NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats, du 13 du même mois, l'assemblée a unanimement délibéré, conformément aux cinq propositions dudit sieur syndic ; elle a en même temps autorisé MM. les commissaires du diocèse à prendre tous les autres moyens qu'ils jugeront les plus convenables pour la plus prompte et solide exécution de ces réparations.

Il a dit ensuite que, d'après le rapport du sieur Boissonade, les réparations d'entretien portées par son devis ne sauroient donner assez de solidité à la partie de chemin depuis le Pompidou jusques au haut de la côte de Saint-Pierre, pour résister au passage journalier des rouliers ; les empièrrements qu'on est forcé d'y faire avec du schist, facile à se décomposer, étant continuellement écrasés par les poids énormes dont ils surchargent leurs voitures, se convertissent en boue et y forment des ornières profondes qui rendent la voie difficile et souvent impraticable.

Que pour la consolider et la mettre dans un état de



perfection, il seroit indispensable d'y faire, sur 2 toises  $1/2$  de largeur et toute sa longueur, qui est de 9,409 toises, des bons empierrements avec de la pierre calcaire ; mais l'éloignement de ces matériaux, qu'on ne peut trouver qu'à de très fortes distances, à la côte du Pompidou et à La Camp de l'Hospitalet, présentant une dépense d'environ 75,000 livres, à raison des frais d'extraction et du charroi, le païs ne sauroit s'y livrer qu'en suspendant les autres travaux qu'il fait exécuter pour l'ouverture de plusieurs communications, dont l'utilité a été reconnue par l'assemblée et par les Etats généraux ; dans ces circonstances, il a cru devoir lui proposer de solliciter, auprès du Roi, des secours sur le fonds des indemnités, qu'il accorde annuellement à différents diocèses de cette province, et de réclamer, à cet effet, la protection de Mgr l'archevêque de Narbonne, pour que cette demande soit comprise dans le cayer des doléances, et étayée du crédit de NN. SS. les députés des Etats à la Cour, sous l'offre de la part du païs, de fournir annuellement, après qu'il y aura été autorisé, à la moitié de la dépense qu'occasionneront ces réparations majeures et urgentes.

Qu'il y a lieu d'espérer que cette demande, présentée et protégée par Mgr notre évêque, pourra être favorablement accueillie, le païs n'ayant jamais sollicité ny obtenu aucun secours, malgré les dépenses immenses auxquelles il s'est livré depuis 50 ans, pour y ouvrir des communications utiles à toute la province, réparer les dégradations fréquentes que ces routes ont souffert, et reconstruire ou rétablir plus de 50 ponts, qui avoient été ruinés par l'irruption des rivières ou des torrents sur lesquels ils sont établis.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic ; elle a en même temps supplié Mgr l'évêque d'appuyer cette demande de son puissant crédit auprès du Ministère et de Mgr l'archevêque de Narbonne. \

Ledit sieur syndic a dit que par jugement du 13 janvier dernier, NN. SS. les commissaires du Roi et des Etats ont permis d'imposer sur le diocèse, la présente année, la somme de 20,168 livres 7 sols 9 deniers pour le montant des dommages qui ont été causés pour l'emplacement des chemins et autres ouvrages, exécutés en 1787, à différents particuliers, compris dans les rapports des experts chargés de cette vérification et estimation, par délibération de l'assemblée ou de MM. les commissaires ; qu'il résulte de ces rapports que les dommages se portent à la susdite somme, savoir : pour la partie depuis le pont de La Pontaire jusques à la sortie de Naussac, et depuis le pont de Souillels jusques au haut de la côte du côté du Tresbos, sur la route de Langogne à Saugues..... 8,704 liv. 19 s.

Pour celle depuis le pont de Chadenet jusques aux terres des Pis..... 3,535 14

Pour celle depuis le Pas des Jésuites jusques à 1,410 toises plus loin vers Salgas..... 1,773 4 9 d.

Et pour celle des avenues du pont du Malzieu..... 6,154 10

Total, y compris les journées des experts..... 20,168 liv. 7 s. 9 d.

Sur quoi l'assemblée, vu le susdit jugement et les rapports des experts, a unanimement délibéré et donné

pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, d'imposer, cette année, dans le département des deniers ordinaires, la susdite somme de 20,468 livres 7 sols 9 deniers, pour être payée, sur les mandements de Mgr l'évêque, aux particuliers compris et dénommés dans lesdits rapports, chacun comme les concerne.

Ledit sieur syndic a dit que Mgr l'Intendant, par une suite de ses bontés pour ce diocèse, a bien voulu le comprendre, pour une somme de 26,270 livres, dans la répartition des secours accordés par le Roi à cette province, de laquelle ayant été distrait celle de 1,270 livres pour des indemnités particulières, il restoit à répartir 22,000 livres sur les communautés dénommées dans les procès-verbaux, qui constatoient les dommages qu'elles avoient souffert dans leurs récoltes l'année dernière.

Que pour se conformer à l'ordonnance de ce magistrat, du 19 avril dernier, MM. les commissaires procédèrent à la répartition de cette somme ; laquelle ayant été ensuite autorisée par autre ordonnance du 5 du présent mois, l'assemblée n'a pas d'autre délibération à prendre à cet égard que de charger le greffier du pais de marquer, par un article séparé dans la mande des communautés comprises dans ledit état de répartition, les sommes qui leur ont été accordées, pour qu'elles puissent les moins imposer cette année.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a ensuite observé que le Gévaudan se trouvant, par sa mauvaise position, annuellement exposé à de fortes gelées, à la sécheresse et à de fréquents orages, ces différents accidents frappant diversement sur les récoltes, les dommages qu'ils y causent ne peuvent être connus et présentés à Mgr l'Intendant qu'après des vérifica-

tions exactes ; il requiert en conséquence l'assemblée de l'autoriser à y procéder, conjointement avec M. le subdélégué, conformément à la décision du Conseil du mois de février 1754.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré et donné pouvoir audit sieur syndic de procéder à cette vérification sur toutes les communautés qui ont déjà souffert ou qui pourront souffrir, par de nouveaux accidents, des pertes dans leurs fonds ou dans leurs récoltes ; de se concerter à cet effet avec le subdélégué de Mgr l'Intendant ; d'en dresser des procès-verbaux et de solliciter auprès de ce magistrat la continuation de sa protection pour un diocèse dont il a connu par lui-même la misère et les besoins.

Ledit sieur syndic a dit que le nombre des insensés détenus dans les maisons de force du Puy et de Mende, étant toujours le même, il seroit impossible de fournir aux frais de leur nourriture, garde et entretien avec le fonds de 1,500 livres que le diocèse est autorisé d'imposer pour cette dépense, si NN. SS. des Etats ne continuoient à permettre l'imposition de 500 livres d'augmentation qu'ils ont bien voulu accorder les années précédentes ; que ce secours seroit même insuffisant pour dix insensés, s'il n'étoit pourvu au déficit par des fonds de charité remis annuellement à MM. les administrateurs de l'hôpital de cette ville ; par ces considérations, il requiert l'assemblée de lui donner pouvoir de solliciter, pendant la tenue des prochains Etats, les consentement et permissions nécessaires pour l'imposition de 500 livres en augmentation de celle de 1,500 livres déjà autorisée.

Ce qui a été unanimement délibéré, à la charge, con-

formément aux délibérations prises les années précédentes, qu'il sera rendu compte de l'emploi tant de la susdite somme de 500 livres que de celle de 1,500 livres déjà permise, pour l'excédent, s'il y en a, être mis en moins imposé.

Il a ensuite proposé à l'assemblée d'autoriser, suivant l'usage, MM. les commissaires du diocèse à fixer la gratification qu'elle accorde ordinairement à M. Saralier, lieutenant de prévôt de la maréchaussée et à son successeur, à raison des peines et soins qu'ils prennent et des dépenses qu'ils sont obligés de faire pendant l'année pour l'instruction et jugement des procédures de leur compétence, ou pour détruire le vagabondage et la mendicité, comme aussi à régler l'état des frais de capture et arrestation de différents malfaiteurs qui ont été ou qui seront traduits dans les prisons communes du Gévaudan.

Sur quoi l'assemblée a prié MM. les commissaires du diocèse de fixer cette gratification, eu égard au nombre et à l'importance des procédures qui auront été instruites et jugées, dont ils se feront justifier par la remise des jugements, et de régler l'état des frais d'arrestation ; elle a en même temps chargé le syndic du païs de poursuivre, pendant la tenue des prochains Etats généraux, les permissions nécessaires pour en faire l'imposition en 1789.

Ledit sieur syndic a dit que l'assemblée ayant autorisé la convention qu'il fit l'année dernière avec le sieur Lacombe, pour l'impression du procès-verbal des Etats et assiette du païs, il a traité avec lui sur le même pied et aux mêmes conditions, pour l'impression de celui de cette année ; il supplie en conséquence l'assemblée, en

approuvant ce traité, de l'autoriser à solliciter, pendant la tenue des prochains Etats généraux, toutes les permissions nécessaires pour imposer, en 1789, la somme à laquelle MM. les commissaires du diocèse arrêteront cette dépense, sur le vu du procès-verbal, à raison de 12 livres la feuille, et de 36 livres pour la brochure.

Sur quoi l'assemblée a autorisé et approuvé la police passée par ledit sieur syndic avec le sieur Lacombe ; et attendu l'insuffisance du fonds des dépenses imprévues, elle l'a chargé de poursuivre les permissions nécessaires, pour imposer, en faveur de M. le receveur en exercice, la présente année, le montant des avances qu'il est prié de faire pour les frais d'impression du procès-verbal, lorsque l'état en aura été arrêté par MM. les commissaires.

Ledit sieur syndic a dit que pour donner aux élèves du cours d'accouchement (établi à Mende) les moyens d'exercer cet art utile avec plus de facilité et de succès, l'assemblée ayant délibéré, l'année dernière, de leur faire fournir les instruments proposés dans le mémoire de M. Icard, M. Bonnel, professeur de ce cours, fit venir plusieurs boîtes, qui furent distribuées à celles de ces élèves qui avoient remporté le prix en 1786 et 1787, dont le montant fut acquité sur le fonds imposé pour cet établissement.

Que par les mêmes motifs et sur le même fonds ce professeur a fait faire cette année, à Toulouse, l'achat de neuf autres boîtes, qui seront distribuées lorsqu'on lui en aura fait l'envoi, aux élèves qui ont montré les plus heureuses dispositions lors du cours de 1788, pendant la durée duquel il leur a expliqué l'usage particulier de chacun de ces instruments, dont il leur a fait faire l'ap-

plication sous ses yeux, et pour leur rappeler ses leçons, il a fait imprimer un mémoire très instructif, dont il a fait tirer plusieurs exemplaires, qui seront distribués chaque année à ces élèves.

Que dans le compte que ce professeur a rendu de leurs talents et de leurs progrès, il a observé que ce cours, d'abord formé pour les sages-femmes de la campagne, devoit s'étendre sur celles des villes ; les secours utiles et éclairés qu'on pourroit y recevoir de la part de MM. chirurgiens étant nuls pour les femmes du peuple, cette classe, la plus nombreuse, n'ayant recours aux gens de l'art que dans des accouchements devenus difficiles et dangereux par l'impéritie des sages-femmes qu'elles sont en usage d'employer.

Que ces exemples, malheureusement trop fréquents, ont fait désirer qu'on voulût admettre à ce cours des élèves des villes ; que MM. les consuls ayant proposé à M. Bonnel de les y recevoir, il n'a pas cru pouvoir se prêter à leur demande sans l'agrément de l'assemblée.

Ledit sieur syndic a observé que ses vues, lorsqu'elle forma cet établissement, ayant été de le rendre utile à tout le diocèse, sans distinction, elle approuvera sans doute les propositions de M. Bonnel.

Ce qui a été unanimement délibéré ; et ledit sieur syndic a été chargé de l'annoncer à MM. les consuls de toutes les villes du diocèse.

Ledit sieur syndic, après avoir requis l'imposition d'une somme de 450 livres, pour la 4<sup>e</sup> année de la pension du sieur Oziol, élève à l'école vétérinaire de Lyon, a fait part à l'assemblée de la lettre que M. Bredin lui a écrit, pour lui annoncer que cet élève a remporté le 1<sup>er</sup> prix du dernier cours, et qu'il a été nommé pour rem-

placer le chef de la forge. Ce choix, qui annonce ses talents et les progrès qu'il a faits dans cet art utile, doit faire espérer avec confiance qu'étant encore cultivés avec soin cette année, il pourra rendre dans peu à ce pays les services qu'il est en droit d'en attendre, et qu'il le dédommagera avec avantage des dépenses qu'il a fait pour son éducation.

Sur quoi l'assemblée, après avoir fait faire la lecture de la lettre de M. Bredin, professeur de l'école vétérinaire de Lyon, a unanimement délibéré de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette l'imposition requise par ledit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit qu'il fit part, l'année dernière, à cette assemblée de la protection que NN. SS. des Etats avoient accordé à un ouvrage composé par M. Dupin, contenant des décisions sur les droits de contrôle, insinuation, centième denier, etc., avec les motifs qui les ont fait rendre, ensemble des observations et instructions analogues à chaque espèce, et le tarif des droits de contrôle et d'insinuation, ainsi que divers arrêts et réglemens y relatifs.

Que l'accueil favorable et mérité que le public a fait au 1<sup>er</sup> volume qui a paru, ayant déterminé NN. SS. des Etats à favoriser l'impression du 2<sup>e</sup> volume, que l'auteur a promis de faire paroître cette année, il s'empresse de l'annoncer à cette assemblée pour que MM. les administrateurs des principales villes et communautés, ici présents, puissent inviter les gens d'affaires à souscrire pour l'acquisition d'un ouvrage, dont l'utilité est généralement reconnue, et qu'ils peuvent se procurer à un prix modéré, celui de 12 livres, auquel il avoit été d'abord fixé, ayant été réduit à 9 livres.



Sur quoi l'assemblée, convaincue de plus en plus de l'utilité de cet ouvrage et des avantages qu'il procureroit s'il étoit répandu dans le diocèse, a, en renouvelant la délibération prise l'année dernière, prié MM. les commissaires de la capitation, de proposer à MM. les administrateurs des communautés, sur lesquelles ils doivent se transporter, et à tous les gens d'affaire, d'en faire l'acquisition.

Ledit sieur syndic a dit qu'en exécution de la délibération prise par cette assemblée, le 18 juin dernier, il s'est procuré, auprès de M. le syndic du diocèse de Lodève, sept livres de graine de genest avec des instructions, dont il a fait faire plusieurs copies, sur la manière de la cultiver, préparer et employer à la fabrication des toiles.

Qu'il en a déjà distribué une partie à d'excellents cultivateurs, et qu'il s'empressera de remettre ce qui lui reste aux membres de cette assemblée, qui voudront bien se charger d'en faire l'essai.

Que si, comme on doit l'espérer de leurs soins, ces premiers essais pouvoient réussir, l'assemblée pourroit dans ce cas le charger de demander une plus grande quantité de cette graine, pour répandre, s'il étoit possible, dans tout le diocèse, ce nouveau genre de culture, et l'autoriser à faire venir, s'il est besoin, un des meilleurs ouvriers de Lodève, employés à la culture de cette plante et à la préparation et fabrication des toiles.

Ce qui a été unanimement délibéré par l'assemblée, qui charge ledit sieur syndic de faire imprimer les instructions qui lui ont été adressées, et d'en faire remettre des exemplaires aux meilleurs cultivateurs avec une certaine quantité de cette graine, lorsqu'on lui en aura fait un nouvel envoi.

Ledit sieur syndic a dit que l'impossibilité de faire avec succès et économie des fouilles pour la découverte des mines de charbon de terre sans le secours d'une sonde, ayant fait connoître à l'assemblée la nécessité d'une machine aussi utile, elle le chargea, l'année dernière, de s'en procurer une ; qu'il eut recours en conséquence à M. de Puymaurin, syndic général de cette province, qui, se prêtant avec zèle aux vues de l'assemblée, voulut bien, avant son départ pour Paris, en ordonner une à un excellent ouvrier de Toulouse, sur le modèle de celles que Mgr le principal Ministre avoit fait venir d'Allemagne, pour être distribuées à certains diocèses de cette sénéchaussée.

Que M. de Saget, directeur des travaux publics de la province, qui, à sa prière, s'étoit chargé de veiller à la confection de cette sonde, en lui annonçant qu'elle étoit faite, lui a envoyé l'état par lui arrêté du prix convenu avec l'ouvrier, se portant, y compris la caisse, à la somme de 632 livres 6 sols, à laquelle il faudra ajouter les frais de voiture de Toulouse à Mende.

Il a ensuite requis l'assemblée de l'autoriser à faire payer cette somme et de fournir à tous les frais qui pourront être faits lorsque cette sonde sera arrivée, pour s'assurer de la bonté de la mine d'Issenges, et de toutes celles qui pourroient être indiquées.

Sur quoi l'assemblée, vu le susdit état, arrêté à 632 livres 6 sols par M. de Saget, a unanimement donné pouvoir audit sieur syndic de faire payer cette somme et les frais de voitute sur le fonds des dépenses imprévues ; elle l'a en même temps autorisé à prendre sur les mêmes fonds, ou sur ceux avancés par M. le receveur, en cas d'insuffisance, jusques et à concurrence de 600

livres, pour fournir aux frais de la fouille et sonde de la mine d'Issenges, et de celles qui annonceront, après les premiers essais, que le pays peut espérer des avantages certains de leur exploitation.

Ledit sieur syndic a dit ensuite que MM. les députés du pays aux Etats généraux de cette province eurent l'honneur de présenter à Mgr l'archevêque de Narbonne, ainsi qu'ils en avoient été chargés l'année dernière par l'assemblée, le mémoire de M. le vicomte de Chambrun ; qu'on doit espérer que ce Prélat, dont les vues paternelles se portent avec le même zèle et le même intérêt sur toutes les parties de l'administration de cette province, aura égard aux représentations patriotiques contenues dans ce mémoire.

Il a été fait ensuite lecture d'un mémoire présenté au nom des communautés de Lachamp, Ribennes, Recoules, Servièrès et de quelques villages de la paroisse de Rieutort, dans lequel elles exposent que l'impossibilité d'exporter leurs denrées les avoit forcées à ouvrir, en 1760, une communication avec la grande route par les villages de Champclaux et de Chanteruéjols, en traversant la montagne de La Boulène, mais la mauvaise exposition de ce chemin, la rapidité de ses pentes, qui en rendoient le passage dangereux et l'entretien difficile et dispendieux, les a obligées de l'abandonner et de former un nouveau projet, en le dirigeant par le bois de La Grange et les villages de Malassagne et de la Rochebelot.

Que son exécution offrant, d'après le plan et le devis qu'elles ont fait dresser, une communication plus longue à la vérité que celle qu'on a été forcé de quitter, mais qui sera presque toujours en plaine et d'une construction aisée, pouvant être pratiquée sur un sol grani-

teux, facile à déblayer ; ces communautés réclament le crédit de l'assemblée pour l'ouverture de cette communication, dont les frais seroient au-dessus de leurs forces si le diocèse ne venoit à leur secours pour une somme de 600 livres, offrant de fournir au surplus de la dépense et de se charger de l'entretien.

Sur quoi l'assemblée, considérant que ces communautés, qui sont des plus abondantes en grains, en fourrage et en bois de chauffage et de charpente et qui est de leur intérêt et de celui du païs de leur en faciliter l'exportation, a, par ces considérations, unanimement délibéré de leur accorder, sur le fonds des dépenses imprévues, une somme de 400 livres, pour ne leur être cependant payée qu'à la fin et perfection de l'ouvrage et lorsqu'elles en justifieront, par un certificat de réception du directeur des travaux publics du païs, et encore sous la condition expresse qu'elles demeureront chargées de l'entretien de ce chemin, et qu'elles poursuivront, à cet effet, les permissions nécessaires, pour en imposer le montant.

Le syndic du païs, en finissant ses rapports, a dit qu'il croit devoir présenter à l'assemblée un état détaillé de l'emploi des sommes imposées pour l'entretien des différents chemins du diocèse, se portant en total à 38,045 livres 4 sols.

#### GRANDS CHEMINS DU DIOCÈSE.

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
Du haut de la côte de Saint-Pierre au Pom- pidour.	Par économie. . . .	7,894 livres.

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
Du Pompidour au pont du Mazel.	Jean Boulet et Louis Folcher .....	3,000 livres.
Du pont du Mazel au bas de la côte de Molines.	Jacques Arman et Jean-Pierre Persegol.	2,323
Du bas de cette côte au haut de celle du Choizal.	Pierre Meynadier et Henry Saury .....	1,275
Du haut de la côte du Choizal à Mende.	Jean Boulet et Louis Folcher.....	2,202
De Mende au-delà de La Garde, frontière de l'Auvergne.	Par économie. . . .	7,121 6 8
De La Canourgue à Chanac.	Pierre Montialoux et Hyacinthe Dubruel . .	360
De Chanac au pont de Lagoutelle.	Pierre et Jean Bergounhe. . . . .	640
Du pont de Lagoutelle à Mende.	Jean Lapise et Jean André.....	1,087
De Mende à Lavitarrelle, par Laubert.	Les mêmes . . . . .	375
De la Croix du Baile au Mas-Neuf, extrémité du diocèse.	Pierre Joly et Pierre Mouton .....	750
Du pont de Tarn, aux Combettes.	Claude et Etienne Philip . . . . .	320
Des Combettes à la Croix du causse de Mende.	Les mêmes . . . . .	425
Du haut de la côte de Molines à Chanac.	Félix Laget et Romain Bonnet.....	450
De Chanac à Maruejols.	Joseph Aldebert, Jean Comte et Guillaume Fabre. . . . .	520
De Maruejols aux Pradels, près Saint-Chély.	Claude Farger et Etienne Lardi.....	760
De Maruejols à La Canourgue et à l'extrémité du diocèse.	Les mêmes . . . . .	700
De Maruejols au pont de La Planchette.	Les mêmes . . . . .	900
De Mende à Bagnols et à Gourgons.	Félix Laget et Romain Bonnet.....	700

DÉNOMINATION DES CHEMINS.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
De la Montjoye du moulin de Bonhomme à la pierre Evescal.	André Feljas et Jean Pierre Creissent . . . .	1,000 livres.
La côte de Bayard pour le tiers concernant le diocèse.	Pierre et André Feljas et Pierre Coustier.	80
Du haut de la côte de Bayard à La Bastide.	André Feljas et Jean Pierre Creissent . . . .	750
De Pranlac à Lango-gne.	Jean-Pierre Planchon et André Feljas.	350
De Maruejols à Serverette.	S <sup>r</sup> Jean-Baptiste Biron et Pierre Moulin . . .	360
De Serverette au haut de la côte du Malzieu.	Louis Mallet et François Rousset Baldet . . . . .	300
D'Esplantats à Saugues et au ruisseau de Lamuda.	J.-Pierre Regourd et Pierre Durand . . .	325
De Barre au pont de Ravatgers.	Pierre Soulatges et Jacques Arman . . . .	250
Du valat de la fontaine du Pommier à Cabrillac.	Les mêmes . . . . .	180
La côte de Solpèrières.	Jean Lévêjac et François Devèze . . .	96
De la Montjoye du causse de La Canourgue au bas de la côte Montferand.	Guillaume Vidal et Pierre Farger. . . . .	150
Du bas de la côte de Longuelouve à la Croix des Alabats.	Pierre Montialoux et Hyacinthe Dubruel.	250
Total. . . . .		35,894 liv. 4

# CHEMINS ROYAUX DES CÈVENNES.

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
Parties situées sur les paroisses de Frutgeires, Saint-Frézal et St-Andéol.	Sieurs Antoine Serrière et Etienne Pantel. . . . .	250 livres.
Celles des paroisses du Collet et St-Michel-de-Dèze.	André Feljas et Jean Chambon. . . . .	330
Celles de la paroisse de St-Germain-de-Calberte.	Jean-Jacques Dupuy et Jean-Jacques Pic. .	450
Celles des paroisses de Saint-Etienne et St-Martin-de-Boubaux.	Jean-Pierre Armand et Pierre Soulatges. .	400
Celles des paroisses de Notre-Dame et Ste-Croix.	Marc Antoine Bastide et François Bastide. . . . .	190
Celles des paroisses de St-Jean de Gabriac et du Pompidou.	Pierre Soulatges et Jacques Armand. . .	60
Celles des paroisses de Vebron et Fraissinet-de-Fourques.	David Devèze et David Aurès . . . . .	230
Celles des paroisses de St-Laurent, Barre, les Baumes et Molezon.	Jean-Baptiste Penarié et Pierre Mersaudier. . . . .	124
Celles de la paroisse de St-Martin-de-Lansuscle.	Jean-Pierre Armand et Pierre Soulatges. .	115
Total. . . . .		38,043 liv. 4

Ledit sieur syndic a mis ensuite sous les yeux de l'assemblée l'état des insensés du diocèse, nourris et entretenus dans des maisons de force sur le fonds de 2,000 livres, que le païs est autorisé d'imposer pour fournir à cette dépense.

Jean-Baptiste Chastang, à l'hôpital du Puy.

Marguerite Guy, à l'hôpital de Mende.

François Adhérent,	à l'hôpital de Mende.
Margueritte Borrel,	id.
Claudine Pigeire,	id.
Jean Ricou,	id.
Jean Rousset,	id.
Jean Masseguin,	id.
Alexandre Mercier,	id.
Jean Favier,	id.

Suivant le tableau mis à suite du procès-verbal des Etats de l'année dernière, le montant des remboursements faits sur les anciennes dettes du diocèse depuis 1780 se portoit à..... 288,669 liv. 4 s.

Du depuis il a été imposé pour remboursements :

NOMS DES CRÉANCIERS.	ORIGINE DES CRÉANCES SUIVANT LE CONTRAT.	MONTANT DES CAPITAUX IMPOSÉS POUR REMBOURSEMENTS.
en 1787	22 décembre 1719. . .	10,200 liv.
Aux Dames religieuses du	18 mai 1720.....	
Chambon.	15 février 1724.....	
en 1788	22 février 1726.....	3,000
Au chapelain de Préfontaine.	Le 27 mars 1777 . . .	
Au chapelain de Notre-Dame de Lorette.	Le 27 octobre 1777 . . .	904
Au Chapitre collégial de Maruejols.	Le 14 août 1723.....	3,000
Au clergé de Mende.	Le 21 novembre 1777.	3,000

Total..... 20,104 liv.

Après quoi, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par M. l'abbé de Vebron, vicaire général, Président.

Fait, clos et arrêté à Maruejols, le dix-juin mil sept cents quatre-vingt-huit.

Signé : VEBRON, vicaire général, Président.



1789

*Ouverture des Etats. — Ils se rendent à la cathédrale pour la messe du Saint-Esprit. — Places occupées par MM. de l'assemblée. — Prière pour le Roi. — Rang, séance et ordre des places. — Lecture des commissions pour les sommes à imposer. — Lecture des procurations. — Prestation du serment. — Lecture et enregistrement des arrêts du Conseil. — Imposition des sommes portées par les commissions. — Lecture des règlements. — Délibération au sujet des procurations. — Lecture des mandes de la capitation, des vingtièmes de l'industrie, des biens nobles, des moulins, etc. — Loyer des casernes de la maréchaussée. — Réparations des casernes de Langogne. — Rapport des différentes ordonnances et jugements de MM. les commissaires et de divers arrêts du Conseil. — Clôture des comptes du receveur. — Renvoi du premier terme des impositions au second. — Imposition pour les mairies. — Débets et reliquats. — Dettes des communautés. — Ordonnances de restitution. — Rapport des ouvrages exécutés en 1788 et des emprunts faits en conséquence. — Remboursement des dettes. — Nouveaux emprunts faits en 1789. — Appréciation des routes permises par arrêts du Conseil. — Réparations aux chemins. — Rapport au sujet des routes et des ponts. — Ponts à construire. — Entretien des chemins et dommages causés pour leur emplacement. — Impression du procès-verbal. — Indemnité pour pertes de récoltes. — Gratifications extraordinaires accordées par l'assemblée. — Graine de genêts. — Ravages causés par deux bandes de brigands. — Mauvaise qualité du sel. — Mémoire concernant un four hydraulique, propre à faire éclore les vers*

*à soie. — Rapport sur les chemins dont l'entretien est à la charge du diocèse. — Frais d'entretien des insensés du diocèse. — Etat de remboursement des anciennes dettes depuis 1780. — Clôture de l'assemblée des Etats.*

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf, et le lundi vingt-deuxième jour du mois de juin, jour fixé par délibération de MM. les commissaires ordinaires du 12 dudit, pour l'ouverture des Etats et assiette du pays de Gévaudan, convoqués en la ville de Mende, en vertu des commissions de NN. SS. les commissaires, présidents pour le Roi aux Etats généraux de cette province, donnés à Montpellier, le 21 février dernier, pardevant Mgr l'illustre et révérendissime Sgr, Mgr Jean-Arnaud de Castellane, évêque, Sgr et gouverneur de la ville de Mende, comte du Gévaudan et de Brioude, conseiller du Roi en tous ses Conseils, Président-né desdits Etats et assiette, assisté de Messire François Fajol de Vebron, chanoine, archidiacre de l'église cathédrale de Mende et vicaire-général du mondit Sgr Evêque, en présence de M. François-Victor Dangles, lieutenant particulier au bailliage du Gévaudan, et de MM. les commissaires ordinaires, se sont assemblés les gens des trois Etats dudit Pays, dans la salle du palais épiscopal, et de là ils ont été en corps, dans l'ordre suivant et accoutumé, à l'église cathédrale pour y entendre la messe du Saint-Esprit.

La brigade de maréchaussée, commandée par son officier, marchoit à la tête ; MM. les trois consuls de Mende, précédés par les valets de ville, venoient ensuite, et après eux MM. les officiers du diocèse à la tête de MM. de l'église, de la noblesse et du Tiers-Etat ; et étant ar-

rivés dans cet ordre au Chœur de ladite église, Mgr le Président s'est placé sur son trône, et auprès de lui M. son grand Vicaire ; et sur les hautes stalles, du côté droit, M. le député du Chapitre de Mende, et après lui MM. de l'Eglise ; sur les hautes stalles du côté gauche, M. le lieutenant particulier au bailliage, et après lui MM. les autres commissaires et MM. les députés de MM. les barons et de la noblesse ; et aux basses stalles, MM. du Tiers-Etat, ayant à leur tête le syndic et le greffier du diocèse ; et lorsque tous ont été ainsi placés, l'aumônier de Mgr l'évêque a célébré la messe, pendant laquelle on a continuellement touché l'orgue.

La messe étant finie, il a fait la prière ordinaire pour le Roi ; après laquelle on s'est rendu, dans le même ordre, au palais épiscopal dans la salle des Etats, où étant arrivés, chacun a pris place, savoir :

Mgr le Président sur un fauteuil, placé sur une strade au-dessous du dais, et à côté, sur un tabouret, M. son grand-vicaire, ayant à la droite, sur les hauts bancs, M. le député du Chapitre de Mende, et après lui les autres MM. de l'église, suivant le rang et ordre accoutumé ; et à sa gauche, sur les hauts bancs, M. Dangles, lieutenant particulier au bailliage du Gévaudan, pour M. le bailli, en tour pour Mgr l'évêque, la présente année ; MM. les trois consuls de la ville de Mende et un de Marvejols, auxquels les susdites commissions sont adressées ; après eux, M. de Retz de Servièrès, comme personnel, à suite MM. les députés de MM. les barons et de la noblesse, suivant le rang et ordre usité ; aux bas bancs, MM. du Tiers-Etat, et au milieu du parquet, sur des chaises placées autour d'un bureau couvert d'un tapis de drap bleu, le syndic et le greffier du diocèse.

M. Dangles, lieutenant particulier, en l'absence de M. le marquis de Vissec de Latude, commissaire principal, ayant en main les commissions de la province, a dit, etc. Après quoi il a requis la lecture desdites commissions, et l'imposition des sommes y contenues.

Il a aussi requis la lecture de l'arrêt du Conseil du 22 avril 1789, qui autorise ladite imposition, et des instructions à lui adressées.

Et à l'instant il a été fait lecture, par le greffier du diocèse, des susdites commissions, portant qu'il sera imposé, la présente année, les sommes suivantes. Savoir :

Pour la quotité de ce diocèse de 514,517 livres 4 sous 4 deniers de l'aide, octroi, crue et préciput de l'équivalent.....	27,420	9	6
Pour sa quotité de 165,000 livres du taillon .....	8,802	18	6
Pour sa quotité de 27,555 livres 4 des mortes-payes.....	1,458	7	
Pour sa quotité de 195,182 livres 19 sous de l'entretien des garnisons	10,306	10	5
Pour sa quotité de 211,103 livres 2 sous de l'étape.....	11,427	8	6
Pour sa quotité de 2,722,500 livres du don gratuit.....	145,248	6	5
Pour sa quotité de 252,800 livres des frais des états. ....	12,420	2	6
Pour sa quotité de 87,755 livres 9 sous 2 deniers des gratifications extraordinaires et débets des comptes.....	4,680	15	9
Pour sa quotité de 5,903,212 livres 17 sous des dettes et affaires de la province, appointements de Mgr le gouverneur, entretien des gardes.	317,782	16	8

---

Revenant toutes lesdites sommes à. 539,547l. 15s. 1d.

Il a aussi été fait lecture de l'arrêt du Conseil, des instructions adressées à M. le commissaire principal, et des autres actes y attachés ; après laquelle Mgr. le Président, prenant la parole, a dit, etc.

Après quoi on a fait sortir de la salle tous ceux qui n'étoient point du corps des Etats : M. le lieutenant particulier s'est retiré ; MM. les trois consuls de Mende et celui de Maruejols ont été se mettre chacun à leur place.

Les portes ayant été fermées, Mgr. le Président a fait faire l'appel des gens des trois Etats et la lecture des procurations, et a nommé, suivant son droit, aux places vacantes.

TABLEAU DE CEUX QUI ONT ASSISTÉ AUX ÉTATS. .

Pour l'ordre de l'église : MM. Bessière, chanoine de l'église de Mende, pour MM. du Chapitre de ladite église ; de Vebron, archidiacre, pour M. d'Aubrac ; Olivier, bénédictin, pour M. de Sainte-Ennemie ; Amy, chanoine, pour M. de Langogne ; Servillenge, chanoine, pour M. des Chambons ; Culture, prêtre, pour M. de Palhers ; Grange, prêtre, pour M. de Saint-Jean.

Pour MM. les barons et MM. de la noblesse : MM. de Servièrès, personel ; De Borel, pour M. le baron de St-Alban ; Brechet, avocat, pour M. le baron d'Apchier ; Cahuzac, avocat, pour M. le baron de Peyre ; de Coulange, pour M. le baron de Cénaret ; Lacoste, père, juge du Tournel, pour M. le baron du Tournel ; Teissonnière, juge de Florac, pour M. le baron du Roure ; Saltet, médecin, pour M. le baron de Florac ; Blanquet, avocat, pour M. le baron de Mercœur ; Salleyx, avocat, pour M. d'Allenc ; Laporte, avocat, pour M. de Montauroux ; Boutin, avocat, pour M. Du Bois du Mont ; de Pomerols.

pour M. de Montrodât ; Dangles, avocat, pour M. de Mirandol ; Portefaix, avocat, pour M. de Sévérac ; Despuech, avocat, pour M. de Barre ; de la Pierre, avocat, pour M. de Gabriac ; Lamartinerie, pour M. de Portes ; Béraud, médecin, pour M. d'Arpajon ; La Coste, fils, avocat, pour M. le consul noble de la Garde-Guérin.

Et pour le Tiers-Etat : MM. du Fraisse, 1<sup>er</sup> consul, maire de Mende ; Boutin, 2<sup>e</sup> consul ; Toquebœuf, 3<sup>e</sup> consul ; Le chevalier de Rouville, 1<sup>er</sup> consul, maire de Maruejols ; Desplos, 1<sup>er</sup> consul de Chirac ; Grégoire de la Roque, 1<sup>er</sup> consul de la Canourgue ; Boudon, 1<sup>er</sup> consul de St-Chély ; Vernet, 1<sup>er</sup> consul de Saugues ; de la Bessière, député du Malzieu ; La Fare, 1<sup>er</sup> consul de Florac ; Grégoire, 1<sup>er</sup> consul d'Ispanhac ; André, 1<sup>er</sup> consul de Saint-Énemie ; Bouchet, 1<sup>er</sup> consul de Châteauneuf ; Ramadier, 1<sup>er</sup> consul de Serverette ; de Labastide, 1<sup>er</sup> consul de St-Etienne-de-Valfrancesque ; Jean, 2<sup>e</sup> consul de Langogne ; La Combe, 1<sup>er</sup> consul de la viguerie de Portes ; Treilles, 1<sup>er</sup> consul de Barre ; Attrazic Lapeyrouse, 1<sup>er</sup> consul de Saint-Alban ; Reversat, député du mandement de Nogaret, absent.

L'assemblée ainsi formée, chacun ayant pris sa place, l'on a prêté le serment usité, savoir : MM. de l'église, la main mise sur la poitrine, et MM. de la noblesse et du Tiers-Etat, la main levée à Dieu ; lesquels ont promis de ne rien dire et faire, dans cette assemblée, contre l'honneur qui est dû à Dieu, ni contre le service du Roi, les intérêts de la province et du pays en particulier.

Après quoi ayant été fait lecture, sur la réquisition du syndic du pays, des arrêts du Conseil des 10 et 21 avril dernier, l'assemblée a unanimement délibéré de s'y conformer, et a chargé le greffier du pays de les enregistrer de suite dans le présent procès-verbal.

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Qui ordonne que, celui du 13 février dernier, sera exécuté selon sa forme et teneur; casse et annule l'Acte signifié le 2 mars dernier, et la délibération y mentionnée sous le nom d'une assemblée du Tiers-Etat du diocèse de Toulouse; fait défense de faire des protestations contraires aux délibérations des Etats, et à tous huissiers et autres officiers de prêter leur ministère à de semblables actes, sous peine d'interdiction et d'amende.

Ordonne que, sans s'arrêter à toutes protestations ou significations qui ont été ou qui pourroient être faites, il sera précédé cette année, tant par l'assiette dudit diocèse de Toulouse que par celles des autres diocèses ou par les bureaux diocésains, aux impositions délibérées par les Etats, et aux impositions particulières, que lesdits bureaux délibéreront pour les ouvrages publics, ou autres objets relatifs à leur administration.

Ordonne en outre, que les syndics et greffiers actuels des diocèses seront continués dans leurs fonctions pour la présente année; fait défenses de les y troubler, et de faire aucun changement, ni innovation dans les assiettes desdits diocèses, ni dans les bureaux diocésains.

Du 10 avril 1789.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT.

Sur le compte qui a été rendu au Roi, étant en son Conseil, d'un acte extrajudiciaire, signifié, le 2 mars dernier, au nom d'une assemblée du Tiers-Etat du diocèse de Toulouse; ledit acte contenant des protestations contre tout ce qui seroit délibéré par l'assiette de ce dio-

cèse, et même des défenses aux commissaires de l'assiette d'emprunter ou imposer aucunes sommes pour ouvrages publics, jusqu'à ce que le clergé et la noblesse en supportent leur quote-part ; sa majesté, considérant que de pareilles défenses et protestations, faites par des particuliers, se qualifiant syndics d'une assemblée, qui n'a été, ni valablement convoquée, ni autorisée, ne peuvent être tolérées, et qu'elles sont contraires à l'ordre public, en ce qu'elles tendent à arrêter, contre l'intention de sa majesté, manifestée par l'arrêt de son Conseil du 15 février dernier, l'effet des opérations délibérées par les Etats pour le bien et l'utilité de la province ; vu l'acte du 2 mars 1789, signifié par Antoine Ledoux, huissier, au greffe du bureau de l'assiette du diocèse de Toulouse ; ouï le rapport, le Roi étant en son Conseil, a ordonné et ordonne : que l'arrêt du 15 février dernier sera exécuté selon la forme et teneur ; en conséquence a cassé et annulé, casse et annulle l'acte signifié le 2 mars dernier, et la délibération y mentionnée sous le nom d'une assemblée du Tiers-Etat du diocèse de Toulouse ; fait sa majesté défenses de faire des protestations contraires aux délibérations des Etats, et à tous huissiers, ou autres officiers, de prêter leur ministère à de semblables actes, sous peine d'interdiction et d'amende contre ceux qui auront signé lesdits actes.

Ordonne sa majesté, que, sans s'arrêter à toutes protestations ou significations, qui ont été ou qui pourroient être faites, il sera procédé, cette année, tant par l'assiette du diocèse de Toulouse, que par celles des autres diocèses, ou par les bureaux diocésains, aux impositions délibérées par les Etats et aux impositions particulières, que lesdits bureaux délibéreront pour les ouvrages publics,



ou autres objets relatifs à leur administration, conformément aux règlements et usages de la Province : ordonne en outre, sa majesté, que les syndics et greffiers actuels des diocèses, seront continués dans leurs fonctions pour la présente année ; fait défenses de les y troubler, et de faire aucun changement, ni innovation dans les assiettes desdits diocèses, ni dans les bureaux diocésains : mande, Sa Majesté, au sieur commandant en chef, et au sieur intendant, en sa province de Languedoc, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, lequel sera imprimé, lu, publié et affiché partout où besoin sera, et envoyé aux assiettes des diocèses, pour être inscrits sur les registres. Fait au conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 10 avril 1789. Laurent de Villedeuil, signé à l'original.

Louis par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre : à notre très-cher et bien aimé cousin le comte de Périgord, grand d'Espagne, chevalier de nos ordres, lieutenant-général de nos armées, gouverneur de Picardie et commandant en chef en notre province de Languedoc, et à notre aimé et féal conseiller en nos Conseils, maître des requêtes ordinaire de notre Hôtel, le sieur de Ballainvilliers, intendant et commissaire départi pour l'exécution de nos ordres en notre dite province, salut. Nous vous mandons et ordonnons, par ces présentes signées de notre main, de procéder à l'exécution de l'arrêt ci-attaché sous le contre-scel de notre chancellerie, ce jourd'hui rendu en notre Conseil d'Etat, Nous y étant, pour les causes y contenues ; commandons au premier notre huissier ou sergent, sur ce requis, de signifier ledit arrêt à tous qu'il appartiendra, à ce que personne n'en ignore, et de faire pour son entière

exécution, et de ce que vous ordonnerez en conséquence, tous actes et exploits nécessaires, nonobstant toutes choses à ce contraires ; car tel est notre plaisir. Donné à Versailles le dixième jour du mois d'avril, l'an de grâce 1789, et de notre règne le quinzième. Signé LOUIS ; et plus bas, par le Roi : LAURENT DE VILLEDEUIL, signé à l'original.

Vu l'arrêt du Conseil ci-dessus, en date du 10 avril dernier, à nous adressé, ensemble la commission du grand sceau y attachée :

Nous ordonnons, que ledit arrêt sera exécuté suivant sa forme et teneur ; qu'il sera déposé au greffe du Roi, enregistré ès registres dudit greffe, et copies d'icelui collationnées par le secrétaire et greffier de Sa Majesté, jointes aux mandes et commissions pour les impositions et la tenue des assietes de cette année des diocèses de la province ; lu dans lesdites assemblées des assietes ; inscrit sur leurs registres à la diligence des syndics des diocèses, auxquels nous enjoignons de tenir la main à son exécution. Ordonnons en outre, qu'il sera imprimé, publié, affiché partout où besoin sera, et signifié à qui il appartiendra. Fait à Montpellier le 7 mai 1789, LE COMTE DE PÉRIGORD, BALAINVILLIERS, signés à l'original. Collationné par nous écuyer, conseiller, secrétaire du Roi aux États du Languedoc. LOISELET, signé.

#### ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI.

Qui approuve et confirme, en tant que de besoin, les délibérations prises par la dernière assemblée des États ; casse et annulle les protestations faites par la noblesse des sénéchaussées de Béziers et de Carcassone, les 17, 22 et 25 mars dernier, en ce qu'elles pourroient nuire à l'exécution desdites délibérations.

Ordonne, que, conformément à l'arrêt du 10 avril dernier, et aux réglemens du Conseil des 23 janvier 1658 et 30 janvier 1725, il sera procédé incessamment, par les assietes des diocèses de la province, aux impositions des délibérées par lesdites assietes et bureaux diocésains, sans s'arrêter, ni avoir égard à aucunes protestations ou oppositions qui auroient été ou pourroient être faites, qui seront regardées comme nulles et non avenues.

Du 21 avril 1789.

#### EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT.

Le Roi étant informé, qu'à l'occasion des assemblées qui se sont tenues pour la rédaction des cahiers et l'élection des députés aux prochains États généraux, la noblesse des sénéchaussées de Béziers et de Carcassonne, au lieu de se renfermer dans l'objet de la convocation, auroit protesté contre toute répartition qui pourroit se faire au nom des États de Languedoc, et même que la noblesse de Béziers auroit fait signifier aux évêques et barons de cette sénéchaussée, et au syndic général du Languedoc, un désaveu de leur pouvoir, en se référant à des précédentes protestations faites contre la dernière assemblée des États, sous prétexte qu'elle n'étoit pas constitutionnelle ; Sa Majesté, qui a annullé ces protestations par l'arrêt rendu en son Conseil le 15 février dernier, a vu avec surprise, que des membres d'un Ordre qui s'est toujours distingué par le dévouement le plus entier au bien de son service, ayant cherché, par un désaveu illusoire et des protestations déjà prosrites, à atténuer la valeur des délibérations qu'elle avoit expressément autorisées, et dont elle a depuis reconnu la

régularité par l'arrêt du 10 avril dernier ; l'intention de Sa Majesté étant de maintenir l'exécution de ces arrêts ; elle veut, en même temps, ne laisser aucune espèce de doute sur la légalité des opérations délibérées par les derniers États, ni sur celle des assietes des diocèses qui sont chargées de les faire exécuter en vertu des règlements du Conseil des 25 janvier 1658 et 30 janvier 1725, à quoi voulant pouvoir : Vu lesdits arrêts et règlements, ensemble les délibérations des États et les protestations des sénéchaussées de Béziers et de Carcassonne ; où le rapport, le Roi étant en son Conseil, a approuvé et confirmé, approuve et confirme, en tant que de besoin, les délibérations prises par les États de Languedoc en leur dernière assemblée ; en conséquence a cassé et annulé, casse et annule les protestations faites par la noblesse des sénéchaussées de Béziers et de Carcassonne les 17, 22 et 23 mars mars dernier, en ce qu'elles pourroient nuire à l'exécution desdites délibérations.

Ordonne Sa Majesté, que, conformément à l'arrêt du 10 avril dernier et aux règlements du Conseil des 25 janvier 1658 et 30 janvier 1725, qui seront exécutés selon leur forme et teneur jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, il sera procédé incessamment, par les assietes des diocèses et les bureaux diocésains de la province, aux impositions délibérées par les États, ou qui seront délibérées par lesdites assietes et bureaux diocésains, sans s'arrêter, ni avoir égard à aucunes protestations ou oppositions qui auroient été ou qui pourroient être faites, voulant Sa Majesté que lesdites protestations ou oppositions soient regardées comme nulles et non avenues en vertu du présent arrêt, et sans qu'il en soit besoin d'autre ; mande Sa Majesté au sieur commandant

en chef et au sieur intendant en la province de Languedoc, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, lequel sera imprimé, lu, publié et affiché par tout où besoin sera, et envoyé aux assietes des diocèses, pour y être inscrit sur leurs registres. Fait au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 21 avril 1789. LAURENT DE VILLEDEUIL, signé à l'original.

Louis par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre : A notre très-cher et bien amé cousin le comte de Périgord, grand d'Espagne, chevalier de nos Ordres, lieutenant général de nos armées, gouverneur de notre province de Picardie et commandant en chef pour notre service en notre province de Languedoc, et à notre amé et féal conseiller on nos Conseils, maître de requêtes ordinaire de notre hôtel, le sieur de Ballainvilliers, intendant et commissaire départi pour l'exécution de nos Ordres en notre dite province de Languedoc, salut. Nous vous mandons et ordonnons, par ces présentes, signées de notre main, de procéder à l'exécution de l'arrêt ci-attaché sous le contre-scel de notre chancellerie, ce jourd'hui rendu en notre Conseil d'État, Nous y étant, pour les causes y contenues : commandons au premier notre huissier ou sergent, sur ce requis, de signifier ledit arrêt à tous qu'il appartiendra, à ce que personne n'en ignore, et de faire pour son entière exécution, et de ce que vous ordonnerez en conséquence, tous actes et exploits nécessaires, nonobstant toutes choses à ce contraires ; car tel est notre plaisir. Donné à Versailles le 21 jour du mois d'avril, l'an de grâce 1789, et de notre règne le quinzième. Signé Louis ; et plus bas, par le Roi, LAURENT DE VILLEDEUIL, signé à l'original.

Vu l'arrêt du Conseil ci-dessus, en date du 21 avril dernier à nous adressé, ensemble la commission du grand sceau y attachée.

Nous ordonnons que ledit arrêt sera exécuté suivant sa forme et teneur ; qu'il sera déposé au greffe du Roi, enregistré es registres dudit greffe, et copies d'icelui collationnées par le secrétaire et greffier de Sa Majesté, jointes aux mandes et commissions pour les impositions et la tenue des assietes de cette année des diocèses de la province ; lu dans ladite assemblée des assietes ; inscrit sur leurs registres à la diligence des syndics des diocèses, auxquels nous enjoignons de tenir la main à son exécution. Ordonnons en outre, qu'il sera imprimé, publié, affiché partout où besoin sera, et signifié à qui il appartiendra. Fait à Montpellier le 7 mai 1789. LE COMTE DE PÉRIGORD, BALLAINVILLIERS, signés à l'original.

Collationné par nous écuyer, conseiller, secrétaire du Roi aux États du Languedoc. LOISELET, signé.

Il a été ensuite unanimement délibéré : que les sommes contenues dans les commissions, dont il a été ci-devant fait lecture, seront imposées, la présente année, sur les contribuables aux tailles du pays : et les États ont donné pouvoir à MM. les commissaires d'en faire la répartition.

Après quoi Mgr le Président a fait faire la lecture des règlements de NN. SS. des États généraux de la province, pour la tenue des assietes des 25 janvier 1658 et 1<sup>er</sup> mars 1659, et des arrêts des 5 et 24 avril 1659, qui autorisent lesdits règlements, et du jugement de nosdits Seigneurs des États du 29 janvier 1789, sur les impositions du diocèse.

Le syndic du pays a dit ensuite : Qu'il est d'usage

dans la province et dans ce diocèse, que MM. de l'église et de la noblesse, qui ne peuvent pas assister aux États, envoient, outre leurs procurations, une lettre adressée à M. le Président, contenant les raisons qui les empêchent de s'y rendre ; que cet usage ayant toujours été suivi dans le pays, pour soutenir la dignité de M. le Président et de l'assemblée, elle doit veiller à ce qu'il soit observé, et délibérer en conséquence, que les procurations de MM. de l'église et de la noblesse seront rejetées à l'avenir, si elles ne sont accompagnées d'une lettre pour M. le Président de l'assemblée.

Ce qui a été unanimement délibéré, et le greffier du pays a été chargé d'en faire mention dans les lettres de convocation des États.

Ledit sieur syndic a dit : qu'il a reçu, avec les commissions, 1<sup>o</sup> l'arrêt du Conseil du 22 avril 1789, qui autorise l'imposition des sommes à répartir par capitation sur le diocèse, se portant, suivant la mande, à 118,718 livres 19 sous 5 deniers, y compris sa quotité du quatrième cinquième de la contribution à la reconstruction des prisons du Parlement de Toulouse, ordonnée par arrêt du Conseil du 5 janvier 1786 ;

2<sup>o</sup> L'état des sommes qui doivent être levées sur les différentes communautés du pays pour les deux vingtièmes de l'industrie, suivant lequel cette imposition se porte à 13,257 livres 8 sous 2 deniers.

Sur quoi ayant été fait lecture desdits états et arrêt du Conseil, l'assemblée a unanimement délibéré, de renvoyer à MM. les commissaires de l'assiette le département de ces deux impositions, pour y être procédé en la forme ordinaire et usitée dans ce diocèse.

Il a dit ensuite : que M. le syndic général lui a adressé

les états généraux des vingtièmes à percevoir sur les biens et droits nobles, sur les maisons et moulins, et sur les bacs et péages de ce diocèse, se portant en total à la somme de 25,493 livres 2 sous 9 deniers, savoir :

Les vingtièmes des biens et droits

nobles .....	21,400 <sup>l</sup>	17 <sup>s</sup>	4 <sup>d</sup>
Ceux des maisons et moulins.....	3,702	14	11
Ceux des bacs et péages....	389	10	9

Que pour accélérer la perception de cette imposition, l'assemblée pourroit ordonner la remise desdits états de recouvrement à M. le receveur en exercice, et l'envoi des rôles particuliers dans les différentes communautés du diocèse qui y sont comprises.

Ledit sieur syndic a requis l'assemblée, d'autoriser MM. les commissaires de l'assiette à imposer, cette année, dans le département de la capitation, la somme de 1,024 livres, pour fournir au payement du loyer des maisons servant au casernement des différentes brigades de marche établies dans le diocèse, savoir : 300 livres pour celle de Mende, 270 livres pour celle de Maruejols, 264 livres pour celle de Florac, et 190 livres pour celle de Langogne, conformément aux conditions des baux passés avec les propriétaires desdites maisons, et aux délibérations des États de la province, qui ont consenti cette imposition.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a dit ensuite : Que sur le compte qu'il rendit, l'année dernière, des difficultés qu'il avoit éprouvé pour le logement de la brigade de Langogne, et des réparations jugées indispensables pour rendre habitable la nouvelle caserne, l'assemblée, en approuvant le bail passé avec



M. Debavés, l'autorisa en même temps à faire payer les entrepreneurs de ces réparations, qui en ont reçu le montant sur le certificat du sieur Boissonade, mis à suite du devis.

Que ces réparations, qui avoient été fixées dans ledit devis sur l'indication même du brigadier et de ses cavaliers, n'ayant pas été trouvées suffisantes par M. Saralier, il fut procédé par M. de Falconnet, commissaire de guerre, à la vérification de celles qu'il convenoit de faire au gré de l'ordonnance.

Que ces vérifications et l'exécution des différentes réparations qui y étoient indiquées, ayant tenu un temps considérable, la brigade, qui ne pouvoit prendre possession de la nouvelle caserne que lorsqu'elle seroit en état, refusa de déloger de l'ancienne, malgré les réclamations du propriétaire auprès de M. l'Intendant, d'où il est résulté une double dépense pour le diocèse, savoir : de 400 livres pour le prix de ces nouvelles réparations, et de 150 livres pour le loyer de l'ancienne caserne, que le propriétaire a réclamé avec justice. Il a requis en conséquence l'assemblée, de l'autoriser à faire payer ces deux sommes, après qu'il constera de l'exécution desdites réparations par un certificat dudit sieur Boissonade.

Ce qui a été unanimement délibéré, par les considérations particulières rapportées dans l'exposé dudit sieur syndic, qui a été autorisé de faire payer ces deux sommes sur le fonds de la capitation.

Ledit sieur syndic a dit ensuite : Qu'il a poursuivi, pendant la tenue des derniers États généraux, leur consentement et la permission de NN. SS. les commissaires du Roi et des États, pour l'imposition de plusieurs sommes délibérées par l'assemblée le 18 juin 1788.

Sur quoi ayant été fait lecture des ordonnances de NN. SS. les commissaires du 15 février 1789, l'assemblée a renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette l'imposition des sommes permises, savoir :

99 livres en faveur du sieur Chabalier de Langogne, pour fournitures faites à un détachement de chasseurs à cheval des Pyrénées.

270 livres en faveur de M. le receveur de 1788, pour son remboursement de pareille somme par lui avancée pour l'impression du procès-verbal des États et assiette de ladite année.

500 livres pour les frais de garde et nourriture de deux insensés surnuméraires, dont l'imposition a été autorisée en augmentation du fonds de 1,500 livres, déjà permis pour l'entretien de six autres insensés.

Il a ensuite requis la lecture des arrêts du Conseil, qui lui ont été adressés, dont l'un du 22 avril 1789, qui autorise le diocèse de Mende à emprunter 50,590 livres, savoir : pour la continuation de la route d'Esplantats à Langogne 30,000 livres ; pour le chemin de St-Étienne de Valfrancesque 6,000 livres ; pour plusieurs montjoies à établir sur de mauvais passages 8,160 livres ; et 6,430 livres pour indemnité accordée aux entrepreneurs de la côte de La Capelle.

Autre arrêt du Conseil du 22 avril 1789, qui autorise les impositions qui doivent être faites, sur le général de la province de Languedoc, en l'année 1789.

Sur quoi l'assemblée, ayant fait faire lecture des susdits arrêts, a unanimement délibéré de s'y conformer.

Ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de renvoyer, suivant l'usage, à MM. les commissaires de l'assiette, l'audition et la clôture des comptes de M. le rece-

veur de l'année dernière 1788, et les appurements de ceux des années 1782, 1785 et 1786, comme aussi de recevoir le cautionnement de M. le receveur qui doit entrer en exercice.

Ce qui a été unanimement délibéré, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic ; et MM. les commissaires de l'assiette ont été priés de veiller à l'exécution de ce qui est prescrit, à cet égard, par les articles 17 et 19 du règlement de NN. SS. des États du 25 janvier 1658, et par l'article 12 de celui du 1<sup>er</sup> mars 1659, confirmés par deux arrêts du Conseil des 3 et 24 avril suivants.

Ledit sieur syndic a dit : Que le retard dans l'envoi des commissions en ayant nécessairement mis *dans la* convocation des États, et par suite, dans la répartition des impositions, le recouvrement n'a pu commencer à l'échéance du premier terme ; que ce retard contraire à l'intérêt public et au vœu de l'assemblée, ayant été forcé par des circonstances qui lui sont connues, il a été obligé, sur le refus de M. le receveur, de recourir à M. Joubert, trésorier des États de la province, pour qu'il fit l'avance du premier terme aux conditions les moins onéreuses pour le pays.

Que sur les représentations qui lui ont été faites, il a bien voulu consentir à réduire, au taux des années précédentes, les droits qui lui sont attribués par l'ordonnance de NN. SS. les commissaires du Roi et des États du 19 février 1789 ; et ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de renvoyer, à MM. les commissaires de l'assiette, la liquidation et imposition de la somme à laquelle ce droit d'avance se trouvera revenir.

Sur quoi l'assemblée considérant combien le renvoi du premier terme des impositions est ruineux, à tous

égards, pour le Gévaudan, elle a persisté dans les précédentes délibérations ; et cependant comme, d'après l'exposé dudit sieur syndic, ce renvoi est devenu indispensable cette année, elle a délibéré de modérer ce droit d'avance à un et demi pour cent, y ayant tout lieu d'espérer que M. Joubert, qui connoît la misère de ce pays, voudra bien se prêter à cet arrangement. MM. les commissaires de l'assiette ont été, en conséquence, chargés, par l'assemblée, de liquider ce droit sur ce pied, et d'en faire l'imposition.

Il a ensuite requis l'assemblée de charger le greffier du diocèse, de comprendre, dans les mandes des communautés du Malzieu, Maruejols, Saugues, Saint-Étienne de Valfrancesque et Ispanhac, les intérêts qu'elles doivent pour le rachat de leurs mairies, fixés dans l'état qui lui a été adressé, et de joindre, à cet effet, à l'envoi de leurs mandes, un extrait dudit état, pour qu'elles puissent se conformer à ce qui y est porté.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit : qu'il a été rendu deux jugements par NN. SS. les commissaires du Roi et des États, en date du 8 février 1786, dont un ordonne, en faveur des collecteurs de plusieurs communautés du diocèse, en l'année 1787, l'imposition des sommes dont ils ont été déclarés créanciers par la clôture de leurs comptes, lesquelles reviennent, en total, à 167 livres 17 sous 5 deniers, et l'autre veut qu'il soit fait un moins imposé, dans d'autres communautés, des reliquats des comptes de leurs collecteurs de ladite année 1787, se portant, en totalité, à 3,943 livres 8 sous 11 deniers ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer, que, conformément auxdits jugements, il sera fait mention de ces

débets et de ces reliquats dans les mandes de la taille de cette année, et qu'il y sera marqué, par un article particulier, la somme que chaque communauté doit imposer ou moins imposer à ce sujet.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a aussi communiqué à l'assemblée un état des sommes dues par certaines communautés du diocèse, et vérifiées par jugements des 8 et 15 février 1789 ; et un second état des sommes, qui, ayant été vérifiées les années précédentes, n'ont pas été imposées, en tout ou en partie, par les communautés y dénommées ; et comme l'assemblée doit veiller à l'exécution des jugements qui tendent à la libération desdites communautés, il l'a requiert de charger le greffier du diocèse d'en faire mention dans les mandes de la taille.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit : qu'il a reçu avec les commissions plusieurs ordonnances de restitution rendues contre les administrateurs et greffiers consulaires de vingt-deux communautés du diocèse, qui ont fait, en 1788, des impositions sans permission, excédé celles qui étoient autorisées, ou qui ont négligé, dans la rédaction des préambules, les formalités prescrites par les règlements.

Que par la vérification qu'il a faite de ces ordonnances, dont le montant s'élève à 750 livres 10 sous, il s'est assuré, que presque toutes portent contre les greffiers consulaires, qui, par leur inexactitude à se conformer aux modèles de préambule qui leur ont été adressés, ont négligé : 1° de signer ces préambules ; 2° d'y faire mention de la somme à laquelle reviennent la livre, le sou et le denier du compoix ; 5° d'y annoncer

en détail, et en toutes lettres, les sommes contenues en la mande, et d'y motiver les moins imposés. Que pour faire cesser, s'il est possible, ces vices, qui se renouvellent tous les ans par l'inattention des administrateurs, et principalement des greffiers consulaires, il aura soin de leur rappeler les règlements et les ordonnances des 27 novembre 1752 et 25 février 1755, et de continuer à leur faire l'envoi des instructions qui leur sont adressées annuellement avec la mande.

Que toutes ces précautions ayant été jusqu'à présent sans succès, on ne peut espérer de rétablir l'ordre qu'en exhortant de plus fort MM. les receveurs à se conformer eux-mêmes à ce qui leur est prescrit par les susdites ordonnances pour le recouvrement des amendes ; que n'étant pas exigées par toutes les voies de rigueur qu'ils sont autorisés d'employer, ceux contre qui elles sont prononcées s'exposent sans crainte à des peines qu'ils voient sans effet ; et ledit sieur syndic a requis l'assemblée de délibérer.

Sur quoi, en se conformant aux dispositions des ordonnances de NN. SS. les commissaires du Roi et des États des 27 novembre 1752 et 25 février 1755, l'assemblée a unanimement délibéré : 1° de charger le greffier du diocèse, d'annexer aux mandes de la taille des communautés, contre lesquelles il a été prononcé des ordonnances de restitution, une expédition de ces ordonnances ; 2° d'exhorter de plus fort MM. les receveurs et les administrateurs et greffiers des communautés à se conformer, chacun comme les concerne, aux ordonnances de 1752 et 1755 ; 3° de recommander expressément à M. le receveur en exercice, d'accélérer le recouvrement des ordonnances de restitution qui lui ont été

remises, et d'user, à cet effet, de toutes les voies qu'il est autorisé à employer, même de celle des garnisons militaires ; 4° d'avertir MM. les receveurs depuis 1752, que, d'après les lettres qui leur ont été écrites par MM. les syndics généraux, ils ne peuvent plus négliger de rendre compte, chacun comme les concerne, du recouvrement qu'ils ont fait ou dû faire. Et finalement ledit sieur syndic a été chargé de se faire remettre, par le receveur, un état en double des sommes qui ont été reçues, pour l'un être envoyé aux consuls des communautés auxquelles ces sommes appartiennent, et y être mises en moins imposé, et l'autre adressé à M. le syndic général du département.

Ledit sieur syndic a dit : que suivant les comptes rendus par M. le receveur, le 3 décembre dernier, des emprunts faits en 1788, pour les ouvrages exécutés ladite année sur les routes autorisées par divers arrêts du Conseil des 14 février 1784, 10 février 1785, 22 mars 1786 et 16 mars 1787, il a été dépensé une somme de 59,308 livres, savoir :

Sur le chemin du col du Pendedis		
à Saint-Michel .....	2,100 liv.	
Sur la route de Chanac à Bombes.	7,517	7 s.
Sur celle de Saugues à Langogne..	15,254	10
Sur celle de Saint-Chély à la côte du		
Malzieu.....	1,359	11
Sur celle de Ressouches au haut de		
la côte de Malavielle.....	8,215	
Sur celle de Serverette à Saugues..	12,110	
Sur celle du Pas-des-Jésuites à Sal-		
gas .....	10,522	
Pour les avenues du pont du Malzieu	2,450	
<hr/>		
Total des paiements faits aux		
entrepreneurs.....	59,308 liv.	8 s.

Qu'il a fourni à ces différents paiements : 1° sur un fonds de 3,666 livres des emprunts de 1787, qui, n'ayant pas été employés ladite année, avoit resté dans la caisse du receveur ; 2° sur une somme de 57,290 livres, qu'il emprunta à différentes époques pendant le cours de l'année dernière, par contrats reçus M<sup>e</sup> Enjelvin, notaire.

Que sur ces deux sommes, se portant en totalité à 60,956 livres, ayant été payé, ainsi qu'il vient d'en rendre compte, 59,308 livres 7 sous, NN. SS. les commissaires ont vérifié cette dernière somme par jugements du 15 février 1789, et surcis la vérification de 1,648 livres, dont l'emploi n'avoit pas été fait à cette époque.

Que l'assemblée, qui avoit été constamment dans l'usage de faire rembourser les emprunts après leur emploi, pour ne pas laisser accumuler et grossir la masse des dettes du pays, n'ayant la liberté de se libérer cette année que d'une somme de 36,600 livres, il en résultera une diminution sur les impositions, qui, jointe à celle qui sera opérée par la suppression ou réduction de quelques autres dépenses imposées l'année dernière, dont il a présenté un état, en donnera une qui sera sensible.

Sur quoi l'assemblée, en se conformant aux jugements de NN. SS. les commissaires du Roi et des États, a unanimement délibéré d'imposer, cette année, la susdite somme de 36,600 livres, pour servir au remboursement de partie des dettes nouvelles.

Ledit sieur syndic a ajouté : que les entrepreneurs des réparations du chemin du col du Pendedis à Saint-Michel-de-Dèzes ; de la construction de celui de Saint-Chély au haut de la côte du Malzieu et des avenues du pont de cette dernière ville, ayant fini, chacun comme les concernoit, les ouvrages dont ils étoient chargés, ils



furent payés l'année dernière du prix de leurs adjudications sur les certificats de réception du directeur des travaux publics du pays.

Que les adjudicataires de partie des routes de Chanac à Bombes, de Saugues à Langogne, de Ressouches au haut de la côte de Malavielle, de Serverette au Mas-des-Pis et du Pas-des-Jésuites à 1,410 toises vers Salgas, s'étant occupés depuis le retour de la belle saison de ces travaux, il a été nécessaire de pourvoir au paiement des ouvrages qu'ils ont exécutés ; qu'il a en conséquence emprunté, par divers contrats reçus M<sup>e</sup> Enjelvin, notaire, une somme de 16,200 livres, qui, avec les 1,648 livres 2 sous du fonds des emprunts de 1788, restant en caisse, fait celle de 17,848 livres 2 sous, sur laquelle il a fait compter 11,716 livres, savoir : 2,500 livres aux entrepreneurs de la route depuis le Pas-des-Jésuites à Salgas ; 1,200 livres à ceux de Serverette au Mas-des-Pis ; 6,216 livres à ceux depuis la Barraque-rouge au pont d'Ancelepont ; et 1,800 livres à ceux depuis le bas de la côte de La Capelle au Daumal.

Que ces emprunts n'étant pas suffisants pour solder le prix de leurs adjudications, il requiert l'assemblée de l'autoriser : 1<sup>o</sup> à les continuer à fur et à mesure du progrès desdits travaux ; 2<sup>o</sup> d'approuver ceux qu'il a déjà faits, et finalement de lui donner pouvoir de poursuivre la vérification des sommes empruntées, après leur emploi justifié, ensemble des intérêts depuis le jour du placement jusques à celui du remboursement.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic, en continuant son rapport, a dit que tous les ouvrages, dont il vient de rendre compte, tendant à leur fin, il sera nécessaire de s'occuper, cett

année, de l'exécution de ceux qui en font suite, et de ceux qui, délibérés en 1788, pour les réparations du chemin de Saint-Étienne-de-Valfrancesque, et la construction des montjoies, ont été autorisés par un arrêt du Conseil du 22 avril dernier, et après en avoir présenté l'état détaillé, il a observé, que les travaux qui restent à faire pour la continuation et perfection de la route de Langogne à Saugues, s'élevant, suivant le devis du sieur Boissonade, à une somme de 155,440 livres 16 sous. NN. SS. des États, avant d'en permettre l'emprunt, ne l'ont consenti, d'après le rapport de M. O'Farrell, et par les motifs y ramenés, que pour une somme de 50,000 livres, sauf à être pourvu, sur de nouvelles permissions, au surplus de la dépense lorsqu'elle sera exactement connue.

Que pour répondre aux vues du public, on pourroit employer cette somme à ouvrir, sur une toise et demi de largeur, les parties de cette route qui interceptent le passage de celles qui sont déjà exécutées ; qu'il en résulteroit le double avantage d'assurer, dans le courant de cette année, la liberté de cette communication, et de faciliter l'estimation des ouvrages à faire pour lui donner la largeur prononcée par la délibération des États. Et ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de délibérer.

Sur quoi l'assemblée, en autorisant MM. les commissaires à procéder à l'adjudication des ouvrages annoncés dans le rapport dudit sieur syndic, lui a donné pouvoir d'emprunter les fonds nécessaires pour leur exécution, elle a en même temps délibéré, pour faciliter plus promptement la communication de Saugues à Langogne, de commencer à en faire ouvrir par économie les par-

ties en côte sur six pieds de largeur, conformément à la délibération des États généraux du 14 février 1789, et lorsque cette trace sera finie, de renvoyer à MM. les commissaires du diocèse, l'adjudication du surplus des ouvrages proposés sur cette route, en leur donnant autant de largeur que les fonds restant des 50,000 livres, dont l'emprunt a été autorisé, pourront le permettre.

Il a ensuite proposé à l'assemblée, conformément à la délibération par elle prise en 1786, de faire un fonds de 10,000 livres pour l'amortissement des anciennes dettes à cinq pour cent, et d'ordonner en conséquence le remboursement d'une pareille somme.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré de rembourser, cette année, 4,000 livres au Chapitre collégial de Maruejols, et 6,000 livres au clergé de l'église cathédrale de Mende.

Ledit sieur syndic du pays a dit : que le fonds de l'emprunt permis par l'arrêt du Conseil, du 16 mars 1787, pour l'ouverture de la grande route de Serverette en Auvergne par Saint-Alban et Saugues devant être entièrement épuisé, cette année, par les ouvrages qui y seront exécutés, on ne peut y donner suite que par de nouveaux emprunts ; il requiert en conséquence l'assemblée, de lui renouveler les pouvoirs qu'elle lui avoit donné en 1787, et dont il ne crut pas devoir faire usage qu'après l'emploi des 50,000 livres qu'il avoit été autorisé à emprunter.

Sur quoi l'assemblée a donné pouvoir, audit sieur syndic, de solliciter les consentements et permissions nécessaires pour un nouvel emprunt de 30,000 livres pour la continuation de ladite route.

Ledit sieur syndic a dit : que la communauté de

Grandrieu a présenté un nouveau mémoire, pour demander l'exécution du devis dressé par le sieur Boissonade du chemin de La Vitarelle à Chams. Il y est observé, que ce chemin devant s'embrancher à la grande route que la province fait ouvrir de Toulouse à Lyon, et à celle que le diocèse fait exécuter de Langogne en Auvergne, par Saugues, il donnera à toutes les communautés, qui en sollicitent la construction, une libre communication avec l'intérieur du diocèse, et avec toutes les provinces qui l'avoisinent.

Que ces avantages particuliers, annoncés dans un plus grand détail dans le mémoire qui fut présenté à l'assemblée, l'année dernière, pourroient devenir communs à tout le pays ; qu'on l'auroit même éprouvé celle-ci, si ces communautés, abondantes en grains, avoient pu faire verser le résidu de leurs approvisionnements dans celles, qui, moins pourvues, ont été menacées d'en manquer. Cette libre circulation auroit assuré aux premières le débit de leurs grains, et aux dernières l'abondance, le calme et une diminution sur le prix, qui n'a été porté si haut qu'à raison de la difficulté du transport.

Par ces considérations puissantes auprès de l'assemblée, toujours occupée des moyens de vivifier toutes les parties d'un pays confié à son administration, cette communauté espère qu'elle voudra bien délibérer la prompte exécution d'un chemin dont l'utilité est démontrée.

Ledit sieur syndic a ensuite présenté à l'assemblée les devis dressés, par son ordre, des changements et réparations à faire sur trois parties des chemins royaux des Cévennes, dont il lui fut rendu compte l'année dernière, savoir : 1° sur le chemin du Collet à Saint-Michel, près les possessions de M. de Montvert ; 2° à celui du

Chambonnet, aboutissant au pont de Bruzen, et finalement à celui de Sainte-Croix.

Que, suivant le devis estimatif, tous ces ouvrages devant donner lieu à une dépense de 47,078 livres, savoir : de 44,581 livres pour la construction du chemin de La Vitarelle à Chams, et de 2,697 livres pour les changements et réparations des deux premières parties des chemins royaux des Cévennes, n'étant pas possible, suivant le rapport du sieur Boissonade, de réparer solidement celle de Sainte-Croix, jusques à ce que la scissure soit entièrement faite ou arrêtée; il requiert l'assemblée, au cas elle approuve l'exécution de ces ouvrages, de l'autoriser à poursuivre les consentements et *permissions* nécessaires pour emprunter les sommes portées par lesdits devis.

Ce qui a été unanimement délibéré par l'assemblée, conformément aux réquisitions dudit sieur syndic.

Ledit sieur syndic a dit : que les délibérations prises par l'assemblée pour l'ouverture des différentes routes qu'elle fait exécuter, et de celles dont elle a approuvé les projets, annonçant l'étendue de ses vues et le désir de pouvoir vivifier toutes les parties de ce vaste diocèse par de nouvelles communications, n'assuroient pas les facilités de les faire exécuter, ce pays ne pouvant se livrer à une dépense qu'on ne pouvoit connoître que sur les devis du directeur des travaux publics du pays.

Que par ce motif, il a cru devoir faire le relevé des estimations des devis que le sieur Boissonade a dressés, et donner le montant de ses aperçus sur la dépense des ouvrages dont il n'a pu encore lever les plans.

Qu'il résulte de ce tableau détaillé, qu'il a l'honneur de mettre sous les yeux de l'assemblée : 1° que l'esti

mation des ouvrages, autorisés par divers arrêts du Conseil de 1785, 1786, 1787, 1788 et 1789, s'élève à une somme de 645,192 livres 18 sous, sur laquelle, n'ayant été dépensé que 180,520 livres, il reste à employer pour la continuation et perfection de ces travaux celle de 465,672 livres ;

2° Que l'appréciation des routes délibérées par l'assemblée, d'après les devis qui lui ont été présentés, et pour l'exécution desquels on n'a pas encore sollicité des emprunts, se porte à 607,117 livres ;

3° Que les estimations par aperçu des autres chemins, dont le sieur Boissonade n'a pas pu dresser les devis, montent à une somme de 785,000 livres ;

Que ces trois sommes ablotées présentant une dépense de 1,797,119 livres, l'assemblée pourroit, sans abandonner des projets dont elle a reconnu l'utilité, en retarder l'exécution jusques à ce que les routes commencées soient entièrement perfectionnées, n'étant pas de l'intérêt du pays de se livrer, surtout dans ce moment, à de si fortes dépenses.

Sur quoi l'assemblée, vu le tableau présenté par ledit sieur syndic, en délibérant la continuation des travaux commencés, a été unanimement d'avis de renvoyer, jusques après leur perfection, l'exécution des autres routes projetées.

Ledit sieur syndic a dit ensuite : que pour ne pas se livrer, dans ce moment, à la dépense que présente la construction à neuf du chemin, longtemps sollicité, de la Maison-Neuve à Saint-Urcise, fixée, par l'estimation approximative du sieur Boissonade, à 55,000 livres, l'assemblée pourroit, en attendant et à peu de frais, le rendre bien passant. La restauration de plusieurs

ponts qui furent adjugés l'année dernière, la construction des montjoies qui doit l'être celle-ci, assureroient la liberté et la sûreté de cette communication, si on y faisoit exécuter, en même temps, ainsi qu'il fut proposé, certaines réparations, peu coûteuses, à quelques passages difficiles qui la gênent, surtout en hiver, par les combles de neige qui s'y forment.

Sur quoi l'assemblée, pour accélérer, autant qu'il est possible dans les circonstances présentes, la liberté de cette communication, a unanimement délibéré de faire exécuter les réparations indiquées dans le rapport du sieur Boissonade, en commençant par les plus pressantes. Et comme les ouvrages à faire sur ce chemin sont trop morcelés, et d'une trop faible dépense, chacun séparément, pour pouvoir être réunis, et exécutés en la forme ordinaire par adjudication, elle a autorisé MM. les commissaires à y faire travailler par des ouvriers du diocèse, sous la conduite des piqueurs, qui tiendront, semaine par semaine, des contrôles de ceux qui y seront employés, du nombre et du prix de leurs journées ; ledit sieur syndic a été chargé de faire payer le montant desdits états de travail, visés par le directeur des travaux publics du pays, sur le fonds des dépenses imprévues, et, par insuffisance, sur ceux avancés par M. le receveur, lui donnant pouvoir, dans ce dernier cas, de poursuivre les permissions nécessaires pour imposer, l'année prochaine, les sommes qu'il justifiera avoir avancées.

Ledit sieur syndic a dit : que NN. SS. des États, avant de prononcer définitivement sur la direction de la grande route que la province fait ouvrir de Rodez à Lyon par Mende et Langogne, ayant ordonné une nouvelle vérification sur les nouveaux mémoires présentés par la

communauté de Maruejols, le sieur Boissonade a suspendu les opérations dont il avoit été chargé pour la levée du plan, et la dresse du devis du chemin de Mende à Maruejols, pour ne pas exposer le diocèse à des frais qui seroient en pure perte, si le rapport de M. O'Farrell contrarioit la demande de la communauté de La Canourgue, et adoptoit celle des administrateurs de la ville de Maruejols.

Que ce directeur devant procéder, cette année, à cette nouvelle vérification, l'assemblée pourra, lorsque le résultat sera connu, et qu'il aura été autorisé par les États, prendre une délibération relative.

Sur quoi l'assemblée, en reconnaissant l'utilité du chemin projeté de Mende à Maruejols, a délibéré d'en renvoyer la dresse du devis et l'exécution, jusques à ce que les États auront fixé définitivement la direction de la grande route de Lyon à Rodez.

Ledit sieur syndic a dit : que M. l'inspecteur des chemins royaux des Cévennes observe dans son dernier procès-verbal de visite, qu'outre les ouvrages dont l'exécution fut délibérée, en 1788, par cette assemblée, il s'est assuré de la nécessité de faire réparer les entablements de différentes parties de ces chemins entièrement dégradés par les inondations, et de faire travailler au rétablissement du passage dangereux de Cabre-Figuière, entre le pont de Bruzen et Saint-Germain-de-Calberte.

Qu'au moyen de ces réparations, de celles qui ont été exécutées depuis quelques années, et de celles qui doivent l'être celle-ci, on doit espérer, à moins de nouveaux accidents auxquels ces chemins sont journellement exposés par leur mauvais emplacement, que toutes



ces communications intéressantes seront dans le meilleur état possible, étant même dans ce moment très passantes, à la réserve des parties annoncées dans son rapport.

Que le diocèse ayant le plus grand intérêt à veiller à la conservation de ces chemins, l'assemblée devrait charger le sieur Boissonade de dresser, dans le courant de cette année, le devis estimatif de toutes ces opérations, pour être exécutées lorsque la dépense à faire sera connue, et que l'emprunt des fonds pour y fournir aura été permis.

Ce qui a été unanimement délibéré, vu la nécessité urgente de ces réparations, et la modicité de la dépense à faire pour leur exécution.

Ledit sieur syndic a dit : que le sieur Boissonade a procédé, ainsi qu'il en avoit été chargé par l'assemblée en présence de M. le premier consul, maire de Maruejols, à la nouvelle vérification et toisé des projets présentés l'année dernière pour la direction du chemin de cette ville à Serverette ; qu'il résulte de son nouveau rapport :

Que la première direction par le travers de Macari, etc. dont ce directeur avoit fait porter le toisé, par son premier rapport, à 12,827 toises, peut être réduit à 12,150 toises, en abandonnant deux rampes qu'il avoit cru d'abord nécessaires pour conduire les pentes à 3 pouces 6 lignes, et qu'un nouveau développement permet d'éviter, en montant par une seule rampe à 4 pouces 6 lignes.

Que le toisé partiel du reste du projet est égal à celui qui est détaillé dans le premier rapport.

Que les changements proposés à la côte de Macari n'en opéreroit aucun avantageux pour les autres parties de la

route, qui seroient toujours, ainsi qu'on l'avoit annoncé, placées sur des sites élevés, froids, et d'une traversée pénible.

Que la dépense par cette direction, portée par aperçu dans le premier rapport à 165,000 livres, seroit réduite à environ 145,000 livres, à raison des 677 toises en moins opérées par les changements ci-dessus.

Que le nouveau toisé de la direction par Larcis, etc., comme dans le premier rapport, de 14,420 toises ; mais que la dépense pour sa construction pourroit diminuer d'environ 9,000 livres, et être réduite à 61,000 livres, en profitant de 1,600 toises du chemin actuel, qu'on peut utiliser sans frais.

Que cette économie, jointe à celle de l'entretien de 6,060 toises, dont la province seroit chargée, et à l'avantage d'une position plus abritée et d'un moindre nombre de côtes à parcourir, doit faire donner la préférence à cette direction, qu'on jouiroit d'ailleurs plutôt de la communication qu'elle doit établir, les parties à ouvrir par le diocèse n'étant, par ces déductions, que de 6,760 toises.

Que ce directeur ne s'est point occupé de la troisième direction par Saint-Léger, par les raisons ramenées dans son premier rapport.

Que sur les réquisitions qui lui furent faites, cette année, il a vérifié une quatrième direction par Sejas ; mais que l'exécution de ce projet lui a paru impossible et trop dispendieux.

Que d'après ce rapport, et les nouveaux mémoires présentés par les villes de Maruejols et de Serverette, l'assemblée auroit pu se décider sur celle de ces directions qui lui auroit paru la plus avantageuse, et charger

le sieur Boissonade d'en lever la carte, plan et profils, et d'en dresser le devis estimatif, si la communauté de Saint-Léger-de-Peyre, informée des vérifications qui ont été faites, et du projet d'abandonner la direction actuelle par cette communauté, n'avoit remis un mémoire dans lequel il est représenté :

1° Que le sieur Boissonade n'ayant pas vérifié la direction par St-Léger, ainsi qu'il résulte de ces rapports, il n'a pu prononcer sur la possibilité de son exécution ; que s'il avoit appelé ses administrateurs, ils lui auroient indiqué de nouveaux débouchés par lesquels on peut arriver à Saint-Léger avec facilité et avec moins de dépense que par le travers de Macari ;

2° Que cette direction, plus courte, moins dispendieuse, et plus abritée, vivifieroit une communauté considérable qui étoit anciennement le centre du commerce, et qui n'a cessé de l'être que par la difficulté des chemins ; que le diocèse y trouveroit encore l'économie de l'entretien de la route actuelle, qu'il faudroit toujours faire si l'on suivoit une autre direction. Par toutes ces considérations, cette communauté supplie l'assemblée d'ordonner, qu'en exécution de ses précédentes délibérations, le sieur Boissonade vérifieroit le projet par Saint-Léger en présence de ses administrateurs, et de ceux de Maruejols, s'ils veulent y assister, et du syndic du pays.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit : que les entrepreneurs de l'élargissement du pont du Malzieu, après avoir éprouvé, dans l'exécution de ce travail, des difficultés qu'on ne pouvoit prévoir, ayant enfin fini et perfectionné tous les ouvrages dont ils étoient chargés, ont, en recevant l'en-

tier prix de leur adjudication, réclamé le paiement d'une somme de 355 livres 10 sous, à laquelle avoient été estimés, par le sieur Boissonade, sur le prix fixé dans le premier devis, 108 pieds cubes de pierre de taille et 2 toises 3 pieds de maçonnerie qu'ils ont employés, sur les ordres qui leur avoient été donnés, à réparer les avant-becs de ce pont, dont les pierres de revêtement, ainsi que du massif, s'étant trouvées totalement cariées, n'auroient pu supporter l'élargissement qu'ils doivent donner aux arches.

Que cette demande étant des plus justes, l'assemblée pourroit leur faire payer le prix de ce travail extraordinaire sur le fonds du préciput qui sera imposé cette année ou sur celui des dépenses imprévues.

Ce qui a été unanimement délibéré sur le vu du rapport dudit sieur Boissonade, et de son certificat de réception mis à suite.

Il a dit ensuite : que suivant les pouvoirs qui lui furent donnés par l'assemblée, MM. les commissaires adjugèrent, l'année dernière, la construction des ponts de Servièrès, de Laval, de Saint-Préjet, d'Albespeyres, de Prévenchèrès et la réparation de ceux de Chastel-Nouvel, du Pont-Neuf, de Sinières, du Gournier, de Flech de Tras-La-Garde et de Marchastel.

Que certains de ces adjudicataires, chargés d'autres entreprises pour le diocèse, n'ont pu remplir leurs derniers engagements avec toute la célérité que MM. les commissaires auroient désiré ; que pour les punir de ce retard, il n'a été fait d'autre paiement, sur les fonds du préciput imposé pour ces ouvrages, qu'en faveur des seuls entrepreneurs des ponts de Servièrès, de Chastel-Nouvel et du Pont-Neuf, lesquels ont reçu l'entier prix

de leurs entreprises, sur les certificats du sieur Boissonade.

Que ce directeur, lors de ses visites, a fait monter des ateliers pour la prompte exécution des autres ponts, dont il vient de rendre compte ; qu'il y a lieu d'espérer de l'activité des entrepreneurs et de la surveillance du sieur Boissonade, qu'ils seront rétablis, dans le meilleur état, avant la fin de cette année.

Sur quoi l'assemblée a chargé ledit sieur syndic de veiller à ce que les entrepreneurs, qui sont en retard, mettent plus de célérité dans l'exécution des ouvrages dont ils sont chargés.

Ledit sieur syndic, en continuant son rapport, a dit : que suivant les devis, dressés par le sieur Boissonade, des ouvrages à faire pour la restauration des ponts de la Peyre, près Maruejols, du Raussal, sur le chemin de Saugues au Malzieu, de celui de St-Chély, sur la grande route du bas Languedoc en Auvergne, et pour la construction de ceux de la Clapisse et de Recoules, sur la paroisse de Vebron, la dépense s'élèvera à une somme de 12,448 livres, savoir : pour le pont de la Peyre à 6,000 livres, pour celui du Raussal à 2,584 livres, pour celui de Saint-Chély à 1,594 livres, et pour ceux de la Clapisse et de Recoules à 2,700 livres.

Il a ajouté : que par les considérations ramenées dans la requête présentée à Mgr l'Intendant par la communauté de Laval, l'assemblée, après avoir reconnu l'utilité des deux ponts qu'elle sollicitoit, en délibéra l'exécution ; mais pour ne pas surcharger les impositions de cette communauté, elle se borna à faire procéder à l'adjudication de celui qui paroisoit le plus pressant, et renvoya à cette année l'adjudication du second.

Que cette communauté, pressée de jouir de la libre communication que ces deux ponts doivent établir avec la grande route que le diocèse fait ouvrir de Saugues à Langogne, qui lui facilite celle avec l'Auvergne et le bas Languedoc, sollicite, par un nouveau mémoire, les secours du diocèse pour la construction de ce pont ; que pour la prompte exécution, M. le prieur de cette paroisse, a offert d'y contribuer pour une somme de 200 livres, ce qui réduira la dépense à 840 livres.

Que sur cette somme, qui, étant additionnée à celle de 12,448 livres, forme un total de 13,288 livres, devant être prélevé celle de 1,920 livres pour le préciput desdites cinq communautés, il resteroit à imposer, pour celui du diocèse, celle de 11,368 livres.

Que tous ces ouvrages ne pouvant pas, ce semble, être exécutés cette année, l'assemblée trouvera sans doute à propos, pour ne pas augmenter les impositions d'un fonds qui resteroit sans emploi, de n'en faire qu'un de 8,000 livres, sauf à être pourvu, l'année prochaine, au surplus de la dépense.

Il a observé : qu'avant de procéder à l'adjudication des réparations du pont de la Peyre, il seroit convenable, d'après l'avis de M. O'Farrell, mis à suite du devis, de faire faire un essai préalable du réformis des voûtes, sur quatre toises carrées de surface, pour s'assurer au juste de la valeur de la totalité de l'ouvrage.

Ce qui a été unanimement délibéré par l'assemblée, qui a renvoyé à MM. les commissaires de l'assiette l'imposition de ladite somme de 8,000 livres, et à ceux du diocèse l'adjudication des susdits ouvrages, et chargé le greffier du pays de comprendre, dans les mandes de la taille desdites cinq communautés, les sommes qu'elles

doivent imposer pour leur préciput, chacune comme les concerne.

En finissant son rapport, ledit sieur syndic a dit : que la communauté de Saugues représente à l'assemblée, que le pont qu'elle a délibéré de faire reconstruire à Saint-Haon, se trouvant trop éloigné de cette ville, pour lui donner la communication directe qu'elle devrait avoir avec le Velay, elle désireroit qu'il en fut établi un second plus rapproché, qui pourroit être exécuté sans augmentation du fonds destiné au premier, si, comme on observe, on en diminueoit les dimensions, en ne leur donnant que la largeur nécessaire pour le passage d'une charrette, qui seroit suffisante, n'étant jamais possible d'établir une grande route par ces directions.

Que M. O'Farrell, directeur des travaux publics de la province, ayant eu connoissance de ces projets, se propose d'en vérifier la possibilité, et doit en dresser son rapport, d'après lequel, si l'assemblée l'approuvoit, elle pourroit se livrer à son exécution, de concert avec l'administration du Velay ; mais comme dans tous les cas la nécessité du pont de Saint-Haon a été reconnue par les deux pays, il paroît qu'on pourroit en faire l'adjudication sur le nouveau plan et devis qui en sera dressé, et lorsque la dépense en sera connue, y faire travailler sur les fonds avancés par M. le receveur en exercice, la présente année, dont il seroit remboursé sur ceux des préciputs, qui seroient imposés en 1790 sur les deux diocèses, et sur les communautés sur lesquelles ce pont sera établi.

Et sur les représentations faites par quelques membres de l'assemblée sur le mauvais état des ponts de Chirac, Cassagnas, Saint-Germain et de Saint-Juéri, le

sieur Boissonade a été chargé d'aller vérifier les réparations qu'il convient d'y faire, pour en prévenir la ruine et d'en dresser le devis estimatif.

Ledit sieur syndic a dit : que le bail d'entretien de la côte de Bayard, sur la route de Villefort à Langogne, qui est à la charge, par égales portions, des diocèses d'Uzès, Aiais et Mende, étant expiré, MM. les commissaires du diocèse d'Uzès l'adjugèrent, le 7 décembre 1788, à Alexis Dumazer, du lieu de Génolhac, sous le cautionnement d'Alexis Rieutort, de Chambérigaud, au prix de 300 livres, pour chacune des six années de la durée de leur bail, commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1789.

Que M. Trinquelague, syndic du diocèse d'Uzès, ne lui en ayant donné connoissance que le 24 avril dernier, il n'a pu poursuivre, pendant la tenue des États de la province, les permissions nécessaires pour imposer, cette année, la somme de 100 livres, à laquelle se porte le tiers du prix dudit bail, qu'étant cependant juste de pourvoir au payement de ces entrepreneurs, l'assemblée pourroit délibérer, sous le bon plaisir de NN. SS. des États, l'imposition provisoire de ladite somme, et l'autoriser, en même temps, à en solliciter la continuation pendant les cinq années restantes, en faveur desdits entrepreneurs, pour ne leur être cependant payée qu'aux termes, clauses et conditions de leur bail, après avoir justifié du bon entretien dudit chemin, par les certificats de l'inspecteur chargé de les vérifier.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a dit ensuite : que l'assemblée ayant été autorisée, par jugement de NN. SS. les commissaires du Roi et des États, du 13 janvier 1788, à faire réparer, par économie, deux parties de la grande route dont l'entretien n'avait



pu être adjudgé, l'une depuis le haut de la côte de Saint-Pierre jusques au Pompidou, et l'autre de Mende à l'extrémité du diocèse, près La Garde, et à imposer, pour fournir à cette nouvelle dépense, une somme de 15,015 livres, savoir : 7,894 livres pour la première de ces parties, et 7,121 livres pour la seconde; MM. les commissaires, pour accélérer l'exécution de ces réparations, et assurer le libre passage d'une communication aussi importante pour le pays, firent travailler par économie, aux plus urgentes, et donnèrent à prix fait celles qui, quoique moins pressantes, avoient été jugées indispensables pour la solidité de la route.

Que les ouvriers qui furent employés sur la division de Mende à La Garde, ayant mis cette partie en très bon état, MM. les commissaires en adjudgèrent l'entretien, le 3 décembre 1788, au prix de 3,855 livres, savoir : de 2,175 livres depuis Mende jusques à Serverette, et de 1,680 livres de Serverette à La Garde, dont l'imposition a été permise par jugement de NN. SS. les commissaires du Roi et des États, du 15 février dernier.

Qu'à l'égard de la partie du haut de la côte de Saint-Pierre au Pompidou, les ouvrages qui y furent exécutés par des cantonniers la rendirent passante ; mais ceux qui restoit à faire pour la mettre en bon état, et les difficultés locales qu'ils présentoient, ayant éloigné tous les prétendants à cet entretien, MM. les commissaires, dans l'impossibilité de trouver des entrepreneurs qui voulussent s'en charger, furent forcés de recourir aux États, pour y solliciter leur consentement et la permission d'imposer, cette année, une somme de 4,800 livres pour fournir au payement des cantonniers employés sur cette division.

Que cette permission ayant été accordée par jugement de NN. SS. les commissaires du Roi et des États, du 19 février dernier, M. le receveur a fait l'avance des sommes qui leur ont été payées depuis le mois de janvier dernier, dont il pourra être remboursé sur l'imposition qui sera faite, cette année, de la somme de 4,800 livres, permise.

Que le fonds de 15,015 livres, imposé en 1788, pour les réparations de ces deux dernières parties, se trouvant réduit, en 1789, à 8,655 livres, cette forte diminution, opérée par la moins-dite des entrepreneurs de l'entretien de Mende à La Garde, et par l'estimation portée par le devis de celle du haut de la côte de Saint-Pierre au Pompidou, annonce l'utilité des ouvrages qui y ont été exécutés, en 1788, par économie, ou qui furent donnés à prix fait ; que ces derniers n'étant pas encore entièrement finis, les fonds qui y étoient destinés, ne seront payés qu'après leur achèvement par le receveur qui les a en caisse.

Qu'il ne doit pas laisser ignorer à l'assemblée, que malgré l'assiduité des cantonniers à fermer les ornières, et l'exactitude des ouvriers à faire les empierrements, à ouvrir les fossés et les aqueducs dont ils sont chargés depuis le haut de la côte de Saint-Pierre jusques au Pompidou, cette partie n'est pas en aussi bon état qu'on devoit l'espérer ; qu'il est même à craindre qu'on ne puisse parvenir, qu'à très grands frais, à lui donner assez de solidité pour résister au passage journalier des rouliers, et au poids énorme dont ils surchargent leurs voitures.

Que cette route étant la plus intéressante pour le commerce du bas Languedoc en Auvergne, l'assemblée doit redoubler les précautions pour en assurer le libre

passage, et charger, en conséquence, le sieur Boissonade d'aviser aux moyens qu'on pourroit prendre pour y parvenir, et d'en dresser le devis, après avoir consulté M. O'Farrell, directeur des travaux publics de la province.

Après quoi ledit sieur syndic a proposé à l'assemblée de délibérer, qu'il sera imposé, cette année : 1° une somme de 3,853 livres en faveur des entrepreneurs de l'entretien du chemin de Mende à La Garde ; 2° 4,800 livres pour servir au payement des cantonniers employés à l'entretien de la partie du haut de la côte de Saint-Pierre au Pompidou ; 3° de charger le sieur Boissonade, de veiller à la prompte et solide exécution des ouvrages donnés à prix fait sur les deux divisions, dont il a rendu compte, et de dresser, en même temps, le devis estimatif des ouvrages d'entretien à faire sur celle du Pompidou, et finalement d'autoriser MM. les commissaires à procéder, en la forme ordinaire, à l'adjudication de cette partie, et de celles nouvellement construites du Cros-Bas à Chazoux, du Daumal au bas de la côte de Longuelouve, sur la route de Lyon à Milhau, par Chanac et Bombes, de la Baraque-Rouge à Esplantats, sur celle de Saugues à Langogne, de St-Chély au haut de la côte du Malzieu et des avenues du pont de cette ville.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Ledit sieur syndic a dit : que le sieur Boissonade, lors de ses dernières visites, s'étant assuré que les entrepreneurs de l'entretien de quelques parties de chemin, n'avoient pas entièrement réparé les dégradations qui y avoient été causées par le long séjour des neiges, et par les pluies abondantes du printemps, qui en avoient précipité la fonte, cet inspecteur leur a refusé ses certificats

de réception, ce qui a nécessairement suspendu le payement de ce qui est dû.

Que ces entrepreneurs s'étant occupés, depuis le retour de la belle saison, des ouvrages dont ils étoient chargés, les ont exécutés, et fait appeler, en conséquence, le sieur Boissonade, pour les vérifier et recevoir ; qu'ainsi il y a lieu d'espérer qu'ils sont en règle, et qu'on pourra leur faire payer le montant de leur bail.

Il a observé : que l'entrepreneur du chemin de Chagnac à Marvejols ne pouvant pas, ce semble, être tenu d'une dégradation extraordinaire, dont la réparation excéderoit le prix de son entretien, le sieur Boissonade fut chargé d'en dresser le devis, suivant lequel la dépense à faire s'élève à une somme de 745 livres 6 sous.

Que cette réparation étant des plus urgentes, pour assurer le passage d'une communication si intéressante, l'assemblée pourroit y faire travailler, et fournir à tous les frais sur les fonds des dépenses imprévues ; ledit sieur syndic a, en conséquence, proposé de l'autoriser à faire exécuter cet ouvrage, avec célérité, sur ledit fonds, par économie, ou par soumission des entrepreneurs ; comme aussi de faire payer aux entrepreneurs, qui, par des circonstances extraordinaires, sont en retard, ce qu'il leur est dû, lorsqu'ils rapporteront le certificat de réception.

Ce qui a été unanimement délibéré.

Il a dit ensuite : que les nommés Bergounhe, Méjan et Creissen, entrepreneurs de l'entretien du chemin de Mende au haut de la côte du Choïsal, et les nommés Mouton et Toquebeuf, chargés du même entretien, par un bail subséquent, ayant négligé, chacun comme les concernoit, pendant la durée de leurs baux, de répara

et entretenir les parapets établis sur cette partie de la grande route, le sieur Boissonade, après les avoir avertis annuellement, lors de ses tournées, de se mettre en règle, leur a constamment refusé ses certificats de réception.

Que les fonds, qui leur avoient été retenus, à raison de l'inexécution de ce travail, ont resté dans la caisse de MM. les receveurs, pour fournir au paiement des ouvrages auxquels ils étoient destinés, dans l'espérance que les entrepreneurs se hâteroient d'y faire travailler.

Que leur peu d'exactitude à tenir leurs engagements, et à suivre les ordres réitérés qui leur ont été donnés, exposant les voyageurs, qui fréquentent journellement cette route, à des accidents dangereux, qu'on ne peut prévenir que par la reconstruction de ces parapets, le sieur Boissonade, après s'être de nouveau assuré de leur mauvais état, a dressé son procès-verbal, pour le constater, et pour faire observer à l'assemblée la nécessité d'en délibérer le prompt rétablissement.

Sur quoi l'assemblée, ouï le rapport dudit sieur syndic, instruite d'ailleurs du danger que courent les voyageurs, par la trop longue négligence desdits entrepreneurs à remplir leurs engagements, constatés par le procès-verbal du sieur Boissonade, a unanimement délibéré de faire travailler, sans retard, à la reconstruction et réparation des parapets dont ils étoient chargés, par des ouvriers dirigés par le sieur Boissonade, conformément aux clauses des baux passés avec lesdits entrepreneurs, et de fournir à cette dépense sur les fonds dudit entretien, dont la retenue ayant été prononcée, ont resté dans la caisse des receveurs.

Après quoi M. le premier consul-maire de la ville de

Maruejols a représenté à l'assemblée, que tous les rouliers se plaignent d'un mauvais passage auprès des Cheirouses, sur la grande route du bas Languedoc en Auvergne, par Chanac et Maruejols, qui gêne la liberté de cette communication ; qu'on pourroit aisément la rendre plus facile par un changement d'emplacement, qui seroit peu dispendieux.

Sur quoi l'assemblée a délibéré, de charger le sieur Boissonade d'aller vérifier le changement proposé, d'en dresser le devis estimatif, pour être présenté à MM. les commissaires du diocèse, qui ont été autorisés à faire exécuter les ouvrages qui y seront indiqués, sur le fonds des dépenses imprévues, si cette réparation est jugée utile, urgente et peu coûteuse.

Ledit sieur syndic a dit : que par jugement du 15 février 1789, NN. SS. les commissaires du Roi et des États ont permis d'imposer sur le diocèse, la présente année, une somme de 3,166 livres, du montant des dommages causés pour l'emplacement du chemin depuis la Baraque-Rouge jusques au pont d'Ancelpont, à différents particuliers dénommés dans le rapport des experts chargés de cette vérification et estimation, étant compris dans cette somme celle de 68 livres 5 sous, due à M. de Malavielle, pour dommages par lui soufferts, et dont l'expert avoit omis de faire mention dans son rapport du 25 octobre 1786.

Sur quoi l'assemblée, vu le susdit jugement et le rapport des experts, a unanimement délibéré, et donné pouvoir à MM. les commissaires de l'assiette, d'imposer, cette année, dans le département des deniers diocésains, la susdite somme de 3,166 livres, pour être payée, sur les mandements de Mgr le Président, aux particuliers compris dans le rapport, chacun comme les concerne.

Ledit sieur syndic a dit : que le nombre des insensés, détenus dans les maisons de force du Puy et de Mende, étant toujours le même, il seroit impossible de fournir aux frais de leur nourriture, garde et entretien, avec le fonds de 1,500 livres que le diocèse est autorisé d'imposer pour cette dépense, si NN. SS. des États ne continuoient à permettre l'imposition de 500 livres d'augmentation, qu'ils ont bien voulu accorder les années précédentes ; que ce secours seroit même insuffisant pour dix insensés, s'il n'étoit pourvu au déficit par des fonds de charité, remis annuellement à MM. les administrateurs de l'hôpital de cette ville. Par ces considérations, il requiert l'assemblée de lui donner pouvoir de solliciter, pendant la tenue des prochains États, le consentement et permission nécessaires pour l'imposition de 500 livres, en augmentation de celle de 1,500 livres déjà autorisée.

Ce qui a été unanimement délibéré, à la charge, conformément aux délibérations prises les années précédentes, qu'il sera rendu compte de l'emploi, tant de la susdite somme de 500 livres, que de celle de 1,500 livres déjà permise, pour l'excédent, s'il y en a, être mis en moins imposé.

Ledit sieur syndic a dit : que l'assemblée ayant autorisé la convention qu'il fit l'année dernière avec le sieur La Combe, pour l'impression du procès-verbal des États et assiette du pays, il a traité avec lui, sur le même pied et aux mêmes conditions pour l'impression de celui de cette année. Il supplie en conséquence l'assemblée, en approuvant ce traité, de l'autoriser à solliciter, pendant la tenue des prochains États généraux, toutes les permissions nécessaires, pour imposer, en 1790, la somme

à laquelle MM. les commissaires du diocèse arrêteront cette dépense, sur le vu du procès-verbal, à raison de 12 livres la feuille, et de 56 livres pour la brochure.

Sur quoi l'assemblée a autorisé et approuvé la police passée par ledit sieur syndic avec le sieur La Combe : et attendu l'insuffisance du fonds des dépenses imprévues, elle l'a chargé de poursuivre les permissions nécessaires pour imposer, en faveur de M. le receveur, en exercice la présente année, le montant des avances qu'il est prié de faire pour les frais d'impression du procès-verbal, lorsque l'état en aura été arrêté par MM. les commissaires.

Ledit sieur syndic a dit : que sur le compte qui fut rendu à Mgr l'Intendant, des dommages causés, l'année dernière, aux récoltes des différentes communautés du diocèse, et des accidents désastreux arrivés à celles de Saugues et de Sainte-Ennemie, constatés par les procès-verbaux qui lui furent adressés, ce magistrat, touché de ces différents malheurs, après en avoir fait part au Ministère, a bien voulu comprendre ce diocèse, pour une somme de 54,820 livres 7 sous 9 deniers, dans la répartition de l'indemnité qu'il a plu au Roi d'accorder à cette province, par un arrêt du Conseil du 22 avril dernier, sur laquelle ayant été prélevé 16,820 livres, savoir : 12,897 livres pour la communauté de Saugues, 3,000 livres pour celle de Sainte-Ennemie, et 925 livres pour des indemnités particulières, il restoit à répartir 18,000 livres sur les communautés endommagées dans leurs récoltes.

Que Mgr l'Intendant ayant renvoyé la répartition de cette somme à MM. les commissaires du diocèse, par



son ordonnance du 20 mai 1789, ils avoient pensé qu'il étoit de toute justice de venir au secours des malheureux incendiés de Saugues, celui de 12,897 livres, accordé à cette communauté, ayant été principalement destiné, par le Ministère, à la réédification de l'hôpital.

Sur quoi l'assemblée, vivement affectée des malheurs de cette communauté, et désirant de venir à son secours, a prié MM. les commissaires du diocèse de prélever, sur les 18,000 livres attribués à ce diocèse, la somme qu'ils croiront pouvoir accorder à ces incendiés, d'en faire la répartition, et de répartir ensuite le surplus de ce fonds, sur toutes les communautés endommagées dans leurs récoltes ; elle a, en même temps, chargé le greffier du diocèse, lorsque cette répartition aura été autorisée par M. l'Intendant, de marquer, par un article séparé, dans la mande de chacune desdites communautés, les sommes qui leur ont été accordées, pour qu'elles le mettent en moins imposé cette année.

Il a dit ensuite : que la grande quantité de neige, dont ce pays a été couvert jusques à la fin du mois d'avril, a causé des dommages considérables à la récolte des blés d'hiver, qui, d'après les plaintes qui lui ont été adressées, s'annonce très mal ; que ces pertes ont été suivies de celle des bestiaux, dont il a péri une très grande quantité ; que le résultat de tous ces malheureux accidents ne pouvant être connu, ni présenté à Mgr l'Intendant qu'après des vérifications exactes, il requiert l'assemblée de l'autoriser à y procéder, conjointement avec M. le subdélégué, conformément à la décision du Conseil du mois de février 1755.

Sur quoi l'assemblée a unanimement délibéré, donné pouvoir audit sieur syndic, de procéder à cet

vérification sur toutes les communautés qui ont déjà souffert, ou qui pourront souffrir par de nouveaux accidents de pertes dans leurs fonds, dans leurs récoltes, ou dans les troupeaux ; de se concerter, à cet effet, avec le subdélégué de M. l'Intendant ; d'en dresser des procès-verbaux, et de réclamer les bontés de ce Magistrat pour un diocèse réduit à la misère, par les mauvaises récoltes et par le prix excessif des grains.

Ledit sieur syndic a dit : qu'il lui a été remis deux requêtes, l'une du sieur Pagès, chirurgien de Chanac, dans laquelle il expose, que deux misérables journaliers de cette paroisse, ou de Larbussel, ayant eu le malheur d'être cruellement blessés par la foudre, il se prêta avec zèle à leur procurer tous les secours que l'art pouvoit leur fournir ; qu'après les soins les plus assidus et des remèdes suivis, pendant plusieurs mois, dans sa maison, où il avoit été obligé de les faire transporter, il a eu le bonheur de les guérir ; qu'il auroit désiré que sa fortune eut pu lui permettre de faire le double sacrifice des frais de leur nourriture, auxquels il a été obligé de pourvoir, et de ses soins et pansements, auxquels il renonce.

La seconde, du nommé Jean Delfau, journalier du Malzieu, qui réclame des secours auprès de cette assemblée, à raison d'une chute qu'il fit en travaillant au pont que le diocèse faisoit réparer auprès de cette ville. Ce cruel accident, qui, par ses suites, l'a empêché, pendant six mois, de suivre ses journées, la réduit, et toute sa famille, à la dernière misère, et l'a mis dans l'impossibilité même de payer le chirurgien qui l'a servi.

Sur quoi l'assemblée, déterminée par ces considérations, a unanimement délibéré, d'accorder, sans conséquence, au sieur Pagès, chirurgien de Chanac, une

somme de 120 livres, pour son remboursement des frais de nourriture et des remèdes qu'il a faits ; et audit Delfau, une somme de 72 livres, à titre de charité et de gratification extraordinaire. Elle a en même temps autorisé ledit sieur syndic, à fournir à la dépense que feront à Bagnols les deux particuliers de Chanac et de Larbussel, pendant tout le temps qu'ils resteront à ces bains, dont l'usage leur a été ordonné par M. Bonnel de la Brageresse, docteur en médecine.

Ledit sieur syndic a dit : que la récolte de la graine de genêt étant faite lorsqu'il put s'adresser à M. le syndic de Lodève pour lui en demander, il n'a pu lui en procurer une aussi grande quantité qu'il auroit désiré ; que cependant celle dont il lui a fait l'envoi, est assez considérable pour pouvoir multiplier les essais ; que sur les 27 livres qu'il a reçus, il en a déjà distribué partie à d'excellents cultivateurs ; qu'il continuera à donner celle qui lui reste à d'autres, avec le mémoire qu'il a fait imprimer sur la manière de la cultiver, préparer et employer à la fabrication des toiles.

Ledit sieur syndic a dit : que sur les premiers avis qui lui furent donnés, que deux bandes de brigands répandues, l'une sur plusieurs communautés des montagnes d'Aubrac, depuis Saint-Juéry, frontière d'Auvergne, jusques aux environs de Saint-Chély, l'autre, depuis Villefort jusques à Pradelles, avoient répandu dans tous ces cantons les plus vives allarmes, par les vols et les autres excès auxquels ces malfaiteurs se livroient, il en rendit compte à Mgr le comte de Périgord, qui donna tout de suite des ordres à toutes les brigades de maréchaussée du Gévaudan, de faire des courses journalières, pour arrêter ou dissiper les auteurs de tous ces brigandages.

Que ces troupes, malgré leur zèle, n'étant pas assez en nombre pour se porter promptement sur les différentes communautés où ces malfaiteurs commettent les délits dont on se plaint, l'assemblée se déterminera, sans doute, à inviter tous les habitants de ces communautés à se réunir, pour arrêter et traduire dans les prisons de Mende ces brigands, et à faire payer à ces citoyens zélés pour la sûreté publique, une gratification pour chacun des malfaiteurs dont ils feront la capture ; que c'est par ces encouragements, sagement accordés, que ce pays a été purgé des voleurs, qui, pendant plusieurs années, avoient causé de pareils désordres ; qu'on peut espérer avec confiance, que les mêmes moyens produiront les mêmes effets.

Sur quoi l'assemblée instruite, par plusieurs de ses membres, ici présents, et par des avis particuliers, des crimes commis par les deux bandes de voleurs, dont ledit sieur syndic vient de lui rendre compte, elle l'a autorisé à faire payer, à ceux qui parviendront à les arrêter et traduire dans les prisons communes du Gévaudan, une gratification, suivant l'usage établi, et proportionnée à l'importance des captures.

Il a dit ensuite : qu'il a reçu plusieurs plaintes sur la mauvaise qualité du sel, qui se débite dans différents greniers du Gévaudan, notamment à celui de Mende ; qu'outre qu'il est chargé de corps étrangers, il est si mouillé, que d'après les expériences qui ont été faites, il déchet de plus de 12 livres par minot, ce qui fait une perte de près de 4 livres sur cette mesure, qui, étant multipliée sur 18,000 livres, qu'on vend dans le pays, en feroit une de 72,000 livres, si par tout le déchet est égal ; qu'étant de l'intérêt du pays, de remédier à un

abus ruineux pour les consommateurs, il prie l'assemblée de délibérer.

Sur quoi l'assemblée a chargé ledit sieur syndic, de s'assurer de la vérité de ces faits ; de vérifier, particulièrement, le sel délivré dans le grenier de Mende ; et si le déchet, dont on se plaint, est constaté, d'en porter ses plaintes, au nom de l'assemblée, à MM. les fermiers généraux, pour qu'ils puissent prendre, avec les entrepreneurs des voitures, les moyens les plus prompts et les plus sûrs, pour faire cesser des abus, si préjudiciables aux habitants du Gévaudan, qui n'existeroient pas, si la traite des sels, qu'on fait ordinairement en hiver, se faisoit dans tout autre temps, et surtout en été.

Il a ajouté que M. le syndic général du département lui a fait l'envoi d'un mémoire dressé par M. l'abbé de Besse, vicaire général de Viviers, concernant un four hydraulique propre à faire éclore les vers à soie.

Que les avantages qu'on peut en retirer, reconnus par la Société royale des sciences de Montpellier, et établis sur les expériences qui ont été faites en Vivarais, faisant désirer la publicité de cet ouvrage, les États de la province en ont ordonné l'impression et la distribution dans tous les diocèses ; qu'il en a reçu plusieurs exemplaires, qu'il aura soin de répandre dans le petit nombre de communautés du pays où l'on élève des vers à soie.

Le syndic du pays, en finissant ses rapports, a dit qu'il croit devoir présenter à l'assemblée un état *détailé* de l'emploi des sommes imposées pour l'entretien des différents chemins du diocèse, se portant en total à 31,700 livres 4 sous.

GRANDS CHEMINS DU DIOCÈSE.

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
Du haut de la côte de Saint-Pierre au Pom- pidour.	Par économie. . . .	4,800 livres.
Du Pompidour au pont du Mazel.	Jean Boulet et Louis Folcher . . . . .	3,000
Du pont du Mazel au bas de la côte de Mo- lines.	Jacques Armand et Jean-Pierre Persegol.	2,323
Du bas de cette côte au haut de celle du Choizal.	Pierre Mainadier et sieur Henry Saury . .	1,275
Du haut de la côte du Choizal à Mende.	Jean Boulet et Louis Folcher . . . . .	2,202 4
De Mende au pont de Chadenet, près Serverette.	Jean et Etienne La- pise et Pierre Fabre..	2,173
Du pont de Chadenet au-delà de La Garde, extrémité du diocèse.	Louis Mallet et Jean Roux . . . . .	1,680
De La Canourgue à Chanac.	Pierre Montialoux et Hyacinthe du Bruel. .	360
De Chanac au pont de Lagoutelle.	Pierre et Jean Ber- gounhe. . . . .	640
Du pont de Lagou- telle à Mende.	Jean Lapise et Jean André . . . . .	1,087
De Mende à Lavita- relle, par Laubert.	Les mêmes . . . . .	375
De la Croix du Baile au Mas-Neuf, extré- mité du diocèse.	Pierre Joly et Pierre Mouton . . . . .	750
Du pont de Tarn, aux Combettes.	Claude et Etienne Philippe . . . . .	320
Des Combettes à la Croix du causse de Mende.	Les mêmes . . . . .	425
Du haut de la côte de Molines à Chanac.	Félix Laget et Ro- main Bonnet . . . . .	450
De Chanac à Marue- jols.	Joseph Aldebert, Jean Comte et Guil- laume Fabre. . . . .	520
De Maruejols aux Pradels, près Saint- Chély.	Claude Farger et Etienne Lardi . . . . .	760

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
De Maruejols à La Canourgue et à l'ex- trémité du diocèse.	Les mêmes . . . . .	700 livres.
De Maruejols au pont de La Planchette.	Les mêmes . . . . .	900
De Mende à Bagnols et à Gourgons.	Félix Laget et Ro- main Bonnet. . . . .	700
De la Montjoye du moulin de Bonhomme à la pierre Evescal.	André Feljas et Jean Pierre Creissent . . . . .	1,000
La côte de Bayard pour le tiers concer- nant le diocèse.	Alexis Dumazer et Alexis Rieutort . . . . .	100
Du haut de la côte de Bayard à La Bas- tide.	André Feljas et Jean Pierre Creissent . . . . .	750
De Pranalac à Lango- gne.	Jean-Pierre Plan- chon et André Feljas.	350
De Maruejols à Ser- verette.	S <sup>t</sup> Jean-Baptiste Bi- ron et Pierre Moulin.	360
De Serverette au haut de la côte du Mal- zieu.	Louis Mallet et François Rousset Bal- det . . . . .	300
D'Esplantats à Sau- gues et au ruisseau de Lamuda.	J.-Pierre Regourd et Pierre Durand . . . . .	325
De Barre au pont de Ravatgers.	Pierre Soulatges et Jacques Armand . . . . .	250
Du valat de la fon- taine du Pommier à Cabrillac.	Les mêmes . . . . .	180
La côte de Solpé- rières.	Jean Lévêjac et Devèze . . . . .	96
De la Montjoye du causse de La Canour- gue au bas de la côte Montferand.	Guillaume Vidal et Pierre Farger. . . . .	150
Du bas de la côte de Longuelouve à la Croix des Alabats.	Pierre Montialoux et Hyacinthe du Bruel.	250
Total. . . . .		29,551 liv. 4

# CHEMINS ROYAUX DES CÈVENNES.

PARTIES DE CHEMIN ADJUGÉES.	NOMS DES ENTREPRENEURS.	MONTANT des baux d'entretien.
Parties situées sur les paroisses de Frut- geires, Saint-Frézal et St-Andéol.	Sieurs Antoine Ser- vière et Etienne Pan- tel. . . . .	250 livres.
Celles des paroisses du Collet et St-Michel- de-Dèze.	André Feljas et Jean Chambon. . . . .	330
Celles de la paroisse de St-Germain-de-Cal- berte.	Jean-Jacques Dupuy et Jean-Jacques Pic. .	450
Celles des paroisses de Saint-Etienne et St- Martin-de-Boubaux.	Jean-Pierre Armand et Pierre Soulatges. .	400
Celles des paroisses de Notre-Dame et Ste- Croix.	Marc-Antoine Bas- tide et François Bas- tide. . . . .	190
Celles des paroisses de St-Jean de Gabriac et du Pompidou.	Pierre Soulatges et Jacques Armand. . . .	60
Celles des paroisses de Vebron et Fraissi- net-de-Fourques.	David Devèze et Da- vid Aurès . . . . .	230
Celles des paroisses de St-Laurent, Barre, les Baumes et Mole- zon.	Jean-Baptiste Pena- rié et Pierre Mersa- dier. . . . .	124
Celles de la paroisse de St-Martin-de-Lan- suscle.	Jean-Pierre Armand et Pierre Soulatges. .	115
Total. . . . .		31,700 liv. 4

Ledit sieur syndic a mis ensuite sous les yeux de l'assemblée l'état des insensés du diocèse, nourris et entretenus dans des maisons de force, sur le fonds de 2,000 livres, que le païs est autorisé d'imposer pour fournir à cette dépense.

Jean-Baptiste Castan, à l'hôpital du Puy.

Marguerite Guy, à l'hôpital de Mende.



François Adhérent,	à l'hôpital de Mende.
Margueritte Borrel,	id.
Claudine Pigeire,	id.
Jean Ricou,	id.
Jean Rousset,	id.
Jean Masseguin,	id.
Alexandre Mercier,	id.
Jean Favier,	id.

Suivant le tableau mis à suite du procès-verbal des États de 1787, le montant des remboursements faits sur les anciennes dettes du diocèse, depuis 1780, se portent à ..... 288,669 liv. 4 s.

Depuis il a été imposé pour remboursements :

NOMS DES CRÉANCIERS.	ORIGINE DES CRÉANCES SUIVANT LE CONTRAT.	MONTANT DES CANTONS IMPOSÉS POUR REMBOURSEMENTS.
En 1787	22 décembre 1719. . .	10,200 liv.
Aux Dames religieuses du Chambon.	18 mai 1720..... 15 février 1724.....	
En 1788	22 février 1726.....	
Au chapelain de Préfontaine.	27 mars 1777 .....	3,000
Au chapelain de Notre-Dame de Lorette.	27 octobre 1777 .....	904
Au Chapitre collégial de Maruejols.	14 août 1723.....	3,000
Au clergé de Mende.	21 novembre 1777....	3,000
En 1789.		
Audit Chapitre de Maruejols.	5 avril 1723.....	2,000
Au même.	25 octobre 1775 .....	2,000
Au clergé de Mende.	1 <sup>er</sup> décembre 1725....	6,000

Total..... 30,104 liv.

Après quoi, le *Te Deum* a été récité et la bénédiction a été donnée par Mgr l'évêque de Mende, Président.

Fait, clos et arrêté à Mende, le vingt-deux juin mil sept cent quatre-vingt-neuf.

† L'Évêque de Mende, Président.

## TABLE DES MATIÈRES

DU VIII<sup>e</sup> VOLUME

DES ÉTATS PARTICULIERS DU GÉVAUDAN

---

Délibération des Etats en 1780 (1).....	page	5
— en 1781 .....		29
— en 1782.....		42
— en 1783.....		99
— en 1784.....		155
— en 1785 .....		214
— en 1786.....		288
— en 1787.....		356
— en 1788.....		421
— en 1789.....		498

---

---

(1) Voir le sommaire à la page indiquée.